



La fabrique matérielle et symbolique de la ville : le cas de Villeurbanne de 1900 à 1950

Boris De de Rogalski Landrot Rogalski Landrot

► To cite this version:

Boris De de Rogalski Landrot Rogalski Landrot. La fabrique matérielle et symbolique de la ville : le cas de Villeurbanne de 1900 à 1950. Histoire. Ecole normale supérieure de lyon - ENS LYON, 2014. Français. NNT : 2014ENSL0893 . tel-01066746

HAL Id: tel-01066746

<https://theses.hal.science/tel-01066746>

Submitted on 22 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THESE

en vue de l'obtention du grade de

Docteur de l'Université de Lyon, délivré par l'Ecole Normale
Supérieure de Lyon

Discipline : histoire contemporaine

Laboratoire : Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes
(LARHRA-UMR 5190)

Ecole doctorale 483 ScSo (Histoire, géographie, aménagement,
urbanisme, archéologie, science politique, sociologie, anthropologie)

présentée et soutenue publiquement le 13 mai 2014

par Boris de ROGALSKI LANDROT

La fabrique matérielle et symbolique de la ville : le cas de Villeurbanne de 1900 à 1950

Sous la direction de Monsieur le professeur Jean-Luc Pinol
(ENS de Lyon, LARHRA-UMR 5190)

Après l'avis de : Annie Fourcaut, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-
Sorbonne et de Loïc Vadelorge, professeur à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée

Devant la commission d'examen formée de :

Annie Fourcaut, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Renaud Payre, professeur à l'IEP de Lyon

Jean-Luc Pinol, professeur à l'ENS de Lyon, Directeur

Loïc Vadelorge, professeur à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée

Serge Wolikow, professeur émérite à l'Université de Bourgogne

Michelle Zancarini-Fournel, professeur émérite à l'Université Claude Bernard
– Lyon 1

A mon épouse Muriel pour soutien inconditionnel et à notre fille Victoire.

*En mémoire de mon grand-père Jean Marielle, pour son engagement durant les
années sombres.*

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de thèse, monsieur Jean-Luc Pinol qui, par ses conseils et son encadrement, m'a permis d'aller au bout de ce projet de recherche et d'approfondir mon goût pour l'histoire urbaine contemporaine. Le séminaire de recherche en histoire urbaine qu'il a dirigé à l'ENS de Lyon et son expertise en cartographie historique m'ont permis d'orienter mes travaux sur de nouvelles pistes de recherche. Je remercie l'ENS de Lyon pour les conditions de travail qui m'ont été offertes ainsi que, les membres du LARHRA et son directeur, Bernard Hours, pour leur disponibilité et le soutien financier octroyé afin de participer à des colloques à l'étranger.

Mes remerciements vont à l'ANRT et à la municipalité de Villeurbanne pour avoir engagé le projet de recherche au sein du Rize et pour leur soutien concret afin de permettre à de jeunes chercheurs de mener de nouvelles recherches scientifiques dans le but d'approfondir les connaissances sur Villeurbanne.

Je remercie Xavier de la Selle, directeur du Rize, pour nos nombreuses discussions et pour sa confiance durant ces trois années. Dominique Grard a su m'orienter dans les fonds de la ville et nos discussions nourries ont été particulièrement enrichissantes dans mon cheminement réflexif. Le Rize est aussi une équipe avec laquelle j'ai pu échanger, discuter et porter un éclairage nouveau sur le rôle social de l'historien. Les expositions scientifiques auxquelles j'ai participé et l'animation du pôle de recherche ont contribué à l'élaboration de ma réflexion scientifique. Les jeunes chercheurs accueillis en résidence depuis 2010 m'ont beaucoup apporté par leurs questions, leurs réflexions propres à chacune de leur discipline et j'espère avoir pu en faire autant pour eux.

Enfin, mes remerciements les plus profonds vont à ma famille, mon épouse Muriel pour son soutien et nos discussions et à notre fille, Victoire, dont la joie a animé ces années de recherche.

Liste des principales abréviations

AML : Archives municipales de Lyon

AMV : Archives municipales de Villeurbanne

ADR : Archives départementales du Rhône

BMO : Bulletin municipal officiel

Sommaire

Introduction	3
Partie 1 : De la fin du XIX ^e siècle aux lendemains de la Première Guerre mondiale : du laisser-faire à la genèse d'un urbanisme de plan.....	53
I. La tentative d'annexion de Villeurbanne par Lyon de 1901 à 1909.....	53
A. La campagne officielle de l'annexion de 1901 à 1903	54
1. La suppression de l'octroi en 1901 : levée du premier verrou administratif en vue du projet d'annexion	55
2. Les débuts officiels de la campagne au sujet de l'annexion	62
B. L'annexion ou la recherche de nouveaux espaces attractifs afin de gérer la croissance de Lyon (1903-1909)	67
1. L'annexion et les besoins de croissance de Lyon	67
2. Une campagne annexionniste dynamique	69
3. L'accélération de la procédure d'annexion	74
C. Le jeu de représentation entre Lyon et Villeurbanne	87
1. Les banlieues vues depuis Lyon.....	90
2. Les représentations discursives de Villeurbanne à la fin du XIX ^e siècle..	100
a) La défense de l'autonomie communale.....	100
b) La mise en mots de Villeurbanne : enjeux politiques des variations toponymiques	103
c) La mise en mots de Villeurbanne : enjeux politiques du premier récit historique sur la commune	105
D. De l'annexion autoritaire au développement de l'intercommunalité (1906- 1909)	128
II. Du renforcement de l'interventionnisme municipal à l'urbanisme de plan	136
A. L'émergence d'un municipalisme aux couleurs du socialisme.....	136
B. La mise en place d'une politique hygiéniste et sociale	141
1. La hausse de l'intervention municipale dans le domaine de l'hygiène.....	141
2. La hausse de l'intervention municipale dans le domaine de l'assistance .	153

C.	Le développement de la régie municipale	155
D.	L'extension du municipalisme dans le domaine de l'urbanisme	159
1.	Du laisser-faire à la genèse d'un urbanisme de plan.....	159
2.	La création de l'office municipal d'HBM.....	167
E.	Le municipalisme d'avant 1914 et la recherche d'union : une logique localisante ?	172
III.	La Première Guerre mondiale et le renforcement du municipalisme au début des années 1920.....	180
A.	L'organisation de l'assistance dans le cadre de l'effort de guerre	180
B.	Le municipalisme du début des années 1920 : hérité de la Grande Guerre..	186
1.	L'ombre portée de la Grande Guerre dans la fabrique symbolique de la ville	186
2.	La réactivation de l'office municipal d'HBM.....	189
3.	La mise en place d'un plan d'aménagement et le rôle des relations intercommunales	191
	Partie 2 : Le bouleversement des images de Villeurbanne de 1924 à 1935	198
I.	Un programme urbain et social réformateur	201
A.	Rationalisation de l'urbanisation et de l'administration locale	202
1.	Les débuts de la planification urbaine à Villeurbanne et le rôle des échanges entre Lyon et Villeurbanne en 1925	202
2.	La réorganisation de l'organigramme municipal	210
3.	La recherche et la diffusion de nouveaux savoirs urbain	215
a)	La collecte de nouveaux savoirs	215
b)	Informier l'électorat sur les changements de la ville : le rôle du bulletin municipal.....	224
4.	L'élaboration et la finalisation du plan d'aménagement de Villeurbanne	228
B.	La modernisation de la ville	239
1.	Les relations d'assistance entre les étrangers et la municipalité : le projet de taxes municipales sur les étrangers de 1925.....	239
a)	La question des étrangers en débat dans la seconde moitié des années 1920	243

b) Des projets municipaux de taxation des étrangers dès 1924.....	245
c) Le projet de loi de Lazare Goujon : de la recherche de ressources fiscales au contrôle de la population étrangère	247
d) La mobilisation des réseaux municipaux.....	250
2. Le logement.....	254
3. Le chauffage urbain.....	261
4. Eclairer la ville	266
5. De la gestion du service des eaux au développement de l'intercommunalité	272
II. De nouvelles fonctions urbaines.....	278
A. Des espaces de loisirs et d'éducation dans la ville.....	278
1. De la pouponnière en ville au centre de nourrissement dans les campagnes.....	279
2. La création d'espaces récréatifs	286
3. Le sport dans la ville	290
B. Du Palais du Travail au nouveau centre	297
1. Le Palais du Travail : un espace central et attractif.....	297
a) Le Palais du Travail : un projet coopératif.....	298
b) Du jury du concours à la pose de la première pierre par Albert Thomas (mars-mai 1928).....	303
c) Une institution au service de l'hygiène des Villeurbannais.....	307
d) Le théâtre municipal : un enjeu politique	312
e) Des espaces de coopération et d'éducation.....	315
2. Le nouvel hôtel de ville.....	317
a) La centralisation de la bibliothèque et des archives municipales	324
b) Le musée municipal	328
C. La production et la diffusion d'images de Villeurbanne : gouverner par les réseaux.....	329
1. Faire connaître la ville, un enjeu de politique locale.....	329
a) Le rôle catalyseur de la 3 ^e Exposition internationale de technique sanitaire et d'hygiène urbaine, à Lyon en mars 1932.....	330
b) La multiplication des articles sur Villeurbanne à partir de 1932.....	332
c) L'inauguration du nouveau centre en 1934.....	336

2. Le rayonnement national et international de Villeurbanne : la diffusion d'une innovation urbaine et l'effet de proximité de Lyon	337
a) Villeurbanne et les réseaux diplomatiques (1929-1934) : une forme de diplomatie municipale ?	337
b) Villeurbanne et la diffusion de nouveaux savoirs urbains	339
c) Villeurbanne : objet de visites	344
d) Les critiques sur le projet de nouveau centre	356
e) La préparation des élections municipales de mai 1935 et l'élection de conseillères municipales privées	362
Partie 3 : Villeurbanne et la guerre : de 1935 à la reconstruction	366
I. La municipalité de Camille Joly (1935-1939) : entre ruptures et continuités	366
A. Le Front Populaire a-t-il eu lieu à Villeurbanne ?	366
1. La victoire des communistes en 1935	367
2. La mobilisation des communistes : l'organisation du VIII ^e Congrès du Parti communiste français à Villeurbanne	370
3. Prédominance du parti communiste et fragilité de la fédération du Rhône de la SFIO	372
B. L'affirmation d'une différence : une nouvelle gestion municipale	375
C. La construction d'une identité partisane	382
1. Marquer le territoire par la toponymie	382
2. Les représentations politiques de Villeurbanne	389
D. La poursuite de la promotion de la ville : dissonances entre discours et pratiques	400
1. Les critiques de l'œuvre entreprise sous Lazare Goujon	401
2. La promotion de la politique urbaine de Lazare Goujon	403
a) Le Palais du Travail : un modèle pour la municipalité de Narbonne	403
b) Le maintien de la ville dans les réseaux d'urbanisme	406
E. Une politique culturelle active	420
1. Le Palais du Travail : centre culturel	421
a) L'Université populaire de Villeurbanne	422
b) Le Palais du Travail : du théâtre au lieu de réunion des sociétés locales	

c)	Le musée de Villeurbanne : de l'hôtel de ville au Palais du Travail.....	436
d)	La municipalisation du sport.....	439
e)	Une politique de lecture publique	443
F.	Un interventionnisme municipal renforcé mais contraint : entre application de principes idéologiques et nécessité	447
1.	Interventionnisme social et renfort de l'encadrement de la population	447
2.	De la gestion du chômage à l'appel au renforcement de l'interventionnisme de l'Etat en matière d'urbanisme	450
II.	La Seconde Guerre mondiale et la reconstruction.....	454
A.	De l'entrée en guerre à la défaite.....	455
1.	Villeurbanne : une ville de l'arrière	457
2.	L'arrivée massive de réfugiés	460
B.	Une municipalité aux ordres de Vichy	465
1.	La surveillance de la population et l'épuration de la municipalité	466
c)	La surveillance de la population	468
d)	De l'épuration de la municipalité.....	473
e)	...à la réorganisation du gouvernement municipal	476
2.	L'effacement de toute trace du communisme dans la ville et l'avènement du nouveau régime	479
C.	Villeurbanne durant la guerre	490
1.	Les problèmes de ravitaillement et leurs effets sur l'opinion publique	491
2.	La loi de l'occupant : répression de la population	496
3.	De nouvelles images de la ville : entre blocage de la fabrique de la ville et retour à la terre	504
4.	La fabrique de la ville : une compétence communale ?	511
D.	De la Libération à la reconstruction	517
1.	L'insurrection de Villeurbanne et la Libération.....	517
2.	La célébration de la résistance et des morts durant l'après-guerre	519
3.	Réorganisation municipale.....	523
4.	La déconnexion entre politique locale et expertise urbaine	525
	Conclusion.....	536

Illustrations et tableaux	557
<u>Fig.1</u> : Carte de la commune de Villeurbanne (1902).....	557
<u>Fig.2</u> : Carte du projet d'annexion de Lyon en 1903	558
<u>Fig.3</u> : Caricature de Charles Vernier, « Paris voulant englober la banlieue », in <i>Le Charivari</i> , 6 novembre 1858, p.576	559
<u>Fig.4</u> : Caricature de Charles Vernier, « La bonne ville de Paris et ses nouveaux enfants », in <i>Le Charivari</i> , 31 janvier 1860, p.143.	559
<u>Fig.5</u> : Exemple de page du registre des délibérations rendue volontairement illisible, relative aux mouvements insurrectionnels du 13 février au 3 mars 1793.	559
<u>Fig.6</u> : Cartouche du nouveau plan topographique de la commune de Villeurbanne, dressé par B. Monin en 1910.....	560
<u>Fig.7</u> : Plan topographique de la commune de Villeurbanne, dressé par B. Monin en 1910	562
<u>Fig.8</u> : Plan de la voirie ouverte par la Société immobilière de la Ferrandière, figurant en rouge les voies classées dans la voirie municipale	563
<u>Fig.9</u> : Document associé au dossier du PAEE de 1930 figurant en rouge la localisation des aménagements projetés.....	564
<u>Fig.10</u> : Avant-projet du PAEE de Villeurbanne (1930)	565
<u>Fig.11</u> : Plan général des améliorations projetées par la ville de Lyon (1926)....	566
<u>Fig.12</u> : Plan du réseau du chauffage urbain en 1934	567
<u>Fig.13</u> : Plan du réseau du chauffage urbain en 1944	567
<u>Fig.14</u> : Carte du réseau de canalisation de gaz au 16 février 1925	568
<u>Fig.15</u> : Vue de la façade nord de l'hôtel de ville de Villeurbanne la nuit	569
<u>Fig.16</u> : Carte 1 de diffusion du Livre d'Or entre 1934 et 1936	570
<u>Fig.17</u> : Carte 2 de diffusion du Livre d'Or entre 1934 et 1936	571
<u>Fig.18</u> : Vignette introduisant la page consacrée à Villeurbanne parue dans <i>La Voix du Peuple</i> de décembre 1934 à octobre 1938	572
<u>Fig. 19</u> : Vignette introduisant la page consacrée à Lyon parue dans <i>La Voix du Peuple</i> de décembre 1934 à octobre 1938.....	572
<u>Fig. 20</u> : Vignette introduisant la page consacrée à Lyon parue dans <i>La Voix du Peuple</i> du 7 octobre 1938, p.2.....	572
<u>Fig.21</u> : Vignette introduisant la page consacrée à Villeurbanne parue dans <i>La Voix du Peuple</i> du 7 octobre 1938, p.3.	572

<u>Fig.22</u> : Graphique de l'évolution du nombre de permis de construire à Lyon et à Villeurbanne entre 1922 et 1943	572
<u>Fig.23</u> : Graphique en indice de valeur du nombre de permis de construire à Villeurbanne et à Lyon de 1922 à 1943	573
<u>Fig. 24</u> : Carte des lotissements et des îlots insalubres, datée de début 1944	574
<u>Fig.25</u> : Localisation des jardins et des terres cultivées à Villeurbanne en 1943.	575
<u>Fig.26</u> : Carte du projet d'extension de l'éclairage public, datée du 28 mars 1941	576
<u>Fig. 27</u> : Carte de la pollution atmosphérique de Villeurbanne en 1944.....	577
<u>Fig.28</u> : Carte des équipements projetés à Villeurbanne en 1950	578
<u>Fig.29</u> : Carte des HLM projetés en 1954 sur le territoire de Villeurbanne.....	579
<u>Fig.30</u> : Carte des lieux-dits de Villeurbanne en 1944.....	580
<u>Tableau 1</u> : L'annexion et la croissance prévue de Lyon.....	581
<u>Tableau 2</u> : Contribution des territoires à l'agrandissement de Lyon en cas d'annexion.....	581
<u>Tableau 3</u> : Voyages du conseil municipal de Villeurbanne à Paris en vue du projet d'annexion.....	582
<u>Tableau 4</u> : Part de la population française et de la population étrangère dans la population totale de Villeurbanne (population éparsée et population agglomérée) de 1872 à 1911	583
<u>Tableau 5</u> : Effectifs employés dans les ouvriers de Lyon (1914-1917).	583
<u>Tableau 6</u> : Evolution du nombre de lanternes à gaz installées à Villeurbanne de 1927 à 1939	584
<u>Tableau 7</u> : Evolution du nombre de lanternes à gaz installées à Villeurbanne de 1939 à 1954	585
<u>Tableau 8</u> : Souscripteurs au Livre d'Or de 1934 à 1937, représentant une partie de la « toile municipale »	586
<u>Tableau 9</u> : Géographie électorale de la 10 ^e circonscription du Rhône en 1936..	587
<u>Tableau 10</u> : La victoire communiste dans la 10 ^e circonscription du Rhône en avril 1936.....	587
<u>Tableau 11</u> : Cours de l'Université Prolétarienne de janvier à mai 1937	588
<u>Tableau 12</u> : Cours de l'Université Populaire d'octobre 1937 à mai 1938.....	589
<u>Tableau 13</u> : Cours de l'Université Populaire d'octobre 1938 à mai 1939.....	590

<u>Tableau 14</u> : Fréquentation de la bibliothèque municipale et emprunts de 1933 au 31 décembre 1938	592
<u>Tableau 15</u> : Personnes venant des régions du Nord, du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Centre, réfugiées à Villeurbanne et demandant leur rapatriement du 6 juillet au 6 novembre 1940	593
<u>Tableau 16</u> : Principales villes dont sont originaires les réfugiés d'Alsace et de Moselle à Villeurbanne durant la Seconde Guerre mondiale.....	593
<u>Tableau 17</u> : Liste de la nouvelle toponymie des rues et places de Villeurbanne entre août 1940 et février 1941	594
<u>Tableau 18</u> : Moyenne des tickets d'alimentation distribués à Villeurbanne d'octobre 1940 à décembre 1943	594
<u>Tableau 19</u> : Evolution du nombre de permis de construire de Villeurbanne, avec indication du nombre de logements et de pièces créées, et celui de Lyon entre 1922 et 1934.....	595
Sources	596
Sources imprimées	596
Périodiques numérisés en ligne	596
Rapports de congrès, communications.....	596
Récits historiques sur Lyon et Villeurbanne	597
Manuels et articles d'hygiène et d'urbanisme.....	597
Sources sur la taxation des étrangers.....	597
Sources sur le socialisme municipal	598
Sources manuscrites	598
ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE.....	598
ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU RHONE. Section moderne	608
ARCHIVES MUNICIPALES DE LYON	609
Bibliographie.....	610
Epistémologie, outils et ouvrages généraux.....	610
Instruments de travail	610
Méthodologie, épistémologie	611
Historiographie.....	612
Histoire urbaine	613

Présentation historiographie.....	613
Synthèses et ouvrages généraux.....	615
Entrées et limites de la ville	615
L'agrandissement urbain et les reconfigurations territoriales.....	616
Pensée de la ville.....	616
Histoire de l'urbanisme et de la planification	617
Histoire culturelle.....	618
Historiographie.....	618
Histoire des politiques culturelles	619
Histoire des représentations urbaines.....	619
Travaux de sciences humaines et sociales sur les représentations du politique et des territoires	621
Histoire politique.....	622
Ouvrages d'histoire politique	622
Etrangers et identification nationale.....	623
Autres travaux d'histoire politique.....	624
Histoire des municipalités	626
Histoire du gouvernement municipal	626
Histoire de Lyon.....	628
Histoire de Villeurbanne	630
Etudes monographiques (hors Lyon et Villeurbanne)	631
Education et loisirs	631
Assistance et ravitaillement.....	633
Hygiénisme, santé	634
Logement.....	634
Histoire des réseaux et des échanges municipaux.....	635
Histoire de la communication	635
Intercommunalité et associations mayorales.....	636
Réseaux réformateurs et figures du réformisme	636
Réseaux techniques	637
Circulation des savoirs urbains	638

Introduction

« Faire connaître l'identité locale, la singularité d'un lieu distinct et désigné comme tel apparaît comme une sorte de défi permanent quand il s'agit de banlieue. Pour les acteurs politiques locaux, la tâche s'impose néanmoins. Elle appartient à leur travail de légitimation du politique, s'inscrit dans leur jeu concurrentiel, accompagne leur effort d'implantation et peut devenir constitutive du capital propre que chacun, en son nom ou de manière collective, cherche à constituer. Défi permanent : banlieue, la banlieue, variante, les banlieues, s'énonce comme un objet indifférencié, mal délimité, pauvre en repères topographiques, monumentaux, architecturaux. Excroissances insécables de la ville, tenues au loin, produites justement par la mise à distance de ce que la ville rejette ou ne veut accueillir : usines, équipements polluants et aussi populations modestes longtemps considérées avec crainte, aujourd'hui avec plus de commisération. L'alternance, au-delà des boulevards de ceinture, entre banlieues vertes et banlieues grises, espaces résidentiels et espaces du labeur, n'a, en définitive, pas beaucoup d'importance : l'image-résultante, celle qui condense les attributs les plus forts, retient que le tout égale la somme de quelques parties, les plus stigmatisées, et laisse dans l'ombre les autres ».

Henri REY, « Dire le local en banlieue »,
in *Mots*, décembre 1990, n°25, p.105-108.

Au terme de ces trois années de recherche dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche, gérée par l'Association nationale de la recherche et de la technologie pour le compte du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et en tant que doctorant en histoire contemporaine à l'ENS de Lyon employé par la ville de Villeurbanne afin d'écrire un « nouveau récit historique », le détour par une analyse de mon contexte de travail paraît impératif. Cette recherche sur contrat a débuté le 1^{er} octobre 2010 à la suite d'un appel à candidature pour un contrat CIFRE lancé par la municipalité de Villeurbanne pour se terminer le 30 septembre 2013. Elle s'inscrit dans un système de résidence d'étudiant-e-s du Master 2 au doctorat et de chercheurs confirmés travaillant sur des projets de recherche sur Villeurbanne en sciences humaines et sociales. Les étudiants et les chercheurs sélectionnés, après un lancement d'appel d'offre publique, ont alors à disposition un bureau au sein du centre culturel municipal appelé Le Rize afin

d'effectuer leurs travaux de recherche pour une période de 6 mois à 1 an¹. Le Rize est un espace multifonctionnel regroupant les archives municipales de Villeurbanne, une salle d'exposition, un amphithéâtre, une médiathèque municipale et le pôle de recherche, nouveau service que j'ai mis en place et animé durant mes trois années de thèse. Cette recherche doctorale présente la particularité d'avoir été effectuée en résidence c'est pourquoi j'ai, parallèlement à mon activité doctorale, animé le pôle de recherche comme maître de stage de 3 étudiants en Master 2 recherche accueillis de janvier à juin chaque année de 2010 à 2013. Ce sont au total 9 étudiants en Master recherche en histoire, en science politique, en anthropologie, en psychologie sociale et en urbanisme qui ont été ainsi accueillis en résidence durant mon contrat de thèse. Cette animation de la résidence au quotidien s'est accompagnée de la volonté de proposer de nouvelles formes de médiation scientifique afin de créer des ponts entre la société civile et les recherches en cours d'élaboration. Dans ce but, des restitutions ont régulièrement été effectuées notamment dans le cadre de conférences publiques pour diffuser les résultats obtenus tout en prenant en compte la temporalité du travail de recherche. Afin d'accroître l'audience des travaux menés dans le cadre de la résidence, une publication en ligne, dont j'ai été le rédacteur en chef, intitulée *Mémoires et Société. L'actualité de la recherche au Rize*, a été créée sur la plateforme hypotheses.org et nourrie tout au long de la résidence par les travaux des étudiants². L'échange pluridisciplinaire m'est apparu primordial durant ces années de recherche et il a nourri mes réflexions sur l'urbain³ et sur la place du récit dans les sciences sociales⁴. Mon activité doctorale s'est donc accompagnée d'une dimension de management et de médiation scientifique dans une logique pluridisciplinaire. Outre ces activités propres au fonctionnement du pôle de recherche dans le cadre des activités du Rize, j'ai participé à l'élaboration de deux expositions scientifiques sur l'histoire de Villeurbanne présentées au Rize. La première, intitulée *Villeurbanne la laborieuse* ?⁵, voulait analyser l'évolution urbaine et sociale de Villeurbanne durant

¹ Le Rize tire son nom de l'ancien cours d'eau appelé la Rize qui a joué un rôle dans l'implantation d'usines le long de son cours. Ce nom rappelle l'héritage industriel de l'histoire de Villeurbanne.

² 32 billets ont été publiés depuis sa création en juillet 2011.

³ Pour cela les réflexions construites au sein du laboratoire junior Sciences Sociales de l'Urbain de l'ENS de Lyon, créé en 2011 et dont je suis membre, ont été très riches.

⁴ Nous avons constitué avec des doctorants en SHS un groupe de réflexion sur l'écriture et le récit dans le cadre de nos travaux respectifs de thèse sous le patronage de Michel Lussault, groupe qui est accueilli depuis 2012 par la Villa Gillet.

⁵ *Villeurbanne la laborieuse* ?, présentée au Rize du 10 février au 14 mai 2011.

le XX^e siècle en lien avec son industrialisation. La seconde, consacrée au *Palais du Travail*⁶, constitue la première analyse historique de ce bâtiment multifonctionnel bâti durant l'entre-deux-guerres par le maire Lazare Goujon (1924-1935). Cette dernière exposition a été accompagnée par la publication d'un ouvrage scientifique coordonné par Michelle Zancarini-Fournel sur *Le Palais du Travail*⁷. Les travaux de recherche pour ces deux expositions, présentées durant ma première année de résidence, ont été particulièrement importants, car j'ai consacré au total 10 mois de mon contrat de thèse à des recherches en archive spécifiques pour ces projets. Mon travail de thèse comprend donc une dimension de recherche appliquée, puisque j'ai dû effectuer des recherches originales en archives, et en diffuser les résultats sous forme d'interventions publiques⁸, de publications en ligne⁹ et d'expositions

⁶ *Le Palais du Travail*, présentée du 20 octobre 2011 au 25 février 2012 au Rize. Commissariat scientifique dirigé par Michelle Zancarini-Fournel, avec la collaboration de Jean-Luc Pinol et de Boris de Rogalski Landrot. L'exposition a fait l'objet d'une convention avec le LARHRA et a bénéficié de l'aide de la BNF (département des arts et du spectacle) et de l'INA.

⁷ Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *Le Palais du Travail*, Le Rize, Villeurbanne, 2011, 96 p.

⁸ Intervention avec Xavier de la Selle, directeur du Rize, à la *Fabrique de l'histoire*, émission du 21 janvier 2013.

Interventions à des colloques internationaux :

« Les représentations d'une commune de banlieue : Villeurbanne de 1900 à 1960 », présenté lors du colloque international sur *Les Communautés à la périphérie*, organisé à Londres par *Banlieue Network* à l'Institut Français de Londres du 4 au 5 avril 2013.

« *Political uses of history : Representing Villeurbanne by historical narratives from 1905 to 1939* », présenté lors du XI^e colloque international d'histoire urbaine organisé, à Prague du 29 août au 1^{er} septembre 2012 par l'Association Européenne d'Histoire Urbaine durant la session intitulée *Urban History Politics : Renegotiating Local Pasts in the Face of 20th Century Turning Points*.

« La mise en réseau de Villeurbanne de 1924 à 1937 : stratégie de pouvoir et représentations urbaines », présenté au colloque international *Gouverner les territoires par réseaux*, du 27 au 28 juin 2012 organisé à l'IEP de Lyon et à l'ENS de Lyon.

Interventions à des journées d'études :

« Les rapports entre politique municipale et marchés immobiliers, de la fin du XIX^e siècle aux années 1950 (le cas de Villeurbanne) », présenté lors du séminaire doctoral organisé par Loïc Bonneval (Lyon 2, sociologue, Centre Max Weber), Nathalie Mathian (Lyon 2, historienne, LARHRA) et François Robert (CNRS, historien, LARHRA), dans le cadre de l'école doctorale ED483 ScSo.

« Le Palais du Travail de Villeurbanne : 1924-1935 », présenté le 27 janvier 2012, lors de la journée d'étude intitulée *Des Palais pour le peuple ? Modèles, circulations, réseaux* organisée par Jean Luc Pinol et Renaud Payre au Rize avec le soutien du LARHRA (UMR 5190) et de TRIANGLE (UMR 5206).

Symposium avec Stéphane Frioux, Thibault Becchini, « Gérer la croissance de l'agglomération lyonnaise au début du XX^e siècle », lors de la journée d'études organisée par la Société Française d'Histoire Urbaine sur *Agrandir la ville : prévoir, administrer et organiser la croissance urbaine en Europe*, le 20 janvier 2012 avec le soutien des Musées Gadagne, du LARHRA (UMR 5190) et du CIAM (UMR 5648).

scientifiques. En conséquence, le critère de faisabilité et la gestion du temps de travail ont été essentiels durant mes trois années de résidence, et il est certain que mon travail de thèse a été influencé par ce contexte spécifique. Ce type de contrat de thèse présente l'avantage de sortir le doctorant de l'isolement propre au travail de thèse et d'ouvrir incidemment une réflexion sur le rôle social de l'histoire et des historiens dans la cité. De plus, le caractère expérimental de cette première résidence au Rize a permis d'ouvrir un dialogue entre la recherche scientifique et la médiation culturelle territorialisée, deux mondes professionnels ayant des temporalités propres, et se situant respectivement en amont et en aval de la diffusion de nouvelles connaissances scientifiques. Enfin, le Rize accueillant les archives municipales est non seulement un espace de médiation culturelle, mais aussi, et en premier lieu, un espace de ressources pour les chercheurs qui, par leurs travaux scientifiques, valorisent les archives qui y sont déposées. Ce travail de thèse a donc été élaboré dans une logique de collaboration entre la recherche et la société civile. Stéphane Van Damme dans son article sur les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains a d'ailleurs rappelé que « la ville apparaît comme le lieu où se nouent des alliances, des combinaisons, des associations entre sphère savante, sphère politique et grand public, où les intérêts des uns reconfigurent les recherches des autres, et modifient en profondeur l'agenda de la recherche, mais aussi, et de manière plus inattendue, l'identité de la ville. Ce travail de co-construction des savoirs et de l'action urbaine, s'il a souvent été évoqué, n'a jamais véritablement été pris au sérieux ni par les historiens de la ville qui s'en tiennent souvent à une vision instrumentalisée des savoirs, ni par les historiens des sciences qui accordent peu d'importance à la question de la mobilisation des connaissances, à leur reconfiguration par la

« Les usages politiques des récits historiques par les édiles de la ville de Villeurbanne pour la période 1905-1939 », présenté le 22 octobre 2010, lors de la journée d'étude consacrée à *L'édilité, moteur du changement social et culturel*, organisée par Juliette Aubrun, Jean-Charles Geslot et Caroline Varlet, avec le soutien du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (université de Versailles Saint Quentin en Yvelines) et du CRH (EHESS).

Tables rondes :

Discutant à la table ronde sur *L'expérience d'Hellerau : laboratoire de la scène, utopie de la Cité*, journée d'étude organisée par Mireille Losco-Lena et Anne Pellois le 12 avril 2013 à l'ENS de Lyon.

⁹ Rédacteur en chef de *Mémoires et Société. L'actualité de la recherche au Rize*. En ligne : <http://mes.hypotheses.org/>

“demande sociale” dans le contexte urbain »¹⁰. La rencontre de Villeurbannais et les échanges noués durant ces trois années avec le personnel du Rize m’ont amené à réfléchir sur le rôle social de l’historien et à agir en conséquence. Par mon travail de recherche appliquée en histoire j’ai souhaité participer à une meilleure intelligibilité de la ville de Villeurbanne. Je tiens à souligner que mon statut de salarié de la ville pendant ces trois années n’a pas été préjudiciable à ma liberté de recherche : mon indépendance de chercheur a été entièrement respectée durant ma thèse.

Ce travail de thèse sur *La fabrique matérielle et symbolique de la ville de Villeurbanne de 1900 à 1950* fait suite à un travail de Master 2 recherche consacré aux usages politiques de l’histoire à Villeurbanne durant le XX^e siècle. Cette recherche a été effectuée en 2009-2010 dans le cadre d’un stage de recherche au sein du Rize, lors de la première année de la mise en place de la résidence dans cet établissement. L’objet de cette étude était de saisir l’évolution des récits historiques sur Villeurbanne afin de comprendre l’usage politique qui en avait été fait par la municipalité durant le XX^e siècle. Mon hypothèse de départ était que les récits historiques, produits par des amateurs ou des édiles locaux et soutenus par la municipalité, doivent être contextualisés car ils sont pétris tant des représentations de leurs auteurs que du cadre historique de leur production. Cette approche consistait à placer les récits historiques au centre de mes investigations afin d’analyser quelles représentations urbaines ils véhiculaient. La notion de récit historique peut être définie comme une narration écrite, orale ou audiovisuelle caractérisée par une mise en intrigue¹¹, par une argumentation et par son inscription temporelle¹². À la différence du récit fictionnel, le récit historique a une dimension véridative¹³ : bien qu’il s’agisse d’une construction narrative, il s’appuie sur une critique des sources orales, écrites et visuelles parvenues à l’historien, auxquelles il se réfère explicitement. Ces récits relèvent de régimes de scientificité différents, mais il nous importait surtout de comprendre quels usages politiques en étaient faits. Le terme

¹⁰ Stéphane VAN DAMME, « Les sciences humaines à l’épreuve de la ville : les enjeux d’une archéologie des savoirs urbains (XVII^e-XX^e siècles) », in *Revue d’Histoire des Sciences Humaines*, 1/2005, n°12, p.9.

¹¹ Antoine PROST, *Douze leçons sur l’histoire*, Paris, Seuil, 1996, p.245.

¹² Marc DELEPLACE, « Le récit en histoire », texte prononcé à la journée d’études organisée par Yves Baudelle et Yves Reuter sur *Le récit dans les disciplines*, 22 septembre 2004, université Lille III-Charles de Gaulle. En ligne : <http://crheh.hypotheses.org/228> (Consulté le 13 novembre 2013)

¹³ Paul VEYNE, *Comment on écrit l’histoire*, Paris, Seuil, 1971, p.13.

« représentation » vient du latin *repræsentatio*, qui désigne l' « action de mettre sous les yeux »¹⁴. Se représenter la ville, c'est donc s'en construire une image, la substituer à la complexité du réel pour rendre ce réel intelligible. Cet intérêt pour les représentations de Villeurbanne s'explique par le fait que « le monde des représentations n'est pas un monde autonome et séparé du réel. Bien au contraire, le monde des représentations collectives participe de la construction sociale de la réalité et régit en dernière instance les identités et les pratiques sociales, tout en subissant les effets en retour »¹⁵. Ces récits historiques promus et véhiculés par la municipalité participent à la construction de l'identité urbaine de Villeurbanne durant le XX^e siècle. Ils dessinent les contours de la ville et donnent forme à sa construction discursive car le récit historique, qui fait autorité, est utilisé pour affirmer l'existence de la ville, dès lors légitimée par l'ancienneté de son histoire. L'inscription historique donne sens, elle définit les bases du présent et éclaire le futur, selon l'horizon d'attente des individus. Ce rapport au passé évolue et explique l'utilisation variable qui est faite des récits historiques pour construire l'identité de la ville au cours du XX^e siècle. Cette première approche avait permis de définir l'existence de *topoi* historiques activés durant des périodes de crise et, en réaction, d'affirmation du pouvoir politique : à la fin du XIX^e siècle au moment de la tentative d'annexion de Villeurbanne par Lyon, durant l'entre-deux-guerres afin de créer une identité urbaine, à la Libération puis dans les années 1970 à la suite du développement de l'intercommunalité qui redéfinit le champs de compétences des édiles et la relation entre gouvernants et gouvernés. Cette entrée dans la fabrique de la ville par l'étude de la production et de la diffusion de récits historiques nous avait permis de comprendre que ceux-ci participent au processus d'identification de la ville, entendu au sens littéral du terme, c'est-à-dire à la fabrication de l'identité de la ville. Or, l'enjeu politique de cette identification de Villeurbanne s'explique par l'urbanisation récente de la commune, qui connaît un décollage démographique durant le dernier tiers du XIX^e siècle, et par son statut de commune de banlieue par rapport à Lyon, selon le paradigme géographique centre/périphérie. En définissant les contours de Villeurbanne et son identité historique, les édiles contestent la réalité urbaine de la commune, qui est enclavée dans la ville de Lyon. Ces récits participent

¹⁴ Alain REY (dir.), *Le Robert, dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2000, p.3191-3192.

¹⁵ Hervé MAZUREL, « Représentations (histoire des) », in Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Les mots de l'historien*, Toulouse, PUM, 2006, p.96.

ainsi de la volonté de différencier Villeurbanne de Lyon afin d'affirmer et de conserver l'autonomie communale face aux volontés annexionnistes lyonnaises exprimées à la fin du XIX^e siècle.

Dans la continuité de ce mémoire de Master 2, il me paraissait essentiel d'approfondir l'étude de la mise en récit de la ville et de proposer une analyse des discours urbains produits par les édiles tout en confrontant ceux-ci à la réalité des politiques urbaines. Cette approche consistant à historiciser la fabrique de la ville permet de questionner les discours sur la ville et leurs producteurs, qui ont tendance à inscrire leurs récits dans la permanence et à évacuer le rôle d'acteurs extérieurs à la commune dans la fabrique de la ville afin de démontrer, et même de proclamer l'autonomie de la commune. Le discours du maire Lazare Goujon lors de l'inauguration du nouveau centre urbain, le 10 juin 1934, est caractéristique de ce type de discours édilitaire. Il affirme alors que « cette réalisation (a été) accomplie toute entière sans subvention de l'Etat, sans concours étrangers d'aucune sorte »¹⁶. Cette affirmation nous a interpellé car le maire efface nie le rôle de l'Etat et celui d'acteurs extérieurs à la municipalité qui ont pourtant influé sur la fabrique de la ville. Cette affirmation de l'autonomie communale dans la fabrique de la ville est classique des discours mayoraux, mais elle pose problème car elle invisibilise la pratique politique réelle qui s'appuie sur des réseaux extérieurs afin de collecter des informations sur de nouveaux savoirs urbains et sur le jeu de négociations que l'on peut mettre en évidence. En conséquence, les récits urbains ont tendance à élever les figures édilitaires locales au rang d'acteurs omnipotents de la fabrique de la ville. C'est pourquoi, j'ai cherché à conserver une approche critique de la fabrique de la ville en prenant en compte, dans la mesure où les sources le permettaient, la pluralité des acteurs participant à cette fabrique. Les discours sur la ville étant essentiellement produits par les édiles ou par des acteurs cherchant à obtenir une reconnaissance sociale locale, ont tendance à effacer les échanges de savoirs qui accompagnent tout projet d'urbanisme, à survaloriser l'action mayorale au détriment de la capacité d'initiative du personnel communal ou d'acteurs privés, et à construire l'image d'une commune autonome conduite par un maire éclairé et solitaire. C'est la raison pour laquelle l'étude des réseaux d'échanges tient une place importante dans ma thèse. On

¹⁶ AMV-Bulletin Municipal Officiel de Villeurbanne, n°99, juillet 1935, p.2305.

étudie ainsi « la fabrique de la ville ordinaire »¹⁷. L'objectif est pour nous « d'interroger et de décrire les modalités concrètes et les acteurs de la production du tissu urbain (...). Questionner la fabrique de la ville, c'est focaliser l'attention sur des réalisations effectives, examiner plus attentivement non pas la ville faite ou à faire, mais la ville en train de se faire »¹⁸. Cette approche permet d'étudier les projets urbains, les réalisations mais aussi les échecs ainsi que de cerner les décalages entre les discours et les pratiques. Mon objectif est alors de comprendre les mécanismes de la fabrique urbaine afin de saisir les jeux d'acteurs et l'influence d'expériences urbaines extérieures à la municipalité, grâce auxquels des projets urbains ont pu être élaborés ou médiatisés dans le but de se conformer à un modèle d'urbanité¹⁹.

Les municipalités interviennent dans la transformation de la ville par la mise en place de politiques urbaines destinées à modifier concrètement le fonctionnement urbain. Et elles interviennent parallèlement dans la construction de l'identité urbaine par la production de discours sur la ville, en organisant et en politisant des rituels publics dans une logique commémorative, festive ou sportive ainsi qu'en modifiant la toponymie urbaine et en créant de nouveaux espaces de culture. Cette dimension de la politique urbaine nous intéresse particulièrement car elle participe de la fabrique de la ville par une mise en mots et en images de celle-ci. Cette intervention municipale procède d'une logique de construction identitaire de la ville. C'est pourquoi nous proposons dans notre thèse de distinguer deux champs d'intervention du politique sur l'espace urbain : la fabrique matérielle et la fabrique symbolique de la ville. La fabrique urbaine peut être entendue comme « l'interaction permanente et dialectique des multiples configurations sociales, historiquement situées, avec la structure spatiale de la ville »²⁰. Ce concept de fabrique urbaine est particulièrement intéressant en histoire urbaine car il invite à étudier la relation dialectique entre

¹⁷ Isabelle BACKOUCHE et Nathalie MONTEL, « La fabrique ordinaire de la ville », in *Histoire urbaine*, 2/2007, n°19, p.5-9.

¹⁸ *Idem*.

¹⁹ Jérôme Monnet rappelle, à partir du cas de Mexico, que « de la représentation à l'action, il n'y a qu'un pas : les modèles de ville, à la fois construits très rationnellement et solidement nourris par l'imaginaire, exercent sans cesse une pression sur l'espace urbain préexistant et conditionnent les normes d'intervention. L'image critique de la ville sous-entend toujours un modèle de ville "telle qu'elle doit être" » (Jérôme MONNET, *La ville et son double. La parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 1993, p.84).

²⁰ Voir Hélène NOIZET, *La fabrique de la ville. Espaces et sociétés à Tours (IX^e-XIII^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, p.16-17.

l'histoire sociale et la morphologie urbaine²¹. Notre approche consiste à approfondir ce concept de « fabrique urbaine » en distinguant la fabrique matérielle de la fabrique symbolique de ville tout en prenant en compte la temporalité, les points de rencontre ou les divergences entre ces deux champs d'action du politique. Nous entendons par la fabrique matérielle l'ensemble des politiques municipales destinées à aménager le territoire et à modifier l'organisation fonctionnelle de la ville dans une logique réformatrice. Cette intervention municipale, encadrée et parfois impulsée par l'autorité étatique, est progressive durant la première moitié du XX^e siècle, mais s'accélère à partir des années 1920 avec la mise en place d'un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension. L'objectif est de modifier l'organisation spatiale en modernisant la ville et en créant de nouveaux espaces et édifices publics. La fabrique symbolique est quant à elle entendue comme l'ensemble des représentations véhiculées par des récits (discours, articles, ouvrages) et des symboles construits et activés par les édiles afin de construire l'identité urbaine de la commune²². Selon notre hypothèse de départ, la fabrique symbolique et la fabrique matérielle peuvent recouvrir des temporalités respectives qui leurs sont propres et qu'il convient d'analyser car la fabrique matérielle s'inscrit dans une temporalité plus longue que la fabrique symbolique. Cependant, ces deux champs d'action du politique sont, bien sûr, en interaction. Nous postulons que la fabrique symbolique influe sur sa fabrique matérielle car les projets urbains naissent des représentations projetées sur la ville et qu'ils ont pour objectifs de modifier le fonctionnement du système urbain. En conséquence, nous ouvrons la possibilité de constater que la fabrique matérielle, par les changements de la morphologie urbaine et du fonctionnement urbain alors opérés, participe elle aussi de la fabrique symbolique de la ville car cette dernière devient l'objet de discours. L'étude des processus d'élaboration et des interrelations entre la fabrique matérielle et symbolique a pour objectif d'analyser les mécanismes de la fabrique urbaine en prenant le cas de Villeurbanne de 1900 à 1950.

Nous souhaitions initialement élargir notre étude à l'ensemble du XX^e siècle afin de saisir l'action de la municipalité dans la fabrique de la ville. Cependant, le critère de faisabilité dans le contexte d'une thèse CIFRE nous amené à étudier plus

²¹ Voir Hélène NOIZET, « Fabrique urbaine : *a new concept in urban history and morphology* », in *Urban Morphology*, 13, 1, 2009, p.55-66.

²² Voir Bruce HULL IV, Mark LAM et Gabriela VIGO, « *Place identity : symbols of self in the urban fabric* », in *Landscape and Urban Planning*, volume 28, n°2-3, 1994, p.109-120.

spécifiquement la première moitié du XX^e siècle, car le municipalisme qui se développe durant cette période fait de la commune un laboratoire d'expériences de politiques urbaines réformatrices en vue de construire une ville moderne. Cette période est particulièrement intéressante car la production matérielle et symbolique de la fin du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres influent encore très fortement sur l'identité revendiquée de la ville. Le nouveau centre urbain de Villeurbanne, construit sous Lazare Goujon dans les années 1930, joue encore un rôle central et les municipalités successives de la seconde moitié du XX^e siècle mobilisent cet ensemble architectural dans leurs récits, telle une métonymie urbaine permettant d'identifier la ville. De même l'héritage de l'histoire ouvrière, à travers ses mémoires, est valorisé bien que la tertiarisation de l'économie et la fermeture des principales industries aient modifiées radicalement la composition socio-professionnelle des Villeurbannais. Malgré ce décalage dû à la désindustrialisation, étudier cette période permet de saisir ce qui fait encore aujourd'hui l'identité revendiquée de Villeurbanne car c'est ce passé qui est au cœur des récits urbains sur la ville.

Il peut sembler surprenant, de prime abord, d'étudier *la fabrique de la ville* en prenant le cas de Villeurbanne de 1900 à 1950. Il ne s'agit pour nous pas de postuler que cette dernière est une ville, et non pas une banlieue, mais bien d'étudier la construction de cette urbanité revendiquée par les édiles dès les années 1920, et jusqu'à nos jours²³, afin d'en comprendre les ressorts. Derrière cette représentation de Villeurbanne comme « ville », un modèle urbain est mobilisé implicitement. C'est ce modèle que nous souhaiterions mettre à jour. A partir du cas de Villeurbanne, nous voulons élargir notre réflexion afin de préciser ce qu'est une ville durant la première moitié du XX^e siècle, et quels sont les critères d'urbanité utilisés afin de construire cette identification urbaine. En filigrane de notre travail de thèse se trouve donc l'étude de la construction de l'urbanité revendiquée dans les discours des édiles, car elle influe sur la mise en chantier de travaux d'urbanisme durant la première moitié du XX^e siècle, notamment avec la mise en place d'un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension durant l'entre-deux-guerres.

²³ Le logo actuel de la municipalité figure les Gratte-Ciel du nouveau centre urbain construit sous Lazare Goujon, accompagnés de la mention « Ville de Villeurbanne ».

La qualification urbaine : enjeu de pouvoir et de représentation ?

Mais qu'est-ce que Villeurbanne ? Une commune, une banlieue, une ville ? Il faut préciser quel est notre objet de recherche et comment nous en sommes venus à nous intéresser à la fabrique matérielle et symbolique de Villeurbanne. Au début de notre travail de recherche nous avons constaté une évolution de la qualification de Villeurbanne dans les délibérations du conseil municipal durant la première moitié du XX^e siècle. Celle-ci est qualifiée essentiellement comme une commune à la fin du XIX^e siècle, mais durant l'entre-deux-guerres Villeurbanne est désignée par le terme de « ville ». Ce changement est-il le simple résultat d'une évolution démographique ou bien est-il révélateur d'un changement dans la pensée des édiles, qui considèrent désormais Villeurbanne comme une ville ?

Le recours aux seuils démographiques afin de distinguer, dans une logique taxinomique, les communes rurales des communes urbaines a été l'objet d'études en démographie historique²⁴. Le but était d'interroger « les mécanismes de désignation anciens »²⁵ afin de comprendre l'émergence progressive du seuil de 2 000 habitants agglomérés au chef-lieu qui s'impose dans la statistique jusque dans les années 1950 comme un critère distinctif entre urbanité et ruralité. Cette interrogation est d'importance en histoire urbaine contemporaine car la suppression des privilèges urbains en 1793 fait disparaître les différences qualitatives entre ville, bourg et village pour imposer la commune comme seule entité juridiquement définie. Ce seuil de 2 000 habitants est le fruit d'une réflexion qui remonte au milieu du XVIII^e siècle. Il devient un enjeu de politique locale car il détermine la place des communes dans la hiérarchie urbaine. En effet, depuis le milieu du XVIII^e siècle, la nouvelle image de la ville qui s'impose fait entrer celle-ci dans le domaine du variable²⁶. La qualification de « ville » n'est plus attribuée à un ensemble aggloméré de population en fonction de sa prépondérance, qu'elle soit démographique ou politique, mais de la présence de fonctions urbaines différenciées, définissant une hiérarchie entre les

²⁴ Marcel REINHARD, « La population des villes se mesure sous la Révolution et l'Empire », in *Population*, 9^e année, n°2, 1955, p.279-288 et Christine LAMARRE, « Aux origines de la définition statistique de la population urbaine en France : le seuil des 2 000 habitants », in *Histoire & Mesure*, 1987, volume 2, n°2, p.59-72.

²⁵ Christine LAMARRE, *op. cit.*, 1987, p.59.

²⁶ Bernard LEPETIT, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 1988, p.80-81.

villes. C'est à travers ce jeu de distribution fonctionnelle que doivent être lus les critères d'urbanité qui déterminent la position d'une ville dans l'armature urbaine. Les chiffres de la population agglomérée constituent un critère d'urbanité, ainsi qu'un enjeu politique et fiscal car, à partir de 1809 les communes de plus de 2 000 habitants ont le droit d'instituer des octrois²⁷. Durant le derniers tiers du XIX^e siècle, la croissance de la population villeurbannaise connaît un tournant en raison de l'implantation de l'industrie textile et mécanique attirée par l'usine hydro-électrique installée sur le canal de Jonage : elle compte 14 058 habitants en 1886 puis 28 581 en 1901. Villeurbanne n'est pourtant pas qualifiée de ville à la fin du XIX^e siècle, bien qu'elle dépasse largement le seuil admis. La commune change de statut durant la première moitié du XIX^e siècle par son rattachement au département du Rhône en 1852 et son élévation au rang de chef-lieu du canton. Jusqu'alors commune périphérique du département de l'Isère, Villeurbanne devient la deuxième commune du département du Rhône. Malgré l'uniformisation administrative, la distinction entre ville et commune se maintient dans les discours. Si « la ville n'existe donc plus officiellement (...) les utilisations des mots *ville*, *bourg* et *village*, voire *faubourgs* et *banlieues* ne disparaissent ni des usages ni de la législation »²⁸. En effet, tandis que Villeurbanne est qualifiée par les édiles de « commune », le terme de « Ville »²⁹ est réservé à Lyon et ce jusque dans les années 1920. Juliette Aubrun avait relevé ce type de qualification différenciée dans sa thèse consacrée aux villes de la banlieue parisienne entre 1860 et 1914. Elle avait remarqué que « le nom de “commune” ou l'adjectif “communal” sont utilisés de manière systématique dans les délibérations des communes de la banlieue parisienne, alors que celui de “ville” est totalement absent, sauf pour représenter la Ville de Paris »³⁰. Elle y avait vu la démonstration de l'attractivité de Paris sur les édiles de la banlieue parisienne car la capitale apparaissait comme un modèle d'urbanité pour ces édiles. Ce rapprochement montre l'intérêt heuristique de l'analyse des mots utilisés par les contemporains dans les

²⁷ Nicolas VERDIER, « Urbanité et recensement de 1793 à 1851 dans les communes françaises de la façade méditerranéenne », in Enrico IACHELLO et Paolo MILITELLO (dir.), *Il Mediterraneo delle città*, Université de Catane (Italie), 2008, Franco Angeli, p.220-232.

²⁸ Nicolas VERDIER, « Variations sur le territoire. Analyse comparée de travaux urbains : Le Havre 1789-1894 », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 57^e année, n°4, 2002, p.1042.

²⁹ On utilise à dessein une majuscule, pour rendre compte de la graphie présente dans les archives qui mentionnent la « Ville » comme on mentionnait l'« Urbs ».

³⁰ Juliette AUBRUN, *La ville des élites locales : pouvoir, gestion et représentations en banlieue parisienne, 1860-1914*, thèse d'histoire soutenue en 2004, sous la direction d'Yves Lequin, à l'université Lumière Lyon 2, p.581.

archives car ils permettent de lire la hiérarchie urbaine existant entre la ville et les communes périphériques. Dans le cas de Villeurbanne, on constate à partir de 1920 un changement discursif car la commune est qualifiée par les édiles de « ville », usage systématisé à partir des années 1930. Or l'emploi du terme de « ville » afin de qualifier Villeurbanne procède d'une catégorisation de la ville, ce qui pose question car la définition de la ville est elle-même problématique.

Dès 1690, Furetière avait déjà souligné ce problème de qualification, « il est assez difficile de donner une bonne définition du mot de ville, à cause que l'usage a toujours conservé le nom de bourg ou de village à certains lieux qui sont pourtant de véritables villes »³¹. Thierry Paquot souligne aussi cette imprécision et le décalage existant entre l'usage du mot « ville » qui, en France, « demeure le plus usité, mais sans réelle définition. Ce qui pose problème. Non pas que la polysémie du terme soit gênante, mais qu'elle soit incontrôlée »³². On peut donc légitimement se demander : que désigne-t-on par le mot « ville » et quels sens lui sont associés ? Et que signifie son pendant, la « banlieue » ? S'interroger en histoire urbaine contemporaine sur le terme de « ville » et ce qu'il recouvre permet d'éclairer le sens et les représentations associées à celui de « banlieue », car la banlieue n'existe pas en elle-même, elle n'existe que dans sa relation de dépendance explicite par rapport à une ville. On peut donc également se demander : que désigne-t-on sous le vocable de « banlieue » ?³³ Annie Fourcaut, dans un article intitulé « Pour en finir avec la banlieue », démêle « la confusion sémantique qui règne, dans le contexte français, entre les significations multiples du mot banlieue, qui obscurcit les enjeux et entretient un trouble préjudiciable à la clarté des débats »³⁴. D'un point de vue étymologique la banlieue recouvre, dès l'époque médiévale, une définition juridique précise : ce terme désigne le territoire s'étendant sur une distance d'une lieue autour de la ville, et sur lequel cette dernière étend sa juridiction et son droit de ban. La banlieue désigne donc initialement l'arrière-pays situé dans l'orbite de la ville et sur lequel le pouvoir urbain exerce un contrôle juridique. Or, la suppression des privilèges urbains

³¹ Cité dans Bernard LEPETIT, *op. cit.*, 1988, p.53.

³² Thierry PAQUOT, « Etudes urbaines ou "science" de la ville et des territoires », in Thierry PAQUOT, Michel LUSSAULT et Sophie BODY-GENDROT, *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, p.6.

³³ Voir Alain FAURE, « Un faubourg, des banlieues, ou la déclinaison du rejet », in *Genèses* 2/2003, n°51, p. 48-69.

³⁴ Annie FOURCAUT, « Pour en finir avec la banlieue », in *Géocarrefour*, volume 75, n°2, 2000, p.101.

à partir de 1793 engendre la disparition juridique de la ville et son remplacement par la commune. En conséquence, la ville se caractérise par son indétermination juridique depuis le XIX^e siècle en France, à la différence de la commune³⁵. Cette uniformisation juridico-administrative qui procède de la construction de l'Etat moderne est importante car elle donne corps à la commune, dotée de sa charte communale en 1884. Or si cette uniformisation efface logiquement la relation juridique entre la ville et sa banlieue, elle ne correspond pourtant pas aux pratiques discursives qui maintiennent une différence en terme de prestige entre la ville et la banlieue, afin de qualifier l'existence d'une hiérarchie urbaine selon le paradigme centre/périphérie. Cette hiérarchie peut être marquée spatialement par les ceintures de fortification ou les réseaux de transports qui, en créant des ruptures spatiales, distinguent ces espaces sur lesquels sont transposés des représentations sociales différenciées. Cette prise en compte des représentations des banlieues est importante car « s'agissant des banlieues contemporaines, les représentations sont constitutives du fait urbain dans sa diversité, comme du voisinage de banlieues bourgeoises et de banlieues populaires »³⁶. La pluralité de la banlieue fait « qu'il ne faut donner aucun sens univoque au mot banlieue, et bien plutôt s'interroger, pour chaque cas considéré, qu'il s'agisse d'une commune ou d'une période, sur l'étape qu'il représente, le rôle qu'il remplit dans le fonctionnement du tout en réalité inséparable, indissociable qu'est la ville »³⁷. Villeurbanne, comme l'ensemble des communes suburbaines industrielles, est l'objet de représentations critiques dès la fin du XIX^e siècle car elle apparaît comme un contre-point de la ville. L'urbanisation de Villeurbanne ne s'est pas faite à partir de noyaux urbains antiques ou médiévaux : elle est essentiellement liée à l'industrialisation de son territoire durant la seconde moitié du XIX^e siècle. De plus, elle se situe dans la périphérie de Lyon et jusqu'en 1934 aucun repère spatial ne permet de distinguer de sa voisine, Lyon. Son territoire est enclavé et délimité à l'ouest et au sud par des voies ferrées, à l'est par la ceinture de fortifications de la rive gauche construite à la fin du XIX^e

³⁵ Jacques CAILLOSSE, « La ville, le droit et la redistribution des territoires administratifs », in *Politiques et management public*, volume 13 n° 3, 1995, p.83-119.

³⁶ Annie FOURCAUT, « Faire l'histoire de la banlieue parisienne », in Christophe CHARLE, Jacqueline LALOUETTE, Michelle PIGENET et Anne-Marie SOHN (éd.), *La France démocratique (Combats, mentalités, symboles). Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p.41.

³⁷ Alain FAURE, (dir.), *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)*, Paris, Créaphis, 1991, p.9.

siècle, et au nord par le Rhône [Fig.1]. Cette localisation à la marge de la ville de Lyon – au-delà de la voie ferrée Paris-Lyon-Marseille – en fait une commune de la banlieue industrielle « en morceaux » dont la partie orientale est essentiellement constituée d’espaces agricoles durant la première moitié du XX^e siècle. Pourtant les édiles qualifient Villeurbanne de « ville » à partir des années 1920. Ce changement de « statut » est en partie lié à un bouleversement démographique : dès 1901 la commune compte plus de 28 000 habitants et sa population croît pour atteindre plus de 80 000 habitants en 1931, et dépasser les 100 000 habitants après guerre. Mais il est avant tout discursif. Ce constat d’un changement discursif, au début de notre travail de recherche, a été un facteur déclenchant de notre interrogation sur la fabrique de la ville. Il est entré en résonnance avec la publication en 2010 de l’ouvrage collectif *L’aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés*. Cet ouvrage est le résultat d’une réflexion engagée dès les années 1990 sur les processus de désignation et de dénomination, et sur leur cristallisation dans les registres urbains³⁸. L’hypothèse centrale de ce livre est que « les mots de la ville ne font pas que décrire le monde urbain, ils contribuent à le constituer (...). Ils constituent des formes de l’expérience du monde et des moyens d’agir dans et sur celui-ci. Les mots sont un donné social, un héritage qui préexiste aux locuteurs, ils résultent aussi d’initiatives des acteurs historiques, ils sont des outils pour la connaissance et l’action »³⁹. En effet, les discours des édiles sur le territoire modifient les représentations associées à ce dernier en raison du caractère performatif du discours⁴⁰. En conséquence, l’émergence du mot de « ville » dans les années 1920 résulte-t-elle de l’élaboration d’une pensée de la ville de Villeurbanne de la part des édiles corrélativement à la mise en place d’un plan d’aménagement, d’embellissement et d’extension ? Si tel est le cas, cette évolution discursive procède-t-elle d’une volonté de différencier Villeurbanne de Lyon afin de faire

³⁸ Dans les années 1990 et 2000, Christian Topalov et Jean-Charles Depaule ont initié et dirigé un programme international, avec le soutien de l’UNESCO, intitulé « Mots de la villes » et qui s’est traduit par la publication de ses résultats dans les *Cahiers des Mots de la ville* entre 1997 et 1999. Voir Hélène RIVIERE D’ARC (dir.), *Nommer les nouveaux territoires urbains*, Paris, éd. UNESCO/MSH, 2001, 279 p., Christian TOPALOV (dir.), *Les divisions de la ville*, Paris, éd. UNESCO/MSH, 2002, 469 p. et Jean-Charles DEPAULE (dir.), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, éd. UNESCO/MSH, 2006, 227p.

³⁹ Christian TOPALOV, Laurent COUDROY DE LILLE, Jean-Charles DEPAULE et Brigitte MARIN (dir.), *L’aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2010, p.XVII-XVII.

⁴⁰ Pierre BOURDIEU, « L’identité et la représentation », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 35, novembre 1980, p.66.

disparaître la relation de dépendance induite par la qualification de banlieue ? Dans ce dernier cas, la qualification de « ville » ne serait pas neutre, elle relèverait d'un enjeu politique car elle participerait à la différenciation de Villeurbanne par rapport à Lyon dans une logique identitaire. Il s'agit ici d'une hypothèse que nous formulons et que nous voulons vérifier car, à la suite de la thèse de sociologie de Bernard Meuret sur Villeurbanne, les relations entre les deux communes ont été interprétées essentiellement dans une logique de concurrence politique. Bernard Meuret a voulu démontrer que, depuis la fin du XIX^e siècle, Villeurbanne a cherché à se différencier de Lyon. Il en vient ainsi à dégager « une constante de la politique municipale des socialistes villeurbannais : faire de leur ville, habitée majoritairement par des ouvriers, une ville différenciée (de Lyon) socialement, politique, urbanistiquement, au profit de la classe ouvrière »⁴¹. D'un point de vue historiographique, cette thèse présente l'intérêt de compléter les connaissances historiques sur les réalisations urbaines de l'entre-deux-guerres en étudiant un cas extérieur à la banlieue parisienne. Mais Bernard Meuret en vient à proposer une interprétation téléologique de l'histoire de Villeurbanne, fortement marquée par l'analyse marxiste de la lutte des classes. Villeurbanne est présentée comme un espace social en lutte pour sa spécificité face à Lyon⁴². Ainsi, Villeurbanne, la prolétaire, se serait construite dans une logique de différenciation depuis la fin du XIX^e siècle par rapport à Lyon, la bourgeoise. Est-ce réellement le cas ? Une telle approche ne consiste-t-elle pas à plaquer des représentations politiques sur des relations intercommunales plus complexes, qui ont pu évoluer dans le temps ? La question est d'importance car Bernard Meuret a étudié uniquement les relations de tension entre Lyon et Villeurbanne à la fin du XIX^e siècle à la suite du projet d'annexion de Villeurbanne par le maire de Lyon, Victor Augagneur, pour ensuite évaluer à l'aune de cet évènement conflictuel l'ensemble des politiques municipales du XX^e siècle. Il affirme dans ce sens que « la lutte pour refuser l'annexion, non par esprit de clocher mais dans le but de défense des intérêts d'une classe, a forgé non seulement une volonté politique mais éveillé les ressorts

⁴¹ Bernard MEURET, « Le problème du centre, comme mode de différenciation d'une commune socialiste : Villeurbanne », in Katherine BURLIN, *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins 1900-1940*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987, p.186.

⁴² Bernard MEURET, *Le socialisme municipal. Villeurbanne. 1880-1982*, Lyon, PUL, 1982, p.9.

d'une imagination créatrice dans le domaine de la création urbaine »⁴³. Ce conflit territorial ne doit pas être minimisé car « le conflit (...) est un processus contradictoire et créateur, par lequel les acteurs produisent la ville »⁴⁴. Et c'est pourquoi nous débutons notre thèse par son analyse. Cependant, cette interprétation de la politique urbaine villeurbannaise nous pose question car elle ne fait pas de distinction entre la fabrique matérielle et la fabrique symbolique de la ville, que nous considérons comme deux champs d'action du politique. Par sa mise en récit, Bernard Meuret érige un événement d'histoire locale, la tentative d'annexion de Villeurbanne par Lyon de 1903, en un événement fondateur de l'innovation urbaine de l'entre-deux-guerres. Villeurbanne, par l'intermédiaire des élus socialistes représentatifs du groupe social majoritaire, se serait dotée d'une conscience identitaire et aurait dès lors marqué sa différence par des projets urbains ambitieux. Cette interprétation linéaire de la différenciation villeurbannaise a été aussitôt intégrée par les élus socialistes à partir des années 1980, plus particulièrement sous Charles Hernu. Les élus présentent par la suite Villeurbanne comme une ville qui se veut essentiellement différente de sa voisine : politiquement, socialement, culturellement et urbanistiquement. Or, cette interprétation, qui recouvre un enjeu politique d'identification, a aussi son histoire. Bernard Meuret construit son récit à partir des archives municipales, et surtout à partir de l'ouvrage de Jacques Perrier intitulé *Villeurbanne. Historique et biographique* paru en 1929 avec le soutien de la municipalité de Lazare Goujon. L'analyse contextualisée de ce récit n'avait pas été faite or nous avons pu démontrer qu'il date en réalité de 1905 et qu'il a justement été publié dans le but de faire reconnaître la spécificité de Villeurbanne au moment même de la tentative d'annexion de la commune par Lyon. Cette survalorisation de la tentative d'annexion comme un événement fondateur de l'identité villeurbannaise date de la fin du XIX^e siècle. Il ne s'agit donc pas pour nous de remettre en cause l'existence d'une logique de différenciation, mais plutôt de comprendre ses modalités de construction et sa temporalité, car elle est au cœur de la fabrique de la ville. Pour cela, il convient de lever le sceau du conflit identitaire entre les deux communes, qui s'est inscrit dans les mémoires contemporaines, et d'historiciser les

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ Denis BOCQUET et Samuel FETTAH, « Introduction », in Denis BOCQUET et Samuel FETTAH (dir.), *Réseaux techniques et conflits de pouvoir. Les dynamiques historiques des villes contemporaines*, Rome, École française de Rome, 2007, p.13.

relations entre Lyon et Villeurbanne afin de cerner les conflits et les échanges intercommunaux de la première moitié du XX^e siècle, jusqu'alors très peu étudiés. En somme, la fabrique de la ville s'explique-t-elle uniquement par une logique d'affirmation identitaire en opposition par rapport à Lyon qui se traduit matériellement par une production urbaine spécifique ? ou bien Lyon, comme d'autres municipalités, a-t-elle participé, par des transferts de savoirs urbains, à la fabrique de Villeurbanne ? Poser cette question renverse l'approche historiographique prévalant depuis les années 1980 dans le cas de Villeurbanne, celle-ci étant jusqu'alors réduite à une histoire différencialiste et conflictuelle avec Lyon. Cette nouvelle approche consiste donc à approfondir les connaissances sur l'évolution du gouvernement municipal qui, depuis quelques années⁴⁵, a été l'objet d'études novatrices en histoire urbaine, mais aussi à étudier l'inscription de la municipalité dans des réseaux d'échanges de savoirs urbains. En effet, cette analyse des réseaux municipaux ne doit pas être circonscrite aux relations entre Lyon et Villeurbanne mais elle doit être élargie à l'échelle locale, nationale, voire internationale en fonction de la topologie et de la temporalité des réseaux d'acteurs qui s'élaborent durant la première moitié du XX^e siècle.

Villeurbanne, un territoire connecté ?

A la suite de Denis Bocquet et de Samuel Fettaï nous considérons « la ville comme un ensemble dynamique, dont la cohérence ne pourrait se percevoir sans observer les rapports entre ses différents éléments constitutifs »⁴⁶. Ces deux auteurs proposent une approche globale de la ville qui considérerait que celle-ci se lit au travers d'un jeu de relations qui assure aussi bien le fonctionnement du système urbain que sa dynamique historique. Cette approche doit intégrer les différents éléments constitutifs du système urbain en cherchant à évaluer leur position et leur interdépendance dans le jeu de relations. Enfin, dans ce cadre, il faut « lire la ville dans ses territoires et ses relations avec l'extérieur (réseaux de villes, régions,

⁴⁵ Sur le gouvernement municipal sous la III^e République voir :

Bruno DUMONS, Gilles POLLET, « De l'administration des villes au gouvernement des "hommes de la Ville" sous la III^e République », *Genèses*, septembre 1997, n°28 p. 52-75.

Bruno DUMONS, Gilles POLLET et Pierre-Yves SAUNIER, *Les élites municipales sous la III^e République : des villes du Sud-Est de la France*, Paris, CNRS, 1997, 210 p.

William B. COHEN, *Urban Government and the Rise of the French City. Five Municipalities in the Nineteenth Century*, London, MacMillan Press, 1998, 338 p.

⁴⁶ Denis BOCQUET et Samuel FETTAÏ, « Introduction », in Denis BOCQUET et Samuel FETTAÏ (dir.), *op. cit.*, 2007, p.2.

relations avec le pouvoir central, intégrations dans les espaces internationaux...) »⁴⁷. Le développement de l'histoire de l'administration municipale, associé à l'étude des réseaux, permet de transcender les distinctions initialement imperméables entre sphères publique et privée, démocratie politique et bureaucratie, Etat central et administration municipale, contextes nationaux et transnationaux de la pensée et de la pratique administrative⁴⁸. C'est pourquoi nous souhaitons étudier les réseaux d'acteurs, publics ou privés, qui sont mobilisés par les édiles durant la première moitié du XX^e siècle afin de faire aboutir et de faire connaître leurs projets municipaux, destinés à construire matériellement et symboliquement la ville de Villeurbanne. Il s'agit pour nous « non seulement de comprendre comment évolue l'espace urbain, mais aussi ceux qui le font »⁴⁹.

L'introduction de l'étude des réseaux en histoire connaît aujourd'hui un important essor⁵⁰. Il s'agit dans notre cas de privilégier l'étude des relations entre acteurs permettant à la municipalité de collecter, d'intégrer et de produire des savoirs urbains. Cette approche se distingue d'une analyse strictement structuraliste de la ville, comme l'a menée Marc Bonneville dans sa thèse de géographie consacrée à Villeurbanne⁵¹. Cette thèse, influencée par l'analyse marxiste, traite des processus de production de la ville. Elle a tendance à reléguer le pouvoir municipal au rang d'« écume de l'histoire »⁵² et à minimiser son impact sur la transformation urbaine. Ce travail reste toutefois important car il permet de comprendre le processus d'urbanisation et les évolutions sociales et économiques de la commune durant le XX^e siècle. Notre approche est différente car nous n'analysons pas le processus d'urbanisation d'une banlieue ouvrière sous l'impact de son industrialisation puis de sa désindustrialisation mais bien la *fabrique ordinaire de la ville*. La politique réformatrice de la première moitié du XX^e siècle tient une place essentielle dans notre thèse car ce sont les édiles qui disent et font la ville. Pour cela, ceux-ci

⁴⁷ *Idem.*

⁴⁸ Stefan COUPERUS, « *Research in urban history : recent theses on nineteenth and early twentieth-century municipal administration* », in *Urban History*, volume 37, partie 2, 2010, p.322.

⁴⁹ Denis BOCQUET et Samuel FETTAH, *op. cit.*, 2007, p.13.

⁵⁰ Claire LEMERCIER, « Analyse de réseaux et histoire », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2/2005, n°52-2, p.88-112.

⁵¹ Marc BONNEVILLE, *Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière, Villeurbanne. Processus et formes d'urbanisation*, Lyon, PUL, 1978, 287 p.

⁵² Nous reprenons l'expression de Fernand Braudel dans *La Méditerranée au temps de Philippe II* considérant l'événement comme l'écume de l'histoire.

s'inscrivent dans des réseaux municipaux animés par les associations de maires et par des réformateurs socialistes, afin d'élaborer leur propre politique édilitaire. Notre recherche est influencée par les apports de l'histoire des réseaux et notamment celle de l'histoire connectée car nous nous intéressons aux interactions multi-scalaires qui permettent de mener les politiques réformatrices projetées à l'échelon local⁵³. Cette analyse est influencée par l'apport historiographique anglo-saxon de la *connected history*. Cette histoire connectée est l'objet de critiques car elle est souvent perçue dans le cadre d'une l'histoire globale⁵⁴. Or Caroline Douki et Philippe Minard ont souligné que « le but de l'histoire connectée est autre : elle cherche à briser les compartimentages, ceux des histoires nationales comme ceux des “aires culturelles”, pour faire émerger les modes d'interaction entre le local et régional (ce qu'on pourrait appeler le micro) et le supra-régional, qui est quelquefois global (ce qu'on pourrait appeler le macro) (...). Il ne s'agit donc pas de simplement descendre à une autre échelle, mais de faire un pas de côté, pour regarder autrement, “*by moving laterally*”, et repérer les connexions plus ou moins masquées ou inaperçues (...). L'histoire connectée s'appuie naturellement sur les jeux d'échelles, les effets de discordances qui ont une fonction de révélateur. De sorte que *microstoria* et histoire connectée ne sont nullement incompatibles ; au contraire, elles convergent dans la volonté de décroiser en articulant le social, l'économique, le culturel et le politique, elles se rejoignent dans le souci de restituer à la fois l'épaisseur du jeu social et la globalité des échanges qui l'animent »⁵⁵. Cette approche d'histoire connectée, qualifiée aussi d'histoire relationnelle, est principalement utilisée dans une perspective transnationale⁵⁶ et elle connaît un fort développement par l'étude des

⁵³ Voir Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1/2003, p. 7-36 et Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004, 236 p.

⁵⁴ Romain BERTRAND, « Histoire globale, histoire connectée », in Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, I. Concepts et débats*, Gallimard, Paris, 2010, p.366-377.

⁵⁵ Caroline DOUKI et Philippe MINARD, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 5/2007, n°54-4bis, p.7-21. En ligne : www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2007-5-page-7.htm. (Consulté le 28 septembre 2013)

⁵⁶ Pierre-Yves SAUNIER, « Circulations, connexions, espaces transnationaux », in *Genèses*, 2004/4, n°57, p.110-126.

Sur cette volonté de dépasser les cadres nationaux afin d'étudier les transferts culturels, voir aussi : Jean-Philippe GENET, et François-Joseph RUGGIU (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, Représentations, Pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècles)*, Paris,

réseaux municipaux⁵⁷ et des échanges de savoirs urbains⁵⁸. Elle « cherche désormais à mettre en lumière les échanges, les circulations des hommes, des biens, des idées, les phénomènes de connexions et de *transferts culturels*, dans une approche résolument dynamique des objets étudiés »⁵⁹. L'opérationnalité de cette approche a été démontrée dans le cas de la ville de Lyon : elle permet de saisir l'évolution de l'inscription de la ville au sein des réseaux municipaux internationaux durant le XX^e siècle⁶⁰. Les relations interpersonnelles qui se nouent entre réformateurs de l'urbain durant l'entre-deux-guerres se traduit par la constitution de réseaux formels, telle l'association nationale des municipalités socialistes, et il convient d'apprécier si ces réseaux, qui donnent forme à une « science communale »⁶¹, influent dans la fabrique de la ville de Villeurbanne. Nous nous appuyons sur cette approche d'histoire connectée dans le cas de Villeurbanne car elle invite à ne pas circonscrire l'histoire locale aux limites administratives des territoires et à prendre en compte les différentes échelles d'interactions dans lesquelles la ville s'inscrit par le jeu des acteurs. Considérer Villeurbanne comme un territoire connecté et non pas seulement comme un espace de relégation, en marge de la ville de Lyon, invite à une relecture de la fabrique de la ville durant la première moitié du XX^e siècle. En effet, les édiles villeurbannais mobilisent des acteurs extérieurs à la municipalité. Ils utilisent leurs

PUPS, 2007, 402 p. et particulièrement la contribution dans ce même ouvrage d'Agnès TACHIN, « L'image des villes nouvelles britanniques en France dans les années soixante : modèle ou anti-modèle », p.361-375.

⁵⁷ Marjatta HIETALA, *Services and Urbanization at the Turn of the Century. The Diffusion of Innovations*. Studia Historica 23, Finnish Historical Society, Helsinki, 1987, 408 p.

Numéro spécial sur *Municipal Connections : co-operation, Links and Transfers among European Cities in the Twentieth Century* in *Contemporary European History*, volume 11, n°4, novembre 2002, p.507-674.

⁵⁸ Emmanuel BELLANGER, « La ville en partage : les “savoir-administrer” dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1/2005, n° 12, p.79-95.

Voir la thèse de Stéphane FRIoux, *Les réseaux de la modernité. Amélioration de l'environnement et diffusion de l'innovation dans la France urbaine (fin XIX^e siècle - années 1950)*, thèse d'histoire contemporaine, sous la direction de Jean-Luc Pinol, soutenue le 27 novembre 2009, 639 p.

⁵⁹ Sophie BABY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Introduction », in *Les Cahiers Irice*, Dossier : L'histoire croisée. Réflexions méthodologiques autour de la comparaison internationale en histoire, 1/2010, n°5, p.5-7.

⁶⁰ Renaud PAYRE et Pierre-Yves SAUNIER, « *A city in the world of cities : Lyon and municipal associations in the 20th century* », in Shane EWEN and Pierre-Yves SAUNIER (dir.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*, London, Palgrave, 2008, p.69-85.

⁶¹ Renaud PAYRE, *Une science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Editions, 2007, 309 p.

réseaux professionnels et politiques afin de gouverner le territoire dont ils ont la charge⁶². Bien sûr, il conviendra de hiérarchiser ces différentes interactions et souligner la prégnance de l'armature urbaine et de sa hiérarchisation : Villeurbanne est en effet une ville moyenne et l'inscription de cette dernière dans des réseaux internationaux, par exemple, est certainement modeste et ponctuelle par rapport à une ville comme Lyon. Dans le cas d'une ville secondaire, la capacité de mobilisation d'acteurs extérieurs à la municipalité est déterminée par le réseau personnel des édiles mais aussi par le statut de la commune dans la hiérarchie urbaine et administrative. Il faut rappeler que Villeurbanne est chef-lieu de canton depuis le milieu du XIX^e siècle et elle regroupe de fait des fonctions centralisatrices pour les populations des communes du canton de Villeurbanne⁶³. Cette fonction polarisante de Villeurbanne en tant que chef-lieu sur les populations du canton de Villeurbanne se maintient en 1928 comme le démontre une lettre du président du comité-intercommunal d'intérêt public et conseiller municipal de Bron. Ce dernier demande la mise en place d'un réseau de transport transversal permettant d'améliorer la connection entre Villeurbanne et les communes du canton car elle est, pour les habitants des communes du canton, le « centre principal des obligations économiques, administratives et judiciaires etc...à eux imposées par la forme même de la structure cantonale, telles que justice de paix, greffe, commissariat de police, perception et contrôleur, huissier, notaire, banque, contributions indirectes, cimetière

⁶² L'étude des réseaux afin de gouverner les territoires est l'objet de l'attention plus particulièrement de politistes comme le montre le colloque *Gouverner les territoires par réseaux* organisé par Renaud Payre, Anouck Flamant et Mili Spahic les 27 et 28 juin 2012 à l'ENS de Lyon et à l'IEP de Lyon.

⁶³ Corine MARACHE a rappelé les fonctions spécifiques des chefs-lieux de canton car « ils proposent des fonctions et des services qui en font des espaces "centraux" ». Ce sont des fonctions « commerciales comme avec la présence de foires et de marchés, de commerçants et d'artisans spécialisés ou de petites industries ; fonctions administratives avec le tribunal civil, la justice de paix, la brigade de la gendarmerie, la perception, le bureau de poste, etc. ; des services variés avec un encadrement médical comprenant médecin(s), pharmacien(s) et sage(s)-femmes(s) voire hôpital, la présence d'officiers ministériels (notaire, huissier) et d'établissements publics et privés, laïcs, primaires et éventuellement secondaires. A ces critères s'ajoute l'importance de la population agglomérée, qui doit au moins compter pour la moitié de la population totale » dans Corinne MARACHE, « Une petite ville à la campagne ? Le statut intermédiaire du chef-lieu de canton à travers l'exemple du monde rural aquitain (milieu XIX^e siècle-milieu XX^e siècle), in Yann LAGADEC, Jean LE BIHAN et Jean-François TANGUY (dir.), *Le canton, un territoire du quotidien ?*, PUR, 2009, p.75-76.

Cusset, hôpital, stade, médecin »⁶⁴. De plus, le découpage cantonal recoupe celui de la circonscription électorale, ce qui influe sur la relation privilégiée qui se noue entre les édiles de Villeurbanne et leur député de canton. Cet empilement administratif, rarement pris en compte en histoire urbaine à la différence de l'histoire rurale, complexifie l'analyse de cette commune et de son gouvernement. Il explique pourquoi, durant la première moitié du XX^e siècle la commune de Villeurbanne est un tremplin électoral, qui permet d'obtenir et de conserver un siège de député. Les interactions entre acteurs locaux et nationaux doivent être prises en compte car elles influent sur la fabrique de la ville. Cette capacité à influencer sur des acteurs du pouvoir central par l'usage de réseaux permet de saisir la réalité du pouvoir urbain qui peut se déployer au-delà de l'échelle locale et diffuser de nouvelles représentations sur Villeurbanne.

Dans le cadre de notre thèse nous souhaitons étudier la construction et l'utilisation entre 1900 à 1950 des réseaux d'acteurs par les édiles villeurbannais, afin de construire et de faire reconnaître Villeurbanne comme une ville moderne.

Une histoire de la fabrique matérielle et symbolique de la ville

Le concept d'*urban fabric* naît dans le monde anglo-saxon et il est utilisé à partir des années 1970, principalement par des géographes et des architectes. Il recouvre alors essentiellement la dimension physique de la ville. En France, les sociologues ont utilisé ce concept pour étudier les représentations de la ville et de ses acteurs, tandis que les géographes et les historiens se sont davantage intéressés à l'étude des formes physiques de l'espace urbain⁶⁵. Traiter de la *fabrique* de la ville c'est, par définition, la considérer comme un artefact, une construction. Cette approche de la ville est d'autant plus pertinente pour le cas de Villeurbanne dans la période 1900-1950, que les édiles réformateurs interviennent alors dans l'organisation, l'aménagement et la mise en image de l'espace communal afin de construire une ville moderne. En distinguant dans le processus de fabrique urbaine, la fabrique matérielle et la fabrique symbolique de la ville, nous souhaitons non seulement étudier les opérations d'urbanisme et leur impact sur le fonctionnement urbain, mais comprendre aussi la construction et l'évolution des symboles et des représentations véhiculés à propos de

⁶⁴ AMV-2D40-Lettre du président du comité intercommunal d'intérêt public, Bron-Lyon et conseiller municipal de Bron aux maires de Villeurbanne, Vénissieux, St Fons, Vaulx-en-Velin et Bron, copie adressée au maire de Lyon, datée du 11 juin 1928.

⁶⁵ Hélène NOIZET, *op. cit.*, 2009, p.57.

Villeurbanne car ils participent de son identification et de sa construction identitaire. Etudier la fabrique de la ville c'est donc considérer que la ville est tant un espace matériel qu'un espace symbolique et de représentation. Cette approche est nouvelle selon Martin Baumeister car « les historiens sont habitués à étudier les villes en tant qu'entités distinctes. Toutefois, en général, ils ne se posent guère la question de savoir comment les villes, au-delà de leur matérialité concrète à la fois spatiale, sociale, politique ou économique, sont pensées et perçues en tant qu'«individu» doté de qualités particulières et d'une biographie propre. Or, les villes sont tout autant des espaces matériels que des espaces symboliques et de représentation. Ces deux sphères sont étroitement intriquées l'une dans l'autre et s'influencent mutuellement »⁶⁶. Cette double dimension, matérielle et symbolique, des politiques municipales est au cœur des logiques des réformateurs de l'urbain, comme l'a récemment souligné Aude Chamouard dans l'ouvrage tiré de sa thèse sur le réformisme socialiste⁶⁷.

Ce travail novateur, publié récemment, porte sur le municipalisme socialiste durant l'entre-deux-guerres et permet d'éclairer l'histoire du réformisme socialiste jusqu'alors dévalorisée⁶⁸. Il porte essentiellement sur trois municipalités socialistes (Lens, Puteaux et Toulouse) ce qui lui permet, dans une logique comparatiste, de dégager une « grammaire municipale socialiste » qui se distinguerait « de la charité des municipalités de droite et de l'idéalisme communiste »⁶⁹. L'auteure insiste bien sur la double dimension des politiques municipales en distinguant « les politiques urbanistique et symbolique », mais le manque de distinction, entre ce que nous considérons être deux champs d'action des politiques municipales – soit la fabrique matérielle et la fabrique symbolique – engendre quelques confusions qui nous semblent problématiques. Cela tient surtout à une différence en terme d'objet car Aude Chamouard traite du réformisme socialiste en interrogeant les relations entre les acteurs du socialisme à l'échelle nationale et locale, tandis que notre thèse a pour objet la fabrique de la ville de Villeurbanne. Ainsi, l'auteure intègre dans ce quelle

⁶⁶ Martin BAUMEISTER, « Rire et identité urbaine », in *Histoire urbaine*, 2/2011, n° 31, p.19-45.

⁶⁷ Aude CHAMOUARD, *Une autre histoire du socialisme*, Chapitre 5 : « Le maire et sa ville : les politiques urbanistiques et symbolique », Paris, CNRS éditions, 2013, p.127-156.

⁶⁸ Signe de cette relecture du réformisme socialiste, la revue *histoire@politique* a consacré son numéro 13 sur *Les socialistes français face au réformisme*. En ligne : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier> (Consulté le 28 novembre 2013)

⁶⁹ Aude CHAMOUARD, *op. cit.*, 2013, p.125.

nomme « les constructions symboliques » qui « visent à imprimer dans la géographie de leur cité une identité socialiste », « les changements de noms de rues, les bourses du travail et les hôtels de ville »⁷⁰. Si nous considérons bien l'acte toponymique comme entrant dans la fabrique *symbolique* – matérialisé dans l'espace physique par l'apposition d'une plaque nominative et par sa figuration sur des cartes – nous considérons en revanche que les constructions physiques, telles les bourses du travail et les hôtels de ville, font partie de la fabrique *matérielle* de la ville et qu'elles peuvent interagir avec la fabrique symbolique de la ville en raison de leur caractère monumental. Selon Pascal Ory, « le monumental apparaît comme la clé de voûte du système emblématique. C'est en quelque sorte, un emblème dans l'espace et dans le temps, doté de qualités de stabilité et de pérennité qui, à l'exhibition des valeurs, ajoute la démonstration d'un pouvoir »⁷¹. La culture politique socialiste n'est pas étrangère à ce type de construction monumentale : c'est le cas du Palais du Travail construit sous Lazare Goujon à Villeurbanne, ou des bourses du travail. Mais il nous paraît difficile de lire les hôtels de ville construits à Villeurbanne, Suresnes et Boulogne-Billancourt durant les années 1930 comme étant la seule expression d'une symbolique socialiste. L'hôtel de ville est avant tout l'expression et la manifestation du pouvoir communal, rendu possible par la charte communale de 1884, et l'identité partisane n'y apparaît pas explicitement car aucun symbole socialiste n'y est figuré. Ces hôtels-de-ville sont créés dans des communes de périphérie en pleine croissance et, il ne faut pas l'oublier, répondent avant tout à un besoin matériel en raison de la croissance des populations de leurs communes et du développement de la bureaucratie municipale qui nécessite de nouveaux édifices de plus grandes dimensions et bénéficie de l'architecture fonctionnaliste. C'est leur caractère monumental qui pose question. Il s'explique quant à lui par la capacité politique et financière des édiles à faire aboutir leur projet, et par la volonté de manifester à travers eux leur pouvoir. Ils signifient leur capacité à modifier le paysage urbain. Les édiles parent ainsi leurs communes des signes d'urbanité en construisant des villes modernes, et en édifiant des édifices publics monumentaux selon les dernières techniques architecturales. Les discours politiques qui accompagnent ces projets urbains rendent intelligibles ces nouveaux espaces, les mettent en récit afin de leur

⁷⁰ Aude CHAMOUARD, *op. cit.*, 2013, p.139-140.

⁷¹ Pascal ORY, « L'histoire des politiques modernes : un questionnement », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 47, n°3, 2000, p.527-528.

associer une signification politique partisane. On peut en revanche se demander si l'identité partisane revendiquée dans les discours est le seul moteur de ces politiques édilétaires destinées à moderniser la ville ? D'autres facteurs ne doivent-ils pas être pris en considération ? Vouloir plaquer une lecture strictement partisane sur ce type de projet édilétaire nous paraît quelque peu restrictif, et Aude Chamouard ne tombe pas dans ce piège car elle insiste sur l'hybridation entre socialisme et républicanisme qui y préside. Mais il nous semble important de suivre pas à pas le cheminement des édiles et des experts sollicités dans cette mise en projet de la ville. C'est la ville en train de se faire qui nous intéresse. De plus, les changements des équipes municipales doivent être pris en considération. Le cas de Villeurbanne est intéressant sur ce point car l'arrivée des communistes à la tête de la municipalité en 1935 et l'entrée en guerre en 1939 engendrent une relecture de la ville, ce qui invite à se demander s'il ne convient pas de distinguer la temporalité de la fabrique matérielle de celle de la fabrique symbolique de la ville.

Quels sont donc les référents mobilisés par les édiles de banlieue puisqu'ils ne peuvent utiliser une histoire prestigieuse locale, ni s'appuyer sur des édifices anciens afin de dire la ville ? La politique municipale des socialistes, puis des communistes, villeurbannais s'appuie-t-elle uniquement sur les références de l'histoire militante, de la mémoire ouvrière, afin de construire une ville socialiste ou communiste idéal-typique ou bien d'autres cultures politiques, comme le républicanisme, sont-elles mobilisées dans la fabrique de la ville ?⁷² En d'autres termes, la culture politique des édiles participe-t-elle à la fabrique de la ville, et si tel est le cas à quel degré et à quel niveau celle-ci se traduit-elle ? Est-ce dans la fabrique matérielle de la ville par la construction d'édifices publics modernes et par la mise en place d'innovations urbaines ? Ou est-ce au niveau de la fabrique symbolique de la ville ? L'étude de la fabrique de la ville ne peut se faire sans prendre en compte l'identité partisane revendiquée par les édiles, mais il est impératif d'en étudier les manifestations et

⁷² Dans le numéro 25 de la revue *Histoire Urbaine* dirigé par Lydia COUDROY DE LILLE intitulé « Relire la ville socialiste », cette dernière propose trois approches différentes de la relation entre une entité spatiale et un système idéologique : « La première lecture consiste à interroger la ville pensée par les fondateurs de l'idéologie socialiste. La deuxième s'intéresse à la ville projetée et mise en avant par ceux-là mêmes qui se réclamaient de cette idéologie (...) Le troisième niveau de lecture a pour objet la ville réalisée, dans toutes ses dimensions – et pas seulement architecturale ».

Voir Lydia COUDROY DE LILLE, « Introduction », in *Histoire urbaine* 2/2009, n° 25, p.5-13. En ligne : www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2009-2-page-5.htm. (Consulté le 28 septembre 2013)

d'analyser les pratiques de gouvernement, les jeux d'acteur afin de suivre la ville en train de se faire. Sans cela on risque de se trouver prisonnier des discours politiques en sur-interprétant les politiques urbaines pour y lire la seule expression d'une identité politique. Les politiques urbaines ne sont pas animées uniquement par les édiles. D'autres acteurs privés ou publics, dont le personnel municipal, interviennent en impulsant, en rendant possibles, en contestant ou en médiatisant ces politiques municipales. Les interrelations entre fabrique matérielle et fabrique symbolique doivent être étudiées car les politiques municipales s'inscrivent dans ces deux champs – notamment dans le domaine culturel qui tient une grande place dans notre travail – mais il ne faut pas confondre ces deux champs d'action du politique.

Il convient de clarifier notre posture car nous ne prétendons pas, par l'analyse de la fabrique symbolique de la ville, cerner les traits permanents de l'identité de Villeurbanne en mettant en exergue les spécificités villeurbannaises dans une logique essentialiste. Nous avons conscience que faire l'histoire de Villeurbanne c'est en définir les contours, participer à son identification⁷³. Mais nous souhaitons historiciser cette identité urbaine revendiquée, et non pas seulement la décrire, afin d'en comprendre la construction durant la première moitié du XX^e siècle. Nous faisons nôtre la recommandation de Stéphane Van Damme qui invite à « saisir la dimension identitaire (des) savoirs (urbains) en quittant une vision essentialiste qui définirait clairement le programme de recherche et les limites des études urbaines, pour une analyse des pratiques de circulation des objets, des approches et des énoncés »⁷⁴. Notre approche constructiviste de l'identité urbaine se distingue d'une approche essentialiste ou différencialiste des identités locales, (re)développée à partir des années 1970, et réactivée aujourd'hui par les mouvements régionalistes et soutenue par des acteurs politiques locaux cherchant à faire reconnaître les particularismes locaux face au pouvoir central. La notion d'identité est alors utilisée pour dire et fixer « ses spécificités en affirmant une continuité historique, une culture “plus vraie”, plus authentique, plus ancienne, plus profonde que la “culture nationale” jugée artificielle »⁷⁵. Cette identité revendiquée est alors instrumentalisée

⁷³ Voir sur la notion d'identification l'article de Rogers BRUBAKER, « Au-delà de l'“identité” », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, numéro 139, p.66-85.

⁷⁴ Stéphane VAN DAMME, *op. cit.*, 2005, p.10.

⁷⁵ Martina AVANZA et Gilles LAFERTE, « Dépasser la “construction des identités” ? Identification, image sociale, appartenance », in *Genèses* 4/2005, n° 61, p.135.

afin de peser sur l'échiquier politique. Cette quête d'identité se traduit par une augmentation du nombre de monographies locales à partir des années 1970. Cette demande sociale stimule la production de récits locaux en raison du « sentiment de crise » des années 1970, 1980 et 1990⁷⁶, ainsi que le développement commémoratif à partir des années 1980. Les monographies contemporaines rédigées dans ce contexte se caractérisent par la prégnance des particularismes locaux en raison de la forte demande sociale : « le souci légitime de travailler en liaison avec les municipalités, les sociétés historiques locales, les archives communales et départementales, conduit à prendre en compte une demande sociale, qui s'exprime souvent dans des cadres administratifs ; d'où la production d'histoires communales ou départementales, dont la finalité ne peut être que de mettre à jour les caractères originaux de chaque objet puisque toute production de mémoire historique vise à légitimer en distinguant »⁷⁷. La recherche d'une identité territorialisée connaît aujourd'hui un renouveau avec le développement du marketing territorial⁷⁸. La mise en discours et en images de la ville est en quelque sorte redécouverte depuis les lois de décentralisation de 1982⁷⁹, par l'institutionnalisation du marketing urbain dans les années 1990 – défini comme l'ensemble des moyens mis en œuvre pour promouvoir l'image de la ville⁸⁰ – et de son corolaire discursif, le *storytelling*⁸¹. L'identification et la distinction urbaine ne procèdent pas alors uniquement d'une reconnaissance politique dans une logique de différenciation, ou de l'expression d'un « droit à la différence » comme le proclamait

⁷⁶ Robert FRANK, Geneviève DREYFUS-ARMAND, Maryvonne LE PULCH, Maire-Françoise LEVY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Les années grises de la fin de siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4/2004, n°84, p.75-82.

⁷⁷ Annie FOURCAUT, « Les historiens et la monographie, l'exemple de la banlieue parisienne », in *Politix*, volume 2, n°7-8, octobre-décembre 1989, p.32.

⁷⁸ Marc-Urbain PROULX et Dominic TREMBLAY, « Marketing territorial et positionnement mondial », in *Géographie, économie, société*, 2/2006, volume 8, p.239-256.

⁷⁹ Voir Catherine BENZONI-GROSSET, « Les nouveaux “managers” du local et la communication », in Ion DRAGAN (dir.), *La communication du politique*, L'Harmattan, 1999, p.337-350.

⁸⁰ Muriel ROSEMBERG-LASORNE, « Marketing urbain et projet de ville : parole et représentations géographiques des acteurs », *Cybergeo : European Journal of Geography*, document 32, mis en ligne le 23 octobre 1997. En ligne : <http://cybergeo.revues.org/1977> (Consulté le 18 août 2013)

⁸¹ Voir Camille TIANO, « Quelles valeurs pour revaloriser les territoires urbains ? », in *Cybergeo : European Journal of Geography : Débats*, Les valeurs de la ville, mis en ligne le 03 mai 2010. En ligne : <http://cybergeo.revues.org/23091>. (Consulté le 19 novembre 2013)
Christian SALMON, *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007, 251 p.

Bernard Meuret⁸², mais elles participent aussi au jeu de concurrence économique et touristique entre les territoires. C'est pourquoi, considérer l'identité urbaine comme une construction politique et sociale, ce n'est pas seulement partir du postulat de la labilité de l'identité urbaine. C'est surtout rendre possible une histoire de la fabrique symbolique de la ville.

L'étude des identités urbaines en histoire est relativement récente⁸³, tandis que d'autres disciplines⁸⁴ comme l'anthropologie⁸⁵, la sociologie urbaine ou la géographie culturelle⁸⁶ s'en sont déjà saisi. Elle s'inscrit dans une réflexion plus globale sur la relation entre l'action politique, l'espace et la société, et elle est animée notamment par des travaux de géographes, comme ceux de Michel Lussault, qui en vient à s'interroger sur « le registre identitaire de la ville »⁸⁷. Influencé par les travaux de Paul Ricoeur sur les récits⁸⁸, Michel Lussault intègre la production des

⁸² Cette référence au « droit à la différence » fait écho au rapport intitulé *Démocratie culturelle et droit à la différence* présenté en 1982 par Henri Giordan au ministre de la culture, Jack Lang et publié la même année par la Documentation française.

⁸³ La première apparition de l'expression d'« identité urbaine » remonte à 1993, dans les *Annales*. Voir *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 48^e année, n°4, 1993, p.819-933. 4 articles traitent ainsi des identités urbaines et les étudient essentiellement du point des élites urbaines.

⁸⁴ Luc NOPPEN et Lucie K. MORISSET (dir.), *Identités urbaines. Echos de Montréal*, Québec, éditions Nota Bene, 2003, 320p.

⁸⁵ Michel AGIER, « Les savoirs urbains de l'anthropologie », in *Enquête*, 4, 1996, mis en ligne le 11 juillet 2013. URL : <http://enquete.revues.org/683>. (Consulté le 21 août 2013) L'anthropologie des identités n'utilise pas l'expression d'identité urbaine mais préfère étudier la dialectique entre identité interne et externe en prenant en compte leur pluralité dans l'espace urbain.

⁸⁶ Roger BRUNET et Franck AURIAC, *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fondation Diderot, Fayard, 1986, 343 p.

Guy DI MEO, « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace / société », in *Géocarrefour*, vol. 77, n°2, 2002, p.175-184.

⁸⁷ En 1997, le géographe Michel Lussault faisait un tableau de la « crise supposée de la ville » : « partout, monte et se déploie une plainte : les villes ne font plus sens. Ainsi, des discours des grands intervenants sociaux aux divers énoncés livrés par toute sortes de médias via les conversations des citoyens ordinaires, on trouve le même type d'idée générale (...), les villes seraient malades, le tissu urbain déchiré, éventré, l'espace fragmenté, en quartiers, en ghettos ». Voir Michel LUSSAULT, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », in *Annales de Géographie*, 1997, tome, 106, n°597, p.522.

On retrouve cette interrogation sur les images urbaines dans Arnaud GASNIER, « Politique urbaine locale et images de la ville. Les exemples de Brest, Le Mans et Tours », in *Norôis*, n°156, 1992, octobre-décembre 1992. p.467-476.

⁸⁸ Paul RICOEUR, *Temps et récits, 1. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983, 404 p.

réécrits historiques dans la mise en images de la ville de Tours⁸⁹, car ils participent à l'élaboration du creuset identitaire de la ville. Cette progressive objectivation des identités urbaines, qualifiées aussi de *civic identity*, irrigue aujourd'hui les travaux des historiens médiévistes et modernistes de l'urbain à l'échelle européenne, et outre atlantique, comme le montre les sessions organisées par l'association européenne d'histoire urbaine en 2012 à Prague lors du 10^e colloque international d'histoire urbaine⁹⁰. L'étude des identités urbaines est dans l'historiographie française principalement portée par des médiévistes et des modernistes⁹¹, car l'étude des pouvoirs et des gouvernements municipaux y est fortement développée, à la différence des contemporanéistes⁹². Dans l'historiographie, l'étude des identités

⁸⁹ Michel LUSSAULT, *Tours : images de la ville et politique urbaine*, Tours, Maison des sciences de la ville, Université François-Rabelais, 1993, p.120-142.

⁹⁰ Le 9^e colloque international d'histoire urbaine organisé à Lyon du 27 au 30 août 2008 comptait une seule session intitulée « *Framing identities, building political organizations. The construction of urban political identities in Late Medieval Western Europe* » et organisée par des médiévistes traitait explicitement de la construction des identités urbaines. Lors du 10^e colloque international d'histoire urbaine organisé à Prague du 29 août au 1^{er} septembre 2012, ce sont deux sessions qui traitent de la *civic identity* : « *Violence and the city : law, territory and civic identity in ancient and medieval times* » et « *Civic identity in late medieval and early modern european towns* ». Les échanges informels lors de ce colloque m'ont permis de saisir l'intérêt rencontré de l'étude des représentations et des identités urbaines.

⁹¹ Marc BOONE et Peter STABEL (dir.), *Shaping Urban Identity in Late Medieval Europe*, Leuven-Apeldoorn, Garant, 2000, 269 p.

Voir *Histoire urbaine* 3/2012, n°35, numéro spécial sur « Les mots de l'identité urbaine à la fin du Moyen Âge » coordonné par Élisabeth CROUZET-PAVAN et Élodie LECUPPRE-DESJARDIN.

Voir également Claire DOLAN, « L'identité urbaine et les histoires locales publiées du XVI^e au XVIII^e siècle en France », in *Canadian Journal of History*, volume XXVII, août 1992, p.278-298.

Pour une approche historiographique plus globale sur la question pour l'époque moderne Clarisse COULOMB, « Des villes de papier : écrire l'histoire de la ville dans l'Europe moderne », in *Histoire urbaine*, 2/2010, n°28, p.5-16.

Les médiévistes ont montré que l'essor des communes stimule la production de représentations urbaines. La ville est mise en scène par ses édiles et cette mise en image donne corps à la ville et à ses représentants. Par exemple, Elisabeth Crouzet-Pavan, à travers le cas de Venise, a étudié la construction de cette cité-théâtre par le pouvoir communal qui intervient par la mise en mots de la ville et par l'organisation de ses pierres (Élisabeth CROUZET-PAVAN, *Venise : une invention de la ville, XIII^e-XV^e siècle*, Paris, Champ Vallon, 1997, Troisième partie : Mises en scène de la ville, p.219-304.). Les images à travers lesquelles les villes sont représentées par des peintures, des dessins, ou les sceaux, des récits ou encore des rituels publics comme les entrées royales ou les festivals « jouèrent des rôles cruciaux dans l'établissement d'une identité urbaine durant cette période » selon Martha C. HOWELL dans « *The Spaces of Late Medieval Urbanity* », in Marc BOONE et Peter STABEL (dir.), *op. cit.*, 2000, p.3.

⁹² Sur l'identité des villes nouvelles voir Loïc VADELORGE, « Des villes pour mémoire », in *Ethnologie française*, 1/2003, volume 33, p.5-12.

urbaines est réservée aux villes anciennes, aux principales villes ou aux capitales⁹³, soit celles dont la sédimentation historique est manifeste. Mais depuis la fin des années 1980 des études apportent un nouveau regard sur l'histoire des banlieues. Ces études interrogent les gouvernements et les représentations des communes de banlieue⁹⁴ en s'intéressant aux rapports entre les groupes sociaux et leurs espaces par l'analyse des pratiques populaires⁹⁵. Les édiles des communes de banlieue mettent en scène le territoire dont ils ont la charge, et ce bien qu'ils ne puissent se prévaloir du prestige historique des villes anciennes.

Nous considérons que l'identité urbaine est une construction sociale et politique qui se manifeste par la production de récits et d'images, l'activation de symboles et par l'organisation de manifestations collectives qui mettent en scène la ville. Elle évolue en fonction de la culture politique des édiles, de la composition sociologique de la population, du contexte politique et culturel mais aussi de l'évolution de la morphologie urbaine. La construction du nouveau centre de Villeurbanne durant les années 1930 modifie le fonctionnement de la ville et les représentations qui lui sont associées : autrefois commune de banlieue, elle est désormais perçue comme une ville moderne. Partir de cette représentation édilitaire de la ville peut sembler partiel et partial, car cela tend à porter un regard sur la ville depuis les élites politiques et non pas à partir des habitants. Mais ce biais est avant tout un effet de source car, comme l'a souligné Bernard Lepetit, « le premier écueil auquel se heurte toute histoire des outillages conceptuels est connu : les témoignages dont nous disposons émanent de très minoritaires groupes éclairés et sont représentatifs d'une culture savante. Ceux qui n'y ont qu'un accès indirect ou la refusent nous échappent le plus

⁹³ Jérôme MONNET, *op. cit.*, 1993, 221 p.

Evelyn COHEN, *Paris dans l'imaginaire national de l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 396 p.

Eve MENK-BERTRAND, *L'image de Vienne et de Prague à l'époque baroque (1650-1740). Essai d'histoire des représentations*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008, 643 p.

⁹⁴ Annie FOURCAUT, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les éditions ouvrières-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 215p.

Noëlle GEROME, Danielle TARTAKOWSKY et Claude WILLIARD (dir.), *La banlieue en fête : de la marginalité urbaine à l'identité culturelle*, Saint Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1988, 272p.

Juliette AUBRUN, *op. cit.*, 2004, 581 p.

⁹⁵ Alain FAURE (dir.), *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)*, Paris, Créaphis, 1991, 283p.

souvent »⁹⁶. Nous aurions souhaité trouver des récits d'habitants sur Villeurbanne, datés de la première moitié du XX^e siècle, afin de les confronter avec les récits des édiles sur la ville et connaître la pluralité de représentations véhiculées sur les mutations urbaines en cours. François Tomas en s'intéressant aux stratégies socio-spatiales a insisté sur la nécessité d'« éviter de dissocier l'étude des acteurs sociaux de celle des formes architecturales et urbaines produites (...) (et) de s'interroger sur les concepts au travers desquels les acteurs sociaux perçoivent l'espace dans lequel ils vivent et qu'ils s'efforcent parfois de transformer »⁹⁷. Cependant, les écrits du for privé⁹⁸ traitant de Villeurbanne durant cette période n'existent pas et/ou n'ont pas été déposés dans des services d'archives publiques. Aucune description des inaugurations d'ensembles architecturaux, des rituels publics ou d'évènements locaux écrite par des habitants ne nous est parvenue. L'étude des courriers municipaux et de la presse locale nous a tout de même permis, parfois, de palier cette lacune. Mais la voix municipale s'impose en conséquence pour connaître la ville. Dans notre recherche, le discours des édiles importe, car il influe sur le réel⁹⁹ et participe de la construction de l'identité urbaine. En effet, selon Salvatore Adorno « la construction des identités urbaines paraît être le résultat d'un croisement entre la représentation réflexive des élites locales, qui sélectionnent en fonction de leurs pratiques administratives et sociales, des discours et des images sur les espaces et les lieux de la cité, et le regard externe (...) qui charge ces territoires d'autres stéréotypes, de codes culturels et d'attentes. Cette dialectique interne-externe engendre ainsi, par conflit ou par intégration, au travers d'approximations

⁹⁶ Bernard LEPETIT, *op. cit.*, 1988, p.55

⁹⁷ François TOMAS, *Les temporalités des villes*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2003, p.215.

⁹⁸ Sur les écrits du for privé comme objet et source historiques de l'époque médiévale à l'époque contemporaine, voir les travaux du GDR n°2649 du CNRS et notamment Jean-Pierre BARDET, Elisabeth ARNOUL et François-Joseph RUGGIU, *Les écrits du for privé en Europe du Moyen Âge à l'époque contemporaine. Enquêtes, Analyses, Publications*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010, 657 p.

⁹⁹ Pierre Bourdieu précise qu'« en politique, “dire c'est faire”, c'est-à-dire faire croire que l'on peut faire ce qu'on dit et en particulier faire connaître et reconnaître des principes de division du monde social, les *mots d'ordre*, qui produisent leur propre vérification en produisant des groupes et, par là, un ordre social. La parole politique – c'est ce qui la définit en propre – engage totalement son auteur parce qu'elle constitue un engagement à faire qui n'est vraiment politique que s'il est le fait d'un agent ou d'un groupe d'agent *responsables politiquement*, c'est-à-dire en mesure d'engager un groupe et un groupe capable d'accomplir : c'est à cette condition seulement qu'elle équivaut à un acte » dans Pierre BOURDIEU, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 36-37, février/mars 1981, p.13.

successives, de variantes, d'augmentations et de réductions, l'image d'une ville qui pour cette raison n'est pas le reflet immédiat de la réalité mais plutôt le produit d'une interaction sociale »¹⁰⁰. L'approche constructiviste de l'identité collective a pu être critiquée car elle ouvrirait à une forme de « désenchantement relativiste »¹⁰¹. Cette critique doit être largement dépassée car, au contraire, il nous semble qu'analyser les discours sur la ville, c'est étudier les représentations sociales qu'ils véhiculent parce qu'ils participent justement, en raison du caractère performatif des discours politiques¹⁰², à la fabrique symbolique de la ville. L'analyse historique des images de la ville et de leur construction recouvre un enjeu social car « comprendre comment, quand et pourquoi se forge l'image de la ville contemporaine, c'est se donner les moyens d'agir et non de subir un système de représentations »¹⁰³. L'étude de la fabrique symbolique de la ville se place à la confluence de l'histoire politique et de l'histoire culturelle, tout en s'inscrivant dans l'héritage de l'histoire sociale, et elle permet d'étudier la construction des identités urbaines.

Cette étude de la fabrique symbolique de la ville est rendue possible par le renouveau de l'histoire politique et par l'essor de l'histoire des représentations depuis plus de vingt ans. La prédominance de l'approche structuraliste prônée par les *Annales* avait rejeté l'histoire politique « comme événementielle et anecdotique, subjectiviste et individualiste »¹⁰⁴. Dans les années 1980, la discipline historique a été bouleversée par la remise en question du paradigme structuraliste. A la recherche d'invariants dans une logique systémique, s'est substituée, en réaction, une valorisation de l'événement et de la capacité de mise en action des individus et des groupes d'individus. Cette évolution paradigmatique a pu être qualifiée, il y a 25 ans, de processus de fragmentation de la discipline historique donnant forme à une « histoire en miettes »¹⁰⁵, en raison de la multiplication des objets historiques. Ce renouveau de

¹⁰⁰ Salvatore ADORNO, « L'urbain : un entre-deux historiographique. Les villes italiennes à l'époque contemporaine. Parcours de lectures à travers les thèmes de l'historiographie récente », in *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, volume 32, n° 1, 2003, p.24.

¹⁰¹ Martina AVANZA et Gilles LAFERTE, *op. cit.*, 2005, p.138-139.

¹⁰² Pierre BOURDIEU, *op. cit.*, 1980, p.63-72.

¹⁰³ Loïc VADELORGE, *Rouen sous la III^e République. Politiques et pratiques culturelles*, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p.12.

¹⁰⁴ Christian DELACROIX, François DOSSE et Patrick GARCIA, *Les courants historiques en France, XIX^e-XX^e siècle*, Folio, 2007, p.527.

¹⁰⁵ François DOSSE, *L'histoire en miettes. Des Annales à la nouvelle histoire*, Paris, La Découverte, 1987, 268 p.

l'histoire politique¹⁰⁶ passe par la notion de culture politique, qui revêt une fonction identitaire¹⁰⁷. L'histoire de la culture politique permet d'analyser les fonctions de cette culture dans les motivations de l'action publique, car elle est un facteur d'identification du groupe qui se réclame d'elle, à l'extérieur et à l'intérieur¹⁰⁸. Marc Lazar rappelle que si l'application de la notion de culture politique est plus pertinente à un parti qu'au niveau d'une société toute entière, il précise que la culture politique « représente un ensemble d'idées, de valeurs, de symboles et de croyances et une multitude diversifiée de règles et de pratiques qui, combinés, donnent une signification au réel, établissent les règles du jeu, façonnent les comportements politiques et conduisent à l'inculcation de normes sociales »¹⁰⁹. Des croisements s'élaborent dès lors entre histoire politique et histoire culturelle par l'analyse des idéologies politiques¹¹⁰. Les travaux sur les gouvernements urbains et la construction des images urbaines¹¹¹ démontrent que la ville n'est pas qu'un cadre commode d'observation, ni uniquement le produit des évolutions économiques et sociales, et qu'il est nécessaire de prendre en compte le rôle des autorités urbaines, ainsi que du personnel municipal, dans la fabrique de la ville. L'histoire du fait urbain a été principalement animée par les médiévistes¹¹². Et c'est en discutant les travaux d'Henri Pirenne et sa conception strictement économique des villes¹¹³, que les médiévistes en sont venus à étudier le gouvernement des villes médiévales¹¹⁴. Le pouvoir et ses modes de représentation sont dès lors l'objet de l'attention des historiens car « l'étude *du* politique s'est substituée à celle de *la* politique. L'histoire du pouvoir ne se sépare désormais plus de celle de ses représentations, c'est-à-dire de

¹⁰⁶ René REMOND (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, 400p.

¹⁰⁷ Christian DELACROIX, François DOSSE et Patrick GARCIA, *op. cit.*, 2007, p.530.

¹⁰⁸ Serge BERSTEIN, « L'historien et la culture politique », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n°35, juillet-septembre 1992, p.67-77.

¹⁰⁹ Marc LAZAR, « Forte et fragile, immuable et changeante...La culture politique communiste », in Serge BERSTEIN (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, Seuil, 2003 (1^{ère} édition en 1999), p.229

¹¹⁰ La revue *Vingtième siècle* créée en 1984 naît dans ce contexte historiographique.

¹¹¹ Claude PETITFRERE (dir.), *Images et imaginaires des villes dans la ville à l'époque moderne*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 1998, 243 p.

¹¹² Georges DUBY (dir.), *L'histoire de la France urbaine*, Paris, Seuil, 5 volumes publiés entre 1980 et 1985.

¹¹³ Selon Henri Pirenne « les villes sont l'œuvre des marchands, elles n'existent que par eux » dans Henri PIRENNE, *Les villes et les institutions urbaines*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1939, Tome I., p.47.

¹¹⁴ Albert RIGAUDIERE, *Gouverner la ville au Moyen-Âge*, Paris, Anthropos-Economica, 1993, p.536.

son imaginaire, de ses cérémonies et de ses expressions métaphoriques »¹¹⁵. Cette histoire du politique permet de se décentrer d'une conception centralisatrice du pouvoir afin d'étudier les territoires de pouvoir et leurs mises en scènes, dont la ville est le lieu manifeste de concentration, de construction et d'expression. Cette évolution heuristique est aussi rendue possible par la structuration et l'institutionnalisation progressive des études urbaines en histoire¹¹⁶, sur le modèle des *urban studies* anglo-saxonnes, qui permettent aujourd'hui des échanges entre historiens de l'urbain en dépassant les barrières de la périodisation classique afin de saisir le fait urbain dans son historicité¹¹⁷. Bruno Dumons et Olivier Zeller en sont venus, dans une logique plus transversale, à placer la ville au rang de catégorie analytique afin d'étudier son gouvernement¹¹⁸. Cette catégorisation heuristique de la ville place celle-ci comme une grille de lecture que l'on peut utiliser sur l'ensemble des périodes historiques. Mais contrairement aux médiévistes et modernistes, l'étude des gouvernements municipaux par les historiens urbains contemporains apparaît encore comme un chantier à défricher¹¹⁹. Ce champ de recherche connaît cependant un essor grâce au développement de l'histoire de l'administration municipale¹²⁰.

¹¹⁵ Denis MENJOT et Jean-Luc PINOL (coord.), « Présentation », in Denis MENJOT et Jean-Luc PINOL, *Enjeux et expressions de la politique municipale (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.5.

¹¹⁶ Nicolas Lemas, dans un article critique stimulant, essaie de mettre à jour la fragilité épistémologique de l'histoire urbaine. S'il constate que « tous les signes de l'existence d'une discipline historique semblent ainsi attester de sa réalité », il en vient à conclure que « Nominalisme qui ne dit pas son nom, l'histoire urbaine n'a donc pas les moyens épistémologiques, ni herméneutiques (ni même sans doute heuristiques) de remplacer l'histoire sociale comme reine des études historiques ». Voir l'article de Nicolas LEMAS, « Pour une épistémologie de l'histoire urbaine française des époques modernes et contemporaines comme histoire-problème », in *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°9, septembre-décembre 2009. En ligne : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=09&rub=pistes&item=14> (Consulté le 18 novembre 2010)

¹¹⁷ La création en 1998 de la société française d'histoire urbaine puis 2 ans plus tard de la revue *Histoire urbaine* sont les signes de cette institutionnalisation de l'histoire urbaine. *L'histoire de l'Europe urbaine* dirigée par Jean-Luc Pinol en est, quant à elle, la démonstration.

¹¹⁸ Bruno DUMONS et Olivier ZELLER, « Introduction », in Bruno DUMONS et Olivier ZELLER, *Gouverner la ville en Europe. Du Moyen-Âge au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p.5-6.

¹¹⁹ « Contrairement aux médiévistes et aux modernistes, l'analyse des pouvoirs et des gouvernements municipaux n'a pas encore suscité un réel intérêt parmi les historiens contemporains de l'urbain. Ce chantier compte parmi les plus neufs à défricher, tout particulièrement en France. Ici, les travaux pionniers sont venus de monographies de municipalités ouvrières ou de banlieue. Par la suite, les recherches les plus solides ont été fournies par des historiens du droit et des collègues américains. Reste que le paysage français n'a rien de comparable avec la richesse des études allemandes ou encore avec le foisonnement italien. L'historiographie française contemporaine sur les gouvernements

L'histoire urbaine est logiquement marquée par l'essor de l'histoire des représentations en raison de la « révolution historiographique » de l'histoire culturelle théorisée par Roger Chartier en 1989¹²¹, qui constitue davantage un déplacement qu'une rupture historiographique avec l'histoire sociale des années 1960¹²². Ce déplacement de regard sur le monde, considéré comme une représentation, induit un basculement historiographique¹²³ que l'on mesure d'autant plus aujourd'hui à l'aune de l'importante production historiographique de ces vingt-cinq dernières années¹²⁴. L'histoire des politiques et des institutions culturelles, peu étudiées avant la fin des années 1980¹²⁵, connaît un nouveau dynamisme notamment à l'échelon local¹²⁶, corrélativement aux lois de décentralisation de 1982. On passe d'une histoire sociale du culturel à une histoire culturelle du social. La définition de la culture reste problématique. On retiendra ici celle, très large, de Pascal Ory : il s'agit de l'« ensemble des représentations collectives propres à une société »¹²⁷. Ainsi, faire de l'histoire culturelle c'est faire une histoire sociale des représentations. L'imprégnation des problématiques culturelles dans la recherche sur l'histoire politique contemporaine a fait émerger un nouveau champ heuristique qualifié

municipaux commence donc seulement à s'étoffer » dans Bruno DUMONS et Olivier ZELLER, *op. cit.*, p.12.

¹²⁰ Bruno DUMONS et Gilles POLLET, *Administrer la ville en Europe (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2003, 206 p.

Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (coord.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Clermont-Ferrand, Université Blaise-Pascal, 2012, 368 p.

¹²¹ Roger CHARTIER, « Le monde comme représentation », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisation*, 44^e année, n°6, 1989, p.1505-1520.

¹²² Gérard NOIRIEL et Roger CHARTIER, « L'histoire culturelle aujourd'hui. Entretien avec Roger Chartier », in *Genèses*, 15, 1994, p.115.

¹²³ Loïc Vadelorge parle de « révolution copernicienne » dans Loïc VADELORGE, « Où va l'histoire culturelle ? », *Ethnologie française* 2/2006, vol. 36, p.357-359.

¹²⁴ Pascal ORY, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004, 128 p. et Philippe POIRRIER, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 2004, 435 p.

¹²⁵ Philippe POIRRIER, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 2004, p.136.

¹²⁶ Sylvie RAB, *Culture et banlieue : les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, thèse d'histoire sous la direction de Michelle PERROT, Université Paris-Diderot Paris VIII, 1994, 4 volumes, 1518 p. hors bibliographie.

Philippe POIRRIER, Sylvie RAB, Serge RENEAU et Loïc VADELORGE, *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, Ministère de la Culture, Comité d'histoire, 1995, 240p. Dans l'introduction de cet ouvrage les quatre auteurs précisent que « si le soupçon d'illégitimité pèse sur l'histoire des politiques culturelles municipales, c'est bien parce qu'il s'agit d'abord d'histoire locale (...or) le local et le social se construisent mutuellement et le culturel est le lieu privilégié de leurs interactions » dans Philippe POIRRIER, Sylvie RAB, Serge RENEAU et Loïc VADELORGE, *op. cit.*, p.7-8.

¹²⁷ Pascal ORY, *op. cit.*, PUF, p.8.

d'« histoire culturelle du politique »¹²⁸. L'étude de la politique symbolique, entendue comme « usage organisé du symbolique par la société politique »¹²⁹, stimule une nouvelle approche des représentations du pouvoir¹³⁰. Les historiens se sont saisis de cette histoire culturelle du politique par l'étude des représentations sur la ville et de sa mise en scène par le politique¹³¹.

L'objectivation des représentations urbaines a été accélérée par la dominance du thème de la crise urbaine dans les discours politiques à la fin du XX^e siècle. L'expansion de l'urbanisation et les réseaux de transport faisant éclater les limites territoriales communales comme grilles de lectures de la ville, et le développement de l'intercommunalité redéfinissant les modes de gouvernement urbain, le thème de la crise de la ville est véhiculé. Le thème de la disparition de la ville et de sa perte de sens s'est imposé – Françoise Choay parle même de la mort de la ville¹³² – pour laisser place au règne de l'urbain¹³³. Cette quête de sens de la ville naît de la remise en cause de l'urbanisme des années 1950-1960, non pas uniquement afin de dénoncer « la monotonie architecturale des villes neuves où la ségrégation sociale y règne » mais pour cerner les causes des « erreurs commises »¹³⁴. Cette approche critique de l'urbanisme d'après-guerre par des acteurs de l'urbain et des penseurs marxistes¹³⁵ a stimulé une redécouverte, dès les années 1960¹³⁶, des utopies

¹²⁸ Sudhir HAZAREESINGH, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état des lieux et perspectives », in *Revue historique*, 2/2007, n° 642, p.355-368.

¹²⁹ Pascal ORY, « L'histoire des politiques symboliques en quatre études de cas », in *Hypothèses*, 1/2004, p.71-74.

¹³⁰ Jean-Clément Martin propose de définir les représentations comme « les façons par lesquelles se reconnaissent, s'expérimentent et se différencient les communautés humaines bâtissant leur monde par des discours qui sont des actes » (Jean-Clément MARTIN, « Introduction : représentation et pouvoir à l'époque révolutionnaire (1789-1830), in Natalie SCHOLZ et Christina SCHRÖER (dir.), *Représentation et pouvoir. La politique symbolique en France (1789-1830)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p.13.)

¹³¹ Alain CABANTOUS (dir.), *Mythologies urbaines : les villes entre histoire et imaginaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 294p. Cet ouvrage regroupe les actes des « Rencontres Mythologies Urbaines » organisées à Dunkerque les 29 et 30 novembre 2002.

¹³² François CHOAY, « *El reino de lo urbano y la muerte de la ciudad* », in *Andamios. Revista de Investigación Social*, volume 6, n°12, décembre 2009, p.157-187. Ce texte est la traduction d'une contribution au catalogue de l'exposition présentée au Centre Pompidou sur *La Ville, art et architecture en Europe (1790-1993)*.

¹³³ François CHOAY, « De la ville à l'urbain », in *Urbanisme*, n°309, novembre-décembre 1999, p.6-8.

¹³⁴ François CHOAY, *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Seuil, 1965, p.8.

¹³⁵ En 1968, Henri Lefebvre dénonce l'urbanisme moderne et fonctionnaliste des Trente Glorieuses dans *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 166 p.

architecturales du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle¹³⁷. La ville idéale, représentée, devient objet d'étude afin de fonder, par un retour au texte des penseurs de l'urbain, la scientificité de l'urbanisme. Ce retour au texte permet de distinguer la ville réelle – les réalités architecturales, de la ville imaginée – les utopies de papier¹³⁸. Cette histoire des idées de la ville prend en compte la pensée de la ville et sa projection. Elle se focalise essentiellement sur des modèles d'urbanisme et d'architecture. Cette histoire des idées de la ville naît de la critique des échecs de l'urbanisme d'après-guerre qui entre en résonnance avec « le sentiment de crise » des années 1970, 1980 et 1990¹³⁹. Ce discours dominant sur la « crise de la ville » a amené des historiens et des historiennes à réagir et à mettre en question ce thème de la crise urbaine contemporaine pour réfuter son utilisation comme système interprétatif. Cette interrogation a favorisé une critique des discours sur la ville afin d'en saisir les évolutions et les ressorts sociaux, politiques, économiques et culturels dans une logique historique¹⁴⁰. Il faut se dégager d'une vision organiciste de la ville qui nourrit le syndrome de l'échec véhiculé fréquemment par la classe politique. En rompant avec le dolorisme et le catastrophisme qui émaillent les représentations urbaines « on sort d'un cadre épistémologique légué par les penseurs de la ville

¹³⁶ L'ouvrage publié par Françoise Choay en 1965 est essentiel car il permet d'interroger l'urbanisme, plus que la ville, en proposant une histoire des idées permettant de fonder un urbanisme scientifique. Cet ouvrage, nourri la pensée de l'urbanisme du dernier tiers du XX^e siècle en proposant des textes décrivant la cité idéale des penseurs du XIX^e siècle et des traductions de textes anglo-saxons du XX^e siècle. Son impact sur la pensée de la ville est réelle car il prend en compte les discours produits par des penseurs de l'urbain, qu'ils soient architectes ou littéraires.

¹³⁷ Dans un article engagé de praticien militant de l'administration urbaine Antoine Prost a souligné ce changement de regard sur l'architecture de l'entre-deux-guerres : « On entendait, il y a une génération, sur les bâtiments des années 1930 des propos négatifs qui ont aujourd'hui laissé la place à des appréciations beaucoup plus flatteuses » dans Antoine PROST, « Une histoire urgente : le temps des villes », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1999, volume 64, n°1, p.122.

¹³⁸ En 1980, Françoise Choay publie *La règle et le modèle* qui propose une théorisation de l'urbanisme par l'histoire des idées de la ville. Elle précise que « ce livre est consacré à l'espace édifié et à la ville. Mais il ne fait pas référence au monde concret de l'urbain. Il met entre parenthèse les édifices effectivement construits, pour ne traiter que de l'espace et de la ville écrits. Son objet appartient à l'ordre du texte » dans Françoise CHOAY, *La règle et le modèle*, Seuil, 1996, 1^{ère} édition en 1980, p.15.

¹³⁹ Robert FRANK *et alii*, *op. cit.*, 2004, p.75-82.

¹⁴⁰ Danièle VOLDMAN, « Sur les “crises” urbaines », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p.5-10.

Michelle ZANCARINI-FOURNEL « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4/2004, n° 84, p.119-127.

depuis l'âge classique et repris tout au long du siècle »¹⁴¹. Cette critique des discours sur la ville a permis d'ouvrir le champ de l'histoire des représentations urbaines, et notamment celle des banlieues¹⁴². Il est impératif aujourd'hui de prendre de la distance avec la médiatisation de représentations négatives véhiculées à l'égard des banlieues depuis les années 1980 qui font qu'« aujourd'hui, la banlieue n'est qu'une métaphore, permettant de circonscrire et de territorialiser commodément les peurs sociales »¹⁴³. Ces représentations sociales s'inscrivent dans un imaginaire urbain, une pensée de la ville, et elles influent sur le réel en marginalisant des espaces et des populations par rapport à un modèle urbain/social ordonné. Il est donc nécessaire de proposer une étude synchronique des représentations urbaines afin de savoir comment les acteurs se représentaient leur ville pour ne pas plaquer des stéréotypes sociaux contemporains sur ces espaces et leurs habitants. Cette approche d'histoire des représentations urbaines ne peut se faire sans prendre en compte la réalité des politiques urbaines de la ville, dans le but de distinguer les représentations des pratiques politiques. C'est pourquoi, nous pensons que l'étude de la fabrique matérielle et symbolique de la ville, en prenant le cas de Villeurbanne, doit permettre de rompre avec une vision organiciste en étudiant les communes de périphérie, non pas uniquement comme des espaces de relégation, selon le paradigme centre-périphérie, mais comme des laboratoires d'expériences sociales et urbaines.

Sources et méthodes

Il nous faut signaler que nous avons dû partir d'un terrain en friche dans le sens où nous n'avons pas pu nous appuyer sur les références des monographies antérieures sur Villeurbanne, car aucune d'elle n'indique les cotes des cartons dépouillés. Nous avons donc privilégié l'étude des sources primaires, et c'est la raison pour laquelle nous citons rarement les précédentes monographies sur Villeurbanne car elles ne

¹⁴¹ Danièle VOLDMAN, *op. cit.*, 1999, p.9.

¹⁴² Alain Faure souligne que la gestation et l'écriture de l'histoire des banlieues « se sont placées à un moment où il ne fut jamais autant parlé de “crise de la ville” et où “l’actualité” (...) a transformé “la banlieue” en vedette médiatique, en quasi concept. On a vu se former avec une rapidité extrême, sans égale peut-être dans l'histoire des mythes sociaux, tout un bric-à-brac d'images et de jugements parfois proches de réalité, mais le plus souvent viciés, déformants, voire controuvés. L'historien (...) se doit aussi, dans la limite des connaissances qu'il apporte, de lutter contre les fauses représentations, en offrant à ses contemporains une vue du passé récent, une mise en perspective du présent » dans Alain FAURE, *op. cit.*, 1992, p.8.

¹⁴³ Annie FOURCAUT, *op. cit.*, 2000, p.105.

nous ont pas été utiles hormis dans un second temps afin de comparer nos interprétations des documents d'archives avec celles de précédents auteurs.

Nous avons consulté des archives déposées aux archives municipales de Villeurbanne et de Lyon, ainsi qu'aux archives départementales du Rhône. Les archives municipales de Villeurbanne ont été privilégiées et le statut de chercheur en résidence a été un avantage car nous avons pu dépouiller les cartons des archives municipales y compris en dehors des heures d'ouverture au public. L'étude des politiques municipales à Villeurbanne étant au cœur de notre thèse, nous avons, dans un premier temps, étudié de manière systématique l'ensemble des registres de délibération de Villeurbanne pour la période de 1900 à 1950. Puis, dans un second temps, nous avons pu affiner cette collecte de données en utilisant, après une formation dispensée par la responsable des archives, Dominique Grard, le logiciel de traitement des archives municipales Avenio, qui permet d'interroger les titres qui figurent dans les registres des délibérations et qui introduisent les questions présentées devant l'assemblée. Les délibérations ont été numérisées, mais seuls les titres ont été enregistrés avec mention de la cote et de la page afférentes. Cela nous a permis de faire des recherches par mots clefs et a grandement facilité le traitement des registres de délibérations. L'interrogation de la base de donnée par mots clefs a nécessité dans un premier temps de déterminer un champ lexical relatif pour chaque questionnement afin de bien moissonner et ne pas manquer une information. L'utilisation de ce logiciel a aussi considérablement facilité les croisements d'informations, afin de suivre l'avancée chronologique de chaque projet municipal. En l'absence d'un tel outillage informatique, les informations sont en quelque sorte fragmentées, noyées, par la pratique de la compilation qui caractérise le mode d'enregistrement des registres papiers. Bien sûr les titres ainsi moissonnés ne suffisent pas, car des informations précieuses ne sont pas nécessairement précédées d'un titre et il peut y avoir des décalages importants entre le sujet traité et son intitulé, c'est pourquoi l'analyse systématique des registres reste indispensable.

Cette entrée dans les politiques municipales par les registres de délibérations est classique : ils permettent de connaître les projets municipaux engagés et réalisés, ainsi que ceux qui ont pu échouer ou être retardés faute de moyens financiers. C'est par l'étude précise de la formulation et de l'avancée des projets urbains que l'on peut saisir la fabrique ordinaire de la ville. Les registres permettent d'étudier la politique urbaine en train de se faire et de voir émerger progressivement un urbanisme de plan,

durant l'entre-deux-guerres, qui nécessite un changement dans les modalités de gouvernement par l'apprentissage de nouvelles méthodes et pratiques, et qui influe sur l'organisation de l'administration municipale. Mais comme l'ont rappelé Bruno Dumons et Olivier Zeller, « il faut (...) cesser d'être les dupes constants des registres de délibérations municipales au contenu aussi léger que convenu »¹⁴⁴. En effet, il est impératif de conserver une démarche critique vis-à-vis de cette source car la qualité d'enregistrement des délibérations dans les registres évolue en fonction du contexte politique, notamment en période de conflit, et de la volonté des édiles de rendre publique leur action. Les modalités de pratique gouvernementale à l'échelon local sont déterminées par le régime politique régissant la société. C'est pourquoi, le remplacement des édiles communistes en 1939 par un personnel nommé directement par le gouvernement, et le renversement du régime de la III^e République, sous la Seconde Guerre mondiale, bouleversent le rapport entre la municipalité et les administrés, rapport fondé jusqu'alors sur le principe de représentativité. Ce changement de régime influe sur la communication de la municipalité sur sa politique et, en conséquence, les registres des délibérations ne rendent pas compte de la réalité des pratiques du gouvernement municipal durant la guerre. L'étude des politiques municipales ne peut donc se faire sans prendre en compte l'évolution de l'autonomie municipale durant la première moitié du XX^e siècle.

Les registres sont généralement bien tenus, car nous n'avons trouvé qu'un cas de falsification volontaire datant de 1793, mais il est nécessaire d'étudier parallèlement les cartons comprenant les extraits des registres de délibération, qui ne sont pas automatiquement inscrits dans les registres, et les documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (série 1D)¹⁴⁵ afin d'une part, d'accéder aux rapports des commissions et des sous-commissions municipales, rarement retranscrits dans les registres et à partir desquels l'assemblée délibère, et d'autre part, pour connaître les débats, voire les conflits, qui ont pu apparaître. La mise à l'agenda des politiques municipales d'une question d'intérêt public est le fruit d'une réflexion en amont et la mise au vote d'une proposition auprès du conseil municipal, retranscrite dans les registres, n'intervient en réalité que dans un second temps. Les documents préparatoires, présentés sous forme de dossiers, sont essentiels pour

¹⁴⁴ Bruno DUMONS et Olivier ZELLER, « Introduction », in Bruno DUMONS et Olivier ZELLER (dir.), *op. cit.*, 2006, p.6.

¹⁴⁵ AMV-1D1 à 27-Documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal de 1901 à 1954.

comprendre la fabrique de la ville car ils regroupent des documents de nature très diverse en fonction des sujets traités par la municipalité. Ces dossiers préparatoires peuvent regrouper des notes, des courriers, des rapports de commissions ou de groupes de travail, des études budgétaires, les brouillons des délibérations ou encore des documents émis par l'administration centrale. Ils permettent de pallier les « silences » des registres afin notamment d'accéder aux compte-rendus des séances privées du conseil municipal. En effet, la hiérarchisation des séances du conseil municipal selon qu'elles sont publiques, privées, ordinaires ou extra-ordinaires, nous renseigne sur le caractère prioritaire ou plus sensible de certains dossiers mis à l'agenda, et elle engendre une retranscription plus ou moins complète des débats tenus dans les registres. Les cartons de la série 1D ont été précieux dans notre recherche, bien qu'ils soient inégalement complétés car l'existence de certains rapports n'est parfois connue que par leur mention succincte dans les registres des délibérations sans qu'ils n'apparaissent dans les dossiers. Les conclusions de ces rapports orientant les débats tenus au sein du conseil municipal, nous avons cherché à les consulter afin d'étudier l'argumentaire utilisé pour justifier ou non un projet municipal dans le but de définir si des considérations partisans, techniques, financières ou d'intérêt général sont mobilisées. Cette méthode nous a permis de déterminer si le municipalisme qui se développe à Villeurbanne durant la première moitié du XX^e siècle était animé seulement par la logique partisane des édiles ou si d'autres considérations l'emportaient.

Le municipalisme qui se déploie durant cette période renforce les champs d'intervention de la municipalité dans le domaine de l'hygiène, de la voirie, dans les pratiques culturelles, notamment sous le Front populaire, et dans l'urbanisme par la construction de logements et d'édifices publics. Le contexte politique national, et plus particulièrement la production législative, influent directement sur ce municipalisme animé par l'identité partisane des édiles. Mais ce municipalisme n'est pas la seule application d'un programme politique car d'autres acteurs, publics et privés, interviennent en impulsant ou en rendant possible, par des financements publics ou le transfert de savoirs, la mise en place de politiques municipales. Nous avons donc essayé d'identifier, lorsque les sources le permettaient, les porteurs de projet et les facilitateurs afin de ne pas rester prisonnier d'une vision centrée sur la figure mayorale. Un effet de source, induit par la seule utilisation des registres des délibérations ou des discours municipaux diffusés dans le *Bulletin Municipal*

Officiel, consiste en effet à survaloriser l'action du maire qui, en tant que premier magistrat et représentant légal de la municipalité, porte des projets à l'initiative desquels il ne peut pas être. Nous avons donc dépouillé les cartons des différents services municipaux en cherchant à déterminer quels acteurs, extérieurs à la municipalité ou membres du personnel municipal, ont pu influencer sur la politique municipale. Nous avons cherché ainsi à déterminer les différentes modalités d'intervention élaborées par la municipalité afin de construire de nouveaux édifices et d'assainir la ville. L'étude des montages techniques et financiers afférents à ces différents projets renseigne concrètement sur le degré d'intervention de la municipalité et sur l'élaboration d'une pensée de la ville. Cette approche est souvent complexe car cela implique, pour chaque projet municipal modifiant l'organisation urbaine, identifié à partir des registres de délibérations, d'analyser les mécanismes de décision et les jeux d'acteurs.

Pourtant cela est rendu possible par l'étude des correspondances reçues et émises par la municipalité. Les municipalités produisent de nombreuses archives, en raison de leur progressive bureaucratisation, dont des correspondances qui ne sont malheureusement pas toujours conservées dans les dépôts d'archives municipales. Si l'usage du téléphone, développé progressivement durant la première moitié du XX^e siècle, ne laisse pas de trace dans les archives et ne nous permet pas d'avoir accès à l'ensemble des échanges municipaux, en revanche la pratique quotidienne et privilégiée de la correspondance écrite par les différents services municipaux est une source primordiale qui permet de saisir la réalité de l'activité municipale. Étonnamment, cette source est souvent négligée alors qu'elle permet d'étudier les échanges internes, car les courriers et notes internes sont associés à ce type de documents, mais aussi les échanges externes. A Villeurbanne, les correspondances constituent une source exploitable car elles ont été très bien conservées, hormis pour la période de la Première Guerre mondiale. Et elles présentent l'avantage de ne pas avoir été étudiées de manière systématique jusqu'alors. La qualité même des courriers est variable, car ce sont très souvent des copies carbonées dactylographiées dont la conservation est très problématique. Dans ce cas, il n'est pas possible d'utiliser l'en-tête afin d'identifier l'auteur de la lettre et l'historien dépend de la qualité de copiste du dactylographe. Le traitement même des correspondances diffère selon qu'il s'agisse d'un courrier interne ou externe. Les notes et correspondances internes se déparent du formalisme des correspondances externes et elles présentent

en cela l'avantage de donner accès à un propos au ton plus libre. Les correspondances internes, entendues comme étant celles transmises entre deux personnes rattachées à la municipalité, prennent plus d'importance sous Lazare Goujon et elles sont très instructives. En effet, le fait que Lazare Goujon, maire de Villeurbanne de 1924 à 1935, soit élu député de 1928 à 1936 a un impact sur la production d'une correspondance particulièrement intéressante pour l'historien car ses déplacements réguliers à Paris l'obligent à correspondre plus que de coutume à son secrétaire général, afin de suivre l'avancée des politiques municipales. Ceci est un grand avantage car c'est justement de 1929 à 1934 qu'il fait aboutir les plus importants projets d'urbanisme de la ville et qu'il organise la médiatisation de son action mayorale à l'extérieur. Les correspondances sont essentielles car elles seules permettent d'analyser effectivement les jeux d'acteurs qui s'établissent et de dépasser le formalisme des registres municipaux. A travers l'analyse systématique des courriers nous avons pu non seulement collecter des informations nouvelles sur les politiques municipales, mais aussi identifier le rôle d'acteurs extérieurs à la municipalité. Les correspondances externes nous informent nécessairement plus directement sur les réseaux d'acteurs qui s'élaborent dans le cadre de projets municipaux. Leur conservation partielle présente un biais pour la recherche car si les courriers reçus ont bien été conservés, ce n'est pas nécessairement le cas des courriers émis vers l'extérieur par la municipalité. Il est donc parfois impossible de reconstruire l'échange entre les deux parties. Mais cette absence de réponse de la part de la mairie peut aussi être signifiante et indiquer qu'un réseau précédemment établi n'est pas réactivé. Nous avons étudié de manière systématique les fonds des correspondances municipales déposées aux archives municipales dans la série 2D pour la période 1900 à 1950. Celles-ci sont conservées dans des cartons classés chronologiquement et dont le classement n'a pas été modifié depuis leur versement. Ces cartons regroupent les échanges avec la préfecture du Rhône, ce qui permet d'apprécier l'évolution des relations entre le pouvoir local et le pouvoir préfectoral, et surtout de voir le rôle effectif de la préfecture dans son rôle de facilitateur ou au contraire son rôle d'impulsion afin que la municipalité se conforme à la réglementation en vigueur en matière d'urbanisme ou d'hygiène publique. Les courriers des habitants ont été utiles afin d'accéder aux pétitions de groupes de particuliers, car ces courriers permettent de recueillir des informations sur l'état d'hygiène de certains quartiers, ainsi que sur les représentations de ces habitants sur

leur quartier. Afin d'offrir une meilleure clé de lecture de la localisation des quartiers de Villeurbanne nous renvoyons à la carte de 1944 figurant les lieux-dits de la commune [Fig.30]. Enfin, les courriers entre municipalités ont été particulièrement étudiés car ils rendent compte de la nature et de la temporalité des échanges entre elles. Ils informent sur l'impact de ces réseaux formels, à travers l'association des municipalités socialistes, l'association des maires de France, l'association des maires du département du Rhône qui se crée durant l'entre-deux-guerres, mais aussi informels, afin de recueillir des informations sur les pratiques d'autres municipalités. Outre ces fonds publics, le fonds privé de Gustave Desgranchamps (10Z1), chef de la voirie municipale à partir de 1925, versé par son petit-fils en 2007 a été dépouillé dans notre thèse. Gustave Desgranchamps est un acteur important de la fabrique de la ville, car c'est lui qui est chargé de l'étude des projets d'urbanisme et de planification de la ville avant l'arrivée de Jean Fleury en tant qu'ingénieur en 1927. Puis il intervient, en raison de ses qualités rédactionnelles, dans l'écriture d'articles sur Villeurbanne, tout en travaillant aux côtés de Jean Fleury. Ces archives regroupent l'ensemble des échanges entretenus par Jean Fleury avec des acteurs de l'urbanisme extérieurs à la municipalité et qui souhaitaient obtenir des informations au sujet du nouveau centre urbain construit sous Lazare Goujon. Des articles de presses parus sur Villeurbanne durant les années 1930 y sont rassemblés, et nous avons pu ainsi apprécier l'évolution des représentations de la ville à l'échelle locale, nationale voire internationale. Ce fonds regroupe l'ensemble des archives relatives à l'élaboration et à la vente du livre publié en 1934 par la municipalité, intitulé *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration* et qui présente l'ensemble de la politique édititaire entreprise sous Lazare Goujon. Nous avons traité ces sources sous Excel afin de constituer une base de données permettant de recomposer les réseaux d'échanges. L'analyse par un système d'information géographique de la localisation des souscripteurs de cet ouvrage nous a permis de figurer des éléments de la « toile municipale » analysée par Pierre-Yves Saunier, qui s'élabore aux XIX^e et XX^e siècles « entre et au sujet des gouvernements municipaux urbains, de leur action, de leur organisation, de leur statut institutionnel »¹⁴⁶. Cet usage de l'informatique et des outils cartographiques par les historiens de l'urbain se systématise depuis les années

¹⁴⁶ Pierre-Yves SAUNIER, « La toile municipale aux 19^e-20^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe », paru dans *Revue d'histoire urbaine/urban history review*, XXIV, 2, 2006, p.163-176. En ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00079252> (Consulté le 23 novembre 2013)

1990¹⁴⁷ et ces outils sont nécessaires afin d'étudier les réseaux municipaux. En effet, l'historien « ne doit pas uniquement lire et interpréter des cartes » mais aussi les construire car la carte « permet de passer du terrain au territoire, du concret, physique et réel, à la conscience de l'espace et de son utilisation »¹⁴⁸. L'étude des correspondances permet d'une part d'identifier les mécanismes de décision et les jeux d'acteurs, privés ou publics, qui interviennent dans la fabrique de la ville et d'autre part d'apprécier l'audience des politiques locales.

Cette audience, interne et externe, est en partie maîtrisée par les édiles. Ceux-ci utilisent pour cela leurs réseaux politiques afin de faire connaître et reconnaître leur ville et de diffuser de nouvelles représentations sur celle-ci. Le contexte politique de diffusion de discours politiques doit être pris en compte car une stratégie d'influence et de communication prend forme, et cela dès 1901, au moment de la tentative officieuse d'annexion de Villeurbanne par Lyon. Elle se structure progressivement durant l'entre-deux-guerres. La période de la seconde guerre mondiale bouleverse l'organisation de la ville et de nouvelles images sont alors diffusées en raison de la propagande du gouvernement de Vichy. L'analyse des représentations véhiculées sur Villeurbanne durant la première moitié du XX^e siècle a été menée grâce à l'étude des correspondances et des discours diffusés par les édiles dans le *Bulletin Municipal Officiel de Villeurbanne* créé en 1926, car il est le principal outil de communication de la municipalité. Les bulletins municipaux « s'inscrivent au cœur des stratégies de mise en scène de la ville adoptées par l'équipe municipale et contribuent à la réactivation incessante du territoire. Dans un espace urbain objectivement éclaté, dans un espace où se déploient d'innombrables identités, les bulletins municipaux visent à maintenir « la fiction d'un espace clairement délimité, non problématique [...] en euphémisant les antagonismes "objectifs" »¹⁴⁹. L'absence de cet outil de communication avant 1926 est bien sûr problématique. Nous avons conscience d'avoir particulièrement porté notre regard sur l'entre-deux-guerres et cela est dû à un effet de sources, car les archives sont plus nombreuses pour cette

¹⁴⁷ Jean-Luc PINOL et André ZYSBERG, *Métier d'historien avec un ordinateur*, Paris, Nathan, 1995, 240 p. Nous remercions notre directeur Jean-Luc Pinol de nous avoir formé à l'utilisation des SIG en histoire urbaine.

¹⁴⁸ Sandrine LAVAUD et Burghart SCHMIDT, *Représenter la ville*, Bordeaux, De Boccard, 2012, p.10.

¹⁴⁹ Julien AUBOUSSIER et Isabelle GARCIN-MARROU « Mémoire(s) et territoire(s) : les bulletins municipaux de Villeurbanne », in *Études de communication*, 2/2011, n° 37, p.47-62. Cet article traite des bulletins municipaux de Villeurbanne à partir de 1980.

période que pour la période antérieure aux années 1920. Mais la voix du maire s'exprime avant les années 1920 essentiellement par les registres de délibérations. C'est pourquoi nous avons privilégié cette source pour la période 1900 à 1920. L'émergence d'une presse locale nous a permis de connaître les représentations extérieures véhiculées sur la commune. Cependant, il nous a été impossible d'étudier l'ensemble de la presse locale pour la période 1900 à 1950 dans le temps imparti pour une thèse CIFRE. Nous avons préféré circonscrire notre recherche dans le fonds de presse locale (série 3C) déposée aux archives municipales de Villeurbanne en privilégiant la presse locale à fort tirage : *Le Progrès*, *Le Nouvelliste*, de droite, et *La voix du Peuple*, communiste. Le recensement systématique, par les services d'archives de la commune, des articles traitant de Villeurbanne dans la presse locale a facilité notre travail. Les représentations ainsi véhiculées ont été analysées tout en prenant en compte leur contexte politique de production, car ces représentations ne sont pas neutres, elles différencient Villeurbanne. Elles véhiculent des images qui servent le politique afin d'affirmer son pouvoir sur le territoire qu'il gouverne.

Si notre approche est fortement influencée par l'histoire du politique et l'histoire culturelle, elle se veut avant tout une thèse d'histoire urbaine car la ville, en tant qu'objet et sujet d'histoire¹⁵⁰, est au centre de notre travail. Notre analyse de la fabrique matérielle et symbolique de Villeurbanne durant la première moitié du XX^e siècle consiste à étudier parallèlement l'évolution des représentations et des fonctions urbaines de cette commune qui, à la suite de l'essor du municipalisme depuis la fin du XIX^e siècle, est construite et représentée telle une ville moderne. L'identité partisane socialiste est prégnante à Villeurbanne, car de la fin du XIX^e siècle à 1935, les municipalités qui se succèdent sont socialistes, d'influence guesdiste de 1908 à 1922 sous le mandat de Jules Grandclément, puis, après deux années d'instabilité, possibiliste sous celui de Lazare Goujon de 1924 à 1935. La politique urbaine sous Lazare Goujon modifie radicalement la morphologie urbaine et elle introduit de nouvelles fonctions urbaines par la mise en place d'un urbanisme de plan. La commune n'est pas isolée, c'est un territoire connecté et les échanges municipaux jouent un rôle important dans le gouvernement municipal. A partir de 1935 et jusqu'en 1939, l'arrivée des communistes à la tête de la municipalité influe sur la

¹⁵⁰ Bernard LEPETIT, « La ville : cadre, objet, sujet », in *Enquête*, 4, 1996, mis en ligne le 11 juillet 2013. En ligne : <http://enquete.revues.org/663> (Consulté le 10 août 2013)

fabrique de la ville notamment à travers l'apparition de nouvelles pratiques culturelles. Et il convient de préciser si la politisation des représentations de la Villeurbanne durant cette période est similaire à celle des communes de la banlieue parisienne durant le Front populaire. Nous ne cherchons pas à faire l'étude du socialisme municipal à Villeurbanne, mais bien à comprendre l'évolution de la fabrique matérielle et symbolique de la ville de 1900 à 1950. C'est la raison pour laquelle nous avons inclus l'étude de Villeurbanne durant la Seconde Guerre mondiale jusqu'alors délaissée au profit d'un regard porté essentiellement sur les politiques urbaines de l'entre-deux-guerres. Enfin, nous avons fait le choix d'intégrer la Seconde Guerre mondiale dans notre thèse car cette période se caractérise par un renversement de la fabrique symbolique, non seulement par le bouleversement idéologique sous le régime de Vichy mais aussi par l'apparition de nouveaux acteurs qui interviennent dans la fabrique tant matérielle que symbolique de la ville.

Dans notre première partie nous nous intéressons au changement du regard des édiles sur leur commune et au renforcement du municipalisme dans la mise en image et dans l'organisation de l'espace communal de 1900 au lendemain de la Première Guerre mondiale. Cette période voit l'émergence progressive d'une pensée de la ville et la possibilité de l'aménagement de son territoire par les édiles. Cette partie permettra de saisir l'évolution des relations entre Lyon et Villeurbanne depuis la tentative d'annexion de Villeurbanne par Lyon jusqu'à la fin du XIX^e siècle, afin d'en apprécier les effets sur le développement de l'intercommunalité et le renforcement du municipalisme socialiste. La réaction identitaire lors de la tentative d'annexion et la recherche d'unité du territoire sont des facteurs importants de la fabrique matérielle et symbolique de la commune d'avant-guerre. L'interventionnisme municipal est mû par une recherche de rationalité du gouvernement municipal, et des expériences politiques sont lancées dans le domaine de l'hygiène qui font de l'échelon municipal un laboratoire d'expérimentations jusqu'à l'entrée en guerre en 1914. Cette partie permettra d'apprécier le rôle de l'identité socialiste des édiles dans les orientations données au municipalisme sous Jules Grandclément (1908-1924). L'étude de ce municipalisme permettra d'étudier le passage d'une politique hygiéniste à la genèse d'un urbanisme de plan.

Notre seconde partie sera consacrée au bouleversement des images de Villeurbanne de 1924 à 1935, sous la politique réformatrice de Lazare Goujon. L'évolution

urbaine de Villeurbanne change car, dans la continuité des initiatives précédemment lancées, la municipalité lance plusieurs projets d'urbanisme et un vaste projet de planification du territoire dès 1925. Les transferts de savoirs urbains prennent alors une place essentielle dans les pratiques du gouvernement municipal et nous verrons le rôle des relations intercommunales et des réseaux politiques et municipaux qui étudient de nouvelles pratiques, les intègrent et font connaître à l'extérieur les œuvres édilitaires engagées à l'échelon local. Cet interventionnisme municipal passe par une réorganisation des services municipaux et mais aussi par le développement de l'intercommunalité dans une logique de rationalisation et de modernisation la ville. La municipalité devient un acteur central de la vie des habitants car elle cherche à améliorer les conditions de vie des ouvriers par la création de nouvelles infrastructures publiques qui modifient le fonctionnement de la ville. Une stratégie de communication, mettant en valeur le patrimoine local, est mise en place afin de mobiliser les habitants autour de ces projets et pour donner à voir Villeurbanne sous les traits d'une ville moderne animée par un gouvernement scientifique.

La dernière partie présentera la politisation des représentations de Villeurbanne sous le Front populaire, puis durant la Seconde Guerre mondiale. Nous verrons que tout en cherchant à se placer en position de rupture par rapport à Lazare Goujon dont la politique avait grevé les finances municipales dans un contexte de crise économique, les communistes bénéficient des initiatives lancées par leur prédécesseur. Leur politique se situe entre rupture et continuité car ils investissent les édifices publics nouvellement construits afin de lancer une politique culturelle particulièrement ambitieuse destinée à politiser la population dans le cadre du Front populaire, pour faire face à la montée du fascisme. Nous reviendrons sur l'étude de la circulation des expériences urbaines villeurbannaises dans les réseaux d'urbanisme afin de définir le rôle de la municipalité dans cette circulation. Cela nous permettra d'apprécier si la temporalité de circulation des expériences urbaines est indépendante de l'intervention municipale. L'entrée en guerre, l'afflux de réfugiés et l'épuration de la municipalité engendrent un bouleversement de l'organisation municipale. La fabrique symbolique de la ville est dès lors conçue afin d'effacer l'identité partisane de la ville en accord avec la propagande du gouvernement de Vichy. Nous étudierons enfin l'impact de l'intervention étatique dans la fabrique de la ville afin de déterminer l'influence de la pensée de la ville élaborée durant la guerre dans la période de la reconstruction.

Partie 1 :

De la fin du XIX^e siècle aux lendemains de la Première Guerre mondiale : du laisser-faire à la genèse d'un urbanisme de plan

I. La tentative d'annexion de Villeurbanne par Lyon de 1901 à 1909

L'élection, en 1900, de Victor Augagneur à la tête de la mairie de Lyon marque un changement à l'échelon local : c'est le premier maire socialiste de la ville et son installation marque un bouleversement dans les relations entre la ville et les communes de la banlieue lyonnaise. En effet, dès 1901, celui-ci réactive le projet d'annexion des communes de l'Est lyonnais. Cette procédure administrative doit permettre au nouveau maire de construire un Grand Lyon, afin de revenir dans la compétition avec la ville de Marseille devenue, depuis 1901, la deuxième ville de France avec 491 161 habitants (contre 459 099 Lyonnais).

Ce projet d'annexion des communes dites « suburbaines » est en rupture avec la politique de son prédécesseur, Antoine Gailleton. Ce dernier était clairement opposé au projet d'annexion comme le montre un échange au sein du conseil municipal de Lyon, le 4 juin 1897. A une question d'un membre du conseil municipal sur sa position quant à une prochaine annexion de Villeurbanne, le maire répond : « Nous avons certainement intérêt à conserver les relations de bonne amitié avec les communes voisines, mais il n'y a aucune raison, ni pour Lyon, ni pour ces communes de faire un mariage forcé. Il serait onéreux pour la ville de Lyon de prendre à sa charge les frais de voirie que lui occasionnerait l'annexion d'un périmètre aussi étendu que, par exemple, celui des communes de Villeurbanne, Vénissieux, Saint-Fons, où tout est à faire au point de vue des égouts, des chaussées, de l'éclairage, des alignements, etc. Nos finances ne pourraient supporter les conséquences d'une telle opération. Quant à ces communes, il est probable qu'elles

se trouvent très bien dans de leur régime actuel et qu'elles ne tiennent pas à être englobées à la ville de Lyon. Nous en avons eu la preuve lorsqu'il s'est agi d'annexer une petite partie du parc de la Tête d'Or, située sur la commune de Villeurbanne, et remarquez que cette parcelle ne pouvait servir absolument à rien à cette commune. Il n'y a qu'un seul motif qui pourrait nous faire désirer l'annexion des communes voisines au point de vue de l'octroi (...). Or pour défendre efficacement la ville contre la fraude, il faudrait reporter cette limite jusqu'au nouveau mur d'enceinte des fortifications. Et bien ! Il est certain que la ville ne peut songer à faire une annexion semblable ; du reste, si l'octroi est supprimé prochainement, la question n'aura plus d'intérêt, et nous aurons tout avantage à rester dans le *statu quo* »¹⁵¹. Cette opposition au projet d'annexion s'explique par la lenteur de la résolution du conflit territorial ouvert entre Lyon et Villeurbanne à la suite de l'annexion d'une parcelle détenue par Villeurbanne sur le parc de la Tête d'Or : il fallut onze ans pour le conclure, entre 1883 et 1894. Mais c'est surtout la prise en compte de l'augmentation des charges lyonnaises résultant de l'annexion qui explique le refus d'Antoine Gailleton d'engager une telle procédure administrative. Cette position, exprimée en 1897, souligne la rupture que constitue le projet de Grand Lyon de Victor Augagneur.

Le projet d'extension territoriale de Lyon doit être mis en lien avec celui de la suppression de l'octroi inclus dans son programme politique. Cette dernière décision participe en effet de la suppression du premier verrou administratif en vue du projet d'annexion des territoires communaux compris dans la ceinture de fortifications de la rive gauche du Rhône.

A. La campagne officieuse de l'annexion de 1901 à 1903

Le projet d'annexion de Villeurbanne par Lyon apparaît dès 1901, bien qu'il ne soit officialisé que deux ans plus tard. L'étude des archives municipales de Lyon montre que la suppression de l'octroi et la mise en place de taxes de remplacement sur l'ensemble du territoire lyonnais sont conçues afin de permettre, dans un second temps, l'annexion des territoires communaux ceinturés par la fortification de la rive gauche du Rhône, permettant ainsi « de faire coïncider le Lyon militaire et le Lyon

¹⁵¹ AMV-3D2-*Le Journal de Villeurbanne. Organe indépendant du canton judiciaire de Villeurbanne*, du 4 au 11 juillet 1897, p.2.

municipal »¹⁵². Face à l'expansionnisme lyonnais, les relations avec les municipalités périphériques de Lyon se détériorent pour certaines d'entre-elles. Cette période permet de comprendre le jeu de représentations qui se noue entre Lyon et les futurs annexés. Le caractère offensif de cette annexion cristallise les positions des intéressés et cet événement participe, en réaction, d'une affirmation de l'autonomie communale qui se traduit notamment, pour Villeurbanne, par la production du premier récit historique de la commune.

1. La suppression de l'octroi en 1901 : levée du premier verrou administratif en vue du projet d'annexion

La question de la suppression de l'octroi, taxe communale sur les denrées destinées à la consommation locale, est récurrente durant le XIX^e siècle en raison de sa portée politique et de son poids économique pour les finances municipales¹⁵³. Ainsi, selon Jean-Luc Pinol « au début de la Restauration, par exemple, l'octroi représente les deux tiers des ressources bordelaises, plus de 80 % de celles de Saint Etienne et Toulouse, la totalité de celles de Lyon »¹⁵⁴. Une évaluation datée de 1900 indique que l'octroi fournit encore 55 % des recettes régulières de la ville de Lyon¹⁵⁵. A la fin du XIX^e siècle, la question de la suppression de l'octroi est au cœur des discussions parlementaires et nourrit une production littéraire importante, car « les pamphlets qui dénoncent l'archaïsme de l'octroi sont en effet très nombreux, en

¹⁵² AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *Rapport n°458 au nom de la 12^e commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi tendant à annexer à la ville de Lyon la commune de Villeurbanne et diverses parcelles de communes suburbaines*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.22.

¹⁵³ Cette question est l'objet d'ouvrages comme celui de Charles DUPONT-WHITE, *De la suppression de l'impôt du sel et de l'octroi*, Paris, Guillaumin et Cie, 1847, 90 p. Consulté sur Gallica le 10 septembre 2012 : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k113189q>

Au nom de l'égalité de chacun devant l'impôt, l'auteur soutient le projet de suppression de l'octroi. Ce sujet nourrit la réflexion des juristes durant la seconde moitié du XIX^e siècle comme par exemple la thèse de Gaston BERTRAND, *Des taxes communales d'octroi de leur établissement et de leur suppression*, thèse de droit, soutenue le 16 juillet 1896, Paris, Librairie nouvelle, 1896, 199 p. Consulté sur Gallica le 10 septembre 2012 : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k58090971>

¹⁵⁴ Jean-Luc PINOL, « Villes "riches", ville "pauvres". Les finances municipales de l'entre-deux-guerres », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, note 4, p.71.

¹⁵⁵ Nicolas BOURGUINAT, « Le maire nourricier : renouvellements et déclin d'une figure tutélaire dans la France du XIX^e siècle », in *Le Mouvement Social* 3/2008, n°224, note 32, p.89-104.

particulier à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e »¹⁵⁶. Et c'est sous la pression du marché viticole, alors en crise, que les parlementaires votent la loi du 29 décembre 1897 permettant aux communes de supprimer l'octroi et de le remplacer par de nouvelles taxes. L'objectif est de lever les barrières fiscales limitant la circulation des biens à l'entrée des villes afin de stimuler les échanges économiques. Victor Augagneur applique cette nouvelle disposition législative à Lyon et il ne fait donc que reprendre le projet avancé de suppression de l'octroi car le conseil municipal de Lyon avait voté, dès 1897, une série de vœux à ce sujet¹⁵⁷.

Le 25 novembre 1900, Victor Augagneur présente son projet de suppression de l'octroi au conseil municipal de Lyon. La suppression de cette ressource fiscale d'importance est compensée par la mise en place des taxes dites « de remplacement ». Dans son étude critique de la suppression de l'octroi Lyon, André George écrit en 1904 que : « le projet (...) comprenait deux séries de taxes de remplacement : les unes n'étaient que des droits d'octroi dont (le maire) avait modifié l'assiette ou le mode de perception, les autres étaient réellement des impôts nouveaux »¹⁵⁸. Cette mesure est présentée par Victor Augagneur comme une politique fiscale mue par un souci d'équité car « jusqu'ici, les produits de l'octroi ont été fournis par la classe des ouvriers ; il est juste que désormais la charge soit reportée sur ceux que leurs fortunes désignent équitablement pour la supporter »¹⁵⁹. Cette coloration socialiste du projet de suppression de l'octroi est mise en exergue par le maire. Elle en vient à inquiéter André George qui, tout en prônant la suppression de l'octroi, indique que « M. Augagneur a contribué (à) imprim(er) à la suppression de l'octroi un caractère socialiste. Il a rabaissé cette grande réforme, à laquelle aspirait la France entière, à une oeuvre de parti ; il en a fait une arme de combat dans la lutte des classes. On n'a pas manqué de faire au socialisme, tous les honneurs de la réussite de la suppression de l'octroi de Lyon ; on y a même vu la

¹⁵⁶ Pierre-François CLAUSTRE, « L'octroi de Paris (1798-1943). Bilan historiographique et perspectives de recherche », in *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, p.302.

¹⁵⁷ AML-Délibérations du conseil municipal de Lyon du 16 novembre 1897 et du 29 novembre 1898.

¹⁵⁸ André GEORGE, *Essai sur la suppression de l'octroi de Lyon*, Lyon, Ancienne Librairie Roux, 1904, p.1. Les taxes de remplacement sont au nombre de 11 : taxe sur l'alcool, les chevaux, les matériaux, la propriété bâtie et non bâtie, les loyers d'habitation, les loyers de commerce et d'industrie, les débits de boisson, les successions immobilières, les spectacles et les internats (André GEORGE, *op.cit.*, 1904, p.8).

¹⁵⁹ AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 25 novembre 1900.

condition essentielle de son succès. C'est un malheur car les communes administrées par les modérés hésiteront devant la réforme, et que les autres s'autoriseront du précédent de Lyon pour faire oeuvre socialiste au premier chef »¹⁶⁰. André George cherche justement dans son étude à dépolitiser cette réforme qu'il conçoit comme nécessaire et il conclut qu'« il est absolument inutile de sembler en remettre le soin et l'initiative au parti socialiste qui l'a inscrit dans son programme, comptant bien s'en servir pour en faire l'une des applications pratiques du collectivisme, en prélevant, au profit de la commune, des taxes importantes sur la propriété immobilière et sur les revenus des classes les plus aisées de la société »¹⁶¹. Cette politisation de la suppression de l'octroi se retrouve effectivement, à la veille de la Première Guerre mondiale et durant l'entre-deux-guerres, dans les programmes municipaux socialistes. Cependant, malgré son discours en faveur de la classe ouvrière, Victor Augagneur véhicule des représentations négatives à l'égard des communes de banlieue qui concentrent justement l'essentiel des industries et des ouvriers. La suppression de l'octroi est conçue comme une mesure de justice sociale et fiscale, mais il s'agit d'un moyen de lever une barrière fiscale et de niveler la hiérarchie fiscale entre Lyon et les communes de banlieue en vue de leur annexion. L'octroi constitue, en effet, une barrière physique et fiscale, et signale l'entrée en ville¹⁶². Il détermine un rapport entre l'intérieur et l'extérieur et définit spatialement le rapport entre l'espace urbain et l'espace rural. Pierre-Yves Saunier a insisté sur cette fonction de limite, et sur l'organisation du territoire urbain lyonnais en définissant un dedans et un dehors car elle participe de la structuration des territoires et de la délimitation des entités à partir desquelles les usagers bâtissent leurs stratégies spatiales et sociales¹⁶³. François Robert et Ruth Revol ont justement souligné l'importance de cette barrière dans les mobilités spatiales. Le service de l'octroi à Lyon est par l'importance de son effectif – 500 personnes en 1884 – le premier service municipal de Lyon. De plus, ce service exerce un contrôle de type policier à l'entrée de la ville en surveillant les entrées des individus et des biens aux

¹⁶⁰ André GEORGE, *op. cit.*, 1904, p.189.

¹⁶¹ André GEORGE, *op. cit.*, 1904, p.194.

¹⁶² Françoise MICHAUD-FREJAVILLE, Noëlle DAUPHIN et Jean-Pierre GUILHEMBERT (dir.), *Entrer en ville, actes du colloque de l'Université d'Orléans, 26-27 octobre 2001*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, 328 p.

¹⁶³ Pierre-Yves SAUNIER, *Lyon au XIX^e siècle. Les espaces d'une cité*, thèse d'histoire sous la direction d'Yves Lequin, soutenue à l'Université Lyon 2, 1992, p.190.

barrières de l'octroi¹⁶⁴. En conséquence, la barrière de l'octroi participe, jusqu'en 1901, à la fabrique matérielle et symbolique de la ville de Lyon et à l'élaboration des rapports entre la ville et les communes périphériques au sein desquelles aucun octroi n'est mis en place. Cette distinction fiscale est particulièrement opérante car elle participe de la construction fiscale et discursive d'une dichotomie entre la ville et sa banlieue. En effet, la ville apparaît comme un espace de contrôle, à la différence des communes périphériques au sein desquelles les mobilités sont perçues par les édiles lyonnais comme incontrôlées et pouvant être source de danger pour le fonctionnement urbain. Cette considération relève, bien sûr, du champ des représentations car tout territoire communal possède son propre système de régulation sociale et politique. Cependant, le faible contrôle des fraudes à Villeurbanne nourrit justement cette représentation selon laquelle les communes de banlieues sont une source de danger pour les finances lyonnaises. Ce regard particulier porté sur Villeurbanne s'explique par l'importante zone de contact entre Lyon et cette dernière, qui rend difficile la définition d'une limite entre les deux communes. Si les voies ferrées constituent une barrière physique entre Lyon et Villeurbanne, entre l'est lyonnais et l'ouest villeurbannais et entre le sud de Villeurbanne et le nord est de Lyon, les limites territoriales des deux communes ne suivent en revanche pas strictement le parcours des voies ferrées, entraînant ainsi une confusion spatiale entre les deux territoires. Dans son rapport sur le projet d'annexion, Henry Fleury Ravarin, député du Rhône et rapporteur de la 12^e commission d'intérêt local indique que « la répression est d'autant plus difficile que la limite actuelle des deux communes est tout à fait fictive et artificielle. Parfois, elle est formée par des ruelles étroites ; il existe même certaines maisons bâties à cheval sur la ligne séparative. Dans de pareilles conditions, la ville de Lyon ne peut assurer efficacement ses recettes »¹⁶⁵. De plus, le développement récent de Villeurbanne, en raison de l'implantation d'usines, crée une différence de prestige entre une ville ancienne dont l'origine remonte à l'époque romaine et une commune récente dont l'urbanisation n'est pas contrôlée. L'étude de ce jeu de représentations et de l'impact

¹⁶⁴ François ROBERT et Ruth REVOL, « Fiscalité et contrôle social. Le cas de l'octroi de Lyon au XIX^e siècle (1800-1901) », intervention lors de la table ronde intitulée *Penser et réformer l'action de la police en ville : Lyon au XIX^e siècle*, organisée par le LARHRA, UMR 5190 le 19 mars 2010 à l'ISH à Lyon.

¹⁶⁵ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, Imprimerie de la Chambre des députés, 1905, p.13.

sur celles-ci des barrières physiques que sont les barrières de l'octroi est essentielle : elles participent de la fabrique matérielle et symbolique de l'espace urbain. Or, en supprimant l'octroi et ses barrières en 1901, la municipalité de Lyon participe d'une redéfinition de l'entité urbaine. C'est l'occasion d'étendre le champ d'intervention territoriale des édiles lyonnais. On comprend dès lors pourquoi la suppression de l'octroi constitue une opportunité permettant à Victor Augagneur d'élaborer son projet d'extension urbaine afin de construire un Grand Lyon jusqu'à la ceinture de fortification de la rive gauche du Rhône, nouvellement construite.

Les conditions de cette réforme fiscale sont définies lors de la séance du conseil municipal du 5 mars 1901¹⁶⁶. Et en mai 1901, le maire Victor Augagneur présente un rapport au conseil municipal intitulé « Suppression de l'octroi – taxes nouvelles – conditions d'application à la banlieue de Lyon »¹⁶⁷. Dans ce rapport Victor Augagneur propose « d'établir un régime transitoire » qu'il précise¹⁶⁸. « La partie de la banlieue de la Ville actuellement exonérée des droits d'octroi serait provisoirement affranchie des nouvelles taxes sur la propriété bâtie et non bâtie, sur la valeur locative, sur les constructions neuves et sur l'entretien des immeubles. Lorsque les travaux de viabilité, tels que l'établissement d'égouts, pose de bordure de trottoirs et augmentation de l'éclairage public seraient exécutés sur une voie publique comprise dans la zone non assujettie, les taxes de remplacement seraient applicables aux locataires et propriétaires riverains de cette voie publique (...) ». En d'autres termes, par ce « régime transitoire » Victor Augagneur prépare le rattachement de portions de territoires de la banlieue en les faisant rentrer dans le régime fiscal de Lyon en fonction de l'expansion spatiale de l'intervention municipale dans le domaine de la voirie et l'éclairage public. L'expansion territoriale de Lyon sur la banlieue est conçue selon une progression en réseau qui doit faire entrer dans l'assiette fiscale lyonnaise des portions de territoire jusqu'alors indépendantes. Cette volonté expansionniste de Victor Augagneur est clairement exprimée dans la suite de son rapport : « Ce système aurait pour avantage de faire payer, pour partie, les améliorations de voirie à ceux qui seraient le plus directement et le plus complètement appelés à en bénéficier. Il préparerait, en outre, l'annexion à

¹⁶⁶ AML-1217WP162-Délibération du 5 mars 1901.

¹⁶⁷ AML-BMO de Lyon du 12 mai 1901, p.341-342.

¹⁶⁸ AML-BMO de Lyon du 12 mai 1901, p.342.

Lyon des communes suburbaines qui, n'ayant plus à redouter l'imposition de nouvelles charges, ne feraient pas d'objection à une réunion devenue inévitable dont elles tireraient, à tous les points de vue, d'importants avantages matériels »¹⁶⁹.

L'extension du réseau technique géré par les services municipaux lyonnais doit donc permettre une dé-territorialisation progressive des territoires de banlieue afin de les intégrer ensuite dans le territoire lyonnais. Cet expansionnisme territorial ne procède donc pas uniquement d'une confrontation entre deux entités politiques communales mais bien d'une extension de l'interventionnisme municipal. On voit ici que le mode de développement urbain qui est envisagé ne correspond pas au modèle classique de croissance radio-concentrique, mais bien au modèle de croissance « *a macchio d'olio* », en tâche d'huile, comme le souligne Jean-Luc Pinol : « en absorbant des noyaux déjà urbanisés, la ville amorce sa grande reptation dans l'espace (...). Une fois acquise l'intégration au tissu urbain existant, les bâtiments colonisent les espaces interstitiels »¹⁷⁰. Un phénomène d'interaction par capillarité se met en place car, dès que l'environnement d'un bâtiment est viabilisé et/ou connecté à un réseau d'égout, de gaz ou d'électricité, il rentre dans l'assiette fiscale lyonnaise et est intégré dans l'espace aggloméré municipal. Ce mode de développement urbain présente l'avantage d'accroître les recettes municipales corrélativement à l'expansion urbaine sur un territoire municipal.

Le projet de loi sur les taxes de remplacement de l'octroi est modifié en conséquence et un nouvel article, le n°23, est rajouté qui stipule que « par mesure transitoire, la partie de la commune de Lyon non actuellement assujettie aux droits de l'octroi, sera temporairement affranchie des taxes de remplacement portant sur la propriété bâtie et non bâtie, sur ces constructions neuves, sur l'habitation et sur l'entretien des immeubles. Ne bénéficieront pas de cette exemption transitoire, les locataires et propriétaires riverains des voies publiques qui sont ou seront canalisées ou éclairées. Dans ce dernier cas, les taxes de remplacement précitées deviendront applicables du jour où les travaux de canalisation et d'éclairage seront terminés au droit d'un immeuble ». Cet article, élaboré après le rapport du 12 mai 1901, ne mentionne pas explicitement le projet d'annexion des communes de la banlieue lyonnaise, mais

¹⁶⁹ *Idem.* C'est moi qui souligne.

¹⁷⁰ Jean-Luc PINOL (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine, II. De l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Seuil, 2003, p.22.

celui-ci est sous-entendu. Tandis qu'Augagneur parle dans son rapport « de la partie de la banlieue de la Ville actuellement exonérée des droits d'octroi », l'article 23 du projet de loi fait référence à la « partie de la commune de Lyon non actuellement assujettie aux droits de l'octroi ». Il y a donc une euphémisation du projet d'extension, en excluant toute mention de l'annexion des communes de la banlieue, bien qu'il s'agisse de l'objectif visé par Lyon. Cela permet de distinguer sur le papier les deux projets – celui de la suppression de l'octroi accompagné de la mise en place de taxes de remplacement d'une part, et celui de l'annexion des communes périphériques d'autre part – même si ces deux projets sont intimement liés.

La suppression de l'octroi et la mise en place de taxes de remplacement, le 1^{er} juillet 1901¹⁷¹, constituent une première étape qui permet de lever un verrou administratif et fiscal en vue de l'annexion des communes de la banlieue lyonnaise. Le rapport de mai 1901 est essentiel, car il s'agit du premier document dans lequel Victor Augagneur exprime son projet d'agrandissement de Lyon sur les communes suburbaines. Il permet surtout de comprendre le lien entre la suppression de l'octroi et la politique expansionniste menée parallèlement. On ne trouve pas d'autres déclarations du maire de Lyon à ce sujet avant 1903. Le projet d'annexion est à l'ordre du jour dès 1901, et l'ensemble des dossiers municipaux sont interprétés à partir de ce projet. Durant l'automne 1901, le préfet du Rhône institue la mise en place d'une commission arbitrale afin de statuer sur le périmètre de l'agglomération lyonnaise en accord avec l'administration municipale de Lyon et les administrations des contributions directes et indirectes. Or dans le rapport final d'arbitrage, daté du 21 novembre 1901, figure une protestation du conseiller municipal Chevrot qu'il dépose au titre de représentant du maire de Lyon. Celui-ci demande de conserver le périmètre de 1881, et d'ajourner toute extension du périmètre fiscal comme le propose la commission arbitrale. Les raisons formulées sont de deux ordres : d'une part « il en résulterait pour les habitants de la banlieue de la Ville de nouvelles et lourdes charges, et cela au moment où ils sont frappés par les taxes municipales établies en remplacement des droits d'octroi, auxquels ils n'étaient pas cependant assujettis ». Cette augmentation de la pression fiscale est présentée comme un risque

¹⁷¹ E. de ROLLAND et D. CLOUZET, *Dictionnaire illustré des communes du Rhône*, Lyon, publié par C. Dizain, volume 2, 1902, p.36. En ligne sur Gallica : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5820284v/f46 (Consulté le 10 janvier 2012)

politique à la veille des élections législatives fournissant aux ennemis de la République une arme politique. « D'autre part, d'importantes questions de territoire sont à l'ordre du jour et sur le point de recevoir une solution, notamment la division de Lyon en 14 cantons, et l'annexion à cette Ville, en totalité ou en partie des communes de Villeurbanne, Vénissieux, Saint-Fons etc ». En conséquence, selon le porte-parole du maire de Lyon, ces considérations, notamment celles relatives aux « modification projetées du territoire de la Ville » doivent amener à ajourner toute extension du périmètre de l'agglomération de Lyon¹⁷². Si le projet d'annexion est lancé officiellement en mars 1903 par le conseil municipal de Lyon, celui-ci est en réalité déjà formulé à la suite de la suppression de l'octroi de Lyon en 1901, et il est pris en compte dans le traitement des dossiers municipaux. Le caractère officieux du projet d'annexion avant 1903 explique pourquoi la municipalité de Villeurbanne ne s'exprime pas officiellement sur la question avant cette date. Cependant, l'étude des rapports de police sur les manifestations publiques dans l'agglomération lyonnaise montre que les édiles se mobilisent dès juin 1901 en vue de préparer l'opinion publique contre le projet officieux de Victor Augagneur.

2. Les débuts officieux de la campagne au sujet de l'annexion

Le projet d'annexion n'étant pas officialisé avant 1903 les archives municipales de Lyon et de Villeurbanne fournissent peu d'informations sur la période 1901-1903. Mais l'étude des rapports d'enquêtes d'opinion publique déposés aux archives départementales du Rhône, et produits par la police sur les manifestations publiques, éclairent d'un autre jour la campagne pro et anti-annexionniste dès 1901. Ces rapports n'ont jamais été étudiés au sujet de l'annexion : les informations qu'ils fournissent sont donc particulièrement précieuses pour comprendre les stratégies mises en œuvre par les différents protagonistes afin de faire aboutir leur projet.

Un rapport du commissaire spécial daté du 11 juin 1901 nous apprend « qu'une campagne annexionniste, qui serait menée par certains conseillers municipaux socialistes de Villeurbanne, amis de M. Augagneur, va commencer

¹⁷² AML-452 WP 020-Extension du périmètre de l'agglomération de Lyon-Rapport de la commission arbitrale du 21 novembre 1901.

prochainement »¹⁷³. Ce type d'accord entre des socialistes lyonnais et villeurbannais au sujet de l'annexion est possible, car l'annexion de Lyon est lancée par un maire socialiste. Ce point est toutefois rarement rappelé, probablement parce que cette annexion a été principalement interprétée dans une logique identitaire opposant la volonté expansionniste de Lyon, qualifiée de bourgeoise, face à Villeurbanne, la prolétaire. Le commissaire enquêteur poursuit son rapport en indiquant « à ce propos on m'assure que le Sieur Lefranc, agent d'affaires et directeur du *Journal de Villeurbanne* va transformer son journal qui prendra pour nouveau titre *Le Radical* et sera absolument annexionniste »¹⁷⁴. Le commissaire insiste auprès du préfet sur le fait « que cette nouvelle question va créer une agitation très vive et très importante au point de vue politique dans cette localité dont la majorité des habitants paraît hostile à l'annexion »¹⁷⁵. Face à cette campagne officieuse, les conseillers municipaux se réunissent par section dès juin 1901 afin de traiter du projet d'annexion. Les archives municipales de Villeurbanne n'en font aucunement mention, car ce sont des réunions publiques des conseillers municipaux de section qui ont lieu dans des cafés. Ces réunions publiques permettent de saisir la réalité de l'exercice du pouvoir municipal dans le cadre d'un sectionnement par quartiers, comme c'est le cas à Villeurbanne. Ainsi, Frédéric Faÿs, bien que maire de Villeurbanne, participe à ces réunions comme conseiller municipal de la première section ce qui montre un déséquilibre en terme de représentativité des quartiers au conseil municipal. Ces réunions sont l'occasion de simples échanges de vue sur les précédents votes du conseil municipal, mais elles sont aussi l'occasion de décider de la ligne de conduite que doivent tenir les élus de la 1^{ère} section au cas où le projet d'annexion serait officiellement déposé. Le 13 juin 1901, une réunion publique est organisée par le comité socialiste, le comité radical et le comité de concentration républicaine de Croix-Luizet de la 1^{ère} section au café Steck, 147 cours Lafayette prolongé. Les conseillers municipaux de la 1^{ère} section s'accordent pour dénoncer le projet d'annexion qui est imminent selon les rumeurs¹⁷⁶. Une commission anti-annexionniste est créée et « chargée d'organiser des réunions publiques ou privées,

¹⁷³ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 11 juin 1901.

¹⁷⁴ Idem.

¹⁷⁵ Idem.

¹⁷⁶ L'urgence de lancer une campagne anti-annexionniste apparaît quand le conseiller municipal Perrin affirme que « M. Augagneur aurait déclaré vouloir commencer en juillet la procédure d'annexion ». ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 14 juin 1901.

en vue de protester contre l'annexion »¹⁷⁷. Elle est composée de chaque quartier de la 1^{ère} section de Villeurbanne, soit ceux de Croix-Luizet, Cusset, Mairie, Maisons-Neuves, Cité, les Brosses, tandis que la 2^{ème} section comprenant le quartier des Charpennes doit s'organiser de son côté¹⁷⁸. Cette absence de coordination de l'action des représentants des quartiers est la preuve de la réalité des antagonismes de quartiers et de l'absence d'une conception unitaire du territoire communal.

A la suite de cette réunion, rassemblant près de 200 Villeurbannais, les auditeurs « protestent contre les taxes nouvelles méditées par la ville de Lyon et contre toute annexion de Villeurbanne »¹⁷⁹. Cette réaction démontre que le projet de suppression de l'octroi, et la mise en place de taxes de remplacement, sont bien interprétés comme une première phase en vue de l'annexion de Villeurbanne, et cela dès juin 1901. Frédéric Faÿs joue un rôle important dans la mise en œuvre de cette campagne anti-annexionniste car il organise, avec plusieurs conseillers municipaux, une rencontre avec le ministre de l'Intérieur le 11 novembre 1901. « Ils doivent protester contre les projets de l'annexion qui ruinerait, disent-ils, Villeurbanne sans le moindre profit pour les habitants »¹⁸⁰. Ce voyage doit aussi permettre de rencontrer le ministre des Finances pour faire aboutir la construction d'un hôpital, d'une nouvelle école à Croix-Luizet, et de deux projets d'égouts. Ces rencontres n'apparaissent pas dans les archives municipales de Villeurbanne car, comme l'indique le commissaire spécial au préfet, « les démarches que vont tenter les conseillers de cette commune, ont soigneusement été tenues secrètes : elles peuvent si elles aboutissent, avoir un gros intérêt lors des élections prochaines »¹⁸¹. Mais cette initiative est stoppée nette car Frédéric Faÿs est victime d'une attaque d'apoplexie.

¹⁷⁷ ADR-4M266-Rapport n°3375 du commissaire de police du canton de Villeurbanne, daté du 14 juin 1901.

¹⁷⁸ Les représentants de cette commission anti-annexionniste sont par quartier : Morel et Vialatoux, pour Croix-Luizet, Faure et Cottin pour Cusset, Mathieu et Christo pour le quartier de la Mairie, Colombier et Marchand pour Maisons Neuves, Marin et Faure pour le quartier de la Cité et enfin Ray et Combet pour les Brosses. Le fait de ne pas créer une unité d'action entre les conseillers municipaux de la 1^{ère} et de la 2^{ème} section montre les tensions qui se jouent entre-eux comme nous le verrons plus loin.

¹⁷⁹ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 14 juin 1901.

¹⁸⁰ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 11 novembre 1901.

¹⁸¹ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 11 novembre 1901.

Le projet d'annexion couvant à partir de 1901, des contacts sont établis dans ce contexte dès fin avril 1902¹⁸² entre les édiles de Villeurbanne et le candidat socialiste Francis de Pressensé afin d'inclure dans sa campagne pour les élections législatives du 27 avril au 11 mai 1902 le refus de l'annexion. Celui-ci lance d'ailleurs une campagne d'affichage sur le risque d'annexion dans la commune de Caluire afin de mobiliser les électeurs du canton de Neuville, qui sont concernés par le projet¹⁸³. Le refus de l'annexion est le thème majeur de la candidature de Francis de Pressensé. Dans les archives départementales du Rhône, on retrouve les professions de foi des candidats de la 10^e circonscription du Rhône. Un unique extrait de presse est associé à la profession de foi de Francis de Pressensé, prononcée au comité des Républicains socialistes de Villeurbanne : il se déclare opposé à toute annexion à la veille du premier tour des élections législatives¹⁸⁴. Un front semble se constituer à partir de mai 1902 qui réunit, autour de Francis de Pressensé, anti-annexionniste déclaré et nouvellement élu député de la 10^e circonscription du Rhône, l'ensemble des sections de Villeurbanne. Le 28 mai 1902, le commissaire spécial rapporte au préfet du Rhône que « l'on recommence paraît-il, à s'agiter à Villeurbanne au sujet du projet d'annexion et l'union, pour la défense des intérêts de la commune, est faite aujourd'hui entre toutes les factions politiques ; le quartier des Charpennes qui n'avait point protesté au début de la campagne, semble vouloir maintenant prendre la tête du mouvement »¹⁸⁵. En conformité avec sa profession de foi, une rencontre a lieu avant le 28 mai 1902 entre Francis de Pressensé et Victor Augagneur : la position des

¹⁸² Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 1992, p.547.

¹⁸³ Un décret en date du 31 mars 1902 a modifié le découpage des circonscriptions de l'arrondissement de Lyon pour l'élection des députés. La 10^e circonscription a été constituée par la réunion des cantons de Neuville-sur-Saône et de Villeurbanne. Voir E. de ROLLAND et D. CLOUZET, *op. cit.*, 1902, p.641.

En ligne sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5820284v/f641> (Consulté le 10 janvier 2012)

¹⁸⁴ ADR-3M1356-Fiche sur la profession de foi de Francis de Pressensé constituée d'un extrait du *Progrès* daté du 25 avril 1902 dans lequel est uniquement reprise sa déclaration sur le projet d'annexion de Villeurbanne par Lyon : « Je connais bien tous les avantages que vous avez, Villeurbanne, à rester Villeurbanne, et à ne pas être annexés ; aussi vous pouvez être assurés de mon concours le plus absolu pour sauvegarder l'autonomie de votre commune. En thèse générale, je suis opposé à toutes les annexions, quelles qu'elles soient, d'une commune par rapport à l'autre, car ces annexions ne respectent pas les droits acquis. Mais je suis encore plus opposé à l'annexion quand une commune comme la vôtre a tout ce qu'il faut pour vivre de sa vie propre. Aussi, soutenu par votre honorable maire et par la majorité socialiste de votre conseil municipal, je serai ce que vous êtes : Opposé à tout projet d'annexion ».

¹⁸⁵ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 28 mai 1902.

deux socialistes sur la question est alors tranchée. Victor Augagneur confirme son projet d'annexion tandis que « M. de Pressensé lui a déclaré, de son côté, qu'il allait tenter de lui barrer la route et combattrait tout projet d'annexion quel qu'il soit. Il a ajouté qu'il était en cela d'accord avec la plupart des députés du Rhône »¹⁸⁶. Francis de Pressensé devient dès lors un acteur majeur de la campagne anti-annexionniste bien qu'une méfiance s'exprime à son encontre chez certains anti-annexionnistes au sujet de sa fidélité à l'égard de la commune et de ses liens politiques avec Victor Augagneur dès décembre 1902¹⁸⁷. L'amitié qui lie Francis de Pressensé à Victor Augagneur est connue, car c'est le maire de Lyon qui l'introduit sur la scène politique locale¹⁸⁸. Dans un rapport daté du 5 mars 1903, le commissaire spécial rapporte les opinions des « personnalités de Villeurbanne les plus en vue » qu'il a pu recueillir, sans que l'on puisse connaître le nom de son informateur. A cet informateur, l'industriel villeurbannais et adjoint au maire Antonin Perrin indique : « nous nous organisons fortement en vue de la lutte prochaine contre les désirs de M. Augagneur. Nous allons, mes amis politiques et moi, examiner la question à fond puis nous irons à Paris, plaider nous-même notre cause dans les ministères intéressés. Nous sommes obligés d'agir ainsi car la conduite de M. de Pressensé en l'occurrence

¹⁸⁶ *Idem.*

¹⁸⁷ ADR-4M258-Le rapport du commissaire spécial du 26 décembre 1902 sur le projet d'annexion de Villeurbanne indique qu'« un grand nombre de républicains de (Villeurbanne), qui avaient reçu de Pressensé député, la promesse formelle qu'il emploierait toute son influence pour dissuader le maire de Lyon commencent à être déçus et croient que le député de la 10^e circonscription sacrifierait leurs intérêts à l'amitié qui le lie à M. Augagneur ».

¹⁸⁸ Cette amitié est rappelée dans une brochure du candidat Francis de Pressensé pour les élections législatives d'avril-mai 1902 à la tête de la 10^e circonscription. Dans ce livret, Pierre Cordonnier rédige la biographie de Francis de Pressensé. Après avoir décrit son parcours de diplomate (il fut nommé à l'ambassade de Washington durant deux ans), d'historien (il écrivit une *Histoire de l'Irlande depuis son union avec l'Angleterre* couronnée par l'Académie française), d'engagé politique durant l'affaire Dreyfus et en tant que l'un des fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, il décrit son entrée sur la scène lyonnaise sous le patronage de Victor Augagneur : « Entre temps, il vient à Lyon. Le citoyen Victor Augagneur, maire, préside ses conférences et a sa part des acclamations des républicains et des socialistes. Les relations de ces deux hommes supérieurs, relations également de part et d'autre, sont donc nées en pleine bataille, à l'heure du péril, pour ainsi dire sous les balles » (10^e circonscription du Rhône (Villeurbanne-Neuville), Francis de Pressensé. *Propagande*, avril 1902, Lyon, Imprimerie Victor Achar, 1902, p.11.)

De même un rapport écrit le 24 avril 1902 par le commissaire spécial « au sujet des inspireurs des candidatures de Pressensé et Caillot » relate « si l'on en croit les bruits qui circulent dans la 10^e circonscription ainsi qu'à Lyon, la candidature de M. de Pressensé a eu pour promoteur M. le docteur Augagneur, qui avait conservé avec ce publiciste d'étroites relations depuis qu'ils avaient mené de concert la campagne de protestation contre le procès Dreyfus » (ADR-3M1356-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône « au sujet des inspireurs des candidatures de Pressensé et Caillot », daté du 24 avril 1902.)

est plutôt louche et nous ne voulons pas avoir à faire avec lui, persuadés que nous sommes qu'il nous trahirait au profit de son ami Augagneur »¹⁸⁹. Tandis que M. Lavesvre, cafetier considéré comme « un des gros électeurs de M. de Pressensé, qu'il défend encore dans le *Démocrate*, dont il est correspondant, affirme que ses amis et lui défendront Villeurbanne contre l'annexion »¹⁹⁰. Le projet d'annexion crée donc une mobilisation officieuse des conseillers municipaux dès 1901 et un front prend progressivement forme à partir 1902, avant même que ne soit officialisé le projet d'annexion de Victor Augagneur.

B. L'annexion ou la recherche de nouveaux espaces attractifs afin de gérer la croissance de Lyon (1903-1909)

1. L'annexion et les besoins de croissance de Lyon

L'annexion est une procédure administrative qui doit permettre d'agrandir la ville. Cette procédure est souvent appliquée en Allemagne à la fin du XIX^e siècle, tandis qu'elle ne concerne que les grandes villes en France. A Lyon l'annexion doit se traduire par une augmentation de près de 30 % de la superficie de la commune de Lyon, et par une augmentation de 8 % de sa population. Le système d'imposition par des taxes de remplacement en 1901 doit permettre de faire face aux effets de cette croissance urbaine en organisant l'augmentation des ressources municipales lyonnaises. Ce projet doit donc avoir des conséquences économiques, démographiques et politiques importantes, car les territoires annexés sont très attractifs, et en particulier celui de Villeurbanne : cette dernière bénéficie d'espaces disponibles, avec 1 458 hectares de superficie¹⁹¹ dont près de la moitié est dévolue à la culture, et de la proximité de nouvelles ressources d'énergie avec l'ouverture en 1902 de l'usine hydroélectrique installée sur le canal de Jonage.

Il faut souligner l'enjeu démographique que constitue cette annexion [**Tableau 1**], qui apparaît comme une solution à la pression démographique que connaît alors la ville de Lyon : « La population de Lyon serait ainsi portée à 498 799 (habitants) et sa superficie à 6 219 hectares. La densité de Lyon sera encore de 80,4 à l'hectare,

¹⁸⁹ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône, daté du 28 mai 1902.

¹⁹⁰ *Idem*.

¹⁹¹ AML-985WP98-Note manuscrite datée du 3 mars 1903.

supérieure à celle de toutes les villes de France, sauf Paris et Lille. La densité actuelle est de 194, celle des parties à annexer est de 21 »¹⁹². L'annexion doit donc permettre de réduire la densité urbaine de Lyon, et elle est conçue comme une réponse à la croissance urbaine de la ville [**Tableau 2**].

Le projet d'annexion est particulièrement ambitieux, et il ne concerne pas uniquement Villeurbanne bien que la presse parle alors essentiellement de l'annexion de celle-ci. Les communes de Caluire-et-Cuire, Bron, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Vénissieux et de Saint-Fons sont aussi concernées, car elles représentent près de 40 % du territoire que Lyon souhaite agréger. En revanche, si cette annexion doit aboutir, la commune de Villeurbanne est la seule à devoir disparaître entièrement. Le territoire de Villeurbanne qui doit être annexé par Lyon est représenté par la zone colorée en jaune sur la carte ci-jointe [**Fig.2**].

Cette annexion procède aussi d'un partage de territoire, car la zone colorée en rose correspond aux parcelles appartenant au territoire de Villeurbanne et situées en dehors du mur d'enceinte, qui doivent être cédées à la commune de Vaulx-en-Velin et à celle de Bron. On retrouve cette pratique de dépeçage territorial en 1859, lors de l'annexion des communes parisiennes comprises entre le mur d'octroi et les fortifications de Thiers. La commune de Montrouge reçoit par exemple, hors les murs, des morceaux de territoire pris sur les communes d'Arceuil, de Bagneux et de Vanves. Malgré le décalage chronologique et géographique entre l'annexion parisienne de 1859, et celle de Lyon en 1903, on constate, comme la souligne Juliette Aubrun pour le cas de Paris, que l'annexion « marque donc une rupture territoriale, une recomposition spatiale qui en fait une sorte de renaissance »¹⁹³. Cette réflexion s'applique pour le cas lyonnais 44 ans plus tard, car Vaulx-en-Velin et Bron voient leur territoire croître et il est prévu de redéfinir les limites du canton de Villeurbanne et d'élever la commune de Vénissieux au rang de chef-lieu de canton. L'impact de l'annexion n'est pas le même pour ces 6 communes, et ce sont essentiellement Villeurbanne et Caluire qui sont les plus touchées. Ces deux communes représentent à elles seules 73,57 % de la nouvelle population annexée, et elles doivent augmenter la population lyonnaise de 35 220 habitants. Pour aboutir à cela, Victor Augagneur officialise sa campagne annexionniste en 1903 en essayant de jouer sur les

¹⁹² AML-985WP98-BMO de Lyon, n°348, 1er mars 1903, p. 155.

¹⁹³ Juliette AUBRUN, *op. cit.*, 2004, p.11.

dissensions apparues au sein de l'opinion publique villeurbannaise quelques années plus tôt.

2. Une campagne annexionniste dynamique

La ville de Lyon soutient la création de comités annexionnistes à Caluire et au sein du quartier des Charpennes situé à Villeurbanne¹⁹⁴. Le comité annexionniste de Caluire est dirigé par le conseiller prud'homme Bonnetaire¹⁹⁵. La création d'un comité dans le quartier des Charpennes s'explique pour deux raisons : il s'agit du quartier ouest le plus dense de Villeurbanne, en contact direct avec Lyon, et le but est de réactiver de récentes tensions politiques apparues au sein même de Villeurbanne. Entre 1896 et 1904, un conflit particulièrement virulent entre quartiers du Nord et quartiers du Sud voit le jour à propos de deux questions : la localisation de la nouvelle mairie de Villeurbanne, inaugurée finalement en 1904, et la délimitation du sectionnement électoral imposée par le préfet¹⁹⁶. Ces tensions sont vives car, en mars 1898, 127 habitants en viennent à demander au préfet du Rhône le sectionnement de la commune en deux communes distinctes. L'argument mis en avant est le suivant : « les intérêts des différents quartiers n'étant pas du tout les mêmes et la distance qui nous sépare est assez éloignée »¹⁹⁷. Cette demande, après enquête auprès de la municipalité, n'est apparemment pas prise en compte par la préfecture¹⁹⁸, mais elle met en relief la division de la commune en quartiers. Cette absence d'unité de la commune est alors réelle. Et elle est au cœur des débats au sujet de la localisation de la nouvelle mairie : les tensions se cristallisent autour de l'idée de déplacer l'ancienne mairie, devenue trop petite vu l'essor démographique et les besoins des services municipaux. La localisation de la nouvelle mairie peut être envisagée dans le quartier de Bonneterre, ce qui la rapproche des quartiers du nord dans une logique

¹⁹⁴ Pierre-Yves SAUNIER, *op.cit.*, 1992, p.547-548.

¹⁹⁵ AMV-WP528-Lettre de J. Bonnetaire à Victor Augagneur, datée du 12 février 1903 et AML-1119 WP 2 – Dossier « Villeurbanne et l'eau » – Lettre de J. Bonnetaire à Victor Augagneur, datée du 2 mars 1904 qu'il signe en son nom propre et celui du comité annexionniste.

¹⁹⁶ Voir à ce sujet le long développement de Bernard MEURET, *op. cit.*, 1982, p.62-75

¹⁹⁷ ADR-1M103-Lettre signée par 127 habitants du sud de Villeurbanne au préfet du Rhône et aux membres du conseil général, datée certainement de mars 1898.

¹⁹⁸ ADR-1M103-Note relative à la demande de partition de la commune : « Note. Vu M. Morel à Villeurbanne. La demande d'érection en commune distincte des Charpennes = ne préoccupe pas les signataires qui sont surtout désireux d'obtenir leur sectionnement. (datée du) 29 mars 1898. Ne rien faire. Ordre de M. le secrétaire général. (datée du) 3 août 1898 ».

de centralisation rationnelle. Mais l'on peut aussi décider de l'installer au sud, dans la zone la plus anciennement urbanisée. Une opposition forte se noue et divise le conseil municipal¹⁹⁹. Le maire, Frédéric Faÿs et ses conseillers, dans une logique budgétaire, préfèrent ne pas grever les finances locales et de ne pas construire la mairie à Bonneterre, tandis que les conseillers municipaux du nord souhaitent installer la nouvelle mairie dans ce quartier. Les conseillers municipaux se divisent. Cette division entre le nord et le sud de Villeurbanne a été interprétée comme le résultat d'une tension idéologique entre les quartiers du nord, en fort développement grâce à l'implantation d'industries et caractérisés par un électorat majoritairement ouvrier, et les quartiers du sud, marqués par l'agriculture et le commerce et où l'urbanisation plus ancienne attire la notabilité villeurbannaise. Cette division suit aussi une rupture paysagère car le sud de Villeurbanne est plus élevé en raison d'une rupture topographique est-ouest, tandis que le reste du territoire est constitué d'une plaine d'inondation. Prenant en compte le risque d'inondation en cas de crue majeure du Rhône, l'occupation ancienne s'est établie sur la zone la plus élevée et la plus éloignée du fleuve. Cette configuration spatiale n'a pas été prise en compte afin de comprendre le conflit relatif à la localisation de la mairie. Elle est pourtant essentielle, car installer la mairie dans le quartier de Bonneterre c'est localiser le nouveau lieu de pouvoir dans la plaine d'inondation et symboliquement réduire sa visibilité. Il y a là une différence en terme de prestige et un risque de relégation du pouvoir municipal. Le cœur du conflit est donc une différence de conception dans l'organisation même du territoire villeurbannais : les conseillers du nord souhaitent rapprocher le lieu de pouvoir des forces vives mues par l'implantation de nouvelles industries et derrière cette revendication apparaît une conception différente du fonctionnement urbain. L'impression d'un éloignement du pouvoir villeurbannais au sud du territoire est pertinente, car le sud et le nord du territoire sont très mal connectés, notamment en raison de la rupture topographique. En conséquence, les mobilités intra-communales s'appuient sur le réseau de transport lyonnais qui est organisé selon un axe est-ouest. Et cela a un impact sur les pratiques spatiales car le moyen le plus rapide afin de relier le nord-est de Villeurbanne et le sud, lieu de concentration du pouvoir, est de contourner par l'ouest le centre de Villeurbanne en empruntant les axes de transports lyonnais, pour ensuite repartir en direction du sud

¹⁹⁹ Voir AMV-1M110 sur l'hôtel de ville (1850-1905) et particulièrement le dossier sur le transfert de la mairie à Bonneterre (1896-1900)

de Villeurbanne. La volonté de délocaliser la mairie se fonde sur un souci de rationalisation de l'aménagement urbain, qui prend en compte une dimension fonctionnaliste. Cette configuration spatiale a d'ailleurs un impact sur les représentations du pouvoir car le maire Frédéric Faÿs, qui s'oppose au déplacement de la mairie dans le quartier de Bonneterre, est qualifié de maire de « Villeurbanne le Haut » par les conseillers des Charpennes. Il convient de ne pas analyser uniquement cette opposition entre quartiers du nord et du sud dans une logique de conflit idéologique. Le fond du conflit est bien une différence de conception dans l'organisation même du territoire villeurbannais.

Cette division au sujet de la localisation de la mairie prend une dimension plus nettement politique en avril 1898 lorsque le préfet du Rhône impose un sectionnement électoral séparant la 1^{ère} section au Sud (quartiers de Cusset, Maisons-Neuves, de la Cité et des Brosses) et la 2^{ème} section au Nord (Charpennes et Tonkin). Le découpage engendre une mise en minorité de la 2^{ème} section, celle des quartiers du Nord revendiquant justement l'installation de la nouvelle mairie dans le quartier de Bonneterre. La question de la mairie de Bonneterre se transforme alors en une opposition entre divisionnistes, favorables au nouveau sectionnement, et anti-divisionnistes opposés à cette réforme de la représentation électorale. Cette politisation de la question du sectionnement est par ailleurs activée par le commissaire enquêteur diligenté, A. Gauthier, qui se prononce le 19 juin 1898 en faveur de ce sectionnement. Il interprète les résultats de l'enquête diligentée par la préfecture – qui donnent pourtant 699 signatures favorables au sectionnement contre 719 le rejetant – comme étant la démonstration de la nullité des résultats, faisant fi de la règle de la majorité qui aurait dû stopper l'entreprise. Il justifie son interprétation des résultats en indiquant que « le faible écart entre ces deux résultats est bien atténué, sinon annulé, si l'on veut bien considérer que la plupart des adhérents sont des habitants stables se livrant à l'agriculture, au commerce ou à l'industrie, tandis que les opposants se composent en majorité d'une population flottante d'ouvriers industriels qui n'ont par suite de leur instabilité aucun intérêt à la gestion des affaires communales de Villeurbanne et se prêtent facilement à suivre la direction qui leur est imprimée dans un but plus ou moins avouable »²⁰⁰. Cette interprétation – qui nous renseigne plus sur les représentations négatives du commissaire enquêteur à l'égard

²⁰⁰ Avis du commissaire enquêteur M. A. Gauthier, daté du 19 juin 1898, reproduit in extenso dans Bernard MEURET, *op.cit.*, 1982, Annexe II, p.269.

de la politisation des ouvriers jugés instables – renforce l'idée d'une relégation politique des anti-divisionnistes, qui sont aussi favorables au déplacement de la mairie dans le quartier de Bonneterre. Ce conflit se résout en 1900 par la décision de ne pas construire la mairie de Bonneterre : un projet moins coûteux, au sud de Villeurbanne, est alors préféré. L'élection d'Emile Dunière, conseiller municipal de la 2^{ème} section, à la tête de la mairie est un facteur d'apaisement des dissensions entre les conseillers des deux sections²⁰¹. Puis en avril 1903, la municipalité obtient du conseil général de revenir sur la partition électorale de 1898 en divisant en 3 sections le territoire villeurbannais, réduisant ainsi les risques de divisions internes. Le projet d'annexion de Lyon joue effectivement un rôle fédérateur au sein des édiles qui aplanissent à cette occasion leurs dissensions.

Ce conflit naît indépendamment du projet de Grand Lyon de Victor Augagneur mais ce dernier cherche à réactiver ces tensions pour diviser l'opinion publique villeurbannaise sur l'annexion. Il utilise en effet cet événement afin de justifier l'annexion en expliquant que ce conflit est la démonstration de la fragmentation de l'opinion publique villeurbannaise et de l'incapacité des édiles à gérer la municipalité. Le maire cherche aussi à mobiliser l'opinion publique lyonnaise en surexploitant un événement qu'il présente comme la démonstration du danger que représente Villeurbanne. En mars 1902, le cirque Barnum et Bailey décide de s'installer à Villeurbanne, à la suite du refus du maire de Lyon d'autoriser son installation au Parc de la Tête d'Or. Cela n'a rien d'exceptionnel mais le maire affirme que cela représente une perte de plus de 57 000 francs au préjudice des pauvres de l'agglomération lyonnaise par la faute de la municipalité de Villeurbanne. Par un jeu de calcul, le maire démontre que la municipalité de Villeurbanne s'est accaparée ces recettes fiscales. Pour Victor Augagneur il est inadmissible qu'une commune suburbaine enlève à la ville les bénéfices d'une telle affaire. Cette critique

²⁰¹ Le 15 mars 1902, le commissaire des Charpennes fait un rapport sur les élections législatives de 1902 pour la 10^{ème} circonscription dans lequel il souligne les tensions entre délégués des comités républicains avancés des cantons de Villeurbanne et de Neuville au sujet des candidats soutenus pour les élections législatives. La candidature de Baratin, candidat des délégués de la 1^{ère} section de Villeurbanne, est retirée face à l'opposition des délégués des Charpennes et ceux de Neuville. Le commissaire précise « de là de graves dissensions qui menaçaient de prendre une tournure grave, étant donné surtout l'animosité qui n'a jamais cessé d'exister entre les représentants des deux sections de Villeurbanne ». (ADR-3M1356-Dossier réunions électorales et candidature-10^e circonscription-Rapport n°1374 du commissaire des Charpennes daté du 18 mars 1902.)

nourrit l'idée que Villeurbanne fausse le jeu de la concurrence en réclamant au cirque une partie des recettes très faible par rapport à ce qu'aurait prélevé la ville de Lyon²⁰². Or ce qui est dénoncé, ce n'est pas uniquement la concurrence fiscale mais bien le fonctionnement général de l'agglomération lyonnaise.

En effet, durant le XIX^e siècle, Lyon bénéficie d'un privilège napoléonien lui permettant de conserver l'exploitation exclusive du Théâtre des Célestins et du Grand Théâtre en contrepartie de l'organisation quotidienne d'une représentation. Le prestige que constitue la détention de deux théâtres conduit les magistrats municipaux à tenter d'éliminer toute concurrence éventuelle des communes voisines dans l'offre culturelle, en les empêchant de proposer quelque offre de spectacle que ce soit. Ainsi, en 1840, la commune de la Croix-Rousse, encore indépendante, demande l'autorisation de créer un théâtre mais les édiles lyonnais s'y opposent arguant de leur privilège culturel. On voit ici que durant le XIX^e siècle, les édiles de Lyon ont voulu maintenir leur domination sur les communes voisines pour conserver leur statut de ville culturelle²⁰³. L'affaire du cirque Barnum et Bailey est donc un prétexte, afin de mobiliser l'opinion publique lyonnaise sur la concurrence exercée par les communes périphériques qui remet en cause l'image et le fonctionnement urbain. Lyon, c'est la ville intellectuelle détentrice d'anciens privilèges culturels. Les communes suburbaines, développées par l'industrie, ne doivent pas empiéter sur ces fonctions prestigieuses.

Cette mobilisation de l'opinion publique lyonnaise est nécessaire car le projet d'annexion ne fait pas consensus auprès de la presse locale spécialisée dans les questions d'urbanisme, et cela dès juillet 1901. Le journal *La construction lyonnaise* critique ce projet en affirmant : « cette absorption, que la Municipalité de notre Ville voudrait réaliser de suite, ne devrait pas être envisagée, à notre avis, avant de longues années. Ce serait une opération peu profitable pour la Ville, car d'une part, il faudrait escompter de ce chef un fort surcroît de dépenses et d'autre part (...) il faudrait (...) laisser (aux contribuables de Villeurbanne) un certain temps dans les conditions actuelles et leur permettre de constater, au moins pendant une période assez longue,

²⁰² AML-1119WP2 – Dossier « L'impôt, le droit des pauvres » - Document « Villeurbanne. Cirque Barnum et Bailey 1902. Droit des pauvres ».

²⁰³ Voir Malincha GERSIN, *La vie théâtrale lyonnaise d'un empire à l'autre : Grand-Théâtre et Célestins, le temps du privilège. 1811-1864*, thèse d'histoire de l'université Lyon 2 Lumière, dirigée par Olivier Zeller, soutenue en 2007.

les premiers effets des soi-disant avantages que doit leur procurer l'annexion »²⁰⁴. Le cœur de cette critique est le risque de voir les industries fuir le nouveau territoire lyonnais pour s'installer en dehors de l'agglomération. Cet argument industrialiste est repris en 1903, en insistant sur le caractère prématuré de ce projet et en proposant au contraire d'encourager l'extension de l'activité économique de la banlieue car Lyon en retirerait des avantages immédiats²⁰⁵. Le projet d'annexion n'est pas remis en question, mais il est considéré comme prématuré. Victor Augagneur doit faire face à une opinion publique locale divisée sur la question. Mais cette campagne pro-annexionniste ne prend pas uniquement la forme d'une politique d'influence auprès de l'opinion publique lyonnaise et villeurbannaise car le personnel municipal de Lyon est aussi mobilisé dans ce sens. Ainsi, en 1903 le sujet de l'épreuve de composition française organisée par la municipalité de Lyon et donné aux candidats au concours pour l'emploi de commis expéditionnaire, est le suivant : « *La nécessaire annexion de Villeurbanne par Lyon* »²⁰⁶. Victor Augagneur s'implique pleinement dans le projet du Grand Lyon car il souhaite accélérer la procédure afin de faire aboutir l'annexion avant les élections municipales de mai 1904. Son objectif est de faire valider la partition de Villeurbanne en deux arrondissements distincts ce qui lui permettrait de diviser l'opinion publique villeurbannaise et en même temps de s'appuyer sur son électorat ouvrier et de se faire réélire comme maire socialiste. Cette procédure étant lancée en 1903, il souhaite donc résoudre la question en un an.

3. L'accélération de la procédure d'annexion

A la suite du vote du conseil municipal du 17 mars 1903, le projet est renvoyé à la préfecture du Rhône. 8 jours plus tard, la municipalité de Villeurbanne réagit en produisant un contre-rapport en opposition à l'annexion. Jules Grandclément, chargé de sa rédaction, insiste sur les coûts financiers qu'engendrerait l'annexion car elle se traduirait par la mise en place de taxes de remplacement, qui grèveraient les administrés. Ce rapport n'est en réalité pas destiné à Lyon, mais aux membres du Gouvernement car il se conclut par l'espérance « que les Pouvoirs publics, tenant

²⁰⁴ *La construction lyonnaise. Architecture – Génie civil – Travaux publics*, n°13, juillet 1901, p.147.

²⁰⁵ *La construction lyonnaise. Architecture – Génie civil – Travaux publics*, n°7, 1^{er} avril 1903, p.75.

²⁰⁶ Brunon DUMONS et Gilles POLLET, *op.cit.*, 1997, p.74.

compte des nombreuses marques de dévouement et de fidélité si souvent manifestés au Gouvernement républicain par les Villeurbannais sauront mettre un frein aux appétits de notre puissante voisine et qu'ils ne permettront pas que par un véritable déni de justice, le Fort écrase le Faible »²⁰⁷. Les édiles jouent sur la représentation de Villeurbanne comme une commune républicaine, alors que le nouveau régime cherche justement à conforter ses fondements politiques. En somme, pourquoi faire disparaître Villeurbanne alors que celle-ci constitue l'une des pierres angulaires du régime républicain ? Les édiles décident aussitôt de publier ce rapport en 10 000 exemplaires adressés à tous les membres du Sénat et de la Chambre des Députés, ainsi qu'aux membres du Conseil Général et du Conseil d'arrondissement du Rhône²⁰⁸. Les édiles veulent mobiliser l'ensemble des acteurs politiques locaux et nationaux afin de résoudre une question locale de gouvernement urbain. Cela montre que l'échelon municipal est en capacité de mettre en place une stratégie d'influence à l'échelon national. En portant la question auprès des sénateurs et des députés, les édiles anticipent l'accélération du processus d'annexion et ils se mobilisent afin de tuer le projet dans l'œuf. Les élections au conseil d'arrondissement du 5 avril 1903 se transforment, dans ce contexte, en une mise au vote du projet d'annexion. Les candidats se positionnent sur ce projet et le vote est interprété dans ce sens. Pierre Baratin, candidat anti-annexionniste, remporte le scrutin avec près de 87 % des voix à Villeurbanne et près de 76 % des voix dans les communes de Saint-Fons, Vénissieux et Bron, partiellement annexées²⁰⁹. Ce vote permet de souligner qu'un consensus se construit entre futurs annexés. Un rapport du commissaire spécial de police près de la préfecture du Rhône, daté du 9 avril 1903, montre une partition chez les socialistes lors des prochaines élections municipales au sujet de l'annexion. Des commissions et sous-commissions sont créées depuis le quartier des Charpennes pour mener campagne : les socialistes de la banlieue se positionnent contre les candidats patronnés par Victor Augagneur dans le 3^{ème} et le 6^{ème} arrondissement²¹⁰.

²⁰⁷ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 25 mars 1903, p.319.

²⁰⁸ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 22 mai 1903, sur la validation des coûts d'impression.

²⁰⁹ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 31 juillet 1903, p.385.

²¹⁰ ADR-4M259-Rapport du commissaire spécial de police près de la préfecture du Rhône daté du 9 avril 1903 au sujet des élections municipales prochaines.

Parallèlement, le projet connaît une forte accélération car le nouveau préfet Alapetite diligente une enquête publique du 14 au 24 avril auprès des annexés, afin de recueillir leur avis. Cette enquête se traduit par le refus de 2 412 Villeurbannais : seules 45 signatures sont recueillies en faveur de l'annexion. Pourtant le rapport du commissaire-enquêteur, nommé par le préfet, se prononce pour l'annexion. Cette absence de prise en compte de l'avis majoritaire des Villeurbannais sème le doute quant à une collusion entre le maire de Lyon et la préfecture du Rhône. Le maire de Villeurbanne dénonce le choix comme commissaire-enquêteur par le préfet du Rhône d'un haut fonctionnaire de Lyon, et non pas d'une personne étrangère au département comme le demandait les édiles. Il rappelle d'ailleurs le propos du sénateur des Landes Louis de Cès-Caupenne, rapporteur sur le projet d'annexion du parc de la Tête d'Or en 1889, qui disait « que la ville de Lyon a cet immense avantage de vivre en bonne intelligence avec le préfet du département, qui de son côté, vit en très bonne intelligence avec la ville de Lyon et son premier magistrat »²¹¹. L'accélération du dossier montre en effet que le préfet Alapetite facilite l'aboutissement de ce projet.

L'accélération du projet d'annexion stimule aussi les échanges d'informations sur le sujet entre les communes qui constituent un front autour de Francis de Pressensé et les édiles villeurbannais. Ceux-ci organisent dès avril 1903 la venue du député. Lors de cette réunion publique, tenue le 29 avril 1903 au café Wikowick, situé 36 avenue Thiers, Francis de Pressensé affirme que Victor Augagneur « ne possède pas encore l'appui du gouvernement, ainsi que me l'a déclaré lui-même Monsieur Combes. Il n'a pas même sollicité cet appui, et dans le cas où il ferait une démarche dans ce sens, Monsieur Combes m'a promis d'examiner très sérieusement la question avant de se prononcer »²¹². Cette réunion permet d'introduire Francis de Pressensé dans le jeu politique, car il est félicité pour son engagement. Cette réunion se termine « aux cris de Vive l'autonomie communale et vive la démocratie républicaine et sociale »²¹³. La venue de Francis de Pressensé est suivie d'une série de meetings

²¹¹ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 31 juillet 1903, p.384.

²¹² ADR-4M266-Rapport n°2077 du commissaire de police des Charpenne, daté du 30 avril 1903.

²¹³ ADR-4M266-Rapport n°2077 du commissaire de police des Charpenne, daté du 30 avril 1903.

tenus dans des cafés ou des restaurants où les représentants de la municipalité tentent de convaincre le public constitué de plusieurs centaines de personnes à chaque fois²¹⁴. D'autres municipalités comme celle de Saint-Fons organisent des réunions publiques contre le projet d'annexion²¹⁵. Parallèlement, Victor Augagneur organise des meetings pro-annexionnistes²¹⁶ qui sont parfois émaillés de prises à parti par des anti-annexionnistes²¹⁷. Une réunion contradictoire réunissant entre 1 500 et 2 000 personnes est même organisée le 16 mai dans la salle d'un restaurant à Villeurbanne. Victor Augagneur puis Jules Grandclément, conseiller municipal de Villeurbanne, y présentent leurs points de vue²¹⁸. Mais ces réunions ne se traduisent pas par la suite par des manifestations publiques, comme le notent à chaque fois les commissaires de police dans leurs rapports.

La municipalité de Villeurbanne tente d'unir les futurs annexés et invite les maires de Caluire, Bron, Vénissieux et Saint-Fons à se réunir à la mairie « pour (définir) les mesures à prendre sur la question si importante pour nous de l'annexion des communes suburbaines »²¹⁹. L'ensemble des édiles concernés rejettent en effet le projet d'annexion. Ainsi, la commune de Caluire-et-Cuire produit un contre-rapport voté le 8 mai 1903 qui reprend l'argumentaire anti-annexionniste et qui se termine par l'idée d'un front commun des possibles annexés : « La campagne active menée par nos amis de Villeurbanne ; la loyale attitude de notre député Francis de Pressensé, nous laisseront croire et espérer que le gouvernement de la République

²¹⁴ ADR-4M266-Rapport n°2169 du commissaire de police des Charpennes, daté du 2 mai 1903 ; ADR-4M266- Rapport n°2202 du commissaire de police des Charpennes, daté du 3 mai 1903 ; ADR-4M266-Rapport n°4250 du commissaire de police des Charpennes, daté du 30 septembre 1903.

²¹⁵ ADR-4M266-Rapport du commissaire de police de Saint-Fons sur une réunion publique organisée par la municipalité de Saint-Fons sur le projet d'annexion, daté du 8 mai 1903.

²¹⁶ ADR-4M266- Rapport du commissaire de police de la Croix-Rousse, daté du 9 mai 1903 ; ADR-4M266- Rapport du commissaire de police de la Croix-Rousse, daté du 10 mai 1903 ; ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial de police, daté du 7 juin 1903, sur une conférence de Victor Augagneur prononcée le 6 juin 1903 au cirque Rancy sur l'annexion et réunissant près de 1200 personnes.

²¹⁷ ADR-4M266-Rapport n°2314 du commissaire de police des Charpennes au secrétaire général de la police, daté du 12 mai 1903.

²¹⁸ ADR-4M266-Compte rendu du commissaire de police de Villeurbanne d'une réunion publique organisée le 16 mai 1903 à 20 heures par M. Michéy, fabricant de corsets, au restaurant Michaud, au 203 Cours Lafayette.

²¹⁹ AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne aux maires de Caluire, Bron, Vénissieux et Saint-Fons, datée du 11 mai 1903.

refusera de sanctionner les visées ambitieuses de nos puissants voisins »²²⁰. Les rapports critiques produits par Villeurbanne sont utilisés comme une référence par les autres annexés, ce qui engendre une uniformisation de l'argumentaire anti-annexionniste face à une campagne annexionniste particulièrement active.

Cette campagne se joue à l'échelon local et national et cela avant même la transmission du projet à la Chambre des Députés. L'objectif est de mobiliser les acteurs politiques pouvant influencer sur le projet. Francis de Pressensé organise dans ce but une rencontre entre Emile Combes et une délégation des communes annexées, le 8 juin 1903 à Paris. Cette délégation représente le point de vue des annexés : elle est constituée par le maire de Villeurbanne accompagné de deux de ses conseillers municipaux, Jules Granclement et Alexis Perroncel, ainsi que deux conseillers municipaux de Vénissieux et de Caluire et de Pommerol, maire de Saint-Fons et conseiller d'arrondissement du canton de Villeurbanne et du maire de Saint Rambert²²¹. Lorsqu'il apprend la préparation de cette visite, Victor Augagneur écrit à Jean-Louis de Denessan, député de la 1^{ère} circonscription du Rhône, Philippe Krauss, député de la 5^{ème} circonscription du Rhône, Pierre Colliard, député de la 7^{ème} circonscription du Rhône, Jules Brenard, député de la 3^{ème} circonscription du Rhône et Jean-Baptiste Cazeneuve, député de la 4^{ème} circonscription du Rhône, afin qu'ils rencontrent le Président du Conseil, avant l'arrivée de la délégation des annexés, et qu'ils s'assurent de sa neutralité dans l'affaire²²². Les députés sollicités par Victor Augagneur font ensuite au maire un compte-rendu de leur entrevue, qui a précédé de quelques jours la venue de la délégation anti-annexionniste. Jean-Louis de Denessan rassure le maire : « Je suis allé hier matin voir M. Combes avec Caseneuve, Brunard et Krauss. Après l'exposition de la situation, il nous a formellement promis qu'il ne prendra aucun engagement à l'égard de personne et d'attendre que l'enquête et les autres formalités relatives à l'annexion de Villeurbanne soient terminées pour

²²⁰ ADR-4M266-Rapport de la commission spéciale approuvé à l'unanimité par le conseil municipal de Caluire-et-Cuire le 8 mai 1903 sur le projet d'annexion d'une partie de la commune à la ville de Lyon, Lyon, imprimerie de E. Demoly, 1903, p.16.

²²¹ AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne à Francis de Pressensé, datée du 20 mai 1903 et AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne à la délégation des communes annexées, datée du 28 mai 1903.

²²² AML-985WP98-Lettre du maire de Lyon, Augagneur, datée du 30 mai 1903, à Jean-Louis de Denessan, Philippe Krauss, Pierre Colliard, Jules Brenard et à Jean-Baptiste Cazeneuve.

examiner la question »²²³. Un jeu de concurrence se met dès lors en place entre Victor Augagneur et Francis de Pressensé. Ce dernier avait d'ailleurs pris contact avec Emile Combes dès janvier 1903, avant même l'officialisation du projet d'annexion²²⁴. Le maire de Lyon doit utiliser dans un premier temps son réseau politique personnel, car ce n'est que le 6 novembre 1904 qu'il est élu député de la 3^{ème} circonscription du Rhône ce qui lui permet d'intervenir directement auprès de ses pairs. La méfiance de Victor Augagneur à l'égard de l'action de Francis de Pressensé est logique, car ce dernier bénéficie d'une importante influence auprès des Républicains. En effet, au printemps 1903, il est à l'initiative d'une proposition de loi co-signée par 56 députés socialistes et radicaux-socialistes. Cette proposition est une impulsion décisive, et la matrice²²⁵ des débats législatifs sur le projet de loi porté par Aristide Briand en 1905 à propos la séparation des Eglises et de l'Etat. Francis de Pressensé a donc une réelle audience. Il peut user de sa position à la Chambre des Députés pour se faire le porte-parole de la défense de l'autonomie communale villeurbanaise. Son influence croît par la suite car, en octobre 1903, il devient président de la ligue des droits de l'Homme. Dans cette fonction, il prend une position modérée par rapport à l'affaire des fiches qui éclabousse le gouvernement Combes. Cette position « combiste » mais surtout son anticléricalisme lui assurent un poids certain auprès du gouvernement. La rencontre du 8 juin n'eut pas d'impact direct, mais elle permet de faire rentrer les représentants des annexés dans le réseau du Gouvernement.

A l'échelon local, la lenteur de la transmission du rapport du commissaire-enquêteur à la suite de l'enquête publique d'avril 1903 permet à Lyon de conserver la main sur l'avancée du projet. Ce sont les services municipaux de Lyon qui sont en charge de son impression et la municipalité ne transmet le document que tardivement. La préfecture participe va dans le même sens. Le 18 juillet 1903, elle donne seulement 8 jours aux édiles villeurbannais pour faire un contre-argumentaire. Ces manœuvres sont dénoncées par les édiles, d'autant que le rapport final se prononce en faveur de l'annexion.

²²³ AML-985WP98-Lettre de Philippe de Lanessan à Victor Augagneur, datée du 4 juin 1903.

²²⁴ Pierre-Yves SAUNIER, *op.cit.*, 1992, p.547.

²²⁵ Rémi FABRE, « Pressensé et la séparation des Eglises et de l'Etat une contribution importante », in *Cahiers Jaurès*, 2004/1, n°171, p.27.

Les décisions prises durant l'été 1903 par le conseil d'arrondissement et le conseil général font passer la question de l'annexion de l'échelon local à l'échelon national. Lyon obtient l'approbation des conseillers d'arrondissement qui valident le projet d'annexion, le 12 août 1903, après l'avoir modifié en augmentant la période de latence de l'application des taxes de remplacement sur les nouveaux annexés. Ceux-ci ne devraient se voir appliquer les taxes de remplacement que 20 ans après l'annexion, au lieu de 10 ans. Ce vote modifie les relations entre Villeurbanne et les conseillers d'arrondissement ruraux. Deux jours après le vote, Emile Dunière écrit au conseiller d'arrondissement de Lyon et président du comice agricole de Lyon afin de lui confirmer les subventions votées au comice. Il le fait en indiquant : « Tout en regrettant que dans la grave question d'annexion, M. Joannard, conseiller d'arrondissement, n'ait pas cru devoir soutenir les intérêts de la commune de Villeurbanne, qui compte cependant un grand nombre d'agriculteurs, la Municipalité mettant au dessus des intérêts personnels, les intérêts généraux qui lui sont confiés, a décidé de maintenir quand même les subventions votées précédemment par le conseil municipal »²²⁶. Les soutiens de la municipalité s'effondrant, le maire poursuit son action d'influence auprès des conseillers généraux.

Le conseil général devant statuer sur l'annexion entre le 18 et le 28 août 1903, le maire de Villeurbanne essaie de rallier les conseillers généraux à sa cause. Il mobilise son réseau politique et s'assure de l'appui de certains acteurs politiques locaux. Une lettre du 14 août 1903 du conseil municipal de Villeurbanne à un député du Rhône que l'on ne peut identifier montre la relation de clientèle qui s'établit et les tractations politiques qui se nouent : « Ainsi qu'il avait été convenu, j'ai fait les visites que vous m'avez conseillées aux membres du conseil général (...) Toutefois, des entrevues que nous avons eues, il résulte que vous êtes seul maître de la situation et qu'en posant votre candidature à la présidence du conseil général, vous pouvez obtenir un avis défavorable. Vous n'ignorez pas, mon cher député, l'importance que nous attachons à l'avis du conseil de l'assemblée départementale, avis, qui certainement aura une grande influence non seulement auprès du Gouvernement, mais aussi auprès du Parlement (...). Nous vous prions de vous dévouer, cette fois encore, pour sauver notre commune menacée (...). Aussi avant de refuser la présidence du conseil général, nous vous prions de vous souvenir de cette vaillante

²²⁶ AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne au président du comice agricole de Lyon, datée du 14 août 1903.

commune de Villeurbanne qui, par deux fois, eut l'honneur de vous envoyer au Parlement »²²⁷. En rappelant cette relation réciproque de dépendance politique, le maire s'assure du soutien du député. L'inscription territoriale d'un mandat national est au centre de la légitimité politique des députés, qui tiennent leur pouvoir des électeurs de leur circonscription électorale. Les édiles de Villeurbanne tirent donc parti de l'inscription de leur commune dans le maillage électoral et de son rôle de tremplin politique pour obtenir un mandat de député. C'est ce type de relation qui se construit entre les édiles villeurbannais et Francis de Pressensé à partir de 1902 car le canton de Villeurbanne comprend les communes de Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Bron, Vénissieux et Saint-Fons, ainsi, curieusement, qu'une partie du territoire de Lyon. Cela représente 4/5 des communes concernées par l'annexion et plus particulièrement le chef-lieu de canton, Villeurbanne. En cas d'annexion de Villeurbanne, et de partage de la commune en deux arrondissements incorporés aux cantons de Lyon, Francis de Pressensé risquerait de perdre son assise électorale pour les élections législatives de 1906. En effet, l'objectif est de réorganiser la division cantonale et de faire de chaque arrondissement lyonnais un canton urbain. Cette prise en compte de l'existence d'une articulation d'échelle entre le local et le national explique l'investissement du député Francis de Pressensé, dès 1902, dans l'enjeu territorial et politique que constitue l'annexion de Villeurbanne. Cette convergence d'intérêt permet d'apprécier la nature de la relation entre député et maire, et elle éclaire l'investissement de Francis de Pressensé dans l'affaire. L'objectif n'est donc pas uniquement de faire respecter l'autonomie communale mais aussi de maintenir le jeu de relation entre acteurs politiques locaux et nationaux.

Le vote du conseil général est essentiel, car il doit déterminer la position de la préfecture et celle de la Chambre des Députés. Le maire de Villeurbanne rencontre ainsi les amis politiques du conseiller général de Givors, réputé favorable à l'annexion, afin de les convaincre du bien fondé de leur action²²⁸. Le maire s'arrange aussi pour organiser des rencontres en présence, si possible, de Francis de Pressensé avec plusieurs conseillers généraux, dont le conseiller général Lagrange, représentant

²²⁷ AMV-2D10-Lettre signée par l'ensemble des édiles de Villeurbanne à un député dont le nom est effacé, daté du 14 août 1903.

²²⁸ AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne à un député dont le nom est effacé, datée du 29 juillet 1903.

du canton de Neuville, à Fontaines Saint-Martin²²⁹. De ces rencontres, il résulte des tractations politiques que les sources ne permettent pas totalement de clarifier. Cependant, l'effet de ces tractations se ressent car Lagrange, conseiller général de Neuville, et Pommerol, conseiller général de Villeurbanne s'expriment en opposition au projet d'annexion²³⁰. La communauté d'intérêt des annexés explique que les maires de Caluire-et-Cuire, Bron, Saint-Fons, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Vénissieux et Villeurbanne coordonnent leur action et signent un texte commun de protestation destiné au président et aux membres du conseiller général du Rhône²³¹.

Malgré ces tractations et l'expression collective d'un rejet du projet par les annexés, le conseil général vote en faveur de l'annexion. S'appuyant sur ces deux votes, le préfet remet au Gouvernement un rapport en faveur de l'annexion. Il y a une forte accélération du projet d'annexion car en seulement 6 mois, entre mars et août 1903, celui-ci se conclut par un avis favorable des instances délibératives locales. Cette accélération a été rendue possible par le soutien du préfet du Rhône, Alapetite. De plus les édiles mobilisent dans le cadre de ce projet leurs propres représentants au Parlement, dans une logique de clientélisme. Malgré la forte probabilité de l'annexion en raison de ces deux votes, la municipalité de Villeurbanne reste active dans son opposition au projet, et envoie 8 délégations municipales à Paris de juin 1903 à juin 1904 [**Tableau 3**].

Ces voyages sont à l'initiative de la municipalité car seul le voyage du 27 au 31 mars 1904 est lié à la convocation de la 12^e commission d'intérêt local, qui doit permettre d'entendre les différentes parties concernées. Les édiles de Villeurbanne suivent de près l'avancée du dossier grâce à Francis de Pressensé. Le 26 février, le conseil municipal, apprenant le prochain dépôt de loi, demande au député, présenté comme « notre défenseur naturel », de faciliter une audience avec le Président du Conseil et de se joindre à la délégation « pour soutenir avec elle le système de défense que vous avez si brillamment exposé dans les réunions publiques, pendant l'enquête à laquelle

²²⁹ AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne à Lagrange, conseiller général du Rhône, datée du 1^{er} août 1903 ; AMV-2D10-Lettre du maire de Villeurbanne à Lagrange, conseiller général du Rhône, datée du 1^{er} août 1903.

²³⁰ Jacques PERRIER, *Villeurbanne historique et biographique, revue et complété*, Villeurbanne, Association Typographique Lyonnaise, 1928, p.112.

²³¹ AMV-3D1-Lettre de protestation commune des maires Caluire-et-Cuire, Bron, Saint-Fons, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Vénissieux et Villeurbanne au président et aux membres du conseiller général du Rhône, datée avant le 28 août 1903.

le projet a été soumis »²³². Afin d'obtenir cette rencontre, les édiles écrivent au Président du Conseil en se présentant comme les soutiens de la politique gouvernementale contre le clergé : « le conseil municipal qui connaît vos sentiments de justice et de loyauté ne doute pas que vous accueilliez avec bienveillance les représentants d'une population qui a donné tant de gage à la République, et qui, dans maintes circonstances vous a soutenu de tous ses vœux dans la lutte que vous livrez au cléricisme »²³³. La stratégie déployée par la municipalité est de présenter les Villeurbannais comme d'ardent soutiens à la République et surtout de se prononcer clairement en faveur de la politique anticléricale d'Emile Combes. Villeurbanne bénéficie donc d'une conjoncture politique favorable grâce à la politique nationale menée par son propre député en accord avec la politique du Gouvernement. C'est cette conjonction d'intérêts locaux et nationaux qui explique l'intégration des édiles de Villeurbanne dans le réseau politique gouvernemental, et le soutien qu'ils obtiennent auprès d'acteurs nationaux.

Cependant, des dissensions au sein des comités socialistes apparaissent. Le comité de l'Union des Forces Républicaines Socialistes se prononce dès octobre 1903 en faveur de l'annexion, et appelle Francis de Pressensé à suivre cette nouvelle ligne politique. Ces dissensions sont telles qu'elles inquiètent Pressensé, qui après avoir reçu une lettre de ce comité en mars 1904, y voit une rupture et se rapproche des édiles villeurbannais²³⁴. La presse d'opposition intervient elle aussi dans ces relations à la veille des élections municipales de mai 1904. Ainsi, une note parue le 2 avril 1904 dans *Le Nouvelliste*, journal de droite et cléricale, affirme que les édiles villeurbannais sont revenus mécontents à la suite d'une rencontre avec leur député et que les comités socialistes avaient pour projet de voter un blâme à l'encontre de Francis de Pressensé. Cette note établit un lien entre deux informations : le mécontentement des édiles d'une part, et les dissensions au sein des comités socialistes d'autre part. Or, la première information est fautive car les relations entre les édiles et leur député sont excellentes. En revanche, il existe effectivement des dissensions internes entre

²³² AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne à Francis de Pressensé, datée du 27 février 1904.

²³³ AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne à Emile Combes, datée du 27 février 1904.

²³⁴ AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne à Francis de Pressensé, datée du 19 mars 1904.

comités socialistes, qui correspondent à la confrontation de blocs entre le parti socialiste français et le parti socialiste de France²³⁵.

Dans une lettre au rédacteur en chef du *Nouvelliste*, Emile Dunière critique la note parue dans ce journal qui laisse « apercevoir le bout de l'oreille cléricale et votre haine pour le Député de Pressensé, coupable d'avoir fait avorter ce fameux projet d'annexion que vous et les vôtres désiriez tant voir aboutir »²³⁶. La presse catholique de droite politise la question de l'annexion en transposant sur elle le conflit ouvert entre le Gouvernement et l'Eglise catholique, et en cherchant en même temps à réduire toute possibilité d'union des courants socialistes. Cette « haine » du milieu catholique à l'égard de Francis de Pressensé est réelle car ce dernier est dreyfusard, socialiste, proche de Jean Jaurès et il est l'un des pères de la séparation des Eglises et de l'Etat. En réaction, le conseil municipal décide d'un vote de confiance envers Francis de Pressensé afin de lui renouveler son soutien. Le contexte politique local – proximité des élections municipales –, et national – conflit entre cléricaux et anticléricaux –, engendre donc une politisation d'un conflit territorial local.

Réélu en mai 1904, Emile Dunière entretient son réseau politique en accordant un second vote de confiance à Emile Combes. La municipalité s'assure de l'audience de ses vœux en adressant une lettre de soutien à la politique du Président du Conseil en mai et en novembre 1904²³⁷. Parallèlement, au Gouvernement, le 24 mars 1904, Emile Combes, Président du Conseil et ministre de l'Intérieur, saisit la chambre du projet de loi d'annexion. Dans un premier temps, il apparaît encore possible de trancher la question avant les élections de mai 1904. Cependant Francis de Pressensé ralentit volontairement le dossier en demandant des modifications du projet de loi, rendant l'annexion impossible avant les élections. Ce jeu de tractations politiques entre acteurs locaux et nationaux est efficace, car le Président du Conseil intervient lui aussi directement dans le dossier en demandant en mai de stopper les travaux de la commission afin de proposer de nouvelles modifications au projet d'annexion. Et un mois plus tard c'est le ministre des Finances qui arrête à son tour le projet en arguant de problèmes techniques.

²³⁵ Jacques KERGOAT, *Histoire du parti socialiste*, Paris, La Découverte, 1997, p.14-17.

²³⁶ AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne au rédacteur en chef du *Nouvelliste* de Lyon, datée du 3 avril 1904.

²³⁷ AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne à Emile Combes, datée du 16 mai 1904 ; AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne à Emile Combes, datée du 19 novembre 1904.

Les échanges entre les édiles et leur député prennent une dimension de déférence car ceux-ci ne sont plus en position d'intervenir directement sur le projet. Ils lui demandent donc : « nous espérons que vous voudriez bien nous continuer ce concours et que, lorsque la discussion des conditions de l'annexion viendra devant la commission parlementaire, vous voudriez bien, comme par le passé, défendre les intérêts des combattants villeurbannais »²³⁸. La municipalité de Villeurbanne ralentit aussi l'avancée de la procédure en ne remettant les épreuves corrigées des dépositions de mars 1904 qu'en novembre de la même année. Cette utilisation des lenteurs administratives est le fruit d'une stratégie politique. Cependant, le 14 décembre 1904, la commission admet le principe de l'annexion. Fleury Ravarin, chargé de produire le rapport de la commission d'intérêt local, conclut le 21 avril 1905 en faveur de l'annexion, mais il modifie le projet lyonnais en proposant que Villeurbanne soit entièrement intégrée dans le 8^e arrondissement de Lyon.

L'annexion est dès lors très avancée, mais le projet de loi doit encore être débattu au Parlement. Anticipant cette décision, le conseil municipal appelle dès lors son député à représenter les intérêts communaux auprès du Parlement²³⁹. Fleury-Ravarin a conscience de la portée des débats sur le dossier lyonnais. Il écrit dans son rapport que ce dossier « a la forme modeste d'un projet d'intérêt local, (il) n'en a pas moins une capitale importance à raison du précédent qu'il crée et qui pourra être invoqué par d'autres grandes villes à l'encontre des petites communes suburbaines »²⁴⁰. En effet, la solution d'une question d'annexion ne se pose pas dans les mêmes termes et selon les mêmes modalités en France dans la première moitié du XIX^e siècle et à la fin du même siècle dans un régime républicain. Philippe Guignet précise qu'« aux XIX^e et XX^e siècles, la commune eut un double visage : organe faisant partie intégrante de l'Etat, c'est aussi une personne morale qui a ses intérêts propres »²⁴¹. Or la III^e République se fonde pour partie sur l'échelon communal, car à la suite de la loi du 5 avril 1884, les Républicains donnent aux communes une charte fondamentale qui fait que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires

²³⁸ AMV-2D11-Lettre du maire de Villeurbanne à Francis de Pressensé, datée du 28 juin 1904.

²³⁹ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 24 mars 1905.

²⁴⁰ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.4.

²⁴¹ Philipe GUIGNET, « Commune », in Christian TOPALOV *et alii*, *op. cit.*, 2010, p.342.

de la commune. Cette autonomie n'est tout de même que relative à l'exercice du pouvoir préfectoral, car l'ensemble des délibérations doit être ensuite validé par la préfecture. Mais par la charte municipale de 1884, la commune devient le premier échelon de l'administration publique. Héritée de la Révolution française – elle-même placée au cœur du récit national de la III^e République – la commune est le premier lieu de construction et d'expression de la citoyenneté. C'est pourquoi, la question du respect de l'autonomie communale est prise avec gravité par les Républicains. A travers la solution de l'annexion se joue la conception même d'un mode de gouvernement, plus ou moins autoritaire. Ce problème apparaît sous la plume de Fleury-Ravarin qui rappelle dans son rapport – tel un repoussoir – le caractère autoritaire des annexions de la Croix-Rousse, de Vaise et de la Guillotière à Lyon en 1852 : « les annexions de 1852 apparaissent ainsi comme une œuvre de pure réaction, comme un attentat du Gouvernement impérial à l'encontre des franchises et libertés municipales »²⁴². L'annexion dans un régime républicain met en question le respect des libertés communales et tend à définir un mode de gouvernement parlementaire. Bernard Gaudillère a justement souligné le caractère autoritaire de l'annexion des communes de banlieues à Paris en 1860, en s'intéressant au calendrier de la prise de décision : « Quarante-quatre jours ont suffi pour mener enquêtes publiques et délibérations des trois niveaux de conseils locaux (communes, arrondissements et départements). A l'évidence, ce calendrier expéditif n'est pas séparable de la nature du régime. Cela n'aurait pas été imaginable dans un régime parlementaire »²⁴³. Les modalités d'annexion diffèrent entre le milieu et la fin du XIX^e siècle, en raison du changement de régime. Pour les parlementaires amenés à discuter en 1905 le projet de loi de Lyon, le problème de fond n'est pas en soit le principe de l'annexion, qui est une procédure administrative et juridique, mais plutôt la distinction entre une annexion volontaire et une annexion autoritaire. Le caractère autoritaire de cette annexion est relevé par le député Jules Duclaux-Monteil, lors de l'audition de Victor Augagneur devant 12^{ème} commission d'intérêt local. Duclaux-Monteil critique son attitude brutale, et son refus de trouver un consensus avec les

²⁴² AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.7.

²⁴³ Bernard GAUDILLERE, « L'annexion de la banlieue parisienne devant les Chambres : 1841-1859 » in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT, *Agrandir Paris, 1860-1970*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p.117.

annexés²⁴⁴. Victor Augagneur a conscience de l'opposition radicale des Villeurbannais à l'annexion car il conclut son audition en affirmant que « le projet modifié (*par la commission*) ne les satisfera probablement pas d'avantage. La sauce leur importe peu, ce qu'ils veulent est ne pas être mangés »²⁴⁵. Le maire de Lyon refuse pourtant de transiger avec les Villeurbannais. Il veut que la commune soit divisée en deux arrondissements, et non pas maintenue sous la forme d'un arrondissement distinct, car dans ce dernier cas la ville de Lyon constituerait, selon lui, « non une commune mais une fédération de communes »²⁴⁶. Mais cette position le place en rupture avec les députés membres de la commission car « le particularisme que dénonce M. le maire de Lyon peut apparaître à d'autres esprits comme un fait légitime et respectable en soi, comme la manifestation première de l'esprit municipal »²⁴⁷, selon le député Fleury-Ravarin. La commission propose donc de se prononcer en faveur de l'annexion, mais en faisant de Villeurbanne un arrondissement urbain. Le projet de loi présenté au Parlement ne correspond donc pas à celui voulu par Lyon et surtout par son maire, ce qui doit amener encore à de nombreuses tractations parlementaires. La procédure s'allongeant, Victor Augagneur se désintéresse progressivement du projet durant l'année 1905 et l'affaire est arrêtée par sa nomination comme gouverneur de Madagascar. Les rapports de force sont renversés car le nouveau maire de Lyon, Edouard Herriot, préfère retirer le projet de loi, non pas afin d'arrêter l'annexion mais pour marquer un changement de méthode, engager des pourparlers avec les annexés et rompre avec l'autoritarisme de son prédécesseur.

C. Le jeu de représentation entre Lyon et Villeurbanne

a)

Du point de vue des usages, le terme de banlieue désigne dans la seconde moitié du XIX^e siècle le territoire dans le voisinage et sous la dépendance d'une ville. Il

²⁴⁴ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, Imprimerie de la Chambre des Députés, 1905, p.121 : Le député Duclaux-Monteil déclare au maire de Lyon que « les délégués de Villeurbanne ont laissé entendre que la question de l'annexion aurait été résolue plus facilement, si on avait procédé à une entente préalable et à une discussion amicale entre les intéressés. A cette politique d'entente, vous avez préféré une politique brutale. Vous avez apporté dans la conduite de cette affaire un tempérament autoritaire, qui a choqué une partie de la population à annexer ».

²⁴⁵ *Idem*, p. 122.

²⁴⁶ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.42.

²⁴⁷ *Idem*.

convient donc d'interroger cette dépendance, car c'est en arguant de celle-ci que Lyon justifie l'annexion.

Comment est qualifiée Villeurbanne ? Et qui sont les acteurs de ces dénominations ? Qualifier Villeurbanne de « banlieue » et pas de « commune », c'est réintroduire et signifier une relation hiérarchique entre elle et la ville dont elle dépend. Cette conception hiérarchique est opérante pour les contemporains, et elle s'explique par la prégnance du paradigme centre-périphérie dans la pensée de la ville. Quels termes Victor Augagneur emploie-t-il pour désigner Villeurbanne ? Celui-ci la désigne essentiellement sous le terme de « banlieue » afin de signifier une relation hiérarchique et de justifier l'extension de la ville de Lyon. Derrière cette qualification différenciée des espaces urbains nous faisons l'hypothèse que se joue en réalité un rapport de pouvoir particulièrement vif dans le contexte d'annexion.

L'étude historique de l'annexion pose en termes nouveaux la relation entre la banlieue et la ville. Cette question de la relation ville/banlieue a longtemps été caractérisée par un déficit historiographique qui est comblé par de très récents travaux, comme l'ouvrage dirigé par Annie Fourcaut, Emmanuel Bellanger et Mathieu Flonneau intitulé *Paris/Banlieues. Conflits et solidarités. Historiographie, anthologie, chronologie 1788-2006* paru en 2007²⁴⁸. La procédure d'annexion et les enjeux de pouvoir et identitaires qui se nouent alors ont rarement été étudiés²⁴⁹, et ce sont souvent des études monographiques qui traitent de cette question²⁵⁰. Cette faible production historiographique française trouve une explication simple : l'annexion d'une commune fait rentrer celle-ci dans l'oubli. Nathalie Montel note par exemple pour le cas parisien que « si la mémoire des anciennes limites de la capitale reste vivace, en revanche le souvenir des conditions dans lesquelles la décision de 1859 fut prise et de ses motivations s'est, quant à lui, progressivement dissous. L'agrandissement de la capitale en 1860 est rapidement devenu un événement sans

²⁴⁸ Annie FOURCAUT, Emmanuel BELLANGER et Mathieu FLONNEAU (dir.), *Paris/Banlieues. Conflits et solidarités. Historiographie, anthologie, chronologie 1788-2006*, Paris, Créaphis, 2007, 479 p.

²⁴⁹ Voir Denise TUREL (éd.), *Villes rattachées, villes reconfigurées XVI^e-XX^e siècles*, Actes du colloque de tours du 1^{er} au 15 décembre 2001, Tours, Maison des Sciences de l'Homme, 2003, 533p. et plus particulièrement dans le même ouvrage l'article de Dominique POULOT, « Rattachements, reconfigurations et histoire urbaine : quelques propositions pour l'avenir d'une recherche », in Denise TUREL, *op. cit.*, 2003, p.415-423.

²⁵⁰ Gregory STOTT, *Suburban dilemmas : the development and amalgamation of Ontario suburban municipalities, 1853 to 1897*, thèse de philosophie dirigée par Kenneth Cruikshank soutenue en 2004 à MacMaster university, 250 p.
<http://digitalcommons.mcmaster.ca/opendissertations/1568/> (Consulté le 12 mars 2012)

histoire, dans les deux sens du terme »²⁵¹. L'objectif de toute annexion est non seulement d'intégrer un nouveau territoire mais aussi de réduire tout particularisme local en raison des problèmes de gouvernance urbaine que cela pourrait engendrer. Victor Augagneur, par exemple, justifie la division de Villeurbanne en deux arrondissements distincts car, selon lui, « lorsqu'en 1852, on annexa à Lyon les communes de la Guillotière, de la Croix-Rousse et de Vaise, on eu le tort d'en faire des arrondissements distincts, qui conservèrent longtemps des intérêts de quartier, opposés à ceux de la communauté lyonnaise »²⁵². De plus, à la suite d'une annexion, les archives communales des annexés sont aussitôt intégrées dans celles de la ville annexionniste et elles sont rarement valorisées car elles pourraient nourrir un esprit de revendication identitaire. Cette logique d'effacement des particularismes locaux explique la faible production historiographique sur les modalités d'annexion. Seules les annexions ayant échoué sont l'objet de productions historiques, comme c'est le cas pour Villeurbanne, ou encore pour Bruxelles dans la seconde moitié du XIX^e siècle²⁵³. En cas de réussite, la ville annexionniste se charge d'effacer les traces de l'événement. Pourtant les annexions, ou leurs échecs, constituent pour les acteurs municipaux une question d'importance car elles font partie des problèmes traités dans les réseaux internationaux d'urbanisme à la veille de la Première Guerre mondiale²⁵⁴. En conséquence, la procédure d'annexion ne bénéficie en France que de quelques d'études, souvent monographiques, qui donnent des clés de compréhension sur ce processus sans pouvoir proposer une approche comparatiste. L'analyse de cet événement, et des discours produits à son occasion, connaît aujourd'hui un nouveau dynamisme à la suite de réflexions historiques sur le processus d'agrandissement des villes²⁵⁵. L'annexion est dès lors comprise comme une modalité de gestion de la

²⁵¹ Nathalie MONTEL, « L'agrandissement de Paris en 1860 : un projet controversé », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *op. cit.*, 2012, p.99.

²⁵² AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.101.

²⁵³ Benedikte ZITOUNI, « Agglomérer plutôt qu'annexer : le cas de Bruxelles. 1840-1875 », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *op. cit.*, 2012, p.147-164.

²⁵⁴ « En 1913, au premier Congrès international des Villes, à Gand, Ernest Brees, président de la Commission intercommunale de statistique de l'agglomération bruxelloise, fait une communication sur « Les Unifications et Associations de Communes. Communalisation et Annexion. Relations entre les Villes et leurs faubourgs » in Stéphane FRIOX, *op. cit.*, 2009, p.388.

²⁵⁵ La Société Française d'Histoire Urbaine a ainsi organisé le 20 janvier 2012 au Musée Gadagne une journée d'étude intitulée *Agrandir la ville : prévoir, administrer et organiser la croissance urbaine en Europe* qui a traité des modalités d'agrandissement des villes et notamment de l'annexion afin de gérer la croissance urbaine.

croissance urbaine. Cette réflexion bénéficie de l'apport de l'ouvrage co-dirigé par Florence Bourillon et Annie Fourcaut intitulé *Agrandir Paris, 1860-1970* paru en 2012, à la suite d'un colloque organisé à l'occasion du 150^{ème} anniversaire de l'extension parisienne de 1859. Cet ouvrage collectif invite à une réflexion sur la contextualisation des annexions et sur leurs conséquences dans la fabrique de la ville. Florence Bourillon et Annie Fourcaut précisent pour le cas parisien que « l'annexion pose en termes nouveaux la question de la banlieue, des seuils de la ville et de rapports de la capitale dilatée avec ses périphéries »²⁵⁶. Le projet de Lyon à la fin du XIX^e siècle interroge également ce rapport et permet d'éclairer la pensée de la ville.

1. Les banlieues vues depuis Lyon

Le regard porté par Victor Augagneur sur les communes de la banlieue est particulièrement négatif, car la croissance démographique de celles-ci est perçue comme se faisant au détriment de Lyon. Villeurbanne connaît en effet un net décollage démographique entre 1881 et 1901 : sa population est multipliée par 2,6 durant cette période et passe de 11 176 à 28 943 habitants, tandis que Lyon perd 7 000 habitants entre 1896 et 1901, ce qui lui fait perdre son statut de seconde ville de France²⁵⁷. Dans les discours d'Augagneur en faveur de la suppression de l'octroi et de l'annexion des communes de banlieue, on retrouve l'idée qu'un exode démographique se poursuit au seul bénéfice des entités périphériques, vidant Lyon de ses habitants. Dans l'exposé des motifs de son projet de suppression de l'octroi Victor Augagneur affirme que par la suite « l'émigration qui, depuis des années, se produisait en faveur des communes suburbaines, s'arrêtera. Du moment où les denrées alimentaires affranchies des droits d'octroi et plus abondantes par la suppression des barrières, seront d'un prix moins élevé, il n'y aura plus aucun avantage pour les gens ayant leurs occupations dans la ville à habiter dans les communes suburbaines... où le séjour sera grevé, sans aucune compensation dans le coût de l'alimentation, par les frais de transport »²⁵⁸. La suppression de l'octroi doit éviter que les habitants de la ville ne s'installent dans les communes suburbaines,

²⁵⁶ Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT, « Introduction », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *op. cit.*, 2012, p.14.

²⁵⁷ AMV-1F8-Registre de recensement de la population de Villeurbanne en 1881 et AMV-1F13- Registre de recensement de la population de Villeurbanne en 1901.

²⁵⁸ AML-BMO de Lyon du 25 novembre 1900, p.487.

attirées par la différence de charge fiscale. Cela doit donc permettre de rééquilibrer la démographie de l'agglomération.

Victor Augagneur justifie l'annexion en dénonçant le régime de faveur dont bénéficieraient les habitants de la banlieue, et qui leur permettrait « de jouir des avantages de la Ville sans bourse délier ». On voit ici la représentation négative qu'il porte à l'égard des communes de banlieues dont les habitants vivraient aux dépens de Lyon. Il critique l'idée que les habitants de la banlieue de Lyon bénéficient de l'usage des services et bâtiments municipaux lyonnais sans y contribuer financièrement. Cette critique est en partie fondée, car Villeurbanne bénéficie de l'action du service d'incendie de la ville de Lyon, bien qu'elle détienne son propre corps de sapeurs-pompiers. Cyrille Sillans explique que « les déplacements (des bataillons des sapeurs-pompiers de Lyon) étaient plus fréquents sur le pourtour des communes ceinturant la cité lyonnaise. Ces interventions devaient normalement se faire en réponse à une réquisition administrative mais, devant le danger de la propagation des flammes, la mesure était peu respectée ». Ainsi, « en 1892, le commandant du bataillon de Lyon attirait l'attention du maire de la cité sur le concours presque toujours officieux prêté à la commune de Villeurbanne, bien que disposant de sapeurs-pompiers, lorsque des incendies éclataient sur le territoire de celle-ci »²⁵⁹. Lyon souligne le danger pour la ville de la dépendance Villeurbanne par rapport aux services municipaux lyonnais. De plus, si Villeurbanne cherche à répondre aux besoins de ses habitants en construisant à la fin du XIX^e siècle un hôpital-hospice sur son territoire, ce sont les hôpitaux et les dispensaires lyonnais qui répondent aux besoins en matière de santé des Villeurbannais. Les chiffres relatifs au recensement du nombre de naissance de Villeurbannais doivent ainsi prendre en compte les naissances sur le territoire villeurbannais et celles qui ont lieu dans les hôpitaux lyonnais. Cette dépendance par rapport au réseau hospitalier lyonnais est prégnante et se maintient durant l'entre-deux-guerres car 36,8 % des naissances de Villeurbannais ont lieu en 1929 dans les hôpitaux de Lyon²⁶⁰. Une note, certainement de la main de Victor Augagneur, relève que le réseau des tramways électriques

²⁵⁹ Cyrille SILLANS, *Au service du diable. Pour une histoire de la gestion des risques : incendies et organisations de secours à Lyon de 1852 à 1913*, thèse d'histoire de l'université Lumière Lyon 2, sous la direction de Yves Lequin, 2000, p.624.

²⁶⁰ « La population de Villeurbanne en 1929 » in *Les Études rhodaniennes*, volume 6, n°2, 1930, p.199-200.

« purement lyonnais (fait) concurrence à lui-même »²⁶¹. L'augmentation de la fréquentation de la ligne nord-est du tramway des OTL reliant Lyon et Villeurbanne, surnommée « le tramway jaune », confirme la croissance des mobilités journalières entre les deux communes et renforce l'idée que les habitants des banlieue vivent aux dépens de Lyon en résidant à Villeurbanne pour bénéficier des moindres charges communales. Cette situation est dénoncée pour l'ensemble des communes connectées au réseau de transport lyonnais.

Victor Augagneur critique la situation « parasitaire » des communes de banlieues en affirmant que leurs habitants bénéficient des facultés, des écoles supérieures et des théâtres lyonnais sans participer aux frais de construction et d'entretien. Cet argument n'en est pas un à proprement parler. Il s'agit de mettre en scène les signes d'urbanité que constituent ces édifices publics afin de montrer la puissance urbaine de Lyon face aux communes périphériques qui n'en sont pas dotées. Victor Augagneur dresse un portrait particulièrement négatif de cette situation de dépendance au point d'occulter le dynamisme économique des communes périphériques. Pour le maire, les populations des communes annexées utilisent les établissements d'intérêt général dont le coût est supporté uniquement par Lyon, ce qui justifie leur annexion. C'est le même argument qui est utilisé 44 ans plus tôt, à Paris, car les annexés sont présentés comme de « véritables parasites qui vivent de la vie des villes sans en supporter les charges »²⁶². On relève donc des éléments permanents dans la représentation des banlieues par les villes annexionnistes dans ces deux cas, pourtant distants de près d'un demi siècle.

La campagne menée par Lyon décrit les municipalités annexées comme dépendantes de Lyon et elle participe de la construction de représentations négatives sur les banlieues qui donnent corps à la relation hiérarchique entre la ville et les banlieues. Cette tentative d'annexion participe de la production de récits sur Villeurbanne et sur Lyon : la banlieue est utilisée comme un contrepoint permettant de souligner la modernité de Lyon face à des communes considérées comme archaïques. Cette dimension discursive est essentielle, car elle influe directement sur la justification ou

²⁶¹ AMV-1119WP2.

²⁶² Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT, « Introduction », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *op. cit.*, 2012, p.13.

le rejet de la procédure d'annexion, et donc sur la fabrique matérielle de la ville en déterminant ses limites.

L'une des premières études traitant de la question de l'annexion et de la réaction édilitaire des annexés est la monographie de Daniel Pinson consacrée à l'histoire de la commune de Chantenay et de son annexion par la ville de Nantes en 1908²⁶³. La ville de Nantes cherche alors à s'agrandir et elle lance la procédure d'annexion des communes de Chantenay, Doulon et de Rezé. Cette procédure est amorcée dès 1901, et en mai 1905 celle-ci est autorisée uniquement pour les communes de Chantenay et de Doulon. Elle ne devient effective qu'en 1908. Daniel Pinson a montré comment l'argumentaire technique et hygiéniste est utilisé afin de justifier l'annexion de ces deux communes. Derrière cette logique annexionniste dénonçant le retard technique des communes suburbaines transparaît une représentation des banlieues particulièrement négative : ce sont des espaces dangereux pour la ville moderne. La mise en parallèle de cet argumentaire nantais avec celui de Lyon permet justement de saisir, d'une part, les représentations véhiculées sur les banlieues, et d'autre part, d'éclairer la relation hiérarchique qui prend forme à travers ces discours.

Les représentations véhiculées par Victor Augagneur portent sur des considérations hygiéniques : Villeurbanne est représentée comme « un véritable danger hygiénique, de nature à compromettre la santé même de ses habitants »²⁶⁴. Elle est qualifiée de « vaste agglomération d'usines (qui) produit chaque jour un volume considérable d'eaux résiduaires, chargées de matières usées, (tandis qu'elle n'a pas) un système d'égout suffisant pour les recevoir »²⁶⁵. La faiblesse du réseau d'évacuation des eaux usées de Villeurbanne et sa situation topographique obligent celle-ci à déverser ses eaux usées dans le réseau lyonnais. Victor Augagneur critique les incidences d'une telle pratique sur le réseau lyonnais car, en raison de la croissance démographique de Villeurbanne, Lyon « devrait (...) refaire ses œuvres d'art, rendus insuffisants par l'augmentation du volume d'eaux, et accepter des matières usées et malsaines provenant de communes où sa police sanitaire ne s'exerce pas. Villeurbanne ne peut déverser ses eaux d'égout en amont de Lyon sans les jeter sur la ville et en aval sans

²⁶³ Daniel PINSON, *L'indépendance confisquée d'une ville ouvrière*, Nantes, Arts, cultures, loisirs, 1982, réédité en 1984, 326 p.

²⁶⁴ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.14.

²⁶⁵ *Idem.*

passer par la commune de Saint-Fons »²⁶⁶. Le risque sanitaire pour Lyon et les communes voisines est donc utilisé comme un argument permettant de justifier l'annexion. C'est un argument similaire de dépendance technique qui est utilisé par les Nantais pour annexer Chantenay. La dépendance de Chantenay par rapport au réseau d'adduction d'eau potable justifie alors la nécessité technique de l'annexion²⁶⁷. La technique sert dans ce cas le politique pour permettre l'agrandissement de Nantes et de Lyon à la fin du XIX^e siècle. A travers cet usage d'argumentaire technique, c'est bien une évolution de la pensée de la ville qui transparaît. Pierre-Yves Saunier, en étudiant les logiques d'agrégation à Lyon durant le XIX^e siècle, a montré justement qu'il y avait durant ce siècle une évolution dans l'argumentation²⁶⁸. Ainsi lors des poussées réunionnistes de Lyon en 1806 et 1810 et en 1830-1834, apparaissent progressivement des termes modernes, mais c'est à la fin de ce siècle que la logique de dépendance technique est utilisée. L'extension des réseaux entre la ville et les communes de banlieue du fait de l'expansion urbaine et des améliorations techniques modifient la pensée de la ville en remettant en question de façon pratique l'idée d'indépendance communale, et en justifiant l'extension des limites de la ville.

L'effet de taille de la ville et la capitalisation de savoirs techniques jouent clairement dans le rapport de force entre la ville et les banlieues. Cette conception de la banlieue s'inscrit dans une vision organiciste de la ville. En effet Villeurbanne, en tant que commune suburbaine, est perçue comme dotée de pathologies urbaines potentiellement dangereuses pour sa voisine : « certaines voies sont des cloaques, l'eau ne s'écoule pas, croupit à la surface, s'infiltre dans la profondeur ; les rues ne sont ni entretenues, ni balayées, ni débarrassées des boues et des immondices. Les allées, les cours, les habitations ne sont pas surveillées ; il n'existe pas non plus de surveillance des logements insalubres »²⁶⁹. Lyon propose justement de viabiliser et de canaliser Villeurbanne pour réduire le nombre d'égouts ouverts. Parmi les arguments hygiéniques avancés, Lyon critique l'existence de nombreuses tueries

²⁶⁶ *Idem*, p.100.

²⁶⁷ Daniel PINSON, « Nantes, Chantenay : l'installation du service d'eau contre l'indépendance communale », in Katherine BURLIN (dir.), *op.cit.*, 1987, p.175-182.

²⁶⁸ Pierre-Yves SAUNIER, « Logiques de l'agrégation, naissance de l'agglomération lyonnaise au XIX^e siècle », in *Bulletin du Centre Pierre Léon*, 1992, n°1, p.27-39.

²⁶⁹ AML-BMO de Lyon, n°348, 1^{er} mars 1903, p.153.

particulières à Villeurbanne. Cette critique s'explique par la politique moderne entreprise par Victor Augagneur, qui finalise au même moment un projet d'abattoir moderne et hygiénique dans le quartier de la Mouche, en sus de l'ancien abattoir de Vaise. Ce projet est alors très avancé et il est le point d'orgue de la modernisation de Lyon car il est le fruit d'une trentaine d'années de discussions au sein de la municipalité de Lyon, entre 1880 et 1907, sur la question de la localisation et de la construction des nouveaux abattoirs²⁷⁰. Les critiques formulées concernant le manque d'hygiène de Villeurbanne jouent donc le rôle de contrepoint dans l'argumentaire lyonnais, afin de valoriser par contraste la modernité de la ville de Lyon. Cet argument n'est pourtant pas sans fondement car, dès janvier 1901, Frédéric Faÿs, alors maire de Villeurbanne produit un rapport des plus critiques sur la situation de la commune afin de justifier la création d'un abattoir municipal : « Vous n'ignorez pas, Messieurs, dans quel état inouï de malpropreté et d'insalubrité se maintiennent trop souvent certaines tueries particulières. Au voisinage des grandes villes notamment, c'est notre cas, ces tueries ont une tendance à se multiplier, surtout lorsqu'il existe comme à Lyon par exemple un service de surveillance très bien installé aux abattoirs. Ces tueries sont un moyen de pratiquer à l'abri de tout contrôle, un commerce équivoque et clandestin. J'en veux pour preuve, Messieurs, la facilité avec laquelle certains bouchers de Lyon ne craignent pas de venir jusqu'à Villeurbanne créer des tueries particulières afin d'échapper au contrôle d'inspection. C'est là que l'on conduit de tout le voisinage les bêtes malades qui seraient saisies et dénaturées comme impropres à l'alimentation par le vétérinaire inspecteur du service des viandes à l'abattoir municipal. C'est là qu'on apporte les cadavres d'animaux ayant succombé à des maladies contagieuses (...). Il y a donc urgence, dis-je, à créer sans retard un abattoir public qui mettra un frein à l'abattage des bêtes malsaines et souvent contaminées que des commerçants peu scrupuleux débitent à leurs clientèles »²⁷¹. L'état sanitaire de certaines tueries particulières est donc bien problématique, et on peut noter que cette situation s'explique par la différence de contrôle qui existe entre la ville et sa banlieue. Villeurbanne est ainsi dépeinte sous les traits d'une commune archaïque, du fait de son retard technique en matière

²⁷⁰ Pierre-Yves SAUNIER, « Les chemins de l'internationale municipale », in Renaud PAYRE (dir.), *Lyon ville internationale. La métropole lyonnaise à l'assaut de la scène internationale, 1914-2013*, Lyon, Editions Libel, p.41.

²⁷¹ AMV-1D271-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 29 janvier 1901, p.563-564.

d'hygiène. Cet argument est particulièrement efficace car l'hygiénisme est au fondement de la pensée de la ville à la suite de la révolution pastorienne. L'urbanité se définit alors à travers la capacité d'une commune à construire des édifices d'hygiène pour le bien public. En dénonçant l'incapacité des édiles villeurbannais à construire un abattoir, et plus globalement la faiblesse de leur police sanitaire, on disqualifie la capacité des édiles à agir pour le bien commun. Le maire en vient dans ce cadre à dénoncer les mœurs et « les habitudes rurales »²⁷² de Villeurbanne dont les tueries particulières seraient la manifestation. La dénonciation de la ruralité de la commune, dans une logique dépréciative, s'inscrit dans la représentation sociale et politique de la campagne comme un espace arriéré par rapport aux avancées de la modernisation politique des villes. Cet archétype associé à la ruralité prend forme au XIX^e siècle et dans le dernier tiers de ce siècle. « Dans l'atmosphère de l'époque, (le mot rural) s'étend aussi au monde paysan dans son ensemble et il suggère presque toujours une extériorité du monde paysan par rapport à l'univers considéré comme normal de la ville et du monde urbain, domaine privilégié de la politique »²⁷³. Cette valorisation de l'hygiène urbaine s'explique par le fait que celle-ci devient, au XIX^e siècle, un nouvel outil de compréhension de la ville. Comme le rappelle Jean-Luc Pinol, « l'hygiène apparaît comme la nouvelle science englobante. Par elle progressent, de manière décisive, les modes contemporains d'intervention sur l'urbain. L'hygiène invente en quelque sorte la question urbaine dès la première moitié du XIX^e siècle »²⁷⁴. La pensée de la ville est clairement conçue dans une culture de la modernité, qui se traduit par le progrès de l'hygiène. On voit ici que le fondement de ces représentations négatives se trouve dans une logique dichotomique opposant d'une part insalubrité / archaïsme / ruralité et d'autre part hygiénisme / modernité / urbanité. Cette dichotomie s'inscrit dans la notion de progrès car, selon le paradigme positiviste, l'objectif est de passer d'un régime archaïque à un régime moderne. Or la notion de progrès est alors essentielle, au point de fournir au XIX^e siècle « son armature intellectuelle et à l'identité de l'époque sa

²⁷² AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.100.

²⁷³ Raymond HUARD, « "Rural" : la promotion d'une épithète et sa signification politique et sociale, des années 1860 aux lendemains de la Commune », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 45, n°4, octobre-décembre 1998, p.806.

²⁷⁴ Jean-Luc PINOL (dir.), *op.cit.*, 2003, p.124.

bannière », selon Anne Rasmussen²⁷⁵. Cette représentation négative de la banlieue se fonde donc sur des conceptions positives de la ville qui, justement, semblent prendre le pas sur les conceptions négatives à partir de 1880, bien que ces deux visions co-existent pour partie²⁷⁶. La ville est associée à l'idée d'ordre, à la différence du désordre qui caractériserait les banlieues industrielles et plus globalement la société industrielle. On retrouve cette représentation dans les débats qui animent la réflexion sur la question urbaine au XIX^e siècle, dont les « publications et enquêtes tentent d'alerter le public et les autorités compétentes sur l'insalubrité des villes, leur désordre, le risque de "déplacement" et de désertion de leurs centres et leur insécurité »²⁷⁷.

Victor Augagneur manifeste par ailleurs un véritable rejet des banlieues. Lors de son audience face à la 12^e commission d'intérêt local du 28 mars 1904, il demande à ce que soit supprimée à la correction la phrase : « je laisse de côté les considérations sur l'utilité des banlieues communales, tout le monde sait qu'elles vivent des villes »²⁷⁸. Il véhicule ainsi l'idée d'une inutilité des banlieues. De plus, il diffuse une vision misérabiliste de ces espaces, car ils sont constitués d'une population pauvre. Il affirme ainsi que « ces communes formées autour d'établissements industriels, sont toujours dans une situation gênée (...) n'ayant guère d'autres revenus que des impôts directs, pesant sur une population prolétarienne, elles sont vouées à une misère infinie »²⁷⁹. En somme, la commune industrielle ne peut tendre vers le progrès, c'est-à-dire vers la modernité urbaine. Elle n'en a pas les moyens. Cet argumentaire dépréciatif participe de la cristallisation du conflit. Par ailleurs, Lyon est représentée comme la Ville-mère à laquelle doivent s'adjoindre naturellement ses satellites ou colonies²⁸⁰. Cette représentation s'inscrit dans l'univers mental de la propagande coloniale car elle active par cette terminologie l'image alors diffusée de la métropole – étymologiquement la Ville-Mère composée de *Mater* et *Polis* – et de ses

²⁷⁵ Anne RASMUSSEN, « La gauche et le progrès », in Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR, *Histoire des gauches en France, Volume 2. XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2005, p.343.

²⁷⁶ Jean-Luc PINOL (dir.), *op. cit.*, 2003, p.119.

²⁷⁷ Florence BOURILLON, « Changer la ville. La question urbaine au milieu du 19^e siècle », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°64, numéro spécial : *Ville en crise ?*, octobre-décembre 1999, p.12.

²⁷⁸ *Idem*, p.115.

²⁷⁹ *Idem*, p.100.

²⁸⁰ AML-BMO de Lyon, n°348, 1^{er} mars 1903, p. 153.

colonies²⁸¹. L'activation de ces images procède d'une déqualification des compétences communales, consistant à remettre en question l'autonomie communale alors revendiquée en jouant sur un rapport de domination intrinsèque à la hiérarchie urbaine. La relation entre la ville et les banlieues est conçue selon une logique ascendante. Il est intéressant de noter une permanence dans ces représentations des banlieues, figurées sous les traits d'enfants dépendants de la ville-mère, car celles-ci sont diffusées dès les années 1860 à propos des communes de banlieue annexées par Paris en 1859. Nathalie Montel a étudié le projet d'annexion parisien, et les oppositions qu'il a suscitées. Elle a ainsi montré que celui-ci s'exprime à travers des discours et des représentations allégoriques de l'agrandissement de Paris. En s'appuyant sur la production iconographique parue dans la presse, elle a démontré que, en dépit de la censure de l'époque, des caricatures sont publiées et donnent à voir le discours officiel sur l'annexion mais aussi le point de vue des annexés. Elle a étudié pour cela plus spécifiquement deux caricatures de Charles Vernier parues en 1858 et en 1860 dans *Le Charivari* qui figurent le rapport de domination entre la ville de Paris et les communes de banlieue [Fig.3 et Fig.4].

Ces deux caricatures figurent Paris sous les traits d'une femme aisée qui, dans la première, cherche à capturer les communes opposées à l'annexion, et dans la seconde, à prendre soin de ses enfants dans une logique maternante. Ces caricatures nous intéressent particulièrement, notamment la seconde qui présente la figure tutélaire de Paris sous les traits d'une ville-mère. On retrouve donc une analogie entre les représentations caricaturales véhiculées dans la presse dans le contexte d'annexion par Paris en 1860, et les représentations discursives sur la relation entre Lyon et les banlieues véhiculées par le maire de Lyon à la fin du XIX^e siècle. Le caractère autoritaire de ces deux annexions stimule la production de représentations figurant et affirmant de fait la relation hiérarchique et de dépendance des banlieues par rapport à la ville. Ce type d'événement a pour effet de cristalliser ces images et participe à la fabrique discursive et symbolique de la ville et des banlieues.

Ces représentations produites durant la tentative d'annexion ne sont pas uniquement le fait de Victor Augagneur. Des particuliers font aussi part de leur sentiment sur la question au maire de Lyon. Ainsi, un certain A. Berlier, qui se présente comme un

²⁸¹ Voir Gisèle SAPIRO, Georges STEINMETZ, Claire DUCOURNAU, « La production des représentations coloniales et postcoloniales », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5/2010, n°185, p.4-11.

« voyageur industriel », lui écrit pour lui faire part de son soutien au projet d'annexion. Il déclare que Villeurbanne est inconnue et que les industriels, commerçants et propriétaires préfèrent indiquer sur leur adresse la mention « Lyon-Villeurbanne » afin que leurs affaires bénéficient de la réputation de la ville. « En province et à l'étranger, Villeurbanne est considérée comme un Faubourg de Lyon. Les industriels, commerçants et propriétaires de Villeurbanne ont bien soin de mettre sur leurs cartes, lettres, factures et tous imprimés : Monsieur X... profession... rue... N°... à Lyon (Villeurbanne) ! En résumé ils tiennent tous à être Lyonnais de nom mais pas d'effet ! Que l'administration des Postes donne son avis et on verra si la mention Lyon-Villeurbanne n'existe pas sur la majeure partie des lettres ou autres objets distribués par elle »²⁸². Cette affirmation est confirmée par l'étude des en-têtes des courriers d'industriels villeurbannais conservés dans la série 2D. On retrouve régulièrement la mention « Lyon-Villeurbanne » dans les adresses des industriels et cela au moins jusque dans les années 1930. La lettre d'A. Berlier est versée dans le dossier relatif de l'annexion de Victor Augagneur, et celui-ci utilise aussi cet argument pour disqualifier l'affirmation d'autonomie de la commune. A. Berlier utilise également l'argument de la dépendance en demandant : « Que serait Villeurbanne sans Lyon ? Un village sans importance. Lyon a ses limites toutes tracées et si l'accroissement de son industrie exige l'extension de sa banlieue, peut-on trouver une cause qui soit plus d'utilité publique ? »²⁸³. Cet exemple montre l'efficacité des dénominations, qui permettent de disqualifier les revendications d'autonomie communale. Associer Villeurbanne à l'image, et aux termes, de « faubourg » ou de « banlieue » c'est qualifier une dépendance qui, dans le contexte de l'annexion, prend une portée politique.

Cette production d'images s'inscrit dans ce que Marcel Roncayolo nomme les « idéologies de la ville »²⁸⁴. En effet, en partant des utopies et des cités idéales, il rappelle que la représentation de la ville et la représentation de la société vont de pair. Cependant, il convient d'élargir ce propos afin de ne pas le réserver aux grands courants de pensée de l'urbanisme. Ce serait réduire la pensée de la ville à ses théoriciens reconnus. Dans notre cas, Victor Augagneur ne propose pas un grand projet d'urbanisme à proprement parler, ni même une utopie. Il se situe seulement

²⁸² AML-985WP98-Lettre de A. Berlier, « voyageur industriel », datée du 28 avril 1903.

²⁸³ *Idem.*

²⁸⁴ Marcel RONCAYOLO, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1997, p.160-180.

dans la phase préparatoire qui consiste à justifier l'extension territoriale de sa ville. Pourtant, transparaissent déjà des représentations qui s'inscrivent dans une pensée urbaine. La ville est présentée comme dominante en raison de sa modernité, à la différence des banlieues dépendantes chargées dès lors de représentations sociales négatives. Les représentations urbaines sont donc bien façonnées par les représentations sociales. Elles ne sont pas neutres. Elles s'inscrivent et répondent à un contexte politique, social, culturel et économique.

2. Les représentations discursives de Villeurbanne à la fin du XIX^e siècle

b) *La défense de l'autonomie communale*

Le contre-argumentaire des annexés est des plus intéressants, car ils renversent la logique de la dépendance et intègrent la ségrégation qui caractérise Lyon et sa banlieue. Ils soulignent que « d'un point de vue économique, les grandes villes ont besoin de posséder une banlieue, une sorte de zone franche où l'industrie peut se développer, sinon en toute liberté, du moins avec une diminution des charges. Ce qui (...) a fait la prospérité de Villeurbanne, c'est sa situation hors de Lyon, c'est la possibilité pour les industriels de trouver des terrains vastes et à bon marché où ils ont pu se développer sans subir les entraves des règlements urbains et la lourde fiscalité municipale »²⁸⁵. Ce contre-argumentaire fiscal et industrialiste est partagé par l'ensemble des potentiels annexés, et pas uniquement par les édiles de Villeurbanne. En effet, à la veille du vote du conseil général du Rhône, les maires des communes de Bron, Caluire-et-Cuire, Saint-Fons, Saint Rambert-l'Île-Barbe, Vénissieux et Villeurbanne signent un texte commun de protestation adressé au président et aux membres du conseil général du Rhône, dans lequel ils développent l'argument industrialiste et fiscal en insistant sur les effets désastreux de l'annexion pour les finances du département et pour l'industrie nationale. Le risque de transfert de l'industrie lyonnaise dans le département de l'Isère et la concurrence étrangère sont mis en exergue : « ce n'est pas au moment où l'industrie lyonnaise lutte de toutes ses forces contre la concurrence étrangère pour maintenir la réputation

²⁸⁵ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.20.

universelle des produits lyonnais, que les Pouvoirs Publics doivent songer à l'écraser par de nouvelles charges »²⁸⁶. Le rôle des banlieues dans le fonctionnement urbain est clairement affirmé par les édiles : « Nous pensons, et les économistes sont d'accord avec nous, que les agglomérations banlieues sont nécessaires, sont indispensables même au développement et à l'essor des grandes villes, qui comme la ville de Lyon doivent leur célébrité à l'industrie. En effet, ces grandes agglomérations banlieues où la vie matérielle est moins onéreuse que dans la grande ville, permettent à l'ouvrier en particulier d'envisager avec plus de sérénité son entretien journalier et celui de sa famille. Si donc, par suite de l'annexion, l'industrie est obligée de s'expatrier à nouveau, ce qui est inévitable, la ville de Lyon et le département auront à en supporter les conséquences désastreuses. D'abord, la Ville de Lyon verra le plus grand nombre de ses habitants suivre l'industrie qui les nourrit, et de ce chef, perdra une population très importante, dont vivent de nombreux petits commerçants. D'un autre côté, le département, dont les principales ressources proviennent de l'impôt verra ses ressources diminuer dans de très grandes proportions, par suite de l'exode de l'industrie dans les départements limitrophes »²⁸⁷. L'argument de la dépendance univoque est transformé en une relation fonctionnelle entre la ville et la banlieue : les villes ont besoin de posséder une banlieue. Cette revendication est significative d'une conception fonctionnelle des systèmes urbains. Les annexés affirment qu'à la suite de la mise en place des taxes de remplacement les industries, ne bénéficiant plus du différentiel fiscal, chercheront à s'installer au-delà des ceintures de fortifications et qu'en conséquence la ville de Lyon et le département du Rhône verront partir industries et ouvriers. Les villes ne doivent donc pas annexer des territoires concentrant l'industrie : ce serait détruire leur banlieue et les activités qu'elle concentre. Il y a là un intéressant retournement du discours dominant.

De plus, les édiles expriment leur méfiance par rapport à la volonté de Lyon de moderniser le territoire villeurbannais en cas d'annexion. « Dans presque toutes les villes, les quartiers périphériques sont sacrifiés aux quartiers du centre où se trouvent concentrées la vie et l'activité de la cité. A Lyon même les quartiers excentriques de Montchat et de la Mouche, de la Villette Paul Bert sont délaissés, et il est à craindre

²⁸⁶ AMV-3D1-Lettre de protestation commune des maires Caluire-et-Cuire, Bron, Saint-Fons, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Vénissieux et Villeurbanne au président et aux membres du conseiller général du Rhône, datée avant le 28 août 1903.

²⁸⁷ *Idem*.

que Villeurbanne, devenu un des quartiers de la banlieue de Lyon, ne subisse un pareil sort »²⁸⁸. Cette méfiance des Villeurbannais en cas d'annexion de leur territoire, exprimée en 1905, est très révélatrice : elle souligne le processus ségrégatif à l'œuvre entre les quartiers centraux et les périphéries, processus qui résulte de la valorisation des centres urbains par les pouvoirs municipaux. En effet, aucun plan d'aménagement urbain n'est associé au projet d'annexion, ce qui renforce la méfiance des annexés par rapport aux effets bénéfiques de l'annexion pour les Villeurbannais.

Les annexés recourent par ailleurs à un argument juridique particulièrement efficace auprès des Parlementaires. Ils mobilisent le principe, hérité de la Révolution française, de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. La portée de cet argument tient au caractère autoritaire de l'annexion lyonnaise de 1903 ainsi qu'au respect de la commune comme « groupement naturel » par la III^e République. Fleury-Ravarin développe ce point qui est, selon lui, particulièrement problématique car il est au fondement du régime républicain en cours d'élaboration. Dans sa synthèse des arguments anti-annexionnistes, il écrit : « il est contraire au principe de la souveraineté nationale de détacher, malgré elle, une population de l'unité géographique dont elle fait partie pour la rattacher de force à une autre unité. La commune constitue un groupement naturel, que la loi reconnaît, mais qu'elle ne saurait créer artificiellement. Le canton, l'arrondissement, le département sont des circonscriptions administratives, instituées par la volonté du législateur. La commune au contraire, naît du besoin qu'ont de se rapprocher les individus habitant une même partie de territoire pour satisfaire ensemble les besoins collectifs que, seuls, ils seraient impuissants à satisfaire. La commune étant un fait, le devoir du législateur est de le respecter, ou tout au moins de n'y apporter des changements qu'avec l'assentiment des intéressés. Dans un régime de liberté surtout, sous un gouvernement républicain et démocratique, il est élémentaire de laisser les populations maîtresses de leur sort, de leur reconnaître le droit de disposer d'elles-mêmes »²⁸⁹. On voit ici que l'argumentation est construite afin d'obtenir l'assentiment des Républicains, en jouant sur des principes de droit qui sont au fondement du nouveau régime. La stratégie argumentative utilisée par les édiles est

²⁸⁸ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.21.

²⁸⁹ AMV-3D2-Henry FLEURY-RAVARIN, *op. cit.*, Paris, imprimerie de la chambre des députés, 1905, p.20.

donc aboutie et elle permet de représenter la commune de Villeurbanne comme une entité autonome héritière des principes de la Révolution française. C'est pourquoi « les populations menacées invoquent (...) les principes de 1789 (qui) tendent à la décentralisation. Or annexer, augmenter les corps déjà importants, détruire des organes autonomes, c'est centraliser. C'est donc aller à l'encontre des principes de la Révolution française »²⁹⁰. L'argumentation des édiles villeurbannais ne craint donc pas d'être ambivalente. Ils qualifient d'une part Villeurbanne de banlieue, parce qu'elle participe au fonctionnement de la ville de Lyon en permettant aux industriels de s'implanter dans l'agglomération, et d'autre part ils la représentent sous les traits d'une commune autonome devant être maintenue afin de conserver l'esprit municipal au fondement du régime républicain et de son héritage révolutionnaire alors revendiqué.

c) La mise en mots de Villeurbanne : enjeux politiques des variations toponymiques

C'est dans ce contexte d'annexion qu'une réaction identitaire s'exprime par une mise en mots de Villeurbanne. Cette mise en mots se traduit par une modification de la toponymie, afin de marquer le territoire, et par la production et la diffusion auprès des Parlementaires du premier récit historique consacré à Villeurbanne.

L'acte toponymique procède d'une mise en mots de la ville, car il permet de célébrer des figures locales ou nationales dans une logique commémorative. C'est pourquoi, le 1^{er} décembre 1903, le conseiller municipal Pierre Bressat soumet une proposition de changement toponymique au conseil municipal car « considérant que la commune de Villeurbanne étant peut être appelée à disparaître à brève échéance, il est du devoir de la municipalité de glorifier par tous les moyens possibles le nom des Citoyens décédés qui ont le plus contribué par leur zèle et leur dévouement à la prospérité de la commune »²⁹¹. Cette proposition est aussitôt présentée au conseil municipal et la commission de la voirie propose, le 26 février 1904, de changer le nom de 12 voies et de leur octroyer les noms de « concitoyens, qui de leur vivant, ont

²⁹⁰ Jacques PERRIER, *Villeurbanne (Rhône) Historique et Biographique*, Villeurbanne, Imprimerie Colombier, 1905, p.57.

²⁹¹ AMV-1063-Lettre de Pierre Bressat au maire de Villeurbanne, datée du 1^{er} décembre 1903.

rendu de réels services à la commune »²⁹². Ces nouvelles dénominations se parent d'une dimension politique, car il s'agit ainsi de célébrer des acteurs communaux dans une logique de différenciation. Les maires Frédéric Faÿs et Dedieu sont célébrés, de même qu'un adjoint (Flachet), un secrétaire général de la mairie (Emile Corps) et l'ancien président de la caisse des écoles (Pelletier). Ces nouvelles dénominations sont aussi l'occasion pour la municipalité d'affirmer symboliquement sa position en faveur de la laïcité, car les noms de saints sont remplacés par des dates symboliques de la République et de la Révolution française. Apparaissent dès lors dans la toponymie villeurbannaise les rues du 24 février, en référence au 24 février 1848 date de la proclamation de la II^{ème} république ; celle du 4 septembre, en commémoration du 4 septembre 1870, date de la proclamation de la République à l'hôtel de ville de Paris ; celles du 14 juillet 1789, du 4 août 1789 ; et enfin la rue de la Convention. La figure laïque d'Ernest Renan est aussi célébrée par les édiles, qui octroient son nom à une rue de la commune. Cet acte de dénomination, dans le contexte de l'annexion annoncée, est particulièrement significatif de l'identité républicaine et laïque alors revendiquée par les édiles à travers cette mise en mots de la ville. Cette volonté de laïciser les noms de rues est plus générale, et il faut y lire les rapports conflictuels entre pouvoir public et pouvoir religieux à la fin du XIX^e siècle. De même à Lyon, sous le mandat de Victor Augagneur, Laurent Chat commence en 1904 un rapport sur les dénominations, qui est publié seulement en 1907 : la commission municipale y propose elle aussi d'éliminer « les noms de saints ainsi que ceux de couvents et ou de recluseries disparus »²⁹³. La production toponymique à Villeurbanne, à partir de 1904, s'inscrit dans ce contexte de remise en cause de la place des religions dans la ville, et elle est liée au risque de l'annexion. On retrouve ce type de production toponymique, en réaction à une tentative d'annexion annoncée, à Chantenay commune de la périphérie nantaise, en 1901. Ces dénominations participent bien de l'affirmation et de la fabrique symbolique de la commune dans une logique de différenciation. A Villeurbanne, cette réaction identitaire s'exprime aussi par la mise en récit de l'histoire de la commune. L'objectif est alors d'affirmer l'existence d'une différence historique entre Lyon et Villeurbanne.

²⁹² AMV-1D272-Délibération du conseil municipal du 26 février 1903, p.496-497.

²⁹³ Jean-Luc PINOL, *Les mobilités de la grande ville : Lyon, Fin XIX^e-début XX^e siècle*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1991, p.157-160.

d) *La mise en mots de Villeurbanne : enjeux politiques du premier récit historique sur la commune*

L'utilisation de récits historiques afin de construire et affirmer l'existence d'une ville est une pratique ancienne. L'écriture de récits historiques sur les communautés humaines est ancienne, et se retrouve dans les mythes de fondation des cités antiques, qui permettent d'exalter le sentiment civique et de valoriser la ville face à ses concurrentes²⁹⁴. Filippo de Pieri et Denis Bocquet, organisateurs de la session intitulée « *The public use of urban history* » lors de la 10^e conférence internationale d'histoire urbaine tenue à Ghent du 1^{er} au 4 septembre 2010, ont ainsi insisté sur l'idée que « l'usage public de l'histoire urbaine est probablement aussi ancien que l'histoire urbaine elle-même »²⁹⁵. Si cette pratique est ancienne, elle est nouvelle à Villeurbanne et participe de la fabrique symbolique de la commune dans une logique de différenciation par rapport à Lyon. Cette production discursive est importante, car ce récit est réactivé tout au long du XX^e siècle, et encore aujourd'hui, par les édiles afin de construire une identité urbaine spécifique à Villeurbanne.

L'étude des récits historiques urbains connaît un renouveau historiographique depuis les années 1980, à la suite d'interrogations sur la construction des identités urbaines et des mémoires collectives²⁹⁶. La question de la construction des récits historiques de villes est plus particulièrement étudiée en histoire médiévale, car l'essor de ce type de récit coïncide avec l'apparition des communes. Les conflits entre communes à propos du prestige comparé de leur passé, afin d'asseoir leur pouvoir local, ont ainsi été éclairés par les travaux des médiévistes s'interrogeant sur la construction des identités urbaines²⁹⁷. De plus la prise en compte de la logique d'acteurs et la valorisation des récits du *for privé* ont permis de distinguer la ville réelle de la ville idéale et d'étudier les mémoires urbaines véhiculées dans les récits

²⁹⁴ Clarisse COULOMB, *op. cit.*, 2010, p.5-16.

²⁹⁵ « *The "public use" of urban history is possibly as old as urban history itself* » tiré du programme du colloque consulté le 10 mai 2010 sur www.eauh2010.ugent.be/session?sess_code=M28.

²⁹⁶ Sur le rôle des récits historiques dans la construction urbaine voir les articles de J. Seymour MANDELBAUM, « *The Past in Service to the Future* », in *Journal of Social History*, volume 11, n°2, 1977, p.193-205 et « *Urban Past as Urban Policies* », in *Journal of Urban History*, août 1980, volume 6, n°4, p.453-485.

²⁹⁷ Élisabeth CROUZET-PAVAN et Élodie LECUPPRE-DESJARDIN, *op. cit.*, 2012 p.5-12.

autobiographiques²⁹⁸. L'impact social des représentations dans les sociétés médiévales et modernes, et la mise en scène des villes, notamment lors des entrées royales, expliquent cet intérêt particulier des médiévistes et des modernistes pour l'histoire des représentations urbaines²⁹⁹. Les récits de ville écrits par des historiens contemporains locaux apparaissent dès lors comme une source pertinente afin de saisir la construction des représentations urbaines³⁰⁰. Ce renouveau historiographique vient principalement de l'histoire urbaine médiévale et dans ce même courant, l'étude de ce que Clarisse Coulomb appelle « les villes de papier » connaît un important dynamisme pour la période moderne comme le montre le numéro spécial paru en 2010 de la revue *Histoire urbaine* intitulé « Ecrire l'histoire de la ville à l'époque moderne »³⁰¹. Clarisse Coulomb a souligné une évolution importante du rapport des historiens auteurs de récits urbains entre le XVII^e et le XVIII^e siècle : « Au XVII^e siècle, l'historien se présente comme le porte-parole de la communauté : il s'efface derrière les autorités urbaines et devient l'intermédiaire qui met en contact la ville et le pouvoir royal, voire l'autorité divine. Au XVIII^e siècle, progressivement, l'auteur, citadin, devient citoyen de la République des Lettres, puis de la France, enfin de la Raison ; il ne sert plus le bien public particulier, celui de la cité, incarné par l'autorité, mais un bien général, celui de la vérité utile à la nation, voire de la civilisation ; enfin il ne s'adresse plus à la communauté politique – le roi, l'aristocratie et les pouvoirs urbains – mais à l'humanité, par la raison devant laquelle l'historien se tient désormais seul »³⁰². Elle voit dans ce changement un glissement qui reflète la dissolution des petites patries dans un espace national.

La construction de récits historiques de ville est donc ancienne et liée à la reconnaissance de l'identité communale et/ou urbaine, mais il convient de prendre en compte le contexte politique et culturel de la III^e République afin de mieux saisir

²⁹⁸ Pierre MONNET, « Ville réelle et ville idéale à la fin du moyen âge : une géographie au prisme des témoignages autobiographiques allemands », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 3/2001, p.591-621.

²⁹⁹ Claude PETITFRERE (dir.), *op. cit.*, 1998, 234 p.

³⁰⁰ Robert SAUZET, « L'image de Nîmes antique dans l'historiographie et la mémoire collective locale aux XVII^e et XVIII^e siècles », in Claude PETITFRERE (dir.), *op. cit.*, 1998, p.49-61.

³⁰¹ *Histoire urbaine*, n°28, 2010/2, numéro spécial : *Ecrire l'histoire de la ville à l'époque moderne*, 192 p.

³⁰² Clarisse COULOMB, « L'historien de la ville et l'espace public », in *Histoire urbaine*, 2010/2, n°28, numéro spécial : *Ecrire l'histoire de la ville à l'époque moderne*, p.123-145.

l'influence de celui-ci dans la construction du premier récit historique consacré à Villeurbanne, en 1905.

L'entrée de la nation dans le jeu des représentations politiques est particulièrement importante dans la production historiographique en France à partir du XIX^e siècle, car dès la Révolution française celle-ci est présentée comme actrice de son histoire sous l'impulsion, notamment, de Jules Michelet. L'émergence de récits d'histoire nationale ne se traduit pas pour autant par une disparition des histoires locales urbaines, bien au contraire. Les monographies urbaines continuent d'être produites à l'échelon local durant le XIX^e siècle et plus particulièrement à la fin du siècle, alors que se construit le récit national sous la III^e République. On note même un essor des publications de monographies locales à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle³⁰³. Mais dans ce contexte historiographique, celles-ci sont reléguées au rang des particularismes locaux, et elles sont généralement perçues dans une logique concurrentielle par rapport au récit national. Cette relégation est aussi due à la professionnalisation de la pratique historique qui se traduit par des tensions entre les auteurs de monographies locales et les historiens dotés d'une méthode de travail éprouvée. Ces auteurs amateurs, qualifiés dans une logique de relégation d'« historiens du dimanche », sont principalement des notables ou des curés, réunis en sociétés savantes, qui réaffirment ainsi symboliquement, par l'écriture de monographies, leur pouvoir par ailleurs remis en question. Ce dynamisme des récits locaux est stimulé par la généralisation de l'imprimé, l'essor de l'alphabétisation et par l'impulsion des Républicains, qui entendent nourrir un sentiment d'attachement aux « petites patries » au profit de la grande. Ces récits locaux naissent d'un sentiment identitaire de type communautaire et le nourrissent. Ils doivent générer un attachement à la commune et au territoire national, et reçoivent le soutien des édiles locaux car ils exaltent l'esprit municipal. Ils sont aussi valorisés par le ministère de l'Instruction publique. « Aussi, les pouvoirs publics vont-ils essayer d'être présents sur le terrain même de l'histoire locale, développant un discours favorable à son enseignement et encourageant une historiographie »³⁰⁴ insistant sur l'unité et l'indivisibilité de la nation française. Les travaux de Jean-François Chanut et d'Anne-Marie Thiesse ont justement démontré que la construction du récit national

³⁰³ Bertrand MÜLLER, « Ecrire l'histoire locale : le genre monographique », in *Revue des sciences humaines*, 2003/2, n°9, p.42.

³⁰⁴ Evelyne HERY, « Enseignement de l'histoire et histoire locale (1880-1980), in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 107, n°1, 2000, p.73.

sous la III^e République n'engendre pas une disparition des histoires locales sous l'effet d'un processus d'acculturation selon un rapport centre/périphérie³⁰⁵. Au contraire, la pratique des médiateurs du récit national, que sont les inspecteurs et les instituteurs des écoles primaires, consiste alors à se baser sur la géographie et l'histoire locale, dans une logique illustrative, afin d'inscrire les communes dans le territoire national et le récit historique de la nation. Mais comme le rappelle Antoine Prost, l'école n'est pour rien dans la création de la nation française, c'est la nation qui a construit l'école à son image³⁰⁶. Il rappelle bien sûr que l'école a contribué à l'unification de la nation, comme l'institution de la conscription militaire. Il précise l'efficacité de l'école républicaine dans la construction de la nation, en raison du soutien actif de la société à l'entreprise scolaire. Or, la commune joue dans ce contexte un rôle de premier plan : elle ouvre des écoles primaires laïques en même temps qu'elle œuvre efficacement à la fabrique symbolique d'une commune républicaine.

Le premier récit historique consacré à l'histoire de Villeurbanne est celui de Jacques Perrier. Publié en 1905, dans le contexte de l'annexion, il s'inscrit précisément dans cette fabrique symbolique d'une commune républicaine et relève de ce genre monographique propre à stimuler l'attachement aux petites patries. Ce récit inscrit ainsi l'histoire communale dans la trame du récit national élaboré sous la III^e République. Mais c'est le contexte de crise identitaire constitutif du risque d'annexion qui stimule la production d'un récit historique dont l'objectif est bien de différencier la commune de sa voisine lyonnaise.

L'intérêt de ce récit tient au fait qu'il s'agit du premier récit historique sur Villeurbanne et qu'il est diffusé tout au long du XX^e siècle par les édiles, construisant ainsi des *topoi* de l'historiographie villeurbannaise³⁰⁷. De plus, ce récit est surtout utilisé afin d'influencer les hommes politiques devant statuer sur

³⁰⁵ Voir Jean-François CHANET, *L'Ecole républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, 426 p. et Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, 130 p.

³⁰⁶ Antoine PROST, « Introduction », in Benoit FALAIZE, Charles HEIMBERG et Olivier JOUVES (dir.), *L'école et la nation, Actes du séminaire scientifique international*, Lyon, Barcelone, Paris, 2010, ENS éditions, 2013, p.17-25.

³⁰⁷ Voir Boris de ROGALSKI LANDROT, *Représenter Villeurbanne à travers les récits historiques de 1905 à 2004*, Master 2 recherche en histoire contemporaine, sous la co-direction de Michelle Zancarini-Fournel et de Jean-Luc Pinol, 2010, 182 p.

l'annexion de Villeurbanne. Ce récit participe ainsi efficacement de la fabrique symbolique de Villeurbanne.

La tentative d'annexion se traduit par une vive réaction d'opposition de la part des Villeurbannais comme nous l'avons vu. Dans ce contexte un habitant de la commune, Jacques Perrier, s'engage dans l'écriture du premier récit historique consacré à Villeurbanne, qu'il publie en mars 1905 sous le titre *Villeurbanne (Rhône) Historique et Biographique*³⁰⁸. La première édition de cet ouvrage n'avait pas été étudiée par l'historiographie, celle-ci s'appuyait seulement sur sa réédition en 1928. Ainsi, le contexte politique de ce récit n'avait jusqu'alors pas été compris.

Malgré nos recherches, nous avons trouvé peu d'informations sur Jacques Perrier. Il n'apparaît pas dans les registres de recensement de la population, ni dans les courriers municipaux. Il apparaît dans les archives municipales de Villeurbanne seulement en 1908 en tant que bibliothécaire municipal³⁰⁹. Avant cette date, il est fait mention de lui comme « un habitant de la commune » en mars 1905³¹⁰. On en déduit qu'il devient bibliothécaire de la commune seulement après avoir écrit et fait publier son livre. L'étude des arrêtés de nomination, lacunaires pour la période antérieure à l'entre-deux-guerres, ne nous a pas permis de retrouver son nom. Au vu des archives disponibles, c'est donc un simple habitant de la commune qui produit le premier récit historique sur Villeurbanne. Cependant, le catalogue de la bibliothèque municipale de Lyon indique qu'il est l'auteur de 3 autres ouvrages sur l'*Histoire de Valence* et l'*Histoire des évêques et archevêques de Lyon*, tous deux publiés en 1887, ainsi que d'une *Histoire sommaire des sénéchaux et connétables de France de 978 à 1789*, édité en 1893. Jacques Perrier est donc un érudit local versé dans l'écriture de récits historiques locaux. Son nom n'apparaît pas dans *L'annuaire prosopographique de la France savante du XVII^e au XX^e siècle*, tenu à jour par le Comité des travaux historiques et scientifiques³¹¹. Malgré ces lacunes, la composition du récit nous renseigne sur son auteur. Jacques Perrier est un homme lettré qui maîtrise la méthode historique : il utilise des notes en bas de pages et cite rigoureusement ses sources documentaires. On sait ainsi qu'il s'est appuyé sur les registres municipaux³¹², les

³⁰⁸ Jacques PERRIER, *op.cit.*, 1905, 104 p.

³⁰⁹ AMV- Délibération du Conseil Municipal du 3 février 1908, p.325.

³¹⁰ AMV-Délibération du Conseil Municipal du 3 mars 1905, p.18.

³¹¹ L'annuaire à jour est consultable sur <http://cths.fr/an/selec.php?sc=pr>

³¹² Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.42.

registres paroissiaux³¹³ et les archives notariales de maître Mathieu³¹⁴, alors unique notaire du canton de Villeurbanne jusqu'en juin 1902, date à laquelle une seconde étude notariale est créée³¹⁵. Jacques Perrier s'appuie uniquement sur des archives et il manifeste son refus d'accorder crédit à des on-dit circulants sur l'histoire locale, parmi lesquels il range les sources orales : « La commune de Villeurbanne n'a pas particulièrement d'antécédents historiques (...), et pour ne pas nous livrer à des conjectures, nous laisserons de côtés les on-dit et nous nous appuierons sur des titres authentiques »³¹⁶. En écartant les témoignages des habitants, jugés trop incertains par rapport aux archives, Jacques Perrier veut faire la preuve de son sens critique et légitimer son propos.

Un courrier de Jacques Perrier aux membres du conseil municipal daté du 11 février 1905 nous permet d'apprécier la relation de clientèle qui le lie aux édiles. « Pendant six mois, j'ai exclusivement consacré mon temps pour mener à bien une œuvre originale dont l'hommage est à Vous, monsieur le Maire, à Vous messieurs les Adjoints, et à Vous les membres du Conseil ; et aujourd'hui que je suis arrivé à mes *desiderata* j'ose espérer que Votre bienveillant appui ne me fera pas défaut »³¹⁷. Cette lettre est importante car elle nous permet de savoir qu'il débute son travail au mois d'août 1904, soit après le dépôt du projet d'annexion auprès de la 12^e commission d'intérêt local, et à la suite de l'audition des édiles de Lyon et de Villeurbanne. Jacques Perrier écrit une histoire de la commune de Villeurbanne, qui la fait naître avec la Révolution française, mais il fait remonter ses racines jusque dans l'histoire gauloise. Par ce récit, Villeurbanne acquiert une incontestable ancienneté, et s'inscrit non seulement dans l'histoire locale, mais aussi dans l'histoire nationale et plus particulièrement dans l'histoire glorieuse de la Révolution. Cette référence à la Révolution est fondamentale car elle inscrit ce récit dans le récit national, élaboré sous la III^e République et diffusé au sein des écoles primaires. L'objectif de ce texte est de faire la promotion de la petite patrie. En cela, ce texte se conforme au rôle alors dévolu à l'histoire locale qui doit stimuler un patriotisme local. Jacques Perrier cite d'ailleurs en début d'ouvrage un extrait d'une délibération

³¹³ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, note 1, p.30.

³¹⁴ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.40.

³¹⁵ AMV-2D272-Délibération du conseil municipal du 25 juin 1902, p.157. Voir le sous-dossier « création d'une seconde étude de notaire (1902) » dans AMV-3J1-Créations d'études de notaires (1902-1927 à 1930).

³¹⁶ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.22.

³¹⁷ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.3.

du conseil général du Rhône du 18 avril 1896 selon laquelle « la connaissance de l'histoire de sa ville natale, son origine et les illustrations qu'elle a fournies, ne peut que développer les sentiments du patriotisme local, qu'il est si désirable à notre époque d'entretenir et d'exalter »³¹⁸. Dès 1905, Jacques Perrier prévoit de poursuivre son entreprise historiographique en écrivant l'histoire des communes de Saint-Fons, Bron, Vaulx-en-Velin et Vénissieux, c'est-à-dire de toutes les communes appartenant au canton de Villeurbanne³¹⁹.

La question de l'usage politique de l'histoire à l'échelle locale dans la période contemporaine a été étudiée dans l'ouvrage intitulé *Usages politiques du passé dans la France contemporaine*³²⁰. Ces travaux ont souligné l'enjeu identitaire lié à la production historiographique locale. L'idée d'un récit d'histoire locale élaboré dans une logique concurrentielle par rapport à l'histoire nationale y est notamment défendue. On peut constater, dans notre cas, que le récit de Jacques Perrier s'inscrit au contraire pleinement dans le récit national et qu'il n'y est pas question de concurrence. Cette absence de conflit identitaire avec le récit national n'implique toutefois pas une simple acculturation, ni un effacement de tout enjeu politique, car ce récit n'est pas neutre, il a bien une dimension politique. Il doit permettre d'affirmer la différence historique entre Lyon et Villeurbanne et conforter l'idée d'une autonomie municipale. La dédicace par Jacques Perrier de son livre aux édiles de Villeurbanne nous renseigne sur le contexte politique de son écriture : « C'est à vous, Messieurs, à qui j'en fais hommage, en vous priant de le préserver des écueils, de la mer orageuse du monde, formule dont se servaient autrefois les écrivains quand ils dédiaient leurs ouvrages à de grands seigneurs dont ils invoquaient le patronage. Si Villeurbanne, après avoir soutenu plusieurs assauts administratifs contre sa puissante voisine, doit succomber, perdre son autonomie communale et disparaître de la carte de France, vos mandats et administrés, que j'associe dans cet hommage, pourront ajouter à leur blason cette fière devise : GLORIA VICTIS (Gloire aux Vaincus !) »³²¹. Cette bravade met en relief l'enjeu politique de ce récit. Mais Jacques Perrier ne réduit pas son action à la construction de ce récit, dont nous

³¹⁸ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.3.

³¹⁹ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, nota, p.101

³²⁰ Maryline CRIVELLO, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, volume 1 : *Concurrences des passés* et volume 2 : *Politiques du passé*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université d'Aix-en-Provence, 2006, 298 p. + 264 p.

³²¹ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.3-4.

développerons plus loin la composition, il s'assure de sa promotion auprès des édiles de Villeurbanne qui souscrivent à la publication de 150 exemplaires, ainsi qu'auprès des notables locaux et d'hommes politiques influents. En effet, Paul Doumer, élu président de la Chambre des Députés le 10 janvier 1905, souscrit aussi à sa publication³²². Cette souscription peut surprendre mais l'étude précédente des réseaux d'influence utilisés par les édiles villeurbannais, à travers leur député Francis de Pressensé, l'éclaire certainement. Par ailleurs, cette souscription de Paul Doumer, adversaire d'Emile Combes, montre la capacité d'adaptation du réseau politique villeurbannais par rapport aux changements de rapports de force au sein du gouvernement. Outre cette souscription, Jacques Perrier intervient directement auprès de Fleury Ravarin, certainement avec le soutien de la municipalité, en lui envoyant un exemplaire de son récit en février 1905. Fleury Ravarin, député du Rhône et rapporteur de la 12^e commission d'intérêt local, répond le 7 février 1905 à Jacques Perrier : « J'ai lu avec le plus vif intérêt la note historique que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer sur Villeurbanne. Vous avez su grouper en quelques pages excellentes les faits qui, dans le passé comme dans le présent, donnent à votre commune sa physionomie particulière et son originalité. Votre brochure vient à point. Vos compatriotes vous seront gré d'avoir songé à écrire cette page d'histoire »³²³. Cette lettre nous est connue car elle a été publiée dans l'ouvrage en 1905. L'objectif de cet envoi est alors d'influencer directement le rapporteur de la 12^e commission. Cela a-t-il été le cas ? Il est difficile de le savoir. Mais nous savons que Fleury-Ravarin se prononce en avril 1905 en faveur de l'annexion et pour le maintien de Villeurbanne dans un seul arrondissement urbain, faisant donc pièce au projet lyonnais de sectionnement en deux arrondissements. Les débats municipaux sur le projet d'annexion, sous le mandat du nouveau maire Edouard Herriot, laissent justement entendre que Fleury-Ravarin a participé avec Francis de Pressensé au blocage du projet. En effet, lors de la séance du conseil municipal de Lyon du 4 février 1907, le conseiller municipal Curtin affirme que tous deux ont participé personnellement à l'échec de l'annexion : « Notre collègue, M. Voillot, sait aussi bien que moi qu'il n'y a pas qu'une seule personne à incriminer. Il sait fort bien que M. de Pressensé a fait tout ce qu'il a pu pour en retarder la réalisation. (...) Il faut

³²² « Ouvrage honoré d'une souscription de 150 exemplaires du Conseil Municipal, d'une souscription de M. Paul Doumer, Président de la Chambre des Députés, et des notabilités de la commune » dans Jacques PERRIER, *op. cit.*, page de garde.

³²³ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.4.

bien qu'on sache qu'à côté d'un réactionnaire, M. Fleury Ravarin, qui a retardé ce projet, il y avait un socialiste, M. de Pressensé, qui a également fait son possible pour que l'annexion ne soit pas faite en 1904 »³²⁴, soit à la veille des élections municipales.

Le récit historique de Jacques Perrier est donc bien utilisé comme une arme politique. Mais comment cela est-il possible ? Quelles représentations sont véhiculées à travers ce récit ? De fait, il donne corps à la commune de Villeurbanne et sa diffusion auprès de décideurs politiques permet de représenter Villeurbanne au sens étymologique de *representatio* qui désigne l'« action de mettre sous les yeux ou devant l'esprit de quelqu'un »³²⁵. En effet, il véhicule des représentations historiques qui construisent l'image d'une commune autonome dont l'évolution historique serait indépendante de Lyon.

L'originalité du récit de Jacques Perrier consiste en effet à distinguer nettement l'histoire de Villeurbanne de celle de sa voisine lyonnaise. La ville de Lyon apparaît rarement dans ce texte. Cette exclusion est bien sûr volontaire, et pour cela Jacques Perrier insiste sur le passé dauphinois de Villeurbanne et sur ses liens avec les villes de Vienne et de Grenoble. L'auteur joue sur le fait que Villeurbanne n'est rattachée au département du Rhône qu'en 1852. Cette réalité historique et administrative permet ainsi de différencier historiquement Lyon de Villeurbanne, bien que la réalité urbaine soit toute autre.

Ce récit inscrit la commune dans un passé mythique – l'antique *Villa urbana* – et souligne ses progrès constants sur la voie de la modernisation. Ce récit est composé de deux parties : la première partie du récit fait l'historique de Villeurbanne depuis l'Antiquité, ce qui représente les 2/3 de l'ouvrage, tandis que le tiers restant est un argumentaire contre l'annexion qui met en valeur l'action municipale dans la modernisation de la commune. La trame de ce récit en fait une réponse aux critiques et aux représentations négatives véhiculées par Victor Augagneur afin de justifier l'annexion de Villeurbanne.

La recherche de l'étymologie du nom de Villeurbanne est un moyen de faire référence à un passé antique, afin de démontrer l'ancienneté de la commune. Jacques Perrier s'appuie sur un opuscule écrit en 1824 par Nicolas François Cochard,

³²⁴ AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 4 février 1907, p.12-14.

³²⁵ « Représentation » dans Alain REY (dir.), *Le Grand Robert de la langue française*, Paris, Dictionnaire Le Robert, 2001, 2^e édition, p.1972.

membre de l'académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon et de la Société historique, archéologique et de littéraire de Lyon³²⁶. Selon ce dernier, le nom de Villeurbanne résulterait de la transformation de l'expression de *Villa Urbana* en *villa urbanus* puis en Villeurbanne. Cette étymologie a permis de postuler que, dans l'Antiquité, le territoire villeurbannais était occupé par une maison de plaisance romaine située près de la ville, en l'occurrence *Lugdunum*. Le terme *villa urbana* désignerait en effet, selon l'agronome romain Columelle dans sa *Res rustica*, la maison de campagne accompagnée de son exploitation agricole, désignée sous le nom de *villa fructuaria*, qui englobait les dépendances agricoles. Ainsi *villa urbana* désignerait la *villa* se trouvant à proximité de l'*Urbs* (la ville). Cette étymologie est reprise en 1929 par Albert Montfouilloux qui explique que *villa urbana* semble désigner une « exploitation agricole (*villa*, au sens ancien) en rapport avec la ville (*urbana*) probablement, proche de la ville de Lyon »³²⁷. On retrouve cette explication tout au long du XX^e siècle et encore aujourd'hui. Pourtant, aucune recherche archéologique n'a permis de confirmer cette interprétation étymologique car aucune *villa* n'a été trouvée sur le sol villeurbannais. Par ailleurs, l'abbé Devaux, professeur de littérature latine à l'université catholique de Lyon et philologue, spécialiste du dialecte dauphinois, ne retient pas cette étymologie en 1898. Il écrit dans son ouvrage *Les noms des lieux dans la région lyonnaise aux époques celtiques et gallo-romaines* que *urbana* ne désignerait pas la ville mais le nom ou surnom d'une personne *Urbanus*. « Dans Villeurbanne (Rhône), le substantif (*villa*) est resté soudé au surnom personnel *Urbanus*, dans les anciens textes *Villa Urbana*, *Villorban* ; c'est la villa d'un *Urbanus*, et non une villa urbaine, ce qui n'aurait aucun sens »³²⁸. Ce recours à l'étymologie afin de rechercher les origines d'une expression est classique au XIX^e siècle, et elle est qualifiée d'étymologie-origine par Kurt Baldinger³²⁹. Elle s'oppose à l'étymologie-histoire du mot qui se développe au début

³²⁶ Nicolas François COCHARD, *Promenades aux environs de Lyon, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin*, Lyon, imp. Barret, 1824, note 2, p.1.

³²⁷ Albert MONTFOUILLOUX, *Le plat pays lyonnais-dauphinois de la rive gauche du Rhône : Villeurbanne, Chaussagne, Béchevelin, Champagneux, La Guillotière, La Prairie, Les Brotteaux*, Lyon, imp. Expres, 1929, p.96-98.

³²⁸ Abbé DEVAUX, *Les noms des lieux dans la région lyonnaise aux époques celtiques et gallo-romaines*, Lyon, Imprimerie Mougin-Rusand, 1898, p.26.
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57748456/f2.image.r=villa%20urbana%20villeurbanne.langFR>

³²⁹ Kurt BALDINGER, « L'étymologie, hier et aujourd'hui », in *Cahiers de l'association internationale des études françaises*, 1959, vol. 11, p.329.

du XX^e siècle et dont l'objectif n'est pas de déterminer l'origine d'une expression mais plutôt d'étudier l'évolution des expressions en contextualisant leurs dérivations. Ainsi, le simple jeu des règles étymologiques permet à Jacques Perrier de doter Villeurbanne d'un passé antique. Cette interprétation n'est pas une simple invention de Jacques Perrier, car la *villa urbana* est aussi figurée sur les armes de Villeurbanne. Jacques Perrier mobilise aussi des symboles contemporains afin d'affirmer l'ancienneté et le prestige de Villeurbanne. Il décrit le blason ainsi : « les armes de Villeurbanne, peintes dans la salle dite des « cantons » de la préfecture du Rhône sont : de gueule, a une villa d'argent sur une terrasse du même, surmontée d'un dauphin et d'un lion affrontés d'or »³³⁰. Pourtant, l'invention de ce blason est récente au moment de la rédaction du récit de Jacques Perrier : il n'a été créé qu'en 1888 par André Steyert, et n'est reconnu par la préfecture du Rhône qu'en 1890. Cette création est liée au détachement de Villeurbanne du département de l'Isère et à son rattachement au département du Rhône en 1852, ainsi qu'à son élévation au rang de chef-lieu de canton en 1854. En effet, au milieu du XIX^e siècle, la majorité des chefs-lieux de canton n'a pas d'armoiries datant de l'Ancien régime. Or, en décembre 1885, Antoine Louvier, architecte du département du Rhône en charge de la construction de la nouvelle préfecture écrit au préfet du Rhône afin qu'il exige des maires n'ayant pas d'armes d'en créer. L'objectif est alors pour lui de faire figurer, dans la salle d'apparat dite « des cantons » de la nouvelle préfecture, l'ensemble des blasons des chefs-lieux de canton. L'absence de réaction des maires amène ce dernier à solliciter les compétences en héraldisme d'André Steyert et de l'archiviste départemental, George Guigue, afin d'inventer les blasons manquants. André Steyert, s'appuyant sur les notices d'histoire locale existantes alors décide de faire figurer sur le blason de Villeurbanne la *villa urbana* sous les traits d'un bâtiment encadré de deux tours et au pied duquel coule le Rhône. Ce blason veut être la synthèse de l'histoire de Villeurbanne et c'est la raison pour laquelle la *villa urbana* est surmontée d'un dauphin et d'un lion afin de rappeler l'ancien rattachement de la commune au Dauphiné et son rattachement récent au département du Rhône. Malgré cette origine récente, la municipalité de Villeurbanne se saisit du blason dès 1899 en émettant des médailles à l'occasion de l'inauguration de plaques commémoratives en l'honneur des morts de la guerre de 1870-1871. La municipalité de Villeurbanne

³³⁰ Jacques PERRIER, op. cit., 1905, p.10.

s'approprie aussi ce blason car elle le fait sculpter et figurer sur le fronton de l'hôtel de ville inauguré en 1904, au moment-même du projet d'annexion. Ce blason procède donc d'une mise en image de la commune, et il la distingue des autres communes du canton de Villeurbanne. Il s'agit donc, par cette référence aux armes de Villeurbanne, pourtant créées à l'initiative de la préfecture du Rhône, de signifier le prestige que confère, encore à la fin du XIX^e siècle, la possession d'armoiries municipales³³¹.

Pour faire l'histoire d'une commune à l'identité propre, distincte de sa voisine lyonnaise, Jacques Perrier centre son récit sur le passé dauphinois de Villeurbanne en se calquant sur l'histoire des origines de la France véhiculée par les manuels scolaires et enseignée dans les écoles primaires de la III^e République. C'est pourquoi il remonte aux origines gauloises de Villeurbanne. Cette référence permet d'inscrire la commune dans l'histoire nationale puisque c'est au cours du XIX^e siècle que les Gaulois sont présentés comme les ancêtres des Français sous l'influence des historiens du premier XIX^e siècle, à l'instar d'Augustin Thierry, et de la pédagogie républicaine des années 1880 qui inscrit dans les esprits la célèbre formule « Nos ancêtres les Gaulois »³³². Selon Jacques Perrier, les premiers habitants de Villeurbanne « appartenaient à ce peuple appelé les *Allobroges* qui maintes fois, descendirent dans les riches plaines d'Italie, furent la terreur des Romains, puis durent défendre contre eux leur indépendance. Vaincus, ils n'en conservaient pas moins leur fierté »³³³. Cette association des ancêtres des Villeurbannais aux Allobroges figurés comme des résistants à l'envahisseur romain active le *topoi* historique de la résistance gauloise qui est intégré au récit national à la suite de la défaite de 1870 face à la Prusse. Si de fortes tensions s'expriment alors au niveau universitaire entre les historiens valorisant les origines celtiques des Français et les tenants de la romanité³³⁴, la montée du nationalisme français face à la concurrente allemande place les Gaulois au centre de l'imaginaire national. Par ailleurs, en ne traitant pas de l'héritage romain, Jacques Perrier réussit à évacuer de son récit

³³¹ Cette détention d'un blason est d'ailleurs valorisée par l'ensemble des municipalités villeurbannaises qui le font figurer dans l'entête des courriers municipaux durant le XX^e siècle, et plus particulièrement dans la première moitié du XX^e siècle.

³³² André BURGUIERE, « L'historiographie des origines de la France. Genèse d'un imaginaire nationale », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1, 58^e année, p.42.

³³³ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.20.

³³⁴ Danièle et Yves ROMAN, *Histoire de la Gaule. VI^e siècle av. J.-C. - I^{er} siècle ap. J.-C.*, Fayard, 1997, p.17-40.

Lugdunum, pourtant capitale de la Lyonnaise et dotée à *Condate* de l'amphithéâtre fédéral des Trois Gaules. La *villa urbana*, personnifiant l'antique Villeurbanne, est en quelque sorte déconnectée de son contexte historique et spatial. Perrier ne parle de *Lugdunum* qu'une seule fois, afin de souligner que « c'est de Vienne que sortirent les premiers colons qui peuplèrent Lyon, capitale de la Gaule »³³⁵. Cette référence à l'Antiquité est un moyen de démontrer l'ancienneté de Villeurbanne : « Il est incontestable que des peuples anciens ont habité Villeurbanne, que les eaux du Rhône ont occupé la plus grande partie de notre territoire et que des événements sanglants s'y sont passés. Les ossements considérables, les médailles, les monuments funéraires trouvés en divers endroits de la commune et aux environs, ce que l'on a trouvé en faisant le canal de Jonage, créé le long des balmes viennoises, ce que l'on trouve encore par des travaux de terrassements, surtout dans le Villeurbanne primitif, qui n'est plus aujourd'hui que le petit hameau de Cusset, ne laissent aucun doute à cet égard »³³⁶. Ce récit véhicule l'idée de la richesse historique du territoire de Villeurbanne. Et Jacques Perrier en vient, dans cette logique, à situer son « berceau historique » dans le quartier de Cusset³³⁷.

Ce récit valorise l'origine antique de Villeurbanne, mais en fait aussi l'héritière de la Révolution française. Il doit « aider à faire connaître et aimer un pays allobroïque qui faisait jadis partie de cette vieille province du Dauphiné, précurseur de la Révolution, d'où naquit un nouvel âge de la France et du monde »³³⁸. En associant Villeurbanne au Dauphiné et notamment à Grenoble, qui connut la journée des tuiles (7 juin 1788) et les événements de la pré-révolution dauphinoise, Jacques Perrier distingue nettement l'histoire révolutionnaire de Villeurbanne de celle de sa voisine. En effet, l'insurrection contre-révolutionnaire de Lyon, au moment de l'insurrection vendéenne, marque les esprits tout au long du XIX^e siècle³³⁹. « Lyon a une image de ville rebelle et ce, depuis la fin du XVIII^e siècle. Ville singulière, elle constitue en permanence une menace pour les régimes qui se succèdent au XIX^e siècle »³⁴⁰. Jacques Perrier décrit le siège de Lyon d'août à octobre 1793 en insistant sur le rôle

³³⁵ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.21.

³³⁶ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.22.

³³⁷ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.79.

³³⁸ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.3.

³³⁹ Bruno BENOIT, *L'identité politique de Lyon. Entre violences collectives et mémoires des élites (1786-1905)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 212 p.

³⁴⁰ Florent PRIEUR, « Une ville en ordre : l'étatisation de la police lyonnaise (1848-1862) », in *Histoire urbaine*, 4/2002, n°76, p.87.

joué par le château de la Ferrandière, situé sur le territoire villeurbannais, comme quartier général des troupes conventionnelles envoyées afin de réduire Lyon insurgée. « Lors du siège de Lyon en 1793, les troupes conventionnelles chargées de l'attaque de la ville du côté de la Guillotière et des Brotteaux, avaient pour quartier général le château de la Ferrandière. Les Lyonnais avaient élevé plusieurs ouvrages aux Brotteaux en avant et aux abords du pont Moran et jusque sur la route de Villeurbanne (les Charpennes). Ces retranchements ne tardèrent pas d'être enlevés ou détruits par ordre du général Kellermann, commandant en chef les troupes envoyées par la Convention pour réduire Lyon. Les assiégés se retirèrent sur la rive droite et coupèrent le pont Morand par le milieu. De nombreuses batteries établies par les insurgés depuis la chaussée Perrache jusqu'au quai Saint-Clair battaient toute la rive gauche du Rhône. C'est de la Ferrandière que furent lancés les projectiles qui frappaient l'hôtel-dieu, malgré le drapeau noir arboré sur son dôme »³⁴¹. A la suite de ce mouvement contre-révolutionnaire, la Convention décide que Lyon sera détruite et l'article IV du décret du 12 octobre 1793 stipule que le nom de Lyon sera effacé du tableau des villes de la République. Lyon réchappe de cette condamnation, qui relève d'une véritable *damnatio memoriae*³⁴². Cet événement marque cependant les Lyonnais et « ils sont dès lors nombreux au XIX^e siècle à évoquer, invoquer, convoquer cette année 1793 comme la source de tous les malheurs, le facteur explicatif moteur de l'évolution de la cité ou le signe de l'incontournable personnalité autonomiste de la ville. Le poids de ces années est primordial dans l'image extérieure de Lyon, notamment pour celle qui sert de référence à l'action de la structure étatique : le thème de la ville rebelle et centrifuge naît à ce moment »³⁴³. Outre son impact sur les représentations extérieures de Lyon du point de vue du pouvoir central³⁴⁴, le siège est un événement constitutif de l'identité locale lyonnaise. Pierre-Yves Saunier a justement étudié le rôle du siège de Lyon dans la construction identitaire lyonnaise et démontré qu'il s'agit d'un important facteur d'union, car il

³⁴¹ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.14.

³⁴² Lire Jean-Pierre MARTIN, « Condamnations et damnations. Approches et modalités de réécriture de l'histoire », in *Cahiers du Centre Gustave Glotz*, 14, 2003, p.227-229. Et plus largement les actes du colloque tenu en 2003 au centre Gustave Glotz (UMR 8585) sur la *damnatio memoriae* parus dans la revue *Cahiers du Centre Gustave Glotz*, n°14, 2003, p.227-310 et n°15, 2004, p.173-253.

³⁴³ Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 1992, p.12-13.

³⁴⁴ Voir Françoise BAYARD, « Lyon et les Lyonnais vus de Paris en 1793 », in Bruno BENOIT (dir.), *Ville et Révolution française*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, Institut d'études politiques de Lyon, 1994, p.61-77.

s'intègre dans tout le discours sur l'identité locale qui se met en place au XIX^e siècle. Il démontre que tous les récits historiques sur le siège de Lyon « se retrouvent sur le terrain du particularisme local pour faire du Siège un des maillons de la chaîne qui prouve l'existence d'une communauté, d'une patrie lyonnaise. Elément de division si l'on s'en tient aux investissements politiques qu'il supporte, le Siège est donc aussi un puissant facteur d'unification des élites locales qui font de sa mémoire, qu'elle qu'en soit finalement la couleur, un des marqueurs qui font se reconnaître comme Lyonnais »³⁴⁵. En décrivant le siège du point de vue des assiégeants, depuis Villeurbanne, Jacques Perrier construit un récit qui place la commune du côté des Conventionnels, donc en rupture avec les récits historiques lyonnais. Ce récit construit clairement une différence généalogique entre Lyon et Villeurbanne, et il permet de justifier le refus de l'annexion. Cette mise en parallèle des récits historiques lyonnais et villeurbannais est éclairante quant à la construction et à l'affirmation de l'identité communale qui se joue à travers ce type de récits urbains locaux. Si le siège de Lyon de 1793 est un événement constitutif de l'identité lyonnaise au XIX^e siècle, c'est la tentative d'annexion de 1903 qui joue ce rôle dès la fin du XIX^e siècle et tout au long du XX^e siècle pour Villeurbanne. En somme ces récits ont en commun de jouer sur le thème de la résistance à une agression venue de l'extérieur. Cela a pour effet de définir une entité communale en différenciant un intérieur (l'entité communale menacée) d'un extérieur (l'arbitraire de l'autorité étatique pour Lyon, et celui de la ville de Lyon pour Villeurbanne). Cet axiome explique pourquoi ces différents récits historiques, du siège de Lyon et de l'annexion de Villeurbanne, participent de la construction de l'identité communale et qu'ils ont été utilisés comme tels par les édiles ou des groupes sociaux revendiquant une reconnaissance publique, par l'intermédiaire de la défense de l'autonomie communale, dans une logique identitaire. La relation entre l'émergence d'une mythologie urbaine et un contexte politique, économique ou social de crise a été soulignée par Alain Cabantous : « Fille des crises, la mythologie urbaine peut aussi être le fruit d'une recherche d'autonomie, d'une volonté d'affirmation lorsque la ville

³⁴⁵ Pierre-Yves SAUNIER, « Le siège de Lyon et le culte du territoire », in *Cahiers d'histoire*, tome XXXVIII, 1993, n°3-4, p.354.

s'interroge sur son statut ou lorsque ce statut l'oblige à se prévaloir de personnages essentiels à son état comme à sa protection »³⁴⁶.

Cette représentation de Villeurbanne sous la Révolution inscrit très nettement ce récit dans l'historiographie républicaine, qui met l'étude de la Révolution à l'honneur dès l'avènement de la République. Jean-Pierre Rioux souligne que c'est à la fin du XIX^e siècle que « la France a parachevé l'édification de son récit des origines en termes puissamment laïques, avec 1789 en firmament inversé »³⁴⁷. La trame du récit national constitue donc le filigrane de ce récit, car elle participe à la différenciation historique de Villeurbanne et de Lyon.

Encart 1 : L'EMEUTE DE VILLEURBANNE DE FEVRIER-MARS 1793 ET L'EFFACEMENT DES MEMOIRES D'UNE INSURRECTION

Le récit de l'histoire de Villeurbanne durant la période conventionnelle pose question, car le texte de Jacques Perrier est expurgé. Le récit succinct de l'insurrection lyonnaise souligne seulement le rôle du quartier général, installé dans le château de la Ferrandière, dans le bombardement des lyonnais rebelles. Cela permet à Jacques Perrier de dessiner, à travers son récit historique, l'image d'une commune actrice de la Révolution en opposition à Lyon la rebelle. Pourtant, l'application de la loi du 12 juillet 1790 sur la Constitution civile du clergé n'autorisant que les curés ayant prêté serment à officier, ne se fait pas sans difficultés, y compris à Villeurbanne, au point que le pouvoir municipal est renversé en mars 1793. Si Jacques Perrier ne mentionne pas cette émeute, qui dans les archives est qualifiée d'« insurrection ». Il ne s'agit toutefois pas nécessairement d'une occultation volontaire de sa part car l'étude du registre des délibérations pour la période de 1790 à l'an III montre que 6 pages relatives au 13 février et au 3 mars 1793 ont été volontairement raturées afin d'en empêcher la lecture³⁴⁸. Il n'est pas possible de dater cette falsification. Elle semble contemporaine des événements révolutionnaires, car ces ratures à la plume sont de la même encre noire que celle des délibérations suivantes qui reprennent au 7 mars 1793. Dans ce cas, Jacques Perrier

³⁴⁶ Alain CABANTOUS, « La ville et ses mythes », in Alain CABANTOUS (dir.), *Mythologies urbaines : les villes entre histoire et imaginaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p.11.

³⁴⁷ Jean-Pierre RIOUX, « Vivacité du récit français des origines », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4/2002, n°76, p.131.

³⁴⁸ Voir ci-dessous la photographie de l'une des pages rendues volontairement illisibles.

n'a pu avoir accès à ce récit événementiel qui démontre que le bouleversement de la hiérarchie de l'Eglise catholique durant la Révolution française génère des violences entre pouvoir civil et pouvoir religieux à Villeurbanne en 1793. Une copie des procès-verbaux, déposée dans le fonds Coste à la bibliothèque municipale de Lyon à la cote n°1293, a été retrouvée dans son intégralité par Louis Maynard, archiviste-bibliothécaire à Villeurbanne de 1932 à 1940. Ces copies ont été effectuées par Louis Maynard en janvier 1934, et collées aux côtés des pages raturées du registre³⁴⁹.

Ces procès-verbaux relatent le conflit entre Jacques Landry, officier municipal et protestant, et le prêtre Jomard, desservant par intérim de la paroisse de Villeurbanne. Le prêtre Jomard, comme l'assemblée de citoyens venue avec lui, reproche à la municipalité, dirigée par Jacques Poizat, de ne pas lui avoir octroyé un certificat de résidence, refus interprété comme la volonté de la part des représentants municipaux de le chasser de la paroisse afin de nommer à sa place un pasteur. Ce conflit entre pouvoir civil et pouvoir religieux est interprété comme le fruit d'une collusion entre protestants et conventionnels contre les catholiques, car deux protestants siégeaient alors à la municipalité (les officiers municipaux François Landry et Christian Fruictier). Derrière cet événement se joue le rapport conflictuel entre pouvoirs civil et religieux à la suite du décret du 13 avril 1790, qui ne reconnaît plus la religion catholique comme religion nationale, et de l'obligation faite aux prêtres exerçant un magistère public de prêter serment à la Constitution³⁵⁰. La violence est réelle car, comme le relate Jacques Landry, « plusieurs hommes et femmes on dit que puisque j'étois là il fallait me couper le col »³⁵¹. Obligés de se rendre à l'église pour le prêche du prêtre Jomard, les représentants municipaux doivent aller devant l'église justifier leur position. Ils confirment qu'ils reconnaissent le prêtre Jomard comme desservant la paroisse. Ce mouvement qualifié d'insurrectionnel par les représentants municipaux ne faiblit pas car, le 3 mars 1793, lors de la séance du conseil municipal, il est rapporté « que les différents mouvements qui ont eu lieu dans diverses parties de la paroisse, ces jours passés, l'attroupement de différentes personnes, font présumer une insurrection qui pourrait devenir funeste à la tranquillité publique et

³⁴⁹ L'une des copies porte la mention « cette copie a été faite par l'archiviste-bibliothécaire de Villeurbanne, le 27 janvier 1934, Louis Maynard dans AMV-1D260-Acte municipal du 13 février 1793 et du 3 mars 1793-copie dactylographiée.

³⁵⁰ Voir Paul CHOPELIN, « Les militants laïcs de l'Eglise réfractaire : le cas lyonnais », in *Annales historiques de la Révolution française*, 1/2009, n° 355, p.159-182.

³⁵¹ AMV-1D260-Acte municipal du 13 février 1793, retranscription dactylographiée.

porter trouble à l'exécution de la loi »³⁵². Le conflit oppose dès lors le prêtre Jomard et le curé élu, Brissot, ce dernier devant prendre la place du prêtre Jomard à la tête de la paroisse de Villeurbanne. Les représentants municipaux se rendent tout de même au prêche donné par le prêtre Jomard. La tension est alors vive, car ce prêche est interrompu par une attaque à l'extérieur de l'église, menée par des citoyens à l'encontre de l'ancien maire de Villeurbanne, Mermet, sous le mandat duquel avait éclaté un conflit entre la municipalité et le curé réfractaire de la paroisse, en 1791. Mermet réchappe à l'attaque à la suite de l'intervention des dragons secondant le nouveau maire Jacques Poizat, mais un Villeurbannais déclare à l'ancien magistrat « qu'il y avoit deux ans qu'on auroit du lui couper la tête »³⁵³. A la fin de la messe prononcée par le curé Jomard un conflit éclate car « le peuple s'est mis à crier qu'il vouloit le citoyen Jomard pour curé, qu'il n'y avoit que la municipalité qui ne le vouloit pas »³⁵⁴. Le prêtre Jomard réunit ensuite ses paroissiens dans le jardin de la cure afin de leur faire signer une déclaration, dont on ne peut connaître la teneur.

Ce conflit local n'est pas un simple conflit personnel comme cela a pu être interprété, mais il est éminemment politique car c'est la représentativité du pouvoir du curé et celui de la municipalité qui sont en jeu. Le curé Jomard déclare aux représentants de la municipalité que « malgré eux il seroit curé de Villeurbanne et qu'il n'écoutoit que la voix du peuple »³⁵⁵. Brissot, curé élu mais n'ayant pas encore reçu son institution canonique, envoie son collègue Minart pour le remplacer à la paroisse afin de célébrer l'office de la semaine des Cendres, mais ce dernier trouve les portes de l'église closes et ne peut le célébrer. Melchior Jacquemin, parmi les insurgés, en vient à déclarer « qu'il ne craignoit rien, qu'ils avoient plus de cent coups à tirer ; qu'ils avoient fait des cartouches toute la nuit et qu'ils avoient des faux emmanchées à rebours ; qu'on avoit point besoin de municipalité et qu'il n'en falloit point »³⁵⁶. Le retournement est général car le commandant des dragons venus escorter Minart pour qu'il célèbre l'office voit venir seulement 4 gardes, sur les trente-cinq que compte le bataillon. C'est pourquoi il donne aussitôt sa démission. La municipalité ne peut que constater son impuissance face à l'opinion publique, qui soutient le prêtre Jomard. Le 3 mars, le maire, Jacques Poizat, les officiers municipaux, Christian Fruictier,

³⁵² AMV-1D260-Acte municipal du 3 mars 1793, retranscription dactylographiée.

³⁵³ AMV-1D260-Acte municipal du 3 mars 1793, retranscription dactylographiée.

³⁵⁴ *Idem.*

³⁵⁵ *Idem.*

³⁵⁶ *Idem.*

Brisseaux, Jacques Landry ainsi que le procureur de la commune Jean-Claude Phelix font une déclaration, signée le lendemain par l'officier municipal Garnier, dans laquelle ils reconnaissent leur impuissance et confessent le danger qu'ils ressentent. « Attendu que l'autorité est méconnue dans nos mains, les citoyens administrateurs sont priés de recevoir nos démissions, que nous donnons par le présent, avec déclaration que fidèles à notre devoir, nous resterons fermes à nos postes jusqu'au moment de notre remplacement à la diligence par le Procureur syndic, pourvu, toutefois, que le délai n'excède pas huitaine, attendu que nos propriétés, nos vies et celles de plusieurs citoyens sont exposés, sans qu'il nous reste des forces pour nous garantir »³⁵⁷. Le renversement de pouvoir s'effectue entre le 17 mars et le 11 avril 1793. Le 17 mars 1793, en l'absence du maire, les officiers et le procureur municipaux se réunissent au sujet du recouvrement des impositions en retard. L'absence de citoyens pour délibérer dans la maison commune pousse les officiers municipaux à demander aux « citoyens qui étoient dans l'église, s'ils vouloient venir à la ditte adjudication ; à quoi, ils ont répondûs qu'ils ne nous reconnoissoient plus pour officiers municipaux et qu'ils ne voulaient plus de nous »³⁵⁸. La symbolique consistant à se rapprocher des citoyens rassemblés dans l'église montre le renversement effectif de pouvoir. Le 11 avril, l'ancienne municipalité est remplacée par de nouveaux représentants parmi lesquels se trouve Melchior Jacquemin, ancien insurgé.

L'effacement de cet événement dans les registres municipaux s'explique par son caractère très problématique dans le contexte insurrectionnel local : il constitue la preuve de l'existence d'un conflit de pouvoir entre le clergé réfractaire et les catholiques villeurbannais face au clergé constitutionnel et au pouvoir municipal. Une question apparaît : pourquoi rendre ces pages illisibles [Fig.5] au lieu de les arracher du registre et les détruire afin qu'elles tombent définitivement dans l'oubli ? Sans doute la pratique de la numérotation des feuilles en amont explique-t-elle ce choix car elle rendait tout arrachage « visible » par le constat de pages manquantes. En effet, l'ensemble des pages du registre avait été paraphé par le curé Dechastel, chargé de la conservation des registres jusqu'à sa condamnation à la déportation en 1792, comme il l'indique sur la première feuille du registre : « registre pour servir à inscrire les délibérations et autres actes de la municipalité de Villeurbanne, contenant

³⁵⁷ AMV-1D260-Acte municipal du 3 mars 1793, retranscription dactylographiée.

³⁵⁸ AMV-1D260-Acte municipal du 7 mars 1793.

cent-quatre-vingt-douze feuillets paraphés par nous président curé de la paroisse soussigné au premier et au dernier feuillet ». La municipalité suivante, composée d'acteurs de l'insurrection, avait tout intérêt à effacer des mémoires cet événement qui était la manifestation d'un esprit insurrectionnel contre la Révolution au sein de la population villeurbannaise.

L'absence de cet événement insurrectionnel dans le récit de Jacques Perrier en 1905 invite à formuler deux hypothèses : soit l'auteur avait eu connaissance de cette insurrection et il a volontairement occulté cet événement car il remettait en cause l'image de Villeurbanne la révolutionnaire, soit cette occultation est involontaire dans le sens où il ne pouvait avoir accès aux procès verbaux rendus illisibles. La seconde hypothèse nous semble plus probable bien que le récit de Jacques Perrier ne décrive pas la période 1792-1794, hormis en faisant état du cas du château de la Ferrandière précédemment évoqué. Ce cas de manipulation archivistique, certainement contemporaine de l'insurrection lyonnaise de 1793, nous renseigne sur l'enjeu en terme d'image que constitue la mise en récit historique de la réception de la Révolution conventionnelle pour le pouvoir municipal au XIX^e siècle.

Le récit de Jacques Perrier relève bien du genre historique, mais il crée un pont entre le passé et le présent de la commune en traitant des tentatives d'annexion lyonnaises depuis 1874 jusqu'en 1904, au moment de sa mise en écriture. « La devise de Lyon est : *Suis le lion qui ne mord point, sinon que l'ennemi me poing*. Villeurbanne ne voulait point mordre le vieux Lugdunum ; mais celui-ci ne se cantonnant plus dans sa devise demanda, en 1874, l'annexion à son territoire de l'ex-Villa urbana, ayant alors 6 500 habitants »³⁵⁹. Le récit des tentatives d'annexion reprend strictement l'argumentaire anti-annexionniste. Par ce recours au genre historique, Jacques Perrier construit la mythique *Villa urbana* afin de démontrer l'ancienneté de l'occupation du territoire, mais il l'utilise aussi comme figure repoussoir à partir de laquelle les avancées de Villeurbanne deviennent manifestes. Cette personnification de la *Villa urbana* permet par contraste de représenter Villeurbanne sous les traits d'une cité moderne et active, en réponse au discours dépréciatif de Victor Augagneur sur cette banlieue dépendante de Lyon. Il écrit dans ce sens : « Comme on le voit, Villeurbanne a fait des progrès, en fait encore et en fera de nouveau avec le temps si

³⁵⁹ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.51.

on la laisse vivre. La *Villa urbana*, jadis marécageuse et broussailleuse, est aujourd'hui une cité ouvrière, commerçante, industrielle et active, qui a su et sait encore profiter intelligemment de son vaste territoire pour vivre et faire vivre. C'est sur des fondrières, fossés et buissons qu'existent aujourd'hui les plus beaux boulevards, avenues et cours de Villeurbanne »³⁶⁰. Le passé est utilisé afin de valoriser le futur de la ville. On voit ici le prestige associé à certains types d'aménagement urbain, et notamment dans le domaine de la voirie : les boulevards, avenues et cours sont dotés d'une esthétique qui caractérise la modernisation de Villeurbanne. Cette prise en compte de l'esthétique urbaine est importante, car elle constitutive d'une culture urbaine. Villeurbanne n'est pas représentée sous les traits d'une morne banlieue, mais bien sous ceux d'une ville en devenir. L'urbanisation de Villeurbanne est précisément associée à l'idée de progrès car Jacques Perrier précise : « n'oublions pas d'ajouter que de nouvelles usines et bâtiments sont en voie de construction »³⁶¹. La modernisation de Villeurbanne se mesure aussi par les progrès techniques liés à « la réfection, la canalisation, l'élargissement et l'entretien de ses voies publiques, [à] la transformation de son éclairage public, l'installation des bornes-fontaines et des bouches d'incendie »³⁶². La création et l'aménagement d'espace publics de circulation sont les signes de cette modernité et du dynamisme de l'action édititaire, remis justement en question par Lyon. Le progrès de Villeurbanne vers la modernité se manifeste, selon Jacques Perrier, par l'essor de l'activité économique de la ville et par l'avancement de l'instruction publique. Il souligne dans ce sens qu'« au point de vue de l'instruction publique, la Municipalité villeurbannaise actuelle et celles antérieures ont su remplir leur devoir ; les groupes scolaires de garçons et de filles et les écoles maternelles n'ont rien à envier à ceux de Lyon »³⁶³. Cette comparaison avec Lyon met en relief l'objectif réel de l'ouvrage de Jacques Perrier : il cherche à démontrer la capacité politique et financière des édiles à former les futurs citoyens de la III^e République.

L'annexion autoritaire de la commune engendre une réaction identitaire qui se traduit par la production d'un récit historique distinguant la généalogie de la commune de Villeurbanne de celle de Lyon. Jacques Perrier poursuit son entreprise après 1905 car

³⁶⁰ C'est moi qui souligne. Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.12.

³⁶¹ *Idem.*

³⁶² Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.19.

³⁶³ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1905, p.16.

il remet en 1907, au moment de l'inauguration officielle de l'hôpital-hospice et de nouveaux groupes scolaires, un manuscrit à Gaston Doumergue, alors ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, venu pour l'occasion. Dans la préface de ce manuscrit déposé aux archives municipales de Villeurbanne, Jacques Perrier, devenu bibliothécaire municipal, présente son texte comme « l'acte civil historique de Villeurbanne », permettant de faire « plus ample connaissance avec une commune foncièrement républicaine »³⁶⁴. Cette expression d'« acte civil historique de Villeurbanne » n'est pas anodine. Car Jacques Perrier, par son récit, caresse l'ambition d'identifier Villeurbanne, de définir ses contours et par conséquent son existence. Le manuscrit de Jacques Perrier inclut trente-deux cartes postales, une photographie anonyme de l'institution des sourds et muets située à Villeurbanne et accueillant des boursiers de l'Etat, du département, et de la ville de Lyon³⁶⁵, ainsi que 3 gravures représentant des entreprises locales. Cet usage de cartes postales photographiques afin d'illustrer un texte manuscrit s'explique par l'essor de ce mode de communication à la fin du XIX^e siècle et durant la Première Guerre mondiale³⁶⁶. Dans notre cas, ces documents iconographiques illustrent le texte, qui reprend celui publié en 1905. Des bâtiments industriels comme l'usine Gillet, qui par son emprise foncière marque le territoire, et l'usine hydroélectrique, mais aussi des rues viabilisées ainsi que des espaces publics tels l'hôtel de ville inauguré en 1904, et des places, sont représentés. Cette sélection de photographies est révélatrice des représentations que Jacques Perrier veut véhiculer: elles donnent à lire l'urbanité de Villeurbanne, sa modernité. Aucune d'entre elles ne figure de scène ayant trait aux activités agricoles, bien que celles-ci constituent la seconde facette de Villeurbanne, avec les activités industrielles et au même titre qu'elles. Cette cécité volontaire est significative, car seuls apparaissent des lieux caractérisés par leurs dimensions importantes, voire leur monumentalité, signes de modernité et d'urbanité. On n'y trouve pas les traits d'une banlieue noire, ni ceux d'une banlieue verte, mais bien ceux d'une commune en voie de modernisation.

Anja Kervanto Nevanlinna, Donatella Calabri et Carlo Maria Travaglini dans la présentation de la session consacrée aux « villes représentées : l'écriture et la

³⁶⁴ Jacques PERRIER, *Villeurbanne (Rhône) historique et biographique*, manuscrit, 1907, p.3.

³⁶⁵ A partir de 1912 cet établissement est géré directement par la ville de Lyon. Voir AML-Délibération du conseil municipal de Lyon, datée du 5 août 1912, p.185-186.

³⁶⁶ Aline RIPERT et Claude FRERE, *La carte postale son histoire, sa fonction sociale*, Paris, CNRS, 2001 (1^e édition, 1983), p.14.

figuration de l'histoire urbaine » lors du 10^e colloque international d'histoire urbaine à Ghent en 2012, insistent justement sur cette mise en récit, ce que l'on peut appeler ces « villes de papier » pour reprendre l'expression de Clarisse Coulomb. « Les histoires des villes sont devenues plus importantes non seulement pour comprendre les cultures passées, mais aussi pour influencer leur futur. L'audience de ces histoires s'est étendue des intérêts patrimoniaux locaux et des conseils municipaux à une large variété de groupes d'intérêts, comme les universitaires dans différentes disciplines, les professionnels de l'urbain, et les touristes culturellement bien informés. Au cœur de ces formes d'histoire urbaine est la question de la relation entre ce qui est représenté et pour qui, et surtout, comment ceci est représenté. Les villes sont représentées de différentes manières, cela inclut les histoires écrites, les musées urbains, les guides touristiques, et les monuments identifiés. Les histoires sont lues à travers les formes urbaines construites, les objets, les événements, mais sans les textes les espaces restent silencieux »³⁶⁷. Si Villeurbanne n'est alors pas qualifiée de ville par ses édiles, elle apparaît en revanche déjà bien comme une ville de papier.

³⁶⁷ « *Histories of cities have become more important not only for understanding cultures past but also for influencing their future. The audiences of the histories have expanded from local heritage interests and municipal council politics to a wide variety of interest groups such as academics in different disciplines, urban professionals, and culturally well-informed tourists. In the core of these forms of urban history is the question of the relationship between what is being represented and for whom it is represented, and therefore also, how it is represented. Cities are represented in many ways, including written histories, city museums, guidebooks, and identified monuments. Histories are read through urban built forms, objects and events, but without texts the places remain silent* ». C'est moi qui traduit. En ligne : http://www.eauh2010.ugent.be/sessions/sess_code/M04 (Consulté le 4 septembre 2012)

D. De l'annexion autoritaire au développement de l'intercommunalité (1906-1909)

L'annexion autoritaire, de 1903 à 1906, joue le rôle d'événement fédérateur pour les communes de l'Est lyonnais qui doivent être partiellement ou entièrement annexées. Comme nous avons pu le constater, le caractère autoritaire de l'annexion engendre une crise identitaire pour les communes annexées qui, en réaction, se réunissent autour de Francis de Pressensé afin de coordonner leur action. La commune de Villeurbanne joue un rôle important de coordination, comme le souligne dès juillet 1903 le rapport du commissaire-enquêteur : « Villeurbanne, naturellement désignée par son importance relative, est à la tête de la résistance ; elle la dirige avec la dernière énergie »³⁶⁸. Les relations intercommunales des communes suburbaines se renforcent durant l'annexion, et elles s'articulent sur des problématiques communes d'urbanisme comme la question du déclassement des fortifications, elles-mêmes présentées par Victor Augagneur comme la limite « naturelle » de l'expansion lyonnaise. Dès le mois de décembre 1904, la municipalité de Villeurbanne demande le déclassement du mur d'enceinte de l'est de Lyon, et la suppression immédiate des servitudes militaires qui « frappent une immense étendue de territoire sur laquelle toute construction est interdite, portant ainsi un tort considérable au développement des communes limitrophes »³⁶⁹. Une forme d'action intercommunale apparaît car les municipalités de Vaulx-en-Velin, de Bron, de Vénissieux et de Saint-Fons, « intéressées par ce projet » votent chacune une délibération dans ce sens. En tant que représentants du chef-lieu du canton de Villeurbanne, les édiles villeurbannais se font les rapporteurs de ces votes municipaux auprès de Francis de Pressensé, en lui demandant de « déposer sur le bureau de la chambre des députés un projet de loi allant dans le sens indiqué »³⁷⁰. Cette lettre est ensuite envoyée en copie aux communes de Vaulx-en-Velin, de Bron, de Vénissieux et de Saint-Fons afin de les tenir informées de la démarche. Cette action intercommunale souligne la prégnance de la hiérarchie administrative : les édiles de Villeurbanne agissent alors au nom du

³⁶⁸ AMV-3D1-Rapport du commissaire-enquêteur Bussière relatif au projet d'annexion à la ville de Lyon de territoires suburbains, daté du 19 juillet 1903.

³⁶⁹ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 22 décembre 1904.

³⁷⁰ AMV-2D11-Lettre d'Emile Dunière à Francis de Pressensé, datée du 8 février 1905.

conseil municipal, et ils peuvent aussi intervenir au nom des communes du canton de Villeurbanne. L'annexion joue donc bien un rôle dans les relations intercommunales en tant qu'événement fédérateur, faisant de Villeurbanne le porte-voix des communes du canton. Mais c'est véritablement à partir de 1906, sous Edouard Herriot, que se développent les relations intercommunales à l'échelle de l'agglomération lyonnaise et plus particulièrement entre Lyon et les communes de l'est lyonnais.

Le retrait du projet de loi relatif à l'annexion par le nouveau maire de Lyon, Edouard Herriot, ne se traduit pas par son enterrement car les édiles lyonnais souhaitent que l'entreprise aboutisse avant les élections municipales de mai 1908. Le conseiller municipal Gourju insiste en septembre 1906 sur l'urgence qu'il y a à faire aboutir ce projet : « Il ne reste plus que dix-huit mois avant les élections municipales de 1908 et il faut à tout prix que l'on en finisse avant cette époque. La pierre d'achoppement qui a fait échouer le projet d'Augagneur, c'est que les lenteurs de l'Administration centrale ont empêché qu'on ne pût le discuter au Parlement avant les élections de 1904, quoique le Conseil municipal et le Conseil général s'y fussent pris à temps. L'on a reculé devant la perspective de mettre en mouvement deux fois de suite, à quelques semaines ou quelques mois d'intervalle, le corps électoral d'une agglomération de cinq cent mille habitants. Pareille faute doit être évitée dorénavant et, quelle que doive être la solution au problème, il est nécessaire qu'elle intervienne avant le mois de mai 1908. Or les instructions parlementaires ne sont pas toujours rapides et il n'y a pas de temps à perdre »³⁷¹. Le projet d'annexion est donc aussitôt relancé et les conseillers municipaux Marietton, Arnaud, Voillot, Voldier, Roustang, Novel, Gadoud et Manus rappellent, en février 1907, au nouveau maire que le projet d'annexion était au cœur du programme électoral municipal du 1^{er} mai 1904, et qu'étant inscrit alors dans la liste de Victor Augagneur il a validé ce programme et s'est engagé à l'appliquer³⁷². Edouard Herriot reprend le projet, mais il lui impulse une nouvelle dynamique en ouvrant le dialogue, rompu depuis 1903, avec les annexés. C'est dans ce contexte d'une possible annexion que l'on constate un développement de l'intercommunalité.

³⁷¹ AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 24 septembre 1906, p.58.

³⁷² AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 10 février 1907, p.12-14.

Les pourparlers entre Lyon et les possibles annexés s'ouvrent dès décembre 1905. Cette ouverture au dialogue change radicalement les relations intercommunales car Edouard Herriot est, par exemple, qualifié par Emile Dunière « d'honorable maire de Lyon »³⁷³. En septembre 1906, Edouard Herriot donne forme à cette concertation en exprimant le projet de constituer une commission intercommunale sur le projet d'annexion. « J'ai l'intention de constituer une Commission intercommunale où seraient représentées toutes les communes intéressées au projet, car il n'est pas douteux que si toutes ces communes pouvaient se mettre d'accord sur les conditions de l'annexion, on éviterait par la suite un très grand nombre de difficultés »³⁷⁴. Cette ouverture du dialogue amène les édiles villeurbannais à débattre de la question de l'annexion sans la rejeter de prime abord. En effet, l'annexion apparaît à partir de 1906 comme une possibilité envisageable, en raison de l'augmentation des charges communales³⁷⁵. L'année 1907 s'ouvre donc sur un assouplissement de la position des édiles, qui en viennent à concevoir une annexion mais seulement après une concertation sur les conditions dans lesquelles elle pourrait s'effectuer. Au début du printemps 1907, le maire de Lyon provoque la réunion et la formation d'une commission composée des édiles de Villeurbanne, Caluire, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Saint-Fons, Vénissieux et Bron. Edouard Herriot pose clairement les conditions de l'annexion, à savoir l'absence de dérogation temporaire quant à l'application des taxes de remplacement, qui seraient effectives dès le lendemain de l'annexion³⁷⁶. Sur les 7 communes concernées, seules celles de Caluire et de Bron refusent tout projet d'annexion, tandis que celle de Vaulx-en-Velin y est favorable, mais comme le rappelle Edouard Herriot, « cette commune n'est intéressée dans question que parce qu'il serait incorporé à son territoire une partie de la commune de Villeurbanne »³⁷⁷. La commune de Saint Rambert-l'Île Barbe décide de se prononcer uniquement après réunion des électeurs. Les communes de Saint-Fons, de Vénissieux

³⁷³ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 14 décembre 1905, p.91.

³⁷⁴ AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 24 septembre 1906, p.58

³⁷⁵ *Idem.*

³⁷⁶ Il rapporte aux édiles lyonnais : « J'ai tout d'abord posé en principe qu'il ne saurait être question d'accorder aux habitants des parties à annexer des avantages que n'ont pas actuellement nos concitoyens lyonnais. J'ai nettement indiqué que le projet d'annexion ne pouvait comporter aucune condition de faveur pour les annexés qui devraient, le lendemain de l'annexion, supporter les charges incombant aux Lyonnais » in AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 3 juin 1907, p.161.

³⁷⁷ *Idem.*

acceptent l'annexion mais seulement sur la base de l'ancien projet, c'est-à-dire avec une modération des impôts. A Villeurbanne, « après une très longue discussion et après avoir demandé divers renseignements aux services techniques, le conseil municipal, à la majorité, décide de subordonner l'annexion aux conditions proposées par la commission de la chambre des députés »³⁷⁸. Les archives relatives à cette discussion n'ont pas été retrouvées, mais cette décision unanime montre que l'annexion n'est plus rejetée mais subordonnée à des discussions. Cela transparaît en octobre 1907 dans le discours prononcé par le préfet du Rhône lors de l'inauguration officielle de l'hôpital de Villeurbanne. Le risque d'annexion est réel, comme le rappelle le préfet du Rhône dans son discours au cours de cette cérémonie. « La cité lyonnaise est entourée de cités populeuses dont Villeurbanne constitue le joyau le plus précieux. Il y a cinquante ans, Villeurbanne n'était qu'un village. Depuis il a grandi, est devenu une grande ville et a provoqué l'amour de sa voisine. Celle-ci lui tend les bras et l'appelle, non pour la tuer, mais pour l'embrasser, pour faire sa chair de sa chair et son sang de son sang. Villeurbanne n'est pas opposée à son incorporation. Mais en attendant elle grave ses titres de gloire dans des monuments impérissables comme ceux que vous venez d'inaugurer. Le jour où elle sera incorporée dans la grande cité lyonnaise, elle deviendra la gloire de la Ville de Lyon »³⁷⁹. Un changement de discours sur l'annexion est donc désormais possible. De plus, Villeurbanne n'est plus représentée comme une commune de banlieue dépendante de Lyon, mais elle drapée de l'honorabilité des « grandes villes ». Un changement dans les représentations de Villeurbanne est donc notable. Malgré l'empressement exprimé en 1906 par les édiles lyonnais et l'ouverture du dialogue avec les possibles annexés, l'annexion n'est pas résolue avant les élections municipales de mai 1908, et la question ne réapparaît qu'en 1909.

Le nouveau maire de Villeurbanne, Jules Grandclément, réactive les pourparlers avec Lyon au sujet de l'annexion en mars 1909. Les deux hommes semblent en très bons termes, car Jules Grandclément interpelle Edouard Herriot dans les termes suivants : « mon cher maire et excellent ami ». Il lui demande de hâter la convocation des municipalités intéressées par le projet d'annexion. « Maire de la commune la plus importante de celles que vise l'annexion, je suis actuellement, tant au point de vue

³⁷⁸ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 7 mars 1907, p.239-240.

³⁷⁹ Jacques PERRIER, *Villeurbanne (Rhône) historique et biographique*, Villeurbanne, A.T.L., 1928, p.10.

financier qu'au point de vue général, fixé sur les différents termes du problème qui me permettront de discuter la question. Dans tous les cas, je suis arrivé du point de vue administratif à une période de mon mandat qui veut que je sois fixé au plus tôt sur l'avenir de ma commune. En effet, je n'ai pas besoin d'apprendre à un administrateur plus expérimenté que moi que la réalisation des projets inscrits à notre programme municipal dépendra de la certitude que nous aurons de conserver notre autonomie ou de disparaître à bref délai »³⁸⁰. Edouard Herriot décide aussitôt de convoquer à l'hôtel de ville de Lyon les municipalités de l'est lyonnais, le 3 mai 1909³⁸¹. Les municipalités sont alors invitées à s'exprimer sur le principe et les modalités de l'annexion. Villeurbanne est favorable au principe mais sous condition d'obtenir un régime fiscal dérogatoire, ce qu'Edouard Herriot souhaite éviter en raison du coût que représente une telle disposition pour les finances lyonnaises³⁸². L'ensemble des communes sollicitées, sauf celle de Vaulx-en-Velin, rejette l'annexion selon les conditions proposées par Edouard Herriot. Cependant, le maire de Lyon avait anticipé cette possibilité, car les communes interrogées doivent alors se prononcer sur la mise en place de conventions communes en cas d'échec de l'annexion. La question ouvre la possibilité d'une annexion future et propose en ce sens de développer les relations intercommunales. « Au cas où l'annexion ne serait pas adoptée, désireriez-vous qu'il intervint entre la ville de Lyon et les communes suburbaines des conventions (égouts, hôpitaux, abattoirs, incendie, tramways) qui sauvegarderaient leurs intérêts financiers, faciliteraient leurs relations, leur développement en rendant possible pour l'avenir l'annexion ? »³⁸³. L'ensemble des conseils municipaux répond favorablement à cette proposition, et Jules Grandclément y voit l'opportunité de s'entendre avec Lyon sur la question des hôpitaux qui est une source importante de dépense. Il est difficile de connaître la fréquence de ces réunions intercommunales. Lyon n'y joue pas un rôle de présidence, mais bien de coordination, car les édiles des communes suburbaines peuvent définir l'ordre du jour de ces réunions. Un courrier de Jules Grandclément daté du 16 septembre 1909 nous apprend ainsi qu'il souhaite inscrire à l'ordre du jour la question des hôpitaux et celle des relations entre la compagnie OTL et les

³⁸⁰ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément à Edouard Herriot, datée du 14 mars 1909.

³⁸¹ AMV-3D1-Lettre d'Edouard Herriot à Jules Grandclément, datée du 17 mars 1909.

³⁸² AMV-1D273-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 28 mai 1903, p.476-477.

³⁸³ *Idem*.

communes au sujet des tramways³⁸⁴. Les problèmes locaux sont dès lors traités à l'échelon intercommunal. A la demande d'un propriétaire villeurbannais relative à la suppression de la zone de servitude militaire, question posée dès 1904 à l'échelle cantonale, le maire de Villeurbanne répond que « la question sera portée à la prochaine réunion qui se tiendra à l'hôtel de ville de Lyon, entre M. le maire de Lyon et les communes suburbaines. La date de cette réunion est fixée au 3 décembre prochain »³⁸⁵. La commission intercommunale du 3 décembre 1909 permet de réactiver la question du déclassement des fortifications et de la suppression de la servitude militaire, car dès juillet 1908 la municipalité constate l'absence de réaction depuis sa demande formulée en 1904 au nom du canton³⁸⁶. La question du déclassement des fortifications urbaines n'est alors pas seulement une problématique locale, car elle anime l'ensemble des milieux politiques et sociaux s'intéressant aux questions d'urbanisme. Cette question est, par exemple, l'objet d'importants débats dans les années 1900 à Paris³⁸⁷. L'émergence de cette problématique urbaine à l'échelon intercommunal montre une prise de conscience quant à des intérêts collectifs. Cette commission intercommunale joue effectivement le rôle d'espace de concertation intercommunale, car la question des servitudes militaires, mise en débat le 3 décembre 1909 à l'hôtel de ville de Lyon, est l'objet d'un vœu commun au nom des maires et délégués des communes de Lyon, Villeurbanne, Saint-Fons, Vénissieux, Bron et de Vaulx-en-Verin. Dans ce vœu, les municipalités demandent la suppression de la servitude militaire ou au moins « d'autoriser, comme il a été fait pour la commune de Caluire en 1905, la réduction des servitudes et la création de polygones exceptionnels dans la limite des exigences de la défense »³⁸⁸. Une action collective est définie car ce vœu est soumis aux différents conseils municipaux concernés, au conseil d'arrondissement et au conseil général pour être transmis aux sénateurs et députés du département, avec pour mission de la faire aboutir.

Le moteur de l'intercommunalité n'est pas lié ici à une identité partisane, comme cela a pu être constaté dans le cas parisien à la veille de la Première Guerre

³⁸⁴ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément à Edouard Herriot, datée du 16 septembre 1909.

³⁸⁵ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément à monsieur Bazat, propriétaire, datée du 15 novembre 1909.

³⁸⁶ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 3 juillet 1908, p.383-384.

³⁸⁷ Marie CHARVET, « La question des fortifications de Paris dans les années 1900. Esthètes, sportifs, réformateurs sociaux, élus locaux », in *Genèses*, 16, 1994, p. 23-44.

³⁸⁸ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 15 décembre 1909, p.511-512.

mondiale³⁸⁹. En effet, le développement de l'intercommunalité résulte du constat d'une communauté d'intérêt en matière d'urbanisme. Cette forme d'organisation intercommunale permet de traiter collectivement de problématiques communes d'urbanisme. Mais l'idée d'aménagement dans une logique intercommunale n'apparaît pas alors, l'objectif de ces réunions est de traiter des problèmes au cas par cas. Par exemple, après avoir reçu un courrier de la préfecture relatif à l'augmentation des dépenses dues au relèvement des traitements des secrétaires et agents de police pour l'année 1910, Jules Grandclément se tourne vers Edouard Herriot et lui demande « de bien vouloir inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion des maires des communes suburbaines et de prier M. Cocard d'y assister »³⁹⁰. Cette commission est bien utilisée comme un échelon intercommunal, afin d'ouvrir des discussions avec la préfecture sur des problèmes communaux. Ces premières réunions intercommunales semblent se dérouler tous les deux mois.

La détente des relations intercommunales est possible, car une communauté de vues apparaît entre Jules Grandclément et Edouard Herriot ainsi que le démontre la position commune des deux maires sur la laïcité. L'exécution, le 13 octobre 1909, de l'espagnol Francisco Ferrer bouleverse les milieux laïcs et de gauche. C'est pourquoi, au lendemain de son exécution, la 1^e sous-section de la SFIO réunie à Villeurbanne émet le vœu que le nom de Francisco Ferrer soit donné à l'allée du Sacré Cœur, « considérant que des noms de rues rappelant la formation de l'armée noire ne doivent pas exister dans une ville socialiste »³⁹¹. Le conseiller municipal Fontaine contacte Edouard Herriot le 15 octobre pour lui proposer que les communes de Lyon et de Villeurbanne donnent le nom de Francisco Ferrer à l'allée du Sacré Cœur, commune aux deux villes. Le maire de Lyon accepte cette proposition qu'il décide de présenter au conseil municipal de Lyon³⁹², tandis que celui de Villeurbanne vote en faveur de cette toponymie commune³⁹³. L'exécution de Francisco Ferrer crée un émoi profond et de nombreuses manifestations sont organisées par des organisations syndicales et de libre pensée, par les sections de la

³⁸⁹ Juliette AUBRUN, « S'unir pour gérer un service public », in *Cahiers Jaurès*, 3/2005, n°177-178, p.39-51.

³⁹⁰ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément à Edouard Herriot, datée du 15 novembre 1909.

³⁹¹ AMV-1O63-Lettre de A. Fontaine, datée du 22 octobre 1909.

³⁹² AMV-1O63-Lettre d'Edouard Herriot à A. Fontaine, datée du 21 octobre 1909.

³⁹³ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 22 octobre 1909, p.503.

ligue des droits de l'Homme et par les partis socialistes et radicaux-socialistes durant les mois de septembre et d'octobre 1909³⁹⁴. Dans ce cadre, la section de Villeurbanne de la Ligue des droits de l'Homme organise, le 19 octobre 1909, une soirée de gala où sont présents Jules Grandclément et Edouard Herriot qui y fait une causerie, à titre privé, sur la situation politique de l'Espagne³⁹⁵. Cette communauté de vue sur la laïcité participe de l'entente personnelle entre les maires de Lyon et de Villeurbanne. Il n'y a pas de rupture politique à partir d'octobre 1909, comme c'est le cas à Paris au moment de l'affaire Francisco Ferrer entre radicaux et socialistes³⁹⁶. De même, en février 1910, Lyon autorise Villeurbanne à déverser les eaux des égouts projetés de la route de Crémieu et de la rue des Maisons Neuves dans ceux de Lyon. Le conseil municipal de Villeurbanne exprime à cette occasion « le vœu que les bonnes relations qui n'ont cessé d'exister entre les deux communes voisines continuent au mieux des intérêts de chacune d'elle »³⁹⁷. Cette période de détente marque un réel changement et invite les communes à effacer leurs antagonismes antérieurs. Par la suite, des conventions sont établies en 1913, puis en 1926³⁹⁸, entre Lyon et les communes suburbaines, au sujet du règlement des dépenses supplémentaires dues au déversement par ces dernières de leurs eaux usées dans les égouts de Lyon. Le conseil municipal de Villeurbanne approuve en juin 1913 la signature d'une convention avec Lyon dans une logique d'équité³⁹⁹. La question de l'annexion trouve une solution grâce au développement de l'intercommunalité, mais

³⁹⁴ ADR-4M266-Dossier police politique-Manifestations en faveur de Ferrer-1909.

³⁹⁵ ADR-4M266-Rapport du commissaire spécial daté du 20 octobre 1909 sur le gala organisé par la section de Villeurbanne de la Ligue des droits de l'homme le 10 octobre 1909.

³⁹⁶ Thierry BONZON, « “Une même cité”. Paris et sa banlieue chez les conseillers généraux SFIO 1908-1914 », in *Cahiers Jaurès* 3/2005, n°177-178, p.7-21.

³⁹⁷ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément à Edouard Herriot, datée du 26 février 1910.

³⁹⁸ A partir de 1926, une convention provisoire est signée successivement entre Lyon et les communes de Bron, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Caluire, Tassin-la-Demi-Lune et Sainte-Foy-les-lyon. Voir Marie-Clothilde MEILLERAND, *Penser l'aménagement d'une métropole au 20^e siècle. Enjeux territoriaux, acteurs locaux et politiques publiques dans la région lyonnaise*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Jean-Luc Pinol, soutenue le 4 juin 2010, tome 1, p. 61.

³⁹⁹ Pour Jules Grandclément, « il est évident que le déversement de nos eaux pluviales, ménagères et industrielles dans les égouts de Lyon augmente dans une certaine mesure, les frais de curage de ces derniers, il est donc équitable de lui tenir compte de cette dépense supplémentaire » dans AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 17 juin 1913, p.211.

elle réapparaît régulièrement dans les délibérations du conseil municipal de Lyon⁴⁰⁰. La poursuite de l'organisation de réunions intercommunales ne peut être appréciée après 1910, car les courriers émis par la municipalité pour la période entre mai 1910 et 1914 ne sont pas conservés aux archives municipales de Villeurbanne. Le rôle d'intermédiaire du maire de Lyon est en revanche souligné lors de l'avancée de projets d'urbanisme.

Le projet d'annexion a donc un double effet : il engendre une mobilisation de l'opinion publique et d'acteurs politiques locaux et nationaux dans une logique de différenciation identitaire par rapport à Lyon, entre 1903 et 1905, et il est un facteur de coordination de l'action intercommunale entre la ville de Lyon et les communes suburbaines de l'est lyonnais, entre 1906 et 1909. L'assouplissement des relations avec Lyon, et la production législative relative aux lois sociales, favorisent la mise en place d'un municipalisme socialiste qui se renforce sous les mandats de Jules Grandclément de 1908 à 1920. L'étude de cette période permet de voir émerger un urbanisme de plan et l'élaboration d'une pensée de la ville.

II. Du renforcement de l'interventionnisme municipal à l'urbanisme de plan

A. L'émergence d'un municipalisme aux couleurs du socialisme

A la fin du XIX^e siècle, on note à Villeurbanne un renforcement du municipalisme dans l'organisation de l'espace urbain. Cette évolution n'est pas propre à la commune car ce mouvement caractérise alors l'ensemble des villes européennes. Le municipalisme désigne le renforcement et l'élargissement de l'intervention municipale dans le champ politique, économique, social et culturel. Son étude permet de comprendre la genèse des politiques municipales modernes depuis la fin du XIX^e siècle. Mais comme le rappelle Jean-Pierre Gaudin, 3 sens différents sont associés au

⁴⁰⁰ « Lorsqu'en janvier 1910 il est question une fois de plus de la division en deux du 3^e arrondissement, le rapporteur de la commission conclut sur le côté provisoire de son projet de redécoupage en arrondissements, et demande qu'il soit reporté jusqu'à l'annexion, « à faire avant 1912 » Procès-verbaux du Conseil Municipal, 31 janvier 1910. Cité par Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 1992, p.550.

terme de « municipalisme », notamment en raison de l'interprétation politique donnée par les édiles à leur action. « Dans la mouvance du socialisme réformiste, le “municipalisme”, appelé aussi “possibilisme”, désigne un combat tourné vers l'accroissement du “bien-être” des ouvriers et des employés, cherchant à alléger les rapports d'exploitation tant sur les lieux du travail que dans la vie des consommations quotidiennes. L'intervention municipale qui est souhaitée vise d'abord à cela. L'autre, plus radicale dans ses options réformatrices de la société, voit dans l'hypothèse municipaliste la possibilité d'une mobilisation révolutionnaire “par le bas”, menée autour des élus locaux et de leurs programmes d'action, et qui viserait une véritable collectivisation des services destinés à la population et des entreprises qui y concourent. Mais en troisième lieu, il est encore un point de vue qui se déclare favorable au municipalisme, tout en s'opposant globalement aux deux premiers ou en s'en distinguant du moins fermement sur le plan politique. Dans cette dernière perspective, il est en effet surtout question de promouvoir une gestion directe des services collectifs urbains par les municipalités pour de strictes raisons d'efficacité et d'optimisation des moyens techniques et financiers. Il s'agit avant tout d'une défiance à l'encontre des concessionnaires et de leurs pratiques gestionnaires et tarifaires »⁴⁰¹. L'étude du municipalisme ne peut se concevoir sans prendre en compte le rôle de l'Etat, et les politiques décentralisatrices qui renforcent les compétences communales et impulsent une dynamique à l'élaboration de projets politiques, sociaux, culturels voire économiques. Mais comme le rappelle Jean-Pierre Gaudin « le municipalisme ne fait pas qu'anticiper sur les modalités futures de la protection sociale et des services publics. A l'examen, il constitue une sorte de laboratoire des formes nouvelles du travail politique »⁴⁰². Cette prise en compte du municipalisme comme laboratoire d'expériences politiques invite à se centrer sur les différents acteurs et à étudier les pratiques, ainsi que les projets et les représentations qui animent cette mise en action politique. Uwe Kühl a dressé la liste des champs d'intervention du socialisme municipal : la politique du logement, le service de santé, la politique culturelle et l'urbanisme⁴⁰³. Si ces champs d'activité sont plus spécifiquement saisis par des acteurs politiques socialistes, et notamment dans le cadre des villes de banlieues industrielles, en revanche « le municipalisme ne doit

⁴⁰¹ Jean-Pierre GAUDIN, « Préface », Uwe KÜHL (dir.), *Der Munizipalsozialismus in Europa/Le socialisme municipal en Europe*, München, R.Oldenbourg, 2001, p.9.

⁴⁰² Jean-Pierre GAUDIN, *op. cit.*, 2001, p.12.

⁴⁰³ Uwe KÜHL, « Introduction », dans Uwe KÜHL (dir.), *op. cit.*, 2001, p.23-30.

pas être strictement lié à l'industrialisation des villes, car les villes éloignées de régions industrielles ou ne connaissant pas de forte pression démographique, connaissent à la fin du XIX^e siècle un nouveau cours de la politique municipale », comme le rappellent Sussana Magri et Jean-Luc Pinol⁴⁰⁴. Dans le même sens, il faut remarquer plus globalement que l'appartenance politique des édiles n'est pas un facteur déterminant de l'extension de l'innovation urbaine, notamment dans le domaine de l'hygiène. Stéphane Frioux a démontré dans sa thèse que l'innovation urbaine en France n'est pas déterminée par la couleur politique des municipalités avant 1914 : « Les municipalités les plus républicaines, les plus politiquement “à gauche” ont-elles adopté de façon privilégiée les innovations destinées au progrès hygiénique ? En fait, le facteur politique ne semble pas jouer (ou alors de façon ponctuelle). Avant 1914, les villes innovantes se retrouvent aussi bien à gauche ou au centre-gauche (Lyon du radical Herriot ; Villeurbanne et Tourcoing, dirigées respectivement par le médecin socialiste Grandclément et son confrère radical Dron) que dans une mouvance plus modérée (Le Havre, Rouen, Nancy) ou nettement conservatrice (Chartres) »⁴⁰⁵. En conséquence, l'essor de l'interventionnisme municipal dans le domaine de l'urbanisme et de l'hygiène n'est pas lié à une identité partisane en France avant 1914, bien que ce thème soit saisi plus particulièrement par les socialistes.

Qu'en est-il à Villeurbanne ? A Villeurbanne, le municipalisme qui prend forme à la fin du XIX^e siècle est marqué politiquement par l'idéologie socialiste. La conquête des municipalités par les socialistes, et leur pratique gouvernementale à l'échelon municipal, ont été qualifiées de « socialisme municipal » par les adversaires de toute collectivisation des services publics. Puis ce terme a été intégré et porté par les édiles locaux socialistes comme un étendard. Or il faut noter que le « socialisme municipal » relève plus d'une pratique qualifiée *post quem* que d'une véritable théorie politique. Ce manque de théorisation explique les tâtonnements, voire les difficultés à construire un programme politique socialiste à l'échelon de la ville avant la Première Guerre mondiale. Ce tâtonnement est visible dans la politique municipale d'avant-guerre à Villeurbanne, car il n'y a pas de formulation claire d'un programme politique socialiste par Emile Dunière. Par contre, sous Jules Grandclément, de 1908 à l'entrée en guerre en 1914, on assiste à la formulation progressive d'un programme

⁴⁰⁴ Susana MAGRI et Jean-Luc PINOL, « Municipalismes », in *Genèses*, n°10, 1993, p.4.

⁴⁰⁵ Stéphane FRIOUX, *op. cit.*, 2009, p.357.

municipal socialiste qui se traduit par un renforcement du municipalisme à travers la mise en régie. Il faut pourtant remarquer l'indéfinition du « socialisme municipal » qui est manifeste car l'expression n'apparaît pas dans les archives. Seules les références aux principes républicains et socialistes sont mobilisées. En somme, le municipalisme qui prend forme à Villeurbanne à la fin du XIX^e siècle est plutôt une hybridation de principes républicains et socialistes, bien qu'un jeu de concurrence puisse aussi voir le jour.

L'échec de l'annexion autoritaire s'ouvre sur une recherche d'union. Or la fusion des courants socialistes en 1905 à la suite de la création de la SFIO⁴⁰⁶ favorise une union des socialistes villeurbannais ralliés très nettement aux idées unitaires. Cette recherche d'union à l'échelon local se traduit par une prise de position plus radicale en faveur des idées socialistes. C'est dans ce contexte qu'en juin 1906, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal, celui-ci vote, à une voix près, la suppression de la subvention municipale pour l'organisation de la fête du 14 juillet 1906, afin d'affecter cette somme au bureau de bienfaisance. Dans un long discours, le maire présente cette décision comme la manifestation symbolique du principe républicain de la fraternité et de l'engagement des socialistes villeurbannais à l'égard des populations les plus pauvres. « Il n'est pas dans l'esprit des auteurs de la proposition, ni de ceux qui l'ont votée de se désintéresser de la fête nationale ou d'en amoindrir l'éclat. Mais tous, nous avons cru qu'avant de s'occuper des réjouissances, il était plus urgent, plus humain, plus républicain même, de penser à ceux qui souffrent et pour qui la République a fait encore trop peu de choses. Nous savons que les œuvres multiples de solidarité qui ont été fondées depuis la Révolution n'ont pas suffi à atteindre le paupérisme et que nombreux encore sont ceux qui, sous la III^e République manquent du strict nécessaire. Il nous a paru, à nous démocrates et socialistes, que c'est tout d'abord à ceux-là que devait aller notre sollicitude dans ce jour de fête de la fraternité »⁴⁰⁷. Ce choix, dont le maire relève la possible impopularité, est mu par les idées « d'union, d'amitié, de paix et de concorde ». Cette mesure symbolique doit permettre d'éteindre les tensions et les rivalités entre les quelques sociétés et les comités locaux qui bénéficiaient alors de cette subvention

⁴⁰⁶ Frédéric CEPÉDE, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », in *Cahiers Jaurès*, 1/2008, n° 187-188, p.29-45.

⁴⁰⁷ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 25 juin 1906, p.149.

municipale. Cette célébration de l'union et de la fraternité à l'égard des plus pauvres montre bien une volonté d'hybridation des principes républicains et socialistes, car le maire rappelle l'attachement de la municipalité à la République. « Nous sommes tous les enfants de la grande République. Nous devons nous efforcer de réaliser au moins pour un jour, le triomphe de la belle devise gravée sur tous nos monuments publics dans son expression la plus belle : La Fraternité ». Le maire compare ensuite la commune à une famille. « Et bien le conseil municipal est ici un frère de famille et il doit penser à ceux des siens qui sont enfermés dans des “Bastilles nouveaux genres” ; les chaumières, où s'enferment les déshérités du moindre bien-être ; et qu'elles fautes ont-ils commise, si ce n'est celle d'être pauvre ou victimes ? »⁴⁰⁸. Ce type de mesure s'inscrit dans la fabrique symbolique de la ville et il convient de contextualiser cette décision. Celle-ci intervient deux mois après la catastrophe de la mine de Courrières (Pas-de-Calais), qui tue 1 099 mineurs le 10 mars 1906. Cette catastrophe, suivie par des grèves de mineurs, connaît un retentissement national et international, et elle marque l'opinion publique notamment chez les socialistes⁴⁰⁹. La municipalité est particulièrement choquée, et elle exprime sa solidarité à l'égard des familles endeuillées. Cette solidarité est interprétée comme une solidarité de classe par le maire Emile Dunière « Cette horrible calamité, une des plus cruelles que la martyrologie de la classe ouvrière ait à enregistrer a provoqué une vive douleur non seulement en France, mais encore dans le monde entier. Nous saluons ces malheureuses victimes du devoir, ces vaillants soldats, qui tous les jours vont à la mort, pour gagner leur misérable existence. Je crois être l'interprète de vous tous, Messieurs, en adressant à leurs veuves, à leurs orphelins, l'expression émue de nos vives sympathies et de notre profond respect. A ces condoléances de la Municipalité, j'associe celles de la population villeurbannaise toute entière »⁴¹⁰. 1906 marque donc un tournant car, dès lors, la référence au devoir de solidarité républicaine et sociale de la municipalité à l'égard des plus démunis est affirmée dans les rapports relatifs aux politiques sociales et à leur financement. En septembre 1906, le rapporteur de la

⁴⁰⁸ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 25 juin 1906, p.151.

⁴⁰⁹ Robert NEVILLE, « *The Courrières Colliery Disaster, 1906* », in *Journal of Contemporary History*, volume 13, n°1, 1978, p.32-52.

Denis VARASCHIN et Ludovic LALOUX, *10 mars 1906 – Courrières, aux risques de l'histoire*, Vincennes, éditions GRHEN, 2006, 592 p. Actes du colloque international sur la catastrophe minière de Courrières (10 mars 1906) tenu à Billy-Montigny (Pas-de-Calais) les 9-11 mars 2006.

⁴¹⁰ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 9 janvier 1906, p.131.

commission du budget souligne par exemple les difficultés budgétaires dues à l'augmentation des charges d'assistance en application des lois de 1905, mais c'est en indiquant que « le conseil municipal ne peut regretter d'avoir accompli son devoir de solidarité républicaine et sociale envers les nécessiteux et les indigents victimes de l'infortune de la misère »⁴¹¹. Cette synthèse, à l'échelon local, de la solidarité républicaine et socialiste a pour dénominateur commun la doctrine politique du solidarisme de Léon Bourgeois, qui est au cœur de l'interventionnisme étatique dans le domaine social sous la III^e République⁴¹². Le municipalisme qui s'élabore à la fin du XIX^e siècle est donc bien une forme d'hybridation, une recherche d'union, entre socialisme et républicanisme. Cette recherche d'union est réelle car le 16 octobre 1908, Jules Grandclément, nouveau maire, écrit à son confrère de Givors qu'il ne veut pas venir assister à l'inauguration de son nouvel hôpital-hospice car il ne peut « oublier que M. Maujan, qui doit présider votre fête, est, parmi les membres du gouvernement actuel, un de ceux qui s'emploient le plus à rejeter les socialistes du parti républicain et à creuser entre républicains et socialistes un fossé qu'ils s'efforcent d'agrandir chaque jour d'avantage »⁴¹³. Cet attachement explique l'application stricte de la législation républicaine dans le domaine social et dans le domaine de l'hygiène, ces deux domaines étant intimement liés. Le renforcement du municipalisme et la modernisation de la ville sont bien sûr liés à des considérations techniques et d'intérêt général, mais aussi partisans.

B. La mise en place d'une politique hygiéniste et sociale

1. La hausse de l'intervention municipale dans le domaine de l'hygiène

L'intervention municipale dans le domaine de l'hygiène n'est pas mue uniquement par l'intervention étatique, car la politique sanitaire est au centre des préoccupations de l'action municipale de Frédéric Faÿs qui élabore le projet d'hôpital-hospice. L'idée de mettre en place un service d'inspection des boucheries et des tueries

⁴¹¹ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 13 septembre 1906, p.157.

⁴¹² Olivier AMIEL, « Le solidarisme, une doctrine juridique et politique française de Léon Bourgeois à la V^e République », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 1/2009, n°11, p.149-160.

⁴¹³ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément au maire de Givors, datée du 16 octobre 1908.

particulières est formulée dès juin 1894, ainsi que celle de traiter l'enlèvement des boues et immondices⁴¹⁴. Cependant, la latitude de la municipalité est limitée comme le montre l'ouverture d'une tuerie particulière en décembre 1900 à proximité d'une école dans le quartier des Charpennes, sur décision préfectorale, et cela en opposition avec la volonté des habitants du quartier dont la municipalité se fait le porte-voix⁴¹⁵. La municipalité réactive en 1901⁴¹⁶ le projet d'abattoir public formulé en 1885⁴¹⁷ mais celui-ci restera lettre morte. L'élection de Jules Grandclément en mai 1908 marque une reprise en main de la question de la police sanitaire, mais l'impulsion vient du pouvoir préfectoral qui met la municipalité en demeure de réorganiser l'inspection des viandes afin de réglementer les tueries particulières⁴¹⁸. C'est pourquoi, le 1^{er} novembre 1908, un nouveau vétérinaire-inspecteur chargé de l'inspection des tueries particulières est nommé. Le maire lui rappelle ses devoirs et les exigences éthiques qui lui incombent ainsi qu'aux contrôleurs de son service : « Vous ne devrez sous aucun prétexte, vous adonner à la clientèle, quelle qu'elle soit. La moindre infraction à cet ordre me mettrait dans la pénible obligation de vous suspendre de vos fonctions immédiatement (...). Les contrôleurs qui vont être nommés devront être au point de vue de leur profession, d'une moralité à toute épreuve (...). Je recommande à tous la discrétion la plus absolue, le plus grand sérieux »⁴¹⁹. Cette reprise en main se traduit par une réunion hebdomadaire entre le maire et le vétérinaire-inspecteur et par la remise d'un rapport mensuel. Malgré ce début de centralisation de l'organisation du contrôle de l'hygiène, celle-ci n'est pas permanente et ce service n'a même pas de budget en propre, comme l'indique en 1909 Jules Grandclément au directeur du bureau d'hygiène de la ville de Boulogne : « il n'existe pas de budget des services municipaux d'hygiène de la commune de Villeurbanne. Il existe une commission d'hygiène, laquelle procède à l'examen de toutes réclamations. Lorsque celle-ci indique qu'un logement est insalubre, le rapport, communiqué aux intéressés, est transmis à la commission sanitaire de l'arrondissement de Lyon qui, alors, envoie un de ses membres sur les lieux, et celle-

⁴¹⁴ AMV-1D270-Délibération du conseil municipal du 23 juin 1894, p.408.

⁴¹⁵ AMV-1D271-Délibération du conseil municipal du 21 décembre 1900, p.553.

⁴¹⁶ AMV-1D271-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 29 janvier 1901, p.563-564.

⁴¹⁷ AMV-1D268- Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 19 avril 1885, p.153-154.

⁴¹⁸ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 28 août 1908, p.394.

⁴¹⁹ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément à monsieur Bergerrau, datée du 5 novembre 1908.

ci statue sur le cas qui l'occupe »⁴²⁰. L'action sanitaire de la municipalité continue de s'appuyer en réalité sur un système de délégation, en sollicitant les médecins libéraux qui ont en charge l'inspection des logements insalubres. Cette situation, « héritée des modes d'administration définis au cours de la première moitié du XIX^e siècle »⁴²¹, engendre des réclamations de la part des médecins de la commission d'hygiène qui souhaitent percevoir un jeton de présence, « comme dans les autres communes importantes »⁴²², en raison des dérangements engendrés par les inspections régulières de logements insalubres. Ce système est alors très peu structuré et se fonde sur la disponibilité et la participation volontaire des médecins. Cependant à partir de 1911, la réorganisation de la politique sanitaire montre un renforcement de l'interventionnisme municipal dans le domaine de l'hygiène.

En 1911 les édiles décident de mettre en régie l'enlèvement des boues et immondices, jusqu'alors mis en adjudication. Cette mise en régie est commandée par des considérations hygiéniques, mais elle s'inscrit aussi dans un projet socialiste comme l'indique le rapport du maire sur la question. « Devons-nous continuer à laisser ce service entre les mains d'un particulier ? Devons-nous en faire un service municipal ? Telle est la question qui se pose. Il est de toute évidence que le particulier qui prend part à l'adjudication le fait dans un but de lucre et en raison des difficultés que présente le mode actuel d'évacuation des immondices, il y aura à craindre que ce service ne soit pas fait d'une façon irréprochable. Ainsi donc à deux points de vue : 1^o au point de vue socialiste qui nous pousse à reprendre au profit de la collectivité tous les services publics qui jusqu'alors étaient le bénéfice d'un seul, 2^o au point de vue de l'hygiène publique, nous devons mettre en régie le service de nettoyage de nos chemins »⁴²³. Le caractère socialiste de la collectivisation des services publics est clairement exprimé ici, mais c'est la seule fois dans les archives relatives à des mises en régie à Villeurbanne et l'intérêt général de l'hygiène publique apparaît bien également comme un moteur de ce municipalisme. Ce débat s'ouvre en raison de la demande de la part de l'adjudicataire d'une augmentation de

⁴²⁰ AMV-2D12-Lettre de Jules Grandclément au directeur du bureau d'hygiène de Boulogne-sur-Mère, datée du 1^{er} mai 1909.

⁴²¹ Lucie PAQUY, « Naissance et développement d'un service sanitaire municipal. Le bureau d'hygiène de Grenoble (1889-1914) », in Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ?*, Saint-Etienne, Créaphis, 2007, p.225.

⁴²² AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 10 juin 1908, p.365-366

⁴²³ AMV-1J21-Rapport de Jules Grandclément sur la mise en régie de la collecte des immondices, daté du 15 mai 1911, p.2.

ses indemnités pour l'année 1912, « en raison du travail supplémentaire que lui a occasionnée la mise en état de viabilité de nouvelles rues et l'augmentation des constructions »⁴²⁴. Le conseiller municipal Durieux, chargé d'élaborer un rapport sur le projet de mise en régie, ne fait aucune mention de considérations politiques. L'identité partisane est évacuée du rapport sans doute parce qu'elle est implicite. Le rapporteur justifie la mise en régie, en s'appuyant sur les débats tenus en 1910 à Bruxelles lors du II^e congrès international de la route. Il souligne que « dans leurs rapports, les délégués des divers Etats d'Europe sont unanimes pour reconnaître que, pour assurer d'une façon efficace le nettoyage des villes dans les meilleures conditions d'hygiène, le service doit être assuré par la municipalité elle-même avec un matériel lui appartenant et des employés sédentaires ; le dépôt des ordures sur la voie publique doit être fait dans des récipients entièrement fermés, leur transport dans des véhicules fermés, et leur destruction doit être effectuée par voie d'incinération »⁴²⁵. Les débats internationaux sur les transports urbains et le municipalisme ont donc bien un impact dans l'élaboration des politiques communales à Villeurbanne, à la veille de la Première Guerre mondiale. Ils sont bien mobilisés afin d'orienter et de justifier une politique locale. Renaud Payre explique qu'« au début des années 1910, la transformation de l'organisation municipale urbaine est érigée, au niveau international, en possible objet d'action politique. C'est par la recherche du « bon gouvernement » des villes qu'il sera possible de résoudre nombre de problèmes déjà mis en avant de manière éparse par les réformateurs sociaux. A la ville, conçue comme un tout agrégeant une série de réalités économiques et sociologiques supposées interdépendantes les unes des autres, devraient correspondre de nouvelles formes de gestion municipale »⁴²⁶. Des échanges intercommunaux, par l'intermédiaire d'une enquête, ont d'ailleurs précédé la décision de mise en régie, afin de s'informer sur les pratiques des autres communes en matière de gestion des immondices, indépendamment de leur couleur politique⁴²⁷.

⁴²⁴ AMV-1J21-Rapport du conseiller municipal Durieux sur la mise en régie de l'enlèvement des boues et immondices, 1911.

⁴²⁵ AMV-1J21-Rapport du conseiller municipal Durieux sur la mise en régie de l'enlèvement des boues et immondices, 1911, p.1.

⁴²⁶ Renaud PAYRE, *op.cit.*, 2007, p.36.

⁴²⁷ AMV-1J21-Questionnaire adressé à d'autres communes sur l'enlèvement des boues et immondices, 1911.

Cet usage de la mise en régie est aussi le résultat d'une expérimentation locale, à travers la municipalisation des transports municipaux qui est effectuée dès février 1909. Cette municipalisation se traduit par la prise en charge par la commune du transport des matériaux pour l'entretien des chemins vicinaux et ruraux, de l'arrosage, du transport du charbon pour fournir les édifices communaux (mairie, écoles, hôpital hospice) et les indigents, et du transport gratuit des malades vers les hôpitaux. En comparant les dépenses dues à l'adjudication des transports et à celles projetées dans l'éventualité de leur mise en régie, la municipalité constate que « la dépense étant sensiblement la même, l'économie du projet réside dans l'assurance de la satisfaction donnée au public par un service régulier et bien fait »⁴²⁸. La régie municipale est alors perçue comme un moyen de rationaliser le gouvernement urbain. Mais en 1909 il ne s'agit que d'une expérimentation. Deux ans plus tard, le rapporteur sur la question de la mise en régie des immondices expose qu'à la suite de « l'expérience faite en petit au moyen de notre service des transports, l'ère des tâtonnements est terminée. Nous pouvons dire que nous marcherons sûrement, et j'ai le ferme espoir, si vous partagez ma manière de voir, que, non seulement au point de vue financier, qu'il ne faut certes pas négliger, mais surtout au point de vue de l'intérêt général, nous aurons fait une réforme qui sera accueillie avec satisfaction par la population toute entière »⁴²⁹. Le choix de la régie est donc le fruit de la combinaison de débats internationaux et d'expérimentations locales au regard de l'idéologie socialiste. Cela démontre que l'échelon local est bien utilisé comme un laboratoire d'expériences au travers desquelles est élaboré un gouvernement urbain rationalisé.

A la suite de ce rapport, des échanges ont lieu entre différentes entreprises locales⁴³⁰. Pour organiser ce nouveau service, la municipalité prévoit de se doter de 4 000 poubelles fermées car « il y a environ 3 600 immeubles dans la commune »⁴³¹, de 16 tombereaux fermés dits « voitures hygiéniques », et de 12 tombereaux ordinaires. Il s'agit d'une innovation importante en terme d'hygiène urbaine, car la ville de Paris

⁴²⁸ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 18 février 1909, p.457-458.

⁴²⁹ AMV-1J21-Rapport du conseiller municipal Durieux sur la mise en régie de l'enlèvement des boues et immondices, 1911, p.3.

⁴³⁰ AMV-1J21-Dossier sur l'enlèvement des ordures ménagères-1911-1915.

⁴³¹ AMV-1J21-Rapport de Jules Grandclément sur la mise en régie de la collecte des immondices, daté du 15 mai 1911.

ne se dote de poubelles fermées qu'à partir de 1925⁴³². L'entrepreneur sélectionné doit fournir ce nouveau matériel d'hygiène publique, mais il est également chargé de la « construction d'un four à incinérer les immondices provenant du service du nettoyage des rues de la commune »⁴³³. Le projet sélectionné est celui de l'ingénieur lyonnais Maurice Ritton, à charge pour ce dernier d'acheter le terrain nécessaire et de financer la construction du four à incinérer. En contrepartie, il reçoit de la municipalité un traitement annuel pour l'incinération des immondices collectées. Le four à incinérer, auquel est adjointe une usine d'apprêt et de teinturerie actionnée par la vapeur produite par la combustion des détritres, est installé rue du Chalet. Cette installation, dans le sud-ouest de la commune, « très proche d'habitations déjà construites au voisinage immédiat d'un quartier en plein développement » génère des protestations de la part des habitants, lors de l'enquête de commodo et incommodo⁴³⁴. La commission sanitaire devant statuer sur ce projet l'accepte pourtant, car la municipalité assure que le refus de cet emplacement entraînerait l'abandon du projet d'incinération pour des raisons économiques. Ce choix de l'incinération est novateur, car le problème du dépôt des immondices génère des plaintes des habitants des villes. En effet, la position périphérique de Villeurbanne par rapport à Lyon, et l'absence de coordination intercommunale sur ce sujet, est problématique : l'adjudicataire chargé de la collecte des immondices sur le territoire de Lyon les dépose sur le territoire villeurbannais. Plus globalement, la question des dépôts d'immondices communaux génère des conflits intercommunaux, et pas seulement entre Lyon et Villeurbanne, car en juin 1911 le préfet interdit les dépôts d'immondices effectués sur la commune de Vaulx-en-Velin, à la limite de la commune de Villeurbanne⁴³⁵. En juin 1912, une enquête de la commission d'hygiène municipale révèle que les dépôts illégaux sont effectués dans la périphérie orientale de la commune, dans le quartier des Büers et des Tuileries au-delà de la digue insubmersible, route de Crémieu, au delà du Bon Coin, route de Genas et du chemin Cyprien aux Brosses soit dans l'extrême sud-est de la commune, à la frontière avec les communes de Bron et de Vaulx-en-Velin⁴³⁶. Cette enquête permet de localiser les

⁴³² Voir Stéphane FRIoux, *op.cit.*, 2009, p.353.

⁴³³ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 13 juin 1911, p.5-6.

⁴³⁴ AMV-1J21-Rapport de la commission sanitaire relatif au projet d'usine à incinérer de Villeurbane, daté du 17 octobre 1911.

⁴³⁵ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 13 juin 1911, p.5.

⁴³⁶ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 9 août 1912, p. 105.

marges de la commune situées dans les espaces ruraux orientaux, où les contrôles de police sont moindres car les deux commissariats présents sur le territoire communal sont localisés à l'ouest dans le quartier des Charpennes, et au sud-ouest dans le quartier de la mairie. La digue insubmersible, qui dessine un arc nord-est, constitue une rupture au-delà de laquelle le contrôle est moindre. L'effet de frontière joue un rôle dans la constitution de ces dépôts. Le danger de ces dépôts, et plus particulièrement celui des Tuileries, est aigu. Toute la population de la rive gauche du Rhône, qui est alimentée en eau par la nappe souterraine provenant de ce point du Rhône, se trouve menacée. La fréquence de ces dépôts, le risque sanitaire encouru par la population et les pétitions des habitants poussent la municipalité à porter un recours judiciaire auprès de l'adjudicataire⁴³⁷. Cependant, si la responsabilité de l'adjudicataire lyonnais est spécifiée par les édiles, ces dépôts sont aussi le fait des Villeurbannais, car un rappel à l'ordre est également fait aux agriculteurs qui utilisent les immondices en guise d'engrais⁴³⁸. La question du traitement des déchets urbains est donc d'importance, et la nouvelle politique d'hygiène de Villeurbanne est présentée comme un signe de modernité ainsi l'indique le maire au conseil municipal : « Villeurbanne a démontré victorieusement qu'il est possible de se débarrasser des déchets d'une ville sans empoisonner ses voisines »⁴³⁹. La mise en régie augmente en 1913, car la municipalité n'était alors pas propriétaire du four à incinérer. Or, la société *L'industrielle-Incineration* qui s'est substituée à Maurice Ritton, propose alors de lui vendre le four⁴⁴⁰, ce qu'elle accepte en janvier 1914⁴⁴¹. Cette mise en régie n'est pas justifiée par des considérations politiques. Ce sont des considérations techniques qui sont mises en avant. « Il ne peut (en effet) être question d'acquisition que si cette opération présente des avantages exceptionnels

⁴³⁷ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 9 octobre 1912, p.145.

⁴³⁸ Cette pratique consistant à utiliser les immondices comme engrais est alors courante car l'ingénieur Félix Nave précise, dans sa communication prononcée lors du congrès international de l'association générale des ingénieurs et hygiénistes municipaux à Lausanne et à Genève du 21 au 28 juillet 1908, qu'« il a fallu que certaines villes se trouvent aux prises avec les plus graves difficultés, à la suite d'épidémies exceptionnelles comme celles du choléra à Hambourg en 1902, pour arriver à décider quelques-unes d'entre elles à faire le premier pas et à s'apercevoir que l'utilisation sous forme d'engrais n'était pas l'unique procédé de destruction des immondices » dans Félix NAVE, *Destruction des immondices, communication lors du congrès de Lausanne et de Genève du 21 au 28 juillet 1908*, Paris, imprimerie artistique C. Chauffour, 1908, p.1.

⁴³⁹ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 9 août 1912, p. 105.

⁴⁴⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 13 octobre 1913, p.238-240.

⁴⁴¹ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 27 janvier 1914, p.267-271.

pour la commune »⁴⁴². Pour être éclairée sur ce point, la municipalité fait appel à un expert extérieur, F. Brut, ingénieur mécanicien à l'asile de Bron. Le rapport présenté sur ce point aux édiles par la commission *ad hoc* se termine par la considération suivante : « C'est en somme une excellente affaire que nous vous proposons. Nous devons au concours dévoué et éclairé de M. Brut des renseignements d'ordre technique qui ont guidé notre étude et favorisé notre décision ; la commission est heureuse de le remercier du soin consciencieux avec lequel il a préparé et établi ses rapports »⁴⁴³. Les enjeux en terme de santé publique transcendent les identités partisans, et les innovations techniques en matière d'hygiène et d'urbanisme sont lues au prisme de ces enjeux d'intérêts publics. C'est pourquoi la dimension politique de la mise en régie est évacuée de ces rapports techniques, bien qu'elle procède d'abord d'une volonté de municipalisation des services publics en conformité avec l'idéologie socialiste. L'objectif des édiles est d'assainir la ville et de la moderniser. C'est pourquoi, la municipalité décide, à partir de 1911, de rationaliser l'inspection des logements signalés comme insalubres, puis de créer en 1913 un bureau d'hygiène.

L'inspection des logements signalés comme insalubre est rationalisée par la sectorisation de la commune en trois zones distinctes en 1911. Chaque secteur se voit doté d'un médecin et d'un architecte, ce qui permet de rendre l'inspection plus efficace⁴⁴⁴. C'est seulement à partir de 1913 que la municipalité se dote d'un bureau d'hygiène. Ce retard par rapport à la législation, et notamment à la loi du 11 février 1902 qui institue la création d'un bureau d'hygiène pour les villes de plus de 20 000 habitants, est justifié par la persistance du risque d'annexion. Villeurbanne se trouvait dans un régime d'exception en raison de sa possible intégration dans Lyon. Cette situation explique le rôle d'impulsion joué par la préfecture dans la création du bureau d'hygiène. Le préfet du Rhône écrit à Jules Grandclément le 21 mars 1913 afin de se conformer à la loi du 15 février 1902 : « Par une dépêche en date du 18 courant, M. le Ministre de l'Intérieur me rappelle que, lorsqu'en 1908, il a été procédé à la reconstitution du Bureau municipal d'hygiène de Lyon, conformément aux prescriptions du décret du 3 juillet 1908, il avait été entendu que l'organisation du Bureau d'hygiène de Villeurbanne serait réservée jusqu'au moment où serait

⁴⁴² AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 27 janvier 1914, p.268.

⁴⁴³ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 27 janvier 1914, p.271.

⁴⁴⁴ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 13 juin 1911, p.5.

solutionné le rattachement de cette commune à la Ville de Lyon. Depuis lors, rien n'est venu indiquer qu'une suite doit être donnée à l'affaire, dans ce sens, il ne paraît plus qu'il y ait aucune raison pour que la Ville de Villeurbanne reste en dehors des obligations imposées aux villes de plus de 20 000 habitants et ne possède point un bureau d'hygiène »⁴⁴⁵. Le renforcement du municipalisme dans le domaine de l'hygiène est donc dû à une impulsion préfectorale, bien que la municipalité ait déjà pris des dispositions dans ce domaine, et Jules Grandclément ne manque pas de préciser que « la lettre de M. le préfet nous trouve au travail, ce sera là notre meilleure satisfaction »⁴⁴⁶. Les édiles puisent dans l'appareil réglementaire à disposition en fonction du projet politique élaboré. C'est cette logique d'appropriation différenciée de la production législative par les décideurs de la ville, en fonction des problématiques locales rencontrées, qui explique la temporalité différenciée de l'application législative tandis que le pouvoir préfectoral joue un rôle d'arbitre en obligeant à une mise en conformité par rapport à la législation.

Par ailleurs, si la création du bureau d'hygiène avait été mise en attente, la municipalité s'était déjà conformée à la loi du 15 février 1902 en reconduisant en juin 1904 la constitution d'une commission d'hygiène et des bâtiments insalubres créée le 30 août 1900⁴⁴⁷, et en établissant dès juillet 1904 un règlement sanitaire de la commune⁴⁴⁸. Cependant, au moment de son élaboration, en 1904, on peut constater une application différenciée du règlement sanitaire sur le territoire communal. Emile Dunière, alors maire, rappelait « l'importance de ce document, qui est appelé à améliorer d'une façon notable, l'hygiène de la population et à faire disparaître certaines coutumes et certaines négligences coupables, que ne pouvaient que faciliter l'extension des maladies épidémiques. (Il) ajoute (...) que l'administration tout en étant ferme pour l'application des mesures que comporte ce projet de règlement, apportera cependant une certaine tolérance dans l'application de certains articles, notamment en ce qui concerne les habitants situés en dehors de l'agglomération »⁴⁴⁹. Cette distinction entre habitants dans ou hors de l'agglomération n'est pas davantage explicitée. Les registres de recensement donnent des clés de compréhension sur cette

⁴⁴⁵ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 1^{er} avril 1913, p.195.

⁴⁴⁶ *Idem*.

⁴⁴⁷ ADR-5M110-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 15 juin 1904.

⁴⁴⁸ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal du 11 juillet 1904, p.534.

⁴⁴⁹ AMV-1D272-Délibération du conseil municipal du 11 août 1904, p.547.

distinction entre habitants de l'agglomération et ceux se trouvant au-dehors. Le renseignement des registres de recensement établis selon un modèle-type distinguant la population agglomérée (formée des quartiers, sections ou rues formant l'agglomération du chef-lieu) de la population épars (constituée par les sections, villages hameaux, fermes et habitations en-dehors de l'agglomération du chef-lieu) éclaire ce découpage du territoire. Et il est possible de relever une évolution dans le mode de renseignement des registres et dans la localisation de la population agglomérée et de la population épars. Selon le registre de recensement de la population en 1886, la population agglomérée comprend 3 sections : les quartiers des Maisons Neuves et de la Cité Lafayette au sud-ouest (formant ensemble la section 1), le quartier des Charpennes au nord-ouest (section 2) et le quartier de Cusset à l'est (section 3). Les deux premières sections regroupent en 1886, à elles seules, 94 % de la population agglomérée et le quartier de Cusset seulement 6 %. Rapporté à la population totale, le quartier des Charpennes regroupe 48,7 % de la population et ceux des Maisons Neuves et de la Cité Lafayette 38,5 %, soit 87,66 % de la population totale, et celui de Cusset seulement 5,5 %. La population agglomérée dessine donc un croissant reliant le nord-ouest et le sud-ouest et s'effilant à l'est de la commune. La population dite « épars » s'étend sur le reste du territoire – au nord-est et au sud-est – et ne regroupe que 6,8 % de la population totale (population agglomérée et population épars). Ce même découpage se retrouve dans le registre de 1891. En revanche, en 1901 et en 1906, la population agglomérée regroupe le quartier des Charpennes, de la Cité et des Maisons Neuves. Le quartier de Cusset se trouvant dans l'est de la commune fortement rurale est exclu de ce découpage. Ces trois quartiers rassemblent 97 % de la population totale en 1901 et 96,7 % en 1906, ce qui indique une densification de ces quartiers entre 1886 et 1906. En conséquence, lorsqu'en 1904, Emile Dunière précise que le règlement sanitaire s'applique strictement pour la population agglomérée, il désigne les habitants des quartiers des Charpennes, de la Cité Lafayette et des Maisons Neuves, situés à l'ouest de la commune. Cette application différenciée à l'échelle intra-communale du règlement sanitaire prend en compte le double visage de la commune, entre urbanité à l'ouest et ruralité à l'est, même si comme le rappelle Jean-Luc Pinol le paysage de l'ouest villeurbannais n'est pas uniforme bien qu'il s'agisse de la zone la plus densément occupée de la commune car « jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les espaces

agricoles se mêlent aux usines et à l'habitat tant dans l'Ouest villeurbannais que dans la zone qui s'étend entre le sud de la Guillotière et Vénissieux »⁴⁵⁰.

Cette application différenciée du règlement sanitaire disparaît en revanche lors de la création du bureau d'hygiène en 1913, ce qui montre une volonté d'uniformisation de la politique sanitaire à l'échelle du territoire communal. En avril 1913, Jules Grandclément souligne l'importance d'un bureau d'hygiène en rappelant aux édiles que « le premier devoir d'une municipalité est de protéger la santé publique, en maintenant dans la cité le meilleur état sanitaire. Car la santé est la base sur laquelle repose avant tout le bonheur du peuple. C'est la première richesse d'une ville, comme d'un pays, puisqu'elle a pour conséquence d'augmenter la puissance de production et de diminuer les charges de la collectivité »⁴⁵¹. Cette impulsion permet de rationaliser la politique d'hygiène de la ville. Le directeur du bureau d'hygiène, nommé par le maire, se trouve en charge de la surveillance de toutes les affaires intéressant l'hygiène et la salubrité publiques, même celles relevant d'autres services. Il est secondé par un chef de bureau, un inspecteur de la salubrité assermenté, et un expéditionnaire. La commission d'hygiène existant précédemment est transformée en commission consultative et est composée du directeur du service d'hygiène, d'un médecin, d'un architecte, du vétérinaire inspecteur du service des viandes qui rendait jusqu'alors compte directement au maire, de l'architecte voyer et d'un homme de l'art du bâtiment. Le bureau d'hygiène devient un outil de diagnostic et d'intervention municipale dans le domaine sanitaire et de l'urbanisme. Il est en charge de l'application du règlement d'hygiène, de la réception des déclarations de maladies et de leur cartographie, de la surveillance de la salubrité des logements par la tenue du casier sanitaire des immeubles, de l'assainissement des voies publiques et de la surveillance des réseaux d'adduction d'eau potable, des réseaux d'égouts et des viandes et denrées alimentaires. L'action du bureau d'hygiène est complétée par l'envoi de renseignements par le directeur de l'hôpital-hospice en cas d'affections contagieuses constatées. L'hygiène scolaire rentre dans ses prérogatives et des visites scolaires sont régulièrement organisées. Ce bureau d'hygiène joue un rôle dans l'aménagement urbain, car c'est lui qui reçoit les plans d'aménagement des nouvelles et des anciennes constructions, et qui rend un avis lors de la délivrance de permis de construire. La création de ce bureau d'hygiène fait rentrer l'usage de la statistique

⁴⁵⁰ Jean-Luc PINOL, *op. cit.*, 1991, p.121.

⁴⁵¹ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 1^{er} avril 1913, p.187.

dans la pratique du gouvernement urbain, car le bureau doit fournir des statistiques des maladies contagieuses, ainsi que des tableaux périodiques des statistiques démographiques. Pour cela, le bureau d'hygiène bénéficie d'un local dans l'hôtel de ville, et dispose des plans de la ville ainsi que d'une bibliothèque spécialisée. Il s'inscrit par ailleurs dans le réseau médical lyonnais, car les analyses bactériologiques sont effectuées par le laboratoire de la faculté de médecine de Lyon. Ce nouveau service doit permettre de localiser, d'identifier et de pallier les risques épidémiques. Les bureaux d'hygiène permettent « de diffuser les principales priorités de l'hygiène publique suivant deux stratégies distinctes. La première concerne la mise en place d'une surveillance épidémiologique, d'une offre de soins de proximité, du service médical de nuit gratuit pour les populations indigentes qui reçoivent aussi gratuitement les produits désinfectants. Une autre stratégie est utilisée à l'égard de la population des couches moyennes : l'information, l'éducation, la mobilisation afin qu'elles deviennent des relais des bonnes manières hygiéniques vers les couches populaires »⁴⁵². Le bureau d'hygiène de Villeurbanne s'inscrit dans ces deux stratégies, car il est aussi utilisé dans une logique prophylactique puisqu'il diffuse des brochures comme celle datée du 16 août 1914, consacrée aux « précautions contre les maladies transmissibles »⁴⁵³ à la veille de la Première Guerre mondiale : « Défendez-vous contre la maladie. Le prussien n'est pas le seul ennemi. Il est des fléaux plus meurtriers que la guerre (la tuberculose tue chaque année, en France, 150 000 personnes). Ces fléaux nous savons les vaincre, d'autres peuples les ont vaincus ; imitons-les (il suffit d'être propre) »⁴⁵⁴.

Pour convaincre les édiles, le maire évoque les difficultés que les services municipaux ont eu à identifier les causes de vingt-et-un cas de fièvre typhoïde constatés en février 1913. « Ces cas ont tous été identifiés dans la partie basse de la commune, entre le cours Emile Zola et le cours Tolstoï. Or, les moyens dont nous disposons actuellement pour rechercher les causes de cette dangereuse maladie sont absolument insuffisants. Seul un bureau d'hygiène peut agir efficacement parce qu'il dispose précisément de ces moyens de recherche qui nous font défaut. Il en est de

⁴⁵² Patrice BOURDELAIS, « Les bureaux d'hygiène municipaux (1879-1900). Convaincre, décider, innover, assister, convaincre et diffuser », in Patrice BOURDELAIS et Olivier FAURE, *Les nouvelles pratiques de santé : acteurs, objets, logiques sociales, XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, p.284.

⁴⁵³ AMV-non coté-Brochure du bureau municipal d'hygiène de Villeurbanne du 16 août 1914, Villeurbanne, Imp. F. Brotel, p.4.

⁴⁵⁴ *Idem*.

même pour la diphtérie qui se maintient à l'état endémique dans notre commune. Pour ne parler que de l'année dernière, cette affection, éminemment contagieuse, a pris, à un moment donné, un caractère épidémique dans plusieurs quartiers, à tel point que nous avons été dans l'obligation pour l'enrayer, de fermer les classes d'un groupe scolaire (...) Il n'est pas jusqu'aux denrées alimentaires et surtout les moyens d'alimentation de la population en eau, qui ne doivent être constamment surveillés, car nous n'ignorez pas, Messieurs, que c'est dans l'eau que se rencontrent le plus souvent des germes morbides, le bacille de la fièvre typhoïde, notamment. Vous savez aussi que nombre d'immeubles de notre commune, à usage d'habitation, sont encore alimentés par des puits dont l'eau pour la plupart est contaminée »⁴⁵⁵. La fièvre typhoïde, la diphtérie et la tuberculose font alors partie des grands fléaux sanitaires⁴⁵⁶. L'expertise de Jules Grandclément, en tant que médecin, est de poids sur la question. L'essor du municipalisme est particulièrement important dans le domaine de l'hygiène publique, en conformité avec l'impulsion législative, mais la municipalité est aussi source d'innovation urbaine.

2. La hausse de l'intervention municipale dans le domaine de l'assistance

Outre le domaine de l'hygiène, l'intervention municipale augmente dans le domaine de l'assistance en raison de la législation de 1905. Cependant, on peut constater une politisation de la question de l'assistance, et la mise en place d'initiatives municipales plus particulièrement en faveur des habitants de nationalité italienne, dans une logique d'affirmation de l'identité partisane de la commune. En effet, l'assistance médicale gratuite, définie par la loi du 15 juillet 1893, est du ressort de la municipalité pour les ressortissants français. Mais la municipalité de Jules Grandclément décide d'étendre cette assistance aux ressortissants italiens car « la colonie italienne est nombreuse à Villeurbanne et (...) les familles de cette colonie sont presque toutes composées d'ouvriers ou d'ouvrières d'usine, plutôt manœuvres, se contentant de salaires dérisoires (...). Or l'administration socialiste de Villeurbanne estime que lorsqu'un membre d'une famille ouvrière tombe malade et que cette famille reconnue indigente ne peut soigner ou faire soigner son malade, la

⁴⁵⁵ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 1^{er} avril 1913, p.188.

⁴⁵⁶ Voir sur les maladies urbaines en Europe Jean-Luc PINOL (dir.), *op. cit.*, 2003, p.90-96.

question de nationalité disparaît, les plus élémentaires principes d'humanité primant toute autre raison, on doit secourir le malheureux qui souffre »⁴⁵⁷. Cette prise en compte de la population étrangère par la municipalité s'explique par la croissance de cette part de la population entre 1872 et 1911 qui passe de 2,42 % de la population totale en 1872 à 4,5 % en 1911. Cependant, le tableau ci-contre [**Tableau 4**], établi à partir des registres de recensement de la population montre la fluctuation de la part de la population étrangère dans la population totale.

La proximité géographique de l'Italie, le percement de tunnel sous le massif alpin et la révolution ferroviaire expliquent l'importance des courants migratoires privilégiés, à destination du bassin industriel de l'agglomération lyonnaise. Les migrations italiennes dans l'agglomération lyonnaise connaissent un changement durant le XIX^e siècle : on passe d'une migration saisonnière à une immigration permanente à partir de la fin du XIX^e siècle en raison de l'attractivité du bassin industriel lyonnais⁴⁵⁸. Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, l'immigration italienne ouvrière s'inscrit dans la ville en privilégiant les communes de banlieue industrielle.

Le choix de la municipalité d'ouvrir le droit à l'assistance médicale gratuite aux immigrants italiens est donc un choix politique, et fait écho à l'évolution démographique de la population étrangère. Cette assistance est différenciée en fonction de la nationalité des étrangers. Et en raison de l'importance des frais avancés en 1912, et de l'absence de participation de l'Etat ou du département, la municipalité émet le vœu en décembre 1913 que le gouvernement italien participe au remboursement des frais d'assistance à ses ressortissants⁴⁵⁹. Ce cas précède la législation qui fait suite à la Première Guerre mondiale et prévoit l'extension de l'assistance médicale gratuite aux ressortissants italiens, en raison d'accords internationaux. En s'appuyant sur la législation afin de construire la chronologie de sa thèse sur la catégorisation des étrangers dans les politiques municipales, Françoise de Barros s'est focalisée sur le prisme étatique écartant dès lors les initiatives d'avant

⁴⁵⁷ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 23 décembre 1913, p.260-261.

⁴⁵⁸ Sur les migrations italiennes à Lyon aux XIX^e et XX^e siècles, voir l'importante synthèse de Jean-Luc DE OCHIANDANO, *Lyon à l'italienne : deux siècles de présence dans l'agglomération lyonnaise*, Lyon, Editions Lieux Dits, 2013, 272 p.

⁴⁵⁹ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 23 décembre 1913, p.261.

1914⁴⁶⁰. Cette thèse de science politique apporte un éclairage particulièrement intéressant sur le rapport entre local et national, et sur la mise à l'agenda de la question des étrangers par les pouvoirs publics durant le XX^e siècle. Mais on voit dans notre cas qu'il est parfois nécessaire de prendre en compte les initiatives locales, afin d'élargir la chronologie de la catégorisation des étrangers par les pouvoirs publics, locaux et nationaux. Borner cette problématique à la seule production législative, c'est circonscrire trop fermement son objet d'étude en ne prenant en compte que la focale étatique. Ce découpage chronologique a pour effet de présenter les municipalités comme de simples échelons d'application de la législation, occultant ainsi les possibles initiatives locales d'avant-guerre.

L'échelon municipal apparaît bien comme un laboratoire d'expériences notamment dans le domaine social, et l'impulsion législative n'est pas le seul facteur explicatif de ce type d'initiative. L'évolution démographique locale et l'identité partisane jouent aussi un rôle dans le développement du municipalisme dans le domaine de l'assistance.

C. Le développement de la régie municipale

Les sources mobilisées afin d'éclairer cette fabrique de la ville sont les délibérations du conseil municipal, les courriers et les rapports techniques relatifs à ces projets urbains. Cependant, il est notable que l'identité partisane de la municipalité apparaît très rarement dans ces sources. Les documents et rapports sont établis en vertu d'arguments économiques, techniques ou hygiéniques, mais l'argument politique partisan est évacué face à des considérations gestionnaires. Cette évacuation des considérations politiques dans les rapports techniques pose question car elle tend, à première vue, à dépolitiser les questions municipales, or leur traitement procède justement de ressorts politiques et partisans. Comment lire le politique à travers le développement du municipalisme dans ce contexte ? Deux risques méthodologiques nous apparaissent : le premier est de sur-interpréter les sources et de lire toute forme de municipalisme comme la manifestation d'une identité partisane, quitte à évacuer les autres ressorts du municipalisme, pourtant tout aussi importants. En faisant la

⁴⁶⁰ Françoise DE BARROS, *L'Etat au prisme des municipalités : une comparaison historique des catégorisations des étrangers en France (1919-1984)*, thèse de science politique, dact., Paris 1, 2004, 539 p.

généalogie du socialisme municipal à Villeurbanne, Bernard Meuret a eu tendance à considérer toute manifestation du municipalisme comme l'expression du socialisme municipal, celui-ci apparaissant dans une sorte de téléologie socialiste au fondement de l'identité villeurbannaise. Uwe Kühl dans l'introduction de l'ouvrage *Le socialisme municipal en Europe* indique, « nous avons besoin d'études locales combinant les deux points de vue, le développement de l'administration des services communaux et l'histoire politique. C'est le seul moyen de savoir ce que représentait effectivement le socialisme municipal, en théorie et en réalité »⁴⁶¹. Or le socialisme municipal n'est pas un tout cohérent, surtout avant 1914, dont il suffirait de vérifier l'application à l'échelle locale car, comme le rappelle Jacques Girault si « très tôt les composantes socialistes se sont intéressées aux possibilités offertes par le cadre communal ; il en a résulté de grandes orientations que résume imparfaitement la notion de socialisme municipal »⁴⁶². Il convient de s'interroger sur ces grandes orientations socialistes qui influencent les pratiques politiques municipales, plus que sur l'application plus ou moins conforme du socialisme municipal pour la période d'avant-guerre. La situation est quelque peu différente durant l'entre-deux-guerres, car l'essor du municipalisme et la construction de réseaux de municipalités socialistes, parmi les acteurs des réseaux réformateurs, stimulent des réflexions et des échanges plus institutionnalisés sur l'orientation des politiques socialistes à l'échelon municipal. Dans le cas de Villeurbanne, on constate à la fin du XIX^e siècle un développement de l'administration municipale mais ceci n'est pas l'unique expression de l'identité socialiste des édiles locaux, les moteurs ne sont pas uniquement partisans car des considérations juridiques, techniques, économiques et démographiques expliquent aussi cet essor. En revanche, il est certain que des thèmes forts se dégagent d'écrits de penseurs socialistes consacrés à l'échelon municipal dès la fin du XIX^e siècle, notamment « le développement des services publics, le contrôle par les régies municipales et la priorité accordée aux réalisations pour l'enfance »⁴⁶³. Ce constat de la faiblesse de l'identité programmatique associée au municipalisme est à rapprocher de l'analyse de Rémi Lefebvre sur les socialistes

⁴⁶¹ Uwe KÜHL, « Introduction », dans Uwe KÜHL (dir.), *op. cit.*, 2001, p.28.

⁴⁶² Jacques GIRAULT, « La banlieue dans la politique municipale du Parti communiste », in Emmanuel BELLANGER et Jacques GIRAULT (dir.), *Villes de banlieue, personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XX^e siècle*, Paris, Créaphis, 2008, p.40.

⁴⁶³ *Idem.*

et la question communale à la fin du XIX^e siècle. Il constate, dans le cas de la municipalité socialiste de Roubaix à la fin du XIX^e siècle, que « l'identité programmatique donnée à l'action municipale reste pauvre, confuse et peu distinctive. Le constat tient pour partie à la nature des problèmes traités par la municipalité. Adjudications, enlèvement d'immondices, problèmes de mitoyenneté, renouvellement de bail, etc. : de nombreuses questions auxquelles les socialistes sont confrontés et qui nécessitent l'acquisition difficile d'un savoir-faire technique, revêtent, selon l'expression consacrée, "un caractère d'édilité" (...). Mais les élus peinent aussi à constituer et à problématiser les questions en termes politiques. La montée en généralité à partir de problèmes administratifs, concrets ou gestionnaires ne peut s'adosser à une conception formalisée et sédimentée politiquement signifiante des problèmes municipaux qui fait encore défaut. Dans ces conditions, les "précédents" sont souvent évoqués pour justifier les décisions qui ne sont pas inscrites dans le programme, voire y contreviennent. Plus fondamentalement, les décisions du conseil municipal ne sont pas le produit d'une entreprise politique collective déterminant et mettant en œuvre des options politiquement cohérentes et clairement définies au préalable. L'organisation ne joue pas le rôle d'instance de coordination et d'élaboration de propositions et de constitution d'un projet global et cohérent »⁴⁶⁴. Il est donc impératif de prendre au sérieux l'argumentaire qui se déploie au cœur de la fabrique de la ville, afin de connaître les leviers qu'utilisent les acteurs politiques locaux afin de justifier l'interventionnisme municipal, et plus particulièrement le cas de la mise en régie. Cet interventionnisme doit aussi être contextualisé car le discours technicien tend inversement – il s'agit du second risque méthodologique pointé – à effacer la portée politique des opérations d'urbanisme et plus globalement l'essor du municipalisme. Dans le cas de Villeurbanne, l'arrivée de Jules Grandclément en 1908 à la tête de la municipalité n'est pas l'occasion de produire lors de la première séance d'introduction de la nouvelle équipe municipale, une synthèse du programme politique projeté⁴⁶⁵. C'est seulement à partir de 1911 que les sources montrent une référence à un programme politique dont le but est, explicitement, de collectiviser les services publics municipaux.

⁴⁶⁴ Rémi LEFEBVRE, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale », in *Cahiers Jaurès* 3/2005, n° 177-178, p. 67-90.

⁴⁶⁵ Aucun programme municipal de la liste de Jules Grandclément aux élections municipales de mai 1908 n'a été trouvé dans AMV-1K1-Elections municipales de 1908 à 1922

La pratique de la régie est privilégiée à la veille de la Première Guerre mondiale dès qu'un contrat de mise en adjudication arrive à son terme. La gestion du poids public, jusqu'alors en adjudication, est mise en régie dès juin 1911. Et il est en de même en août 1912 pour le creusement des fosses publiques du cimetière⁴⁶⁶. Les édiles élargissent le champ d'intervention de la municipalité en faisant appel aux employés de l'atelier municipal lors du déplacement ou de la démolition de tout ou partie des monuments funéraires, pratiqués jusqu'alors par des entrepreneurs privés sollicités par les particuliers⁴⁶⁷. Cette mise en régie participe au renforcement de l'interventionnisme municipal et à la rationalisation de son administration. Le caractère politique de cette mise en régie est affirmé, et un programme de municipalisation des services publics est explicitement mentionné. Le maire explique que « notre souci de la stricte exécution du service des inhumations et de la bonne tenue du cimetière nous fait un devoir de ne plus confier cette partie de notre tâche à un commerçant, faisant ses affaires dans le cimetière même, où il est en même temps le représentant de l'autorité municipale, mais de l'assurer par nos propres moyens et sous notre entière responsabilité (...). Si vous partagez ma manière de voir, qui est conforme au programme de municipalisation des services publics que nous avons entrepris, je vous prie de bien vouloir m'autoriser à procéder à l'organisation de ce service »⁴⁶⁸. A travers la mise en régie, il y a une certaine conception du service public et des obligations dévolues au gouvernement municipal vis-à-vis du « public ». L'emploi de ce dernier terme, et non pas de celui d'« habitants » ou d'« électeurs » pour désigner les destinataires de ces nouveaux services montre un changement dans la conception du rôle de la municipalité. Cet interventionnisme municipal dans la gestion du cimetière résulte plus de la laïcisation, de la neutralisation et de la rationalisation de la mort⁴⁶⁹ que de l'affirmation d'une identité socialiste partisane, car cette dernière n'est pas mentionnée dans les documents relatifs à cette mise en régie. En revanche, l'idée d'un programme municipal de collectivisation des services publics est conforme à l'idéologie socialiste.

⁴⁶⁶ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 15 mars 1912, p.75-76.

⁴⁶⁷ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 9 août 1912, p.117-118.

⁴⁶⁸ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 15 mars 1912, p.75-76.

⁴⁶⁹ Voir sur la question Emmanuel BELLANGER, « La mort laïcisée, neutralisée et rationalisée : municipalisation des pompes funèbres, syndicalisation des communes et magistère mayoral en banlieue parisienne au XX^e siècle », in Patrick WEIL (dir.), *Politiques de la laïcité au XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, p. 417-439.

La collectivisation des services publics par la municipalité est privilégiée par rapport à l'adjudication car, en 1912, à l'occasion de la révision du traité établi avec la Compagnie générale des eaux, il est notable que la commission municipale prend comme option le rachat de la concession en vue de sa mise en régie⁴⁷⁰. Celle-ci est pourtant écartée car le risque d'annexion est encore dans les esprits des édiles. Dans son rapport sur la question, le conseiller municipal Blaise Charvet conclut : « quoique favorable à l'exploitation en régie directe du monopole de l'eau, la commission spéciale a écarté l'hypothèse du rachat parce qu'elle a estimé qu'on ne peut attendre de bénéfice de cette exploitation avant un délai de dix ans dans lequel l'annexion des communes suburbaines à la ville de Lyon paraît devoir être un fait acquis »⁴⁷¹. Le risque d'annexion, bien que s'éloignant depuis 1909, reste dans les esprits et il est clairement un frein à la mise en régie et au municipalisme. Le municipalisme ne résulte pas uniquement de la construction d'une identité socialiste à Villeurbanne. Ce sont des considérations gestionnaires et d'intérêt général qui priment. Ce municipalisme est animé par la majorité socialiste mais l'identité partisane n'en est pas l'unique moteur.

D. L'extension du municipalisme dans le domaine de l'urbanisme

1. Du laisser-faire à la genèse d'un urbanisme de plan

L'intervention municipale augmente à la veille de la Première Guerre mondiale, et elle se focalise sur les questions sociales et d'hygiène en raison des lois d'assistance de 1905, et de celle de 1902 sur l'hygiène et la voirie. Mais la planification urbaine n'est pas au cœur de la politique municipale bien que des initiatives aient été lancées dans ce domaine dès la fin du XIX^e siècle par Frédéric Faÿs. Ce dernier s'inquiétait du laisser-faire en novembre 1900. « Depuis quelques années, notre commune a pris une grande extension ; sa population suit une marche croissante et de tous côtés s'élèvent de nombreuses usines ou maisons d'habitations. Malheureusement, la création des nouvelles rues est laissée au bon plaisir des propriétaires qui, dans le but de tirer un profit immédiat de leur terrain, tracent des rues à tort et à travers, sans se

⁴⁷⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 7 juin 1912, p.100.

⁴⁷¹ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 9 octobre 1912, p.146.

soucier de suivre un tracé rationnel, permettant de relier les grandes artères les unes aux autres. L'administration municipale s'est émue de cet état de choses, qui, si nous n'y prenions pas garde, deviendrait à un moment donné un danger permanent pour l'hygiène publique et rendrait impossible l'extension normale, non seulement de la commune, mais encore de notre grande voisine, la ville de Lyon »⁴⁷². Les édiles décident donc de créer une commission municipale et de se rapprocher de la ville de Lyon, afin d'établir un plan général d'alignement de la commune⁴⁷³. Le projet d'annexion, de 1903 à 1909, retarde cette initiative qui tombe dans l'oubli pour ne réapparaître qu'après la Première Guerre mondiale. Sous le mandat de Jules Grandclément, la municipalité intervient pourtant progressivement sur la question de l'organisation du territoire en réglementant, à partir de 1909, la création de voies privées⁴⁷⁴. Mais l'absence de plan d'ensemble dans une logique prospective manque, ce qui ne facilite pas l'action des lotisseurs privés souhaitant se conformer aux directives municipales. En effet, en février 1910, l'entrepreneur en cimenterie Laurent Billiet contacte la municipalité car il est chargé par des propriétaires de terrains de vendre des lots situés à l'extrémité du cours Emile Zola. Il souhaite « savoir s'il a été établi un projet ou un plan d'ensemble afin de rester dans la direction générale de ce quartier d'avenir »⁴⁷⁵. Or le maire l'informe qu'aucun plan d'aménagement n'existe. Il lui propose seulement de consulter le plan de la commune, nouvellement établi en 1910 par l'architecte Monin, et de se conformer à l'arrêté municipal du 15 février 1909 qui prévoit le dépôt à la municipalité du plan de voirie projeté⁴⁷⁶. Aucune directive n'est donnée aux lotisseurs à partir d'un plan d'aménagement. Ce cas montre très bien les tâtonnements qui caractérisent l'intervention municipale dans le domaine de l'urbanisme avant les années 1920. La municipalité cherche d'abord à mettre la commune en carte, afin de dresser le bilan de l'occupation de son territoire, mais elle ne pense pas alors l'évolution ni à l'aménagement futur de la ville. L'urbanisme de plan n'en est qu'à ses prémises. En

⁴⁷² AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 16 novembre 1900, p.533-534.

⁴⁷³ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 29 janvier 1901, p.562. Cette décision d'établir « un plan de la commune exécuté de concert avec la ville de Lyon » est discutée lors du compte-rendu du mandat des conseillers municipaux des Charpennes fait lors d'une réunion publique le 30 janvier 1901 au café mort situé 31 avenue Thiers comme l'indique un rapport de la police politique dans ADR-4M266-Congrès, réunions, manifestations publiques-1901-1909-Rapport n°241 du commissaire de police au secrétaire général.

⁴⁷⁴ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 18 février 1909, p.456.

⁴⁷⁵ AMV-2D13 14-Lettre de Laurent Billiet à Jules Grandclément, datée du 5 février 1910.

⁴⁷⁶ AMV-2D13-Lettre de Jules Grandclément à Laurent Billiet, datée du 25 mai 1910.

effet, le seul projet d'aménagement de voirie projeté – figuré par des traits en pointillé – est le prolongement du cours Emile Zola à l'est afin de faire de ce cours un axe ouest-est traversant toute la commune pour rejoindre la route de Crémieu, en reliant Villeurbanne à Vaulx-en-Velin. On comprend pourquoi la municipalité invite Laurent Billiet à se référer à cette carte. Mais cette carte ne constitue aucunement un plan d'aménagement de la commune. Cette mise en plan de 1910 procède surtout d'une mise en image de la ville, comme le montre le cartouche de la carte qui figure des photographies des monuments remarquables de la commune. Les monuments figurés sont la mairie, inaugurée en 1903, et l'hôpital-hospice dont l'ouverture est célébrée en 1907. Ces photographies permettent de célébrer le municipalisme de la fin du XIX^e siècle, qui marque le territoire par ces deux constructions d'édifices publics. Plus étonnamment, à côté de la photographie de la mairie figure celle de l'église de la Nativité, édifiée à partir d'une souscription lancée en 1835 auprès des habitants et d'une subvention de l'Etat. Cette église est située en face de la mairie. Ce choix est intéressant car, malgré la séparation des Eglises et de l'Etat, et l'engagement politique de la municipalité en faveur de la laïcité, il n'est pas possible d'occulter l'importance de cette église paroissiale. C'est un élément architectural marquant dans le territoire. Par ailleurs, l'usine hydro-électrique établie sur le canal de Jonage est aussi représentée bien qu'elle ne soit pas d'initiative communale, mais le fruit d'un regroupement d'entrepreneurs lyonnais. Ces images permettent d'associer à la carte de la commune les édifices monumentaux présents sur, ou visibles depuis, le territoire communal. Mais on constate ici, comme pour le cas du récit écrit par Jacques Perrier en 1907, que les activités agricoles ne sont pas représentées. La ruralité de la commune est occultée au profit du monumentalisme caractéristique de l'urbanité. La décoration du cartouche permet à l'architecte de puiser dans la symbolique de l'époque en dessinant une allégorie de Villeurbanne, figurée sous les traits d'une femme seins nus portant le blason de la commune et un écrou représentant l'industrie locale. Le département du Rhône est aussi représenté, en retrait, par un lion regardant l'allégorie⁴⁷⁷. La carte participe donc d'une représentation symbolique de la commune sous les traits d'une ville industrielle marquée par l'existence d'édifices monumentaux. Le cartouche [Fig.6], par les

⁴⁷⁷ Il est possible que ce lion figure non pas le département du Rhône mais la ville de Lyon, bien que cette interprétation nous paraisse peu vraisemblable.

représentations qu'il comporte, permet d'identifier la carte et de produire une mise en image propre à la commune dans une logique de singularisation.

Cette carte [Fig.7] est utilisée comme un outil de communication. Elle permet de rendre intelligible l'empilement administratif du territoire, car elle figure le sectionnement électoral de Villeurbanne (les trois sectionnements sont figurés en jaune, rose et vert) et le découpage du territoire par la police en deux commissariats distincts : celui de Villeurbanne-Ville localisé dans les locaux de la mairie, et celui des Charpennes sur le cours Emile Zola. Cette mise en carte s'inscrit dans la volonté de connaître le territoire communal, et elle participe de sa représentation. Cependant malgré cette initiative, la planification de l'aménagement urbain n'est pas une problématique intégrée par la municipalité. L'objectif est seulement de réguler, à partir de 1909, les aménagements privés dans le cadre de l'essor du municipalisme. Un décalage apparaît donc entre Villeurbanne et sa voisine, car la ville de Lyon élabore dès 1912 un plan d'aménagement et d'extension non seulement à l'échelle du territoire communal lyonnais, mais à l'échelle de l'agglomération, et y intègre Villeurbanne. Dans sa délibération du conseil municipal du 1^{er} juillet 1912, la municipalité de Lyon décide de créer une commission inter-municipale chargée de préparer un plan d'extension de la ville de Lyon et « composée des membres du conseil municipal, du conseil général, des maires ou des conseillers municipaux des villes voisines et de personnalités compétentes désignées par l'administration municipale »⁴⁷⁸. Ce plan d'aménagement est donc conçu, dès l'origine, dans une logique de concertation avec les villes voisines. Cependant, il n'y a nulle trace de cette commission inter-municipale dans les délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, dans les dossiers relatifs au service de voirie, ni dans le dossier des courriers reçus en 1912⁴⁷⁹. Mais les courriers sont lacunaires pour cette période. Vu l'état des sources, on ne peut donc s'assurer que le maire de Villeurbanne est tenu au courant de la réunion de cette commission. Par contre, il est certain que le conseil municipal de Villeurbanne n'est pas saisi de la question afin d'y envoyer une délégation. Si l'on en croit les sources, ce projet d'extension de la ville de Lyon semble bien avoir été conçu indépendamment de la municipalité de Villeurbanne. Pourtant ce plan d'extension, par le réseau de voies projetées, recouvre son territoire

⁴⁷⁸ AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 1^{er} juillet 1912, p.85.

⁴⁷⁹ AMV-2D14-Dossier courrier du maire 1912 (courrier reçu sans les réponses).

selon un schéma radio-concentrique⁴⁸⁰. La focale des acteurs de cette commission n'est pas communale mais bien régionale. Cette perspective régionale est lisible dans un article intitulé « Les voies de communication de la banlieue de Lyon » publié dans *La construction lyonnaise*, en octobre 1913, et écrit par Antoine Pallières, ingénieur des arts et manufactures qui est aussi l'une des personnalités marquantes de la commission du plan d'extension de Lyon⁴⁸¹. Antoine Pallières, avec Paul Culiman, avait produit quelques mois plus tôt une synthèse des travaux de la commission⁴⁸². Il est donc très au fait des questions traitées par la commission du plan d'extension de Lyon. Dans son article, il propose de créer un réseau régional de tramways départementaux permettant de connecter les principales communes de la Loire, comme Roanne et Saint-Etienne, à Lyon ; d'interconnecter Lyon avec les communes de la rive droite ; et de créer une ceinture de circulation sur les fortifications de l'est. Il propose aussi de créer des connections avec ce qu'il qualifie de « banlieue du département de l'Isère » et d'intégrer celle-ci dans le département du Rhône. La perspective régionale, visible dans le plan d'aménagement et d'extension de Lyon, se retrouve dans cette projection des futurs axes de communication interdépartementaux. La projection de l'aménagement des axes de circulation passant notamment sur le territoire communal de Villeurbanne est donc à l'initiative de la ville de Lyon, à la veille de la Première Guerre mondiale.

Malgré ce décalage entre les deux communes sur la question de l'aménagement planifié, l'intervention municipale de Villeurbanne se saisit progressivement de la question de l'aménagement de certains quartiers, mais le moteur reste l'assainissement des voies privées. Aucune vision d'ensemble n'est définie. La municipalité voit son champ d'intervention dans le domaine de la voirie s'accroître en 1912, à la suite de la cession à la commune par les hospices civils de Lyon des rues de la Cité Tête d'Or et du quartier de la gare de Villeurbanne, ainsi que du projet d'acquisition du domaine de la Ferrandière. En effet, à la suite d'échanges avec les hospices civils de Lyon qui débutent dès 1910, une convention est signée en 1912

⁴⁸⁰ Voir le projet daté de 1913 d'Antoine Pallière à la suite des travaux de la commission du plan d'extension dans AMV-453WP31 reproduit dans Pierre-Yves SAUNIER, « Au service du plan. Hommes et structures de l'urbanisme à Lyon au XX^e siècle », in *Forma Urbis. Les plans généraux de Lyon, XVI^e-XX^e siècles*, Lyon, Archives municipales, 1997, p.136.

⁴⁸¹ Antoine PALLIERE, « Les voies de communication de la banlieue de Lyon », in *La construction lyonnaise*, n°19, 1^{er} octobre 1913, p.217-218.

⁴⁸² Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 1997, p.136.

entre la municipalité et les hospices civils de Lyon afin que la voirie du quartier de la Cité Tête d'Or, situé au nord-ouest de la commune et surnommé « Le Tonkin », et celle du quartier dit « le clos des Haridelles », situé au sud de la commune à proximité de la gare de Villeurbanne soit intégrée à la voirie municipale⁴⁸³. Cette opération d'urbanisme est importante, car la municipalité est chargée de la viabilisation et de l'entretien des voies dans les 4 années à compter de la signature de la convention. En contrepartie, les hospices civils s'engagent à verser au total la somme de 950 000 francs dans les caisses communales. Un système de versement par annuité est mis en place : les hospices civils s'engagent à verser « 25 annuités de 25 000 francs chacune, soit en totalité la somme de 625 000 francs, pour les frais de premier établissement ou constructions de voies concédées, et 25 autres annuités décroissant chaque année de 1 000 francs, la première étant de 25 000 francs, soit en totalité une somme de 325 000 francs, pour l'entretien des vois concédées »⁴⁸⁴. L'intérêt de la commune réside dans le fait de pouvoir assainir un quartier important regroupant « près de 8 000 contribuables » sur une population estimée à 42 526 habitants en 1911, et où les risques sanitaires sont particulièrement importants en raison de l'état endémique dans ce quartier de la fièvre typhoïde. Situé dans le quartier densément peuplé des Charpennes, la Cité Tête d'Or est caractérisée par une importante population nécessitant l'assistance publique puisque, en 1911 la municipalité consacre le tiers de son budget dévolu à l'assistance publique spécifiquement pour la population nécessiteuse de ce quartier⁴⁸⁵. Cette situation était devenue politiquement intenable, car les habitants du quartier de la Cité Tête d'Or contribuaient par les charges locales au financement de l'entretien des voies communales, mais la municipalité était dans l'impossibilité d'employer ces ressources afin de viabiliser le quartier. Cette différence de traitement entre ce quartier et le reste de la commune engendrait d'importantes tensions entre les hospices civils de Lyon et la municipalité en raison des pétitions des habitants contre

⁴⁸³ AMV-1O60-Dossier quartiers de la gare alignements 1910-1961-Plan de la cession de la voirie des hospices à la commune de Villeurbanne, daté du 19 juillet 1911 ; AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 29 août 1911, p.19-30.

⁴⁸⁴ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 29 août 1911, p.20.

⁴⁸⁵ AMV-1O60-Résumé de l'exposé développé le 13 décembre 1910 par le maire de Villeurbanne devant la commission exécutive du conseil général d'administration des hospices civils de Lyon, p.2.

cette situation paradoxale⁴⁸⁶. Ce quartier est pourtant remarquable dans le paysage urbain car son alignement régulier, selon un plan hippodamien, et ordonné par la place centrale (dite place Rivière) en fait l'exemple le plus abouti d'urbanisme planifié à Villeurbanne à la fin du XIX^e siècle. Pourtant, le nivellement des voies doit alors être complètement ordonné, et les chaussées et trottoirs doivent être construits car les eaux stagnent, notamment au niveau de la place Rivière, et s'infiltrant dans le sol ce qui entretient l'état endémique de la fièvre typhoïde dans ce quartier comme dans le quartier lyonnais limitrophe des Brotteaux. La viabilisation, mais aussi l'aménagement de ce quartier, est élaborée en concertation avec les hospices civils de Lyon car la municipalité s'engage envers eux à user de son pouvoir afin d'obtenir la concession d'une ligne de tramway dans le quartier et à assurer son développement. Ce versement, dans la voirie urbaine, de ce quartier résout un conflit territorial d'importance et permet à la municipalité d'intervenir sur l'ensemble de son territoire. Le rôle du maire de Lyon dans la résolution de l'affaire est notable, car il reçoit les remerciements de la municipalité⁴⁸⁷. Les relations apaisées entre les deux villes facilitent la solution de ce problème. Cette opération foncière influe directement la gestion communale car deux emprunts, respectivement de 450 000 francs sur 30 ans et de 200 000 francs sur 50 ans, sont contractés auprès du Crédit foncier de France⁴⁸⁸.

Le domaine de la Ferrandière, d'une superficie de 27 hectares, dépendait quant à lui des biens de la congrégation du Sacré Cœur de Paris dont la liquidation, à la suite de la loi de juillet 1904, conduit à l'intervention de l'Etat afin de permettre à la municipalité d'acquérir ce domaine. C'est le ministre de l'Intérieur et des Cultes qui intervient, en 1911, directement auprès du préfet du Rhône, afin d'examiner si le domaine de la Ferrandière ne peut convenir à un projet public, comme la création d'un établissement primaire supérieur, afin de pallier le manque d'édifices scolaires à Villeurbanne, ou à la création de nouvelles voies⁴⁸⁹. Cette opération immobilière est perçue dans un premier temps comme très intéressante pour la municipalité qui y voit la possibilité d'acquérir un domaine constituant « une enclave qui intercepte

⁴⁸⁶ AMV-1O60-Lettre du président du conseil des hospices civils de Lyon au maire de Villeurbanne, datée du 9 décembre 1910 relative à une pétition de 200 locataires ou propriétaires contre l'insalubrité des rues du quartier Tête d'Or.

⁴⁸⁷ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 29 août 1911, p.29.

⁴⁸⁸ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 15 avril 1912, p.91.

⁴⁸⁹ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 6 octobre 1911, p.39.

plusieurs grandes voies de communication dont le prolongement et le raccordement aux voies existantes constituent une nécessité »⁴⁹⁰. Le rôle de l'Etat dans l'aménagement urbain est donc réel en raison de l'aliénation des biens congréganistes, car c'est lui qui impulse cette opération immobilière. Cependant, la nécessité de recourir à un jury d'expropriation fait rejeter ce projet par la municipalité dès octobre 1912. La municipalité s'appuie alors sur son expérience lors du redressement de la rue des Charmettes en 1910. Le jugement en faveur du propriétaire de l'immeuble Triffoz par le jury d'expropriation, qui doit juger le différent sur l'estimation de la valeur de l'immeuble entre celle de l'agent voyer communal (21 000 francs) et celle du propriétaire (51 000 francs), est considéré par la municipalité comme la preuve que les décisions de ces jurys d'expropriations « dont la compétence est très discutable, (...) sont guidés, dans l'évaluation des propriétés par le souci des intérêts particuliers, au détriment de l'intérêt général »⁴⁹¹. C'est pourquoi la municipalité renonce à la demande d'acquisition du domaine de la Ferrandière pour cause d'utilité publique, et préfère la mise en adjudication des voies de ce quartier. Si l'interventionnisme municipal dans le domaine de l'aménagement urbain croît à partir de 1912, il reste fortement limité par des questions budgétaires et il est déterminé par les expériences précédentes. En conséquence, l'ouverture des voies publiques dans ce quartier est laissée à la Société immobilière de la Ferrandière et la municipalité s'engage, après classement de la nouvelle voirie dans la voirie municipale, à en assurer l'éclairage et à y installer des bornes fontaines⁴⁹². La réception finale de ces travaux et le classement de la voirie est effective en 1925. Le quartier de la Cité Lafayette et celui des Maisons Neuves son désormais connectés. Cet aménagement du quartier de la Ferrandière [**Fig.8**] est important, car il permet de créer des connexions nord-sud entre deux quartiers densément peuplés.

La loi du 22 juillet 1912 stimule l'intervention municipale en renforçant la réglementation des voies privées en ce qui concerne l'hygiène. La municipalité de Villeurbanne ne met pas l'aménagement de son territoire à l'agenda avant 1914, elle

⁴⁹⁰ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 9 août 1912, p.111.

⁴⁹¹ AMV-1O60-Dossier quartier de la Ferrandière-1912-1948-Rapport du maire au conseil municipal, daté du 9 octobre 1912.

⁴⁹² AMV-1O60-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 30 juin 1914.

intervient uniquement sur la réglementation des voies privées⁴⁹³. La revue *La construction lyonnaise* suit de près les initiatives lancées par Villeurbanne « où, d'ailleurs la manie des créations de rues sévissait depuis longtemps avec une telle intensité que l'on aurait eu, avant peu, comme réseau d'artères, si l'on n'y avait pris garde, une sorte de toile gigantesque d'araignées ne laissant, autour de nombreuses voies étroites et zigzagantes, aucune place convenable pour l'établissement, dans de bonnes conditions, d'immeubles logeables et d'un revenu rémunérateur »⁴⁹⁴. Mais la nouvelle réglementation est jugée trop sévère, au point d'empêcher l'initiative privée de se manifester sous quelque forme que ce soit. La possibilité de l'annexion doit permettre, selon l'auteur de l'article, de normaliser le code relatif aux créations d'artères de Villeurbanne par rapport à celui de Lyon, plus libéral. L'intervention municipale dans le domaine de l'urbanisme s'accroît sous Jules Grandclément, cependant elle s'effectue à l'échelle de l'îlot voire du quartier, et elle ne s'inscrit pas dans un plan d'aménagement urbain de la commune.

La localisation de cette politique urbaine montre qu'elle se focalise sur l'ouest et le sud de la commune, soit dans les zones les plus fortement urbanisées. Cet interventionnisme municipal dans le domaine de l'urbanisme ne se réduit pas à des projets d'aménagement de certains quartiers, car le logement social devient un nouveau champ d'intervention publique à la fin du XIX^e siècle.

2. La création de l'office municipal d'HBM

L'évolution du marché immobilier à la fin du XIX^e siècle engendre « une situation de crise endémique avec une inadaptation de l'offre et de la demande (abondance de grands appartements trop chers pour les familles populaires, nombreuses ou réduites, insuffisance de logements proches des lieux de production). Cette situation alarma les hygiénistes et les réformateurs. Autant que l'évolution politique du régime républicain, elle est à l'origine du passage d'un marché complètement libre à un

⁴⁹³ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 17 juin 1913, p.214.

⁴⁹⁴ VALROSE, « Les créations d'artères et l'initiative privée », in *La construction lyonnaise*, n°13, 1^{er} juillet 1914, p.146-147.

début d'intervention de l'Etat »⁴⁹⁵. La question du logement devient un enjeu politique et social à la fin du XIX^e siècle, avec la promulgation de la loi Siegfried en 1896, de la loi Strauss en 1906, et de la loi Bonnevey en 1912. La municipalité de Jules Grandclément se saisit de la loi Bonnevey, qui crée les offices municipaux et départementaux d'habitations bon marché afin d'intervenir dans le domaine du logement. Cet interventionnisme municipal est déterminé par la nouvelle législation, mais il prend une connotation partisane à l'échelon local, car il s'agit pour les édiles d'intervenir directement sur l'évolution du marché immobilier.

Les réflexions des réformateurs et la législation nataliste à la fin du XIX^e siècle jouent un rôle moteur dans l'intervention municipale en matière de logement. A la suite de la loi Bonnevey du 23 décembre 1912, qui s'inscrit elle-même dans la législation nataliste élaborée entre 1906 et 1912, la municipalité décide, le 30 juin 1914, de créer un office d'habitations ouvrières bon marché pour les familles nombreuses. Cette production législative résulte de la preuve statistique de l'existence d'un lien entre insalubrité et encombrement, dès la fin des années 1870⁴⁹⁶. Jacques Bertillon démontre, sur la base du recensement de 1891, que les familles nombreuses sont les plus mal-logées⁴⁹⁷ et « dans le contexte d'une montée des inquiétudes démographiques (l'Alliance nationale contre la dépopulation naît en 1896), l'intérêt porté à ces populations s'étend à l'ensemble du corps social »⁴⁹⁸. La municipalité de Villeurbanne se saisit de cette nouvelle réglementation en 1914, en raison de la hausse des prix du logement constatée depuis 20 ans « aussi bien dans notre commune de banlieue que dans la grande ville voisine »⁴⁹⁹, ainsi que de l'existence d'un processus de ségrégation résidentielle des familles

⁴⁹⁵ Danièle VOLDMAN, « Le marché du logement populaire en France au XX^e siècle », in Annie FOURCAUT et Patrick HARISMENDY (dir.), *Grands ensembles : intentions et pratiques (1850-1970)*, Saint Brieux, Corlet imprimeur, 2011, p.9.

⁴⁹⁶ Hélène FROUARD, « À l'ombre des familles nombreuses : les politiques françaises du logement au XX^e siècle », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2/2010, n° 57-2, p.115-131. En ligne : www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2010-2-page-115.htm (Consulté le 12 avril 2011)

⁴⁹⁷ Voir l'important article de Yankel FIJALKOW, « Surpopulation ou insalubrité deux statistiques pour décrire l'habitat populaire (1880-1914), in *Le Mouvement Social*, n°182, janvier-mars 1998, p.79-96.

⁴⁹⁸ *Idem.*

⁴⁹⁹ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 30 juin 1914, p.290.

nombreuses⁵⁰⁰. Le maire indique qu'« une tendance s'est dessinée, aujourd'hui très nette, à rendre de plus en plus difficile la location d'appartements aux familles chargées d'enfants, soit par crainte de non paiement de loyers, soit pour des raisons d'un autre ordre si bien que ces familles intéressantes au plus haut point, se voient contraintes de se réfugier dans l'extrême banlieue, et de vivre dans des conditions d'hygiène précaires, et très souvent, en dehors de toute hygiène »⁵⁰¹. Ce rapport ne véhicule pas de stigmatisation des familles nombreuses : celles-ci sont présentées comme contraintes de se réfugier dans les espaces marginaux les plus insalubres⁵⁰². Aucune analogie n'est établie par le maire entre une certaine morphologie urbaine et ces habitants. La relégation spatiale des familles nombreuses « dans l'extrême banlieue » s'explique par leur fragilité économique et par la hausse des prix sur le marché immobilier.

Afin de répondre au besoin de ces familles, la municipalité élabore les bases d'un projet d'ensemble de constructions à bon marché composé de trente immeubles et estimé à 3 millions de francs. La formulation de ce projet montre un changement dans la politique urbaine, car l'idée d'aménagement urbain y apparaît précisément. En effet, il est prévu que ces trente immeubles soient édifiés par groupes, et installés au centre d'activités industrielles ou à proximité des voies de transports. Malheureusement nous n'avons pas trouvé dans les archives municipales de documents relatifs à ce projet. La localisation des logements envisagés nous aurait pourtant été précieuse, notamment pour cerner les marges intra-communales.

Ce programme de construction massive est conçu afin d'influer plus globalement sur le marché immobilier. La loi Strauss de 1906 qui permet aux communes de faire des prêts à des sociétés privées d'HBM n'est pas privilégiée, car le maire souligne les effets limités de cette loi en prenant pour exemple la ville de Lyon. Le maire souligne que « pour que la construction d'habitations à bon marché ait un résultat efficace (...) il faut encore et surtout que l'importance de l'initiative soit telle qu'elle puisse influencer sur les cours du marché des loyers, en d'autres termes que le nombre

⁵⁰⁰ « La ségrégation urbaine ou résidentielle est le constat d'un état de différenciation sociale inscrit dans l'urbain, voire l'analyse de ces différences par ces mêmes structures spatiales : à chaque groupe son espace, à chaque espace son groupe » dans Annie FOURCAUT (dir.), *La ville divisée, les ségrégations urbaines en question. France XVIII^e-XX^e siècles*, Grâne, Créaphis, 1996, p.169.

⁵⁰¹ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 30 juin 1914, p.291.

⁵⁰² Yankel Filajkow a démontré l'importance des représentations sociales dans l'analyse statistique dans Yankel FIJALKOW, *op. cit.*, 1998, p.79-96.

des logements offerts aux familles ouvrières et nombreuses, au prix minimum recherché, soit suffisant pour que les propriétaires se trouvent, à leur tour, amenés à diminuer le prix de location dans leurs propres immeubles s'ils veulent en éviter la vacance »⁵⁰³. Une politique foncière se dessine derrière ce projet car la création de logements d'HBM doit avoir pour conséquence une baisse des prix sur le marché locatif, en déterminant un seuil minimum pour le loyer des logements. Ce projet montre que les édiles considèrent la création de logements d'HBM comme un moyen d'intervenir directement sur le problème de la ségrégation spatiale et sur le cours du marché immobilier. Ce rôle spécifique des municipalités socialistes sur le marché foncier est pensé par Maurice Halbwachs dès 1908, avant même la promulgation de la loi Bonnevey, dans une brochure éditée par le parti socialiste et consacrée à *La politique foncière des municipalités* dans laquelle il déclare que « dans la mesure où le haut prix du sol entraîne une augmentation excessive des loyers ouvriers, ce phénomène a des conséquences mauvaises, et les municipalités socialistes doivent intervenir »⁵⁰⁴. Maurice Halbwachs analyse les moyens d'action des municipalités en proposant une limitation des prix des loyers et un renforcement de la possibilité d'expropriation pour cause d'intérêt public, ainsi qu'en promouvant la mise en place d'un urbanisme de plan. L'interventionnisme socialiste qu'il propose est de portée plus générale, car il doit éviter l'isolement des classes sociales et rompre avec le processus de ségrégation socio-spatiale induit par le marché immobilier. « Il n'y aura plus, si les municipalités le veulent, des parties compactes de la ville qui sont comme des camps retranchés de la population bourgeoise, où celle-ci s'habitue à ignorer, à craindre, à détester la classe ouvrière, massée à d'autres points de l'horizon, en des quartiers ou des rues où l'on ne s'aventure pas »⁵⁰⁵. La formulation par Jules Grandclément du projet d'intervention directe sur le marché foncier grâce à la création d'un office municipal d'habitations ouvrières à bon marché, dessinant ainsi une politique foncière municipale, s'inscrit bien dans les grands courants réflexifs socialistes sur la ville. L'emploi de l'expression d'« office municipal d'habitations ouvrières à bon marché » et non pas d'« office municipal d'habitations à bon marché » manifeste cette identité partisane. Nous n'avons pas trouvé la brochure de

⁵⁰³ AMV-1D274- Délibération du conseil municipal du 30 juin 1914, p.292.

⁵⁰⁴ Maurice HALBWACHS, *La politique foncière des municipalités*, Paris, Librairie du Parti socialiste, 1908, p.16. Source : Bibliothèque nationale de France, département Philosophie, histoire, sciences de l'homme, 16-R-4880 (3)

⁵⁰⁵ *Idem*, p.29-30.

Maurice Halbwachs dans les archives municipales de Villeurbanne, car ni la bibliothèque personnelle de Jules Grandclément ni celle du service de la voirie ou du bureau d'hygiène n'ont été conservées. Cependant, on constate bien ici une politisation de l'intervention municipale dans le domaine du logement, en accord avec un courant réflexif de penseurs socialistes sur la ville comme Maurice Halbwachs, qui dès 1908 se prononce en faveur d'une politique foncière municipale par les socialistes, ou Hubert Rouger⁵⁰⁶, qui promeut la construction d'habitations ouvrières et hygiéniques par les municipalités socialistes, ou encore Albert Thomas, auteur en 1914 d'une brochure éditée par la SFIO sur *Le socialisme et les municipalités*⁵⁰⁷. Si l'essor du municipalisme n'a pas pour unique moteur l'identité socialiste, en revanche le degré d'interventionnisme dans certains domaines, et notamment le logement, sont caractéristiques d'une politique socialiste. Cependant, cette politique foncière formulée en juin 1914 n'est pas réalisée car la Première Guerre mondiale introduit une rupture dans l'action réformatrice de la municipalité. C'est pourquoi, l'office municipal d'HBM n'est officiellement institutionnalisé par décret que le 16 août 1919⁵⁰⁸.

Les questions d'hygiène sont une entrée privilégiée de l'intervention municipale d'avant 1914, mais celle-ci est conçue avant tout par projets localisés. Aucune vision d'ensemble à l'échelle du territoire n'oriente la politique municipale. Cependant, l'esquisse d'une politique du logement en 1914 montre que la réflexion élaborée s'inscrit dans un système politique de philosophie socialiste sur la ville. La problématique de la ségrégation spatiale est prise en compte, et les édiles cherchent à intervenir sur le marché foncier par la mise en place d'une politique foncière. Une pensée de la ville s'élabore donc bien à la veille de la Première Guerre mondiale mais celle-ci n'en est qu'à ses débuts, et elle ne transparaît que dans le domaine du logement. Le municipalisme qui prend son essor est animé par la culture politique des édiles. Cette culture politique n'est pas mono-partisane. Elle est le fruit du

⁵⁰⁶ Hubert ROUGER, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. La France socialiste*, tome 1, Paris, A. Quillet, 1912, p.18. consulté sur Gallica. Identifiant : ark:/12148/bpt6k63272485

⁵⁰⁷ Cité par Jacques GIRAULT, « La banlieue dans la politique municipale du Parti communiste », in Emmanuel BELLANGER et Jacques GIRAULT (dir.), *op. cit.*, 2008, p.40. Voir Madeleine REBERIOUX, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre. Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Katherine BURLIN, *op. cit.*, 1987, p.27-35.

⁵⁰⁸ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal du 3 novembre 1920, p.119-120.

contexte politique et culturel de la III^e République. Elle trouve ainsi ses fondements, non seulement dans le socialisme, mais aussi dans le républicanisme.

E. Le municipalisme d'avant 1914 et la recherche d'union : une logique localisante ?

A Villeurbanne, l'impact à l'échelon local de la création de la SFIO permet à Jules Grandclément de s'appuyer sur une majorité socialiste unitaire. Cette union socialiste est stimulée par son rôle de chef de file socialiste car, comme le rappelle Maurice Moissonnier, « en 1905, il adhéra à l'unité avec le groupe socialiste de Villeurbanne jusque là affilié au PS de France et prit alors une place en vue parmi les militants de la Fédération socialiste de la SFIO qu'il représenta aux congrès nationaux de Châlon-sur-Saône (octobre 1905), Nîmes (février 1910) et Lyon (février 1912) »⁵⁰⁹. Il est alors proche de Marcel Cachin. Il bénéficie d'une majorité durant ses mandats, et l'unité des socialistes est alors visible au sein du conseil municipal. Les seules oppositions, au sujet notamment de la mise en régie, s'expriment uniquement durant le vote et elles sont le fait de la minorité radicale. L'essor du municipalisme sous Jules Grandclément est rendu possible par l'apaisement des divisions politiques internes. Cet apaisement est réel à la suite de son premier mandat, de 1908 à 1912, car en février 1913 le maire propose de supprimer le sectionnement électoral au profit du scrutin de liste. Or l'un des moteurs de cette proposition est de ne plus s'appuyer sur les quartiers existants jusqu'alors, et qui avaient été source de tensions politiques fortes entre 1900 et 1903. Le maire expose qu'« à l'heure actuelle, la commune est divisée en trois sections à peu près d'égale importance. Depuis que la municipalité socialiste dirige les affaires communales, les questions de quartiers ont disparu pour faire place aux questions d'intérêt général ; la tâche municipale est d'ailleurs favorisée par l'accroissement rapide de la commune qui crée une agglomération de plus en plus compacte et supprime les solutions de continuité qui pouvaient exister auparavant entre quartiers »⁵¹⁰. Supprimer le sectionnement doit permettre de faire taire toutes les rivalités à l'échelon communal. Le maire précise qu'« il ne saurait y avoir y avoir dans cette grande commune, qui devient une grande

⁵⁰⁹ Maurice MOISSONNIER, « Grandclément, Jules, Alexandre », in Jean MAITRON (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome 30, Paris, Les éditions ouvrières, 1987, p.224.

⁵¹⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 25 février 1902, p.168.

ville, d'intérêt opposés. Par conséquent, les citoyens appelés à gérer ses affaires doivent avoir une commune origine et relever du même contrôle étendu à tous les électeurs »⁵¹¹. L'essor du municipalisme se traduit donc par l'effacement de toute scission interne, afin d'uniformiser le territoire communal. Cette qualification de Villeurbanne comme une grande ville en devenir doit être à lue travers l'affirmation du municipalisme et la croissance démographique de la commune. Dans ce rapport, Villeurbanne n'apparaît pas comme une commune de banlieue dépendante de Lyon, ni comme l'adjonction de quartiers. Dans cette représentation projetée et formulée par son premier édile, la commune est parée de signes d'urbanité. Cependant, il convient de préciser que cette qualification de Villeurbanne comme « ville » est plutôt rare avant les années 1920. Ce terme est plutôt réservé à Lyon qui est plus souvent qualifiée de « grande ville ». La terminologie employée par les édiles n'est pourtant pas arrêtée. Si Villeurbanne est qualifiée de « commune suburbaine » ou de « banlieue », c'est afin l'inscrire dans une relation hiérarchique par rapport à Lyon. En revanche, pour Villeurbanne en tant qu'entité c'est le terme de « commune » qui est privilégié. La pensée urbaine qui prend forme avant 1914 y projette l'image d'une grande ville en devenir.

L'unité territoriale est un argument fort de Jules Grandclément qui explique que « la vie économique de la commune de Villeurbanne se manifeste chaque jour par la marche à l'agglomération et à l'unité, supprimant leurs quartiers et leurs rivalités possibles, mettant au premier rang de nos préoccupations des intérêts d'ordre général, dont l'origine des membres est parfaitement indépendante »⁵¹². Cette suppression du sectionnement ne se fait pas sans l'opposition du bureau de la ligue des contribuables qui affirme l'existence de particularismes de quartiers, et qui voit dans la fin du sectionnement le risque d'une prédominance du parti socialiste. Cette opposition naît car « toute innovation électorale bouleverse les bases de la notoriété locale en modifiant l'économie du système d'échanges et de loyautés qui la soutenait. Parce qu'il menace l'efficacité de ce qu'(...) on peut appeler ses "réservoirs de soutiens diffus" »⁵¹³. Dans le même ordre d'idée, le comité radical et radical-socialiste souligne le risque que seuls certains quartiers soient représentés à

⁵¹¹ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 1^{er} avril 1913, p.185.

⁵¹² AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 17 juin 1913, p.200-202.

⁵¹³ Olivier IHL, « Le pouvoir de la règle », in *Ateliers* [En ligne], 27, 2004, mis en ligne le 9 juin 2011. En ligne : <http://ateliers.revues.org/8525> ; DOI : [10.4000/ateliers.8525](https://doi.org/10.4000/ateliers.8525) (Consulté le 17 septembre 2013)

l'échelon municipal. En supprimant le sectionnement, Jules Grandclément souhaite effacer les particularismes de quartiers, afin d'uniformiser la représentation politique d'un territoire tendant à s'agglomérer. On relève alors un changement important dans le gouvernement municipal, car celui-ci est conçu afin de répondre à l'intérêt général et non plus à une logique de quartiers qui prédominait à la fin du XIX^e siècle.

Il n'y a pas, dans ce cas, une utilisation localisante de l'autonomie communale, car l'objectif n'est pas, ou plutôt n'est plus, de se différencier de Lyon comme lors de la tentative d'annexion, ni de se défendre contre l'interventionnisme étatique. Les relations entre Edouard Herriot et Jules Grandclément sont excellentes, tandis que l'annexion semble toujours possible. De même, les relations entre le pouvoir préfectoral et le pouvoir municipal ne manifestent aucun antagonisme particulier, car les décisions communales ne sont pas stoppées par le pouvoir préfectoral au nom d'un esprit partisan contraire à l'intérêt général. Le commissaire-enquêteur diligenté par le préfet, Edouard Lambert, professeur à la faculté de droit de Lyon, conclut par exemple favorablement à la suppression du sectionnement électoral car il estime que ce mode de votation facilite la représentation de minorités. Or l'esprit de la loi n'est pas de favoriser tel ou tel idéal de représentation politique, mais d'assurer une représentation d'intérêts d'ordre administratif communal⁵¹⁴. Ce municipalisme se caractérise par sa coloration politique, car il s'agit pour les édiles de mener une politique socialiste. Jules Grandclément cherche avant tout à faire l'unité politique et territoriale. Le socialisme municipal n'est pas théorisé, car ce municipalisme est progressif, il est le fruit des expérimentations. Et c'est à partir de 1911 qu'un tournant programmatique est visible. Ce renforcement du municipalisme avant 1914 n'est pas l'expression d'un particularisme local. Le récit différentialiste de Jacques Perrier, par exemple, n'est pas réactivé sous les mandats de Jules Grandclément. La politique de sa municipalité se construit au contraire dans une logique d'uniformisation territoriale et de rationalisation administrative. C'est pourquoi les particularismes de quartiers ne sont pas conservés ni valorisés, dans une logique localisante. Ils sont présentés comme contraires à l'intérêt général et au processus d'urbanisation du territoire. Cette condamnation de la logique de quartier se retrouve chez les promoteurs de la représentation proportionnelle et au sein de la fédération

⁵¹⁴ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 17 juin 1913, p.201.

SFIO de la Seine, qui anime le débat politique sur cette question au moment des élections de 1912. « La condamnation du scrutin de quartier reprend d'abord l'essentiel des arguments avancés au niveau national par les partisans de la proportionnelle : il faut réformer les mœurs politiques ; affranchir l' élu du clientélisme qui l'asservit aux seuls intérêts de sa circonscription. Pour les candidats SFIO, le scrutin de quartier débouche effectivement sur des pratiques qui en font une forme d'avilissement de la représentation associée à la décrépitude parisienne du parti radical (...). Elle se fait ensuite au nom de l'exigence de rationalité dans l'intervention urbaine prônée par les milieux réformateurs et les premiers partisans de l'urbanisme de plan »⁵¹⁵. Cet effacement des particularismes de quartiers sous Jules Grandclément s'inscrit dans le courant de pensée des socialistes de l'époque, et en conformité avec la recherche d'une rationalité administrative du gouvernement urbain.

Il ne faudrait pas concevoir ce municipalisme dans une logique strictement localisante, dans le sens où il s'accompagne d'une mise en réseau de la municipalité notamment par le recours à l'intercommunalité, comme nous l'avons indiqué précédemment, et par la participation à des congrès municipaux. Ces congrès sont importants car ils participent à la création d'une sociabilité mayorale et ils permettent aux municipalités de s'informer sur les pratiques et les solutions adoptées par d'autres municipalités, sur des problématiques urbaines communes⁵¹⁶. L'entrée de Jules Grandclément, en 1908, dans le réseau mayoral du congrès des maires de France est due à la taille de sa commune, qui compte 33 890 habitants en 1906, car seules les maires des villes de plus de 20 000 habitants sont invités à y participer. Le maire participe le 26 octobre 1908 au 3^e congrès des maires de France à Paris, à la suite de l'invitation de son bureau⁵¹⁷. Puis, chaque année, la municipalité envoie le maire en délégation afin de s'informer sur des questions intéressant la commune. Jules Grandclément y défend l'autonomie municipale dans la mise en place de nouvelles taxes municipales⁵¹⁸. Le maire justifie sa participation au congrès des maires du 4 au 6 novembre 1909 : il s'agit d'intervenir « dans la discussion au sujet de l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et

⁵¹⁵ Thierry BONZON, *op. cit.*, 2005, p.7-21.

⁵¹⁶ Voir Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, p.158-171.

⁵¹⁷ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 28 août 1908, p.394.

⁵¹⁸ *Revue municipale*, n°441, 15 décembre 1908, p.354. Consulté sur Gallica <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k61182672/f10.image>

incurables qui intéresse au plus au point la commune »⁵¹⁹. Cette loi est alors essentielle, car les charges municipales en matière d'assistance croissent fortement à partir de 1907, date limite de l'application de la loi sociale de 1905. Les rapports du maire sur ces congrès n'ont pas été conservés : ils ne se trouvent pas dans la série 1D relative aux documents préparatoires des conseils municipaux. Il n'est pas donc possible de mesurer l'impact de ces conférences dans la fabrique de la ville avant les années 1920. Cependant, les rapides synthèses figurant dans les délibérations du conseil municipal donnent quelques indications sur les problématiques intéressant la municipalité. Le 15 décembre 1909, le maire « cite les questions auxquelles il a collaboré, notamment celles des habitations bon marché et de la représentation proportionnelle »⁵²⁰. Il résume la discussion que cette dernière a soulevée et termine son compte-rendu par « la démonstration de l'utilité grandissante du congrès des maires »⁵²¹. L'année suivante le maire souligne le rôle du congrès des maires dans la mise en débat de problèmes communs et la production législative : « Les travaux du congrès, messieurs, ne sont pas restés stériles. Parmi les heureux résultats obtenus, je dois vous citer notamment le vote de l'article 65 de la loi de finances de 1910, mettant fin à certains procès, pour les taxes sur les abattoirs, qui constituaient une véritable exploitation au détriment des villes, dont le chiffre des pertes aurait, du fait de ces procès, atteint le chiffre de 50 millions »⁵²². Le congrès des maires est présenté par Jules Grancellement comme une sorte d'antichambre parlementaire et une « œuvre de défense administrative »⁵²³. Cette logique de défense administrative est caractéristique des débats tenus durant ces congrès car « à la veille de la Première Guerre mondiale, la plupart des questions abordées en congrès marquaient la volonté des édiles de s'opposer aux "abus" de l'Etat et de défendre, voire d'étendre, les prérogatives municipales »⁵²⁴. Sa présentation auprès des édiles des thèmes traités par le congrès des maires de 1910 permet de savoir quels thèmes l'intéressent plus particulièrement⁵²⁵. Il évoque la question l'application de la loi de 1902 sur la santé publique, qui se trouve en effet au cœur de la politique municipale à partir de 1911, ainsi que le contrat de travail municipal, la représentation proportionnelle appliquée

⁵¹⁹ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 22 octobre 1909, p.506.

⁵²⁰ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 15 décembre 1909, p.513.

⁵²¹ *Idem.*

⁵²² AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 21 décembre 1910, p.562.

⁵²³ *Idem.*

⁵²⁴ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, p.160.

⁵²⁵ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 21 décembre 1910, p.563.

aux élections municipales, et enfin les difficultés des lois de séparation en ce qui concerne la jouissance des églises. L'intérêt de Jules Grandclément pour les débats tenus au sein du congrès des maires augmente lors de sa participation au 6^e congrès des maires, en novembre 1911. Près de 200 villes y sont représentées. Choisi comme président de la séance relative à la loi sur les retraites ouvrières et sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, Jules Grandclément fait un exposé précis des débats tenus aux édiles. On voit que la participation à ce type de congrès n'est pas seulement utile, et ne permet pas uniquement d'obtenir un éclairage sur des problématiques municipales générales. Elle permet aussi d'asseoir et de construire à l'échelon local la figure mayorale. Les vœux émis à cette occasion sont interprétés comme un moyen d'intervenir à l'échelon national, et Jules Grandclément conclut : « j'en ai rapporté la meilleure impression, j'ai constaté sa force grandissante chaque année, et j'ai la certitude que les résultats qui en découleront profiteront non seulement aux communes, mais à toute la collectivité »⁵²⁶. La municipalité envoie le maire en délégation au congrès des maires au moins jusqu'en 1912⁵²⁷. L'entrée en guerre crée ensuite une rupture dans les réseaux. Il faut rappeler, par ailleurs, le caractère lacunaire des correspondances pour la période 1910 à 1914. Seuls des courriers reçus par le secrétariat pour la période 1910-1913 sont conservés dans un carton à part⁵²⁸. Il n'existe aucun registre de copies des courriers émis pour la période 1910-1914. En conséquence, nous ne pouvons pas vérifier si les congrès se traduisent ensuite par des correspondances entre municipalités, ni même avec l'association des maires. Cette lacune archivistique est importante, car nous ne pouvons pas mesurer précisément le rôle de cette mise en réseau dans la diffusion de savoirs urbains, et donc dans la fabrique de la ville pour la période 1910 à 1914, alors que c'est précisément dans cette période qu'on assiste à un renforcement du municipalisme et à un développement de l'intercommunalité. Si on ne peut pas apprécier le rôle des congrès des maires dans la mise en place des réformes municipales à Villeurbanne avant 1914, on peut en revanche affirmer leur impact ultérieur, impact que souligne le maire Paul Bernard en juin 1922. Celui-ci indique explicitement aux membres du conseil municipal que « la plupart de nos réformes

⁵²⁶ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 15 décembre 1911, p.46-47.

⁵²⁷ AMV-1D273-Délibération du conseil municipal du 9 octobre 1912, p.137.

⁵²⁸ Le carton AMV-2D14 couvre la période 1909-1913. Si le dossier de 1909 comprend les courriers émis par la municipalité, ceux des années 1910 à 1913 ne comprennent que des lettres reçues par le secrétariat de la mairie.

communales ont vu le jour dans ces réunions où se rencontrent les maires de nos grandes villes »⁵²⁹. En parlant des réformes municipales précédemment entreprises, Paul Bernard n'évoque pas l'action municipale sous son mandat car celui-ci vient de commencer un mois plus tôt. Il s'agit des réformes municipales antérieures, entreprises sous le mandat de Jules Grandclément. Ce municipalisme doit être mis en rapport avec la mise en réseau de la ville, et avec la structuration avant 1914 de réseaux mayoraux tendant à construire une « science communale » pour les villes de plus de 20 000 habitants. Ces nouveaux savoirs municipaux diffusés lors de congrès, ou par des publications, sont utilisés par les rapporteurs de projets afin de justifier l'interventionnisme municipal. Comme nous l'avons vu, c'est en s'appuyant sur les débats tenus en 1910 à Bruxelles lors du II^e congrès international de la route que le conseil municipal décide de la mise en régie de la collecte des immondices. Le développement des réseaux municipaux par l'intermédiaire des congrès semble bien jouer un rôle dans la fabrique de la ville, même si nous ne pouvons malheureusement pas le mesurer précisément grâce à l'étude des courriers pour cette période.

La fin du XIX^e siècle s'ouvre à Villeurbanne par le risque d'annexion par Lyon qui stimule dans un premier temps une réaction identitaire et politique active. Mais l'idée d'une négociation ouvre la possibilité d'un dialogue, et se traduit par un développement de l'intercommunalité entre Lyon et les communes suburbaines de l'est de l'agglomération à partir de 1909. Les premiers mandats de Jules Grandclément sont caractérisés par un développement du municipalisme qui puise tant dans l'idéologie républicaine que socialiste, et dont le champ d'action est défini par l'évolution du cadre législatif. L'identité partisane se révèle dans la construction de ce municipalisme, par les modalités et les champs d'action privilégiés de cet interventionnisme. En effet, à partir de 1911, on relève une accélération du programme de collectivisation des services publics qui fait suite à une expérimentation, dès 1909, de la mise en régie des transports municipaux. Le choix de la mise en régie pour la collecte des immondices et la gestion des poids publics s'inscrivent dans cette logique programmatique. Si cette mise en régie n'est pas

⁵²⁹ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal du 27 juin 1922, p.256-257.

effectuée pour le monopole de l'eau, c'est parce que l'annexion est perçue comme une réalité inévitable dans les années à venir.

La recherche d'efficacité et la notion d'intérêt général se rejoignent dans la mise en action municipale. Le corolaire de cet interventionnisme est l'accroissement de l'appareil administratif municipal. Ce dernier est rationalisé, structuré à la veille de la Première Guerre mondiale. La municipalité est dotée, à partir de 1913, à la suite de l'impulsion préfectorale, d'un bureau d'hygiène qui doit permettre un meilleur contrôle de l'hygiène publique. Dans cette même logique, le service de voirie participe, en raison de l'extension du domaine de la voirie municipale à partir de 1912, à cet essor du municipalisme et à sa bureaucratisation. Le degré d'interventionnisme est quant à lui déterminé par l'identité partisane, car une politique foncière est formulée bien qu'elle ne soit pas appliquée. Ce projet esquisse une pensée de la ville. L'uniformisation du territoire est l'une des principales caractéristiques de l'action municipale avant 1914. La municipalité peut intervenir, soit directement, soit par adjudication, dans des quartiers détenus par les hospices civils (quartier de la Cité Tête d'Or et quartier de la gare) ou par des congrégations depuis leur suppression (quartier de la Ferrandière) et qui constituaient des enclaves juridiques pour le pouvoir municipal. Et la suppression du sectionnement électoral, votée en 1913, permet d'effacer les particularismes de quartier, sources de tension à la fin du XIX^e siècle. Ce municipalisme, encadré par la législation et l'autorité préfectorale, est mû par une volonté de rationalisation de l'action publique à l'échelle du territoire communal et se nourrit grâce à la participation de la ville aux congrès nationaux de maire. Mais la Première Guerre mondiale introduit une rupture chronologique dans cette évolution, et désorganise la ville. Cependant, la période d'après-guerre stimule une production législative dont la municipalité se saisit afin de renforcer son intervention dans le domaine de l'urbanisme. L'interventionnisme municipal, dans le domaine du ravitaillement et de l'assistance augmente alors, dans une logique de solidarité nationale, et à partir de 1918 on relève une politisation de la question du ravitaillement qui devient l'objet de tensions entre communistes et socialistes.

III. La Première Guerre mondiale et le renforcement du municipalisme au début des années 1920

La mobilisation désorganise la municipalité dont le maire, Jules Grandclément, part pour le front. La municipalité est dès lors placée sous la présidence du premier adjoint Perroncel. Mais, à la suite du décès de Baratin, troisième adjoint, la municipalité décide que deux autres adjoints soient nommés à partir de 1915 pour être en charge spécifiquement des travaux publics et de la voirie⁵³⁰. Cependant, l'action municipale dans le domaine des travaux publics se réduit à la construction, avec difficulté en raison de la mobilisation, du bâtiment consacré à la justice de paix. L'action municipale se focalise sur l'assistance et le ravitaillement de la population durant la durée du conflit.

A. L'organisation de l'assistance dans le cadre de l'effort de guerre

L'assistance municipale se tourne vers les familles nécessiteuses et les soldats envoyés au front. Cet interventionnisme municipal joue un rôle primordial dans la manifestation d'une solidarité nationale, surtout au début du conflit. C'est dans cette solidarité entre le front et les villes de l'arrière que les relations intercommunales s'organisent, afin par exemple d'envoyer des paquets aux soldats mobilisés. Le rôle d'Edouard Herriot durant la Première Guerre mondiale est essentiel à l'échelle de l'agglomération, car les municipalités voisines s'agrègent aux initiatives lyonnaises. Dès septembre 1914, Edouard Herriot contacte les communes voisines de Lyon afin de collecter, à l'hôtel de ville ou à la préfecture, des vêtements destinés aux soldats mobilisés, afin « d'approvisionner rapidement nos armées en attendant que des achats directs puissent compléter ces premiers dons »⁵³¹. Edouard Herriot prévient le maire de Villeurbanne qu'« il est impossible, étant donné la mobilité de nos armées,

⁵³⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 23 août 1915, p.321-322.

⁵³¹ AMV-5H1-Dossier Mobilisation de 1914-Lettre d'Edouard Herriot au maire de Villeurbanne, datée du 24 septembre 1914.

l'importance des masses combattantes, de garantir l'envoi d'effets chauds à tel soldat nommément désigné, mais il serait tout à fait légitime que votre envoi fut marqué d'un timbre indiquant son origine»⁵³². Cette action coordinatrice à l'échelle de l'agglomération, à l'initiative de la municipalité de Lyon, par l'intermédiaire de la Lingerie municipale, est menée en accord avec le Comité départemental de l'Œuvre nationale des Vêtements d'hiver pour les soldats du front, constitué au sein de la préfecture du Rhône. En raison du prolongement du conflit, ce soutien, qui s'inscrit plus globalement dans l'effort de guerre, est ensuite destiné aux prisonniers. Edouard Herriot, « impliqué complètement dans la guerre et qui a voulu faire de sa ville la parfaite illustration du rapport fusionnel entre front et arrière, entre combattants et travailleurs »⁵³³, joue un rôle de coordinateur dans les échanges avec les prisonniers. Il est à l'initiative de l'organisation d'un réseau de soutien pour les prisonniers de l'ensemble de l'agglomération. Pour cela, il crée au sein de l'hôtel de ville de Lyon, l'Œuvre municipale du prisonnier de guerre, qui se donne pour objet de constituer des paquets et de les envoyer non seulement aux Lyonnais, mais aussi aux mobilisés de la banlieue⁵³⁴. La municipalité rend régulièrement compte des activités de cette œuvre, qui permet d'envoyer des colis mensuels à 105 Villeurbannais en 1916⁵³⁵, puis à 225 prisonniers de la commune internés en Allemagne en 1917⁵³⁶. L'entrée en guerre, puis la poursuite du conflit, stimulent des initiatives communales qui sont élargies à l'échelle intercommunale dans la logique de solidarité nationale. Cette organisation explique pourquoi les archives municipales de Villeurbanne rassemblent peu de documents relatifs à des échanges de courriers entre prisonniers villeurbannais et municipalité, car l'action de solidarité entre le front et l'arrière s'effectue, non pas à l'échelon communal, mais à l'échelon intercommunal sous l'action coordinatrice de la municipalité de Lyon, qui agit elle-même en accord avec le comité départemental.

La municipalité de Villeurbanne prend des initiatives locales en organisant, dès le mois d'août 1914 et jusqu'au 31 mars 1915, 6 soupes populaires dans différents

⁵³² *Idem.*

⁵³³ Bruno FOUILLET, « La ville de Lyon au centre des échanges de prisonniers de guerre (1915-1919) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2/2005, n° 86, p.25-42.

⁵³⁴ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 8 avril 1915, p.313.

⁵³⁵ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 21 août 1916, p.377.

⁵³⁶ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 9 juillet 1917, p.427.

quartiers de la ville. Puis, alors que se généralise la perception des allocations militaires, leur nombre est progressivement réduit, et elles sont finalement supprimées en mars 1915⁵³⁷. Les données concernant les soupes distribuées sont très lacunaires. On ne connaît précisément le nombre de repas distribués que pour la section de la Reconnaissance. Cette dernière a distribué au total, du 6 août 1914 au 23 septembre 1914, 65 054 repas dont 46 897 le matin et 18 157 le soir⁵³⁸. Le pain, comme à Paris durant le conflit⁵³⁹, est l'objet d'une attention des pouvoirs publics. La municipalité s'assure dès l'été 1914 de l'approvisionnement en pain à un prix fixe, en sollicitant les boulangers villeurbannais et l'entreprise de panification *Panisset* installée sur le territoire de la commune. La somme totale engagée par la municipalité durant ces 8 mois est estimée à 80 000 francs. C'est pourquoi, elle s'appuie sur le soutien du conseil général qui vote le 18 août 1914 un crédit de 60 000 francs pour les communes du département dans le cadre de leurs dépenses exceptionnelles durant la guerre. Villeurbanne reçoit 8 000 francs de subvention⁵⁴⁰. Cet interventionnisme est lié aux premiers mois de mobilisation, puis l'intervention de l'Etat se substitue à l'action municipale, par l'octroi d'allocations militaires aux familles des mobilisés. Cependant, l'assistance n'est pas de la seule initiative de la municipalité. Un comité villeurbannais d'assistance, présidé par Lazare Drut, directeur des usines Gillet de Villeurbanne, est créé dès le début du conflit. Puis ce comité est intégré dans une commission extra-municipale d'assistance, composée de 7 délégués municipaux et de 7 délégués du comité⁵⁴¹. La commission extra-municipale est en charge de l'organisation des soupes populaires et de l'approvisionnement des indigents en charbon. Cette commission extra-communale, autorisée et soutenue par la préfecture, voit son champ d'intervention passer progressivement de l'assistance à la répartition du ravitaillement, notamment en charbon. L'assistance est au cœur des initiatives municipales et cette fonction se couple à l'effort de guerre par la création, le 14 juin 1915, d'un ouvroir municipal. Cette initiative locale doit être intégrée dans le réseau des ouvroirs municipaux de

⁵³⁷ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 8 avril 1915, p.313.

⁵³⁸ AMV-5H1-Dossier Mobilisation de 1914-Nombre de distributions journalières.

⁵³⁹ Thierry BONZON, « La société, l'Etat et le pouvoir local : l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°183, juillet 1996, p.13.

⁵⁴⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 8 avril 1915, p.314.

⁵⁴¹ AMV-5H1-Dossier Comité villeurbannais d'assistance pendant la guerre-Délibération du comité d'assistance du 24 septembre 1914.

l'agglomération lyonnaise car, bien qu'indépendants, ils fonctionnent tous en réseau avec le gouvernement militaire. Une économie de guerre se met en place à l'échelle de l'agglomération, tandis que les usines voient leurs productions orientées, en fonction de leur spécialité, dans le cadre de l'effort de guerre. L'ouvroir municipal doit procurer du travail aux femmes des mobilisés, et il permet de réparer et de confectionner des vêtements, des sacs de couchage ou des draps pour les militaires. L'organisation de cet ouvroir est faite en concertation avec l'autorité militaire, car le magasin général de l'habillement de la place de Lyon fournit les matières premières et les modèles nécessaires⁵⁴². L'ouvroir municipal de Villeurbanne est installé dans l'école de garçon du cours Emile Zola. Il en est de même à Lyon, où « les ouvriers furent le plus souvent (installés dans) des groupes scolaires et de(s) bâtiments municipaux qui avaient des salles monumentales disponibles, par exemple les mairies d'arrondissement, le Conservatoire, etc... »⁵⁴³. D'autres ouvriers sont « créés à Lyon et dans les autres banlieues »⁵⁴⁴. Ils fonctionnent selon un système d'économie domestique, car le travail est effectué à domicile. L'ouvroir de Villeurbanne joue un rôle dans la distribution et la réception des vêtements, leur repassage puis leur transport au magasin général. A Lyon, 4 centres de distribution sont créés, et l'Œuvre du Travail à domicile, qui siège à l'hôtel de ville, joue un rôle centralisateur afin de coordonner les trente ouvriers lyonnais, dont le nombre est réduit à douze à la fin de l'année 1917. Le gouvernement militaire de Lyon joue quant à lui le rôle d'employeur : c'est lui qui passe les commandes auprès des différents ouvriers municipaux de l'agglomération, et qui détermine les délais de livraison et sanctionne par des pénalités les retards constatés. Ce système permet à l'ouvroir de Villeurbanne de dégager des recettes suffisantes pour lui permettre un fonctionnement autonome, la municipalité n'ayant pas à le subventionner. Le nombre d'ouvrières travaillant pour l'ouvroir est variable : entre juin 1915 et juin 1916, ce sont près de 220 ouvrières qui travaillent de manière permanente et 60 moins régulièrement⁵⁴⁵. Ce nombre baisse ensuite, et le nombre d'ouvrières passe à 110

⁵⁴² AMV-4F5-Ouvroir municipal de Villeurbanne (1915-1920)-Lettre de l'adjoint au maire au gestionnaire du magasin général de l'habillement et du campement, datée du 24 juin 1915.

⁵⁴³ AMV-non coté-Auguste EHRHARD, *Les œuvres de l'hôtel de ville pendant la guerre*, Lyon, A. Rey imprimeur, 1918, 2^{ème} édition, p.217.

⁵⁴⁴ AMV-4F5-Ouvroir municipal-Compte-rendu des opérations du 14 juin 1915 au 30 juin 1916, p.6.

⁵⁴⁵ *Idem*.

entre le 1^{er} juillet 1917 et le 1^{er} mars 1918 car « de nombreuses ouvrières, parmi surtout les raccommodeuses, dont le travail est moins rémunérateur ont quitté l'ouvroir pour travailler dans les usines de guerre où elles ont trouvé un salaire plus élevé »⁵⁴⁶. Cette baisse du nombre d'ouvrières travaillant pour les ouvroirs en raison de l'essor des usines de guerre est commune aux ouvroirs lyonnais qui se vident progressivement entre 1916 et 1917. Les effectifs employés par les ouvroirs lyonnais doivent être appréciés proportionnellement à la taille de la ville [**Tableau 5**].

Cette comparaison entre l'action municipale villeurbannaise et celle de Lyon par la création d'ouvroirs permet plus globalement de souligner l'essor des ouvroirs dans l'économie de guerre qui est mise en place dans l'agglomération lyonnaise. Elle permet de mieux saisir le rôle des municipalités dans l'effort de guerre. L'ouvroir de Villeurbanne fonctionne dès le 14 juin 1915 et, au-delà de l'armistice, jusqu'au 31 décembre 1919 date de l'expiration des marchés passés avec l'intendance militaire⁵⁴⁷. La guerre engendre donc la création d'une économie de guerre et la municipalité y intervient directement, ainsi que dans le ravitaillement de la population. La préfecture joue un rôle moteur dans le ravitaillement car un comité départemental d'approvisionnement pour le ravitaillement de la population y est constitué. Ce comité est présidé par le secrétaire général pour l'administration à la préfecture et par 5 maires du département, dont celui par délégation de Villeurbanne. Ce comité a pour objet d'acquérir les denrées de première nécessité et d'organiser leur redistribution en fonction des besoins⁵⁴⁸. La municipalité intervient comme intermédiaire entre les besoins formulés par les administrés et la préfecture, afin de répartir le ravitaillement notamment en charbon⁵⁴⁹. L'Etat stimule quant à lui la mise en culture des terres abandonnées par la loi du 6 octobre 1916, et c'est dans ce cadre, que la municipalité demande de recevoir 25 000 kg de semences de pommes de terre pour répondre aux besoins des cultivateurs⁵⁵⁰. La présence d'agriculteurs sur le territoire communal permet de répondre pour partie seulement aux besoins en

⁵⁴⁶ AMV-4F5-Ouvroir municipal-Compte-rendu des opérations du 1^{er} juillet 1917 au 1^{er} mars 1918, p.2.

⁵⁴⁷ AMV-4F5- Lettre du maire de Villeurbanne au directeur de la compagnie *L'urbaine et la Seine*, datée du 8 janvier 1920.

⁵⁴⁸ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 2 avril 1917, p.410-411.

⁵⁴⁹ AMV-4F3-Combustibles : charbon (1917-1923)-Lettre du préfet du Rhône aux maires du département, datée du 10 août 1917.

⁵⁵⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 2 avril 1917, p.410.

ravitaillement, ce qui n'est plus le cas 25 ans plus tard durant la Seconde Guerre mondiale en raison de l'urbanisation du territoire. Par la circulaire ministérielle d'avril 1916, le gouvernement autorise les communes à intervenir directement auprès de la population pour assurer son ravitaillement durant le conflit, et encore pendant 3 mois à compter de la cessation des hostilités. Mais cette circulaire n'étant pas remise en cause en 1918, dans la logique de reconstruction, l'intervention municipale dans le cadre du ravitaillement se poursuit après-guerre. La hausse des prix des denrées alimentaires explique la persistance de l'intervention municipale dans ce domaine. La municipalité vend, sans aucun bénéfice en conformité avec la circulaire du 18 août 1916, principalement du sucre, du savon, du riz et des pâtes alimentaires à partir de 1917 et jusqu'en 1921⁵⁵¹. En 1918, un dépôt de chaussures nationales est créé car les détaillants se montrent réticents à les vendre⁵⁵². La guerre stimule la volonté d'accroître le municipalisme, car dès 1915 la municipalité crée une commission municipale en vue de mettre en régie le service des inhumations mis en adjudication depuis 1905. La commission conclue qu'« une municipalité socialiste partisane du retour à la commune de tout ce qui peut et doit être municipalisé, maîtresse d'elle-même, agissant dans la plénitude de ses facultés, doit choisir son heure pour bâtir en sécurité l'édifice social de demain »⁵⁵³. Cependant, le contexte de la guerre oblige le conseil municipal à renouveler le traité de mise en adjudication pour une durée de 2 à 5 ans avec pour objectif de mettre en régie ce service après-guerre. C'est seulement à partir de 1918 que la municipalité dépasse sa fonction initiale dans la répartition des denrées et qu'elle intervient en créant des boucheries municipales. Cette décision est prise en août 1918⁵⁵⁴. 3 boucheries municipales, bientôt 4, sont alors créées. Cette pratique se retrouve dès 1916 à Alfortville, Arcueil, Clichy, Maisons-Alfort, Pavillon-sous-Bois et Saint-Denis, dans des municipalités de banlieue socialistes ou radicales. Elles interviennent directement dans la distribution des denrées en créant ces boucheries, ainsi que des magasins d'alimentation. Comme le rappelle Thierry Bonzon « toutes (ces) expériences (...) s'inscrivent dans la tradition du socialisme

⁵⁵¹ AMV-4F2-Ravitaillement de la population civile-Recettes et dépenses-années 1917, 1918, 1919, 1920 et 1921.

⁵⁵² AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 22 mai 1918, p.481 ; AMV-4F2-Service du ravitaillement (1918-1923)-Livres de compte des chaussures distribuées de juin à décembre 1918.

⁵⁵³ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 5 juin 1915, p.315-317.

⁵⁵⁴ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 2 août 1918, p.482-483.

municipal et dans la réflexion sur la régie directe entamée avant guerre »⁵⁵⁵. La création de boucheries municipales est une réponse aux problèmes de ravitaillement, mais il s'agit aussi pour la municipalité d'accroître son intervention dans une logique politique.

Cette décision, prise au nom de l'intérêt général, est présentée comme une réponse à la demande formulée par la population. Une seule pétition a été retrouvée au sujet des boucheries municipales, qui montre que des habitants du quartier de Cusset, à l'est de la commune, demandent qu'une succursale de la boucherie municipale soit créée dans ce quartier car « cette annexe permettrait de dégager celle de la place de la Mairie et éviterait à la population ouvrière de ce quartier et des alentours une grande perte de temps, soit en raison du trajet, soit en raison du stationnement nécessité par l'affluence de consommateurs »⁵⁵⁶. L'existence des boucheries municipales permet à la municipalité socialiste d'après-guerre d'intervenir sur le marché de la viande de bœuf en proposant des prix inférieurs aux prix pratiqués dans les boucheries. L'effort de guerre renforce l'intervention municipale qui se maintient dans le domaine du ravitaillement jusqu'en 1923, à la suite de la mise en location des magasins et boucheries municipaux à la coopérative villeurbannaise.

B. Le municipalisme du début des années 1920 : hérité de la Grande Guerre

1. L'ombre portée de la Grande Guerre dans la fabrique symbolique de la ville

Après la guerre et la démobilisation, Jules Grandclément reprend la tête de la mairie en février 1919. Ce retour est marqué par la volonté de « reprendre (la) vie municipale d'avant-guerre »⁵⁵⁷. Symboliquement, Jules Grandclément reprend donc le programme municipal fixé avant 1914. Il propose que le projet de construction d'un office municipal d'HBM soit réactivé, et que la politique d'hygiène dessinée à partir de 1912 reprenne son cours. La mobilisation avait en effet réduit le nombre d'ouvriers municipaux, et donc la capacité d'intervention municipale dans la

⁵⁵⁵ Thierry BONZON, *op. cit.*, 1996, p.18.

⁵⁵⁶ AMV-4F4-Pétition d'habitations du quartier de Cusset, datée du 10 octobre 1918.

⁵⁵⁷ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 20 février 1919, p.513.

viabilisation des voies de circulation durant près de 5 ans. Ce renforcement du municipalisme se traduit aussi dans la fabrique symbolique de la ville.

La municipalité manifeste son identité partisane en votant, dès le 15 avril 1919, l'érection d'un buste de Jean Jaurès qui doit être placé dans la salle des fêtes. Cette célébration, en 1919, de la mort de Jean Jaurès, assassiné le 31 juillet 1914, participe de la fabrique de la ville. Le but est de rendre hommage « au patriote éclairé autant qu'internationaliste convaincu, dont le clair génie avait entrevu l'armée nouvelle composée de la Nation toute entière levée en masse pour la défense des libertés si chèrement et si péniblement acquises par le peuple, ainsi qu'à l'homme politique dont l'évolution s'inspira toujours du plus pur souffle révolutionnaire et qui fut l'artisan patient et heureux de l'Union du parti socialiste avec la Confédération Générale du Travail »⁵⁵⁸. La célébration de Jean Jaurès doit être reliée à l'identité socialiste revendiquée par les édiles villeurbannais. Le projet de réorganisation de l'armée de Jean Jaurès, publié en annexe au procès verbal du 14 novembre 1910, puis en 1911 sous le titre *L'armée nouvelle*, constitue une réflexion politique mais aussi historique, sur le rôle de l'armée dans la construction de la citoyenneté et de la Nation. Cet hommage de la municipalité procède d'une relecture *a posteriori*, à la suite de la Grande Guerre, d'un texte fondateur de la pensée de Jean Jaurès conciliant la Nation et le socialisme en France. Cette célébration de Jean Jaurès est donc en accord avec l'idée d'union qui prime dans la période d'après-guerre. Or, une lettre écrite par « plusieurs familles victimes de la guerre » montre que cette fabrique symbolique n'est pas en accord avec le deuil qui frappe les familles de disparus. Villeurbanne compte alors 1 713 morts et disparus (1 457 personnes décédées et 256 portées disparues⁵⁵⁹), tandis que la population villeurbannaise en 1921 s'élève à 56 110 habitants (soit un peu plus de 3 % de la population). Le traumatisme des familles est profond, et le choix qui est fait de célébrer Jean Jaurès avant de rendre hommage aux disparus est donc largement critiqué. On ne connaît pas le nombre de personnes qui ont signé le courrier daté du 4 mai 1918 à destination des conseillers municipaux, mais le ton en est clair. « Vous nous donner une idée que nous semblez totalement oubliés, vous devriez un peu pensez à nos chers morts de la grande guerre, ils ne devraient pas déjà être oubliés comme ils le sont car si les familles

⁵⁵⁸ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 15 avril 1919, p.510.

⁵⁵⁹ AMV-5H5-Statistique par profession des morts et disparus de la Guerre, datée du 3 septembre 1919.

n'ont pas la consolation d'aller pleurer sur leurs tombes qu'elles aient au moins la satisfaction d'aller porter un bouquet à leur souvenir, nous ne savons pas où le mettre, l'on nous avait promis un petit coin de terre en mémoire, la première année de la guerre c'était encore, à peu près, mais la dernière année, nous ne savons pas s'ils étaient déjà oubliés mais le jour de la Toussaint nous ne savons pas où mettre les pieds, tellement il y avait de l'herbe vers nos soldats encore bien moins nos fleurs. La commune est assez conséquente pour que vous songiez un peu à Cusset »⁵⁶⁰. Cette référence à Cusset désigne en réalité le cimetière de la commune, installé dans ce quartier situé aux marges du territoire, au-delà de la ceinture fortification. Ce courrier, dont l'orthographe montre qu'il est l'œuvre d'un auteur modeste, fait apparaître le conflit mémoriel qui se noue entre la célébration de Jean Jaurès par les édiles dans une logique partisane et d'union nationale, et le désir exprimé par des habitants d'obtenir une reconnaissance de la part de la municipalité du sacrifice consenti pour la Nation par les Villeurbannais.

À l'inverse, on constate également une volonté d'oubli des horreurs de la guerre, car le projet d'érection d'un monument en mémoire des victimes de la guerre ne réapparaît qu'en janvier 1922, lors d'une séance privée du conseil municipal. Ce dernier décide donc seulement en février 1922 de voter la construction d'un tel monument. Mais comme l'indique le maire lui-même, cette volonté d'oubli est manifeste. Il précise que si le conseil municipal a voté l'érection d'un monument aux morts, « il ne l'a pas fait pour perpétuer la mémoire de la guerre, mais celle de nos pauvres soldats morts. Si je n'avais écouté que mon sentiment d'horreur de la guerre je n'aurais pas proposé de monument ; la guerre nous a tellement fait souffrir que j'aurais préféré le silence ; mais nous sommes en pays latin où le sentiment des morts est tenace et nous n'avons pas voulu rester en retard avec la population, nous avons voulu nous joindre à elle »⁵⁶¹. C'est donc sous pression de la population, et dans une logique de communion avec elle, que la municipalité décide de voter la construction d'un monument représentant la Douleur. Le maire exige en revanche qu'aucun représentant militaire ne soit présent lors de l'inauguration du monument. Un débat s'ouvre dès lors sur le lieu de son installation, soit dans le cimetière de la commune, soit sur une place publique. Ces questions sont alors portées devant le Comité du

⁵⁶⁰ AMV-1D3-Lettre signée de plusieurs familles victimes de la guerre aux conseillers municipaux, datée du 4 mai 1919. L'orthographe et la syntaxe originelles du courrier sont respectées.

⁵⁶¹ AMV-1D4-Extrait du compte-rendu du conseil municipal du 14 février 1922.

Monument aux Morts auquel la municipalité remet une subvention de 20 000 francs. En décembre 1922, l'emplacement choisi se situe non loin du cimetière, soit « à proximité des tombes des soldats morts dans nos hôpitaux pendant les hostilités, ainsi que de celles de nos soldats ramenés du front »⁵⁶². Cette fabrique symbolique de la commune n'est ainsi pas le fait de la municipalité, ni son initiative. L'impulsion vient de la population qui constitue un Comité du Monument aux morts indépendamment de la municipalité et au sein duquel celle-ci se fait représenter⁵⁶³.

La municipalité se trouve en charge de la gestion de la mort dans la ville après la Première Guerre mondiale, car la croissance de la population, mais aussi l'afflux des corps rapatriés du front, et les morts consécutifs de la « grippe espagnole » de 1917-1918, l'obligent à agrandir le cimetière communal en 1919, puis à créer un nouveau cimetière en 1922.

2. La réactivation de l'office municipal d'HBM

Le projet de création d'un office municipal d'habitations ouvrières bon marché pour les familles nombreuses, décidé le 30 juin 1914 mais mis en sommeil en raison de l'entrée en guerre, est réactivé en novembre 1920⁵⁶⁴ dans le but de construire et de gérer des habitations à bon marché, d'assainir les maisons existantes et de créer des jardins ouvriers. L'office est chargé de transformer le parc immobilier et de participer à l'aménagement du territoire. Cependant, il n'est pas fait mention d'un projet de politique foncière comme en 1914. Le projet de construction de trente immeubles formulé en 1914 n'est pas réactivé car, dans le contexte d'après-guerre, les capacités financières de la municipalité sont fortement réduites. Cet office dirigé par un conseil d'administration de 18 membres nommés pour un tiers par la préfecture, et pour un autre tiers par la commune, est également composé d'un représentant des comités de patronages des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale, des sociétés approuvées d'habitation à bon marché, des sociétés de secours mutuels, du conseil départemental d'hygiène et des conseillers directeurs

⁵⁶² AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 22 décembre 1922.

⁵⁶³ AMV-1M130-Monument aux morts de 1914-1918 (1921-1925). Ce dossier comprend l'ensemble des documents relatifs au projet d'érection du monument aux morts et notamment le registre des réunions du comité de 1921 à 1925.

⁵⁶⁴ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 3 novembre 1920, p.119.

des caisses d'épargne. La création de cet office municipal se fait parallèlement à celle de l'office départemental d'habitations à bon marché du Rhône, par décret du 12 avril 1920. Cet office départemental se donne pour objectif de construire des HBM, en s'attribuant les terrains des forts de la place de Lyon déclassés afin de construire des logements pour les familles nombreuses, mais sans revendiquer alors les terrains situés sur le territoire des communes de Lyon et de Villeurbanne, dotées de leur propres offices municipaux⁵⁶⁵. Le déclassement des fortifications est vu initialement par le conseil général comme une opportunité afin de construire des HBM départementaux tout en conservant, dans un premier temps, le champ d'intervention des offices municipaux de Lyon et de Villeurbanne⁵⁶⁶. Dès 1922, la municipalité participe au budget de l'office en lui versant 30 000 francs. Le receveur et secrétaire administratif de l'office est choisi au sein du personnel municipal, ce qui permet à la municipalité de conserver un contrôle sur les dépenses communales. L'office municipal d'HBM formule dès 1923 un important projet de construction estimé à 5 millions de francs comprenant deux-cents logements ouvriers dont trente logements construits dans une cité jardin dans le quartier des Büers⁵⁶⁷. La municipalité participe en souscrivant un emprunt de 375 000 de francs auprès du Crédit Foncier, postulant que l'Etat participera à hauteur de 85 % du budget estimé. Ces constructions sont réservées aux familles de plus de 3 enfants de moins de 16 ans⁵⁶⁸, afin de répondre prioritairement aux familles nombreuses accédant difficilement à des logements conformes aux principes d'hygiène. La cité jardin du chemin des Büers est quant à elle composée de quarante maisons individuelles pourvues de jardins⁵⁶⁹. La hausse des prix grève alors le budget de l'office, que la municipalité doit régulièrement renflouer durant l'entre-deux-guerres. Mais

⁵⁶⁵ Séance du conseil général du Rhône du 6 mai 1920, in *Rapports et délibérations du conseil général du Rhône, 1^{ère} session ordinaire de 1920*, Lyon, imprimeries réunies, 1920, p.776. Source : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5813164d/f770>

⁵⁶⁶ Séance du conseil général du Rhône du 8 mai 1920, in *Rapports et délibérations du conseil général du Rhône, 1^{ère} session ordinaire de 1920*, Lyon, imprimeries réunies, 1920, p.931. Source : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5813164d/f924>. L'office départemental d'HBM du Rhône voit son champ d'intervention s'étendre rapidement à l'ensemble du département en raison de la crise économique et de la difficulté des offices municipaux à répondre aux besoins en logement.

⁵⁶⁷ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée 14 mars 1923, p.393.

⁵⁶⁸ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 11 septembre 1923, p.469.

⁵⁶⁹ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 1^{er} février 1924.

l'intervention municipale en matière de logement ouvrier procède aussi par l'octroi de la garantie municipale à des coopératives d'habitation. Les années 1920 sont donc marquées par la mise en pratique des principes définis avant guerre en matière de logement.

3. La mise en place d'un plan d'aménagement et le rôle des relations intercommunales

La promulgation de la loi Cornudet, élaborée dès 1909, mais votée seulement en mars 1919 dans la logique de reconstruction d'après-guerre, stimule la mise en plan de la ville de Villeurbanne. La ville de Lyon avait, dès 1912, commencé d'élaborer un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la ville, et nous avons souligné le retard de la municipalité de Villeurbanne à ce propos. La loi Cornudet du 14 mars 1919 oblige les communes de plus de 10 000 habitants, celles du département de la Seine, ou encore les communes ayant été détruites durant la guerre ou ayant vu leur population croître de 10 % entre deux recensements consécutifs ainsi que les stations balnéaires, maritimes, hydrothermales, climatiques sportives et les agglomérations à caractère pittoresque, artistique ou historique, à mettre en place un plan d'aménagement⁵⁷⁰. Dès le 1^{er} mai 1919, le maire de Villeurbanne propose, en conformité avec cette loi, soit de nommer un homme de l'art, soit de solliciter une société en vue d'élaborer le plan d'aménagement de la ville⁵⁷¹. L'architecte-voyer communal est nommé à cet effet. Mais dès le 21 mai 1919, celui-ci rend un rapport au maire de Villeurbanne dans lequel il signale que, depuis le 5 mai 1919, Camille Chalumeau a été nommé directeur du service municipal de la voirie de Lyon, et il propose au maire de se rapprocher de ce dernier afin d'établir un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la commune. Cette concertation avec les services municipaux lyonnais doit permettre d'éviter les coûts dus à l'adjudication de ce projet, mais elle prend surtout en compte

⁵⁷⁰ Le nombre de communes concernées par la loi Cornudet de 1919, modifiée en 1924, passe de 451 communes en début de période à 1602 en 1931 et probablement 2000 en 1939. Les villes de plus de 10 000 habitants concernées par la loi Cornudet, dont celle de Villeurbanne, sont au nombre de 253 en 1919 et de 281 en 1931 selon Viviane CLAUDE, *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XX^e siècle*, Marseille, Parenthèse, 2000, p.72-73.

⁵⁷¹ AMV-1D3-Rapport du maire de Villeurbanne sur la loi du 14 mars 1919 sur les plans d'extension, daté du 1^{er} mars 1919.

le fait que Villeurbanne « dans un avenir relativement proche sera certainement annexé à la Ville de Lyon »⁵⁷². Cette mention du risque d'annexion est évacuée des rapports suivants consacrés à la mise en place du plan d'aménagement, mais le fait que l'architecte-voyer le prenne en compte montre bien que l'annexion est toujours considérée comme possible. Ce rapport est important, car il permet de démontrer que la fabrique de la ville de Villeurbanne ne se fait pas dans une logique de différenciation par rapport à Lyon, contrairement à ce qu'a soutenu Bernard Meuret, et les édiles après lui durant la seconde moitié du XX^e siècle. Cette fabrique de la ville s'est faite en lien avec les services municipaux de Lyon, d'une part parce que l'idée de fusion des deux communes est alors considérée comme possible, et d'autre part en raison des lacunes techniques des services de la voirie villeurbannaise qui se révèlent incapables de mettre en place le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la ville.

Cette sollicitation de l'expertise municipale lyonnaise en matière de planification doit aussi être lue à travers la logique de transfert des savoirs urbains. Les services municipaux de Lyon ont fait montre d'une expertise dans le domaine de la planification urbaine, et cet échange de savoir doit être compris dans le cadre des relations intercommunales nouées à partir de 1909 entre les deux villes. Ainsi, Villeurbanne ne cherche pas à se différencier de Lyon, mais au contraire à bénéficier de ses savoirs urbains afin d'élaborer une ville moderne dont la voisine lyonnaise apparaît comme un modèle. Les relations intercommunales jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de la pensée urbaine. C'est à la suite de la loi du 20 juillet 1920 déclassant les fortifications de la place militaire de Lyon, que le maire Jules Grandclément élabore un projet d'aménagement destiné à palier l'anarchie ayant prévalu jusqu'alors. Le maire présente Villeurbanne comme « une agglomération chaotique, sans plan d'ensemble, une ville mal faite qui s'est développée au hasard des intérêts privés, où chacun bâtit à sa guise et trace des voies de communication à sa fantaisie. Il est temps de réagir si nous voulons que le Villeurbanne de demain soit une ville rationnellement organisée. En dehors des ateliers où s'entassent des milliers d'êtres humains, il nous faut prévoir au milieu de la verdure des emplacements où les ouvriers trouveront à se loger ; nous devons mettre à la disposition de nos citoyens des squares et terrains, où ils pourront se délasser. Tant au point de vue de l'hygiène

⁵⁷² AMV-1D3-Rapport de l'architecte-voyer communal au maire de Villeurbanne, daté du 21 mai 1919.

que de l'esthétique Villeurbanne, comme toute ville moderne, doit réaliser son système de parcs et d'espaces libres, développer ses poumons »⁵⁷³. Ce texte montre un changement discursif radical, car Villeurbanne est présentée non pas comme une commune de banlieue mais bien comme une ville à part entière. L'objectif est de construire une ville rationnelle, en réaction à l'urbaphobie qui se développe à la fin du XIX^e siècle. La Première Guerre mondiale stimule bien une pensée de la ville, comme l'a souligné Thierry Bonzon pour le cas de Paris⁵⁷⁴, notamment en raison de l'impulsion donnée par la loi Cornudet en 1919 et par la loi déclassant les fortifications de la place militaire de Lyon en 1920. Le déclassement des fortifications est perçu comme une opportunité, permettant d'édifier un réseau de parcs et de jardins reliant le parc de la Tête d'Or aux masses boisées de Bron, de construire des logements par le biais de l'office municipal d'HBM officiellement créé en 1919, et d'édifier des espaces sportifs. Dans ce discours daté de septembre 1920, Jules Grandclément énumère des projets qui s'inscrivent dans la fabrique de la ville, et qui montrent l'élaboration d'une pensée de la ville parmi les édiles.

Cette expression d'une volonté politique municipale forte en matière d'aménagement est élaborée en concertation avec les communes voisines. Des conférences intercommunales, animées par la ville de Lyon, sont dès lors organisées afin d'envisager, en concertation avec la ville de Lyon, les communes suburbaines, le département et l'Etat, l'exécution de divers projets relatifs au déclassement des fortifications. Le maire de Villeurbanne indique aux édiles, qu'à la suite d'une réunion intercommunale tenue le 16 novembre 1920, entre les maires de Bron, Vénissieux, Villeurbanne, Saint-Fons et Lyon, il apparaît que « ces collectivités auraient intérêt à coordonner leurs efforts pour résoudre les questions relatives à l'acquisition de ces terrains militaires déclassés, à leur mise en état de viabilité et enfin aux moyens financiers de réalisation »⁵⁷⁵. Les communes de Villeurbanne, Bron, Vénissieux et de Lyon décident, à la suite de cette réunion, d'entrer collectivement en pourparlers avec l'Etat sur la cession des terrains de fortifications. Cette pratique n'est pas nouvelle : elle apparaît avant-guerre. Mais on constate que

⁵⁷³ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 24 septembre 1920, p.109.

⁵⁷⁴ Thierry BONZON, « “La renaissance des cités” : la Première Guerre mondiale et le discours sur la ville à Paris », in *Les Cahiers de Fontenay*, n°69/70, mars 1993, p.153-172.

⁵⁷⁵ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 15 décembre 1920, p.141.

les questions relatives à l'aménagement de la ceinture de fortifications, et non plus seulement au déclassement des fortifications comme en 1910, sont traitées dans une logique de concertation intercommunale. Il est prévu dans un premier temps que la ville de Lyon soit en charge d'exécuter les travaux de viabilité et qu'en contrepartie chaque commune rembourse leur cote-part⁵⁷⁶. Ce développement de l'intercommunalité n'engendre pas à Lyon l'oubli d'une possible annexion des communes suburbaines car Camille Chalumeau propose deux solutions, pour le paiement des travaux engagés par la ville de Lyon, « soit des annuités à déterminer, soit des concessions territoriales permettant d'annexer à la commune de Lyon une partie des territoires des communes suburbaines de la rive gauche »⁵⁷⁷. Cependant, malgré cette initiative intercommunale, c'est en réalité le conseil général du Rhône qui, le 10 mai 1928, prend en charge le financement de la construction du boulevard de ceinture. La fabrique de la ville doit donc être lue dans le cadre des relations intercommunales qui reprennent après-guerre. Ce sont les capacités financières limitées des communes qui expliquent qu'à partir des années 1920 le département apparaît comme un acteur essentiel de la fabrique urbaine. Les différents projets de parcs ou de logements d'HBM formulés en 1920 par Jules Grandclément, afin de réformer la ville sont écartés au profit du programme d'aménagement routier destiné à décongestionner l'agglomération. Dès lors, si les fortifications de la rive gauche constituaient un frein à l'extension de Villeurbanne selon les édiles avant 1914, cette situation ne fait que se renforcer avec le projet de boulevard de ceinture, pourtant accueilli avec enthousiasme par les édiles. La période d'après-guerre correspond bien à une période de « bouillonnement local » selon l'expression de Marie-Clothilde Meillerand⁵⁷⁸ car les réflexions construites à l'échelle intercommunale sont ensuite reprises à l'échelon local.

En 1921, la municipalité élabore un programme d'entretien et de réfection générale des voies publiques, car celles-ci ont été détériorées durant la Première Guerre mondiale par le passage régulier de camions. Elle souscrit pour cela un emprunt d'un million de francs⁵⁷⁹. Dans cette logique d'ordonnement de la ville, la municipalité

⁵⁷⁶ Marie-Clothilde MEILLERAND, *op. cit.*, 2010, tome 1, p. 65.

⁵⁷⁷ *Idem*, p. 65.

⁵⁷⁸ *Idem*, p. 68.

⁵⁷⁹ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 12 avril 1921, p.155.

décide de solliciter l'ingénieur de la ville de Lyon, Guillermain, pour qu'il établisse un plan d'alignement de la commune avec triangulation, polygonisation et rapport au plan, afin de se conformer aux dispositions des lois du 5 avril 1884 et du 14 mars 1919. L'élaboration de ce plan d'alignement est ensuite confiée aux géomètres-topographes Guillermain et Saint-Denis, « lesquels ont exécuté et exécutent actuellement des travaux similaires pour la Ville de Lyon »⁵⁸⁰. L'après-guerre se caractérise à Villeurbanne par un dynamisme en matière d'urbanisme, mais l'entrée dans ce champ se fait surtout par le biais de la planification du territoire. La notion d'aménagement est exprimée par le politique dès 1920, mais elle ne prend pas encore forme sur le territoire.

Le gouvernement urbain est conçu dans une logique de réseau. Jules Grandclément, maire de Villeurbanne jusqu'à sa démission en 1922 consécutive de sa prise de position en faveur de la CGTU au sein du personnel municipal, puis Paul Bernard assurant l'intérim jusqu'aux élections de 1924, montrent un intérêt pour la participation à des congrès municipaux dès 1920. Cependant, Paul Bernard souligne l'ambivalence du 13^e congrès de l'association des maires de France dans le rapport qu'il présente en décembre 1922 au conseil municipal de Villeurbanne. « Je vous déclare que j'ai suivi très attentivement le Congrès. Je n'ai pas vu là des solutions bien pratiques, ni une utilité bien grande en ce qui concerne les solutions à obtenir. On émet des vœux, on discute certaines méthodes, on charge le bureau de s'aboucher avec les députés ; on prie les députés et les sénateurs de parler aux Ministres, et tout se termine ainsi. Mais le Congrès présente un autre intérêt. Il y a là un grand nombre de Maires qui viennent pour se renseigner, qui assistent aux Commissions, et en dehors du travail qui se fait dans ces Commissions et du résultat qu'il peut donner, il y a un contact entre Collègues, chacun discute de ce qui se passe dans sa Commune, d'où échanges de vues ; chacun s'instruit et prend des notes »⁵⁸¹. Paul Bernard, n'étant pas un maire cumulard, est plus intéressé par les échanges édilitaires informels que par le jeu d'influence politique. Cependant, 6 mois plus tard, il demande au conseil municipal qu'un adjoint fasse parti de son voyage à Strasbourg lors du 14^e congrès national des maires de France car « la ville de Strasbourg (...) présente par sa voirie, ses écoles, ses établissements d'hydrothérapie, ses institutions

⁵⁸⁰ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 1^{er} février 1922, p.227.

⁵⁸¹ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal du 8 décembre 1922, p.369.

et son administration, un intérêt de premier plan, qui peut devenir pour nous une utile leçon s'il nous est donné de l'étudier, dont les contribuables pourront bénéficier par la suite »⁵⁸². On voit là que ce ne sont pas seulement les questions à l'ordre du jour du congrès, mais bien l'occasion de visiter la ville accueillant les congressistes qui justifient ce type de déplacement. A son retour de Strasbourg, Paul Bernard est convaincu de l'utilité de ces congrès car il demande expressément au conseil municipal, que la directrice du bureau d'hygiène de Villeurbanne, la doctoresse Latil nouvellement recrutée, participe au Congrès international d'urbanisme et d'hygiène municipale, organisé en juillet 1923 à Strasbourg par la Société Française d'Urbanisme⁵⁸³, afin « de recueillir de la documentation »⁵⁸⁴. L'année suivante cette même personne assiste, dans la même logique, aux assises du 11^e congrès d'hygiène à l'Institut Pasteur de Paris du 21 au 24 octobre 1924. La municipalité est donc connectée dès 1908 à des réseaux municipaux grâce à sa participation récurrente aux congrès nationaux des maires jusqu'en 1912, et cette connexion est rétablie après la Première Guerre mondiale, à partir de 1920. Mais ce n'est qu'avec l'arrivée de Lazare Goujon à la tête de la municipalité, en 1924, qu'elle devient actrice de ces réseaux en participant à leur animation.

La période de 1900 à 1920 voit un essor du municipalisme qui est animé en partie par la coloration socialiste de la municipalité, car une hybridation entre socialisme et républicanisme y prend forme. L'annexion autoritaire de 1901 à 1905, puis l'ouverture de négociations de 1906 à 1909, stimulent à partir de 1910 un essor du municipalisme mais aussi de l'intercommunalité. De plus, durant cette période les représentations de Villeurbanne évoluent, car elle est essentiellement représentée comme une commune de banlieue. C'est à partir de 1919 qu'un changement de discours fait apparaître Villeurbanne sous les traits d'une ville. Cette période caractérisée par l'essor du municipalisme dans le but de collectiviser les services publics dans une logique militante est donc une période d'élaboration de la pensée de la ville et du rôle des édiles dans son aménagement. Le dynamisme d'après-guerre est stimulé par la législation de 1919, et il est aussi le fruit des réflexions élaborées avant 1914. Les relations intercommunales sont essentielles car des transferts de

⁵⁸² AMV-1D275-Délibération du conseil municipal du 15 mai 1923, p.425.

⁵⁸³ Pierre-Yves SAUNIER, « *Changing the city: urban international information and the Lyon municipality, 1900- 1940* » in *Planning perspectives*, 14, 1999, p.19-48.

⁵⁸⁴ AMV-1D275-Délibération du conseil municipal du 28 juin 1923, p.440.

savoirs sont organisés, afin de permettre aux services municipaux villeurbannais de bénéficier de l'expertise lyonnaise en matière d'aménagement urbain. Mais la sortie de la guerre voit s'affirmer un acteur essentiel qui influe plus radicalement encore sur les projets d'aménagement : le département. L'arrivée de Lazare Goujon à la tête de la mairie s'inscrit dans cette politique car celui-ci est présent, dès 1922, au sein du conseil municipal en tant que tête de file de la section villeurbannaise de la SFIO. La politique urbaine qu'il met en place durant ses deux mandats, de 1924 à 1935, est particulièrement ambitieuse et elle influe fortement sur la fabrique matérielle et symbolique de la ville.

Partie 2 :

Le bouleversement des images de Villeurbanne de 1924 à 1935

Lazare Goujon, maire de Villeurbanne de 1924 à 1935, puis de nouveau de 1947 à 1953, suit un parcours qui s'inscrit dans le modèle républicain méritocratique élaboré à la fin du XIX^e siècle. Issu d'un milieu très modeste, il réussit des études de médecine avant d'être élu à la tête de la deuxième commune du département du Rhône, qu'il transforme radicalement grâce à sa politique urbaine.

Lazare Goujon naît le 23 juillet 1869⁵⁸⁵ au Creusot dans une famille nombreuse. Son père, illettré⁵⁸⁶, travaille pour l'entreprise Schneider & C^{ie} comme manœuvre à la mine, puis comme chauffeur à la forge du Creusot⁵⁸⁷ et enfin il devient sabotier. C'est grâce à une bourse qu'il peut débiter ses études secondaires qu'il achève avec deux baccalauréats : en 1888 il est reçu bachelier ès-Lettres⁵⁸⁸, puis un an plus tard il obtient son baccalauréat ès-Sciences⁵⁸⁹. L'obtention de ces deux diplômes lui permet de se lancer dans des études médicales à l'Université mixte de médecine et de pharmacie de Lyon. C'est la raison pour laquelle il s'installe dans cette ville. Docteur en médecine en 1895, il décide d'installer son cabinet médical au 284 cours Lafayette dans le nord-est de Lyon nouvellement construit. Ce n'est que 11 ans plus tard qu'il s'installe à Villeurbanne, au 59 cours de la République. Selon Maurice

⁵⁸⁵ Lazare Goujon naît au Creusot (Saône-et-Loire) le 23 juillet 1869 et meurt le 18 avril 1960 à Lyon.

Voir Maurice MOISSONNIER, « Goujon, Lazare », in Jean MAITRON (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Tome 30, Paris, Les éditions ouvrières, 1987, p.176-177.

⁵⁸⁶ Le livret ouvrier de Philibert Goujon, père de Lazare, indique qu'à l'âge de 16 ans « il ne sait signer » [AMV-13Z1-Livret ouvrier de Philibert Goujon].

⁵⁸⁷ AMV-13Z1-Livret ouvrier de Philibert Goujon.

⁵⁸⁸ AMV-13Z1-Diplôme de bachelier ès Lettres accordé à Lazare Goujon le 31 juillet 1888.

⁵⁸⁹ AMV-13Z1-Diplôme de bachelier ès Sciences accordé à Lazare Goujon le 2 mai 1889.

Moissonnier, « le choix d'une ville ouvrière n'était pas étranger à son opinion politique, car il avait rejoint dès 1888 le Parti Ouvrier Français de Guesde, puis il donna son adhésion au Parti socialiste SFIO né de l'unification de 1905 »⁵⁹⁰. Si l'engagement socialiste de Lazare Goujon explique son entrée dans la vie politique municipale à partir des années 1920, cette mobilité peut résulter d'une stratégie professionnelle⁵⁹¹, car il s'installe dans l'ouest villeurbannais alors le plus fortement urbanisé, et sur un cours fortement fréquenté. C'est donc avant tout comme un notable qu'il se fait connaître des Villeurbannais. Il est certain que par ce choix, il ne cherche pas à intégrer la géographie patricienne de Lyon⁵⁹², mais ses origines modestes et l'absence de tout réseau personnel dans le milieu médical lyonnais ne le lui auraient sans doute pas permis. Lazare Goujon s'engage dans la vie politique municipale après la Première Guerre mondiale, durant laquelle il est mobilisé sur le front oriental. Lorsqu'il revient en France, alors que le pays vit sous « l'ombre portée de la guerre »⁵⁹³ tout au long des années 1920, c'est drapé de l'honorabilité des anciens combattants décorés⁵⁹⁴. Socialiste bénéficiant d'une réputation établie à Villeurbanne, en raison notamment de son action dans les œuvres sociales de la commune, il conquiert rapidement la mairie de Villeurbanne en 1924, soit deux ans seulement après sa première entrée au conseil municipal comme élu SFIO. Son engagement en politique l'amène à céder définitivement son cabinet médical à son fils Arsène en 1927. L'accession à la mairie marque donc un tournant essentiel dans le parcours de Lazare Goujon, qui passe du traitement des corps malades par la médecine à la transformation du corps social par des réformes politiques. Ce passage de la médecine à la politique n'est pas original : Jules Grandclément, maire de Villeurbanne de 1908 à 1922, était lui aussi médecin, comme l'étaient Antoine Gailleton et Jean-Victor Augagneur, respectivement maires de Lyon de 1881 à 1900, et de 1900 à 1905. La révolution pastorienne permet ce type d'alliance privilégiée

⁵⁹⁰ Maurice MOISSONNIER, *op. cit.*, 1987, p.176.

⁵⁹¹ Il faut noter que l'augmentation du nombre de docteurs en médecine entre 1896 et 1911 se traduit par « une fermeture des débouchés médicaux », selon Benoît LARBIOU, « René Martial, 1873-1955. De l'hygiénisme à la raciologie, une trajectoire possible », in *Genèses* 3/2005, n°60, p.98.

⁵⁹² Cette dernière est décrite par Catherine PELLISSIER, *La vie privée des notables lyonnais au XIX^e siècle*, Lyon, Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996, p.22.

⁵⁹³ Jean-Jacques BECKER et Serge BERSTEIN, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. Tome 12 : Victoire et frustrations, 1914-1929*, Paris, Seuil, 1990, p.155.

⁵⁹⁴ Outre la Croix de Guerre, il obtient le grade de médecin major de 2^e classe, puis de 1^e classe au 284^e régiment d'infanterie. Et il est fait chevalier de la légion d'honneur en 1917 pour service de santé (AMV-13Z1-Extrait du journal officiel du 24 avril 1917).

entre médecine et politique. Dès lors « les médecins ont l'oreille des politiques, mais ce n'est pas tant en raison de leur efficacité que des observations rigoureuses de la population qu'ils réalisent et des projets sociaux qu'ils élaborent. Depuis déjà près d'un siècle, ils revendiquent un véritable magistère éminent sur la société »⁵⁹⁵. Cette recherche d'un « magistère éminent sur la société » est rendue possible à partir de la fin du XIX^e siècle à l'échelle du pouvoir local car, depuis la loi municipale de 1884, le maire n'est plus nommé mais élu. Dès lors, c'est en tant qu'expert du corps social que le médecin peut être élu maire.

Cette analogie organiciste de la ville, qui représente la ville comme un corps vivant, est particulièrement forte au XIX^e siècle et elle perdure durant l'entre-deux-guerres dans la volonté hygiéniste de lutte contre les pathologies de la ville industrielle. Ainsi, dès le XIX^e siècle, des critiques s'expriment à l'égard des maux urbains qui génèrent une réaction d'« urbaphobie »⁵⁹⁶ face à la société industrialisée et urbanisée. L'une des traductions politiques de cette « urbaphobie » est la volonté de réformer la ville, afin de rationaliser sa gestion et de l'assainir. Cette réflexion est portée par les réformistes municipaux⁵⁹⁷, et notamment les socialistes influencés par le courant de pensée appelé « réformisme socialiste » ou « possibilisme », qui proposent une politique centrée sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. La politique urbaine que Lazare Goujon, socialiste et médecin, met en place à partir de 1925 s'inscrit pleinement dans cette logique. La politique qu'il mène, et notamment la stratégie de communication entreprise, bouleverse les représentations associées à Villeurbanne et dessine les contours de son urbanité.

Ce réformisme municipal est par ailleurs facilité en 1926 par le décret-loi paru le 5 novembre de cette même année, qui assouplit la tutelle de la préfecture et autorise la municipalité à prendre en régie certains services. Dans le même sens, le décret du 28 novembre 1926 renforce le champ d'intervention de la municipalité, qui est autorisée

⁵⁹⁵ Muriel SALLE, *L'avant d'une Belle Époque. Genre et altérité dans les pratiques et les discours d'Alexandre Lacassagne, médecin lyonnais (1843-1924)*, thèse d'histoire contemporaine, sous la direction de Michelle Zancarini-Fournel Université Lyon 2, soutenue le 18 septembre 2009, dact., p.765.

⁵⁹⁶ Voir à ce sujet Arnaud BAUBEROT et Florence BOURILLON (dir.), *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Pompignac, Éditions Bière, 2009, 352 p.

⁵⁹⁷ Voir Christian TOPALOV (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, EHESS, 1999, 574 p. et Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, 309 p.

à exploiter directement des services d'intérêt public à caractère industriel et commercial⁵⁹⁸.

I. Un programme urbain et social réformateur

La politique de la municipalité socialiste dirigée par Lazare Goujon s'inscrit tant dans la fabrique matérielle que symbolique de la ville. Dès son arrivée à la tête de la mairie en 1924, la toponymie est modifiée pour célébrer, par des plaques indiquant « la célébrité ainsi que ses dates de naissance et de décès »⁵⁹⁹, des figures de la littérature poétique (Pierre de Ronsard) ou réaliste (Balzac), de la musique (Mozart), du rationalisme et de l'innovation comme Galilée et Gutenberg. Des personnes sont aussi célébrées pour leur engagement politique local (Emile Dunière et Antonin Perrin), dans le domaine de la médecine (le docteur Joseph Rollet) ou pour leur rôle dans le développement d'un enseignement spécialisé pour sourds et muets (Louis Braille et le docteur Léon Frédéric Dolard⁶⁰⁰). La culture politique des édiles influe sur cette fabrique symbolique, car les Républicains Eugène Manuel, et surtout Anatole France⁶⁰¹ sont commémorés, ainsi que des révolutionnaires tels Joseph Lakanal, célèbre pour son rôle au sein du Comité d'instruction publique de la Convention, ou encore le Girondin Nicolas de Condorcet connu aussi pour ses travaux en statistique et en probabilité sur les modes de scrutin. L'identité socialiste des édiles est rappelée à travers les noms des communards Jules Vallès et Jean-Baptiste Clément, et des figures tirées du panthéon socialiste telles Auguste Blanqui, Armand Barbès et Paul Lafargue. Cette production toponymique rend compte de la culture politique des édiles. Ces références montrent une hybridation entre socialisme et républicanisme, et une valorisation du rationalisme contre l'obscurantisme. Cette modification des images de Villeurbanne est particulièrement importante sous Lazare Goujon en raison de la rationalisation de l'administration locale et de la mise en place d'une politique urbaine ambitieuse qui a modifié la morphologie de la ville.

⁵⁹⁸ Voir Aude CHAMOUARD, *op. cit.*, 2013, p.29-35.

⁵⁹⁹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 12 décembre 1924, p.64-65.

⁶⁰⁰ Léon Frédéric Dolard (1863-1919) a enseigné dès 1890 à l'institution pour sourds et muets créée à Villeurbanne.

⁶⁰¹ Son nom est donné en 1933 à un groupe scolaire (4R22-Dossier inauguration des groupes scolaires Descartes, Anatole France et Jules Guesdes le 14 octobre 1933).

C. Rationalisation de l'urbanisation et de l'administration locale

Le premier mandat de Lazare Goujon se caractérise par la volonté de rationaliser l'urbanisation de Villeurbanne, mais aussi de réorganiser son administration. L'intérêt des édiles villeurbannais pour les questions d'aménagement était déjà très net avant l'arrivée de Lazare Goujon à la tête de la municipalité. C'est pourquoi, il ne fait que poursuivre la politique interventionniste déjà menée dans ce sens par ces prédécesseurs. Cependant, l'originalité de l'action coordonnée par Lazare Goujon tient à sa capacité à s'attacher la fidélité de son personnel communal et à sa volonté d'intervenir directement sur le marché immobilier afin d'ordonner l'urbanisation de Villeurbanne. Il décide d'accélérer la mise place du plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension. Dès le 6 mars 1925, le conseil municipal approuve le rapport du maire sur la création d'une commission municipale en charge du plan d'extension.

1. Les débuts de la planification urbaine à Villeurbanne et le rôle des échanges entre Lyon et Villeurbanne en 1925

Conformément à la loi Cornudet du 14 mars 1919, modifiée le 19 juillet 1924, le maire propose aux édiles de voter « la création immédiate d'une commission municipale du plan d'extension composée de quatre membres du conseil habitant des quartiers différents, de Mlle Docteur Latil et Mr Chauvet et de Mr Monin, architecte »⁶⁰². Le rapport présenté par le maire permet de cerner précisément les raisons qui amènent la municipalité à s'intéresser à l'aménagement de son territoire. « Devant les demandes nombreuses de constructions qui nous sont parvenues ces temps derniers et auxquelles, souvent, nous n'avons pu répondre que d'une façon ambiguë, par suite de plan d'extension déclaré d'utilité publique, j'estime que l'établissement dudit plan s'impose dans le plus bref délai, conformément à la loi du 19 juillet 1924. Point n'est besoin à cet effet d'attendre que Messieurs Saint-Denis et

⁶⁰² AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 mars 1925, p.103-104. La doctoresse Latil est directrice du bureau d'hygiène tandis que Pierre Chauvet est l'ingénieur en charge du service technique dévolu au plan et aux alignements.

Guillermain, chargés de cette besogne, aient dressé avec les précisions les plus minutieuses, le plan de nivellement et d'alignement. Un plan d'extension est une image dont les précisions topographiques sont définies au fur et à mesure de l'exécution des projets qu'il comporte, mais cette image précise pour l'avenir les desseins de la commune en tenant compte de tous les principes modernes et des suggestions des urbanistes, hygiénistes et techniciens, et elle impose des servitudes auxquelles doivent se plier constructeurs et lotisseurs, conformément à la loi du 19 juillet 1924 »⁶⁰³. On voit dans cet extrait que ce plan d'extension est nécessaire, car il doit permettre de définir des servitudes orientant l'action des constructeurs et des lotisseurs. Ce plan d'extension participe ainsi au cadrage du marché immobilier, et il doit permettre de dessiner une nouvelle image de Villeurbanne, selon des principes modernes. Le plan d'extension est un référentiel sur lequel s'appuie l'action publique locale, afin de délimiter le territoire en zones. Il donne forme à « une image » pour reprendre les mots mêmes du maire, à une représentation simplifiée permettant de prévoir, d'ordonner le territoire.

Les nouvelles dispositions législatives obligent la municipalité à cartographier la ville. Ce rapport souligne le rôle des experts géomètres privés dans la mise en carte de la commune⁶⁰⁴. En effet, les compétences manquant en interne ce sont des acteurs privés qui sont d'abord sollicités, comme Joanny Guillermain et Paul Saint-Denis, chargés de dresser le plan de nivellement et d'alignement de Villeurbanne. Ce travail est alors impérieux, car on sait qu'« entre 1919 et 1924, la Commune n'ayant pas encore à proprement parler de services techniques chargés de cette étude, seules les voies vicinales se trouvaient dotées de plans d'alignement et de nivellement »⁶⁰⁵. Ces deux géomètres-topographes sont régulièrement sollicités par la municipalité de Lyon, dans le cadre de marchés de gré à gré, afin de procéder à la mise en plan de la ville. Le rapport intitulé « Compte-moral » produit par le service des plans et alignements de Villeurbanne permet de connaître plus en détail les étapes et les acteurs de cette mise en plan de la ville. Manuscrit et anonyme, ce rapport indique

⁶⁰³ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 mars 1925, p.103-104.

⁶⁰⁴ Sur le rôle des géomètres privés, voir la contribution de Michel CHINAL, « Le grand plan parcellaire ou de détail de la ville de Lyon, 1860-1960 : la contribution des géomètres privés », in Gérard BUYERE, Noëlle CHIRON, Jeanne-Marie DUREAU, *Forma Urbis. Les plans généraux de Lyon – XVI-XX^e siècles*, catalogue de l'exposition présentée à Lyon, Palais Saint-Jean, 21 novembre 1997-22 mars 1998. En ligne sur : <http://www.archives-lyon.fr/static/archives/contenu/old/fonds/plan-g/03.htm> (Consulté le 11 juin 2012)

⁶⁰⁵ AMV-1O3-Rapport du service des plans et alignements daté du 12 novembre 1928, p.4.

que « le premier soin de l'Administration fut donc de lever et établir un plan de la commune à l'échelle 1/1000^e. Or ne disposant ni du personnel, ni des instruments nécessaires à ce travail de précision et de longue haleine, force fut à la commune de Villeurbanne, de recourir, comme avait précédemment agi la Ville de Lyon, à l'expérience et au service de spécialistes dans la matière ; M. Guillermain qui établit la triangulation générale de la commune ; M. St Denis qui eut à charge le levé des intérieurs et le dessin des feuilles minutes du nouveau plan »⁶⁰⁶. La ville de Lyon apparaît donc comme une référence, permettant de justifier l'appel à des spécialistes de l'urbain extérieurs à la municipalité. Parallèlement à cette sollicitation d'experts urbains du secteur privé, la municipalité se dote d'un service technique dévolu aux plans et aux alignements. Ce service, créé sous Lazare Goujon, est dirigé par l'ingénieur Pierre Chauvet. Il est structuré au fur et à mesure de l'avancée du projet de mise en plan. Le 3 février 1925, le conseil municipal décide, à la suite du rapport présenté par le directeur technique des services municipaux, de réorganiser ces services en créant un poste d'adjoint technique et un second de dessinateur⁶⁰⁷. C'est pourquoi, dès « le 1^{er} avril un dessinateur se trouve spécialement chargé, sous le contrôle de l'Ingénieur Directeur, de tout ce qui concerne les plans et alignements de la commune et l'application de la loi sur le plan d'extension »⁶⁰⁸. Ce nouveau dessinateur, alors âgé de 35 ans, se nomme Gustave Desgranchamps. Il s'était formé auprès des services de la municipalité de Lyon, puisqu'il était avant son arrivée à Villeurbanne auxiliaire-géomètre au service immobilier de la ville de Lyon, et cela du 4 février 1920 au 31 mars 1925⁶⁰⁹. On peut noter ici le rôle de ressource que jouent les services de la ville de Lyon dans la formation d'un personnel municipal qualifié. La proximité de Lyon est un facteur bénéfique pour Villeurbanne dans le sens où elle attire un personnel compétent au sein de l'agglomération. Villeurbanne peut ainsi embaucher un personnel expérimenté pour de nouveaux postes nécessitant des savoir-faire techniques alors rares.

Par ailleurs, les experts urbains de la ville de Lyon jouent un rôle de conseil auprès de la municipalité de Villeurbanne. La prise en compte de ces relations intercommunales par l'étude des parcours et des échanges entre personnels

⁶⁰⁶ AMV-103-Compte moral 1925 déposé dans le dossier « Rapports relatifs au fonctionnement du service (1919-1965) ».

⁶⁰⁷ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 3 février 1925, p.80.

⁶⁰⁸ AMV-103-Compte moral 1925.

⁶⁰⁹ AMV-2K47-Dossier personnel de Gustave Desgranchamps.

municipaux est utile, car elle permet de souligner les relations entre ces deux villes, et ainsi de nuancer l'image très souvent véhiculée de relations de tensions entre Lyon et Villeurbanne. Par exemple, l'établissement d'un plan de Villeurbanne au 1/5000^e durant le premier semestre de 1925 se fait notamment grâce au concours de la ville de Lyon. « Grâce au précieux concours dans un plan de la commune précédemment levé par M. Monin, architecte à Villeurbanne et par la coordination des documents fournis par M. Guillermain et la Ville de Lyon, le dessin du plan au 1/5000^e de Villeurbanne, entrepris le 1^{er} avril était achevé aux premiers jours de juin. Il permettait de procéder aussitôt aux premières études du plan d'Extension de la Commune et le 19 septembre 1925 la Commission du Plan d'Extension de Villeurbanne appelée à se réunir pouvait juger du travail accompli »⁶¹⁰. Les services municipaux de Lyon interviennent pour fournir une documentation, comme on le souligne ici. Il est possible de parler d'influence de la ville de Lyon sur Villeurbanne, car la municipalité s'inspire des méthodes appliquées à Lyon. Cela apparaît clairement dans la reconstitution de la commission chargée du plan d'extension en juillet 1925, qui devient dès lors une commission « extra-municipale », que Lazare Goujon appelle aussi « commission générale »⁶¹¹. Stéphane Frioux s'est interrogé sur la mise en place de ce type de commission extra-municipale et sur les raisons de ce passage de l'échelon municipal à l'échelon extra-municipal. « Dans d'autres circonstances, la municipalité préfère associer au processus délibératif des personnalités extérieures à l'administration, au sein de commissions spécifiques. Ces instances qualifiées d'« extra-municipales » sont assez souvent créées pour remplir un objectif précis, censé être limité dans le temps. Les motivations qui président à leur création sont rarement exprimées par écrit »⁶¹². Il s'est demandé ensuite qu'elle était leur composition et quel rôle elles ont pu jouer. « Est-ce un moyen de justifier auprès de la population certains projets municipaux en les soumettant à l'avis éclairé d'experts de la société civile ? Est-ce une démarche sincère de consultation des personnalités susceptibles d'aider les élus, préfigurant les modes de « gouvernance » des métropoles de la fin du XX^e siècle ? »⁶¹³. Lazare Goujon, dans son rapport au conseil municipal du 31 juillet 1925, explique son choix de faire appel à des personnalités extérieures : « une commission du plan d'extension, pour faire du

⁶¹⁰ AMV-103-Compte moral 1925.

⁶¹¹ AMV-BMO-n°5-septembre 1926-p.93.

⁶¹² Stéphane FRIOUX, *op. cit.*, 2009, p.228.

⁶¹³ Stéphane FRIOUX, *op. cit.*, 2009, p.229.

travail fructueux, ne saurait être exclusivement municipale. Celle de la Ville de Lyon comprend, en dehors de conseillers municipaux, choisis parmi différents quartiers, des hommes dont la situation et la compétence technique ou administrative sont de précieuses ressources, en l'occurrence : industriels chefs d'usine, architectes, géomètres »⁶¹⁴. A la suite de quoi le maire propose une liste de personnes qu'il souhaite intégrer à la commission et à laquelle le conseil municipal donne son approbation. Cette liste peut être qualifiée de mixte, car elle regroupe des membres du personnel municipal et des acteurs privés. Elle comprend le directeur de la voirie et la directrice du bureau d'hygiène, mais aussi 4 conseillers municipaux de Villeurbanne choisis en fonction de leur quartier respectif de résidence, afin de représenter les intérêts des habitants. Sur ce dernier point on peut s'interroger sur cette forme de représentativité locale : est-ce un moyen de faire remonter au sein de la commission le point de vue des habitants ? ou ne serait-ce pas plutôt une manière de faire accepter plus facilement ce projet en choisissant des édiles pouvant jouer le rôle de figure de quartier ? Il est certain en tout cas que, pour mener un tel projet, le maire se doit d'obtenir un soutien unanime des membres du conseil municipal. Toujours est-il que cette commission comprend des édiles mais aussi des experts urbains et des entrepreneurs privés. Des architectes privés régulièrement sollicités par la municipalité dans le cadre de marchés publics y sont associés : ce sont « Mr. Monin, architecte, auteur du plan de Villeurbanne dont nous nous sommes servis jusqu'à ce jour » et « Mr. Hamm, architecte, au courant de nos grands projets communaux ». On y trouve aussi des entrepreneurs locaux d'importance comme le directeur de la « CAM », le directeur des établissements Gillet et celui des Établissements Vulliod-Ancel. Cette volonté d'ouverture de la commission s'inspire des pratiques lyonnaises. La mise en place d'un projet général d'aménagement est alors une nouveauté en France, et les premières villes ayant mis en place un plan d'aménagement jouissent d'un avantage en terme de savoirs urbains et d'une réputation de villes modernes. Or Lyon bénéficie d'une telle réputation car la ville constitue, dès 1912, « une commission extra-municipale pour élaborer un plan d'embellissement et d'extension »⁶¹⁵.

⁶¹⁴ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 31 juillet 1925, p.209-210.

⁶¹⁵ Pierre-Yves SAUNIER, « Où l'auteur propose un plan de travail pour une histoire dite sociale de l'aménagement urbain », in *Recherches contemporaines*, n°3, 1995-1996, p.42.

La municipalité ne cherche pas seulement à s'inspirer des pratiques et méthodes appliquées à Lyon. Elle désire aussi s'entourer de certains membres du personnel municipal lyonnais qui jouent le rôle d'experts urbains dans l'agglomération, grâce à leurs connaissances techniques. Stéphane Frioux souligne dans ce sens que « les administrations locales doivent de plus en plus fréquemment avoir recours à des individus qualifiés pour accomplir une formalité exigée pour l'instruction du dossier de leur projet édilitaire »⁶¹⁶. Le maire demande dans ce sens aux édiles de nommer dans la commission « Mr. Chalumeau, Ingénieur en chef de la ville de Lyon dont les travaux pour le plan d'extension de la grande cité voisine ont reçu l'approbation des pouvoirs ministériels », ainsi que l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de Lyon. Le choix de Camille Chalumeau s'explique par ses compétences et son expérience. Pierre-Yves Saunier, brossant son portrait, précise : « il semble jouer un rôle important au sein de l'administration municipale pour la diffusion des idées urbanistes. C'est lui qui gère la dimension urbaine de l'Exposition internationale de Lyon en 1914, décidée à la fin de 1911, c'est lui qui anime la commission extra-municipale chargée en 1912 d'établir un plan d'extension et d'embellissement puis qui supervise l'élaboration dudit plan dans les années 1920-1930, c'est encore lui qui semble pousser la ville à participer à des expositions internationales »⁶¹⁷. En nommant Camille Chalumeau, Villeurbanne s'adjoint les services d'un des experts urbains locaux les plus à même de la conseiller. Si l'on reprend le classement terminologique que Stéphane Frioux propose des différents types d'experts pouvant être associés aux projets édilitaires, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées et Camille Chalumeau font partie des « experts choisis ».

Cette volonté de faire participer des experts lyonnais met au jour l'importance de certaines personnes clefs dans la diffusion des méthodes et pratiques urbaines dans l'agglomération. L'existence de ces échanges d'expertise remet en question l'image d'antagonisme associée à Lyon et Villeurbanne, ou tout au moins celle d'une production édilitaire conçue de manière autonome. Des échanges entre services s'organisent volontairement entre ces deux municipalités. On pourrait alors faire remarquer que les personnes participant à ce projet le sont en raison de leurs propres compétences techniques, et non pas en raison de leur appartenance à la municipalité

⁶¹⁶ Stéphane FRIOUX, *op. cit.*, 2009, p.227.

⁶¹⁷ Pierre-Yves SAUNIER, « La ville et la ville : les hommes et les organismes municipaux de l'aménagement urbain aux 19^e et 20^e siècles », in *Recherches contemporaines*, n°3, 1995-1996, p.134.

de Lyon. Cependant, dans le cas des membres du personnel municipal la césure n'est jamais nette. Et les relations entre les municipalités s'organisent de fait à travers les relations interpersonnelles nouées par ces mêmes personnes. Enfin, le rapport produit en 1925 par le service des plans et alignements de Villeurbanne nous donne des informations précieuses sur ce point. Il permet de confirmer la volonté de la ville de Lyon d'élaborer le plan d'aménagement de la région lyonnaise en concertation avec les communes voisines « Des conférences intercommunales préliminaires avaient bien eu lieu et, notamment, avec la Ville de Lyon qui, elle, ayant établi et soumis à l'appréciation de la Commission Supérieure des Plans d'Extension, l'ensemble de ses projets, désirait, avant de poursuivre leur approbation n'agir qu'avec le plein assentiment de ses voisines, de façon que l'ensemble du plan d'aménagement de la région Lyonnaise présentât, dans ses grandes lignes, une homogénéité telle que l'on put à bon droit se louer de ce qu'un même état d'esprit eut présidé à sa conception »⁶¹⁸.

Cette recherche de concertation de la part de Lyon s'explique par la volonté de conférer une cohérence au plan d'aménagement régional qu'elle élabore, afin d'obtenir sa validation. Cela explique mieux les échanges entre Lyon et Villeurbanne au sujet du plan d'aménagement de cette dernière. Villeurbanne recherche elle-même cette concertation avec ses voisines et c'est pourquoi, outre les experts municipaux lyonnais, Lazare Goujon souhaite associer à la commission l'agent-voyer des communes limitrophes de Vaulx-en-Velin et de Bron, « qui nous donnera d'utiles conseils pour nos relations intercommunales ». Jean-Luc Pinol et François Walter rappellent que « la diffusion au sein des systèmes urbains obéirait au principe hiérarchique, la nouveauté apparaissant dans les grandes villes puis se répandant par imitation ou simple contagion à l'ensemble du réseau urbain, mais des études systématiques seraient nécessaires pour valider un tel modèle qui, au demeurant ne semble pas être le seul »⁶¹⁹. Dans notre cas, on peut souligner que Lyon s'est dotée de savoirs urbains par le recrutement d'individus dont les compétences techniques sont rares et recherchées à l'échelle locale. Et cette mobilité d'expertise à l'échelle intercommunale nous renseigne sur la circulation des savoirs urbains et sur la prégnance des hiérarchies urbaines au sein même de l'agglomération lyonnaise. On voit ici que les débuts de la planification urbaine à Villeurbanne sont le produit de

⁶¹⁸ AMV-103-Compte moral 1925.

⁶¹⁹ Jean-Luc PINOL (dir.), *op. cit.*, 2003, p.191.

facteurs multiples : face à une urbanisation anarchique, le nouveau pouvoir municipal en place s'approprie les nouvelles dispositions juridiques de 1919 et 1924 relatives à l'aménagement des villes en France. Mais le manque de compétences en interne en matière d'urbanisme suscite la sollicitation d'experts urbains extérieurs, et plus particulièrement lyonnais, ce qui se traduit par la mise en place d'échanges de savoirs techniques entre Lyon et Villeurbanne dès 1925. Ces échanges se traduisent par la réunion plénière, le 29 septembre 1925, de cette commission générale, et de fait extra-municipale, qui élabore le premier schéma du plan d'aménagement.

L'élaboration de projets d'aménagements dans l'agglomération lyonnaise amène à la prise de conscience d'un besoin de concertation à l'échelle intercommunale. C'est pourquoi Lazare Goujon propose, dès septembre 1926, que soit votée la création d'un comité intercommunal. « Nous avons souvent à nous occuper de questions intéressant d'une manière générale l'agglomération lyonnaise, telles que : plan d'extension, fortifications, service d'égouts, etc... Ces projets sont discutés dans chaque conseil municipal intéressé avec un particularisme qui n'est pas toujours conforme avec l'esprit de solidarité qui devrait unir les communes de l'agglomération. D'autre part, chaque commune connaît très bien ses besoins et ses droits, mais à la discussion collective d'un projet, ceux du voisin apparaissent également, obligeant souvent à reprendre l'étude commencée. Dans le but de donner aux relations des Communes de l'agglomération lyonnaise un esprit de solidarité et de collaboration qui ne manqueront pas d'avoir d'heureux effets sur les projets qui seront discutés, je vous demande, Messieurs, d'émettre le vœu qu'un comité intercommunal de l'agglomération lyonnaise soit créé. La délégation de la Commune au Comité comprendrait l'Administration Municipale et un délégué de chacune des trois grands Commissions. Elle n'aurait naturellement aucun caractère officiel et ne servirait qu'à renseigner le Conseil Municipal sur les projets qui intéresseraient l'agglomération en général et notre Commune en particulier » ⁶²⁰. Le conseil municipal émet ensuite le vœu « qu'un Comité intercommunal ayant pour but d'établir une liaison entre les différentes municipalités de l'agglomération lyonnaise soit créé. Ce Comité serait chargé de discuter et d'étudier tous les projets intéressants l'agglomération. Par l'entremise de leurs délégués au Comité, les Conseils Municipaux seraient renseignés sur les désirs, besoins et prétentions des Communes

⁶²⁰ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 8 septembre 1926, p.354.

voisines et la réalisation plus rapide des projets se trouverait de ce fait facilitée »⁶²¹. Ce vœu est ensuite transmis aux communes de Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Bron et de La Mulatière qui votent un vœu similaire dès octobre 1926 en faveur de la création d'un comité intercommunal⁶²². Cette aspiration de Lazare Goujon à une coordination à l'échelle de l'agglomération se retrouve chez d'autres maires comme Henri Sellier⁶²³ ou André Morizet, maire de Boulogne-Billancourt, qui appartiennent aux mêmes réseaux réformateurs socialistes. Pour André Morizet « le plan de la commune doit s'inspirer non seulement des besoins locaux, mais des besoins généraux de l'agglomération toute entière »⁶²⁴. Cette recherche de coordination à l'échelon intercommunal est soutenue par les réformateurs socialistes de l'entre-deux-guerres dans les communes de la banlieue parisienne, mais aussi lyonnaise.

2. La réorganisation de l'organigramme municipal

La profession de foi présentée lors des élections municipales anticipées du 26 octobre 1924 par la liste regroupant le parti socialiste SFIO et le parti radical-socialiste, conduite par Lazare Goujon, permet de savoir que la réorganisation municipale est une réforme importante qu'il souhaite initier lors de son premier mandat. Une commission paritaire est créée dès décembre 1924, afin de permettre une étroite collaboration entre les délégués du personnel et la municipalité⁶²⁵. Ce programme de réorganisation municipale est repris lors des nouvelles élections municipales de 1925, qui voient la réélection de la liste menée par Lazare Goujon. Celui-ci propose « un programme d'assainissement et de réformes

⁶²¹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 8 septembre 1926, p.354.

⁶²² Dans AMV-3D5 : Lettre du maire de La Mulatière au maire de Villeurbanne, datée du 4 octobre 1926. Lettre du maire de Bron au maire de Villeurbanne, datée du 6 octobre 1926. Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Vénissieux, daté du 11 octobre 1926. Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Vaulx-en-Velin, daté du 13 novembre 1926.

⁶²³ Emmanuel BELLANGER, « Du socialisme au Grand Paris solidaire », in *Histoire urbaine* 2/2013, n° 37, p. 31-52.

⁶²⁴ Pascal GUILLOT, « André Morizet 1876-1942 », in Thierry PAQUOT (dir.), *Les faiseurs de villes*, Gollion, InFolio éditions, 2010, p.307.

⁶²⁵ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 12 décembre 1924, p.54.

administratives »⁶²⁶, dont le premier point est la « réorganisation et refonte complète des services Administratifs : les Travaux publics, la Voirie et l'Hygiène placés sous la responsabilité d'un Directeur technique unique chargé de centraliser méthodiquement tous les renseignements sur la situation actuelle des voies de communication publiques et privées, des égouts, des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité, d'exécuter tous les projets d'amélioration, de transformation et de création dans les différents quartiers de la ville avec le seul souci d'utiliser économiquement et rationnellement les ressources communales »⁶²⁷. Cet extrait souligne une réelle volonté de modernisation de la ville par le renforcement de la centralisation des services municipaux, afin d'accroître la cohérence et l'efficacité de la politique urbaine. Il y a là un souci de réaffirmation du pouvoir municipal dans la gestion rationnelle de la commune. Ainsi, le maire aurait un seul et un même interlocuteur : le directeur technique, ce qui permet de mettre en cohérence les projets relatifs conjointement aux travaux publics et à l'hygiène. Ce programme réformateur accompagne son projet de planification de l'aménagement urbain mentionné précédemment.

Nous souhaitons étudier cette réorganisation de l'organigramme municipal pour deux raisons. D'une part, l'analyse historique de l'organisation municipale reste très lacunaire. Il convient donc de palier ce manque, d'autant que la stabilité du personnel communal à Villeurbanne permet de suivre des parcours professionnels des années 1920 aux années 1950. S'intéresser à l'organigramme municipal c'est donc s'intéresser précisément au fonctionnement de la municipalité, en prenant en compte le rôle du personnel communal dont l'activité se poursuit au-delà de la durée des mandats municipaux. D'autre part, l'organisation municipale définit les fonctions et rôles du personnel municipal, or elle a peu changé des années 1920 aux années 1950, comme nous pouvons le voir ci-dessous.

Lorsque Lazare Goujon arrive à la mairie de Villeurbanne, en 1924, il peut s'appuyer sur un personnel communal déjà en place, comme c'est par exemple le cas de la doctoresse Latil, directrice du bureau d'hygiène de Villeurbanne depuis 1922 et qui le reste jusqu'en 1942. Par ailleurs, la municipalité organise les services techniques de la ville dès 1925, à la tête de laquelle se trouve M. Chauvet, ingénieur-directeur.

⁶²⁶ AMV-1K2-Programme municipal du Bloc des gauches aux élections municipales du 26 octobre 1924, Lyon, A.T.L.V., 4 p.

⁶²⁷ AMV-1K2, *op. cit.*, p.2.

Dans ce cadre, elle recrute un nouveau personnel entre 1925 et 1927. Elle emploie Gustave Desgranchamps, qui avait débuté sa carrière à Lyon, comme dessinateur en 1925. Celui-ci participe aussitôt à « l'étude des projets d'urbanisme de la Commune, (et à) l'étude définitive du plan d'extension »⁶²⁸. Ses compétences techniques étant reconnues, il devient ensuite chef de section technique du 1^{er} avril 1927 au 2 juin 1942. Suspendu en juillet 1942, il ne réintègre son service qu'en 1948 et y demeure jusqu'en 1955⁶²⁹. Il travaille à partir du 1^{er} mai 1927 sous la responsabilité de Jean Fleury, date laquelle ce dernier est recruté comme directeur de la voirie à Villeurbanne en remplacement de Pierre Chauvet. Il avait précédemment été employé 5 ans par la municipalité de Reims comme chef de service du nettoyage⁶³⁰ et est très apprécié pour son travail. Le maire de Reims indique dans la lettre de recommandation destinée à Lazare Goujon⁶³¹ : « cet ingénieur fait partie du personnel technique de la ville depuis le 1^{er} octobre 1922. Il a été chargé du Service de nettoyage, des égouts et de l'éclairage. C'est un agent travailleur et actif, très sérieux qui nous a rendu de grands services dans les travaux importants qui lui ont été confiés. Il est très dévoué et s'intéresse beaucoup à tout ce qui touche sa profession »⁶³². Jean Fleury est donc nommé, de 1927 à 1932, directeur de la voirie de Villeurbanne, puis ingénieur-directeur jusqu'en 1943. Enfin, il termine sa carrière en 1959 comme directeur des services techniques de la ville. Jean Fleury joue un rôle moteur dans la planification de la ville. Cependant l'importance de son initiative dans la mise en place du projet d'aménagement de Villeurbanne a été surévaluée en raison d'erreurs de chronologie. En effet, selon Edith Traverso « après son recrutement et probablement sous son égide, la commission évolue en une "commission extramunicipale". Elle s'ouvre à la réalité sociale et économique de la commune et Jean Fleury s'associe les représentants des administrations et de services publics ou privés qui seront les interlocuteurs de la Ville pour son aménagement et

⁶²⁸ AMV-103-Rapport relatif à la demande de création d'un emploi d'auxiliaire au service de plans et alignements, signé par Gustave Desgranchamps, qualifié de « Dessinateur, chargé du service », daté du 6 mai 1926.

⁶²⁹ AMV-2K47-Dossier personnel de Gustave Desgranchamps.

⁶³⁰ AMV-2K55-Dossier personnel de Jean Fleury.

⁶³¹ AMV-2D21-Lettre du secrétaire général de Villeurbanne à Jean Fleury-Ingénieur E.T.P., 24, rue Courmeaux à Reims, datée du 16 février 1927.

⁶³² AMV-2K55-Dossier personnel de Jean Fleury-Lettre du maire de Reims à Lazare Goujon, datée du 4 mars 1927.

sa modernisation »⁶³³. Or, comme nous l'avons montré précédemment, le vote par le conseil municipal de la création de la commission extra-municipale date de juillet 1925 et ce projet est à l'initiative de Lazare Goujon⁶³⁴. De plus, Jean Fleury n'est recruté à Villeurbanne qu'à partir du 1^{er} mai 1927. La décision de la mise en place de la commission extra-municipale est donc bien antérieure à l'arrivée de Jean Fleury comme ingénieur-directeur au sein de la municipalité. L'action de Jean Fleury n'en est pas moins essentielle dans la fabrique de la ville, et son action doit être appréciée par rapport au fonctionnement même de son service. Ainsi Gustave Desgranchamps le seconde dans la préparation de l'étude du plan d'aménagement⁶³⁵. Ces deux employés municipaux jouent un rôle particulièrement important dans les politiques urbaines durant la première moitié du XX^e siècle à Villeurbanne.

Mais il est impératif de prendre en compte le rôle du secrétaire général car « le couple “secrétaire général de mairie-maire” est au centre de l'organisation municipale »⁶³⁶. On peut noter une certaine stabilité du secrétaire général à Villeurbanne durant la première moitié du XX^e siècle. En effet, Michel Dupeuble est nommé le 1^{er} juillet 1925 à ce poste jusqu'à sa retraite le 2 avril 1948, à la suite d'Antoine Gros, secrétaire général de 1920 à 1925. Bruno Dumons dans son article consacré aux secrétaires généraux à Lyon et à Marseille de 1884 à 1940 avait précédemment souligné cette stabilité des secrétaires généraux à Lyon, à la différence de la ville de Marseille⁶³⁷. Ainsi à Lyon, durant la première moitié du XX^e siècle, se succèdent à la tête du secrétariat général de mairie Joseph Serlin (1909-1933), puis Maurice Thibault (1933- 1942). Dans son étude, Bruno Dumons relève que « dans la plupart des cas, celle-ci est réservée à un fonctionnaire d'âge mûr, ayant dépassé la quarantaine et originaire de la cité, qui a fait preuve de fidélité et de compétence »⁶³⁸. Cette analyse correspond bien à ce qui se passe à Villeurbanne,

⁶³³ Edith TRAVERSO, « Le projet de Lazare Goujon », in Anne-Sophie CLEMENÇON (dir.), *Les gratte-ciel de Villeurbanne*, Besançon, Editions de l'imprimeur, 2004, p.89.

⁶³⁴ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 31 juillet 1925, p.209-210.

⁶³⁵ Note de service de Jean Fleury à Gustave Desgranchamps, datée du 13 décembre 1929, en vue de l'élaboration d'une série de plans en préparation de l'étude du plan d'aménagement dans AMV-1T-Plan d'aménagement 1930-Documentation préparatoire.

⁶³⁶ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, p.206.

⁶³⁷ Brunot DUMONS, « Le “bras droit” du maire : le secrétaire général. Les secrétaires généraux de deux grandes villes du Sud-Est de la France : Lyon et Marseille (1884-1940) », in Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2012, p.139.

⁶³⁸ *Idem*, p.144.

puisque Michel Dupeuble est âgé de 42 ans lors de son entrée en fonction comme secrétaire général. Les rapports entretenus entre le maire et son secrétaire général sont connus grâce aux courriers, surtout à partir du moment où Lazare Goujon est élu à la députation en 1928. Ce changement de statut de Lazare Goujon est important, car de 1924 à 1928 il est seulement maire puis, réélu en 1929, il devient député-maire jusqu'en 1936. Les déplacements réguliers de Lazare Goujon, pour traiter des questions d'hygiène en débat au sein de la chambre des députés, l'éloignent nécessairement de la gestion quotidienne de la ville. En conséquence le rôle du personnel municipal est renforcé, surtout durant le second mandat du maire, de 1929 à 1935. Et dans ce cadre, Michel Dupeuble joue le rôle de courroie de transmission entre les décisions du maire et les rapports remis par les différents services à destination du premier magistrat. L'action dans l'ombre de Michel Dupeuble de 1925 à 1948 est essentielle, et on peut justement le considérer comme l'un des pivots du fonctionnement de la municipalité durant cette période. Par ailleurs, Lazare Goujon et Michel Dupeuble nouent une relation étroite, se rapprochant d'une relation d'amitié personnelle et politique. Tous deux socialistes, ils sont liés par la franc-maçonnerie⁶³⁹.

Lazare Goujon s'entoure donc, entre 1925 et 1927, d'un nouveau personnel communal dont l'activité professionnelle au sein de la municipalité s'étend au-delà de ses deux mandats mayoraux. Ces personnes qui sont la doctoresse Latil, recrutée dès 1922, Jean Fleury et son second Gustave Desgranchamps, employés respectivement dès 1927 et 1925, Michel Dupeuble recruté en 1925, puis dans un second temps Louis Maynard, employé comme bibliothécaire de 1932 à 1940. Elles forment le premier cercle de Lazare Goujon de 1925 à 1935. C'est plus particulièrement sur ces membres du personnel municipal qu'il s'appuie afin de mettre en place sa politique urbaine. Mais surtout ces personnes demeurent, en dépit des changements politiques. Elles jouent donc un rôle essentiel qui s'étend aux années 1940 et pour certaines jusque dans les années 1950.

⁶³⁹ AMV-2D26-Carte postale à la signature indéchiffrable à Michel Dupeuble, datée du 13 septembre 1932. L'auteur de la carte postale écrit : « Voulez-vous faire part à M. le Maire, notre F(rère) Goujon, de cette observation que j'ai faite ici : la commune du Mont Dore aurait besoin d'un maire comme celui de Villeurbanne pour que cette station soit plus attrayante et mieux ordonnée en urbanisme ».

3. La recherche et la diffusion de nouveaux savoirs urbain

e) *La collecte de nouveaux savoirs*

Entre 1925 et 1927, Lazare Goujon cherche à recueillir des informations sur les expériences municipales en France, mais aussi à l'étranger, afin de s'en inspirer. C'est l'occasion pour lui d'élargir son réseau relationnel. C'est la raison pour laquelle il participe au 3^e Congrès international des villes à Paris, du 28 septembre au 4 octobre 1925, rencontre organisée par l'Union Internationale des Villes et Communes et par l'Union des Villes et Communes de France. Afin de justifier auprès du conseil municipal la nécessité de sa participation à ce Congrès, Lazare Goujon déclare aux édiles que⁶⁴⁰ : « l'intérêt présenté par ce Congrès est indiscutable (...). En plus des questions portées à l'ordre du jour, il est organisé une série de visites d'études intercalées dans les journées de séance qui comprennent notamment des visites aux services publics de la Ville de Paris, du Département de la Seine et des Villes de la banlieue, habitations à bon marché et cités jardins, piscines et bains douches, écoles et établissements d'éducation, installation d'égouts et d'épuration des eaux (...) ». Ce propos souligne bien l'attente d'un maire vis-à-vis de l'organisation de ces congrès et visites, réunissant des édiles réformateurs et qui, selon Renaud Payre, « fonctionnent comme des moyens d'affermissement et de légitimation de certaines innovations réformatrices et, d'autre part, comme des lieux de diffusion de réalisations relatives à l'action publique municipale »⁶⁴¹. C'est donc à partir de 1925 que Lazare Goujon entre dans le réseau des réformateurs socialistes gravitant autour d'Henri Sellier⁶⁴², maire réformateur de Suresnes et l'un des artisans, après la Première Guerre mondiale, de l'Union internationale des villes avec Louis Dausset et Edouard Herriot. Concrètement cette mise en réseau se traduit par des échanges épistolaires entre Lazare Goujon et l'Union internationale des villes, mais aussi avec l'Association des maires de France, et avec la fédération nationale

⁶⁴⁰ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 17 septembre 1925, p.218.

⁶⁴¹ Renaud PAYRE, « Un municipalisme européen ? Circulation d'innovations et gouvernement des villes dans l'entre-deux-guerres », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *Le Palais du Travail, Villeurbaine*, Le Rize, 2011, p.32.

⁶⁴² Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, p.133 et Figure 2. Le réseau direct de H. Sellier.

des municipalités socialistes. C'est dans le cadre de ces échanges avec des réformateurs municipaux que la politique réformatrice de la municipalité est conçue. L'étude de la correspondance permet d'apprendre que la municipalité cherche à rassembler une documentation précise, constituée de revues et d'ouvrages spécialisés sur l'urbanisme, dès l'été 1927. Ce besoin de documentation doit être mis en lien avec l'essor des services techniques, nouvellement organisés, et sans doute avec l'arrivée de Jean Fleury. L'étude de cette documentation nous permet d'apprécier quels ouvrages sont utilisés par les acteurs de la planification urbaine à Villeurbanne. Il s'agit de répondre à la question : où la municipalité puise-t-elle les premiers éléments de réponse au problème qu'elle pose en se lançant dans un projet de planification urbaine⁶⁴³ ? Cette interrogation sur les savoirs urbains et leur mobilisation nous permet ainsi d'éclairer les pratiques relatives à la fabrique de la ville. Le fonds constitué par la bibliothèque des services techniques de la ville de Villeurbanne, déposé aux archives municipales et la correspondance municipale, est donc une source précieuse.

Des articles de presse spécialisée sont associés à des dossiers d'urbanisme. On sait donc précisément quels articles ont été consultés. C'est le cas de la contribution de J. Descoutures, urbaniste diplômé, sur « Le dossier urbain » paru en mai 1929 dans la *Revue juridique et fiscale de l'entreprise*. Cet article inventorie l'ensemble des données historiques et géographiques, économiques, démographiques, sanitaires et esthétiques que doit comprendre un dossier urbain. Il propose une série de recommandations méthodologiques à destination des municipalités qui doivent élaborer le dossier urbain tel un « microscope social »⁶⁴⁴ [Annexe 1]. Cet article permet d'apprécier la circulation des savoirs urbains, car il reprend cette « forte expression (*de microscope social*) de M. FUSTER, professeur du cours d'organisation sociale des villes à l'Institut d'Urbanisme »⁶⁴⁵. Il est associé aux documents préparatoires du plan d'aménagement de Villeurbanne datés de 1930⁶⁴⁶. Il

⁶⁴³ J'emprunte cette question à Stéphane FRIoux, *op. cit.*, 2009, p.226.

⁶⁴⁴ J. DESCOUTURES, « Le dossier urbain », in *Revue juridique et fiscale de l'entreprise*, mai 1929, dactylographié, p.2 trouvé dans AMV-1T-Plan d'aménagement 1930.

⁶⁴⁵ Edouard Fuster enseignait l'organisation sociale de la vie urbaine en France à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris. « Professeur de Prévoyance et assistance sociale au Collège de France, spécialiste des problèmes touchant à la question des assurances sociales, un des pivots de la section d'hygiène urbaine et rurale du Musée social depuis sa fondation » selon Rémi BAUDOUÏ, « La discipline de l'urbanisme et la ségrégation sociale », in Annie FOURCAUT (dir.), *op. cit.*, 1996, p.169.

⁶⁴⁶ AMV-1T-Plan d'aménagement 1930.

est difficile d'apprécier l'influence des ouvrages et articles dans de tels projets urbains, mais en relevant ainsi les strates archivistiques des dossiers on peut au moins s'en faire une idée.

Il est possible d'user de la même méthode pour les ouvrages d'urbanisme qui sont annotés, ou au sein desquels des notes papier, voire des courriers ont pu être glissés ou collés. Le peu d'ouvrages d'urbanisme traitant de la période de l'entre-deux-guerres, et que l'on a pu trouver dans le fonds de la bibliothèque des services techniques de la ville, nous laisse supposer que les ouvrages ont été pour partie dispersés avant leur dépôt. Cette pratique est assez classique. Cependant, l'analyse de ce fonds donne tout de même des clés de compréhension importantes sur cette veille documentaire concomitante de l'élaboration des projets urbains. En effet, on peut remarquer que l'un des ouvrages les plus annotés est le *Traité pratique de l'aménagement, de l'extension, de l'embellissement des villes et des lotissements*, publié en 1927 par Amédée Bonde, docteur en droit et chef honoraire du service de l'administration du domaine de l'assistance publique⁶⁴⁷. Les utilisateurs de cet ouvrage y ont inséré plusieurs documents, et il est possible grâce à ces traces de proposer une fourchette chronologique de son usage, grâce à la date figurant sur ces documents. En effet, ces insertions s'échelonnent entre 1927, date de la publication du livre et du plus ancien document trouvé dans l'ouvrage⁶⁴⁸, et 1941⁶⁴⁹. En effet, entre les pages 398 et 399, est glissé un courrier surprenant : c'est la copie d'une lettre émise par le ministre de l'Intérieur à Edouard Herriot, alors ancien ministre et député-maire de Lyon, et qui est datée du 22 janvier 1924. Ce courrier nous renseigne sur la procédure permettant aux municipalités d'obtenir des subventions de la part de l'Etat, en vue de l'étude d'un projet d'aménagement et d'extension, selon la loi du 14 mars 1919. L'en-tête de la lettre dactylographiée est celui de la mairie de Lyon. Il s'agit donc d'une copie du courrier initial. Au vu des échanges entre Lyon et

⁶⁴⁷ AMV-Fonds bibliothèque des services techniques-Amédée BONDE, *Traité pratique de l'aménagement, de l'extension, de l'embellissement des villes et des lotissements*, Paris, Dalloz, 1927, 433p.

⁶⁴⁸ Il s'agit d'une note dactylographiée pourtant l'entête de la mairie de Villeurbanne et traitant de la « circulaire du 30 juin 1927 – Formule spéciale aux parcelles de terrain vendues pour jardins » dans AMV-Fonds bibliothèque des services techniques-Amédée Bonde, *op. cit.*, 1927, entre les pages 174 et 175.

⁶⁴⁹ Une note volante datée du 9 janvier 1952 et portant le tampon « Ville de Villeurbanne – service des marchés », sans rapport toutefois avec le projet d'aménagement de la ville, à la différence des autres documents et notations. Elle indique « M. Blanc Demander à Emile Bertrand M de souliers Maisons – Neuves l'état civil complet de son beau-père. Saint André ».

Villeurbanne dès 1925, lors de l'élaboration du plan d'aménagement de Villeurbanne, on peut supposer qu'il s'agit d'un élément de la documentation remise par Lyon. Par ailleurs, une mention manuscrite confirme clairement l'usage de ce courrier dans ce sens car il est inscrit au crayon à papier « Plan d'extension ». Outre l'intérêt du document même, qui confirme l'envoi d'une documentation précise de la part de la municipalité de Lyon à celle de Villeurbanne, il faut noter que ce courrier est inséré à la suite de l'annexe VII de l'ouvrage d'Amédée Bonde, consacré à la « Fixation des dépenses (honoraires des hommes de l'art ou des sociétés) avec *maxima* et *minima* imposés aux communes, sur lesquelles l'Etat calcule le montant des subventions »⁶⁵⁰. On a donc là un exemple précis, qui permet de confirmer l'intérêt et l'usage par et pour le personnel des services techniques de Villeurbanne des traités pratiques d'urbanisme dans la fabrique de la ville. L'étude de la couleur des crayons utilisés afin d'annoter l'ouvrage révèle au moins trois couleurs différentes, ce qui confirme l'usage multiple de ce livre. Par ailleurs, ce type de traité compile les dispositions juridiques au moment de leur rédaction. Ces traités d'urbanisme sont donc utilisés comme des manuels de droit, et ils sont annotés en fonction des évolutions législatives. Ainsi, l'annexe I intitulée « Loi des 14 mars 1919 – 19 juillet 1924 concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes, et articles 7 et 8 de la loi du 19 juillet 1924 », a été annotée : les articles 8 et 9 ont été ainsi barrés avec la mention « Abrogés – décret loi du 25 janvier 1935 ». Cet ouvrage a donc été utilisé par les services techniques de la ville au moins jusqu'en 1935. Outre ces annotations, l'ouvrage comprend des coupures d'articles⁶⁵¹. On trouve justement collé, entre la dernière page de la préface et la première page paginée, un extrait du *Journal Officiel de la République française* du 27 juillet 1935 consacré au projet de décret présenté le 25 juillet 1935 en vue de la création de plans régionaux d'urbanisme. Cet ouvrage est donc utilisé comme un manuel de veille juridique sur les questions relatives à l'urbanisme. On trouve dans le même sens, adjointe à ce même article, une note volante datée de 1941, à l'en-tête de la mairie de Villeurbanne et sur laquelle est inscrit à la main : « Loi portant réorganisation des services de l'urbanisme du 21 février 1941. J.O. du 21 février 1941. Suppression de

⁶⁵⁰ AMV-Fonds bibliothèque des services techniques-Amédée Bonde, *Traité pratique de l'aménagement, de l'extension, de l'embellissement des villes et des lotissements*, Paris, Dalloz, 1927, p.397.

⁶⁵¹ Un article dactylographié sur « Les lotissements – jardins » du numéro de novembre 1935 de la revue *L'information municipale*, était inséré en début d'ouvrage.

la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes. Remplacement par le comité permanent de l'aménagement de l'embellissement et de l'extension des villes ». Cet ouvrage est donc aussi utilisé, de 1927 à 1941, comme un recueil de notes relatives aux évolutions juridiques sur les questions d'urbanisme. Il faut souligner que ce type de traité est particulièrement utilisé par les acteurs de la planification urbaine car, outre les dispositions légales, il comporte des interprétations d'articles juridiques, des cas pratiques, mais aussi des hypothèses juridiques. L'auteur intègre ainsi des éléments de la jurisprudence, et des synthèses d'articles ou de notes juridiques produites par des spécialistes sur des points précis. Cette entrée dans la fabrique de la ville par l'étude des usages d'un traité sur la planification urbaine est permise grâce aux sources. Si cette méthode peut être appliquée à l'ensemble des ouvrages des services d'urbanisme, elle ne donne en revanche pas nécessairement de résultat, car on ne peut que rarement dater les annotations ou les documents insérés dans l'ouvrage. Ce cas unique n'en permet pas moins de mettre en évidence la temporalité de l'usage d'un traité d'urbanisme en lien avec un projet de planification urbaine. Cet exemple permet de souligner l'influence de certains ouvrages, utilisés comme des références par les praticiens de la ville. On peut noter, par ailleurs, que ce même ouvrage circule. En effet, l'architecte urbaniste Géo Cassaigne qui élabore, à la suite de la loi Cornudet, le plan d'aménagement et d'extension de Tananarive, capitale de Madagascar, s'appuie sur une série de traités d'urbanisme parus entre 1900 et 1930, dont celui d'Amédée Bonde utilisé à Villeurbanne⁶⁵². Ce même traité d'Amédée Bonde fait d'ailleurs partie des ouvrages issus du service de la voirie de la ville de Lyon, conservés dans la bibliothèque des Archives municipales de Lyon. Marie-Clothilde Meillerand a également constaté au sujet de ce traité « quelques annotations au crayon de couleur (qui) attestent de la lecture et de l'utilisation de cet ouvrage sur des points précis : autorisation de constructions... »⁶⁵³. Si l'analyse des savoirs urbains par le biais des revues spécialisées, des expositions et des échanges intercommunaux a bénéficié de l'apport de travaux importants, l'influence de ce type de traités d'urbanisme

⁶⁵² Faranirina V. ESOVALOMMANDROSO, « Aménagement et occupation de l'espace dans la ville moyenne d'Antananarivo pendant la colonisation. (L'exemple du quartier d'Ankadifotsy.) », in *Cahiers d'études africaines*, volume 25, n°99, 1985, note 12, p.346.

⁶⁵³ Marie-Clothilde MEILLERAND, *op. cit.*, 2010, tome 2. Annexes, Tableau des ouvrages et documentations sur le thème de l'urbanisme/aménagement du territoire issus des services techniques de la ville de Lyon (années 1920-années 1960), p.141.

synthétisant des données juridiques et proposant des solutions pratiques aux problèmes rencontrés par les urbanismes, est rarement soulignée. Leur fonction d'ouvrage de référence dans les pratiques urbaines à l'échelle locale est essentielle, et la présence des mêmes ouvrages dans différentes bibliothèques techniques municipales permet d'apprécier leur audience auprès des techniciens municipaux chargés des questions d'urbanisme. En effet, si les traités d'urbanisme d'importants théoriciens de l'urbain ont participé aux évolutions de la pensée urbaine, il convient également de prendre en compte les manuels synthétiques auxquels se réfèrent les services techniques en charge de concevoir leurs propres projets d'aménagement à l'échelon local.

Parmi les traités trouvés dans le fonds, mais qui ne sont pas annotés, au contraire du précédent ouvrage, on compte l'ouvrage dirigé par F. Putzeys et F. Schoofs, *Traité de technique sanitaire. Tome 2. Extension des villes. Hygiène dans la construction*, paru en 1927⁶⁵⁴. Ce livre est organisé en 5 parties. La première partie, qui est la plus importante car elle couvre plus du tiers du livre, traite de l'extension des villes, de la création de nouveaux quartiers, de la nécessité des plans régionaux, des cités jardins et des cités satellites⁶⁵⁵. Les 4 autres parties traitent respectivement de l'orientation et de l'insolation des voies publiques et des habitations, de la construction des voies publiques, des propriétés physiques des matériaux de construction, et enfin de l'hygiène dans la construction. Cet ouvrage est très précis et documenté. Il fournit de nombreuses études de cas, accompagnées de plans et de photographies, relatives à des expériences de cités jardins édifiées en Grande Bretagne⁶⁵⁶, en Belgique⁶⁵⁷, et en France⁶⁵⁸. Ce livre, qui a été très consulté si l'on en croit son état, intègre des

⁶⁵⁴ F. PUTZEYS et F. SCHOOFS, *Traité de technique sanitaire. Tome 2. Extension des villes. Hygiène dans la construction*, Paris et Liège, Librairie polytechnique Ch. Béranger, 1927, 728p.

⁶⁵⁵ *Idem*, p.3-225.

⁶⁵⁶ La cité jardin de Letchworth et celle de Welwin sont, bien sûr, les mieux étudiées (p.64-91).

⁶⁵⁷ Les cités jardins du bassin houiller de la Campine sont particulièrement étudiées. On trouve des fiches sur la cité jardin de Winterslag (p.165-183), la cité industrielle des charbonnages André Dumont (p.183-196), la cité industrielle des charbonnages des liégeois en Campine (p.196-202), la cité-jardin de Cheratte (p.203-207), la cité-jardin du Kappelveld, créée à Stockel par une Société coopérative d'intellectuels (p.208-212), mais aussi des expériences d'aménagement de quartiers comme le quartier de la roue et du bon air à Anderlecht-Bruxelles (p.212-215), les cités de la commune industrielle de Couillet (p.215-225).

⁶⁵⁸ L'action de la Compagnie du chemin de fer du Nord pour l'édification de cités jardins pour son personnel y est présentée avec les exemples de la cité Tergnier, les cités de Lens-

synthèses sur des expériences urbaines et sociales qui intéressent alors justement Villeurbanne. Ce livre regorge d'informations sur des constructions de bâtiments collectifs comme des salles des fêtes, des terrains de sport, des bains douches, des espaces d'agrément tels des parcs ou des jardins pour enfants. On voit très bien ici l'importante ressource documentaire que constituent ces traités d'urbanisme pour les services techniques de la ville. Ils ont été conçus comme des synthèses à destination des praticiens en vue de l'aménagement de leur ville. De plus, on peut noter, parmi les sources citées dans l'ouvrage, que les auteurs se réfèrent à des congrès internationaux d'urbanisme, à des ouvrages de théoriciens comme Patrick Geddes, Ebenezer Howard ou encore Raymond Unwin, mais aussi à des articles d'urbanisme parus dans des revues spécialisées. Les autres ouvrages de ce fonds portent sur des points précis, comme la loi Loucheur du 13 juillet 1928⁶⁵⁹ pour la construction des habitations à bon marché⁶⁶⁰. On peut noter que certains ouvrages sont des traités parus à la fin du XIX^e siècle, alors marqués par l'architecture régionaliste⁶⁶¹, comme le traité d'Henri Cazalis sur *Les Habitations à bon marché. Et un Art nouveau pour le peuple*⁶⁶². Mais on peut douter de l'intérêt de ce dernier ouvrage pour un service technique, au contraire de celui de W. Kharachnick, ingénieur de la ville de Saint-Etienne, intitulé *Quelques problèmes d'urbanisme* et qui traite précisément de la nécessité d'aménager la périphérie des grandes villes⁶⁶³. Selon les termes employés par l'auteur, les questions d'urbanisme s'articulent autour du rapport entre le centre urbain et sa périphérie. Il n'emploie pas l'expression de « commune » mais celle de « quartiers périphériques » qu'il faut absolument aménager. « Créés à une époque où on n'a pas su prévoir l'extension rapide des cités, les quartiers périphériques

Méricourt, la cité de Longeau, la cité d'Aulnoye, la cité de Sain-Quentin (p.92-143). Il est aussi fait référence au programme de « la future cité-jardin de La Courneuve – Le Bourget » lancé à la suite de l'acquisition de le département de la Seine de terrains compris entre La Courneuve, Le Bourget, Dugny et Stains (p.144-149) et au foyer rémois (p.149-150).

⁶⁵⁹ *Rapport du Congrès de l'Office Général du Bâtiment et des Travaux publics pour l'étude de l'application de la loi Loucheur, tenu à Paris les 1^{er} et 2 mars 1929*, Paris, imprimerie du Palais, 1929, 20p.

⁶⁶⁰ *Rapports et compte rendu des séances du 2^e congrès national de l'habitation à bon marché et de la petite propriété, tenu à Strasbourg les 15 et 16 juin 1923*, Paris, Société françaises des habitations à bon marché, 1923, 95p.

⁶⁶¹ Jean-Claude VIGATO, *L'architecture régionaliste. France : 1890-1950*, Paris, Norma, 1994, p.21.

⁶⁶² Henri CAZALIS (sous le pseudonyme de Jean LAHOR), *Les Habitations à bon marché. Et un Art nouveau pour le peuple*, Paris, Larousse, 1903, 95p.

⁶⁶³ W. KHARACHNICK, préface de Tony GARNIER, *Quelques problèmes d'urbanisme*, Dunod, 1927, 72p.

contiennent de nombreux facteurs gênant leur développement, et parfois leur existence même : usines et entrepôts privés (...). La concentration persistante d'une partie de la population dans les centres urbains fait que les périphéries actuelles des villes sont destinées à avoir encore longtemps un développement continu et d'autant plus inévitable que la crise des logements sévit surtout dans les quartiers centraux (...). Les banlieues rendues ainsi libres devront être aménagées en quartiers d'habitations, à l'usage des populations qui se sont précipitées vers les centres urbains et ne peuvent s'y loger »⁶⁶⁴. L'acquisition de ce dernier ouvrage peut aussi s'expliquer par l'audience régionale que ce texte reçoit, car il est présenté au Congrès de Lyon de l'association française pour l'avancement des sciences en juillet 1926. Il est publié pour la première fois dans le *Bulletin mensuel de l'association des anciens élèves de l'Ecole Centrale Lyonnaise*⁶⁶⁵, avant de paraître sous la forme d'un ouvrage. Cet ouvrage rencontre donc une audience locale, et il se retrouve aussi dans la bibliothèque des services techniques de la ville de Lyon⁶⁶⁶.

Certains traités ont été utilisés dans le contexte d'aménagement de la ville, mais au vu de l'état de la bibliothèque on peut affirmer que ce fonds ne réunit pas tous les livres d'urbanisme du service technique. L'hypothèse initialement formulée d'une dispersion partielle des ressources documentaires des services techniques de la ville est confirmée par l'étude de la correspondance. En effet, celle-ci montre que certains ouvrages ont été achetés, mais ils n'apparaissent pas dans le fonds conservé. La municipalité souscrit ainsi l'achat d'ouvrages et de revues en juin 1927 tels la *Revue juridique et fiscale de l'entreprise*, *La construction moderne*, *Annales des Ponts & Chaussées* ou des ouvrages de Gaston Monsarrat intitulés *Contrats et concessions des Communes*, *Marchés de travaux et de fournitures*, *Les Chemins Vicinaux*, *Les voies urbaines*. Mais aussi le *Petit Précis de droit administratif*, publié par Dalloz, et surtout l'*Etude pratique des plans de Villes* de Raymond Unwin. Ces demandes d'achat montrent que le personnel des services techniques est au fait de l'actualité bibliographique sur l'urbanisme. En effet, le livre de Raymond Unwin, *Etude*

⁶⁶⁴ W. KHARACHNICK, *op. cit.*, p.9.

⁶⁶⁵ *Bulletin mensuel de l'association des anciens élèves de l'Ecole Centrale Lyonnaise*, n°225, Février-Mars 1927, p.3-24.

En ligne :

http://histoire.ec-lyon.fr/index.php?id=1560&image=TE1927_225_ING00053.jpg&v=&Pv=#navArticle

⁶⁶⁶ Marie-Clothilde MEILLERAND, *op. cit.*, 2010, Tome 2. Annexes, Tableau des ouvrages et documentations sur le thème de l'urbanisme/aménagement du territoire issus des services techniques de la ville de Lyon (années 1920-années 1960), p.141.

pratique des plans de villes, introduction à l'art de dessiner les plans d'aménagement et d'extension, publié en français en 1922, est la traduction d'un ouvrage anglophone de 1909. L'architecte Raymond Unwin est l'un des praticiens de la cité jardin, dont le concept fut théorisé notamment par Ebenezer Howard dans *A Peaceful Path to Real Reform*, publié en 1898⁶⁶⁷. Ce dernier ouvrage ne figure pas dans notre fonds.

Ces commandes d'ouvrages nous informent sur la genèse d'une politique édilitaire et la recherche d'information qui l'accompagne. Nous pouvons également voir que la municipalité réunit une documentation spécialisée par l'achat de revues d'urbanisme, ou la souscription d'abonnements à *La construction moderne*, *La Technique Moderne*, *Revue des matériaux de Construction* ou à *La Revue Juridique et Fiscale de l'Entreprise*⁶⁶⁸. L'achat de ce type de documentation résulte soit d'une demande émanant directement des services municipaux, soit d'une sollicitation des revues elles-mêmes à laquelle la municipalité répond favorablement. On peut le voir à travers des lettres-types envoyées aux municipalités, comme par exemple celle adressée par les services de la revue *Science & Industrie*, en juin 1927, au maire de Villeurbanne : « Sachant avec quel dévouement vous vous êtes occupé, ainsi que votre Conseil Municipal, d'améliorer les services édilitaires de votre ville, nous sommes persuadés que vous apprendrez avec plaisir que notre Revue va publier fin de ce mois un numéro très important (250 pages in 4° raisin), entièrement consacré aux perfectionnements les plus modernes réalisés dans le domaine de l'édilité. De plus en plus, la ville devient un champ remarquable d'expériences, tant du point de vue technique qu'au point de vue social et, c'est pourquoi, nous avons cru utile d'attirer l'attention de tous ceux qui s'intéressent à cette passionnante question d'édilité, en y consacrant un numéro hors série qui fera certainement époque (...) »⁶⁶⁹. La publicité donnée par les revues à leur production est l'un des facteurs de la constitution d'une documentation spécialisée, dans laquelle la municipalité puise les savoirs dont elle a besoin afin de mener à bien ses projets urbains. Il est bien sûr difficile d'apprécier si les numéros de revue ont été lus, et si les savoirs véhiculés par ceux-ci ont été mobilisés d'un point de vue opérationnel. La constitution de cette

⁶⁶⁷ Jean-Luc PINOL (dir.), *op. cit.*, 2003, p.141.

⁶⁶⁸ AMV-2D21-Lettre du secrétaire général de Villeurbanne à monsieur Alriq, imprimeur à Maison Lafort, datée du 7 décembre 1927.

⁶⁶⁹ AMV-2D21-Lettre du directeur général de la revue *Science & Industrie* à Lazare Goujon, datée du 8 juin 1927.

documentation spécialisée au moment où se met en place le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension nous permet tout de même de connaître les vecteurs (manuels d'urbanisme, presse spécialisée) mobilisés afin d'acquérir de nouveaux savoirs urbains.

f) Informer l'électorat sur les changements de la ville : le rôle du bulletin municipal

Afin de recueillir l'adhésion des Villeurbannais, la municipalité communique dès 1926 sur les politiques réformistes qu'elle entreprend, par l'intermédiaire du *Bulletin municipal officiel de Villeurbanne*. Cette volonté de communication, pour mobiliser son électorat, correspond bien à l'évolution générale des bulletins municipaux étudiés par Renaud Payre. Ce dernier a démontré que « sur la période de l'entre-deux-guerres, on perçoit l'accroissement du nombre de créations de bulletins au lendemain des élections municipales »⁶⁷⁰. C'est justement ce qui se passe à Villeurbanne : la municipalité crée le bulletin municipal seulement un an après l'élection de 1925. Aude Chamouard a souligné que, durant la période 1900-1939, « les socialistes exercent le réformisme au niveau de leur commune (et qu') ils développent, en outre, un discours qui tend à justifier ces pratiques réformistes, à la fois dans leurs écrits à visée électorale et dans les textes administratifs, notamment les délibérations municipales »⁶⁷¹. C'est dans cette logique que Lazare Goujon écrit dans l'éditorial du premier numéro : « A la population de Villeurbanne. Ce bulletin est un bilan sec, précis, honnête. Il est créé pour mettre le public au courant de toutes les manifestations de l'activité communale. Il indiquera périodiquement les résultats des nouvelles méthodes instaurées par la Municipalité : industrialisation sévèrement contrôlée par les Services publics, fonctionnement des Régies municipales avec la collaboration directe des habitants, réalisation d'œuvres multiples en faveur des enfants, des femmes, des vieillards, et de tous ceux qui souffrent. Il sera notre seule réponse – mais irréfutable et chiffrée – à toutes les erreurs et tous les mensonges colportés à travers la population au sujet de nos projets,

⁶⁷⁰ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2001, p.27.

⁶⁷¹ Aude CHAMOUARD, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », in *Vingtième siècle*, 96, octobre-décembre, 2007, p.27.

de nos buts, de notre œuvre »⁶⁷². Ce bulletin municipal est l'outil essentiel de communication de la municipalité à partir de 1926, et jusqu'à nos jours. Les Villeurbannais peuvent soit souscrire un abonnement, soit acheter le bulletin municipal « en se rendant dans toutes les librairies, papèteries, kiosques à journaux »⁶⁷³. Une liste des abonnements gratuits au bulletin municipal pour l'année 1926⁶⁷⁴ nous apprend que les membres du conseil municipal, les chefs des services municipaux, les directeurs d'école, les maires des communes du Rhône⁶⁷⁵ et les commissaires de police le reçoivent gratuitement. Des membres de réseaux municipaux socialistes, tel le secrétaire général de la fédération des municipalités socialistes, ou encore le maire de Toulouse et celui de Champaign-sur-Marne reçoivent aussi gratuitement le bulletin municipal. Le bulletin est donc utilisé pour informer les Villeurbannais des réformes entreprises à l'échelle locale, mais il s'agit aussi d'un outil de communication utilisé à l'extérieur de la commune.

La municipalité recourt justement à cet outil pour réactiver le récit différentialiste de Jacques Perrier. Celui-ci est publié dans le bulletin municipal de juin 1926 à février 1930 sous forme de feuillets⁶⁷⁶. Cette publication reprend le modèle du roman-feuilleton : cela permet de fidéliser les lecteurs qui, d'épisode en épisode, découvrent l'histoire de leur ville depuis la mythique *Villa Urbana*. L'objectif visé est de participer à la construction de l'identité des Villeurbannais qui peuvent se projeter dans ce récit différentialiste. Les édiles sont des acteurs de cette mise en récit, car le texte publié est une version revue et corrigée par le conseiller municipal et directeur

⁶⁷² AMV-BMO-n°1-mars 1926-p.1.

⁶⁷³ AMV-BMO-n°18, octobre 1927, p.331.

⁶⁷⁴ AMV-3D3-Liste des abonnements gratuits au bulletin municipal en 1926.

⁶⁷⁵ Ce sont les maires de Lyon, Vaulx-en-Velin, Bron, Saint-Fons, Vénissieux, Villefranche, Givors, Caluire, Pierre Bénite, Oullins, Brignais, Ecully, Francheville, La Mulatière, Saint Cyr au Mont d'Or, Saint Didier au Mont d'Or, Sainte Foy-lès-Lyon, Saint Genis Laval, Saint Rambert-l'Île-Barbe, Tarare, Tassin-la-Demi-Lune.

⁶⁷⁶ AVM-BMO : n°2, juin 1926, p.46 ; n°3, juillet 1926, p.68 ; n°4, août 1926, p.82-83 ; n°5, septembre 1926, p.100 ; n°6, octobre 1926, p.119 ; n°8, décembre, 1926, p.146 ; n°9, janvier 1927, p.166 ; n°10, février 1927, p.183 ; n°11, mars 1927, p.224-225 ; n°13, mai 1927, p.243 ; n°14, juin 1927 ; n°15, juillet 1927, p.282-283 ; n°16, août 1927, p.301-302 ; n°17, septembre 1927, p.325-326 ; n°18, octobre 1927, p.345-346 ; n°19, novembre 1927, p.363 ; n°20, décembre 1927, p.391-393 ; n°21, janvier 1928, p.415 ; n°22, février 1928, p.446 ; n°23, mars 1928, p.539 ; n°24, avril 1928, p.511-512 ; n°25, mai 1928, p.539 ; n°26, juin 1928, p.573 ; n°28, août 1928, p.629-630 ; n°29, septembre 1928, p.654 ; n°30, octobre 1928, p.674 ; n°31, novembre 1928, p.691 ; n°33, janvier 1929, p.735 ; n°35, mars 1929, p.785-786 ; n°36, avril 1929, p.802 ; n°37, mai 1929, p.826 ; n°38, juin 1929, p.847 ; n°39, juillet 1929, p.869-870 ; n°40, août 1929, p.894 ; n°43, novembre 1929, p.965 ; n°44, décembre 1929, p.990 ; n°45, janvier 1930, p.1014-1015 ; n°46, février 1930, p.1034.

d'école honoraire Bonnard du récit de Jacques Perrier. Une comparaison fine des deux textes a permis de montrer que la nouvelle édition diffère de celle de 1905 uniquement par des mises en forme stylistique. La trame du récit est entièrement respectée. Ce texte reprend les *topoi* historiques précédemment relevés, et il permet de construire l'image de Villeurbanne telle une commune indépendante dont la généalogie trouve ses fondements dans l'histoire du Dauphiné et de la Révolution française. Il y a donc bien, sous le mandat de Lazare Goujon, une volonté de différenciation entre Lyon et Villeurbanne par le biais de ce récit historique. Cette publication dans le bulletin municipal renforce l'audience de ce récit, qui n'est plus réservé à des acteurs politiques d'influence comme à la fin du XIX^e siècle au moment de la tentative d'annexion. Il est dès lors intentionnellement diffusé à destination des Villeurbannais. Ce récit est par la suite ré-édité sous la forme d'un ouvrage dès 1930⁶⁷⁷. Sa vente est gérée par le régisseur municipal, et le bulletin municipal en fait régulièrement la promotion dans ses pages jusqu'en janvier 1936⁶⁷⁸. La portée pédagogique et patriotique de ce récit d'histoire locale est affirmée : le conseiller municipal Bonnard précise dans la page de garde qu'il s'associe « de tout cœur à l'appel qu'adressait en 1912, M. Jules Jovelet, à tous les membres du corps enseignant français, aux sociétés d'Histoire et d'Archéologie, aux Revues régionalistes, aux historiens locaux, à ceux qui pensent que c'est dans l'amour des petites patries que prend racine la connaissance, c'est-à-dire l'amour véritable de la grande patrie »⁶⁷⁹. Ce récit, promoteur de l'identité communale, s'inscrit bien, comme à la fin du XIX^e siècle, dans le récit national de la III^e République. Une différence notable apparaît pourtant. Si ce récit plonge ses racines dans le passé mythique de la *Villa Urbana*, il est précédé d'une histoire géologique et préhistorique « de la région lyonnaise et villeurbannaise »⁶⁸⁰. Cette distinction régionale artificielle renforce la logique de différenciation entre les deux communes, et ce recours à la géologie et à la préhistoire permet de construire le récit du progrès de la ville et de la civilisation moderne animées par la science et la raison. À cette fin, l'auteur décrit la préhistoire et la protohistoire comme des périodes de barbarie.

⁶⁷⁷ Jacques PERRIER, *Villeurbanne Historique et Biographique. Revue et complétée par des notions de Géologie et de Préhistoire, par E. Bonnard, directeur d'école honoraire et officier d'Académie*, Villeurbanne, A.T.L., 1928, 157p. + *addenda* daté du 16 juin 1930.

⁶⁷⁸ La dernière apparition de l'encart publicitaire faisant la promotion de l'ouvrage paraît dans AMV-BMO, n°117, janvier 1936, p.2844.

⁶⁷⁹ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1928, p.9-10.

⁶⁸⁰ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1928, p.15.

« Il reste à souhaiter que le poids des époques d'ignorance et de barbarie dont nous venons de donner un aperçu rapide, malheureusement, et l'atavisme ancestral qui nous y attachent, cessent de peser si lourdement qu'ils l'ont fait jusqu'à présent, sur la civilisation actuelle, faisant attarder trop longuement le progrès moral en laissant survivre des préjugés et des superstitions qui sont un défi à la raison et à la science »⁶⁸¹. Ce récit positiviste se présente donc comme un moyen de lutter contre l'obscurantisme, et il permet d'inscrire l'histoire de Villeurbanne dans la longue durée des territoires, niant ainsi l'urbanisation récente de cette commune de la banlieue lyonnaise. Ce procédé littéraire consistant à inscrire les monographies locales dans la longue durée des territoires est caractéristique de récits d'érudits locaux sur des villes nouvellement créées, comme l'a montré Loïc Vadelorge, pour la seconde moitié du XX^e siècle, dans son étude sur la construction de la mémoire des villes nouvelles⁶⁸².

Cette réactivation du texte de Jacques Perrier participe de la mise en récit de la ville et de sa fabrique symbolique. En effet, la politique réformatrice de Lazare Goujon est intégrée dans ce texte réécrit dans les années 1920 et en 1930. Il est ainsi précisé que « depuis que ces dernières lignes ont été écrites, en 1920, de nouvelles et importantes améliorations et créations ont été accomplies dans la commune qui, toutes à des titres divers, ont eu pour résultat l'embellissement de la cité, soit une meilleure adaptation aux conditions sociales nouvelles de l'existence : créations et améliorations qui, portant Villeurbanne au rang des villes les plus éprises de progrès et soucieuses du mieux être de la classe laborieuse, font un grand honneur aux diverses municipalités qui se sont succédées »⁶⁸³. Ce texte est suivi d'un bilan de la politique municipale réformatrice de Lazare Goujon depuis 1924, qui présente Villeurbanne sous les traits d'une ville moderne, organisée méthodiquement, pourvue de larges voies éclairées à l'électricité, de bornes fontaines, d'égouts ouverts « jusque dans les quartiers nouveaux de la périphérie autrefois oubliés »⁶⁸⁴. Les innovations sociales et urbaines, comme le projet du Palais du Travail en cours de construction, ou encore les applications de la politique hygiénique et sportive y sont associées. L'objectif est éminemment politique, car ce bilan est publié dans le bulletin municipal de mars 1929, soit à la veille des élections municipales. Il est mis à jour dans l'*addenda* de

⁶⁸¹ Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1928, p.16.

⁶⁸² Loïc VADELORGE, *op. cit.*, 2003, p.21-30.

⁶⁸³ AMV-BMO, n°35, mars 1929, p.785.

⁶⁸⁴ *Idem.*

juin 1930, et souligne que « ces réalisations sociales et municipales montrent avec quelle sollicitude et quel esprit d'initiative l'Administration comprend son devoir »⁶⁸⁵. Ce récit historique permet à la municipalité de se mettre en scène, il participe à la fabrique symbolique de Villeurbanne en intégrant la politique réformiste de la municipalité de Lazare Goujon dans l'histoire de Villeurbanne afin d'en faire la promotion dans une logique partisane. L'histoire locale est dans ce cas, clairement, un outil du gouvernement urbain. La diffusion de ce récit se fait alors que le plan d'aménagement est élaboré, au même moment, en concertation avec les services de la ville de Lyon et la commission supérieure des plans de la ville.

4. L'élaboration et la finalisation du plan d'aménagement de Villeurbanne

Six années s'écoulent entre la décision de création de la commission générale en 1925, qui inclut des acteurs extérieurs à la municipalité, et la première réunion de la commission extra-municipale en 1931. Durant cette période, les services techniques élaborent le projet d'aménagement de Villeurbanne en concertation avec la commission générale. Le projet ainsi élaboré est soumis, pour avis, à la commission supérieure des plans de la ville, rattachée au ministère de l'Intérieur, le 19 octobre 1926. Le dialogue qui se noue alors entre Louis Bonnier, rapporteur de la commission supérieure des plans de la ville, et les services techniques, permet à ces derniers de normaliser leur plan d'aménagement. En effet, la municipalité ne conçoit alors pas le plan dans son ensemble, selon des principes généraux. Elle procède à une sectorisation de celui-ci. Elle propose en effet à la commission supérieure du plan des villes « de diviser la commune en secteurs nettement définis qui seront étudiés séparément, mais en étroite liaison avec les secteurs voisins », puis « la réunion en un plan général de l'ensemble de ces secteurs constituera le plan complet d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la commune »⁶⁸⁶. Ce n'est donc

⁶⁸⁵ *Addenda*, p.1 daté du 16 juin 1930 dans Jacques PERRIER, *Villeurbanne Historique et Biographique. Revue et complétée par des notions de Géologie et de Préhistoire, par E. Bonnard, directeur d'école honoraire et officier d'Académie*, Villeurbanne, ATL, 1928, 157 p.

⁶⁸⁶ AMV-20Z123-Dossier projet d'aménagement–correspondances : 1923-1931–Copie du rapport de la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes, sur l'avant-projet du plan d'aménagement de la commune de Villeurbanne, signé par Louis Bonnier, rapporteur, le 10 novembre 1926. Ce rapport est par ailleurs publié dans le

pas une vision d'ensemble qui est clairement proposée. Celle-ci doit découler de la planification par secteur. Les aménagements projetés procèdent plus, de fait, d'une démarche opérationnelle par quartiers que d'une démarche planifiée sur l'ensemble du territoire. On peut noter que cette démarche, consistant en une approbation du plan d'aménagement par secteur, est aussi celle de la commission du plan d'extension de Lyon jusqu'en 1927⁶⁸⁷. Cette démarche appliquée par les services techniques de Lyon est donc transposée à Villeurbanne.

La municipalité propose en 1926 une liste d'œuvres édilitaires qu'elle projette de faire aboutir, et qui correspondent en tout point au programme politique présenté par Lazare Goujon en février 1925⁶⁸⁸. « En ce qui concerne les monuments et édifices publics et travaux d'édilité, tout un vaste programme est réalisé ou sur le point de l'être. Il comporte la création d'un grand nombre d'égout, l'agrandissement des groupes scolaires existants et la construction de nouvelles écoles, l'*établissement d'une Pouponnière*, d'un *Bureau d'Hygiène* et d'un *théâtre municipal de Verdure* sur la route de Genas, l'*installation des Services techniques* chemin de la gravière, l'*ouverture*, route de Crémieu, d'un *nouveau cimetière*, la création dans le quartier de la « C.A.M. » de groupes d'habitations à bon marché, l'aménagement dans ce même quartier de terrains de jeux, d'une Maison du Peuple et de bains-douches municipaux ; l'achèvement dans le quartier de la Ferrandière d'un jardin-square destiné aux tout petits »⁶⁸⁹. Dans ce premier projet de 1926, il n'y a pas d'affirmation d'une centralité fonctionnelle, organisant l'ensemble du territoire. On voit pourtant transparaître une conception hiérarchisée de ces quartiers dès 1925 au sein du conseil municipal. « Après un examen attentif de la commission de la voirie, qui s'est transportée sur les lieux, cette commission a arrêté le choix de l'emplacement nécessaire à ces créations d'un terrain limité au nord par le chemin de la Viabert et à

bulletin municipal officiel de la ville de septembre 1926 : « la Commission se propose de diviser la Commune de Villeurbanne en un certain nombre de secteurs ou quartiers nettement définis qui seront étudiés séparément mais en étroite liaison avec les secteurs ou quartiers circumvoisins » (AMV-BMO, n°5, septembre 1926, p.93).

⁶⁸⁷ Pierre-Yves SAUNIER, « Au service du plan : hommes et structures de l'urbanisme à Lyon au 20^e siècle », in *op. cit.*, 1997, p.135-144.

⁶⁸⁸ « La Municipalité a émis dans son programme la création de places publiques avec jardins, ainsi que la construction de bâtiments destinés à des œuvres publiques telles que : habitations à bon marché, groupe scolaire, maison du peuple, bains douches, etc... » dans AMV, 1D276, délibération du conseil municipal du 3 février 1925, p.77.

⁶⁸⁹ AMV-BMO, n°5, p.95.

l'est par la rue Laval prolongée. En effet, ce terrain central de Villeurbanne, sur lequel il n'existe aucune habitation est appelée à devenir d'ici quelques années un centre de premier ordre de la commune »⁶⁹⁰.

C'est seulement dans le projet partiel d'aménagement de 1930, qui complète le premier schéma de plan d'aménagement soumis en 1926 à la commission supérieure des plans de la ville, qu'est précisément exprimée la volonté d'organiser le territoire à partir d'un centre fonctionnel. Il ne s'agit plus seulement d'édifier un ensemble d'œuvres édilitaires par secteurs. Le but est de constituer le nouveau centre administratif de Villeurbanne réunissant les fonctions de pouvoir. « C'est ainsi que le terrain sur lequel on envisageait primitivement l'établissement de nombreux organismes : une salle des fêtes, une maison du peuple, un groupe scolaire, des bains douches... ne recevra plus que la maison du peuple et l'hôtel de ville. Le groupe scolaire et les bains-douches seront reportés sur un terrain teinté de bleu au plan ci-joint, à quelques centaines de mètres du futur hôtel de ville. Il est par ailleurs apparu indispensable de relier cet édifice important par une large voie au cours Emile Zola. Enfin l'Administration a pensé qu'il serait de sage politique de concevoir, puisque l'occasion s'en présentait, un cadre approprié au nouvel organisme en aidant à la création dans son voisinage immédiat d'un groupement important d'habitations à loyers modérés »⁶⁹¹. Afin de justifier de la rationalité de cet ensemble projeté, il est précisé que « ce point forme en quelques sortes le centre de gravité de l'agglomération, ainsi que le fait ressortir l'examen aussi bien du plan parcellaire que du plan de densité de la population. Par ailleurs, il se trouve à proximité des deux voies les plus fréquentées : le cours Emile Zola et le cours Tolstoï »⁶⁹² [Fig.9]. On peut noter un changement de perspective dans la conception de l'organisation même de la ville, à travers ces rapports présentés par la municipalité à la commission supérieure des plans de ville, de 1926 et 1930. On passe d'une conception sectorisée à une conception centralisée. C'est pourquoi ce projet est associé à un discours centralisateur donnant l'impression d'une évolution rationnelle du projet. Le choix de l'aménagement de ce nouvel espace semble procéder d'un simple constat : espace de passage et de fortes densités de population, il est représenté comme le « centre de gravité » de Villeurbanne. Cette référence à des théories physiques permet de

⁶⁹⁰ AMV-1D276, délibération du conseil municipal du 3 février 1925, p. 77.

⁶⁹¹ AMV-20Z123-Rapport sur l'aménagement des abords du nouvel hôtel de ville et le plan général d'aménagement de la ville, signé par de Jean Fleury et visé par le maire, 1930.

⁶⁹² *Idem*.

justifier de la pertinence du projet urbain envisagé. L'objectif visé par la municipalité est d'obtenir, par ce rapport, la validation de son plan d'aménagement par la commission supérieure des plans de ville. Cette référence scientifique souligne la volonté de présenter un projet animé uniquement par des principes rationnels, symbolisés par des figures géométriques. Cette recherche de centralité est, en réalité, intimement liée à la phase d'urbanisme de plan caractéristique de la première moitié du XX^e siècle. « Cette phase de l'urbanisme de plan qui va durer jusqu'au milieu du XX^e siècle, mais qui se construit essentiellement fin du XIX^e, produit de la centralité en relation avec la gestion de l'extension urbaine, articule circulation, zonage et composition du centre lui-même »⁶⁹³. Cette mention du « centre de gravité de l'agglomération », associée à l'édification du nouvel ensemble urbain composé du Palais du Travail, de l'hôtel de ville et de logements à loyers modérés, est aussitôt intégrée dans les discours politiques. En effet, dans le récit de la construction du nouveau centre écrit par Lazare Goujon, ce dernier reprend cette justification géométrique. « La légende veut que le Maire de Villeurbanne, lorsqu'il décida d'édifier le Nouvel Hôtel de Ville, prit un compas et, d'un point situé entre les rues Michel-Servet et Paul-Verlaine, à la hauteur de la rue Sully-Prudhomme, décrivit, sur un plan de la ville, quelques cercles concentriques. L'image qu'il obtint le confirma dans son opinion. Le centre réel de la commune était là, et non ailleurs. Et puisque c'était là, en quelque sorte, le nœud de la vie de la partie agglomérée du territoire communal, la logique voulait que l'on y transportât le centre de la vie administrative »⁶⁹⁴. Cette mise en scène fictive, diffusée en 1934, permet de donner l'image d'un maire animé par la quête d'une rationalité géométrique. On peut noter que cette centralité affirmée apparaît dès 1930, et qu'elle procède d'une mise en mots de la ville et d'un changement dans les conceptions d'aménagement de la ville de Villeurbanne.

La relation qui s'établit entre la commission et la municipalité est de nature hiérarchique. Cette dernière est soucieuse de se conformer aux prescriptions de la commission en raison de son expertise. La mention des lacunes du plan schématique, indiquées par le rapporteur en 1926, pousse les services techniques à mettre la ville en plans. Ils confectionnent ainsi un plan parcellaire de la commune au 1/1 000^e et au

⁶⁹³ Jean-Pierre GAUDIN, « Centralités planifiées et actes politiques ? », in *Rives nord-méditerranéennes*, 26, 2007, p.3. En ligne : <http://rives.revues.org/831> (Consulté le 12 janvier 2013)

⁶⁹⁴ *Villeurbanne, 1924-1934, 10 ans d'administration*, p.286.

1/5 000^e et établissent le plan de nivellement de la commune⁶⁹⁵ afin de se conformer aux nouvelles exigences. Par ailleurs, ce plan d'aménagement participe de la normalisation de la ville. Car les services techniques se doivent de remettre à la commission les règlements de construction et d'hygiène manquant au dossier⁶⁹⁶. C'est pourquoi, les services municipaux s'attèlent à refondre le règlement de voirie et le règlement sanitaire. Les services municipaux utilisent à cet effet de nouvelles méthodes. La sous-commission chargée d'élaborer le nouveau règlement de voirie, abrogeant celui de 1889, compulse et ordonne les règlements transmis par « de nombreuses villes françaises »⁶⁹⁷. Les échanges intercommunaux jouent donc un rôle essentiel dans l'élaboration du nouveau règlement de voirie. Les échanges avec la commission supérieure des plans de la ville fournissent à la municipalité une méthodologie qui est strictement appliquée lors de l'élaboration du règlement d'hygiène. La sous-commission d'hygiène chargée de refondre le règlement d'hygiène, s'inspire « des nouveaux modèles de règlements sanitaires élaborés par la Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France appelés à remplacer ceux de 1903. Plus particulièrement, elle s'en est référée au règlement type modèle A applicable aux communes de 5 000 habitants et au-dessus. Partant de ce document, dont elle a respecté les grandes lignes et qui fut comme le canevas de son travail (...), (le règlement) semble désormais répondre aux principes les mieux établis de l'hygiène moderne des villes et des habitations, et par son application devoir favoriser un développement prospère et sain de la Cité »⁶⁹⁸. L'élaboration du plan d'aménagement de Villeurbanne participe donc de la mise en norme de la ville. Elle résulte d'échanges avec la commission supérieure des plans de la ville qui joue le

⁶⁹⁵ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 31 août 1927, p.456 sur le vote de l'établissement du plan de nivellement de la commune et la constitution de tirages du plan d'alignement. Durant cette même réunion il apparaît (p.461) que « l'étude du projet d'aménagement et d'embellissement de Villeurbanne nécessitera l'emploi d'un assez grand nombre de reproduction des feuilles minutes du lever au 1/1000^e. Il a paru dans ces conditions utile aux services techniques d'envisager l'établissement de planches spéciales destinées à permettre à la Commune, à l'exemple de la Ville de Lyon, la vente aux particuliers des feuilles du lever au 1/100^e susceptibles de les intéresser ».

⁶⁹⁶ AMV-20Z123-Dossier projet d'aménagement – correspondances : 1923-1931 – Copie du rapport de la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes, sur l'avant-projet du plan d'aménagement de la commune de Villeurbanne, signé par Louis Bonnier, rapporteur, le 10 novembre 1926.

⁶⁹⁷ AMV-1T-Rapport du maire sur l'examen du projet d'aménagement, 1931, p.7. Rapport reproduit dans AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 2 octobre 1931, p.305-315.

⁶⁹⁸ AMV-1T-Rapport général de la commission extra-municipale pour l'étude du projet d'aménagement, daté du 22 juin 1931, p.5.

rôle d'interlocuteur et de prescripteur auprès des services municipaux. Jean-Pierre Gaudin a expliqué le peu d'impact en France des lois Cornudet de 1919, modifiées en 1924. « Nombre de communes concernées (...) ignoreront ou contourneront les obligations posées par les lois de 1919-24 à propos des plans d'aménagement et d'extension ou du contrôle des lotissements. Dans la mesure où la Commission supérieure d'aménagement créée auprès du Ministère de l'Intérieur s'en tiendra à l'examen des projets de plans totalement élaborés, et où l'activité d'expertise des consultants et des "bureaux d'études" restera limitée, beaucoup d'urbanistes déploreront l'absence des services administratifs territoriaux spécialisés dans l'étude et l'instruction des plans »⁶⁹⁹. On peut noter pourtant, au regard des échanges qui se nouent entre la commission des plans de ville et les services techniques de Villeurbanne que, dans la pratique, la commission joue un rôle important de prescripteur, et qu'elle participe à la normalisation des plans d'aménagement. Cette normalisation des plans d'aménagement est justifiée par le souci d'élaborer une planification régionalisée. En effet, dans ses conclusions de 1926, le rapporteur souligne la dépendance des plans soumis par Villeurbanne à ceux présentés par Lyon. « Le plan actuel de Villeurbanne semble le résultat de lotissements partiels où chaque lotisseur a agi sans souci de communication avec le voisin. Les rues tracées forment impasses et le projet soumis paraît s'être soucié surtout de prolonger des voies sans issues, sans néanmoins s'être attaché à constituer un réseau de circulation principal. (...) Il est vrai que le plan de la Ville de Lyon a paré à cet inconvénient en traçant délibérément ses futures circulations générales à travers les Communes voisines, d'accord paraît-il avec ces dernières... Villeurbanne fait des réserves sur ce dernier point et se contente de "n'en point gêner le tracé", n'ayant pas cru devoir considérer d'autre objectif que de créer entre elles des liaisons transversales et la réalisation du lotissement des terrains demeurés libres, et comptant cependant sur les liaisons directes prévues par Lyon pour correspondre utilement au trafic routier. De sorte que l'on ne sait plus si le plan soumis est celui de la Commune de Villeurbanne, indépendamment des projets de Lyon, ou celui des deux villes. Si c'est le premier cas qui doit être envisagé, le plan manque totalement de circulations générales et doit être remanié car il n'est plus qu'un vaste lotissement. Si c'est le second cas, il conviendrait de le faire savoir de façon précise. Nous avons d'ailleurs

⁶⁹⁹ Jean-Pierre GAUDIN, *L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930*, Seyssel, Champ Vallon, 1985, p.16.

soulevé cette question lors de l'examen du plan de la région lyonnaise »⁷⁰⁰. Dans sa réponse, la municipalité de Villeurbanne indique que le premier plan soumis n'était que schématique, en attendant l'élaboration du plan définitif. Elle ajoute « que celui-ci, conformément au vœu du rapporteur et aux instructions ministérielles, comprendra en outre les grandes voies de circulation prévues au plan d'aménagement de Lyon et au plan directeur de la région lyonnaise établi par l'administration préfectorale »⁷⁰¹. Cette réponse, formulée en 1930 au vœu de la commission exprimé en 1926, souligne que le plan d'aménagement et d'embellissement de Villeurbanne est élaboré par rapport à celui de Lyon [Fig.10 et Fig.11]. Alain Lagier, à la suite de sa comparaison du plan élaboré par Camille Chalumeau avec celui de Villeurbanne daté de 1930, notait « une déconnexion complète entre, d'une part, le projet urbain des Gratte-Ciel, et d'autre part, la problématique des grands tracés de voiries et d'espaces verts à l'échelle de l'agglomération ou de la commune. Il est probable que Villeurbanne n'a pas voulu empiéter sur les prérogatives habituelles de l'agglomération, mais aussi qu'elle n'avait plus les moyens financiers de prendre des initiatives dans ce domaine »⁷⁰². Ce décalage résulte du fait que Villeurbanne transpose les voies de circulation du PAEE⁷⁰³ de Lyon sur son propre plan d'aménagement, sur la demande de la commission supérieure des plans de la ville. Il faut même élargir cette perspective et comprendre que le plan de Villeurbanne a été conçu avec la participation de la municipalité de Lyon par la remise d'une documentation dès 1925, et par la participation de Camille Chalumeau au sein de la commission extra-municipale en 1931. Enfin, Lazare Goujon cherchait avant toute chose la concertation entre les municipalités de l'agglomération sur les projets d'aménagement qu'elles concevaient.

La commission extra-municipale du plan d'aménagement se réunit de février à juillet 1931. Elle s'organise en trois sous-commissions : celle du plan d'aménagement chargée de la réalisation du plan, celle du règlement de voirie et celle du règlement

⁷⁰⁰ AMV-20Z123-Copie du rapport de la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes, sur l'avant-projet du plan d'aménagement de la commune de Villeurbanne, signé par Louis Bonnier, rapporteur, le 10 novembre 1926.

⁷⁰¹ AMV-20Z123-Rapport sur l'aménagement des abords du nouvel hôtel de ville et le plan général d'aménagement de la ville, signé par de Jean Fleury et visé par le maire, 1930.

⁷⁰² Alain LAGIER, « Une imagination pragmatique », in Anne-Sophie CLEMENÇON (dir.), *op. cit.*, 2004, p.146.

⁷⁰³ PAEE : Plan d'aménagement, d'extension et d'embellissement.

d'hygiène. On peut constater que les échanges entre les municipalités de Lyon et de Villeurbanne se maintiennent, car Camille Chalumeau fait partie de la sous-commission du plan d'aménagement. Lors de la séance du 25 mars 1931 de cette même sous-commission, le rapporteur, M. Delaigue, ingénieur en chef du service vicinal, insiste sur la nécessité « de lier l'aménagement de Villeurbanne – qui, ville essentiellement industrielle n'offre qu'un champ restreint (La Ferrandière, les Poulettes, les Büers, les Brosses) – à celui de Lyon et de sa région »⁷⁰⁴. L'ingénieur de Lyon, Camille Chalumeau est présent lors de cette séance, mais on peut remarquer la prudence dont il fait preuve dans ses interventions. A la question formulée par M. Delaigue : « La ville de Lyon maintient-elle son projet de parc sur les terrains situés entre le boulevard de ceinture et le chemin vicinal ordinaire n°20 du Cimetière ? M. Chalumeau déclare que la Ville de Lyon l'abandonne, ne pouvant prévoir sur un territoire qui n'est pas le sien »⁷⁰⁵. L'avant-projet du plan d'extension de la Ville de Lyon est considéré comme une référence car M. Delaigue « émet l'avis que l'on conserve autant que faire se pourra, sur Villeurbanne, les tracés des grands boulevards étudiés à l'avant projet du plan d'extension de la de la Ville de Lyon. Il constate que c'est d'ailleurs ce à quoi on s'est appliqué »⁷⁰⁶. Cet avis fait consensus puisqu'il s'accorde avec le choix de la municipalité d'intégrer ce plan de circulations comme nous l'avons vu. Cette commission extra-municipale permet des échanges directs entre ingénieurs municipaux et départementaux. On peut noter, grâce à ces rapports, des évolutions dans le plan d'aménagement de Villeurbanne et ainsi mieux comprendre la marginalisation de certains quartiers. En effet, tandis qu'en 1926 l'urbanisation du quartier Saint Jean était prévue, il apparaît qu'en 1931, le plan d'aménagement et d'embellissement de Villeurbanne exclut volontairement ce quartier de tout projet d'aménagement urbain. Ce point est débattu en mars 1931 par le Président du Conseil d'administration des Hospices Civils de Lyon, avec Jean Fleury et le directeur de la Société Lyonnaise des Forces motrices du Rhône. On apprend ainsi que ce sont les risques d'inondation dans ce quartier, rappelés en

⁷⁰⁴ AMV-1D326-Procès verbal de la séance du 25 mars 1931 de la commission extra-municipale du plan d'aménagement, p.1.

⁷⁰⁵ AMV-1D326-Procès verbal de la séance du 25 mars 1931 de la commission extra-municipale du plan d'aménagement, p.4.

⁷⁰⁶ AMV-1D326-Procès verbal de la séance du 25 mars 1931 de la commission extra-municipale du plan d'aménagement, p.4.

1928⁷⁰⁷, qui ont amené la municipalité « à réglementer d'une façon toute spéciale la construction dans cette région et à prendre un arrêté municipal y interdisant le lotissement »⁷⁰⁸. Ces risques engendrent la marginalisation du quartier Saint Jean, l'excluant du PAEE. Le rapport général présenté par le maire le 22 juin 1931 à la commission extra-municipale permet de synthétiser l'ensemble des réflexions engagées depuis 1925. « Ainsi, l'ensemble du plan ne comporte aucune autre grande voie de circulation que celles déjà prévues au projet de plan d'extension de la Ville de Lyon. Il offre comme caractéristiques générales : le prolongement ou le complément des dispositifs de circulation nouveaux déjà prévus par Lyon ; la création d'un grand boulevard de ceinture sur les terrains des fortifications déclassées du mur d'enceinte ; l'établissement de liaisons plus rapides avec quelques quartiers excentriques ou avec des agglomérations limitrophes ; la création d'espaces libres répartis équitablement dans chaque quartier ; la réserve de masses destinées à la construction de nouveaux groupes scolaires et d'un marché couvert ; la prévision d'un nouvel hôtel de ville à édifier en un point central et qui sera ainsi plus facilement accessible depuis les différents quartiers »⁷⁰⁹. Ce rapport général sur le projet d'aménagement est présenté et voté à l'unanimité par le conseil municipal de Villeurbanne le 2 octobre 1931⁷¹⁰. C'est seulement à ce moment-là que l'avis de la population est sollicité. Le plan d'aménagement est présenté, à partir du 23 septembre 1932 et pendant quinze jours, au sein du service des plans et alignements. Du 9 au 11 octobre, les déclarations verbales des habitants relatives au plan sont enregistrées par un commissaire délégué par le préfet⁷¹¹. Le commissaire ne reçoit alors que 8 réclamations. Celles-ci émanent d'habitants à titre individuel ou collectif, du conseil paroissial de Cusset, de la société civile immobilière de Chambefort, de la chambre syndicale des propriétés immobilières et du chef de bataillon, commandant du génie. Ces réclamations portent essentiellement sur l'élargissement de voies, jugé excessif, et sur la contestation de servitudes jugées contraignantes ou contraires au droit des propriétés. Le syndicat de défense des intérêts des quartiers Saint-Jean quant à lui « s'étonne de l'oubli dans lequel le projet a laissé leur quartier dans lequel

⁷⁰⁷ AMV-BMO-n°27-juillet 1928-p.597.

⁷⁰⁸ AMV-1T-Procès verbal de la séance du 2 mars 1931 de la sous-commission du plan d'aménagement, p.2.

⁷⁰⁹ AMV-1T-Rapport général de la commission extra-municipale pour l'étude de projet d'aménagement du plan d'aménagement, 22 juin 1931, p.1-2.

⁷¹⁰ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 2 octobre 1931, p.305-315.

⁷¹¹ AMV-BMO-n°78-octobre 1932, p.1784.

aucune transformation importante n'a été prévue »⁷¹². Le commissaire répond dans un discours technique que « le quartier Saint-Jean se trouve être en effet, par suite de la nature marécageuse de son sous-sol provisoirement impropre au lotissement, ainsi qu'il ressort également des mesures édictées par l'article 77 du chapitre V du projet de réglementation accompagnant le dossier »⁷¹³. Ces différentes réclamations ne sont pas jugées suffisantes pour justifier des modifications du projet du plan. On voit bien ici la distance qui s'est établie entre les concepteurs du plan et les habitants : l'enquête réglementaire n'engendre aucune concertation effective des habitants sur le projet.

Marc Bonneville, dans sa thèse d'Etat, s'était interrogé sur la participation des habitants à ce projet de planification. Il soulignait « combien l'urbanisme était encore présenté comme réservé aux détenteurs de "compétences" particulières et reconnues, plutôt qu'au commun des citoyens »⁷¹⁴. Si cela peut paraître exact en 1932, il faut noter une évolution entre 1925 et 1932, qui se traduit par une distance croissante entre concepteurs et habitants. En effet, dans un premier temps, Lazare Goujon montre une véritable volonté à sensibiliser la population à ces nouvelles questions d'urbanisme. C'est dans ce but qu'il contacte le directeur de l'Association des Cités-Jardins de France, Georges Benoît Lévy, afin qu'il donne une conférence à Villeurbanne durant l'hiver 1925. Cette conférence est évoquée dans un courrier envoyé par Georges Benoît Lévy à Lazare Goujon, dans lequel il demande que soient mis à sa disposition des moyens de projection d'images fixes ou animées dans le but « d'exposer (sa) conception du développement rationnel des villes, en fonction d'un plan d'aménagement régional, et de relier la question de l'habitation à celle de l'extension des villes et des lotissements »⁷¹⁵. Georges Benoît Lévy fait de la propagande en faveur d'un urbanisme rationnel selon un plan d'aménagement régional. Il est l'un des promoteurs en France du projet de *garden city* formulé par

⁷¹² AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 10 décembre 1932-Rapport sur les observations présentées dans l'enquête réglementaire-p.461.

⁷¹³ AMV-1D277, *op. cit.*, p.462.

⁷¹⁴ Marc BONNEVILLE, *Croissance urbaine et changement social : le cas de Villeurbanne dans l'agglomération lyonnaise*, tome 1, sous la direction de Mme Rochefort, dactylographié, 1981, p.175.

⁷¹⁵ AMV-2D20-Lettre de Georges Benoît-Lévy à Lazare Goujon, datée du 25 novembre 1925.

Ebenzer Howard en 1898⁷¹⁶, et il fait partie de ces figures itinérantes de l'urbanisme de plan⁷¹⁷. On voit clairement dans cette sollicitation de Georges Benoît Lévy, la volonté de Lazare Goujon de ne pas réserver les questions d'urbanisme à des techniciens. Il cherche au contraire à sensibiliser les habitants. On retrouve cette volonté de communiquer sur ce projet de planification durant l'automne 1926, lorsque la municipalité publie dans le bulletin municipal nouvellement créé le rapport synthétique présenté à la commission des plans de ville, accompagné du plan d'aménagement projeté figurant les voies de circulation prévues⁷¹⁸. De même, en 1928, des rencontres s'organisent entre le maire et le comité de quartier de Cyprian. Après la visite du quartier en janvier 1928, le maire échange avec les habitants du quartier de Cyprian à propos des aménagements nécessaires afin d'électrifier le quartier et d'assainir l'agglomération des baraques en bois⁷¹⁹. Cependant, progressivement la technicisation de la question se traduit par une moindre communication sur le projet, et même par l'écartement, en 1932, des revendications formulées par les quelques habitants qui se sont exprimés dans l'urgence afin que le projet aboutisse. Le plan d'aménagement est validé très rapidement par la commission départementale d'aménagement des plans de ville dès le 7 février 1933. Le conseil municipal confirme un mois plus tard la validation du plan et celui-ci est soumis à la commission des plans de ville rattachée au ministère de l'Intérieur⁷²⁰. Après avoir demandé des changements dans le règlement de voirie associé au plan d'aménagement⁷²¹, la commission supérieure le valide le 8 novembre 1934. Et le plan d'aménagement et d'embellissement de Villeurbanne est reconnu d'utilité publique par décret présidentiel⁷²² le 27 novembre 1934, avant même celui de la ville de Lyon pourtant élaboré à partir de 1912.

⁷¹⁶ Susanna MAGRI et Christian TOPALOV, « De la cité-jardin à la ville rationalisée. Un tournant du projet réformateur (1905-1925) dans quatre pays », in *Revue de sociologie*, 1987, 28-3, p.420.

⁷¹⁷ « On voudra bien aussi se rappeler de ces figures que furent le Belge Paul Otlet ou le Français Georges Benoit-Lévy, tous deux porteurs d'idéaux internationalistes et philanthropes, qui du fond de leurs solitudes d'amateurs originaux soutenaient la cause du plan aux échelles urbaines, mondiales dans les années 1920, fulminant notes, prospectus, vœux et ouvrages » dans Viviane CLAUDE et Pierre-Yves SAUNIER, « L'urbanisme au début du siècle. De la réforme urbaine à la compétence technique », in *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p.26.

⁷¹⁸ AMV-BMO, n°5, septembre 1926, p.93-95.

⁷¹⁹ AMV-BMO-n°22-février 1928-p.431.

⁷²⁰ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 13 mars 1933, p.477.

⁷²¹ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal du 14 mai 1934, p.36-39.

⁷²² AMV-BMO-n°106-février 1935, p.2487.

D. La modernisation de la ville

L'équipe municipale animée par Lazare Goujon entreprend une politique édilitaire ambitieuse marquée par un interventionnisme municipal dans le domaine social. Réformateur socialiste, Lazare Goujon impulse la mise en place de projets urbains destinés à améliorer les conditions de vie de ses administrés. Villeurbanne, commune industrielle, est aux prises avec la pollution de son environnement. La politique réformatrice qui est mise en place durant ses deux mandats a pour but d'améliorer le cadre urbain des habitants par l'extension de progrès techniques se traduisant par un progrès social. Ce renforcement du municipalisme s'accompagne d'une redéfinition de la relation entre les édiles et les administrés.

Il convient d'interroger cette relation entre municipalité et habitants français et étrangers, car notre recherche nous a permis de découvrir que Lazare Goujon avait projeté, dès le début de son premier mandat, la mise en place de taxes municipales sur les étrangers dans le but de financer l'assistance à leur égard et de mieux les contrôler. La formulation de ce projet montre une évolution de la relation entre la municipalité et les étrangers entre la veille de la Première Guerre mondiale et le milieu des années 1920. En effet, tandis que Jules Grandclément avait organisé, avant la Première Guerre mondiale, l'assistance municipale à l'égard des ressortissants italiens dans une logique de solidarité de classe, sous Lazare Goujon une crispation xénophobe se fait jour. L'étude de ce projet de loi nous informe sur les pratiques du pouvoir municipal et elle permet de mettre au jour la relation différenciée de la municipalité avec les habitants français et étrangers au milieu des années 1920.

1. Les relations d'assistance entre les étrangers et la municipalité : le projet de taxes municipales sur les étrangers de 1925

Dès son arrivée à la mairie, Lazare Goujon s'intéresse à la question des entrées fiscales municipales afin de financer sa politique urbaine. Et c'est dans ce cadre que le maire élabore un projet de loi prévoyant la création de taxes municipales sur les étrangers. Ce projet s'inscrit dans le contexte de crispation xénophobe du milieu des

années 1920, et de progressive réglementation des cartes d'identité des étrangers. Daté de juin 1925, il fait en effet écho à la promulgation, le 25 octobre 1924, d'un décret prévoyant la mise en place d'une carte d'identité délivrée à tous les étrangers venant « pour leurs affaires ou le plaisir »⁷²³. Ce décret modifie les deux décrets de 1917 qui instituaient une carte d'identité obligatoire pour tout étranger âgé de plus de quinze ans en France. Il s'inscrit dans le contexte « d'instabilité juridique et (d')absence de coordination » qui caractérise la période 1922-1926, selon Jean-Charles Bonnet⁷²⁴. Ce dernier parle d'ailleurs de « “tâtonnements” dans les multiples éditions des décrets concernant la carte d'identité des étrangers »⁷²⁵. A la suite de cet important travail sur *Les pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Françoise de Barros précise que « pour la seule première décennie de l'entre-deux guerres, les règles d'établissement des cartes d'identités définies en 1917 sont en effet modifiées à dix reprises : le 18 septembre 1920, le 6 juin 1922, le 25 octobre 1924, le 13 juillet 1925, le 9 septembre 1925, le 3 août 1926, le 30 novembre 1926, encore le 26 mars 1927, le 20 janvier 1928 et le 10 juillet 1929. Aucune règle définie ne dure donc plus de deux ans dans le meilleur des cas, et à peine deux mois dans le pire »⁷²⁶. Mais plus globalement, cette nouvelle réglementation participe au processus d'encartement des étrangers qui traverse le XIX^e siècle et est réactivé avec la Première Guerre mondiale. Gérard Noiriel a démontré que ce processus s'est élaboré dès les débuts de la Révolution française par le rétablissement des passeports intérieurs et extérieurs en 1792. Ce dispositif d'identification est ensuite remis en question à partir de la monarchie de Juillet, avant d'être remis à l'agenda à partir de la Première Guerre mondiale dans le but de mieux contrôler les déplacements des étrangers, considérés comme potentiellement

⁷²³ Ministère de l'Intérieur. Direction de la sûreté, Instruction générale concernant l'application des dispositions du décret du 25 octobre 1924 relatif à la carte d'identité des étrangers. (Décret paru au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1924), Melun, 1924, p.3.

Source : Bibliothèque nationale de France, département Droit, économie, politique, 8-F PIECE-6119

En ligne : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6149395v/f1.image.r=.langFR> (Consulté le 12 janvier 2013)

⁷²⁴ Jean-Charles BONNET, *Les pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, Lyon 2, 1976, p.133.

⁷²⁵ *Idem*, p.134.

⁷²⁶ Françoise de BARROS, « Les acteurs municipaux et “leurs” étrangers (1919-1984) : gains et contraintes d'un détour communal pour l'analyse d'un travail de catégorisation étatique », in *Genèses*, 2008/3, n°72, note 34, p.60.

dangereux⁷²⁷. La carte d'identité, à l'état de projet depuis la fin des années 1880 dans les cartons du ministère de l'Intérieur, est adoptée en juin 1916 par circulaire et elle est l'objet de deux décrets en 1917 pour les immigrants étrangers et coloniaux, « dans le cadre d'une économie militarisée, à un moment où le respect des libertés individuelles passe au second plan »⁷²⁸.

Le projet de taxation des étrangers, formulé en 1925 par Lazare Goujon, s'appuie sur cette mise en carte. Il entre en résonance avec deux inquiétudes relatives, d'une part, à la volonté de contrôler à l'échelle locale les flux d'immigrés et, d'autre part, à l'idée de « crise des finances locales » qui se développe après la Première Guerre mondiale. En effet, la fiscalité locale est transformée en raison de l'adoption en 1916 « de l'impôt sur le revenu et de l'abandon consécutif des quatre vieilles (contributions mobilière et immobilière, patente, portes et fenêtres) qui permettaient le calcul des centimes additionnels perçus dans le cadre de la fiscalité communale (...). Cette situation provoque de nombreuses critiques de la part des élus et la notion de « crise des finances locales » devient un véritable leitmotiv »⁷²⁹. Ces inquiétudes sont clairement formulées par Lazare Goujon dans un courrier qu'il adresse à l'Association des Maires de France le 3 juin 1925 avec son projet de loi : « le vote de ce projet est une question de vie ou de mort pour les communes dans lesquelles l'industrie est en croissance. L'urgence ne vous en échappera pas et je me permets de compter sur votre appui et même sur votre intervention, le cas échéant, pour atteindre rapidement à un bon résultat »⁷³⁰. Le ton alarmiste employé par le maire de Villeurbanne dans cette lettre doit lui permettre de convaincre ses interlocuteurs de l'urgence de la situation de crise des finances locales.

La recherche de nouvelles ressources afin d'équilibrer les budgets communaux est en effet l'objet de toute l'attention des maires dans les années 1920. Et face à l'accroissement de la population étrangère dont elles ont la charge, des municipalités

⁷²⁷ Gérard NOIRIEL, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Chapitre 2 : « La carte et le code », Seuil, 1988, p.71-124.

Gérard NOIRIEL, *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, 334 p.

Gérard NOIRIEL, « Surveiller les déplacements ou identifier les personnes ? Contribution à l'histoire du passeport en France de la I^e à la III^e République », in *Genèses*, 30, 1998, p.77-100.

⁷²⁸ Gérard NOIRIEL, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIX^e-XX^e siècle : discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007, p.295.

⁷²⁹ Jean-Luc PINOL, *op. cit.*, octobre-décembre 1999, p.71-72.

⁷³⁰ AMV-2D39-Lettre de Lazare Goujon à l'association des maires de France du 3 juin 1925.

souhaitent contrôler ces nouveaux migrants. Les années 1920 sont une décennie d'accroissement de la main-d'œuvre émigrée en France : entre le recensement de 1921 et celui de 1931, la population étrangère passe de 1 532 024 personnes à 2 714 697, ce qui représente en 1921, 3,95 % et en 1931, 6,58 % de la population totale⁷³¹. Les communes de banlieue industrielle connaissent une forte croissance démographique durant cette période, et les municipalités situées « dans les régions limitrophes de voies d'entrée empruntées par les étrangers »⁷³² sont les plus directement concernées par cette croissance de la population étrangère. L'agglomération lyonnaise accueille une vague d'immigrants après 1918. « Dès 1921, le département du Rhône accueille environ 16 000 Italiens (...) pour atteindre, en 1926, un niveau record : 28 500 Italiens sont recensés dans le Rhône sur 63 000 habitants. A cette date, dans la seule agglomération lyonnaise (mais en incluant Saint-Priest et Décines qui sont alors dans l'Isère) on compte environ 23 000 habitants de nationalité italienne »⁷³³. A Villeurbanne entre 1921 et 1926 la population totale connaît une croissance au minimum de 13,66 %, passant de 56 110 à 63 775 habitants⁷³⁴. Durant cette même période, la part de la population étrangère dans la population totale villeurbannaise passe de 10,8 % en 1921 à 16,5 % en 1926⁷³⁵. La population italienne est importante à Villeurbanne car, sur un total de 10 200 étrangers à Villeurbanne en 1926, 54 % (soit un peu plus de 5 000 individus) sont de nationalité italienne⁷³⁶. Ce chiffre est évalué *a minima*. Il ne tient pas compte des naturalisés et des enfants de parents italiens devenus français à leur naissance. C'est dans ce contexte de croissance de la population étrangère que Lazare Goujon formule son projet de taxes. L'inquiétude manifeste de Lazare Goujon dans sa lettre de juin 1925, résulte de la conjonction de deux éléments : la croissance de la population étrangère en raison de l'attractivité industrielle de la commune et la

⁷³¹ Jeanne SINGER-KEREL, « "Protection" de la main-d'œuvre en temps de crise », in *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 5, n°2, 1989, p. 7-27.

⁷³² Françoise de BARROS, *op. cit.*, 2008/3, n°72, p.44.

⁷³³ Jean-Luc DE OCHIANDANO, *op. cit.*, 2013, p.144.

⁷³⁴ Une note sur « La population de Villeurbanne en 1929 », parue dans *Les Etudes Rhodaniennes*, vol. 6, n°2, 1930, p.199-200 indique que « ce nombre (de 63 775 habitants) fut jugé en dessous de la réalité. (...) On estime que Villeurbanne compte aujourd'hui (soit en 1929), environ 80 à 85.000 habitants, parmi lesquels figurent 17.517 sujets de nationalités étrangères. Ce sont pour la plus grosse partie des Espagnols, Italiens, Russes et Polonais. »

⁷³⁵ Calculs à partir des chiffres totaux figurés dans AMV-1F14-Recensement de 1921 et AMV-1F17-Recensement de 1926-tome 2.

⁷³⁶ Louis de L'ESCALOPIER, *Les étrangers à Villeurbanne en 1926*, mémoire de Master 1 sous la direction de Jean-Luc Pinol, ENS de Lyon, 2012, p.29.

nécessité pour la municipalité d'établir une nouvelle imposition directe pour financer les politiques sociales municipales. L'acuité de cette question à l'échelle locale est alors très vive car « au lendemain de la guerre, le gouvernement avait engagé les communes et les établissements hospitaliers à recevoir les malades étrangers (et, en premier lieu, les ouvriers italiens) comme s'ils étaient des sujets français ; mais il avait d'abord laissé espérer à ces collectivités qu'elles seraient remboursées des frais engagés, au point que certains établissements avaient inscrits ces remboursements en recettes probables »⁷³⁷. Dans ce contexte, la question des étrangers se retrouve dans de nombreuses publications et l'idée de taxer les étrangers rencontre un écho favorable auprès de municipalités.

*a) La question des étrangers en débat dans la
seconde moitié des années 1920*

Le projet de taxation des étrangers est réactivé dans les années 1920. Des projets similaires sont formulés dès la fin du XIX^e siècle. C'est la combinaison de la question du travail et de la question nationale qui fait émerger des projets autour du thème de la protection du travail national. Dès 1883, le projet de taxer les étrangers travaillant en France apparaît à la Chambre des députés, et la question fait l'objet de débats au moment de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national. Entre 1883 et 1914, ce sont une soixantaine de projets de loi proposant de taxer les ouvriers étrangers qui ont été déposés à la Chambre des députés⁷³⁸. La taxation des étrangers est perçue comme une mesure protectionniste et un moyen de contrôler les flux d'étrangers, mais elle est jugée contraire aux principes de 1789 et au libéralisme. L'argument essentiel des débats sur la mise en place d'une taxe sur le « séjour des étrangers » repose sur la concurrence déloyale faite aux Français par les étrangers qui, en plus, ne contribuent pas au service militaire. L'idée de taxer spécifiquement les étrangers n'est pas nouvelle en 1920, mais elle prend une autre dimension en raison de la crispation xénophobe caractéristique de l'époque. De plus, elle change d'échelle : elle entre progressivement dans les débats municipaux et elle est l'objet de discussion entre les réformateurs favorables à la réglementation du travail.

⁷³⁷ Jean-Charles BONNET, *op. cit.*, 1976, p.137.

⁷³⁸ Gérard NOIRIEL, *op. cit.*, 2007.

La question même des étrangers est vive au sein de l'opinion publique française dans les années 1920, comme l'a démontré Ralph Schor dans sa thèse sur *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*⁷³⁹. Ralph Schor parle de la « poussée xénophobe de 1926 ». Il démontre qu'« au cours des années 1924 à 1927, des livres ainsi que des articles de revue nombreux et importants furent consacrés à la question des étrangers. La période 1924-1927 concentre 47 % des livres et articles publiés de 1919 à 1930. Pour la seule année 1926, qui marque un maximum très net, la proportion s'élève à 17 % ; cette importance résulte surtout du grand nombre d'articles, lesquels plus que les ouvrages, suivent et illustrent les variations de la conjoncture »⁷⁴⁰. Le projet de taxe municipale apparaît dans cette production littéraire notamment dans les débats tenus au sein de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs. Cette association, présidée par Alexandre Millerand, président de la République de 1920 à 1924, réunit « les personnes et les sociétés qui considèrent la législation protectrice des travailleurs comme nécessaire »⁷⁴¹. Elle bénéficie du soutien d'importantes figures du réformisme social⁷⁴² comme Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail, André Lichtenberger, directeur du Musée social, le député Justin Godart ou encore le réformateur Paul Pic, professeur à la faculté de droit de l'Université de Lyon⁷⁴³. Et c'est dans ce cadre que François Fagnon, chef des enquêtes de l'office du travail, publie en 1924 un rapport sur *Le problème de la main-d'œuvre étrangère* dans lequel la question de la taxation des étrangers est débattue⁷⁴⁴. La mise en place d'une taxe sur les étrangers est alors conçue comme un moyen de répondre à l'augmentation des dépenses, due à la prise en charge à l'échelon municipal de la main d'œuvre étrangère qui augmente fortement après l'hécatombe de la Première Guerre mondiale.

⁷³⁹ Ralph SCHOR, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, 761p.

⁷⁴⁰ Ralph SCHOR, *op. cit.*, 1985, p.465.

⁷⁴¹ François FAGNOT, *Le problème de la main-d'œuvre étrangère*, Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, Paris, Félix Alcan et Marcel Rivière éditeurs, 1924, p.2. Consulté sur <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5540852s.r>

⁷⁴² François FAGNOT, *op. cit.*, 1924, p.113.

⁷⁴³ Voir sur ce dernier Denis BAYON et Ludovic FROBERT, « Lois ouvrières et réformisme social dans l'œuvre de Paul Pic (1862-1944) », in *Le Mouvement social*, n°201, 2002/4, p.53-80.

⁷⁴⁴ François FAGNOT, *op. cit.*, 1924, p.44-47.

b) *Des projets municipaux de taxation des étrangers dès 1924*

La question de la taxation par la municipalité des étrangers n'est pas circonscrite à Villeurbanne. D'autres villes s'y intéressent dès 1924, dont celles de Lyon ou de Paris, et cela dès 1924. Informé que la ville de Paris aurait établi une taxe sur les étrangers, le maire de Lyon, Edouard Herriot, écrit le 25 avril 1924 au préfet de la Seine afin de s'assurer de l'exactitude de son information⁷⁴⁵ : « Il m'a été signalé que la Ville de Paris aurait établi une taxe spéciale sur les étrangers portant un maximum et un minimum. Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si ce renseignement est exact et dans l'affirmative, me faire parvenir une copie du vœu émis ou de la délibération prise par le Conseil municipal sur cet objet et des dispositions intervenues à la suite de votre Conseil ». La préfecture de la Seine répond dès le 9 mai 1924 au maire de Lyon « qu'aucune taxe de cette nature n'a été votée par le Conseil Municipal qui s'est borné, au cours de sa dernière session (mars-avril 1924) à adopter un vœu présenté par M. Emile Massard, Conseiller municipal et par plusieurs de ses collègues tendant à obtenir du Gouvernement l'établissement d'un nouveau régime pour les étrangers résidant à Paris. Ce nouveau régime comporterait, pour les étrangers, l'obligation d'être pourvus, suivant les cas, d'un permis de séjour ou d'une carte d'identité dont le prix serait perçu par la Ville de Paris »⁷⁴⁶. Cette question revient régulièrement et la *Revue Municipale* s'en fait l'écho 7 mois plus tard, en décembre 1924. « L'organisation du service de surveillance des étrangers, incombant au budget de la Ville de Paris, le Conseil Municipal après avoir entendu MM. Fernand Laurent, Fiquet, Massard et M. Morain, Préfet de Police, a renouvelé ses précédentes déclarations demandant que le prix de la carte d'identité des étrangers soit relevé d'une somme qui reviendrait à la Ville »⁷⁴⁷. Ce projet de taxation municipale fait l'objet d'un vœu à Paris, ce qui n'est pas le cas à Lyon ni à Villeurbanne. L'étude des bulletins municipaux de Lyon n'a pas permis de trouver d'occurrence relative à ce projet, qui n'a pas été mis à

⁷⁴⁵ AML-8WP107-Dossier « Taxe sur les étrangers, 1923-1925 » - Copie de la lettre du 25 avril 1924, d'Edouard Herriot, maire de Lyon au préfet de la Seine de Paris, relatif à la mise en place de taxes spéciales sur les étrangers à Paris.

⁷⁴⁶ AML-8WP107-Dossier « Taxe sur les étrangers, 1923-1925 » - Lettre du préfet de la Seine au maire de Lyon, datée du 9 mai 1924.

⁷⁴⁷ *Revue municipale*, n°776, du 1^{er} au 16 décembre 1924, p.380. Consulté sur Gallica <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6116625g/f8.image>

l'agenda. La municipalité de Lyon se contente de s'informer sur les pratiques de celle de Paris. Une crispation xénophobe est pourtant visible car, durant l'été 1926, des membres du conseil municipal de Lyon en viennent à demander l'octroi de cartes d'identité aux étrangers afin de « filtrer ce flot »⁷⁴⁸. On retrouve trace de cette montée xénophobe dans le bulletin municipal officiel de Villeurbanne de mars 1926 qui indique que la commune « est une cité industrielle essentiellement ouvrière dont la population s'est considérablement accrue depuis la guerre. Elle est devenue le refuge de quantité d'étrangers qui sont les facteurs indiscutables de la crise du logement »⁷⁴⁹. Mais on ne trouve pas mention de débats sur ce projet de taxes municipales au sein du conseil municipal de Villeurbanne, d'ailleurs aucune commission municipale n'a été créée à ce sujet⁷⁵⁰. L'étude des cartons relatifs aux taxes municipales à Villeurbanne n'a pas permis non plus de trouver de rapport sur la question⁷⁵¹. Il semble donc que l'initiative de ce projet de taxes municipales sur les étrangers relève du maire Lazare Goujon bien qu'il tienne le conseil municipal au courant des avancées de son projet. Ce projet est surprenant : c'est en effet un projet de loi, alors que Lazare Goujon n'est pas encore élu député (il ne l'est qu'en 1929). C'est la raison pour laquelle il utilise l'association des maires de France comme levier afin de faire connaître son projet auprès de députés influents comme nous le verrons plus loin. Ensuite, il apparaît que le projet législatif de taxes municipales sur les étrangers de Lazare Goujon est beaucoup plus radical que ceux précédemment évoqués dans les débats, car il propose en réalité de mettre en place trois taxes, afin de faire des étrangers une ressource fiscale municipale et de mieux les contrôler.

⁷⁴⁸ AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 14 juin 1926, p.211. Cette crispation xénophobe apparaît en juillet 1926 à Lyon lorsque conseiller municipal Peillod demande à ce que soit instituée une école spéciale pour les élèves étrangers afin de les séparer des élèves français. Mais cette proposition rencontre le rejet du maire Edouard Herriot qui explique que « Nous refusons, pour des raisons que vous comprenez, de laisser instituer des écoles spéciales comme certains pays étrangers le demandent pour leurs nationaux et le font quelque fois sans demander d'autorisation » dans AML-Délibération du conseil municipal de Lyon du 25 juillet 1926, p.163.

⁷⁴⁹ AMV-BMO, n°1, mars 1926, p.3.

⁷⁵⁰ On ne trouve qu'une seule mention de ce projet de taxe sur les étrangers lorsque le maire justifie le coût son déplacement à Paris lors du congrès des maires de France du 27 au 29 octobre 1925 (AMV-1D276).

⁷⁵¹ AMV-2L-Taxes 1890-1974 et AMV-2L-Taxes divers 1911-1977.

c) *Le projet de loi de Lazare Goujon : de la recherche de ressources fiscales au contrôle de la population étrangère*

Encart 2 : PROJET DE TAXES MUNICIPALES SUR LES ETRANGERS DE LAZARE GOUJON⁷⁵²

« PROJET DE LOI

Article 1^{er} : Les Conseils Municipaux, sur simple délibération approuvée par l'Autorité Préfectorale, peuvent, pour faire face aux dépenses d'assistance, d'hygiène, de scolarité, etc...engagées par les étrangers résidant ou travaillant sur le territoire de la commune, établir les taxes ci-après :

A-Taxe d'immatriculation annuelle : Cette taxe est fixée à dix francs ; elle est payable par tout individu étranger âgé d'au moins 15 ans ; elle sera perçue au moyen d'un timbre spécial à couleur différente pour chaque année, délivré par le Receveur Municipal. Dans la première quinzaine de Janvier, ou à son arrivée, l'étranger devra se munir du timbre de perception. Ce timbre devra être obligatoirement apposé sur la carte d'identité.

L'étranger arrivant dans une commune en cours d'année ne sera pas passible de la taxe dans l'année courante, s'il en justifie le paiement dans une autre commune.

B-Taxe de main d'œuvre : Cette taxe est fixée à cinquante centimes par journée de travail ; elle sera payable à mois échu par l'employeur sur état mensuel dressé par le Maire sur indication de l'employeur.

C-Taxe de logement : Cette taxe est fixée à cinquante centimes par nuit de logements en garni ; elle sera payable par le logeur, et dans les mêmes conditions que la taxe B.

Article 2 : Pour faciliter la perception de la taxe A, il est prescrit aux employeurs de n'engager aucun étranger qui ne sera pas muni de la carte d'identité timbrée régulièrement.

Article 3 : Les taxes B et C sont recouvrables par les mêmes moyens que les contributions directes.

Article 4 : Les employeurs qui négligeront de se conformer aux prescriptions de l'article 2, deviendront eux-mêmes responsables du paiement de la taxe A et seront passibles des poursuites prévues pour le recouvrement des contributions directes.

Article 5 : Les employeurs et les logeurs en garni devront tenir à la disposition des agents désignés par le Maire aux fins de vérification, soit le livre de paie avec indication de nationalité, soit le registre d'étrangers prescrit par le décret du 24 octobre 1924.

⁷⁵² AMV-2D39-Lettre de Lazare Goujon à l'association des maires de France du 3 juin 1925, p.2.

Article 6 : Tout étranger ne s'étant pas conformé aux prescriptions de l'article 1^{er} pour la taxe A, sera, après mise en demeure, expulsé du territoire français.

Article 7 : Tout employeur, tout logeur en garni ayant fait sciemment une fausse déclaration sera passible d'une amende de soixante francs pour chaque inexactitude relevée ; cette amende sera doublée en cas de récidive dans le délai d'un an.

Article 8 : Le produit des amendes prévues à l'article 7 sera perçu par le Receveur Municipal, sur état dressé par le Maire, rendu exécutoire par le Préfet »

Afin de saisir l'originalité du projet de loi de Lazare Goujon, il convient d'apprécier les dispositions du décret du 25 octobre 1924 sur lequel il s'appuie pour élaborer son projet, et dont il est fait mention dans l'article 5 ci-dessus⁷⁵³. Le décret du 25 octobre 1924 uniformise les modalités de traitement des étrangers en prescrivant la mise en place d'un registre. Il stipule que ceux-ci doivent se présenter auprès d'un commissariat de police, ou à défaut d'une mairie, afin de constituer un dossier pour se voir délivrer une carte d'identité d'étranger. Notons que ce décret s'appuie sur l'échelon local. Après avoir payé une taxe, les étrangers doivent remettre quatre photographies « très nettes, de face et sans chapeau »⁷⁵⁴ et des documents attestant de leur état civil, enfin ils doivent renseigner des données biométriques à l'autorité administrative (commissariat de police ou mairie) qu'ils ont sollicitée. Puis dans un second temps, celle-ci doit envoyer deux fiches individuelles renseignées, ainsi que le montant de la taxe perçue, à la préfecture, seule chargée d'établir les cartes d'identité⁷⁵⁵.

Le rôle joué par l'administration communale dans le contrôle de la mobilité des étrangers n'est pas nouveau car, depuis 1888, tout étranger doit déclarer son état civil, sa profession et sa résidence auprès de sa mairie de résidence⁷⁵⁶. Cependant, selon le décret d'octobre 1924, la municipalité ou la commissariat de police font uniquement office d'intermédiaires car la préfecture est la seule instance à pouvoir émettre les cartes d'identité pour les étrangers. Les municipalités se voient ainsi attribuer, selon Françoise de Barros, « un rôle communal de guichet dans un

⁷⁵³ Dans l'article 5 de son projet de loi, Lazare Goujon fait référence au registre des étrangers prévu par le décret du « 24 octobre 1924 », il s'agit d'une erreur de frappe car il fait référence au décret du 25 octobre 1924.

⁷⁵⁴ Ministère de l'Intérieur. Direction de la sûreté, *op. cit.*, p.6.

⁷⁵⁵ Ministère de l'Intérieur. Direction de la sûreté, *op. cit.*, p.8.

⁷⁵⁶ Linda GUERRY, « La main-d'œuvre étrangère au féminin. L'exemple marseillais dans l'Entre-deux-guerres », in *Provence Historique*, fascicule 242, 2010, note 18, p.420.

dispositif globalement étatique d'attribution de cartes d'identité »⁷⁵⁷. Ce décret marque une rupture par rapport aux pratiques antérieures car, dès lors, « les bureaux d'immigration et les postes-frontières perdent tout pouvoir dans l'élaboration et la délivrance des cartes d'identité, devenues l'attribut exclusif des autorités administratives, soit les préfetures et le nouveau "service central des cartes d'identité des étrangers" au ministère de l'Intérieur »⁷⁵⁸. Selon ce décret les municipalités ne gardent rien de cette taxe. Or le but du projet de loi de Lazare Goujon est justement de renforcer l'autonomie fiscale des municipalités. Il propose que celles-ci puissent prélever de nouvelles taxes sur les étrangers, sur simple délibération du conseil municipal validée par la préfecture. Ce point est clairement établi dans son article premier⁷⁵⁹. Ces trois taxes ne portent pas uniquement sur la carte d'identité des étrangers mais sur la population étrangère résidant et/ou travaillant sur le territoire communal. Lazare Goujon propose en effet « une taxe d'immatriculation annuelle » de 10 francs, une « taxe de main d'œuvre », fixée à cinquante centimes par journée de travail et versée par l'employeur, ainsi qu' « une taxe de logement, fixée à cinquante centimes par nuit de logements en garni » et versée par le logeur. La taxe d'immatriculation annuelle concerne la population étrangère en âge de travailler car « elle est payable par tout individu étranger âgé d'au moins 15 ans »⁷⁶⁰. Un timbre de perception, délivré par le receveur municipal, et certifiant le paiement de cette taxe annuelle, devra être apposé sur la carte d'identité. Lazare Goujon souhaite donc utiliser la carte d'identité des étrangers comme un instrument de perception fiscale municipale. La taxe de main d'œuvre, si elle concerne la main d'œuvre étrangère, doit être versée par l'employeur tous les mois. Dans ce projet, il est en effet fait mention d'un « état mensuel dressé par le Maire sur indication de l'employeur », qui doit être utilisé afin de percevoir cette taxe. Une telle procédure implique un renforcement de l'interventionnisme municipal et de la bureaucratie. Cette volonté interventionniste se retrouve dans le projet d'une « taxe de logement ». Cette taxe mensuelle doit être versée par les logeurs au

⁷⁵⁷ Françoise de BARROS, *op. cit.*, 2008/3, p.43.

⁷⁵⁸ Janine PONTY, *L'immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, p.141.

⁷⁵⁹ « Les Conseils Municipaux, sur simple délibération approuvée par l'Autorité Préfectorale, peuvent, pour faire face aux dépenses d'assistance, d'hygiène, de scolarité, etc...engagées par les étrangers résidant ou travaillant sur le territoire de la commune, établir (trois) taxes (...) » dans AMV-2D39-Lettre de Lazare Goujon à l'association des maires de France du 3 juin 1925, « Article 1^{er} ».

⁷⁶⁰ AMV-2D39-Lettre de Lazare Goujon à l'association des maires de France du 3 juin 1925, « Article 1^{er} ».

receveur municipal. L'objectif de cette dernière taxe est de contrôler les étrangers de leur lieu de travail à leur lieu de résidence.

Le projet de Lazare Goujon rompt avec le solidarisme de classe de Jules Grandclément d'avant 1914. Selon son article 6 « tout étranger ne s'étant pas conformé aux prescriptions de l'article 1^{er} pour la taxe A, sera, après mise en demeure, expulsé du territoire français ». Cela montre le double objectif de ce projet : il doit permettre d'accroître les ressources fiscales locales mais aussi renforcer le contrôle de la population étrangère⁷⁶¹. Ainsi « la figure de l'immigré et la question de l'immigration (cristallisent) les peurs et les anxiétés sociales de toute nature, au point de pousser de larges secteurs de l'opinion à réclamer un strict contrôle de l'immigration ou le renvoi de tout ou partie de la population immigrée »⁷⁶². Cette peur influe sur le regard porté par les édiles sur les étrangers, qui en viennent à être perçus comme un danger pour les finances locales.

d) *La mobilisation des réseaux municipaux*

Pour faire aboutir son projet, Lazare Goujon n'hésite pas à contacter d'autres maires soit directement par courrier, soit en passant par l'association des maires de France. Avant de contacter cette association, il mène une enquête auprès de 57 communes afin de leur faire part de son projet de taxe et d'obtenir leur avis⁷⁶³. Le quart des communes contactées se trouvent dans la région⁷⁶⁴. Mais toutes sont particulièrement marquées par l'industrie en raison de la proximité d'un bassin houiller, ou par l'immigration parce qu'elles se trouvent non loin d'une frontière, terrestre ou maritime. Étonnamment, l'étude systématique des courriers n'a pas permis de retrouver ces échanges. La liste des communes consultées, établie durant l'automne 1925, ne paraît pas exhaustive car le seul courrier retrouvé au sujet du « projet

⁷⁶¹ On peut remarquer que la mention d'une expulsion correspond de fait au chapitre IV, paragraphe A, p.21 de l'instruction générale émise par la direction de la sûreté générale et qui détaille les dispositions du décret du 25 octobre 1924 relatif à la carte d'identité des étrangers. Son projet est donc en conformité avec les dispositions juridiques du moment.

⁷⁶² Philippe RYGIEL, « Introduction », in Philippe RYGIEL (dir.), *Le bon grain et l'ivraie. L'Etat-Nation et les populations immigrées. Fin XIX^e siècle-début XX^e siècle*, Paris, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 2004, p.15.

⁷⁶³ AMV-2D39-Lettre de Dupeuble-secrétaire général-au secrétaire administratif de l'association nationale des maires de France, 28 novembre 1925.

⁷⁶⁴ Les communes contactées de la région sont : Bourgoin, Chambéry, Chambon Feugerolles, Grenoble, Givors, Lyon, Saint-Chamond, Saint-Fons, Terrenoire, Thonon-les-Bains, Tournon, Valence et Villefrance.

d'établissement de taxes spéciales sur les étrangers » est une lettre qu'il adresse au député-maire Cadot de Bruay (Nord pas de Calais), le 2 février 1925. Or cette municipalité n'apparaît pas dans la liste des 57 communes. Cette lettre est toutefois utile, car elle permet de savoir que Lazare Goujon échange à ce sujet dès le printemps 1925. C'est ensuite à partir de juin qu'il contacte l'association des maires de France afin d'accroître son audience. Lazare Goujon anticipe ainsi la réception de son projet auprès d'autres maires par le biais d'une enquête, puis il s'appuie sur le réseau associatif mayoral existant.

L'utilisation par Lazare Goujon de l'association des maires de France (AMF) afin de diffuser son projet de taxes municipales montre bien le rôle d'antichambre législative que pouvait jouer cette organisation. Cela s'explique d'abord par le quasi-monopole dont bénéficiait alors cette association et par l'importance numérique des députés-maires au sein même des associations catégorielles de représentation des maires. Les cumulards pouvaient ainsi se faire les porte-parole des décisions prises lors des congrès de maires à la Chambre ou au Sénat. Renaud Payre explique que « c'est surtout avec les groupes des députés-maires et des sénateurs-maires que l'AMF coordonne son action de défense des intérêts municipaux (...). Ces réunions de cumulants au Parlement cherchent à se présenter comme des espaces d'échanges et de promotion de l'activité municipale dans les chambres (...). Les deux groupes, surtout le groupe des sénateurs-maires, s'affirment comme d'efficaces relais de l'AMF au sein du Parlement »⁷⁶⁵. Ce rôle d'intermédiaire est affirmé car la doctrine affichée de l'AMF en octobre 1925 est de « réaliser une collaboration loyale et confiante des communes, en dehors de toute considération politique, avec l'administration supérieure »⁷⁶⁶. La capacité collective des élus locaux à influencer sur les choix nationaux est variable au cours du XX^e siècle, mais elle ne cesse d'augmenter entre la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1950⁷⁶⁷. De plus, les interconnexions entre les dirigeants de l'AMF et les gouvernements sont assez étroites, car de nombreux dirigeants de l'AMF détiennent ou ont détenu des portefeuilles ministériels à l'image de Camille Chautemps qui fut vice-président du

⁷⁶⁵ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, p.217.

⁷⁶⁶ Patrick LE LIDEC, « Aux origines du "compromis républicain". La contribution des associations de maires aux règles du jeu politique sous la III^e République », in *Politix*, vol.14, n°53, premier semestre 2011, p.47.

⁷⁶⁷ Patrick LE LIDEC, *op. cit.*, 2011, p. 36.

groupe des députés-maires et vice-président de l'AMF et ministre de l'Intérieur de juin 1924 à juillet 1926⁷⁶⁸.

La réaction de l'association des maires de France à la proposition de Lazare Goujon est très favorable. Il est chargé de produire un rapport sur son projet lors du congrès des maires qui se déroule du 27 au 29 octobre 1925. Cet intérêt est sans doute accru par la mise à l'agenda du gouvernement de la question de la taxation des étrangers. En effet, l'article 66 de la loi des finances du 13 juillet 1925 fixe une taxe lors du renouvellement de la carte d'identité des étrangers. A première vue, cette législation correspond au projet de Lazare Goujon car, sur les 68 francs de droit de timbre, 50 francs doivent revenir à l'Etat, 6 au département et 12 à la commune. Cette somme est même supérieure aux 10 francs de taxe annuelle qu'il avait envisagés. Par contre il est prévu que « la part des départements et des communes sera répartie entre tous les départements et les communes suivant les principes du fonds commun »⁷⁶⁹. En conséquence, si une nouvelle ressource fiscale communale apparaît bien durant l'été 1925 elle ne renforce pas l'autonomie fiscale locale, la commune ne jouant alors qu'un rôle de guichet. Or, Lazare Goujon souhaite justement accroître cette autonomie fiscale locale. Pour convaincre le conseil municipal de payer les frais de son déplacement au congrès d'octobre 1925, le maire précise qu'il doit permettre « d'envisager les moyens capables de donner aux communes un peu plus de liberté d'action et de prospérité et d'obliger le Gouvernement à jeter un coup d'œil sur les difficultés dans lesquelles se débattent les Municipalités Françaises. C'est dans cet ordre d'idée que j'ai établi un projet de taxes sur les étrangers qui sera discuté au congrès et dont le Bureau de l'Association des Maires m'a confié le rapport. Inutile de vous dire l'intérêt qu'il y aurait, principalement pour notre commune, si ce projet était réalisé »⁷⁷⁰. Curieusement, le rapport en lui-même n'a pas été retrouvé. A son retour le maire fait part au conseil municipal de « l'accueil unanimement favorable de tous les maires au projet de taxes municipales sur les étrangers »⁷⁷¹, mais aucun

⁷⁶⁸ Patrick LE LIDEC, *op. cit.*, 2011, note 45, p.47.

⁷⁶⁹ Maurice BOKANOWSKI et Edmond LASKINE, *Commentaire pratique de la nouvelle loi de finances du 13 juillet 1925 : dispositions fiscales*, Paris, Librairie des Juris-Classeurs, 1925, p.101-102. En ligne : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5470253q> (Consulté le 8 novembre 2011)

⁷⁷⁰ AMV-1D276-Rapport du maire au conseil municipal sur l'objet de sa participation au congrès des maires de France du 27 au 29 octobre 1925.

⁷⁷¹ AMV-1D276-Compte-rendu du congrès des maires par Lazare Goujon durant la délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 26 novembre 1925, p.232.

rapport, ni dossier n'est conservé aux archives municipales de Villeurbanne sur ce projet de taxe.

L'année suivante, le secrétaire de l'association des maires de France contacte Lazare Goujon afin d'obtenir son rapport imprimé, car le bureau de l'AMF décide de porter l'ordre du jour du XVII^e congrès la question de la taxe sur les étrangers⁷⁷². Quelques jours plus tard, Lazare Goujon lui envoie son projet en l'adaptant pour tenir compte de l'augmentation importante de la carte d'immatriculation fixée par la dernière loi de Finances et au changement de la situation économique⁷⁷³. Ce nouvel intérêt manifesté par l'association nationale des maires de France en prévision du congrès des 16, 17 et 18 décembre 1926 fait suite à une crispation beaucoup plus forte de la part du gouvernement Poincaré qui en vient non seulement à contrôler la population étrangère en l'encartant, mais à réguler le marché de l'emploi afin « d'éviter le débauchage jugé trop fréquent d'ouvriers de l'agriculture par l'industrie »⁷⁷⁴. En effet, « la loi du 11 août 1926 interdit à tout employeur d'engager un étranger pour tout autre travail que celui qui est prévu dans son contrat de travail initial ou qui est porté sur sa carte d'identité. L'intention est claire : elle réserve aux autorités administratives le droit de dire dans quels secteurs la main d'œuvre étrangère est acceptable, limitant de ce point de vue le jeu de l'offre et de la demande sur le marché du travail »⁷⁷⁵. Le vœu de Lazare Goujon consistant à autoriser par une loi les « communes à lever des taxes de main d'œuvre de 1 franc et de logement de (50 centimes), payables à mois échus par l'employeur, sur les travailleurs étrangers » bénéficie de l'audience du congrès des maires de France en décembre 1926 et il est publié dans la synthèse des vœux des congressistes dans la *Revue municipale*⁷⁷⁶.

L'initiative de Lazare Goujon, élaborée à l'échelle locale, trouve une réception à l'échelle nationale. Le projet de taxes municipales sur les étrangers est débattu dans

⁷⁷² AMV-2D20-Lettre du secrétaire administratif de l'association des maires de France à Lazare Goujon, datée du 9 octobre 1926.

⁷⁷³ AMV-2D20-Lettre de Lazare Goujon au secrétaire administratif de l'association des maires de France, datée du 13 octobre 1926.

⁷⁷⁴ Claudine PIERRE, « Les socialistes, les communistes et la protection de la main d'œuvre française (1931-1932) », in *Revue européenne de migrations internationales*, vol.15, n°3, p.207.

⁷⁷⁵ Pierre GUILLAUME, « Du bon usage des immigrés en temps de crise et de guerre : 1932-1940 », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°7, juillet-septembre 1985, p.117.

⁷⁷⁶ *Revue municipale*, n°809, avril 1927, p.787. Consulté sur Gallica <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5438278x/f3>

les réseaux municipaux. Après 1926, ce projet ne réapparaît plus à Villeurbanne. Cette initiative permet de savoir que les étrangers sont perçus comme de nouvelles charges pour les budgets communaux dans le contexte de crise des finances locales. Ce cas démontre que les relations entre l'échelle locale et l'échelle nationale ne s'élaborent pas uniquement dans une logique descendante. Le maire utilise l'association des maires de France comme levier pour conférer une audience nationale à son projet. Cela est rendu possible par l'action de lobbying de l'association des maires de France, qui se présente en héraut des échanges de ses membres auprès des chambres et du gouvernement. On voit ici la stratégie du maire qui mobilise des réseaux municipaux pour participer aux débats nationaux afin de mettre en place une réforme à l'échelle locale qui doit lui permettre de « faire face aux dépenses d'assistance, d'hygiène, de scolarité, etc...engagées pour les étrangers résidant ou travaillant sur le territoire de la commune »⁷⁷⁷. L'étude de ce projet de loi élaboré par Lazare Goujon permet d'éclairer les relations entre le pouvoir local et les administrés. Cette logique de contrôle des étrangers se retrouve dans la région lyonnaise, au cours des années 1930, qui voient la police et l'autorité préfectorale recourir plus fréquemment à des expulsions⁷⁷⁸.

2. Le logement

La municipalité bénéficie de la politique du logement formulée dès 1914 par Jules Grandclément, et effective dès 1920 avec la création de l'office municipal d'HBM⁷⁷⁹. L'office constitue un outil technique permettant à la municipalité, en concertation avec le département, de mettre en place une politique du logement à Villeurbanne en raison de la crise que connaît le secteur. Cette politique se donne pour objectif de lutter contre le mal-logement, particulièrement important dans les années 1920. Pour une population de plus de 60 000 habitants en 1926, la ville compte 58,15 % de mal-logés, dont 12,94 % en locaux surpeuplés et 45,21 % en locaux insuffisants, comme l'indiquent les données tirées du recensement général de

⁷⁷⁷ AMV-2D39-Lettre de Lazare Goujon à l'association des maires de France du 3 juin 1925.

⁷⁷⁸ Mary D. LEWIS, « Les pratiques d'expulsion dans le Rhône durant la crise », in Philippe RYGIEL (dir.), *op. cit.*, 2004, p.152-163.

⁷⁷⁹ AMV-6T1 à 6T7 sur l'office d'HBM de Villeurbanne (1912-1958).

la population de 1926⁷⁸⁰. Ce recensement produit une taxinomie intéressante. Les locaux surpeuplés sont définis comme ceux dans lesquels les occupants disposent de moins d'une demi-pièce par personne. Les locaux insuffisants sont ceux dans lesquels les occupants disposent de plus d'une demi-pièce, mais de moins d'une pièce par personne. Ce problème du mal logement est global⁷⁸¹ et résulte de l'augmentation de la population d'après-guerre qui se concentre dans les espaces urbains périphériques de l'agglomération parisienne et des grandes villes⁷⁸². La gravité de la crise du logement des années 1920 transparaît dans les courriers municipaux. Le maire écrit par exemple en 1929 aux industriels villeurbannais, afin de les sensibiliser au problème de la crise du logement qui « sévit à Villeurbanne avec une acuité croissante et malgré tous les efforts accomplis par la municipalité, le nombre des taudis et des logements surpeuplés ne diminue pas. Les conséquences de cette situation sont, vous le savez, déplorables, pour l'hygiène, la santé et la moralité publique »⁷⁸³. La municipalité se saisit de la question en construisant des habitations à bon marché et en soutenant les initiatives privées de construction de cottages avec le concours de la loi Loucheur du 17 juillet 1928. Cette loi marque un changement dans la fabrique urbaine par l'intervention de l'Etat car « votée à l'unanimité (elle) consacre pour la première fois le volontarisme de l'Etat et de certaines collectivités associées dans la réalisation d'une politique publique ambitieuse qui, sur cinq ans, prévoit la mise en chantiers de 260 000 habitations à bon marché ou à loyer moyen »⁷⁸⁴. Emmanuel Bellanger rappelle que « cette politique nationale n'a pas eu, en tout lieu et en toutes circonstances, la rigueur dirigiste, si ce n'est autoritaire, qu'on lui a souvent prêtée. Les fonds d'archives révèlent en effet les compromis

⁷⁸⁰ AMV-2D26-Lettre du président de L'immobilière-constructions de Paris à Lazare Goujon, datée du 13 octobre 1932.

⁷⁸¹ « D'après le recensement de 1926, outre des conditions sanitaires déplorables (tuberculose...), un Parisien sur quatre vit dans une demi-pièce ; 320 000 personnes vivent en garnis. Dans les villes de plus de 50 000 habitants, un tiers des ménages vit dans des espaces surpeuplés ou insuffisants ». Dans Pascal GUILLOT, « Un maire de banlieue face à la question du logement entre discours et pratique : le cas d'André Morizet (1919-1942) », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 98, 2006. En ligne : <http://chrhc.revues.org/861> (Consulté le 19 septembre 2013).

⁷⁸² Annie FOURCAUT, « Du lotissement au quartier. Le cas de la banlieue parisienne dans l'entre-deux-guerres », in *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, 1993, volume 105, n°105-2, p.441.

⁷⁸³ AMV-1O99-Lettre de Lazare Goujon aux industriels villeurbannais, datée du 12 août 1929.

⁷⁸⁴ Emmanuel BELLANGER, « Les maires et leurs logements sociaux. Des années de fondation à l'âge d'or du grand ensemble (1920-1960) », in *Histoire urbaine*, 2008/3, n°23, p.95-107.

passé entre les élus locaux confrontés aux maux de la civilisation urbaine et les tutelles administratives, techniques et financières chargées de la mise en œuvre des politiques d'équipement et de désenclavement du territoire»⁷⁸⁵. Cette approche permet de prendre en compte non seulement l'échelon communal comme échelle d'application d'une politique nationale, mais aussi de déterminer le rôle d'intercesseur de la municipalité.

L'office municipal d'HBM lance la construction de 4 groupes d'HBM durant l'entre-deux-guerres. Le groupe Colin construit entre 1924 et 1926 dont les immeubles de 4 étages, compte 80 logements s'ordonnant autour d'une vaste cour ouverte. Le groupe Zola, construit par l'architecte Marius Pin de 1924 à 1928, est constitué d'un ensemble de blocs d'habitations ordonnés symétriquement autour d'une cour. Ce groupe comprend au total 76 appartements avec, à chaque fois, des locaux commerciaux au rez-de-chaussée. Le projet de construction Michel Servet débute en 1927, et se poursuit jusqu'en 1930. Il devait initialement être divisé en 3 groupes mais seul le groupe n°1 est réalisé par Marius Pin pour des raisons financières. Il comprend alors 63 appartements plus confortables que ceux des groupes Colin et Zola. Enfin, le dernier groupe construit durant l'entre-deux-guerres est celui du quartier des Büers, entre 1930 et 1932. Ce projet devait compter ensuite 112 logements, mais le projet est finalement réduit, pour raisons financières, à la construction de la résidence Bouvier qui compte 40 appartements.

La municipalité cherche à créer des cités-jardins dès 1928. Pour cela elle intervient directement en achetant des parcelles de terrain, comme dans le quartier du Château-Gaillard⁷⁸⁶. Cette intervention municipale se fait par la sollicitation des industriels villeurbannais qui se constituent, en 1929, en un comité de patronage pour répondre à la proposition de Gëorgia Knap, fondateur de la fédération nationale du cottage social de France, de créer un cottage social à Villeurbanne⁷⁸⁷. Cette fédération se présente comme une œuvre philanthropique de relèvement social par la construction du foyer familial pendant les heures de loisirs de l'ouvrier. L'originalité de ce projet résulte de l'invention par Gëorgia Knap d'un système préfabriqué permettant la construction en série d'habitations ouvrières, système qu'il a déjà mis en œuvre à

⁷⁸⁵ *Idem.*

⁷⁸⁶ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 18 mi 1928, p.543.

⁷⁸⁷ AMV-2D23-Lettres de Lazare Goujon à Gëorgia Knap, datées du 26 et du 31 août 1929.

Orléans. Inventeur proluxe, il met à la disposition des propriétaires faisant partie des coopératives du cottage social un moule géant breveté, surnommé Goliath, permettant de standardiser la construction des cottagistes. Outre les industriels, la municipalité cherche à mobiliser les villeurbannais. Elle organise pour cela le 8 septembre 1929 une conférence à destination des « Travailleurs Villeurbannais »⁷⁸⁸ où Géorgia Knap expose son projet. L'audience de celui-ci est accrue par la retranscription de son discours dans le bulletin municipal⁷⁸⁹. Afin de collecter des informations sur les cottages sociaux, la municipalité organise, par l'intermédiaire de Géorgia Knapp, une visite des cottages d'Orléans avec les cottagistes villeurbannais⁷⁹⁰. Le montage financier doit permettre de profiter des avantages de la loi Loucheur, et le comité de patronage des cottages villeurbannais, constitué d'industriels, permet de compléter les premiers apports versés par les travailleurs grâce aux avances consenties⁷⁹¹. La municipalité intervient en tant que lotisseur, et en mettant à disposition les services techniques de la ville afin de soutenir l'auto-construction. Un tènement d'environ 90 000 m² est loti par la municipalité dans ce but dans le quartier des Brosses, « en vue de combattre la crise persistante du logement et de chercher un remède à l'accroissement continu du coût des terrains à bâtir entretenu par les agissements de la plupart des lotisseurs afin de permettre l'accès à la petite propriété à des travailleurs de moyens modestes »⁷⁹². Le choix du quartier des Brosses s'explique par la présence « de grands espaces nus livrés, encore actuellement à la culture des céréales, mais dont il n'est pas douteux qu'ils soient à bref délai envahis par la construction individuelle comme l'ont été jadis les quartiers du Château-Gaillard et des Büers »⁷⁹³. L'attractivité future de ce quartier, situé à l'extrême sud-est de la commune, est évidente pour la municipalité car elle considère que l'exécution des travaux du boulevard de ceinture, à proximité de ce quartier, va entraîner des migrations vers l'est de Lyon dans les prochaines années. La spéculation du marché immobilier est une cause essentielle de cet interventionnisme municipal, qui considère le lotissement municipal des Brosses comme « un acte de

⁷⁸⁸ AMV-1099-Afiche annonçant la conférence de Géorgia Knap à la salle des fêtes de la mairie de Villeurbanne le 8 septembre 1930.

⁷⁸⁹ AMV-BMO, n°42, octobre 1929, p.935-941.

⁷⁹⁰ AMV-2D23-Lettre de Lazare Goujon à Géorgia Knap, datée du 16 octobre 1929.

⁷⁹¹ AMV-1099-Lettre du comité de patronage des cottages villeurbannais demandant une souscription aux industriels villeurbannais, datée du 1^{er} mai 1930.

⁷⁹² AMV-1099-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal, daté du 18 novembre 1929.

⁷⁹³ Idem.

sauvegarde en même temps qu'une mesure d'un intérêt social manifeste »⁷⁹⁴. La recherche d'une rationalité de l'aménagement urbain transparait dans ce projet qui doit permettre « la création d'une cité modèle conçue selon un plan nettement défini et qui devienne en quelque sorte le centre vital de l'agglomération future »⁷⁹⁵. La politique du logement doit permettre de mettre en place un aménagement rationnel du territoire et de créer des centres vitaux devant nervurer le territoire. En mars 1935, le comité de patronage des cottages villeurbannais ne peut que constater la réussite de l'entreprise d'un point de vue social, car les « ouvriers groupés sous l'égide du Cottage sont devenus une élite »⁷⁹⁶, et d'un point de vue de l'évolution urbaine, car « sur un terrain où, il y a à peine trois ans, on voyait encore mûrir le blé et les cultures, aujourd'hui se dresse une Cité unique en son genre »⁷⁹⁷. Le modèle des cités-jardins, explicitement mentionné dans les délibérations du conseil municipal⁷⁹⁸, trouve alors une application à Villeurbanne, comme à Suresnes ou à Châtenay-Malabry. Ces cités-jardins « sont pensées par des maires visionnaires, Henri Sellier ou André Morizet, comme des prototypes permettant, si elles étaient généralisées, de résoudre la question du logement populaire et en même temps la question sociale »⁷⁹⁹. Ce projet innovant mobilise 269 Villeurbannais qui y adhèrent dès 1929⁸⁰⁰. Et en 1935 ce sont 80 ouvriers qui construisent effectivement leur logement. Le degré d'intervention de la municipalité en matière de construction de logements varie. Le cas du Cottage social de Villeurbanne est particulier en raison de l'intervention directe de la municipalité. La municipalité communique particulièrement sur ce projet, car elle est alors à l'initiative de la constitution du comité de patronage du cottage social de Villeurbanne. Elle cherche à en faire un modèle afin de stimuler de nouvelles initiatives dans une logique coopérative. Les initiatives privées portées par des associations syndicales se traduisent soit par un système de garantie des emprunts contractés, soit par la prise en charge par la

⁷⁹⁴ AMV-1099-Rapport du maire sur le projet d'aménagement d'un lotissement communal dans le quartier des Brosses, daté du 27 juillet 1929.

⁷⁹⁵ AMV-1099-Rapport du maire sur le projet d'aménagement d'un lotissement communal dans le quartier des Brosses, daté du 27 juillet 1929.

⁷⁹⁶ AMV-10100-Procès verbaux des réunions du comité de patronage 1929-1935-Rapport du comité de patronage des cottages villeurbannais du 2 mars 1935.

⁷⁹⁷ Idem.

⁷⁹⁸ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 18 novembre 1929, p.83-84.

⁷⁹⁹ Annie FOURCAUT, « Les banlieues populaires ont aussi une histoire », in *Projet* 4/2007, n°299, p. 7-15.

⁸⁰⁰ AMV-BMO, n°42, octobre 1929, p.937.

municipalité des frais de constitution et d'études des dossiers de surveillance et de contrôle des travaux⁸⁰¹, ou bien encore par le versement direct d'une subvention aux syndicats. La municipalité sert d'intercesseur, et met son service d'urbanisme nouvellement constitué au service de ces initiatives. Elle contrôle la conformité des projets de lotissement aux règlements d'hygiène et d'urbanisme municipaux. La relation qui se noue entre municipalité et lotisseurs repose sur des intérêts réciproques : la municipalité soutient les projets de lotissement parce qu'ils répondent au problème aigu du logement, et les lotisseurs attendent de la municipalité la viabilisation des voies publiques, l'installation de lignes électriques et la connexion du nouvel îlot aux réseaux de gaz et d'égouts. A partir de 1934, la reconnaissance d'utilité publique d'aménagements et d'extensions dote la municipalité d'un outillage en matière d'aménagement qui lui permet d'intervenir plus fortement d'un point de vue réglementaire.

La municipalité peine à maîtriser les constructions sur son territoire. On le voit clairement dans la mise en place d'une réglementation de la construction des maisons en bois en mars 1930. La crise du logement justifie l'apparition d'« une quantité de maisons construites en bois qui n'offre aucune garantie d'hygiène et sont un perpétuel danger d'incendie pour le voisinage »⁸⁰². Le risque d'incendie est réel : des baraques en bois sont facilement la proie des flammes comme en 1924 et en 1927 dans le quartier de Gerland à Lyon⁸⁰³. Mais le principal danger reste celui des inondations récurrentes sur la rive gauche du Rhône, comme en 1928. Ces baraques en bois sont essentiellement habitées par des étrangers⁸⁰⁴. Dès 1928, la municipalité de Lyon cherche à réglementer la construction de baraques dans le quartier de Gerland, mais rien n'est effectivement mis en œuvre. La nouvelle réglementation de Villeurbanne en 1930 trahit une forme d'acceptation de l'existence de ce type d'habitat précaire : on se contente de les mettre en conformité avec des principes d'hygiène de base. Aucune politique d'évacuation et de relogement n'est prévue. Un arrêté municipal prévoit seulement que les nouvelles constructions en bois destinées à l'habitation doivent avoir un plancher surélevé, des doubles parois, une couverture

⁸⁰¹ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 19 août 1928, p.73.

⁸⁰² AMV-1D277-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 3 mars 1930, p.127-128.

⁸⁰³ Jean-Luc DE OCHIANDANO, *op. cit.*, 2013, p.150-151.

⁸⁰⁴ ADR-5M126- Baraques en bois à Villeurbanne pour le logement d'ouvriers étrangers, prescriptions sanitaires, interdiction de nouvelles constructions, 1924-1928.

incombustible, des pièces plafonnées et être séparées les unes des autres d'au moins un mètre afin de limiter les risques de propagation d'incendie⁸⁰⁵. L'application de cette nouvelle réglementation aux constructions en bois déjà existantes est écartée par la municipalité. « Le bureau d'hygiène fait tous les efforts nécessaires pour que les mesures d'hygiène soient observées par les habitants des maisons en bois, mais que le plus souvent de grandes difficultés sont rencontrées en raison de la situation des intéressés »⁸⁰⁶. Cette réglementation des constructions en bois n'est pas seulement l'objet d'un arrêté. Ces nouvelles dispositions sur les maisons d'habitation en bois sont ensuite intégrées dans le règlement sanitaire établi en 1931⁸⁰⁷. Le règlement sanitaire prévoit ainsi que les « locaux d'habitation construits en bois ne seront autorisés qu'après enquête, et pour y loger les membres d'une même famille. Ils ne pourront être ni loués, ni cédés à des tiers, soit en partie, soit en totalité. Ils ne pourront servir à exercer ni commerce, ni industrie »⁸⁰⁸. On peut évidemment douter de l'application réelle de cette réglementation, car cette injonction à la mise en conformité des habitations en bois concerne une population précaire dont la capacité économique à améliorer son habitat est très restreinte. Cette entrée dans la question du logement permet de saisir la précarité en matière de logement des Villeurbannais les plus pauvres, notamment des étrangers, et la hiérarchie socio-spatiale qui existe alors. Cette hiérarchie est symboliquement renforcée par la construction de 1931 à 1934, par une société d'économie mixte, de 1 500 logements à loyers modérés au centre de la ville, dans le quartier des Gratte-Ciel. Mais en raison de l'importance de ce projet et sa progressive évolution nous consacrons à ce projet un développement ultérieur dans notre thèse. Le travail de Marc Bonneville a permis de souligner l'importance d'autres acteurs, en dehors de la municipalité dans la construction de logements durant l'entre-deux-guerres. La carte de 1934 qu'il a produite à propos des logements construits à Villeurbanne permet d'apprécier la multiplicité des initiatives publiques et privées dans la construction de logements.

⁸⁰⁵ AMV-5J1-Hygiène publique : réglementation, organisation des services, 1889-1963- Règlement de la construction des maisons en bois, arrêté du 24 mars 1930.

⁸⁰⁶ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, datée du 3 mars 1930, p.128.

⁸⁰⁷ AMV-5J1-Hygiène publique : réglementation, organisation des services, 1889-1963- Article 13 sur les constructions en bois du *Règlement sanitaire de Villeurbanne établi en application de la loi sanitaire du 15 février 1902*, Villeurbanne, A.T.L., 1936, signé le 6 juin 1931 pour le maire et validé le 30 juillet 1931 par la préfecture.

⁸⁰⁸ *Idem*.

3. Le chauffage urbain

La réfection de l'usine à incinérer les immondices est l'occasion de mettre en place un système novateur de chauffage urbain. La municipalité communique sur ce nouveau projet dès 1927 par le biais du bulletin municipal. Jean Fleury y écrit un article, publié en deux fois en novembre et en décembre 1927, intitulé « Le chauffage central à la portée de tous »⁸⁰⁹. Ce projet est utilisé comme un moyen de positionner Villeurbanne dans la course à l'innovation urbaine, comme l'indique Jean Fleury. « Si de nombreuses distributions publiques de chauffage existent à l'étranger, la France n'en possède pas encore. Seuls quelques projets sont à l'étude, à Paris en particulier »⁸¹⁰. Cette innovation urbaine est présentée dans une logique cumulative car le projet consiste à utiliser l'énergie produite par l'usine d'incinération, créée sous le mandat de Jules Grandclément, et à la transformer en chaleur. L'ingénieur de la ville rappelle à cette occasion que « grâce à l'incinération des ordures ménagères, Villeurbanne a été, sinon la première, tout au moins l'une des toutes premières en France à pratiquer cette incinération, qui est la plus rationnelle et la plus hygiénique façon de se débarrasser de ces malodorantes et dangereuses ordures »⁸¹¹. Le discours véhiculé est celui du progrès et de la quête de modernité urbaine. Dans ce cas, la fabrique matérielle participe de la fabrique symbolique de la ville.

Ce projet de chauffage urbain résulte d'une mission d'étude menée en novembre 1925 par Louis Lestaével, conseiller municipal et délégué à la briqueterie, qui constate que l'« on commet une hérésie en produisant de la vapeur que l'on n'emploie pas (...). Il est regrettable que les industriels qui ont sollicité d'acheter une quantité journalière de vapeur n'aient pas trouvé le moyen de donner suite à leur projet »⁸¹². Celui-ci propose de ne plus produire de vapeur et d'évacuer les gaz brûlés directement par la cheminée. Des échanges sont alors établis dès 1928 avec des entreprises chargées de la rénovation de l'usine d'incinération et de l'établissement du réseau de chauffage urbain⁸¹³. Différents projets sont alors formulés, comme l'utilisation de la chaleur produite afin de fabriquer de la glace alimentaire en

⁸⁰⁹ AMV-BMO-n°19, novembre 1927, p.324 et AMV-BMO, n°20, décembre 1927, p.389.

⁸¹⁰ AMV-BMO, n°20, décembre 1927, p.389.

⁸¹¹ *Idem.*

⁸¹² AMV-1083-Briqueterie (1926)-Rapport de Louis Lestaével à Lazare Goujon, daté de novembre ou décembre 1925.

⁸¹³ AMV-1083-Dossiers « Fondation de l'usine d'incinération (1928) » et « Nouveau four (1929) ».

s'inspirant d'exemples allemands où « de nombreux établissements industriels utilisent leur vapeur perdue à la fabrication de la glace alimentaire, ou à la production de froid pour divers besoins »⁸¹⁴. Le chauffage central est conçu dans une logique d'innovation technique, mais aussi politique, car il doit permettre de connecter les habitations à bon marché de l'office municipal. Dans un rapport daté du 18 février 1929, le maire expose aux édiles que « l'application du chauffage central aux habitations ouvrières est un problème tout nouveau qui mérite de retenir l'attention d'une municipalité qui entend travailler à élever le niveau de vie des classes laborieuses »⁸¹⁵. Il s'appuie pour cela sur l'exemple de la municipalité d'Ivry dont l'office municipal d'HBM promeut l'extension du chauffage central dans l'intérêt des familles ouvrières. « L'office d'Ivry ayant pu installer le chauffage central dans son groupe n°1 et l'expérience de cet hiver ayant été concluante, il est intéressant d'en continuer l'application qui a été appréciée dans les habitations ouvrières. En effet, l'ouvrier se levant de bonne heure pour se rendre à son travail, trouve dès son réveil, une température agréable, il en est de même le soir si la femme travaille aussi, ce qui est fréquent dans les ménages ouvriers. Donc économie de temps et fatigue évitée, n'ayant pas besoin d'allumer le poêle de secours qui peut être installé dans le logement, tant que la température extérieure ne descend pas en dessous de 10°. Au moyen de ce chauffage central, on évitera sans doute le couchage d'une famille toute entière dans une même pièce, dans des conditions d'hygiène et de promiscuité déplorables, et simplement pour éviter d'allumer plusieurs feux dans un logement spacieux, comme ce fut constaté récemment par des membres du Comité de patronage des habitations à bon marché de la Seine, dans un immeuble non chauffé »⁸¹⁶. La circulation des savoirs urbains entre municipalités réformatrices et l'identité partisane expliquent le choix d'étendre le chauffage urbain aux groupes d'HBM construits par l'office municipal. Le projet villeurbannais est formulé dès 1927, et l'expérience de la municipalité d'Ivry permet de convaincre les membres du conseil municipal d'expérimenter la mise en place du chauffage urbain dans le groupe d'HBM de la rue Michel Servet⁸¹⁷. Outre cette expérimentation, des visites édilitaires en Allemagne pour se documenter sur les procédés appliqués en matière

⁸¹⁴ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 18 février 1929, p.21.

⁸¹⁵ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 18 février 1929, p.23.

⁸¹⁶ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 18 février 1929, p.23-24.

⁸¹⁷ AMV-BMO, n°20, décembre 1927, p.389.

de chauffage permettent de compléter les réflexions sur le sujet⁸¹⁸. A leur suite, la municipalité projette de vendre le chauffage produit par un système d'abonnement aux industriels installés à proximité de l'usine d'incinération dans le quartier des Gratte-Ciel alors en construction. L'objectif est alors non seulement d'étendre le réseau de chauffage, mais de réduire les fumées émises par les usines car « ces usines sont très souvent équipées de chaufferies peu modernes et produisent une quantité considérable de fumées. Celles-ci se trouveront complètement supprimées, car nous ferons en sorte que la nouvelle centrale soit complètement fumivore »⁸¹⁹. Dès lors, le projet d'extension du chauffage central se combine avec le projet, lancé en 1929, de lutte contre la production de fumées industrielles dans la ville en limitant les foyers d'émission de fumées par une connexion des usines au chauffage central. La question de l'assainissement de l'environnement urbain doit participer à une modification des conditions de vie des habitants, et plus globalement du fonctionnement urbain. C'est pourquoi le conseil municipal émet un vœu le 3 juin 1929, demandant à ce que le Parlement, s'appuyant sur les travaux de l'Office National des Recherches et Inventions intervienne en légiférant sur les industries émettrices de fumées et de gaz et en installant des dispositifs permettant de réduire les émissions de fumées et de gaz dans l'atmosphère⁸²⁰. Comme l'a noté Stéphane Frioux⁸²¹, une campagne en faveur de la lutte contre les fumées industrielles est lancée à Villeurbanne, qui se traduit par la publication dans le bulletin municipal de plusieurs articles scientifiques faisant la promotion de nouvelles techniques permettant la suppression des fumées et des poussières dans les grandes agglomération⁸²². En amont, la municipalité collecte de nombreux renseignements à partir de revues, d'associations et d'entreprises privées⁸²³. L'objectif est d'informer les lecteurs/électeurs des initiatives prises par la municipalité lors d'échanges établis

⁸¹⁸ AMV-1D277-Délibération du conseil municipal du 23 février 1931, p.320.

⁸¹⁹ *Idem.*

⁸²⁰ AMV-5J6-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal daté du 3 juin 1929 dans le dossier « Fumées industrielles. Renseignements, articles de revues. Réformes, etc... »

⁸²¹ Stéphane FRIOUX, « Problème global, action locale : les difficultés de la lutte contre les fumées industrielles à Lyon (1900-1960) », in Thomas LE ROUX et Michel LETTE, *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit, XVIII^e-XIX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p.323-324.

⁸²² AMV-BMO, n°50, juin 1930, p.1109-1112 ; AMV-BMO, n°51, juillet 1930, p.1141 ; AMV-BMO, n°51, août 1930, 1165-1167 ; AMV-BMO, n°53, septembre 1930, p.1193-1195.

⁸²³ Voir le carton AMV-5J6-Lutte contre les fumées indutrielles (1929-1930)

avec des industriels ou des ingénieurs, et de montrer le caractère scientifique de la gestion municipale. Mais dès novembre 1930, Jean Fleury constate le caractère très limité de cette campagne municipale contre les fumées. Il conclue « qu’une action purement administrative est incapable, dans les circonstances actuelles, d’obtenir une réduction sensible des fumées » car « une telle organisation paraît trop complexe pour être entreprise par notre Ville seule. Il semble que la question de l’épuration de l’atmosphère soit suffisamment importante pour obtenir de grouper les principales communes de l’agglomération en un “Syndicat Intercommunal contre la pollution de l’atmosphère” »⁸²⁴. L’arrêté municipal relatif à la production de fumées industrielles n’est pas circonscrit au seul cas villeurbannais : il concerne aussi les communes de l’agglomération lyonnaise (Lyon, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons, La Mulatière, Pierre Bénite, Sainte-Foy-les-Lyon, Tassin-la-Demi-Lune et Vénissieux⁸²⁵). La ville de Lyon s’intéresse à ce problème dès la fin du XIX^e siècle. Cette problématique des fumées industrielles est alors nouvelle en France : c’est seulement en 1932 que le Parlement statue sur les fumées industrielles avec la loi Morizet, soit un siècle après le premier *Smoke Prohibition Act* britannique de 1821⁸²⁶. Cette question des fumées industrielles et des poussières anime alors les réformateurs sociaux et les urbanistes : la lutte contre les fumées, poussières et gaz toxiques est l’un des thèmes traités en 1937 lors du congrès international d’urbanisme de Paris. Mais la loi Morizet est plutôt mal reçue « par les acteurs de cette régulation concertée au niveau local, qui se sont sentis dépossédés du rôle qu’ils avaient joué dans l’application d’arrêtés municipaux »⁸²⁷. Cette loi transfère en effet la compétence en matière de réglementation des fumées industrielles au préfet. A partir de septembre 1932, une centrale thermique, installée aux abords du four à incinérer, est mise en fonctionnement. Cette centrale fonctionne sur le modèle de la régie municipale et dessert d’abord le quartier des Gratte-Ciel, en cours de construction. Cette innovation est utilisée dans la fabrique symbolique de la ville, car Lazare Goujon prononce un discours le 6 août 1932 à destination des habitants dans lequel il explique que le chauffage urbain apporte une solution à la lutte contre les

⁸²⁴ AMV-5J6-Rapport de Jean Fleury à Lazare Goujon sur les résultats de la campagne contre les fumées, daté du 12 novembre 1930, p.1-2.

⁸²⁵ Stéphane FRIOUX, *op. cit.*, 2013, note 34, p.326.

⁸²⁶ Voir l’article de Geneviève MASSARD-GUILBAUD, « La régulation des nuisances industrielles urbaines (1800-1940), in *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p.59.

⁸²⁷ Stéphane FRIOUX, *op. cit.*, 2013, p.332.

fumées industrielles et qu'il participe à « imprimer à la Ville de Villeurbanne un cachet véritablement scientifique d'urbanisme moderne »⁸²⁸. La centrale thermique est présentée par le maire « comme la seule distribution de chaleur et d'énergie thermique établie en France et probablement dans le monde entier, d'après des principes aussi nouveaux et dans des conditions de généralisation aussi complètes »⁸²⁹. L'originalité de cette innovation apparaît dans un article publié dans la presse locale *Le progrès* du 2 février 1933 sur « Le péril immanent du brouillard et la police des fumées » qui indique que le chauffage urbain est un moyen permettant de réduire l'émission de fumées en ville : « Alors que les Etats-Unis comptent cent dix mille *milles* de réseaux de chauffage urbain, avec cent soixante villes chauffées par quartier, la France ne compte guère que le réseau de Bercy à Paris, et celui de Villeurbanne, à Lyon »⁸³⁰. L'assainissement urbain est bien un critère de modernité, et dans ce cadre Villeurbanne n'est plus qualifiée de banlieue mais bien de ville par le maire, dénomination réservée depuis la fin du XIX^e siècle à Lyon dans les délibérations du conseil municipal. Cette innovation constitue un réel bouleversement des modes de vie pour les habitants des logements connectés, mais l'extension en réseau du chauffage urbain est alors conditionnée par la proximité de la centrale thermique. C'est pourquoi elle se fait d'abord dans le nouveau quartier des Gratte-Ciel. Mais elle concerne également des édifices communaux, tels l'hôtel de ville, les écoles, les HBM et les usines du quartier.

La comparaison du réseau de chauffage urbain en 1934 [Fig.12] et en 1944 [Fig.13] permet de voir que celui-ci se développe rapidement, dès le début des années 1930 mais qu'il est stoppé par la période de la guerre. Ces deux plans du réseau de chauffage urbain rendent compte de l'extension réelle de cette innovation sur 10 années. Elle ne concerne que les environs proches du nouveau centre urbain construit à partir de 1931 sous Lazare Goujon. Au total en 1944, ce sont les principaux bâtiments publics (hôtel de ville, théâtre, écoles), l'église, 10 usines et près de 4 000 personnes vivant dans des logements collectifs qui sont connectés. D'un point de vue

⁸²⁸ AMV-BMO-n°77, septembre 1932, p.1763.

⁸²⁹ *Idem*.

⁸³⁰ AMV-5J6-Article du journal *Le progrès*, daté du 2 février 1933, sur « *Le péril immanent du brouillard et la police des fumées* ». La mention de « Villeurbanne, à Lyon » montre que l'auteur de cet article présente soit Villeurbanne telle un quartier de Lyon, ou soit « Lyon » est utilisé telle une entité géographique permettant de localiser Villeurbanne.

de l'analyse urbaine, on constate un effet de ségrégation spatiale entre les îlots du centre de la ville et l'essentiel du territoire. Ce constat permet de saisir le décalage important qui existe entre les discours modernistes sur le chauffage urbain destiné à tous, et la temporalité de l'accès réel à cette innovation urbaine pour l'ensemble des habitants. La représentation de Villeurbanne comme une ville moderne dotée d'un système original de chauffage procède de la métonymie car elle ne concerne en fait dans un premier temps que les quartiers centraux de la ville.

4. Eclairer la ville

L'éclairage urbain constitue un élément discriminant pour les habitants, ainsi qu'un enjeu politique pour les édiles et économique pour les entreprises⁸³¹. A Villeurbanne, l'extension du réseau de canalisation de gaz progresse en fonction des principales voies de communication selon une orientation ouest-est. Un décalage apparaît très nettement sur la carte du réseau de canalisation de gaz établie au 16 février 1925 [Fig.14], entre l'ouest villeurbannais caractérisé par une emprise urbaine et l'est essentiellement rural. Or c'est sur ce réseau que l'éclairage au gaz prend appui. En conséquence, l'accès au réseau de gaz, qui constitue un critère de modernité, définit une ségrégation spatiale entre l'est et l'ouest de la commune.

Les habitants jouent un rôle essentiel dans la modernisation des quartiers périphériques déconnectés du réseau de gaz, d'électricité ou de l'eau en se constituant en comités qui se chargent de transmettre des pétitions à la municipalité. Certaines pétitions permettent de connaître les représentations que les signataires se font de leurs quartiers, délaissés par la municipalité. Par exemple, en décembre 1925, les membres du bureau du syndicat de défense des intérêts économiques du quartier Saint-Jean et de la route de Vaulx à Villeurbanne, adressent une pétition au maire dans laquelle ils expriment leur mécontentement en raison de l'absence d'éclairage la nuit. « Tandis que beaucoup de petites communes de France, même éloignées de

⁸³¹ Voir Serge PAQUIER et Jean-Pierre WILLIOT (dir.), *L'industrie du gaz en Europe aux XIX^e et XX^e siècles : l'innovation entre marchés privés et collectivités publiques, actes des colloques organisés par les universités d'Artois et de Genève en mars et décembre 1999*, Bruxelles, Presses Interuniversitaires européennes, 2005, 613 p.

Pour Lyon voir la thèse de Jean-Marie GIRAUD, *Gaz et électricité à Lyon (1820-1946), des origines à la nationalisation*, thèse de doctorat sous la direction de H. Morsel, Université Lumière Lyon II, 1992, 1160 p.

tout grand centre, sont actuellement éclairées par l'électricité, le quartier de Saint-Jean faisant partie de la plus grande commune de France, à deux kilomètres à peine des limites de la Ville de Lyon, n'est pas encore éclairé. Ce quartier situé au-delà du canal et à l'extrême limite de la commune, semble ignoré de la municipalité et comme abandonné par elle à ses propres moyens. Ses habitants contribuables comme tous auraient droit nous le croyons à un peu de considération et d'intérêt »⁸³². Les 150 pétitionnaires, sur près de 300 habitants du quartier, dénoncent alors les dangers de circulation la nuit, surtout l'hiver, et l'insécurité engendrée par l'absence d'éclairage public. Cette pétition a un impact car l'ingénieur de Villeurbanne se rapproche aussitôt du directeur de la compagnie de Jonage afin d'obtenir l'éclairage des principales voies du quartier Saint-Jean⁸³³. Des échanges ont alors lieu avec la préfecture du Rhône et la municipalité sollicite le génie rural rattaché au ministère de l'Agriculture afin d'obtenir une subvention permettant d'électrifier le quartier Saint-Jean⁸³⁴. Ce quartier rural se trouvant en contact avec la commune de Vaulx-en-Velin, le montage financier est établi entre le ministère de l'Agriculture⁸³⁵, les communes de Vaulx-en-Velin, de Villeurbanne et les habitants du quartier. L'éclairage des voies publiques à Villeurbanne ne fait pas l'objet d'un plan municipal d'électrification du territoire avant 1940. « Comme lors de la diffusion du gaz, l'éclairage public est tributaire de l'éclairage privé ; cette logique produit un paysage nocturne où se lit une dichotomie technologique et sociale »⁸³⁶. L'électrification des voies résulte d'un rapport de force entre les habitants constitués en comités de quartiers ou de propriétaires, et la municipalité. L'impulsion de projets d'électrification est donnée par les habitants comme par exemple en 1925 au sein du quartier de la Ferrandière⁸³⁷, en 1929 au Tonkin⁸³⁸ ou dans le quartier des Poulettes⁸³⁹. Les

⁸³² AMV-1074-Electrification du quartier Saint Jean 1925-1939-Pétition du bureau du syndicat de défense des intérêts économiques du quartier Saint Jean et de la route de Vaulx à Villeurbanne au maire de Villeurbanne, datée du 13 décembre 1925.

⁸³³ AMV-1074-Electrification du quartier Saint Jean 1925-1939-Lettre de Jean Fleury au directeur de la compagnie de Jonage, datée du 25 janvier 1926.

⁸³⁴ AMV-1074-Electrification du quartier Saint Jean 1925-1939-Lettre du génie rural au maire de Villeurbanne à la suite de son étude de terrain et sa rencontre avec le président du syndicat de défense des intérêts du quartier de Saint Jean, datée du 30 janvier 1930.

⁸³⁵ AMV-1074-Electrification du quartier Saint Jean 1925-1939-Copie de la lettre du ministre de l'agriculture au préfet du Rhône, datée du 17 décembre 1931.

⁸³⁶ Jean-Michel DELEUIL, « Du bec de gaz à l'halogène. Les enjeux de l'éclairage public à Lyon », in *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n°1, 1995, p.23.

⁸³⁷ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 17 septembre 1925, p.212.

habitants n'hésitent pas à rappeler au maire ses promesses au sujet de l'électrification de secteurs de la commune. Par exemple, le 14 janvier 1932, un habitant du quartier des Brosses rappelle au maire que « dans une réunion faite il y a quelque temps, au café Treillon aux Brosses, dont vous avez bien voulu l'honorer de votre présence, vous aviez promis que l'électrification de ce secteur serait chose vite faite. Voyant que la chose ne se réalisant pas je viens faire appel à votre haute compétence me renseigner à ce sujet »⁸⁴⁰. Le maire répond qu'en ce qui concerne les lignes électriques projetées dans le quartier des Brosses les « pourparlers sont engagés et (qu'il) s'occupe personnellement de cette affaire qu'(il) aimerai(t) voir se réaliser le plus tôt possible »⁸⁴¹. Cet échange est caractéristique de la relation qui se noue entre les habitants et les édiles durant l'entre-deux-guerres car l'éclairage, comme la viabilisation des chemins, la gaz et l'eau deviennent un enjeu électoral. Le maire joue alors le rôle d'intercesseur : il relaie les demandes des propriétaires prêts à financer les coûts afférant à l'électrification de leur quartier auprès de la société lyonnaise des forces motrices du Rhône. Il joue ce rôle dès avant la guerre. En effet, la loi du 15 juin 1906 impose « aux communes d'organiser sur leur territoire la distribution électriques »⁸⁴², mais l'entreprise d'électrification du territoire ne prend réellement forme à Villeurbanne que pendant l'entre-deux-guerres, à la suite de l'augmentation des demandes des habitants. Si la municipalité ne définit pas, dans l'entre-deux-guerres, un programme d'électrification nervurant l'ensemble du territoire, elle intervient en revanche en autorisant la pose de canalisations

⁸³⁸ AMV-1074-Electrification du quartier du Tonkin 1929-1937-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 19 août 1929, rappelant qu'un comité des propriétaires riverains de l'avenue Galline et de la rue du Tonkin s'est constitué afin d'obtenir l'électrification de ces voies ; AMV-1074-Electrification du quartier du Tonkin 1929-1937-Lettre de propriétaires au maire de Villeurbanne demandant une dérivation de la ligne de distribution électrique de l'avenue Galline, datée du 14 octobre 1929 ; AMV-1074-Electrification du quartier du Tonkin 1929-1937-Pétition de 38 propriétaires et commerçants demandant l'éclairage électrique de la place Félix Mangini et des rues adjacentes, 1929.

⁸³⁹ AMV-1074-Electrification rue Paul Cambon 1929-Lettre de propriétaires riverains du chemin des Poulettes et de la rue Paul Cambo, datée du 4 avril 1929.

⁸⁴⁰ AMV-1074-Electrification du lotissement Bel Air 1931-1933-Lettre de Monsieur Gorbety au maire de Villeurbanne, datée du 14 janvier 1932. L'orthographe et la syntaxe originelles sont respectées.

⁸⁴¹ AMV-1074-Electrification du lotissement Bel Air 1931-1933-Lettre du maire de Villeurbanne à monsieur Gorbety, datée du 19 janvier 1932.

⁸⁴² Alexandre FERNANDEZ, « Les lumières de la ville. L'administration municipale à l'épreuve de l'électrification », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°62, avril-juin 1999, p.111.

électriques⁸⁴³. Le degré d'intervention de la municipalité dans l'électrification du territoire est défini par sa capacité à négocier, avec la société des forces motrices du Rhône détentrice d'un monopole, la localisation de lignes afin de connecter certains quartiers. Intervenant sur l'espace public, la société doit obtenir l'autorisation de la municipalité or celle-ci, grâce aux rapports techniques de ses services, a une certaine latitude : elle peut mettre des conditions à l'autorisation donnée. La municipalité se dote par ailleurs d'outils cartographiques lui permettant de connaître la localisation précise des canalisations existantes installées par la société des forces motrices du Rhône en 1931. Et elle obtient, en accord avec cette dernière, que le réseau de canalisations électriques soit régulièrement reporté sur un plan parcellaire de la commune au 1/1000⁸⁴⁴. Il n'y a donc pas de problème de gouvernance ni de captation de savoirs de la part de la société privée, mais bien une mutualisation de ceux-ci. Un jeu de négociation s'établit entre la municipalité et la compagnie. La préfecture intervient dans ce jeu, car la société des forces électriques du Rhône exerce par convention un service public. De même, l'imbrication territoriale entre Lyon et Villeurbanne stimule des accords intercommunaux pour l'électrification de voies privées⁸⁴⁵. Comme l'a rappelé Cristina Accornero dans son étude sur les politiques réformatrices à Turin au début du XX^e siècle, « le rôle de l'administration municipale en tant qu'agent provocateur de renouvellement urbain n'est pas suffisant pour expliquer les mécanismes des processus de modernisation du territoire »⁸⁴⁶. La production réglementaire est essentielle, car elle définit le cadre d'intervention des municipalités. L'entrée dans la fabrique de la ville par la prise en compte de ce jeu de négociation et de pouvoir entre administrés, municipalités, autorité étatique et entreprises privées dépositaires d'un service public est donc essentielle afin de comprendre les mécanismes des processus de modernisation du territoire.

En prenant le cas de l'électrification, Alexandre Fernandez a montré l'impact de ce qu'il appelle « le système moderne des services techniques publics urbains » sur

⁸⁴³ AMV-1072-Dossier pose de canalisation électriques 1911-1933 et AMV-1073-Pose de canalisations électriques 1931-1945.

⁸⁴⁴ AMV-1075-Dossier usine de Cusset-Sous-dossier correspondance 1925-1940-Lettre du maire de Villeurbanne au directeur de la société des forces motrices du Rhône, datée du 10 juin 1931.

⁸⁴⁵ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 17 septembre 1925 faisant état des accords entre Villeurbanne et Lyon pour que cette dernière électrifie le boulevard de l'hippodrome, voie privée appartenant à la ville de Lyon.

⁸⁴⁶ Cristina ACCORNERO, « Réformer la ville : ingénierie sociale et politique urbaine à turin au début du XX^e siècle », in Yannick MAREC (dir.), *op.cit.*, 2007, p.168.

l'administration municipale. Il précise qu'à partir de l'entre-deux-guerres « on ne pourra plus administrer les communes comme avant (...). Les techniques de l'édilité qu'il s'agit désormais de mettre en œuvre bouleversent les conditions d'exercice de l'administration municipale »⁸⁴⁷. La modernisation de la ville, par l'extension du progrès technique, modifie l'organisation du système urbain et le mode de vie des habitants ainsi que la relation de ceux-ci au pouvoir municipal car la municipalité est perçue comme une actrice du progrès technique et de la fabrique de la ville en raison du rôle d'intercesseur qu'elle occupe entre administrés et entreprises privées. Ce statut d'intercesseur conféré par les habitants et les propriétaires aux municipalités les institue en actrices de la production urbaine. Il y a ainsi un changement radical de la figure mayorale, par la politisation du progrès technique.

L'extension du réseau d'éclairage, notamment de l'éclairage au gaz, est l'objet de l'attention des édiles jusqu'à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale. Entre 1927 et 1939, le nombre de lanternes à gaz augmente de 59 % [Tableau 6], même si cette hausse se trouve ralentie dès le milieu des années 1930 en raison de la concurrence des lanternes électriques et des effets de la crise économique.

L'électrification publique devient un enjeu politique durant l'entre-deux-guerres. Dans sa profession de foi lors des élections municipales de mai 1929, la municipalité socialiste sortante de Lazare Goujon intègre l'électrification dans le bilan municipal dressé depuis 1924, en prenant soin de préciser que ce système d'éclairage était inexistant entre 1919 et 1924. « En ce qui concerne l'électricité, l'administration est venue, de tout son pouvoir, aider l'électrification de nouveaux quartiers. C'est ainsi que l'électricité a pu être obtenue, grâce au concours de la Commune, dans les quartiers de la Ferrandière, du Roulet, des Büers, de la Poudrette, de la Feyssine, de Cyprian, et qu'elle sera bientôt installée dans divers autres quartiers »⁸⁴⁸. Le poids des comités de quartier dans la modernisation de la ville est par ailleurs souligné⁸⁴⁹. L'extension de l'éclairage électrique axial à toutes les grandes voies de la commune, parallèlement à l'extension de la viabilisation et à l'assainissement des voies privées

⁸⁴⁷ Alexandre FERNANDEZ, « Les lumières de la ville. L'administration municipale à l'épreuve de l'électrification », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°62, avril-juin 1999, p.119.

⁸⁴⁸ AMV-10Z1-Elections municipales du 5 mai 1929. Parti socialiste SFIO, *Nos réalisations municipales. Notre programme*, Villeurbanne, A.T.L., p. 9-10.

⁸⁴⁹ Le maire précise que « certaines de ces améliorations ont été réalisées en complet accord et avec le concours des comités des divers quartiers » dans AMV-10Z1-Elections municipales du 5 mai 1929. Parti socialiste SFIO, *Nos réalisations municipales. Notre programme*, Villeurbanne, A.T.L., p.9.

et le développement du réseau d'égouts, sont alors intégrés dans le programme de 1929. A l'occasion des élections municipales de mai 1935, la municipalité intègre dans son bilan l'extension de l'éclairage électrique. La brochure publiée en 1935 par l'équipe municipale de Lazare Goujon précise « en 1924, Villeurbanne ne connaissait que l'éclairage au gaz. Maintenant le nombre des lanternes à gaz a été triplé et l'éclairage électrique axial est assuré à l'aide de 673 lampes ; l'éclairage sur poteaux en comporte 300 »⁸⁵⁰. La municipalité se met en scène à travers l'extension du progrès technique sur le territoire communal. L'ouvrage publié en 1934 par la municipalité et intitulé *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration* souligne cette extension de l'éclairage public⁸⁵¹. Or ce bilan permet aussi de constater l'effet de ségrégation spatiale induit par l'expansion spatiale différenciée de l'électrification, qui se concentre alors dans les quartiers ouest de Villeurbanne. Ceux-ci sont marqués par une forte densité de population, et plus urbanisés. Ils sont éclairés par des lampes de 140 watts tandis que dans « les quartiers éloignés, où la circulation est presque nulle, un éclairage de sécurité est assuré par des lampes électriques de 60 watts »⁸⁵². Le progrès technique est utilisé politiquement par la municipalité car il est signe du progrès social et de la modernisation de la ville. Un décalage se fait jour entre la pluralité d'acteurs intervenant dans la modernisation urbaine et les discours des édiles qui se positionnent auprès des habitants, dans une logique politique, comme des acteurs essentiels, sinon exclusifs, de la diffusion de progrès techniques sur le territoire qu'ils administrent.

Les relations parfois conflictuelles entre les municipalités de la banlieue lyonnaise et les sociétés concessionnaires de services publics tels l'eau, l'électricité ou le gaz induisent des rapports de force qui stimulent le développement de l'intercommunalité, qui se traduit par la formation de syndicats intercommunaux. Les tensions entre ces municipalités et la Compagnie générale des eaux poussent par exemple les édiles à se regrouper dès 1928, afin d'uniformiser les conventions et de s'assurer un meilleur contrôle de la distribution d'eau publique.

⁸⁵⁰ AMV-10Z1-*Qu'ont fait les conseillers municipaux sortants ? Ceci...*, Villeurbanne, A.T.M., 1935.

⁸⁵¹ *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration*, Villeurbanne, A.T.L., 1934, p.289-291.

⁸⁵² *Idem*, p.290.

5. De la gestion du service des eaux au développement de l'intercommunalité

L'assainissement du réseau d'eau et la structuration des égouts constituent des problématiques essentielles dans la gestion des systèmes urbains. L'installation de bouches d'arrosage et de bouches de protection contre l'incendie augmente durant l'entre-deux-guerres notamment à la demande des habitants, qui souhaitent obtenir une amélioration du nettoyage des rues. Entre 1924 et 1934, le nombre de bouches d'arrosage est multiplié par 4,6 en passant de 25 à 116, et les bouches d'incendie sont plus que doublées et passent de 53 à 126. Les municipalités doivent, en raison de l'organisation des réseaux d'eau, intervenir non plus seulement à l'échelon communal, mais intercommunal. Elles composent dès lors avec les communes voisines et les entreprises concessionnaires. La structuration du réseau d'égouts s'élabore à l'échelle intercommunale car les communes de l'est de l'agglomération dépendent du réseau d'égouts de la ville de Lyon. Cette dépendance des systèmes d'égouts a été une source de conflits entre Lyon et Villeurbanne à la fin du XIX^e siècle puis, les relations s'apaisant entre les deux villes dès 1910, une convention est signée en 1913. Sous le mandat de Lazare Goujon, la municipalité projette l'élaboration d'un projet général des égouts, en juillet 1925. Pour financer cette extension du réseau d'égouts, la municipalité crée une taxe sur les nouveaux embranchements. Selon le rapport du maire : « Les mesures d'hygiène nécessitées par l'accroissement de la population rendent insuffisant le réseau d'égouts existant dans la commune de Villeurbanne. Dans les rues non-canalises l'écoulement des eaux usées par surface a le double inconvénient de former un foyer de contamination et de nuire à la solidité et au bon aspect de la chaussée, j'ai donc fait établir un projet général d'égouts »⁸⁵³. Pour financer ces travaux le maire propose de mettre en place une nouvelle taxe en s'inspirant des pratiques d'autres municipalités dont celle de Lyon. « Pour faire face aux dépenses entraînées par l'exploitation et l'entretien de leur réseau d'égouts, certaines villes ont obtenu l'autorisation de percevoir une taxe des riverains des rues canalises. Cette sorte de participation des propriétaires riverains est parfaitement justifiée, d'un côté par l'augmentation de salubrité et de bien être apportée aux habitants d'une rue par la création d'un égout, de l'autre par

⁸⁵³ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 8 juillet 1925, p.165.

l'augmentation des charges de la commune, amortissement de la dépense et frais d'entretien »⁸⁵⁴. Le taux de cette taxe annuelle est alors fixé à 2 % de la valeur locative afin de l'indexer sur l'inflation. Elle doit être versée par les propriétaires des bâtiments desservis par le réseau des égouts. Ce projet général d'égouts consiste en la construction par tranche de collecteurs dans les zones de la ville dépourvues d'accès au réseau. Mais cette réflexion sur le réseau d'égouts de Villeurbanne ne conduit nullement à sa réorganisation : les égouts villeurbannais continuent de se déverser dans ceux de Lyon. Le maire explique simplement « notre réseau se déversant dans celui de la Ville de Lyon, les collecteurs projetés suivent sensiblement la direction est-ouest »⁸⁵⁵. Ainsi, la question de la circulation des eaux usées n'est traitée qu'en amont puisque le problème de la gestion de ces déchets est laissé à la municipalité de Lyon. Des échanges entre services municipaux ont toutefois lieu et conduisent à une modernisation des égouts villeurbannais. Dans son rapport fait aux édiles, le maire mentionne les exigences de la ville de Lyon en matière d'hygiène car « la ville de Lyon en attendant la création de son tout-à-l'égout, n'admet le déversement des fosses d'aisance à l'égout que dans le cas où elle sont munies d'un dispositif spécial adopté par le service municipal que les propriétaires doivent exécuter à leurs frais s'ils veulent brancher leurs fosses d'aisance à la canalisation. Notre service d'entretien sera chargé de veiller à l'observation de ce principe et signalera les branchements clandestins qui, tant à Lyon qu'à Villeurbanne, ont été si nombreux jusqu'à ce jour que des intoxications fréquentes assez graves sont survenues dans des équipes d'égoutiers »⁸⁵⁶. Face à ce danger, on assiste à une uniformisation des pratiques d'hygiène et de la police sanitaire en raison de cette interdépendance réticulaire entre les deux communes. La municipalité de Villeurbanne se dote pour cela d'un service d'entretien et de nettoyage du réseau d'égout. Jusqu'alors une seule personne en avait la charge. L'entretien inefficace du réseau d'égout avait engendré de graves avaries, c'est pourquoi la municipalité, en s'appuyant sur l'exemple lyonnais, constitue une équipe composée d'un brigadier, de quatre égoutiers et de quatre manœuvres. La mise en réseau physique des villes participe à leur mise en relation et à une uniformisation des pratiques. Mais on peut noter qu'en dépit des relations manifestement apaisées

⁸⁵⁴ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 8 juillet 1925, p.167.

⁸⁵⁵ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 8 juillet 1925, p.165.

⁸⁵⁶ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 8 juillet 1925, p.168.

entre Lyon et Villeurbanne, cette relation d'interdépendance pose très vite problème et cela des deux côtés. En effet, afin de ne pas grever les finances lyonnaises sans contrepartie, Villeurbanne doit par convention verser à Lyon une redevance s'élevant à 0,20 centimes par mètre courant de canalisation. Cette taxe est revue à la hausse en mai 1926 et passe à 0,50 centimes car « la Ville de Lyon considère que le taux actuel de la redevance ne correspond plus aux dépenses supplémentaires de curage imposées à la Ville, que la longueur des égouts dans la commune de Villeurbanne a augmenté d'une façon notable, et que la qualité des eaux s'est également modifiée du fait de l'installation de nombreuses usines, que d'autre part, les frais d'entretien des égouts ont doublé depuis 1921 »⁸⁵⁷. Ce cas est intéressant car il souligne les problèmes liés à cette interconnexion et plus spécifiquement au déversement des eaux des usines dans le réseau d'égouts. Si Villeurbanne s'appuie sur le réseau de sa voisine en augmentant le débit des eaux déversées à Lyon, on voit émerger un certain nombre de difficultés, qui sont vite résolues grâce à cette interdépendance. Par exemple, le 30 juin 1926, le maire de Lyon invite la municipalité à se prononcer sans retard sur la participation de la commune de Villeurbanne à la construction d'un collecteur de grande section destiné à dédoubler la canalisation du Cours Lafayette. Cette demande reçoit le soutien du maire de Villeurbanne car il comprend bien les enjeux du problème. « Nous avons (...) à participer dans la construction de l'égout de la Ville de Lyon. En effet, le débit du réseau de notre commune, impose, pour ce collecteur, une section plus forte : s'il drainait seulement son périmètre, il aurait une section déterminée bien inférieure à celle exigée par l'apport d'eaux usées considérable venant des usines de Villeurbanne. La Ville de Lyon nous demande de payer la différence de prix correspondant à la différence de section (...). Il est certain, Messieurs, que la Ville de Lyon construirait son égout, même si nous ne voulions pas entrer en pourparlers ; mais nous serions fort gênés le jour où ayant construit par nécessité un égout (sous le cours) Anatole France, nous nous verrions interdire par elle d'en déverser les eaux dans le collecteur qu'elle aurait construit. Nous serions bien embarrassés également si la Ville de Lyon sectionnait actuellement la canalisation aussitôt après la Place de la Cité. La participation, en principe, est parfaitement logique, et vous êtes, Messieurs, invités ce soir, pour ne

⁸⁵⁷ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 21 mai 1926, p.317.

pas retarder les travaux prévus par la Ville de Lyon à prendre une décision »⁸⁵⁸. On voit très clairement dans ce cas, la relation de dépendance établie entre les deux villes en raison de l'interconnexion de leurs réseaux d'égout. Lyon doit accroître en aval les capacités de collecte des eaux usées, tandis que Villeurbanne se doit de participer à ces travaux de modernisation car elle dépend du bon fonctionnement de ce système. L'augmentation du débit d'eaux usées venant de Villeurbanne est due à sa croissance démographique et au rôle des usines. C'est pourquoi le maire se rapproche les industriels villeurbannais, « auteurs de l'augmentation du volume d'eau dans les égouts, en vue de leur faire payer cette dépense supplémentaire »⁸⁵⁹. L'amélioration du réseau d'égouts doit être relié à la dépendance réticulaire de Lyon et de Villeurbanne, et à la volonté commune d'améliorer l'hygiène urbaine. Le réseau d'égouts connaît un fort développement durant l'entre-deux-guerres : il est presque triplé et passe de 25 km de longueur à près de 69 km entre 1925 et 1934.

L'échelle intercommunale prend forme dans le cadre des relations conflictuelles qui apparaissent durant l'année 1928 entre les municipalités de la banlieue lyonnaise et la Compagnie générale des eaux à la suite de problèmes d'approvisionnement qui surviennent entre 1925 et 1927. Les municipalités adhérentes à l'association des maires du département du Rhône se réunissent au moins à partir de mai 1928, afin d'entamer des pourparlers avec la compagnie générale des eaux⁸⁶⁰. C'est dans ce cadre que l'action des communes de la banlieue de Lyon situées sur la rive droite de la Saône et sur la rive gauche du Rhône est coordonnée. Le projet de constitution d'un syndicat intercommunal des eaux de la banlieue lyonnaise est alors formulé en septembre 1928⁸⁶¹. Cette union des communes de la banlieue est accélérée par l'apparition en novembre 1928 d'une grave épidémie de typhoïde touchant la population de la rive droite de la Saône dont le réseau d'eau, distinct de celui de la rive gauche du Rhône, est contaminé par des puits de l'usine de Vassieux appartenant à la Compagnie générale des eaux. Ce danger sanitaire est un facteur essentiel du développement de l'intercommunalité. Selon une brochure écrite par

⁸⁵⁸ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 30 juin 1926, p.336.

⁸⁵⁹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 30 juin 1926, p.337.

⁸⁶⁰ 1O65-Dossier syndicat intercommunal des eaux 1886-1958-Convocation de l'association des maires du Rhône à assister à une réunion des communes desservies par la compagnie générale des eaux le lundi 7 mai 1928.

⁸⁶¹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 29 octobre 1928, p.591.

Lazare Goujon faisant l'historique de la constitution du syndicat intercommunal des eaux de la banlieue lyonnaise, c'est la municipalité de Villeurbanne qui serait à l'initiative du projet. Il indique que c'est lui qui convoque les maires des 32 communes desservies par la compagnie générale du Rhône lors d'une réunion au sein de la salle du conseil municipal, le 30 septembre 1928, afin d'instituer le syndicat intercommunal. L'objectif est alors de constituer « un bloc formé par toutes les communes desservies »⁸⁶². Si le rôle d'impulsion du maire de Villeurbanne est mis en valeur dans ce texte il convient de faire une analyse critique de cette source. Cette brochure est publiée à la veille des élections de mai 1935, au moment où la position politique de Lazare Goujon est fragilisée par la campagne électorale des communistes. Elle reprend le texte écrit par Lazare Goujon dans son bilan administratif intitulé *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration*⁸⁶³. Ce récit de l'histoire du syndicat intercommunal permet au maire d'intégrer cette création à son bilan municipal à fin de propagande. Ce texte est d'ailleurs publié dans le bulletin municipal de mai 1935⁸⁶⁴. Ce récit de l'initiative mayorale est ensuite repris en 1947, au moment du retour de Lazare Goujon au poste de maire, dans un bilan de l'action du syndicat intercommunal publié par la municipalité de Villeurbanne⁸⁶⁵. Cette contextualisation de la source nous invite à prendre de la distance avec ce récit. L'instance coordinatrice des municipalités de la banlieue lyonnaise semble plutôt être l'association des maires du département du Rhône. De plus, la préfecture joue un rôle de premier plan en autorisant la constitution de ce syndicat intercommunal par arrêté le 7 février 1929. Si Lazare Goujon se présente en acteur essentiel de cette coordination intercommunale, c'est parce qu'il a obtenu la présidence du syndicat intercommunal. Cette fonction lui est certainement donnée car il est à la fois député et maire de la deuxième commune du département du Rhône à l'époque. Le syndicat intercommunal est chargé d'uniformiser les traités séparés entre la Compagnie générale des eaux et les communes, et de faire pression afin d'obtenir une amélioration technique. L'intercommunalité procède d'une logique de centralisation

⁸⁶² AMV-10Z1-Bilan des réalisations municipales de 1924 à 1939-Brochure Une réalisation collective des municipalités de la banlieue de Lyon, 1928-1935, Villeurbanne, A.T.L., 1935, p.1. (8p.)

⁸⁶³ *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration*, Villeurbanne, A.T.L., 1934, p.280-283.

⁸⁶⁴ AMV-BMO, n°109, mai 1935, p.2581-2583.

⁸⁶⁵ AMV-10Z1-Bilan des réalisations municipales de 1924 à 1939-Brochure *Le syndicat intercommunal des eaux de la banlieue de Lyon. Résumé de son activité depuis sa création en 1928 jusqu'au mois d'octobre 1947*, Villeurbanne, A.T.L., 1947, p.1.

et de réduction des particularismes locaux. Son but est de « remplacer des actions dispersées, temporaires, locales, et parfois divergentes, par une action concertée, permanente, d'intérêt général »⁸⁶⁶. Il faut noter que la logique partisane n'est en aucun cas mobilisée comme un argument fédérateur des municipalités de la banlieue de Lyon. Dans son étude consacrée à la création du syndicat intercommunal du gaz en banlieue parisienne, créé en 1903 et fédérant près de soixante communes de la Seine et de la Seine-et-Oise afin d'assurer le contrôle de la production et de la distribution du gaz de houille, Juliette Aubrun constate de même que « ni l'initiative, ni le regroupement ne semble se faire sur une base partisane »⁸⁶⁷. L'intercommunalité est une innovation administrative dont l'objet principal est de coordonner l'action municipale afin d'intervenir dans les rapports avec les entreprises concessionnaires de services publics tels que le gaz, l'eau et l'électricité. Cette expérience intercommunale est pourtant bloquée dès 1931, en raison des tensions qui apparaissent avec la Compagnie générale des eaux. Elle a pour effet de d'établir un système de contrôle des tarifs et de l'approvisionnement en eau. Le projet d'un regroupement intercommunal est réactivé en 1934 par l'association des maires du département du Rhône qui se donne pour but la défense des intérêts de la commune pour l'établissement et la révision des traités conclus et à conclure ou à renouveler avec les compagnies concessionnaires des services publics relatifs à la force, à la lumière et à l'éclairage public⁸⁶⁸. Le syndicat intercommunal d'électricité de la région de Lyon prend forme en juillet 1934⁸⁶⁹. Ces initiatives sont portées par l'association des maires du département du Rhône, qui compte 237 membres en 1931⁸⁷⁰, et elles influent sur l'organisation des systèmes urbains puisqu'elles permettent de traiter de problématiques urbaines communes à l'échelle de l'agglomération lyonnaise. Le gouvernement municipal est ainsi modifié par la création durant l'entre-deux-guerres, de l'association des maires du Rhône et de syndicats intercommunaux.

⁸⁶⁶ *Idem*, p.4.

⁸⁶⁷ Juliette AUBRUN, « S'unir pour gérer un service public », in *Cahiers Jaurès* 3/2005, n°177-178, p. 39-51.

⁸⁶⁸ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 14 mai 1934, p.23.

⁸⁶⁹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 13 septembre 1934.

⁸⁷⁰ *La Revue municipale*, n°863, novembre 1911, p.1745. Consulté sur Gallica <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54376001/f7>

La politique réformatrice se traduit par des innovations en matière d'hygiène publique et par l'assainissement et la modernisation de la ville. Sous Lazare Goujon de nouveaux espaces sont aménagés dans le cadre d'une politique de l'enfance et d'une politique sportive. Ces aménagements participent à une modification du fonctionnement urbain en faisant de la ville un lieu de vie, et non plus seulement de résidence et de travail. Cette action réformatrice est nourrie par la prise en compte des dangers urbains dus, principalement, à la pollution industrielle et à la circulation automobile. La lutte contre l'oisiveté et la régénération de la jeunesse à la suite de la Première Guerre mondiale sont des moteurs de cette politique réformatrice socialiste. C'est la raison pour laquelle est lancée une politique de l'enfance et une politique sportive destinée à améliorer la santé des populations. Cette politique procède d'un véritable changement de conception de la ville qui n'apparaît pas seulement comme un espace de résidence ou de travail mais devient également un espace de loisirs et d'éducation. Villeurbaine apparaît comme un laboratoire d'expériences qui se nourrit aussi de l'échec de certains de ses projets.

II. De nouvelles fonctions urbaines

A. Des espaces de loisirs et d'éducation dans la ville

La municipalité est le premier échelon d'application des politiques éducatives et de formation des futurs citoyens, par l'intermédiaire des écoles publiques primaires que les édiles financent. Les enjeux politiques, mais aussi urbains de ces édifications en font des espaces privilégiés de l'interventionnisme municipal, avec le soutien de l'Etat. Il est du devoir de la municipalité d'intervenir dans le champ éducatif. Cette intervention municipale est proportionnelle à la croissance de la population enfantine. Cette attention à l'égard des enfants, et notamment de leur santé, est présentée comme un signe d'urbanité. En effet, dès son arrivée à la tête de la mairie, Lazare Goujon institue un service d'inspection médicale des écoles en indiquant aux édiles que « depuis longtemps fonctionne dans la plupart des grandes villes de France, un service d'inspection médicale des écoles. Dans notre ville, il importe également d'instituer un service semblable appelé à rendre les plus grands services à

notre population »⁸⁷¹. Une sectorisation de l'inspection médicale est mise en place : le territoire communal est divisé en 3 secteurs et 3 médecins inspecteurs sont recrutés en décembre 1924. Mais la politique de l'enfance se déploie aussi en dehors du temps scolaire. Des initiatives sont lancées à Villeurbanne, sous le mandat de Lazare Goujon afin, d'une part, de concurrencer l'Eglise dans l'encadrement des enfants, et d'autre part, d'éloigner les enfants des dangers de l'espace urbain. De nouveaux espaces d'éducation et de loisirs apparaissent ensuite : des espaces sportifs sont créés, qui doivent permettre d'intervenir dans la formation des corps, dans une logique de régénération, et de manifester, là encore, l'urbanité de Villeurbanne.

1. De la pouponnière en ville au centre de nourrissement dans les campagnes

Le premier mandat de Lazare Goujon, de 1925 à 1929, est marqué par une politique active à destination de l'enfance. Il s'agit pour le maire d'organiser un ensemble de services et d'espaces nouveaux, qui sont localisés dans, mais aussi hors de la ville. Cette politique se caractérise dans un premier temps par la centralisation dans un même espace des services dévolus à la petite enfance. En effet, le 3 février 1925, le conseil municipal vote l'aménagement de la propriété Beier, acquise par la municipalité, située aux 183-185 route de Genas. La municipalité a l'intention d'en faire un élément central de sa politique en faveur de l'enfance. « La pouponnière de Villeurbanne sera une des institutions d'assistance infantile des plus importantes à côté des consultations de nourrissons, du bureau municipal de nourrices, des garderies d'enfants, des cantines scolaires, des terrains de jeu et de l'inspection médicale des écoles avec le dispensaire médico-pédagogique »⁸⁷². Cette propriété couvre une superficie de 9 000 m², dont 500 m² de bâtiments. Il est prévu d'y installer le bureau d'hygiène de Villeurbanne, ainsi qu'« une pouponnière dans le bâtiment principal à l'ouest de la propriété »⁸⁷³. Le but est d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses ayant des enfants en bas âge. Mais la pouponnière permet aussi de contrôler plus efficacement ces enfants, du fait de la

⁸⁷¹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 12 décembre 1924, p.55.

⁸⁷² AMV-5Q31-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 3 février 1925.

⁸⁷³ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 3 février 1925-p.83.

proximité du bureau d'hygiène. Afin de justifier ce projet, le maire fait au conseil municipal un exposé empreint de la doctrine politique du solidarisme. « Vous savez combien cette œuvre sera utile dans notre cité ouvrière, nous recevrons dans nos locaux bien aménagés, admirablement situés dans un parc, loin d'importantes usines, des enfants de 8 mois à 3 ans. Nous rendrons ainsi les plus grands services aux mères et aux familles qui se trouvent dans l'impossibilité de garder leurs enfants auprès d'elles. Les filles-mères, les veufs ayant des enfants en bas âge, les mères placées en service ou travaillant dans des usines, les veuves placées dans les mêmes conditions apprécieront notre initiative »⁸⁷⁴. La localisation du site doit permettre d'éloigner les enfants de la pollution urbaine, car la pouponnière « sera installée en dehors de l'agglomération, dans un quartier où il n'y a pas d'usines incommodes et où les habitations existantes ne sont presque que des villas. Les locaux seront vastes et bien aérés, ensoleillés de toutes parts, et situés au milieu d'un parc. Les enfants pourront vivre dehors pendant la majeure partie de l'année »⁸⁷⁵. La verdure, l'éloignement du site par rapport aux usines et l'installation contiguë des bureaux de la directrice du bureau d'hygiène, afin d'assurer le suivi médical de la pouponnière, doivent permettre aux jeunes enfants de bénéficier des meilleures conditions d'hygiène et de santé. Cet établissement, directement administré par la municipalité, est plus particulièrement destiné aux familles nécessiteuses. Mais des enfants « payants moyennant un prix de pension qui a été fixé à 200 francs par mois pour la première année »⁸⁷⁶ y sont aussi admis. Par ailleurs, le recrutement des enfants est établi par le bureau d'assistance après enquête sur la situation des parents. Ce système très contraignant s'organise autour des enfants. Il s'agit dans les faits de les éloigner de leur milieu familial, car les parents ne peuvent rendre visite à leur enfant que le premier dimanche de chaque mois durant deux heures. La pouponnière de Villeurbanne s'inscrit dans le cadre des œuvres municipales d'éducation et de protection de l'enfance, comme l'indique le programme officiel de la grande fête d'inauguration du parc municipal, du théâtre de la Verdure et de la Pouponnière, qui a lieu le 5 juillet 1925⁸⁷⁷. Dans cette logique, le bureau d'hygiène exerce un suivi

⁸⁷⁴ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 3 février 1925-p.83.

⁸⁷⁵ AMV-5Q31-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 3 février 1925.

⁸⁷⁶ AMV-BMO, n°1, mars 1926, p.10.

⁸⁷⁷ AMV-4R22-*Œuvres municipales d'éducation et de protection de l'enfance. Grande Fête inaugurale au bénéfice de la caisse des écoles et de l'œuvre villeurbannaise des enfants à la*

important de la situation matrimoniale des familles. Ces statistiques permettent de savoir que, sur les 32 enfants reçus au mois de décembre 1925, près d'un tiers sont des enfants naturels. Parmi les enfants classés dans la catégorie « légitimes », 12 ont un parent malade ou dans l'incapacité d'élever son enfant, 5 ont des parents divorcés, 2 sont orphelins et 2 enfants ont une mère qui travaille à élever d'autres enfants éloignés⁸⁷⁸. Cette pouponnière fonctionne autour d'un petit effectif : elle peut recevoir 34 enfants au maximum. Le traitement des enfants est organisé essentiellement autour de mesure d'hygiène et de prophylaxie. Dès leur arrivée, les enfants sont mis à l'isolement dans une salle d'observation, appelée « le lazaret » pendant 21 jours au moins⁸⁷⁹. Cette institution se caractérise donc davantage par sa dimension médicale qu'éducative.

Cette initiative procède d'une logique expérimentale. La municipalité s'inspire des visites des « pouponnières de Caluire-et-Cuire et du Vinatier »⁸⁸⁰. Cependant, cette expérience se conclut par un échec. Elle est supprimée en juillet 1927. Dans l'ouvrage *Villeurbanne, 1924-1934. 10 ans d'administration*, publié par la municipalité en 1934, le maire revient sur la fermeture de la pouponnière. Il l'explique par les difficultés rencontrées à recruter un personnel compétent, ce dont attestent les archives⁸⁸¹, et dans l'inadaptation de la journée de 8 heures à ce service⁸⁸². Il est aussi fait mention d'importantes difficultés liées à la promiscuité et aux épidémies au sein de la pouponnière. « L'autre source de difficultés provient des maladies contagieuses dont l'apparition est malheureusement par trop fréquente dans les agglomérations d'enfants. En 1926 régna successivement à la Pouponnière : une épidémie de grippe, la rougeole et la diphtérie. Pendant plus de cinq mois, il fallut suspendre les admission, il en résulta un diminution de plus d'un tiers de l'effectif, alors que les frais d'entretien et de personnel restaient les mêmes »⁸⁸³. Un courrier daté de juillet 1934 nous apprend qu'il y eut aussi des décès au sein de la

montagne et des cantines scolaires, programme officiel de la grande fête d'inauguration du 5 juillet 1925 à Villeurbanne, Lyon, imprimerie Sibilat, 1934, 13 p.

⁸⁷⁸ AMV-BMO-n°1-mars 1926-p.9.

⁸⁷⁹ AMV-5Q31-Rapport sur le fonctionnement de la pouponnière, non daté mais certainement de 1925.

⁸⁸⁰ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 3 février 1925-p.86.

⁸⁸¹ AMV-5Q31-Courrier de plainte d'une mère sur les conditions de travail de sa fille âgée de 15 ans et employée dans la pouponnière, daté entre 1925 et 1927.

⁸⁸² *Villeurbanne, 1924-1934. 10 ans d'administration*, Lyon, association typographique de Lyon, 1934, p.173.

⁸⁸³ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 juillet 1927, p.430.

pouponnière : « J'ai eu des décès pendant la durée du fonctionnement, qui n'a pourtant été que de deux années »⁸⁸⁴. Ces difficultés diverses conduisent à la suppression de la pouponnière et à son remplacement par le « centre de nourrissement de Poncin ». La gestion des enfants s'en trouve délocalisée en dehors de la ville, dans la vallée de l'Ain.

Cette pratique consistant à placer des enfants à la campagne, auprès de nourrices, est alors considérée comme plus efficace. Elle est appliquée aussi à Caluire-et-Cuire. « D'autres Villes, comme Caluire-et-Cuire, par exemple, ont fait comme moi. Elles sont enthousiasmées du résultat »⁸⁸⁵. Le chef du bureau d'assistance, le secrétaire général de la mairie et la directrice du bureau d'hygiène se rendent à Poncin et dans les localités avoisinantes afin d'organiser le centre de nourrissement. « De l'étude à laquelle ils se sont livrés, il résulte que Poncin est parfaitement approprié pour recevoir notre centre de nourrissement. En une journée, ils ont recruté 14 nourrices chez lesquelles on peut placer de suite 20 enfants, 3 autres nourrices prendront six enfants en août. Avant de quitter Poncin, ils ont chargé des personnes de la localité de continuer à recueillir les inscriptions et nous sommes convaincus qu'étant donné l'empressement rencontré dans la population, le nombre de nourrices nécessaires au placement de tous les enfants présents à la Pouponnière est atteint actuellement »⁸⁸⁶. La municipalité communique sur cette pratique en parlant de « centre de nourrissement de Poncin » ou de « centre familial surveillé à Poncin »⁸⁸⁷. Dans la pratique, les enfants ne sont pas rassemblés dans un centre, mais répartis dans les foyers de nourrices localisées dans différentes communes de la plaine de l'Ain. En 1934, il apparaît que les enfants se répartissent dans 11 communes différentes. La commune de Poncin ne regroupe que 12 % des enfants placés, ce qui la place en troisième position après la commune de Cerdon qui en accueille le tiers, et celle de Charinaz avec un quart des enfants⁸⁸⁸. Ce placement étant organisé par la municipalité, la surveillance sanitaire incombe à un délégué du conseil municipal, tandis qu'une

⁸⁸⁴ AMV-2D30-Lettre de Lazare Goujon à Louise Saumoneaux, datée du 23 juillet 1934.

⁸⁸⁵ AMV-2D30-Lettre de Lazare Goujon à Louise Saumoneaux, datée du 23 juillet 1934.

⁸⁸⁶ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 juillet 1927, p.431.

⁸⁸⁷ Lazare Goujon, *Villeurbanne, 1924-1934. 10 ans d'administration*, Lyon, association typographique de Lyon, 1934, p.171.

⁸⁸⁸ En 1933, 42 enfants placés par la municipalité de Villeurbanne sont localisés dans 11 communes de la plaine de l'Ain : Cerdon (12), Charinaz (9), Poncin (5), Meyriat (4), Leymiat (3), Serrières (2), Moinant (2), Chiloup (2), Allement (2) (Lazare Goujon, *Villeurbanne, 1924-1934. 10 ans d'administration*, Lyon, association typographique de Lyon, 1934, p.172).

infirmière-visiteuse diplômée, logée dans le pensionnat de Menestruel nouvellement acquis par la municipalité, « assurera sur place la surveillance constante du centre, elle se rendra journellement auprès des nourrices pour leur donner des conseils, veiller à la propreté, l'hygiène et la nourriture des enfants »⁸⁸⁹. Cet exemple de délocalisation d'enfants placés en dehors de la ville, à la suite de l'échec d'une politique, permet d'apprécier les relations qui s'établissent entre Villeurbanne et les communes rurales de l'Ain. De 1927 à 1932, ce sont 156 enfants qui sont ainsi confiés au centre de nourrissement. Le champ d'intervention du pouvoir municipal peut donc s'étendre au-delà de son propre territoire communal. Des représentations bénéfiques associées à la campagne dans le contexte d'urbaphobie qui se développe durant la première moitié du XX^e siècle justifient une telle mesure. La municipalité reste dans ses prérogatives, puisqu'elle intervient sur les conditions de vie des enfants ainsi placés, par le suivi sanitaire qu'elle organise, en rémunérant les nourrices et en leur fournissant une literie complète, et en complétant si nécessaire le linge fourni par les parents. On voit ainsi que la ville s'inscrit entre ruralité et urbanité : les espaces urbains sont organisés par rapport à leur environnement rural⁸⁹⁰. Cette interrelation entre espace urbain et espace rural est particulièrement forte en ce qui concerne les politiques de l'enfance. La ville est en effet perçue comme un espace dangereux pour eux.

Cette représentation négative de la ville justifie la mise en place de politiques dont le but avoué est de retirer les enfants de leur environnement urbain. Cette logique de placement des enfants à la campagne se retrouve dans des municipalités socialistes comme celle de Suresnes durant l'entre-deux-guerres, période de « l'âge d'or des colonies municipales ». Laura Lee Downs a démontré que la municipalisation des colonies de vacances « pendant l'entre-deux-guerres fait d'elles la forme dominante de vacances pour les enfants des classes populaires. Jusqu'à la fin des années 1930, les municipalités restent tiraillées entre deux modes d'organisation : le placement familial chez les paysans et le placement collectif en établissement »⁸⁹¹. C'est dans le cadre de sa politique de l'enfance qu'en juillet 1925, la municipalité de Villeurbanne

⁸⁸⁹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 juillet 1927, p.431.

⁸⁹⁰ Voir à ce sujet *Histoire urbaine*, n°8, 2003/2, Dossier : *La ville, entre urbanité et ruralité*, 186 p., et plus précisément l'introduction de ce numéro par François LOYER et Dominique HERVIER, p.5-8.

⁸⁹¹ Laura LEE DOWNS, *Histoire des colonies de vacances de 1860 à nos jours*, Paris, Perrin, 2009, p.131.

acquiert une propriété à Poncin, à une cinquantaine de kilomètres de Villeurbanne, pour y établir un pensionnat communal et organiser des colonies de vacances⁸⁹². Le foncier municipal s'étend dès lors dans la plaine de l'Ain, afin d'aménager un internat rural primaire. L'instruction qui y est dispensée est elle-même orientée par sa localisation en milieu rural. « L'instruction sera donnée par des instituteurs primaires. En raison du caractère spécial de l'internat, l'instruction ordinairement donnée dans nos écoles sera complétée par un enseignement rural comprenant tout ce qui intéresse le travail de la terre, et par des leçons de préapprentissage »⁸⁹³. L'amélioration de la condition physique des enfants qui y séjournent est au cœur de ce projet. L'éducation physique y est enseignée : des exercices respiratoires et de gymnastique ont lieu quotidiennement⁸⁹⁴. L'efficacité de cette école de plein air est mesurée par la municipalité, qui considère la prise de poids des enfants comme le signe de leur bonne santé⁸⁹⁵. Le souci démographique de l'entre-deux-guerres met alors les colonies « au premier plan des programmes nationaux de “défense sanitaires” de la Nation »⁸⁹⁶. Ce sont les garçons âgés de 6 à 14 ans qui sont concernés par cette entreprise. « Le séjour à Poncin convient particulièrement à des enfants malingres, mais non malades ni contagieux. Une visite médicale sévère sera faite pour décider de l'admission »⁸⁹⁷. Cet internat jouit d'une image bucolique : « L'Internat de Poncin est situé à flanc de coteau, près du coquet chef-lieu de canton du même nom, sur une des pentes d'un vaste cirque de pâturages et de forêts s'étendant de la cluse de Poncin, où coulent les eaux vertes de la poissonneuse rivière d'Ain jusqu'à celle de Cerdon où serpente la pittoresque route de Nantua. De la grande terrasse Est (85 mètres de longueur) de l'Internat, on jouit ainsi d'une très belle vue ; au second plan se dressent les chaînes du Bugey, dont l'altitude varie de 900 à 1 000 mètres »⁸⁹⁸. Cette description rend compte, comme le souligne Dominique Dessertine⁸⁹⁹, de l'intérêt manifeste non pas pour les installations en

⁸⁹² AMV-1M106 : Dossier sur l'internat de Poncin (1906-1958)

⁸⁹³ AMV-BMO, n°6, octobre 1926, p.104.

⁸⁹⁴ AMV-BMO, n°37, mai 1929, p.824.

⁸⁹⁵ AMV-BMO, n°33, janvier 1929, p.733.

⁸⁹⁶ Laura LEE DOWNS, *op. cit.*, 2009, p.132.

⁸⁹⁷ AMV-BMO, n°27, juillet 1928, p.593.

⁸⁹⁸ AMV-BMO, n°27, juillet 1928, p.593.

⁸⁹⁹ Dominique DESSERTINE, « Les écoles de plein air de l'agglomération lyonnaise : de l'innovation sanitaire à l'internat d'assistance », in Anne-Marie CHATELET, Dominique LERCH, Jean-Noël LUC (dir.), *L'Ecole de plein air. Une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Editions Recherches, 2003, p.357-366.

elles-mêmes mais pour les qualités naturelles et environnementales du site. Trois ans plus tard, la municipalité complète ce dispositif d'école de plein air en ouvrant une seconde, pour les filles. Le 10 novembre 1928, la municipalité décide de l'acquisition d'un domaine situé à Chamagnieu dans le département de l'Isère : un internat primaire rural pour les filles doit y être créé⁹⁰⁰. Ce domaine, inauguré le 9 juin 1931⁹⁰¹, comprend un château, un parc de 30 hectares entouré de murs, et une ferme de 72 hectares⁹⁰². Ce projet est déclaré d'utilité publique, ce qui permet à la municipalité d'obtenir une subvention de l'Etat au même titre qu'une école publique⁹⁰³. L'acquisition de ces deux domaines permet à la municipalité d'organiser, avec l'œuvre des enfants à la montagne de Villeurbanne, des colonies de vacances qui se déroulent l'été, à Ménestruel⁹⁰⁴, mais aussi à Dolomieu dans l'Isère⁹⁰⁵. Les visites municipales à Poncin sont l'occasion de manifestations festives, et des liens particuliers se nouent entre Villeurbanne et les communes rurales de la plaine de l'Ain. Cette politique de placement d'enfants dans des internats ruraux, animée par une logique hygiéniste, change progressivement de philosophie à partir de 1933 avec l'ouverture d'un service de dépistage des enfants qualifiés de « retardés, nerveux ou instables », distinct du service médico-pédagogique déjà organisé par le bureau d'hygiène sociale. On relève alors un renforcement du contrôle de la population infantine. Le service médico-pédagogique ne traite que des enfants d'âge scolaire, tandis que le service de dépistage des enfants retardés, nerveux et instables continue de s'occuper de ces enfants au-delà de l'âge scolaire. Il est prévu de créer pour ces enfants des classes de perfectionnement dans chaque quartier, mais le manque de locaux ne permet pas de mener le projet à bien et seule une classe de perfectionnement est créée, au sein de l'école pour garçon de Croix-Luizet⁹⁰⁶. En 1933, la doctoresse Latil en vient même à recommander « pour ce qui

⁹⁰⁰ Sur le château de Chamagnieu et son aménagement voir AMV-1M101 à 1M104.

⁹⁰¹ AMV-2D24-Lettre de Lazare Goujon à M. Hamm, architecte, datée du 10 juin 1931.

⁹⁰² AMV-BMO, n°63, juillet 1931, p.1435 ; AMV-5Z52 ; AMV-101-102.

⁹⁰³ AMV-2D40-Lettre de Lazare Goujon au secrétaire général de la mairie de Voiron, datée du 10 février 1931.

⁹⁰⁴ AMV-BMO, n°17, septembre 1927, p.324

⁹⁰⁵ AMV-BMO, n°33, janvier 1929, p.733. AMV-1M107 : Colonies de vacances de Dolomieu (1853-1979)

⁹⁰⁶ Cette classe de perfectionnement dite aussi classe de « retardés » selon les termes de l'époque est toujours en fonctionnement dans l'école de Croix-Luizet dans la période d'après Seconde Guerre mondiale comme l'a montré Manon Asséna, étudiante en résidence au Rize en 2012 dans son mémoire de Master 2-Mathilda sur *Les enfants d'origine italienne du*

est des enfants à isoler totalement de leur famille, soit pour raison d'hygiène mentale, soit pour raison de régénération physique, la question se pose de savoir si l'on ne pourrait pas, en attendant qu'on soit en mesure d'envisager la création d'un établissement spécial, installer provisoirement à Poncin, une classe de perfectionnement pour les garçons, et à Chamagnieu, une classe pour les filles »⁹⁰⁷. Cette proposition de la directrice de l'hygiène municipale trahit un changement : la volonté de régénérer physiquement et mentalement la population, et d'éloigner pour cela les enfants identifiés comme anormaux de leur milieu familial. Il y a là un glissement de la promotion de l'hygiène sociale à celle de l'hygiène mentale.

Cependant, l'action édilitaire en faveur de l'enfance ne se centre pas uniquement sur une logique d'éloignement des enfants par rapport à l'espace urbain et au milieu familial. La municipalité aménage aussi des espaces au sein de la ville à destination plus particulièrement des enfants et de leurs parents.

2. La création d'espaces récréatifs

Le parc attenant à la pouponnière, située route de Genas, est transformé en parc municipal dès 1925. La municipalité y installe aussi un théâtre, appelé « théâtre de verdure », qui comprend une scène surélevée et couverte devant un parterre pouvant accueillir 1 000 spectateurs. « Cette salle de théâtre permettra aux sociétés de la Commune d'organiser de grandes manifestations en plein air ». Le parterre, de forme semi-circulaire, est nivelé de manière à permettre aux personnes les plus éloignées d'observer la scène. Le public est assis sur des chaises pliantes, comme le montre deux photographies publiées en juillet 1926, et seule la scène est effectivement couverte⁹⁰⁸. Il s'agit donc d'un théâtre en plein air, qui est utilisé au gré de la météo, principalement l'été comme l'indiquent les programmes des festivités soutenues par la municipalité qui y sont organisées⁹⁰⁹. On trouve très peu d'archives sur ce parc, et même sur le théâtre de la Verdure, dans les archives municipales de Villeurbanne. Il

quartier de Croix-Luizet à Villeurbanne : familles et parcours scolaires, 1945-1955, Master 2 Recherche, histoire contemporaine, Université Lyon 2.

⁹⁰⁷ AMV-2D29-Rapport du docteur Latil sur le service de dépistage des enfants retardés, nerveux ou instables, daté du 14 janvier 1933.

⁹⁰⁸ AMV-BMO, n°3, juillet 1926, p.58-59. Il s'agit à notre connaissance des seules photographies du théâtre de Verdure.

⁹⁰⁹ AMV-BMO, n°12, avril 1927, p.217.

est seulement fait mention ponctuellement de manifestations gymniques et festives qui s'y dérouleraient. Il serait sans doute trop rapide d'en conclure que ce théâtre a été peu utilisé car le 1^{er} août 1926 une fête commémorative, dédiée à Jean-Jaurès, y est célébrée⁹¹⁰. La fréquentation du parc ne peut être appréciée. De plus, le théâtre pouvait être loué par les entreprises villeurbannaises, qui ont rarement versé leurs archives aux archives municipales de la ville⁹¹¹.

La municipalité crée en septembre 1925 un nouveau type de parc destiné aux enfants, dans le quartier de la Ferrandière, suite à la proposition de l'industriel Adolphe Lafont de céder à la commune un terrain à la condition expresse qu'il soit aménagé en une place publique réservée aux enfants. Le terrain cédé mesure 2 900 m². La municipalité aménage cet espace de façon à le préserver des dangers de circulation et des intempéries. Pour cela « l'aménagement de la place pour tout petits comportera une clôture par une barrière en fer entourée d'arbustes serrés l'isolant des poussières de la rue, une plantation d'arbres pour la protéger des vents, des pelouses, allées finement sablées, auges à sable et enfin un abri pour protéger enfants et mamans contre les intempéries. Une entrée sera réservée aux deux angles du square sur l'avenue de la Ferrandière, un arrêté spécial règlera l'usage de la Place et interdira notamment son accès aux grandes personnes seules et aux enfants âgés de plus de 6 ans »⁹¹². Les travaux permettent d'aménager l'espace avec un réseau d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées⁹¹³, et le « Jardin des TOUT PETITS » est enfin inauguré le 14 avril 1929⁹¹⁴. L'installation de ce jardin dans le quartier de la Ferrandière est le résultat d'une opportunité foncière, mais elle correspond aussi à des pratiques spatiales car l'avenue de la Ferrandière est très fréquentée, notamment en raison de son aération, comme le montre un courrier envoyé le 14 avril 1926 à Lazare Goujon. « Au nom des Mamans qui promènent des Bébés sur l'avenue de la Ferrandière (seul endroit vraiment aéré de Villeurbanne) au

⁹¹⁰ AMV-4R22-Programme de la fête commémorative à Jean Jaurès au théâtre de la verdure le dimanche 1^{er} août 1926.

⁹¹¹ Les seules archives relatives à la location du Théâtre de Verdure sont des courriers de demandes, datés de la seconde moitié du XX^e siècle dans AMV-2D50.

⁹¹² AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 17 septembre 1925, p.213.

⁹¹³ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 18 mai 1928, p.552. Cet espace est encore conservé à Villeurbanne.

⁹¹⁴ AMV-19Fi233 à 244. Cette série photographique a été prise au moment de l'inauguration du 14 avril 1929. Elle permet d'apprécier la mise en scène de l'événement et la présence d'habitants et de notables rassemblés à cette occasion.

nom aussi des nombreux piétons qui empruntent cette artère, je viens vous prier de bien vouloir arroser régulièrement l'avenue »⁹¹⁵. Le placard annonçant l'inauguration du jardin précise que l'objectif est de mettre à la disposition exclusive des enfants un espace de jeux de près de 3 000 m², conforme aux principes d'hygiène et de sécurité caractéristiques des villes modernes. Cette affiche précise : « Rien ne doit être plus précieux à la collectivité que la santé des jeunes enfants. Ainsi l'ont toujours pensé les Administrateurs municipaux de la ville de Villeurbanne, et une grande partie de leur effort, que tant de tâches si diverses sollicitent sans cesse, a été consacrée à l'hygiène et au bien-être de l'enfance. Celle-ci est, hélas ! de jour en jour plus menacée dans nos villes modernes où lui manquent ces deux éléments essentiels : l'air pur et la lumière. Combien la situation est encore plus difficile dans une ville comme la nôtre qui s'est développée avec une extraordinaire rapidité et des moyens financiers extrêmement réduits. Les « TOUT PETITS » de Villeurbanne n'ont pas de ces jardins, de ces squares et de ces parcs qu'on trouve dans quelques villes et où ils pourraient respirer à l'abri des poussières, jouer sans risquer les dangers de la circulation. Une généreuse bienfaitrice a voulu combler cette lacune. Elle est venue offrir à l'Administration le moyen de réaliser un de ses rêves : réserver à l'intérieur même de notre ville un lieu de repos pour les mamans et de jeux pour les enfants (...). L'idée fut aussitôt accueillie, et en étroite collaboration avec la donatrice, tout y a été prévu pour que les enfants puissent y prendre leurs ébats dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, et que les mamans puissent les surveiller tout en se reposant. Aussi, est-il certain que cette nouvelle réalisation trouvera le meilleur accueil auprès de toutes les familles des quartiers environnants, et que toutes les mères apprécieront grandement ce jardin où les « TOUT PETITS » seront chez eux »⁹¹⁶. Ce placard présente un intérêt particulier car on voit là un changement dans les représentations associées par le politique à Villeurbanne. Pour commencer, l'entête stipule « Ville de Villeurbanne » et non pas « Commune de Villeurbanne ». Cette qualification montre un changement dans les discours et les représentations véhiculées par le politique et permet de comprendre la construction de l'urbanité de

⁹¹⁵ AMV-2D20-Lettre signée de trois mains et notamment de Madame Lafont à Lazare Goujon, datée du 14 avril 1926.

⁹¹⁶ AMV-4R22-Affiche annonçant l'inauguration du jardin des tout petits le 7 avril 1929. Si l'inauguration était initialement prévue le 7 avril 1929, elle ne fut que le 14 avril. Il est fait référence lors de l'inauguration du « jardin des tout petits » de la « bienfaitrice » madame Lafont et non d'Adolphe Lafont car elle agit en tant qu'exécutrice testamentaire de son mari.

Villeurbanne. Dans son premier numéro, la revue *Histoire urbaine* propose un dossier sur « Les loisirs et la ville : espaces, institutions, loisirs », dont l'éditorial éclaire la construction de l'urbanité par le biais d'espaces de loisirs. « La ville et les loisirs entretiennent en effet des relations complexes. L'urbanité implique des genres de loisirs particuliers, et, inversement, les loisirs concourent à la transformation de la ville. Moments soustraits aux obligations et au travail, synonymes de *temps libre*, de *temps pour soi*, pour se distraire, se détendre et soigner son corps, les loisirs sont liés à la quête du plaisir. À la ville, ils diffèrent de ce qu'ils sont à la campagne. Leur offre est considérable car les occasions viennent de l'*agglomération des hommes* »⁹¹⁷. Cette réflexion est des plus éclairantes dans notre cas, car en aménageant de nouveaux espaces de loisirs, la municipalité fait émerger de nouvelles fonctions qui redéfinissent l'organisation et les représentations associées à ce territoire. Par ce type d'aménagement, Villeurbanne n'apparaît pas seulement comme un espace de résidence et de travail, mais comme un espace urbain regroupant des fonctions de loisirs. En faisant ainsi évoluer son discours, le politique veut signifier la modernité de l'action entreprise, la modernité étant associée à l'hygiène et à l'urbanité.

Ce jardin, qualifié de « jardin hygiénique exclusivement réservé aux tout petits, et interdit aux grandes personnes et aux enfants de plus de six ans »⁹¹⁸ selon un avis affiché à l'entrée, est original car il est clos, regroupe de nombreux jeux, des fontaines et est surveillé par une gardienne. Lazare Goujon est très attaché à cette création et il communique à son sujet. Il réagit vivement à un article paru dans le n°98 de la revue *Monde*, du samedi 19 avril 1930 intitulé le « Premier Jardin d'Enfants à Paris », et qui présente le jardin d'enfants nouvellement créé place du Cardinal-Amette, à Paris, comme le premier en France. Il écrit au rédacteur de la revue pour lui indiquer que celui de Villeurbanne est « autrement important et complet que celui » de Paris. Il est « aménagé au centre de la Ville, mais dans un vaste espace plein de lumière, il a 3 000 m² de superficie, comporte un abri complet, des terrains de jeux variés, mais réalisé avec le plus grand souci de l'hygiène, notamment en ce qui concerne l'ensemble qui me paraît à Paris trop fâcheusement

⁹¹⁷ « Éditorial », in *Histoire urbaine*, 1/2000, n° 1 : « Les loisirs en ville : espaces, institutions et pratiques », p.5-6.

⁹¹⁸ Henriette DELAIRE, « Les Jardin des Tout Petits de Villeurbanne », in *La maison heureuse*, n°18, juillet-août 1933, p.3.

laissé aux ébats comme aux pollutions des enfants »⁹¹⁹. Il s'assure de l'audience de son œuvre en organisant la diffusion d'un film sur le jardin dans les informations cinématographiques, comme il l'indique dans un courrier qu'il envoie à Michel Dupeuble en mars 1932. « Le Jardin des Tout Petits est en ce moment filmé dans tous les cinémas de Paris et il le sera ensuite en Province et particulièrement à Villeurbanne. »⁹²⁰. On voit ici que tout un jeu de communication se noue autour de ce type d'entreprise édilitaire, afin de représenter Villeurbanne sous les traits d'une ville moderne et d'avant-garde.

La prise en compte de la condition physique des enfants, qualifiés de chétifs ou de faibles, amène la municipalité à étendre son action dans le domaine de l'éducation et à aménager de nouveaux espaces sportifs sur le territoire. Cette action édilitaire est mue par la volonté d'améliorer globalement l'hygiène des enfants. A partir du second mandat de Lazare Goujon, l'introduction du sport dans la ville concerne l'ensemble des habitants. Cet interventionnisme municipal afin d'aménager des espaces dévolus aux activités sportives modifie profondément les fonctions urbaines associées à Villeurbanne.

3. Le sport dans la ville

Cette volonté d'extraire les enfants de la rue justifie l'organisation de services municipaux permettant d'ordonner la mobilité des enfants en leur proposant des activités au sein même de la commune, à l'occasion des vacances scolaires. Des garderies scolaires sont organisées les jeudis : « Dans une population ouvrière, comme celle de Villeurbanne, il arrive souvent que dans les familles le père et la mère vont travailler à l'usine. Il en résulte que le jeudi les enfants sont livrés à eux-mêmes puisque les écoles ne fonctionnent pas et qu'ils passent leur journée dans la rue, exposés à contacter quantité de vices et sujets à tous les accidents de la rue. Les garderies scolaires du jeudi matin avaient déjà réussi à recueillir bon nombre d'enfants. La création de l'Ecole populaire d'éducation physique et artistique dotée de terrains de jeux pour l'après-midi, en été, et le cinéma éducateur en hiver sont venus heureusement compléter l'œuvre commencée par les garderies (...). Pendant

⁹¹⁹ AMV-2D24-Lettre de Lazare Goujon au directeur de la revue *Monde*, 50 rue Etienne-Marcel à Paris, datée du 15 mai 1930.

⁹²⁰ AMV-2D26-Lettre de Lazare Goujon à Michel Dupeuble, datée du 17 mars 1932

tout l'hiver on est obligé de les distraire. C'est pourquoi ont été instituées des séances de cinéma scolaire pour le jeudi après-midi (...). Ce sont des séances instructives et éducatives (...). La Municipalité a obtenu qu'on mette à la disposition des écoles, le jeudi, différentes salles publiques de cinéma. Grâce à ces différentes organisations, garderies, terrains de jeu, cinéma scolaire, l'enfant est à peu près complètement extrait de la rue »⁹²¹. Cette notice sur ce système de garderie organisé le jeudi est parue dans le bulletin municipal de mars 1926. Elle met en scène l'action coordinatrice de la municipalité à l'égard des enfants. Cette coordination est rendue possible par la participation de philanthropes privés et d'associations locales. Si l'école populaire, créée en mars 1925, propose des leçons d'éducation physique, des jeux et des exercices gymniques c'est grâce à la mise à disposition de « terrains de jeux offerts gratuitement par des industriels philanthropes et par des sociétés sportives »⁹²². La municipalité joue un simple rôle de coordination dans cette affaire, mettant à disposition des enfants différents espaces de loisirs privés.

L'introduction de cours d'éducation physique résulte, à Villeurbanne, de la nécessité « d'occuper utilement les loisirs des enfants par des exercices physiques ou artistiques (musique, diction, théâtre) »⁹²³. Il s'agit de palier les lacunes de l'école publique en la matière. « Le programme d'éducation physique tel qu'il est rempli actuellement dans les écoles donne des résultats insatisfaisants pour le développement physique de l'enfant. Quelques maîtres seulement possèdent le brevet d'aptitude et peuvent donner à leurs élèves des leçons appropriées, mais le plus souvent la leçon s'exécute mal, ou même ne s'exécute pas. Bien que tous ceux qui ont à charge l'éducation de l'enfant aient reconnu depuis longtemps la nécessité de l'éducation physique, aucun effort réel, aucun progrès n'a été réalisé. Résolus à combler cette lacune et à supprimer les tâtonnements inefficaces, nous prenons nous-mêmes l'initiative d'une organisation méthodique capable de rendre tout de suite des services »⁹²⁴. Ce projet est une réponse à la publication des instructions officielles de juin 1923 portant sur le plan d'études et les programmes des écoles primaires élémentaires. Ces instructions intègrent pour la première fois l'éducation physique. C'est en raison de ce décalage entre le nouveau programme et la formation réelle des maîtres que la municipalité intervient. Elle prévoit que les maîtres et maîtresse

⁹²¹ AMV-BMO, n°1, mars 1926, p.7-8.

⁹²² Jacques PERRIER, *op. cit.*, 1928, p.117.

⁹²³ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 30 mars 1925, p.115.

⁹²⁴ *Idem.*

souhaitant participer à ce programme devront être formés par des moniteurs brevetés. La municipalité espère ainsi imposer « un programme sportif unique qui s'exécutera aux mêmes heures dans toutes les écoles de la commune. Les jeudis et dimanche seront réservés aux manifestations interscolaires sur les terrains de jeux. Les enfants de toutes nos écoles seront réunis un ou deux fois par an pour prendre part à de grandes fêtes sportives et artistiques scolaires. Notre théâtre de verdure apportera pour ces fêtes le cadre approprié »⁹²⁵. Le but de cette institution est de faire des « hommes et des femmes robustes et intelligents. Notre école est la meilleure institution que nous puissions créer pour lutter contre les dangers de la rue, de l'oisiveté, l'alcoolisme et le vice. Grâce à elle nous réduirons le nombre de malades dans les hôpitaux et les asiles »⁹²⁶. Cet interventionnisme municipal est animé par une conception hygiéniste de l'éducation physique d'après-guerre, mais aussi par la prise en compte de l'environnement urbain dans lequel grandissent les enfants. C'est également un moyen de lutter contre le rôle d'encadrement de l'enfance joué par l'Eglise. Ce type d'initiative ne donne en réalité pas corps à une politique sportive au sens strict du terme, mais cela explique en partie la politique urbaine qui se met en place dans le domaine sportif durant le second mandat de Lazare Goujon.

Le projet de création d'un stade municipal, comprenant des terrains de jeux et une piscine, est formulé en novembre 1929. L'étude de la correspondance nous permet de savoir que le projet d'édification d'une piscine remonte même à 1925. Le maire écrit à cet effet au président du conseil municipal de Paris, en août 1925, afin qu'il facilite la visite, par l'architecte M. Hamm, de la piscine des Tourelles et de celle de la Butte-aux-Cailles⁹²⁷. Ce projet n'est pas révoqué avant 1929. Dans son rapport aux édiles, le maire considère clairement ces nouvelles infrastructures sportives comme des signes d'urbanité. « Notre programme de réalisations municipales comprend un projet envisagé depuis longtemps, mais que les circonstances ont toujours fait ajourner, c'est celui de l'aménagement d'un Stade municipal et la construction d'une piscine. L'utilité d'un pareil projet ne se discute pas, depuis longtemps déjà de nombreuses Villes ont réalisé des œuvres semblables et chaque jour d'autres rentrent résolument dans cette voie. Dans notre Ville plus que dans toute autre, il devient

⁹²⁵ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 30 mars 1925, p.116.

⁹²⁶ *Idem.*

⁹²⁷ AMV-2D40-Lettre de Lazare Goujon au président du conseil municipal de Paris, datée du 28 août 1925.

nécessaire de mettre à la disposition de la jeunesse et des enfants des Ecoles des espaces libres où ils pourront, après le séjour dans l'air vicié des usines, des maisons surpeuplées et des taudis venir s'ébattre dans un air plus sain et pratiquer pour le plus grand bien de leur santé des exercices physiques et la natation »⁹²⁸. La municipalité se conforme au modèle urbain qu'elle projette en construisant des infrastructures sportives sur son territoire. Thierry Terret souligne qu'un jeu de concurrence entre la ville de Lyon et celle de Villeurbanne se met alors en place⁹²⁹. Cette concurrence entre municipalités est un moteur de l'action édilitaire. Elle permet ainsi à Villeurbanne de s'affirmer comme une ville moderne. Le choix d'édifier une infrastructure sportive est par ailleurs précipité par l'urbanisation accélérée du territoire, faisant disparaître les terrains de sport privés sur lesquels la municipalité s'appuyait afin d'organiser l'école populaire d'éducation physique et artistique. « La nécessité de l'exécution rapide de ce projet devient de plus en plus pressante ; en effet, notre Ville se peuple de plus en plus tous les jours et dans un temps rapproché il n'existera plus aucun espace libre disponible. D'autre part, les terrains de jeux des sociétés sportives disparaissent également, remplacés par des constructions. Aussi, si l'on veut voir la pratique des jeux de plein air, condition essentielle de la santé de la jeunesse, continuer à s'exercer, il faut pouvoir mettre à la disposition des sociétés sportives menacées de disparaître les terrains nécessaires à leur fonctionnement. D'autre part, les enfants de nos écoles qui pratiquent également l'éducation physique, sous la direction de leur maîtres, sur les terrains des sociétés sportives, ne pourront plus pour les mêmes raisons, continuer leurs exercices, c'est un motif de plus pour nous inciter à réaliser au plus tôt le Stade municipal »⁹³⁰. La municipalité décide donc d'accélérer la mise en place de ce projet, et installe ce nouveau stade sur des terrains incultes, limités au nord par le canal de Jonage et la route de Cusset, à l'ouest et au sud par le mur d'enceinte et le chemin du cimetière. La proximité du canal de Jonage est un facteur décisif du choix de ce terrain : la municipalité peut, contre paiement à la société des forces motrices du Rhône, puiser l'eau nécessaire au fonctionnement de la piscine dans le canal. Ce stade et cette piscine permettent la

⁹²⁸ AMV-1D12-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 18 novembre 1929, p.1.

⁹²⁹ Thierry TERRET, « La piscine d'hiver du Palais du Travail, un outil d'hygiène sociale », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *op. cit.*, 2011, p.65.

⁹³⁰ AMV-1D12-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 18 novembre 1929, p.1-2.

pratique de la natation, mais aussi des sports comme le rugby, le football, le basket-ball. La piscine, ouverte, est dotée d'un solarium. Il s'agit donc à la fois d'un espace sportif et d'un espace de détente.

Pour faire aboutir ce projet, à l'automne 1929, la municipalité lance une enquête auprès de municipalités afin de connaître les subventions obtenues et le mode de gestion appliqué dans leur piscine municipale⁹³¹. Le maire, bien que mobilisé régulièrement à Paris, suit de près l'avancée de ce projet⁹³² mais les acteurs-clés de ce projet sont les membres du personnel municipal, plus particulièrement l'ingénieur municipal Jean Fleury. La municipalité s'adjoint aussi les conseils des organisations sportives locales en 1930⁹³³, et elle prend des renseignements auprès de la municipalité de Lyon afin de connaître le mode d'administration de son stade municipal⁹³⁴. Les échanges entre les deux communes sont récurrents. Villeurbanne s'inspire de l'expérience lyonnaise lorsqu'elle constitue, en 1931, la commission communale d'éducation physique de Villeurbanne, regroupant des édiles et des représentants des principales fédérations sportives locales, afin d'administrer le stade nautique municipal⁹³⁵. Ces échanges se poursuivent en 1932 par la sollicitation d'experts, dont l'ingénieur des travaux de Paris qui organise une visite édilitaire des piscines Hébert et des Amiraux⁹³⁶. C'est à la suite de ces échanges épistolaires que Jean Fleury se déplace à Paris, en février 1932, afin de « visiter diverses installations d'épuration d'eau existant dans les piscines de cette ville »⁹³⁷. L'Union internationale des villes et pouvoirs locaux est aussi sollicitée afin de fournir une documentation sur l'éclairage des bassins de natation⁹³⁸. Cette entrée dans la fabrique de la ville permet de saisir comment se tissent des éléments de la « toile municipale » analysée par Pierre-Yves Saunier, qui s'élabore aux XIX^e et XX^e siècles « entre et au sujet des

⁹³¹ AMV-1M76-Dossier enquête et documentation 1929-1933.

⁹³² AMV-2D24-Lettre de Lazare Goujon à M. Chambon, architecte à Villeurbanne, datée du 25 avril 1930.

⁹³³ AMV-2D24-Lettre de Michel Dupeuble aux dirigeants des associations sportives locales, datée du 8 février 1930.

⁹³⁴ AMV-1M76-Lettre de Lazare Goujon à Edouard Herriot, datée du 18 novembre 1930.

⁹³⁵ AMV-1M76-Extrait du registre des arrêtés du maire du 11 février 1931.

⁹³⁶ AMV-1M76-Lettre de l'ingénieur des travaux de Paris rattaché à la direction des services d'architecture et des promenades de la préfecture de la Seine, à Lazare Goujon, datée du 18 février 1932.

⁹³⁷ AMV-1D14-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 15 février 1932.

⁹³⁸ AMV-1M76-Lettre du directeur adjoint de l'union internationale des villes et des pouvoirs locaux à Lazare Goujon, datée du 25 novembre 1932.

gouvernements municipaux urbains, de leur action, de leur organisation, de leur statut institutionnel »⁹³⁹.

Le maire agit principalement en mobilisant son réseau politique, car il est également député, ce qui facilite l'obtention des subventions. Le coût du projet est alors estimé à 1 500 000 francs en 1929. Mais le coût total réel s'élève en août 1934 à 2 970 905 de francs⁹⁴⁰. Lazare Goujon écrit en janvier 1930 à Gaston Vidal : « J'ai eu le plaisir de vous remettre, il y a quelques jours, un dossier du projet de terrain de jeux et de bassin d'été que la Ville de Villeurbanne se propose de construire. Vous avez bien voulu me promettre votre appui pour l'obtention de subventions et je vous demande de vouloir bien me faire connaître dès qu'il vous sera possible la marche de cette affaire »⁹⁴¹. Gaston Vidal, député de l'Allier de 1919 à 1924, avait été sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique. En tant qu'ancien sportif et dirigeant de fédération, il avait, 6 ans plus tôt, joué un important rôle dans la propagande en faveur de l'organisation des Jeux Olympiques de 1924 à Paris. La municipalité obtient également de la commission pour la répartition des fonds provenant des jeux une importante subvention de 663 000 francs⁹⁴². Cette importante aide s'explique par le soutien de l'Etat aux initiatives municipales prévoyant l'aménagement de terrains de jeux et de sports⁹⁴³. L'Etat est donc bien un acteur de la fabrique urbaine par le biais de ce type de subvention. La piscine, inaugurée le 3 juin 1932⁹⁴⁴, est médiatisée en raison de la progressive extension de la pratique de la natation en France à l'époque. Elle est l'objet d'échanges municipaux et d'articles parus dans la presse spécialisée comme *Eau, sport et soleil* en 1931⁹⁴⁵ et *L'architecture d'aujourd'hui* en 1934⁹⁴⁶. La municipalité complète ces édifices sportifs en 1932 par l'installation dans

⁹³⁹ Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 2006, p.163-176.

En ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00079252> (Consulté le 7 novembre 2011)

⁹⁴⁰ AMV-2D40-Lettre de Lazare Goujon au maire de Bayonne, datée du 9 août 1934.

⁹⁴¹ AMV-2D24-Lettre de Lazare Goujon à Monsieur Gaston Vidale « Le journal », rue Richelieu, Paris, datée du 4 janvier 1930.

⁹⁴² AMV-2D37-Lettre de Lazare Goujon au préfet du Rhône, datée du 27 octobre 1930.

⁹⁴³ AMV-2D37-Lettre du préfet du Rhône à Lazare Goujon, datée du 14 février 1930.

⁹⁴⁴ AMV-BMO, n°74, juin 1931, p.1684-1685.

⁹⁴⁵ AMV-2D24-Lettre de M. Roland-Lennad, directeur-rédacteur en chef de la revue *Eau, sport soleil* à Lazare Goujon, datée du 15 juin 1931. On y apprend que Lazare Goujon l'avait rencontré au début du mois de juin. Et dans sa réponse du 22 juin, le maire souscrit un abonnement au journal (AMV-AMV-2D24-Lettre de Lazare Goujon à M. Roland-Lennad, directeur-rédacteur en chef de la revue *Eau, sport soleil*, datée du 22 juin 1931)

⁹⁴⁶ AMV-2D34-Lettre de la rédaction de la revue *L'architecture d'aujourd'hui* à Lazare Goujon, datée du 21 février 1934.

les sous-sols du Palais du Travail alors en construction d'une piscine couverte. Villeurbanne est ainsi se dotée d'une piscine d'été et d'une piscine d'hiver.

Puis Lazare Goujon ambitionne la construction d'un stadium. Ce projet est voté en février 1933 par les édiles⁹⁴⁷. Selon le maire « il s'agira d'une construction monumentale, d'une superficie totale entièrement couverte de 8 000 m², comprenant des gradins offrant 7 000 places assises et sur la pelouse et les promenoirs 3 000 places debout ou 2 000 assises ; ce sera donc un total de 10 000 personnes, ou même en cas d'affluence de 12 000, qui pourra prendre place dans cet établissement. Ce bâtiment comprendra : (...) une piste cycliste en bois de 200 mètres de tour, une patinoire à glace de 50 m x 25 m permettant le patinage et les matchs de hockey sur glace. Cette patinoire pourra être recouverte d'un plancher pour le patinage à roulette ou d'un plancher recevant les spectateurs de matchs de lutte ou de boxe. Toutes autres réunions pourront y être données : cirques, concours hippiques, concerts, festivals de gymnastique, fêtes diverses, expositions, etc... Une brasserie restaurant avec cave et cuisine aménagée, bar et salons particuliers. L'édifice entièrement chauffé et ventilé pour permettre son exploitation aussi bien l'hiver que l'été. La toiture comprendra un double plafond et un double vitrage (...). Le mobilier du bar, de la brasserie, des locaux d'administration sont compris ainsi que l'agencement et le matériel sportif complet, permettant dès le début toutes sortes de réunions (ring, motos d'entraînement, tableau d'affichage, hauts parleurs spéciaux pour annonces et concerts, table de massage, installations téléphoniques, etc.). L'ensemble de cette construction (...) en ferait un modèle unique en France, voire en Europe »⁹⁴⁸. Ce projet est le signe d'un changement dans la conception municipale du sport. Il ne s'agit plus de promouvoir l'éducation sportive, mais plutôt le sport spectacle. Le projet estimé à 8 000 000 de francs initialement est réévalué février 1934 à 10 200 000 francs. Ce surcoût et le contexte de la crise économique rendent hélas impossible la finalisation de ce stadium, qui devait contribuer au rayonnement de Villeurbanne et à la fabrique matérielle et symbolique de la ville

Entre 1925 et 1934, Villeurbanne passe de la promotion de l'éducation physique dans une logique hygiéniste à celle d'activités sportives au sein de nouvelles infrastructures sportives modernes. La construction de ces infrastructures sportives est un moyen pour la municipalité de se distinguer et d'affirmer son urbanité.

⁹⁴⁷ Voir AMV-1M82 à 1M84 : construction du stadium (1930-1948)

⁹⁴⁸ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal du 26 février 1934, p.92.

B. Du Palais du Travail au nouveau centre

1. Le Palais du Travail : un espace central et attractif

Trois mois après son élection, le maire propose au conseil municipal un projet d'aménagement urbain dans un quartier « appelé à devenir d'ici quelques années un centre de premier ordre de la commune »⁹⁴⁹. Il s'agit de construire « des bâtiments destinés à des œuvres publiques telles que : (...) **maison du peuple**, bains douches, etc. »⁹⁵⁰. La première mention du projet de construction d'une maison du peuple à Villeurbanne remonte donc à 1925. La commune vient de se voir céder 19 200 m² de terrain par la Compagnie d'application mécanique. Il n'a pas été possible d'établir si la construction récente d'une maison du peuple dans l'agglomération lyonnaise avait été à l'origine de cette idée. Ce projet s'inscrit toutefois, plus globalement, dans les mouvements mutualistes, coopératifs et syndicalistes à travers l'essor des Bourses du Travail à la fin du XIX^e siècle⁹⁵¹. Ce mouvement de la pensée sociale et architecturale se développe à la fin XIX^e et au début du XX^e siècle, sous l'appellation de Maison du Peuple en Belgique, *Casa del Popolo* en Italie, *Casa do Povo* au Portugal, *Gewerkschaftsthaus* en Allemagne, *Volkshaus* ou Maison du peuple en Suisse, *the People's Palace* en Angleterre, *Volksbildungshaus* en Australie et *Volksgebouw* en Hollande⁹⁵². L'influence de l'expérience réformatrice belge, avec notamment la maison du peuple de Bruxelles construite par Victor Horta en 1899, ou encore celle de Gand, joue un rôle dans la diffusion de ce type d'architecture. La dénomination de maison du peuple recouvre, en réalité, des réalités fort différentes comme le rappelle Fabienne Chevalier : « Le terme de "Maison du Peuple",

⁹⁴⁹ AMV, 1D276, délibération du conseil municipal du 3 février 1925, p. 77.

⁹⁵⁰ *Idem.* C'est moi qui souligne en gras dans le texte « maison du peuple ».

⁹⁵¹ Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Palais pour le peuple ou palais pour le travail ? Mutualisme, coopération, syndicalisme et socialisme municipal », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *op. cit.*, 2011, p.25.

Sur les Bourses du Travail voir le numéro spécial coordonné par Anne JOLLET des *Cahiers de l'histoire*, n°116-117, 2011.

Sur l'éducation ouvrière dans les Bourses du Travail, voir David HAMELIN « Les Bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle », in *Le Mouvement Social*, 2/2011, n° 235, p.23-37.

⁹⁵² Jean-Louis GUERENA, « *European Influences in Spanish Popular Education : The Case of the Socialist Casa Del Pueblo of Madrid and the Belgian Model (1897-1929)* », in *History of Education*, volume 35, n°1, janvier 2006, p.27-28.

communément employé pour désigner des projets destinés à accueillir différentes formes de vie sociale ouvrière conçus à partir des années 1890 en Europe, recouvre en fait des réalités fort différentes selon leur charge idéologique, leur utilisation éventuelle comme outil de propagande pour la classe ouvrière, les acteurs à l'origine de ce type de projets (patronat, sociétés philanthropiques, syndicats, municipalités) et les activités qui y étaient proposées (éducation populaire, siège pour les syndicats, loisirs populaires) »⁹⁵³. Le terme de « maison du peuple » apparaît dès 1925 à Villeurbanne, mais les fonctions attribuées au bâtiment ne sont pas encore définies et ce n'est qu'en 1927 que le projet est clairement formulé et appelé « Palais du Travail ». A Villeurbanne, le projet socialiste du Palais du Travail impulsé par la municipalité s'inscrit dans le mouvement coopératif. Cette dernière s'appuie sur les réseaux coopératifs, mutualistes et syndicaux dès 1927.

a) Le Palais du Travail : un projet coopératif

Le Palais du Travail est conçu dès 1927 par Lazare Goujon comme un point de ralliement des travailleurs de Villeurbanne. « Voici qu'en divers points de la Commune et surtout dans les centres futurs d'activités, vont s'élever des édifices chargés d'harmoniser et de condenser certaines conceptions sociales dont les promoteurs sont aujourd'hui encore dispersés. Ces édifices sont destinés à servir de point de concentration, pour des buts particuliers que se sont proposés leurs auteurs. Ces édifices seront construits à l'aide de souscriptions venues de tous les points de l'horizon social mais surtout des détenteurs de la fortune. Seuls, les travailleurs livrés à eux-mêmes, n'ont pas à leur disposition l'organisme qui pourrait servir de centre de ralliement à leurs efforts certainement méritoires, mais de valeur réelle insuffisante, parce que privés de cohésion »⁹⁵⁴. C'est cette recherche de cohésion sociale qui est au cœur du projet du Palais du Travail. L'architecture est alors mise au service de ce projet politique. Lazare Goujon propose au conseil municipal de créer un « Palais du Travail avec des locaux pour les mutualistes, les syndiqués, les coopérateurs, les philanthropes, les artistes avec des salles de conférences et de cours, avec un cercle

⁹⁵³ Fabienne CHEVALIER, « La modernité française de l'entre-deux-guerres et l'esthétique de la réception », in Jean-Yves ANDRIEU et Fabienne CHEVALIER, *La réception de l'architecture du Mouvement moderne : Image, usage, héritage*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2005, p.36.

⁹⁵⁴ AMV-1D276, Délibération du conseil municipal du 20 mai 1927.

coopératif et une grande salle des fêtes dont l'absence est si souvent regrettée à Villeurbanne (...). Ce Palais du Travail abritera la Bibliothèque de la Ville (...) et le pavillon médical d'urgence »⁹⁵⁵. Il « est réservé aux travailleurs, il faut qu'il soit élevé par les soins des travailleurs eux-mêmes » et il « sera le centre d'attraction de toutes les fêtes populaires et le milieu d'éducation, par excellence, de tous ceux qui veulent s'instruire pour améliorer leur condition ». Lazare Goujon veut ainsi créer « un véritable Temple Laïque, centre d'activité intellectuelle, artistique et morale, (qui) est indispensable au développement démocratique de la cité, ainsi qu'à l'éducation intégrale de la classe ouvrière, condition essentielle d'une amélioration de son sort »⁹⁵⁶. Ce projet s'inscrit donc pleinement dans le cadre du réformisme socialiste dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

A cette fin, et pour ne pas grever les finances municipales, Lazare Goujon propose de créer une association loi 1901, l'« association du Palais du Travail » et qui doit lever des fonds et organiser un concours pour la construction de ce nouvel édifice. La municipalité intervient uniquement en cédant le terrain et par un don de 100 000 francs. Mais Lazare Goujon en reste le maître d'œuvre, car il préside le comité et statue définitivement sur les décisions qui y sont prises. L'un des artisans de cette association du Palais du Travail est son secrétaire, André Vanaret, qui tout en prenant des initiatives rend compte de ses actions auprès du maire. Dans les faits, ce comité regroupe des membres du conseil municipal, des entrepreneurs locaux et des représentants d'associations laïques, sportives, et des organisations syndicales et coopératives⁹⁵⁷. Dès 1927, la municipalité souhaite associer l'ensemble des habitants afin que le projet « entre dans la peau des Villeurbannais »⁹⁵⁸. Une réunion publique est organisée à cet effet le 8 octobre 1927 dans la salle des fêtes de la mairie, en présence des conseils d'administrations des associations adhérentes à l'association

⁹⁵⁵ AMV, 1D276, Délibération du conseil municipal du 20 mai 1927.

⁹⁵⁶ AMV, 1D276, Délibération du conseil municipal du 20 mai 1927.

⁹⁵⁷ Le comité de patronage du Palais du Travail qui se réunit le 15 juin 1927, et préfigure le bureau de l'association, est composé de délégués du conseil municipal mais aussi de délégués de l'Avenir Régional, de l'Union des Syndicats Ouvriers du Rhône, de l'Union des Sociétés de Secours Mutuels, de l'Union Economique Société Coopérative et de la Coopérative du Rhône (AMV-1M121- Procès verbal de la réunion du comité de patronage du Palais du Travail du 15 juin 1927). De plus, Lazare Goujon demande en décembre 1927 au secrétaire de la Confédération Générale des Travailleurs, de lui fournir la liste des syndicats afférents à sa confédération, afin de mobiliser l'ensemble des forces pouvant être intéressées par ce projet dévolu aux travailleurs.

⁹⁵⁸ AMV-BMO, n°19, novembre 1927, p.362.

du Palais du Travail. Des organisations syndicales ou coopératives sont représentées à cette occasion, dont Marius Vivier-Merle, syndicaliste et secrétaire de l'Union départementale du Rhône de 1922 à 1940⁹⁵⁹, Antoine Charial, fondateur de la grande coopérative ouvrière du bâtiment *L'Avenir*, Elie Wilks, administrateur de la coopérative *L'Avenir* et secrétaire du conseil fédéral de la région lyonnaise de la propagande coopérative⁹⁶⁰ et André Vanaret, représentant des sociétés de secours mutuels. A cette occasion ces représentants font savoir qu'ils apporteront leur concours à ce projet⁹⁶¹. Ce projet d'urbanisme apparaît d'abord comme un projet coopératif devant associer les habitants et les principaux représentants syndicaux et associatifs de Lyon. Il prend appui pour cela sur les « quatre piliers (qui) définissent l'action des militants ouvriers pendant la III^e République : le parti, le syndicat, les coopératives et les mutuelles »⁹⁶².

Le programme du concours pour la construction du Palais du Travail est diffusé en octobre 1927 par le biais de la revue *La Construction moderne*⁹⁶³. Des échanges sont ainsi établis entre le secrétaire de l'association du Palais du Travail et les architectes candidats. L'étude des fonds d'archives de l'association du Palais du Travail nous a permis de découvrir qu'une expérience est mobilisée plus particulièrement comme référence lors de l'élaboration du projet : il s'agit du Foyer social des Blanchisseries et Teintureries de Thaon dans les Vosges. Un échange de courriers en janvier 1928 entre le secrétaire de l'association du Palais du Travail, André Vanaret, et un architecte candidat au concours pour l'édification du Palais du Travail est très explicite. « Comme suite à votre dernière lettre m'informant de votre intention de prendre part au concours organisé pour l'édification d'un "Palais du Travail", je me permets de vous signaler "Le foyer social des blanchisseries de Thaon (Vosges)", qui correspond approximativement à nos conceptions pour le projet du "Palais du

⁹⁵⁹ Maurice MOISSONNIER, « VIVIER-MERLE Marius », in Jean MAITRON (dir.), *op. cit.*, 1993, p.299.

⁹⁶⁰ J. GAUMONT, « WILKS Elie », in Jean MAITRON (dir.), *op. cit.*, 1993, p.375-376.

⁹⁶¹ AMV-BMO, n°19, novembre 1927, p.362.

⁹⁶² Michelle ZANCARINI-FOURNEL, « Palais pour le peuple ou palais pour le travail ? Mutualisme, coopération, syndicalisme et socialisme municipal », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *op. cit.*, 2011, p.25.

⁹⁶³ AMV-1M122-Courrier n°15, daté du 7 novembre 1927 du secrétaire de l'association du Palais du Travail au directeur de la *Construction Moderne*.

Travail” de Villeurbanne »⁹⁶⁴. Cet édifice appartient à l’entreprise vosgienne « Blanchisserie et de Teinturerie de Thaon », fondée en 1872 à l’initiative de l’ensemble du patronat cotonnier de l’est de la France. La direction de cet établissement fut confiée en 1872 à Armand Lederlin, qui contribua à en faire le premier établissement français d’ennoblissement du coton et qui, parallèlement, conquiert la mairie de Thaon de 1884 à 1919. Après la Première Guerre mondiale, la direction de l’établissement est donnée à son fils Armand Lederlin, qui poursuit la politique paternaliste de son père et se charge également de la gestion communale jusqu’en 1924. Dans sa thèse, Claude Ferry, précise le rôle de ce foyer social⁹⁶⁵ : en 1911, le conseil d’administration ratifia le projet d’un « bâtiment populaire »⁹⁶⁶, appelé ultérieurement « foyer social » qui devait constituer « une sorte de cercle où seraient concentrées toutes les institutions destinées à favoriser le développement intellectuel et moral des ouvriers »⁹⁶⁷. L’édifice, encore en construction en 1914, doit comprendre au rez-de-chaussée une salle des fêtes, une salle de spectacle, un gymnase, une piscine et au premier étage une bibliothèque, le cercle des ingénieurs, un ouvroir, un établissement de bains-douches. Les travaux, interrompus par la guerre, sont terminés dans les années 1920. La salle des fêtes, de forme circulaire, est alors surmontée d’une grande coupole et le foyer social devient pour les Thaonnais, la « Rotonde ». On comprend mieux pourquoi les édiles de Villeurbanne organisent une visite du foyer social de la Blanchisserie et de la Teinturerie de Thaon⁹⁶⁸ lorsque l’on compare le rapport de cette visite, qui se déroule sans doute au début de l’année 1928 et le programme envoyé aux architectes candidats en novembre 1927. Selon le document remis aux candidats⁹⁶⁹ du concours pour l’édification du Palais du Travail le projet doit comprendre un sous-sol et deux étages avec : un établissement de bains-douches, les locaux du bureau municipal d’hygiène, une salle de gymnastique et de culture physique, un bureau du travail, ainsi que des salles de répétition et de

⁹⁶⁴ AMV-1M122-Courrier n°37 de Vanaret, secrétaire de l’association du Palais du Travail, datée du 16 janvier 1928 à un candidat anonyme au concours pour l’édification du Palais du Travail.

⁹⁶⁵ Claude FERRY, *La blanchisserie de Thaon 1872-1914*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992, p.165.

⁹⁶⁶ P.V.C.A, 10 juillet 1911 cité par Claude FERRY, *op. cit.*, note 104, p. 189.

⁹⁶⁷ Paul LEDERLIN, *Les œuvres sociales de la Blanchisserie de Thaon*, Thaon-les-Vosges, 1914, p. 16, cité par Claude FERRY, *op. cit.*, 1992, note 105, p. 189.

⁹⁶⁸ AMV-BMO, n°24, avril 1928, p. 509-510.

⁹⁶⁹ AMV, 1M124, dossier Concours du 28 mars pour la construction du Palais du Travail de Villeurbanne, 1927-1928.

réunion pour des sociétés, mais aussi une bibliothèque, une salle de conférences, un Cercle Coopératif et au second étage une salle des fêtes de 2000 places. Les édiles découvrent en effet à Thaon un espace multifonctionnel rassemblant, sur quelques 6 000 m², une salle des fêtes, une salle de spectacle de 1 500 places, un gymnase, des salles appelées « foyers » et utilisées comme salle de réunion des sociétés, une piscine couverte et une aile réservée à la sociabilité des cadres du personnel, appelée « Cercle des ingénieurs » et qui compte aussi un restaurant et une buvette. On ne peut qu'être frappé par la similitude entre les principales fonctions associées au Palais du Travail et celles du Foyer social des Blanchisseries et Teintureries de Thaon. On comprend pourquoi André Vanaret invite les candidats à s'intéresser à ce projet. À Villeurbanne comme à Thaon, on a des espaces multifonctionnels destinés, pour le premier à l'« éducation intégrale de la classe ouvrière », selon l'expression de Lazare Goujon en mai 1927⁹⁷⁰, et pour le second « à favoriser le développement intellectuel et moral des ouvriers »⁹⁷¹ selon l'expression du conseil d'administration de l'entreprise en 1911. Mais pour la famille Lederlin, cela s'inscrit dans le cadre d'une politique paternaliste destinée à lutter contre la fréquentation des cabarets par les ouvriers. Le projet villeurbannais a, bien sûr, une toute autre portée politique : c'est un projet socialiste et hygiéniste, dont l'objectif est d'« améliorer la condition de vie des ouvriers » de Villeurbanne dans une logique émancipatrice. Mais la municipalité ne s'appuie pas uniquement sur cette expérience vosgienne, car des contacts sont aussi pris avec la maison du peuple de la Chaux-de-Fonds en Suisse⁹⁷². Parallèlement à cette recherche d'informations, l'association du Palais du Travail et les édiles organisent la propagande en faveur du Palais du Travail. Lazare Goujon utilise pour cela les moyens techniques modernes en prononçant un discours à la radio en janvier 1928⁹⁷³. L'ensemble des moyens de communication sont mis à contribution, car des timbres sont oblitérés à l'effigie de l'édifice. La dimension politique du projet explique par ailleurs que la municipalité sollicite la Fédération nationale des municipalités socialistes, afin d'obtenir « la liste des Villes et

⁹⁷⁰ AMV, 1D276, délibération du conseil municipal du 20 mai 1927.

⁹⁷¹ Paul LEDERLIN, *op. cit.*, 1914, p. 16. Cité par Claude FERRY, *op. cit.*, 1992, note 105, p.189.

⁹⁷² AMV, 1M122, dossier « Fondation du Palais du Travail », courrier du 18 janvier 1928 du président du Conseil communal de la ville de la Chaux-de-fonds (Suisse) à Monsieur Vanaret.

⁹⁷³ AMV-2D22-Lettre de Bertin Loumagne à Lazare Goujon, datée du 28 janvier 1928.

communes de France administrées par un Maire socialiste »⁹⁷⁴. Les souscriptions que l'association espère lever grâce à cette propagande doivent permettre de financer la construction de l'édifice. Le jury, constitué afin de sélectionner l'architecte du Palais du Travail, est réuni le 30 mars 1928. Deux mois plus tard, la cérémonie de pose de la première pierre est organisée sous le patronage d'Albert Thomas.

b) Du jury du concours à la pose de la première pierre par Albert Thomas (mars-mai 1928)

Le jury, qui se réunit le 30 mars 1928, comprend Lazare Goujon, l'ingénieur en chef de Villeurbanne Jean Fleury, 3 membres du comité du Palais du Travail, dont 2 sont aussi membres du conseil municipal, et surtout 4 architectes : Tony Garnier et Charles Meysson désignés par la Société académique d'architecture de Lyon⁹⁷⁵, et Bonnamour et Verrier nommés quant à eux par le syndicat des Architectes du Rhône. Le jury décide d'attribuer le premier prix à Morice Leroux, sous réserve de modifications, pour son projet « Sous le Ciel de Villeurbanne »⁹⁷⁶. La municipalité a, depuis janvier 1928, accumulé toute une documentation qui lui permet d'exprimer clairement ses exigences. Anne-Sophie Cléménçon, dans son ouvrage sur les *Gratte-Ciel* paru en 2004, avait souligné « l'ingérence » du maire qui indiquait à l'architecte des modifications à apporter à son projet. La municipalité a mis en œuvre une importante phase préparatoire pour faire émerger son projet. L'avantage du projet de Morice Leroux réside dans le fait qu'il peut être construit par étapes en fonction des soutiens financiers. Morice Leroux, qui n'avait pas de diplôme d'architecte, bénéficie par ailleurs de l'éclairage de Tony Garnier qui le rencontre plus tard, en juillet 1928. Le projet prend forme : il doit être constitué d'un corps central comprenant au rez-de-chaussée un cercle-brasserie-coopératif et un théâtre dans les étages supérieurs. Deux ailes encadrant ce corps central doivent accueillir, à l'est, le dispensaire d'hygiène social, et à l'ouest, l'aile réservée aux sociétés villeurbannaise.

⁹⁷⁴ AMV-2D39-Lettre de Michel Dupeuble au secrétaire général de la fédération des municipalités socialiste, datée du 6 février 1928.

⁹⁷⁵ AMV-1M122-Lettre du secrétaire de l'association du Palais du Travail au président de la Société académique d'Architecture de Lyon, datée du 19 mars 1928.

⁹⁷⁶ AMV-1M122, dossier « Copies de lettres »-document n°94, rapport du jury du 30 mars 1928.

Le dimanche 20 mai 1928, la cérémonie de pose de la première pierre du Palais du Travail est organisée sous la présidence d'Albert Thomas⁹⁷⁷, alors directeur du Bureau International du Travail. Une figure du réformisme social est ainsi clairement associée à ce projet, afin d'en accroître le retentissement. Les Villeurbannais sont aussi mobilisés, par des festivités et par la mise en place d'une souscription publique sous la forme d'une tombola⁹⁷⁸ : le premier prix n'est autre qu'une villa située au boulevard Eugène Réguillon. Les recettes de cette tombola doivent permettre de réunir suffisamment d'argent pour financer le projet, mais elles ne font que couvrir les dépenses déjà engagées. L'audience dont bénéficie le projet du Palais du Travail n'est pas seulement locale mais bien nationale comme le démontre le registre daté de 1928 des souscripteurs à la Fondation du Palais du Travail⁹⁷⁹. Les réseaux militants sont mobilisés car les souscripteurs sont essentiellement des syndicats et des coopératives.

De son côté, Lazare Goujon se rapproche d'André Honorat, qui est alors président de la Fondation nationale pour le développement de la Cité universitaire de Paris⁹⁸⁰. Député depuis 1919⁹⁸¹, « il figure dans la Gauche républicaine démocratique, il s'intéresse essentiellement à l'action civique, sociale ou sanitaire, c'est-à-dire à la

⁹⁷⁷ Il est intéressant de noter que le conseil d'administration du Palais du Travail avait prévu qu'en cas d'impossibilité de ce dernier, serait sollicité à sa place Ferdinand Buisson, prix Nobel de la paix en 1927, Victor Basch, président de la Ligue des droits de l'Homme en 1926 ou encore l'historien Aulard. (AMV-1M121-Procès verbal de la commission des fêtes pour l'organisation de la fête du printemps de 1928).

⁹⁷⁸ AMV-1M123-Dossier sur le financement de l'édification du Palais du Travail (1927-1929).

⁹⁷⁹ Les syndicats et les coopératives souscripteurs à la Fondation du Palais du Travail sont localisés dans l'Ain, l'Aisnes, l'Allier, les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, les Ardennes, l'Ariège, l'Aube, l'Aude, l'Aveyron, les Basses et Hautes-Alpes, le Bas et le Haut-Rhin, les Basses et Hautes-Pyrénées, les Bouches du Rhône, le Calvados, le Cantal, la Charente, la Charente-inférieure, le Cher, la Corrèze, les Côtes-d'Armor, la Creuse, les Deux Sèvres, la Dordogne, le Doubs, la Drôme, l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Finistère, le Gard, le Gers, la Gironde, la Haute-Garonne, la Haute-Loire, la Haute-Marne, la Haute-Saône, la Haute-Vienne, les Hauts-de-Seine, l'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre, l'Indre-et-Loire, l'Isère, le Jura, les Landes, le Loir-et-Cher, la Loire, la Loire-inférieure, le Loiret, le Lot, le Lot-et-Garonne, la Lozère, le Maine-et-Loire, la Manche, la Marne, la Mayenne, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, le Morbihan, la Moselle, la Nièvre, le Nord, l'Osie, l'Orne, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées orientales, le Rhône, la Saône-et-Loire, la Savoie, la Seine, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, la Seine inférieure, la Somme, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, les territoires de Belfort, le Var, le Vaucluse, la Vendée, la Vienne, les Vosges et l'Yonne. (source : AMV-1M123-Registre des cartes délivrées aux sociétés et particuliers en 1928).

⁹⁸⁰ AMV-2D22-Lettre de Lazare Goujon à André Honorat, datée du 10 octobre 1928.

⁹⁸¹ Elu en 1921, 1930, 1939 jusqu'en octobre 1945 à la tête des Basses Alpes, selon http://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/honnorat_andre0070r3.html#1889-1940 (Consulté le 21 janvier 2011)

famille, à l'hygiène, à la santé. Il est ou sera cofondateur d'au moins dix associations utiles – *le Comité national contre la tuberculose, l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population, le Comité de protection des orphelins de guerre et de fils de français résidant à l'étranger*, fondateur de *la société de l'Histoire de la guerre* – et président et vice-président d'une dizaine d'autres, dont *l'Association franco-danoise* et *l'Association franco-norvégienne* »⁹⁸². C'est lui qui conseille à Lazare Goujon de commencer les travaux par le dispensaire d'hygiène, afin d'obtenir plus facilement des fonds publics⁹⁸³. C'est pourquoi Morice Leroux se lance d'abord dans l'édification de l'aile Est du Palais du Travail, qui doit accueillir le dispensaire général d'hygiène sociale. La recherche de financements occupe alors les édiles, ainsi que les membres du personnel municipal. Selon un rapport écrit par la doctoresse Latil en mars 1939 dans lequel elle se met en scène on apprend que « Le Docteur Latil fit part de ses projets d'organisation des services au Docteur Cavaillon, (alors) conseiller technique du ministre de la Santé publique et inspecteur général des services de la santé publique, mais qui en 1927 était seulement directeur de la Ligue contre le Péril Vénérien. Alors qu'on gravissait encore les étages du bâtiment avec des échelles, le Dr Latil invita un jour le Dr. Cavaillon à venir de Paris voir la construction en cours et le mit en rapport avec le maire de Villeurbanne. Le Dr. Cavaillon partit enchanté de nos projets et nous inscrivit aussitôt 100 000 frs à prélever sur les fonds de la Ligue. Mais c'était peu. Sur les conseils du Docteur Cavaillon, le Docteur Latil parla de ses projets, au Congrès de Paris, au cours d'un dîner avec lui, au Professeur Léon Bernard, président de la Lutte contre la Tuberculose : à nouveau 100 000 francs furent accordés, et, ce même soir, le Docteur Latil parla encore de ses projets au sénateur Paul Strauss et au Professeur Lereboullet, invités du Pr. Bernard, inscrivirent encore Villeurbanne pour une somme de 100 000 frs à prélever sur les fonds du Comité National pour la Protection de l'Enfance »⁹⁸⁴. Dans cette quête de soutiens politiques et financiers, Lazare Goujon entretient ses relations avec Albert Thomas, en organisant une rencontre à Genève le 15 octobre 1928, afin qu'il utilise son réseau personnel pour faire connaître le Palais du

⁹⁸² Camille ANBERT, « Origines de la Cité », in *Les cahiers de la Cité internationale Universitaire*, n°1, Paris, Fondation nationale-CIUP, 1991, p.3.

⁹⁸³ AMV-1M121-Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 18 novembre 1928.

⁹⁸⁴ AMV-2K81-Rapport du docteur Latil, daté de mars 1939.

Travail⁹⁸⁵. Lazare Goujon relate cette entrevue 6 ans plus tard, dans le discours qu'il prononce, le 16 juin 1934, au moment de l'inauguration de la place et du buste d'Albert Thomas à Villeurbanne. « Quand vinrent les heures douloureuses, les heures de doute, les difficultés de toutes sortes qui paraissaient devoir être insurmontables, le maire de Villeurbanne s'en fut à Genève. Il pénétra dans ce monument créé de toutes pièces – matériellement et intellectuellement – qu'est le Bureau International du Travail. Il fut reçu par Albert Thomas et il sortit de cette entrevue, non pas persuadé qu'il n'est pas d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer, mais convaincu qu'il suffit de poursuivre, et de poursuivre jusqu'au bout pour atteindre le succès »⁹⁸⁶. Le chef du cabinet d'Albert Thomas tient Lazare Goujon au courant de l'avancée de l'affaire : « Aussitôt que j'en ai eu la possibilité, je n'ai pas manqué d'aviser M. Albert Thomas de notre conversation téléphonique de novembre dernier, et d'insister auprès de lui de votre part pour qu'il pense aux initiatives qui pourraient être prises en Chine et au Japon en faveur du Palais du Travail. M. Albert Thomas m'écrit aujourd'hui qu'il n'a pas oublié votre demande, mais (...qu') étant donné le programme écrasant qui lui a été imposé, il ne lui a pas été possible de vous écrire la lettre qu'il vous avait promise. Il pense (...qu')il vaut mieux qu'il reprenne ses démarches à tête reposée plutôt que de lancer des lettres d'introduction inefficaces »⁹⁸⁷. Par ailleurs, le maire fait du lobbying afin d'accélérer l'obtention le décret de reconnaissance d'utilité publique par le ministère de l'Intérieur afin de lever rapidement des fonds pour le projet⁹⁸⁸. S'il y a urgence, c'est parce que des critiques apparaissent, dès l'automne 1928, dans l'opinion publique locale. Les travaux tardent à commencer. L'association du Palais du Travail, devenue Fondation du Palais du Travail est bien reconnue d'utilité publique le 14 mars 1929, mais elle est dissoute un an plus tard, le 2 mai 1930, en raison de ses problèmes financiers⁹⁸⁹. Le projet, jusqu'alors juridiquement de droit privé malgré la supervision constante des édiles, est municipalisé et intégré dans le nouveau projet d'aménagement urbain qui comprend la construction d'un nouvel hôtel de ville et

⁹⁸⁵ AMV-2D22-Lettre de Lazare Goujon à Albert Thomas, datée du 5 octobre 1928.

⁹⁸⁶ *Lyon républicain*, n°20 408, 17 juin 1934, p.2.

⁹⁸⁷ AMV-2D23-Lettre du chef de cabinet d'Albert Thomas au bureau international du travail, datée du 14 janvier 1929.

⁹⁸⁸ AMV-Lettre de Lazare Goujon à Monsieur Appleton, 6b rue Lavoisier à Paris, datée du 12 novembre 1928. Les pièces relatives à la reconnaissance d'utilité publique du Palais du Travail sont déposées dans AMV-1M122-Fondation « Le Palais du Travail » (1926-1934).

⁹⁸⁹ AMV-1M121-Registre des délibérations du Conseil d'administration de la fondation du Palais du Travail de la séance du 2 mai 1930.

d'immeubles à loyers modérés dans le prolongement du Palais du Travail. Les ailes restantes du Palais du Travail sont, dès lors, construites par la Société villeurbannaise d'urbanisme créée en 1931.

c) Une institution au service de l'hygiène des Villeurbannais

- Le dispensaire municipal d'hygiène

Lorsque le bureau municipal d'hygiène est transféré au cours de l'année 1931 dans l'aile est du Palais du Travail, il existe depuis déjà 18 ans. Créé sous le mandat de Jules Grandclément⁹⁹⁰, 11 ans après l'obligation légale de 1902, ce bureau d'hygiène complète le service de soins de la commune, qui est dotée depuis 1907 de son propre hôpital-hospice. De 1925 à 1928, un dispensaire avait été installé dans les locaux de l'école maternelle de la rue Dedieu⁹⁹¹. La construction du Palais du Travail permet de centraliser l'action du bureau municipal d'hygiène, dirigé par le docteur Marie Latil, en y adjoignant le nouveau dispensaire d'hygiène sociale⁹⁹². Dès lors, les enfants ne sont plus envoyés comme c'était le cas jusqu'alors auprès du dispensaire médico-pédagogique du bureau d'hygiène de Lyon afin de leur prodiguer des soins⁹⁹³. Le dispensaire municipal d'hygiène sociale, créé en 1925 par Lazare Goujon⁹⁹⁴, est ainsi installé dans les nouveaux locaux répartis au rez-de-chaussée et dans les deux étages de l'aile Est du Palais du Travail. Le rez-de-chaussée comprend un hall desservant à l'est une grande salle d'attente avec boxes de déshabillage, les services de consultation prénatale et des nourrissons ainsi que le service de radiologie et une salle d'examen médical⁹⁹⁵. A l'ouest de ce hall, on accède au bureau des infirmières, à la conciergerie et à la buanderie du service de tuberculose. « Les tuberculeux qui viennent à la buanderie, apporter leur linge sale ou chercher leur linge propre, ne passent pas par le hall commun ; une entrée spéciale sur la place

⁹⁹⁰ AMV-1D274-Délibération du conseil municipal du 1^{er} avril 1913.

⁹⁹¹ AMV-2K81-Rapport du docteur Latil, daté de mars 1939.

⁹⁹² Voir AMV-5J3-Dispensaire municipal (1925-1958)

⁹⁹³ AMV-AD276-Délibération du conseil municipal du 12 décembre 1924, p.55.

⁹⁹⁴ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 mars 1925.

⁹⁹⁵ AMV-non coté-Bulletin annuel du Bureau Municipal d'Hygiène, année 1931, n°8, publié en 1932, p.9.

leur est réservée »⁹⁹⁶. L'accès aux services du dispensaire est ainsi pensé de manière à limiter les risques de contagion. Le premier étage comprend, quant à lui, les bureaux des employés, deux laboratoires, un cabinet dentaire et un autre d'ophtalmologie ainsi que le service d'oto-rhino-laryngologie. C'est à cet étage que se déroulent plus spécifiquement les visites médicales des enfants. Des consultations prénatales y sont aussi organisées⁹⁹⁷. Le deuxième étage est réservé, à l'est, au traitement de la tuberculose et de la syphilis, tandis que la partie ouest comprend une grande salle de conférences. Les services du dispensaire municipal d'hygiène ouvrent en janvier 1932⁹⁹⁸. La centralisation des informations relatives aux déclarations de cas de malades permet la production de statistiques et un suivi de l'évolution des maladies contagieuses, rue par rue, à Villeurbanne⁹⁹⁹. Le bureau d'hygiène est en charge de la gestion des casiers sanitaires mis en place sous Jules Grandclément, qui « permettent de dresser des statistiques territorialisées, d'établir la saisonnalité des différentes maladies ainsi que la répartition des cas par âge. Ces casiers sanitaires se présentent le plus souvent sous forme de grands registres alphabétiques classés par rue, chaque ligne correspondant à une maladie contagieuse, qui porte, outre l'adresse précise, le sexe et l'âge du malade. Le relevé statistique, le tableau et la carte représentent de nouveaux outils de connaissance qui entrent dans la pratique de la gestion municipale »¹⁰⁰⁰. Le bureau d'hygiène est alors en lien direct avec des représentants de la municipalité, car la commission consultative du bureau d'hygiène, réorganisée en 1925¹⁰⁰¹, est présidée par Lazare Goujon et par le docteur Paul Fort, adjoint au maire en charge de l'hygiène. Elle comprend, outre le docteur Marie Latil, Jean Fleury, directeur des services techniques de la ville, un architecte,

⁹⁹⁶ AMV-non coté-Bulletin annuel du Bureau Municipal d'Hygiène, année 1931, n°8, publié en 1932, p.11.

⁹⁹⁷ AMV-1D14-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 4 janvier 1932.

⁹⁹⁸ AMV-non coté-Bulletin annuel du Bureau Municipal d'Hygiène, année 1932, n°9, publié en 1933, p.6.

⁹⁹⁹ En dehors des casiers sanitaires déposés dans AMV-5J11 à 5J388 qui renseignent les cas déclarés de malades rue par rue, nous avons trouvé 3 registres de déclaration des maladies pour la période 1927 à 1931. Ces registres indiquent l'adresse et l'identité de la personne malade avec un système d'identification alpha-numérique de la pathologie. Ils permettent de suivre la chronologie des déclarations de maladies et des interventions car ils indiquent la date de réception de la déclaration, celle de la visite médicale, le nom du médecin ainsi que les dispositions prises. Voir les registres pour les déclarations des maladies contagieuses dans AMV-5J4-Maladies contagieuses, épidémies (1913-1976).

¹⁰⁰⁰ Patrice BOURDELAIS, *op. cit.*, 2004, p.271.

¹⁰⁰¹ AMV-non coté-Bulletin annuel du Bureau Municipal d'Hygiène, année 1932, n°9, publié en 1933, p.15.

le vétérinaire-inspecteur des viandes, et un entrepreneur. Les différents services fonctionnent grâce à la participation de plusieurs médecins de la ville¹⁰⁰². L'organisation de ce dispensaire suscite l'intérêt de Paul Courmont, directeur de l'Institut bactériologique de Lyon, qui souhaite s'en inspirer pour créer d'autres dispensaires d'hygiène sociale. « Ayant admiré le projet de Maison sociale que tu nous as montré et dans laquelle seront notamment les services de Dispensaire que tu prévois, je serais extrêmement heureux de prendre modèle pour la constitution d'autres dispensaires d'hygiène sociale »¹⁰⁰³. Le dispensaire d'hygiène sociale, installé dans l'aile Est du Palais du Travail, complète le réseau des dispensaires de l'agglomération lyonnaise mais il s'en distingue, car il n'est pas destiné uniquement aux consultations mais aussi à la prévention et à l'éducation sanitaire des Villeurbannais. Pour cela l'aile est, réservée à l'office municipal d'hygiène sociale, comprend une grande salle de conférence. Des interventions de spécialistes sur des questions relatives à l'hygiène sont organisées dans cette salle les mercredis soirs, dès novembre 1931¹⁰⁰⁴. Elles sont organisées « par l'Administration municipale dans le but de faire connaître à la population les grands fléaux sociaux, leurs dangers pour la santé et les moyens de s'y soustraire ou de les combattre. L'intérêt, l'empressement du public pour ces causeries ont démontré que ces dernières répondaient aux besoins que toute personne a de s'instruire et de s'éduquer »¹⁰⁰⁵. Pour organiser ces conférences, la municipalité bénéficie du réseau médical de Lazare Goujon. Ayant fait ses études de médecine à Lyon, il sollicite ses confrères pour y intervenir. Des figures lyonnaises de l'hygiène y participent comme par exemple Paul Courmont¹⁰⁰⁶, Jean Lépine¹⁰⁰⁷, le docteur Rochaix¹⁰⁰⁸, Etienne Martin en tant que directeur de l'Institut de médecine du travail¹⁰⁰⁹ et le professeur Pic. Villeurbanne bénéficie ici de la proximité d'un important réseau médical. Les sujets traités portent sur la prophylaxie, l'hygiène corporelle et domestique, le bienfait des activités sportives¹⁰¹⁰. Des questions réglementaires sont aussi traitées comme

¹⁰⁰² AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 6 mars 1925, p.106.

¹⁰⁰³ AMV-2D24-Lettre de Paul Courmont à Lazare Goujon, datée du 28 mai 1930.

¹⁰⁰⁴ AMV-BMO, n°68, janvier 1932, p.1570.

¹⁰⁰⁵ AMV-BMO, n°73, mai 1932, p.1665.

¹⁰⁰⁶ AMV-BMO, n°68, janvier 1932, p.1570.

¹⁰⁰⁷ AMV-BMO, n°70, février 1932, p.1593.

¹⁰⁰⁸ *Idem.*

¹⁰⁰⁹ *Idem.*

¹⁰¹⁰ AMV-BMO, n°71, mars 1932, p.1609 ; AMV-BMO, n°95, mars 1934, p.2207.

l'assistance et la protection de l'enfance, les assurances sociales¹⁰¹¹. Les conférences sur la lutte contre les taudis¹⁰¹², la pollution industrielle¹⁰¹³ ou encore les accidents de la rue¹⁰¹⁴ montrent que l'environnement urbain est pris en compte dans la programmation. Certaines de ces conférences sont régulièrement publiées dans le bulletin municipal officiel, afin d'accroître leur audience. Une politique d'éducation de la population aux questions d'hygiène se met donc en place avec l'ouverture de l'aile est du Palais du Travail.

- La piscine d'hiver

Dans les sous-sols du corps central du Palais du Travail est construite la piscine d'hiver de Villeurbanne, qui ouvre ses portes en octobre 1933. Elle est créée en complément du stade nautique, inauguré le 31 mai 1931¹⁰¹⁵. Cette piscine d'hiver est intégrée dans « le vaste programme d'amélioration sociale entrepris par l'administration municipale » car « créer une piscine, c'est fermer un hôpital »¹⁰¹⁶. La construction du Palais du Travail s'étant faite par étape, Lazare Goujon peut proposer en 1932 que soit intégrée dans les sous-sols de ce dernier une piscine couverte. L'architecture fonctionnelle permet d'adapter l'aménagement de l'édifice en fonction de l'évolution de la politique sportive de la municipalité. Le sous-sol du Palais du Travail devait être aménagé en salle de réunion. Mais après avoir consulté les architectes dirigeant la construction, le maire propose de modifier les plans primitifs du sous-sol pour y aménager une piscine d'hiver. Il y a donc bien une « inflexion fonctionnelle » du Palais du Travail¹⁰¹⁷.

¹⁰¹¹ AMV-BMO, n°104-décembre 1934, p.2437.

¹⁰¹² *Idem*.

¹⁰¹³ AMV-BMO, n°95, mars 1934, p.2207

¹⁰¹⁴ AMV-BMO, n°104, décembre 1934, p.2437.

¹⁰¹⁵ AMV-BMO-n°62, juin 1931, p.1402. Voir AMV-1M73 à 1M74 sur les travaux de construction (1927-1933), AMV-1M75 sur l'installation du système de purification d'eau et l'aménagement de la piscine d'été et celle du Palais du Travail.

¹⁰¹⁶ AMV-1M128-Extrait du registre des délibérations daté du 26 août 1932, p.2. dans le dossier : « Piscine d'hiver, demande de subvention (1932) ». Dans son rapport initial du 26 août 1932, le maire avait écrit « créer des terrains de jeux et des piscines, c'est fermer un hôpital », expression qu'il remplace au crayon à papier par « créer une piscine, c'est fermer un hôpital » dans AMV-1M128-Rapport du maire sur l'aménagement d'une piscine d'hiver dans le sous-sol du « Palais du Travail » dans le dossier « Piscine d'hiver : rapport du maire, rapports techniques, octobre et novembre 1932 ».

¹⁰¹⁷ L'expression est de Thierry Terret dans Thierry TERRET, « La piscine d'hiver du palais du travail, un outil d'hygiène sociale », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Le Palais du Travail*, Le Rize, Villeurbanne, 2011, p.60-65.

Dès lors, les fonctions rassemblées au sein du Palais du Travail se complexifient et on relève un changement dans les discours de Lazare Goujon qui traite, devant la société des Amis d'Anatole France, le 29 septembre 1933 du sujet : « Le Palais du Travail – éducation physique et intellectuelle du Peuple »¹⁰¹⁸. Cette inflexion fonctionnelle est importante : d'un espace de rassemblement dévolu à l'éducation ouvrière, on passe à un espace dévolu à « l'éducation intégrale ». Cette expression avait été employée par Lazare Goujon dès mai 1927 lors de sa présentation du projet du Palais du Travail. Ce dernier faisait alors référence à la doctrine de « l'éducation intégrale », élaborée à la fin du XIX^e siècle et dont l'objectif était d'allier éducation physique et intellectuelle. Selon Christiane Demeulenaere-Douyère, « l'éducation intégrale propose de prendre en compte l'enfant dans sa globalité et de développer de façon simultanée et harmonieuse les différents aspects de sa personnalité, en s'adressant à la fois à ses capacités physiques et particulièrement manuelles, intellectuelles et morales. Son but est de former un citoyen responsable qui soit également un bon ouvrier mis à l'abri du chômage par une formation polyvalente et un esprit toujours ouvert à l'étude »¹⁰¹⁹. Elle est théorisée en France à la fin du XIX^e siècle par Paul Robin¹⁰²⁰. On retrouve aussi cette idée chez le théoricien anarchiste Pierre Kropotkin qui parlait déjà d'éducation intégrale selon Oved Ya'acov¹⁰²¹. Or, comme nous le voyons ici, cette doctrine pédagogique connaît un renouveau durant l'entre-deux-guerres, notamment parce qu'elle correspond au modèle républicain élaboré à la fin du XIX^e siècle, et qu'elle est diffusée par des théoriciens du socialisme intégral. Le Palais du Travail est un espace multifonctionnel dont la conception correspond à l'idéologie socialiste. Il dote la ville de nouvelles fonctions culturelles, dont un théâtre municipal.

¹⁰¹⁸ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon datée du 29 septembre 1933 à Marcel Souzy.

¹⁰¹⁹ Christiane DEMEULENAERE-DOUYERE, « Un précurseur de la mixité : Paul Robin et la coéducation des sexes », in *Clio*, numéro 18-2003, *Mixité et coéducation*. En ligne : <http://clio.revues.org/index615.html> (Consulté le 19 janvier 2012)

¹⁰²⁰ Il obtint en 1880 du Conseil général de la Seine « la possibilité de mettre concrètement en œuvre ses idées sur l'éducation intégrale en lui confiant, à l'initiative de Ferdinand Buisson qui toujours encouragera l'expérience et la protégera, la responsabilité de l'Orphelinat Prévost » dans Christiane DEMEULENAERE-DOUYERE, *op. cit.*, 2003, p.8.

¹⁰²¹ « He therefore proposed to introduce an integral education in order to enable the young person to take part in the production process and at the same time receive a humanistic, social and science-oriented education and provide the means of understanding his world and society » dans Oved YA'ACOV, « *The future society according to Kropotkin* » in *Cahiers du monde russe et soviétique*, volume 33, n°2-3, avril-septembre 1992, p.312.

d) *Le théâtre municipal : un enjeu politique*

L'instrumentalisation politique d'un théâtre est un enjeu de taille pour les partis politiques. Le 31 janvier 1933, soit un an avant l'ouverture du théâtre, Antoine Poggioli, maire du Bourget et secrétaire général de la fédération des municipalités socialistes, écrit à Lazare Goujon : « Vous savez que la propagande pacifiste est pour nous au premier plan. Elle l'est encore davantage lorsqu'il s'agit d'une œuvre qui découvre au public, avec une puissance rarement égalée, les scandaleuses actions des industriels de guerre. C'est pourquoi nous vous recommandons chaleureusement de faire un accueil favorable à l'offre jointe de notre camarade Sédillot, du théâtre de la Porte Saint-Marin, qui organise à travers toute la France, les représentations de « LA MARCHÉ HEROÏQUE », pièce en 4 actes du Ch. A. Abadie, et de faire en sorte que le recrutement du public soit assuré d'une manière active. Nous vous remercions d'avance de l'aide que vous nous apporterez dans cette diffusion de nos principes »¹⁰²². La salle de théâtre n'étant pas alors prête en janvier 1933 pour accueillir la pièce, des échanges se nouent entre Jules Sédillot et le maire grâce au rôle d'intermédiaire d'Antoine Poggioli¹⁰²³. Le théâtre municipal de Villeurbanne ouvre ses portes durant le printemps 1934. Son exploitation exclusive est alors concédée à Claude Charmat, son nouveau directeur. Ce dernier décide d'inaugurer le théâtre le 5 avril 1934, par la représentation de l'opérette *Le pays du Sourire*. Or, dans une lettre datée du 15 mars 1934 destinée à Michel Dupeuble, Lazare Goujon exprime la frustration qu'il ressent quant à ce choix : « J'ai reçu, ce matin, un coup de téléphone de Charmat qui donnera ses cinq représentations les 5, 6, 7, 8 (2 repr(ésentations)) mais je regrette – pour ma part – que le théâtre n'ouvre pas avec *les Marchands de Canon* au point de vue psychologique, au point de vue social, et conformément à la parole que j'avais donné à Sédillot, il eût mieux valu attendre le 13 avril. J'ai été un peu surpris, et après réflexion je crois que nous avons tort. Nous éteignons la flamme et notre coup de tonnerre ne sera plus qu'un pétard. D'autre part, j'apprend que Montcharmand va donner aux Célestins le *Pays du Sourire* du 1(5 ?) au 20 avril. Cela souligne notre erreur. Je n'ose informer Sédillot et je serai

¹⁰²² AMV-2D28-Lettre d'Antoine Poggioli à Lazare Goujon, datée du 31 janvier 1933.

¹⁰²³ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon à Jules Sédillot, datée du 4 février 1933 ; AMV-2D28-Lettre de Jules Sédillot à Lazare Goujon, datée du 30 janvier 1933 ; AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon à Jules Sédillot, datée du 1^{er} août 1933.

content de rendre sa parole à Charvat pour cette série »¹⁰²⁴. Cette lettre nous renseigne sur la volonté de Lazare Goujon de donner une dimension politique à la première représentation théâtrale qui doit avoir lieu dans l'enceinte du Palais du Travail. En effet, il aurait souhaité que le théâtre ouvre, non pas le 5 mais le 13 avril 1934, avec la pièce en trois actes de Maurice Rostand intitulée *Les Marchands de canons*, mise en scène par Jules Sédillot, avec qui il était en contact depuis un an. Persuadé de faire aboutir son projet, il en vient d'ailleurs à indiquer au conseil municipal, deux mois avant l'ouverture effective du théâtre que celui-ci ouvrira ses portes le 13 avril avec la pièce *Les Marchands de canons*¹⁰²⁵. Cette œuvre politique, représentée pour la première fois le 28 avril 1933 à Paris, est rapidement censurée en raison de son caractère pacifiste et antimilitariste et c'est en province qu'elle est diffusée. Selon Ladislav Mysyrowicz, cette pièce « fourmillait d'allusions politiques transparentes ; on y voyait une personnalité politique (Briand) assassinée à l'instigation des marchands de canons, à cause de son mot d'ordre : "Arrière les canons, arrière les mitrailleuses" »¹⁰²⁶. Maurice Rostand, célèbre pour son œuvre *L'Homme que j'ai tué*, est alors l'un des membres actifs de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix (LICP). Cette ligue, fondée en 1931 par Victor Méric, s'inscrit dans le courant du « pacifisme extrême, celui pour lequel aucune guerre ne saurait être légitime »¹⁰²⁷. Maurice Rostand, par ses œuvres, participe à la propagande festive de la LICP dont l'objectif est de distraire pour convaincre¹⁰²⁸. Cet engagement explique pourquoi Lazare Goujon, membre de la ligue des droits de l'Homme, pacifiste et socialiste, est très attaché à cette œuvre. La municipalité donne d'ailleurs une audience plus importante aux *Marchands de canons* dans le bulletin municipal du mois d'avril 1934 ; L'annonce de la représentation du *Pays du Sourire* ne couvre que quelques lignes tandis que celle des *Marchands de canons* s'étale sur

¹⁰²⁴ AMV-2D31-Courrier de Lazare Goujon daté du 15 mars 1934.

¹⁰²⁵ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 26 février 1934, p.15.

¹⁰²⁶ Ladislav MYSYROWICZ, *Autopsie d'une défaite : cinq études sur les origines de l'effondrement militaire français 1919-1939*, Thèse de sciences politiques, Lausanne, Editions de l'Âge d'homme, 1973, note 87, p.309-310.

¹⁰²⁷ Voir Nicolas OFFENSTADT, « Le pacifisme extrême à la conquête des masses : la Ligue Internationale des Combattants de la Paix (1931-1939) et la propagande », in *Matériaux pour l'histoire*, 1993, n°30, p.35.

¹⁰²⁸ *Idem*, p.36-37.

une page entière avec la mention « *vous verrez une Œuvre de haute portée sociale* »¹⁰²⁹.

Malgré cet échec symbolique, Lazare Goujon est sollicité par la suite afin de représenter des pièces pacifistes, et on peut y voir encore la volonté d'instrumentaliser le théâtre à des fins politiques. En mars 1935, Roger Ray écrit au maire afin de faire donner à Villeurbanne sa pièce intitulée *Pourvoyeurs de Charniers. Réquisitoire en 3 actes contre les marchands de canons*. Le réseau socialiste intervient car Roger Ray écrit au maire pour faire représenter sa pièce, écrite spécialement pour la propagande contre la guerre et le fascisme, en indiquant que c'est sur les conseils de leur ami commun, Antoine Charial, qu'il le contacte¹⁰³⁰. Mais la réponse de Lazare Goujon montre qu'il ne souhaite pas intervenir en tant que maire sur la programmation du théâtre. Il précise qu'il ne peut envisager pour le compte de la ville aucune représentation, car la programmation du théâtre n'est pas de son fait¹⁰³¹. Le théâtre de Villeurbanne est pourtant bien un enjeu politique et Lazare Goujon l'utilise dans ce sens en avril 1934. Cependant, après cette tentative, la municipalité ne cherche plus à instrumentaliser la programmation théâtrale, comme l'indique en mai 1934 la réponse de Lazare Goujon à une nouvelle sollicitation : « Je dois vous dire (...) qu'en aucune façon la Ville n'exploite et n'a l'intention d'exploiter directement le Théâtre. Il me sera donc difficile de vous assurer un ou plusieurs cachets, ainsi que vous le demandez »¹⁰³². La programmation théâtrale est laissée aux soins du directeur et « les locataires du Théâtre (doivent) s'engager à rembourser à la Ville tous les frais entraînés par les représentations (personnel, éclairage, chauffage, climatisation, nettoyages) »¹⁰³³. Le théâtre propose dès lors, selon la presse, une programmation d'« une très grande diversité. Alternent à l'affiche : l'opéra-comique, l'opérette à grands spectacles, l'opérette moderne et classique, la comédie musicale, la comédie, les grands classiques, la grande revue, le *music hall* et le cinéma avec quelques beaux films en première vision. Entre temps, quelques récitals et conférences »¹⁰³⁴. Le théâtre peut alors accueillir près de 1 500 personnes et il dispose d'infrastructures modernes,

¹⁰²⁹ AMV-BMO, n°96, avril 1934, p.2228 et p.2231.

¹⁰³⁰ AMV-2D33-Lettre de Roger Ray à Lazare Goujon, datée du 16 mars 1935.

¹⁰³¹ AMV-2D33-Lettre de Lazare Goujon à Roger Ray, datée du 25 mars 1935.

¹⁰³² AMV-2D30-Lettre de Lazare Goujon à Louise Martinière, datée du 7 mai 1934.

¹⁰³³ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 14 mai 1934.

¹⁰³⁴ AMV-3C67-*Lyon Républicain*, 10 septembre 1934.

notamment d'orgues radio-synthétiques¹⁰³⁵, installés au-dessus de la scène, et d'un projecteur de films. Il faut remarquer que, dans le dossier de concours remis aux candidats pour l'édification du Palais du Travail en 1928 il n'est pas question de « théâtre » mais de « salle des fêtes ». « La salle des fêtes devra contenir 2 000 places, avec parterre en gradins (...) Son acoustique devra être soigneusement étudiée. L'orchestre, la scène et le magasin à décors devront pouvoir permettre l'interprétation du répertoire d'opéras, drames, comédies et concerts »¹⁰³⁶. Ce projet de salle des fêtes regroupait en réalité toutes les fonctions d'un théâtre, et ce n'est qu'un simple glissement sémantique qui s'opère entre 1928 et 1934. Ce point souligne bien la volonté initiale de faire du théâtre le lieu de rassemblement festif des Villeurbannais.

e) *Des espaces de coopération et d'éducation*

Les lieux de rassemblements s'organisent autour d'un « cercle, brasserie, restaurant » qui désigne le hall central installé au rez-de-chaussée du Palais du Travail et des salles de réunion installées dans l'aile ouest. Le hall central est un lieu de sociabilité qui permet aux habitants de se restaurer et de se réunir. Cet espace est utilisé par la municipalité afin d'y organiser des banquets lors de réceptions, ou lorsque sont organisés des congrès au sein du théâtre. L'aile ouest est réservée plus particulièrement aux sociétés villeurbannaises, qui peuvent ainsi louer des locaux afin de se réunir. Cette aile comprend au 2^e étage une salle de conférences, utilisée pour des conférences artistiques et littéraires gratuites tous les lundis soirs. Une société culturelle, « Les amitiés artistiques et littéraires de Villeurbanne », est créée à cette fin. Cette société bénéficie du réseau culturel lyonnais, dans lequel elle s'inscrit. « Les réunions artistiques sont organisées sous le patronage et la direction de M. Jean Waerseggers, directeur de la Musique à l'Opéra de Lyon, qui a bien voulu assurer la Société de son précieux concours (...). La Société "Les Amitiés Artistiques et Littéraires de Villeurbanne" espère obtenir deux ou trois séances hors séries, et notamment, après accord avec M. le Directeur de l'Opéra de Lyon et la

¹⁰³⁵ AMV-1M120-Dossier sur l'installation d'orgues radio-synthétiques dans la salle des mariages de l'hôtel de ville et dans le théâtre du Palais du Travail (1932-1935)

¹⁰³⁶ AMV-1M124-Dossier Concours du 28 mars pour la construction du Palais du Travail de Villeurbanne, 1927-1928-Palais du Travail, article 10.

Société “Les Fervents de l’Opéra”, des avant-premières de reprises importantes ou de créations à l’Opéra de Lyon, avec le concours des Artistes de la Scène Lyrique Lyonnaise »¹⁰³⁷. Les conférences littéraires quant à elles s’appuient sur le réseau universitaire lyonnais¹⁰³⁸.

L’édification du Palais du Travail et l’organisation en son sein de conférences publiques change les fonctions urbaines de Villeurbanne. En effet, à la suite d’une sollicitation du Touring-Club de France pour organiser une conférence sur la Nouvelle Calédonie à Villeurbanne, en octobre 1927, Lazare Goujon répond : « J’ai l’honneur de vous faire connaître qu’il n’existe pas à Villeurbanne de groupement susceptible d’organiser une conférence sur la Nouvelle Calédonie. La proximité de la Ville de Lyon fait que toutes les organisations importantes ont leur siège à Lyon »¹⁰³⁹. L’attractivité culturelle de Lyon et sa position dominante dans la hiérarchie urbaine au sein de l’agglomération font que Villeurbanne n’est pas en capacité d’accueillir, durant les années 1920, de conférences à caractère culturel. Or cette situation change dans les années 1930. La prédominance culturelle de Lyon reste prégnante, comme le montre la répartition des librairies dans l’agglomération. En effet, en septembre 1929, la librairie Stock contacte le secrétaire général de Villeurbanne afin de connaître l’adresse des librairies ou papetiers pour leur envoyer un dépôt de leurs livres. « Vous penserez sans doute avec nous qu’il est regrettable que nos éditions ne soient pas représentées dans votre ville : bien certainement beaucoup de personnes seraient heureuses de se procurer des ouvrages de sérieuse littérature »¹⁰⁴⁰. La réponse du secrétaire général à cette sollicitation est des plus intéressantes. Il indique que « malgré son chiffre élevé de population (63 775 habitants), Villeurbanne possède peu de magasins de librairie ou papeterie, en raison de sa situation de banlieue de la Ville de Lyon »¹⁰⁴¹. Michel Dupeuble indique le nom de seulement 5 commerces de cette nature. « Le plus important de la Ville » se trouve place de la mairie, deux autres ont leur adresse cours Tolstoï et deux autres cours Emile Zola, c’est-à-dire sur les artères principales de Villeurbanne. La

¹⁰³⁷ AMV-BMO, n°93, janvier 1934, p.2157.

¹⁰³⁸ AMV-BMO, n°103, novembre 1934, p.2411

¹⁰³⁹ AMV-2D21-Lettre de Lazare Goujon à M. Nething du Touring-Club de France, datée du 8 octobre 1927.

¹⁰⁴⁰ AMV-2D23-Lettre de la librairie Stock à Paris au secrétaire général de mairie de Villeurbanne, datée du 19 septembre 1929.

¹⁰⁴¹ AMV-2D23-Lettre du secrétaire général de mairie à la librairie Stock à Paris, datée du 25 septembre 1929.

faiblesse du réseau de librairies à Villeurbanne s'explique par sa situation de commune à la périphérie lyonnaise. La relation hiérarchique entre Lyon et Villeurbanne se traduit par l'accès différencié aux lieux culturels. L'édification du théâtre et la création de la société des amitiés artistiques et littéraires de Villeurbanne modifient cette domination culturelle lyonnaise. Les pratiques urbaines s'en trouvent changées car Villeurbanne est dès lors dotée d'un espace culturel original.

La municipalité soutient parallèlement des initiatives culturelles dans une logique de décentralisation culturelle, comme des contre-points de celles organisées par sa voisine. Un cercle choral mixte est ainsi constitué durant l'automne 1934, en remplacement du vieux cercle choral. « Le Conseil prit la décision, non de tenter un essai, mais de créer une chorale mixte à l'exemple de celles qui existent dans la grande ville voisine, et de tout mettre en œuvre pour doter la Ville de Villeurbanne d'une société chorale puissante et digne des 82 000 habitants qui, en toutes occasions, approuvent l'effort de décentralisation de la musique tenté par les sociétés musicales de notre ville »¹⁰⁴². Une politique culturelle municipale se dessine à partir de 1933, qui a notamment pour but d'élever Villeurbanne au rang de son exemplaire voisine, en décentralisant l'offre culturelle sur son territoire.

2. Le nouvel hôtel de ville

C'est au début de son second mandat (1929-1934), que Lazare Goujon propose de construire, dans la continuité du Palais du Travail, un nouvel hôtel de ville, ainsi que des logements destinés avant tout aux familles nombreuses. Il tire parti d'une situation problématique pour rationaliser la construction du Palais du Travail et celle du nouvel hôtel de ville. Le programme soumis aux candidats au concours pour l'édification de la mairie, organisé le 3 juillet 1930, propose de construire un ensemble cohérent – le Palais du Travail et l'hôtel de ville – séparé par une place centrale. Ainsi, le Palais du Travail et l'hôtel de ville doivent se répondre par un jeu de symétrie en faisant de la place, le centre de gravitation de l'ensemble architectural. C'est le projet de l'architecte Robert Giroux, grand prix de Rome, qui est retenu par le jury le 7 juillet 1930¹⁰⁴³. Il propose d'ouvrir l'hôtel de ville au sud, sur la place et au nord sur l'avenue projetée depuis décembre 1929. Les espaces ainsi

¹⁰⁴² AMV-BMO, n°102, octobre 1934, p.2395.

¹⁰⁴³ AMV-BMO-n°52, août 1930, p.1153.

dégagés sont ensuite réservés à la construction de logements à loyers modérés, en réponse à la pénurie persistante. Afin de faire sortir de terre le nouveau centre de Villeurbanne, Lazare Goujon soumet, le 11 août 1930 au conseil municipal, les premières formes d'un montage financier original, en conformité avec les décrets du 26 novembre et du 28 décembre 1926. Il propose d'établir un contrat avec la société le Comptoir d'Entreprises et de Travaux urbains qui « constituera une société anonyme dite SOCIETE VILLEURBANAISE d'URBANISME d'un capital de dix millions de francs »¹⁰⁴⁴. La municipalité lui cède ainsi « à bail emphytéotique de 60 ans, divers terrains d'une superficie de 20 000 m² environ, comportant les terrains de l'avenue de l'hôtel-de-ville, de la rue Michel-Servet, celui voisin de la briqueterie et ceux où se trouvent actuellement l'usine de la C.A.M. et restant utilisables après l'aménagement d'une avenue »¹⁰⁴⁵. En retour, la société est chargée de construire l'Hôtel de Ville, des immeubles d'habitations à loyers modérés et d'achever le Palais du Travail. Il est ainsi prévu que la Mairie et le Palais du Travail, considérés comme « des bâtiments des services publics »¹⁰⁴⁶, sont propriétés de la ville dès le commencement des travaux¹⁰⁴⁷, tandis que les immeubles d'habitations à loyers modérés doivent « revenir également à la ville à l'expiration du bail emphytéotique de 60 ans (...) des terrains sur lesquels elles seraient édifiées »¹⁰⁴⁸.

Les formes définitives de ce montage financier sont établies le 18 avril 1931 quand est validée par décret la création de la Société Villeurbanaise d'Urbanisme (SVU)¹⁰⁴⁹. Un certain flottement et des tensions apparaissent entre les entrepreneurs et le Comptoir d'Entreprises et de Travaux urbains, qui bénéficie d'une représentation au sein de la SVU. C'est ce que montre un télégramme envoyé en mai 1931 par Michel Dupeuble à Lazare Goujon, alors à Paris. « Chariat téléphone que lettre du Comptoir reçue par entrepreneurs met tout en cause à nouveau le groupement lyonnais demande si oui ou non le Comptoir dirige les opérations gros

¹⁰⁴⁴ AMV-20Z129-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 11 août 1930.

¹⁰⁴⁵ AMV-BMO, n°53, septembre 1930, p.1183 : compte rendu de la séance extraordinaire du conseil municipal du 11 août 1930.

¹⁰⁴⁶ AMV-20Z129-Copie du contrat établi par Lazare Goujon, maire de Villeurbanne, et M. Winberg, administrateur délégué du Comptoir d'Entreprises et de Travaux Urbains, 12 août 1930, article 6.

¹⁰⁴⁷ AMV-20Z129-*idem*, articles 1 et 2.

¹⁰⁴⁸ AMV-20Z129-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 5 novembre 1932.

¹⁰⁴⁹ AMV-20Z118-Statuts de la SVU.

mécontentement »¹⁰⁵⁰. Ces tensions s'expliquent par le mode de gouvernance de la SVU. Il s'agit d'une société par action ouverte aux « entrepreneurs régionaux (qui) furent choisis de façon à ce que chaque corps de métier possédât deux représentants parmi les actionnaires. Des prix de base aussi réduits que possibles furent fixés et les entrepreneurs actionnaires furent chargés des travaux. Ils étaient ainsi intéressés à la réussite de l'opération »¹⁰⁵¹. Le conseil d'administration de la SVU est ainsi composé de 10 membres, dont 3 sont élus par le conseil municipal de Villeurbanne. Lazare Goujon est par ailleurs nommé président du conseil d'administration, ce qui lui permet de superviser l'avancée du projet. Il précise, lors d'une conférence donnée le 6 août 1932 dans la salle du dispensaire d'hygiène nouvellement construit, que la ville « participe aux bénéfices de l'exploitation, au prorata du nombre des actions dont elle est propriétaire »¹⁰⁵². Mais l'engagement de cette dernière est particulièrement important. En effet, la ville de Villeurbanne garantit durant trente ans l'emprunt de 110 millions de francs réalisé par la Société Villeurbanaise d'Urbanisme¹⁰⁵³. Les coûts de construction ne sont donc pas portés directement à la charge de la SVU, mais ils sont payés sur les fonds de l'emprunt garanti par la ville, à concurrence de 7 millions de francs pour la construction de l'hôtel de ville et de 5 millions pour celle du Palais du Travail¹⁰⁵⁴. Ces dispositions impliquent que les dépenses engagées au-delà de ces seuils, et les intérêts s'y rapportant, sont payés directement par la ville de Villeurbanne¹⁰⁵⁵. Or, le 15 juin 1932, il apparaît que suivant les devis mis au point, les frais de construction de l'hôtel de ville s'élèveront à 9 millions et ceux du Palais du Travail à 7 millions. La nouvelle évaluation de la dépense fixée à 16 millions de francs oblige la municipalité à prendre directement à sa charge 5 millions de francs. Afin de régler cette somme à la SVU, il est prévu « de prélever une partie de cette dépense sur la vente à l'Etat de la

¹⁰⁵⁰ AMV-2D25-Télégramme envoyé par Michel Dupeuble à Lazare Goujon, daté du 19 mai 1931.

¹⁰⁵¹ AMV-BMO, n°103, novembre 1934, p.2417.

¹⁰⁵² AMV, Lazare Goujon, Le nouveau centre de Villeurbanne, Villeurbanne, ATL, 1932 p.8.

¹⁰⁵³ AMV-20Z129-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 5 août 1931, article 7.

¹⁰⁵⁴ AMV-20Z129 Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 5 août 1931.

¹⁰⁵⁵ À titre de fonds de garantie pour la ville, il est prévu que la SVU dépose 1/50^e des emprunts garantis par la ville, soit une somme de 2 millions à maintenir « dans la caisse du Receveur Municipal de Villeurbanne ou dans un établissement bancaire désigné par la ville de Villeurbanne » (AMV, op. cit., p.5). Cependant, cette obligation ne doit être appliquée qu'au courant de la troisième année à compter de l'émission de chaque tranche.

Mairie actuelle »¹⁰⁵⁶ et, après déduction des recettes de cette vente, de souscrire un emprunt sur trente ans de 3 685 000 francs. Ainsi, tandis que le nouvel hôtel de ville n'est pas encore construit, il est déjà prévu que les recettes dégagées par la vente des locaux de la Mairie encore en fonctionnement seront utilisées pour régler les surcoûts liés à l'édification du nouveau centre. Cependant ce dernier emprunt est annulé le 10 décembre 1932, lorsque le conseil municipal, décide de contracter un « prêt de 30 millions de francs avec la Caisse des Dépôts et Consignations et un autre de 20 millions de francs avec la Caisse Autonome de Retraites des Ouvriers Mineurs »¹⁰⁵⁷ afin de financer la deuxième tranche d'emprunt. Lazare Goujon utilise son réseau politique afin d'obtenir l'accord du conseil d'Etat permettant de valider ce nouveau montage financier. Il écrit à Michel Dupeuble qu'il a obtenu le soutien de Camille Chautemps, alors ministre de l'Intérieur : « Chautemps fera l'impossible pour que le décret du conseil d'Etat intervienne assez vite pour que les paiements aux entrepreneurs ne subissent aucun retard »¹⁰⁵⁸. Fort du soutien des caisses publiques, le conseil municipal décide, le 26 juin 1933¹⁰⁵⁹, de poursuivre son œuvre édilitaire en faisant édifier pour 8 millions de francs un stadium par la SVU. Cette politique urbaine particulièrement ambitieuse a donc été rendue possible par la création de la SVU, mais aussi par le recours aux caisses publiques. Cependant cette politique urbaine engage sur plusieurs années les finances de la ville, et cela explique les critiques particulièrement fortes qui ont émaillé la construction de ce nouveau centre, et qui émanent notamment du parti communiste.

Les premiers groupes d'habitation le long de la rue Michel Servet sont proposés à la location en septembre 1932. Les suivants le sont un an plus tard. Au total 1 500 logements sont prévus. Plusieurs éléments les caractérisent, et d'abord les bâtiments étagés en gradins avec des terrasses suspendues. Cet ordonnancement architectonique permet d'aérer et d'éclairer naturellement l'avenue bordée par les logements nouvellement construits. L'étude des courriers démontre par ailleurs que Lazare Goujon, malgré son éloignement à cause de son mandat de député, intervient directement et s'exprime sur l'avancée des travaux. Il écrit ainsi de Paris à Michel

¹⁰⁵⁶ AMV-20Z129-Additifs au contrat intervenu entre la commune et la « Société Villeurbanaise d'Urbanisme »-15 juin 1932.

¹⁰⁵⁷ AMV-20Z129-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 10 décembre 1932.

¹⁰⁵⁸ AMV-2D26-Lettre de Lazare Goujon à Michel Dupeuble, datée du 17 octobre 1932.

¹⁰⁵⁹ AMV-20Z129-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 26 juin 1933.

Dupeuble : « Pour l'éclairage du nouveau quartier dites à Fleury que réaliser c'est prévoir et qu'il y a longtemps que nous connaissions la formule nouvelle d'éclairage de l'avenue par les terrasses. On aurait dû prévoir depuis longtemps – et je l'avais réclamé – la fourniture des câbles ainsi que le travail de canalisation. C'est ainsi que s'accumulent des retards qui ne sont pas toujours imputables à des entrepreneurs. Je ne tiens pas à avoir une installation provisoire avec des fils aériens qui nuiront à l'esthétique de l'avenue. Je veux du définitif – les nouveaux locataires aussi – ou rien. Dîtes lui aussi combien je tiens à ce que le travail de prolongement de l'avenue jusqu'au cours Emile Zola (barrières, trottoirs, égouts) soit fait et rapidement fait »¹⁰⁶⁰. L'enjeu en terme de prestige de l'éclairage du quartier des Gratte-Ciel explique cette intervention directe du maire.

Le nouvel hôtel de ville, ouvert au public en octobre 1933, comprend deux étages surmontés d'une vaste terrasse et d'un beffroi qui domine l'agglomération. Renaud Payre note que « parmi les nouveaux bâtiments municipaux construits dans l'entre-deux-guerres, un bon nombre essaye de renouveler la tradition du beffroi censé incarner les franchises municipales. L'hôtel de ville de Lille propose un beffroi gratte-ciel dès 1932. Le centre administratif de Montrouge est surmonté d'un beffroi. L'hôtel de ville de Cachan construit par l'architecte Mathon et mis en service en 1935 est caractérisé par ce que le maire Léon Eyrolles nomme une tour. Il déclare : "Cette tour est une sorte de symbole. Elle représente l'effort de notre commune vers le beau, le mieux être, le droit à la vie. Nous avons voulu faire grand et simple" »¹⁰⁶¹. L'élévation de l'hôtel de ville et la verticalité de cet ensemble architectural modifient radicalement la morphologie urbaine de Villeurbanne [Fig.15]. Cette verticalité est par ailleurs mise en valeur par l'éclairage urbain car des projecteurs sont installés pour l'illumination du beffroi. L'éclairage mis en place illumine le beffroi ainsi que les armes de la ville apposées sur la façade nord de l'hôtel de ville¹⁰⁶². Les voies du nouveau centre, et plus particulièrement la place Albert Thomas et l'avenue centrale, sont aussi éclairées ce qui distingue fortement ce quartier des autres quartiers de la ville. Le système d'éclairage électrique s'inscrit dans « le programme d'organisation

¹⁰⁶⁰ AMV-2D26-Lette de Lazare Goujon à Michel Dupeuble, datée du 25 octobre 1932.

¹⁰⁶¹ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, note 46, p.262.

¹⁰⁶² AMV-1076-Plan calque figurant les éclairages projetés par la société Holophane daté du 1^{er} juillet 1933, dans le dossier « éclairage du beffroi de l'hôtel de ville-1931-1936 ». Les armes de Villeurbanne sont visibles sur la façade sud et nord de l'hôtel de ville, mais seules celles figurant sur la façade nord sont mises en lumière.

et d'embellissement du nouveau quartier de l'hôtel de ville »¹⁰⁶³. Il participe de l'aménagement et de la recherche d'une esthétique urbaine du nouveau centre en valorisant la verticalité de l'hôtel de ville. Ce jeu d'éclairage est une composante à part entière de la mise en scène de la ville et de sa fabrique symbolique.

Le nouvel hôtel de ville centralise l'ensemble des fonctions administratives municipales et certains services déconcentrés de l'Etat. Il est doté de deux étages surmontés d'une vaste terrasse et du beffroi. Son rez-de-chaussée regroupe les services techniques de la ville, le service de perception, celui de l'enregistrement, des domaines et du timbre et le commissariat de police anciennement situé dans le quartier des Charpennes. Cette centralisation procède aussi d'une réorganisation du déploiement de la police à Villeurbanne par la préfecture¹⁰⁶⁴. Le nouvel hôtel de ville regroupe donc plusieurs services rattachés au pouvoir municipal et au pouvoir étatique. En cela, il se rapproche de l'hôtel de ville de Puteaux édifié au même moment et qui est apparaît comme « un véritable palais de l'administration »¹⁰⁶⁵. Le premier et le second étage regroupent uniquement des services municipaux. Ils sont organisés autour de grands halls qui jouent le rôle d'espaces de circulation. Cette recherche de circulation était au cœur du projet initial de Robert Giroud : l'hôtel de ville devait être traversé du sud au nord par un porche afin de relier directement la place, au Sud, et l'avenue centrale, au Nord. Cette logique circulaire est conservée, même si le projet de Giroud n'est pas retenu, car l'hôtel de ville est doté de deux entrées principales situées au nord et au sud du bâtiment, qui permettent de le traverser. Cette organisation autour d'espaces de circulations facilite les déplacements et permet d'accéder directement aux différents services municipaux. On retrouve cette même logique dans l'organisation de l'hôtel de ville de Boulogne-Billancourt, conçu par Tony Garnier et inauguré en décembre 1934. En effet, cet hôtel de ville présente l'originalité de s'organiser à partir d'un grand hall et de galeries suspendues permettant d'accéder aux services municipaux par le biais de guichets. Les similitudes entre ces deux hôtels de ville sont remarquables car « en

¹⁰⁶³ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 22 janvier 1934.

¹⁰⁶⁴ AMV-1M145-Convention établie entre le préfet du Rhône et Lazare Goujon, organisant la mise à disposition aux services de la police d'Etat de l'agglomération lyonnaise de deux locaux au sous-sol et au rez-de-chaussée du nouvel hôtel de ville de Villeurbanne, validée le 16 février 1935 par le ministre de l'intérieur.

¹⁰⁶⁵ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, note 46, p.263.

1926, Garnier a proposé pour la mairie de Boulogne-Billancourt (...) un premier projet avec beffroi intégré à la façade, qui ressemble de façon frappante au projet ultérieur de Robert Giroud »¹⁰⁶⁶. Elles s'expliquent certainement par l'influence de Tony Garnier, dont Robert Giroud a été l'élève. En 1934, Jean Fleury, l'ingénieur de Villeurbanne, explicite la raison de cette conception architecturale, qui correspond à la volonté de faire primer la logique fonctionnelle de l'hôtel de ville. « On le voit tout est simple et net : pas de ces couloirs interminables sur lesquels s'ouvrent des portes mystérieuses que "l'assujetti" n'ose pousser qu'avec timidité dans la crainte d'être renvoyé vers une porte encore plus introuvable ; point de ces "retraites" où somnole un quelconque "scribouillard" aux manches de lustrine ; point de ces tambours capitonnés derrière lesquels se chuchotent des futilités confidentielles. Dans cette "maison commune" l'air, la lumière et les regards du public pénètrent sans entrave. Conséquence clairement exprimée par l'architecte des conceptions qu'ont fait prévaloir les hommes qui administrent aujourd'hui la Cité »¹⁰⁶⁷. L'agencement de l'hôtel de ville est donc conçu de manière à le rendre accessible aux administrés, le but étant de faciliter les échanges avec l'administration municipale. Cette conception de l'hôtel de ville comme un espace fonctionnel caractérise les nouveaux hôtels de ville construits durant les années 1920. Renaud Payre précise que « l'organisation de ces services administratifs se structure sur le modèle des entreprises privées, des banques ou des grands magasins »¹⁰⁶⁸. C'est précisément le cas à Villeurbanne.

Lazare Goujon souhaite faire de cet hôtel de ville un centre administratif mais aussi un centre civique. C'est pourquoi, afin de conférer un cérémonial laïc aux mariages célébrés au sein du nouvel hôtel de ville, il décide de faire installer un orgue dans la salle des mariages pour faire pendant au « temple laïque » qu'est le Palais du Travail et pour faire concurrence à l'Église. Le nouvel hôtel de ville centralise l'ensemble des fonctions administratives de la municipalité et des services d'Etat, ainsi que des fonctions culturelles.

¹⁰⁶⁶ Alain LAGIER, « Une imagination pragmatique », in Anne-Sophie CLEMENÇON (dir.), *op. cit.*, 2004, p.186.

¹⁰⁶⁷ AMV-BMO, n°103, novembre 1934, p.2416.

¹⁰⁶⁸ Renaud PAYRE, *op. cit.*, 2007, note 46, p.259.

a) *La centralisation de la bibliothèque et des archives municipales*

La bibliothèque municipale populaire est l'objet de l'attention de la municipalité. Dès 1924, les édiles constatent l'intérêt qu'elle suscite, car plus de 1 000 livres sont empruntés chaque mois¹⁰⁶⁹. Le Palais du Travail doit initialement accueillir la bibliothèque municipale. Cependant, le projet d'édification du nouvel hôtel de ville est l'occasion d'y centraliser cette bibliothèque et les archives municipales. Pour cela, la municipalité décide, en août 1932, de recruter Louis Maynard aux fonctions d'archiviste-bibliothécaire¹⁰⁷⁰. Celui-ci est âgé de plus de 60 ans au moment de son recrutement. C'est une figure locale très intégrée dans les réseaux de sociabilité culturelle lyonnaise. Licencié en droit, il est membre élu de la Société Littéraire Historique et Archéologique de Lyon et de la Société Française d'Archéologie, ainsi que Lauréat de l'Académie de Lyon. Erudit local, il a publié des ouvrages d'histoire locale lyonnaise dont, en 1932, un *Dictionnaire des lyonnaiseries*¹⁰⁷¹. Le choix de Louis Maynard s'explique par son inscription, avec Lazare Goujon, dans les réseaux culturels lyonnais, et par leurs relations personnelles. Maynard lui écrit en ces termes : « Mon cher ami, dans une communication officielle j'ai mis un inventaire de 574 brochures ou volumes sur les provinces françaises, que je me permets d'offrir à la bibliothèque de ta Ville. C'est un premier envoi. Cette documentation constituera une curiosité villeurbannaise, car je ne crois pas qu'il y ait, à Lyon, une bibliothèque pouvant offrir tant de matière sur les provinces aux personnes qui voudraient faire des recherches d'érudition (...). Puisque tu m'accueilles à tes côtés au déclin de ma vie, j'aimerais laisser trace de mon passage par cette petite marque qui durera... plus que moi »¹⁰⁷². Dans sa lettre officielle de candidature, Louis Maynard expose les projets qu'il souhaite mener dans le cadre de sa nouvelle fonction¹⁰⁷³. Dans cette déclaration d'intention, on peut constater qu'il participe précisément à l'orientation des prémices d'une politique culturelle à Villeurbanne. Pour lui, la bibliothèque « doit constituer le centre de la vie intellectuelle et artistique de la cité ». Il propose

¹⁰⁶⁹ AMV-1D276-Délibération du conseil municipal du 12 décembre 1924, p.53.

¹⁰⁷⁰ AMV-3R1-Lettre de Lazare Goujon à Louis Maynard, datée du 18 août 1932.

¹⁰⁷¹ Il a alors écrit *Rapport des églises et de l'Etat des origines à 1789* en 1893, *La philosophie d'Auguste Comte* en 1907, *La municipalisation des services publics en 1911, Varia, études diverses*, écrites entre 1911 et 1920 et parues en 2 volumes en 1920, et *Histoires, légendes et anecdotes à propos des rues de Lyon* en 1922.

¹⁰⁷² AMV-3R1-Lettre de Louis Maynard à Lazare Goujon, datée du 1^{er} décembre 1932.

¹⁰⁷³ AMV-3R1-Lettre de Louis Maynard à Lazare Goujon, datée du 8 août 1932.

aussi de créer « une société des amis de la bibliothèque (dont on pourrait attendre beaucoup pour le développement de celle-ci) ou une société littéraire, historique et archéologique villeurbannaise ». En ce qui concerne les archives il propose un classement méthodique par un système de fichage et la mise en place d'une discographie. Ses fonctions initiales d'archiviste et bibliothécaire se complexifient en 1934. Il « est chargé également, à dater du 1^{er} janvier 1934, de la direction du Musée et s'occupera en outre de toutes les questions qui intéressent le fonctionnement du Théâtre municipal »¹⁰⁷⁴. Louis Maynard joue dès lors le rôle de « médiateur culturel »¹⁰⁷⁵.

Cette centralisation et cette réorganisation doivent permettre de pallier les dysfonctionnements constatés de la bibliothèque municipale et des archives. Dans la présentation au conseil municipal de ce projet de centralisation, en septembre 1934, le maire explique que « jusqu'à ce jour la bibliothèque fonctionnait dans des conditions tout à fait insuffisantes pour une commune de l'importance de Villeurbanne »¹⁰⁷⁶. La nouvelle bibliothèque doit être une bibliothèque d'étude et non plus seulement une bibliothèque de lecture et de vulgarisation¹⁰⁷⁷. Il poursuit en précisant « que les archives étaient classées d'une façon tellement rudimentaire que l'Administration Municipale a reçu à ce sujet des observations de l'Archiviste Départemental »¹⁰⁷⁸. Le compte-rendu de l'inspection effectuée en 1930 par l'archiviste en chef du département du Rhône est en effet des plus sévères. Le pouvoir préfectoral se saisit de la question en écrivant au maire : « Il est fâcheux que ces archives ne soient pas concentrées dans un local unique : les registres de délibérations sont dans le cabinet de MM. les adjoints, les registres paroissiaux à la Bibliothèque, les registres d'état civil au 2^e bureau. La salle affectée aux archives, sous les combles, ne conserve guère que les collections reliées du Journal officiel, du Bulletin des lois, du Recueil des Actes administratifs, et un petit nombre de dossiers,

¹⁰⁷⁴ AMV-3R1-Certificat émis par Lazare Goujon le 3 janvier 1934, en complément du certificat d'installation de Louis Maynard, daté du 31 décembre 1932.

¹⁰⁷⁵ « Ces médiateurs culturels, personnifiant puis représentant une institution culturelle locale (la bibliothèque, le musée...), constituent dès le XIX^e siècle un partenaire/adversaire obligé dans la gestion culturelles » dans « Introduction », in Philippe POIRRIER, Sylvie RAB, Serge RENEAU et Loïc VADELORGE, *op.cit.*, 1995, p.21.

¹⁰⁷⁶ AMV-3R1-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 13 septembre 1934.

¹⁰⁷⁷ *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration*, Villeurbanne, A.T.L., 1934, p.112.

¹⁰⁷⁸ AMV-341-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 13 septembre 1934.

la majeure partie de ceux-ci restant dans les bureaux. Cette situation prendra fin lorsque le projet de reconstruction de l'hôtel de ville aura été mis à exécution, puisqu'une salle est prévue pour la bibliothèque et les archives : il serait même préférable que celles-ci fussent dans un local spécial, fermant à clef et rayonné. Une ville de l'importance de Villeurbanne doit confier ses archives à un fonctionnaire qui en assurera la garde et la communication, en se conformant aux excellents principes posés dans l'arrêt du 31 décembre 1926 portant règlement général des archives communales »¹⁰⁷⁹. Le projet de centralisation et de réorganisation des archives répond ainsi à la demande de mise en conformité de la part du pouvoir préfectoral. La centralisation des archives dans le nouvel hôtel de ville est donc l'occasion, pour la municipalité, de se doter d'un service d'archives inexistant jusque-là vu la fragmentation des dépôts en 1930.

Cette centralisation participe de la rationalisation de la gestion municipale. Selon le maire, les archives « facilitent toutes les recherches utiles pour le bon fonctionnement des services municipaux et constituent l'historique de la Cité »¹⁰⁸⁰. On note ici une valorisation des archives municipales, notamment en raison de leur caractère historique. Il y a dans cette conception du rôle des archives municipales une conscience que l'archive fait trace. Louis Maynard écrit en 1936, sur la première page de son *Inventaire analytique des archives de Villeurbanne* qu'il « est, en effet, indispensable de conserver cette documentation pour les historiens futurs des modes, coût et pratique de la vie sociale au cours des siècles »¹⁰⁸¹. S'engage alors une forme de patrimonialisation des archives. Outre ses fonctions initiales, Louis Maynard est ainsi chargé d'un important travail d'inventaire et de valorisation des archives locales. « Nous possédons quelques documents substantiels : registres paroissiaux de 1631 à 1792 ; registres des délibérations des corps municipaux de 1790 à nos jours, etc. L'intérêt que présentent ces souvenirs de nos aïeux est évident ; mais il convenait de compléter ces dossiers. La Municipalité a donné mission à l'archiviste de procéder à l'inventaire des pièces qui pourraient être conservées soit à Grenoble, Vienne, Bourg, Lyon, soit en tous autres dépôts où, par la suite serait révélée la

¹⁰⁷⁹ AMV-2D37-Lettre du préfet du Rhône à Lazare Goujon, datée du 18 juin 1930.

¹⁰⁸⁰ AMV-3R1-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 13 septembre 1934.

¹⁰⁸¹ AMV-3D7-Louis MAYNARD, *Inventaire analytique des archives de Villeurbanne*, manuscrit, 1^{er} avril 1936, p.1.

présence de documents concernant notre région »¹⁰⁸². Cet inventaire archivistique ne se focalise pas sur le découpage territorial de la municipalité mais il est fait à l'échelle de la région, sans que les bornes de cette dernière ne soient mentionnées explicitement. Louis Maynard s'astreint alors à verser régulièrement dans les fonds municipaux, des archives relatives à l'histoire régionale qu'il a amassées pendant plus de trente ans, et à les classer dans des dossiers thématiques¹⁰⁸³. Son objectif est de permettre aux Villeurbannais de s'informer sans faire appel aux ressources des grandes villes : « Dans ma pensée cette documentation peut pallier, pour une faible part, au manque de fonds anciens dans une ville qui, hier encore, était un petit village. Ces documents réunis sous dossiers, permettront aux Villeurbannais curieux, de faire des recherches sur bien des points d'histoire, de littérature, de sociologie, de tourisme, sans avoir besoin de faire appel aux collections de villes plus anciennes et plus importantes »¹⁰⁸⁴. La centralisation et la réorganisation des archives municipales procèdent d'une rationalisation de la gestion municipale et d'une valorisation patrimoniale des archives locales.

L'activité de Louis Maynard permet d' étoffer la bibliothèque qui compte près de 4 800 ouvrages au moment de sa prise de fonction en 1933¹⁰⁸⁵. Ce fonds est complété par des dons, et notamment par Louis Maynard lui-même qui verse à la bibliothèque 2 500 brochures et volumes en mai 1934¹⁰⁸⁶. Il organise au sein de la bibliothèque une discothèque jugée en janvier 1935 par Henry Joly, conservateur en chef des bibliothèques et archives de la ville de Lyon, comme « une idée féconde dont la généralisation compenserait la lamentable carence d'un enseignement de la musique en France »¹⁰⁸⁷. La méthode de classement utilisée, et l'organisation de séances de lecture « haussent la Bibliothèque de Villeurbanne de simple cabinet de lecture au rang de bibliothèque d'étude »¹⁰⁸⁸. Le rôle de Louis Maynard est essentiel. Henry Joly conclut sa lettre en félicitant le maire « d'avoir heureusement confié (sa)

¹⁰⁸² *Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration*, Villeurbanne, A.T.L., 1934, p.116. Ce passage est en réalité le fait de Louis Maynard qui avait écrit ces lignes en 1933 dans une note manuscrite relative à l'activité de son service depuis 1924 (AMV-3R1-Note manuscrite de Louis Maynard-Bibliothèque-Archives-Musée, datée de 1933).

¹⁰⁸³ Ces dossiers thématiques composés par Louis Maynard ont été conservés aux archives municipales de Villeurbanne. Elles n'ont pour l'instant pas fait l'objet d'un inventaire.

¹⁰⁸⁴ AMV-3D7-Louis MAYNARD, *Inventaire analytique des archives de Villeurbanne*, manuscrit, 1^{er} avril 1936, p.1.

¹⁰⁸⁵ AMV-BMO, n°130, février 1937, p.3227.

¹⁰⁸⁶ AMV-3R1-Lettre de Louis Maynard à Lazare Goujon, datée du 18 mai 1934.

¹⁰⁸⁷ AMV-3R1-Copie de la lettre d'Henry Joly à Lazare Goujon, datée du 19 janvier 1935.

¹⁰⁸⁸ *Idem*.

“Librairie Municipale” à un érudit doublé d’un administrateur ingénieux qui a compris et réalisé ce que doit être la bibliothèque dans la cité moderne : non plus une nécropole de livres – comme elles se présentent trop souvent encore – mais un centre de documentation vivant et pratique, où le lecteur puisse se renseigner, grâce aux catalogues et bibliographies à jour, lire sur place ou emprunter à son gré »¹⁰⁸⁹. L’installation des archives et de la bibliothèque permet de doter la ville de nouvelles fonctions urbaines. L’hôtel de ville n’est pas seulement un espace concentrant des fonctions administratives. Il regroupe aussi des espaces culturels et notamment d’exposition avec l’aménagement d’un musée dans le beffroi du nouvel édifice.

b) *Le musée municipal*

Le musée de Villeurbanne installé dans le beffroi de l’hôtel de ville est divisé en 3 espaces distincts : un musée d’art décoratif, un musée industriel et un musée colonial. Le musée d’art décoratif regroupe des peintures et des sculptures au nombre de 46 en 1934. Le musée industriel a été constitué avec le soutien des industriels villeurbannais qui sont associés à ce projet¹⁰⁹⁰. Cette association d’industriels permet de conférer un prestige aux productions industrielles locales¹⁰⁹¹. Ce musée occupe « deux salles du beffroi : l’une organisée et agencée par la maison Henry Bertrand, l’autre par la maison Gillet »¹⁰⁹². Il s’agit de fait d’un espace d’exposition consacré à l’histoire de la soierie, « sorte d’exposition permanente des produits les plus parfaits de l’industrie villeurbannaise »¹⁰⁹³. Une mise en scène du cycle de la fabrication des étoffes de soie et des métiers impliqués y est exposée. Le musée colonial a quant à lui été constitué à la suite de dons de particuliers. Il regroupe en 1934, 243 pièces dont la majorité (238) proviennent de Madagascar, et 5 pièces de Guinée portugaise. Cet espace muséal est modeste, et caractéristique d’un musée municipal centré sur l’histoire locale ou coloniale. Ce sont les dépôts de pièces de particuliers qui

¹⁰⁸⁹ *Idem.*

¹⁰⁹⁰ AMV-3R1-Lettre de M. Fructus à Louis Maynard, datée du 3 février 1934.

¹⁰⁹¹ La relation entre les élites locales et la municipalité lors de la création de musées municipaux a été étudiée dans le cas britannique pour la période 1850-1914 par Kate HILL, *Culture and Class in English Public Museums, 1850-1914*, Chapter Four : *The Social Characteristics of Municipal Museums*, Burlington, Ashgate, 2005, p.53-68.

¹⁰⁹² AMV-3R1-Compte-rendu manuscrit de l’activité du service regroupant la bibliothèque, archives et musées par Louis Maynard, 22 septembre 1934.

¹⁰⁹³ AMV-3R1-Note manuscrite de Louis Maynard-Bibliothèque-Archives-Musée, datée de 1933, p.6.

constituent ce fonds¹⁰⁹⁴. En aucun cas la municipalité ne met en place une politique d'acquisitions de pièces. Dans un rapport destiné à Lazare Goujon et daté certainement de janvier 1935, Louis Maynard souligne les faibles moyens qui lui sont alloués pour l'ensemble de son activité. « Je me permets d'attirer tout particulièrement votre attention sur le fait que ces services vivent autant de la "mendicité" à laquelle je me livre, que des crédits, bien misérables inscrits au budget. Ce n'est pas l'heure de faire de nouvelles dépenses, mais je demande que, dès que cela deviendra possible, on songe à doter ces services d'une somme un peu plus importante que la 583^e partie du budget (qui vous est actuellement attribuée) soit 1,70 pour mille »¹⁰⁹⁵. Pourquoi se doter d'un espace muséal, vu les faibles moyens qui sont alloués à son fonctionnement, si ce n'est pour essayer de se conformer à un modèle urbain à travers la mise en place d'espaces culturels jusqu'alors inexistantes. Ces initiatives obtiennent le soutien de la municipalité car, à travers elles, Villeurbanne se dote d'attributs urbains. Ces signes d'urbanité participent de la fabrique symbolique de la ville. Ils manifestent le changement de statut de Villeurbanne qui apparaît, dès lors, comme une ville à part entière.

C. La production et la diffusion d'images de Villeurbanne : gouverner par les réseaux

1. Faire connaître la ville, un enjeu de politique locale

Dans le cadre de la SVU, la société coopérative ouvrière et de bâtiments publics *L'Avenir*, dirigée par Antoine Charial, obtient la charge de la construction de l'hôtel de ville et d'une partie du quartier des Gratte-Ciel. Or, Antoine Charial, fortement implanté dans l'agglomération lyonnaise, se trouve aux frontières des milieux syndicaux, politiques et patronaux¹⁰⁹⁶. Et ses rapports avec le maire de Villeurbanne sont très étroits : ils sont tous deux socialistes et Lazare Goujon est un promoteur du mouvement coopératif. L'intérêt de ces deux acteurs pour le même projet explique que la coopérative *L'Avenir*, en concertation avec la municipalité, procède, entre

¹⁰⁹⁴ AMV-3R2-Musée : correspondances et listes des objets en don (1933-1936).

¹⁰⁹⁵ AMV-3R1-Rapport d'activité de Louis Maynard à Lazare Goujon, daté certainement de janvier 1935.

¹⁰⁹⁶ François ROBERT, « Antoine Charial » in Jean-Claude DAUMAS (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010.

février et mars 1932, à la prise de films et de photographies des bâtiments en cours d'édification¹⁰⁹⁷. Cette campagne de prise de vues est la première d'une série qui permet à la municipalité de se doter d'une documentation visuelle sur les travaux en cours.

a) Le rôle catalyseur de la 3^e Exposition internationale de technique sanitaire et d'hygiène urbaine, à Lyon en mars 1932

A partir du printemps 1932, l'objectif de Lazare Goujon est de montrer les transformations urbaines en cours. Il tire parti pour cela de l'organisation, du 7 au 20 mars 1932 à Lyon de la 3^e Exposition internationale et du 3^e Congrès de technique sanitaire et d'hygiène urbaine en aménageant stand permettant de donner « connaissance des initiatives de la Commune en ce qui concerne la technique sanitaire et l'hygiène urbaine »¹⁰⁹⁸. L'importance des congrès et plus globalement des réseaux internationaux d'hygiène dans la transmission de savoirs urbains au sein d'une nébuleuse réformatrice a été démontrée. Dans notre cas, il s'agit de souligner que la municipalité est actrice de son intégration dans les réseaux d'urbanisme.

En effet, Lazare Goujon anticipe, en écrivant en janvier 1932 à Michel Dupeuble : « Je ne sais encore si un ministre doit venir à l'exposition d'hygiène de Lyon. En ce cas, je lui demanderai de présider l'inauguration du dispensaire – avec l'accord unanime de l'administration. Renseignez-vous et si tous les adjoints sont d'accord que je puisse le demander au ministre intéressé de venir, je le ferai »¹⁰⁹⁹. On voit ici la stratégie du maire qui veut profiter de la proximité géographique de Lyon, et de la venue de congressistes intéressés par les questions d'hygiène afin de leur faire visiter son nouveau dispensaire. Un service d'électrobus est d'ailleurs mis en place à cet effet entre le palais de la foire de Lyon et la place de la mairie de Villeurbanne¹¹⁰⁰. Lazare Goujon mène son projet à bien, car il reçoit le 6 mars 1932, à la veille du congrès, une délégation dans la salle des conférences du nouveau dispensaire d'hygiène sociale. Cette visite nous est connue grâce au compte-rendu publié dans le

¹⁰⁹⁷ AMV-2D26-Note interne de la municipalité sur l'ordre de prise des films, daté du 18 mars 1932

¹⁰⁹⁸ AMV-1D277-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 15 février 1932.

¹⁰⁹⁹ AMV-2D26-Lettre de Lazare Goujon à Michel Dupeuble, datée du 29 janvier 1932.

¹¹⁰⁰ AMV-BMO, n°71, mars 1932, p.1618.

Bulletin Municipal Officiel de Villeurbanne d'avril 1932, et qui est signé de Gustave Desgranchamps, l'adjoint technique de la ville¹¹⁰¹. Parmi les délégués, on compte notamment le préfet de la Seine et délégué du Ministère de la Santé Publique qui, selon le compte-rendu « félicita la Municipalité d'avoir mis à la disposition de la population un dispensaire aussi bien organisé et qui certainement, dans ce genre, était l'œuvre la plus complète et la plus considérable qu'il ait visité ; il souligna que la Municipalité avait parfaitement compris son rôle en organisant un Dispensaire polyvalent et dit qu'il emporterait de sa visite une impression excellente et rendrait compte à Monsieur le Ministre de l'effort de Villeurbanne dans ce domaine »¹¹⁰². Parmi les personnalités présentes, on note aussi le nom du docteur Loir, alors directeur du bureau d'hygiène du Havre, président du syndicat des médecins hygiénistes français et président du congrès. Ce dernier se serait « réjoui de voir combien le nouveau dispensaire d'hygiène sociale réunissait toutes les conditions essentielles pour remplir la tâche dévolue. Il assura que les congressistes emporteraient de leur visite une leçon de choses du plus grand profit pour les réalisations du même ordre à accomplir dans leurs villes respectives »¹¹⁰³. La venue de cette délégation, et sa médiatisation dans le bulletin municipal local, procèdent d'une double stratégie destinée à faire connaître à des personnes influentes l'action entreprise, et à montrer aux administrés, par la voix d'experts extérieurs à la municipalité, la pertinence scientifique de la politique coûteuse qui y est menée. C'est la raison pour laquelle sont mentionnées dans ce même compte-rendu « de nombreuses et flatteuses appréciations enregistrées »¹¹⁰⁴ durant les 15 jours de l'exposition, comme celle lapidaire du Corbusier : « Beau programme ». A la suite de ce congrès, des échanges s'établissent avec des congressistes souhaitant obtenir des informations complémentaires ou donner au maire un exemplaire d'un article élogieux consacré à son œuvre. C'est le cas du docteur André Feil qui fait part au maire de son admiration pour l'effort d'hygiène publique entrepris à Villeurbanne et lui signale qu'il a publié un compte-rendu de sa visite la *Presse Médicale*¹¹⁰⁵. Ces

¹¹⁰¹ AMV-BMO, n°72, avril 1932, p.1638.

¹¹⁰² *Idem.*

¹¹⁰³ *Idem.*

¹¹⁰⁴ AMV-BMO, n°72, avril 1932, p.1636.

¹¹⁰⁵ Si le courrier du docteur Feil date du 13 août 1932, son article dans la revue la *Presse médicale* paraît dans le n°29, du 9 avril 1932. AMV-2D27-Lettre du docteur André Feil à Lazare Goujon, datée du 13 août 1932.

échanges au sujet de la politique urbaine de Lazare Goujon se poursuivent par la multiplication d'articles sur Villeurbanne. Le maire joue alors un rôle actif dans l'activation de ses réseaux politiques.

*b) La multiplication des articles sur Villeurbanne
à partir de 1932*

La municipalité se met en scène et produit elle-même des articles sur son œuvre, comme le fait Gustave Desgrandchamps dans la presse locale. Cette production classique de la communication politique se retrouve régulièrement jusqu'en 1934. Ce type de texte permet d'uniformiser un récit autour du projet urbain, et lorsque se manifestent des demandes de documentations, c'est celui-ci qui est remis aux demandeurs. Cependant, il est plus intéressant encore d'analyser les articles des revues à grand tirage, et de voir quel en est l'auteur, ainsi que d'en évaluer, si possible, l'écho.

Des échanges s'établissent dès février 1932 entre Lazare Goujon et Robert Chenevier. Celui-ci est rédacteur auprès des revues *L'Illustration*, *Science et Monde* et *La Science et la Vie*. Aviateur, Robert Chenevier s'est spécialisé dans la production d'articles techniques et s'intéresse aux photographies aériennes de villes. Il consacre 3 articles à Villeurbanne entre avril et juillet 1932 intitulés « Un bel effort d'urbanisme » dans *L'Illustration* en avril 1932¹¹⁰⁶, « L'urbanisme moderne dans la cité moderne » dans *Science et Monde* en mai 1932¹¹⁰⁷, et « Villeurbanne, modèle d'urbanisme » dans *La Science et la Vie* en juillet 1932¹¹⁰⁸. Chacun de ces articles présente Villeurbanne sous les traits d'une cité moderne, animée par des édiles rompus aux dernières techniques juridiques et de construction. Le retentissement de ces articles transparaît dans de nombreux courriers. Il permet parfois de réactiver des relations édilitaires. C'est le cas le 24 mai 1932, lorsqu'André Morizet, maire de Boulogne-Billancourt et socialiste appartenant au réseau des réformateurs d'Henri

Le docteur Feil est, selon l'en-tête de son courrier, ancien interne des hôpitaux de Paris, chef de service à l'Institut d'hygiène industrielle de la Faculté de médecine, et lauréat de l'Académie de médecine.

¹¹⁰⁶ Robert CHENEVIER, « Un bel effort d'urbanisme », in *L'Illustration*, n°4652, 30 avril 1932, p.532-533.

¹¹⁰⁷ Robert CHENEVIER, « L'urbanisme moderne dans la cité moderne », in *Science et Monde*, n° 52, 12 mai 1932, p.301-303.

¹¹⁰⁸ Robert CHENEVIER, « Villeurbanne, modèle d'urbanisme », in *La Science et la vie*, n°181, juillet 1932, p.46-55.

Sellier, écrit à Lazare Goujon : « Mon cher ami, j'ai vu, il y a 15 jours, dans *L'Illustration*, un article relatif au traité que tu as passé avec une société pour l'aménagement de ta ville, sur les bases du décret de 1926. Nous avons déjà parlé ensemble, d'ailleurs, de tes projets. Nous avons passé ici un traité analogue avec une autre société pour la construction de l'hôtel de ville (...). Comme notre traité est périodiquement évoqué par nos adversaires, je serais heureux de pouvoir leur citer le tien pour leur montrer que nous ne sommes pas seuls »¹¹⁰⁹. Si la production d'articles peut réactiver des connexions municipales, la solidarité édilitaire peut aussi être un facteur explicatif de cette production. Dans une lettre qu'il adresse à son secrétaire général, Lazare Goujon explique que le numéro du 8 juin 1934 de *L'Illustration* sera consacré aux réalisations villeurbannaises car « le directeur-général (René Baschet) est très intéressé à donner une très grande place à notre affaire, parce qu'il est lui-même maire d'une commune de banlieue (Gagny, Seine et Oise). Je vais cet après-midi visiter avec lui l'installation industrielle de Bobigny. Il faudra l'inviter, lui, et spécialement à la réception officielle du 17 juin et au banquet »¹¹¹⁰. Selon l'explication donnée, cette solidarité édilitaire se fonde sur une analogie de condition : Lazare Goujon et René Baschet sont tous deux maires d'une commune de banlieue. Cette analogie met en exergue la difficulté toute particulière pour les communes de banlieue à communiquer sur elles-mêmes, et l'enjeu que constitue leur insertion dans les réseaux municipaux afin d'affirmer leur existence dans une logique de différenciation.

Outre cette solidarité édilitaire, la solidarité politique est un facteur important de la production d'articles, comme le démontre l'échange de Pierre Hanon avec Michel Dupeuble. « Mon cher camarade, Je sors à l'instant du *Populaire* où j'ai vu Huret qui m'avait fixé rendez-vous pour aujourd'hui. Huret m'a dit que les finances du *Populaire* interdisait actuellement l'envoi d'un rédacteur à Villeurbanne mais que d'ici peu de temps, il ferait paraître une étude sur le centre urbain en s'inspirant des documents que vous lui avez envoyés (...). De mon côté, je vais envoyer votre brochure à un de nos camarades de Belgique, Moudcheu, architecte de l'Université de Liège et très compétent en la matière, si vous pouviez me faire parvenir quelques brochures, je pense pouvoir intéresser mes amis rédacteurs aux quotidiens socialistes belges car, une fois de plus, votre œuvre française ne sera bien connue en France que

¹¹⁰⁹ AMV-2D40-Lettre d'André Morizet à Lazare Goujon, datée du 24 mai 1932.

¹¹¹⁰ AMV-10Z1-Lettre de Lazare Goujon à Michel Dupeulbe, datée du 2 mai 1934.

quand elle sera répandue à l'étranger ! »¹¹¹¹. Le rayonnement du projet villeurbannais doit ainsi participer à celui du socialisme. La politisation de ce projet urbain explique aussi son audience. Ces articles produisent une réaction en chaîne lisible dans le cas suivant. Des articles sont ainsi publiés dans des revues socialistes comme *L'étudiant socialiste*, revue de langue française de l'Internationale des Etudiants Socialistes. Interpelé par l'article paru dans *Science et Vie* en juillet 1932, Jean Allard, administrateur de *L'étudiant socialiste* et rédacteur à la *Revue des services publics* fait la promotion du nouveau centre¹¹¹². Deux articles, dont l'un intitulé « Le socialisme municipal : la cité de Villeurbanne »¹¹¹³, paraissent dans *L'étudiant socialiste*. C'est à la suite de leur lecture que le directeur du bureau de documentation de la Fédération Gantoise du Parti Ouvrier Belge écrit à Lazare Goujon afin d'obtenir de la documentation¹¹¹⁴.

Ces articles participent de la diffusion de représentations nouvelles sur Villeurbanne. Celle-ci est présentée sous les traits non pas d'une commune de la banlieue lyonnaise, mais bien comme une ville moderne ou une grande cité. Ces nouvelles représentations sont importantes pour le pouvoir local qui voit ainsi sa politique valorisée. C'est pourquoi la municipalité utilise le bulletin municipal afin de reproduire certains de ces articles. Un article de Mademoiselle Angles, inspectrice générale des écoles maternelles, publié en juillet 1932 dans le n°41 du *Manuel général de l'instruction primaire* souligne ce changement : « Villeurbanne ? Une petite ville, il y a peu de temps, et que beaucoup prenaient simplement pour un faubourg de son importante voisine : Lyon. Or, voici que cette petite ville est en train de devenir une grande cité et de s'inscrire au premier rang de l'histoire de l'urbanisme de France »¹¹¹⁵. Les travaux sur *L'aventure des mots de la ville* initiés par Christian Topalov nous invitent à étudier cette terminologie selon une approche synchronique, et à prendre en compte l'évolution chronologique des sens et des représentations associés aux mots de la ville. En ce qui concerne le terme de « cité », s'il est chargé à partir des années 1960 de connotations négatives, il n'en est rien durant l'entre-deux-guerres car le terme de « cité » est alors associé à celui de

¹¹¹¹ AMV-2D28-Lettre de Pierre Hanon à Michel Dupeuble, datée du 24 octobre 1932.

¹¹¹² AMV-2D26-Lettre de Jean Allard à Michel Dupeuble, datée du 20 décembre 1932.

¹¹¹³ « Le socialisme municipal : la cité de Villeurbanne », in *L'étudiant socialiste*, n°5, février 1933, p. 10-11.

¹¹¹⁴ AMV-2D28-Lettre du directeur du bureau de documentation de la Fédération. Gantoise du Parti Ouvrier Belge à Lazare Goujon, datée du 21 février 1933.

¹¹¹⁵ AMV-BMO, n°76, août 1932, p.1734.

« civilisation », et révèle un urbanisme moderne¹¹¹⁶. De plus, dans ce cas le terme de « cité » est employé au singulier et rend compte caractère unifié de Villeurbanne. Elle n'apparaît pas comme l'agrégation de quartiers, mais comme un ensemble cohérent en raison de la politique qui y est menée. Mademoiselle Angles poursuit son article en traitant de l'ensemble de la politique de l'enfance qui est mise en place sous Lazare Goujon. Son article est très intéressant, car il permet de sortir du discours politique municipal qui soutient le caractère original ou unique de sa propre action, afin de se distinguer. Mademoiselle Angles précise qu'« aucune de ces entreprises ne constitue, évidemment, une nouveauté sensationnelle ; mais ce qu'il paraît intéressant de signaler, c'est l'unité du tout : ce qu'il y a de complet, d'heureusement ordonné dans cette organisation d'ensemble »¹¹¹⁷. Derrière l'expression de « grande cité » est signifiée l'unicité de cet espace, en raison de son organisation rationnelle. L'enjeu politique et urbain d'une telle représentation explique l'intérêt qu'il y a pour le politique à véhiculer ce type d'image associée à Villeurbanne, afin de valoriser son action.

54 articles écrits de 1932 à 1936 sur le nouveau centre ont pu être identifiés à partir des archives municipales de Villeurbanne. Mais ce chiffre n'est pas satisfaisant, et ne doit être considéré que comme une estimation minimale car Morice Leroux échange aussi directement avec des revues françaises ou étrangères¹¹¹⁸ sans que la municipalité centralise ces informations. On peut tout de même souligner que des articles paraissent principalement dans la presse spécialisée, par exemple dans les revues *Urbanisme*, *La construction moderne*, *La technique des travaux*, *La revue immobilière*, *Architecture Actuelle*, *La revue technique suisse* ou encore *The Architectural Forum*. Au regard des échanges de courriers, nous reprenons donc l'idée de Pierre-Yves Saunier selon lequel les « revues, articles de journaux, livres, brochures sont tout autant les manifestations, les supports et les causes des connexions municipales »¹¹¹⁹.

¹¹¹⁶ Stéphane DURAND, « Cité », in Christian TOPALOV, Laurent COUDROY DE LILLE, Jean-Charles DEPAULE et Brigitte MARIN, *op. cit.*, 2010, p.297-301.

¹¹¹⁷ AMV-BMO, n°76, août 1932, p.1736.

¹¹¹⁸ AMV-2D26-Lettre de Morice Leroux à Michel Dupeuble, datée du 15 novembre 1932.

¹¹¹⁹ Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 2006, p.163-176. En ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00079252> (Consulté le 7 avril 2011)

c) *L'inauguration du nouveau centre en 1934*

Le nouveau centre est inauguré en juin 1934 sous les auspices des deux principales fédérations nationales de municipalité : l'association des maires de France et la Fédération nationale des municipalités socialistes réunies pour leur conférence nationale. La présence de ces délégations souligne l'intégration effective de Villeurbanne dans les réseaux municipaux. Cet événement joue le rôle de consécration du nouveau pouvoir, mais marque aussi le changement de statut de Villeurbanne qui apparaît désormais comme une ville à part entière comme le constate Edouard Herriot dans son discours. « Vous avez conçu l'ensemble et c'est une véritable cité que vous avez édifiée (...) car la cité que vous avez construite est un peu le rappel de la cité antique : entre de magnifiques bâtiments se trouve l'hôtel de ville qui doit être le centre d'activité municipale et civique ! »¹¹²⁰. Villeurbanne bénéficie en plus de l'organisation, un mois plus tard, de la conférence internationale des villes préparée par l'Union Internationale des Villes à Lyon en juillet 1934. Henri Sellier écrit à Lazare Goujon à ce sujet : « Le programme de la Conférence Internationale des Villes (...) fait à mon sens, un emploi tout-à-fait insuffisant de la visite de Villeurbanne, étant donné l'intérêt qu'elle comporte. Le dimanche après-midi, la plupart des délégués – notamment Américains – seront partis, car nous avons une conférence administrative le lendemain à Paris. Je te serais obligé de t'entendre directement avec les Services de la Ville de Lyon, afin de modifier le programme et, de placer la visite de Villeurbanne (...) le vendredi. Peut-être alors, auriez-vous l'occasion d'organiser une sorte de réception pour les délégués »¹¹²¹. La programmation des visites suivant le congrès est alors utilisée afin d'accroître l'audience du projet. L'étude du programme du congrès n'a pas permis de confirmer si la suggestion d'Henry Sellier a été entendue.

A partir de l'été 1934, Villeurbanne est connue à l'échelle nationale et internationale, ce qui explique la multiplication par la suite des visites édilitaires. Mais cette audience est accrue par la publication en juin 1934 d'un ouvrage de 440 pages intitulé *Villeurbanne, 1924-1934*, surnommé le *Livre d'Or*, et écrit en grande partie par Lazare Goujon. Ce livre, illustré de nombreux graphiques et de photographies,

¹¹²⁰ AMV-BMO, n°99, juillet 1934, p.2307.

¹¹²¹ AMV-2D31-Lettre d'Henry Sellier à Lazare Goujon, datée du 5 juillet 1934.

relate la transformation de la physionomie de la ville. Il est diffusé par voie de souscriptions de 1934 à 1937 auprès de 347 souscripteurs (294 français et 53 étrangers) [Tableau 8], qui sont majoritairement des acteurs de la « toile municipale » décrite par Pierre-Yves Saunier¹¹²². Grâce à un système d'information géolocalisé et à partir des adresses des souscripteurs au *Livre d'Or* trouvées dans le fonds Gustave Desgranchamps (AMV-10Z1) nous avons pu élaborer deux cartes qui permettent de figurer la diffusion de cet ouvrage entre 1934 et 1936 [Fig.16]. On constate que si ces souscripteurs sont essentiellement localisés dans le département du Rhône, Paris constitue le deuxième pôle et Marseille le troisième [Fig.17]. La hiérarchie urbaine est ainsi visible à travers cette diffusion.

Parallèlement, l'intérêt des municipalités socialistes pour Villeurbanne croît avec la proximité des échéances municipales de mai 1935. La ville apparaît comme un laboratoire d'expériences du socialisme municipal.

2. Le rayonnement national et international de Villeurbanne : la diffusion d'une innovation urbaine et l'effet de proximité de Lyon

a) *Villeurbanne et les réseaux diplomatiques (1929-1934) : une forme de diplomatie municipale ?*

La présence d'un réseau consulaire à Lyon participe du rayonnement de l'expérience villeurbannaise à l'étranger. Dès 1929, des échanges sont établis entre Villeurbanne et le consulat de Grande Bretagne bien qu'il soit, dans ce cas précis, impossible de connaître l'objet de cet échange de renseignements. Le consul d'Angleterre ne fait que remercier le maire « pour les renseignements qu('il a) bien voulu (lui) donner »¹¹²³. Mais d'autres échanges portent explicitement sur le nouveau centre. Le 13 septembre 1932, le consul de l'Uruguay écrit à Lazare Goujon, après avoir reçu de ce dernier la brochure contenant le texte de sa conférence du 6 août 1932 consacrée aux constructions de la cité de Villeurbanne. Il vient de « recevoir une lettre de Monsieur J.A. Scasso, architecte des jardins publics et professeur à la faculté d'Architecture à Montevideo, m'annonçant sa prochaine visite à Lyon.

¹¹²² Voir Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 2006, p.17.

¹¹²³ AMV-2D23-Lette du consul d'Angleterre intérimaire à Lazare Goujon, datée du 9 octobre 1929.

Monsieur Scasso est en mission officielle et en voyages d'études en France et le motif de sa visite à Lyon est de se renseigner des progrès d'édification dans la région. Il est particulièrement intéressé de visiter votre magnifique centre de Villeurbanne. Monsieur Scasso est aussi très désireux de faire votre connaissance et si cela vous est possible, je serai très heureux de vous le présenter »¹¹²⁴. Une autre lettre, émanant de Hugh S. Fullerton, consul américain à Lyon, montre clairement le rayonnement de l'expérience villeurbannaise à l'étranger : « Votre remarquable projet de bâtiments municipaux et d'habitations a attiré l'attention même aux Etats-Unis, et je désire préparer un rapport, avec le plus de détails possible sur cette entreprise ; le coût, la construction et l'utilisation des divers bâtiments. Mon rapport sera envoyé aux Etats-Unis, et il se peut par la suite publié. Au cas où vous auriez des gravures, et des plans dont vous n'auriez plus l'utilité, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me les remettre. Je pensais vous rendre visite personnellement, mais je sais que votre temps est limité, et je ne voudrais pas abuser de votre amabilité. Je serais toutefois très heureux, un jour que cela vous conviendrait, de visiter vos constructions »¹¹²⁵. L'audience en France et à l'étranger de l'expérience villeurbannaise participe de sa reconnaissance politique. C'est pourquoi, Alexis Léger, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères, écrit à Lazare Goujon dans le but de représenter Villeurbanne lors d'une exposition internationale d'urbanisme qui se déroule du 20 septembre au 20 octobre 1934 à Osaka, ville surnommée alors la « Manchester de l'Est ». « Le grand Magasin Matsuzakaya, dont la maison principale est à Nagoya et qui possède dans les grandes villes du Japon d'importantes succursales, notamment à Tokyo, vient de faire savoir à notre Ambassadeur au Japon qu'à l'occasion de la fondation, en Septembre prochain, à Osaka, d'une nouvelle succursale, il se proposait d'ouvrir une Exposition Internationale de l'Urbanisme, d'une durée d'un mois, du 20 septembre au 20 octobre 1934. Les expositions organisées au Japon par les grands magasins de nouveauté sont généralement très suivies, et il n'est pas douteux que celle-ci aura pour effet de donner aux Japonais une idée plus exacte des civilisations urbaines dans le monde entier. Il m'a paru souhaitable de montrer à cette Exposition les aménagements de la nouvelle Cité de Villeurbanne et je serais heureux qu'il vous fût

¹¹²⁴ AMV-2D26-Lettre du consul de l'Uruguay à Lazare Goujon, datée du 13 septembre 1932.

¹¹²⁵ AMV-2D26-Lettre du consul des Etats-Unis d'Amérique à Lazare Goujon, datée du 14 septembre 1932.

possible de m'adresser des photographies relatives à ces aménagements, notamment immeubles, hôtel de ville, Bibliothèques, etc. de façon que je les envoie à notre Ambassadeur à Tokyo »¹¹²⁶. Lazare Goujon répond très favorablement à cette demande, vouée « à l'expansion française en Extrême Orient »¹¹²⁷, selon son expression. On mesure ici la façon dont les réseaux sont utilisés, dans le but de gouverner des territoires : les réseaux diplomatiques prennent appui sur l'échelon municipal afin de faire la promotion d'expériences urbaines locales parées dès lors d'une dimension civilisationnelle. Par ce type de promotion d'expériences locales, le ministère des Affaires étrangères souhaite donner « une idée plus exacte des civilisations urbaines dans le monde entier ». Cette diplomatie culturelle, par le biais d'expositions, est utile pour Alexis Léger qui cherche à maintenir les relations franco-japonaises, établies par Paul Claudel, alors même que le Japon se ferme progressivement aux influences étrangères en raison de la montée du nationalisme. Dans ce cas, Villeurbanne est débarrassée de toute caractéristique locale ou partisane. Elle n'apparaît plus comme une simple commune de banlieue mais bien comme une ville moderne, métonymie de la civilisation urbaine française.

b) Villeurbanne et la diffusion de nouveaux savoirs urbains

Villeurbanne est contactée par de nombreuses municipalités et par des ingénieurs qui souhaitent obtenir une copie de la convention établie entre la municipalité et la Société Villeurbannaise d'Urbanisme. Le contrat, qui a été approuvé par le conseil d'Etat, est recherché pour être utilisé comme modèle afin d'entreprendre des projets d'aménagements urbains similaires. Andrien Thierry, ingénieur à Nantes, contacte la municipalité à ce sujet : « J'ai appris, dans les bureaux de la Ville de Nantes, que vous aviez établi un cahier des charges et des contrats au point de vue des constructions et de l'aménagement moderne de votre Ville, qui ont été approuvés par le Conseil d'Etat. Ces pièces sont reconnues comme des modèles de clarté, de concision et de conception claire. Etant chargé moi-même d'établir un programme

¹¹²⁶ AMV-10Z1-Lettre d'Alexis Léger, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, à Lazare Goujon, datée du 3 août 1934. C'est moi qui met en gras.

¹¹²⁷ AMV-10Z1-Lettre de Lazare Goujon à Alexis Léger, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, datée du 8 août 1934.

semblable par une Ville du Centre, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'envoyer les modèles de cahier des charges et de contrats que vous avez établis »¹¹²⁸. Dans sa réponse, le maire explique qu'« en raison du nombre considérable de demandes de renseignements qu'il reçoit tous les jours au sujet de la construction du nouveau centre de Villeurbanne, il a décidé de n'envoyer des documents qu'aux collectivités (départements, communes et syndicats de communes) »¹¹²⁹. On relève donc une captation de savoirs urbains par la municipalité, qui les réserve uniquement aux collectivités publiques. Ce nouveau statut de Villeurbanne, perçue comme une référence en matière d'aménagement, révèle un changement important : elle détient dès lors des compétences et des savoirs urbains recherchés. On voit là une évolution considérable par rapport à 1919, quand la municipalité constatait qu'elle n'avait pas de compétences internes en matière d'aménagement urbain.

Ces échanges croissent surtout à partir de 1932. Les démarchages de la société du Comptoir des Entreprises et de Travaux Urbains auprès de municipalités jouent un rôle essentiel dans la médiatisation de l'expérience villeurbannaise. Le Comptoir des Entreprises est la société qui avait été initialement approchée par Lazare Goujon en 1930 afin d'élaborer le montage financier permettant de construire le nouveau centre. Cette entreprise contacte des municipalités afin faire la promotion de ses compétences, en se référant à la construction du nouveau centre de Villeurbanne. Des contacts municipaux naissent du besoin de vérifier ces références¹¹³⁰. La médiatisation de Villeurbanne par la municipalité et les revues explique en grande partie ces échanges. Lazare Goujon utilise pour cela la radio, ainsi qu'il l'avait déjà fait en janvier 1928 afin de faire la promotion du Palais du Travail. Il prononce une conférence sur les ondes des PTT, à Paris, le vendredi 28 avril 1933, dans laquelle il présente le changement de la morphologie urbaine résultant à la suite de la construction du nouveau centre. « Les monuments les plus divers de la civilisation moderne et les vestiges les plus effacés des civilisations passées ont une vogue

¹¹²⁸ AMV-2D28-Lettre d'Adrien Thierry, ingénieur agricole à Nantes à Lazare Goujon, datée du 8 novembre 1932.

¹¹²⁹ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon à Adrien Thierry, ingénieur agricole à Nantes, datée du 14 novembre 1932.

¹¹³⁰ AMV-2D28-Lettre de Pierre Lievre, architecte à Alger à Lazare Goujon, datée du 12 mai 1933 ; AMV-2D28-Lettre du maire d'Aix à Lazare Goujon, datée du 18 mars 1932 ; AMV-2D28-Lettre du maire de la ville d'Hussein-Dey à Alger à Lazare Goujon, datée du 13 mai 1933.

comparable à celle des beautés naturelles de notre pays. De toutes parts, on vient admirer le Pont du Gard ou la fontaine de Vaucluse, les châteaux de la Loire ou les grands cols des Alpes. Et les voyageurs qui viennent passer quelques heures à Lyon s'empressent de gravir la colline de Fourvière pour en admirer la Basilique du haut de laquelle s'éveillent les souvenirs de l'antique domination romaine. Or, depuis quelques mois, ces visiteurs aperçoivent à l'Est de la Ville, à quelques kilomètres à peine, un ensemble cyclopéen de constructions qui s'élèvent au-dessus de la plaine de l'Isère comme une île au-dessus des eaux d'un lac : ce sont les immeubles géants du nouveau centre urbain de Villeurbanne qui montent vers le ciel avec une hardiesse et une rapidité toute américaines. Mais pourquoi ces immeubles ? Pourquoi ces créations gigantesques ? C'est que Villeurbanne, hier encore petite ville de la banlieue lyonnaise, se développe avec une vitesse comparable à celle des plus grandes agglomérations françaises ou étrangères. Le nombre de ses habitants ne dépassait pas 21 000 en 1897, il en atteint près de 100 000 en 1933. Villeurbanne était constituée, de prime abord, par un ensemble de hameaux et de quartiers éloignés les uns des autres, séparés par de vastes terrains nus, mal desservis entre eux et reliés, presque uniquement, par des voies indirectes qui convergeaient vers le Centre de Lyon. Ces quartiers, qui s'étendaient et s'enflaient suivant le caprice des habitants, gardaient chacun une espèce d'autonomie symbolisée par des noms pittoresques qui leur créaient une sorte de personnalité : c'étaient le Tonkin, les Charpennes, Croix-Luizet, les Büers, Cusset, Cyprian, la Cité, pour ne signaler que les principaux. En un mot Villeurbanne, agglomération de plus en plus puissante et compacte, n'avait pas d'âme, ne possédait pas un centre vital qui permit de coordonner son activité, de la développer harmonieusement, de faire circuler vigoureusement le sang généreux de son essor jusqu'aux lointaines périphéries. Il était nécessaire de mettre sur pied un vaste programme d'urbanisme, élaboré d'après les méthodes scientifiques les plus modernes d'hygiène et de salubrité générale »¹¹³¹. Dans ce texte, Lazare Goujon souligne un changement dans les représentations associées à Villeurbanne : présentée dans un premier temps comme une « petite ville de la banlieue lyonnaise », constituée de hameaux et de quartiers, Villeurbanne est ensuite représentée comme une grande agglomération, une ville moderne dotée d'une « âme » incarnée par le nouveau centre urbain nouvellement édifié selon des méthodes scientifiques. Il y a

¹¹³¹ AMV-2D29-Transcription dactylographiée de la conférence prononcée par Lazare Goujon aux PTT à Paris, le 28 avril 1933.

dans ce discours une volonté manifeste de différencier Villeurbanne, de la distinguer. La ville est décrite comme un corps animé, dans une métaphore organiciste : elle est dès lors dotée d'un « centre vital » qui joue le rôle de cœur de la ville. Cette modernité est rattachée aux expériences urbaines américaines, dont la verticalité des gratte-ciel est le symbole. Ce type de communication a un impact comme le montre le courrier envoyé le jour même de la prononciation de cette conférence par un conseiller municipal de Talence à Lazare Goujon. « J'ai eu la bonne fortune aujourd'hui à midi, à l'écoute sur les PTT d'entendre la conférence sur l'urbanisme que vous avez faite, ainsi que sur les réalisations poursuivies par vous dans votre Commune de Villeurbanne. Au titre de conseiller municipal de Talence (banlieue de Bordeaux) et, sans penser réaliser dans notre commune de 20 000 habitants les projets grandioses et modernes que vous menez à fin, je me permets de vous demander la copie *in extenso* de votre exposé, ainsi que les chiffres que vous avez cités, pensant pouvoir y trouver utilement un enseignement sur les possibilités offertes aux conseillers municipaux et fournir un exemple d'urbanisme moderne arrivé à réalisation pratique. Je serai, de même, particulièrement heureux, si vous pouviez me citer quelques traités ou manuels sur la question en général et pour les communes moyennes en particulier, afin de pouvoir y puiser des projets utiles tant au point de vue aménagement qu'au sujet du plan d'embellissement qui nous est demandé »¹¹³². Les demandes de renseignement émanent de municipalités souhaitant lancer de grands travaux d'urbanisme. Le déclassement durant les années 1920 des fortifications, devenues inutiles en raison de l'allongement de la portée des canons, est le facteur déclenchant de nombreux projets d'urbanisme. Des municipalités se saisissent de l'occasion pour lancer des projets d'aménagement mais elles souhaitent pour cela trouver un mode de financement d'économie mixte, autorisé dans le cadre du décret du 28 décembre 1926, afin de ne pas grever les finances municipales. C'est dans ce but que des municipalités comme celles de La Seyne¹¹³³, Toulon¹¹³⁴, Boulogne-Billancourt¹¹³⁵, Saint-Pierre-des-Corps¹¹³⁶, Montluçon¹¹³⁷, Tulle¹¹³⁸,

¹¹³² AMV-2D40-Lettre de G. Bacqualerie, conseiller municipal à Talence, à Lazare Goujon, datée du 28 avril 1933.

¹¹³³ AMV-2D27-Lettre de Lazare Goujon au maire de La Seyne, datée du 4 février 1932.

¹¹³⁴ AMV-2D34-Lettre de D. Prenez ingénieur urbaniste, agissant pour la ville de Toulon, à Lazare Goujon, datée du 12 février 1932 ; AMV-2D30-Lettre du premier adjoint de Toulon à Lazare Goujon, datée de septembre 1934.

¹¹³⁵ AMV-2D40-Lettre du maire de Boulogne-Billancourt à Lazare Goujon, datée du 24 mai 1932.

Tours¹¹³⁹, Vienne¹¹⁴⁰, Gap¹¹⁴¹, Brest¹¹⁴², Châtillon-sur-Chalaronne¹¹⁴³ et de Tunis¹¹⁴⁴ contactent la municipalité. Ces échanges directs entre municipalités ne correspondent qu'à une partie des échanges relatifs à la convention entre Villeurbanne et la SVU. Ainsi le préfet du département de la Seine en demande un exemplaire car « des questions analogues se posant fréquemment dans la Seine, (il) désirerai(t) savoir dans quelles conditions ces dispositions ont été appliquées dans votre commune »¹¹⁴⁵. Anticipant la fréquence des demandes de renseignement, le directeur de *La Revue de l'habitation et des travaux municipaux* formule la même demande à Villeurbanne car « une importante commune des environs de Paris envisagerait la création d'une société du genre de celle que vous avez constituée à Villeurbanne, pour la mise en œuvre et l'exploitation de plusieurs services. Le cas se présentera assez souvent et nous sommes très heureux de pouvoir faire profiter vos collègues de votre expérience ; aussi je vous serais très reconnaissant de vouloir bien m'envoyer un exemplaire des statuts de votre société »¹¹⁴⁶. Ces échanges de savoirs s'appuient par ailleurs sur les réseaux politiques établis entre maires socialistes réformateurs, comme le montre l'échange de René Humery, ingénieur civil des mines et membre du comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne, à Lazare Goujon. « J'ai vu chez notre ami Morizet, une notice sur vos réalisations, et je vous serais très reconnaissant de bien vouloir m'en adresser un exemplaire »¹¹⁴⁷. Ces échanges de savoirs participent de la construction de réseaux

¹¹³⁶ AMV-2D40-Lettre du maire de Saint-Pierre-des-Corps à Lazare Goujon, datée du 2 juin 1932.

¹¹³⁷ AMV-2D26-Lettre de Lazare Goujon au député-maire de Montluçon, datée du 15 décembre 1932.

¹¹³⁸ AMV-2D40-Lettre du député-maire de Tulle à Lazare Goujon, datée du 20 décembre 1932.

¹¹³⁹ AMV-2D28-Lettre de Fernand Martet, ingénieur à Tours, à Lazare Goujon, datée du 7 janvier 1933.

¹¹⁴⁰ AMV-2D28-Lettre du député-maire de Vienne à Lazare Goujon, datée du 13 mars 1933.

¹¹⁴¹ AMV-2D40-Lettre du maire de Gap à Lazare Goujon, datée du 31 mai 1933.

¹¹⁴² AVM-2D40-Lettre du premier-adjoint de Brest à Lazare Goujon, datée du 10 janvier 1933.

¹¹⁴³ AMV-2D40-Lettre du maire de Châtillon-sur-Chalaronne à Lazare Goujon, datée du 27 juin 1934.

¹¹⁴⁴ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon au vice-président de la municipalité de Tunis, datée du 14 novembre 1934.

¹¹⁴⁵ AMV-2D40-Lettre du préfet du département de la Seine à Lazare Goujon, datée d'avril 1933.

¹¹⁴⁶ AMV-2D28-Lettre du directeur de *La revue de l'habitation et des travaux municipaux* à Lazare Goujon, datée du 22 avril 1933.

¹¹⁴⁷ AMV-2D28-Lettre de Rémi Huemry à Lazare Goujon, datée du 9 novembre 1932.

politiques, et s'appuient sur eux, ce qui permet d'accroître le rayonnement de Villeurbanne au sein des réseaux d'urbanisme.

Ces demandes de renseignement, lisibles dans la correspondance municipale, ne rendent compte que d'une partie des échanges municipaux relatifs au nouveau centre. Des visites édilitaires sont aussi organisées à Villeurbanne. Or, des échanges de documentation concluent généralement ces visites sans que l'on puisse en trouver trace dans les archives. Cependant, l'organisation de ces visites nous permet d'apprécier l'audience des œuvres édilitaires entreprises sous Lazare Goujon à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

c) Villeurbanne : objet de visites

Villeurbanne est l'objet de visites avant la construction du nouveau centre, mais celles-ci sont généralement organisées par la municipalité dans le cadre de commémorations, ou lors de l'inauguration d'un nouveau bâtiment édilitaire. A partir des années 1930, un changement apparaît car des visiteurs viennent découvrir les nouvelles constructions édifiées à Villeurbanne afin de recueillir des informations à leur sujet. On trouve trace de ces visites dans la correspondance municipale, car les visiteurs annoncent leur venue ou remercient la municipalité pour l'accueil qu'ils ont reçu. La municipalité de Villeurbanne s'astreint à répondre à ces nouvelles demandes en raison de l'enjeu qu'elles constituent en terme d'image. 63 visites ont été recensées entre 1931 et 1939 à partir du dépouillement des correspondances. Ces visites se concentrent majoritairement entre 1932 et 1936 : 61 visites ont lieu durant cette période. Parmi elles, il faut distinguer celles de praticiens de la ville (élus, ingénieurs, architectes, directeurs de bureau d'hygiène) venus visiter Villeurbanne afin de recueillir des informations, et les visites scolaires. La comptabilisation de ces visites doit être prise avec précaution car le chiffre de 64 visites entre 1931 et 1939 est évalué *a minima*. Il ne peut pas prendre en compte les visites informelles de Villeurbanne, ou bien celles qui n'ont pas fait l'objet d'un retour de la part de visiteurs. Il faut tout de même souligner que ce chiffre de 63 visites de Villeurbanne en 9 ans n'est pas négligeable. À titre de comparaison, dans sa thèse Stéphan Frioux

a répertorié 163 voyages municipaux français en matière de génie sanitaire entre 1893 et 1959¹¹⁴⁸.

Les visites dans le cadre de congrès organisés à Lyon jouent un rôle important pour la médiatisation de Villeurbanne. On compte 9 visites de congressistes pour la période étudiée. Mais ce chiffre ne permet pas d'apprécier pleinement le retentissement de ces visites. Il n'est ainsi pas possible de connaître précisément le nombre de visiteurs qui y ont participé. La visite de Villeurbanne par les congressistes du III^e congrès international de technique sanitaire et d'hygiène urbaine à Lyon du 7 au 9 mars 1932, joue incontestablement un rôle inaugural pour ces visites. C'est en effet à partir de ce congrès que les visites augmentent. Les visites de congressistes s'inscrivent dans le cadre de circuits organisés dans l'agglomération. Le secrétaire général du congrès de l'Alliance d'hygiène sociale écrit ainsi à Lazare Goujon en 1934 : « A l'occasion du Congrès que l'Alliance d'Hygiène Sociale va tenir à Lyon les 7-8-9 octobre prochain, nous faisons visiter les institutions d'Hygiène Sociale du Département, et de l'agglomération lyonnaise. Nous ne voudrions pas que Villeurbanne soit oubliée, et nous vous demandons l'autorisation de bien vouloir nous faire visiter votre nouvelle cité »¹¹⁴⁹. Villeurbanne tire partie de sa proximité avec Lyon et des connexions de transports existant entre les deux villes qui permettent d'organiser facilement les déplacements depuis Lyon. Par exemple, le président de la Fédération espérantiste ouvrière organise une visite en électrobus de congressistes à Lyon à la suite du 13^e congrès de la Fédération organisé à Lyon du 15 au 17 avril 1933. Ce même moyen de transport permet ensuite de visiter Villeurbanne¹¹⁵⁰. La municipalité se prête au jeu comme l'indiquent les remerciements chaleureux des organisateurs pour l'accueil reçu.

Ces visites peuvent être médiatisées par des articles de presse, ce qui renforce le rayonnement de l'expérience villeurbannaise. Une lettre du président du comité des fêtes de Lyon, en novembre 1934, le démontre : « Nous venons vous remercier chaleureusement de la réception que vous avez bien voulu organiser pour nos invités et de la parfaite organisation de vos services. Ils sont restés en admiration devant l'œuvre grandiose que vous avez réalisée et dont ils conservent le meilleur souvenir,

¹¹⁴⁸ Stéphane FRIoux, *op. cit.*, 2009, p.260.

¹¹⁴⁹ AMV-2D30-Lettre du secrétaire général du congrès de l'Alliance d'Hygiène Sociale, datée du 17 septembre 1934.

¹¹⁵⁰ AMV-2D28-Lettre du président de la fédération espérantiste ouvrière à Lazare Goujon, datée du 8 mars 1933.

liant ainsi dans leur esprit ces deux grandes cités voisines renommées pour leur cordialité et leur hospitalité, pour le plus grand renom de toute l'agglomération lyonnaise dont vous êtes un des plus beaux fleurons. Ainsi que nous l'avons indiqué par téléphone à votre Secrétaire-Général, *la Tribune de Genève* a fait paraître un très bel article où il est relaté avec force détails la visite de Villeurbanne »¹¹⁵¹. Ces visites de congressistes, organisées pour des édiles ou des ingénieurs¹¹⁵², stimulent aussi les relations édilitaires. Par exemple, le maire d'Evian-les-Bains écrit en février 1935 à Lazare Goujon, à la suite de sa visite à l'occasion du congrès d'hygiène social organisé en octobre 1934 à Lyon, afin qu'il prononce dans sa ville une conférence sur le nouveau centre¹¹⁵³. Dans la même logique, c'est à la suite de sa visite de Villeurbanne lors du congrès de l'union des syndicats d'ingénieurs français du 14 au 15 octobre 1933 à Lyon¹¹⁵⁴, que Léonce Fabre, inspecteur départemental de l'enseignement technique et président de l'Union Provençale des Travailleurs Intellectuels (UPTI), requiert la participation de Jean Fleury à la Quinzaine Intellectuelle organisée à Marseille en octobre 1934, où seront présentées « une série de conférences très vastes montrant le rôle des intellectuels dans toutes les branches scientifiques, industrielles et dans les Travaux publics et édilitaires »¹¹⁵⁵. L'enjeu en terme d'image est réel et c'est la raison pour laquelle la municipalité répond favorablement à ces sollicitations, et anime les visites de la ville afin de présenter l'ensemble des œuvres édilitaires. Le maire s'astreint à être présent lors de la réception des congressistes, ou bien il délègue la fonction de guide à Louis Maynard, l'archiviste-bibliothécaire de la ville¹¹⁵⁶. Ces visites contribuent à diffuser une image positive de Villeurbanne, mais elles font rarement l'objet d'une médiatisation dans le bulletin municipal¹¹⁵⁷. Elles sont donc plutôt réservées à une sociabilité édilitaire ((Annexe 2). Les congressistes viennent majoritairement de Lyon, mais la construction du Palais du Travail dote Villeurbanne d'un théâtre qui est aussi utilisé

¹¹⁵¹ AMV-2D23-Lettre président du comité des fêtes de Lyon à Lazare Goujon, datée du 29 novembre 1934.

¹¹⁵² Le congrès de l'union des syndicats d'ingénieurs français organisé à Lyon du 14 au 15 octobre 1933 est suivi d'une visite de Villeurbanne. AMV-2D28-Lettre de G. Chapas à Lazare Goujon, datée du 26 septembre 1933.

¹¹⁵³ AMV-2D40-Lettre du maire d'Evian-les-Bains à Lazare Goujon, datée du 18 février 1935.

¹¹⁵⁴ AMV-2D28-Lettre de G. Chapas à Lazare Goujon, datée du 26 septembre 1933.

¹¹⁵⁵ AMV-10Z1-Lettre de Léonce Fabre à Lazare Goujon, datée du 29 juin 1934.

¹¹⁵⁶ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon au président de la fédération espérantiste ouvrière, datée du 13 mars 1933.

¹¹⁵⁷ AMV-BMO-n°72, avril 1932, p.1638 ; AMV-BMO, n°85, mai 1933, p.1948.

afin d'accueillir des congrès. Dans ce cas, la réception de la municipalité est plus importante, et suivie d'un banquet, comme le montre la réponse de Lazare Goujon, à veille des élections municipales de 1935, au projet d'accueillir le congrès de la Fédération vicinale du 24 au 26 juin 1935. « C'est avec le plus grand plaisir que je verrai se dérouler à Villeurbanne les travaux du Congrès que vous organisez dans notre ville les 24, 25 et 26 juin prochain. Vous voudrez bien vous entendre avec le Secrétaire Général de la Mairie pour les visites que vous désirez faire. En ce qui concerne le banquet, je vous promets, si je suis à Villeurbanne ce jour là d'y assister, mais si les travaux parlementaires sont en cours il me sera difficile d'être des vôtres »¹¹⁵⁸. Cette mise en réseau est permise par l'implication sur le terrain du personnel municipal, dont Louis Maynard et Jean Fleury, et du secrétaire général, Michel Dupeuble.

Le point d'orgue des visites correspond à l'été 1934, au moment de l'inauguration du nouveau centre. Le 16 juin 1934, ce sont les représentants de 75 municipalités socialistes qui se réunissent lors de la conférence des municipalités socialistes¹¹⁵⁹ au Palais du Travail. Le lendemain, la municipalité accueille « la réception des maires », afin d'inaugurer officiellement le nouveau centre. Justin Godart, invité 2 ans plus tôt par la municipalité pour visiter l'ensemble des œuvres édilitaires¹¹⁶⁰, est présent comme M. Poggioli, en tant que secrétaire de l'association des municipalités socialistes, de même que des sénateurs¹¹⁶¹, des députés¹¹⁶² et des représentants de la préfecture du Rhône¹¹⁶³. L'épouse d'Albert Thomas est également présente, afin d'honorer son époux, décédé 2 ans plus tôt, qui avait célébré la pose de la première

¹¹⁵⁸ AMV-2D33-Lettre de Lazare Goujon au secrétaire général de la Fédération Vicinale, datée du 1^{er} avril 1935.

¹¹⁵⁹ AMV-BMO, n°99, juin 1934, p.2302-2303. Cette source ne nous donne que le nom de 38 d'entre-elles : Albi, Avignon, Barjois, Bixheim, Boulogne-Billancourt, Bron, Caluire, Carmaux, Chalon, Champigny, Grenoble, Hazebrouck, La Seyne, Le Bourget, Le Creusot, Lille, Lyon représentée par Antoine Charial, adjoint au maire, Mâcon, Meyzieu, Montbéliard, Montceau, Mulhouse, Oullins, Persan, Pierre-Bénite, Pré-Saint-Gervais, Rives, Roubaix, Saint-Fons, Saint-Nazaire, Suresnes, Thiers, Toulon, Toulouse, Tourcoing, Vénissieux, Vienne et Villefranche.

¹¹⁶⁰ AMV-2D26-Lettre de Lazare Goujon à Michel Dupeuble, datée du 19 juillet 1932. Justin Godart visite le 23 juillet 1932, à la suite de l'action de Lazare Goujon, le cottage social, de la régie des pompes funèbres, de la piscine et du stade, du dispensaire et de la SVU, et du jardin des tout petits, le matin et une visite de Chamagnieu est aussi organisée.

¹¹⁶¹ M. Bon, M. Morizet et M. Voillot.

¹¹⁶² M. Longuet, M. Routés, M. Castagnez, M. Fieu, M. L'Hévéder et les députés du Rhône : M. Février, M. Massimi, M. M. Fillon, M. Julien, M. Rolland, M. Richard, M. Chouffet.

¹¹⁶³ M. Bollaert, préfet du Rhône, M. Picot, sous-préfet de Villefranche et M. Voidier, chef de division de la préfecture du Rhône.

pierre du Palais du Travail en 1928 et dont le buste a été élevé la veille par les municipalités socialistes sur sa place éponyme. Le nombre de municipalités représentées est difficile à établir. Les archives précisent seulement que « la plupart des conseillers municipaux (...) du département du Rhône »¹¹⁶⁴. Sont mentionnées de manière détaillée les 17 municipalités présentes qui sont extérieures au département du Rhône¹¹⁶⁵. Une visite est organisée selon un circuit respectant la hiérarchie de pouvoir des ensembles nouvellement construits. « La visite commença par la mairie, de l'altier beffroi aux services plus humbles, plus simplement pratiques. De là, on passa au Palais du Travail dont la signification n'est pas moins grande, à la piscine fraîche, au théâtre accueillant »¹¹⁶⁶. Cette mise en scène du pouvoir municipal entre en résonnance avec la célébration du cinquantenaire de la loi de 1884 à laquelle le préfet du Rhône fait référence dans son discours : « Préparée et imposée au Parlement par une majorité profondément républicaine, toute frémissante encore de la lutte qu'elle avait soutenue contre les partis de la dictature, la loi de 1884 reste, dans son ensemble, après cinquante années d'existence, l'assise large et solide, indispensable à la vie normale et saine de la Nation (...). L'inauguration à laquelle nous sommes conviés aujourd'hui est la plus belle illustration, la plus complète justification d'une loi qui a su donner à chacune des communes de France la liberté de se gouverner soi-même, de vivre et d'agir en collectivité majeure, dans le cadre de l'unité nationale »¹¹⁶⁷. L'inauguration est aussi l'occasion de montrer le stade municipal de la ville. Des démonstrations gymniques effectuées par 3 000 écoliers y sont organisées devant plus de 20 000 spectateurs, à l'occasion de la 10^e fête populaire d'été. Un défilé parcourt le même jour, puis le dimanche suivant, l'avenue de l'hôtel de ville. Les chars présentés figurent l'évolution de l'habitat, depuis la caverne préhistorique, en passant par le château médiéval, la maison aristocratique du XVIII^e siècle, au cortège romantique, pour finir par les gratte-ciel modernes¹¹⁶⁸.

¹¹⁶⁴ AMV-BMO, n°99, juin 1934, p.2304-2305.

¹¹⁶⁵ Ce sont les municipalités d'Aigues-Mortes, Albi, Annonay, Blois, Champigny, Hyères, La Ciotat, La Mure, Lunéville, Montpellier, Mulhouse, Nevers, Pontarlier, Pré-Saint-Gervais, Puy, Rive-de-Gier et de Sète (AMV-BMO-n°99-juin 1934-2305).

¹¹⁶⁶ AMV-BMO, n°99, juin 1934, p.2306.

¹¹⁶⁷ *Idem*, p.2305.

¹¹⁶⁸ AMV-BMO, n°99, juin 1934, p.2309.

Cette inauguration participe à la mise en scène du pouvoir municipal et de la ville moderne qu'est devenue Villeurbanne¹¹⁶⁹.

En dehors de ces événements particulièrement importants que sont les congrès et les inaugurations des visites plus ponctuelles sont aussi organisées. Sur les visites recensées pour la période 1932-1937, en excluant les visites scolaires ou associatives et les visites lors de congrès ou d'inauguration, 19 sont strictement des visites édilitaires. Sur ces 19 visites, 8 sont le fait de municipalités localisées dans des départements proches¹¹⁷⁰, 7 d'autres départements de la métropole¹¹⁷¹ et 4 de municipalités étrangères¹¹⁷². L'attractivité de Villeurbanne en matière d'urbanisme doit donc d'abord être appréciée à l'échelle régionale car les visites édilitaires sont majoritairement le fait de municipalités proches géographiquement (nous incluons dans ce cas la visite de la délégation genevoise). Ce constat est important : ainsi la visite du maire de Tel Aviv à Villeurbanne est en réalité due à sa proximité car il était alors invité par la municipalité de Lyon¹¹⁷³. Dans ce cas, on peut constater, et nous l'avons déjà vu avec les visites de congressistes, que l'audience dont bénéficie Villeurbanne auprès d'édiles étrangers est en partie conditionnée par sa connexion avec Lyon, et par l'inscription de cette dernière dans des réseaux internationaux.

Cette audience dont bénéficie Villeurbanne résulte aussi de l'inscription du maire, et de son secrétaire général, dans d'autres réseaux sociétaires comme la franc-maçonnerie. En effet, c'est en raison de son appartenance à la loge du Grand Orient de France que Lazare Goujon rencontre, en avril 1933, Eugène Gauthier qui est alors

¹¹⁶⁹ 4R22-Programme officiel des grandes fêtes inaugurales de la Nouvelle Cité du 10 juin au 1^{er} juillet 1934.

¹¹⁷⁰ Beauregard (Ain), Cottret (Ain), Montluçon (Allier), Vichy (Allier), Valence (Drôme), Meyrieu (Isère), La Ricamarie (Loire), Mâcon (Saône-et-Loire).

¹¹⁷¹ Narbonne (Aude), Beaune (Côte d'Or), Lons-le-Saunier (Jura), Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Persan (Val d'Oise), Rixheim (Haut-Rhin), Flers-lez-Lille (Nord).

¹¹⁷² Jupille (Belgique), Tel Aviv (alors en Palestine), Genève (Suisse), Tunis (Tunisie)

¹¹⁷³ « M. Meïr Dizengoff, maire de Tel-Aviv (Palestine), vient de passer deux jours à Lyon. Accompagné de quelques notabilités sionistes de notre ville, il s'est rendu à la nouvelle cité de Villeurbanne, où M. le Secrétaire général de la Mairie, Dupeuble, lui a fait les honneurs du vaste immeuble réalisé avec la plus ingénieuse perfection. M. Dizengoff s'est déclaré enchanté de l'instructif et aimable accueil. Il a rappelé les excellents souvenirs que lui a laissés la métropole industrielle de Lyon, où il fit une partie de ses études. Il prit congé en priant la municipalité de Villeurbanne de lui rendre bientôt sa visite à Tel-Aviv » dans AMV-3C133-*La Semaine à Lyon*, 2^e année, 3 août 1934, n°82, p.25

ingénieur des travaux de la ville de Paris et vice-président du conseil de l'ordre¹¹⁷⁴. Des visites sont aussi organisées à Villeurbanne grâce au réseau franc-maçon. C'est ainsi que Camille Schneider écrit à Michel Dupeuble, secrétaire général de Villeurbanne, qu'il dénomme « T(rès) Ch(er) Fr(ère) et ami », pour lui indiquer que « c'est avec empressement que Monsieur Doff, architecte en chef de la Ville de Strasbourg, a accepté votre aimable invitation de nous faire voir l'école de plein air de Chamagnieu. Nous arriverons à Lyon le vendredi, 9 juin (...). Nous serons libres jusqu'à 4 heures de samedi après-midi. Monsieur Doff serait très désireux de pouvoir visiter également le Palais du Travail en construction, vu qu'il est chargé d'étudier de telles constructions pour notre ville »¹¹⁷⁵. Cet usage des réseaux franc-maçons pour faire la promotion du nouveau centre apparaît clairement dans un discours dactylographié anonyme daté entre 1932 et 1933, qui est prononcé devant une assemblée de franc-maçons. Ce discours se termine par l'éloge de la politique urbaine de Lazare Goujon : « la réalisation d'un tel programme fait honneur à notre fr(ère) GOUJON, ainsi qu'à son Conseil municipal. Du point de vue de la santé publique, nous n'avons qu'à souhaiter, mes fr(ères) que pareille initiative serve d'exemple aux collectivités »¹¹⁷⁶. La présence de ce discours anonyme dans un carton de correspondance de la municipalité surprend de prime abord, mais elle est caractéristique de l'imbrication des réseaux personnels et politiques des édiles avec les réseaux d'échanges municipaux. De fait, les échanges municipaux existent uniquement par l'action et par l'intermédiaire des acteurs politiques municipaux.

Il faut apprécier ces visites édilétaires dans le sens où elles rendent compte de l'audience dont bénéficie la ville durant les années 1930. Ce constat de l'existence d'échanges nous intéresse. Il montre un changement de statut de Villeurbanne qui s'inscrit alors dans les réseaux de la toile municipale. Mais il est difficile, voire impossible, d'apprécier si les renseignements tirés de ces visites sont utilisés par la suite par les visiteurs dans le cadre de leurs propres projets urbains. En d'autres termes, il est très difficile de dire si Villeurbanne fait école. En effet, les acteurs politiques ont tendance à affirmer l'originalité, la spécificité voire le caractère modélisant de leur politique, afin de la différencier de celle de leurs prédécesseurs et

¹¹⁷⁴ AMV-2D28-Lettre du secrétariat général du Grand Orient de France au F(rère) Goujon, député du Rhône, datée du 10 avril 1933.

¹¹⁷⁵ AMV-2D29-Lettre de Camille Schneider à Michel Dupeuble, datée du 8 juin 1933.

¹¹⁷⁶ AMV-2D29-Discours anonyme intitulé « Le nouveau centre de Villeurbanne », prononcé devant une assemblée franc-maçonne, daté entre 1932 et 1933.

de la justifier auprès des électeurs. Mais cette affirmation relève du registre du discours et de la fabrique symbolique de la ville. Les visites et les échanges de documentation sur Villeurbanne nous renseignent donc davantage sur l'audience dont bénéficie alors la ville auprès d'autres praticiens de l'urbain.

Encart 3 : METHODOLOGIE ET CAS PRATIQUE

On peut modéliser le processus de diffusion d'une expérience urbaine et proposer de distinguer différentes phases : la médiatisation, l'audience, la réception¹¹⁷⁷ et l'appropriation. Cette approche permet notamment de souligner les difficultés heuristiques rencontrées afin d'apprécier si une expérience urbaine est diffusée. Christian Delporte a rappelé la nécessité de « tenir les deux bouts de la chaîne qui relie la production, d'une part, et la réception-appropriation, d'autre part, mais aussi saisir les circulations complexes qui dynamisent le système médiatique, et considérer leurs échelles (temps, espace, populations) »¹¹⁷⁸.

La première phase est celle de la médiatisation d'une expérience urbaine par le biais d'acteurs politiques ou professionnels utilisant différents modes de médiation : papier, audio ou visuel. Cette médiatisation peut être quantitativement et qualitativement analysée (publication d'articles, prononciation de conférences, production de photographies et de films). L'une des principales difficultés réside dans la disponibilité des sources car les municipalités ne cherchent pas nécessairement à les recueillir toutes et ces différents documents sont le plus souvent dispersés.

La seconde phase est l'évaluation de l'audience que reçoit cette expérience de la part d'acteurs extérieurs à la municipalité. Cette audience peut être appréciée par les échanges que concrétisent les visites et les demandes de documentation. Elle implique un rapport avec des acteurs extérieurs à la municipalité.

La troisième phase, la réception, est intimement liée à la quatrième phase qu'est l'appropriation. En effet, il est très difficile de trouver des sources concernant la

¹¹⁷⁷ Sur la notion de réception en histoire culturelle voir Pascal ORY, « réception », in Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.691-692.

¹¹⁷⁸ Christian DELPORTE, « médias », in Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.525.

réception d'une expérience urbaine par des acteurs extérieurs. Les sources mobilisables sont des lettres de remerciements ou des articles publiés. Mais les réceptions négatives sont souvent absentes, ou n'apparaissent qu'en filigrane. Ceci est dommageable dans le sens où les tensions ou les conflits que peut engendrer une expérience urbaine sont rarement mis en mots dans les documents. De plus, si la production d'un article nous renseigne sur la réception de l'auteur de l'article, ce même article participe lui aussi de la médiatisation de cette réception. Le déroulé de ces différentes phases ne doit donc pas être perçu dans une logique strictement cyclique.

La phase d'appropriation est quant à elle la plus difficile à saisir d'un point de vue de l'analyse documentaire, car le recueil d'informations sur une expérience urbaine n'implique pas nécessairement l'intégration des informations récoltées dans un nouveau projet urbain. Par exemple, les visites édilitaires s'inscrivent généralement dans le cadre de circuits et c'est la synthèse des informations ainsi récoltées et rassemblées qui constitue la ressource réflexive des praticiens de l'urbain dans le cadre de leur propre projet. Dans ce cas, la seule possibilité de relier une expérience urbaine à une autre serait de trouver la mention explicite de la première dans les projets de la seconde. Mais cela reste très rare, justement parce que le politique efface dans ses discours toute référence aux apports venus de l'extérieur afin de distinguer son action. Cette uniformisation de l'action édilitaire par le politique est clairement visible dans le discours prononcé par Lazare Goujon lors de l'inauguration du nouveau centre le 17 juin 1934. « Cette réalisation (a été) accomplie tout entière sans subvention de l'Etat, sans concours étranger d'aucune sorte »¹¹⁷⁹. Or cette affirmation est inexacte comme nous avons pu le démontrer, car c'est en grande partie grâce à la mobilisation d'acteurs extérieurs à la municipalité et au soutien de l'Etat que ce nouveau centre a pu être édifié. L'appropriation d'une expérience urbaine est donc très difficilement appréciable et il convient de faire preuve d'une grande prudence.

C'est avec précaution que l'on peut par exemple étudier les échanges qui se nouent durant l'automne 1933 entre Tunis et Villeurbanne à propos du nouveau centre urbain encore en chantier. L'expérience villeurbannaise intéresse la municipalité de Tunis, alors sous protectorat français, car M. Eloy, ingénieur en chef de la ville,

¹¹⁷⁹ AMV-BMO, n°99, juin 1934, p.2305.

vient visiter en septembre 1933 « le chantier de construction du nouveau quartier de Villeurbanne »¹¹⁸⁰. Cet intérêt pour le nouveau centre de Villeurbanne s'explique par le fait que M. Eloy et M. Chevaux, tous deux ingénieurs municipaux, élaborent alors le nouveau plan d'aménagement et d'extension de Tunis, plus connu sous le nom de « plan Chevaux ». Dans sa thèse sur *Les centralités du grand Tunis. Acteurs, représentations et pratiques urbaines*, Imen Oueslati-Hammaï note que ce plan se caractérise par la valorisation de la centralité moderne de la ville neuve en taillant violemment dans la vieille ville. Il se demande si « cette image de rénovation, voire de modernisation du tissu urbain n'est-elle pas influencée par les alternatives proposées par l'approche progressiste ? En effet, le plan Chevaux illustre les principes fondamentaux d'établissement des plans de ville préconisés par l'une des figures les plus importantes de l'école progressiste : Le Corbusier »¹¹⁸¹. L'influence des idées formulées par l'école progressiste est certaine dans le cas du plan Chevaux, mais cette mobilisation de la figure du Corbusier pose question, car cette référence à l'une des figures majeures de l'urbanisme n'est pas corroborée par une étude précise des échanges de savoirs urbains animés par les services d'urbanisme de Tunis. De manière plus pragmatique, nous constatons que cette interrogation sur la nouvelle centralité de Tunis amène M. Eloy à visiter le nouveau centre de Villeurbanne en septembre 1933, afin d'en tirer des renseignements. Un mois plus tard son service produit le nouveau plan d'aménagement de Tunis qui s'organise autour d'un centre moderne en perçant l'ancienne Medina. Deux mois après cette visite, le vice-président de la municipalité de Tunis contacte Lazare Goujon car il est « désireux de (s)'inspirer de (son) expérience pour la réalisation d'un projet semblable à Tunis »¹¹⁸², et il souhaite obtenir une documentation complémentaire. Dans ce cas, c'est la concomitance entre la médiatisation du nouveau centre de Villeurbanne et la formulation du nouveau projet d'aménagement de Tunis qui crée ces échanges. Notre approche se distingue d'une étude de la circulation de la pensée de l'urbanisme mettant uniquement en valeur les grands penseurs de l'urbanisme car notre thèse se

¹¹⁸⁰ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon au vice-président de la municipalité de Tunis, datée du 14 novembre 1934.

¹¹⁸¹ Imen OUESLATI-HAMMAÏ, *Les centralités du grand Tunis. Acteurs, représentations et pratiques urbaines*, thèse de géographie-aménagement à l'Université Toulouse-Le Mirail, soutenue le 7 avril 2010 sous la co-direction de Ben Slimane Moncef et de Pierre Laborie, p.132-134.

¹¹⁸² AMV-2D28-Lettre du vice-président de Tunis à Lazare Goujon, datée du 9 novembre 1933.

fonde avant tout sur l'analyse archivistique qui, seule, peut rendre compte de la réalité des échanges de savoirs urbains. Ce constat d'échanges entre la ville de Villeurbanne et celle de Tunis nous renseigne sur l'audience donc bénéficie alors Villeurbanne, mais on ne peut évaluer ni la réception ni l'appropriation de cette expérience dans l'élaboration du plan Chevaux. Il faudrait pour cela étudier les archives déposées à Tunis afin de savoir si l'expérience villeurbannaise, parmi d'autres expériences urbaines, est explicitement mobilisée comme référence.

Les visites scolaires qui sont organisées à Villeurbanne donnent des informations sur l'audience de Villeurbanne, mais certains d'entre-elles nous éclairent sur l'usage qu'en fait Lazare Goujon à des fins politiques. En effet, Lazare Goujon, mobilisé durant la Première Guerre mondiale, est pacifiste et cela explique l'organisation à Villeurbanne de visites d'étudiants sarrois ou allemands¹¹⁸³. Ce type de visite cherche à établir des relations pacifiques entre français et allemands. A Villeurbanne, cette pratique précède et s'intègre dans le désarmement moral, qui consiste, selon Elly Hermon, « en la création d'un climat d'opinion favorable à la compréhension internationale »¹¹⁸⁴. Cette question est apparue à l'occasion de la Conférence mondiale du désarmement réunie en 1932, et c'est à ce moment là que cette interrogation connaît une évolution conceptuelle. Cependant, les formes d'action que les Etats devaient mettre en œuvre dans le cadre du désarmement moral n'étaient pas définies. A l'échelon local, comme ici à Villeurbanne, des échanges s'établissent dans cette logique entre la section lyonnaise de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPP) et la municipalité, et cela dès 1929¹¹⁸⁵. « La LIFPP a été créée en 1919 au congrès de Zurich par des femmes de divers pays (Etats-Unis, Grande Bretagne, Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie). (...) La LIFPP est une organisation de femmes politisées qui mène de nombreuses campagnes et

¹¹⁸³ Je distingue les étudiants sarrois des étudiants allemands car ces visites se déroulent avant le plébiscite sur le rattachement de la Sarre au III^e Reich en janvier 1935.

¹¹⁸⁴ Elly HERMON, « Le désarmement moral, facteur dans les relations internationales pendant l'entre-deux-guerres », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°156, octobre 1989, p.23.

¹¹⁸⁵ AMV-2D23-Lettre de Madame Léo Wanner, secrétaire du groupe de Lyon de la ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, à Lazare Goujon, datée du 18 septembre 1929. AMV-2D24-Lettre de Madame Léo Wanner, secrétaire du groupe de Lyon de la ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, à Lazare Goujon, datée du 18 septembre 1930

manifestations en faveur de la paix »¹¹⁸⁶. Elle joue ici le rôle d'intermédiaire entre les municipalités de Dresde et de Villeurbanne afin d'organiser alternativement des échanges d'élèves français et allemands. Ces visites sont l'occasion de faire visiter les œuvres municipales, ainsi que des usines¹¹⁸⁷. Les enjeux internationaux transparaissent dans l'organisation de ces visites, qui sont l'occasion d'échanges organisés pour des étudiants sarrois¹¹⁸⁸. Ces visites sont symptomatiques de la recherche de pacifisme comme l'indique dans un courrier de remerciement Georges Démontet, professeur à l'enseignement technique des mines de la Sarre, qui organise plusieurs d'entre elles. « J'ai l'impression très nette que ce voyage aura renforcé les liens qui ne pourront que servir la cause du rapprochement franco-allemand et développer le goût de la liberté dans un pays qui est la proie de l'hitlérisme »¹¹⁸⁹. La municipalité communique sur certaines de ces visites en raison de leur dimension politique. Lors de la venue d'étudiants des écoles techniques françaises de la Sarre le 11 mars 1934, la municipalité organise une visite de la centrale thermique, de l'hôtel de ville, du Palais du Travail, et accueille ensuite les élèves lors d'un banquet dans la salle de restaurant¹¹⁹⁰. Dans le compte-rendu de cette même visite, publié dans le bulletin municipal, la dimension politique est clairement affichée. « Tous les orateurs soulignèrent, aux acclamations des jeunes Sarrois, la volonté d'indépendance des populations de la Sarre. Une courte allocution, prononcée en allemand par notre maire, sur le même thème, souleva particulièrement l'enthousiasme de nos jeunes hôtes »¹¹⁹¹. Lazare Goujon fait ainsi la promotion du pacifisme, et c'est dans la même logique qu'il utilise le théâtre nouvellement construit pour y faire représenter la pièce de Maurice Rostand *Les marchands de canons*, en avril 1934, soit un mois après la visite des élèves sarrois. Cette organisation de visites d'étudiants sarrois doit participer au désarmement moral au moment même où se pose la question du

¹¹⁸⁶ Michel DREYFUS, « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années trente », in *Revue d'histoire moderne contemporaine*, tome 35, n°3, juillet-septembre 1988, p.466-467.

¹¹⁸⁷ AMV-2D24-Lettre de Lazare Goujon à monsieur et madame Dellamonioa, datée du 7 août 1931.

¹¹⁸⁸ AMV-2D28-Lettre de Georges Démontet, professeur à l'enseignement technique des mines de la Sarre, à Michel Dupeuble, datée du 25 mars 1933 ; AMV-2D28-Lettre de l'inspecteur d'académie, chef du service de l'enseignement aux mines de la Sarre à Lazare Goujon, datée du 3 avril 1933.

¹¹⁸⁹ AMV-2D31-Lettre de Georges Démontet, professeur à l'enseignement technique des mines de la Sarre, à Michel Dupeuble, datée du 17 mars 1934.

¹¹⁹⁰ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 26 février 1934.

¹¹⁹¹ AMV-BMO, n°96, avril 1934, p.2231.

rattachement de la Sarre, solutionnée par le plébiscite du 13 mars 1935. On voit donc que ces visites scolaires de sarrois ont en réalité un aspect politique, et qu'elles participent d'une forme de diplomatie municipale.

d) *Les critiques sur le projet de nouveau centre*

L'audience dont bénéficie Villeurbanne à partir de 1932 auprès de praticiens de l'urbain doit être appréciée par rapport aux nombreuses critiques formulées à l'échelle locale. Ces critiques s'expriment principalement dans le contexte électoral, mais des tensions apparaissent en janvier 1934 au sein du conseil municipal. C'est pourquoi une audience des administrateurs de la SVU est mise à l'ordre du jour du 22 janvier 1934, à la suite de laquelle le conseil municipal « félicite Monsieur le Maire pour sa grande activité et l'assure de sa haute considération pour sa parfaite honorabilité »¹¹⁹². Cette audience procède en fait d'un vote de confiance, rendu nécessaire par les attaques portées à l'encontre de Lazare Goujon. L'unité du conseil municipal autour du maire se réduit pourtant en février 1934, du fait des surcoûts engendrés par l'édification du stade votée un an auparavant. L'estimation des coûts du stade s'élevait en février 1933 à 8 millions de francs. Un an plus tard le devis atteint 10 200 000 francs. Les radicaux-socialistes décident donc de ne pas valider ce surcoût¹¹⁹³. La règle de la majorité permet toutefois de valider le nouveau devis, mais la réaction des radicaux-socialistes montre la fragmentation progressive de l'unité des édiles, en raison de l'importance des sommes engagées.

Les critiques prennent une nouvelle virulence à partir de l'automne 1934, avec l'ouverture de la campagne électorale pour les élections municipales de mai 1935. Les critiques formulées à l'égard de la politique de Lazare Goujon transparaissent dans des articles de presse et des courriers, et Edouard Herriot y fait d'ailleurs référence dans son discours du 17 juin 1934 lors de l'inauguration du nouveau centre¹¹⁹⁴. Celles-ci portent essentiellement sur le coût de la politique édilitaire. On trouve trace de ces critiques dans un échange entre le maire et Robert Chenevier en

¹¹⁹² AMV-2D31-Ordre du jour du conseil municipal du 22 janvier 1934.

¹¹⁹³ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal du 26 février 1934, p.14.

¹¹⁹⁴ « Vous avez été critiqué, dites-vous, ce n'est à moi que vous allez vous plaindre ? Laissez-moi vous dire que de ces critiques, il faut rire. Il faut quand on fait une grande œuvre ou de grands œuvres ou quand on y participe se rappeler un vieux proverbe français que je cite pour ma part : « On ne jette des pierres qu'aux arbres qui portent des fruits, on n'en jette jamais aux autres » dans AMV-BMO, n°99, juillet 1934, p.2308.

septembre 1934 : « L'émotion que vous avez ressentie à la lecture de l'article paru dans *Le Jour* m'a fait sourire. Évidemment, vous savez comme moi toutes les sottises que peuvent faire commettre les haines politiques, mais j'ai rarement vu des assertions qui atteignent ce degré d'erreur ou d'ignorance. Je vous envoie un exemplaire de la circulaire qui va être adressée à tous les électeurs de Villeurbanne dans quelques jours, en même temps qu'une réponse que j'ai faite au *Nouvelliste de Lyon*. Vous y trouverez suffisamment de renseignements pour être rassuré au sujet du fonctionnement de l'avenir de notre œuvre, en même temps que du sort de la Ville de Villeurbanne. En ce qui concerne la progression des locations du Centre urbain je puis vous donner les renseignements suivants : 50 locataires fin décembre 1932, 206 locataires fin juin 1933, 533 locataires fin décembre 1933, 716 locataires fin juin 1934, 909 locataires au 10 septembre 1934. Cette progression est remarquable, au moment où, dans la région, à Lyon même, les maisons neuves restent inoccupées et où les propriétaires sont désireux de se loger tous à meilleur marché. On ne jette des pierres, disait mon voisin, le Maire de Lyon, qu'aux arbres qui portent des fruits (...)»¹¹⁹⁵. Dans ce texte de Lazare Goujon, il est fait mention de critiques du journal *Le Jour*. Il s'agit d'un journal de droite fondé en 1932 par Léon Bailby¹¹⁹⁶ et proche du mouvement des Croix de Feu. Fred Kumferman et Philippe Machefer précisent que « faute d'un quotidien des Croix de Feu, puis du PSF, *Le Jour* était devenu le véritable organe du mouvement lorsqu'il voulait toucher le grand public »¹¹⁹⁷. Ces critiques émanent aussi de la presse locale de droite, dont *Le Nouvelliste de Lyon* également mentionné ici. Lazare Goujon répond à son rédacteur : « Les passions politiques expliquent bien des attaques et j'aurais mauvaise grâce de me plaindre. Mais l'article de votre journal paru le 19 septembre dernier sous le titre "La détresse financière des municipalités socialistes" dépasse les bornes de la fantaisie et de l'erreur »¹¹⁹⁸. Ces critiques politiques de la droite rencontrent toutefois celles du parti communiste, réduisant ainsi l'assise électorale des socialistes à Villeurbanne. C'est la raison pour laquelle le maire envoie à tous les électeurs une circulaire afin de défendre son action, car il cherche à mobiliser l'opinion publique locale en sa faveur.

¹¹⁹⁵ AMV-2D30-Lettre de Lazare Goujon à Robert Chenevier, datée du 20 septembre 1934.

¹¹⁹⁶ Fred KUPFERMAN et Philippe MACHEFER, « Presse et politique dans les années Trente : le cas du "Petit Journal" » in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°1, janvier-mars, 1975, note 9, p.11.

¹¹⁹⁷ Fred KUPFERMAN et Philippe MACHEFER, *op. cit.*, 1975, p.27.

¹¹⁹⁸ AMV-2D30-Lettre de Lazare Goujon au rédacteur en chef du *Nouvelliste de Lyon*, datée du 20 septembre 1934.

Ces tensions sont clairement exprimées dans un document rédigé par Lazare Goujon au lendemain de sa réélection comme député du Rhône. Ce document manuscrit est, selon son intitulé un « projet d’affiche à coller à Villeurbanne – 50 exemplaires » : « Mes chers concitoyens, La campagne électorale est terminée ! Vous n’avez pas été dupes des calomnies répandues contre votre représentant au Parlement et contre votre Parti ! La Société Villeurbannaise d’Urbanisme prendra, contre ses diffamateurs, les mesures qui s’imposent. Pour moi, je vous apporterai publiquement et avant tout la preuve que votre député a réalisé un Projet d’une importance unique et capitale pour l’aménagement, le développement, l’assainissement et l’embellissement de notre chère Cité. Que nos soi-disant “maisons de cartons” sont constituées par des armatures métalliques qui, depuis trois quarts de siècle, ont prouvé, à l’étranger, et notamment aux Etats-Unis, leur énorme supériorité sur les autres procédés de constructions ! Que nos obligations ont été toutes rapidement enlevées par des souscripteurs individuels Que nos 32 entrepreneurs – tous lyonnais ou villeurbannais – ont pris l’engagement d’occuper spécialement les ouvriers de Villeurbanne. Que la centrale thermique municipale est installée par les soins d’une entreprise alsacienne spécialisée dans un genre de travaux absolument nouveaux en France, travaux avec lesquels nos industriels régionaux ne sont pas encore familiarisés bien qu’ils aient donné – hors de notre pays – des résultats confirmés par plus de vingt ans d’expérience. Notre projet aboutit en somme, aux résultats suivants : 1) diminution de la crise du logement 2) abaissement du prix des loyers 3) occupation de plusieurs centaines de chômeurs 3) assainissement et embellissement de la ville 4) Enfin, atténuation progressivement croissante des charges des contribuables (Voir *L’Illustration* du 30 avril 1932). Vous savez aussi que nous (avons) organisé la mise en régie directe de plusieurs services publics – mais que nous avons légitimement laissé au petit commerce écrasé par la concurrence des grandes firmes commerciales, toutes les branches de l’activité économique dont il vit – en particulier l’alimentation, la mercerie, les chaussures, les matériaux de construction, dont les régies n’ont jamais existé que dans l’imagination fertile de nos diffamateurs !»¹¹⁹⁹. La référence à l’article de *L’Illustration* paru le 30 avril 1932 sur le nouveau centre est ici clairement utilisée afin de démontrer le caractère scientifique de la politique urbaine menée. L’audience du nouveau centre

¹¹⁹⁹ AMV-2D26-Projet d’affiche-manuscrit de Lazare Goujon-daté de 1932.

auprès de spécialistes de l'urbain est utilisée afin de gouverner le territoire municipal. Les attaques portent précisément sur ce qui est mis en exergue par Lazare Goujon lui-même : le nouveau centre, et plus particulièrement la lente mise en location des logements nouvellement construits. L'ouverture de la campagne municipale de mai 1935 explique ces réactions. Lazare Goujon est personnellement affecté par la virulence de cette campagne¹²⁰⁰, et refuse ainsi de faire des conférences sur le nouveau centre malgré les sollicitations durant l'automne 1934¹²⁰¹.

La proximité des échéances électorales explique certainement la publication de communications sur la politique urbaine entreprise sous ses deux mandats dans le bulletin municipal. La municipalité publie dans ce contexte la conférence prononcée par Jean Fleury sur le nouveau centre à l'occasion des Quinzaines Intellectuelles en octobre 1934¹²⁰². Dans cette même logique est publié en janvier 1935 l'extrait d'un discours prononcé par Lazare Goujon le 29 novembre 1934 à la chambre des députés, à l'occasion de la discussion du budget général. Dans ce discours Lazare Goujon présente son action de maire et plus précisément sa politique de grands travaux comme un moyen de résorber le chômage local dans le contexte de crise économique. « Ces travaux municipaux ont été faits sans le concours de personne. Ils sont aujourd'hui terminés. La crise continue à se développer dans des conditions catastrophiques. Nous résistons encore péniblement ; mais nous résistons. Si j'ai tenu à vous donner ces renseignements, ce n'est point pour montrer qu'à Villeurbanne on s'est défendu mieux qu'ailleurs, mais pour indiquer ce qu'on peut faire. Nous avons travaillé dans l'intérêt de la collectivité et aussi pour l'avenir, car les constructions réalisées doivent un jour plus ou moins prochain, revenir à la ville en toute propriété. Les dépenses que nous avons faites ne sont donc que des avances, alors que, si nous avions simplement donné aux chômeurs des allocations de chômage, c'eût été de l'argent dépensé définitivement. Nous avons fourni du travail autant que nous l'avons pu, au lieu de donner des aumônes insuffisantes à ceux qui manquaient de travail. (*Applaudissements*) »¹²⁰³. La publication de cet extrait est étonnante. Jusqu'alors l'activité de Lazare Goujon en tant que député n'avait pas fait l'objet

¹²⁰⁰ AMV-2D30-Lettre de Lazare Goujon à monsieur Londiche, datée du 22 septembre 1934.

¹²⁰¹ AMV-2D31-Lettre de Lazare Goujon à Paul Ronin, membre de la section de Saint Etienne de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, datée du 27 novembre 1934.

¹²⁰² AMV-BMO, n°103, novembre 1934, p.2415-2420.

¹²⁰³ AMV-BMO, n°105, janvier 1935, p.2465-2466.

d'articles dans le bulletin municipal. Le but est ici de démontrer que l'action édilitaire a permis de réduire le chômage, dans le contexte général de crise, afin de convaincre les électeurs de la pertinence de la politique menée. Mais des tensions autour du montage financier de la SVU émaillent la séance du conseil municipal de décembre 1934¹²⁰⁴. L'augmentation du chômage est importante à Villeurbanne, et surtout elle s'installe dans la durée. Le fonds municipal de chômage, créé en 1930, est maintenu : le nombre de chômeurs passe, entre février 1931 et décembre 1934, de 500 à 3 450 personnes. La politique des travaux publics est donc présentée comme un moyen de lutter contre le chômage. La publication dans le bulletin municipal d'une seconde intervention du député-maire prononcée à la chambre le 8 février 1935 sur le problème du chômage, doit être interprétée dans ce contexte. Elle a pour but de montrer aux électeurs l'action de leur maire à l'échelon national afin de résoudre les problèmes locaux¹²⁰⁵. Cet intérêt pour la question du chômage résulte d'abord de la gravité du problème, mais ces deux publications sont surtout des réponses aux critiques, formulées plus particulièrement par les communistes, sur le caractère dispendieux de la politique édilitaire qui se serait faite au détriment des travailleurs et notamment des chômeurs. Il s'avère que les critiques émanant des communistes sont en réalité antérieures au projet de construction du nouveau centre. Elles trouvent leur fondement dans une opposition idéologique entre le réformisme socialiste et le communisme révolutionnaire. L'anti-communisme de Lazare Goujon apparaît dans des courriers dès mai 1928. A une demande d'Henri Demon, avocat à la cours d'appel de Paris et président fondateur de la Société Générale des Nations, afin de mettre à disposition une salle pour donner une conférence sur le sujet « Comment supprimer les guerres », Lazare Goujon répond : « Je tiens toutefois à vous faire remarquer que la date du 27 mai ne me semble pas favorable pour le succès de cette conférence. La population de la commune est essentiellement ouvrière, aussi profite-t-elle des jours de fêtes, principalement de la Pentecôte qui est la première fête de la belle saison pour aller à la campagne. Je prévois donc pour cette date très peu d'empressement de la part du public ; il serait même à craindre qu'à cette occasion les communistes profitent d'un public peu nombreux pour

¹²⁰⁴ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 17 décembre 1934, p.90-92.

¹²⁰⁵ AMV-BMO, n°107, mars 1935, p.2516-2517.

saboter cette réunion, suivant leur habitude coutumière »¹²⁰⁶. Cette tension idéologique entre réformateurs et communistes se traduit par des attaques dans l'hebdomadaire *Travail* publié par la Section Française de l'Internationale Communiste à destination de Lazare Goujon et d'Albert Thomas, venu poser la première pierre de l'édifice en mai 1928. Lazare Goujon fait part à Albert Thomas de ces attaques en lui envoyant un numéro de la revue *Travail* dans lequel ils sont tous deux violemment critiqués. Il poursuit en demandant à Albert Thomas de lui envoyer le discours qu'il a prononcé lors de son dernier passage à Rome « en même temps que (ses) réflexions sur la prose du Journal communiste »¹²⁰⁷. Les critiques formulées à l'encontre de la politique urbaine de Lazare Goujon s'appuient en réalité sur des oppositions idéologiques qui sont réactivées lors des campagnes électorales. Les attaques communiste sur le montage financier mis en place afin d'édifier le nouveau centre sont fortes. Ce type de montage appuyé sur une société d'économie mixte, mutualisant des ressources publiques et privées, est critiqué par les communistes notamment parce que, si le Palais du Travail et l'hôtel de ville sont devenus propriétés communales dès leur livraison, ce n'est pas le cas des logements dont la gestion est laissée à la SVU durant 60 ans. Un article de deux pages publié dans un journal communiste intitulé *L'Union Républicaine de Villeurbanne. Organe mensuel de la Section Villeurbanaise de la Fédération Républicaine*, le 28 avril 1935, soit une semaine avant les élections, rend compte des critiques portées à l'égard des Gratte-Ciel. Dans cet article intitulé « De l'utilité des Gratte-Ciel pour la population villeurbanaise », l'auteur non identifié signe du nom de Sémiramis, en référence à la fondatrice légendaire de la puissante cité antique de Babylone. L'auteur se demande si « la population villeurbanaise a (...) obtenu des avantages de la construction des gratte-ciel ? (...) La municipalité villeurbanaise à prédominance SFIO se flatte d'avoir édifié une grande œuvre socialiste. Les majorités électorales qui ont donné le pouvoir communal aux socialistes n'avaient pas, sans aucun doute, prévu des réalisations ultra-modernes dont elles ont maintenant à faire les frais (...). Pendant une dizaine d'années, le défaut d'un vaste plan d'ensemble n'a permis que le très lent acheminement vers un urbanisme qui devait, par la suite, en quatre années seulement, donner ce résultat majestueux d'une fantaisiste administration, la SVU. Nous avons une cathédrale sociale à laquelle il ne

¹²⁰⁶ AMV-2D23-Lettre de Lazare Goujon à Henri Demont, datée du 10 mai 1928.

¹²⁰⁷ AMV-2D22-Lettre de Lazare Goujon à Albert Thomas, datée du 11 juin 1928.

manque même pas les orgues. En savons-nous le prix ? Oui, nous avons un nouveau Centre, mais que devient la périphérie ? Les habitants de cette périphérie ne sont-ils pas encore aujourd'hui les parents pauvres (...) Ayons-nous connaissance qu'un seul taudis fut supprimé depuis l'édification de ce nouveau centre et d'ailleurs, les locataires de ce nouveau centre ne sont pas pour la plupart et pour cause... des membres de la grande famille laborieuse des travailleurs. Les loyers y sont trop chers, bien qu'aient été réduits les tarifs prohibitifs du début »¹²⁰⁸. L'auteur poursuit en dénonçant les dettes induites par ces constructions pour proposer un programme urbain : « Où sont les remèdes ? Des projets rationnels de constructions simples sans luxe inutile réparties dans toute la commune eussent donné pour le même prix des logements en plus grand nombre, plus spacieux et susceptibles de donner satisfaction aux goûts et désirs des classes laborieuses. Les millions entassés dans le cubage de l'Hôtel de Ville, du Palais du Travail et du Stadium auraient eu plus d'avantages à être répartis moins somptueusement pour l'usage de services administratifs à qui il fallait donner **le nécessaire oui !** mais pas le superflu. Combien auraient-ils permis de loger dans de bonnes conditions, des familles villeurbannaises ? Il fallait de véritables habitations à bon marché avec eau, gaz, électricité, air et soleil (...) »¹²⁰⁹. C'est dans ce contexte que la majorité socialiste en place à la mairie voit s'ouvrir les élections municipales. Le projet d'organiser des élections de conseillères privées lors de ces mêmes élections est opportun car il permet à Lazare Goujon de proposer une expérience originale tout en mobilisant l'électorat masculin favorable au vote des femmes, projet soutenu par les communistes.

e) La préparation des élections municipales de mai 1935 et l'élection de conseillères municipales privées

Lors de la séance du conseil municipal du 8 avril 1935, Lazare Goujon demande aux édiles « l'autorisation de tenter une expérience qui paraîtra hardie à certains, mais qui dans tous les cas est logique, c'est la création de conseillères municipales privées, désignées par le corps électoral lui-même. Ces élections officieuses auraient lieu en

¹²⁰⁸ AMV-1K3-Sémiramis, « De l'utilité des Gratte-Ciel pour la population villeurbannaise », in *L'Union Républicaine de Villeurbanne. Organe mensuel de la Section Villeurbannaise de la Fédération Républicaine*, daté du 28 avril 1935, p.2.

¹²⁰⁹ *Idem.*

même temps que les élections municipales officielles dans des locaux adjacents et affecteraient un caractère de sincérité, d'authenticité particulièrement intéressant. Cette tentative, organisée en dehors de tout règlement officiel, pourrait nous apporter la justification de la campagne que nous menons depuis toujours en faveur de l'égalité politique des sexes »¹²¹⁰. Le conseil municipal adopte à l'unanimité cette proposition à la veille de l'élection municipale. Elle est mise au vote après une campagne de presse lancée par Lazare Goujon afin de tester son idée.

Les réactions sont très vives. Lazare Goujon reçoit des lettres de soutiens d'associations féministes comme la fédération suffragiste du sud-est¹²¹¹, le comité de réalisation féminine¹²¹² et le groupe de Lannemezan de la ligue pour le droit des femmes¹²¹³. Des municipalités s'informent sur cette initiative comme celle de Saint-Denis¹²¹⁴, notamment parce que le politique voit dans l'obtention du droit de vote par les femmes une plateforme électorale. Le docteur Dorso, ancien adjoint au maire de Lorient, écrit à Lazare Goujon le 29 mars 1935 : « J'ai relevé dans une information parue dans un quotidien que, pour les prochaines élections municipales, vous allez inviter les électeurs de votre commune à nommer quatre femmes conseillères privées du conseil municipal de Villeurbanne. A Lorient où le mouvement féministe est très avancé, le vote des femmes constituera une des plateformes électorales. Je suis à la tête d'une liste dont une des principales revendications sera le vote féminin, et votre initiative m'intéresse au plus haut point ainsi que tous mes amis »¹²¹⁵. L'enjeu électoral d'une telle initiative est évident. Michelle Zancarini-Fournel précise « pour le maire sortant, cette initiative de dernière minute vise sans doute à s'attirer les suffrages de ceux qui sont favorables au vote des femmes, car l'opposition du parti communiste est vive et menace sa réélection »¹²¹⁶. Cette initiative « est à mettre en perspective avec la situation internationale, nationale et locale. En effet, la France, premier pays à avoir accordé le suffrage universel masculin en 1848, est mise au ban

¹²¹⁰ AMV-BMO, n°109, mai 1935, p.2567.

¹²¹¹ AMV-2D23-Lettre de la fédération suffragiste du sud-est à Lazare Goujon, datée du 3 avril 1935.

¹²¹² AMV-2D32-Extrait du journal Le Matin du 14 avril 1935.

¹²¹³ AMV-2D32-Lettre du groupe de Lannemezan de la ligue pour le droit des femmes à Lazare Goujon, datée du 14 avril 1935.

¹²¹⁴ AMV-2D40-Lettre du maire de Saint Denis à Lazare Goujon, datée du 8 mai 1935.

¹²¹⁵ AMV-2D23-Lettre du docteur Dorso à Lazare Goujon, datée du 29 mars 1935.

¹²¹⁶ Michelle ZANCARINI-FOURNEL et Boris DE ROGALSKI LANDROT, « L'œuvre d'un maire socialiste : Lazare Goujon, du bâtisseur au vote des femmes », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *op. cit.*, 2011, p.48.

des réunions internationales féministes dans l'entre-deux-guerres car elle est en retard pour le vote des femmes. La Pologne, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Russie, la Turquie enfin, l'ont déjà accordé. Depuis 1919, la Chambre des députés s'est prononcée favorablement, à plusieurs reprises, sur le suffrage des femmes, mais le Sénat s'y est toujours opposé. Il s'agit donc par cette expérience de contourner les entraves législatives de la Chambre haute »¹²¹⁷. Par ailleurs, « dans la France entière, plusieurs communes ou départements ont voté des résolutions en faveur du vote des femmes, ainsi que l'Association des maires de France lors de son congrès célébrant le cinquantenaire de la loi municipale de 1884 »¹²¹⁸. La mise à l'agenda du vote des femmes à Villeurbanne s'explique par les enjeux électoraux à la veille des élections de mai 1935. Il y a bien, dans ce cas, une corrélation entre la temporalité électorale et l'expérimentation politique de la municipalité¹²¹⁹. Lazare Goujon présente ce projet comme la possibilité d'associer les femmes à l'administration municipale : « Que demain des élections libres appellent au conseil municipal des femmes élues par des hommes, et ces derniers en tireront un enseignement précieux pour l'administration de la chose publique »¹²²⁰. Mais dans la pratique il faut souligner que l'accès des femmes aux affaires municipales est très limité, car la municipalité les exclut de la majorité des emplois municipaux. Seules deux catégories d'emplois leur sont réservées : sténos-dactylos ou femmes de service dans les écoles maternelles¹²²¹. La position de Lazare Goujon en faveur du vote des femmes est tout de même antérieure à 1935, et remonte au moins à 1928. En préparation des élections législatives de 1928, le comité central des groupes féministes de l'enseignement contacte Lazare Goujon, alors candidat à la SFIO, afin de connaître sa position sur une série de questions, s'il est élu à la chambre des députés. On apprend ainsi qu'il s'oppose à l'abrogation de la loi du 31 juillet 1920 contre l'avortement et la contraception, et qu'il se prononce en faveur de la reconnaissance effective de la maternité, comme

¹²¹⁷ *Idem.*

¹²¹⁸ *Idem.*

¹²¹⁹ Sur la question de la temporalité électorale et la conduite de politiques publiques voir Jacques de MAILLARD, « La conduite des politiques publiques à l'épreuve des temporalités électorales », in *Pôle Sud*, 2/2006, n°25, p.39-53.

¹²²⁰ AMV-4C600-Lazare Goujon, « Villeurbanne tente l'expérience du vote des femmes » in *Lyon Républicain*, 2 avril 1935.

¹²²¹ AMV-2D28-Lettre de Lazare Goujon à madame Aillaud, datée du 10 décembre 1929 ; AMV-2D32-Lettre de Lazare Goujon à Simone Marchand, datée du 20 décembre 1933.

fonction sociale, et du droit de vote féminin¹²²². De même, Lazare Goujon est en contact dès 1933 avec l'union française pour le suffrage des femmes. Par exemple, la présidente du groupe lyonnais de cette association invite Lazare Goujon en mai 1933 à une conférence de Corbett Ashby qui était, depuis 1924, présidente de l'association internationale pour le suffrage des femmes¹²²³. Ces échanges se poursuivent ce qui montre que Lazare Goujon est favorable au vote des femmes avant les élections municipales de 1935. C'est en revanche l'opportunité politique qui pousse certainement les édiles villeurbannais à voter à l'unanimité en faveur de cette initiative. Celle-ci a pour but d'initier un mouvement à l'échelon local en faveur du droit des femmes, mais sa portée symbolique est nationale. Cette initiative démontre que la municipalité est alors perçue par les édiles comme un laboratoire d'expérience politique.

Cependant, cette expérience ne se traduit pas par un succès de la liste SFIO présentée par Lazare Goujon. Elle est en effet battue lors des élections de mai 1935 par celle des communistes. Ce changement politique crée une rupture au sein de la municipalité mais nous verrons que la politique engagée par le nouveau maire communiste, Camille Joly, se situe entre rupture et continuité par rapport à celle de son prédécesseur.

¹²²² AMV-2D22-Lettre de Lazare Goujon à Mme Laplace, institutrice à Villefranche et secrétaire départementale des groupes féministes de l'enseignement, datée du 27 avril 1928.

¹²²³ AMV-2D28-Lettre de l'union française pour le suffrage des femmes – groupe lyonnais à Lazare Goujon, datée du 12 mai 1933.

Partie 3 :

Villeurbanne et la guerre : de 1935 à la reconstruction

I. La municipalité de Camille Joly (1935-1939) : entre ruptures et continuités

Le mandat de Camille Joly introduit une rupture par rapport à ceux de ses prédécesseurs. Tout d'abord, c'est un instituteur qui succède à deux médecins, Jules Grandclément de 1908 à 1922, puis Lazare Goujon de 1924 à 1935. L'appartenance politique du nouvel élu introduit un second élément de rupture : Camille Joly est communiste et se positionne en rupture par rapport à Lazare Goujon qui avait mis en place une politique inspirée par le réformisme socialiste. Elu de l'opposition, Camille Joly et les édiles communistes s'astreignent à dénoncer durant leur mandat la politique urbaine de leur prédécesseur, jugée dispendieuse. Cependant, il faut relever d'une part des dissonances entre les discours et les pratiques. Et d'autre part, les communistes bénéficient des infrastructures urbaines nouvellement construites à Villeurbanne afin de mettre en place une politique sociale aux couleurs du communisme.

A. Le Front Populaire a-t-il eu lieu à Villeurbanne ?

Poser la question de savoir si le Front Populaire a eu lieu à Villeurbanne peut surprendre au premier abord. Cette interrogation s'explique par la rupture radicale entre la SFIO et le PCF lors des élections municipales de 1935 à Villeurbanne. De plus, cette désunion à l'échelon local se traduit par une rupture au sein même de la fédération du Rhône de la SFIO, car Lazare Goujon décide de se présenter au second tour des élections municipales de 1935 en dépit de l'accord établi entre la SFIO et la SFIC, qui prévoyait une entente entre candidats socialistes et communistes en cas de second tour. C'est cette désunion des gauches qui nous amène à nous demander s'il y a bien eu formation d'un Front Populaire à Villeurbanne.

Les années 1935-1936 se caractérisent à Villeurbanne par un basculement des forces politiques locales. En effet, de 1924 à 1935, Lazare Goujon mène une politique caractéristique des réformateurs socialistes, dont l'objectif est d'améliorer la condition de vie des habitants, et non pas de préparer à un renversement des rapports de forces dans le cadre d'une révolution. Il mène cette politique locale, tout en étant élu député du Rhône en tant que socialiste de 1928 à 1936. Ce cumul des mandats était bénéfique pour le maire qui, comme nous l'avons vu, use de cette double position à l'échelon local et national pour accélérer les dossiers villeurbannais et s'inscrire dans des réseaux politiques nationaux. L'arrivée des communistes à la tête de la municipalité marque une rupture à l'échelle locale, notamment parce que les réseaux établis par Lazare Goujon sont rompus. L'intérêt des élections municipales de 1935, puis des législatives de 1936, résulte des tensions politiques qui s'y expriment et de la nouvelle configuration politique qui s'organise à partir d'elles.

1. La victoire des communistes en 1935

En opposition avec les accords passés entre la SFIO et le PCF, Lazare Goujon refuse de se rallier aux communistes lors du deuxième tour des élections municipales, en mai 1935. Ce refus d'une alliance est exprimé par le maire lors d'une réunion publique des socialistes, tenue le 25 avril 1935 à Villeurbanne, soit avant même le premier tour du scrutin. Il s'explique : « Le parti communiste comme par le passé n'a pas oublié d'envoyer ses contradicteurs, tous candidats, et jeunes venus sur la commune. Les erreurs et souvent les calomnies véhiculées par ces contradicteurs sont démolies une à une. A une demande précise de Berlioz sur l'unité d'action, le camarade Goujon répond que l'unité a été pratiquée loyalement par le parti socialiste lors des élections cantonales mais que pour l'instant, les candidats du parti communiste rendent incompréhensible une demande d'alliance au second tour avec des hommes qui, choisis à l'unanimité de leur parti, sont présentés par le parti communiste comme de mauvais administrateur, insouciant de la classe ouvrière et parfois comme des administrateurs malhonnêtes »¹²²⁴. L'anti-communisme de Lazare Goujon le conduit à faire primer les enjeux politiques locaux sur les enjeux nationaux. Cette position engendre une crise au sein de la Fédération socialiste du

¹²²⁴ AMV-1K3-Procès verbal manuscrit de la réunion publique, du 25 février 1935, de la section SFIO de Villeurbanne, p.4.

Rhône car, au lieu de se désister, Lazare Goujon forme une union avec les radicaux-socialistes afin de barrer l'accès de la mairie aux communistes. Les affiches électorales publiées durant l'entre-deux tours montrent les tensions qui s'expriment entre Lazare Goujon et la fédération du Rhône de la SFIO. Dans l'une d'elles, Lazare Goujon s'en prend directement au bureau fédéral, l'enjoignant à ne pas se présenter au second tour : « Citoyens, Le Bureau Fédéral poursuit d'une haine singulière et tenace les véritables défenseurs du Socialisme à Villeurbanne. Pendant le même temps, il couvre de fleurs l'un de ses membres qui s'allie aux radicaux dans un arrondissement de Lyon et un autre qui, après avoir fait à Limonest, dans des conditions étranges, le jeu de la réaction, poignarde aujourd'hui à Villeurbanne ses camarades d'hier. Ô Discipline, que de crimes on commet en ton nom ! Le Bureau Fédéral, après avoir organisé et démoli le Parti à Lyon, après l'avoir livré à ses adversaires de Droite ou de Gauche, voudrait accomplir la même vilaine besogne dans notre grande Ville de banlieue. Electeurs, vous avez compris. Défendez-nous, en votant pour le Bloc des Gauches. Goujon-Bressat »¹²²⁵. La section SFIO et le comité radical-socialiste de Villeurbanne décident donc de s'unir contre les communistes, tout « en conservant l'un et l'autre leurs idées doctrinales. Ils décident en outre de continuer la collaboration féconde qui leur a permis pendant 10 ans de développer les œuvres municipales qu'ils ont entreprises en commun (...). Les électeurs qui désirent le progrès dans la paix compléteront cette victoire républicaine et socialiste en votant dimanche prochain pour la liste Goujon-Bressat »¹²²⁶. Lazare Goujon bénéficie alors du soutien du groupe du Rhône de l'Action Civique qui lance un appel en sa faveur. Les mots d'ordre de cet appel sont le rassemblement des Républicains attachés à la laïcité et à la démocratie¹²²⁷. Cette union se fait en opposition à la fédération du Rhône, or les fédérations « constituent dans l'entre-deux-guerres l'instance supérieure de contrôle des activités partisans au niveau du département »¹²²⁸. Les communistes jouent sur ce refus d'alliance de la part des socialistes villeurbannais, et l'interprètent comme une preuve de la malhonnêteté de

¹²²⁵ AMV-1K3-Affiche de la liste Lazare Goujon-Bressat à la veille du scrutin de ballottage des élections municipales du 12 mai 1935.

¹²²⁶ AMV-1K3-Deuxième affiche de la liste Lazare Goujon-Bressat à la veille du scrutin de ballottage des élections municipales du 12 mai 1935.

¹²²⁷ AMV-1K3-Affiche du groupe du Rhône de l'Action Civique en faveur de la liste d'union des gauches, publiée à la veille du scrutin de ballottage des élections municipales du 12 mai 1935.

¹²²⁸ Aude CHAMOUARD, *op. cit.*, 2013, p.189.

la gestion municipale sous Lazare Goujon : « A tout prix Goujon veut barrer la route de l'Hôtel de Ville aux Communistes. POURQUOI ? Qu'est-ce qu'il y a donc dans cette Mairie ? A-t-il peur qu'enfin on connaisse la vérité sur les tripatouillages de la SVU ? C'est ce que la population veut savoir ! Et c'est pourquoi les honnêtes gens feront triompher la liste du Bloc Ouvrier et Paysan »¹²²⁹. On voit donc très clairement qu'il n'y a pas eu de formation d'un Front Populaire à Villeurbanne en 1935, en raison de la désunion des sections SFIC et SFIO.

A la suite du choix de la rupture de la part des socialistes et des radicaux-socialistes, le parti communiste remporte les élections municipales le 12 mai 1935. Jean-Luc Pinol a pu établir un portrait de Villeurbanne au moment de ces élections. En s'appuyant sur la nomenclature de l'INSEE, il constate que « parmi les électeurs de Villeurbanne, on compte 3 % de catégories supérieures, 31 % de classes moyennes, et les travailleurs manuels – principalement des ouvriers – rassemblent 65 % du corps électoral (...). Villeurbanne est bien une ville industrielle, et si l'on avait pu prendre en compte les étrangers qui ne votent pas, cette tonalité ouvrière aurait encore été accentuée »¹²³⁰. Il démontre ensuite « que la composition sociale de l'électorat ne peut être considérée comme indépendante des comportements électoraux, même si la relation établie entre les deux sphères n'est pas mécanique. Le contexte politique, la capacité de mobilisation des forces politiques en est une dimension essentielle »¹²³¹. Le PCF démontre justement, en 1935, une forte capacité de mobilisation, car 15 jours après les élections municipales, c'est le candidat communiste, Georges Lévy, qui est élu au conseil général au premier tour de scrutin par le canton de Villeurbanne. Le recensement cantonal de cette dernière élection montre que le candidat communiste est majoritaire dans les communes de Bron, Saint-Fons, Vaulx-en-Velin, Vénissieux et Villeurbanne¹²³². Les élections de 1935 se caractérisent donc par une montée du vote communiste, non seulement dans la commune Villeurbanne mais plus globalement à l'échelon cantonal, dans un canton industriel touché directement par la

¹²²⁹ AMV-8Fi283-Affiche électorale du parti communiste lors des élections municipales en mai 1935 à Villeurbanne.

¹²³⁰ Jean-Luc PINOL, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, Boris de ROGALSKI LANDROT, « Du Palais du Travail aux Gratte-Ciel », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *op. cit.*, 2011, p.75.

¹²³¹ Jean-Luc PINOL, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, Boris de ROGALSKI LANDROT, *op. cit.*, 2011, p.77.

¹²³² Georges Lévy recueille le 26 mai 1935 : 30,2 % des suffrages exprimés à Bron, 46,3 % à Saint-Fons, 52,8 % à Vaulx-en-Velin, 52 % à Vénissieux et 55,9 % à Villeurbanne (AMV-BMO-n°110-juin 1935-p.2609).

crise économique. Cet essor du communisme dans les communes de la périphérie lyonnaise rencontre une forte mobilisation du Parti communiste qui organise à Villeurbanne en janvier 1936 son VIII^e congrès.

2. La mobilisation des communistes : l'organisation du VIII^e Congrès du Parti communiste français à Villeurbanne

La mobilisation des communistes à Villeurbanne, et dans l'ensemble de l'agglomération lyonnaise, est renforcée par l'organisation du VIII^e Congrès du Parti communiste français, à la veille des élections législatives de mai 1936. Ce congrès est particulièrement important dans l'histoire du parti. Pour Louis Bodin « la véritable naissance du Parti communiste français se fait à la faveur du Front Populaire. D'une certaine manière, le congrès de Villeurbanne est le premier congrès du PCF »¹²³³. Le congrès se déroule du 22 au 25 janvier 1936, au Palais d'Hiver. La municipalité communiste nouvellement élue y participe en organisant, le 21 janvier, la veille de l'ouverture officielle du congrès, une manifestation au sein du Palais du Travail. *La Voix du Peuple* présente cette manifestation comme particulièrement importante car elle rassemble plus de 6 000 personnes. « Une foule immense, la foule des grands jours, se pressait, s'écrasait mardi soir au Théâtre de Villeurbanne. Plus de 2 000 assistants dans la vaste nef, 3 000 autres sur la grande place, des centaines et des centaines encore dans les couloirs, dans les escaliers, à la Brasserie »¹²³⁴. Les principaux représentants du Parti communiste français sont alors présents : André Marty, Marcel Cachin et Maurice Thorez, ainsi que des figures du syndicalisme comme André Franchon. Cette manifestation se caractérise par la commémoration de la mort de Lénine, survenue 12 ans plus tôt, et par la valorisation de l'action militante à l'échelon local. André Franchon déclare ainsi « Combien Lénine aurait aimé et admiré ces ouvriers, ces militants de l'usine Gillet, de Villeurbanne, qui ont persévéré, malgré toutes les difficultés pendant des années et sont arrivés à constituer un Syndicat de 2 000 membres »¹²³⁵. La commémoration de Lénine est l'une des caractéristiques du discours prononcé le lendemain au congrès du parti par Maurice

¹²³³ Louis BODIN, « De Tours à Villeurbanne : pour une lecture renouvelée de l'histoire du parti communiste français », in *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, n°2-3, 1975, p.289.

¹²³⁴ AMV-3C88-1936-1937-*La Voix du Peuple*, n°164, samedi 25 janvier 1936, p.3.

¹²³⁵ *Idem*.

Thorez. Louis Bodin précise ainsi que « la référence à Lénine vient (...) en tête : c'est une référence-pivot »¹²³⁶. Cette manifestation commémorative s'inscrit donc dans le cadre du VIII^e Congrès du Parti communiste français. Ce congrès, qui rassemble plus de 800 personnes, est particulièrement important car le PCF marque alors un tournant en s'associant aux couleurs de la France. Maurice Thorez y prononce un discours intitulé « L'union de la nation française »¹²³⁷ où l'héritage révolutionnaire français, au fondement du récit national élaboré sous la III^e République, est mobilisé. Les communistes se présentent ainsi comme les héritiers des Jacobins. Ils utilisent par ailleurs ce congrès afin de mobiliser les électeurs des communes de la région en organisant des meetings le 25 janvier dans les principales villes du Rhône et de l'Ain, en vue des élections législatives de mai¹²³⁸. Julien Airoldi, syndicaliste et dirigeant de la fédération du Rhône du parti communiste insiste, dans un article publié dans *La Voix du Peuple*, sur la portée symbolique d'un tel événement national pour les communistes de la région lyonnaise « qui ont appris avec joie qu'ils avaient l'honneur d'organiser le Congrès National de leur grand Parti communiste de France. Ils ont vu dans le choix du siège du Congrès, à Villeurbanne, la volonté bien arrêtée de notre Comité Central d'aider notre région à devenir une des plus importantes du pays »¹²³⁹. L'organisation de ce congrès à Villeurbanne permet à la municipalité de Camille de Joly de s'inscrire dans le réseau national du Parti communiste. Cet événement politique de portée nationale renforce la mobilisation communiste à la veille des élections législatives de mai 1936.

Cette mobilisation communiste est à l'aune de l'enjeu électoral, en raison du poids particulièrement important de l'électorat villeurbannais lors des élections législatives dans le cadre de la 10^e circonscription du Rhône. En effet, le découpage de la 10^e circonscription électorale du Rhône est calqué sur les limites du canton de Villeurbanne. C'est pourquoi Bernard Gaudillère qualifie cette circonscription de mono-cantonale¹²⁴⁰. L'importance démographique de Villeurbanne par rapport aux autres communes du canton implique que l'électorat villeurbannais a un poids électoral supérieur à celui des autres communes du canton, comme le démontre

¹²³⁶ Louis BODIN, *op. cit.*, 1975, p.290.

¹²³⁷ AMV-non-coté-Rapport de Maurice Thorez prononcé lors du VIII^{ème} Congrès du Parti communiste français à Villeurbanne, du 22 au 25 juillet 1936, p.5.

¹²³⁸ AMV-3C88-1936-1937-La Voix du Peuple, n°162, samedi 11 janvier 1936, p.2.

¹²³⁹ AMV-3C88-1936-1937-La Voix du Peuple, n°163, samedi 18 janvier 1936, p.1.

¹²⁴⁰ Bernard GAUDILLERE, *Atlas historique des circonscriptions électorales françaises*, Genève, Droz, 1995, p.743.

l'étude de la géographie électorale de cette circonscription en 1936. Avec 17 766 électeurs inscrits [Tableau 8], Villeurbanne représente plus des deux-tiers des électeurs de la 10^e circonscription, qui en compte 26 721 électeurs au total.

Cette analyse de la géographie électorale à l'aune de la répartition de la population dans le canton explique d'autant plus la mobilisation communiste à l'échelon de la commune de Villeurbanne.

3. Prédominance du parti communiste et fragilité de la fédération du Rhône de la SFIO

L'organisation du congrès national du parti communiste à Villeurbanne a pour effet de marquer l'implantation du communisme dans la commune, au moment même où le pouvoir municipal est affaibli, depuis juin 1935, par la demande d'annulation de l'élection municipale par le préfet du Rhône. Ce dernier annule son élection comme conseiller municipal et par conséquent en tant que maire. Il faut rappeler que la candidature de Camille Joly est précipitée par le décès soudain de Jules Grandclément alors candidat déclaré aux élections municipales de 1935. Camille Joly porte un recours auprès du Conseil d'Etat. Mais celui-ci décide l'annulation de l'élection municipale de 1935, par un arrêt du 29 janvier 1936¹²⁴¹. Le printemps 1936 s'ouvre donc avec trois élections : des élections municipales complémentaires en mars, suivies de l'élection du nouveau maire par les édiles en avril, et les élections législatives fin avril. Or au lieu de fragiliser les communistes, ces élections sont l'occasion pour l'électorat de manifester son soutien aux candidats du parti. A la suite des élections complémentaires du 29 mars, Camille Joly est élu de nouveau conseiller municipal, puis réélu maire par les édiles le 3 avril 1936. Le résultat de ces élections municipales complémentaires est interprété par les communistes comme la manifestation « que la Municipalité de Villeurbanne, tant sur le plan administratif que politique, a conquis la confiance des classes laborieuses de la Cité »¹²⁴². Les élections législatives de mai 1936 confirment cette emprise communiste à Villeurbanne : c'est le candidat communiste Georges Lévy qui est élu au premier

¹²⁴¹ AMV-2D38-Lettre du préfet du Rhône au premier adjoint de la commune de Villeurbanne, datée du 27 février 1936. Par cette lettre, le préfet, en conformité avec l'arrêt du conseil d'Etat, section du contentieux, du 29 janvier 1936, indique au premier adjoint qu'il exerce « les fonctions de maire jusqu'à ce que le successeur de M. Joly soit désigné ».

¹²⁴² AMV-BMO, n°121, mai 1936, p.2935.

tour de scrutin le 28 avril 1936. Il recueille plus de 52 % des suffrages exprimés [Tableau 9 et Tableau 10].

Entre 1935 et 1936, il y a donc une reconfiguration politique et Villeurbanne devient un bastion du parti communiste. Cette prédominance du parti communiste est renforcée par l'affaiblissement à l'échelon local de la SFIO. En effet, la logique de rupture de Lazare Goujon a engendré une crise interne au sein de la Fédération du Rhône de la SFIO. Ces tensions sont exprimées durant le XXIII^e Congrès national de la SFIO qui se tient à Paris du 30 mai au 1^{er} juin 1936, juste après les élections législatives. On y apprend que Lazare Goujon et 21 des candidats socialistes de sa liste d'union des forces de gauches ont été exclus, puis seulement blâmés, par le parti socialiste pour s'être présentés au second tour des élections municipales de mai 1935. La Fédération du Rhône s'oppose alors à la commutation de leur exclusion en un simple blâme. « Camarades, la Fédération du Rhône dépose une motion que je vais vous lire, contre l'adoption du rapport de la Commission nationale des conflits. Voici les motifs qui ont fait prendre, à l'unanimité, cette décision de notre Fédération : en 1935, au moment des élections municipales, une liste SFIO, ayant à sa tête le camarade Goujon, député-maire, s'est présentée à Villeurbanne au deuxième tour, contre la décision de la Fédération du Rhône. La commission fédérale des conflits du Rhône a exclu Goujon et ses 21 co-listiers, pour atteinte grave à la discipline, car celle-ci respectée, aurait dû entraîner le désistement de la liste Goujon pour les communistes. La Commission nationale des conflits a transformé l'exclusion en blâme. Nous n'avons pas à revenir sur cette vieille histoire, puisque la justice du Parti a tranché. Seulement, nous attirons l'attention du Congrès sur les faits suivants : notre Fédération a exclu dans le Rhône 22 camarades. La Commission nationale des conflits les a réintégrés en les blâmant, seulement sous l'unique prétexte que l'un des 22, le député-maire Goujon avait été un bon militant. Ainsi le militantisme d'un seul camarade a été le gage d'absolution pour 21 autres, ce qui est assez curieux. Le temps du reste nous a donné raison, car par la suite, le citoyen Goujon n'a pas payé ses cotisations à la Fédération du Rhône et, pour ce fait, il a été radié de nouveau du Parti. Par contre, les 21 autres indisciplinés ont réintégré la section de Villeurbanne, où se mène une lutte très dure pour remonter le courant socialiste. Or, ces 21 camarades viennent à chaque réunion pour faire de

l'obstruction systématique »¹²⁴³. Cette déclaration faite au nom de la fédération du Rhône lors du congrès national de la SFIO révèle les relations de pouvoirs entre instances nationales et fédérales. Lazare Goujon est réintégré car il bénéficie d'un appui politique important à l'échelle nationale, bien que sa dissidence lors des élections municipales de 1935 se soit exprimée, en opposition à la fédération du Rhône et aux accords de parti conclus dans le cadre de la construction du Front populaire. L'échec aux législatives de 1936 est interprété comme la conséquence de cette décision de réintégration de la commission nationale. « Elle a permis aux indisciplinés de réintégrer la Fédération avec tous leurs droits et d'exercer, pour certains d'entre eux, à la section de Villeurbanne, une action dissolvante qui y empêche tout travail utile et aboutit à son dépérissement. Elle a été absolument incomprise de la population ouvrière de Villeurbanne et elle a été en grande partie cause de l'échec de notre candidat aux élections législatives »¹²⁴⁴. Les tensions au sein de la Fédération du Rhône de la S.F.I.O. sont très fortes en 1936 en raison de la posture de Lazare Goujon et de la réintégration des indisciplinés au sein de la fédération.

Les élections de 1935 et 1936 se traduisent par le renforcement de l'implantation communiste et par l'affaiblissement des socialistes à Villeurbanne. Il n'y pas eu, de fait, de formation d'un Front populaire en 1935 à Villeurbanne. La fédération du Rhône de la SFIO a pleinement conscience de cette situation problématique car elle cherche à participer à la formation d'un Front populaire en envoyant l'un de ses représentants au VIII^e Congrès du parti communiste, qui y prononce un discours. Dans ce texte, les tensions locales sont effacées. La fédération socialiste affirme « la cordialité des rapports que, depuis déjà des années, nous entretenons avec nos camarades de la région communiste (...). Cette unité d'action, camarades, elle ne s'est jamais démentie à travers les difficultés. Elle s'est, au contraire, intensifiée (...). De l'unité d'action, nous sommes passés franchement, avec nos camarades communistes au stade du Front populaire »¹²⁴⁵. Dans le contexte du congrès, le représentant de la fédération du Rhône en vient même à prôner une union politique des deux partis, effaçant ainsi la rupture du congrès de Tours. « Nous, socialistes du

¹²⁴³ Parti Socialiste (SFIO), *XXIII^e Congrès national tenu à Paris les 30, 31 mai et 1^{er} juin 1936. Compte-rendu sténographique*, Limoges, Librairie Populaire, 1936, p.17-18. En ligne : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5407204g> (Consulté le 7 avril 2011)

¹²⁴⁴ *Idem*, p.19.

¹²⁴⁵ AMV-3C88-1936-1937-La Voix du Peuple, n°165, samedi 1^{er} février 1936, p.2.

Rhône, nous continuerons nos efforts pour aboutir enfin à la création de ce parti unique du prolétariat qui amènera en France la République ouvrière et paysanne »¹²⁴⁶. En conséquence, si d'un point de vue pratique on constate dans le cas de Villeurbanne l'absence de formation d'un Front populaire, il s'agit en réalité d'une exception. En effet, les socialistes du Rhône, par l'intermédiaire de leur fédération, affirment la constitution d'une union politique.

Il n'y a donc pas à Villeurbanne de formation d'un Front Populaire en 1935. Les communistes bénéficient d'une position dominante sur l'échiquier politique local surtout à partir de 1936. A l'échelon local, les nouveaux édiles cherchent à marquer une rupture entre leur gestion de celle de leur prédécesseur.

B. L'affirmation d'une différence : une nouvelle gestion municipale

La nouvelle municipalité, tout en cherchant à affirmer une différence, ne souhaite pas attiser les tensions entre les nouveaux édiles et le personnel communal. Il n'y a donc pas d'épuration au sein du personnel municipal. Nous avons noté que Lazare Goujon avait recruté les principaux acteurs de sa politique urbaine. Tous sont maintenus dans leurs fonctions. Il faut remarquer que « durant l'entre-deux-guerres et sous la IV^e République, les limites aux mouvements d'épurations partisans tiennent autant aux acquis statutaires qu'au loyalisme du personnel communal, renforcé par l'esprit de communauté municipale cimenté par le recrutement local, affinitaire et familial. Sanctionner pour des raisons partisans, c'est risquer de s'aliéner la confiance du personnel communal relativement soudé par l'entremise de ses relations de voisinage et par son insertion commune dans les manifestations pérennes de la sociabilité locale »¹²⁴⁷. Ce maintien du personnel communal démontre la volonté des communistes de ne pas déstabiliser le fonctionnement municipal antérieur. Cette volonté de stabilité est exprimée par le premier adjoint le 24 mai 1935, lors d'une réunion de l'ensemble du personnel municipal. Cette réunion est relatée par Louis Maynard dans son *Mémorial destiné aux Archives, commencé en*

¹²⁴⁶ AMV-3C88-1936-1937-La Voix du Peuple, n°165, samedi 1^{er} février 1936, p.2.

¹²⁴⁷ Emmanuel BELLANGER, « Le personnel communal ou l'empreinte du territoire : construction d'un groupe, politisation et sociabilité municipale (années 1880-1950), in Emmanuel BELLANGER et Jacques GIRAULT (dir.), *op. cit.*, 2008, p.172.

l'an 1933. « Le premier adjoint Chambon prend la parole, donnant tous apaisements à ceux qui auraient pu craindre des avatars du fait de leurs opinions, attitudes, paroles ou écrits : “Nous ne vous demandons pas, dit-il, d’être communistes ; nous espérons vous gagner peu à peu ; mais gardez vos opinions ; nous vous demandons une collaboration loyale, du dévouement à la cité dans l’accomplissement de votre tâche, non seulement parce que vous êtes fonctionnaires mais parce que vous êtes aussi citoyens et contribuables”. Toutes ces déclarations ont été accueillies avec grande faveur et chacun a eu la sensation qu’on allait pouvoir travailler en confiance »¹²⁴⁸. Les nouveaux édiles s’assurent donc de la stabilité de l’administration communale en conservant l’équipe municipale formée sous Lazare Goujon. La volonté de conserver une continuité dans la gestion municipale est donc manifeste. Mais les communistes souhaitent marquer une rupture avec la gestion municipale antérieure, notamment dans la relation entre les édiles et ses administrés.

La municipalité de Camille Joly, soucieuse d’établir un lien avec la population, lien considéré comme rompu sous Lazare Goujon, organise régulièrement des assemblées populaires. Ces assemblées sont l’occasion de politiser la population en traitant ouvertement de questions relatives à la gestion municipale. A travers cette démarche, l’objectif est de rompre avec la pratique antérieure et de proposer une autre conception de l’administration. Dans sa première annonce publiée dans le bulletin municipal de juin 1935, la municipalité communiste nouvellement installée indique que son action sera tournée vers l’assainissement des comptes publics et que « dans sa gestion, l’Administration Municipale s’appuiera constamment sur la population avec laquelle elle restera toujours en parfaite liaison, et qui pourra par conséquent, à quelque moment que ce soit contrôler l’activité de ceux qu’elle a mandaté »¹²⁴⁹. Symboliquement, la première assemblée populaire est organisée le 30 juin 1935, avant même que ne se réunisse la séance publique officielle du conseil municipal nouvellement élu. Camille Joly justifie l’organisation de cette assemblée populaire afin que la population ouvrière de Villeurbanne soit mise au courant « d’une part de toutes les graves questions que la Municipalité ouvrière a à résoudre ; d’autre part, des solutions que cette Municipalité veut appliquer pour la résolution de ces

¹²⁴⁸ AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l’an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

¹²⁴⁹ AMV-BMO-n°110-juin 1935-p.2599.

problèmes. Notre gestion veut et doit être claire (...) nous estimons aussi que, pour que notre action aboutisse aux résultats que nous voulons, elle doit être comprise d'abord par l'ensemble du prolétariat en faveur duquel nous voulons œuvrer, puis acceptée, et enfin soutenue par lui. Il nous faut donc vous éclairer, vous faire prendre contact avec les difficultés à vaincre et les obstacles à surmonter, vous soumettre suggestions et propositions, vous les faire approuver. C'est ainsi que nous voulons administrer, avec vous et pour vous »¹²⁵⁰. Une seconde assemblée populaire est organisée dès le 10 août 1935, au théâtre du Palais du Travail. Cette seconde assemblée populaire est clairement présentée comme non contradictoire. En cela, les nouveaux édiles montrent une réelle capacité à maîtriser les débats publics. « Ce n'est pas une réunion électorale qui doit donner lieu à des polémiques. Nous donnerons seulement la parole à ceux qui demanderont des explications sur ce qu'ils vont entendre »¹²⁵¹. Mais le but de cette assemblée est bien de permettre la participation des ouvriers à la gestion municipale comme l'indique Camille Joly dans l'une de ses interventions : « Camarades, je dois vous rappeler, pour que l'assemblée populaire ait toute sa valeur, et qu'elle soit un véritable conseil municipal élargi à la collaboration ouvrière, globale, il faut que vous vous prononciez sur chacune des questions qui lui sont soumises »¹²⁵². Cette assemblée populaire est présentée comme « un véritable conseil municipal élargi », pourtant dans les faits, les comptes-rendus de ces assemblées populaires, publiés dans le bulletin municipal, montrent que seuls les édiles s'expriment. Du point de vue de la mise en scène des édiles, on peut remarquer que leurs fonctions municipales s'effacent. Aucune distinction n'est établie entre la population et les édiles. En effet, Camille Joly et les membres du conseil municipal s'interpellent uniquement sous le titre de « camarade ». Cela a pour effet de renforcer la relation de proximité entre les édiles et les administrés. L'usage constant de ce terme est bien sûr caractéristique du paradigme de l'interpellation militante, et plus particulièrement de l'idiolecte communiste¹²⁵³. Les fonctions municipales étaient jusqu'alors clairement énoncées, et elles participaient de la qualification individuelle, en tant qu'élément de distinction sociale. L'intention

¹²⁵⁰ AMV-BMO-n°112-août 1935-p.p.2641.

¹²⁵¹ AMV-BMO, n°113, septembre 1935, p.2679.

¹²⁵² *Idem*, p.2680.

¹²⁵³ Carlos SERRANO, « Le paradigme perdu : Camarada, compañero, ciudadano... (contribution à l'étude du vocabulaire politique espagnol) », in *Bulletin Hispanique*, tome 101, n°2, 1999, p.564-567.

des édiles est donc claire : « la Mairie était une maison fermée, hermétique ; elle deviendra, et elle est déjà devenue, (...) la maison de verre, où la population ouvrière aura le droit de voir tout ce qu'elle désirera voir »¹²⁵⁴. Cette intention est clairement formulée dans le programme d'administration municipale du Parti Communiste-Bloc Ouvrier et Paysan lors des élections du 5 mai 1935 : « Dans cette commune ouvrière, les travailleurs doivent, eux-mêmes, assurer l'administration de leur cité (...). En résumé les Travailleurs doivent appliquer le principe : De l'usine à la Mairie, en donnant la direction de la Commune à ceux des leurs qu'ils auront désignés pour réaliser leurs aspirations, tout en gardant un contact étroit avec eux »¹²⁵⁵. Les communistes jouent ainsi sur l'idée de l'hermétisme de la précédente municipalité. Pourtant cette dernière avait justement pris en compte la distance pratique entre les administrés et la municipalité, en édifiant un nouvel hôtel de ville dont la centralisation fonctionnelle et l'agencement devaient faciliter et renforcer les relations entre les habitants et leurs représentants. Il y a donc un détournement de l'intention initiale de la précédente municipalité. L'organisation de ce type d'assemblée dans le théâtre montre qu'il est utilisé comme une tribune politique par les communistes. Cela dénote d'un changement par rapport à la pratique antérieure car, depuis son ouverture, le théâtre était utilisé essentiellement comme un espace culturel. Ce choix n'est pas anodin, et il résulte de considérations pratiques car le théâtre permet d'accueillir de nombreux auditeurs. De plus, de cette manière la municipalité désinvestit symboliquement le nouvel hôtel de ville, pourtant symbole du pouvoir municipal, au profit d'un espace de rassemblement populaire.

Cette nouvelle pratique consistant à organiser une assemblée populaire à la veille de la réunion du conseil municipal est systématisée en octobre, en novembre et en décembre 1935¹²⁵⁶. Puis la fréquence de ces assemblées se réduit : on compte 3 assemblées populaires en 1936¹²⁵⁷ (en février, en septembre et en décembre), seulement une en 1937¹²⁵⁸, 2 en 1938¹²⁵⁹, et enfin 2 en mars et en mai 1939¹²⁶⁰.

¹²⁵⁴ AMV-BMO, n°113, septembre 1935, p.2679.

¹²⁵⁵ AMV-3D9-Dossier municipalité Camille Joly (1935-1939)-Documents électoraux-Affiche du programme d'administration municipale du Parti Communiste aux élections municipales du 5 mai 1935.

¹²⁵⁶ Au total, 5 assemblées populaires sont organisées en 1935 : le 30 juin, le 10 août, le 6 septembre, le 15 novembre et le 20 décembre.

¹²⁵⁷ Ces assemblées populaires se déroulent le 7 février, le 25 septembre et le 4 décembre 1936.

¹²⁵⁸ La seule assemblée populaire de 1937 est organisée le 25 février 1937, soit à la veille du vote du budget de 1937.

L'étude de la fréquence de ces assemblées montre qu'elles ne jouent pas à proprement parler le rôle de conseil municipal élargi, comme cela était initialement prévu. Ces assemblées permettent en revanche de présenter des comptes rendus sur des points problématiques rencontrés par la municipalité dans le cadre de la gestion de la ville. Les problèmes financiers rencontrés par la municipalité sont au programme de l'ensemble de ces assemblées populaires, car ils contraignent l'action municipale. L'introduction de cette concertation populaire marque un changement important dans les pratiques du pouvoir municipal, et plus particulièrement dans la relation entre les édiles et les administrés. En effet, si la fréquence de ces assemblées populaires se réduit par rapport à 1935, elles sont en revanche précédées par des débats entre les conseillers municipaux et les comités de quartier. On sait, par exemple, que l'assemblée populaire du 25 septembre 1936 est précédée de 8 jours de débats organisés dans chaque quartier¹²⁶¹. Ces assemblées sont l'occasion de faire remonter les besoins par quartier. Ce système de concertation locale est très différent du mode de gouvernement établi sous Lazare Goujon, qui se caractérisait au contraire par un gouvernement d'experts. C'est en effet en tant qu'experts que les édiles et le personnel municipal décident d'exclure, en raison des risques d'inondation mais sans concertation avec les habitants, le quartier Saint-Jean du plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de Villeurbanne.

La réunion d'assemblées populaires apparaît en rupture avec la municipalité de Lazare Goujon, et ce type de mobilisation populaire est aussi source de légitimité à l'échelle locale : elle est conforme à l'objectif de rassemblement populaire des communistes dans le cadre du Front Populaire. Ces rassemblements, organisés par la municipalité, participent de l'élaboration du Front Populaire à l'échelle locale. Ces assemblées sont l'occasion de mobiliser la population sur les enjeux politiques contemporains, notamment dans la lutte contre les fascismes. La politisation de ces assemblées est clairement affichée, et cela dès la première, le 30 juin 1935. Le conseiller municipal Chambon expose ainsi le programme politique communiste au

¹²⁵⁹ En 1938, le conseil municipal organise deux assemblées populaires le 29 avril et le 13 octobre.

¹²⁶⁰ L'assemblée populaire du 14 mars 1939 est l'occasion de présenter un bilan de l'action municipale depuis 1935. Celle du 14 mai 1939 traite des mesures à prendre dans le cadre de la défense passive.

¹²⁶¹ AMV-BMO, n°126, octobre 1936, p.3092.

sein des municipalités : « Avec vous et contre l'oligarchie financière, nous saurons faire de Villeurbanne la Cité s'administrant elle-même. Ouvrant ainsi la voie à la capacité de gestion des travailleurs, que ceux-ci revendiquent avec juste raison, puisque dans la région parisienne et ailleurs, où les communistes sont depuis plusieurs années à la tête des Municipalités, ils ont montré ce qu'ils étaient capables de faire dans l'intérêt de la classe laborieuse. Comme ils l'ont montré, en Union Soviétique où eux, les ouvriers, les paysans, et eux seuls, ont pu édifier en dix-huit ans de pouvoir, le pays où le chômage n'existe plus, et où les classes laborieuses travaillent pour elles-mêmes et non au profit de quelques-uns. (...). Nous voulons, nous, Communistes, nous inspirant de l'exemple des Jacobins de la Révolution française, dont nous entendons être les continuateurs, à côté de la devise "Liberté, Égalité, Fraternité", que la Bourgeoisie viole constamment, réaliser la devise qui obligatoirement doit s'y ajouter aujourd'hui : LE PAIN ET LA PAIX »¹²⁶². Ce discours fait la promotion d'une forme d'auto-gestion ouvrière à l'échelle municipale, en conformité avec l'idéologie communiste. De plus, il reprend les mots d'ordre du Front Populaire : « le pain, la paix et la liberté »¹²⁶³. S'élabore ici une conception de la gestion municipale communiste en accord avec le programme du Front Populaire. Villeurbanne n'est pas représentée sous les traits d'une ville moderne, comme sous Lazare Goujon, mais sous ceux d'une municipalité communiste contrôlée par la population ouvrière.

Dans cette même logique, des figures sont mobilisées à des fins d'héroïsation¹²⁶⁴. L'assemblée populaire du 6 septembre 1935 s'ouvre sur un hommage rendu par Georges Lévy, élu conseiller général depuis mai, à Henri Barbusse, écrivain pacifiste mort le 30 août 1935. Henri Barbusse fait partie des « défunts-phares » de la liturgie funèbre des communistes selon Jean-Pierre Bernard¹²⁶⁵. Georges Lévy, qui en fait l'éloge, déclare qu'Henri Barbusse « a de plus, peut-on dire, en faisant appel à toutes les forces de résistance contre la guerre, inauguré en France ce front populaire auquel, aujourd'hui, nous sommes profondément attachés. Pour commémorer le souvenir de Barbusse, il importe que nous continuions l'œuvre qu'il a commencée :

¹²⁶² AMV-BMO, n°112, août 1935, p.2644.

¹²⁶³ AMV-BMO, n°112, août 1935, p.2644.

¹²⁶⁴ Voir Vincent CHAMBARLHAC, « L'héroïsation. Représenter, nécessité du Rassemblement populaire », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 103, 2008 ; En ligne : <http://chrhc.revues.org/67> (Consulté le 19 mars 2013)

¹²⁶⁵ Jean-Pierre A. BERNARD, « La liturgie funèbre des communistes (1924-1983), in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°9, janvier-mars 1986, p.40.

la lutte contre la guerre, la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, et surtout, actuellement, que nous maintenions et consolidions l'effort de résistance auquel travaillent tous ceux qui se sont délibérément groupés dans les formations du front populaire »¹²⁶⁶. Cette assemblée s'était ouverte au son de *L'Internationale*. L'assemblée populaire du 25 septembre 1936 est, dans la même logique, placée « sous l'égide du camarade Llacer, victime de l'odieux attentat de Vienne, et des Républicains Espagnols qui luttent dans Madrid pour la défense des libertés ouvrières contre les fascismes conjugués de l'Europe entière »¹²⁶⁷. Ces assemblées populaires permettent de construire un panthéon communiste en mobilisant des figures héroïques de la lutte contre les fascismes.

Ces assemblées sont utilisées comme des tribunes politiques par le parti communiste. En effet, Georges Lévy, élu conseiller général et candidat aux élections législatives d'avril 1936, préside l'assemblée populaire du 7 février. Monsieur Chambon, conseiller municipal, qui s'exprime en tant que membre du parti communiste, en fait l'éloge : « Notre camarade Georges Lévy (...) sera le député de demain de Villeurbanne, comme il en est le conseiller général (...). Georges Lévy est un drapeau. Sa fidélité aux doctrines de notre parti ne s'est jamais démentie. Nous l'avons désigné pour être le représentant des travailleurs villeurbannais au Parlement (...). Tous ses instants seront consacrés à la lutte que mène le prolétariat. Nous souhaitons qu'il vive de longues années et voie l'avènement de la République française des Soviets »¹²⁶⁸. L'assemblée populaire est utilisée ici comme tremplin politique, car l'objectif des communistes est de changer la configuration politique locale et nationale en acquérant non seulement des sièges municipaux, mais aussi à la Chambre.

Il y a donc à Villeurbanne un changement important dans la gestion municipale, en rupture par rapport à la précédente municipalité. La légitimation de la nouvelle municipalité est au centre de l'organisation des assemblées populaires. La municipalité est un élément moteur du rassemblement populaire dans le cadre du Front populaire surtout en raison de l'absence d'union politique entre les socialistes et les communistes en 1935. Le changement de la configuration politique se traduit

¹²⁶⁶ AMV-BMO, n°114, octobre 1935, p.2719.

¹²⁶⁷ AMV-BMO, n°126, octobre 1936, p.3092

¹²⁶⁸ AMV-BMO, n°119, mars 1936, p.2879.

par la valorisation de l'héritage communiste de Villeurbanne, afin d'ancrer symboliquement le communisme dans le territoire et de modifier les représentations qui lui sont associées. Dans cette logique, la municipalité valorise des figures et modifie la toponymie afin de marquer le territoire de l'empreinte communiste.

C. La construction d'une identité partisane

Les communistes construisent une identité partisane célébrant des figures héroïques de la lutte contre les fascismes. L'acte symbolique de reconnaissance par le pouvoir local de personnes mémorables est une pratique classique du pouvoir communal sous la III^e République. Lazare Goujon avait fait de même en célébrant Albert Thomas. Les communistes participent activement à cette fabrique symbolique d'une ville communiste en célébrant des figures communistes contemporaines. Ces célébrations peuvent prendre la forme d'événements commémoratifs, souvent associés à des changements toponymiques afin de marquer symboliquement le territoire.

1. Marquer le territoire par la toponymie

La valorisation de la figure de Jules Grandclément, ancien maire de Villeurbanne de 1908 à 1922, décédé le 15 mars, peu de temps avant les élections de mai 1935 où il était le candidat supposé des communistes à la municipalité de Villeurbanne, débute dès avant l'arrivée des communistes aux affaires municipales. La municipalité dirigée par Lazare Goujon décide, dès le mois d'avril 1935, d'honorer la mémoire de Jules Grandclément en donnant son nom à la rue de l'ancienne mairie¹²⁶⁹. Le choix de cette rue résulte de la volonté de « conserver son souvenir au cœur de la Cité et dans le quartier même où s'écoula son existence »¹²⁷⁰. Le quartier de l'ancienne mairie est considéré comme l'un des quartiers les plus anciens de la commune. Mais dès l'arrivée des communistes à la nouvelle mairie, un jeu de concurrence mémorielle se met en place autour de la figure de Jules Grandclément. En effet, dès le 30 juin 1935, la municipalité « considérant aujourd'hui que l'hommage ainsi rendu au docteur Grandclément n'est pas à la mesure de sa personnalité (...) propose (...)

¹²⁶⁹ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 8 avril 1935.

¹²⁷⁰ *Idem.*

de revenir pour la rue actuellement dénommée “Rue du docteur Grancelément”, à l’ancienne dénomination de “Rue de l’ancienne mairie”, qui a l’avantage de conserver le souvenir des lieux où s’élevait l’ancien Hôtel de ville, et de réserver le nom du docteur Grancelément pour une artère ou un place publique d’importance »¹²⁷¹. Lors de la même séance, le conseil municipal décide de donner le nom Jules Grancelément à une place, afin « de rendre un hommage solennel et public au Dr. Jules Grancelément, Maire de Villeurbanne durant quinze ans, Conseiller Général du Rhône d’octobre 1934 à sa mort, camarade d’action résolu, militant dont la foi toute entière associée à un idéal de progrès ne s’est jamais démentie et dont, jusqu’aux dernières minutes les énergies se sont usées au service de l’émancipation du prolétariat, la Municipalité élue le 12 mai dernier désire vivement voir l’ancienne place de la Mairie, actuellement “Place de l’Hôtel des Postes”, porter le nom de “Place du Docteur Jules Grancelément”. C’est sur cette place que le Dr. Jules Grancelément a vécu les heures les plus ardentes et les plus passionnées de sa carrière, c’est sur cette place qu’il est, semble-t-il, juste que sa mémoire demeure conservée. Toute une génération garde le souvenir du dévouement, de l’affabilité, de la droiture que le Dr. Grancelément apportait dans l’exercice de la fonction publique dont l’avait investi la confiance de la population ouvrière. Le Conseil Municipal sera l’interprète du vœu unanime des ouvriers de Villeurbanne en les associant à la juste consécration d’une vie exemplaire, digne de tous les respects »¹²⁷². Cet extrait souligne bien l’intention de mémoire prévalant à cette dénomination toponymique. Pierre Nora indique clairement que l’un des critères premiers permettant de qualifier un lieu de mémoire est justement cette intention de mémoire¹²⁷³. Du point de vue de la stricte logique spatiale, l’attribution du nom de Jules Grancelément à la rue de l’ancienne mairie par les socialistes, puis à la place de l’hôtel des postes par les communistes deux mois plus tard, revient au même : la rue de l’ancienne mairie rejoint la place de l’hôtel des postes. La logique qui prévaut dans ce changement de dénomination est strictement politique. Elle est liée à la hiérarchisation symbolique des espaces urbains, les places publiques étant particulièrement valorisées. Jérôme Monnet précise que « la dimension symbolique de l’espace est à la fois un enjeu et un instrument de pouvoir : celui qui manipule les

¹²⁷¹ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 30 juin 1935.

¹²⁷² AMV-1D9- Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 30 juin 1935.

¹²⁷³ Pierre NORA, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », in Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, tome I. La République*, Paris, Gallimard, 1984, p.XXXV.

symboles peut manipuler les processus d'identification, et peut donc influencer sur la constitution du groupe qui légitime l'exercice de ce pouvoir (...). L'espace public joue un rôle déterminant dans l'efficacité symbolique d'un lieu. C'est à la fois un espace de liberté (libre circulation, possibilités de contact entre sexes, âges et classes sociales, échanges d'idées, de biens et de services, etc.) et le champ de la contrainte publique (sphère d'application des règles et normes sociales, des lois sur la moralité et le maintien de l'ordre, etc.). L'espace public est donc celui où peut être réuni le plus grand nombre de personnes partageant les mêmes codes, l'espace où un message peut toucher tout le monde et où la puissance publique a le *droit* d'intervenir pour privilégier son expression »¹²⁷⁴. Ce type de dénomination participe de la qualification de cette place comme un « lieu exemplaire », selon Bernard Debardieux. Il précise que « le processus de symbolisation qui engendre des lieux exemplaires consiste donc avant tout à promouvoir de nouvelles significations pour des lieux inchangés, en les inscrivant dans un nouveau contexte social et territorial. Ce changement de dénomination les fait devenir comme symboles »¹²⁷⁵. Ce processus de symbolisation est réel en ce qui concerne cette place, car dès le mois d'août 1935 est constitué un Comité en vue de l'érection d'un buste à Jules Grandclément sur la place éponyme¹²⁷⁶. La cérémonie commémorative se déroule le 18 octobre 1936 et rassemble plus de 20 000 personnes, érigeant la place en un lieu de mémoire. Ce rassemblement populaire est un événement important à l'échelon local, car Villeurbanne compte en 1936 un peu plus de 80 000 habitants¹²⁷⁷. On peut donc estimer que près d'un Villeurbannais sur quatre participe à cette commémoration en faveur de son ancien maire. Mais cette dimension mémorielle n'est qu'une composante du faisceau de significations symboliques de cette place, qui permet aussi d'inscrire l'héritage communiste villeurbannais dans la ville. La dimension politique de la cérémonie est renforcée par la présence de Marcel Cachin, sénateur de la Seine, directeur de *L'Humanité* et représentant du comité central du Parti Communiste Français. Il y a, dès lors, une captation politique de la figure de Jules Grandclément par les communistes. Un article publié la veille de l'inauguration

¹²⁷⁴ Jérôme MONNET, « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité », in *Cybergeo : European Journal of Geography*, mis en ligne le 7 avril 1998. En ligne : <http://cybergeo.revues.org/5316> (Consulté le 19 mars 2013)

¹²⁷⁵ Bernard DEBARDIEUX, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », in *Espace géographique*, tome 24, n°2, p.104.

¹²⁷⁶ AMV-1D9- Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 12 août 1935.

¹²⁷⁷ AMV-1F20-Recensement de la population de Villeurbanne de 1936-tome 1.

du buste, et écrit par Auguste Hugonnier, dirigeant du PC à Lyon, secrétaire du « rayon » des Jeunesses communistes de Villeurbanne et directeur de *La voix du Peuple*, organe communiste de la région lyonnaise, présente Jules Grandclément comme « un pionnier du communisme »¹²⁷⁸. En réalité, le parcours politique de Jules Grandclément est plus complexe : socialiste, membre dès 1905 de l'Unité socialiste, puis maire de 1908 à 1922 de Villeurbanne, il adhère à la III^e Internationale en 1920. Il rompt dès lors avec les socialistes et intègre la SFIC. Mais à la suite de son échec aux élections municipales de 1924 « le rôle de Grandclément diminue d'importance », comme le souligne Maurice Moissonnier¹²⁷⁹. Dans les faits, Jules Grandclément est affilié aux socialistes durant l'essentiel de son activité mayorale, de 1908 à 1920, bien qu'il joue un rôle actif ensuite au sein de la SFIC à partir de 1920. On comprend dès lors pourquoi socialistes et communistes se retrouvent à travers sa figure surtout dans le contexte du Front populaire. Le journal *Lyon Républicain* décrit par ailleurs la cérémonie comme : « une imposante manifestation du parti communiste à laquelle participèrent – unis comme au sein du Front populaire – de nombreux militants socialistes et radicaux de la région »¹²⁸⁰. Les personnalités ainsi réunies sont ensuite reçues officiellement à l'hôtel de ville. Cet événement nous intéresse pour son ampleur locale, et parce qu'il caractérise un tournant consistant à politiser les représentations de Villeurbanne à partir de 1935. De plus, l'anniversaire de la mort Grandclément fait l'objet d'un rituel public sur la place jusqu'en 1939, et il s'inscrit dans le calendrier festif de la municipalité communiste.

La municipalité change, dès 1935, la dénomination de plusieurs rues afin de marquer le territoire. Cette fonction identitaire de la toponymie est soulignée par Frédéric Giraut qui précise « que les pouvoirs locaux ou nationaux s'emparent du champ toponymique pour opérer un marquage symbolique, idéologique ou mémoriel du territoire en des hauts lieux, voire pour les banaliser ou les dés-historiciser, ou encore pour légitimer ou justifier une création spatiale »¹²⁸¹. L'étude de la toponymie

¹²⁷⁸ AMV-3C88-*La voix du Peuple*, n°202, 17 octobre 1936, p.3.

¹²⁷⁹ Maurice MOISSONNIER, « Grandclément, Jules, Alexandre », in Jean MAITRON (dir.), *op. cit.*, p.225.

¹²⁸⁰ AMV-3C67-*Lyon Républicain*, 19 octobre 1936, p.4.

¹²⁸¹ Frédéric GIRAUT, Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH et Sylvain GUYOT, « Au nom des territoires ! », in *L'Espace géographique* 2/2008, tome 37, p.97-105.

urbaine bénéficie de la réflexion élaborée lors du colloque tenu du 11 au 12 décembre 1998 à Aix-en-Provence et dont les actes ont été publiés dans l'ouvrage *La toponymie urbaine. Significations et enjeux*, dirigé par Jean-Claude Bouvier et Jean-Marie Guillon. Ces deux auteurs se demandaient « comment comprendre les villes, les espaces urbains ou périurbains, dans leur histoire et leur présent, sans référence aux noms des lieux qui portent la trace des évolutions, des extensions et aménagements successifs du territoire d'une commune, urbaine ou rurale et qui ont été investis de la fonction de dire la mémoire et les aspirations des collectivités habitant ces lieux ? »¹²⁸². Cette réflexion repose sur un constat. A la fin des années 1990, les « aspects symboliques de l'espace politique, la manière dont on le nomme, l'usage que l'on fait de ces dénominations, les mécanismes qui sous-tendent la construction de l'univers de signes surimposés à l'univers tangible des rues, des quartiers, des bâtiments publics n'ont pas vraiment retenu l'attention des historiens et autres spécialistes des sciences humaines »¹²⁸³. Cette question de la toponymie est en effet souvent reléguée au rang des particularismes locaux. Or l'acte de dénomination des espaces urbains est un acte de pouvoir, signifiant, qui permet aux édiles de marquer symboliquement le territoire dont ils ont la charge. Christian Topalov a bien rappelé qu'il faut garder à l'esprit l'existence de relations entre les toponymes et les usages sociaux : « Les noms propres des divers espaces dont une ville singulière se trouve composée ont une histoire, faite d'inventions et de réinterprétations, de négociations entre les parlers communs et les désignations officielles »¹²⁸⁴. Notre approche consiste donc à prendre en compte l'évolution toponymique dans sa dimension politique, afin de comprendre quelles représentations sont ainsi véhiculées. Ceci est rendu possible car, au moment de la dénomination d'un espace urbain, les édiles argumentent leur choix, ce qui permet de connaître précisément quels sens, quelles images sont associés à ces rues.

Le conseil municipal vote par exemple, le 8 février 1936, le changement de nom de la rue Tony en rue Louise Michel. Cette proposition est le fait des habitants de la rue, et la municipalité justifie ce choix car « Louise Michel, institutrice et pamphlétaire

En ligne : www.cairn.info/revue-espace-geographique-2008-2-page-97.htm (Consulté le 7 avril 2011)

¹²⁸² Jean-Claude BOUVIER et Jean-Marie GUILLON (dir.), *La toponymie urbaine. Significations et enjeux, Actes du colloque tenu du 11 au 12 décembre 1998 à Aix-en-Provence*, Paris, L'Harmattan, p.9.

¹²⁸³ *Idem*, p.10.

¹²⁸⁴ Christian TOPALOV (dir.), *op. cit.*, 2002, p.2.

révolutionnaire, historiographe de la Commune, amie des humbles de la “Zone” et qu’aucune idée généreuse, jusqu’à son dernier jour, ne laissa insensible, a bien mérité cet hommage populaire. Il semble que le souvenir de celle que l’on appelé “La bonne Louise” ait sa place toute indiquée au sein de ce quartier laborieux des Büers, parmi ce peuple ouvrier, dont elle ne consentit jamais à séparer sa vie et pour qui elle se dévoua sans compter »¹²⁸⁵. Un lien est établi par le politique entre la composition sociologique du quartier des Büers et la relation de Louise Michel avec les habitants de la « Zone » parisienne, expression qui désigne la bande de 250 mètres de servitude *non aedificandi* au-delà des fortifications parisiennes construites sous la Monarchie de Juillet. Frédéric Moret qualifie la « zone » de « marge et frontière de l’urbanité parisienne », située « entre Paris et sa banlieue, la Zone, espace de déclassement et asile des activités les moins reluisantes (...) constitue un tampon, perméable mais fondamentalement autre »¹²⁸⁶. Louise Michel apparaît donc comme une figure populaire et cette dénomination est présentée comme un hommage populaire. Une analogie de condition est ainsi établie par les édiles entre les habitants de la « Zone » parisienne et les habitants du quartier des Büers. Cette analogie correspond, pour partie seulement, à une réalité spatiale dans le sens où la rue Louise Michel se situe dans les marges orientales de Villeurbanne, à proximité de l’ancienne ceinture de fortification de Lyon, transformée ensuite en un boulevard de circulation automobile. Mais Jean-Luc Pinol a montré que la zone *non aedificandi* de l’enceinte lyonnaise n’est pas comparable en terme de taille ni d’impact territorial avec les fortifications parisiennes de Thiers¹²⁸⁷. Cette analogie montre un transfert, sur les marges de la banlieue lyonnaise, du discours communiste sur les marges urbaines parisiennes, dans une logique de politisation de la population locale. Cette

¹²⁸⁵ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 8 février 1936, p.330.

¹²⁸⁶ Frédéric MORET, « Définir la ville par ses marges », in *Histoire urbaine* 2009, n°24, p.117-118.

¹²⁸⁷ « L’enceinte finalement construite (entre 1874 et 1893) n’est qu’une succession de talus et de canaux, peu souvent en eau, qui ne tranche pas de manière pérenne dans le tissu urbain d’autant plus que les servitudes qui paraissent sur l’enceinte paraissent limitées. Rien de tel avec le cas parisien où la seule zone *non aedificandi*, établie autour des remparts de la capitale, représente, avec ses 250 m de large, une emprise très supérieure à celle de l’enceinte entre les forts de Villeurbanne et des Brotteaux. Et sans parler de la zone *non aedificandi* de la seconde enceinte officiellement de...5,5m ! » dans Jean-Luc PINOL, Claire-Charlotte BUTEZ et Emmanuelle REGAGNON, « Edification et destruction des enceintes militaires au XX^e siècle : le cas de Lyon », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (DIR.), *op. cit.*, 2012, p.60.

dénomination participe de la construction symbolique des espaces urbains, mais aussi de l'espace politique. Les habitants du quartier des Büers sont considérés par les édiles communistes comme faisant parti du « peuple ouvrier ». Outre la valorisation de figures associées aux habitants des périphéries urbaines et intégrées au panthéon communiste, le contexte politique international explique certaines dénominations. La municipalité change le nom de l'impasse René en rue Daniel Llacer, en référence au « lâche attentat de Vienne perpétré contre nos jeunes Camarades Communistes au cours de la fête qu'il donnaient au clos St Maurice, le 20 septembre » 1936¹²⁸⁸. Il y a dans ce type de dénomination une forme d'héroïsation de figures communistes, car la figure de Daniel Llacer est célébrée cinq jours plus tard, à l'occasion de l'assemblée populaire du 25 septembre 1936.

L'acte de dénomination des rues constituant un acte de pouvoir, des rapports de forces politiques naissent à ce sujet. Par exemple, en mai 1937, la section socialiste de Villeurbanne exprime dans le journal *L'Avenir Socialiste* son mécontentement à l'égard de la municipalité communiste, car celle-ci a refusé de donner le nom de Roger Salengro, ministre de l'Intérieur de juin à novembre 1936, à la place de la Cité. Roger Salengro s'est suicidé à la suite d'une campagne de diffamation lancée par la presse de droite et d'extrême-droite au sujet de son action durant la Première Guerre mondiale. Aussitôt, sa personne est élevée au rang des figures du Front populaire par les socialistes et les communistes. Les communistes réagissent aux critiques des socialistes villeurbannais en donnant le nom de Roger Salengro au boulevard de ceinture, alors en passe d'être livré à la circulation, « dont la largeur et la beauté semble bien de nature à glorifier comme il convient le nom du militant éprouvé tombé sous les coups de lâches adversaires »¹²⁸⁹. De ce rapport de force naît donc une concurrence symbolique qui explique le choix qui est fait de donner le nom de Roger Salengro à la portion du plus important boulevard, traversant sur 7 kilomètres de longueur le territoire villeurbannais.

Par la toponymie, la municipalité rend hommage à des figures locales ce qui est une pratique classique mais ceci est habituellement réservé à d'anciens maires ou à des députés comme nous l'avons vu lors de la dénomination de la place Jules Grandclément. Or en novembre 1937, c'est un édile récemment décédé qui est ainsi

¹²⁸⁸ AMV-1D278- Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 26 octobre 1936, p.516.

¹²⁸⁹ AMV-1D278- Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 5 juin 1936, p.95-96.

célébré. Louis Goux, jeune militant communiste de 30 ans, avait été élu conseiller municipal lors des élections de mai 1935. En raison de la guerre d'Espagne, il décide de passer de l'engagement politique à la lutte armée, et quitte Villeurbanne pour rejoindre les troupes républicaines espagnoles. Il meurt à Madrid dans le cadre de ce conflit, le 6 novembre 1936¹²⁹⁰. Les édiles décident d'honorer leur camarade en donnant son nom à une rue. La figure de Louis Goux entre dès lors dans le panthéon communiste villeurbannais. On voit donc ici que la toponymie est un outil de représentation sociale et politique. C'est dans ce contexte du Front Populaire qu'il y a une politisation des représentations de Villeurbanne et cela tant de la part des communistes que de l'opposition de droite.

2. Les représentations politiques de Villeurbanne

La production des images de la ville est principalement le fait du politique c'est pourquoi on retrouve cette identité partisane dans les pages de *La Voix du Peuple*. Les communistes utilisent la presse afin de diffuser des images présentant la ville comme un bastion du communisme dès décembre 1934, soit à la veille l'élection municipale de 1935. La vignette introduisant la page consacrée à l'actualité villeurbannaise, qui apparaît de décembre 1934 à octobre 1938, marque un tournant. On voit clairement un changement dans les représentations véhiculées par les édiles par rapport à l'ancienne municipalité qui représentait essentiellement Villeurbanne comme une ville moderne par l'intermédiaire de la presse.

Les images mobilisées dans cette vignette rendent compte des représentations alors associées à Villeurbanne par *La Voix du Peuple* [Fig.18]. A gauche la figuration de scheds et de cheminées d'usines fumantes fait référence aux industries et à la population ouvrière composant la majorité de la population villeurbannaise, tandis qu'à droite sont représentées les Gratte-ciel de Villeurbanne. On identifie bien les deux tours édifiées au nord de l'avenue et le beffroi de l'hôtel de ville surplombant l'ensemble. Au centre de ces deux images est figuré un défilé d'individus portant des drapeaux frappés du symbole communiste de la faucille et du marteau. Les communistes sont représentés en ordre de marche. On voit ici qu'en dépit du rejet et des critiques formulées à l'égard du projet des Gratte-ciel, notamment par les

¹²⁹⁰ AMV-1D279- Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 27 novembre 1937, p.198.

communistes, ceux-ci sont considérés comme représentatifs de Villeurbanne car ils ont changé la morphologie urbaine. Il est intéressant de confronter cette représentation de Villeurbanne à celle de Lyon [Fig.19]. Cette vignette représente des éléments caractéristiques de la ville de Lyon et plus particulièrement la colline de Fourvière avec sa basilique. La symbolique communiste est plus discrète que dans la vignette de Villeurbanne, car la faucille et le marteau ne sont pas dans une position centrale. Le symbole communiste rayonne sur Lyon.

Ces deux représentations de Lyon et de Villeurbanne montrent quels sont les édifices urbains qui jouent le rôle de repères spatiaux. Ce constat est confirmé par le changement de vignette à partir d'octobre 1938. Si la symbolique communiste est effacée, on retrouve pour la vignette de Lyon [Fig.20] la figuration de la colline et de Fourvière et pour celle de Villeurbanne [Fig.21] la figuration d'usines et celle du nouveau centre.

La représentation de Villeurbanne à partir de 1938 dans *La Voix du Peuple* diffère de la précédente. La foule portant l'étendard communiste a disparu. Cependant cette juxtaposition figurative des usines et des Gratte-ciel joue le rôle de métonymie urbaine. Cet ensemble marque le paysage urbain au point qu'il constitue la figuration caractérisant Villeurbanne. Son utilisation par les adversaires même de Lazare Goujon montre bien clairement que celle-ci a changé la morphologie urbaine : il n'est pas possible de représenter Villeurbanne sans le Nouveau Centre. Cela confirme bien que la fabrique matérielle de la ville influe sur sa fabrique symbolique. La diffusion de représentations politiques de Villeurbanne n'est pas uniquement le fait des communistes. La presse de droite locale exprime son inquiétude vis-à-vis de l'implantation communiste dans les communes de banlieue. Le journal local *Le Nouvelliste* écrit durant l'entre-deux-tours : « La "ceinture rouge" ce n'est pas une métaphore. C'est une cruelle réalité, qui pose pour l'avenir de graves interrogations »¹²⁹¹. Les journalistes du *Nouvelliste* expriment régulièrement leur inquiétude dans des éditoriaux critiques face à cette politisation des communes de banlieue. Dans l'éditorial intitulé « De Moscou à la banlieue rouge », publié au lendemain des résultats électoraux, le journal critique le Front populaire qui « a singulièrement servi le dessein de l'extrême gauche la plus violente. Conséquence :

¹²⁹¹ AMV-3C112-1^{er} semestre 1935-*Le Nouvelliste*, n°133, 13 mai 1935, p.5.

dans la banlieue parisienne comme en un certain nombre de villes que l' "Humanité" inscrit à son palmarès, les communistes enlèvent de grosses municipalités, conquièrent de nombreux mandats (...) Ce sont, en général, les communistes qui tirent de l'opération un bénéfice où la SFIO ne se retrouve plus. De ce point de vue, l'exemple de Villeurbanne est significatif. Il méritera de rester à titre de symbole dans l'histoire du dernier scrutin »¹²⁹². Cette peur de la montée du vote communiste dans les banlieues est accrue par celle de voir ces communes téléguidées par Moscou, qui est à la tête de la III^e Internationale. Le succès communiste en banlieue est perçu comme un danger politique, pour « les amis de l'ordre »¹²⁹³ face au Front populaire, car selon *Le Nouvelliste* les communistes ont dès lors accès à des ressources et des pouvoirs leur permettant d'accroître leur influence. « Le bolchevisme, outre qu'il voit ce succès enflammer l'enthousiasme et surexciter l'insolence de ses partisans, trouve maintenant un solide tremplin d'où rebondira sa propagande. Il n'avait à la Chambre qu'une pauvre dizaine de députés, dans le pays que quelques modestes mairies. Il s'installe aujourd'hui dans de somptueux hôtels de ville (...). Ce qu'il appréciera le plus, c'est le pouvoir de commander d'importantes forces de police, de gérer des budgets se chiffrant par millions, de caser à des postes de directeurs de l'assistance sociale, du bureau de bienfaisance, de l'office de placement des propagandistes »¹²⁹⁴. Le journal en vient à projeter des critiques sur les politiques urbaines que les communistes mettront en place car « à l'aide des subventions de l'Etat, ils bâtiront des maisons pour leur clientèle, des stades pour les sociétés sportives révolutionnaires. Ils achèteront des châteaux en province pour y loger, sous la surveillance d'éducateurs du parti, les colonies de vacances de l'enfance rouge en vue d'assurer leur emprise sur la jeunesse »¹²⁹⁵. La dangerosité associée à l'essor de l'emprise communiste dans la banlieue parisienne, ceinturant les lieux de pouvoir, est ainsi véhiculée à l'échelon local par la presse de droite, et elle est transposée sur les communes de la banlieue lyonnaise passées à gauche.

Une campagne de presses s'ouvre à partir de mars 1936 entre *La Voix du Peuple*, dirigée par Georges Lévy, et le journal de droite *Le Nouvelliste*. *Le Nouvelliste* publie régulièrement des articles critiques sur les communistes et les communes de banlieue. Il n'est pas possible de connaître les auteurs de ces articles, qui sont très

¹²⁹² AMV-3C112-1^{er} semestre 1935-*Le Nouvelliste*, n°134, 14 mai 1935, p.1.

¹²⁹³ AMV-3C112-1^{er} semestre 1935-*Le Nouvelliste*, n°133, 13 mai 1935, p.1.

¹²⁹⁴ AMV-3C112-1^{er} semestre 1935-*Le Nouvelliste*, n°134, 14 mai 1935, p.1.

¹²⁹⁵ *Idem*.

rarement signés, ce qui engage de fait la ligne éditoriale du journal. Le journal joue sur l'idée du danger communiste des banlieues et de leur mauvaise gestion. Il publie par exemple une série d'articles intitulée « L'internationale à l'œuvre dans les municipalités », qui porte en réalité sur Villeurbanne¹²⁹⁶. Le journal se propose alors de vérifier si l'administration communiste a amélioré les finances locales, et allégé les charges depuis un an. Ces articles sont l'occasion d'interpréter les signes de l'essoufflement des manifestations populaires en faveur des communistes depuis leur victoire, et de critiquer la gestion communiste. Ces critiques sur la gestion communale communiste ne sont pas réservées à Villeurbanne, mais elles portent aussi sur la gestion de la précédente municipalité de Vaulx-en-Velin. La politique de Paul Marcellin, maire communiste de Vaulx-en-Velin de 1929 à 1935, est présentée comme désastreuse pour la municipalité¹²⁹⁷. Le journal se fait aussi l'écho d'affaires relatives à des actes de violence entre Croix-de-feu et des communistes à Villeurbanne, en dénonçant la violence communiste¹²⁹⁸. Mais à partir d'avril, à la veille des élections législatives, le journal publie des articles sur le Front populaire en Espagne qu'il intitule « La terreur rouge en Espagne »¹²⁹⁹. Ces articles insistent sur la menace d'un embrasement de la France en cas de victoire du Front populaire aux élections législatives. Le « miroir espagnol », étudié par Pierre Laborie, est bien utilisé afin de mobiliser l'opinion publique en jouant sur la peur de la guerre civile et, donc, du Front populaire. On voit ici que « dans les milieux conservateurs, le thème du “mécanisme fatal” qui amène implacablement toute solution de Front populaire

¹²⁹⁶ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°80, 20 mars 1936, p.4 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°85, 25 mars 1936, p.4 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°87, 27 mars 1936, p.4 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°88, 28 mars 1936, p.3.

¹²⁹⁷ AMV-3C112-1^{er} semestre 1937-*Le Nouvelliste*, n°234, 23 août 1937, p.4 ; Voir la réaction des communistes contre cet article dans *La Voix du Peuple*, 10 septembre 1937, p.1 et p.3.

¹²⁹⁸ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°94, 3 avril 1936, p.3.

¹²⁹⁹ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°103, 12 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°105, 14 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°106, 15 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936, *Le Nouvelliste*, n°107, 16 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°108, 17 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°109, 18 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°110, 19 avril 1936, p.3 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*-n°111, 20 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°112, 21 avril 1936, p.1 ; AMV-3C112-1^{er} semestre 1936, *Le Nouvelliste*, n°119, 28 avril 1936, p.3.

aux tragédies de la guerre civile, est systématiquement exploité et enfoncé régulièrement comme un clou »¹³⁰⁰.

Ces représentations négatives des communes rouges s'inscrivent dans un climat politique et social particulièrement tendu depuis 1934. A partir de l'autonomie 1935, la multiplication des affrontements entre les Croix-de-feu, menées par le colonel de La Rocque, et les contre-manifestants, génère des tensions sociales et renforce la peur face à la montée des fascismes. Les communes, passées à gauche lors des élections de mai 1935, apparaissent comme les cibles privilégiées des Croix-de-feu. Ce sentiment se renforce durant l'automne 1935, à la suite de violents affrontements à Villepinte, à Toulouse et à Limoges. Les Croix-de-feu semblent se mettre en œuvre un plan concerté. Le journal *Le Populaire* rapporte que « le 14 octobre, le colonel de La Rocque annonce l'imminence de graves événements et appelle ses cadres de province à se tenir prêts à immobiliser la ceinture rouge »¹³⁰¹. Dans cette effervescence, les municipalités conquises en mai 1935 s'organisent en vue d'un possible affrontement. Les édiles de Villeurbanne émettent un vœu dans ce sens, en juin 1935, condamnant l'action des ligues qui « font courir un danger très réel aux libertés démocratiques et ouvrières péniblement conquises au cours des 64 années de République »¹³⁰². C'est dans ce contexte de montée des tensions que la presse rapporte avec vigilance les regroupements de Croix-de-feu laissant craindre un possible coup de force de leur part comme ce fut le cas en février 1934¹³⁰³. Le journal *Lyon Républicain* lance un appel à la mobilisation des Républicains, le 1^{er} décembre 1935, en raison du projet insurrectionnel des Croix-de-feu, prévu pour le lendemain, dans le but de s'emparer de la Préfecture, de l'Hôtel de ville de Lyon et de neutraliser Villeurbanne afin de créer une zone de tampon entre Lyon et les communes de la banlieue¹³⁰⁴. Cet appel est pris très au sérieux en raison de

¹³⁰⁰ Pierre LABORIE, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, p.164.

¹³⁰¹ Danielle TARTAKOWSKY, *Les manifestations de rue en France : 1918-1968*, Paris, Sorbonne, 1997, p.354.

¹³⁰² AMV-1D278-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 30 juin 1935, p.174-175.

¹³⁰³ Danielle TARTAKOWSKY, *op. cit.*, 1997, p.355.

¹³⁰⁴ AMV-3C67-2^{ème} semestre 1935-*Lyon Républicain*, 1^{er} décembre 1935, p.1-2. Cet événement est aussi relaté par Louis Maynard : « Au 1^{er} (décembre) on annonce un mouvement Croix-de-feu possible à Lyon, contre l'hôtel de ville, la préfecture, les centraux téléphoniques. L'alerte donnée à Villeurbanne pour se porter, au besoin, à l'aide des antifascistes lyonnais a donné toute satisfaction aux défenseurs des libertés publiques » dans AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

l'importance des tensions avec les Croix-de-feu depuis l'automne. En réaction, les socialistes et les communistes se rendent aussitôt à la mairie de Villeurbanne¹³⁰⁵. *La Voix du Peuple* relate cette mobilisation. « Nous prenions immédiatement des dispositions de défense, les camarades se rassemblaient dans leurs permanence, se procuraient rapidement des moyens d'appel à la population, la classe ouvrière toute entière était prévenue et se tenait sur ses gardes, prête à riposter avec vigueur contre toute tentative de coup de force »¹³⁰⁶. L'action insurrectionnelle des Croix-de-feu n'a finalement pas lieu. Projet fantasmé ou projet avorté par la mobilisation ? Il n'est pas possible de répondre. Cette réaction est en tout cas le signe des importantes tensions et du risque latent de guerre civile. Le 2 décembre le journal *Lyon Républicain* publie en page de garde : « Les Croix-de-feu ne passeront pas ! Ni à Lyon, ni ailleurs (...) Que cette alerte nous serve de leçon ! L'admirable levée en masse de tous les Républicains de la région lyonnaise, depuis 24 heures, ne doit pas être un feu de paille ! Le danger, écarté aujourd'hui grâce à la vigilance de tous, peut de nouveau surgir demain. Il nous faut nous organiser, d'une manière permanente et définitive »¹³⁰⁷. Cette mobilisation, en seulement une journée, contre une possible insurrection des Croix-de-feu montre l'effervescence politique du moment. Cette volonté d'organiser la défense communale contre les fascistes explique la diffusion par la presse de droite de l'idée d'une forme de militarisation des banlieues rouges. Dans ce sens, le journal anti-communiste *L'Assault. Hebdomadaire de combat politique et littéraire*, publie des articles critiques à l'encontre de la municipalité rouge de Villeurbanne. Dans l'un de ses articles, publié le 16 octobre 1936, Marcel Etienne Grancher présente Villeurbanne comme une commune de banlieue où s'exerce la Terreur. Le titre en est explicite : « La Terreur en Province – Villeurbanne ». Il est médiatisé par *La voix du Peuple*, qui veut dénoncer les mensonges de ses adversaires¹³⁰⁸. Villeurbanne est décrite comme une commune en proie aux violences communistes. L'auteur affirme que des dépôts d'armes à feu y sont constitués, notamment dans les caves du Palais du Travail. « Les cellules renforcées, s'organisèrent. La propagande devint infiniment active. On s'arme : les caves du Palais du Peuple et divers autres dépôts recèlent un stock important de

¹³⁰⁵ AMV-3C88-1934-1935-*La Voix du Peuple*, n°165, 1^{er} février 1936, p.2.

¹³⁰⁶ AMV-3C88-1934-1935-*La Voix du Peuple*, n°157, 7 décembre 1935, p.2.

¹³⁰⁷ AMV-3C67-2^{ème} semestre 1935-*Lyon Républicain*, 2 décembre 1935, p.1.

¹³⁰⁸ AMV-10Z4-Gustave DESGRANCHAMPS, « Réponse à un journaliste industriel », in *La Voix du Peuple*, n°204, 24 octobre 1936.

mausers »¹³⁰⁹. Cette affirmation de l'existence de dépôts d'armes dans le Palais du Travail n'est pas étayée. Le ton de l'article est d'ailleurs polémique, et idéologiquement marqué. Marcel Etienne Grancher affirme, par exemple, que la municipalité a acheté trois pompes à incendie manœuvrables à bras, et que cet achat coïncide avec un approvisionnement en acide sulfurique, laissant entendre que le but de la municipalité est de transformer ces pompes en armes offensives. Outre le caractère polémique qui nous renseigne sur les représentations partisans anticomunistes sur Villeurbanne, l'auteur inscrit la municipalité dans un réseau régional rouge. « L'organisation d'alerte est parfaite : services de liaison, par camions et électrobus, avec les centres communistes voisins de Vaulx-en-Velin, d'Oullins, de Décines, et ceux plus lointain, de Saint-Chamond et Saint-Etienne. On y sent la maîtrise de (Camille) Joly qui, si je ne m'abuse, est officier de réserve »¹³¹⁰. Cette propagande anticomuniste donne corps à l'image d'un réseau communiste belliciste, dirigé depuis Villeurbanne. Cette image entre en résonance avec la diffusion, par la presse de droite, de la thèse d'un complot communiste destiné à déclencher des grèves dans les usines de l'agglomération pour préparer la révolution.

L'enclenchement de mouvements de grèves dans les usines de la banlieue lyonnaise dès le mois de mars est aussitôt interprété comme l'annonce d'un mouvement révolutionnaire par le journal *Le Nouvelliste*. L'auteur d'un article consacré à « La grève des usines Berliet » en mars 1936 affirme, après une enquête, que les meneurs de cette grève sont « venus de partout sauf des ateliers de Vénissieux. Des ouvriers nous ont affirmé qu'il y avait là une forte proportion de communistes de Vénissieux et même des élus de plusieurs municipalités "rouges" de la banlieue »¹³¹¹. Cette action de déstabilisation par des élus communistes est fausse. Les grèves qui éclatent du printemps au début de l'été 1936 dans l'agglomération lyonnaise sont spontanées, et correspondent à des revendications relatives aux conditions de travail. *Le Nouvelliste* présente pourtant ces mouvements de grèves comme étant organisés par les communistes, afin d'alimenter la thèse d'un complot communiste cherchant à déstabiliser le pays dans une logique révolutionnaire. Cette thèse a été réfutée par Antoine Prost : « Il est donc clair qu'aucune force politique ou syndicale nationale

¹³⁰⁹ AMV-10Z4-*L'Assaut*, n°1, 13 octobre 1936-p.1. ; cité dans *La Voix du Peuple*, n°202, 17 octobre 1936, p.3.

¹³¹⁰ AMV-10Z4-*L'Assaut*, n°1, 13 octobre 1936, p.1.

¹³¹¹ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°81, 21 mars 1936, p.5.

n'a voulu ces grèves. Elles sont venues d'en bas, de la base, et non du sommet, des états-majors. C'est pourquoi on peut les dire spontanées. Ce qu'il ne faudrait pas caricaturer en imaginant que les ouvriers auraient obéi à une sorte d'impulsion soudaine et irrationnelle. Dire que les grèves ont été spontanées, c'est souligner qu'elles ont répondu à des initiatives locales, mais ces initiatives ont été souvent prises par des militants, notamment des unitaires qui, depuis parfois plusieurs années, se consacraient à créer les conditions d'un nouveau rapport de force dans l'entreprise »¹³¹². Cette thèse nous intéresse ici, car elle nous renseigne sur le jeu de représentations partisans qui se noue entre les communistes et leurs adversaires. Le journal *Le Nouvelliste* joue dans cette logique sur la peur d'explosions de violences et du Grand soir dans la banlieue lyonnaise. Il titre ainsi : « Vénissieux sous la menace du Front populaire » en avril 1936, juste avant les élections législatives¹³¹³. Tandis que les mouvements de grèves se développent entre mai et juin 1936, et prennent la forme d'occupations, le journal les associe à l'agitation révolutionnaire¹³¹⁴. Face à ces mouvements spontanés de grévistes qui s'étendent de mars jusqu'au début du mois de juillet 1936, les communistes cherchent au contraire à modérer ces mouvements. La préfecture du Rhône, inquiétée par les grèves, réunit en urgence, dans la nuit du 12 juin 1936, les représentants de l'Union des Syndicats du Rhône et les municipalités de Lyon, Villeurbanne, Vénissieux, Saint-Fons et Oullins. A la suite de cette réunion, un appel au calme est lancé par la préfecture et l'ensemble des représentants syndicaux et municipaux afin de modérer les mouvements de grèves¹³¹⁵. Les grèves persistent pourtant, et mobilisent près de 30 000 ouvriers mais elles baissent progressivement en intensité, et cessent durant le mois de juillet.

La municipalité, tout en appelant à une modération, soutient les grévistes dans leur action en leur distribuant gratuitement des repas, au nombre de 255 000 entre juin et juillet 1936. L'été 1936 est l'occasion de mobiliser et de politiser les Villeurbannais. La politisation des classes populaires de Villeurbanne est conforme à ce qui se passe dans les communes de la banlieue parisienne. Annie Fourcaut souligne que « les victoires de la coalition du Front populaire changent profondément le rapport des

¹³¹² Antoine PROST, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », in *Le Mouvement social*, 2002/3, n°200, p.37.

¹³¹³ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°113, 22 avril 1936, p.4.

¹³¹⁴ AMV-3C67-19 mars-29 juin-*Lyon Républicain*, 13 juin 1936, p.2.

¹³¹⁵ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°165, 13 juin 1936, p.4.

classes populaires périphériques à la politique. Vingt-sept municipalités communistes en Seine-banlieue, vingt-neuf en Seine-et-Oise, vingt-sept députés communistes en 1936 font de la ceinture rouge une réalité politique, où des élus issus de la classe ouvrière gèrent pour elle et pour les classes populaires qui acceptent son hégémonie ces bastions rouges »¹³¹⁶. Villeurbanne est qualifiée de « Villeurbanne la rouge » ou présentée comme une « cité rouge »¹³¹⁷. Cette politisation des classes populaires est visible à travers les manifestations de rue qui pour certaines sont organisées par la municipalité, et pour d'autres sont spontanées. Les communistes utilisent, dans cette logique de politisation, les manifestations de rue et les fêtes célébrant le Front Populaire et la Nation, afin de rassembler les militants et les grévistes, le 14 juin et le 14 juillet 1936. La manifestation du 14 juin rassemble près de 10 000 personnes selon le *Bulletin municipal officiel de Villeurbanne*¹³¹⁸ et 3 000 selon *Le Nouvelliste*¹³¹⁹. Cette manifestation se distingue dans l'agglomération lyonnaise par le fait que le Comité départemental du Rassemblement populaire du Rhône décide, en conformité avec la décision du Comité national du Rassemblement populaire¹³²⁰, de reporter la manifestation du 14 juin à Lyon au 14 juillet, tandis que celui de Villeurbanne décide de maintenir la date du 14 juin afin de célébrer le gouvernement du Front populaire. Le 14 juin 1936 est donc l'objet d'une manifestation à Villeurbanne, mais pas à Lyon. Danielle Tartakowsky a souligné qu'à Paris « le 14 juin est l'expression du seul parti communiste en lieu clos. Le 14 juillet réunit un million de personnes dans les rues de Paris à l'appel de 48 organisations »¹³²¹. Il en est de même dans l'agglomération lyonnaise, car si le 14 juillet est l'occasion d'une manifestation importante à Lyon, celle du 14 juin se déroule à Villeurbanne et est organisée par la municipalité communiste. L'absence de manifestation le 14 juin 1936 à Lyon explique certainement pourquoi Villeurbanne accueille, à cette date, des délégations de travailleurs venus

¹³¹⁶ Annie FOURCAUT, « Prologue », in Annie FOURCAUT (dir.), *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, 1992, p.25.

¹³¹⁷ AMV-3C88-1936-1937-*La Voix du Peuple*, n°162, samedi 11 janvier 1936, p.3. et AMV-3C88-1936-1937-*La Voix du Peuple*, n°165, samedi 1^{er} février 1936, p.1.

¹³¹⁸ AMV-BMO, n°123, juillet 1936, p.3013.

¹³¹⁹ AMV-3C112-1^{er} semestre 1936-*Le Nouvelliste*, n°167, 15 juin 1936, p.4.

¹³²⁰ Danielle TARTAKOWSKY, « Manifestations, fêtes et rassemblements à Paris (juin 1936-novembre 1938) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°27, juillet-septembre 1990, p.48.

¹³²¹ Danielle TARTAKOWSKY, *op. cit.*, 1997, p.406.

spécialement en autocar de Genève, de Haute-Savoie et de Hauteville¹³²². Le passage du cortège est aussi l'occasion pour les manifestants d'exprimer leur soutien aux grévistes occupant des usines. Le journal *Lyon Républicain* note : « Manifestants et grévistes se saluent joyeusement du poing fermé »¹³²³. Cette politisation des grévistes villeurbannais est réelle. Le 2 juillet 1936, pour célébrer la fin de la grève du textile, plus d'un millier d'ouvriers et d'ouvrières viennent spontanément à l'hôtel de ville afin de manifester leur soutien aux édiles en chantant *L'Internationale*¹³²⁴. Cette expression de solidarité est aussitôt ritualisée par les communistes, qui portent des bouquets et plantes sur la tombe de Jules Grandclément. Les communistes se conforment à la ligne fixée par Maurice Thorez. La légende associée à une photographie publiée dans le bulletin municipal et sur laquelle figure un cortège de grévistes du bâtiment remontant, le 27 juillet 1936, l'avenue Henri Barbusse pour rejoindre la place Albert Thomas afin d'acclamer la municipalité¹³²⁵ le montre bien, en reprenant les mots prononcés par le secrétaire général du PCF le 12 juin 1936 : « Il faut savoir terminer une grève ». Le soutien des édiles aux grévistes s'inscrit dans une solidarité de classe, mais en aucun cas la municipalité n'organise une révolution à Villeurbanne. Cela est confirmé dans un courrier de Camille Joly daté d'avril 1938, dont le destinataire est malheureusement inconnu, et dans lequel il dresse le bilan et justifie la politique menée depuis 1935. Il y expose les raisons de l'augmentation des taxes municipales dès 1935 : il s'agit de recouvrer le déficit budgétaire, et non pas d'accroître la pression fiscale sur les riches dans une logique révolutionnaire comme il le sous-entendait dans une précédente lettre. Camille Joly explique ainsi « nous n'avons pas fait à Villeurbanne aucune révolution locale, car il n'est pas possible de la faire »¹³²⁶.

¹³²² AMV-BMO, n°123, juillet 1936, p.3013.

¹³²³ AMV-3C67-1936-19 mars-29 juin-*Lyon Républicain*, 15 juin 1936, p.1. Sur la symbolique militante du poing levé durant le Front populaire, voir Philippe BURRIN, « Poings levés, bras tendus. La contagion des symboles au temps du front populaire », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1986, volume 11, n°11, p.5-20.

¹³²⁴ Une photographie de ce rassemblement, sur la place Albert Thomas, prise depuis l'hôtel de ville montre une foule importante dans AVM-BMO, n°124, août 1936, p.3029. C'est Louis Maynard qui indique que « plus de 1 000 ouvriers et ouvrières s'écrasaient place Albert Thomas pour acclamer nos municipaux au son de *L'Internationale*. Le cabinet du Maire ressemblait plus à un magasin de fleuriste qu'à un cabinet de travail » (AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937).

¹³²⁵ AMV-BMO, n°125, septembre 1936, p.3081.

¹³²⁶ AMV-2D35-Lettre de Camille Joly à un destinataire inconnu, datée du 16 avril 1938.

L'analyse du parcours spatial de ces manifestations dans la ville est particulièrement intéressante, car les manifestations organisées par la municipalité, le 14 juin et le 14 juillet, partent de la place Albert Thomas et s'y terminent¹³²⁷, et les manifestations spontanées prennent fin par un rassemblement sur cette même place, suivi d'une acclamation. On voit ici, par cet investissement spatial de la place Albert Thomas, qu'elle joue le rôle de point nodal du pouvoir à Villeurbanne, en tant que lieu de rassemblement populaire.

Il y a une cristallisation des représentations politiques associées à Villeurbanne dans le contexte du Front populaire. La ville est présentée par les communistes, et par leurs adversaires, comme une cité rouge. Et cette représentation est incarnée par les manifestations collectives de l'été 1936, que la municipalité médiatise à travers la presse locale. Un tournant apparaît alors. Sous Lazare Goujon, la municipalité était présentée essentiellement comme une cité moderne. Mais à partir du Front populaire on assiste à une politisation des représentations urbaines. Dans cette logique, lors de sa réception par la municipalité en janvier 1937, Jacques Duclos, secrétaire du Parti communiste et vice-président de la Chambre, déclare : « Villeurbanne ne sera plus connue seulement comme la cité des Gratte-ciel. Elle nous est chère à plus d'un titre à nous, communistes. C'est ici que s'est déroulé, il y a un an, le Congrès de notre Parti, où celui-ci a affirmé sa volonté d'unir le peuple de France, de renforcer le Front populaire »¹³²⁸. Cet effacement de la modernité du Nouveau Centre, à l'échelle locale, s'explique par la mobilisation des communistes afin de promouvoir une identité urbaine partisane qui participe de l'invention du Front populaire dans l'Est lyonnais. Cette politisation des représentations de Villeurbanne résulte du contexte politique des années 1930, caractérisé par la montée des fascismes et l'émergence du PCF comme une force politique. Mais cette construction de représentations politiques de Villeurbanne est conditionnée par la ligne éditoriale des journaux, comme *Le Nouvelliste* et *La Voix du Peuple*. La ville reste présentée comme « la cité

¹³²⁷ Le parcours urbain de la manifestation du 14 juin 1936 partie de la place Albert Thomas est le suivant : rue Paul Verlaine, place Arstide Briand, avenue Henri Barbusse, cours Emile Zola, rue Flachet, place Jules Grandclément, rue Antonin Perrin, cours Tolstoï, place de la Cité, cours de la République, cours Emile Zola, et retour place Albert Thomas (AMV-BMO, n°123, juillet 1936, p.3013).

¹³²⁸ AMV-3C88-1936-1937-*La Voix du Peuple*, n°212, janvier 1936, p.3.

des gratte-ciel » par le journal local *Lyon républicain*¹³²⁹. L'impact de l'édification du Nouveau Centre sur les imaginaires est donc toujours prégnant durant la seconde moitié des années 1930. Cela explique les sollicitations dont la nouvelle municipalité fait l'objet. Tout en critiquant à l'échelle locale la politique urbaine de Lazare Goujon, les édiles poursuivent la promotion du Nouveau Centre. Il y a ainsi une dissonance entre les discours et les pratiques.

D. La poursuite de la promotion de la ville : dissonances entre discours et pratiques

Les communistes arrivent au pouvoir dans une logique de rupture par rapport aux pratiques antérieures. Le montage de la SVU et les obligations financières de la municipalité vis-à-vis de la société d'économie mixte sont au centre des délibérations et des discours des édiles. Ceux-ci présentent ce montage comme un poids financier, qui s'imposerait au détriment de la population. Les communistes jouent sur l'idée que Lazare Goujon a créé un centre urbain fastueux, reléguant un peu plus les espaces et les populations périphériques de la ville. Pourtant, l'importance du rayonnement dont bénéficie Villeurbanne amène la municipalité à faire la promotion de ce nouveau centre urbain. En d'autres termes, les représentations de modernité véhiculées par des acteurs extérieurs à la municipalité amènent les communistes à poursuivre la promotion de leur ville, initiée sous Lazare Goujon. Ne souhaitant pas trancher ce nœud gordien, les édiles se trouvent dans une position contradictoire entre la diffusion de discours critiques en interne, et la valorisation du Nouveau Centre à l'extérieur.

¹³²⁹ AMV-3C67-1936-1^{er} janvier-18 mars-*Lyon Républicain*, 29 mars 1936, p.4.

1. Les critiques de l'œuvre entreprise sous Lazare Goujon

Les critiques à l'égard de l'ancienne administration augmentent durant l'été 1935, à la suite de la découverte d'une affaire de détournement de fonds publics par l'ancien directeur des HBM de Villeurbanne. Ce scandale est révélé par *La Voix du Peuple*, qui associe aussitôt les malversations constatées à la mauvaise gestion financière sous Lazare Goujon. Un procès s'ouvre aussitôt qui révèle que le directeur des HBM facturait d'importants faux frais à des fins personnelles, pour un total estimé à 500 000 francs. En tant qu'office municipal, la municipalité est garante des emprunts contractés par l'office, c'est pourquoi Camille Joly intervient dans le procès en tant que partie civile, pour préjudice moral affectant la réputation de la municipalité. Lazare Goujon est entendu à cette occasion comme témoin, afin de définir les responsabilités de la municipalité dans cette pratique frauduleuse. Le conseil d'administration de l'office, présidé par Lazare Goujon, en tant que maire, était en effet composé de 18 membres dont 12 nommés par la préfecture et 6 par la municipalité. C'est pourquoi un soupçon de complicité, entretenu par les communistes par l'intermédiaire d'articles dans *La Voix du Peuple*, pèse sur Lazare Goujon durant le procès. Le procès permet de montrer l'absence de contrôle de la part du conseil d'administration de l'office. La situation déficitaire de l'office des HBM était connue par les édiles qui votèrent, en décembre 1934, 10 centimes additionnels au principal des trois contributions directes afin de rééquilibrer les comptes de l'office¹³³⁰. Au terme de ce procès la responsabilité de l'ancienne municipalité n'est pas engagée, en revanche celle de l'ancien directeur des HBM est clairement démontrée. Le conseil d'administration est dissout. Les communistes profitent de la brèche ainsi ouverte, et présentent ce scandale comme la démonstration de la mauvaise gestion municipale antérieure. Leurs critiques pointent aussi une responsabilité de la préfecture, en raison de son rôle dans la nomination des deux-tiers de l'ancien conseil d'administration, et plus globalement du fait du soutien étatique dont a bénéficié Lazare Goujon dans la construction du Nouveau Centre. Cette position critique à l'égard de la préfecture est renforcée par la remise en cause

¹³³⁰ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal du 17 décembre 1934.

par le préfet, au même moment, des élections municipales de mai 1935. Cette logique de rupture avec la préfecture émaille l'ensemble du mandat de Camille Joly. Cette posture vis-à-vis du pouvoir étatique marque aussi un net changement avec la précédente municipalité dont les relations avec le pouvoir préfectoral étaient très bonnes.

Les critiques communistes portent également sur le montage financier de la SVU. La municipalité dénonce cette création d'une société d'économie mixte d'une part, car les logements ainsi construits ne sont pas gérés directement par l'office municipal des HBM, et d'autre part parce que l'engagement contractuel de la municipalité vis-à-vis de la SVU pèse sur les finances municipales. Un conflit particulièrement vif éclate entre la municipalité et la SVU : les communistes dénoncent les contrats alors établis. Ils engagent même un recours auprès du Conseil d'Etat afin que ces contrats soient frappés de nullité¹³³¹. Les communistes souhaitent alors transformer la SVU en régie municipale, afin d'obtenir le contrôle de la gestion des logements nouvellement construits. Ce conflit frontal avec la SVU dure tout au long du mandat de Camille Joly. Ce n'est que le 15 mars 1939 qu'un accord est signé entre les deux parties. L'idéologie communiste influe nettement sur la nouvelle conception de la gestion municipale, et se traduit par des problèmes de gouvernance. En effet, les communistes refusent ce type de montage financier qu'ils associent au régime capitaliste qu'ils rejettent. Ils mobilisent l'opinion publique, et critiquent les surcoûts afférant à la construction du Palais du Travail et de l'hôtel de ville par rapport aux devis initiaux. Ils utilisent dans cette logique le *Bulletin Municipal Officiel de Villeurbanne* en y publiant *in extenso* le contrat, dénoncé, qui lie la municipalité et la SVU¹³³². Dans la même logique, en juin 1936, le rapport de l'inspecteur général des services administratifs à destination du ministre de l'Intérieur, faisant le point sur le conflit entre la municipalité et la SVU est publié tel quel¹³³³. Dans ce contexte des conflits interpersonnels éclatent, et les relations entre les édiles et Morice Leroux, l'un des acteurs de la construction du Nouveau Centre, se délitent. Les attaques régulières à l'encontre de Lazare Goujon expliquent le choix de ce dernier de

¹³³¹ La nouvelle municipalité communiste décide de pourvoir au conseil d'Etat « afin de prononcer la nullité de droit des délibérations engageant la municipalité et la SVU » (AMV-20Z128-Conseil d'Etat, copie du recours n°56 765, p.4).

¹³³² AMV-BMO, n°114, octobre 1935, p.2745-2748 et AMV-BMO, n°115, novembre 1935, p.2769-2771.

¹³³³ AMV-BMO, n°126, octobre 1936, p.3100-3104 et AMV-BMO, n°17, novembre 1936, p.3133-3138.

s'expliquer sur la politique urbaine menée. Il défend son bilan en publiant en 1937 une brochure intitulée *Le crime que j'ai commis*¹³³⁴. Cette dénonciation de la gestion municipale et les critiques du faste du Nouveau Centre se font à l'échelle locale. Elles participent de la volonté de rupture et de différenciation des communistes. Malgré ces critiques, on constate dans les courriers conservés aux archives municipales, que la municipalité poursuit la promotion de la politique urbaine de Lazare Goujon en maintenant des échanges avec des acteurs municipaux intéressés par l'expérience villeurbannaise, et en participant à des expositions internationales d'urbanisme.

2. La promotion de la politique urbaine de Lazare Goujon

Le maintien de l'équipe municipale de Lazare Goujon et la réputation dont bénéficie Villeurbanne dans le domaine de l'urbanisme expliquent la poursuite des échanges municipaux avec des acteurs de l'urbanisme intéressés par le Nouveau Centre. Toutefois, la nouvelle municipalité ne procède pas tout à fait comme l'ancienne. Les nouveaux édiles ne font pas la promotion du Nouveau Centre en produisant des articles ou des conférences à l'échelle locale, comme précédemment. En revanche, ils répondent favorablement à l'ensemble des sollicitations qu'ils reçoivent de l'extérieur.

a) *Le Palais du Travail : un modèle pour la municipalité de Narbonne*

L'audience donnée au Nouveau Centre par l'intermédiaire d'articles de presse spécialisée, de conférences, et par la production de films à partir de 1932 explique les visites édilitaires dont Villeurbanne est l'objet sous les communistes. Ces derniers répondent favorablement à l'ensemble des sollicitations extérieures et reçoivent, comme le faisait la précédente municipalité, les délégations venues découvrir le Nouveau Centre. Nous avons trouvé trace dans les courriers de 14 visites de Villeurbanne entre mai 1935 et juin 1939. Il ne s'agit que des visites officielles, les visites informelles n'ayant pas laissé d'archives. En comparant le nombre de visites

¹³³⁴ Lazare GOUJON, *Le crime que j'ai commis*, Villeurbanne, ATL, 1937, 30 p.

reçues sous Lazare Goujon, entre 1931 et le mois d'avril 1935, et celles qui ont lieu sous Camille Joly, on constate une baisse importante du nombre de visites. On passe d'une moyenne de 12 visites par an pour la première période, à moins de 3 visites par an pour la seconde. Malgré cette baisse, la municipalité entretient les échanges municipaux. Elle reçoit ainsi, du 1^{er} au 3 novembre 1935, la visite d'une délégation de la municipalité de Narbonne dirigée par le maire par Achille Lacroix. Ce maire, reconduit dans ses fonctions mayorales à la suite des élections de mai 1935 décide, conformément à son programme politique, de lancer la création d'une Maison sociale. Cet édifice est un espace multifonctionnel devant réunir les services de la Goutte de lait, une bourse du travail, un gymnase municipal, une piscine et une salle des fêtes. La Goutte de lait désigne de fait un dispensaire destiné aux enfants. La première Goutte de lait est créée en 1894 à Fécamp (Seine-Maritime) par un médecin, le docteur Léon Dufour, et cette expérience connaît une importante audience en France et à l'étranger¹³³⁵. Le but des Goutte de lait est de mettre à disposition des mères qui ne peuvent pas allaiter du lait de qualité. Ce service s'accompagne d'un suivi des enfants, et s'inscrit dans une politique sociale de l'enfance. Le fait que le maire de Narbonne, Achille Lacroix, soit médecin comme Lazare Goujon, explique certainement cet intérêt pour ce type d'expériences sociales. L'expérience villeurbanaise du Palais du Travail est bien connue à Narbonne, et justifie la décision de sa visite. Lors de la session extraordinaire du 22 octobre 1935, le maire de Narbonne explique aux édiles : « Parmi les Villes qui peuvent servir d'exemple on peut placer au premier plan celle de Villeurbanne qui a réalisé un faisceau d'œuvres sociales susceptibles de servir de modèle. Pour ne pas se jeter dans l'inconnu il conviendrait qu'une commission soit chargée de se rendre compte sur place des avantages et des inconvénients de ces réalisations »¹³³⁶. La visite édilitaire est organisée au début du mois de novembre. Elle est reçue par le maire et son premier-adjoint. Les édiles rencontrent aussi les chefs de service, afin d'obtenir des éclaircissements sur la création et le fonctionnement du Palais du Travail. La paternité de cette politique urbaine n'est pas effacée au profit des communistes. Dans

¹³³⁵ Voir à ce sujet Manuelle SAUTEREAU, « Aux origines de la pédiatrie moderne : le docteur Léon Dufour et l'œuvre de la "Goutte de lait" (1894-1928) », in *Annales de Normandie*, juillet 1991, n°3, p.217-233.

¹³³⁶ Anne-Laure CHAMPE, *Le palais des Arts, des Sports et du travail*, mémoire de Maîtrise d'histoire de l'art et d'archéologie sous la direction de Jean-François Pinchon, 1997-1998, Annexe 1, Délibération du Conseil municipal du mardi 22 octobre 1935.

le compte-rendu de la visite faite aux édiles narbonnais il est clairement spécifié : « L'œuvre de la Municipalité Goujon est considérable : elle embrasse tous les domaines où doit s'exercer l'activité municipale. Au cours de notre visite laborieuse, extrêmement bien remplie, nous avons admiré l'éclosion d'une ville-neuve, modernisée par des conceptions hardies, même audacieuses, qui peuvent nous servir de modèle et d'exemple en y apportant les modifications dont l'usage a fait apparaître la nécessité »¹³³⁷. Le Palais du Travail apparaît comme une expérience urbaine conforme aux besoins narbonnais et à l'idée d'une ville animée par la recherche de progrès social : « Le Palais du Travail (...) forme un tout qui réunit, sous une forme architecturale séduisante et bien équilibrée, l'équipement indispensable à une ville qui entend aller au rythme du progrès (...). Cette formule, adaptée à nos besoins et aux exigences de la ville de Narbonne, paraît susceptible d'être retenue, et constituer la plus grande partie du programme municipal à réaliser au cours du mandat actuel »¹³³⁸. Il est possible de parler dans ce cas précis d'un modèle villeurbannais dans le sens où le maire exprime le souhait de s'en inspirer strictement afin de construire leur propre Palais du Travail. Les récents travaux de recherche sur les « modèles urbains » invitent à utiliser avec précaution cette expression utilisée très souvent par les édiles eux-mêmes dans une logique d'autopromotion¹³³⁹. Dans notre cas, on voit précisément que la municipalité narbonnaise perçoit le Palais du Travail comme un modèle urbain lorsque, le 24 juillet 1936, le maire expose le programme municipal en vue du lancement du concours de son propre Palais du Travail. « La ville de Narbonne doit se doter d'un monument digne d'elle, de son passé et de ses aspirations d'avenir. Il convient, en effet, de marcher au rythme du progrès si l'on ne veut pas se laisser dépasser par les événements et maintenir le dynamisme d'évolution qu'une ville comme Narbonne se doit de développer. Le Palais du Travail est une construction qui s'impose »¹³⁴⁰. Le nouvel édifice narbonnais prend finalement le nom de Palais des Arts, des Sports et du Travail. Ce projet, lancé en 1936, est arrêté durant la Seconde Guerre mondiale et ne sort de terre que dans les années 1950. Mais les difficultés financières font que le théâtre n'est quant à lui jamais terminé. Ce qui peut apparaître dans une logique rétrospective comme un demi-échec nous intéresse toutefois. C'est la preuve de

¹³³⁷ Anne-Laure CHAMPE, *op. cit.*, 1997-1998, Annexe 2.

¹³³⁸ *Idem.*

¹³³⁹ Voir à ce sujet *Urbanisme*, Dossier : *Modèles urbains*, n°383, mars-avril 2012.

¹³⁴⁰ Anne-Laure CHAMPE, *op. cit.*, 1997-1998, p.25.

l'audience dont bénéficie la politique urbaine de Lazare Goujon, même après les élections de mai 1935. « L'excellent accueil »¹³⁴¹ dont le maire de Narbonne fait part à Camille Joly à la suite de sa visite montre que les communistes ne se placent pas en position de rupture, mais qu'ils bénéficient bien de la politique urbaine de Lazare Goujon, tout en la critiquant à l'échelle locale. Cette position ambiguë est confirmée par l'étude des courriers qui démontre non seulement le rôle joué par le personnel municipal, mais aussi celui du maire, Camille Joly, dans la poursuite de la promotion du Nouveau Centre à l'extérieur.

b) *Le maintien de la ville dans les réseaux d'urbanisme*

La poursuite de la politique de communication initiée sous Lazare Goujon est rendue possible par le maintien du personnel municipal recruté sous son premier mandat. Gustave Desgranchamps et Jean Fleury jouent ainsi un rôle important dans le maintien des relations municipales avec les correspondants français ou étrangers souhaitant obtenir des informations sur le Nouveau Centre. Gustave Desgranchamps fait office de secrétaire car il gère des souscriptions de l'ouvrage *Villeurbanne 1924-1934*, qui s'étalent sur la période de février 1934 à septembre 1937. Jean Fleury quant à lui, outre ses fonctions de directeur des services techniques de la ville, est l'interlocuteur privilégié des sollicitations extérieures. Des échanges suivis se nouent avec des correspondants étrangers comme celle qu'il entretient, de novembre 1934 au mois de mai 1936, avec l'anglais Dexter Morand qui est, selon l'en-tête de ses lettres, « *writer on architecture and interior decoration* ». Dexter Morand a précédemment écrit deux ouvrages sur l'architecture anglaise : l'un en 1928 intitulé *The monumental and commercial architecture of Great Britain of the present day*, et le second *The minor architecture of Suffolk* en 1929. Il remplit parallèlement des fonctions de rédacteur auprès de revues étrangères d'urbanisme publiées en Angleterre, aux Etats-Unis ou en Argentine pour la revue *Nuestra Arquitectura*. Dexter Morand sollicite régulièrement Jean Fleury afin d'obtenir de la documentation sur le Nouveau Centre, et plus particulièrement sur le théâtre du Palais du Travail. Grâce à ces échanges, Dexter Morand publie deux articles sur Villeurbanne, le premier dans la revue américaine *The Architectural Forum* en juin

¹³⁴¹ AMV-2D40-Lettre du maire de Narbonne à Camille Joly, datée du 6 novembre 1935 ;

1935¹³⁴² et le second dans la revue *Ideal Kinema Studio* en mars 1935¹³⁴³. Jean Fleury fait donc office de personne ressource auprès de spécialistes intéressés par les expériences villeurbannaises. Il entretient une correspondance avec les frères Gaston et Albert Daniel, tous deux membres de l'Association générale des Hygiénistes et Techniciens municipaux, en vue de la publication d'un ouvrage d'hygiène. Ceux-ci lui demandent entre octobre et novembre 1936, des références bibliographiques et une série de photographies afin de compléter leur ouvrage¹³⁴⁴, car ils ont pu découvrir les réalisations villeurbannaises lors du III^e Congrès International d'Hygiène et de Technique sanitaire organisé à Lyon en 1932¹³⁴⁵. Cet exemple permet d'apprécier, d'une part, le rôle de référence que joue le personnel municipal qui est maintenu dans ses fonctions en dépit des changements politiques, et d'autre, part l'impact des expositions internationales qui marquent les esprits et stimulent des échanges d'information.

Camille Joly prend appui sur ces échanges entretenus par Jean Fleury pour mener une politique de communication ambiguë durant son mandat. Il maintient, à l'échelle locale, ses critiques à l'égard de la politique de Lazare Goujon tout en répondant favorablement aux sollicitations de correspondants étrangers intéressés par le Nouveau Centre. L'échange, entre le maire et Sinzi Koike, rédacteur en chef de la revue d'architecture *Kentiku Sekai* à Tokyo, apporte la preuve de cette ambivalence. A la suite de la demande de Sinzi Koike, qui souhaite faire un compte-rendu de l'ouvrage *Villeurbanne, 10 ans d'administration. 1924-1934* le maire répond : « J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 30 novembre 1935 et suis heureux de vous adresser par le même courrier, à défaut de la copie résumée que vous me demandez, un exemplaire de l'ouvrage *Villeurbanne, 1924-1934*. Vous pourrez y puiser tous les renseignements qui vous paraîtront utiles pour la confection de l'article que vous vous proposez de publier à son sujet. (...). PS : Peut-être vous

¹³⁴² AMV-10Z1-Lettre de Dexter Morand à Jean Fleury, datée du 15 février 1935 ; AMV-10Z1-Lettre de Camille Joly à Sinzy Koike, datée du 14 janvier 1936.

¹³⁴³ AMV-10Z1-Lettre de Dexter Morand à Jean Fleury, datée du 14 mars 1935

¹³⁴⁴ Albert Daniel explique à Jean Fleury la disposition des clichés qu'il lui a remis dans son ouvrage : « Les trois clichés : Chauffage urbain - Salle des pompes - Poste d'immeuble trouveront leur place dans le chapitre : « Technique de l'air » ou mieux « Nuisance des grandes villes » - paragraphe « Fumées ». La vue du « Palais du Travail » sera insérée à côté d'une « Maison hollandaise de repos pour les ouvriers ». (Hygiène intellectuelle et morale des travailleurs). Au chapitre « Urbanisme », la vue par avion du nouveau quartier et la vue de l'Avenue Henri-Barbusse trouveront leur place (...) » dans AMV-10Z1-Lettre d'Albert Daniel à Jean Fleury, datée du 29 novembre 1936.

¹³⁴⁵ AMV-10Z1-Lettre d'Albert Daniel à Jean Fleury, datée du 7 octobre 1936.

sera-t-il intéressant d'apprendre que le numéro de juin de la revue de langue anglaise *The Architectural Forum* a consacré quelques pages au même objet »¹³⁴⁶. La diligence de Camille Joly à fournir des références bibliographiques sur le Nouveau Centre, comme l'article publié par Dexter Morand, montre l'importance accordée par la municipalité aux réseaux internationaux, quitte à faire la promotion de la politique urbaine de son adversaire. L'une des raisons de cette position paradoxale vient de l'intérêt politique que Joly trouve à ne pas rompre avec tous les réseaux municipaux antérieurs. La politique de communication municipale élaborée sous Lazare Goujon est donc peu modifiée. En revanche, la politique de communication de la nouvelle équipe municipale diffère de celle de la précédente en ce qu'elle ne s'inscrit pas dans une stratégie de communication.

La municipalité ne rompt pas avec les échanges extérieurs au sujet du Nouveau Centre, au contraire puisqu'elle répond favorablement à des demandes de participation à des expositions internationales d'urbanisme. Le rayonnement de Villeurbanne dans le milieu des professionnels de l'architecture se poursuit donc après l'arrivée des communistes. La municipalité est ainsi sollicitée afin de représenter la ville lors de deux expositions internationales d'urbanisme : à Alger, du 28 mars au 26 avril 1936, lors de l'exposition *La Cité Moderne* d'Alger, et à Londres en novembre 1936, lors de l'exposition sur les *Civics Centres* organisée par le *Royal Institute of British Architects* (abrégé ensuite en *RIBA*).

La sollicitation de la municipalité pour participer à ces deux expositions internationales montre l'audience dont bénéficie toujours le Nouveau Centre de Villeurbanne. C'est encore Jean Fleury qui joue le rôle, d'interlocuteur de Marcel Lathuillière, commissaire de l'exposition sur *La Cité Moderne*, en tant qu'expert. Lathuillière insiste sur « l'importance et l'intérêt des travaux qui ont été réalisés dans la Commune de Villeurbanne » dont « l'œuvre la plus connue est celle de l'ensemble urbain ayant comme centre l'Hôtel de ville »¹³⁴⁷. En réponse, Jean Fleury organise l'envoi, par le biais de la maison Sylvestre, propriétaire de photographies sur Villeurbanne, de 6 panneaux porteurs de photographies d'une dimension de

¹³⁴⁶ AMV-10Z1-Lettre de Camille Joly à Sinzi Koike, résident à Tokyo, datée du 14 janvier 1936.

¹³⁴⁷ AMV-10Z1-Lettre de Marcel Lathuillière à Jean Fleury, datée du 27 janvier 1936.

14x18 cm¹³⁴⁸. L'objet général de cette exposition est de montrer quelles formes architecturales modernes sont autorisées par les techniques modernes¹³⁴⁹. La contribution de la municipalité de Villeurbanne – parmi de nombreuses municipalités européennes comme celle d'Amsterdam, qualifiée de « Mecque des urbanistes »¹³⁵⁰, qui présente son plan général d'extension voté en 1934 – veut montrer les études élaborées afin d'aménager le nouveau centre moderne de la ville. Cette exposition est l'occasion de présenter la méthode utilisée lors de l'élaboration du Plan Régional d'Alger élaboré par Antoine Prost. Un parallèle est ainsi établi entre les plans d'aménagements africains, et des exemples tirés d'expériences européennes. L'exposition, empreinte de modernisme, montre le développement de l'architecture coloniale en Afrique du Nord ; « Dorénavant on peut dire que le néo-mauresque a vécu ; la formule « moderne » l'emporte ; – un moderne appuyé sur des bases rationnelles, et qui tente de s'adapter au soleil d'Afrique ; – une architecture qui prend en France son inspiration, mais qui s'empreint d'un caractère régional »¹³⁵¹. Cette participation à une exposition faisant la promotion de l'architecture coloniale peut surprendre au premier abord, car durant l'entre-deux-guerres le parti communiste durcit sa posture à l'égard de la colonisation, et plus précisément de l'impérialisme. Les communistes villeurbannais se seraient ainsi placés dans un paradoxe idéologique. Cette idée doit être nuancée. La position du PCF et du Komintern à l'égard de l'Algérie a été étudiée par Thomas Adrian Schweitzer. Il montre justement le tournant pris par la ligne coloniale du PCF après mai 1935 à la suite de la signature du pacte franco-soviétique : le PCF passe de la promotion de l'indépendance de l'Algérie à un réformisme colonial¹³⁵². Cette ligne est renforcée à l'occasion du VIII^e congrès du Parti communiste de Villeurbanne, qui prévoit une régionalisation de la question coloniale en Algérie. Thomas Adrian Schweitzer conclut son étude en expliquant qu'« en dépit des objectifs que lui avait fixés le Comintern, et malgré l'affirmation répétée de la solidarité objective existant entre le prolétariat français et les opprimés des colonies, il semble que le PCF ait largement

¹³⁴⁸ AMV-10Z1-Lettre de Jean Fleury à Marcel Lathuillière, datée du 29 février 1936.

¹³⁴⁹ Emmanuel de THUBERT, « L'exposition de « La Cité moderne », in *La construction moderne*, n°42, 19 juillet 1936, p.860.

¹³⁵⁰ Vincent BERDOULAY et Paul CLAVAL, *Aux débuts de l'urbanisme français*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.172.

¹³⁵¹ Emmanuel de THUBERT, « L'exposition de « La Cité moderne », in *La construction moderne*, n°42, 19 juillet 1936, p.866.

¹³⁵² Thomas Adrian SCHWEITZER, « Le Parti communiste français, le Comintern et l'Algérie dans les années 1930 », in *Le Mouvement social*, 1972, n°78, p.129.

partagé l'indifférence prévalant chez les Français face au colonialisme »¹³⁵³. Cette évolution de la ligne coloniale du PCF explique la participation municipale à l'exposition d'Alger. La municipalité voit dans cette exposition l'opportunité de communiquer sur Villeurbanne à l'étranger. L'absence de communication à l'échelle locale sur cette participation peut surprendre. Il n'en est fait mention ni dans le *Bulletin municipal officiel de Villeurbanne* et ni dans les discours des édiles. Ce silence s'explique certainement par le contexte politique du Front populaire et par la préparation des élections législatives de mai 1936, qui mobilisent alors la communication de la municipalité. De plus, il serait paradoxal pour les communistes de communiquer sur cette exposition, car ce serait reconnaître l'importance du nouveau centre construit par Lazare Goujon.

La municipalité poursuit cette promotion de la ville à l'étranger en acceptant de participer à l'exposition organisée en 1936 par le *Royal Institute of British Architects (RIBA)* sur les *civic centers*. Ce concept de « *civic centers* » ou « centres civiques » désigne le regroupement d'équipements municipaux au centre de la ville. Un *civic center* rassemble des édifices de pouvoir relatifs à la vie civique, ainsi que des espaces culturels de sociabilité. Simon Gunn, dans *L'aventure des mots de la ville*, précise que ce terme est emprunté au mouvement *City Beautiful* élaboré aux États-Unis. C'est autour de la Première Guerre, que le terme de *civic center* entre dans le vocabulaire de la planification. Cet historien le retrouve notamment, en 1936, dans un guide de voyage sur Manchester où il sert à désigner l'hôtel de ville, les bâtiments municipaux et la bibliothèque publique. Ce terme se diffuse et des *civic centers* sont construits jusque dans les années 1960¹³⁵⁴. Le nouveau centre correspond à ce concept. C'est très clair pour les contemporains qui établissent une telle analogie. Le maire de Narbonne, après sa visite en 1936 du Palais du Travail, le qualifie « de centre civique où l'on a regroupé tout ce qui fait la vie intellectuelle, d'éducation, d'hygiène, de prévoyance sociale, de besoins artistiques et physiques d'une Cité »¹³⁵⁵. Cette expression est porteuse dans ce cas d'une dimension communautaire. Elle est liée au concept de citoyenneté. Dans cette logique, un centre civique rassemble un ensemble de fonctions qui participent de la construction de la citoyenneté et de la vie de la cité. Le concept de centre civique s'est très peu diffusé en France, à la

¹³⁵³ *Idem*, p.136.

¹³⁵⁴ Simon GUNN, « City Center », in Christian TOPALOV, Laurent COUDROY DE LILLE, Jean-Charles DEPAULE et Brigitte MARIN (dir.), *op. cit.*, 2010, p.319.

¹³⁵⁵ Anne-Laure CHAMPE, *op. cit.*, 1997-1998, Annexe 2.

différence des pays anglo-saxons. François Thomas, en s'appuyant sur l'organisation en juillet 1951 du VIII^e congrès international d'architecture moderne (CIAM) qui prend pour objet le « *The heart of the City* », a pu affirmer que le concept de « centre civique » a été élaboré dans les années 1950-1960¹³⁵⁶. Cependant, ce concept est en réalité lié à l'essor de l'architecture fonctionnelle durant l'entre-deux-guerres et il a été théorisé dès le milieu des années 1930, comme nous allons le voir ici. Il est seulement réactivé dans les années 1950 par le CIAM dans la perspective de reconstruction des centres urbains détruits durant la Seconde Guerre mondiale.

Le catalogue publié par le *Royal Institute of British Architects (RIBA)* à l'occasion de l'exposition sur les *civic centers* montre la volonté de ses organisateurs d'en faire la promotion. Ils précisent que « dans les années précédant la guerre il y eut une grande activité dans la construction d'édifices municipaux (...) ; mais néanmoins toutes ces constructions d'avant-guerre doivent être considérées comme des hôtels de ville et ne doivent pas être qualifiés du titre plus retentissant de "Centres Civiques". Le processus d'expansion des affaires municipales a crû dans de grandes proportions depuis la guerre. La croissance est telle, à travers le pays, que les autorités urbaines se trouvent forcées à reconstruire, et dans les grands villes il est aujourd'hui tout juste possible d'abriter sous un même toit une collection de bureaux, de salles de réunions et d'autres services nécessaires. Pour échapper à un bâtiment aux proportions encombrantes il est nécessaire et approprié de planifier un groupe de constructions plutôt qu'une seule unité. Les groupes de ce type, portant un nom provenant des aménageurs urbains, en sont venus à être appelés "Centres Civiques" ; un titre qui, s'il n'est dans de nombreux cas guère correct, a l'avantage d'accroître le respect du public à l'égard de ce qui devrait être le plus important bâtiment de la ville. Nous disons "guère correct" car pour un aménageur urbain le terme "Centre Civique" représente quelque chose de beaucoup plus grand qu'un hôtel de ville. Dans la large vue que les autorités municipales doivent prendre, elles s'intéressent à soutenir tout type d'activités publiques. Elles devraient fournir pour les récréations passives du public des parcs et des jardins et pour les récréations actives des jardins de jeux, des piscines et des gymnases ; elles devraient être concernées par son éducation esthétique en mettant à la disposition des galeries d'art et des salles de

¹³⁵⁶ François TOMAS, « L'espace public : un enjeu pour la ville », in François TOMAS (coord.), *Espaces publics, architecture et urbanité de part et d'autre de l'Atlantique*, Saint-Etienne, Presses Universitaires de Saint-Etienne, 2002, p.13.

concert et pour son développement intellectuel en mettant à disposition des musées et des bibliothèques. Beaucoup de villes ont mis à disposition de telles choses en partie ou complètement ; mais les besoins de celles-ci ont été appréciés très lentement, différents bâtiments ont été construits de manière hasardeuse, quand un site opportun devenait disponible, et ils sont souvent répartis sur une grande échelle autour de la ville sans aucune cohérence »¹³⁵⁷. Ce propos est très intéressant car il souligne une distinction, en terme de prestige et d'organisation fonctionnelle et architecturale, entre les hôtels de ville et les centres civiques. Le *RIBA* recommande d'édifier un ensemble architectural dont l'hôtel de ville serait l'un des points centraux, avec des jardins séparant ces différents bâtiments, dont la planification permettrait de relier le centre commercial de la ville avec des parcs, offrant ainsi les meilleures possibilités architecturales. Le *RIBA* insiste sur les effets positifs du point de vue moral si ces conseils sont suivis. « Les citoyens auraient toujours devant eux une démonstration de la solidité de l'ensemble de l'activité civique. Le groupe rassemblé serait, comme il se doit, le résumé de la propriété de la ville. Le Centre Civique serait une annonce permanente, non seulement pour impressionner le visiteur, mais pour inspirer l'habitant d'une propre fierté civique »¹³⁵⁸. Le caractère idéal, ou plutôt prescriptif, de cette description est clairement intégré par les organisateurs de l'exposition qui soulignent qu'il n'est pas possible de montrer durant l'exposition un projet aussi abouti car il n'en existe pas encore. Mais ils précisent qu'« il y a un mouvement qui y tend, comme le montrent les illustrations montrées dans l'exposition »¹³⁵⁹. Les contributions municipales à cette exposition ont toute leur importance dans cette perspective car elles sont la démonstration d'un mouvement urbanistique qui participe de l'éclosion de « centres civiques ».

L'exposition montre dans son ensemble de nombreux exemples de bâtiments car elle présente 220 photographies d'édifices. Elle est organisée en 6 sections : une section historique (45 photographies), la section principale consacrée aux hôtels de ville et aux centres civiques (99 photographies), une section consacrée à des vues aériennes (9 photographies), suivies de sections traitant des équipements des rues (19 photographies), des monuments mémoriaux (8 photographies) et une dernière

¹³⁵⁷ AMV-10Z1-Royal Institute of British Architects, *Civic Centers. Catalogue of the exhibition organised by the Royal Institute of British Architects*, London, Simson and co Ltd., 1936, p.5-6. La traduction est de moi.

¹³⁵⁸ AMV-10Z1-Royal Institute of British Architects, *op. cit.*, p.7. La traduction est de moi.

¹³⁵⁹ *Idem*. La traduction est de moi.

intitulée « *Bâtiments subsidiaires* » illustre les bâtiments qui peuvent former une partie du groupe civique » avec 40 photographies. La grande majorité de ces exemples sont anglais. Ainsi, les photographies de la section centrale sur les hôtels de ville et les centres civiques compte seulement 16 photographies d'édifices étrangers. Parmi ces exemples étrangers, 2 sont français : ce sont les hôtels de ville de Puteaux et de Villeurbanne. L'hôtel de ville de Puteaux construit par les frères Niermans à l'initiative du député-maire Georges Barthélémy fait partie, avec celui de Boulogne-Billancourt et de Villeurbanne, des principaux hôtels de villes construits dans les années 1930 selon les principes de l'architecture fonctionnaliste. Cet édifice, d'une superficie de 5 000 m², regroupe un ensemble de services : « les services de l'hôtel de ville, la justice de paix, les services financiers, un bureau de postes, la caserne des sapeurs pompiers, la bureau de placement, la bibliothèque »¹³⁶⁰ ainsi qu'une salle des fêtes. L'exemple villeurbannais, associé à celui de Puteaux, est représenté par 3 photographies. Les archives municipales n'ont pas permis de connaître quelles photographies ont été envoyées au *RIBA*. Cependant le descriptif du catalogue renseigne sur leur intitulé qui sont « Elévation principale », « Vue depuis le Sud-Ouest » et « Palier d'escalier »¹³⁶¹. On peut supposer à partir de ces intitulés que le Palais du Travail, avec ses fonctions culturelles, sportives et sociales, n'a pas été présenté, bien qu'il s'agisse d'un élément-clé du nouveau centre. La recherche d'esthétique semble avoir primé dans le choix de ces photographies, car les titres des deux premières indiquent qu'il s'agit de perspectives architecturales.

L'importance de cette exposition tient au fait qu'elle se tient dans un premier temps à Londres, puis elle devient une exposition itinérante dans les principales villes d'Angleterre. Ian Mac Alister, secrétaire du *RIBA*, écrit à cet effet à Camille Joly afin de l'informer en novembre 1936 que l'exposition « doit maintenant être exposée tour à tour dans les vingt plus importantes villes de province anglaise »¹³⁶². Les archives du *Common Hansard* nous permettent de savoir que l'exposition est ainsi réservée par des municipalités jusqu'en 1938. Lors de la séance du 18 novembre 1936 du *Common Hansard*, Alfred Bossom, membre du Parlement, déclare dans son

¹³⁶⁰ *L'Architecture aujourd'hui*, n°8, 1934, p.19

¹³⁶¹ AMV-10Z1-Royal Institute of British Architects, *Civic Centres. Catalogue of the exhibition organised by the Royal Institute of British Architects*, London, Simson and co ltd., 1936, p.18.

¹³⁶² AMV-10Z1-Lettre de Ian Mac Alister à Camille Joly, datée du 13 novembre 1936.

allocution : « Le président de l'Institut royal des architectes britanniques adressa cette année son discours présidentiel afin d'attirer notre attention sur la nécessité d'accélérer l'application de la planification des villes et des campagnes. L'Institut a dans ce sens organisé une exposition sur les centres civiques qui a rencontré la demande du public de tout le pays, et est déjà réservée jusqu'en 1938, ce qui montre que le public a commencé à réaliser ce qui est en train d'advenir »¹³⁶³. L'intérêt manifeste d'Alfred Bossom pour cette exposition et plus largement pour les activités du *RIBA* s'explique par le fait qu'il se présente lui-même comme « *an old practising architect* »¹³⁶⁴ et qu'il est attaché à cette institution puisqu'il a obtenu quelques années plus tôt le titre honorifique de Compagnon du *Royal Institute of British Architects* pour son activité aux Etats-Unis. L'objectif d'Alfred Bossom, architecte réputé, est donc de convaincre son auditoire de la nécessité d'éduquer le public à la planification par le biais d'expositions urbaines. Cette nécessité résulte du contexte législatif britannique des années 1930 qui promeut alors la planification urbaine. Le *Housing and Town Planning Act* émis en 1909, et révisé en 1919, oblige tous les *borough* et les districts urbains, ayant une population supérieure à 20 000 habitants, à se doter de plans d'aménagements avant janvier 1926. Mais cette date limite est étendue, puis supprimée, par le *Town Planning Act* de 1932. Ce dernier étend le pouvoir d'extension de la planification sur tous types de terrains et, 3 ans plus tard, le *Restriction of Ribbon Development Act*, organise l'extension et le développement de long des principales voies dans une logique de zonage¹³⁶⁵. Le *Town Planning Act* de 1932 prévoit que les plans élaborés soient ensuite présentés par le Parlement, qui leur donne force de loi après validation. Dans ce cadre le *RIBA*, en tant que corps professionnel des architectes britanniques, participe à la promotion de la planification urbaine auprès des principales villes d'Angleterre amenées à se conformer au *Town Planning Act* de 1932. Le rôle du gouvernement d'une part, et

¹³⁶³ « *The president of the Royal Institute of British Architects devoted his presidential address this year to calling attention to the need for greater speed in the application of town and country planning. The Institute got together an exhibition of civic centres, and there has been a demand for it by the public from all over the country, and already it is booked up until 1938, which shows that the public are beginning to realise what is happening* » tiré de *Commons Hansard*, December 18 November 1936, vol 317 cc1869 (tiré de http://hansard.millbanksystems.com/commons/1936/nov/18/town-planning-authorities#S5CV0317P0_19361118_HOC_285, Internet site from UK Parliament). C'est moi qui traduit.

¹³⁶⁴ *Idem*

¹³⁶⁵ Barry CULLINGWORTH & Vincent NADIN, *Town and Country Planning in the UK*, London, Routledge, 2006, 14th edition (First edition in 1964), p.18.

des corps professionnels d'autre part, comme le *RIBA*, l'*Association of Municipal Corporations*, le *Surveyors Institute* et l'*Association of Municipal and County*, dans la diffusion de la planification urbaine a été souligné par William Aschworth. « Le soutien de beaucoup de ces corps était particulièrement important, car il montrait que la demande de la planification urbaine n'augmentait pas simplement pour des raisons théoriques, mais du fait de l'expérience de la pratique quotidienne de l'administration. La demande venait en partie de ceux qui seraient en charge de la planification urbaine si celle-ci devait être introduite »¹³⁶⁶. Le *RIBA* joue alors un rôle important de promotion de la planification urbaine. Il a précédemment organisé dans ses locaux, en juillet 1935, *The International Housing and Town Planning Congress*¹³⁶⁷. L'audience donnée, jusqu'en 1938, à l'exposition consacrée aux *civic centers* s'explique donc par la production législative britannique en matière d'urbanisme dans l'entre-deux-guerres. La raison de la diffusion des expériences urbaines de Villeurbanne et de Puteaux et de leur audience en Angleterre, grâce à cette exposition itinérante, résulte donc du contexte politique et culturel de la Grande Bretagne : il s'agit pour le *RIBA* de faire la promotion d'un urbanisme planifié afin de favoriser l'application du *Town Planning Act* de 1932. Cette approche d'histoire croisée permet ainsi de connaître les causes de la diffusion de l'expérience villeurbannaise à l'étranger. A travers la promotion de l'exemple de Villeurbanne à Alger et en Angleterre, c'est celle d'un urbanisme planifié selon les techniques modernes qui est entreprise.

Pourtant malgré l'audience donnée à Villeurbanne par le biais de cette exposition et de la participation de la municipalité par l'envoi de photographies, Camille Joly ne communique pas sur cet événement. Ian Mac Alister, conscient de l'enjeu d'une telle exposition en terme d'image pour une commune, termine sa lettre au maire en précisant, au sujet de l'exposition itinérante : « si cela vous intéressait de faire paraître quelque chose à ce sujet dans votre journal local et si vous désirez pour cela

¹³⁶⁶ « *The support of many of these bodies was particularly important because it showed that the demand for town planning was arising not simply out of theoretical preoccupations but out of the everyday practical experience of local administration. The demand was coming in part from those who would be responsible for the execution of town planning if it were introduced* » in William Aschworth, *The genesis of modern British town planning*, London, Routledge and Kegan Paul, 1954, p. 180. Cité par Barry CULLINGWORTH and Vincent NADIN, *op. cit.*, 2006, p.16.

¹³⁶⁷ W. D., « *The International Housing and Town Planning Congress* », in *Town Planning Review*, 16:3, juin 1935, p.169

quelques informations supplémentaires nous vous ferons un grand plaisir de vous les faire parvenir sur votre demande »¹³⁶⁸. À côté de ce paragraphe, dans la marge, on trouve la mention manuscrite : « inutile ». Le refus de communiquer sur cet événement est donc manifeste. Par sa participation à l'exposition d'Alger et à celle de Londres, et par son refus de communiquer sur ces événements la municipalité communiste se trouve dans une situation paradoxale. L'enjeu en terme de prestige est évident, mais cela place la nouvelle administration dans une position politique délicate. Il n'est pas envisageable pour elle de communiquer sur ces événements : ce serait valoriser la politique urbaine de Lazare Goujon et, de fait, aller à l'encontre de la politique de communication locale fondée en grande partie sur la critique de l'action de l'ancien maire. Cette participation pose tout de même question, car la municipalité n'en tire aucun avantage politique direct. Pourquoi s'y livre-t-elle ? Les raisons que l'on peut avancer pour expliquer cette poursuite de la promotion de la ville sont, d'une part, le maintien de l'ancienne équipe municipale et l'action de Jean Fleury dans l'entretien des réseaux d'échanges en matière d'urbanisme, et d'autre part, le fait que ces sollicitations viennent d'acteurs extérieurs à la municipalité.

Un an plus tard, Villeurbanne est en effet sollicitée de nouveau en vue de l'organisation d'événements régionaux à l'occasion de l'Exposition internationale des arts et techniques de la vie moderne de Paris, qui se déroule de mai à novembre 1937. Shanny Peer a souligné l'originalité de l'Exposition internationale de 1937, par rapport aux 5 expositions précédentes organisées entre 1855 et 1900. Elle donne en effet une grande importance aux régions en intégrant un Centre régional, doté de 27 pavillons, au sein même de l'exposition. Ce choix s'explique par le développement du mouvement régionaliste à la fin du XIX^e siècle, et par son essor durant l'entre-deux-guerres. À l'occasion de cette exposition « les particularismes régionaux furent réinterprétés comme des instruments participant à un concert national harmonieux »¹³⁶⁹. L'exposition est aussi perçue comme un instrument permettant la promotion du tourisme régional, comme l'exprime Louis Hauteceur, directeur des travaux d'art de l'exposition, à l'occasion du Congrès de l'art régional. « Le Centre régional doit être un moyen de propagande. Il doit attirer dans nos provinces des

¹³⁶⁸ AMV-10Z1-Lettre de Ian Mac Alister à Camille Joly, datée du 13 novembre 1936.

¹³⁶⁹ Shanny PEER, « Les provinces à Paris : le Centre régional à l'exposition internationale de 1937 », in *Le Mouvement social*, n°186, janvier-mars 1999, p.53.

touristes qui seront aussi des acheteurs »¹³⁷⁰. Dans cette logique, la Commission régionale de l'exposition prévoit l'organisation de fêtes folkloriques dans les provinces. Mais Shanny Peer explique que ces fêtes provinciales sont annulées sur décision de la Commission permanente de l'Exposition, en raison de la concurrence qu'elles pourraient faire à l'exposition parisienne. Pourtant, on constate que la préfecture du Rhône organise, dans cette logique de décentralisation de l'Exposition internationale, une « semaine de Fêtes » du 7 au 13 juin 1937. A cette occasion, des circuits de visites des édifices remarquables sont organisés par les municipalités¹³⁷¹. L'organisation de ce type de manifestations en province montre que la géographie événementielle de l'exposition de 1937 est plus complexe. L'Etat utilise cet événement international pour en faire un événement national, en valorisant le patrimoine architectural local. Villeurbanne répond à la sollicitation préfectorale en organisant l'accueil des visiteurs lors de cette semaine et en éditant, spécialement pour l'événement, une brochure présentant les édifices remarquables de la ville. Parmi ceux-ci on compte l'ensemble des édifices visibles sur et depuis le territoire villeurbannais : l'usine hydroélectrique de Jonage, pourtant de statut privé, est ainsi incluse dans le circuit de visite. La municipalité est ainsi amenée, durant l'été 1937, à valoriser l'ensemble des édifices municipaux construits sous Lazare Goujon. Cette inscription de Villeurbanne dans les réseaux internationaux d'urbanisme est visible dans l'organisation de voyages d'études à la suite du Congrès international de l'Habitation et de l'Urbanisme organisé à Paris du 5 au 12 juillet 1937¹³⁷². Le voyage d'études du 12 au 19 juillet 1937 suit un parcours nord-sud depuis Paris jusqu'à Nice. Il se termine par une visite de Villeurbanne le 18 juillet 1937 et par la réception des congressistes à Lyon. Cette visite de Villeurbanne montre l'inscription de la ville dans les réseaux d'urbanisme indépendamment des changements politiques locaux. Cette audience internationale de Villeurbanne est active jusqu'à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale et elle participe de l'activation d'une forme de diplomatie municipale. En effet, l'enjeu en terme de prestige national explique que le ministre des Affaires étrangères contacte le préfet du Rhône car « l'administration de la ville de Stockholm compte envoyer prochainement en France une commission chargée d'étudier certains bâtiments administratifs et notamment le Centre Urbain de

¹³⁷⁰ Cité par Shanny PEER, *op. cit.*, 1999, p.55.

¹³⁷¹ AMV-2D35-Lettre de Camille Joly au Préfet du Rhône, datée du 4 juin 1937.

¹³⁷² AMV-2D35-Programme du congrès international de l'Habitation et de l'Urbanisme à Paris, du 5 au 12 juillet 1937, et voyage d'étude, du 12 au 19 juillet 1937.

Villeurbanne »¹³⁷³. On voit ici, comme en 1934 lors de la sollicitation d'Alexis Léger afin de représenter Villeurbanne à l'Exposition internationale d'urbanisme d'Osaka, que des échanges se nouent entre l'échelon communal et le ministère des Affaires étrangères afin de donner une audience internationale à une expérience urbaine locale. Cette visite est organisée dans le cadre d'un circuit de visite d'étude d'édifices municipaux modernes. Elle confirme l'inscription de Villeurbanne dans les réseaux d'urbanisme à l'échelle internationale.

Malgré la participation volontaire de la municipalité à ces différentes manifestations faisant la promotion de l'urbanisme villeurbannais, celle-ci ne communique pas à ce sujet à l'échelle locale. On mesure ici la dimension politique de l'information sur l'architecture et l'urbanisme comme l'a développé Bernard Lamizet. « L'information sur la ville est, fondamentalement, une information politique car le fait urbain lui-même est, fondamentalement, de nature politique. La ville est le siège du pouvoir ; à ce titre, l'information élaborée et diffusée sur l'espace de la ville comporte aussi une part d'information liée à la nature du pouvoir, aux acteurs qui le détiennent et aux choix et décisions par lesquels s'exprime l'exercice du pouvoir, et par lesquels se mettent en place les médiations de la sociabilité politique. L'information sur l'architecture et l'urbanisme s'inscrit dans des stratégies d'acteurs élaborées dans des perspectives politiques et dans les pratiques d'exercice du pouvoir, les acteurs institutionnels instrumentalisant l'information sur l'architecture pour donner une visibilité à leur action sur la ville (...). Les villes sont devenues elles-mêmes des arguments électoraux et politiques à partir du moment où les formes et les stratégies de l'information politique ont pu inscrire dans leur dispositif rhétorique les images et les représentations de l'action des responsables politiques en matière de restructuration de l'espace de la ville. En rendant interprétables les choix et les décisions en matière d'urbanisme, l'information urbaine achève de faire de la ville un espace politique. C'est dire l'importance idéologique des choix qui fondent l'urbanisme et la pensée sur la ville »¹³⁷⁴. C'est cette dimension politique de l'information sur l'architecture, et la logique d'acteurs, qui expliquent l'absence de communication à l'échelle locale sur l'audience internationale de la politique urbaine menée par Lazare Goujon. Les échos internationaux de l'expérience urbaine locale

¹³⁷³ AMV-2D38-Lettre du préfet du Rhône à Camille Joly, datée du 17 avril 1939.

¹³⁷⁴ Bernard LAMIZET, *Le sens de la ville*, L'Harmattan, Paris, 2002, p.102-103.

ne sont ainsi pas mobilisés pour renforcer la légitimité du gouvernement local. La fabrique symbolique de la ville à l'échelle locale est donc bien déterminée par le politique, en raison des représentations qu'il diffuse et de celles qu'il occulte volontairement.

La circulation de l'expérience urbaine villeurbannaise à l'échelle locale, nationale et internationale, durant les années 1930 et jusqu'à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale, est le résultat de l'impulsion donnée par la stratégie de communication politique menée sous Lazare Goujon. Mais, à partir de 1935, on constate une sorte d'autonomie de cette circulation par rapport à la politique de communication municipale, puisque Camille Joly ne valorise plus cette expérience urbaine, bien au contraire. Cette autonomie par rapport à la politique locale s'explique par les échos que rencontre l'expérience urbaine auprès de spécialistes de l'urbain car Villeurbanne, et plus précisément le nouveau centre, apparaît comme un exemple d'une planification urbaine réussie. Cependant, la municipalité, à travers son personnel municipal, joue un rôle dans l'entretien de ces échanges car elle répond favorablement aux sollicitations extérieures en fournissant une documentation permettant de représenter la ville à l'échelle internationale. Cette circulation est donc rendue possible par un jeu d'échanges d'informations urbaines entre local, national et international. Dans cette configuration, des représentations différentes de Villeurbanne sont véhiculées à ces multiples échelles selon la logique d'acteurs. En effet, alors qu'il y a une cristallisation, à l'échelle locale, des représentations politiques associées à Villeurbanne, à l'échelle internationale la logique d'acteurs est toute autre et Villeurbanne est représentée comme une ville moderne conforme aux dernières techniques d'urbanisme. On constate ainsi que le rythme de la circulation et le type des représentations de Villeurbanne diffèrent à l'échelle micro et à l'échelle macro. La municipalité communiste se refuse à communiquer sur l'audience internationale dont bénéficie Villeurbanne, engendrant ainsi un décalage entre les représentations de la ville à l'échelle locale et à l'échelle internationale, car ce serait fragiliser la politique de communication locale fondée sur la dénonciation de la politique coûteuse de Lazare Goujon.

Le nouveau modèle social et politique de la municipalité est l'U.R.S.S. C'est pourquoi la municipalité organise du 11 au 31 juillet 1936 un voyage en U.R.S.S. Il permet à la municipalité de visiter et de constituer une documentation sur les villes de

Varsovie, de Moscou, de Dnieproguetz, de Karkov, de Kiev¹³⁷⁵. De plus, Camille Joly correspond entre 1937 et 1939 avec la Société pour les Relations Culturelles entre l'U.R.S.S. et les pays étrangers afin de collecter des informations sur les politiques sociales soviétiques et plus particulièrement celles à destination des enfants¹³⁷⁶. A l'échelle locale, la municipalité ayant un champ d'intervention limité en raison du déficit des finances publiques et de l'aggravation du contexte économique, intervient très peu dans la fabrique matérielle de la ville. Elle centre plutôt son action sur les politiques sociales et culturelles, qui sont une réponse à la crise économique et à la montée des fascismes. Elle met en place rapidement une politique culturelle marquée par le Front populaire. Cette politique culturelle municipale entre en résonnance à partir de l'été 1936 avec la politique culturelle d'Etat du gouvernement du Front populaire face à la montée des totalitarismes. La culture apparaît alors comme un outil politique mais aussi comme un enjeu identitaire à l'échelle locale.

E. Une politique culturelle active

La politique culturelle qui est mise en place à Villeurbanne dès 1935 s'inscrit pleinement dans le Front populaire, et elle est empreinte de l'idéologie communiste. Les édiles souhaitent ainsi « assurer le plein développement culturel des classes laborieuses »¹³⁷⁷. La mise en place dans les années 1930 de politiques culturelles municipales par les communistes, que ce soit dans la banlieue parisienne ou lyonnaise, permet l'émergence d'une identité banlieusarde positive. « La décision d'établir des politiques culturelles dans les municipalités ouvrières a en effet permis d'incarner une image positive de la banlieue, une revendication d'existence autre que celle proposée par les associations symboliques alors dominantes entre boue et périphérie. Mettre en place une politique culturelle cohérente, en banlieue, a signifié avant tout affirmer une revendication identitaire nouvelle, dans un contexte voué à n'être qu'un espace rebut. La banlieue passe ainsi progressivement dans les années 1930 d'une identification à la boue gluante et noire à une identité positive, de la

¹³⁷⁵ AMV-3D9-Voir le dossier sur la voyage en U.R.S.S. constitué de 196 photographies noir et blanc et de cartes postales collées sur papier reconstituant le parcours de la délégation partie entre le 11 et le 31 juillet 1936.

¹³⁷⁶ AMV-3D9-Correspondance du maire Camille Joly avec la Société pour les Relations Culturelles entre l'U.R.S.S. et les pays étrangers de 1937 à 1939.

¹³⁷⁷ Compte rendu de l'assemblée populaire du 20 décembre 1935 dans AMV-BMO, n°117, janvier 1936, p.21.

marginalité urbaine à l'identité culturelle »¹³⁷⁸. Villeurbanne se dégage à partir des années 1930 de cette représentation d'un espace banlieusard en marge car la politique urbaine de Lazare Goujon part la commune de ses attributs urbains. Dans ce contexte la nouvelle municipalité communiste hérite des édifices culturels récemment construits sous Lazare Goujon. Elle investit ces espaces pour proposer une politique axée sur la démocratisation culturelle. La municipalité élabore un programme culturel : « des expositions ayant un caractère local et régional seront constituées, de même pour les visites collectives de musées, d'usines, de postes émetteurs de T.S.F., pour l'utilisation des loisirs, des groupes de campeurs pour l'été sont prévus ainsi que pour les sports d'hiver »¹³⁷⁹. Certains édifices comme le Palais du Travail, la piscine ouverte ou le stade municipal sont durant cette période au centre de l'attention des édiles qui y organisent de nombreux événements collectifs. Louis Maynard, bibliothécaire et archiviste de la ville, joue un rôle particulièrement important car il impulse, avec le soutien des édiles, des initiatives culturelles originales. Cette politique culturelle s'inscrit dans la continuité de celle de Lazare Goujon, mais elle s'en distingue par l'originalité des institutions culturelles qu'elle établit et par l'important interventionnisme municipal dans ce domaine. Cet interventionnisme apparaît à partir de l'été 1936, comme une réponse aux lois sociales qui permettent de dégager un temps de loisir pour les travailleurs, grâce à l'instauration de 2 semaines de congés payés et à la réduction du temps de travail de 48 à 40 heures hebdomadaires sans diminution de salaire. Cette politique culturelle participe de la construction du Front populaire et elle est conçue comme un outil de formation du prolétariat.

1. Le Palais du Travail : centre culturel

La fonction culturelle du Palais du Travail est renforcée sous Camille Joly. La valorisation de cette fonction s'est d'ailleurs faite au détriment de sa fonction éducative dans le domaine de la prophylaxie, car les conférences données au dispensaire par des médecins lyonnais depuis novembre 1931 sont dès lors

¹³⁷⁸ Sylvie RAB, « Genevilliers communiste et la culture », in Jacques GIRAULT (dir.), *Ouvriers en banlieue. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Les éditions de l'Atelier/éditions ouvrières, 1998, p.420.

¹³⁷⁹ Compte rendu de l'assemblée populaire du 20 décembre 1935 dans AMV-BMO, n°117, janvier 1936, p.21.

supprimées. Cette situation est sans doute le résultat du changement politique : Lazare Goujon pouvait s'appuyer sur son réseau professionnel à Lyon afin de faciliter la venue de spécialistes du domaine de la santé. Ce n'est pas le cas de Camille Joly, même si l'organisation fonctionnelle du dispensaire est l'objet de l'attention de la municipalité¹³⁸⁰. L'accès aux savoirs animé par la municipalité perd sa dimension hygiéniste et s'organise plus clairement dans une perspective de démocratisation culturelle.

a) *L'Université populaire de Villeurbanne*

Les édiles communistes bénéficient du soutien de l'équipe municipale recrutée sous Lazare Goujon. En effet, c'est dans un cercle étroit constitué par la Commission de la Bibliothèque élargie, qu'émerge l'idée, durant l'automne 1935 de créer l'Université Prolétarienne de Villeurbanne¹³⁸¹. Cette commission comprend des représentants de la municipalité¹³⁸² ainsi que Gustave Desgranchamps, chef de service à la voirie municipale, et Louis Maynard, archiviste bibliothécaire, dont le rôle d'impulsion de ce projet est primordial¹³⁸³. La connotation politique de cette université apparaît dans le choix de sa dénomination : elle est celle du prolétariat de Villeurbanne. Ces cours gratuits se déroulent, au sein de la salle de conférences du pavillon d'hygiène du Palais du Travail, plusieurs jours de la semaine à partir de 20h30, afin de permettre aux travailleurs d'y participer. La dimension politique transparaît dans le thème des cours de l'Université Prolétarienne qui ouvre en janvier 1936. Georges Lévy, alors seulement conseiller général communiste, dispense un cours sur « Le Marxisme ». Suivent ensuite des cours d'économie sur les « essais de reconstructions économiques nationales » aux Etats-Unis, en Angleterre, en Russie, en Allemagne, en Italie, en Autriche et au Portugal. Les cours d'histoire portent sur la République de 1848 et le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Ce premier essai d'Université

¹³⁸⁰ Voir les rapports du chef du bureau d'hygiène à Camille Joly proposant de réorganiser le dispensaire municipal d'août à décembre 1936 dans AMV-5J3-Règlement du dispensaire (1934-1946).

¹³⁸¹ AMV-BMO, n°117, janvier 1936, p.2833.

¹³⁸² Il s'agit de Camille Joly, maire, Gervais Bussière, adjoint, des conseillers municipaux Joanny Berlioz, Francis Flandin, Alexis Vuarin et de Michel Dupeuble, secrétaire général de la mairie (AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937).

¹³⁸³ AMV-3C67-1936-1^{er} janvier-18 mars-Lyon Républicain, 29 mars 1936, p.4.

Prolétarienne se déroule pendant une courte période : les cours sont dispensés de janvier à avril 1936. Ces cours sont doublés l'année suivante, de janvier à mai 1937. Douze cours sont ainsi proposés¹³⁸⁴ [Tableau 11]. Le caractère militant apparaît clairement dans ce programme : 7 cours portent sur le syndicalisme et un cours traite de « Karl Marx et le matérialisme historique ». Le cours d'histoire de l'art ne se centre pas sur les beaux-arts dans une logique esthétique, mais plutôt sur le rôle social de cette pratique. De même, la troisième conférence du cours de littérature traite du « Réalisme littéraire et (du) machinisme ». Le retour d'expérience n'est pas à l'aune des espérances car ces cours ne trouvent pas tout de suite leur public.

Mais la municipalité accroît leur audience en éditant des affiches¹³⁸⁵ et en publiant certains de ces cours, sous forme de feuillets, dans le *Bulletin Municipal Officiel de Villeurbanne*. Par exemple, les leçons d'urbanisme de Jean Fleury y sont publiées de juin 1936 à mars 1937. Elles traitent d'abord de la définition de l'urbanisme, qu'il présente comme l'art d'aménager scientifiquement les villes afin de répondre aux besoins des habitants en terme de logement, de travail, de ravitaillement et de loisir¹³⁸⁶. Il poursuit par des développements plus techniques sur le traitement et l'évacuation des eaux usées¹³⁸⁷. Il termine ses leçons par la question de l'air et de la lumière dans la ville¹³⁸⁸. Ces cours restent très neutres et ils ne sont pas l'occasion de valoriser le travail entrepris sous Lazare Goujon, ainsi le nouveau centre n'est aucunement mentionné. Il s'agit de former véritablement les auditeurs de l'Université Prolétarienne et les lecteurs du bulletin municipal aux questions d'urbanisme. Jean Fleury dispense ainsi des recommandations sur les modes de construction des habitations, afin de généraliser l'application de ces principes généraux d'urbanisme au parc immobilier privé. La municipalité utilise donc, en 1936, différents modes de communication afin de renforcer l'audience de l'Université Prolétarienne. Mais à partir de cette expérience, la municipalité donne

¹³⁸⁴ Calendrier des cours de l'Université Prolétarienne-2^e année dans AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

¹³⁸⁵ AMV-8Fi171-Affiche Ville de Villeurbanne - Université Prolétarienne. Tableaux des cours, datée de 1935.

¹³⁸⁶ AMV-BMO, n°123-juin 1936, p.2989 et AMV-BMO, n°123, juillet 1936, p.3015-3016.

¹³⁸⁷ AMV-BMO, n°124, août 1936, p.3051-3053 ; AMV-BMO, n°126, octobre 1936, p.3117-3118 ; AMV-BMO, n°127, novembre 1936, p.3147-3150.

¹³⁸⁸ AMV-BMO, n°128-décembre 1936, p.3174-3175 ; AMV-BMO, n°129, janvier 1937, p.3212 ; AMV-BMO, n°130, février 1937, p.3234 ; AMV-BMO, n°131, mars 1937, p.3257-3259.

une nouvelle dynamique à ce projet en fondant l'Université Populaire de Villeurbanne en octobre 1937¹³⁸⁹.

Ce changement s'inscrit dans l'évolution plus globale du rapport des communistes à la culture. En effet, Philippe Poirrier souligne un infléchissement dans la promotion de la culture par les communistes, dans une logique de lutte contre les fascismes durant l'année 1936. « Cet infléchissement a des répercussions théoriques de première importance : l'affirmation d'une culture unitaire et patrimoniale conduit au rejet d'une culture prolétarienne et d'une culture populaire spécifiques. Le parti se doit de porter le mouvement de démocratisation culturelle »¹³⁹⁰. On trouve ici cette inflexion dans le changement de dénomination de l'Université Prolétarienne, qui devient Université Populaire. L'idée de fonder une Université Populaire s'appuie sur le principe de l'éducation intégrale, qui était déjà au cœur du projet du Palais du Travail sous Lazare Goujon. Le but affiché est de résoudre « le problème de l'élévation du niveau général de notre population, spécialement de ses éléments jeunes (...) par la création d'une véritable Université Populaire sous le patronage de l'Université Ouvrière de Paris, prenant la tête à Villeurbanne, d'un puissant et large mouvement culturel qui permettra de donner aux masses de notre Cité les possibilités de développement scientifique et artistique manquantes jusqu'alors »¹³⁹¹. Ce patronage de l'Université Ouvrière de Paris montre la dimension politique de l'Université Populaire de Villeurbanne, malgré le changement de dénomination opéré en 1937. Il souligne le fonctionnement en réseau de ce type d'organisation. En effet, l'Université Ouvrière est créée en 1932, dans le cadre du mouvement porté par les syndicats et le parti communiste consistant à promouvoir une éducation ouvrière en créant des structures de formation. L'Université Ouvrière a un statut particulier car elle est contrôlée de fait par le Parti communiste. Son but est de « lutter en général contre le bas niveau de culture auquel la bourgeoisie réduit les masses »¹³⁹². Outre cette filiation politique, l'Université Populaire de Villeurbanne (UPV) s'inscrit

¹³⁸⁹ AMV-BMO, n°138, octobre 1937, p.3484.

¹³⁹⁰ Philippe POIRRIER, « Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939) » in Serge WOLIKOW et Annie BLETON-RUGET (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, p.239-247. En ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00580762> (Consulté le 17 avril 2012)

¹³⁹¹ AMV-non coté-Programme de l'année 1937-1938 de l'Université Populaire de Villeurbanne, p.2.

¹³⁹² Pascal ORY, *La Belle illusion : Culture et politique sous le signe du Front populaire. 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, p.681.

dans le mouvement des universités populaires¹³⁹³, « mouvement lancé en 1896 par Georges Deherme »¹³⁹⁴. Ce dernier « ouvrier typographe et militant anarchiste, souhaitait créer des lieux de libre pensée, en dehors de l'influence de l'Etat et de l'Eglise »¹³⁹⁵. Le but de ces universités populaires (UP), est alors « d'apporter les lumières et la science au monde ouvrier »¹³⁹⁶. Ce mouvement naît de la volonté de faire se rencontrer intellectuels et ouvriers, dans une logique militante d'émancipation. L'expérimentation des UP dans l'agglomération lyonnaise n'est pas nouvelle. En 1900 a été créée à Lyon une UP, installée à la Croix-Rousse, rue Hénon. Cependant l'état des archives ne permet pas de connaître la durée de fonctionnement de l'UP de Lyon¹³⁹⁷, et il n'en est pas fait mention par la municipalité de Villeurbanne. Les UP, d'initiative ouvrière, connaissent un important essor à la fin du XIX^e siècle, mais le mouvement s'essouffle à la veille de la Première Guerre mondiale, au point qu'il a été interprété par les contemporains comme éphémère, voire qualifié d'échec. Le nombre d'UP baisse en effet drastiquement entre 1904 et 1914¹³⁹⁸. Ce mouvement se poursuit durant l'entre-deux-guerres, notamment dans le contexte du Front populaire, mais les UP ne seraient alors plus que 20 selon le chiffre avancé par Christophe Premat¹³⁹⁹. Lucien Mercier a montré, tout en soulignant le jeu de tensions entre éducation populaire et éducation ouvrière, que les UP d'avant 1914 se caractérisent d'abord par la promotion d'une éducation populaire puis, durant l'entre-deux-guerres, s'inscrivent plus fortement dans une logique militante en promouvant une éducation ouvrière et partisane jusqu'au Front populaire. On note ensuite un retour de la prédominance de

¹³⁹³ Voir Lucien MERCIER, *Les universités populaires 1899-1914*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1986, 188 p.

¹³⁹⁴ Vincent DUCLERT, « L'affaire Dreyfus et la gauche », in Jean-Jacques BECKER et Gilles CANDAR, *Histoire des gauches en France (Volume 2)*, Paris, La Découverte, 2005, p.212.

¹³⁹⁵ Christophe PREMAT, « L'engagement des intellectuels au sein des Universités Populaires », in *Tracés. Revue de sciences humaines*, n°11, 2006/1, p.68.

¹³⁹⁶ Vincent GOULET, « Transformer la société par l'enseignement social. La trajectoire de Dick May entre littérature, sociologie et journalisme », in *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°19, 2008/2, p.132.

¹³⁹⁷ Tanguy WUILLEME, « L'Université populaire de Lyon (1899-2008) : enseignements et engagements », in Gérard POULOUIN (dir.), *Universités populaires hier et aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2012, p.67.

¹³⁹⁸ Lucien MERCIER, *op. cit.*, 1986, p.128.

¹³⁹⁹ Christophe PREMAT, *op. cit.*, 2006. En ligne: <http://traces.revues.org/238> (Consulté le 17 mai 2013)

l'éducation populaire¹⁴⁰⁰. L'UPV s'inscrit au carrefour du mouvement de l'éducation populaire et d'une éducation ouvrière et partisane. En effet, la création de l'UPV est liée à l'impulsion politique donnée par le parti communiste, et par celle imprimée par des intellectuels contre le fascisme à l'éducation populaire, à la suite du 6 février 1934, pour promouvoir une démocratisation culturelle. Mais l'orientation des programmes de l'UPV montre qu'elle s'inscrit aussi dans un projet militant d'éducation ouvrière.

Les UP ne sont pas nécessairement institutionnalisées, comme c'est le cas à Villeurbanne en raison de l'impulsion municipale, car « les U.P. sont parfois nomades mais plus souvent elles s'abritent en des lieux fort variés, publics ou privé : salles des fêtes, magasins de coopératives, bourses du travail, préaux d'écoles, salles de mairies, loges maçonniques, arrière-salles des marchands de vins ou même salles d'audience »¹⁴⁰¹. Ce caractère protéiforme et instable des premières UP résulte de leur faible institutionnalisation, justifiée par le souci de conserver une certaine liberté vis-à-vis du pouvoir. Maurice Pélisson précise en 1911, dans la deuxième édition du *Dictionnaire de pédagogie* dirigé par Ferdinand Buisson, qu'« il y eut aussi une assez grande diversité dans la forme. Faute d'un personnel enseignant fixe, d'auditoires réguliers et assidu, c'est sous la forme de la conférence, de la conférence isolée, formant un tout, et épuisant un sujet en une séance, que l'enseignement fut distribué dans la plupart des universités populaires, surtout à leurs débuts. Cependant, il est arrivé que là où, dans les auditoires mobiles, on put distinguer des éléments permanents, on tenta de constituer des cours suivis »¹⁴⁰². L'UPV, en raison de son initiative municipale, s'organise au contraire rapidement et se structure autour d'un bureau, dont le secrétaire général est Georges Varaud¹⁴⁰³. L'UPV est ainsi administrée par un conseil élu par l'assemblée générale des adhérents, composée

¹⁴⁰⁰ Lucien MERCIER, « Universités populaires et éducation ouvrière », in Guy BRUCY, Emmanuel DE LESCURE (dir.), *Mouvement ouvrier et formation. Genèses : de la fin du XIX^e siècle à l'après Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.80.

¹⁴⁰¹ Lucien DINTZER, F. ROBIN et Lucien GRELAUD, « Le Mouvement des Universités Populaires », in *Le Mouvement social*, n°35, avril-juin 1961, p.9.

¹⁴⁰² Maurice PELISSON, « Universités populaires » dans Ferdinand BUISSON, *Dictionnaire de pédagogie*, 1911, seconde édition (1^e édition en 1887) dans son édition numérique faite par l'INRP en ligne <http://www.inrp.fr/edition-electronique/lodel/dictionnaire-ferdinand-buisson/document.php?id=3763> (Consulté le 17 avril 2013)

¹⁴⁰³ AMV-10Z4-Gustave DESGRANCHAMPS, « L'Université Populaire de Villeurbanne, c'est l'école du peuple », in *La Voix du Peuple*, 19 novembre 1937.

d'édiles et de membres du personnel municipal et au sein de laquelle les enseignants et les élèves sont représentés.

La municipalité de Villeurbanne inscrit ce projet d'UPV dans une logique globale d'éducation et d'organisation des loisirs. Elle élabore et propose dans ce cadre une programmation culturelle destinée à « développer la connaissance des langues et des littératures françaises et étrangères, des sciences ménagères, de l'histoire et des arts, de populariser l'étude des problèmes sociaux et économiques, afin d'élever le niveau culturel de la population (et d')organiser les loisirs des travailleurs »¹⁴⁰⁴. L'organisation pédagogique de l'UPV reprend le modèle scolaire car, en dehors des cours, les étudiants doivent faire des lectures et rendre des travaux écrits. Ce travail est d'ailleurs sanctionné en fin d'année par la délivrance d'un diplôme d'étude attestant de l'assiduité et des savoirs acquis par les étudiants. On voit ici que l'ambition de l'UPV est importante, et que son organisation ne correspond pas à l'absence de ligne directrice souvent constatée dans les UP. « Chaque fois qu'on évoque les UP on fait allusion à ce déluge de causeries éparses, plus ou moins hétéroclites, dépouillées comme de vieux bouquins. Chaque orateur a son thème de prédilection qu'il tient à placer sans se préoccuper des centres d'intérêt de l'étudiant ouvrier et sa formation antérieure »¹⁴⁰⁵. Le programme de l'UPV est, au contraire, particulièrement ambitieux, et il tient sa cohérence du fait qu'il se calque sur celui de l'enseignement primaire, et qu'il veut être une réponse aux besoins de formation de la population sortie du système scolaire.

Les cours sont classés par discipline : sciences sociales, sciences et techniques, langues, sciences ménagères et arts. Au total, 33 enseignements différents sont dispensés durant l'année 1937-1938 et 32 pour l'année 1938-1939 [**Tableau 12** et **Tableau 13**]. Des différences notables peuvent être relevées entre les deux programmes de langues : car à l'anglais, l'allemand, l'espagnol, l'esperanto et au français, enseignés en 1937-1938, sont adjoints l'enseignement de l'italien et du russe l'année suivante. L'enseignement de ces langues est révélateur, car il correspond à l'origine géographique des principaux courants migratoires à destination de Villeurbanne durant l'entre-deux-guerres. Ces cours doivent répondre aux besoins des personnes nouvellement immigrées, car le programme de l'année 1937-1938 prévoit des cours pour illettrés. L'année suivante le cours de langue

¹⁴⁰⁴ AMV-BMO, n°138, octobre 1937, p.3484.

¹⁴⁰⁵ Lucien DINTZER, F. ROBIN et Lucien GRELAUD, *op. cit.*, 1961, p.9.

française comprend ces mêmes cours, mais ils sont inscrits dans un parcours organisé en 4 niveaux : illettré, élémentaire, moyen et supérieur. Il s'agit donc, véritablement, de proposer une offre de formation qui doit pallier les lacunes des personnes en fonction de leurs besoins. L'enseignement de l'esperanto est conçu dans une logique militante car, dès août 1935, la municipalité se prononce en faveur de sa diffusion. « Dans la situation actuelle, les masses laborieuses de tous les pays capitalistes ont pour devoir primordial de mieux se connaître à seule fin de se dresser encore plus vigoureusement contre les dangers principaux qui les menacent (guerre et fascisme) »¹⁴⁰⁶. La programmation de l'UPV s'appuie sur des enseignants du primaire ou du secondaire, ainsi que sur des professionnels. Elle est orientée en fonction des besoins en formation technique. Par exemple, un enseignement technique sur l'électricité et la TSF est dispensé de 1937 à 1939 par le chef de station du centre émetteur de Lyon-PTT. L'essor de la radio est alors particulièrement important en France, malgré le retard national par rapport à l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis. Le nombre de postes récepteurs passe « de 500 000 en 1920, à 1,9 millions en 1935 pour atteindre les 5,5 millions en 1939 »¹⁴⁰⁷. Il s'agit donc de proposer des cours dans des secteurs porteurs, dans une logique de professionnalisation. Cet enseignement technique est complété, en 1937-1938, par des cours dans le domaine du bâtiment. Ils sont assurés par un ingénieur de l'Ecole Centrale de Lyon. Des cours de mathématiques, dispensés par un enseignant du secondaire, mais aussi de commerce et de comptabilité, par une experte-comptable, complètent cette formation technique. Ces cours s'inscrivent tous dans une perspective de professionnalisation. Les emplois de bureau sont aussi envisagés, comme le montre l'organisation d'un cours de sténographie de 1937 à 1939, avec la collaboration de la Chambre syndicale des secrétaires sténo-dactylographes de Lyon et de sa région. On voit ici que l'UPV propose des formations en adéquation avec les besoins du bassin d'emploi, et qu'il ne s'agit pas seulement de proposer une formation à des fins militantes. Le contexte de crise économique des années 1930, et la volonté de lutter contre le chômage, renforcent ce besoin de formation. Cette prise en compte de l'enseignement technique par la municipalité est intéressante, car son développement de manière générale est fortement conditionné par les initiatives locales, bien que des tentatives

¹⁴⁰⁶ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne daté du 12 août 1935.

¹⁴⁰⁷ Pascale GOETSCHER et Emmanuelle LOYER, *Histoire culturelle de la France de la Belle époque à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2011, 4^{ème} édition (1^{ère} édition en 2001), p.90.

gouvernementales soient lancées notamment avec le projet de loi de Jean Zay en 1937. L'enseignement technique se développe durant l'entre-deux-guerres avec l'instauration de la taxe d'apprentissage en 1925, qui fait suite à la loi Astier de 1919. Mais la spécificité de cet enseignement tient au fait que « contrairement aux autres ordres d'enseignement – primaire et secondaire – (il) n'est pas né d'un principe fondateur exprimé dans un cadre législatif unitaire et cohérent. L'enseignement technique et professionnel (...) naît de l'amalgame progressif d'établissements hétérogènes qui s'unifient tardivement »¹⁴⁰⁸. Cette attention à l'égard de l'enseignement technique correspond aussi à la composition socio-professionnelle de la population de Villeurbanne, qui est majoritairement ouvrière. Dans cette même logique, des cours sont aussi dispensés afin de former les ouvriers à la législation relative au droit du travail. Les « dispositions légales du travail depuis 1936 » font l'objet d'un cours spécifique dans le programme de 1938-1939. On voit très bien ici que l'UPV ne fait pas la promotion d'une éducation populaire, mais surtout d'une éducation ouvrière, si l'on reprend la distinction proposée par Lucien Mercier. Cette programmation se veut la plus complète possible, car elle propose des cours théoriques et techniques, mais aussi des cours dans le domaine de l'éducation physique et des arts comme la musique, la sculpture, la peinture, ainsi qu'un enseignement de la rythmique, élaboré par Jacques Dalcroze à Hellerau à la veille de la Première Guerre mondiale¹⁴⁰⁹. Ce dernier enseignement est symptomatique de la volonté de l'UPV de proposer des pratiques pédagogiques corporelles et musicales innovantes qui se développent fortement en Europe, dans la culture du corps des années 1930.

Par ailleurs, on constate la large place donnée à des questions sociales contemporaines et à l'enseignement de l'histoire locale. Cependant, à la différence de la période antérieure, l'histoire locale n'est pas conçue dans une logique de

¹⁴⁰⁸ Philippe MARCHAND, « L'enseignement technique et professionnel en France. 1800-1919. Essai de bilan historiographique », in *Techniques & Culture*, 45, 2005. En ligne: <http://tc.revues.org/1343> (Consulté le 13 mai 2013)

¹⁴⁰⁹ Cet enseignement est dispensé par Marguerite Vuata-Birmelé, de son nom d'artiste Danielle Roger, qui, après avoir été formée à la rythmique par Jacques Dalcroze, l'enseigne au conservatoire de Lyon. Le cours qu'elle propose à l'UPV est décrit ainsi dans le programme de 1937-1938 : « Inhibition. Incitation. Exercices d'élan. Exercices de contraction et de relaxation. Les dissociations simples. Quelques exercices de nuancés de phrasé. Les mesures simples et composées. Rythmes simples, leur rapport avec l'écriture musicale » (AMV-BMO, n°139, novembre 1937, p.3513-3515).

différenciation par rapport à Lyon. Au contraire l'histoire de Lyon et celle de Villeurbanne sont l'objet d'un même enseignement. Ce cours est dispensé par Louis Maynard, qui fait office d'érudit local. L'histoire de Villeurbanne enseignée conclut une série de cours dressant l'histoire de Lyon de l'Antiquité au XIX^e siècle. Son but n'est pas de valoriser les spécificités de Villeurbanne en la distinguant de Lyon comme l'avait fait Jacques Perrier en 1905. Il s'agit de « comprendre mieux les grands mouvements d'aujourd'hui à la lumière des faits passés »¹⁴¹⁰. Cette distinction entre Lyon et Villeurbanne n'a plus sens dans le contexte du Front populaire. Louis Maynard insiste au contraire sur l'héritage de l'histoire militante lyonnaise. En effet, à la suite du premier essai de l'Université Prolétarienne, Louis Maynard constate en janvier 1937 que l'histoire locale militante est assez peu connue par la population. « On regrette l'indifférence des militants qui, ne sentent pas la nécessité pour eux, de s'instruire et qui compromettent ainsi l'avenir de la révolution sociale. L'exemple de 1831 à Lyon semble avoir été oublié ou est demeuré ignoré des masses prolétariennes de 1936-1937 »¹⁴¹¹. Ce regret montre la volonté de former le prolétariat à une histoire militante, à la fois drapée dans les couleurs nationales et héritière de Maurice Thorez au moment du VIII^e congrès du Parti communiste de janvier 1936. L'enseignement de l'histoire militante est perçu comme un moyen de former au militantisme par le partage des référents historiques communs. Cette volonté d'éduquer les militants s'inscrit dans le cadre du matérialisme historique, dont le canevas de lecture est l'histoire de la lutte des classes. On comprend pourquoi Louis Maynard, qui adhère à l'idée de la révolution sociale, considère que ces lacunes, de la part de militants, mettent en péril la révolution sociale promise. Ce constat suscite d'ailleurs des réactions car, parallèlement à la programmation de l'UPV, des conférences historiques sont données au Palais du Travail dans le but d'éduquer la population à l'histoire des révoltes. Ainsi dans une logique commémorative un grand meeting est organisé par le Parti communiste de Villeurbanne, le 2 juin 1937 : il s'agit de célébrer la Commune¹⁴¹². De plus, le programme de l'UPV de 1938-1939 s'étoffe en histoire. Cet enseignement se centre sur l'histoire de la Révolution française et sur l'histoire militante : des conférences sont données par Justin Godard sur le siège de Lyon durant la Révolution française,

¹⁴¹⁰ AMV-BMO, n°139, novembre 1937, p.3513-3515.

¹⁴¹¹ AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

¹⁴¹² AMV-3C88-1936-1937-*La Voix du Peuple*, 28 mai 1937, p.3.

la révolte des Canuts, et sur la commune à Lyon. Ces enseignements historiques s'inscrivent dans les usages politiques de l'histoire à des fins militantes, car ce sont les seuls sujets historiques qui soient abordés. Cet intérêt pour l'histoire locale et militante n'est pas réservé aux auditeurs de l'UPV. La municipalité organise également des conférences pour les enfants dans les écoles des cours complémentaires. Louis Maynard dispense au total, durant le printemps 1937, « 16 conférences chez les garçons et 12 chez les filles »¹⁴¹³. Cette valorisation de l'histoire locale se retrouve aussi sous la plume de Louis Maynard, qui publie régulièrement des articles sur l'histoire lyonnaise et villeurbannaise, en relatant l'histoire de révoltes et de la Révolution française. Cette histoire militante s'inscrit en conformité avec la nationalisation de la culture communiste à partir du milieu des années 1930¹⁴¹⁴. L'UPV prend d'ailleurs une dimension militante comme le montre une affiche qui en fait la promotion : « Un homme sans instruction est un soldat sans munitions ! Inscrivez-vous aux cours du soir de l'Université Populaire de Villeurbanne »¹⁴¹⁵. Ce type d'affiche doit aussi être mis en lien avec la démocratisation culturelle portée par le Front populaire face à la montée des fascismes. En effet, l'instruction, et plus globalement la culture, sont alors conçues comme des moyens efficaces dans la lutte contre leur essor.

Ces cours sont principalement à destination des adultes, afin de leur permettre d'acquérir des bases dans le domaine choisi, voire de renforcer leurs connaissances, car une progression par niveau est prévue, notamment en langues et dans les enseignements techniques. Si nous savons que des syndicats ont souscrit des adhésions collectives à l'UPV¹⁴¹⁶, nous ne pouvons en revanche pas en connaître la proportion. Les élèves peuvent avoir parallèlement une activité professionnelle car les cours sont tous donnés en dehors des heures de travail, au-delà de 20h30. L'UPV s'appuie sur le réseau scolaire local par la participation majoritaire d'enseignants du primaire et par la répartition des cours soit dans la salle d'hygiène du Palais du

¹⁴¹³ AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

¹⁴¹⁴ Serge WOLIKOW, « communiste (culture) », in Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.178-183.

¹⁴¹⁵ AMV-8Fi246-Affiche-*Un homme sans instruction est un soldat sans munitions !*-datée entre 1937 et 1939.

¹⁴¹⁶ AMV-3D4-Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

Travail, soit dans des établissements scolaires comme le groupe scolaire Anatole France ou le Cours complémentaire, situé 51 rue du Quatre Août, créé en 1936 par la municipalité. L'UPV bénéficie de l'intérêt municipal en faveur de l'enseignement et de la formation professionnelle. Il faut peut être voir ici l'influence de Camille Joly qui est lui-même instituteur à Villeurbanne. Les chiffres de fréquentation de l'UPV ne nous sont connus que pour le mois de novembre 1937, à la rentrée de l'Université Populaire nouvellement créée. Ce sont alors 541 élèves qui suivent les cours¹⁴¹⁷. On peut ainsi élaborer un classement des cours en fonction du nombre d'élèves. Les cours les plus fréquentés sont dans un ordre décroissant : économie politique (72 élèves) ; philosophie, à égalité avec le droit ouvrier (57 élèves chacun) ; français (56) ; TSF (52) ; espéranto (26) ; allemand (23) ; dessin (23) ; solfège (22) ; sténographie (21) ; médecine appliquée à l'éducation physique (19) ; chorale (18) ; cours pour illettrés (18) ; espagnol (17) ; histoire (13) ; mathématique (13) ; littérature française (12) ; sculpture (11) et rythmique (11). Ces chiffres montrent que l'UPV fonctionne bien dès l'automne 1937. D'ailleurs, le chiffre des inscrits passe à plus de 700 en novembre 1937¹⁴¹⁸. Il n'est pas possible d'apprécier l'assiduité et ainsi établir une évolution du nombre d'élèves dans le temps, car les archives ne nous le permettent pas. Cependant, il s'agit des rares données connues sur l'audience des UP car les études sur le sujet, si elles retracent une évolution du nombre d'UP à la fin du XIX^e siècle, sont très rarement renseignées sur le nombre d'élèves des UP. Cette lacune s'explique par le statut associatif de ces UP, dont les archives ont rarement été déposées auprès d'organismes d'archives publiques. Il est tout de même possible de comparer ce chiffre de 700 élèves de l'UPV en novembre 1937 à la fréquentation de l'UP de Lille qui joue le rôle de modèle provincial au XX^e siècle et dont les effectifs passent de 300 en 1932 à 1 600 en 1936¹⁴¹⁹. Selon cette première approche, l'UPV est de moindre importance par rapport à l'UP de Lille car celle-ci rassemble 2,3 fois plus d'auditeurs en 1936. Mais cette différence doit être rapportée à la taille des 2 villes : en effet, la population lilloise s'élève entre 1926 et 1946 à plus de 200 000 habitants tandis que Villeurbanne compte 2,5 fois moins d'habitants

¹⁴¹⁷ AMV-10Z4- « L'Université Populaire de Villeurbanne, c'est l'école du peuple », extrait de *La Voix du Peuple*, 19 novembre 1937.

¹⁴¹⁸ AMV-BMO, n°140, décembre 1937, p.3540.

¹⁴¹⁹ Francis DEVERS, « L'Université populaire de Lille ou l'originalité d'un modèle provincial au XX^e siècle », in Gérard POULOUIN (dir.), *Universités populaires hier et aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2012, p.91.

avec 81 322 habitants en 1936¹⁴²⁰. En conséquence, en prenant en compte l'importance de la population de ces deux villes, on constate que la fréquentation de l'UPV en 1937 est, proportionnellement, comparable à celle de l'UP de Lille en 1936.

Dans les faits c'est une importante politique culturelle municipale qui est mise en place par les communistes. L'UPV joue le rôle d'institution culturelle sur laquelle la municipalité prend appui afin de proposer une politique culturelle organisée sous forme de conférences, mais aussi d'expositions et de visites d'édifices patrimoniaux de la région. Le Palais du Travail tient une place centrale dans ce contexte, car il est le lieu privilégié de rassemblement des associations villeurbannaises. Cette prise en compte des usages des bâtiments d'un point de vue de l'histoire urbaine permet de mesurer l'opérabilité du projet urbain initial et son utilisation par la municipalité communiste s'en sert pour promouvoir une politique culturelle municipale empreinte de son identité partisane. La municipalité cherche par ailleurs à partir de 1938 à décentraliser en partie l'UPV, car elle s'appuie sur le réseau associatif des Amicales populaires afin d'organiser des conférences dans leurs sièges¹⁴²¹.

Ce processus de centralisation des manifestations culturelles au sein du Palais du Travail se renforce durant la seconde moitié des années 1930, par l'installation de sociétés villeurbannaises et par la transformation du rez-de-chaussée en un espace d'expositions.

b) Le Palais du Travail : du théâtre au lieu de réunion des sociétés locales

Le Palais du Travail, incluant le théâtre municipal accueille régulièrement des manifestations populaires telles des opérettes, des spectacles de music-hall. Mais l'absence de troupe permanente fait du théâtre un espace de représentation pour des artistes nationaux populaires sans qu'une programmation pensée puisse clairement être dégagée. Il joue ainsi plutôt le rôle de salle des fêtes. L'adjonction au théâtre de salles réservées aux sociétés locales explique l'installation d'une association théâtrale, le Groupe de Théâtre. L'aile ouest du Palais du Travail étant dévolue uniquement aux sociétés locales, il y a un effet de centralisation de celles-ci et, de

¹⁴²⁰ AMV-1F20-Recensement de la population de Villeurbanne en 1936-tome 1

¹⁴²¹ AMV-BMO, n°150, octobre 1938, p.3860.

fait, un accroissement du contrôle municipal sur elles. En effet, jusqu'alors les cafés sont les lieux privilégiés de réunion. Le Palais du Travail fournit une réponse à la croissance importante du phénomène associatif à Villeurbanne dès 1934. En effet, alors que Villeurbanne compte en 1926, 86 associations déclarées, ce chiffre augmente fortement durant les années 1930, car il passe à 157 associations en 1936 et se maintient à 159 en 1939¹⁴²². Cette croissance est principalement due à l'augmentation du nombre d'associations de loisirs, comme les associations boulistes – elles passent de 27 en 1926 à 51 en 1936 et à 52 en 1939 –, et les associations sportives dont le nombre passe de 19 en 1926, puis se maintient à 26 entre 1936 et 1939. Cet essor associatif est plus global et il participe de l'élaboration du Front populaire. Pascal Ory rappelle que « même si l'orientation générale du mouvement fut définie au niveau des grands partis, et plus précisément encore de leurs états-majors, le Front, lui, fut vécu concrètement par le simple sympathisant et par beaucoup de militants dans le cadre d'un comité local du Rassemblement, d'une section syndicale, d'un comité de vigilance, d'une association culturelle »¹⁴²³. On peut constater ainsi que le contexte de politisation du Front populaire se traduit par une augmentation sensible du nombre de sociétés de boulistes, dont l'intitulé révèle leur caractère militant. L'impact du contexte politique sur la dénomination des associations de boulistes a par ailleurs aussi été démontré dans le cas des communes de Seine-et-Oise¹⁴²⁴. Les associations boulistes à Villeurbanne portant le qualificatif de « rouge », « prolétarienne » ou « ouvrière » représentent près de 14 % des associations boulistes entre 1936 et 1939¹⁴²⁵. Cependant, malgré leur importance numérique, aucune des associations boulistes n'installe son siège au Palais du Travail. Elles s'inscrivent spatialement dans leur quartier respectif. Le Palais du Travail est donc plutôt réservé aux comités centraux des associations, qui peuvent se permettre de payer les coûts afférents à la location des locaux. Par ailleurs, la

¹⁴²² Je m'appuie sur la liste des associations villeurbannaises de 1926 à 1939 tirée de Romain LAPIERRE, *Le phénomène associatif populaire à Villeurbanne. 1924-1939*, mémoire de maîtrise d'histoire dirigé par Jean-Yves Lequin et soutenu en 1997 à l'Université Lumière Lyon 2, Annexe 1-Liste des associations de 1926 à 1939, p.81-87. Ce découpage ne doit pas créer l'impression d'une augmentation soudaine à partir de 1936 du nombre d'associations car la majorité des associations présentes en 1936 ont été créées entre 1926 et 1936.

¹⁴²³ Pascal ORY, *op. cit.*, 1994, p.104.

¹⁴²⁴ Tony FROISSARD, « *Sport populaire* » de *Seine-et-Oise. 1880-1939*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.47.

¹⁴²⁵ Ces associations sont : la Boule ouvrière de Croix-Luizet, la Boule ouvrière des Gratte-Ciel, la Boule prolétarienne Germein, la Boule rouge de Villeurbanne, la Boule rouge Tolstoï, la Boule rouge Tolstoï et la Fraternelle boule ouvrière des Büers

municipalité exerce un contrôle strict sur l'allocation des salles du Palais du Travail car, selon le règlement élaboré en 1936, elles sont mises « à disposition des sociétés et organisations ouvrières agréées par l'administration municipale »¹⁴²⁶. Cet agrément municipal participe de la construction d'une géographie associative différenciée, distinguant celles qui sont installées au Palais du Travail et bénéficient de la proximité des lieux de pouvoir locaux, et les associations de quartier. Par exemple, l'impact du contexte politique sur le milieu associatif est visible dans la croissance du nombre d'associations antifascistes qui passe de 1 en 1926, à 10 en 1936. Leur comité central est installé au Palais du Travail. Dans cette même logique centralisatrice, seule la Fédération des comités intercommunaux de Villeurbanne est installée au Palais du Travail, tandis que les autres comités de quartiers conservent leur siège dans des cafés. En conséquence, le filtrage exercé par la municipalité, par le biais du système d'agrément explique que l'essentiel des associations ayant leur siège au Palais du Travail se caractérisent par leur dimension militante, voire politique, à l'instar de l'association des Amis de l'URSS, du Comité d'entraide aux familles victimes de la guerre d'Espagne, de l'association des Orphelins espagnols, du Groupe espérantiste ouvrier, de la section de Villeurbanne de la Ligue des droits de l'Homme, de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), de la Ligue italienne des droits de l'Homme, de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté, de l'Union populaire italienne¹⁴²⁷ et de l'Union populaire franco-italienne. On constate par ailleurs un traitement différencié des associations sportives. Seuls le Club sportif ouvrier villeurbannais (CSOV), rattaché à la fédération sportive du travail Internationale Rouge des sports, et la Fédération Sportive Gymnique du Travail (FSGT), ont leur siège au Palais du Travail. Mais ces deux associations s'installent en fait dès juin 1934 dans le Palais du Travail¹⁴²⁸. L'installation de la FSGT à Villeurbanne est symbolique, car il s'agit du comité régional du lyonnais qui était précédemment installé à Lyon. Par ailleurs la FSGT organise les 18 et 19 décembre 1937 son 4^e congrès national au Palais du Travail¹⁴²⁹.

¹⁴²⁶ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal du 22 mars 1936 et AMV-8Fi162-Arrêté municipal de Villeurbanne concernant le fonctionnement du Palais du Travail, daté de 1936.

¹⁴²⁷ Voir Éric VIAL, *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École française de Rome, 2007, 461 p.

¹⁴²⁸ AMV-2D44-Lettre d'Emile Gelet à Lazare Goujon, datée du 9 juin 1934.

¹⁴²⁹ AMV-BMO, n°140, décembre 1937, p.3539.

Le Palais du Travail est donc investi par les associations villeurbannaises, mais de manière différenciée car, en raison des coûts de location, les associations de quartier n'y migrent pas tandis que les associations marquées politiquement ou d'une taille suffisamment importante le font. Cette étude de la localisation des sièges associatifs permet de repérer un processus de ségrégation spatiale des associations et de distinguer le rôle polarisant du Palais du Travail sur une partie d'entre-elles. Elle ne rend toutefois pas compte du dynamisme associatif – notamment dans les différents quartiers – car des associations, comme les syndicats, s'y réunissent ou organisent des événements, notamment au théâtre, sans y installer leur siège syndical. Des associations louent ainsi des salles du Palais du Travail, afin d'y organiser des congrès, régionaux voire nationaux, ou des conférences. Ce dynamisme associatif est visible à travers l'expression des préoccupations de la municipalité qui s'inquiète de « l'insuffisance du Palais du Travail, qui n'a pas assez de salles de sociétés et manque d'une grande salle de réunion »¹⁴³⁰. Par ailleurs, l'étude des baux de location des salles du Palais du Travail montre que l'activité associative, si elle connaît un essor durant le Front populaire, prend forme dès 1934¹⁴³¹. Il y a donc une centralisation des associations culturelles, qui fait du Palais du Travail le centre culturel de la ville. Cette centralisation culturelle est renforcée par l'installation d'un espace d'exposition à son rez-de-chaussée.

*c) Le musée de Villeurbanne : de l'hôtel de ville
au Palais du Travail*

La coloration politique de la municipalité explique l'organisation de manifestations destinées à promouvoir l'histoire et les arts locaux. Cet usage politique des manifestations culturelles est intégré, dès 1936, à la veille des élections législatives de mai, avec l'organisation d'une exposition dans la salle du conseil municipal, dans l'hôtel de ville, consacrée à *La Presse et la littérature du Front populaire*. Cette exposition est l'occasion de présenter les évolutions de la presse, en terme de fond mais aussi de forme, au cours des années 1930, grâce notamment aux progrès techniques. Cette exposition est particulière : elle doit incarner le Front populaire par

¹⁴³⁰ AMV-BMO, n°138, octobre 1937, p.3461.

¹⁴³¹ AMV-2D34-Correspondance relative à la location des salles du Palais du Travail (1933-1935).

la culture. C'est pourquoi elle est organisée par les sections locales du Parti communiste et de la SFIO. Elle est l'occasion de dresser un historique succinct du développement de la culture de masse, en présentant deux manuscrits datés du XIII^e et du XV^e siècles, ainsi que deux incunables prêtés par la ville de Lyon. Les ouvrages sont utilisés afin de souligner le bouleversement de la culture de l'écrit jusque dans les années 1930. La Révolution française est aussi présentée, mais il s'agit plus d'un prétexte permettant à la fois de présenter des documents tirés des archives locales et d'inscrire le Front populaire dans l'histoire nationale. L'année suivante un changement apparaît : l'exposition organisée en mars 1937 uniquement par la municipalité, est centrée sur l'histoire et les arts locaux. Des faïences grenobloises et des lithographies lyonnaises sont exposées dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Cette exposition, comme les suivantes, est perçue dans une logique de « décentralisation artistique »¹⁴³². Dès lors, ces expositions municipales se centrent sur l'échelon local, c'est le cas en mai 1938, lors de la III^e exposition de peinture et de sculpture de Villeurbanne¹⁴³³. Parallèlement, des expositions d'art ouvrier sont présentées en juin 1937, dans la salle du conseil¹⁴³⁴, et en juillet 1938, cette fois dans le Palais du Travail, afin de démontrer que « l'ouvrier et l'artisan peuvent dans ce domaine (de la culture des arts), donner libre cours à leur imagination, et même qu'ils font un judicieux emploi de l'habileté traditionnelle de l'ouvrier français »¹⁴³⁵. Le but de ces expositions est de valoriser la créativité ouvrière, ce qui permet de sortir les ouvriers de leur image professionnelle de simples exécutants. Ces expositions sont donc l'expression symbolique d'un clivage social consistant à valoriser des arts déconsidérés par la culture dominante qualifiée alors de « culture bourgeoise ». Ces programmations d'exposition s'inscrivent dans le champ discursif du politique et participent de la construction d'une culture ouvrière dans une logique identitaire.

La municipalité cherche, par ailleurs, à acquérir des œuvres d'artistes locaux afin de les déposer dans le musée municipal de Villeurbanne. Le maire contacte dans ce sens en mai 1939 le maire de Villejuif, dans le département de la Seine, afin de recevoir la maquette présentée par Georges Salendre lors d'un concours pour l'édification d'un monument à Paul Vaillant-Couturier afin de la déposer « dans l'embryon de musée

¹⁴³² AMV-BMO, n°133, mai 1937, p.3321.

¹⁴³³ AMV-BMO, n°146, juin 1938, p.3746.

¹⁴³⁴ AMV-BMO, n°135, juillet 1937, p.3377.

¹⁴³⁵ *Idem* et AMV-BMO, n°147, juillet 1938, p.3771.

que nous essayons de constituer »¹⁴³⁶. La municipalité reçoit également des dons, constitués de collections particulières destinées à compléter « le musée municipal »¹⁴³⁷. Les expositions sont aussi de classiques expositions municipales, car des créations artistiques d'écoliers sont valorisées. La municipalité utilise, à partir de 1939, ces expositions – toutes modestes qu'elles soient – comme un moyen de rayonner à l'échelon local. Elle organise, en juillet 1939, une exposition cantonale des travaux scolaires des élèves des écoles de Villeurbanne, Saint-Fons, Vénissieux, Bron et Vaulx-en-Velin dans « le Musée municipal » situé alors au rez-de-chaussée du Palais du Travail¹⁴³⁸. On relève ainsi, entre 1934 et 1939, un déplacement de la géographie culturelle à Villeurbanne : les premières expositions sont organisées au sein de l'hôtel de ville – là où sont installés depuis 1934 le musée, la bibliothèque et les archives municipales – puis elles sont présentées en 1939 dans le « Musée municipal » installé dès lors dans le Palais du Travail. Ce transfert s'explique par les effets de la crise économique, qui engendre la fermeture de la Brasserie du Théâtre, gérée jusqu'alors par adjudication, et sa reconversion en un lieu d'exposition. Malgré le changement de dénomination de l'ancienne Brasserie en « musée municipal », cet espace devient dans la pratique un espace d'exposition, et pas à proprement parler un musée car il ne s'agit pas d'un espace permanent d'exposition. Les expositions qui y prennent place ne sont que temporaires. Cette utilisation de l'ancienne Brasserie comme lieu d'exposition est une réponse au constat fait par Louis Maynard dès janvier 1937 que « nous n'avons pas de salle d'exposition »¹⁴³⁹. Ce transfert des expositions de l'hôtel de ville au Palais du Travail montre l'intérêt en histoire urbaine de l'étude des usages des espaces publics : ceux-ci évoluent et modifient ou renforcent les fonctions des bâtiments. Dans notre cas, on constate que le Palais du Travail agrège les principales activités culturelles villeurbannaises et qu'il joue clairement le rôle de centre culturel dans la seconde moitié des années 1930. Cependant, le musée ne survit pas à la Seconde Guerre mondiale et ce service est supprimé en 1941¹⁴⁴⁰.

¹⁴³⁶ AMV-2D36-Lettre de Camille Joly au maire de Villejuif, datée du 26 mai 1939.

¹⁴³⁷ AMV-2D36-Lettre de Camille Joly à madame veuve Aumiot, datée du 5 juillet 1939.

¹⁴³⁸ AMV-BMO, n°160, août 1939, p.4133.

¹⁴³⁹ AMV-BMO, n°130, février 1937, p.3328.

¹⁴⁴⁰ En février 1941, le président de la délégation spéciale de Villeurbanne écrit à son collègue lyonnais afin de connaître si la municipalité de Lyon souhaite récupérer 25 tableaux mis à la disposition du musée de Villeurbanne car le service vient d'être supprimé dans

d) La municipalisation du sport

La municipalité met en place une politique sportive marquée politiquement par le Front populaire. Il s'agit pour elle d'appliquer à l'échelle locale la politique sportive initiée par Léo Lagrange dès 1936. Ce dernier est nommé sous-secrétaire d'État à l'organisation des Loisirs et Sports, rattaché au ministère de la Santé publique, puis en 1937 il est en charge du sous-secrétariat d'État aux Sports, Loisirs et Éducation physique, placé cette fois sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale, confié à Jean Zay. Cette politique nationale s'appuie sur l'échelon local en promouvant la construction d'infrastructures sportives par les municipalités.

A Villeurbanne, la politique sportive dessinée par les communistes prend la suite de celle lancée sous Lazare Goujon, mais elle prend une dimension politique car elle est clairement associée aux législations sociales du Front populaire comme indiqué en mars 1938. « La Municipalité villeurbannaise attache une très grande importance à la question sportive et elle entend, avec les moyens hélas trop restreints dont elle dispose, soutenir et encourager les Fédérations et Sociétés sportives, afin de faciliter dans la plus grande mesure le développement des sports et donner à la jeunesse la possibilité d'utiliser sainement les loisirs que la nouvelle législation sociale lui a donnés »¹⁴⁴¹. Pour cela, les communistes poursuivent la politique sportive de leur prédécesseur en voulant terminer l'ambitieux projet du stade, laissé en suspens depuis 1935. Les travaux d'achèvement étant estimés à 5,5 millions de francs, la municipalité sollicite des ministères et notamment le sous-secrétariat d'État aux Sports, Loisirs et Éducation physique dirigé par Léo Lagrange¹⁴⁴². Ce stade doit répondre à « l'insuffisance des terrains de jeux et des locaux pour la culture physique »¹⁴⁴³. Ce besoin s'explique alors par l'augmentation des effectifs scolaires qui s'est traduite uniquement par l'aménagement de nouvelles classes sur les terrains initialement dévolus à l'éducation physique scolaire. Cependant, le sous-secrétaire d'État répond négativement à cette demande en raison du caractère spectaculaire des sports, notamment le cyclisme, devant y être pratiqués. Son département ne souhaite

AMV-2D47-Lettre du président de la délégation spéciale de Villeurbanne au président de la délégation spéciale de Lyon, datée du 4 février 1941.

¹⁴⁴¹ AMV-BMO, n°143, mars 1938, p.3646.

¹⁴⁴² AMV-1M84-Lettre de Camille Joly à Léo Lagrange, datée du 15 janvier 1937.

¹⁴⁴³ AMV-1M84-Lettre de Camille Joly à Léo Lagrange, datée du 3 mars 1937.

en effet « que subventionner les municipalités qui désirent entreprendre la création de stades modestes sans aucun but commercial »¹⁴⁴⁴. Ce refus sonne l'arrêt du projet de stadium en partie sorti de terre.

La municipalité bénéficie des équipements sportifs construits, tels le stade de Cusset et sa piscine d'été, ainsi que de la piscine d'hiver installée dans le sous-sol du Palais du Travail. Elle fait aussi la promotion de l'ancien parc de Bonneterre dont la superficie de 56 000 m² est utilisée par les habitants comme un espace de loisirs et d'agrément, et par les sociétés sportives locales comme un espace d'entraînement. Cependant, ce que la municipalité appelle le « stade de Bonneterre » et qu'elle présente comme « le plus grand centre d'entraînement de la région »¹⁴⁴⁵ n'accueille pas d'infrastructures sportives en dur et notamment aucun gradin. Il s'agit de fait d'une friche reconvertie en parc doté de fonctions sportives par la simple figuration de démarcations de terrains sur son sol. La municipalité investit cet espace par l'installation de nouveaux terrains de sport et la mise en place de douches. Ce parc est doté au total de 4 terrains de football et de 2 terrains de basket-ball, ainsi que d'un terrain de rugby. Cette offre sportive municipale est complétée par les terrains détenus en propre par les sociétés sportives, tel le stade des Iris qui appartient au Lyon Olympique Universitaire (LOU). Mais le terme de « stade de Bonneterre » utilisé pour désigner cet espace ne relève que du domaine des représentations : la municipalité n'engage pas de travaux d'urbanisme en raison des faibles moyens financiers dont elle dispose. En effet, dès octobre 1936, Camille Joly fait part au préfet des difficultés qu'il rencontre à appliquer la politique gouvernementale en matière d'aménagement sportif. « La municipalité voudrait pouvoir envisager, pour répondre au désir très louable de Mr. le sous-secrétaire d'Etat aux sports et aux loisirs, l'achat et l'aménagement de terrains pour y créer les loisirs des familles : jeux pour adultes ; jeux pour les enfants et les adolescents ; jeux pour les tout petits ; hélas aucune de ces réalisations éminemment moralisatrices et profitables pour la santé ne peut être effectuée, parce que la Commune manque de ressources »¹⁴⁴⁶. En conséquence, le seul aménagement sportif projeté est celui d'un terrain de 12 000 m² situé à côté du stade municipal et de la piscine d'été. Cet espace est ordonné selon un système de paliers : le premier niveau est aménagé en terrain d'entraînement, sur le

¹⁴⁴⁴ AMV-1M84-Lettre de Léo Lagrange à Camille Joly, datée du 13 février 1937.

¹⁴⁴⁵ AMV-BMO, n°143, mars 1938, p.3646.

¹⁴⁴⁶ AMV-2D38-Lettre de Camille Joly au préfet du Rhône, datée du 28 octobre 1936.

second niveau sont installés des terrains de basket et de tennis, et enfin le troisième niveau est aménagé en square pour enfants. Ce square est « conçu dans l'esprit de notre jardin des "Tout Petits" de l'avenue de la Ferrandière, sera public et situé en dehors de l'enceinte du stade. Pourtant (...) il est en le complément indispensable car il permettra aux jeunes enfants, accompagnés ou non, de jouer au grand air, tandis que leurs parents ou leurs aînés seront au stade ou à la piscine »¹⁴⁴⁷. Cet aménagement est bien conçu dans l'optique de permettre une pratique sportive familiale. On constate qu'elle s'inscrit dans la continuité de celle de Lazare Goujon car le principe du jardin des « Tout Petits » est directement reproduit. Dans ce cas, l'expérience locale antérieure est revendiquée par la municipalité ce qui démontre que la ville est bien un laboratoire d'expérience dans la mise en place d'une politique de l'enfance.

La municipalité se met en scène à travers ces infrastructures sportives, pourtant héritées de Lazare Goujon, en raison de l'enjeu politique qu'elle y associe : Villeurbanne est ainsi représentée comme « un centre sportif très important »¹⁴⁴⁸. Cette politique sportive s'inscrit dans la continuité de celle de Lazare Goujon car elle privilégie la fonction éducative du sport, en opposition avec l'émulation sportive qui se dessine à la fin du mandat de Lazare Goujon. Cette conception municipale du sport est alors largement partagée et elle est la même que celle élaborée à Lyon par Edouard Herriot entre 1926 et 1939¹⁴⁴⁹. Cette conception éducative du sport est celle dont Léo Lagrange fait la promotion à l'échelle gouvernementale en créant, le 10 mars 1937, le « Brevet Sportif Ouvrier ». Ce brevet inscrit les élèves dans un parcours d'éducation physique : ils doivent valider une série d'épreuves afin de l'obtenir. A Villeurbanne, l'organisation des épreuves pour l'obtention du brevet est gérée par le Comité des Sports, ce qui lui permet d'encadrer la jeunesse. Ce brevet doit faire « prendre dès l'enfance le goût des sports ; ainsi nous aurons une jeunesse saine, forte et joyeuse, digne de régénérer la race, et de nous donner des athlètes semblables à ceux des autres pays »¹⁴⁵⁰.

¹⁴⁴⁷ AMV-BMO, n°135, juillet 1937, p.3558-3559.

¹⁴⁴⁸ AMV-BMO, n°143, mars 1938, p.3646.

¹⁴⁴⁹ Jean SAINT-MARTIN, « La politique sportive d'Edouard Herriot (1914-1939) », in Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2012, p.245-259.

¹⁴⁵⁰ AMV-BMO, n°136, août 1937, p.3403.

La municipalité renforce la municipalisation du sport en donnant des fonctions étendues au Comité des Sports. Ce comité reprend la fonction initiale de la commission communale d'éducation physique de Villeurbanne créée en 1931 afin de gérer le stade municipal de Cusset, et c'est la raison pour laquelle il est en charge de l'organisation des épreuves du brevet sportif qui se déroulent dans ce stade. Mais les attributions du Comité des sports s'accroissent et il se trouve aussi chargé de la gestion et de l'attribution de l'ensemble des espaces sportifs. La composition de ce comité montre sa municipalisation, mais aussi sa politisation. En effet, s'il est composé de délégués de la municipalité, du corps enseignant et des associations sportives villeurbannaises, il est surtout présidé par Georges Lyvet, qui cumule les fonctions édilitaires et associatives en tant que premier adjoint de Camille Joly et que secrétaire du comité régional de la Fédération Sportive Gymnique du Travail (FSGT). Cette forte connexion entre une municipalité et son comité, appelé aussi « office des sports », procède avant tout de la volonté d'édiles de renforcer l'interventionnisme municipal dans le domaine sportif. Ce n'est qu'une déclinaison de ce municipalisme. On la retrouve ainsi durant l'entre-deux-guerres dans les villes de Lyon, mais aussi de Boulogne-Billancourt, de Suresnes ou de Puteaux¹⁴⁵¹. Cependant, l'orientation politique de la municipalité de Villeurbanne transparaît dans le fonctionnement du Comité des Sports, qui attribue presque exclusivement l'usage des terrains de sports au Club sportif ouvrier villeurbannais (CSOV), rattaché à la fédération sportive du travail Internationale Rouge des sports, et à la Fédération Sportive Gymnique du Travail (FSGT) qui est née en décembre 1934 dans le contexte du Front populaire de la « fusion de la FST (communiste depuis 1923) et de l'USSGT (socialiste, créée en 1926) »¹⁴⁵². La valorisation spécifique de ces deux associations par le Comité des Sports est clairement politique. Camille Joly est aussi président d'honneur du Club sportif ouvrier villeurbannais¹⁴⁵³. Par ailleurs le comité

¹⁴⁵¹ Sylvie RAB, « Les municipalités ouvrières et le sport dans les années trente. L'exemple de 3 municipalités socialistes de banlieue (Boulogne, Puteaux et Suresnes », in Pierre ARNAUD (dir.), *Les origines du sport ouvrier en France*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.247-266.

¹⁴⁵² Fabien SABATIER, « Mobilité affinitaire et mouvement sportif ouvrier : l'itinéraire de Rosette Guérard (1924-1950) », in *Le Mouvement Social* 2/2006, n° 215, note 2. En ligne : www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2006-2-page-67.htm (Consulté le 2 novembre 203)

¹⁴⁵³ AMV-8Fi172-Affiche *Dans une centrale unique. La fédération sportive gymnique du travail. Un club local unique pour toute la jeunesse laborieuse : Le Club sportif ouvrier villeurbannais*, datée de 1936.

est politisé car il prend par exemple position contre la participation de la France aux Jeux Olympiques organisés en 1936 en Allemagne, en accord avec la position du Parti communiste¹⁴⁵⁴. Par opposition à ces Jeux Olympiques, la FSGT envoie une délégation lyonnaise et villeurbannaise afin de participer aux Olympiades Populaires de Barcelone en juillet 1936. Cette participation est une prise de position politique car ces Olympiades ont été conçues comme une fête pour la paix face aux fascismes. Elles réunissent des délégations de sociétés sportives ouvrières. Le rapatriement de cette délégation, les 22 et 25 juillet en raison de la guerre, est médiatisé par la municipalité qui organise un compte-rendu par la FSGT sur le Front populaire en Espagne le 28 juillet 1936 au théâtre du Palais du Travail¹⁴⁵⁵. La FSGT est privilégiée par la municipalité, par rapport aux autres associations sportives, car c'est elle qui organise par exemple au Palais du Travail, en mai 1937, la grande Fête des Sports, placée sous la présidence d'honneur de Léo Lagrange¹⁴⁵⁶. Son rôle d'encadrement sportif est renforcé sous les communistes car, sous le mandat de Lazare Goujon, les associations sportives laïques étaient mises à l'honneur. Cette politique et sa médiatisation participent de l'essor du sport ouvrier à Villeurbanne, mais elle est aussi un outil permettant à la municipalité de construire, lors des manifestations sportives, une identité partisane de la ville.

e) *Une politique de lecture publique*

La démocratisation culturelle est au cœur de la politique de lecture publique lancée à Villeurbanne par les communistes. Cette logique entre alors en résonnance avec des initiatives réformatrices lancées dans le milieu professionnel des bibliothécaires, avec la création en 1936 de l'Association pour le développement de la lecture publique qui milite pour la création de bibliothèques ouvertes à tous. La municipalité accroît, dans cette logique, le rayonnement de la bibliothèque sur le territoire villeurbannais. De son côté, Louis Maynard, conscient de l'exiguïté de la bibliothèque, en appelle en janvier 1937 à la création d'une *Maison de la*

¹⁴⁵⁴ AMV-BMO, n°121, mai 1936, p.2947.

¹⁴⁵⁵ AMV-8Fi142-Affiche *Fédération sportive et gymnique du travail. La vérité sur les événements d'Espagne*, datée du 28 juillet 1936.

¹⁴⁵⁶ AMV-8Fi150-Affiche *Grande Fête du sport*, datée du 22 mai 1937.

*Bibliothèque et du Musée*¹⁴⁵⁷. Ce souhait n'est pas réalisé, mais la municipalité donne une grande importance à la bibliothèque municipale qu'elle conçoit comme « un des moyens les plus importants » afin « d'intensifier l'instruction et la récréation de la Cité »¹⁴⁵⁸. Pour cette raison, elle double le personnel de la bibliothèque en créant un nouveau poste de sous-archiviste-bibliothécaire en novembre 1937. Ce renfort du personnel de la bibliothèque correspond à l'essor de la bibliothèque qui compte plus de 21 000 ouvrages, notamment grâce aux dons de Louis Maynard. Il s'explique aussi par l'extension des fonctions de la bibliothèque municipale, située dans l'hôtel de ville, qui devient une bibliothèque centrale. Les édiles, sur les conseils de Louis Maynard, décident en effet de créer des bibliothèques de quartier afin d'étendre le réseau de lecture publique de la ville. Louis Maynard joue un rôle d'expert et de conseiller auprès de la municipalité car il propose d'organiser « ces petites bibliothèques (en) s'appuy(ant) sur des systèmes fonctionnant depuis 30 ou 40 ans en Suisse et en Allemagne, et depuis 1923 en Russie »¹⁴⁵⁹. Il propose d'approvisionner les bibliothèques de quartier par un système de roulement du fonds constitué à la bibliothèque centrale. Chacune de ces bibliothèques reçoit en dépôt des exemplaires du catalogue général de la bibliothèque municipale. Ces bibliothèques, qui sont des lieux de dépôts, doivent aussi être des lieux de consultation sur place avec une table pour la lecture et une seconde réservée à la présentation des périodiques. Chaque bibliothèque, pourvue de son fonds propre, doit comprendre un rayon de livres pour enfants ainsi que des ouvrages en histoire, des ouvrages techniques, des livres d'art et des ouvrages de vulgarisation scientifique, mais aussi « quelques romans bien choisis ». Parmi ceux-ci Louis Maynard cite en exemple des auteurs de la littérature réaliste comme Dumas, Balzac, London, des auteurs pacifistes comme Romain Rolland et Henri Barbusse, ainsi que des auteurs russes comme Gorki. Cet intérêt pour les classiques du roman progressiste se retrouve à Bobigny – municipalité communiste depuis 1920 – dans la politique d'acquisition de la bibliothèque municipale en janvier 1936 qui montre « un double souci d'éducation politique et philosophique »¹⁴⁶⁰. Ces bibliothèques annexes sont aussi conçues comme des outils de propagande. Louis Maynard précise qu'il faut y adjoindre des « brochures de

¹⁴⁵⁷ AMV-BMO, n°130, février 1937, p.3228.

¹⁴⁵⁸ AMV-3R1-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 27 novembre 1937

¹⁴⁵⁹ AMV-3R1-Lettre de Louis Maynard à Camille Joly, datée du 20 avril 1936.

¹⁴⁶⁰ Annie FOURCAUT, *op. cit.*, 1986, p.186.

propagande et d'étude sur les questions politiques et économiques »¹⁴⁶¹. Au total, ce sont 5 bibliothèques de quartier, ouvertes un soir par semaine en dehors des heures d'ouverture des écoles et le dimanche matin, qui sont ainsi créées. Ce réseau de lecture prend appui sur celui des établissements scolaires : toutes les bibliothèques sont installées dans un groupe scolaire¹⁴⁶². Elles doivent participer à la formation du prolétariat car l'exemple de fonds permanent proposé par Louis Maynard comprend 34 ouvrages communistes, choisis parmi ceux des auteurs les plus significatifs : 2 ouvrages de Maurice Thorez, un de Jacques Duclos, un de Marcel Cachin, 7 écrits de Marx et Engels, 2 de Lénine et un de Staline. Il y a donc clairement une politisation de ces fonds de bibliothèque. Cette mise à disposition d'une littérature militante n'est pas seulement le fait de Louis Maynard, mais aussi de Camille Joly qui prend contact avec le chef de la 1^{re} section occidentale de la Société pour les Relations Culturelles entre l'URSS et l'Etranger, situé à Moscou, afin d'obtenir une documentation en vue de compléter le fonds de la bibliothèque municipale. Le maire précise « que notre bibliothèque municipale, de plus en plus fréquentée, et qui s'est spécialisée dans les questions sociales, gagnerait à avoir une riche documentation, dont déjà d'ailleurs elle possède un embryon sur la vie de la Russie »¹⁴⁶³. L'inscription de la municipalité dans les réseaux communistes est donc utilisée afin de faire de la propagande à l'échelon local en faveur du communisme.

Les bibliothèques municipales en France se caractérisent globalement durant l'entre-deux-guerres par un état de léthargie¹⁴⁶⁴. Cependant, durant cette période des villes françaises, comme par exemple à Bordeaux dès les années 1920 ou Saint-Etienne de 1923 à 1937¹⁴⁶⁵, structurent leurs services de bibliothèque en mettant en place, à partir d'une bibliothèque centrale, un réseau de lecture publique avec la constitution

¹⁴⁶¹ *Idem.*

¹⁴⁶² Une bibliothèque de quartier est créée rue Armand, rue Lakanal, rue du docteur Dolard, au groupe scolaire Jules Guesdes et à celui de Cusset.

¹⁴⁶³ AMV-2D35-Lettre de Camille Joly au chef de la 1^{ère} section occidentale de la Société pour les Relations Culturelles entre l'UR.S.S. et l'Etranger, à Moscou, datée du 3 juin 1937. La correspondance, plus complète de Camille Joly avec la Société pour les Relations Culturelles entre l'UR.S.S. et l'Etranger se trouve dans AMV-3D9-Correspondance du maire Camille Joly avec Moscou (1937-1939)

¹⁴⁶⁴ Graham KEITH BARNETT, « La léthargie des bibliothèques municipales », in Martin POULAIN (dir.), *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques au XX^e siècle. 1914-1990*, Paris, Editions du cercle de la Librairie, 1992, p.53-81.

¹⁴⁶⁵ Thomas HÖPEL, « Les maires et la politique culturelle municipale en France et en Allemagne dans l'entre-deux-guerres », in Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *op. cit.*, 2012, p.228.

de bibliothèques annexes. A Villeurbanne [**Tableau 14**], la temporalité de cette initiative est plus particulièrement liée au contexte du Front populaire et à la volonté politique de la municipalité de démocratiser la lecture dans une logique politique, afin de permettre aux populations ouvrières d'accéder à une culture livresque, en partie militante, en dehors du temps de travail. Cette politique destinée, comme à Saint-Etienne, à démocratiser la culture pour les ouvriers se traduit par un essor de la lecture sur place et à domicile.

Ce développement est à mettre en lien avec la progression très nette de la fréquentation des bibliothèques dans les dernières années de l'entre-deux-guerres en France, comme par exemple à Albi, Avignon, Besançon, Bordeaux, Carpentras, au Havre, La Rochelle, Lyon, Marseille, Montluçon, Poitiers, Rouen, Soisson ou encore à Toulouse¹⁴⁶⁶. A partir de la seconde moitié des années 1930, la municipalité de Villeurbanne construit donc un réseau local de lecture publique qui innervait la ville et doit participer à la construction d'une « cité rouge ».

Cette politique culturelle prend la forme d'un interventionnisme municipal dans le domaine de la formation, avec la création de l'UPV et la mise en place de cours complémentaires, ainsi que dans le domaine sportif, en conformité avec l'impulsion étatique et dans le but d'encadrer la jeunesse. La municipalité cherche à décloisonner l'accès à la culture par sa politique de lecture publique tout en construisant une culture ouvrière afin d'émanciper les classes ouvrières et lutter contre le fascisme. Il ne s'agit pas pour la municipalité d'organiser la révolution. Cette politique se caractérise surtout par son caractère réformateur. Cette action dans le domaine social consiste surtout à pallier les effets de la crise car la municipalité n'est pas dans une position de mettre en place une politique urbaine à l'aune de ses ambitions initiales.

¹⁴⁶⁶ Graham KEITH BARNETT, *op. cit.*, 1992, p.66.

F. Un interventionnisme municipal renforcé mais contraint : entre application de principes idéologiques et nécessité

L'interventionnisme municipal se renforce entre 1935 et 1939. Il y a en effet, pour les communistes, un véritable enjeu politique et idéologique : il s'agit de montrer une rupture politique dans la gestion municipale, par rapport à l'époque de Lazare Goujon, et d'appliquer les principes idéologiques du communisme à l'échelle communale en mettant en place une municipalité gérée par et pour le prolétariat afin de faire de « Villeurbanne la Cité s'administrant elle-même ». Se met alors en place, dans la pratique, un municipalisme communiste qui n'est pas clairement théorisé et qui s'apparente plutôt à une forte poussée d'interventionnisme municipal. Les communistes appliquent leur projet d'une municipalité transparente et autogérée en s'appuyant sur les conseils de quartier. Par ailleurs, ils mettent en place une politique culturelle particulièrement ambitieuse à destination des ouvriers et des ouvrières. Cet interventionnisme participe de la fabrique symbolique de la ville, car ainsi ils marquent de leur empreinte le territoire communal, par le jeu toponymique et en construisant des rituels publics autour de figures du communisme. Cependant, cette action dans la fabrique symbolique s'explique surtout par l'impossibilité financière des communistes à intervenir matériellement sur l'aménagement du territoire. Cet interventionnisme se retrouve dans le domaine social en raison de la nécessité pragmatique de gérer les effets de la crise économique sur le tissu social.

1. Interventionnisme social et renfort de l'encadrement de la population

Le bureau municipal d'hygiène organisé sous Lazare Goujon et dirigé par le docteur Latil poursuit son travail de veille épidémiologique. La différence avec la politique de Lazare Goujon vient du fait que le docteur Latil n'est plus associée directement à l'élaboration de la politique municipale. Elle perd, de fait, de son influence auprès des édiles. Ce service d'hygiène est maintenu, et il participe au repérage des enfants jugés malingres ou anormaux qui sont ensuite envoyés en priorité dans les internats primaires ruraux et les écoles de plein air situés à Poncin, dans l'Ain, et à

Chamagnieu, en Isère. Ce système de placement est complété sur le territoire communal par l'instauration de garderies « afin de soustraire aux dangers de la rue les enfants qui passent leurs vacances chez eux »¹⁴⁶⁷. Ces garderies sont organisées dans le parc municipal situé route de Genas, attenant aux anciens locaux du bureau d'hygiène. Ce parc, inauguré sous Lazare Goujon, permet aux enfants d'être gardés toute la journée par des femmes du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, soutenu par le PCF dans le cadre du Front populaire. L'action municipale dans le domaine social s'appuie donc sur le milieu associatif et plus particulièrement militant, car ce comité est créé en 1934 par Gabrielle Duchêne, militante féministe et pacifiste. Cette garderie permet de compléter le système d'encadrement de la jeunesse durant la période estivale.

L'action municipale dans le domaine social augmente en novembre 1935 avec la mise en place d'assistantes sociales municipales, qui viennent renforcer l'intervention municipale sur le tissu social. En effet, si la surveillance épidémiologique est dirigée par le bureau d'hygiène, celui-ci s'appuie depuis 1925, sur l'action des visiteuses de l'enfance de la Fondation franco-américaine de l'enfance. Cette fondation, créée à Lyon en 1918 et reconnue d'utilité publique en 1922, est le fruit de la collaboration de différents acteurs issus du réseau de philanthropie américaine, dont la Fondation Rockefeller et le réseau médical lyonnais, avec Jean Lépine – doyen de la faculté de médecine et président de la Fondation franco-américaine, et de celui de la philanthropie patronale lyonnaise, avec le rôle de Léonie Motte-Gillet¹⁴⁶⁸. La Fondation franco-américaine met en place, selon le principe du *district nursing*, des équipes de visiteuses, diplômées en infirmerie, qui sont réparties à Lyon selon 7 districts. Ces visiteuses interviennent dans les écoles et auprès des familles, à domicile, dans une logique de prophylaxie. Leurs compétences leur permettent d'intervenir dans l'ensemble des services hospitaliers publics ou privés, ainsi qu'auprès des municipalités afin d'établir un lien entre les familles et le milieu médical. Elles sont donc directement présentes auprès des familles et exercent une veille sanitaire. Cette intervention des visiteuses de l'enfance n'est pas circonscrite à Lyon car « l'œuvre rayonne au delà des centres urbains : à Villeurbanne, Cuire, Bron, l'Arbresle et jusqu'à Thizy et Saint-

¹⁴⁶⁷ AMV-1D9-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 14 septembre 1935.

¹⁴⁶⁸ Bernadette ANGLERAUD, *Lyon et ses pauvres : des œuvres de charité aux assurances sociales, 1800-1939*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.294-296.

Chamond »¹⁴⁶⁹. A Villeurbanne, ces visiteuses agissent, dès 1925, au niveau du dispensaire, lors des inspections médicales des écoles et de la visite des nourrissons¹⁴⁷⁰. Elles jouent un rôle primordial dans la surveillance urbaine en signalant les risques épidémiques au bureau municipal d'hygiène¹⁴⁷¹. La municipalité octroie pour cela une subvention annuelle à l'œuvre de la Fondation franco-américaine pour l'enfance. Cependant, en novembre 1935, la nouvelle municipalité décide de supprimer cette subvention, et de remplacer les visiteuses de l'enfance par un service municipal d'assistantes sociales¹⁴⁷². Ces assistantes sociales, diplômées d'Etat, sont chargées des « enquêtes sur la situation, la moralité, les besoins des familles signalées à l'Administration »¹⁴⁷³. Elles sont les auxiliaires des médecins du dispensaire et des médecins-inspecteurs des écoles. Leur intervention est, comme précédemment, sectorisée en 7 secteurs et leur cheftaine est chargée d'établir la liaison avec l'administration municipale. Cette organisation est très efficace : les rapports quotidiens sont remis chaque matin à l'administration municipale. Ce système complète et renforce le champ d'intervention municipale qui, jusqu'alors, était limité à l'intervention d'infirmières extérieures à la municipalité. Ce choix résulte d'une part, des insuffisances constatées du précédent système en raison de la croissance démographique et d'autre part, de la volonté d'accroître l'interventionnisme municipal en raison de l'accroissement de la vulnérabilité de la population dans le contexte de crise économique.

Cependant, les coûts de l'assistance en 1938 amènent la municipalité, tout en conservant son système d'assistantes sociales municipales, à s'appuyer sur l'échelon départemental en demandant le rattachement de la commune à l'assistance départementale.

¹⁴⁶⁹ AMV-BMO, n°22, février 1928, p.442.

¹⁴⁷⁰ AMV-1D11-Extraits du registre des délibérations du conseil municipal du 27 décembre 1926.

¹⁴⁷¹ La Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance signale des cas d'épidémie de fièvre typhoïde dans la région lyonnaise et contacte directement la directrice du bureau d'hygiène comme par exemple en novembre 1926 lors de la déclaration d'une épidémie au préventorium de la Chaux à Saint-Cyr au Mont d'Or dans AMV-5J4-Dossier : cas de thphoïde (1913-1946)-Lettre de la Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance à la directrice du bureau d'hygiène de Villeurbanne, datée du 26 novembre 1928.

¹⁴⁷² AMV-1D9-Extraits du registre des délibérations du conseil municipal du 16 novembre 1935.

¹⁴⁷³ AMV-1D9-Extraits du registre des délibérations du conseil municipal du 8 février 1936.

2. De la gestion du chômage à l'appel au renforcement de l'interventionnisme de l'Etat en matière d'urbanisme

Les difficultés financières de la municipalité amènent les édiles à réorganiser la gestion financière en créant un service financier transversal, dont le directeur est chargé spécifiquement du contrôle des dépenses ce qui renforce la centralisation des services municipaux. Cet interventionnisme municipal est lui même conditionné par les injonctions préfectorales. Les dépenses engagées, contrôlées en amont par le pouvoir préfectoral, sont justement accrues dans le domaine social en raison de l'augmentation des besoins en matière d'assistance. La municipalité est d'ailleurs amenée à accroître la pression fiscale locale. Ainsi la somme des centimes ordinaires et extraordinaires connaît une forte croissance car elle passe de 777 en 1935 à 1584 centimes en 1939, soit une augmentation de plus de 100 %¹⁴⁷⁴. Cette augmentation de la pression fiscale engendre d'ailleurs des tensions entre les édiles et des administrés. Certains envoient des courriers, afin de se plaindre de cette situation auprès de la municipalité. La municipalité essaie de répondre aux besoins d'assistance, dès son installation, par l'augmentation de la pression fiscale et en formulant un projet de politique de grands travaux.

L'impact de la crise économique sur les entreprises villeurbannaises entre 1931 et 1936, se traduit par la fermeture de 50 usines, qui employaient alors au total 4 548 personnes. Ces fermetures connaissent un pic en 1933 avec la fermeture de 24 usines. En conséquence, entre 1931 et 1936 le nombre de chômeurs comptabilisés par la municipalité est multiplié par 4,6, et fluctue aux alentours de 3 600 chômeurs jusqu'en 1938. Dans ce contexte, la municipalité organise un système de restauration pour les chômeurs l'hiver, en installant en 1935 un Restaurant Populaire attendant au bureau du chômage, situé petite rue de Bonneterre¹⁴⁷⁵. Le caractère structurel du chômage amène par ailleurs la municipalité à formuler des vœux en faveur de la constitution d'un Fonds National de Chômage, afin réduire les coûts de l'assistance municipale. Cette demande d'étatisation de la question du chômage est plus globalement « le résultat d'une stratégie de minimisation des coûts »¹⁴⁷⁶. Les frais du

¹⁴⁷⁴ AMV-2D38-Lettre de délégué spécial de Villeurbanne au préfet du Rhône sur la situation financière de la commune de Villeurbanne, datée du 15 octobre 1940.

¹⁴⁷⁵ AMV-BMO, n°138, octobre 1937, p.3462.

¹⁴⁷⁶ Françoise DE BARROS, « Secours aux chômeurs et assistances durant l'entre-deux-guerres. Etatisation des dispositifs et structuration des espaces politiques locaux », in *Politix*, volume 14, n°53, 2001, p.120.

fonds de chômage municipal obligent la municipalité à contracter deux emprunts de 3 millions de francs qui grèvent son budget. Au total les coûts des allocations versées aux chômeurs entre 1931 et fin 1939 s'élèvent à 88 486 746 francs. La part versée directement par la commune durant cette même période est de 14 629 792 francs, soit 16,6 % de la somme total des allocations¹⁴⁷⁷. Ce taux de participation communale n'est pas négligeable, car cette part s'élevait à 2 ou 3 % pour les communes les plus pauvres et ayant une part importante de la population au chômage, et à 30 % pour les plus riches et les moins touchées par le chômage¹⁴⁷⁸. La difficulté en terme de gestion financière à l'échelon communal s'articule alors plutôt autour de la régularité des versements de l'Etat.

Afin de résorber le chômage, la municipalité souhaite lancer une politique de grands travaux et elle en appelle à l'intervention de l'Etat. Cette sollicitation des services de l'Etat prend deux formes à travers une politique industrialiste afin de redynamiser le tissu économique local, et par un appel à une politique de grands travaux dirigés par les services de l'Etat. Camille Joly essaie, par une politique industrialiste, de faciliter l'installation d'usines de guerre à Villeurbanne. Le maire sollicite pour cela le député communiste Georges Lévy dès mai 1938, afin qu'il intervienne auprès du gouvernement « dans le but de faire occuper une partie des locaux industriels de notre Cité par des usines ou des ateliers travaillant pour la défense nationale (...car) elle se trouve une des communes de France les plus éprouvées par le chômage »¹⁴⁷⁹. On voit ici le tournant pris par le PCF qui, entre mars 1938 et août 1939, apporte un soutien inconditionnel à l'institution militaire, puisque le deuxième gouvernement de Léon Blum se présente comme un gouvernement de défense nationale¹⁴⁸⁰. La municipalité soutient donc, à partir de mai 1938, la politique industrielle militaire afin de redynamiser le tissu socio-économique local. Et c'est d'ailleurs la reconversion des usines villeurbannaises dans l'industrie de guerre qui engendre, en août 1939, une baisse importante du chômage de l'ordre de 30 %, par rapport à août

¹⁴⁷⁷ AMV-2D38-Lettre de délégué spécial de Villeurbanne au préfet du Rhône sur la situation financière de la commune de Villeurbanne, datée du 15 octobre 1940.

¹⁴⁷⁸ Françoise DE BARROS, *op. cit.*, p.127.

¹⁴⁷⁹ AMV-2D35-Lettre de Camille Joly à Georges Lévy, datée du 20 mai 1938.

¹⁴⁸⁰ Frédéric ROUSSEAU (dir.), *Guerres, paix et sociétés. 1911-1946*, Paris, Atlande, 2004, p.254.

1938, pour se stabiliser autout de 2 350 chômeurs, comme le souligne la municipalité dans le bulletin municipal rédigé à la veille de sa dissolution, en septembre 1939¹⁴⁸¹. La municipalité s'appuie aussi sur la préfecture du Rhône pour faciliter la construction d'édifices publics. Elle obtient ainsi de la part du ministère de la Santé publique, grâce à l'intervention du préfet, une subvention de 580 000 francs afin d'exécuter des travaux d'extension de l'hôpital-hospice¹⁴⁸². Il s'agit pour la municipalité de réduire les dépenses d'assistance dues à la prise en charge hospitalière des Villeurbannais dans les hôpitaux de lyonnais, et d'engager des travaux permettant d'embaucher des chômeurs villeurbannais. Dans cette même logique, la municipalité sollicite en 1936 la préfecture du Rhône afin d'accélérer l'engagement des travaux d'aménagement, à l'échelle de l'agglomération, du boulevard de ceinture et de ses aménagements annexes, pour permettre d'embaucher des chômeurs villeurbannais¹⁴⁸³. En effet, ce projet d'urbanisme influe directement l'aménagement du territoire communal, puisqu'il le traverse Villeurbanne sur 7 kilomètres de long, il doit ainsi permettre l'embauchage préférentiel des chômeurs des communes traversées par le nouveau boulevard. Cette adhésion communale à l'intervention des services de l'Etat dans le domaine urbain s'explique surtout par les effets positifs de ce projet à l'échelon local.

L'aménagement urbain à l'échelon communal connaît un tournant entre 1935 et 1939, car se met progressivement en place une échelle intercommunale de l'aménagement urbain à l'échelle de l'agglomération lyonnaise¹⁴⁸⁴. Cette conception d'un aménagement concerté à l'échelon intercommunal n'est pas nouvelle, car le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de Villeurbanne avait été élaboré dès 1925 dans une telle logique d'échanges de savoirs urbains. Par ailleurs, la dépendance des systèmes d'adduction et des réseaux d'égouts avaient engendrés la création de syndicats intercommunaux de la banlieue lyonnaise dès 1931. Cependant, entre 1935 et 1938, un projet de transfert de compétence en matière d'urbanisme voit le jour, qui se caractérise par le dirigisme de l'Etat. L'organisation de la défense passive dans l'agglomération lyonnaise renforce l'intervention du département du

¹⁴⁸¹ AMV-BMO, n°161, septembre 1939, p.4164.

¹⁴⁸² AMV-2D38-Lettre du préfet du Rhône à Camille Joly, datée du 13 octobre 1936.

¹⁴⁸³ AMV-2D38-Lettre de Camille Joly au préfet du Rhône, datée du 6 février 1936.

¹⁴⁸⁴ Sébastien GARDON, *Gouverner la circulation urbaine, Des villes françaises face au problème automobile (années dix-années soixante)*, thèse de science politique soutenue le 17 juin 2009, sous la direction de Gilles Pollet, I.E.P. de Lyon et université Lumière Lyon 2, p.254.

Rhône dans le domaine de l'urbanisme car selon l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1936, reprenant les dispositions de l'arrêté du 17 juillet 1934, la commission départementale de la défense passive se substitue aux commissions urbaines. En conséquence, « les autorisations de bâtir sont délivrées par les maires, après examen des plans des bâtiments et avis favorable de la commission départementale de la défense passive »¹⁴⁸⁵. Marie-Clothilde Meillerand a étudié dans sa thèse les relations entre l'Etat et les initiatives locales dans le cas de la région de Lyon. Elle note un changement, avec l'apparition d'un Etat volontaire en matière d'urbanisme mais à l'action limitée. Elle rappelle que cette intervention de l'Etat durant les années 1930 s'explique par le faible impact à l'échelle nationale de la loi Cornudet de 1919. « Les premiers Plans d'aménagement et d'embellissement (PAEE) dressés par les municipalités les plus urbanisées sont désuets avant même d'être validés et appliqués, la croissance importante des espaces périphériques bouleversant les frontières communales. Cette situation entraîne le vote de nouvelles lois au milieu des années 1930 renforçant le caractère dirigiste de l'Etat dans sa volonté de prise en charge et de gestion de l'urbanisation. La paroxysme est atteint quelques années plus tard sous le gouvernement de Vichy »¹⁴⁸⁶. Le projet de création d'un comité spécial chargé de procéder à une étude de l'aménagement de la région lyonnais est impulsé par le préfet du Rhône, E. Bollaert, qui contacte en 1934 le maire de Lyon. De ces échanges émerge l'idée de constituer des conférences intercommunales en vue de créer un syndicat de communes qui pourra instruire le programme régional d'aménagement, et procéder à la mise en œuvre des plans d'aménagement communaux¹⁴⁸⁷. Ainsi, le 1^{er} juillet 1935 est créé par décret, et sous l'égide du préfet du Rhône, un comité d'aménagement et d'organisation de la région lyonnaise, sur le modèle de la région parisienne, quelques jours avant la publication de la loi sur les projets régionaux d'urbanisme du 25 juillet 1935. La municipalité de Villeurbanne adhère dès le 22 mars 1936 à ce comité en cours de constitution¹⁴⁸⁸. Puis le 7 novembre 1938 le Groupement d'urbanisme de la région lyonnaise est créé par

¹⁴⁸⁵ Arrêté du 5 octobre 1936 du préfet du Rhône concernant les modifications à apporter dans la construction des édifices et des établissements industriels en vue de la défense passive dans le numéro spécial sur l'organisation de la défense passive de la *Revue municipale*, n°920, février 1937, p.2960-2961. Consulté sur Gallica <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5437576t/f9>

¹⁴⁸⁶ Marie-Clothilde MEILLERAND, *op. cit.*, 2010, tome 1, p.232.

¹⁴⁸⁷ *Idem*, p.235.

¹⁴⁸⁸ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal du 22 mars 1936, p.361-362.

décret, qui regroupe 53 communes. Cette création constitue un changement radical d'un point de vue du gouvernement des territoires communaux dans l'agglomération : le 29 mars 1939, la municipalité de Villeurbanne est convoquée par la préfecture, avec l'ensemble des 53 communes concernées. Elle doit participer à la première séance du Comité Régional d'Urbanisme de la Région Lyonnaise, institué par l'arrêté interdépartemental du 1^{er} juillet 1939. Si la municipalité participe à ce comité destiné à traiter des questions d'urbanisme à l'échelon régional, elle s'oppose en revanche radicalement, durant l'hiver 1938, à l'accroissement de la tutelle de l'Etat sur les collectivités territoriales à la suite des décrets-lois du 12 novembre et du 10 décembre 1938. Elle émet une protestation le 7 décembre 1938 car ces deux décrets relatifs à la révision des programmes des travaux publics, aux fonds communs des départements et des communes, à l'administration départementale et communale et à la limitation du recrutement des fonctionnaires « annihilent en fait toutes les libertés communales, empêchent toute initiative et aggravent la situation financière des communes » selon les édiles de Villeurbanne¹⁴⁸⁹. La municipalité semble perdre progressivement de son autonomie en matière d'aménagement urbain entre 1935 et 1939. Cependant, les conséquences effectives de cette nouvelle organisation ne se font pas sentir car l'entrée en guerre marque une mise en sommeil de ce projet.

II. La Seconde Guerre mondiale et la reconstruction

La signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS, le 23 août 1939, modifie radicalement les rapports diplomatiques durant l'été 1939. Le PCF est ainsi déclaré illégal en France dès le 26 septembre 1939. Cela a une incidence directe à l'échelon local : les municipalités communistes, perçues comme ennemies, sont suspendues. Dans le Rhône, les municipalités de Villeurbanne et de Vénissieux, communistes depuis 1935, sont suspendues dès le 5 octobre 1939 jusqu'à cessation des hostilités¹⁴⁹⁰. Ces suspensions désorganisent les corps municipaux. Ce sont par exemple 27 municipalités du département de la Seine qui sont ainsi suspendues ce

¹⁴⁸⁹ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal du 7 décembre 1938, p.472.

¹⁴⁹⁰ AMV-5H39-Lettre du ministre de l'intérieur au conseil municipal de Villeurbanne, datée du 5 octobre 1939.

même mois¹⁴⁹¹. Victor Subit, juge de paix à Lyon, est ainsi nommé président de la délégation spéciale qui remplace l'ancienne municipalité. Il s'applique à mettre en place les décrets préfectoraux et à organiser l'état de guerre au sein de la ville.

Du point de vue de l'historiographie de Villeurbanne, l'étude de la ville durant la Seconde Guerre mondiale n'avait pas été menée, ce qui constitue une lacune particulièrement problématique. Dans sa thèse de sociologie intitulée *Socialisme et localité. Villeurbanne, histoire d'une différenciation*, Bernard Meuret ne consacre que 6 courtes pages à cette période bien qu'il traite de l'action idéologique, financière et sociale de la municipalité à l'époque. De même, Marc Bonneville évacue cette période dans sa thèse intitulée *Croissance urbaine et changement social. Le cas de Villeurbanne dans l'agglomération lyonnaise* et il passe directement de la construction des Gratte-Ciel à l'urbanisation d'après-guerre. C'est en 1994 que Claude Collin traite de l'événement insurrectionnel du 24 au 26 août 1944 à Villeurbanne dans son ouvrage sur *L'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ? 24-26 août 1944*. L'attention est tout entière concentrée sur le récit de la libération de Villeurbanne. Une image résistancialiste de la ville s'élabore durant la seconde moitié du XX^e siècle, qui prend pour fil rouge historique la notion de « résistance » de la commune depuis la tentative d'annexion de Lyon à la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'opposition à l'occupant allemand en 1944. Ce n'est que dans le récit évènementiel de Philippe Videlier intitulé *Usines*, publié en 2007 que les premières pages consacrées à Villeurbanne durant cette période sont écrites. Cette période est pourtant essentielle, car elle permet de comprendre l'évolution historique de la ville durant le XX^e siècle, et notamment de traiter de sa fabrique matérielle et symbolique. Il s'agit donc pour nous de combler une lacune historique.

A. De l'entrée en guerre à la défaite

Une délégation spéciale, présidée par Victor Subit, est mise en place de 1939 à 1941, date de son remplacement par une municipalité nommée directement par le gouvernement de Vichy. Elle couvre la période de l'entrée en guerre aux débuts de la collaboration. Son installation, dans une logique de reprise en main de la municipalité communiste, est donc marquée par la volonté de renforcer le contrôle de

¹⁴⁹¹ Michèle RAULT, « “Conseiller municipal sous Vichy” : Le cas de la banlieue de Paris, 1941-1944 », in *Revue historique*, tome 288, fasc.2/584, octobre-décembre 1993, p.420.

la municipalité et des populations étrangères. L'état de guerre se traduit concrètement par un bouleversement social et économique qui implique un changement des pratiques urbaines. Dans ce contexte, l'échelon municipal s'efface au profit de l'accroissement du pouvoir de l'Etat et de l'autorité militaire.

Le début de la Seconde Guerre mondiale se caractérise par une période d'effervescence marquée, à l'échelle locale, par un accroissement des mobilités et par une désorganisation que la délégation spéciale tente de gérer. La mobilisation met concrètement un coup d'arrêt des pratiques habituelles, et génère une désorganisation sociale. La temporalité s'en trouve dès lors modifiée. Les termes employés afin de qualifier cette période sont significatifs de cet état de stupeur face à l'imminence, puis à la réalité, de la guerre. Ainsi, les membres de la délégation spéciale utilisent régulièrement des expressions comme « les événements » ou « les circonstances actuelles », afin de désigner cette nouvelle temporalité de la guerre qui s'impose à l'organisation du quotidien. On relève la même difficulté à qualifier la guerre qu'en 1914. Pourtant une conscience de la guerre, héritée des souvenirs de la Première Guerre mondiale et mobilisée dès 1938 par l'organisation de la défense passive, transparait en décembre 1939 sous les expressions telles que « les horreurs de la guerre »¹⁴⁹². La guerre elle-même est perçue plus par ses effets sur l'organisation urbaine, que par la violence de guerre en elle-même. L'agglomération lyonnaise se trouve en effet éloignée du théâtre des opérations. Cependant, les pratiques guerrières du XX^e siècle diffèrent de celles des périodes antérieures. « Dans les guerres du XX^e siècle, les villes sont un élément stratégique essentiel sur lequel militaires et polémologues ont beaucoup débattu. En reconsidérant les distinctions entre le civil et le militaire, ils ont fait des villes un objectif à détruire. Si leur anéantissement n'était pas gage de victoire, leur résistance affaiblissait l'ennemi »¹⁴⁹³. L'usage de l'aviation permet d'exercer des violences directement sur les civils¹⁴⁹⁴, alors que les théories de la guerre aérienne font de la destruction des

¹⁴⁹² AMV-BMO, n°163, novembre-décembre 1939, p.4203.

¹⁴⁹³ Danièle VOLDMAN, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.8.

¹⁴⁹⁴ Danièle VOLDMAN, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », in Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, Christian INGRAO, Henry ROUSSO (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945*, Paris/Bruxelles, Complexe, 2002, p.151-174.

ville une des clés de la victoire¹⁴⁹⁵. La perception de la ligne de front s'en trouve modifiée. L'extension de la portée des canons en 1870, rendant inopérantes les ceintures défensives, et l'usage massif de gaz létaux durant la Première Guerre mondiale marque les consciences. En conséquence, la ville, même éloignée des terrains d'affrontements terrestres, est perçue comme potentiellement vulnérable¹⁴⁹⁶, ce qui fait une grande différence avec la situation de Villeurbanne au début de la guerre de 1914.

1. Villeurbanne : une ville de l'arrière

L'éloignement géographique des zones de conflits par rapport à l'agglomération lyonnaise fait que la guerre se traduit, à Villeurbanne, par une réorganisation sociale et économique qui reprend les formes expérimentées durant la Première Guerre mondiale. Les besoins d'assistance sont particulièrement vifs, comme le souligne Victor Subit en novembre 1939. « La mobilisation générale, en appelant sous les drapeaux les éléments les plus actifs de notre population, a eu pour effet de placer dans une situation difficile de nombreuses familles de la commune, notamment celles chargées d'enfants qui, du jour au lendemain, ont été privées de leur seul soutien. Cette gêne a été d'autant plus ressentie que le paiement des allocations militaires n'a été effectué que dans des délais plus ou moins longs, certaines familles n'ont même pas encore touché les secours auxquels elles peuvent prétendre »¹⁴⁹⁷. Un comité villeurbannais d'entraide des œuvres de guerre est donc constitué afin d'organiser l'envoi de paquets aux combattants, et d'assister leurs familles restées à Villeurbanne. Ce comité participe à la mise en place d'une assistance par le travail. Il organise le travail à domicile, et crée des ouvriers pour les ouvrières sans travail afin de confectionner des vêtements et des lainages pour les soldats. L'assistance est destinée aux femmes sans emploi et aux familles nombreuses dont les hommes ont été mobilisés. Ce comité, sous la tutelle du préfet, est géré par la municipalité car 3 membres de la délégation spéciale font partie du bureau. De plus le receveur

¹⁴⁹⁵ Danièle VOLDMAN, « Les guerres mondiales et la planification des villes », in René HUDEMANN et François WALTER (dir.), *Villes et guerres mondiales en Europe au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.20.

¹⁴⁹⁶ Josef W. KONVITZ, « Représentations urbaines et bombardements stratégiques, 1914-1945 », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 44^e année, n°4, 1989, p.823-847.

¹⁴⁹⁷ AMV-1D280-Délibération du conseil municipal du 14 novembre 1939-p.146.

municipal remplit les fonctions de trésorier de ce comité. Des membres de la notabilité locale, constituée de familles d'industriels, comme par exemple madame Lafont, des membres du personnel communal ou l'ancien maire Lazare Goujon, ainsi que de simples habitants en font partie¹⁴⁹⁸. Ce comité est organisé en 3 commissions dévolues aux finances, au travail et au secours. Il s'appuie directement sur la participation des Villeurbannais en lançant des appels aux dons sous forme financière ou en nature. Pour gérer les envois un système de classement alphabétique des soldats sur le front est constitué. L'assistance municipale prend donc le relais de la solidarité familiale, car elle joue le rôle d'intermédiaire avec les autorités militaires afin de faciliter l'acheminement des envois. Cette assistance s'inscrit dans un réseau : elle sort du territoire communal et se porte jusqu'aux zones de conflits où stationnent les soldats villeurbannais afin de défendre le territoire national attaqué. On retrouve ici des pratiques liées à la mise en place d'une économie de guerre dans une ville de l'arrière, qui sont elles mêmes héritées de l'expérience de la Première Guerre mondiale. L'entrée en guerre diffère donc nettement de la complète désorganisation qui avait caractérisé les débuts du premier conflit mondial.

Cette politique d'assistance est organisée dans le cadre de l'effort de guerre. Il y a, par ailleurs, une redéfinition de la solidarité collective et de l'assistance en temps de guerre car l'indigence des hommes qui ne sont pas mobilisés n'est plus acceptée. En effet, dès le mois de novembre 1939 le secours aux chômeurs âgés de moins de 50 ans est supprimée car « l'état de guerre fait l'impérieuse obligation aux hommes valides qui, pour diverses raisons, ne sont pas soumis aux lois militaires, de participer par le travail à la production sous toutes les formes nécessaires à l'existence et à la défense du Pays ; qu'en conséquence, il serait inadmissible de soustraire à ce devoir les chômeurs qui remplissent les conditions d'âge et d'aptitudes physiques en leur allouant des indemnités de chômage »¹⁴⁹⁹. L'effort de guerre engendre une reconsidération de l'assistance, en dépit du fait que ces hommes de moins de 50 ans non-mobilisés sont réformés pour des raisons physiques ou psychologiques, déterminées avant toute possible mobilisation. Ce rejet social de l'homme non combattant et qui ne peut travailler doit sans doute être analysé comme l'ombre portée de la valorisation de l'homme combattant, caractéristique du statut social viril après la Première Guerre mondiale. La politique d'assistance menée à

¹⁴⁹⁸ AMV-BMO, n°163, novembre-décembre 1939, p.4203.

¹⁴⁹⁹ AMV-1D280-Délibération du conseil municipal du 28 novembre 1939-p.157.

Villeurbanne est, à ce titre, différente de celle mise en place dans la région de Poitiers entre 1939 et 1945. Marie-Claude Albert y constate un maintien des structures municipales d'assistances héritées de la crise des années trente¹⁵⁰⁰. A Villeurbanne, au contraire, il y a un redéploiement des allocations du fonds municipal de chômage. On constate plus globalement à travers la politique municipale d'assistance, et cela à Villeurbanne comme dans la région de Poitiers, une moralisation de l'aide durant la Seconde Guerre mondiale¹⁵⁰¹.

L'ensemble de l'assistance municipale est adapté au contexte de la guerre. On le voit par les termes utilisés afin de désigner les internats ruraux de Poncin et de Chamagnieux. Ceux-ci conservent leur fonction initiale, mais ils sont désormais qualifiés de « centre d'évacuation » et non pas d'« internat » car ils sont intégrés dans le plan d'éloignement de la population civile établi par la préfecture dès 1938¹⁵⁰². Ces espaces, qui sont des biens communaux, sont dès lors conçus comme des zones de replis au cas où le déplacement du front engendrerait la nécessité de déplacer une partie de la population enfantine. On voit ici l'une des spécificités des espaces urbains par rapport aux espaces ruraux dans la guerre. Le développement de la pratique du bombardement depuis la Première Guerre mondiale, et la proximité d'usines, qui sont autant de cibles potentielles, font de la ville un espace particulier de danger. Cette dangerosité de la ville dans la guerre est due au changement des pratiques guerrières, et plus particulièrement à la théorisation du bombardement des populations civiles durant la Première Guerre mondiale. Cette dangerosité de l'espace urbain est accrue à Villeurbanne, comme dans l'ensemble des communes de banlieue industrielle, d'une part à cause de la proximité de l'habitat et des usines, et d'autre part en raison de la présence de voies ferrées qui sont des cibles potentielles de l'aviation qui cherche à désorganiser l'acheminement des troupes. Dès septembre 1939, est organisée une évacuation de Villeurbannais vers des communes rurales à la suite du plan d'évacuation prévu par la défense passive. Cependant, les sources sont lacunaires sur cette évacuation. Elle n'est mentionnée que dans quelques

¹⁵⁰⁰ Marie-Claude ALBERT, « Les politiques municipales d'assistance dans la région de Poitiers (1939-1945), in Yannick MAREC (dir.), *op. cit.*, 2008, p.505.

¹⁵⁰¹ Idem, p.509.

¹⁵⁰² AMV-5H25-Défense passive régionale 1936-1943-Instructions et correspondances officielles n°1101-Compte-rendu de la réunion de la commission départementale de défense passive du 1^{er} juillet 1939, p.3.

courriers¹⁵⁰³. On ne peut en aucun cas évaluer le nombre de Villeurbannais concernés. Cette évacuation engendre une pression démographique au sein de communes rurales dont les moyens d'approvisionnement et de logement sont insuffisants face à cet afflux soudain de réfugiés. Dans un courrier daté du 9 septembre 1939 l'adjoint au maire explique au maire de la commune rurale de Sainte-Blandine, dans l'Isère, que « la dispersion de la population a été opérée par le Pouvoir Central, sans que les Municipalités aient été consultées. D'après la réglementation en vigueur, il appartient au Maire des Communes qui ont reçu des réfugiés d'obtenir les subsides du Préfet de leur département et de pourvoir au ravitaillement des dits réfugiés ». Par ce courrier, il répond à la demande du maire de Sainte-Blandine qui expose alors son importante difficulté à porter assistance aux Villeurbannais réfugiés dans sa commune : « nous n'avons ni boulanger, ni boucher ; 2 épiciers seulement. On les a logés au petit bonheur et beaucoup couchent à la paille. Il ne va pas nous être possible de pourvoir aux fournitures scolaires. Comment faire ? »¹⁵⁰⁴.

L'entrée en guerre se traduit donc par une désorganisation de la vie municipale et par une volonté de régulation des besoins en matière d'assistance. Cette désorganisation est accrue à la suite de la défaite militaire et de l'arrivée massive de réfugiés à partir de l'été 1940.

2. L'arrivée massive de réfugiés

La défaite militaire de la France et l'occupation allemande engendrent un état de stupeur au sein de la population. Dans un rapport daté du 15 septembre 1940, et destiné au préfet du Rhône par le chef des services de police spéciale, ce dernier expose que « la défaite et l'occupation momentanée de notre région, avait produit sur l'ensemble de notre population, un choc psychologique et une stupeur tels que les effets n'en sont pas complètement dissipés. Assez nombreux sont ceux qui, dans tous les milieux, n'ont pas encore réalisé toutes les conséquences économiques et morales

¹⁵⁰³ AMV-2D36-Lettre de G. Rouveyrol, habitant de Villeurbanne évacué au Pont de Saint Agrève en Ardèche, au maire de Villeurbanne, datée du 5 septembre 1939.

¹⁵⁰⁴ AMV-2D36-Lettre du maire de Saint Blandine au maire de Villeurbanne, datée du mois de septembre 1939.

du désastre que nous avons subi »¹⁵⁰⁵. L'anxiété de la population est soulignée : « Aussi, la population suit-elle avec un intérêt anxieux les péripéties de la lutte de plus en plus violente entre Allemands et Anglais. De cette attente, résulte une certaine nervosité qui dispose les esprits à accueillir et à reprendre trop facilement les bruits les plus exagérés, souvent tendancieux, qu'il n'est guère possible de démentir officiellement »¹⁵⁰⁶. Cette anxiété est accrue par l'arrivée massive de réfugiés des régions occupées par les troupes allemandes durant l'été 1940.

L'invasion allemande dans les régions du nord et du nord-est, à partir de mai 1940, se traduit concrètement par un mouvement important de réfugiés à destination de l'ouest, du centre mais aussi du sud, afin de s'éloigner des zones de combat. Ce déplacement massif de personnes sur le sol français, estimé à « 8 millions environ, dont 7 millions de Français, un million de Belges et 150 000 Hollandais et Luxembourgeois »¹⁵⁰⁷, en mai-juin 1940 engendre un bouleversement complet de l'assistance municipale qui est amenée à trouver un refuge à ces personnes dans des centres d'accueil déterminés par l'autorité préfectorale. Si le rapatriement était organisé avant-guerre dans le cadre des plans d'évacuation de la défense passive, cette arrivée massive est spontanée et n'est en aucun cas contrôlée par les municipalités d'accueil. Cependant, à partir de juillet 1940 un recensement des réfugiés est établi par les services municipaux afin d'organiser leur rapatriement. Les listes de recensement établies à Villeurbanne entre le 6 juillet et le 6 novembre 1940 nous permettent d'avoir une première vision de cette migration forcée. Ces listes sont au nombre de 44 mais il manque la liste n°2, établie sans doute le 7 juillet 1940. Les données collectées ne sont donc qu'*a minima*. Ainsi, selon les listes déposées aux archives municipales de Villeurbanne, la ville accueille sur son territoire 701 personnes étrangères à la commune, qui se font recensées de juillet à novembre 1940 afin d'être rapatriées chez elles [Tableau 15].

Ces données nous permettent de saisir le rythme des vagues de réfugiés. On sait que la vague migratoire la plus importante date des mois de mai et de juin 1940. Ce flux migratoire est lisible dans le tableau ci-dessus car le 6 juillet, date de l'élaboration de

¹⁵⁰⁵ ADR-45W35-Dossier opinion publique de 1940 à 1942-Rapport du chef des services de police spéciale au préfet du Rhône, daté du 15 septembre 1940.

¹⁵⁰⁶ *Idem.*

¹⁵⁰⁷ Maurice LAGRANGE, « Le rapatriement des réfugiés après l'exode (juillet-septembre 1940) », in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 27^e année, n°107, juillet 1977, p.49.

la première liste de réfugiés. La liste comprend les noms de 460 personnes venues se faire recenser. Ces listes montrent que le mois de juillet est le mois où les inscriptions sont les plus importantes : 561 personnes sont enregistrées, soit près de 80 % des personnes recensées du 6 juillet au 6 novembre. Si ces données sont très intéressantes pour connaître le rythme de cet afflux migratoire à Villeurbanne, il faut noter leur caractère lacunaire dans le sens où les réfugiés ne se font pas tous recenser afin d'être rapatrier dans leur ville d'origine. La perspective d'un retour n'est en effet pas toujours possible en raison des destructions et des pillages systématiques effectués par les troupes allemandes. De plus, les espaces urbains industriels, comme Villeurbanne, sont attractifs : il est possible d'y trouver un emploi en raison de la politique industrialiste liée à l'effort de guerre, puis à la collaboration avec l'Allemagne. Ces données ne rendent pas compte non plus du fait que ces mobilités dues à la guerre s'inscrivent dans des parcours migratoires et des temporalités plus complexes : les réfugiés traversent ainsi plusieurs régions avant de trouver un lieu propice où s'installer. C'est le cas par exemple de Gaston Wolf, né en 1903 à Strasbourg et y résidant avec son épouse et ses trois enfants jusqu'à l'ordre d'évacuation qu'il reçoit en septembre 1939. Dans la fiche familiale de recensement des réfugiés qu'il renseigne, on apprend qu'il est évacué en Dordogne dès septembre et qu'il se déplace un an plus tard avec sa famille jusqu'à Lyon, et s'installe à Villeurbanne en septembre 1940¹⁵⁰⁸. Le nombre de 701 réfugiés recensés entre juillet et novembre est donc bien *a minima*. Il ne permet pas de saisir la réalité des flux migratoires : il s'agit d'une fenêtre chronologique restreinte d'observation de ces migrations. On peut cependant comparer ce nombre avec le nombre de réfugiés installés à Lyon grâce à un rapport produit, le 15 septembre 1940, par le chef des services de police spéciale au préfet du Rhône. Le commissaire divisionnaire précise, dans son rapport sur « L'état d'esprit des démobilisés et des réfugiés », qu'« on compte actuellement à Lyon environ 5 800 réfugiés qui sont hébergés au Centre d'accueil du Palais de la Foire, soit 5 000 Français, 800 romanichels et étrangers (Polonais, Yougoslaves, Italiens). Il s'y ajoute 2 000 personnes expulsées récemment d'Alsace et de Lorraine par les Allemands. En plus 6 000 réfugiés, secourus ou non, logent en ville et se mélangent plus ou moins à la population »¹⁵⁰⁹. Si l'on s'appuie

¹⁵⁰⁸ AMV-5H24-Fiche familiale de recensement n°82 de Gaston Wolf.

¹⁵⁰⁹ ADR-45W35-Opinion publique de 1940 à 1942 à Lyon, Oullins et Villeurbanne-Rapport du chef des services de police spéciale au préfet du Rhône, daté du 15 septembre 1940.

sur ces estimations – qui sont assez vagues –, la ville de Lyon compterait en septembre 1940 près de 13 800 réfugiés. Vu l'ordre de grandeur, on peut se demander si ce nombre de près de 14 000 réfugiés en septembre 1940 concerne seulement Lyon, ou s'il ne comprend pas aussi les communes de l'agglomération lyonnaise. Cette information est en tout cas intéressante, car elle nous permet de confirmer que le chiffre de 701 demandes de rapatriement entre juillet et novembre 1940 ne nous renseigne que sur la partie visible des flux de réfugiés à Villeurbanne.

S'il n'est pas possible de connaître l'ensemble des flux de réfugiés vers Villeurbanne durant la période 1939-1945, une autre source permet heureusement de pallier en partie ce problème. A Villeurbanne, les données les plus pertinentes relatives à cet afflux de population qui caractérise l'effervescence de la « drôle de guerre » portent sur un groupe particulier de réfugiés en provenance d'Alsace et de Moselle. Ce groupe de réfugiés venus du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle est bien connu grâce au dépôt de 297 fiches familiales recensant les demandes de rapatriement des réfugiés issus de ces départements. Cette source se distingue des 44 listes de réfugiés constituées de juillet à novembre 1940, car ces fiches recensent 288 familles venues d'Alsace et de Moselle s'installer à Villeurbanne à partir de septembre 1939 et jusqu'au 1^{er} janvier 1945¹⁵¹⁰. Elle est particulièrement intéressante car elle est constituée des fiches familiales de recensement transmises, jusqu'en mai 1945, par la direction départementale du Rhône du ministère des Prisonniers, déportés et réfugiés à la municipalité de Villeurbanne pour ses archives. Ces fiches sont plus complètes que les 44 listes de recensement. La date d'arrivée des réfugiés d'Alsace et de Moselle y est renseignée dans 75 % des cas. Au total, 973 personnes originaires d'Alsace et de Moselle sont recensées pour la période de septembre 1939 à mai 1945. Cette fourchette chronologique ne rend pas compte de la réalité des flux migratoires. En effet, entre septembre 1939 et décembre 1940, 620 personnes s'installent à Villeurbanne ce qui représente près de 64 % des réfugiés recensés venant d'Alsace et de Moselle jusqu'en 1945. Cette période se caractérise donc par d'importantes mobilités, accrues par le retour au même moment des soldats mobilisés. En 1941, seuls 88 réfugiés d'Alsace et de Moselle arrivent à Villeurbanne,

¹⁵¹⁰ 9 autres familles sont aussi recensées, ce qui explique que le nombre total de fiches familiales comprises dans le dossier est de 297, mais ces 9 familles sont venues s'installer à Villeurbanne avant le début du conflit, dont 2 dès les années 1920. C'est pourquoi nous les avons exclues de cette analyse.

et ce chiffre décroît fortement en 1942 (12 réfugiés seulement). Il y a donc une vague migratoire à partir de septembre 1939, qui se renforce à partir du mois de juillet 1940, mais qui se réduit fortement à partir de 1941. Cette analyse doit tout de même être nuancée. Il n'est en effet pas possible de connaître la date d'arrivée de 245 réfugiés. En revanche, la ville d'origine de l'ensemble de ces réfugiés est connue. Ils viennent de 98 communes du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de Moselle parmi lesquelles se détachent les villes de Strasbourg (16,14 %), de Metz (13,05 %) et de Mulhouse (8,53 %) [Tableau 16].

Ces données sont intéressantes car elles confirment que, de l'automne 1939 à l'hiver de 1940, Villeurbanne, comme l'ensemble des communes de l'arrière, est traversée par un flux important de migrants. La défaite et l'exode désorganisent tous les échelons de la société française. Henry Roussio explique que « peu de secteurs seront épargnés par l'ouragan qui bouleverse les structures politiques, économiques, sociales, mentales (...). La déroute de 1940, si elle est celle des élites militaires et politiques, est aussi perçue à l'époque comme celle d'un Etat moderne. L'ensemble des circuits de décision, des états-majors aux communaux, est partiellement interrompu, laissant une grande partie de la population livrée à elle-même »¹⁵¹¹.

La municipalité organise la mise en place de deux centres de distribution de soupe populaire, pour répondre aux besoins de cette nouvelle population¹⁵¹². Mais Victor Subit est conscient de l'insuffisance de cette assistance qui secourt seulement 800 personnes en juillet 1940, car il souligne dans une lettre destinée au général commandant la XIV^e région, afin d'obtenir son aide matérielle, que « ces deux Centres se révèlent insuffisants et il est à prévoir dans un très court délai qu'au moins 4 000 personnes seront à secourir »¹⁵¹³. L'afflux de réfugiés, le retour de la population évacuée en 1939, et l'arrêt presque général du travail dans la commune mettent la municipalité dans l'incapacité de répondre aux besoins d'assistance dès l'été 1940. Cependant, dans ce contexte, des initiatives privées émergent afin de participer à l'assistance publique. Des industriels locaux s'organisent afin de créer un « centre social dans le quartier de Croix-Luizet. Il regrouperait différents services :

¹⁵¹¹ Henry ROUSSIO, « Vichy, le grand fossé », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°5, numero spécial : *Les guerres franco-françaises*, janvier-mars 1985, p.56.

¹⁵¹² AMV-2D38-Lettre du préfet du Rhône à Victor Subit, datée du 6 juillet 1940 autorisant la municipalité « d'installer un deuxième centre de distribution de repas gratuits ».

¹⁵¹³ AMV-2D36-Lettre de Victor Subit au général commandant la XIV^e région à Lyon, datée du 8 juillet 1940.

une Goutte de Lait avec des consultations médicales, un Centre de réconfort qui distribuerait des repas chauds moyennant un prix très modique, une permanence tenue par une assistante sociale pour donner tous les renseignements concernant l'application des lois sociales et les démarches à faire, des consultations juridiques assurées par un avocat »¹⁵¹⁴. Un système de solidarité se met donc en place à l'échelon local qui prend appui tant sur l'action publique que sur des initiatives privées.

B. Une municipalité aux ordres de Vichy

Le renversement du régime républicain et la mise en place d'un nouvel ordre dans le cadre de la révolution nationale bouleversent les relations entre l'Etat français et les collectivités territoriales. Le 10 juillet 1940, le maréchal Pétain reçoit de la majorité des parlementaires les pleins pouvoirs. Si 80 parlementaires s'y opposent¹⁵¹⁵ et 20 autres s'abstiennent, Philippe Pétain se trouve pourtant bien en position de briser les institutions de la III^e République et d'instaurer un ordre nouveau. Dix actes constitutionnels, de juillet 1940 à avril 1942, et une batterie de lois instaurent « les bases d'un régime assurément nouveau » comme l'écrit Olivier Wieviorka. « Dès le 11 juillet 1940, les Chambres, aussitôt ajournées, perd(ent) leur pouvoir législatif et leur droit de contrôle sur l'exécutif, leurs bureaux se voyant privés du droit de se réunir le 25 août 1942. Dans la foulée, le régime supprim(e) les conseils généraux le 13 octobre 1940 et s'arrog(e), par la loi du 16 novembre 1940, le droit de nommer les maires dans les communes rassemblant plus de 2 000 habitants. animateurs de la vie politique sous la III^e République, les partis *de facto* cess(ent) de fonctionner, les syndicats étant pour leur part supprimés par la loi du 9 novembre 1940 »¹⁵¹⁶. Ce bouleversement de régime se traduit par un effacement de l'échelon local, et par un renforcement du pouvoir préfectoral et de l'autorité militaire. L'idéologie de la révolution nationale se traduit par une modification radicale de l'identité partisane des communes anciennement aux mains des communistes. La construction par le

¹⁵¹⁴ AMV-2D36-Lettre de mademoiselle Gros, assistante sociale aux établissements Leroudier au président de la délégation spéciale, datée du 10 octobre 1940.

¹⁵¹⁵ Jean MARIELLE et Jean SAGNES, *Le vote des quatre-vingt. Le 10 juillet 1940*, Moulins, Talaia, 2010, 112 p.

¹⁵¹⁶ Olivier WIEVIORKA, « La France politique des années sombres. 1940-1944 », in Serge BERSTEIN et Michel WINOCK, *La République recommencée. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, p.199.

régime de la figure des « ennemis de l'intérieur » engendre une stigmatisation et une relégation sociale des cadres de l'ancien régime ainsi que des francs-maçons, des communistes et de la population juive. Cette politique est strictement appliquée dans l'ancien « bastion rouge » de Villeurbanne, d'abord par Victor Subit, président de la délégation spéciale de septembre 1939 au printemps 1940, et puis par le maire Paul Chabert, nommé par arrêté le 26 mars 1941 par le gouvernement de Vichy en application de la loi du 16 novembre 1940 portant sur la réorganisation des corps municipaux, et qui exerce ces fonctions du 1^{er} mai 1941 à la Libération. Cette nomination de maires attachés au nouveau régime concerne aussi, dans le département du Rhône, les communes de Villefranche, Vénissieux, Givors, Saint-Fons et d'Oullins, des communes de la banlieue industrielle de Lyon toutes marquées par l'implantation communiste¹⁵¹⁷.

1. La surveillance de la population et l'épuration de la municipalité

La période de septembre 1939 à l'automne 1940 se traduit par un renversement de la représentation de l'ennemi : de l'extérieur il devient celui de l'intérieur. En effet, la délégation spéciale, en application des directives préfectorales et du pouvoir militaire, participe à un contrôle de la population allemande résidant à Villeurbanne à la suite de l'invasion allemande en mai 1940. Victor Subit en application de la directive du préfet du Rhône appose des affiches le 24 mai 1940 demandant aux « ressortissantes allemandes âgées de plus de 17 ans et de moins de 56 ans » de se rendre dès le lendemain au centre de rassemblement du stade municipal de Lyon¹⁵¹⁸. La raison de ce rassemblement n'est pas précisée dans le document, mais la volonté de réunir et de contrôler la population féminine allemande face au risque de déferlement des troupes allemandes s'inscrit clairement dans une volonté de contrôler cette population. Durant l'entre-deux-guerres, un régime des étrangers en temps de guerre est élaboré par la préfecture, qui prévoit le recensement par nationalité des étrangers du département du Rhône et leur internement, notamment

¹⁵¹⁷ AMV-5H39-Extrait du *Journal Officiel* du vendredi 28 mars 1941. Nomination des maires.

¹⁵¹⁸ AMV-2D38-Lettre du préfet du Rhône à Victor Subit, datée du 24 mai 1940.

dans le stade municipal de Lyon¹⁵¹⁹. Dans le contexte de guerre, cette volonté de contrôle et cette identification de la population allemande résidant en France comme un ennemi de l'intérieur paraît logique. Elle transparaît encore à travers l'arrêté préfectoral du 3 juin 1940, qui prescrit la remise immédiate aux mairies « des postes récepteurs de TSF détenus par les ressortissants allemands et autrichiens des deux sexes »¹⁵²⁰. Cette mesure doit permettre d'éviter la transmission de messages par les militaires Allemands à leur ressortissants, afin d'organiser des soulèvements de l'intérieur. Mais la défaite française change totalement cette logique de contrôle de la population. L'ennemi de l'intérieur n'est plus allemand, mais franc-maçon, juif ou communiste. Henri Roussio explique qu'il « s'opère une fracture presque irréversible : la guerre étrangère va s'effacer devant la guerre franco-française, de patriotique elle va devenir idéologique »¹⁵²¹.

L'afflux de population explique que la mobilité des personnes fasse l'objet de l'attention du pouvoir préfectoral, qui en vient dès le 15 juillet 1940 à réglementer la circulation des Français et des étrangers dans l'agglomération lyonnaise. Cette mobilité est considérée comme libre pour les Français dans la zone non occupée du territoire métropolitain. Cependant, dans la pratique, celle-ci est contrainte car les Français doivent être porteurs d'une pièce d'identité valable. Cette mesure procède d'une mise sous contrôle de la population, afin de limiter et surveiller ses déplacements. Héritée des projets de mise en carte des individus durant l'entre-deux-guerres¹⁵²², cette logique est accrue le 27 octobre 1940 avec l'instauration d'une « carte d'identité de Français »¹⁵²³. Ces dispositions participent de l'accroissement du contrôle de la mobilité de la population, mais celui-ci est beaucoup plus contraignant pour les étrangers car leur mobilité est limitée à l'échelle locale. Selon une lettre, datée du 15 juillet 1940, adressée par le préfet du Rhône aux maires et aux

¹⁵¹⁹ ADR-R1704-Plan de regroupement et d'internement des ressortissants des puissances étrangères-plan du stade de Lyon (1924-1938).

¹⁵²⁰ AMV-2D38-Arrêté préfectoral du 3 juin 1940.

¹⁵²¹ Henry ROUSSIO, *op. cit.*, janvier-mars 1985, p.56.

¹⁵²² Pierre PIAZZA, « Septembre 1921 : la première "carte d'identité de Français" et ses enjeux », in *Genèses* 1/2004, n°54, p.76-89.

¹⁵²³ Pierre PIAZZA, « La "carte d'identité de français" sous Vichy », in Xavier CRETTEZ et Pierre PIAZZA, *Du papier à la biométrie : identifier les individus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, chapitre 3, p.51-69.

Sur l'histoire de la carte nationale d'identité voir Pierre PIAZZA, *Histoire de la carte nationale d'identité*, Paris, Odile Jacob, 2004, 462 p.

commissaires du département, les étrangers « peuvent circuler librement dans la commune de leur résidence et dans la communes limitrophes », mais au-delà ils doivent être porteur d'un sauf-conduit ou d'une carte de circulation temporaire remise par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire. Ce contrôle spécifique de la mobilité des étrangers au sein de l'agglomération lyonnaise se traduit par le redécoupage de la carte des mobilités intercommunales car « les douze communes de l'agglomération lyonnaises sont considérées comme formant une seule et même commune »¹⁵²⁴.

Cette logique de contrôle prend une dimension discriminatoire et répressive par l'instauration de lois antisémites. La loi du 3 octobre 1940, définissant le statut des Juifs, les exclut de la fonction publique, de la justice et de l'armée. Cette stigmatisation et cette relégation d'une partie de la population sont renforcées le 4 octobre 1940. L'Etat autorise alors les préfetures à interner les Juifs sur simple décision. Cette politique antisémite se traduit à l'échelon municipal par des enquêtes de judaïté auprès du personnel municipal. La délégation spéciale, présidée par Victor Subit, applique strictement cette politique d'épuration, qui est ensuite poursuivie par Paul Chabert de 1941 à 1944.

a) *La surveillance de la population*

La Seconde Guerre mondiale se caractérise par un renforcement du pouvoir préfectoral en 1941, qui se fait au détriment de l'échelon communal. L'exercice de la police connaît un important changement à partir de la loi du 23 avril 1941, qui nationalise les polices municipales des villes de plus de 10 000 habitants. Cette réforme de la police permet à l'Etat de se doter d'un outil de contrôle efficace. En effet, dans la pratique la police est placée sous la direction des préfets régionaux et de leurs intendants de police. A Lyon, comme à Paris et à Marseille, cette réforme n'engendre pas de changement dans l'organisation des polices, car celles-ci étaient déjà des polices d'Etat dirigées par le préfet. Le découpage de la carte de la police de l'agglomération lyonnaise la rendait déjà indépendante du pouvoir municipal. Mais les édiles jouent toutefois un rôle accru dans l'encadrement et le contrôle de la population, en application des directives préfectorales et de la législation.

¹⁵²⁴ Lettre du préfet du Rhône aux maires et aux commissaires de police du département, datée du 15 juillet 1940, reproduite dans AMV-BMO-n°166-mai-juin 1940-p.4258.

La mise en place de la surveillance de la population juive de l'agglomération lyonnaise par la police précède de quelques jours la loi du 3 octobre 1940 sur le statut des Juifs. En effet, le commissaire de police du commissariat de Charpenne-Villeurbanne écrit, le 1^{er} octobre 1940 dans un rapport au secrétaire général de la police de Lyon, « l'élément juif est très nombreux (dans le quartier des Gratte-Ciel), surtout depuis l'occupation d'une partie de la France par l'armée allemande et la reprise, par le Reich, de la Moselle et de l'Alsace »¹⁵²⁵. L'étude des dossiers de location de la SVU, chargée de louer les logements du Nouveau Centre, ne nous a pas permis de trouver trace de locataires juifs car les dossiers antérieurs à la Seconde Guerre mondiale ne s'y trouvent plus¹⁵²⁶. Une autre source datant de 1942 nous permet quant à elle de confirmer que, parmi les réfugiés fuyant l'Alsace et la Moselle, se trouve une population juive. Il s'agit d'un courrier émanant d'Albert Borach, membre du Consistoire Israélite de Lyon. Albert Borach, à la suite d'un entretien avec l'adjoint au maire, écrit à Paul Chabert afin de demander l'installation d'un carré réservé aux juifs dans le cimetière communal. Cette demande s'explique précisément par l'attachement au rite juif d'une partie des réfugiés venant de municipalités d'Alsace et de Moselle où est appliqué le régime concordataire. Albert Borach explique que « depuis la fin des hostilités, de nombreux réfugiés et expulsés de confession israélite, originaires des départements d'Alsace et de Lorraine, obligés de quitter leur terre natale, se sont installés sur le territoire de la commune de Villeurbanne. La plupart, pour ne pas dire tous, sont profondément attachés à nos traditions religieuses et observent rigoureusement le rite israélite (...). Ce serait donc une grande satisfaction morale pour ces familles dont la piété est restée sans défaillance si elles avaient l'espoir d'obtenir de votre municipalité les faveurs qu'elles trouvaient auprès des municipalités d'Alsace et de Lorraine. Elles trouveraient, en effet, un apaisement à leurs soucis quotidiens »¹⁵²⁷. Paul Chabert écrit aussitôt au préfet du Rhône, afin d'obtenir son avis sur cette demande ce qui montre bien la perte d'autonomie municipale face au pouvoir préfectoral. Le préfet du Rhône lui répond par la négative, en arguant qu'« en application, tant des articles

¹⁵²⁵ ADR-45W35-Opinion publique 1940-1942-Lettre du commissaire de police du commissariat de Charpenne-Villeurbanne au secrétaire général de la police de Lyon, datée du 1^{er} octobre 1940.

¹⁵²⁶ A partir des noms de familles juives nous avons cherché leur dossier en prenant en compte le fait que les dossiers de la SVU sont classés d'abord par îlot, puis par nom. Mais cette approche n'a pas été fructueuse. Nous n'avons pas trouvé d'occurrence.

¹⁵²⁷ AMV-2D47-Lettre d'Albert Borach à Paul Chabert, datée du 3 avril 1942.

de la loi du 14 novembre 1881, et des dispositions de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, les cimetières communaux doivent présenter un caractère de neutralité absolue et qu'en conséquence il ne saurait exister de divisions en raison des croyances et du culte des défunts »¹⁵²⁸. Le principe de la laïcité est ainsi utilisé comme un argument, afin de ne pas répondre favorablement à la demande du consistoire israélite de Lyon. Cet argumentaire formulé en 1942 est paradoxal, en raison du décalage qui s'établit entre ce prétendu souci du respect du principe de laïcité et l'offensive cléricale et anti-laïque du régime de Vichy entre 1940 et 1941¹⁵²⁹. La population juive de Villeurbanne se trouve ainsi en butte avec l'application des lois laïques votées entre 1882 et 1905, pourtant remises en cause dans la pratique par le nouveau pouvoir. Les Juifs réfugiés à Villeurbanne à partir de 1940 se trouvent ainsi dans une double situation de relégation en raison de leur statut de réfugiés d'une part, et surtout en raison des lois antisémites de 1940-1941 qui les mettent au ban de la société et les privent de leurs moyens d'existence, d'autre part.

Pour faire face à l'afflux de réfugiés la loi du 16 avril 1942 décide de la suspension temporaire des clauses des baux de locaux et autorise la sous-location ou la cession des baux. Cette loi a pour but de faciliter le relogement des familles de réfugiés. Or, la municipalité s'alarme de l'autorisation de la pratique de la sous-location. Le maire, antisémite, s'inquiète des effets de cette situation qu'il juge anarchique. « Dans le domaine moral, cette situation anarchique présente les plus graves inconvénients : en effet, les nombreux candidats légitimes inscrits en bon rang et parfois depuis fort longtemps, à cause de leur titre de famille, s'aperçoivent tout à coup que les logements par eux espérés se trouvent transmis à n'importe qui : concubins, maîtresse, parfois même des Juifs »¹⁵³⁰. Sous couvert d'arguments moraux, on relève ici clairement une volonté ségrégative en matière d'accès au logement. La municipalité émet ensuite le vœu que tout sous-locataire d'un logement compris dans le parc immobilier des offices d'habitation à bon marché ou au sein des immeubles régis sous la surveillance de l'autorité publique, soit préalablement agréé par l'autorité publique¹⁵³¹.

¹⁵²⁸ AMV-2D47-Lettre du préfet du Rhône à Paul Chabert, datée du 9 mai 1942.

¹⁵²⁹ Henry ROUSSO, *op. cit.*, janvier-mars 1985, p.60-61.

¹⁵³⁰ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 10 juillet 1942, p.246-249.

¹⁵³¹ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 10 juillet 1942, p.249..

Le contrôle de la population se renforce en février 1943 car la loi du 10 février 1943, modifiant la loi du 30 mai 1941 sur la déclaration obligatoire de changement de domicile, oblige désormais tout Français ou étranger changeant de domicile, même dans les limites d'une commune, à déclarer et indiquer sa nouvelle adresse au commissariat de police de sa commune avant son départ, et dans les huit jours de son arrivée à celui dont dépend sa nouvelle résidence¹⁵³². Cet outillage législatif renforce globalement le contrôle de la mobilité résidentielle de la population, plus particulièrement celle de la population juive. La municipalité est tenue informée des enquêtes sur la mobilité de la population juive villeurbannaise, comme le montre le dépôt dans les archives municipales d'un recensement des appartements habités par des Juifs effectué le 11 avril 1943 par le commissaire de police de Villeurbanne¹⁵³³. Ce type d'enquête est spécifique à la population juive. Nous n'avons trouvé aucun recensement des mobilités intra et intercommunales d'autres habitants dans les archives. Ce recensement comprend les noms de 192 chefs de familles juives, distinguant ceux qui viennent de Lyon et ceux qui résident déjà à Villeurbanne. On sait ainsi que, sur les 192 logements recensés, seuls 30 ne sont plus occupés en avril 1943. Sur les 162 familles juives recensées 32 familles, soit près de 20 % sont installées dans les appartements des Gratte-Ciel. Ce chiffre permet de confirmer le propos du commissaire de police du commissariat de Charpenne-Villeurbanne qui affirmait 3 ans plus tôt, le 1^{er} octobre 1940, que les familles juives déplacées dans le cadre de l'exode s'étaient installées prioritairement dans le quartier des Gratte-Ciel. Le commissaire de Charpenne-Villeurbanne fait part de son impression, il ne donne aucune donnée chiffrée. On peut légitimement supposer qu'il ne fait mention que de la présence de familles dans le quartier des Gratte-Ciel, pour la simple raison que le commissariat de police est alors installé au rez-de-chaussée du nouvel hôtel de ville, situé au centre du quartier.

Cette proportion de 20 % des familles juives installées dans le quartier de Gratte-Ciel en 1943 est particulièrement importante. Il convient de la comparer avec celle des réfugiés d'Alsace Lorraine demandant leur rapatriement et résidant alors dans le quartier des Gratte-Ciel, afin d'apprécier si cette aggrégation spatiale est organisée ou

¹⁵³² Loi n°88 du 10 février 1943 modifiant la loi du 30 mai 1941 sur la déclaration obligatoire de changement de domicile

¹⁵³³ AMV-5H24-Liste des « appartements des Israélites » à Lyon et à Villeurbanne, établie par le commissaire de police de Villeurbanne-Ville au commissaire central, datée du 11 avril 1943.

si elle est le simple résultat du fonctionnement du marché immobilier. 227 familles de réfugiés d'Alsace et de Moselle sont arrivées entre septembre 1939 à 1943. Seules 36 d'entre-elles indiquent résider dans le quartier des Gratte-Ciel, soit une proportion de moins de 16 %. Mais si l'on exclut de la série statistique les 8 familles dont la date d'arrivée est inconnue ce taux baisse à 12,3 %. L'installation dans le quartier des Gratte-Ciel s'explique sans doute d'abord par le marché foncier et la disponibilité de logements vides dans ce quartier. Mais on ne peut exclure que le regroupement des familles juives dans ce quartier ait été organisé par le pouvoir préfectoral ou par la municipalité.

L'existence de cette enquête en 1943 souligne bien le contrôle spécifique dont la population juive fait l'objet de la part de la police nationale, en application des directives préfectorales. Ce contrôle de la population juive n'est bien sûr pas spécifique de Villeurbanne. Il est effectué à l'échelle de l'agglomération lyonnaise, comme l'indique un recensement de la population juive trouvé aux archives départementales du Rhône¹⁵³⁴. Ces recensements permettent de savoir que, si la municipalité est déchargée de l'exercice de la police, elle est par contre tenue au courant des enquêtes de cette dernière.

L'exercice de la police sur le territoire communal relève de l'Etat et la municipalité n'a ainsi aucun contrôle sur elle. La municipalité participe pourtant à la surveillance de la population et tout acte jugé « dissident » sur son territoire est immédiatement rapporté à la préfecture du Rhône. Il faut pourtant distinguer deux périodes. Avant 1943, la municipalité ne doit rendre de compte qu'au pouvoir préfectoral. Après la suppression, le 1^{er} mars 1943, de la ligne de démarcation entre la zone occupée et la zone libre, le pouvoir militaire allemand se renforce ce qui influe sur la mise sous contrôle de la population.

¹⁵³⁴ ADR-45W113. Ce registre, daté d'octobre 1941, s'inscrit dans une série car il commence avec le n°1583 et se termine par le n°2320. Les registres précédents ont donc disparu. Ce document donne des informations uniquement sur 737 personnes. L'étude de l'adresse de ces personnes montre que le registre comptabilise des Juifs habitant non seulement Lyon, mais aussi Saint-Fons, Oullins et Villeurbanne, soit des communes de l'agglomération lyonnaise.

b) *De l'épuration de la municipalité...*

La délégation spéciale organise un contrôle des éléments considérés comme potentiellement dangereux au sein de la municipalité, et cela avant la mise en place des lois des 17 juillet et 30 août 1940 réglementant l'accès aux emplois dans les administrations et permettant de relever des agents de leurs fonctions¹⁵³⁵. Le président de la délégation spéciale expose ainsi au préfet du Rhône en octobre 1940 qu'« antérieurement à la loi du 30 août 1940, j'ai révoqué 8 titulaires pour faute de service ou déficience morale, tant à l'Administration municipale qu'à celle de l'hôpital-hospice. D'autre part sur la centaine de journaliers que j'ai congédiée pendant cette période, il s'en trouvait un grand nombre susceptible de paralyser ou de gêner le fonctionnement de l'Administration ». Cette épuration se fait à l'encontre du personnel communiste car elle « a permis d'éliminer de préférence des journaliers introduits par l'Administration communiste précédente »¹⁵³⁶. Cette épuration est bien antérieure à l'été 1940, et elle ne se fait pas seulement au sein du personnel municipal mais aussi parmi les associations locales. Ainsi, le 16 février 1940, le préfet informe Victor Subit qu'à la suite de la décision prise par la municipalité de classer l'association nationale des Vieux Travailleurs, installée au sein du Palais du Travail, « parmi les organisations communistes » afin de lui interdire l'accès au Palais du Travail, « les objets et documents saisis on été mis sous scellé et déposés au greffe du tribunal civil de Lyon »¹⁵³⁷. L'action épuratrice de Victor Subit est cependant tournée principalement en direction des employés municipaux. Ceux-ci doivent signer et attester sur l'honneur de leur non-appartenance à des associations secrètes dès septembre 1940¹⁵³⁸. Les lois antisémites sont appliquées et des enquêtes de judaïté sont organisées auprès des membres de la délégation spéciale de

¹⁵³⁵ Les archives relatives à l'épuration du personnel municipal sont déposées dans AMV-2K666-Seconde guerre mondiale et Etat de Vichy (1940-1942).

¹⁵³⁶ AMV-5H39-Lettre de Victor Subit au préfet du Rhône, datée du 18 octobre 1940.

¹⁵³⁷ AMV-2D38-Lettre du préfet du Rhône à Victor Subit, datée du 16 février 1940.

¹⁵³⁸ AMV-2D38-Lettre de Victor Subit au préfet du Rhône, datée du 26 septembre 1940. Des listes recensant nominalement les employés municipaux ayant déclaré leur non-appartenance à des sociétés secrètes sont régulièrement constituées durant toute la Seconde guerre mondiale (voir AMV-2K668-Etat de Vichy-Franc-maçonnerie, application de la loi du 13 août 1940, 1940-1944)

Villeurbanne¹⁵³⁹ et du personnel municipal¹⁵⁴⁰. Les anciens acteurs de la municipalité communiste sont surveillés, et si possible renvoyés. Victor Subit demande ainsi au préfet du Rhône d'accélérer l'octroi rapide d'un logement à l'ancien secrétaire général de mairie, Michel Dupeuble, qu'il vient de remplacer, afin de « parvenir (à son) déguerpissement »¹⁵⁴¹.

Cette épuration se poursuit durant l'année 1941 sous l'action de Paul Chabert. Celui-ci en vient à donner des informations relatives à des familles proches de figures locales communistes. Afin de démontrer son zèle dans l'épuration, il signale au préfet « à toutes fins que vous jugerez utiles, que l'Office des Habitations à Bon Marché de Villeurbanne, occupe en qualité de sténo-dactylographe auxiliaire, Madame Paccard, épouse d'un ex-conseiller municipal communiste de Villeurbanne actuellement en résidence forcée à Letra (Rhône) »¹⁵⁴². Il précise ensuite que « le personnel de l'office n'est pas nommé par le maire », afin de se dédouaner d'un tel recrutement. Ces pratiques soulignent le zèle du maire qui renforce l'épuration durant l'automne et l'hiver 1941 en licenciant 20 titulaires et 4 auxiliaires¹⁵⁴³. Des critiques formulées à l'encontre du maréchal Pétain par des membres du personnel municipal sont aussitôt rapportées au maire et consignées. Paul Chabert reçoit dans ce sens des consignes précises du préfet qui réclame « une liste de ceux des agents ayant appartenu au personnel de (ses) services et qui seraient présumés en dissidence ou notoirement dissidents »¹⁵⁴⁴. Cette surveillance prend alors une autre dimension. Il ne s'agit plus seulement d'épurer l'administration municipale, mais de surveiller l'ancien personnel municipal considéré comme dissident. Paul Chabert démontre son zèle en demandant au préfet que les cadres et les effectifs du personnel affecté au service de la Défense passive fassent l'objet « enquêtes sévères » car ce sont eux « qui, en cas d'événement graves, détiendraient en fait un pouvoir dont il n'est, à mon avis, possible d'admettre l'exercice qu'entre des mains éprouvées et loyales »¹⁵⁴⁵. Il y a donc entre 1940 et 1941, et plus particulièrement durant l'automne et l'hiver

¹⁵³⁹ AMV-2D38-Lettre de Victor Subit au préfet du Rhône, datée du 10 décembre 1940.

¹⁵⁴⁰ AMV-2K666-Lettre de Victor Subit au préfet du Rhône, datée du 5 décembre 1940 lui certifiant « qu'il n'existe aucun employé "juif" dans le personnel municipal ».

¹⁵⁴¹ AMV-2D38-Lettre de Victor Subit au préfet du Rhône, datée du 27 février 1941.

¹⁵⁴² AMV-2D38-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 5 septembre 1941.

¹⁵⁴³ AMV-2D38-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 29 octobre 1941.

¹⁵⁴⁴ AMV2D47-Circulaire n°439 du préfet du Rhône aux maires et présidents des délégations spéciales du département et au présidents des commissions administratives des établissements publics communaux du département, datée du 10 novembre 1941.

¹⁵⁴⁵ AMV-2D38-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 1^{er} décembre 1941.

1941, un contrôle strict et une épuration du personnel municipal. Le 30 décembre 1941, Paul Chabert réunit au Palais du Travail l'ensemble du personnel municipal à qui il expose les enjeux auxquels la nouvelle municipalité nommée par le gouvernement doit faire face. « Notre devoir : suivre les ordres du Gouvernement et les appliquer intégralement. Notre but : relever la France et la sauver. Nous nous considérons comme les délégués du Gouvernement pour réaliser l'unité française »¹⁵⁴⁶. Le maire explique ensuite qu'avec le préfet du Rhône, ils ont « décidé de procéder à l'élimination des *éléments* dont on ne pouvait raisonnablement, soit du fait de leur mentalité, soit à cause de l'exemple fâcheux qu'ils donnaient, rien respecter au point de vue du relèvement moral. Nous avons donc, courant août, prononcé un certain nombre de renvois : ils concernaient surtout les chefs de service. (Et des) décisions (de licenciement) ont été prises en octobre ; vous avez pu constater qu'elles avaient porté sur un petit nombre d'employés. Nous n'avons voulu, en effet, atteindre que ceux pour qui un reniement de pure forme de leurs idées et de leur manière de faire paraissait peu conciliable avec leur attitude ». Cette logique de contrôle et de surveillance du personnel municipal est ensuite clairement exprimée. « Par contre nous avons décidé de *laisser courir leur chance* à certains autres qui sont ici parmi nous. Nous croyons à leur *compréhension* et, par voie de conséquence, à leur *dévouement* à la seule politique actuelle du pays ». Paul Chabert exprime une menace précise à l'encontre des possibles gaullistes et communistes : « Malheureusement, nous savons que la propagande communiste et la propagande gaulliste sont très actives. Elles essayent de faire des recrues parmi vous, de vous entraîner à la faveur de difficultés actuelles. Nous ne pardonnerons pas, vous pouvez en être assurés, une faute d'honnêteté ou de droiture ou de dévouement. Nous serons impitoyables pour ceux qui, dans le temps présent, essaieraient de fomenter par dessous, à des fins politiques, des émeutes ou même des reconstitutions de sociétés ou partis que la loi a interdits »¹⁵⁴⁷. La publication de cette allocution dans le bulletin municipal officialise l'épuration municipale et accroît l'audience des menaces exprimées par le maire à l'encontre des résistants. Ces menaces explicites s'inscrivent dans la guerre idéologique alors en place. Cette politique d'épuration ne se fonde pas uniquement sur le critère du loyalisme au nouveau gouvernement. En effet, ont été aussi licenciés « ceux qui ne présentaient plus les qualités morales,

¹⁵⁴⁶ AMV-BMO, n°176, janvier-février 1942, p.4424-4426.

¹⁵⁴⁷ *Idem*, p.4425.

intellectuelles ou physiques pour assurer leur emploi » selon les mots de Paul Chabert¹⁵⁴⁸. Cette épuration s'inscrit en fait dans un programme eugéniste destiné à écarter les individus jugés intrinsèquement inaptes à l'exercice de leurs fonctions professionnelles. Paul Chabert explique ainsi que « ces licenciements ont permis d'opérer une nouvelle réduction des effectifs, venant compléter le travail de compression entrepris par la délégation spéciale qui nous a précédés. Dans l'ensemble l'effectif du personnel municipal a été ramené de 596 à 533 et de 1939 à 1941 ; nous l'avons nous-mêmes abaissé de quinze nouvelles unités, parmi lesquelles un poste de directeur des services financiers et deux emplois de chefs de bureau »¹⁵⁴⁹. A la suite de ces vagues d'épuration, il y a donc une réduction de l'ordre de 13 % des effectifs du personnel municipal : 78 personnes sont licenciées, ce qui réduit l'effectif municipal à 518 personnes. Cette épuration se traduit par une réorganisation des services municipaux « afin d'obtenir un meilleur rendement des services municipaux, d'une part en concentrant davantage les services, d'autre part, en augmentant l'autorité et la responsabilité des chefs de service »¹⁵⁵⁰.

*c) ...à la réorganisation du gouvernement
municipal*

Cette politique municipale est conçue uniquement par rapport aux directives du gouvernement. L'effacement de l'autonomie communale est réel car Paul Chabert indique le 12 mai 1942 aux membres du conseil municipal : « Comme vous le savez en effet, le Gouvernement a mis à l'étude la réorganisation des Services Municipaux et il y a lieu d'attendre le résultat de cette étude, avant de faire bénéficier nos chefs de service des avantages qui doivent notamment correspondre à l'augmentation de leur autorité et de leur responsabilité »¹⁵⁵¹. Mais Paul Chabert n'attend pas ces directives pour réorganiser l'administration municipale. Il introduit, dès octobre 1941, des modifications dans le règlement du personnel municipal qui renforcent la relation hiérarchique ascendante entre le maire et ce personnel¹⁵⁵². Les articles relatifs aux syndicats sont logiquement supprimés puisque ces organisations sont

¹⁵⁴⁸ AMV-BMO, n°178, mai juin 1942, p.4459.

¹⁵⁴⁹ *Idem.*

¹⁵⁵⁰ *Idem*, p.4464.

¹⁵⁵¹ *Idem.*

¹⁵⁵² AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 4 octobre 1941, p.41-46.

désormais illégales, et la commission paritaire est aussi supprimée, ce qui est conforme aux dispositions légales alors en vigueur. Le pouvoir municipal est renforcé, car l'article 27 permettant à un salarié d'être reçu par le maire ou de consulter le rapport le concernant et justifiant un avertissement ou un blâme par la mairie est supprimé. On constate surtout une redéfinition du statut de fonctionnaire municipal. Ainsi « même en dehors de l'exercice de leurs fonctions, toute activité qui serait incompatible soit avec le maintien des institutions existantes, soit avec l'objet même ou les nécessités du service leur est également interdit »¹⁵⁵³. Cette mise au pas du personnel municipal titulaire et auxiliaire permet au maire de réorganiser le gouvernement municipal en limitant toute possible contestation de l'intérieur.

De plus, le maire introduit une réforme qui lui permet de concentrer plus de pouvoirs au détriment de l'assemblée municipale délibérante. Dès novembre 1941, Paul Chabert demande, et obtient pour une durée d'un an, l'autorisation d'accomplir des actes de gestion sans avoir à en référer au conseil municipal¹⁵⁵⁴. Cette autorisation est reconduite annuellement jusqu'en 1944. Dans les faits, le maire se trouve autorisé à procéder à des ventes ou des cessions de matériaux et objets hors d'usages ou nécessaires à l'économie nationale. Il peut directement accepter tous remboursements et participations relatifs aux défenses d'intérêt communal et notamment dans le domaine de la voirie. Il peut ester en justice et poursuivre sur toutes actions intentées à la ville pour des affaires sommaires. Il est en outre autorisé à passer des baux et des locations verbalement, et à résilier les baux communaux. Il peut passer des contrats d'assurance et accepter les règlements transactionnels n'excédant pas 500 francs. Enfin, il peut fixer les montants des honoraires des avocats et des experts désignés par l'assemblée municipale. En conséquence à partir de l'hiver 1941, le maire voit son pouvoir sur les affaires communales considérablement élargi, au détriment de l'assemblée délibérante. On voit ici se mettre en place une conception centralisatrice du pouvoir. Le maire justifie ce changement du gouvernement municipal par le fait que « (s)on administration se trouve en certains cas dans la nécessité d'agir avec rapidité, ce qui la place dans l'alternative ou bien de manquer au respect des règlements ou bien d'apporter à la solution de certains problèmes des retards que ne justifie pas leur importance et qui

¹⁵⁵³ AMV-1D281-Article 16 du règlement du personnel réformé par la délibération du conseil municipal du 4 octobre 1941, p.44.

¹⁵⁵⁴ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 22 novembre 1941, p.79-80.

parfois sont incompatibles avec une saine gestion »¹⁵⁵⁵. L'efficacité municipale est donc un argument utilisé afin de justifier l'épuration et la réorganisation du gouvernement municipal. La réalité de cette réorganisation vient du fait que le maire tient ses directives, non plus de l'assemblée municipale délibérante, mais du pouvoir préfectoral. Cette nouvelle disposition permet de mesurer le changement radical du gouvernement urbain depuis 1935 car les communistes, soucieux de se placer en rupture par rapport à l'administration de Lazare Goujon, avaient introduit la pratique consistant à réunir lors d'assemblées officielles les habitants afin de débattre des affaires communales. Ce n'est plus du tout le cas en 1941 car le maire gagne une importante autonomie par rapport à l'assemblée délibérante municipale. Le renversement est complet dans le fonctionnement municipal.

Cette politique d'épuration, qui est l'occasion de réorganiser le gouvernement de la ville, s'accompagne d'une intensification de la surveillance du territoire et des individus par la police à la demande de Paul Chabert qui constate, dès 1941, une forte recrudescence « des vols et délits de toute nature, commis sur le territoire de la commune de Villeurbanne », et qui estime « que les effectifs (de la police) de la commune sont insuffisants par rapport à l'étendue, au chiffre et à la diversité de la population »¹⁵⁵⁶. Cette surveillance s'exerce sur toute manifestation de soutien au mouvement gaulliste et tout acte de résistance. Les découvertes de tracts communistes sont ainsi rapportées au préfet¹⁵⁵⁷. La surveillance de la population et le contrôle du personnel municipal n'engendrent pas pour autant une adhésion de tous ses membres. En juillet 1944, des arrestations au sein du personnel municipal sont effectuées « soit par la police française, soit par les troupes d'occupation, soit par la milice »¹⁵⁵⁸. Cette surveillance et cette répression s'accompagnent d'un effacement de toute la production symbolique entreprise sous les municipalités de Lazare Goujon et de Camille Joly et par la fabrique symbolique d'une ville conforme à

¹⁵⁵⁵ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 22 novembre 1941, p.79.

¹⁵⁵⁶ AMV-2D47- Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 6 septembre 1941. Voir aussi AMV-2D47- Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 12 novembre 1941, qui demande au préfet « de bien vouloir examiner s'il ne serait pas possible de renforcer encore les mesures déjà prises ; les doléances que je recueille fréquemment me laissent comprendre que la population aimerait à se sentir un peu plus apparemment protégée ».

¹⁵⁵⁷ AMV-2D47-Lettres de Paul Chabert au préfet du Rhône, datées des 12 et 23 juillet 1941 et des 9 et 12 février 1942.

¹⁵⁵⁸ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 7 juillet 1944.

l'idéologie pétainiste.

2. L'effacement de toute trace du communisme dans la ville et l'avènement du nouveau régime

La politisation des représentations associées à Villeurbanne durant le Front populaire influe sur la fabrique symbolique de la ville durant la guerre. L'image de Villeurbanne, bastion du communiste dans la région lyonnaise, est prégnante comme le montre un rapport du commissaire divisionnaire, chef de la police spéciale, au préfet du Rhône en septembre 1940, sur l'état d'esprit de la population lyonnaise. En effet, le commissaire qualifie Villeurbanne d'« ancien fief essentiel de l'ex-parti communiste régional »¹⁵⁵⁹. Dans le cadre du nouvel ordre social et politique, instauré à partir de 1940, l'objectif des nouvelles équipes municipales est d'effacer toute trace du communisme et d'instaurer une politique symbolique conforme avec la nouvelle idéologie. C'est à cette fin que la toponymie est modifiée, afin d'effacer toute symbolique pouvant rappeler le Front populaire. L'acte toponymique, comme nous l'avons précédemment montré, procède d'une mise en image de la ville afin de construire une identité urbaine. Ce caractère politique de la toponymie locale explique la méfiance de Victor Subit à changer les noms de plusieurs rues de la ville à la suite de la demande d'une habitante de Villeurbanne en juillet 1940. Le président de la délégation spéciale explique que « la délégation spéciale, soucieuse avant tout d'assurer avec l'administration qui lui a été confiée, l'unité française, si nécessaire, réclamée par le Chef de l'Etat, a estimé nécessaire de sursoir à toute disposition susceptible de compromettre dans notre Cité laborieuse la bonne harmonie sociale et la paix publique. La délégation spéciale a donc décidé d'attendre, pour examiner les réformations que vous proposez, les instructions du Gouvernement, mieux placé que nous tous pour prononcer utilement »¹⁵⁶⁰. On voit ici que le changement de régime politique en juillet 1940 se traduit par une nette réduction de l'autonomie communale au point que la délégation spéciale préfère ne pas se prononcer sur la nouvelle toponymie urbaine avant d'obtenir les instructions du nouveau gouvernement. Pourtant entre août et février 1941, la délégation spéciale vote une série de nouvelles

¹⁵⁵⁹ ADR-45W35-Opinion publique 1940-1942-Rapport du commissaire divisionnaire, chef de la police spéciale, au préfet du Rhône, sur l'état d'esprit de la population lyonnaise, daté du 15 septembre 1940, p.3.

¹⁵⁶⁰ AMV-2D36-Lettre de Victor Subit à madame L. Joly, datée du 24 juillet 1940.

dénominations de rues. Ces dénominations sont votées sur la demande du pouvoir préfectoral, ce qui montre la perte totale d'autonomie de la municipalité dans la fabrique symbolique de la ville car celle-ci relève désormais des compétences du préfet.

Une liste de ces nouvelles dénominations est publiée dans le bulletin municipal des mois de mars et avril 1941, lui-même élaboré en février. Cette liste comprend 20 noms, mais en réalité 6 noms avaient été attribués dès 1937¹⁵⁶¹. Ce sont donc 14 noms d'espaces publics qui sont effectivement modifiés entre août et février 1941 [Tableau 17].

La dimension politique de cette nouvelle toponymie est évidente. Les noms de rues faisant référence à l'ennemi communiste comme la rue de l'Internationale ou la rue de Moscou sont les premiers à être changés au profit de la rue de la Jeunesse et de celle de l'Union¹⁵⁶². Dans la même logique, les noms de figures socialistes, comme Jean Jaurès et Marcel Sembat, ou de communistes locaux, tels Jules Grandclément et Alexis Perroncel, ou encore de militantes comme Louise Michel, disparaissent¹⁵⁶³. Des figures du républicanisme espagnol du XIX^e siècle, comme Vicente Blasco Ibanez et Francisco Ferrer sont remplacées par des figures du génie français, comme celles du naturaliste du XVIII^e siècle Georges-Louis Leclerc de Buffon et de l'écrivain et lexicographe de la langue d'oc, Frédéric Mistral. D'autres figures tirées du panthéon local ou national élaboré sous le Front populaire comme Roger Salengro, Henri Barbusse, Daniel Llacer et Louis Goux tombent dans l'oubli durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit par ces changements toponymiques d'effacer toute référence politique pouvant stimuler des dissensions partisans. La délégation spéciale justifie ainsi le changement de dénomination des rues Daniel Llacer et de Louis Goux, en arguant que ces deux noms « n'évoquaient autre chose que le souvenir regrettable de querelles partisans »¹⁵⁶⁴. Ces changements de dénomination ont pour effet d'effacer l'identité partisane de la ville, construite plus particulièrement sous les communistes durant le Front populaire. Ainsi, la place dédiée à Jules Grandclément retrouve son nom initial. Le passé communiste récent valorisé précédemment dans une logique identitaire partisane s'en trouve effacé.

¹⁵⁶¹ AMV-BMO-n°137-septembre 1937-p.3443.

¹⁵⁶² AMV-1D280-Délibération du conseil municipal du 27 août 1940, p.274.

¹⁵⁶³ AMV-1D278-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 26 novembre 1940, p.345-346.

¹⁵⁶⁴ AMV-BMO, n°169, novembre-décembre 1940, p.4283. Vote du 10 septembre 1940.

Cette place, comme nous l'avons vu, avait une fonction symbolique importante depuis l'installation d'un buste de Jules Grandclément. La date d'anniversaire de sa mort était l'occasion d'une manifestation collective organisée par la municipalité afin de célébrer cette figure tutélaire du communisme villeurbannais. Le changement de dénomination a donc un impact sur les rituels publics commémoratifs, et plus globalement sur la fabrique symbolique de la ville. Ces nouvelles dénominations s'inscrivent précisément dans la nouvelle idéologie en cours d'élaboration. On peut même mesurer l'influence de l'occupant allemand sur le territoire municipal à travers la suppression du nom de Gustav Stresemann. Ce personnage, qui a joué un rôle dans la signature des accords de Locarno le 16 octobre 1925, est perçu durant l'entre-deux-guerres comme une figure de l'apaisement de l'Allemagne du côté français, mais inversement comme un traître par les nationalistes allemands.

Le changement de régime politique se traduit donc à l'échelle locale par un changement de la toponymie en accord avec la nouvelle idéologie. Toutes les références politiques figurant dans l'espace urbain sont enlevées, car elles sont perçues comme des sources possibles de tensions internes empêchant le redressement national. L'espace public est ainsi dépolitisé par l'effacement des traces du communisme et du Front populaire. Henri Roussio a pu démontrer le rejeu du Front populaire qui est mis alors en œuvre : « la faille de 1940 s'inscrit dans une série d'interactions, de rejeux successifs des failles de 1934, et surtout de 1936 et 1938 : sans ces réactivations indirectes en même temps que symboliques, il est impossible d'en saisir toutes les dimensions »¹⁵⁶⁵.

L'arrivée, le 26 mars 1941, de la nouvelle municipalité nommée par le gouvernement de Vichy renforce cette fabrique symbolique d'une ville aux couleurs du pétainisme. Le culte du chef et de la Patrie à travers des figures nationales prend forme à Villeurbanne à l'occasion de la fête nationale de Jeanne d'Arc le 10 mai 1941. Cette cérémonie se déroule place Albert Thomas, et elle se démarque par son originalité dans l'agglomération lyonnaise : il s'agit de la seule cérémonie de l'envoi des couleurs prévue dans toute l'agglomération lyonnaise¹⁵⁶⁶. Elle réunit près de 5 000 écoliers en présence de groupes de jeunesse tels les compagnons de France, organisation créée en juillet 1940 par Henry Dhavernas, à l'époque commissaire

¹⁵⁶⁵ Henry ROUSSIO, *op. cit.*, janvier-mars 1985, p.59.

¹⁵⁶⁶ AMV-BMO, n°172, mai juin 1941, p.4344.

général par intérim des Scouts catholiques de France¹⁵⁶⁷, et des scouts. Des représentants des anciens combattants sont aussi présents. Cette cérémonie, bien que dépeinte par le pouvoir comme une réussite, se caractérise surtout par le fait que le service d'ordre est assuré par la police, ce qui permet de douter de l'adhésion des habitants à ce nouveau type de manifestation collective. Cette cérémonie, ainsi que celle du 10 mai 1942, se caractérisent par la présence de personnes qui, jusqu'alors étaient exclues des cérémonies publiques à Villeurbanne. En effet, des représentants catholiques sont présents et, le 10 mai 1942, le commissaire de police du commissariat de Villeurbanne fait aussi partie du cortège des personnalités¹⁵⁶⁸. Il y a donc une complète recomposition des cercles de pouvoir autour de la figure du maire durant la Seconde Guerre mondiale. L'apparition de ces nouvelles figures parmi les notables locaux, lors de manifestations collectives, marque une rupture dans les pratiques de pouvoir à Villeurbanne depuis la fin du XIX^e siècle. La concurrence entre le pouvoir politique républicain et laïc de la III^e République et les représentants religieux dans le champ de l'encadrement social s'était traduite, à Villeurbanne, en conformité avec la loi de 1905, par une exclusion des religions du pouvoir municipal. Cette mise en scène des nouveaux pouvoirs marque ainsi une rupture dans la gouvernance urbaine. A travers ces manifestations collectives organisées par la municipalité de Paul Chabert, on visualise la redéfinition des relations qui se nouent entre l'Etat et l'Eglise catholique durant la Seconde Guerre mondiale¹⁵⁶⁹. L'adhésion de la population à ce type de manifestation est très faible, comme le montrent les rapports réguliers des services de renseignement au préfet du Rhône entre 1940 et 1942¹⁵⁷⁰. La défaite et les difficultés matérielles dues au contexte de guerre pèsent alors fortement sur les esprits.

Pau Chabert s'évertue à effacer toute trace socialiste ou communiste dans la ville. La municipalité décide donc de supprimer le buste d'Albert Thomas, élevé en 1934 sur la place éponyme au moment de l'inauguration du Nouveau Centre. Son buste est détruit et un concours est aussitôt lancé afin de le remplacer par un buste du

¹⁵⁶⁷ Philip NORD, « Vichy et ses survivances : les Compagnons de France », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 4/2012, n°59-4, p.125-163.

¹⁵⁶⁸ AMV-BMO, n°178, mai juin 1942, p.4471.

¹⁵⁶⁹ Voir Etienne FOUILLOUX, « Eglise catholique et Seconde Guerre mondiale », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°73, janvier-mars 2002, p.111-124.

¹⁵⁷⁰ ADR-45W35-Dossier opinion publique de 1940 à 1942.

maréchal Pétain¹⁵⁷¹. Ce type de destruction statuaire est en réalité organisé par le régime de Vichy qui décrète, le 11 octobre 1941, la destruction de toutes les statues de bronze se trouvant dans un espace public et considérées comme sans valeur artistique ou historique. Elisabeth Campbell Karlsgodt a montré que ce sont alors 1 700 statues commémoratives, allégoriques ou décoratives qui sont ainsi détruites durant l'Occupation¹⁵⁷². L'argument utilisé afin de justifier ces destructions est l'utilisation du métal récupéré dans un programme de recyclage pour l'industrie française, mais comme l'indique l'auteure « la majorité de ce métal a été convoyée par bateau en Allemagne, où il a aidé à soutenir la machine de guerre d'Hitler »¹⁵⁷³. Cette sélection des statues détruites est le fait de l'autorité préfectorale, mais celle-ci n'intervient que sur les listes fournies par les municipalités. L'auteure explique que « d'un côté, la campagne de recyclage est un exemple de l'intervention étatique sur les politiques locales culturelles sous le régime de Vichy, intervention qui coïncide avec à la politique générale de centralisation sur le patrimoine artistique française durant l'Occupation (...). De l'autre côté, les autorités locales et départementales ont joué un important rôle en déterminant comment ce programme – imposé par les autorités de Paris et de Vichy – devait être organisé. Travaillant dans des situations politiques différentes dans le pays et avec différents degrés de déférence au régime de Vichy, les préfets décidaient souvent à la fin quelles statues devaient être épargnées »¹⁵⁷⁴. Le choix de détruire le buste d'Albert Thomas est donc un acte éminemment politique, et assumé par la nouvelle municipalité. Cette destruction efface de l'espace public et des mémoires la figure socialiste qu'était Albert Thomas. Dans cette logique d'effacement de l'ancien régime et d'exaltation du nouveau, la municipalité supprime le nom de la place Albert Thomas et le remplace par celui du

¹⁵⁷¹ AMV-1D17-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 30 décembre 1941.

¹⁵⁷² Elisabeth CAMPBELL KARLSGODT, « *Recycling French Heroes : The Destruction of Bronze Statues under the Vichy Regime* », in *French Historical Studies*, volume 29, n°1, Winter 2006, p.143-181.

¹⁵⁷³ *Idem*, p.143.

¹⁵⁷⁴ « *On the one hand, the recycling campaign is an example of state intervention into local cultural affairs under the Vichy regime, intervention that coincided with a general centralization of policy toward the French patrimoine artistique during the Occupation (...). On the other and, local and departmental authorities played an important role in determining how this program – imposed by authorities in Paris and Vichy – was carried out. Working in different political situations around the country and with varying degrees of deference to the Vichy regime, prefects in the end often decided which statues would be spared* » tiré de Elisabeth CAMPBELL KARLSGODT, *op. cit.*, 2006, p. 180. C'est moi qui traduit.

maréchal Pétain. La municipalité explique ce choix le 27 novembre 1941 : « pour apporter notre hommage au Grand Français qui, dans les malheurs de la Patrie, s'est dressé pour en attester la survivance, l'unité, la continuité, nous avons dès notre entrée en fonction conçu le projet de donner à l'une de nos places publiques le nom de Maréchal Pétain, Chef de l'Etat (...). Mr le préfet du Rhône vient, le 17 courant, de me faire connaître que le Maréchal s'était montré particulièrement sensible à notre proposition et donnait volontiers son agrément à la réalisation de notre désir. La place qui semble la plus digne, par ses proportions, par le cadre qui l'enferme au centre de notre Ville, par l'harmonie de son dessin, de recevoir le nom que nous voulons honorer, est la place Albert Thomas, qui borde, au nord l'Hôtel de Ville et au sud, le Théâtre Municipal »¹⁵⁷⁵. A la fabrique de la ville se superpose en réalité la fabrique de la nation sous le régime de Vichy. Le culte du chef prend place au centre de la ville de Villeurbanne.

Le nouveau pouvoir imprime à Villeurbanne sa symbolique dans une logique d'effacement des représentations politiques de la ville véhiculées durant l'entre-deux-guerres, et plus particulièrement entre 1935 et 1939. C'est pourquoi, Villeurbanne est choisie pour accueillir le premier Congrès légionnaire du travail du 23 au 25 avril 1942¹⁵⁷⁶. La Légion, devenue en novembre 1941 la Légion française des combattants et des volontaires de la Révolution nationale, joue dans un premier temps le rôle d'un mouvement d'action civique qui devient dans la zone libre « le seul réservoir disponible de cadres, de militants, de troupes »¹⁵⁷⁷. La légion joue le rôle de pilier du régime. A Villeurbanne, la légion est elle-même représentée au sein du conseil municipal nommé par le gouvernement car Paul Chabert, et ses 6 adjoints, sont tous membres de la Légion. Sur les 15 conseillers municipaux, 4 en sont aussi membres. Ce congrès est centré sur le rôle et l'action des Groupes légionnaires d'entreprises, et notamment dans la mise en place de la Charte du Travail. Ce congrès réunit près de 600 personnes, venues pour certaines d'Afrique du Nord, au sein du Palais du Travail qui est pavoisé à cette occasion. *Le Nouvelliste* donne une description des décorations du nouveau centre à cette occasion : « Il s'agit pour 600

¹⁵⁷⁵ AMV-1D17-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 27 novembre 1941.

¹⁵⁷⁶ AMV-BMO, n°178, mai juin 1942, p.4469.

¹⁵⁷⁷ Jean-Paul COINTET, *La Légion française des combattants. Vers le parti unique... Vichy 1940-1944*, Paris, Henri Veyrier, 1991, p.137.

hommes de construire... et de construire autour de l'idée communautaire et nationale. La décoration de Villeurbanne elle-même le proclame : sur des mâts, tout au long de la large avenue qui conduit au théâtre, les emblèmes de métiers surgissent d'une floraison tricolore ; de longues bannières tombent du haut du vaste édifice sur des faisceaux de drapeaux. Dans la salle elle-même, l'immense portrait du Maréchal qui émerge des draperies aux couleurs nationales, frangées d'or, préside aux débats »¹⁵⁷⁸. La photographie qui accompagne l'article – seule photographie trouvée à ce jour sur cet événement – montre la scène du théâtre surmontée d'une importante tribune aux pieds de laquelle est présenté le blason symbolique du nouveau régime figurant un casque ailé de gaulois sur un écu aux couleurs nationales. Le rôle des légionnaires au sein des entreprises est clairement défini. Ceux-ci doivent veiller « à ce que leurs militants soient les meilleurs à l'atelier comme les meilleurs dans la propagande légionnaire »¹⁵⁷⁹. Le but est de « faire surgir de leurs rangs des hommes nouveaux réclamés par l'Etat nouveau »¹⁵⁸⁰. Des figures de ce premier mouvement de la légion sont présentes, comme François Charles Joseph Valentin qui dirige ce mouvement de 1941 à 1942, avant de rejoindre la Résistance. Parmi les personnalités locales, on note la présence du préfet régional, du gouverneur militaire de Lyon, du commandant du département, de l'intendant de police, de l'archevêque de Lyon et du cardinal Pierre Gerlier, ainsi que des maires de Lyon et de Villeurbanne, nommés par le gouvernement. Le choix d'organiser ce congrès national à Villeurbanne est évident, car il permet d'effacer symboliquement toute trace de communisme dans la ville qui avait accueilli 6 ans plus tôt, du 22 au 25 janvier 1936, le VIII^e Congrès du Parti communiste.

La section locale de la légion prend, à partir de 1942, un poids de plus en plus important dans la fabrique symbolique sur le territoire villeurbannais. Sa présence est particulièrement visible au sein de la ville : elle organise des distributions alimentaires auprès des habitants, et dès février 1941, installe ses locaux dans le quartier du nouveau centre. Elle obtient à cette date de la municipalité la mise à disposition d'un local au n°1 de l'avenue de l'hôtel de ville¹⁵⁸¹, puis elle est autorisée

¹⁵⁷⁸ AMV-3C112-1942-*Le Nouvelliste*, n°153, 25 mai 1942, p.1.

¹⁵⁷⁹ *Idem.*

¹⁵⁸⁰ *Idem.*

¹⁵⁸¹ AMV-1D280-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 11 février 1941.

à transformer en 1942 le rez-de-chaussée du Palais du Travail en un restaurant de la Légion¹⁵⁸². L'interdiction de toute autre association, hormis les associations de jeunesse créées par le régime de Vichy et qu'elle encadre, fait qu'elle détient un monopole symbolique dans la ville. C'est la Légion, et non la municipalité, qui organise une fois par mois la levée de drapeau sur la place centrale portant à partir de 1941 le nom du maréchal Pétain¹⁵⁸³. Ainsi, les manifestations collectives au sein du territoire sont organisées par les légionnaires, qui prennent directement leurs ordres de la préfecture et non pas de la municipalité. La municipalité joue tout de même un rôle car en mai 1942, Paul Chabert demande que la Légion française des combattants soit en charge de la société musicale de la ville car il estime « qu'en dehors de la saine distraction que procure la musique, dont la place est marquée dans le programme de rénovation morale et intellectuelle que nous devons poursuivre, il est indispensable que Villeurbanne ait à sa disposition un beau groupement musical qui puisse donner son concours à toutes les manifestations organisées, soit par la municipalité, soit par les divers groupements de la commune »¹⁵⁸⁴. Par cette délégation, la Légion est directement associée aux manifestations collectives. De même, le maire renforce l'encadrement de la jeunesse par la Légion en demandant au président de la section de Villeurbanne et à un second légionnaire d'intégrer le conseil d'administration de l'œuvre des enfants à la montagne¹⁵⁸⁵. L'initiative de la municipalité est réelle dans la fabrique symbolique de la ville, mais uniquement parce qu'elle s'inscrit dans la politique de propagande. Elle reste strictement contrôlée par le pouvoir préfectoral. C'est lui, par exemple, qui enjoint la municipalité à donner toutes facilités aux représentants communaux de la légion afin de célébrer, le 29 août 1943, le troisième anniversaire de la création de la légion¹⁵⁸⁶.

¹⁵⁸² AMV-1M144-Baux communaux. Transformation de la brasserie du Palais du Travail en restaurant de la Légion (1942)

¹⁵⁸³ Les courriers de la section de Villeurbanne de la Légion Française des Combattants à la municipalité montre que c'est la section qui convoque le maire et les membres du conseil municipal pour la cérémonie aux couleurs sur la place du maréchal Pétain dans AMV-2D47-courriers de la section de Villeurbanne de la Légion Française des Combattants au maire de Villeurbanne, 1943-1944.

¹⁵⁸⁴ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au président de la section de Villeurbanne de la légion des combattants français, datée du 8 mai 1942.

¹⁵⁸⁵ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au président de la section de Villeurbanne de la légion des combattants français, datée du 20 février 1942. Voir sur le rôle de la musique dans la propagande sous Vichy Myriam CHIMENES (dir.), *La vie musicale sous Vichy*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, 2001, 420p.

¹⁵⁸⁶ AMV-2D47-Télégramme du préfet du Rhône à Paul Chabert, daté du 27 août 1943.

Avec les sections locales de la légion, la préfecture est dotée d'un outil de contrôle des manifestations publiques locales. La préfecture du Rhône organise ainsi toutes les manifestations, et elle interdit toute célébration les 11 novembre et les 14 juillet. Ce contrôle préfectoral n'est donc pas uniquement symbolique mais bien politique. Par exemple, en mai 1944, en raison du retournement de l'opinion publique, la préfecture interdit toute manifestation à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc et « seules (les) dépôts de gerbes par (les) autorités administratives demeurent autorisées, ainsi que (les) cérémonies religieuses »¹⁵⁸⁷. Dans ce même télégramme, le préfet interdit aussi la formation de cortèges sportifs car « toutes tentatives d'utilisation de réunions de ce genre pouvant donner lieu à (des) démonstrations politiques doivent être empêchées »¹⁵⁸⁸. L'encadrement des manifestations publiques par le pouvoir en place participe de la fabrique symbolique de la ville et d'un effacement des représentations politiques antérieures.

La municipalité n'est plus à l'origine de la fabrique symbolique de la ville, car les manifestations sont organisées par le pouvoir préfectoral en zone libre¹⁵⁸⁹. Le seul événement organisé effectivement par la municipalité est la fête des mères, qui est elle-même érigée en fête nationale par le gouvernement¹⁵⁹⁰. Le mot d'ordre du régime de Vichy « Travail, Famille Patrie » trouve son application à l'échelon local dans une politique nataliste en faveur des familles nombreuses et par la célébration emblématique des femmes dans leur rôle maternel¹⁵⁹¹. La cérémonie de la fête des mères est organisée chaque année par la municipalité dans le théâtre municipal, afin de leur présenter « en cette solennité l'hommage de la ville et du pays »¹⁵⁹². On voit ici encore que cette célébration prend une dimension locale et nationale. L'encadrement religieux à l'échelon local de cette cérémonie de portée nationale en raison de sa célébration dans l'ensemble des communes françaises, transparaît car la

¹⁵⁸⁷ AMV-2D47-Télégramme du préfet du Rhône à Paul Chabert daté du 13 mai 1944.

¹⁵⁸⁸ *Idem.*

¹⁵⁸⁹ Voir Rémi DALISSON, « La propagande festive de Vichy », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 3/2002, n°207, p.5-35.

¹⁵⁹⁰ Voir Francine MUEL-DREYFUS, *Vichy et l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps*, Paris, Seuil, 1996, p.135-151.

¹⁵⁹¹ Dans cette conception du rôle de la commune dans la politique familiale, un tract intitulé « La Commune, rempart de la famille » est distribué aux communes de plus de 2 500 habitants selon Éric JENNINGS, « Discours corporatiste, propagande nataliste, et contrôle social sous Vichy », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 4/2002, n° 49-4, p.101-131.

¹⁵⁹² AMV-BMO, n°172, mai juin 1941, p.4343.

fête des mères du 21 mai 1942 est précédée d'une messe solennelle à l'église Sainte-Thérèse où « le curé de la paroisse exalta en termes élevés tous les devoirs dont nous devons entourer les mères¹⁵⁹³. Le pouvoir religieux est clairement utilisé ici comme pouvoir d'encadrement social et moral. La convergence des conceptions de l'Eglise catholique et du gouvernement de Vichy dans le domaine social et moral explique ce rapprochement dans ce domaine jusqu'en 1942. Mais à l'échelon local, cette pratique est nouvelle, car l'attachement au principe de la laïcité des municipalités socialistes et communistes qui se sont succédées à la tête de Villeurbanne depuis la fin du XIX^e siècle rendait jusqu'alors impossible ce type de collusion des pouvoirs religieux et politiques. Cependant, ce type de manifestation officielle ne rend pas compte de l'engagement personnel des individus durant la guerre. Ainsi, François Boursier, curé de la paroisse Sainte-Thérèse utilise justement sa chaire pour critiquer le gouvernement de Vichy. Et c'est dans l'une des salles de son presbytère qu'est imprimé le *Bulletin de la France Combattante*. Il intègre en tant qu'agent le *Réseau-Jove* en décembre 1942 et rentre dans le *Service atterrissage-parachutage* en octobre 1943. Interpelé par la Gestapo le 16 juin 1944, il est interrogé et interné dans la prison Montluc puis exécuté¹⁵⁹⁴. On voit dans ce cas l'ambivalence nécessaire qui s'impose à des individus engagés en résistance qui, sous couvert d'une participation aux rituels publics définis par le gouvernement de Vichy, interviennent clandestinement dans les réseaux locaux.

A partir de l'été 1940, la délégation spéciale, puis la municipalité de Paul Chabert à partir de mai 1941, appliquent strictement à l'échelon local les directives définies par le gouvernement de Vichy et les autorités allemandes et véhiculées par la préfecture du Rhône. En récompense pour sa politique municipale conforme aux décisions du gouvernement, Paul Chabert reçoit le 6 juin 1942 la « Francisque du Maréchal ». Au moment de sa réception, Paul Chabert déclare « qu'en attribuant au Maire cette insigne faveur, c'est tout le Conseil Municipal que le Chef de l'Etat a voulu honorer »¹⁵⁹⁵. La Révolution nationale, bien que définie à l'échelon étatique, s'élabore avant toute chose à l'échelon local.

¹⁵⁹³ AMV-BMO, n°178, mai juin 1942, p.4469.

¹⁵⁹⁴ Bruno PERMEZEL, *Résistant à Lyon, Villeurbanne et aux alentours. 2 824 engagements*, éditions BGA PERMEZEL, 2003, p.107.

¹⁵⁹⁵ AMV-BMO, n°178, mai juin 1942, p.4459.

Le théâtre de Villeurbanne, doté durant la Seconde Guerre mondiale d'une troupe permanente, est aussi utilisé à des fins de propagande. Par exemple, le 16 juin 1942 le délégué départemental à la propagande contacte le maire de Villeurbanne afin de lui faire connaître son intention de présenter dans sa ville, le samedi 27 juin 1942 à 21 heures au théâtre municipal, le film réalisé par le ministère de l'Information intitulé *Français, vous avez la mémoire courte*. Cette décision vient du délégué départemental, et non du maire, qui lui précise « je pense que vous ne verrez pas d'inconvénient à l'organisation de cette manifestation ». Ce film est présenté comme « un moyen de propagande de premier ordre contre le communiste, et il est inutile d'insister sur l'intérêt que cela représente actuellement »¹⁵⁹⁶. Ce film de propagande est réalisé par Jean Morel et Jacques Chavannes à l'occasion de l'exposition « Le Bolchévisme contre l'Europe », ouverte le 1^{er} mars 1942 à Paris et commandée par le secrétaire général de l'Information¹⁵⁹⁷. Selon le discours du commentateur de ce film, la propagande de Moscou est à l'origine de l'esprit de division qui s'est développé pendant le Front populaire et a causé la défaite française. En contrepoint, ce film véhicule l'idée de la régénération et de l'union de la France, qui s'inscrit dès lors de nouveau dans le concert des nations dans le cadre d'une Europe unie, sans pour autant que le projet d'Europe nazie évoqué soit précisé. La projection de ce film à Villeurbanne, considéré comme un bastion du communisme dans l'agglomération lyonnaise durant le Front populaire, doit ainsi participer à une « dé-bolchévisation » des esprits. L'utilisation du théâtre municipal à des fins de projection de film de propagande n'est pourtant pas systématique : il s'agit même du seul cas connu. Cette diligence à appliquer les directives étatiques résulte de la dépendance de la municipalité qui tient son pouvoir de l'Etat. Cette propagande est le résultat d'acteurs multiples : la Légion, la municipalité, la préfecture et le secrétariat général de l'Information et de la Propagande. Cependant, comme l'a démontré Denis Peschanski, le secrétariat général de l'Information et de la Propagande rencontre des résistances de la part des organismes légionnaires et des préfets¹⁵⁹⁸. Le pouvoir de la

¹⁵⁹⁶ AMV-2D47-Lettre du délégué départemental à la propagande au maire de Villeurbane, datée du 16 juin 1942.

¹⁵⁹⁷ <http://www.ina.fr/video/AFE00000246>. *Français, vous avez la mémoire courte*, film de propagande daté de 1942 d'une durée de 21' 33 minutes produit sur la commande du secrétaire général de l'information.

¹⁵⁹⁸ Denis PESCHANSKI, « Vichy au singulier, Vichy au pluriel. Une tentative avortée d'encadrement de la société (1941-1942) », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 43^e année, n°3, 1988, p.654.

préfecture dans la propagande est important, car les « délégués à la propagande dont la fonction principale est de coordonner l'activité de tous les services existants (...) sont étroitement subordonnés à l'autorité des préfets départementaux et régionaux »¹⁵⁹⁹. A l'échelon local, ce n'est pas le secrétariat général de l'Information et de la Propagande qui joue un rôle d'encadrement de la population. Il n'intervient pas davantage dans la fabrique symbolique de la ville. Ce sont plutôt les organismes légionnaires et la préfecture, et enfin la municipalité dans une moindre mesure, qui y participent activement.

Les conditions de vie des Villeurbannais durant la Seconde Guerre mondiale se dégradent rapidement. Les difficultés de ravitaillement pèsent lourdement dans la vie quotidienne. Le système de ravitaillement institué dès l'entrée en guerre est source de tensions entre les édiles et les habitants, et il modifie l'exploitation du foncier urbain par l'essor des jardins potagers.

C. Villeurbanne durant la guerre

La Seconde Guerre mondiale est une période particulièrement difficile pour les urbains. L'occupation de l'espace foncier par des îlots d'habitation, des usines ou des édifices publics est telle que la production agricole n'est plus suffisante pour répondre aux besoins des habitants. La dépendance des espaces urbains par rapport aux espaces ruraux producteurs s'accroît, tandis que le contrôle de la circulation des personnes et la hausse des coûts de transport réduisent considérablement l'acheminement de denrées depuis les campagnes. De plus, l'Occupation se traduit par un détournement des ressources et de la production nationales à destination du Reich ce qui accroît la demande et pèse sur l'équilibre du marché alimentaire. Pour ces raisons, Villeurbanne se trouve dans une situation problématique et ses problèmes d'approvisionnement ont une incidence sur l'état de santé général de la population. La guerre engendre ainsi des déséquilibres aigus dans l'organisation du système urbain.

¹⁵⁹⁹ Claude LEVY et Dominique VEILLON, « Propagande et modelage des esprits », in Jean-Pierre AZEMA et François BEDARIDA (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p.189.

1. Les problèmes de ravitaillement et leurs effets sur l'opinion publique

L'étude du ravitaillement sous l'Occupation a été l'objet d'importantes synthèses historiques, dont celle publiée en 1996 sous la direction de Dominique Veillon et Jean-Marie Flonneau dans *Les cahiers de l'IHTP*¹⁶⁰⁰. Ce numéro a permis de souligner les inégalités géographiques entre les départements ruraux nourriciers, les départements affamés, et ceux en situation intermédiaire. Cette étude présente l'avantage de dresser une géographie différenciée de la France hexagonale en fonction des ressources alimentaires des territoires. L'approche locale en histoire urbaine, comme dans le cas ici de Villeurbanne, nous permet de comprendre la désorganisation du système urbain, et la situation de dépendance dans laquelle il se trouve par rapport à l'arrière-pays rural. Cette analyse bénéficie des apports du travail de Francis Grenard qui a souligné l'enjeu politique que constitue le ravitaillement pour le régime de Vichy. « Constituant un enjeu d'opinion considérable, fournissant des armes importantes à tous ses opposants, le ravitaillement est apparu comme une préoccupation essentielle pour le régime de Vichy, conscient qu'il lui fallait gagner la "bataille du ravitaillement" pour s'attacher le soutien durable de la population. Et son échec en la matière fut lourd de sens, dans la mesure où les déficiences du ravitaillement furent sans doute l'élément qui délégitima le plus aux yeux de l'opinion, et de manière particulièrement précoce (dès la fin de l'année 1940), toute la politique du régime, aussi bien dans ses aspects intérieurs (Révolution nationale) qu'extérieurs (collaboration) »¹⁶⁰¹. A l'échelon local, le ravitaillement est source de tensions entre les habitants et la municipalité qui, durant la Seconde Guerre mondiale, n'est elle-même pas représentative, la nomination par le pouvoir étatique des nouveaux édiles sapant les fondements du principe de représentativité. Or le lien de dépendance vitale entre les habitants et les pouvoirs publics est dans le même temps renforcé, en raison de la politique de ravitaillement mise en place dès l'entrée en guerre. En conséquence, la municipalité

¹⁶⁰⁰ *Les Cahiers de l'IHTP*, n°32-33, « Le temps des restrictions en France 1939-1949 », sous la direction de Dominique VEILLON et Jean-Marie FLONNEAU, mai 1996, 539 p.

¹⁶⁰¹ Fabrice GRENARD, « Les implications politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2/2007, n° 94, p.199-215. En ligne : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2007-2-page-199.htm (Consulté le 7 mars 2013)

Voir aussi Fabrice GRENARD, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Payot, 2012, 294 p.

se doit, à l'échelon local, de gagner cette bataille du ravitaillement car elle est source de légitimation de son propre pouvoir.

La municipalité doit faire face à des difficultés de ravitaillement au sein de l'espace urbain même et à l'extérieur, dans les internats de Poncin et de Chamagnieux respectivement situés dans les départements de l'Ain et de l'Isère. En effet, le territoire de Villeurbanne s'étend en dehors de l'agglomération lyonnaise depuis l'acquisition de deux propriétés dans ces départements. Cet éloignement géographique rend les problèmes d'approvisionnement particulièrement aigus pour ces deux internats qui regroupent au total près de 240 élèves et 60 membres du personnel. Par ailleurs, leur inscription dans deux départements différents du département du Rhône auquel est rattachée Villeurbanne crée une situation administrative complexe. Le secrétaire général de la préfecture de l'Ain refuse de ravitailler l'internat municipal de Villeurbanne situé à Poncin, et le fournisseur lyonnais de l'internat n'est pas autorisé à sortir des pâtes alimentaires du département du Rhône¹⁶⁰². Enfin, le ravitaillement s'effectuait jusqu'alors auprès des communes voisines ou, pour quelques achats spécifiques, dans des communes de plus grande importance mais plus éloignées. Cependant en décembre 1941 « les difficultés de ravitaillement sont devenues plus grandes, les directeurs ne trouvent presque plus rien à acquérir sur place et ils doivent se déplacer plus fréquemment vers les centres (de Bourg, Pont d'Ain et Ambérieu) pour trouver les marchandises nécessaires à la nourriture des enfants qui leur sont confiés »¹⁶⁰³. Le préfet du Rhône est donc sollicité par la municipalité afin de résoudre cette situation critique en octroyant des bons d'essence supplémentaires aux directeurs, et en permettant un approvisionnement en pommes de terre des enfants des internats et de leur personnel. En février 1942, le maire en vient à demander au préfet de redessiner la carte urbaine « en assimilant (l'internat de Poncin) à une institution urbaine et en faisant débloquer 5 000 kg de pommes de terre en sa faveur pour le dépanner immédiatement (...). Une attribution de 5 tonnes de pommes de terre, pour 5 mois de scolarité restant à courir, procurait à chaque enfant un supplément quotidien de 22 grammes »¹⁶⁰⁴. On voit

¹⁶⁰² AMV-2D47 Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 4 décembre 1941

¹⁶⁰³ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 5 décembre 1941.

¹⁶⁰⁴ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 20 février 1942.

dans ce cas le poids de l'administration préfectorale dans le ravitaillement des territoires municipaux périphériques.

Le principe du ravitaillement généralisé et l'institution de cartes d'alimentation sont introduits le 23 septembre 1940. Des bureaux de répartition fixent un contingent à chaque commune et organisent la collecte des produits, leur répartition et leur transport vers les départements déficitaires et les principaux centres urbains¹⁶⁰⁵. Le ravitaillement de la ville connaît de graves difficultés dès 1941, et les tensions au sein de la population qui en découlent amènent l'adjoint au maire à expliquer aux édiles que la latitude de la municipalité sur ce point est très limitée. « Les difficultés croissantes de notre ville m'amènent à vous préciser les conditions de fonctionnement (du) service (de ravitaillement). Vous pourrez constater qu'en cette matière comme dans beaucoup d'autres, le rôle des municipalités est des plus modestes et que contrairement à ce que beaucoup croient elles n'ont presque aucun pouvoir »¹⁶⁰⁶. La municipalité est chargée, par l'intermédiaire de son service de ravitaillement, de distribuer chaque mois les titres d'alimentation, de tenir le fichier des consommateurs et de distribuer les bons de denrées spéciales. Cette distribution est effectuée par 6 bureaux, répartis dans la ville. Ces données sur la distribution des tickets d'alimentation sont intéressantes, car la municipalité les utilise afin d'avoir une estimation de la population. Ces informations sont lacunaires seulement pour l'année 1944, mais elles permettent d'estimer l'importance de ces distributions. Nous avons préféré faire figurer dans le tableau ci-joint [**Tableau 18**] la moyenne pondérée des tickets d'alimentation distribués, car nous ne connaissons le détail mensuel que pour les années 1941 et 1942. Les données sur ces deux années présentent l'avantage de permettre d'apprécier la fluctuation du nombre de tickets distribués chaque mois. Cette variation mensuelle du nombre de tickets est peu importante, car elle est en moyenne de l'ordre de moins de 0,1 % pour 1941 et 1942. On voit que l'effectif de la population est plutôt stable. Cependant, on peut constater une baisse de ces distributions en août et une augmentation octobre de ces deux années (- 3,48 % entre juillet et août 1941 et - 2,18 % entre juin et août 1942). Cette fluctuation s'explique par le départ d'une faible partie de la population vers la campagne durant la période estivale, la très grande majorité restant dans la

¹⁶⁰⁵ Fabrice GRENARD, *op. cit.*, 2007.

¹⁶⁰⁶ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 4 octobre 1941, p.66-70.

commune. Les problèmes d'alimentation dans les milieux ouvriers sont l'objet de l'attention de médecins lyonnais. Les docteurs Hermann et Mazel, professeurs à la faculté de médecine de Lyon, signalent l'affaiblissement physique des ouvriers dans l'agglomération lyonnaise dans un rapport daté du 1^{er} juillet 1942 sur la sous-alimentation et le travail industriel. Ils précisent que « ces états de déficience physique ne sont ni propres aux milieux ouvriers, ni à l'agglomération lyonnaise. Ils affectent plus ou moins toute la population française. Mais, nécessairement, ils sont plus accentués chez les travailleurs de l'usine, astreints à une plus grande dépense d'énergie que les employés et moins bien ravitaillés que les travailleurs agricoles ». Ils précisent ensuite qu'en comparant les données fournies par des confrères « ayant visité des usines dans les diverses régions du pays, il résulte que le fléchissement de la santé ouvrière est plus marqué à Lyon et dans sa banlieue, que dans d'autres secteurs industriels »¹⁶⁰⁷. Les ouvriers des villes sont ainsi plus particulièrement touchés par les problèmes de ravitaillement alimentaire durant la guerre.

Une commission des chaussures est aussi mise en place, mais l'afflux de demande et les problèmes de gestion font qu'au début du mois d'octobre 1941, 15 000 demandes de chaussures ont été formulées alors que le contingent de chaussures attribuées en septembre de la même année n'était que de 4 159 paires. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande de chaussures, et la longueur des files d'attente pèsent sur l'opinion publique. Le maire en est parfaitement conscient car il précise « cette situation ne saurait se prolonger sans mécontenter le public »¹⁶⁰⁸. Ces problèmes d'approvisionnement touchent tous les secteurs, et le maire s'en inquiète régulièrement auprès du préfet. Les marchés alimentaires connaissent une baisse considérable de l'approvisionnement car « sur plus de 300 maraîchers qui fréquentaient assidûment les marchés avant la guerre, il n'y en a plus guère qu'une vingtaine » en octobre 1941¹⁶⁰⁹. Cette situation amène l'adjoint au maire à se rapprocher des communes rurales constituant la ceinture maraîchère de l'agglomération lyonnaise, afin de connaître les causes de cette baisse de la fréquentation des maraîchers. Ce sont principalement les ruptures des modes de

¹⁶⁰⁷ AMV-6F2-Rapport du comité d'études et d'informations localisé à Lyon par les professeurs Hermann et Mazel sur la sous-alimentation et le travail industriel, daté du 1^{er} juillet 1942, p.2 dans le dossier Œuvres sociale et Ravitaillement (1942).

¹⁶⁰⁸ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 4 octobre 1941, p.68.

¹⁶⁰⁹ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 4 octobre 1941, p.69.

transport liées à la pénurie d'essence et l'absence d'autorisation de circuler en automobile qui son en cause. Cette pratique municipale consistant à diligenter une enquête auprès des communes productrices est réitérée en octobre 1942, afin de connaître les causes de la diminution alarmante de la quantité de lait à disposition dans la commune¹⁶¹⁰. La dépendance de la ville par rapport aux espaces ruraux producteurs est donc accrue, ce qui amène la municipalité à se tourner vers l'autorité préfectorale afin « d'intensifier les livraisons en légumes frais que les maraîchers n'apportent plus »¹⁶¹¹. Si l'approvisionnement des marchés dominicaux s'améliore en 1942, en raison de l'intervention du bureau de la répartition, ce n'est pas le cas des marchés de semaine qui sont pratiquement dépourvus de denrées alimentaires. De plus, la localisation des 3 marchés dans la ville montre que ceux-ci sont situés dans l'ouest de la ville, la plus urbanisée. Ainsi, la pénurie renforce le clivage entre les habitants de l'est et ceux de l'ouest. Cette pénurie alimentaire engendre des détériorations et des vols dans les champs de culture qui se trouvent sur le territoire. 15 agriculteurs villeurbannais écrivent à la municipalité pour s'en plaindre et demander une surveillance renforcée de leurs terrains de culture¹⁶¹². La pénurie fait que « des clôtures de jardins et de terrains sont enlevées et les vols de légumes deviennent de plus en plus fréquents »¹⁶¹³. Cette croissance des vols de récoltes est généralisée car, dès le 17 juin 1941, le gouvernement publie une loi réprimant plus sévèrement les vols dans les champs et jardins de récolte¹⁶¹⁴. Le maire insiste auprès du préfet pour que des mesures soient prises face aux pénuries alimentaires « car cette situation cause une certaine nervosité dans la population ouvrière de la commune et je suis dans l'impossibilité d'y remédier, aucun moyen efficace n'étant à ma disposition »¹⁶¹⁵. Des mouvements de contestation apparaissent, organisés par l'union des comités populaires des ménagères du Rhône. Une manifestation est organisée le 6 juin 1942, devant le siège du pouvoir, la préfecture du Rhône. Un tract joint par le maire au courrier qu'il envoie au préfet indique : « Lyonnais ! (...) Par votre nombre, par votre action, montrez votre volonté de ne plus vous laisser affamer

¹⁶¹⁰ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 21 octobre 1942.

¹⁶¹¹ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne datée du 4 octobre 1941, p.69.

¹⁶¹² AMV-2D47-Pétition de 15 agriculteurs villeurbannais à Victor Subit, datée du 20 février 1941.

¹⁶¹³ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 18 mai 1942.

¹⁶¹⁴ AMV-BMO, n°174, septembre octobre 1941, p.4387-Loi du 17 juin 1941 sur la répression des vols de récoltes.

¹⁶¹⁵ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 3 juin 1942.

par des boches pillards et leurs larbins de Vichy, les Laval et leur équipe. Agir contre les affameurs, se partager les vivres et produits entassés dans les dépôts pour les boches, empêcher les trains de nos marchandises de partir pour l'Allemagne : c'est le devoir le plus sacré de tous les patriotes, c'est la voie de la lutte pour la libération de notre pays »¹⁶¹⁶. Ces protestations de ménagères à Villeurbanne ne rencontrent pas nécessairement d'audience à l'échelle de l'agglomération lyonnaise, en raison du contrôle des informations par les autorités comme le souligne un extrait du *New Digest* en mai 1942. « Les difficultés qui s'opposent à la propagation des informations que les autorités souhaitent laisser ignorer sont telles qu'il est impossible de se faire une idée d'ensemble d'une manifestation nationale avec la rapidité qui serait nécessaire. Qu'on songe par exemple qu'il arrive que des Lyonnais ignorent pendant plus d'une semaine des incidents survenus au marché de Villeurbanne à la suite de protestations de ménagères »¹⁶¹⁷. La nervosité du maire face à ces manifestations transparaît dans les courriers qu'il adresse au préfet. Les problèmes de ravitaillement en viennent à disqualifier le pouvoir municipal.

L'année 1943 marque un changement radical avec un renfort de la surveillance de l'agglomération lyonnaise, et surtout l'organisation d'une rafle le 1^{er} mars 1943 qui crée une rupture dans l'opinion publique villeurbannaise.

2. La loi de l'occupant : répression de la population

Dès le 11 novembre 1942, les troupes allemandes lancent l'opération « Atila » qui se traduit par l'occupation des territoires de la « zone libre ». La ligne de démarcation est déclarée ouverte à partir du 1^{er} mars 1943 mais l'occupation est déjà effective. A cette même date, la Gestapo effectue une rafle dans un quartier de Villeurbanne. Ces arrestations se déroulent entre 6 et 17 heures et ciblent tout un quartier défini par les voies suivantes : cours Emile Zola, boulevard Eugène Réguillon, route de Crémieu, place de l'hôtel des postes, rue Antonin Perrin, avenue Auguste Blanqui.

¹⁶¹⁶ AMV-2D47-Tract de l'union des comités populaires des ménagères du Rhône-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 3 juin 1942.

¹⁶¹⁷ AN-F60-1697-*New Digest*, 1^{er} mai 1942, n°820, cité par Danielle TARTAKOWSKY, *Les manifestations de rue en France : 1918-1968*, Paris, Sorbonne, 1997, note 1, p.445.

Cette rafle se caractérise par sa soudaineté, car la municipalité apprend son organisation au moment de sa mise en place par les autorités allemandes. Dans un rapport dactylographié le maire expose que « cette opération s'est faite sans qu'aucune autorité civile française ait été prévenue. Moi même, Maire de Villeurbanne, n'ait été prévenu qu'à 7 heures du matin. Il m'a été impossible de pénétrer dans l'enceinte cernée par les troupes allemandes. Le préfet lui-même a été tenu complètement en dehors de cette opération et ne l'a appris que dans la matinée ; il est venu nous voir avec l'intendant de police le même jour vers 11h30. J'en ai profité pour faire auprès du préfet les protestations nécessaires et je sais que lui même est allé les transmettre le même après-midi au Général commandant les troupes d'opération de la région lyonnaise. Malheureusement, cette opération n'était pas faite par les troupes d'opération, mais par la police allemande, c'est à dire la Gestapo avec laquelle il est absolument impossible de s'entendre pour apporter des atténuations à leurs décisions. Les personnes arrêtées ont été aux dires des Allemands, au nombre de 150. Or, dans l'enquête faite à domicile chez les habitants eux-mêmes, nous ne trouvons que 130 noms. Nous en avons eu l'explication plus tard car il paraît que 20 de nos habitants ont pu s'évader en cours de route »¹⁶¹⁸. Dans ce rapport, produit par le premier magistrat de la ville, cette rafle apparaît uniquement comme le fait de la Gestapo. Les autorités françaises sont dédouanées de toute responsabilité selon ce rapport qui lui même pose question car il est le fait du maire de Villeurbanne. Grâce aux registres constitués dès le lendemain par la municipalité, et listant les noms des personnes arrêtées, nous avons pu établir que 134 personnes ont été arrêtées et rassemblées à la gare de Villeurbanne, puis placés dans des wagons à bestiaux dans la nuit du 1^{er} au 2 mars 1943¹⁶¹⁹. Ces personnes raflées sont des hommes âgés de 17 à 52 ans, dont 126 Français, 4 Polonais, 2 Espagnols, 1 Russe et 1 Tchèque. Leur appartenance religieuse mentionnée dans les listes montre que ce sont en majorité des catholiques (121 personnes), 2 personnes sont de confession juive, une personne est musulmane, une protestante et une orthodoxe, tandis que la religion de 8 d'entre elles n'est pas connue. Mais on

¹⁶¹⁸ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Rapport du maire sur l'opération du 1^{er} mars 1943 aux industriels villeurbannaise, lors d'une réunion à l'hôtel de ville le 17 mars 1943.

¹⁶¹⁹ L'un des registres porte des mentions manuscrites qui permettent de savoir qu'il s'agit de la liste révisée des personnes arrêtées. Cette liste compte 136 noms dont deux ont été barrés. Ce sont ceux de Manuel Gil Vagan et celui de Gine Zanatta. C'est en s'appuyant sur cette liste révisée que l'on a pu comptabiliser 134 personnes arrêtées.

constate un traitement différencié des Juifs car, si 132 personnes sont déportées à Compiègne, les deux personnes de confessions juives sont déportées quant à elles vers le camp d'internement de Drancy. Ces arrestations ont lieu principalement dans les habitations ou dans la rue. Cela explique pourquoi sur les 132 personnes arrêtées, 117 personnes habitent à Villeurbanne, 6 à Lyon, 4 à Bron, 2 à Vaulx-en-Velin, 1 à Sainte-Foy-lès-Lyon, 1 à Oullins, 1 à Jailleux (Isère) et 1 à la Sône (Isère). Sur ces 134 personnes arrêtées, seulement 3 sont libérées deux mois après leur arrestation¹⁶²⁰. La municipalité cherche donc à faire libérer les 131 personnes restantes en faisant appel au pouvoir préfectoral, au gouvernement de Vichy et aux autorités allemandes.

Paul Chabert relaie l'inquiétude des familles des personnes raflées auprès du préfet : « La plupart des hommes qui ont été réquisitionnés à Villeurbanne le 1^{er} mars par les troupes allemandes n'ont pu emporter de vêtements chauds, de linge de corps, ni de sommes importantes en espèces. Leurs familles me demandent quotidiennement par quels moyens elles pourraient leur en faire parvenir. Certains parents sont allés jusqu'à Compiègne, mais ils n'ont pu obtenir que les paquets, qu'ils avaient préparés, soient remis par les troupes de surveillance aux Villeurbannais parqués dans cette ville. J'ai l'honneur d'attirer votre bienveillante attention sur cette situation et de vous prier de bien vouloir, si cela vous est possible, intervenir en faveur de ces hommes à peu près démunis de tout. L'assurance que des démarches en ce sens sont entreprises par les Pouvoirs Publics apporterait un apaisement opportun aux inquiétudes légitimes des familles villeurbannaises éprouvées »¹⁶²¹. Une permanence pour les familles des raflés est organisée chaque dimanche matin dans un café, situé place de l'hôtel des postes, par le comité d'entr'aide aux absents et à leur famille créé depuis le 17 septembre 1939 par des Villeurbannais¹⁶²². Ce comité joue jusqu'à la Libération le rôle d'intermédiaire entre les demandes des familles des prisonniers et déportés et la municipalité.

¹⁶²⁰ Ce sont Joseph et Perfecto Padilla, tous deux ressortissants espagnols, et Guy Pegon, français habitant Villeurbanne, tous trois libérés en mai 1943.

¹⁶²¹ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Lettre de Paul Chabert au préfet du Rhône, datée du 9 mars 1943.

¹⁶²² AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Lettre de F. Chirat du comité d'entr'aide aux absents et à leur famille au préfet du Rhône, datée du 29 mars 1943.

L'impact de cette rafle sur l'opinion publique est réel, en raison de l'inquiétude et de la peur qu'elle engendre sur la population. La police allemande justifie la rafle en avançant qu'il s'agit d'une mesure de rétorsion à l'encontre de la population en raison de la multiplication des attentats à Villeurbanne. Cette affirmation n'a pu être vérifiée, mais elle montre la volonté de soumettre la population villeurbannaise à la loi de l'occupant, installé en « zone libre » depuis seulement cinq mois. Cette politique de prise d'otages est utilisée par les autorités allemandes afin de peser sur l'opinion publique et de créer un retournement de la population contre les résistants. Ainsi, lors de ses deux entrevues avec le chef de la police de Lyon, le maire se voit réclamer, en contrepartie des informations sur les raflés, des informais sur tout mouvement de résistance. Cette politique de la peur polarise effectivement l'opinion publique car, dans une lettre au préfet du Rhône le maire assure avoir reçu des témoignages lui précisant que « mieux informé du fait que des Français innocents ont payé – ou risquent encore de payer – pour les agitateurs et les fomentateurs d'attentats, la population civile serait vraisemblablement disposée à éclairer les pouvoirs chargés de l'ordre sur les responsabilités encourues par certains individus suspects »¹⁶²³. Ce courrier est significatif de l'évolution d'une partie de l'opinion publique, effrayée par la politique d'otage menée par la Gestapo. Dans un rapport présenté aux industriels villeurbannais, le maire explique au contraire que « d'après l'avis des autorités occupantes, cette opération a été faite par punition pour tous les attentats qui sont commis à Villeurbanne depuis quelques temps. A notre avis, son résultat a été exactement le contraire »¹⁶²⁴. Ce rapport est le plus précis, et contemporain des faits relatés. Les rapports et courriers produits par la suite par le maire et adressés à la préfecture ou au gouvernement, ne mentionnent plus « les attentats commis à Villeurbanne » mais ceux « commis dans l'agglomération lyonnaise », minimisant ainsi la réalité des actions de résistance sur le territoire villeurbannais. Le maire indique qu'à la suite d'entrevues auprès du préfet en mars 1943, il lui a été indiqué « que de telles opérations, faites sans discernement, étaient à l'encontre du but poursuivi par le gouvernement et risquaient d'entraîner les habitants dans la dissidence ». Il précise ainsi qu'ultérieurement lors d'une entrevue

¹⁶²³ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Arrêté du préfet du Rhône du 30 mars 1943.

¹⁶²⁴ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Rapport du maire sur l'opération du 1^{er} mars 1943 aux industriels villeurbannais, lors d'une réunion à l'hôtel de ville le 17 mars 1943.

avec le chef de la police allemande à Lyon, il essaie de faire valoir « la situation dans laquelle il nous mettait avec ses opérations de police, et que loin de calmer l'opinion de la population lyonnaise, il ne faisait que l'exciter. Je lui ai expliqué que nommés à notre poste par le Maréchal Pétain en 1941, nous n'avons qu'une directive : faire l'union dans la commune dans laquelle il venait de réduire à néant nos efforts de deux ans d'administration ». L'échange rapporté est frappant car il montre la relation d'autorité qui se noue alors entre les forces d'occupation allemande, nouvellement installées, et la municipalité. Le maire indique que « toutefois, à la suite de cette opération le capitaine Cramler nous a promis de ne plus faire d'opération semblable à Villeurbanne et si la nécessité se faisait sentir, de nous prévenir au préalable »¹⁶²⁵. Le maire obtient seulement de cette entrevue l'autorisation d'envoyer aux prisonniers des colis, constitués par les familles, mais ne comportant ni écrit ni argent hormis une lettre exclusivement familiale sous enveloppe ouverte¹⁶²⁶. Il se déplace ensuite à Compiègne le 31 mars pour visiter le camp occupé par les Villeurbannais, puis rencontre le 2 avril à Paris le secrétaire d'Etat auprès du gouvernement, chargé des relations avec les autorités allemandes, pour lui remettre une demande de libération et une liste des prisonniers. Par l'intermédiaire du préfet régional de Lyon, il est reçu ensuite par Pierre Laval à Vichy le 13 avril et obtient d'être reçu deux jours plus tard à Paris, avec le préfet, par le général Oberg, commandant supérieur des SS en France. Mais cette entrevue ne change rien à la situation. L'autorité de la municipalité sort très affaiblie de la rafle du 1^{er} mars 1943 et de son incapacité à faire évoluer la situation. Dans une allocution aux familles des raflés, le 21 avril 1943, le maire annonce : « Dans notre commune, où nous sommes tous solidaires dans des cas semblables, il est indispensable que la vérité soit connue, que malgré notre situation qui est, en vérité, bien pénible, on se sente les coudes et que la population sache qu'elle peut compter sur nous. Il m'est, en effet, revenu aux oreilles des bruits assez curieux à ce sujet ; on met en doute les efforts de la municipalité, ou on les déforme à plaisir. Je n'attache à ces bruits que bien peu d'importance (...). A aucun moment, je n'ai cessé de penser à nos absents et de m'occuper d'eux. Si je n'ai pas

¹⁶²⁵ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Rapport du maire sur l'opération du 1^{er} mars 1943 aux industriels villeurbannaise, lors d'une réunion à l'hôtel de ville le 17 mars 1943,p.3.

¹⁶²⁶ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Lettre de Paul Chabert aux familles des hommes réquisitionnés le 1^{er} mars 1943, datée du 20 mars 1943.

*encore*¹⁶²⁷ réussi, j'ai du moins tout essayé. Le reste ne dépendait pas de moi. Je sais que ce n'est pas l'avis de tout le monde, mais j'ai pour moi le sentiment du devoir accompli »¹⁶²⁸. Un an plus tard, il reprend les tractations et obtient, en avril 1944, qu'une délégation des familles des rafles soit reçue en audience par Pierre Laval, au moment où le maréchal Pétain reçoit les représentants des municipalités de l'agglomération lyonnaise.

Cette rafle déstabilise le pouvoir municipal et marque une rupture dans l'opinion publique. Il faut bien sûr garder une certaine retenue car, comme le souligne Pierre Laborie « il paraît vain d'espérer que l'étude des attitudes des Français entre 1940 et 1944 puisse déboucher sur des conclusions limpides. Il est tout aussi illusoire d'en attendre des arguments péremptoirs et définitifs sur le débat public qui continue à porter sur cet enjeu essentiel de notre mémoire collective et de notre identité. Les attitudes sous Vichy et l'occupation sont rebelles à toute classification simple et transparente »¹⁶²⁹. Il indique justement qu'en 1943 le souhait que la guerre se termine devient obsessionnel, l'opinion est décrite comme « déçue, désabusée, inerte, à bout de nerf, souhaitant la paix à n'importe quel prix »¹⁶³⁰. Jean-Marie Flonneau a démontré qu'il convient de prendre en compte les conditions spécifiques à chaque zone du territoire, car suivant les particularités locales et selon les milieux sociaux le rythme du décrochage de l'opinion publique vis-à-vis du gouvernement de Vichy est plus ou moins rapide¹⁶³¹. A Villeurbanne, commune industrielle marquée à gauche, il est certain que le premier semestre 1943 marque une rupture dans l'opinion publique en raison de l'arbitraire de la rafle du 1^{er} mars 1943, qui frappe directement la population civile. De plus, une série de mesures viennent transformer les pratiques urbaines la nuit et contraindre directement la mobilité urbaine dans une logique de contrôle. Ainsi, à partir du 22 mars 1943, le préfet du Rhône arrête que l'ensemble des établissements, dont les théâtres et les cinémas, ferment à 20 heures. Ce couvre-feu s'applique sur l'ensemble des communes de l'agglomération. Cet arrêt vide les rues de la ville la nuit, car il porte aussi sur la mobilité nocturne en spécifiant que « la circulation des piétons, cyclistes, motocyclistes et de tous véhicules sont interdits

¹⁶²⁷ Rajouté au crayon à papier sur le texte de l'allocution.

¹⁶²⁸ AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Texte de l'allocution de Paul Chabert aux familles des rafles, datée du 21 avril 1943.

¹⁶²⁹ Pierre LABORIE, *op. cit.*, 1990, p.328.

¹⁶³⁰ Pierre LABORIE, *op. cit.*, 1990, p.290.

¹⁶³¹ Jean-Marie FLONNEAU, « L'évolution de l'opinion publique de 1940 à 1944 », in Jean-Pierre AZEMA et François BEDARIDA (dir.), *op. cit.*, 1992, p.521.

de 21 heures à 6 heures du matin »¹⁶³². Cette mesure intervient alors que, depuis l'entrée en guerre en septembre 1939, l'ensemble des lanternes à gaz est éteint, c'est-à-dire près de la moitié des foyers d'éclairage publics, en raison du risque d'explosion des conduites de gaz en cas de bombardement¹⁶³³. Villeurbanne, comme l'ensemble des villes, change de fonctionnement et de physionomie la nuit. On voit clairement se réduire progressivement la mobilité des habitants entre août 1940 et mars 1943. Ce couvre-feu a pour but de mieux contrôler la population et l'espace urbain face aux risques de bombardement. Dans cette logique, la municipalité est enjointe à participer au contrôle de son territoire. En effet, dès le 10 juin, la municipalité doit, sur injonction du commandant de l'Etat major de liaison allemande de Lyon, mettre en place un service civil de garde des ouvrages, des transformateurs et des voies ferrées pouvant être la cible d'actes de résistance¹⁶³⁴. Un service municipal des réquisitions civiles est donc mis en place à Villeurbanne. Concrètement, la municipalité doit fournir un contingent de civils placés sous le contrôle du corps des gardes des communications du groupe de Lyon. Un rapport du chef du groupe de Lyon du corps des gardes des communications daté de juin 1943 nous renseigne sur le rôle des municipalités dans l'organisation de ce service de surveillance. « Il faut que les maires prennent conscience de la responsabilité qui leur incombe, s'ils ne fournissent pas le nombre de requis nécessaire. Il faut qu'ils sachent qu'ils ont à fournir des brassards, des sifflets, des ordres de réquisition. Tous les requis n'en ont pas encore. Il faut qu'ils ne se contentent pas de convoquer un certain nombre d'hommes sans s'inquiéter de savoir s'ils répondent à la convocation »¹⁶³⁵. L'implication de la municipalité dans la surveillance du territoire augmente durant l'été 1943 : alors que les requis civils de Villeurbanne devaient

¹⁶³² AMV-5H24-Dossier : Rafle du 1^{er} mars 1943-Arrêté du préfet du Rhône du 22 mars 1943.

¹⁶³³ En octobre 1940, le nombre de lanternes à gaz est de 1025 ce qui correspond à 46,9 % des 2185 foyers d'éclairage public. Source : AMV-BMO-n°169-novembre décembre 1940-p.4292. Délibération du conseil municipal du 8 octobre 1940.

¹⁶³⁴ ADR-182W-262-Dossier 103 : instructions sur la garde des voies ferrées-Note de l'intendant de police générale de la préfecture du Rhône au directeur du cabinet du préfet régional de Lyon, datée du 10 juin 1943. Un basculement s'effectue bien entre mars et juin 1943 car à une demande du maire de Bourg Saint Christophe, Paul Chabert explique le 24 mars 1943 que « pour l'instant, les habitants de Villeurbanne n'ont pas encore été assujettis au service de garde des voies de chemins de fer » dans AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert au maire de Bourg Saint Christophe (Ain), datée du 24 mars 1943.

¹⁶³⁵ ADR-182W-262-Dossier 103 : instructions sur la garde des voies ferrées-chef du groupe de Lyon du corps des gardes des communications au préfet régional de Lyon, datée du 1^{er} juin 1943.

initialement surveiller 9 transformateurs repartis sur la commune, le 26 juillet s'y ajoute la garde de jour et de nuit de l'usine hydro-électrique des Forces Motrices du Rhône sur le canal de Jonage, puis le 20 août le préfet leur assigne « la surveillance de vingt transformateurs supplémentaires situés dans différents quartiers de l'agglomération lyonnaise »¹⁶³⁶. 150 Villeurbannais sont ainsi requis, afin de participer à la surveillance de points névralgiques pouvant être la cible des résistants. Dans la perspective où la Résistance mettrait en œuvre des opérations ciblées destinées à désorganiser le fonctionnement de la ville par la destruction de transformateurs, les autorités allemandes s'appuient sur des civils réquisitionnés afin d'empêcher ces actions. Ce système de surveillance n'est pas accepté par la population, déjà frappée par la politique d'otage, et en juillet 1944 le conseil municipal décide d'émettre un vœu afin d'alléger ce système de réquisition obligatoire¹⁶³⁷.

La municipalité de Villeurbanne met en place de 1940 à 1944, sous l'impulsion de Victor Subit puis de Paul Chabert, une politique destinée à réorganiser l'administration dans une logique d'épuration. Cette politique d'épuration se traduit dans la fabrique symbolique de la ville par la suppression de tout symbole communiste pouvant rappeler le Front populaire. La surveillance de la population augmente durant cette période en application des directives du gouvernement, puis un tournant apparaît à partir de 1943 durant l'occupation allemande qui applique à la commune la loi répressive de l'occupant. Les problèmes graves de ravitaillement sont au centre des préoccupations de la municipalité, qui ne se consacre donc pas du tout à fabrique matérielle, d'autant qu'elle n'a alors ni moyens, ni latitude financière. La guerre aggrave la situation d'un marché immobilier déjà fragilisé et marque un coup d'arrêt dans la production urbaine. La politique municipale, en accord avec la politique agrarienne du régime de Pétain, stimule la mise en culture des terrains disponibles, réintroduisant dans la ville des pratiques agricoles devenues minoritaires dans une logique d'économie de guerre. La Seconde Guerre mondiale modifie donc l'exploitation du foncier et cela a pour effet de changer les images de Villeurbanne.

¹⁶³⁶ AMV-BMO, n°185, juillet-août 1943, p.4599.

¹⁶³⁷ AMV-5H39-Extraite du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 7 juillet 1944.

3. De nouvelles images de la ville : entre blocage de la fabrique de la ville et retour à la terre

La Seconde Guerre mondiale bloque la fabrique de la ville, qui était elle-même fortement ralentie en raison de la crise économique des années 1930. L'étude de l'évolution du nombre de permis de construire depuis la fin de la Première Guerre mondiale permet de saisir l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur la fabrique de la ville. Entre 1922 et 1926, on constate un essor du nombre de permis de construire qui est alors multiplié par 2,2. Mais en 1927 le nombre de permis baisse pour retrouver le niveau de 1923. Cette crispation du marché immobilier est suivie par un nouvel essor jusqu'en 1932. En effet, entre 1927 et 1931, le nombre de permis est multiplié par 1,82. Cependant, l'année 1932 marque un décrochage en raison des effets de la crise économique : en seulement une année, entre 1931 et 1932, le nombre de permis de construire baisse de 75 %. Cette chute du nombre de permis se poursuit et entre 1932 et 1938 : il baisse de 70 % durant cette période. L'entrée en guerre crée un blocage dans la fabrique de la ville. Entre 1939 et 1943, seuls 27 permis de construire pour les habitations, des transformations, des rehaussements ou des extensions sont délivrés. A titre de comparaison, pour la seule année 1938, 40 permis avaient été délivrés. La Seconde Guerre mondiale crée donc bien un blocage de la fabrique matérielle de la ville, dans un marché immobilier déjà exsangue depuis 1932 en raison des effets de la crise économique mondiale.

Cette évolution du nombre de permis de construire à Villeurbanne rend compte du blocage de la fabrique de la ville, qui est particulièrement significative si on compare la situation villeurbannaise à celle de Lyon durant la même période. Si le nombre de permis de construire diffère dans leur ordre de grandeur à Lyon et Villeurbanne, par contre les marchés immobiliers de ces deux villes connaissent une évolution similaires en raison de l'impact de la crise économique marquée dès 1931 à Lyon, et en 1932 à Villeurbanne par une baisse significative du nombre de permis de construire délivrés par ces deux municipalités. Cependant, si la Seconde Guerre mondiale ralentit fortement le marché immobilier lyonnais, celui de Villeurbanne connaît un réel blocage comme le montrent le tableau [Tableau 19] et les deux graphiques ci-joints [Fig.22 et Fig.23].

La fabrique de la ville connaît un blocage durant la Seconde Guerre mondiale, ce qui rend d'autant plus impérieux le besoin de logement pour les habitants de

Villeurbanne. Les emprunts contractés par la municipalité sous Lazare Goujon, et le contexte de crise économique, auquel s'ajoute la guerre, font que la latitude de la municipalité dans le domaine du logement est extrêmement limitée. La garantie communale des emprunts de la SVU établie sous Lazare Goujon pèse fortement sur les finances de la commune. La municipalité constate, en mai 1942, que le montant des impositions communales a dépassé la limite contributive des habitants et que la ville ne peut plus améliorer ses finances par ses propres moyens. C'est pourquoi elle demande l'octroi d'une subvention de l'Etat de 50 millions de francs et décide, comme l'avait voulu la municipalité de Camille Joly, de dissoudre la SVU¹⁶³⁸. L'angle juridique d'attaque de la municipalité est similaire à celui envisagé par les communistes : il s'agit de démontrer que toutes les opérations faites depuis l'origine au nom de la SVU l'ont été pour le compte de la ville, et qu'en conséquence la SVU est fictive¹⁶³⁹. L'option de la mise en régie est avancée, mais le projet ne peut aboutir et la municipalité n'obtient pas la subvention étatique demandée. La latitude de la municipalité est donc fortement limitée dans le domaine du logement. Des immeubles communaux disponibles sont utilisés, afin d'y aménager des logements de secours pour recevoir provisoirement les familles nombreuses se trouvant sans abri¹⁶⁴⁰. La municipalité n'est pas en capacité de construire de nouveaux logements. On constate donc un vieillissement du bâti villeurbannais, aggravé par une dégradation générale des conditions de vie. La situation du parc immobilier est telle qu'en 1944, la superficie totale des îlots insalubres ou supposés tels s'élève à 65 385 m², tandis qu'environ 65 immeubles doivent être démolis ou sont frappés d'interdiction d'habitation¹⁶⁴¹ [Fig.24]. La ségrégation socio-spatiale est renforcée : des quartiers de taudis persistent, situés dans les périphéries au nord de la commune dans les parties comprises entre le boulevard Pommerol, la rive du Rhône et la route de Vaux jusqu'aux limites de Lyon. Des taudis sont aussi situés dans l'est de la commune dans le quartier de Cusset et celui de Maisons Neuves. Ainsi, l'aporie dans laquelle se trouve le marché foncier, et les restrictions alimentaires dues à la guerre cristallisent la ségrégation socio-spatiale et dégradent les conditions de vie des

¹⁶³⁸ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 12 mai 1942, p.211-221.

¹⁶³⁹ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 21 septembre 1942, p.250-251.

¹⁶⁴⁰ AMV-5H39-Texte de l'allocution radiophonique sur l'action de la municipalité à l'hôtel « Radio » à Vichy, datée du 3 novembre 1942. La source de cette information pose évidemment question car la municipalité se met en scène dans ce discours radiophonique en conformité avec la propagande étatique.

¹⁶⁴¹ AMV-Dossier PAE de Villeurbanne élaboré entre février et mars 1944.

Villeurbannais. De plus, la guerre entame la capacité municipale d'entretien des espaces publics qui s'abîment, pesant ainsi sur les finances locales à la Libération. En effet, l'administration provisoire mise en place en octobre 1944 en remplacement de la municipalité de Paul Chabert constate que « l'impossibilité de pratiquer durant ces cinq années de guerre l'entretien des voies publiques et des bâtiments communaux laisse entrevoir de ce côté une augmentation des dépenses »¹⁶⁴².

Le foncier se caractérise aussi par la présence d'espaces en friche. Ils sont mis en culture dès l'été 1940, afin d'améliorer le quotidien alimentaire des Villeurbannais. Le 18 août 1940, le gouvernement instaure une loi relative à la mise en exploitation des terrains urbains non utilisés¹⁶⁴³. Cette loi prévoit qu'un plan de mise en exploitation des terrains agricoles inutilisés, défini par le directeur départemental des services agricoles et arrêté par le préfet, sera mis en place dans les communes comprenant au moins un établissement industriel ou commercial occupant plus de 500 ouvriers ou au moins dix établissements occupant plus de 50 ouvriers. La nouvelle législation doit permettre de réorganiser l'espace foncier des communes, en stimulant la mise en culture des terrains en friche afin de répondre aux besoins alimentaires des habitants. Cette législation, complétée par la loi du 31 octobre 1941 sur les jardins ouvriers, s'inscrit dans le cadre de la politique agrarienne de Vichy. Elle se traduit par la multiplication de jardins municipaux et privés aménagés par les habitants (jardins familiaux ou ouvriers) et des entreprises (dits jardins industriels) dans les villes. Cette politique permet la constitution de ressources alimentaires d'appoints pour les familles et elle modifie aussi, comme à Villeurbanne, l'exploitation du foncier en se traduisant par un essor des jardins et des espaces de culture [Fig.25].

Dès l'entrée en guerre, l'ensemencement en céréales est planifié en fonction de l'emprise agricole des communes. C'est pourquoi, lors de la réunion des comités communaux de production agricole du canton de Villeurbanne du 17 octobre 1939, la commune de Vénissieux doit ensemaner 450 hectares de céréales, Bron (300 hectares), Vaulx-en-Velin (400 hectares), Saint Fons (20 hectares) et celle de Villeurbanne (50 hectares)¹⁶⁴⁴. L'essor des terres agricoles se fait sentir dès 1939

¹⁶⁴² AMV-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 5 octobre 1944.

¹⁶⁴³ AMV-BMO, n°168, septembre octobre 1940, p.4276.

¹⁶⁴⁴ AMV-6F1-Comité communal de production agricole (1939-1946)-Compte-rendu de la réunion des comités communaux de production agricole du canton de Villeurbanne, daté du 17 octobre 1939.

[**Tableau 16**], mais il croît surtout à partir de 1941, représentant alors 5,13 % de la superficie de la commune. Le chiffre pour l'année 1943 est, d'un point de vue statistique, une donnée aberrante, cela résulte du fait que la municipalité a comptabilisé précisément pour cette année la superficie dévolue aux terres agricoles et aux jardins. Cette croissance doit donc être interprétée en prenant en compte ce biais car, au moins pour les années 1937 et 1940, la superficie des jardins n'était pas comptabilisée. Le chiffre de 1943 est particulièrement significatif de cette croissance des terres mise culture, car il ne compte pas les jardins lotis dans le quartier de Saint-Jean, dès le mandat de Lazare Goujon et sous l'impulsion de la délégation spéciale, en raison de son caractère de zone inondable. Malgré l'absence d'information chiffrée pour l'année 1942, on sait que la consommation en eau augmente cette année en raison du « développement énorme des jardins familiaux »¹⁶⁴⁵.

Il existait déjà l'œuvre des jardins ouvriers, mais l'interventionnisme municipal augmente durant l'été 1940 car un comité directeur des collectivités de culture du personnel municipal, présidé par le maire, est créé. Il est lui-même dirigé par le comité fédéral de culture légumière. Deux sections des jardins ouvriers municipaux sont créées, qui permettent l'attribution gratuite de terrains. Celui de la section de quartier de Saint-Jean, à l'est du canal de Jonage, compte 130 terrains mieux irrigués, et celui du quartier des Brosses au sud-est, englobant les cottages villeurbannais et les habitations à bon marché, en compte 150¹⁶⁴⁶. Ce besoin de ravitaillement explique la valorisation d'espaces communaux jusqu'alors périphériques. Cet essor se traduit par la création de nouvelles associations telles celle des Jardins municipaux de Villeurbanne, fondée en 1941 et qui compte 1 200 jardins en 1942. La municipalité de Lyon intervient aussi en votant des crédits exceptionnels, en 1940 et 1941, en faveur des jardins situés à l'intérieur de la ville, qui sont au nombre de 3 472¹⁶⁴⁷. Les besoins en ravitaillement modifient l'exploitation du foncier en ville, et ils engendrent la mise en place de contrats de cultures collectives passés avec des agriculteurs situés dans la ceinture maraîchère.

¹⁶⁴⁵ AMV-1T-Rapport 1B1 sur la distribution d'eau potable à Villeurbanne, p.1, daté de février 1944.

¹⁶⁴⁶ AMV-3C67-1943-« L'œuvre des jardins municipaux », in *Lyon Républicain*, 19 mai 1943, n°23566, p.2 et « Les jardins ouvriers de Villeurbanne », *Lyon Républicain*, 23 juillet 1943, n°23623, p.2.

¹⁶⁴⁷ Marie-Paule MILLION, « Lyon et ses jardins ouvriers », in Centre de Recherche sur l'Environnement Géographique et Social, Université Lyon II, *Contribution à une géo-histoire des jardins ouvriers*, Cahier 4, 1977, Lyon, L'Hermès, p.63.

Un système de réquisition de la main d'œuvre ouvrière est prévu par la législation, afin d'aider les agriculteurs, mais il ne semble pas qu'il soit appliqué à Villeurbanne. Cette politique est clairement agrarienne car « le but recherché (...) est, en dehors de l'appoint apporté aux paysans, de rapprocher l'ouvrier des villes de celui des campagnes »¹⁶⁴⁸. En revanche, la municipalité intervient dès 1941 directement auprès d'agriculteurs installés dans le département de l'Isère et de l'Ain, avec lesquels des contrats de culture sont signés concernant 10 hectares de terrains¹⁶⁴⁹. La municipalité intervient sur les espaces ruraux des départements voisins en fournissant à ces agriculteurs les semences nécessaires. Mais cette constitution d'une zone maraîchère sous forme contractuelle est un échec comme le souligne Gustave Desgranchamps : « Les nouvelles de nos cultures sont franchement mauvaises (...). Les collectivités (...), et la nôtre ne fait pas exception, n'ont pas su satisfaire aux soins constants, à ce constant échange de vues entre la ville et la campagne qui était le vœu de la loi et qu'une exploitation raisonnée requerrait pour être, sinon prospère, tout au moins satisfaisante »¹⁶⁵⁰. En conséquence, le comité municipal des cultures préfère stimuler la plantation dans les jardins familiaux, ouvriers et industriels. La municipalité diffuse les bonnes pratiques afin de conserver les légumes dans les meilleures conditions, et elle publie régulièrement dans le bulletin municipal des informations relatives à des techniques de plantation, notamment du soja, connu pour ses qualités nutritives. Le personnel municipal met en place un jardin d'essais et diffuse ces nouveaux savoirs aux habitants par le biais d'exposition et d'articles publiés dans le bulletin municipal¹⁶⁵¹.

Cet essor des jardins ouvriers modifie l'exploitation du foncier : ils entrent en effet en concurrence avec les espaces sportifs. Dans un article paru dans *Lyon Républicain* en juillet 1941, Alexis Soullignac précise : « Villeurbanne avec ses prairies vastes et plates est le pays des stades et des terrains sportifs. On devrait plutôt dire était, car à Villeurbanne comme dans beaucoup de communes, la pomme de terre et les sports se livrent une lutte sévère qui a toujours tourné à l'avantage de la tubercule (...). C'est

¹⁶⁴⁸ AMV-BMO, n°177, mars avril 1942, p.4452.

¹⁶⁴⁹ *Idem*, p.4451.

¹⁶⁵⁰ AMV-BMO, n°180, septembre octobre 1942, p.4515.

¹⁶⁵¹ AMV-3C67-1941-*Lyon Républicain*, 11 septembre 1941, p.2 ; AMV-BMO, n°177, mars avril 1942, p.4451 ; AMV-BMO, n°181, novembre décembre 1942, p.4539-4540 ; AMV-BMO, n°187-novembre décembre 1943, p.4653-4654.

ainsi qu'à Villeurbanne l'immense parc de Bonneterre qui servait de terrain de jeux à toutes les écoles de Villeurbanne et sur lequel quatre terrains de football étaient tracés pour le dimanche est maintenant presque entièrement transformé en jardins potagers »¹⁶⁵². L'essor des jardins ouvriers est important, et modifie les images de la ville.

La municipalité participe à cet essor des jardins potagers en inaugurant une sècherie municipale de fruits et de légumes le 22 octobre 1942¹⁶⁵³. Elle s'inspire pour cela d'exemples suisses, et plus particulièrement genevois. Une visite édilitaire avait été organisée à Genève pour recueillir des renseignements sur ses techniques de gestion des immondices et sur les sécheries municipales¹⁶⁵⁴. La sècherie doit permettre aux particuliers de se constituer des provisions, et ne pas perdre les produits cultivés. Cette innovation constitue un mode de rationalisation de la gestion de l'usine du chauffage urbain, dont le fonctionnement est réduit à partir de 1940 à la suite de la circulaire du ministre des Travaux publics et des transports du 18 mars 1940 qui prévoit la cessation du fonctionnement du chauffage urbain à partir du 1^{er} avril 1940¹⁶⁵⁵. Le préfet du Rhône adoucit cette mesure dès le 22 mars 1940 en demandant soit un meilleur aménagement des installations existantes, soit une meilleure utilisation du combustible. La sècherie constitue donc une mesure efficace dans la bataille du ravitaillement, et c'est un moyen de rationaliser l'usage de la chaleur produite par l'usine d'incinération. La municipalité communique sur cette expérience dans le bulletin municipal en précisant que « Villeurbanne était la première à avoir eu l'idée de transporter en France cette méthode de conservation des fruits et des légumes qui, chez nos amis et voisins de Suisse, est devenue d'une pratique

¹⁶⁵² AMV-3C67-1941 -*Lyon Républicain*, 5 juillet 1941, p.1-2. Voir dans AMV-1M142- Le sous-dossier sur les terrains de Bonneterre loués à la ville par la compagnie générale des eaux (1935-1953) qui comprend 2 plans d'occupation du terrain de Bonneterre datés d'avril 1941 montrant l'emprise des jardins ouvriers sur le terrain dévolu au sport depuis les années 1930.

¹⁶⁵³ La décision de la création de la sècherie date du 12 mai 1942 voir AMV-1D281- Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 12 mai 1942, p.210-212, AMV-BMO-n°180-septembre octobre 1942-p.4508-4509 et AMV-6F2-Dossier sur la sècherie municipale (1942-1946)

¹⁶⁵⁴ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 10 juillet 1942, p.232-233.

¹⁶⁵⁵ AMV-1068-Documentation technique sur le chauffage 1929-1953-Arrêté préfectoral du 21 mars 1940 relatif à la fermeture du chauffage urbain et Lettre du préfet du Rhône au président de la délégation spéciale de Villeurbanne dérogeant à cette interdiction en demandant une rationalisation du chauffage urbain, daté du 22 mars 1940.

courante »¹⁶⁵⁶. En raison de sa réussite, cette sécherie est complétée par un deuxième séchoir et par l'installation d'un système de soufrage des fruits¹⁶⁵⁷. Au total, ce sont 140 tonnes de fruits et légumes qui sont traités en 1943 et 96 tonnes en 1944. Cette initiative fait l'objet d'articles dans *L'Illustration* et la revue *Franc-jeu* dont la publication est rapportée dans le bulletin municipal¹⁶⁵⁸. On voit ici l'impact de la guerre dans ce changement de la communication de la municipalité, qui fait ainsi la promotion de son action dans la fabrique matérielle de la ville en valorisant sa politique sociale destinée au ravitaillement alimentaire. Un film spécialement conçu sur la sécherie de Villeurbanne est ensuite diffusé dans les cinémas lors des annonces de « France-Actualités » contrôlées par la propagande du régime. Cette promotion d'initiatives locales est rendue possible, car elle sert alors la « bataille du ravitaillement » menée par le gouvernement. De même, le 26 février 1943, l'émission de la Radio Nationale consacrée aux nouvelles de la « petite patrie » est réservée à Villeurbanne et plus particulièrement à la sécherie municipale¹⁶⁵⁹. La fabrique symbolique de la ville est fortement limitée par la propagande gouvernementale, qui valorise l'échelon local uniquement dans le cadre d'une politique de promotion des petites patries. Cette logique se retrouve dans les quelques échanges intercommunaux relevés durant la guerre. En janvier 1942, Paul Chabert félicite le maire de Bordeaux, organisateur d'une exposition rétrospective des Foires de Bordeaux qu'il présente comme « empreinte de l'esprit de rénovation qui doit animer notre pays »¹⁶⁶⁰. Les initiatives locales dans le domaine du ravitaillement sont utilisées afin de faire la promotion de la « bataille du ravitaillement » du gouvernement.

Villeurbanne apparaît, durant la Seconde Guerre mondiale, comme « une cité des contrastes », pour reprendre le titre d'un article paru sur la ville dans *Lyon Républicain* en juillet 1941¹⁶⁶¹. Marquée par un centre urbain monumental, signe de modernité urbaine, et par l'essor de jardins potagers en raison des problèmes de

¹⁶⁵⁶ AMV-BMO, n°180, septembre octobre 1942, p.4509.

¹⁶⁵⁷ AMV-BMO, n°185, juillet août 1943, p.4603.

¹⁶⁵⁸ *L'Illustration* du 16 janvier 1943 et *Franc-Jeu* du 6 février 1943 dans AMV-BMO, n°182-janvier février 1943, p.4560.

¹⁶⁵⁹ AMV-BMO, n°183, mars avril 1943, p.4571.

¹⁶⁶⁰ AMV-2D47-Lettre de Paul Chabert à Marquet, maire de Bordeaux, datée du 14 janvier 1942.

¹⁶⁶¹ AMV-3C67-1941-*Lyon Républicain*, 4 juillet 1941, p.2.

ravitaillement et de l'existence de friches urbaines, elle voit la réintroduction dans la ville des pratiques agricoles réduites jusqu'alors par l'urbanisation croissante du territoire. Cet essor des jardins ouvriers est général et influe directement sur le foncier des villes durant la guerre. Un article paru dans *Le Nouvelliste* en février 1943 se conclut par « le pays ne peut plus se désintéresser des jardins ouvriers, pas plus que des jardins familiaux ou des cultures collectives, aussi longtemps qu'une fraction appréciable du ravitaillement des agglomérations urbaines en dépendra »¹⁶⁶². On constate que le système urbain et les images de la ville sont modifiés par la mise en place d'une économie de guerre.

4. La fabrique de la ville : une compétence communale ?

La période de la Seconde Guerre mondiale se caractérise par d'importantes innovations en matière d'urbanisme. Outre l'intervention étatique en la matière, la guerre explique aussi que de nouveaux projets d'aménagements s'élaborent à l'échelon local. En effet, la fermeture des lanternes publiques à gaz en raison du risque de bombardement oblige à innover. Le projet de la délégation spéciale de lancer un programme d'extension de l'éclairage public dès octobre 1940¹⁶⁶³ en est le signe. Le tableau ci-joint [**Tableau 17**], qui rend compte de l'évolution du nombre de lanterne à gaz en service à Villeurbanne de 1939 à 1954, montre l'impact de la guerre qui se traduit par une réduction de près 58 % du nombre de lanternes à gaz entre 1939 et 1945. La baisse, continue à partir de 1941, du nombre de lanterne à gaz s'accompagne de l'élaboration d'un plan d'extension de l'éclairage électrique selon un programme par tranches. La carte ci-contre permet de visualiser l'extension projetée du nouveau réseau d'éclairage public le 28 mars 1941 [**Fig.26**]. La guerre est un facteur de crise et d'innovation urbaine. Elle explique la mise en place d'un programme d'électrification de l'éclairage public dans la seconde moitié du XX^e siècle.

L'acteur principal qui émerge dans la fabrique urbaine durant la Seconde Guerre mondiale est l'Etat par la promotion d'un urbanisme régionalisé. A l'échelon

¹⁶⁶² AMV-3C112-1943-*Le Nouvelliste*, 25 février 1943, p.1.

¹⁶⁶³ AMV-BMO, n°169, novembre décembre 1940, p.4292. Délibération du conseil municipal du 8 octobre 1940.

régional, le Groupement régional d'urbanisme de la région lyonnaise créé par décret le 7 novembre 1938, en application du décret de 1935 instituant la création de projets régionaux d'urbanisme, est réactivé durant la guerre. Ce projet d'urbanisme régionalisé rencontre l'accueil favorable des édiles villeurbannais nommés par le nouveau régime. En effet, en mai 1941, au moment de la passation de pouvoir entre Victor Subit et Paul Chabert, les deux édiles apparaissent comme de fervents partisans de l'annexion de Villeurbanne et de la construction du Grand Lyon¹⁶⁶⁴. En réponse à une question de Marcel Souzy, journaliste à *Lyon Républicain*, Victor Subit explique que « l'annexion sera seulement l'extension du régime actuel de coopération qui a fait ses preuves, puisque Villeurbanne est déjà rattaché à Lyon pour la police, le service d'incendie et depuis la guerre pour le ravitaillement » et il conclut que « le rattachement de notre ville à Lyon serait avantageux pour les Villeurbannais »¹⁶⁶⁵. Quelques jours plus tard, Paul Chabert répond à cette même question : « J'estime que Lyon et Villeurbanne (...) sont intimement liées, qu'on le veuille ou non. Nous sommes en fait un grand quartier de Lyon, qui compte près de 100 000 habitants et se trouve complètement enclavé dans cette ville (...) Le Grand Lyon est obligatoire »¹⁶⁶⁶. Les dirigeants de la municipalité nommés en 1939 et en 1941 se présentent comme des partisans, non pas d'une délégation de compétence à l'échelon intercommunal, mais bien d'une fusion afin de constituer un Grand Lyon. Le projet du Groupement régional d'urbanisme de la région lyonnaise est réactivé dès mars 1942 par le préfet du Rhône, tandis que se met en place le Bureau du Plan chargé de centraliser toutes les initiatives touchant à l'aménagement de Lyon et de ses environs¹⁶⁶⁷. Cette intervention préfectorale se traduit par l'autorisation donnée à deux géomètres-topographes, Jean Monteil et Jacques Charles, de pénétrer sur les propriétés privées de 16 communes comprises dans le plan régional d'urbanisme afin d'établir les relevés topographiques nécessaires à l'établissement du plan régional d'urbanisme¹⁶⁶⁸. Cette réactivation du projet d'aménagement de la région lyonnaise

¹⁶⁶⁴ AMV-3C67-1941-*Lyon Républicain*, 6 mai 1941, p.1 et 4 et *Lyon Républicain*, 18 mai 1941, p.1 et 4.

¹⁶⁶⁵ AMV-3C67-1941-*Lyon Républicain*, 6 mai 1941, p.4.

¹⁶⁶⁶ AMV-3C67-1941-*Lyon Républicain*, 18 mai 1941, p.4. Paul Chabert exagère le chiffre de la population qui s'élève alors à près de 80 000 habitants.

¹⁶⁶⁷ Voir Marie-Clothilde MEILLERAND, *op. cit.*, 2010, tome 1, p.243-268.

¹⁶⁶⁸ Les 16 communes sont dans le Rhône, Lyon, Villeurbanne, Bron, Vénissieux, Saint-Fons, Pierre Bénite, Oullins, La Mulatière, Sainte-Foy-lès-Lyon, Saint Rambert-l'Île Barbe, Caluire-et-Cuire, Vaulx en Velin ; dans l'Isère, celles de Décines-Charpieu, Chassieu et Saint Priest ; dans l'Ain, la commune de Crépieu-la-Pape. AMV-2D47-Arrêté préfectoral

est perçue comme une opportunité pour la municipalité de Villeurbanne, l'occasion de proposer de nouveaux projets d'aménagement rendus impossibles à l'échelon municipal en raison de leurs coûts. Le conseil municipal émet, le vœu le 12 mai 1942 de mettre à l'étude, dans le cadre du projet d'aménagement régional, la suppression de la ligne du chemin de fer de l'Est de Lyon. Cette voie ferrée est considérée comme « une véritable barrière qui sépare pratiquement deux régions très peuplées et très actives »¹⁶⁶⁹. Parcourant 2 300 mètres de l'avenue Félix Faure à la gare de Villeurbanne, elle coupe treize voix publiques et limite le trafic des voies de tramway en raison des passages à niveau. Ce projet avait déjà été formulé par Camille Chalumeau au sein de la commission extra-municipale du plan d'aménagement de Villeurbanne réunie de février à juillet 1931. Mais il n'avait pas obtenu le soutien de Jean Fleury en raison des coûts qu'un tel projet représenterait pour la commune. La planification à l'échelle régionale soutenue par la préfecture est perçue comme une possibilité de mutualiser les ressources pour faire aboutir ce projet, qui permettrait de substituer à la voie ferrée une nouvelle route transversale et de supprimer une barrière physique, décroissant ainsi le Sud du territoire¹⁶⁷⁰. C'est seulement le 24 juillet 1942 que le préfet annonce officiellement son intention de reconstituer le Comité Régional d'Urbanisme de la région lyonnaise¹⁶⁷¹. La municipalité de Lyon joue le rôle d'intermédiaire auprès des communes appartenant au comité et elle leur propose en août 1942 de mettre à leur « disposition les services d'urbanisme (que le maire) a constitués, de manière à aider les communes à élaborer, selon les vœux des conseils municipaux, un plan d'aménagement communal destiné à s'insérer harmonieusement dans le cadre du Grand Lyon »¹⁶⁷². La ville demande pour cela une contribution financière à l'ensemble des communes adhérant au comité en vue de l'élaboration du plan. Paul Chabert se montre réticent dans un premier temps à cette demande car « il pouvait sembler que la ville de Lyon, dans sa proposition, tendait à se substituer au comité régional »¹⁶⁷³. Il écrit au maire de Lyon afin de s'assurer que la ville a obtenu au préalable l'accord de la préfecture. Dans sa réponse du 19 novembre 1942 le maire de Lyon, Georges Villiers, explique que la participation

habilitant deux géomètres-topographes à pénétrer dans les propriétés privées, daté du 11 mars 1942.

¹⁶⁶⁹ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 12 mai 1942.

¹⁶⁷⁰ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 12 mai 1942.

¹⁶⁷¹ AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 7 octobre 1942, p.272.

¹⁶⁷² AMV-1D281-Délibération du conseil municipal du 16 décembre 1942, p.320-323.

¹⁶⁷³ *Idem.*

demandée à Villeurbanne est volontaire et doit parer à l'impossibilité pratique de réunir actuellement le comité régional d'urbanisme. Il précise que cette façon de procéder a reçu l'accord de l'autorité préfectorale puisqu'elle a approuvé les délibérations prises à ce sujet par les communes adhérentes¹⁶⁷⁴. On voit que la ville de Lyon, en raison de son expertise urbaine, porte ici l'initiative de ce projet régional d'urbanisme. Ceci est compris par la municipalité de Villeurbanne qui vote une participation de 82 000 francs « en vue de régler la part de (la) commune dans les dépenses d'établissement du dit plan, par les soins des services d'urbanisme de Lyon »¹⁶⁷⁵. A cette fonction coordinatrice initiée un temps par la ville de Lyon se substituent de nouveaux acteurs de l'urbanisme appartenant à la nouvelle administration d'Etat organisée par le gouvernement de Vichy. Celui-ci « redessine le paysage français en matière de travaux publics et d'urbanisme. Le mois de février 1941 est particulièrement important, avec la création de la Délégation Générale à l'Equipement National (DGEN), chargée tout à la fois de préparer un plan d'équipement national et de lutter contre le chômage par une politique de grands travaux et la régionalisation du territoire. Cette dernière se traduit notamment par la création de postes de commissaires aux travaux, placés sous l'autorité de la DGEN. Ces réformes sont convergentes, puisque le Directeur Général des Travaux de la Ville de Lyon est automatiquement Commissaire aux Travaux de la Région Lyonnaise »¹⁶⁷⁶. Le pays est dès lors divisé en 19 circonscriptions calquées sur les préfectures régionales et à la tête desquelles sont nommés des inspecteurs généraux d'urbanisme¹⁶⁷⁷. En vue de finaliser le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la ville de Lyon qui n'avait toujours pas été voté par le conseil municipal, la municipalité emploie l'architecte Jean Lambert. Celui-ci intègre par ailleurs la nouvelle administration d'Etat en devenant inspecteur général de l'urbanisme pour la circonscription de Lyon, nouveau corps créé par la loi du 15 mars 1943. « La loi du 15 juin 1943 est fondamentale pour l'aménagement urbain. A côté de mesures conjoncturelles propres à l'administration vichyssoises, elle rassemble les idées que les urbanistes développaient depuis le début du siècle, et regroupe au sein d'un seul organisme toutes les initiatives présidant à l'avenir des

¹⁶⁷⁴ *Idem.*

¹⁶⁷⁵ *Idem.*

¹⁶⁷⁶ Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 1997, p.135-144.

¹⁶⁷⁷ Danièle VOLDMAN, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.59.

villes »¹⁶⁷⁸. Selon la loi du 15 juin 1943, « les inspecteurs généraux de l'urbanisme, dans l'ensemble de leur circonscription, représentent le délégué général à l'équipement national en ce qui concerne les questions relatives à l'urbanisme, à l'habitation et à la construction immobilière. Il sont pour ces questions (...) les conseillers techniques des préfets régionaux et des préfets des départements compris dans la circonscription dont ils ont la charge. Ils veillent à la coordination des programmes élaborés et exécutés par les divers services, en ce qui concerne l'urbanisme, l'habitation et la construction immobilière »¹⁶⁷⁹. Dans la circonscription de Lyon, Jean Lambert est secondé par l'urbaniste Roger Berrier en tant qu'inspecteur régional d'urbanisme¹⁶⁸⁰. Ce dernier devient l'interlocuteur des municipalités en vue de l'élaboration de leur plan d'aménagement. Cet interventionnisme étatique en matière d'urbanisme et l'apparition d'experts en urbanisme indépendants des municipalités sont mal perçus par la municipalité. Si Paul Chabert montre en 1941 une adhésion au projet de Grand Lyon, le conseil municipal s'oppose par contre à la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 restreignant les droits et attributions de la municipalité en matière d'urbanisme. Selon la municipalité cette loi remet en question l'autonomie du conseil municipal en matière d'urbanisme définie par la loi Cornudet de 1919 et modifiée en 1924. Cette nouvelle législation selon le conseil municipal « retire même au maire le droit de délivrer les permis de construire et les certificats de conformité », car le rôle du préfet est accru sur ce point¹⁶⁸¹. La municipalité regrette ainsi que « le rôle des municipalités dans l'élaboration des plans régionaux d'urbanisme se trouve pratiquement supprimée » en raison de leur fonction uniquement consultative¹⁶⁸². Elle conteste l'apparition de ces nouveaux experts d'Etat car « les villes possédant des services techniques,

¹⁶⁷⁸ Danièle VOLDMAN, *op. cit.*, p.58.

¹⁶⁷⁹ AMV-1T-Article 9 de la Loi d'urbanisme n°324 du 15 juin 1934, parue au Journal Officiel le 24 juin 1943.

¹⁶⁸⁰ AMV-1T-Dossier plan régional d'urbanisme 1944-Lettre de Roger Berrier à Paul Chabert, datée du 15 mars 1944.

¹⁶⁸¹ La loi du 15 juin 1943 prévoit que le permis de construire seulement exigé depuis le décret du 30 octobre 1935 pour les locaux d'habitation dans les villes de plus de 5 000 habitants est « généralisé à tous les types de construction dans les zones urbaines et rurales et concernait même les modifications d'édifices, si cela devait entraîner des changements dans leur aspect extérieur. C'est encore l'autorité préfectorale qui l'emportait pour les accorder. Le préfet pouvait même ordonner l'interruption des travaux en cas d'urgence » dans Danièle VOLDMAN, *op. cit.*, p.61.

¹⁶⁸² Vœu du conseil municipal de Villeurbanne du 22 septembre 1943 dans AMV-BMO, n°186, septembre octobre 1943, p.4616-4617.

organisés et compétents, sont mieux à même que des organismes éloignés et ignorants des exigences locales, d'assurer l'exécution des lois et le respect des règlements. Que de ce fait, les municipalités perdent tout contrôle du développement de la cité qu'elles sont chargées d'administrer et ne conservent que l'obligation de voter les dépenses »¹⁶⁸³. Cette réaction municipale n'est pas propre à Villeurbanne. Lyon s'est aussi « élevée contre la loi d'urbanisme dans son ensemble et a pris la tête d'un mouvement de protestation contre l'urbanisme étatisé »¹⁶⁸⁴. Le projet d'urbanisme régionalisé se caractérise par sa non-institutionnalisation et par l'absence réelle d'une échelle intercommunale décisionnelle et de concertation comme le soulignent Sébastien Gardon et Marie-Clothilde Meillerand¹⁶⁸⁵. Dans la pratique, les échanges ne sont pas intercommunaux, mais se nouent directement entre l'inspecteur régional d'urbanisme et chaque municipalité. Roger Berrier envoie aux municipalités un questionnaire qui est l'occasion pour les services d'urbanisme de Villeurbanne de constituer en réponse un important dossier, remis en mars 1944 en vue de la révision de son plan d'aménagement¹⁶⁸⁶. Ainsi, le projet initial de Grand Lyon, réactivé en raison du projet d'aménagement régionalisé, n'aboutit pas car dans la pratique aucun échange de vue n'est défini à l'échelle intercommunale en raison de la captation de cette fonction coordinatrice par l'inspection générale de l'urbanisme de la circonscription de Lyon. Dans la pratique, la loi du 15 juin 1943 stimule l'élaboration de PAEE entre experts de l'Etat et les services municipaux. Elle favorise l'élaboration de PAEE communaux, en prenant la suite de la loi Cornudet considérée comme un échec à l'échelon national par le manque de réactivité des municipalités à se l'approprier, mais elle réduit l'autonomie communale et ne favorise pas l'émergence d'un échelon intercommunal dans le domaine de l'urbanisme. Le système qui se met en place durant la Seconde Guerre mondiale engendre un effet de captation étatique des questions d'urbanisme, écartant de fait les services municipaux de ces problématiques. Cela introduit une rupture du lien entre les édiles et le territoire dont ils ont la charge. Ceux-ci ne peuvent plus intervenir

¹⁶⁸³ *Idem.*

¹⁶⁸⁴ Archives nationales, F2 4200, cité par Pierre-Yves SAUNIER, *op. cit.*, 1997, p.135-144.

¹⁶⁸⁵ Sébastien GARDON et Marie-Clothilde MEILLERAND, « La construction d'une réflexion métropolitaine : espaces et structures qui précèdent la mise en place de l'agence d'urbanisme de Lyon », *Territoire en mouvement*, 2-2007. En ligne : <http://tem.revues.org/601> (Consulté le 15 juin 2013)

¹⁶⁸⁶ AMV-1T-Dossier plan régional d'urbanisme 1944-Lettre de Paul Chabert à Roger Berrier, datée du 6 mars 1943.

directement à l'échelon local dans la fabrique matérielle de la ville, car le pouvoir décisionnel est en réalité délocalisé.

D. De la Libération à la reconstruction

La libération de Villeurbanne se déroule entre août et septembre 1944. Dans les faits, il faut distinguer l'insurrection de la ville durant les journées des 24, 25 et 26 août, et l'entrée des troupes alliées dans la ville le 2 septembre 1944, qui se traduit par le renversement de la municipalité de Paul Chabert et l'instauration d'une municipalité installée par le Comité National de la Résistance.

1. L'insurrection de Villeurbanne et la Libération

L'insurrection de Villeurbanne en août 1944 est spontanée. Elle résulte de l'arrivée inopinée du groupe Carmagnole des Francs Tireurs Partisans de la Main d'Œuvre Ouvrière (FTP-MOI), qui se replie sur Villeurbanne après une tentative échouée de libération de prisonniers¹⁶⁸⁷. Les FTP-MOI sont une organisation militaire composée d'étrangers, dont les membres sont formés aux techniques de guérilla urbaine¹⁶⁸⁸. Leur arrivée est aussitôt interprétée comme la possibilité pour les groupes de résistance de Villeurbanne de renverser la municipalité. Ceux-ci se regroupent à la mairie et investissent l'hôtel de ville, sans pour autant destituer le maire « en raison de la faiblesse des forces militaires qui défendent Villeurbanne »¹⁶⁸⁹. La journée du 24 août se caractérise par une effervescence et des actes de pillage sont perpétrés, qui sont réprimés dès le lendemain. C'est durant la journée du 25 août que l'insurrection s'organise véritablement avec la constitution de milices patriotes. La population est directement impliquée dans cette insurrection. Durant l'après-midi du 25 août et dans la nuit du 25 au 26 août des barricades sont levées. L'étude de rares photographies et de films consacrés à l'insurrection de Villeurbanne montre l'installation de barricades constituées de pavés arrachés à la voirie. Ces barricades sont levées sur des voies de tramways, permettant de bloquer toute arrivée de troupe allemande par ce moyen de transport. Une déclaration de Paul Chabert le 27 août 1944, au lendemain

¹⁶⁸⁷ Voir Claude COLLIN, *L'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ?*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1994, 128p.

¹⁶⁸⁸ Claude COLLIN, « Les italiens dans la MOI et les FTP-MOI à Lyon et Grenoble », in *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2/2005, n° 218, p.67-83.

¹⁶⁸⁹ AMV-BMO, n°191, août à septembre et octobre à novembre 1944, p.4715.

de la répression de l'insurrection, confirme ce ciblage spécifique des tramways. Il indique le 27 août que « les tramways fonctionneront aussitôt que les réparations nécessaires seront effectuées »¹⁶⁹⁰. La mention de barrages à l'ouest de la ville et au sud, sur la route de Crémieu, rue de la Gare et boulevard Eugène Réguillon, montre que ces barricades doivent permettre de bloquer l'arrivée de troupes allemandes sur les axes principaux de circulation de l'ouest et du sud de la ville. La population civile est directement impliquée, y compris à ses dépens, car des civils en otage sont utilisés comme boucliers humains et placés devant des blindés allemands. Les combats sont particulièrement nourris, notamment parce que les Allemands sont alors dans l'incapacité d'apprécier la réalité des effectifs des insurgés. La menace de représailles directement envers la population civile amène le lieutenant Donat, qui dirige l'insurrection villeurbannaise, à entamer des pourparlers avec le colonel Von Fraescher, commandant de la place de Lyon. En échange de prisonniers allemands et à la suite du démontage des barricades, la population ne fait pas l'objet de représailles. Des éléments succincts montrent toutefois que les troupes allemandes se livrent à un pillage le 27 août 1944¹⁶⁹¹.

L'arrivée des troupes alliées, le 2 septembre 1944, renverse définitivement la municipalité de Paul Chabert, et dès le 4 septembre le Comité de Libération de Villeurbanne reçoit du Comité d'Alger l'ordre de rétablir l'ancienne municipalité communiste écartée depuis 1939. Sans que l'on puisse en préciser la date, on sait que les plaques disposées sur la place centrale de la ville et portant le nom du maréchal Pétain ont été brisées « dans les journées du 24 août au 6 septembre 1944 »¹⁶⁹². On voit ici l'importance symbolique de la toponymie et de son effacement¹⁶⁹³. Cette même logique d'effacement se retrouve dans la politique menée par la municipalité communiste de septembre 1944 à 1947. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une nouvelle fabrique symbolique de la ville, mais plutôt d'une réactivation des symboles effacés durant la guerre.

¹⁶⁹⁰ *Idem*, p.4717.

¹⁶⁹¹ Un cafetier, préposé au poids public de la place de la Cité où avait été installée une barricade, se plaint que sa caisse contenant les droits de pesage a disparu « au cours du pillage de son établissement par les troupes allemandes, le 27 août (1944) » dans Délibération du conseil municipal du 28 octobre 1944, AMV-BMO, n°192, décembre 1944, p.4741.

¹⁶⁹² Délibération du conseil municipal du 20 décembre 1944 - AMV-BMO, n°194, février mars 1945, p.4776.

¹⁶⁹³ *Idem*-p.4771.

2. La célébration de la résistance et des morts durant l'après-guerre

A partir de septembre 1944, c'est le Comité de Libération de Villeurbanne qui est en charge de l'administration de la commune et c'est uniquement à partir du 29 septembre 1944 que le conseil municipal communiste d'avant-guerre est réinstallé par arrêté préfectoral. Mais cette période de transition s'étend officiellement jusqu'au 5 octobre, date à laquelle les édiles choisissent d'élire comme maire Georges Lévy, ancien député de la circonscription de Villeurbanne. Dans son discours introductif, le maire rappelle la lutte nécessaire, dans un pays frappé par la guerre et en cours de libération. Il souhaite que soit mise en place une armée nationale dont le noyau dur serait les FFI. Le nouveau conseil municipal vote un vœu en faveur de la poursuite de l'épuration considérée comme insuffisante. Il demande au commissaire de la République « d'user de tous ses pouvoirs pour qu'un sévère châtiment s'abatte sur les hommes ou femmes qui, pendant les années terribles d'occupation allemande, se sont faits les complices de l'ennemi en collaborant avec lui pour favoriser sa production de guerre, en traquant les patriotes, en torturant ces patriotes »¹⁶⁹⁴. La vengeance et la célébration des morts sont les mots d'ordre de cette nouvelle municipalité.

L'un des premiers actes symboliques de la nouvelle municipalité consiste à honorer les morts de la guerre et à modifier la toponymie urbaine. Le nom de François Boursier est attribué dès le 28 octobre 1944 à la place du marché du Nouveau Centre car : « Nul emplacement n'a paru à cet effet mieux convenir que celui de la place du Marché du Nouveau Centre, jusqu'à ce jour non dénommée, et qui présente, par sa situation centrale, comme par son importance au cœur même de la paroisse dont l'abbé Boursier fut le fondateur et le desservant, tous les caractères requis pour perpétuer de manière exceptionnelle le souvenir de ce prêtre remarquable qui préféra à la voie du mensonge et de l'esclavage, la voie héroïque et dure de la liberté et de la justice »¹⁶⁹⁵. Dans cette logique de célébration commémorative, la municipalité donne le nom du résistant Louis Ducroze à la rue du Gaz, car c'est à l'angle de cette rue et de la route de Crémieu qu'il fut exécuté, là où une barricade avait été installée

¹⁶⁹⁴ AMV-BMO, n°191, août à septembre et octobre à novembre 1944, p.4719.

¹⁶⁹⁵ Délibération du conseil municipal du 28 octobre 1944 - AMV-BMO, n°192, décembre 1944, p.4743.

le 25 août 1944¹⁶⁹⁶. Cet acte toponymique se charge d'une dimension commémorative forte : il s'agit de marquer spatialement le lieu de son exécution par les Allemands durant les journées insurrectionnelles. Cette politique toponymique procède de la fabrique symbolique de la ville. Il s'agit de marquer les espaces où se sont déroulés des événements tragiques et héroïques contemporains. Ainsi, la place de la Bascule, où avait été installée une barricade et où des combats eurent lieu durant les journées insurrectionnelles, voit son nom changé en celui de Gabriel Péri, opposant aux accords de Munich et résistant communiste exécuté en 1941¹⁶⁹⁷. Le plan d'aménagement en cours de révision prévoit de transformer la place de la Bascule en une place spacieuse aux portes de Lyon. Ce nouvel aménagement, et le récit associé à ce projet, personnifient cette place dans une logique commémorative car elle « a été le théâtre de durs combats entre les troupes de la résistance et celles de l'opresseur. Les Allemands y ont brûlé, pillé, massacré ». On assiste à une mise en récit des espaces de la ville à travers cet acte toponymique. La place est présentée comme une actrice à part entière de la libération car « le rôle qu'elle a joué au cours de la libération de la ville (*en*) a fait une des places fortes de notre Résistance »¹⁶⁹⁸. Cette place recouvre dès lors une nouvelle fonction dans la fabrique symbolique du territoire. Elle devient un lieu de mémoire de la résistance villeurbannaise.

Les changements de dénomination effectués par la délégation spéciale durant l'automne 1940 sont supprimés, et les anciennes dénominations données par la municipalité communiste de Camille Joly rétablies car pour les édiles il s'agit « d'effacer toute trace de l'œuvre néfaste accomplie par le Gouvernement de Vichy. (Ils) ne saur(aient) s'y dérober sans manquer aux principes qui ont marqué sur notre sol l'avènement de la Libération »¹⁶⁹⁹. La dimension politique de l'acte toponymique est évidente et une commission mixte regroupant la municipalité et la Comité de Libération de Villeurbanne est aussitôt constituée en vue d'examiner les dispositions nouvelles à apporter aux dénominations d'autres rues de Villeurbanne. On relève une augmentation importante de l'acte toponymique durant la période 1944 et 1947, sous le Comité Villeurbannais de Libération (septembre à octobre 1944), puis sous le

¹⁶⁹⁶ Délibération du conseil municipal du 12 décembre 1944 - AMV, BMO, n°193, janvier 1945, p.4753.

¹⁶⁹⁷ AMV-1M130-Dossier sur le monument « aux morts victimes de la barbarie nazie » place Gabriel Péri (1945).

¹⁶⁹⁸ AMV-1D282-Délibération du conseil municipal du 12 décembre 1944 - AMV-BMO, n°193, janvier 1945, p.4756.

¹⁶⁹⁹ Idem, p.4753.

mandat de Georges Lévy (de 1944 à 1947). En effet, durant cette période 18 dénominations de rues et poses de plaques commémoratives faisant référence à la résistance sont organisées dans la ville¹⁷⁰⁰. Ce chiffre baisse à 9 dénominations et poses de plaques pour la période 1947-1977 : 4 sous Lazare Goujon, de 1947 à 1953, et 5 sous Etienne Gagnaire, de 1953 à 1977¹⁷⁰¹. La période d'après-guerre est donc particulièrement active dans la fabrique symbolique de la ville, qui se fait sous l'ombre portée de la Seconde Guerre mondiale, mais cette fabrique faiblit à partir des années 1950. On relève, à travers cette chronologie de la pratique commémorative d'après-guerre à Villeurbanne, une similitude avec l'analyse d'Henry Roussio sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à Vichy. Selon lui, la période d'après-guerre se caractérise en effet par un deuil inachevé, puis par un long refoulement au cours des années 1950 et 1960¹⁷⁰².

Le conseil municipal décide dans cette logique de célébration d'édifier un monument aux morts de la Libération¹⁷⁰³. L'étude des rapports relatifs à ce projet montre les débats que soulève la dédicace de ce monument¹⁷⁰⁴. Qui faut-il célébrer ? Et selon quels critères ? Des informations sur les victimes de la Seconde Guerre mondiale sont rassemblées, et les archives regroupent des récits de massacres. Mais afin de ne pas léser les familles dont un membre aurait été oublié, le Comité de Libération décide de dédier ce monument à l'ensemble des victimes de la Seconde Guerre mondiale. Le conseil municipal change logiquement le nom de la place maréchal Pétain, dont les plaques avaient été précédemment détruites, et qui devient la place de la Libération. Dans cette logique de régénération des figures politiques locales effacées sous la Seconde Guerre mondiale, il est que le nom d'Albert Thomas s'imposera place de la Cité car « il ne serait pas juste de ne pas accorder à la mémoire d'Albert Thomas une équitable réparation »¹⁷⁰⁵. Le monument aux morts

¹⁷⁰⁰ AMV-1M129-Liste des emplacements des plaques commémoratives des victimes de la Libération datée certainement de 1951 dans le sous-dossier « emplacement des plaques commémoratives des victimes de la Libération (1945-1952).

¹⁷⁰¹ Boris DE ROGALSKI LANDROT, *op. cit.*, 2010, p.119.

¹⁷⁰² Henry ROUSSIO, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, 414 p.

¹⁷⁰³ AMV-1M129-Monuments aux morts de la Libération : renseignements biographiques (1945-1952).

¹⁷⁰⁴ AMV-1M129-Dossier : Comité du Monument aux Morts : procès-verbaux de réunions (1945-1948)

¹⁷⁰⁵ AMV-1D282-Délibération du conseil municipal du 20 décembre 1944 - AMV-BMO, n°194, février mars 1945, p.4776.

de la Libération de Villeurbanne doit être un « hommage concret à ceux d'entre nos concitoyens qui firent à la République, enfin retrouvée, le sacrifice de leur vie et qui, victimes de l'oppression nazie moururent pour que vive la France »¹⁷⁰⁶. Ce monument ne s'inscrit pas dans une unique commémoration des victimes villeurbannaises. Désireuse d'y associer la Nation, la municipalité demande son concours financier à la Direction des Beaux-Arts pour édifier ce monument. Cette période d'après-guerre se caractérise par la célébration des morts. Le cimetière est aménagé de façon à permettre la commémoration des victimes des deux guerres. C'est pourquoi, dès le mois d'octobre 1944, les morts « tombés pour la défense du territoire pendant les journées d'août et septembre 1944 » sont inhumés dans un carré militaire de l'ancien cimetière « à proximité du monument aux Morts et des tombes des soldats de 1914-1918 et 1939-1940 »¹⁷⁰⁷. La découverte d'un charnier au camp militaire de la Doua engendre l'exhumation de 78 corps auxquels les villes de Lyon et de Villeurbanne rendent les honneurs les 29 et 30 septembre 1945. Le hall de l'hôtel de ville de Villeurbanne, où sont déposés les corps, est transformé en chapelle ardente. Le projet d'un aménagement d'un cimetière national « sur le terrain de la Doua où avaient lieu les exécutions des patriotes » est formulé dans une logique commémorative. Le choix de cet emplacement tient à la volonté de « conserver le caractère sacré et historique du lieu. Pour la même raison les bâtiments où étaient enfermés les prisonniers avant leur exécution, de même que le stand où étaient placés les tireurs, seraient maintenus dans leur état actuel »¹⁷⁰⁸. L'aménagement de ce cimetière national est pensé afin d'en faire un lieu de mémoire.

On note par ailleurs une réactivation de la symbolique communiste, car le rituel public consistant à célébrer la figure tutélaire de Jules Grandclément, instauré sous le mandat de Camille Joly en 1935, est réactivé à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort par Georges Lévy, maire communiste de Villeurbanne de 1945 à 1947. Il s'agit pour la municipalité communiste de s'inscrire dans la généalogie de cette figure tutélaire du communisme local. La toponymie est utilisée dans ce sens car

¹⁷⁰⁶ AMV-1D282-Délibération du conseil municipal du 20 décembre 1944 - AMV-BMO, n°194, février mars 1945, p.4777.

¹⁷⁰⁷ AMV-2H3-Lettre du maire de Villeurbanne à madame veuve Torralba, datée d'octobre 1944. Des lettres envoyées aux familles concernées sont déposées dans le sous-dossier « Regroupement des corps des victimes militaires et civiles tombées en août et septembre 1944 » dans AMV-2H3-Cimetière de Cusset : « carré militaire », aménagements (1920-1964).

¹⁷⁰⁸ AMV-2H3-Projet d'aménagement d'un cimetière national sur le terrain de la Doua où avaient lieu les exécutions de patriotes, daté du 21 mars 1947.

l'ancien boulevard Pommerol prend le nom de « boulevard de Stalingrad ». La municipalité a conscience de l'originalité de ce choix toponymique car « il n'est pas à (sa) connaissance à ce jour de victoire acquise par une armée étrangère, même alliée ou ennemi, qui ait pu servir à dénommer la voie d'une ville »¹⁷⁰⁹. La municipalité considère cette dénomination comme une célébration de la reconnaissance des Villeurbannais et de la France à l'égard de l'URSS, « pour le rôle prépondérant qu'elle a joué dans la victoire des armées alliées sur le fascisme allemand, sans pour autant méconnaître la part qui revient aux armées de terre, de l'air et de mer des grandes nations américaines et anglaises »¹⁷¹⁰. Cette dénomination est l'occasion d'organiser une célébration en présence du premier conseiller d'ambassade de l'Union Soviétique en France. Ces dénominations permettent de donner une coloration politique à la fabrique symbolique de la ville. La période 1945-1947 se caractérise ainsi par l'importance des rituels publics commémoratifs et la valorisation de la figure résistante communiste. Les années 1950 s'inscrivent aussi dans la continuité de cette logique de recueillement et de célébration de la Libération, mais avec une fréquence beaucoup plus faible par rapport à la seconde moitié des années 1940.

3. Réorganisation municipale

Une nouvelle organisation municipale se dessine durant la période d'après-guerre car outre le conseil municipal, le Comité de Libération de Villeurbanne (CLV) joue un rôle important. Celui-ci se réunit tous les 15 jours au sein de l'hôtel de ville. Il est composé de plusieurs commissions dévolues au ravitaillement, à la guerre, à l'épuration et il participe à la fabrique symbolique car il est en charge des commémorations. Son rôle est donc essentiel, et il est en contact direct avec la population car 8 sous-comités de quartiers sont créés¹⁷¹¹. Pourtant son rôle se réduit à une fonction consultative et il ne peut qu'émettre des vœux, mais l'honorabilité associée à ce comité lui confère une réelle audience à l'échelon local. Le CLV se fait ainsi le porte-voix des comités de quartiers auprès de la municipalité. De plus, le président du CLV participe à l'ensemble des cérémonies publiques organisées par la

¹⁷⁰⁹ AMV-BMO, n°214-novembre 1946, p.5171-5172.

¹⁷¹⁰ *Idem.*

¹⁷¹¹ AMV-5H24-Comptes-rendus des réunions des comités de quartier en 1945.

municipalité. Le CLV intervient plus logiquement aux fêtes de la libération organisée à Lyon le 2 septembre 1945. Un défilé de chars est organisé et le comité de libération de Villeurbanne met en scène un char figurant une barricade¹⁷¹². On voit ici l'intégration symbolique des barricades dans la mise en scène de la libération de Villeurbanne, qui ne peut être qu'organisée que par le comité de libération de Villeurbanne et non par la municipalité élue après-guerre. Cette représentation, lors de cérémonies officielles politiques et commémorative, et auprès des comités de quartiers, participe concrètement au gouvernement local. En conséquence, l'organisation municipale prend une forme bicéphale avec le CLV d'une part, et le conseil municipal d'autre part. Cependant, le CLV est actif du 30 août 1944 au 4 mars 1946, réintroduisant ainsi le fonctionnement municipal.

Les réformes entreprises sous Paul Chabert engendrant une réorganisation du gouvernement municipal sont en partie modifiées. Un conseil du personnel municipal est créé. Cet organisme consultatif est conçu comme « une mesure (qui) resserra la liaison et la collaboration de l'administration avec ses employés et cela en vue uniquement de l'intérêt général et du bien commun »¹⁷¹³. De plus, les comités de quartier sont rétablis le 6 novembre 1944¹⁷¹⁴. L'administration municipale hérite de réformes engagées durant la municipalité de Paul Chabert et en proroge certaines. Ainsi l'autorisation donnée au maire d'effectuer certains actes de gestion de 1941 à 1944, sans avoir à en référer au conseil municipal, est prolongée durant la période d'après-guerre car « l'expérience a montré que cette pratique est avantageuse »¹⁷¹⁵. On voit ici que le gouvernement municipal d'après-guerre est modifié durablement par la réforme de Paul Chabert. Mais cette pratique coutumière ne se fait pas sans opposition notamment des communistes qui, passés à l'opposition en 1947 à la suite de l'élection de Lazare Goujon, critiquent cette pratique par manque de confiance envers le maire. Camille Joly dénonce chaque année le fait que « l'administration réduit les pouvoirs du (conseil municipal) et on assiste ainsi à ce paradoxe que l'on demande sur le plan national l'extension des libertés municipales, quand sur le plan local la direction de ce Conseil en diminue les libertés »¹⁷¹⁶. Ce renforcement du

¹⁷¹² AMV-BMO-n°202-novembre 1945, p.4925

¹⁷¹³ AMV-1D282-Délibération du conseil municipal du 20 décembre 1944.

¹⁷¹⁴ AMV-BMO, n°194-février mars 1945, p.4783.

¹⁷¹⁵ AMV-1D282-Délibération du conseil municipal du 20 décembre 1944.

¹⁷¹⁶ AMV-1D284-Délibération du conseil municipal du 29 décembre 1948.

pouvoir du maire au détriment de celui du conseil municipal se poursuit sous le mandat d'Etienne Gagnaire, successeur de Lazare Goujon, au moins jusqu'en 1959¹⁷¹⁷. La différence notable est l'augmentation progressive du pouvoir de décision du maire en matière d'urbanisme car, celui-ci peut approuver les travaux pour certains travaux de voirie ou d'architecture jusqu'à un montant de 150 000 francs en 1947, puis cette limite s'élève à 500 000 francs en 1952 pour doubler en 1958 et atteindre le montant de 1 million de francs. Cette croissance doit être bien sûr appréciée en fonction de l'inflation d'après-guerre. Le gouvernement municipal est donc modifié à Villeurbanne par les réformes engagées durant la Seconde Guerre mondiale.

4. La déconnexion entre politique locale et expertise urbaine

La création du Groupement régional d'urbanisme de la région de Lyon a pour effet de créer un corps d'experts qui participe à la révision des PAEE des municipalités. Le projet de révision du PAEE de Villeurbanne est relancé à partir au début de l'année 1946 et Roger Berrier, inspecteur départemental d'urbanisme présente son projet d'aménagement à une commission extra-municipale composée de la municipalité et de ses services techniques ainsi que de l'association des industriels villeurbannais, des hospices civils de Lyon, au titre de propriétaires de terrains, de l'union des syndicats et du groupement des petits commerçants¹⁷¹⁸. On note une délégation manifeste de pouvoir, car ces réunions sont provoquées par Roger Berrier et non par la municipalité. Le PAEE qu'il propose présente un zonage des grandes

¹⁷¹⁷ AMV-1D282-Délibération du conseil municipal du 7 février 1946 ; AVM-1D283-Délibération du conseil municipal du 7 janvier 1947 ; AVM-1D283-Délibération du conseil municipal du 26 janvier 1948 ; AVM-1D284-Délibération du conseil municipal du 29 décembre 1948 ; AVM-1D284-Délibération du conseil municipal du 19 décembre 1949 ; AVM-1D285-Délibération du conseil municipal du 8 janvier 1951 ; AVM-1D285-Délibération du conseil municipal du 21 janvier 1952 ; AVM-1D286-Délibération du conseil municipal du 15 décembre 1952 ; AVM-1D286-Délibération du conseil municipal du 18 janvier 1954 ; AVM-1D287-Délibération du conseil municipal du 6 décembre 1954 ; AVM-1D287-Délibération du conseil municipal du 14 novembre 1955 ; AVM-1D288-Délibération du conseil municipal du 19 novembre 1956 ; AVM-1D289-Délibération du conseil municipal du 24 février 1958 ; AVM-1D289-Délibération du conseil municipal du 19 janvier 1959.

¹⁷¹⁸ AMV-1T-Note du maire à Gustave Desgranchamps relative à la réunion le 24 janvier 1946 à la mairie de la commission extra-municipale du plan d'aménagement ; AMV-1T-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne du 9 février 1946.

fonctions urbaines. La présence des industries au cœur de la ville est perçue comme un problème pouvant être résolu par le déplacement des usines dans les périphéries urbaines, voire hors de la ville. Ce projet doit permettre de réduire la pollution due à la proximité de l'habitat et des usines au cœur de la ville. Cependant, le faible espace disponible dans ces zones périphériques, et surtout la politique industrialiste, engendrent le maintien des usines ne présentant pas de caractère d'insalubrité ou d'incommodité, seules des servitudes leur étant imposées¹⁷¹⁹. Le problème de pollution de l'environnement urbain avait déjà été pris en compte sous Lazare Goujon avec la création d'un réseau de chauffage urbain permettant de réduire les émanations de fumées des usines en raison du chauffage au charbon. Mais durant la période d'après-guerre ce problème n'est pas résolu comme le montre la carte des cheminées d'usine productrices de fumées datée de 1944 [Fig.27].

Ce nouveau plan d'aménagement est conçu de manière à organiser une percée dans le prolongement de l'avenue Henri Barbusse en direction du Grand camp, situé au Nord. Le but est de relier le quartier central des Gratte-Ciel au futur collège d'athlétisme projeté sur le terrain militaire. Pour cela, une zone *non-aedificandi* est prévue le long de la percée. Une seconde percée en oblique depuis les Gratte-Ciel en direction du Nord-Ouest est prévue, afin de relier Lyon et Villeurbanne pour rejoindre le futur pont Poincaré. On voit ici la prise en compte d'une planification régionalisée, qui intègre les projets d'aménagement routier d'autres communes. Ce plan permet aussi la valorisation, par l'aménagement d'espaces vert, et la protection du nouveau centre qui est intégré dans une zone *non-aedificandi* afin de le préserver de toutes constructions. Le plan de Roger Berrier prévoit aussi la protection et la valorisation d'espaces de la ville comme l'aménagement d'une promenade le long de la balme sud-est du ruisseau de la Rize. Étonnamment ce plan ne se plie pas à la logique de grandes percées permettant d'organiser des voies de circulation principales, car le projet consistant à poursuivre le tracé du cours Emile Zola à l'est de la ville n'est pas validé. Au contraire, le plan prévoit de compléter cette portion « par une voie de détour tout aussi pratique, mais qui a l'avantage de conserver dans son intégralité leur caractère aux vestiges du petit hameau de Cusset », situé sur une terrasse. Ce choix qui rencontre le soutien de la commission extra-municipale

¹⁷¹⁹ AMV-BMO, n°207, avril 1946, p.5012.

s'explique pour des raisons esthétique et affective, car ses membres considèrent « qu'il était, du point de vue de l'urbanisme, regrettable de persister à poursuivre l'exécution d'un tracé qui détruit sans raison valable le caractère de rusticité encore subsistant du petit hameau de Cusset, berceau de Villeurbanne »¹⁷²⁰. Si cette préservation obtient l'accord de Roger Berrier et de l'administration, elle rencontre l'opposition du comité des propriétaires de Cusset¹⁷²¹. Cette commission permet un échange de vue entre acteurs de la fabrique de la ville, car le représentant des hospices civils fait part du projet de son administration d'aménager l'ensemble du quartier des Charpenes, situé au nord-ouest de la ville et caractérisé par son insalubrité, en un groupement d'habitation moderne. Le zonage de la ville prévoit la distinction de 5 zones¹⁷²² : une zone de construction continue comprenant l'espace aggloméré, où des immeubles de rapport d'une hauteur suffisante pourront être construits, et une zone de construction discontinue, dans la partie Est de la ville, marquée par de petits lotissements et où ne pourront être édifiés que des habitations limitées à deux étages dans des îlots nettement séparés par des espaces libres. Une zone spéciale définie par le boulevard de l'Hippodrome au Nord, et par la balme de la Rize au Sud, est réservée quant à elle à la construction de villas. Le but est alors d'aménager une ceinture verte au Sud de la Ville. Enfin, la zone industrielle est déterminée à l'Est du boulevard périphérique et au nord-est de la commune. Ce zonage doit permettre de distinguer clairement les espaces réservés aux habitants de ceux de l'industrie dans les zones périphériques de la commune. Mais cette zone industrielle n'est plus maintenue dès l'année suivante¹⁷²³. Enfin, les zones inondables, comprenant le quartier Saint-Jean et le quartier de Feyssine, situées au-delà du canal de Jonage, sont uniquement dévolues à l'agriculture, ce qui interdit de fait toute construction sur cette portion du territoire. Cette mesure reprend en réalité le principe de l'exclusion du quartier Saint-Jean déjà admise dans le PAEE élaboré sous Lazare Goujon. Les services municipaux interviennent dans la finalisation du PAEE car Roger Berrier, pris par de multiples obligations ne peut terminer le plan d'aménagement. C'est donc Jean Fleury et son service qui reprennent l'initiative et

¹⁷²⁰ AMV-BMO, n°205, février 1946, p.4972.

¹⁷²¹ AMV-1T-Pétition signée par 35 habitants et propriétaires du quartier de Cusset, daté de 1946.

¹⁷²² AMV-BMO, n°205, février 1946, p.4972.

¹⁷²³ AMV-1T-Procès verbal de la réunion de la commission extra-municipale du plan d'aménagement, datée du 30 avril 1947 ; AMV-BMO-n°221-juillet 1947p.5310.

qui, à partir de juin 1949, sont en charge de ce projet¹⁷²⁴. Cette révision du PAEE de Villeurbanne est facilitée par le fait que celui-ci avait été élaboré dans une logique régionalisée, en intégrant les voies de circulation projetées par le plan de Camille Chalumeau durant l'entre-deux-guerres.

Cependant, la nécessité urgente de construire des logements durant la période d'après-guerre amène à une modification du PAEE révisé par Roger Berrier en 1947. Cette urgence est renforcée par le ralentissement depuis les années 1930 puis par le blocage du marché immobilier durant la Seconde Guerre mondiale, comme nous l'avons vu précédemment, qui renforce la crise du logement. En effet, le 27 octobre 1949, la commission extra-municipale est réunie de nouveau afin de mettre à la discussion la révision de l'article 3/2 du chapitre III du PAEE de Villeurbanne révisé en 1947. Cet article prévoit que « dans le secteur inondable ne sont autorisées que les constructions destinées à l'exploitation agricole, qu'elles comportent ou non des habitations » soit supprimé et remplacé par « dans le secteur inondable sont autorisées les constructions destinées à l'habitation sous la réserve que la parcelle sur laquelle elles seront construites comporte un minimum de superficie de 2 000 m² et présente une voie praticable, une façade d'au moins 12 mètres »¹⁷²⁵. Cette modification est importante car elle lève l'interdiction de construction, et supprime la zone inondable qui comprend le quartier Saint-Jean et celui de Feyssine. Elle est motivée par la réaction des habitants du quartier Saint-Jean qui, réunis en comité de quartier, lancent des pétitions en faveur d'une telle dérégulation. Elle s'explique surtout par la crise du logement qui sévit sur le territoire. Les comités du quartier Saint-Jean se plaignent en mars 1949, et réitèrent leur plainte en novembre 1949 auprès du maire, ce qui permet de connaître leurs arguments. « Seul ce quartier, dans l'agglomération lyonnaise toute entière, possèd(e) le triste privilège de voir ses autorisations de construire refusées, alors qu'à Vaulx-en-Velin et tout au long des rives de la Saône, en amont de Lyon, et du Rhône en aval, cette interdiction n'exist(e) pas dans les zones inondables »¹⁷²⁶. Cependant, cette libéralisation de la réglementation du PAEE rencontre l'opposition de Louis Piessat, successeur de

¹⁷²⁴ AMV-1T-Rapport sur le plan d'aménagement révisé de Jean Fleury, daté du 23 février 1950.

¹⁷²⁵ AMV-1T-Procès verbal de la réunion de la commission extra-municipale du plan d'aménagement, datée du 27 octobre 1949.

¹⁷²⁶ AMV-1T-Lettre des présidents des comités de défense des intérêts du quartier Saint Jean au maire de Villeurbanne, datée du 30 novembre 1949.

Roger Berrier comme inspecteur départemental de l'urbanisme et de l'habitation. Celui-ci considère que cette libéralisation relative à une zone inondable à Villeurbanne risque d'avoir un effet domino sur l'élaboration du PAEE de Vaulx-en-Velin. En effet, ses services se trouvent en butte avec la municipalité de Vaulx-en-Velin sur l'aménagement de son territoire, voisin de celui du quartier de Saint-Jean. Louis Piessat a alors justement fait appel à l'administration centrale, afin d'exiger de cette municipalité l'élaboration d'un PAEE en application de la réglementation pour sa zone inondable. Les présidents des comités de défense des intérêts du quartier Saint-Jean expliquent au maire que Louis Piessat « ne voudrait pas que le retour à une réglementation moins sévère proposée par Villeurbanne put lui être à ce sujet opposée. Enfin il craint que la modicité du prix des terrains du quartier de Saint-Jean jointe à une réglementation plus libérale n'en vienne à augmenter de manière gênante, la densité de la population sur ce point du territoire dont il a été dit que la viabilité ne peut laisser qu'à désirer »¹⁷²⁷. Cette considération motivée par des questions d'intérêt général est pourtant rejetée, car l'état du parc immobilier et les moyens des pouvoirs publics et des organismes privés ne permettent pas de répondre aux besoins de logements durant la période d'après-guerre. Le conseiller municipal et conseiller général Dutartre conclut « qu'en tout état de cause et dans les circonstances actuelles, alors que nombre de jeunes ménages sont sans foyer, et dès lors que les pouvoirs publics ni les organismes privés n'arrivent à construire suffisamment de logements, il paraîtrait draconien d'empêcher, même si les conditions d'habitabilité du quartier Saint-Jean ne sont pas parfaites, des gens de ressources modestes de s'y créer un abri »¹⁷²⁸. La commission vote aussitôt en faveur de la réforme de l'article sur la zone inondable. On voit dans ce cas précis que la mise au vote des décisions par une commission extra-municipale permet de contourner l'autorité de l'inspecteur départemental de l'urbanisme et de l'habitation qui se trouve mis en minorité face à une assemblée. Le zonage défini initialement par Roger Berrier est détricoté car, au final, la zone industrielle permettant d'éloigner les usines des zones d'habitation est supprimée et il en va de même de l'inconstructibilité en zone inondable. On constate ici que les impératifs en matière de logement priment sur le système du zonage alors que la règle de la répartition

¹⁷²⁷ AMV-1T-Procès verbal de la réunion de la commission extra-municipale du plan d'aménagement, datée du 27 octobre 1949.

¹⁷²⁸ *Idem.*

fonctionnelle des espaces est pourtant un élément essentiel de l'urbanisme de plan. « La reconstruction française à la suite de la Seconde Guerre mondiale n'a pas vraiment fait preuve d'audace architecturale et urbanistique, mais elle a mis en route une vision technicienne (...) la période de reconstruction proprement dite (1945-1955) a plus servi de banc d'essai pour les années 1960 (organisation des chantiers, préfabrication d'éléments de base) permettant le dépassement des méthodes artisanales d'avant guerre, qu'elle n'a constitué une période architecturale à part entière, malgré de nombreux espoirs »¹⁷²⁹. Cette technicisation de l'urbanisme engendre aussi une redéfinition des relations entre experts locaux et d'Etat.

La situation économique et l'intervention de l'Etat obligent la municipalité à planifier son aménagement afin d'inscrire ces projets d'urbanisme au plan d'équipement national. Ce système permet d'obtenir l'agrément des emprunts relatifs aux aménagements projetés par la municipalité. Le projet prioritaire est la mise en place du programme d'extension par tranche du réseau d'éclairage électrique¹⁷³⁰, projet formulé dès 1941, tandis que les autres projets concernent la modernisation de l'usine d'incinération, la réfection du système d'égouts et la viabilisation des routes¹⁷³¹. Des terrains de sport pour les organisations ouvrières dans les différents quartiers sont aussi projetés. Le projet de stadium, inscrit dans le programme de la liste SFIO lors des élections municipales de 1947¹⁷³², est réactivé dans l'immédiat

¹⁷²⁹ Bertrand VAYSSIERE, « Relever la France dans les après-guerres : reconstruction ou réaménagement ? », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2009, n°236, p.45-60. www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2009-4-page-45.htm.

¹⁷³⁰ AMV-1O78-Projet d'éclairage des voies publiques (1948-1954).

¹⁷³¹ AMV-1M1-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal, daté du 28 février 1949 dans le dossier « Plan d'équipement 1947-1950 ».

¹⁷³² Le programme de la liste SFIO aux élections municipales d'octobre 1947 valorise l'ensemble de la politique urbaine menée par l'équipe de Lazare Goujon entre 1924 et 1935. De plus, les taxes communales tirées de la location du nouveau centre et la finalisation du stadium sont présentées comme les ressources futures de Villeurbanne : « Centre urbain et stadium, véritables foyers de la Renaissance de Villeurbanne concurrencent l'un et l'autre à l'allègement des charges des contribuables, au développement culturel de la jeunesse par l'éducation sportive en même temps qu'à l'amélioration du sort des travailleurs » AMV-1K5-Programme de la SFIO aux élections municipales d'octobre 1947, p.2. Les communistes quant à eux mobilisent l'électorat comme en 1935 sur « La SVU. Entreprise Capitaliste et opération Désastreuse pour les Contribuables Villeurbannais » dans AMV-1K5-Propagande électorale du PC section de Villeurbanne aux élections municipales d'octobre 1947. La polémique entre Lazare Goujon et Camille Joly au sujet des Gratte-Ciel se poursuit durant les années 1950 comme le montre les échanges par presse interposée entre les deux protagonistes (AMV-20Z132-Dossier « polémique entre Lazare Goujon et Camille Joly »)

après-guerre¹⁷³³, mais il est définitivement abandonné en 1965¹⁷³⁴. Cette hiérarchisation des projets d'aménagement stimule une pensée de l'aménagement de la ville au moment de la révision du plan d'aménagement [Fig.28].

Le programme d'aménagement est redéfini par les services de l'inspection générale d'urbanisme à la suite des 6 réunions de la commission extra-municipale entre janvier 1946 et octobre 1949, avant sa mise au point définitive en mars 1950¹⁷³⁵. A la veille de la réunion de mars 1950, l'étude du programme final souligne que, si l'ingénieur de la ville de Villeurbanne, Jean Fleury, constate des modifications du projet initial en conformité avec les décisions de la commission extra-municipale, il relève en revanche des contradictions dans les pratiques. Dans son rapport au maire, il souligne que « les différents organismes villeurbannais d'HBM ont été amenés depuis quelques temps à étudier divers programmes de constructions. Ces études se sont poursuivies en liaison directe avec le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. L'administration Municipale n'en a été informée que par des conversations avec la Direction de ces organismes d'HBM »¹⁷³⁶. Ce point est intéressant, car il montre que l'administration municipale n'est plus directement informée des projets de construction sur son territoire. Seules des conversations lui permettent d'être tenue au courant de ceux-ci. Jean Fleury poursuit sa critique à l'égard de l'administration du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) en indiquant qu'« il apparaît que certaines dispositions des projets, dispositions qui, d'après les indications, auraient été imposées par le MRU sont en flagrante contradiction avec les règlements, et même le règlement-type »¹⁷³⁷. Il critique par exemple, le projet de construction de bâtiments de sept, voire huit étages, sur l'avenue Auguste Blanqui, tandis que le règlement limite la hauteur à six étages. Il conclut « il semblerait donc, si ces faits devaient se révéler exacts, qu'on serait en pleine incohérence et sous le régime de l'arbitraire bureaucratique le plus total. Et l'on pourrait se demander si, dans ces conditions, il est vraiment utile de chercher à établir un règlement et de faire fond à cette occasion, sur les recommandations du

¹⁷³³ Voir AMV-20Z152 à 20Z153 sur la société du Stadium de Villeurbanne (1946-1953).

¹⁷³⁴ Il est de nouveau réactivé en 1962, avant que la destruction du stadium ne soit décidée en novembre 1965. Voir AMV-1M85-Dossier : reprise du projet du stadium par la ville (1949-1963) et le dossier : démolition (1966-1972).

¹⁷³⁵ AMV-1T-Les sources sont lacunaires car si des comptes-rendus peuvent être trouvés par contre aucun procès verbal analytique n'a été établi de ces réunions.

¹⁷³⁶ AMV-1T-Rapport de Jean Fleury au maire de Villeurbanne, daté du 15 février 1950.

¹⁷³⁷ *Idem.*

MRU »¹⁷³⁸. On constate ainsi un conflit d'expertise entre experts municipaux et d'Etat. Ce type d'accusation dénonçant l'autoritarisme de l'administration centrale du MRU est alors courant¹⁷³⁹. Les conflits entre les municipalités et le MRU montrent qu'il convient de relativiser cette logique d'arbitraire de l'autorité centrale. Les décisions des édiles et des habitants sont prises en compte car elles peuvent amener à des négociations¹⁷⁴⁰ ou créer des situations de blocage, comme à Dunkerque¹⁷⁴¹. Danièle Voldman a démontré que « pour la France, l'étude de cas concrets montre qu'en dépit des principes rigides énoncés par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, sinistrés et municipalités ont pu faire prévaloir leurs vues et largement infléchir les directives centralisées »¹⁷⁴². L'élément caractéristique de cette nouvelle fabrique de la ville est l'exclusion progressive de la figure mayorale des décisions relatives à l'urbanisme. Le maire n'a plus la latitude d'action dont il bénéficiait durant l'entre-deux-guerres bien que nous ayons pu voir que celui-ci hérite à Villeurbanne d'un renforcement de son pouvoir sur l'assemblée délibérante à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Une reconfiguration du pouvoir se fait jour car la montée de l'expertise d'Etat central sur les problèmes urbains détache ces questions des politiques locales. Un urbanisme de cabinet se met en place. Le maire ne peut plus se présenter comme la figure maîtresse agissant sur le territoire dont il a la charge. Sur ce point, notre thèse a montré justement qu'il convient de prendre de la distance avec cette dernière représentation, et qu'il est impératif de prendre en compte l'ensemble de la logique d'acteurs, et notamment extra-municipaux, qui se meut dans la fabrique matérielle de la ville afin de ne pas survaloriser la figure mayorale.

Cependant, le lien entre la politique municipale et les questions d'urbanisme est définitivement transformé par le renforcement de l'intervention de l'Etat dans le domaine du logement social avec le lancement du Plan Courant en 1953. Cet interventionnisme étatique, hérité de la loi de 1943, ne se place pas en rupture avec les projets de réformateurs sociaux car « avec la construction des grands ensembles,

¹⁷³⁸ *Idem.*

¹⁷³⁹ Danièle VOLDMAN, *op. cit.*, 1997, p.103.

¹⁷⁴⁰ Danièle VOLDMAN, *op. cit.*, 1997, p.131-142.

¹⁷⁴¹ Danièle VOLDMAN, *op. cit.*, 1997, p.269-281.

¹⁷⁴² Danièle VOLDMAN, « Les guerres mondiales et la planification des villes », in René HUDEMANN et François WALTER (dir.), *op. cit.*, 1997, p.24.

les anciens objectifs des réformateurs sociaux deviennent une politique publique nationale : sortir les classes populaires des taudis, faire bénéficier l'ensemble des salariés des bienfaits de l'hygiène et de la modernité, contrôler l'usage prévisionnel du sol urbain, donner à tous les enfants air, lumière et soleil »¹⁷⁴³. La reconstruction permet de remédier à la crise du logement et, de fait, elle redynamise le marché immobilier villeurbannais fortement déprécié à partir de 1932 puis bloqué durant la Seconde Guerre mondiale. La diversification des aides de l'Etat stimule le développement de la promotion immobilière¹⁷⁴⁴.

Il y a bien une réduction du municipalisme dans l'après-guerre. Mais cet interventionnisme étatique présente l'avantage de stimuler une cartographie précise des lotissements défectueux de la commune. Les services techniques de Villeurbanne s'atèlent ainsi à cartographier les lotissements défectueux pouvant bénéficier de la loi du 25 mars 1952 modifiant celle du 15 mars 1928¹⁷⁴⁵. Le lancement du Plan Courant en 1953 renforce l'intervention de l'Etat dans la construction massive de logement et il stimule des échanges avec la municipalité¹⁷⁴⁶. Cependant, sous le troisième mandat de Lazare Goujon, de 1947 à 1953, la municipalité lance des projets relatifs au logement. Elle crée un comité villeurbannais interprofessionnel du logement auquel les industriels et la municipalité adhèrent, versant dans la caisse du comité 1 % du salaire payé aux ouvriers. Cette formule permet de créer 183 nouveaux logements. Face au besoin impérieux de logement, Lazare Goujon prévoit de faire « adopter par le conseil municipal, le projet de mettre en co-propriété tous les logements et locaux commerciaux des Gratte-Ciel »¹⁷⁴⁷. L'objectif est de vendre ces logements aux locataires qui les habitent. Les recettes ainsi dégagées, de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs, doivent permettre d'envisager la construction de 700 à 800 logements selon la maire. Lazare Goujon modifie donc en 1952 le projet initial du nouveau centre en y introduisant le principe de la propriété privée. Il y a donc

¹⁷⁴³ Annie FOURCAUT *op. cit.*, 2007, n°299, p. 7-15. En ligne : www.cairn.info/revue-projet-2007-4-page-7.htm. (Consulté le 22 novembre 2013)

¹⁷⁴⁴ Marc BONNEVILLE, *op. cit.*, 1978, p.143.

Sabine EFFOSSE, *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003, 736p.

¹⁷⁴⁵ Voir AMV-102-Dossier : extension de la loi de 1928 : état des lotissements défectueux bénéficiant de la loi du 25 mars 1952 (1947-1952).

¹⁷⁴⁶ Voir le dossier AMV-102 sur la législation et la réglementation (1947-1977) qui comprend un dossier spécifique sur l'aide à la construction de 1953 à 1961.

¹⁷⁴⁷ AMV-2D49-Correspondance Parlement-Lettre de Lazare Goujon à Minjoz, député du Doubs, datée du 1^{er} février 1952.

bien un changement dans la conception de la politique urbaine des années 1930 et aux années 1950, de la part même de Lazare Goujon. Le nouveau centre, symbole depuis les années 1930 d'une politique urbaine socialiste plaçant au centre de la ville des logements à loyers modérés, change dès lors de conception bien qu'il faille rappeler que la SVU a toujours été une société d'économie mixte distincte de l'office municipal d'HBM. En dépit de cette tentative dans le domaine du logement, la fabrique matérielle de la ville est profondément transformée par l'interventionnisme étatique du début des années 1950 [Fig.29]. Il convient de ne pas céder « au mythe de la disparition, de l'échec » du réformisme de l'entre-deux-guerres¹⁷⁴⁸ d'une part car cette évolution des rapports entre la municipalité et le pouvoir central est progressive et d'autre part car les années 1950 voient un changement générationnel parmi les acteurs politiques. En effet, Lazare Goujon est réélu maire en 1953 mais il démissionne dès 1954 et c'est Etienne Gagnaire qui le remplace. Le troisième mandat de Lazare Goujon (1947-1953) est, comme l'a indiqué Bernard Meuret, « une période de transition »¹⁷⁴⁹. La reconstruction se traduit par une valorisation de la modernité technique dans la continuité de la fabrique matérielle et symbolique des années 1930. Mais une évolution transparaît car cette quête de modernité se traduit par exemple dans l'organisation fonctionnelle du Palais du Travail dont le hall central, transformé en une salle des fêtes en 1948¹⁷⁵⁰, est cédée à partir du 1^{er} avril 1953 aux services de la télévision française¹⁷⁵¹. La première émission de la télévision régionale y est émise le 8 novembre 1954¹⁷⁵². Cette entrée dans la modernité technologique se fait aussi dans une logique de rupture par rapport à la conception initiale du Palais du Travail dans le sens où d'un point de vue fonctionnel l'accès au hall central est plus difficile, ce qui réduit l'accès au bâtiment. Cette évolution des usages du Palais du Travail est aussi caractéristique d'une nouvelle conception de la modernité urbaine au sein de laquelle la culture partisane et le récit différencialiste de Villeurbanne ne sont pas mobilisés dans la fabrique symbolique de la ville avant la fin des années 1970.

¹⁷⁴⁸ Renaud PAYRE, « Les désillusions réformatrices », in *Revue française d'administration publique* 4/2003, n°108, p.593-602.

¹⁷⁴⁹ Bernard MEURET, *op. cit.*, 1982, p.203.

¹⁷⁵⁰ AMV-1M144-Dossier « salle des fêtes du Palais du Travail », état des dépenses effectuées pour l'aménagement d'une salle des fêtes au rez-de-chaussée du théâtre, 15 avril 1948.

¹⁷⁵¹ AMV-1D286-Délibération du conseil municipal de Villeurbanne du 2 mars 1953.

¹⁷⁵² AMV-BMO-n°292, octobre-novembre 1954, p.6878-6879.

Conclusion

Le cas de Villeurbanne montre qu'il n'est pas possible de plaquer un concept précis de « ville », car « sous le nom de ville s'accumule une somme d'expériences historiques plus que ne se profile la rigueur d'un concept »¹⁷⁵³. En effet, nos recherches nous ont permis de comprendre que la fabrique de la ville est un processus cumulatif qui résulte de la sédimentation des politiques urbaines menées par les municipalités durant la première moitié du XX^e siècle. La fabrique matérielle et symbolique de la ville ne prend réellement forme qu'avec le renforcement du municipalisme et avec l'émergence d'une pensée de la ville qui s'élabore progressivement au sein des édiles villeurbannais. Cette pensée de la ville induit l'introduction de nouvelles pratiques et de nouveaux savoirs dans le domaine de l'hygiène et de l'aménagement urbain. Cette transformation des fonctions urbaines mais aussi des pratiques et des modalités de gouvernement municipal s'inscrivent plus globalement, d'une part, dans une culture de la modernité qui naît dans les sociétés urbaines, et d'autre part, dans une nouvelle conception du pouvoir public à l'échelle locale sous la III^e République.

Le municipalisme qui se développe à la fin du XIX^e siècle jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale marque un changement dans la conception du gouvernement municipal de Villeurbanne et des représentations de son territoire. Les prémices d'une pensée de la ville transparaissent, mais c'est seulement à partir de 1919 que celle-ci prend forme avec le projet d'aménager la ville selon un urbanisme de plan. Au XIX^e siècle, la logique de quartiers prédomine dans la gestion communale et il n'y a pas de projet d'aménagement du territoire communal. Un jeu de concurrence s'exerce même entre conseillers de quartiers au point de créer des dissensions au sein du conseil municipal à la fin du XIX^e siècle. Cette difficile coordination d'une action collective à l'échelle du territoire communal s'exprime

¹⁷⁵³ Marcel RONCAYOLO, *op. cit.*, 1997, p.28.

entre 1894 et 1904 au sujet de l'installation de la nouvelle mairie et du découpage du sectionnement électoral. Les volontés divisionnistes et anti-divisionnistes des conseillers de quartiers démontrent que le territoire communal n'est pas conçu dans une logique unitaire, mais qu'il est fragmenté. Le projet d'annexion autoritaire formulé dès 1901 au moment de la suppression de l'octroi de Lyon, mais officiellement lancé en 1903, stimule dès 1902 une prise de conscience collective du risque induit par ces dissensions, ce qui amène les conseillers municipaux à coordonner leur action non plus dans l'intérêt de leur quartier, mais celui de la commune tout entière. Ce conflit intercommunal participe à la fabrique symbolique, non pas de la ville, mais du territoire communal, en effaçant la logique de quartiers qui prévalait depuis le XIX^e siècle. La fabrique symbolique de Villeurbanne n'est pas à la fin du XIX^e siècle, le résultat de l'action volontaire des édiles mais elle est déterminée par le contexte politique local. Ce sont les projets expansionnistes de Victor Augagneur qui engendrent l'affirmation de l'existence d'une identité communale villeurbannaise. Les édiles font alors la démonstration de leur capacité à mobiliser des acteurs politiques locaux et nationaux, afin d'empêcher la disparition de la commune. Le poids politique du député socialiste Francis de Pressensé, élu en tant qu'opposant à l'annexion, participe à l'audience donnée à cette opposition à l'échelle gouvernementale. A l'échelon local, cet événement politique influe sur les représentations de la commune par la production de discours qui laissent transparaître une pensée urbaine de la relation fonctionnelle entre ville et banlieue. La préservation de Villeurbanne, en tant que banlieue, est présentée comme nécessaire pour le fonctionnement de la ville de Lyon. La qualification de Villeurbanne comme « banlieue » n'est pas rejetée. Il y a au contraire un renversement du discours stigmatisant. La commune est en même temps mise en images grâce à une nouvelle toponymie identitaire, et elle est représentée dans la première monographie communale, écrite dans le contexte annexionniste, comme historiquement différente de Lyon. Ce récit d'histoire locale reprend la trame du récit national de la III^e République : Villeurbanne y apparaît sous les traits d'une commune républicaine, attachée à la Révolution française – ce qui la différencie de Lyon – et modernisée grâce à l'action des édiles dans le domaine de l'hygiène. Il constitue une réponse aux représentations négatives véhiculées par Victor Augagneur sur la banlieue afin de justifier son annexion, en présentant au contraire l'évolution de la commune engagée dans la voie du progrès. La portée politique de ce récit

historique différentialiste ne doit pas être négligée, car le recours à une approche diachronique montre qu'il fonde, encore aujourd'hui, la fabrique symbolique de la ville. Il ne faudrait pas produire une vision téléologique de sa portée historique. En effet, ce récit différentialiste connaît des phases de réactivation au cours du XX^e siècle : il est utilisé comme outil politique au moment de l'annexion, mais il n'en est plus fait mention dès le milieu des années 1930, et il ne réapparaît ensuite qu'à partir des années 1980. De plus, il est impératif de revenir à une analyse historique des relations intercommunales afin d'interroger la construction des identités urbaines. L'élévation de cet événement historique au statut de *topos* identitaire ne correspond pas à l'évolution des relations entre Lyon et Villeurbanne. Une détente apparaît en effet dès 1905, avec l'arrivée d'Edouard Herriot à la tête de Lyon car il rompt avec l'autoritarisme de son prédécesseur en retirant le projet d'annexion. L'annexion a donc un double effet : elle engendre une mobilisation de l'opinion publique et d'acteurs politiques locaux ou nationaux dans une logique de différenciation identitaire par rapport à Lyon entre 1901 et 1905, et elle est un facteur de coordination des communes du canton de Villeurbanne contre l'annexion. Puis, à la suite de son échec, des formes de concertations intercommunales émergent à partir de 1909 avec la ville de Lyon, sur des problématiques urbaines communes, dont le déclassement des fortifications lyonnaises. Le moteur de l'intercommunalité entre les communes de l'agglomération lyonnaise avant 1914, comme dans le cas parisien, n'est pas lié à une identité partisane. L'intercommunalité qui s'esquisse naît de la prise de conscience par les édiles de l'existence d'une communauté d'intérêt, en raison de l'interdépendance physique de leurs territoires. Ce développement de l'intercommunalité accompagne l'essor du municipalisme à la fin du XIX^e siècle.

Sous Jules Grandclément, maire de 1908 à 1922, la municipalité voit un renforcement de son pouvoir politique car la majorité socialiste, ralliée très nettement aux idées unitaires, efface les dissensions antérieures en étendant son champ d'intervention sur un territoire qu'elle uniformise en 1913 par la suppression du sectionnement électoral. Ce municipalisme est conforme à la législation définissant le champ d'intervention des municipalités, et il est animé par un attachement aux principes de la III^e République. Il se caractérise par une hybridation entre socialisme et républicanisme, car les réformes sont menées essentiellement au nom de l'intérêt de général. Mais la culture politique des socialistes influe sur ce municipalisme, car ces derniers dépassent les dispositions législatives en matière d'assistance

municipale, en l'ouvrant aux ressortissants italiens, au nom d'une solidarité de classe. Ils soutiennent aussi, au nom de l'idéologie socialiste, la collectivisation des services publics par leur mise en régie. Cette mise en régie est progressive, elle s'appuie d'abord sur des expérimentations, dès 1909, avant d'être systématisée à partir de 1911. La municipalité met en régie directe les transports municipaux, les poids publics, la collecte et la destruction des immondices par l'édification d'un four à incinérer, et le service de creusement des fosses du cimetière avant 1914. Cette préférence pour la régie au lieu de l'adjudication est conforme à l'idéologie socialiste de la municipalité, mais des blocages apparaissent car le risque d'annexion, toujours dans les esprits, semble acquis dans les années 1920 et il amène au rejet de la mise en régie du monopole de l'eau. Les rapports techniques montrent que les arguments mobilisés afin de justifier la mise en régie ont tendance à évacuer les considérations partisans, exprimées dans les discours des édiles, pour prendre appui sur des considérations gestionnaires de rentabilité et d'intérêt général. Une nouvelle conception du gouvernement municipal transparaît dans cet essor de l'intervention municipale. La municipalité se positionne en actrice de la transformation matérielle de la commune et de son environnement urbain en mettant en place des innovations lui permettant d'intervenir directement dans des questions relatives à l'hygiène publique, au nom de l'intérêt général. En effet, la mise en régie directe n'est pas la seule innovation administrative introduite sous Jules Grandclément car, en conformité avec les dispositions légales et parfois sur injonction de la préfecture, la municipalité uniformise la politique sanitaire en refondant le règlement sanitaire établi en 1904 et en créant de nouveaux services municipaux lui permettant de mieux contrôler l'hygiène publique et de lutter contre la propagation des pathologies urbaines. L'innovation administrative procède surtout d'une structuration et d'une centralisation des services d'inspection des denrées, des logements insalubres et des écoles avec la création en 1913 d'un bureau d'hygiène. Celui-ci devient un outil de diagnostique et d'intervention municipale dans le domaine sanitaire et de l'urbanisme. La volonté d'identifier les sources bactériologiques pathogènes, pour ensuite agir sur elles, est au cœur de cette rationalisation du gouvernement municipal. Le contexte intellectuel de l'époque, qui place l'hygiène au cœur des politiques publiques et des savoirs urbains, explique cet interventionnisme. Et la figure du maire éclairé influe également sur cette orientation politique car, en tant que médecin, Jules Grandclément est acquis à l'hygiénisme. Sa position en tant que

premier magistrat, sa détention de savoirs techniques spécifiques et la durée de ses mandats de 1908 à 1922, facilitent le transfert de ses connaissances et leur application à l'échelon municipal. Il n'est pas la seule source de savoirs urbains, car la municipalité n'est pas isolée, elle fonctionne en réseau. Elle s'informe, par la sollicitation d'experts privés, par des enquêtes ou par la participation à partir de 1908 aux congrès nationaux de maires, sur les pratiques d'autres communes, et elle justifie ses décisions en s'appuyant sur des comptes-rendus de congrès d'urbanisme afin de d'introduire de nouveaux savoirs urbains et de nouvelles pratiques. Le réformisme appliqué à Villeurbanne avant 1914 n'est pas seulement lié à l'idéologie socialiste. Il procède d'une conception organiciste de la ville qui stimule une intervention municipale dans le domaine de l'hygiène, au nom de l'intérêt général. La recherche d'une rationalisation du développement urbain est clairement exprimée à travers la production, avant 1914, d'une réglementation plus stricte des voies privées par rapport à Lyon. Les édiles souhaitent ainsi lutter contre le laisser-faire prévalant jusqu'alors, et qui engendre un développement urbain jugé anarchique. L'intervention municipale dans le domaine de l'urbanisme s'accroît sous Jules Grandclément, cependant elle s'effectue à l'échelle de l'îlot, voire du quartier, et elle ne s'inscrit pas dans un plan d'aménagement urbain de la commune. Les questions d'hygiène sont une entrée privilégiée de l'intervention municipale d'avant 1914, mais cette dernière est conçue avant tout par projet localisé. Aucune vision d'ensemble à l'échelle du territoire n'oriente la politique municipale bien qu'une mise en carte de la ville en 1910 permette de rendre intelligible le territoire communal. Cependant, une pensée de la ville et une réflexion sur le rôle spécifique de la municipalité socialiste apparaissent dans le domaine du logement. La décision de créer, en 1914, un office municipal d'habitations ouvrières à bon marché, est l'occasion de dessiner une politique foncière municipale qui s'inscrit bien dans les grands courants réflexifs socialistes sur la ville de la fin du XIX^e siècle. Mais ce projet reste de papier, bien qu'il donne forme à une pensée de la ville, car il est arrêté par l'entrée en guerre pour n'être réactivé qu'en 1919. Les discours des édiles sur la commune effacent la complexité du territoire qui associe un paysage industriel à un paysage rural. La ruralité de Villeurbanne est tue car, en raison de la progression de l'urbanisation sur son territoire la commune est perçue comme une grande ville en devenir. Par la mise en valeur l'action municipale menée pour moderniser le territoire, un effet de métonymie associe urbanité et modernité et relègue au rang de

l'altérité urbaine le paysage rural de la commune bien que l'emprise agricole caractérise l'est de la commune.

La Première Guerre mondiale engendre une réduction de la capacité d'intervention de la municipalité en raison du renforcement du pouvoir étatique. L'éloignement du front place la commune dans une fonction de soutien à l'effort de guerre. Mais Villeurbanne joue un rôle périphérique car c'est Edouard Herriot qui organise les relations entre les communes de l'agglomération et le front, en centralisant un réseau de soutien pour les prisonniers de Lyon et de la banlieue. La solidarité entre le front et l'arrière s'organise, non pas à l'échelon communal, mais à l'échelon intercommunal sous l'action coordinatrice de la municipalité de Lyon qui agit elle-même en accord avec le comité départemental. La préfecture du Rhône intervient directement en constituant en son sein un comité départemental du ravitaillement. La municipalité prend des initiatives locales dans le domaine de l'assistance, en impulsant une politique sociale. Elle organise des soupes populaires et s'assure, comme à Paris, de l'approvisionnement des populations en pain à un prix fixe. Cet interventionnisme est lié aux premiers mois de mobilisation puis l'intervention de l'Etat se substitue à celle de la municipalité, par l'octroi d'allocations militaires aux familles des mobilisés. L'économie de guerre se traduit aussi par la création d'ateliers de production municipaux. Un ouvroir est ouvert à Villeurbanne dès le début du conflit, comme dans les communes de l'agglomération lyonnaise, pour donner du travail prioritairement aux femmes de mobilisés et confectionner des vêtements aux soldats. Ces ouvroirs municipaux fonctionnent selon un système d'économie domestique, car le travail est effectué à domicile, mais l'orientation de la production est décidée en concertation avec l'autorité militaire qui intervient en tant qu'employeur principal. La municipalité n'est pas seule à l'initiative de l'assistance à l'échelon communal, car des initiatives privées s'organisent et une commission extra-municipale est créée afin de prendre en charge l'organisation des soupes populaires et l'approvisionnement des indigents en charbon. Le conflit se prolongeant, et les conditions de vie à l'arrière se dégradant en raison de l'inflation, la municipalité ouvre en 1917 des magasins municipaux permettant de vendre à prix coûtant des denrées alimentaires de première nécessité, puis elle crée en 1918, comme au sein de communes socialistes de la banlieue parisienne, des boucheries municipales. Cet interventionnisme économique s'explique par la mise en place d'une économie de guerre, mais il s'inscrit aussi dans le prolongement de la pratique

de la régie directe d'avant 1914. La guerre, bien que désorganisant les services municipaux, engendre en réalité un renforcement de l'intervention municipale.

La fin de la guerre et le retour des membres du conseil municipal précédemment mobilisés s'ouvre sur la volonté de faire aboutir le programme municipal d'avant 1914, dont l'office d'HBM, et de souligner symboliquement l'identité partisane des édiles. Cependant, les années 1920 s'inscrivent dans l'ombre portée de la guerre et de ses traumatismes. La fabrique symbolique de la ville n'est plus le monopole de la municipalité car, en raison de son impact identitaire, les édiles se doivent de composer avec la douleur des familles. Un conflit mémoriel se fait jour, car en voulant marquer leur reprise en main de la commune par l'édification d'un buste de Jean Jaurès, les édiles socialistes en viennent à froisser les familles endeuillées qui préfèrent d'abord commémorer les 1 713 Villeurbannais morts ou disparus durant la Grande Guerre. La commune se doit d'édifier d'un lieu de mémoire pour permettre aux familles endeuillées de se recueillir et d'organiser des rituels publics commémoratifs. Un tournant s'opère au sortir de la guerre dans la fabrique symbolique, mais aussi matérielle, de la ville. Cette fabrique de la ville se traduit par un changement discursif car Villeurbanne est alors qualifiée de « ville ». Cette catégorisation en acte est liée à la formulation explicite d'une pensée de la ville, à la suite de la mise en place de la loi Cornudet de 1919 et du déclassement des fortifications de la place militaire de Lyon en 1920. Il ne s'agit pas d'une qualification construite dans une logique de différenciation par rapport à Lyon, comme nous le pensions initialement, mais plutôt d'un changement dans les représentations projetées de Villeurbanne par les édiles. Les projets d'aménagement sont conçus dans une logique de concertation avec les experts municipaux de Lyon, dont Camille Chalumeau, et du département du Rhône qui devient un acteur majeur de l'aménagement pour les communes de l'est lyonnais en prenant en main l'aménagement de la ceinture de fortification de lyonnaise. Ainsi, Villeurbanne ne cherche pas à se différencier de Lyon au moment de l'élaboration d'un urbanisme planifié mais elle souhaite au contraire bénéficier de ses savoirs urbains afin d'élaborer une ville moderne, dont la voisine lyonnaise apparaît comme un modèle. L'aménagement de Villeurbanne est conçu en concertation avec sa voisine, car ce sont ses experts qui sont sollicités pour la mise en carte de la ville. Cette logique de réseau dans le gouvernement urbain est manifestée par la participation de la municipalité aux congrès nationaux mais aussi internationaux d'urbanisme.

La fabrique matérielle et symbolique de la ville connaît une évolution importante entre la fin du XIX^e siècle et la sortie de la guerre. Une pensée urbaine prend forme et se traduit par le projet d'un aménagement planifié en conformité avec la législation en vigueur. Lazare Goujon, maire de Villeurbanne de 1924 à 1935, et député-maire de 1928 à 1936, apparaît comme un acteur majeur de la fabrique de la ville dans la première moitié du XX^e siècle. IL fait aboutir ce projet en 1934 en obtenant sa reconnaissance d'utilité publique, avant la ville de Lyon, et en dotant Villeurbanne d'un nouveau centre urbain. Pour cela, le nouveau maire rationalise le gouvernement municipal en dotant la municipalité d'un service technique chargé de l'étude du PAEE. Des experts privés, et les services de la ville de Lyon, sont sollicités afin de rassembler une documentation. Les méthodes employées par la voisine lyonnaise en 1912, lors de la conception de son plan d'aménagement sont transposées à Villeurbanne. Et une commission extra-municipale incluant des représentants de la municipalité et des habitants, mais aussi des experts municipaux lyonnais est constituée. L'existence de ces échanges d'expertise remet en question l'image d'antagonisme associée à Lyon et Villeurbanne, ou tout au moins celle d'une production édilitaire conçue de manière autonome. Des échanges entre services s'organisent volontairement entre les deux municipalités. Cette recherche de concertation est commune aux deux villes, qui partagent un intérêt commun : faire aboutir leurs PAEE respectif en obtenant leur validation par la commission supérieure des plans d'extension qui prône un aménagement régionalisé. Le gouvernement municipal n'est d'ailleurs pas conçu dans une logique autonome. La municipalité de Villeurbanne se prononce dès 1926 en faveur de la création d'un comité intercommunal ayant pour but d'établir une liaison entre les différentes municipalités de l'agglomération lyonnaise au sujet des questions d'urbanisme. Ce nouveau besoin de savoirs urbains, et l'absence constatée en 1919 d'un service technique spécialisé dans l'élaboration du PAEE, amène à une refonte et une centralisation de l'organigramme municipal et au recrutement d'un nouveau personnel qualifié à partir de 1925, dont la stabilité jusqu'aux années 1940, voire 1950, participe à la cohérence des projets d'urbanisme de la première moitié du XX^e siècle.

L'arrivée de Jean Fleury à la tête des services techniques à partir de 1927 se traduit par la collecte d'une nouvelle documentation, afin de constituer une bibliothèque

spécialisée où l'on a montré que les traités d'urbanisme font référence. Ce recueil d'information permet au service technique de collecter de nouveaux savoirs car il est en charge de l'élaboration de l'avant-projet du plan d'aménagement destiné à la commission supérieure des plans de la ville. Les échanges entre Louis Bonnier, rapporteur de la commission, et les services techniques, permettent à ces derniers de normaliser leur plan d'aménagement en fonction des exigences de la commission. Celle-ci joue le rôle de prescripteur de bonnes pratiques en fournissant une méthodologie. Louis Bonnier souhaitant l'élaboration d'une planification régionalisée, Villeurbanne transpose sur son propre plan d'aménagement le plan général d'embellissement et d'extension en boulevards concentriques élaboré par la municipalité de Lyon. Grâce à ces échanges, on a pu constater une évolution de perspective dans la conception de l'organisation même de la ville, entre 1926 et 1930, car l'on passe d'une conception sectorisée à une conception centralisée du plan d'aménagement. Or cette recherche de centralité est intimement liée à la phase d'urbanisme de plan de la première moitié du XX^e siècle. Elle procède non seulement d'un changement dans la pensée de la ville, mais aussi d'une mise en mots de celle-ci, car la municipalité intègre aussitôt dans ses discours politiques cette quête de centralité comme la démonstration de la rationalité scientifique du gouvernement municipal. Les récits construits et véhiculés par la suite dans les années 1930 par la municipalité donnent ainsi corps à la légende du maire animé par la quête de centralité qui, muni d'un simple compas, détermina la localisation de la nouvelle centralité urbaine. En conséquence, la fabrique technique de la ville influence bien sur sa fabrique symbolique : le discours technicien est transféré dans les discours politiques. Ceux-ci véhiculent une nouvelle image de Villeurbanne, qui apparaît comme une ville animée par un centre qui en est aussi le cœur. La municipalité communique sur ce projet d'aménagement en sollicitant des experts vulgarisateurs de la planification urbaine comme Georges Benoît Lévy, en publiant des articles qui font le point sur l'avancée du projet dans le bulletin municipal, et en organisant des rencontres avec des comités de quartiers. Cependant, à partir de 1932, on constate que la technicisation de la question, et l'urgence de sa solution, se traduisent par l'absence de prise en compte des quelques revendications formulées par des habitants.

Sous Lazare Goujon, la relation entre les habitants et la municipalité change. Les édiles s'engagent auprès de leurs électeurs à moderniser la ville. Cependant, nous

avons pu constater une relation différenciée à l'égard des étrangers dans le contexte de crispation xénophobe du milieu des années 1920. En effet, tandis que sous Jules Grandclément, internationaliste, la solidarité de classe justifiait l'ouverture de l'assistance municipale aux Italiens avant 1914, sous Lazare Goujon la croissance de la population étrangère entre 1921 et 1926 est vue comme un danger pour les finances locales. Le maire en vient à élaborer un projet de loi de taxes municipales sur les étrangers, afin de financer les charges d'assistance accrues depuis la Première Guerre mondiale. L'idée de taxer les étrangers n'est pas isolée, car elle apparaît avec la mise en carte des étrangers. Le projet municipal de Lazare Goujon se distingue toutefois par sa portée car trois taxes sont prévues. Ce projet de loi doit d'une part, renforcer l'autonomie municipale en faisant de cette catégorie de la population une ressource fiscale municipale et d'autre part, accroître le contrôle des étrangers par les municipalités. La spécificité de cette initiative locale tient à sa réception nationale par le biais de l'association des maires de France. Elle est débattue dans les réseaux municipaux. Le regard porté par les édiles sur les étrangers change donc entre la fin du XIX^e siècle et le milieu des années 1920, car la logique de classe transcendant l'origine des travailleurs n'est plus mobilisée sous Lazare Goujon, le critère de nationalité étant au contraire utilisé pour distinguer les habitants de la commune. Les étrangers, bien que Villeurbannais de résidence, sont considérés dans les années 1920 comme une charge financière pour l'assistance municipale.

La volonté de construire une ville moderne s'inscrit dans la politique réformatrice des socialistes, qui cherchent à agir sur l'environnement urbain et à améliorer les conditions de vie des habitants. Au sortir de la guerre, la crise du logement est vive et la municipalité poursuit la politique du logement dessinée sous Jules Grandclément par la création d'un office municipal d'HBM. L'office est un outil permettant de lutter contre le mal-logement qui sévit au sortir de la Première guerre mondiale. Dans sa lutte contre les taudis, la municipalité s'appuie sur la construction de groupes d'HBM lancés par l'office municipal, ainsi que sur l'initiative privée en soutenant l'auto-construction avec le concours de la loi Loucheur de 1928, ainsi qu'en créant un comité de patronage constitué d'industriels villeurbannais. La municipalité intervient directement en tant que lotisseur, afin de sauvegarder des parcelles de la spéculation immobilière pour y appliquer un aménagement ordonné selon le modèle des cités-jardins. L'objectif est pour la municipalité de faire modèle, de créer des prototypes devant être généralisés par mimétisme. Cette politique du logement est

conçue comme la possibilité de mettre en place un aménagement rationnel du territoire et de créer des centres vitaux qui doivent nervurer le territoire communal. Les formes d'intervention de la municipalité sont variables : elle peut offrir un appui financier, ou encadrer par son savoir technique les initiatives privées constituées en associations. Cependant, la ségrégation socio-spatiale est forte en matière de logement, car l'action de la municipalité reste limitée en raison de la précarité économique d'une partie de la population. Elle ne peut que se résoudre à produire une réglementation sur les baraques en bois en 1930, et la lutte contre les taudis reste très limitée. La hiérarchie en terme de logement est même renforcée par le différentiel de confort constaté. La politique du logement connaît pourtant un tournant en 1931, avec le lancement d'une politique de grands travaux amorcée dans le contexte de crise économique. En effet, à partir de 1931, la municipalité initie la construction de 1 500 logements modernes à loyers modérés destinés principalement aux familles nombreuses. Ces logements sont construits par le recours à une société d'économie mixte, la Société Villeurbannaise d'Urbanisme, qui est en charge aussi de la construction de la nouvelle mairie et du Palais du Travail. Ce projet monumental place au cœur du nouveau centre urbain des logements modernes qui sont connectés au chauffage urbain lancé dès 1929. Celui-ci doit chauffer les offices d'HBM nouvellement construits ainsi que les édifices publics, et permettre de lutter contre la production de fumées industrielles en desservant les usines. Ce chauffage urbain est destiné initialement à s'étendre sur le territoire, car il doit être « pour tous » selon les discours politiques des édiles. Cette innovation urbaine est originale à Villeurbanne, mais aussi France. Elle s'appuie sur l'expérience de la municipalité d'Ivry et sur un voyage édilitaire en Allemagne. Elle participe de la fabrique symbolique de la ville autant que de sa fabrique matérielle, car elle est la manifestation de la progression de Villeurbanne vers la modernité. L'échelon local est bien conçu comme un laboratoire d'expériences. Le contexte économique limite pourtant l'expansion du réseau de chauffage, qui se limite au quartier du nouveau centre et cela jusqu'après Seconde Guerre mondiale. La représentation de Villeurbanne comme une ville moderne, dotée d'un système original de chauffage procède de la métonymie. Cela ne concerne en effet dans un premier temps que les nouveaux quartiers centraux de la ville. Ainsi, d'un point de vue de la logique spatiale, les logements des Gratte-Ciel concentrent toutes les innovations les plus modernes en matière de logement (chauffage, gaz, eau courante, électricité). A

l'échelle de la commune, le contraste entre les conditions de logements des habitants est manifeste dans les années 1930, et oppose les habitants des baraques, ceux des zones rurales de l'Est villeurbannais éloignées du centre, et ces logements modernes médiatisés et figurés comme les symboles de la ville¹⁷⁵⁴. Le nouveau centre concentre les progrès techniques modernes, et il produit incidemment une ségrégation en raison de la temporalité différenciée de diffusion des innovations urbaines à l'échelle intra-communale. Ce point est problématique, car le renforcement du municipalisme s'accompagne d'une redéfinition de la relation entre les édiles et les administrés en raison de la politisation de cette modernité urbaine projetée et en cours d'élaboration. Les progrès techniques, et plus particulièrement l'éclairage électrique, sont alors associés à l'idée d'un progrès social en raison de leur impact sur les conditions de vie des habitants. On constate bien, dans le cas de Villeurbanne, que dans l'entre-deux-guerres « les techniques de l'édilité qu'il s'agit désormais de mettre en œuvre bouleversent les conditions d'exercice de l'administration municipale »¹⁷⁵⁵. En effet, des habitants se mobilisent et se constituent en comités afin d'obtenir la modernisation de leur quartier. L'utilisation de la pétition influe sur la mise en action de la municipalité. Cette dernière, placée en situation d'intercesseur, se rapproche en conséquence des entreprises concessionnaires de services publics d'eau, de gaz et d'électricité, ou des services du génie du département du Rhône, afin de moderniser son territoire. Un décalage se fait jour entre la pluralité d'acteurs intervenant dans la modernisation urbaine et les discours des édiles, car la municipalité présente toujours la modernisation de la ville comme le résultat de son action socialiste en intégrant tous ces signes de modernité dans ses bilans municipaux, alors qu'elle n'a pas les moyens de contrôler l'extension de ces réseaux sur son territoire communal. Elle n'est donc pas l'actrice principale de la modernisation technique de la ville, au contraire de ce qu'elle l'affirme dans ses discours. Elle se trouve dans l'obligation de négocier, ou de faire pression, en coordonnant son action à l'échelon intercommunal avec les communes de la banlieue de l'est lyonnais. Cette coordination intercommunale durant l'entre-deux-guerres ne trouve pas ses fondements dans une identité partisane partagée par les communes de la banlieue, elle naît d'une nécessaire concertation des communes, afin de normaliser

¹⁷⁵⁴ Cette production symbolique est encore opérante aujourd'hui car le logo actuel de la municipalité figure les Gratte-Ciel par un grossissement des deux « L » de Villeurbanne.

¹⁷⁵⁵ Alexandre FERNANDEZ, *op. cit.*, avril-juin 1999, p.119.

les relations avec les compagnies concessionnaires, et elle peut être accélérée par l'apparition de risques sanitaires mettant en danger la santé publique comme en 1928. Cependant, Lazare Goujon est bien un acteur de cette mise en réseau, et il le rappelle dans ses bilans municipaux et dans le bulletin municipal dans une logique électoraliste, car il joue le rôle de coordinateur par l'intermédiaire de l'association des maires du Rhône dont il occupe la présidence. La préfecture intervient elle aussi, car c'est elle qui autorise la constitution du syndicat intercommunal des eaux de la banlieue lyonnaise en 1929. Ce syndicat est bloqué dès 1931, mais il est réactivé en 1934 en prenant cette fois le nom de syndicat intercommunal d'électricité de la région de Lyon. On voit ainsi que la pensée de la ville se complexifie, car celle-ci est conçue dans une logique fonctionnelle en raison de l'interdépendance des réseaux techniques. Les modalités du gouvernement municipal s'en trouvent donc modifiées, car les mécanismes décisionnels participant à la modernisation de la ville se déploient au-delà du strict territoire communal.

L'originalité de la municipalité de Lazare Goujon réside dans un changement de conception de la ville, qui n'apparaît plus seulement comme un espace de résidence ou de travail, mais aussi comme un espace de loisirs et d'éducation. Cette conception se retrouve dans la politique de l'enfance et dans la politique sportive menée par la municipalité. A travers ces édifices propres aux espaces urbains, la municipalité modifie les fonctions de la ville, mais il s'agit aussi de signifier la capacité d'innovation urbaine car un jeu de concurrence se fait jour avec la ville de Lyon dans ce domaine. La logique d'éloignement des enfants de l'espace urbain, considéré comme dangereux, se traduit par l'extension de l'intervention municipale dans la plaine de l'Ain où sont créés un centre de placement pour enfants jugés malingres et deux internats ruraux pour filles et garçons. Cette extension du foncier municipal dote la ville de moyens lui permettant d'encadrer les enfants durant les vacances scolaires. La ville se dote également d'espaces dévolus à l'enfance et d'espaces sportifs. La construction de ces infrastructures sportives est un moyen pour la municipalité de se distinguer et d'affirmer son urbanité. En aménageant de nouveaux espaces de loisirs, la municipalité fait émerger de nouvelles fonctions qui redéfinissent l'organisation et les représentations associées à son territoire. Cette logique éducative, inspirée de l'éducation intégrale à laquelle les socialistes étaient attachés, prend forme avec la création du Palais du Travail qui regroupe des fonctions d'hygiène sociale, un théâtre municipal, une piscine couverte et des locaux

pour les associations locales. Destiné à constituer un espace central dans la ville, jusqu'alors inexistant, cet édifice doté d'une place est conçu afin de rassembler et d'éduquer la population ouvrière. C'est l'échec de sa construction en 1929 par une association privée encadrée par la municipalité qui amène à intégrer cet édifice dans ce qui est conçu à partir de 1930 comme le nouveau centre urbain, avec les Gratte-Ciel et le nouvel hôtel de ville, regroupant des archives municipales modernisées, un musée local et une bibliothèque municipale. La municipalité médiatise ce projet urbain en mobilisant les réseaux des réformateurs socialistes. L'originalité de ce projet stimule l'intérêt d'acteurs de l'urbain qui viennent étudier Villeurbanne dès les années 1930. Cette audience se traduit par des échanges d'information, par la production d'articles, et par l'organisation de visites édilitaires organisées pour partie par la municipalité dans le cadre d'une stratégie de communication. Une forme de diplomatie municipale apparaît lorsqu'Alexis Léger, secrétaire général au ministère des affaires étrangères, sollicite le maire afin de représenter Villeurbanne au Japon lors d'une exposition internationale d'urbanisme, afin de faire rayonner l'urbanisme français à l'étranger. Lazare Goujon utilise ainsi les réseaux d'urbanisme pour gouverner, car il s'appuie sur cette reconnaissance extérieure afin de peindre de Villeurbanne sous les traits d'une ville moderne. C'est sous son mandat que les interrelations entre la fabrique matérielle et symbolique de la ville sont les plus étroites. Cependant l'audience dont bénéficie Villeurbanne à partir de 1932 doit être mise en balance avec les nombreuses critiques formulées tant dans la presse de droite que par les communistes à l'échelle locale. Les coûts financiers engendrés par cette politique urbaine ambitieuse placent cette question au centre des débats à la veille des élections municipales de 1935. Des suspicions de manipulations sont véhiculées, car la technicisation des questions d'urbanisme insaure une distance entre les édiles et les administrés au point que Lazare Goujon perd les élections.

La période de 1935 aux années 1950 est marquée par l'influence des événements politiques nationaux et internationaux sur la fabrique tant matérielle que symbolique de la ville. La montée du fascisme à l'étranger et en France se traduit par une construction du Front populaire à l'échelle locale, puis par un effacement de l'identité partisane de la ville durant la Seconde Guerre mondiale au profit de l'idéologie pétainiste. L'intervention progressive de l'Etat dès la fin des années 1930 modifie les mécanismes de la fabrique matérielle de la ville car, au sortir de la

guerre, la politique de reconstruction fait de l'Etat l'acteur majeur de l'aménagement urbain ce qui change le mode de gouvernement municipal et fait apparaître des experts d'Etat, qui entrent en concurrence avec les experts locaux apparus durant l'entre-deux-guerres.

Elu de l'opposition, le nouveau maire Camille Joly se place en rupture par rapport à la politique de son prédécesseur, bien qu'il hérite des réformes urbaines engagées sous Lazare Goujon. Les représentations de Villeurbanne sont en effet radicalement transformées car les Gratte-Ciel apparaissent dès lors comme des repères socio-spatiaux permettant d'identifier physiquement la ville. Mais Camille Joly comme le parti communiste local souhaitent faire de Villeurbanne, non pas une ville moderne mais un bastion du communisme. Ce changement politique prend forme à travers une évolution du mode de gouvernement municipal et par la politisation des représentations de Villeurbanne en réponse à la montée du fascisme. Ceci est rendu possible car la posture radicale de la municipalité sortante aux élections municipales de mai 1935 engendre une fracture politique interne à la SFIO, laissant ainsi le champ libre aux communistes. Le jusqu'au-boutisme de Lazare Goujon à la suite du premier tour des élections municipales empêche la formation d'un Front populaire à Villeurbanne en 1935. L'essor du vote communisme dans les communes de la périphérie lyonnaise rencontre une forte mobilisation du Parti communiste qui organise à Villeurbanne, en janvier 1936, son VIII^e congrès national. Le printemps 1936 voit la confirmation de l'implantation communiste, non seulement dans la municipalité mais dans le canton de Villeurbanne. Entre 1935 et 1936, on assiste donc une reconfiguration politique locale. Villeurbanne devient une zone de force du parti communiste. Ce changement politique ne se traduit pas par une épuration du personnel municipal, car il existe une volonté de conserver une continuité dans la gestion des affaires municipales, tout en réorganisant le mode de gouvernement municipal. Les habitants sont mobilisés par l'organisation d'assemblées populaires, afin de marquer la rupture par rapport à l'« hermétisme » supposé de la précédente municipalité. La légitimation de la nouvelle municipalité est au centre de l'organisation de ces assemblées populaires. On voit aussi que la municipalité est un élément moteur du rassemblement populaire dans le cadre du Front populaire. L'identité partisane est, en effet, au cœur de la fabrique symbolique de la ville car, dans le cadre de la construction du Front populaire à l'échelon local, la toponymie et les discours sur Villeurbanne sont orientés afin de signifier l'emprise communiste sur

le territoire local. La municipalité n'est alors pas l'unique actrice de la fabrique symbolique de la ville, car le parti communiste joue aussi un rôle important. La presse locale, qui se développe durant le Front populaire, se fait l'écho du jeu politique national et participe elle aussi de la fabrique symbolique de Villeurbanne en véhiculant et en cristallisant les représentations politiques de la ville qui est présentée comme un bastion du communisme local. Le contexte politique national et international influent ainsi sur la fabrique symbolique de la ville à l'échelon local.

L'étude systématique des courriers nous a pourtant permis de démontrer que, tout en se plaçant dans une logique de rupture par rapport à la politique urbaine et coûteuse de Lazare Goujon, la municipalité poursuit la promotion de la politique urbaine menée par ce dernier en maintenant des échanges avec des acteurs municipaux ou des spécialistes de l'urbanisme intéressés par l'expérience villeurbannaise et en participant à des expositions internationales d'urbanisme. Nous avons ainsi constaté qu'il existe une dissonance entre les discours locaux et les pratiques de la municipalité vis-à-vis d'acteurs extérieurs. La circulation de l'expérience urbaine villeurbannaise à l'échelle locale, nationale et internationale, durant les années 1930 et jusqu'à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale, est le résultat de l'impulsion donnée par la stratégie de communication politique menée sous Lazare Goujon. Mais à partir de 1935, on constate une sorte d'autonomie de cette circulation par rapport à la politique de communication municipale puisque Camille Joly ne valorise plus cette expérience urbaine, bien au contraire. Cette autonomie par rapport à la politique locale s'explique par les échos que rencontre l'expérience urbaine auprès de spécialistes de la question car Villeurbanne, et plus précisément le nouveau centre, apparaît comme un exemple d'une planification urbaine réussie. La municipalité continue d'être sollicitée afin de contribuer à l'élaboration d'articles spécialisés et de participer à 2 expositions internationales d'urbanisme en Angleterre et à Alger en 1936. Villeurbanne change de statut par rapport au début des années 1920, car elle détient de nouveaux savoirs urbains qui sont recherchés par des experts. Mais la municipalité ne communique aucunement sur ces échanges à l'échelon local. Nous avons ainsi pu constater que le rythme de la circulation et le type des représentations de Villeurbanne diffèrent à l'échelle micro et à l'échelle macro. Tandis qu'on note une cristallisation, à l'échelle locale, des représentations politiques associées à Villeurbanne, à l'échelle internationale la logique d'acteurs est toute autre et Villeurbanne est représentée comme une ville moderne conforme aux dernières

techniques d'urbanisme. Ce décalage éclaire la question de la circulation des savoirs urbains, car il montre que la temporalité de la circulation des expériences urbaines n'est pas dépendante de la temporalité politique locale. Cette continuité s'explique en grande partie par l'implication du personnel du service d'urbanisme, et notamment de Gustave Desgranchamps et de Jean Fleury, qui jouent un rôle dans l'entretien de ces échanges. Ce rôle du personnel municipal dans la fabrique de la ville est aussi visible dans l'étude de la politique culturelle menée par la municipalité dans le cadre du Front populaire. En effet, en raison des faibles capacités financières pour mettre en œuvre de nouveaux projets urbains, celle-ci investit les nouveaux espaces culturels construits sous Lazare Goujon pour dessiner une politique culturelle particulièrement dynamique. Elle peut s'appuyer pour cela sur un personnel municipal acquis au Front populaire. Ainsi, Louis Maynard, bibliothécaire et archiviste de la ville, joue un rôle d'impulsion dans ce municipalisme culturel car il engage, avec le soutien des édiles, des initiatives culturelles originales. Le Palais du Travail devient rapidement le centre culturel de la ville en agrégeant les principales activités culturelles locales. Ce nouvel espace est conçu comme un lieu de formation de la classe ouvrière, accueillant en son sein l'Université Populaire de Villeurbanne. La culture apparaît comme un outil politique dans la démocratisation culturelle du Front populaire. Une politique de lecture publique prend forme car la bibliothèque municipale est conçue en réseau afin de renforcer l'accès de la culture au prolétariat. De même, les édiles encadrent les activités sportives en municipalisant le sport. Ce dernier est alors conçu comme un moyen de politiser la jeunesse. Une culture ouvrière, destinée à émanciper les travailleurs et à lutter contre le fascisme, est élaborée à l'échelon local. Cette démocratisation et cette politisation de la culture s'inscrivent dans le contexte du Front populaire, et elles doivent permettre de renforcer l'assise du communisme local. Cet interventionnisme municipal croît dans le domaine social en novembre 1935, avec la mise en place d'assistantes sociales municipales mais la capacité réelle d'intervention de la municipalité dans la fabrique matérielle de la ville se réduit. Face au caractère structurel du chômage et à la hausse afférente des charges municipales, la municipalité demande dès 1938 le rattachement de la commune à l'assistance départementale et elle en appelle à un renforcement de l'intervention de l'Etat par la constitution d'un fonds national du chômage et par le lancement d'une politique de grands travaux. Durant les années 1930, la tutelle de l'Etat dans le gouvernement urbain se renforce, notamment dans le domaine de

l'aménagement urbain. Dans un premier temps, la municipalité ne réagit pas négativement face à ce renforcement de l'interventionnisme étatique qu'elle appelle même de ses vœux afin de réduire les charges communales. Ce n'est qu'en décembre 1938 qu'elle s'exprime en opposition à cet interventionnisme, perçu alors comme contraire aux libertés communales. L'aménagement urbain à l'échelon local connaît en effet un tournant entre 1935 et 1939, car une échelle intercommunale de l'aménagement urbain, au niveau de l'agglomération lyonnaise se met progressivement en place. Cette conception d'un aménagement concerté à l'échelon intercommunal n'est pas nouvelle, mais le changement vient de son institutionnalisation et du rôle direct du préfet qui, après s'être concerté avec la ville de Lyon, crée par le décret du 7 novembre 1938 le Groupement d'urbanisme de la région lyonnaise regroupant 53 communes. Cette création constitue un changement radical d'un point de vue du gouvernement urbain en raison du transfert de compétence dans le domaine de l'urbanisme qu'il prévoit. Les conséquences effectives de cette nouvelle organisation à l'échelon régional ne se font pas sentir à la fin des années 1930 car la guerre arrête ce projet. L'entrée en guerre marque une rupture dans l'organisation du gouvernement municipal, mais les initiatives lancées dans le domaine de l'aménagement urbaine à l'échelon intercommunal sont quant à elles appliquées en raison du renforcement du dirigisme étatique durant les années 1940.

L'illégalité du parti communiste à la suite du pacte germano-soviétique engendre la suspension de toutes les municipalités communistes, et leur remplacement par une délégation spéciale. Cette dernière, installée dès le début du conflit et présidée par Victor Subit, doit faire face à un bouleversement de l'organisation municipale suite départ des mobilisés et à l'arrivée massive de réfugiés. L'afflux de réfugiés d'Alsace et de Moselle, le retour de la population évacuée en 1939 et l'arrêt presque général du travail dans la commune la mettent dans l'incapacité de répondre aux besoins d'assistance de la population dès l'été 1940. Elle doit alors s'appuyer sur quelques initiatives privées, et surtout sur le pouvoir préfectoral et l'autorité militaire afin d'obtenir des aides. La défaite et le renversement de la III^e République se traduisent par un effacement de l'échelon local au profit de l'autorité étatique, et par un renversement de la représentation de l'ennemi. La construction par le régime des « ennemis de l'intérieur » engendre un contrôle de la population durant la guerre et une relégation sociale des cadres de l'ancien régime ainsi que des francs-maçons, des

communistes et de la population juive à la suite de l'instauration d'une politique antisémite. Cette politique contre les « ennemis de l'intérieur » est strictement appliquée par Victor Subit dans l'ancien « bastion rouge » de Villeurbanne, puis par le maire Paul Chabert, nommé par arrêté le 26 mars 1941 par le gouvernement de Vichy et qui exerce ces fonctions du 1^{er} mai 1941 à la Libération. Ce dernier manifeste son zèle en rapportant tout acte jugé dissident au pouvoir préfectoral et en poursuivant la politique d'épuration engagée sous Victor Subit. Le nouveau pouvoir imprime alors à Villeurbanne sa politique symbolique dans une logique d'effacement des représentations politiques de la ville véhiculées durant l'entre-deux-guerres, en modifiant la toponymie et la statuaire municipale, ainsi qu'en organisant le premier congrès légionnaire du travail du 23 au 25 avril 1942. Les manifestations collectives au sein du territoire sont dès lors organisées par les légionnaires qui prennent directement leurs ordres de la préfecture, et non pas de la municipalité, bien que celle-ci intervienne en renforçant le poids de la légion dans l'encadrement de la jeunesse. L'impact de cette politique symbolique sur la population ne peut être apprécié. On note toutefois que l'opinion publique se crispe, à partir de 1943, en raison de la politique répressive mise en place par les autorités allemandes. La population est alors directement réprimée par une rafle arbitraire le 1^{er} mars 1943. Cette politique de l'otage, organisée par l'autorité allemande, est présentée comme une réponse à la multiplication d'attentats sur le territoire villeurbannais. Elle a pour objectif de retourner l'opinion publique contre les résistants mais produit l'effet inverse en déstabilisant le pouvoir municipal, présenté comme incapable de protéger les habitants contre la loi de l'occupant. La relation entre les habitants et la municipalité est modifiée durant la guerre tandis que la pénurie alimentaire liée au rationnement fragilise le pouvoir municipal. Le lien de dépendance entre les habitants et la municipalité est renforcé en raison du rôle, même limité, qu'elle joue dans la politique de ravitaillement mise en place dès l'entrée en guerre. La municipalité se doit de gagner la « bataille du ravitaillement » car elle est l'objet de contestations multiples. La pénurie alimentaire a pour conséquence l'expansion, avec le soutien de la mairie, des espaces mis en culture sur le territoire communal. La municipalité cherche également des ressources extérieures auprès des espaces ruraux locaux en conformité avec la politique agrarienne du régime. L'économie de guerre stimule pourtant des innovations municipales. La municipalité crée ainsi des jardins municipaux d'expérimentation, diffuse des savoirs agricoles, et inaugure une

sécherie municipale et un système de suffrage. Cette initiative est médiatisée à l'échelon local et national, non pas afin de faire la promotion de l'autonomie communale mais dans le but de servir la « bataille du ravitaillement » du gouvernement. Villeurbanne apparaît durant la guerre comme une ville de contrastes : tandis que s'élève le centre monumental des Gratte-Ciel, signe d'urbanité, et que la fabrique matérielle de la ville est bloquée, les espaces sportifs ou laissés en friche sont investis par une culture de subsistance. Cette évolution marque l'ensemble des espaces urbains, et montre que la guerre influe sur le système économique urbain et que les images de la ville s'en trouvent modifiées. Mais la guerre influe aussi sur la pensée de la ville. Ce contexte explique l'élaboration de nouveaux projets d'aménagements à l'échelon local et régional. En effet, c'est la réduction du nombre de lanternes à gaz en raison des risques de bombardements qui stimule l'élaboration d'un programme d'extension par tranches de l'éclairage public dès octobre 1940. Mais le changement le plus important réside dans l'émergence de l'Etat comme un acteur essentiel de l'urbanisme. Cette évolution avait déjà été dessinée à la fin des années 1930, et elle prend forme avec la réactivation d'un urbanisme régionalisé impulsé par la préfecture. Cette conception d'un urbanisme régionalisé n'est pas une innovation, mais ce changement procède de la volonté d'institutionnaliser un échelon intercommunal chargé de l'urbanisme. L'activation du Groupement régional d'urbanisme de la région lyonnaise par le préfet en 1942 stimule une pensée de l'aménagement urbain au niveau communal. En accord avec le pouvoir préfectoral, la ville de Lyon joue dans un premier temps un rôle de coordinatrice des initiatives communales en proposant d'harmoniser les plans d'aménagements communaux dans le cadre du projet de Grand Lyon. Mais ce projet de Grand Lyon, soutenu par Victor Subit et de Paul Chabert dès 1941, n'aboutit pas car dans la pratique aucun échange de vue n'est défini à l'échelle intercommunale. La fonction coordinatrice est captée par l'inspection générale de l'urbanisme de la circonscription de Lyon. Et ce sont des échanges, non pas intercommunaux, mais directement entre l'inspecteur régional d'urbanisme et chaque municipalité qui s'établissent. La municipalité bien que favorable à la politique du gouvernement s'oppose en revanche à la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 restreignant les droits et attributions de la municipalité en matière d'urbanisme. Un front contre un urbanisme étatisé émerge alors, animé par Lyon. Cette loi stimule l'élaboration de PAEE entre experts de l'Etat et services municipaux, et en conformité la municipalité révisé le

sien validé dès 1934. La guerre crée donc un blocage de la fabrique matérielle de la ville et un vieillissement du bâti alors que les défauts d'entretien pèsent ensuite dans la politique de reconstruction. Pourtant, c'est bien durant la guerre que s'élabore une pensée de son aménagement urbain tandis que le pouvoir communal est réduit en matière d'urbanisme.

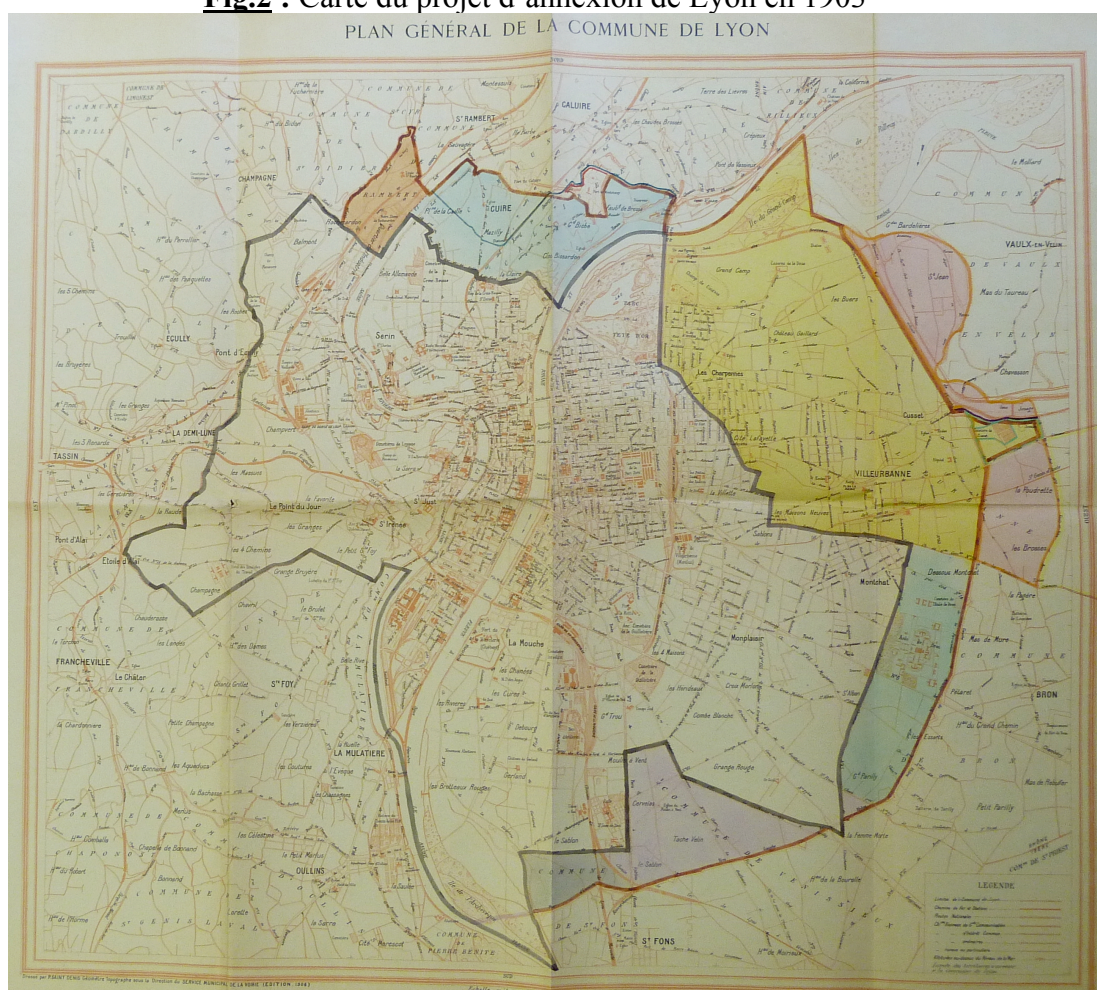
Les besoins en logements dans la période de la reconstruction font que le zonage défini initialement en 1944 par Roger Berrier est progressivement détricoté. Au final la zone industrielle permettant d'éloigner les usines des zones d'habitation est supprimée et il en est de même de l'inconstructibilité en zone inondable. Le poids du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme modifie radicalement le mode de gouvernement urbain en réduisant l'autonomie des services municipaux afin d'aménager le territoire communal. La centralisation et la technicisation des questions d'urbanisme font qu'elles sont désormais l'objet de réflexions entre experts locaux et experts d'Etat, ce qui a pour effet d'exclure la figure mayorale du processus de décision. Le maire, en tant que tel, voit son pouvoir se réduire face à l'essor de l'expertise, rendant ainsi plus complexe la politisation des questions d'urbanisme afin de construire une identité urbaine locale.

Illustrations et tableaux

Fig.1 : Carte de la commune de Villeurbanne (1902)



Fig.2 : Carte du projet d'annexion de Lyon en 1903¹⁷⁵⁶



¹⁷⁵⁶ AMV-3D1-Annexions-Carte du projet d'annexion de Lyon en 1903.

Fig.3 : Caricature de Charles Vernier, « Paris voulant englober la banlieue », in *Le Charivari*, 6 novembre 1858, p.576¹⁷⁵⁷



Fig.4 : Caricature de Charles Vernier, « La bonne ville de Paris et ses nouveaux enfants », in *Le Charivari*, 31 janvier 1860, p.143¹⁷⁵⁸.



Fig.5 : Exemple de page du registre des délibérations rendue volontairement illisible, relative aux mouvements insurrectionnels du 13 février au 3 mars 1793¹⁷⁵⁹.

¹⁷⁵⁷ Tiré de Nathalie MONTEL, « L'agrandissement de Paris en 1860 : un projet controversé », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *Agrandir Paris, 1860-1970*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p.108.

¹⁷⁵⁸ *Idem*, p.106.

¹⁷⁵⁹ AMV-1D260-Acte municipal du 13 février 1793.

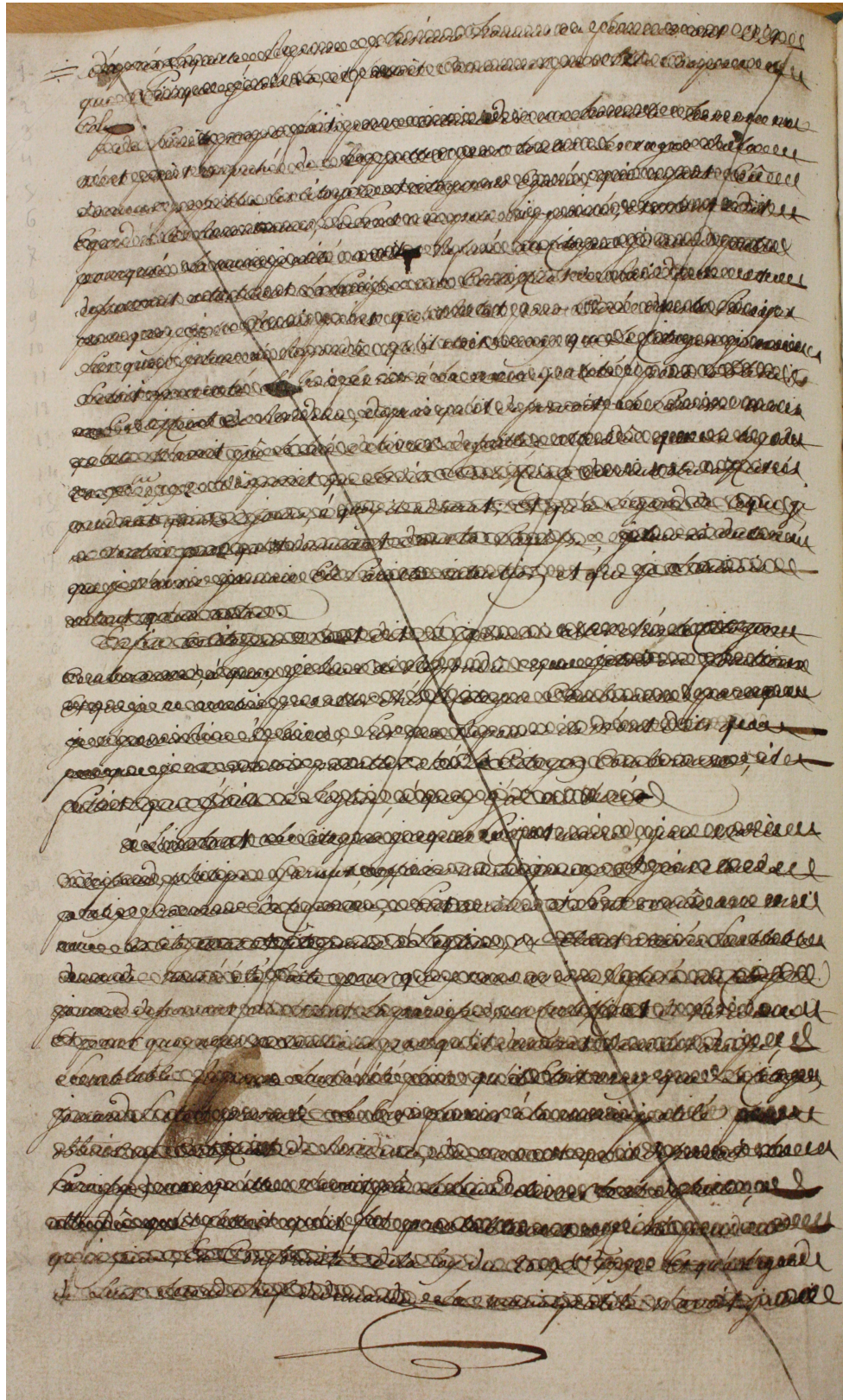


Fig.6 : Cartouche du nouveau plan topographique de la commune de Villeurbanne, dressé par B. Monin en 1910.



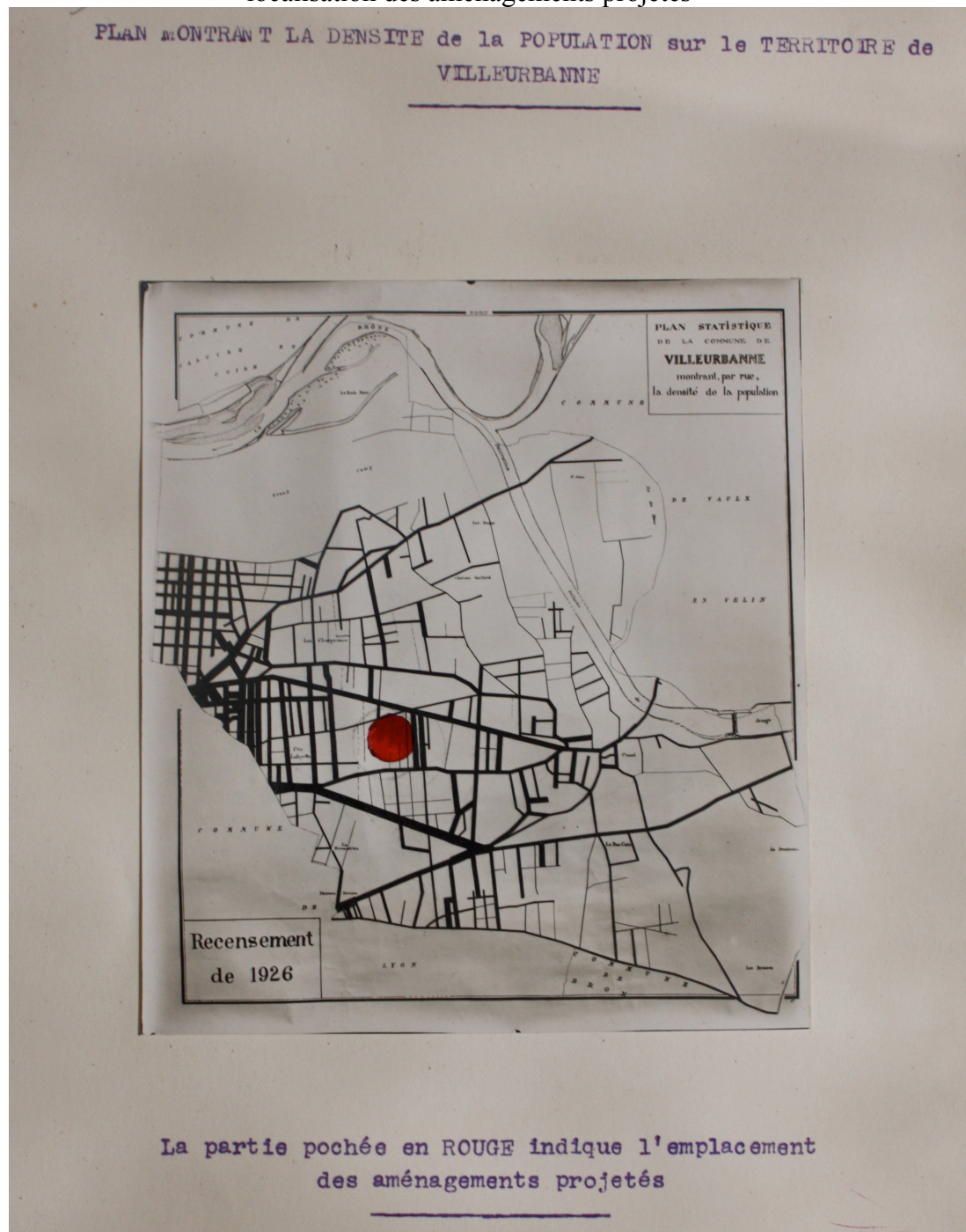
[illegible]

Fig.8 : Plan de la voirie ouverte par la Société immobilière de la Ferrandière, figurant en rouge les voies classées dans la voirie municipale¹⁷⁶⁰



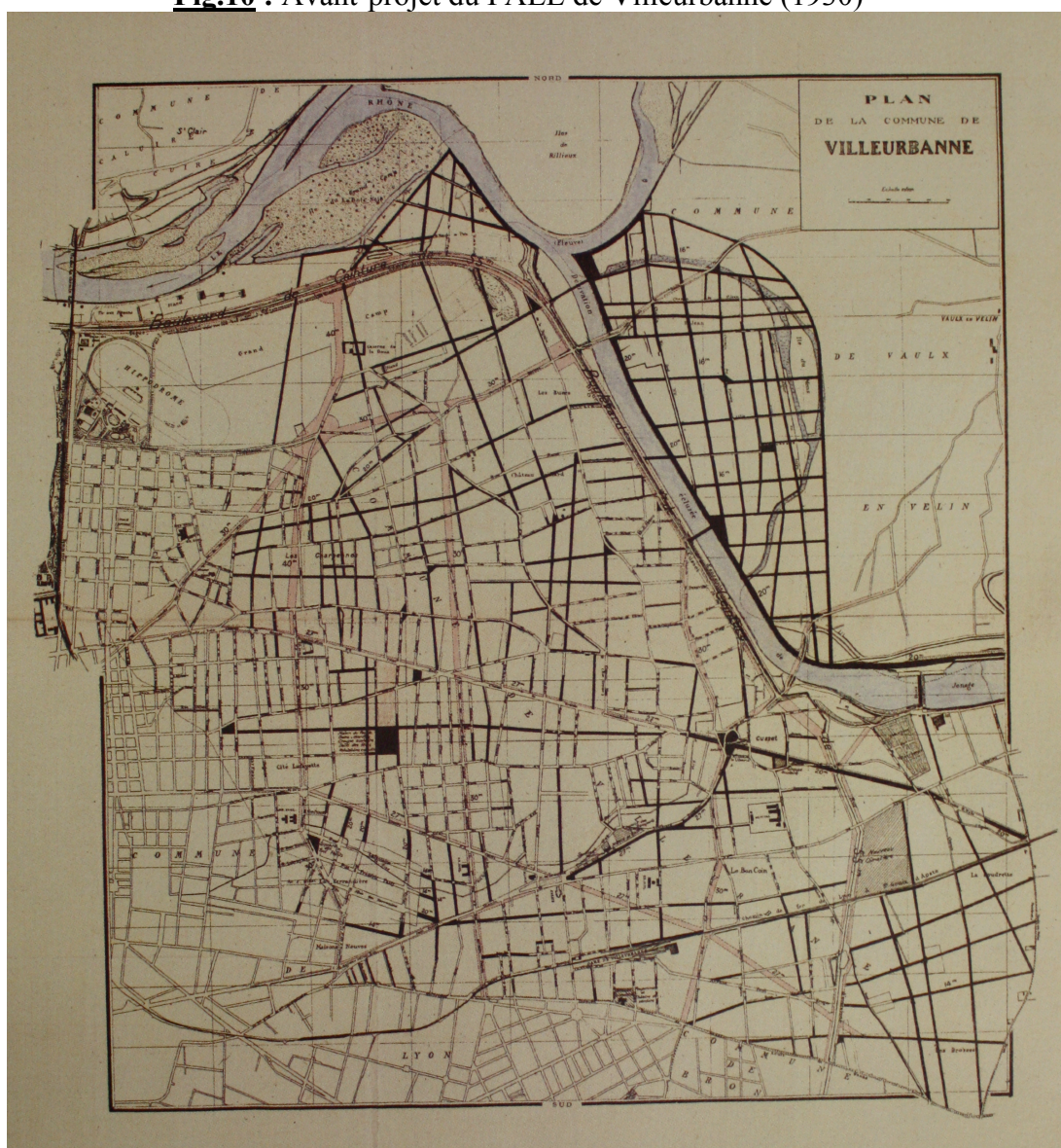
¹⁷⁶⁰ AMV-1060-Dossier quartier de la Ferrandière-1912-1948-Plan général des voies aménagées par la Société immobilière de la Ferrandière à classer dans la voirie municipale, daté du 5 mars 1925.

Fig.9: Document associé au dossier du PAEE de 1930 figurant en rouge la localisation des aménagements projetés¹⁷⁶¹



¹⁷⁶¹ AMV-1T-Plan associé au dossier du PAEE de 1930. Le fonds de carte de ce plan se trouve dans AMV-6Fi0017.

Fig.10 : Avant-projet du PAEE de Villeurbanne (1930)¹⁷⁶²



¹⁷⁶² AMV-6Fi1088.

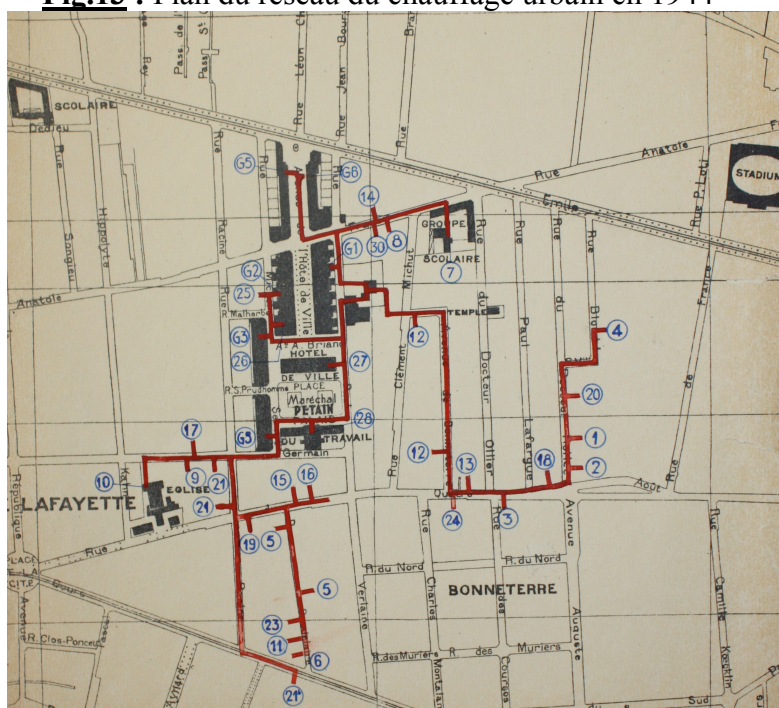
Fig.11 : Plan général des améliorations projetées par la ville de Lyon (1926)



Fig.12 : Plan du réseau du chauffage urbain en 1934¹⁷⁶³



Fig.13 : Plan du réseau du chauffage urbain en 1944¹⁷⁶⁴



¹⁷⁶³ Villeurbanne 1924-1934. 10 ans d'administration, Villeurbanne, A.T.L., 1934, p.370.

¹⁷⁶⁴ AMV-1T-Plan du réseau du chauffage urbain en 1944.

Fig.14 : Carte du réseau de canalisation de gaz au 16 février 1925¹⁷⁶⁵



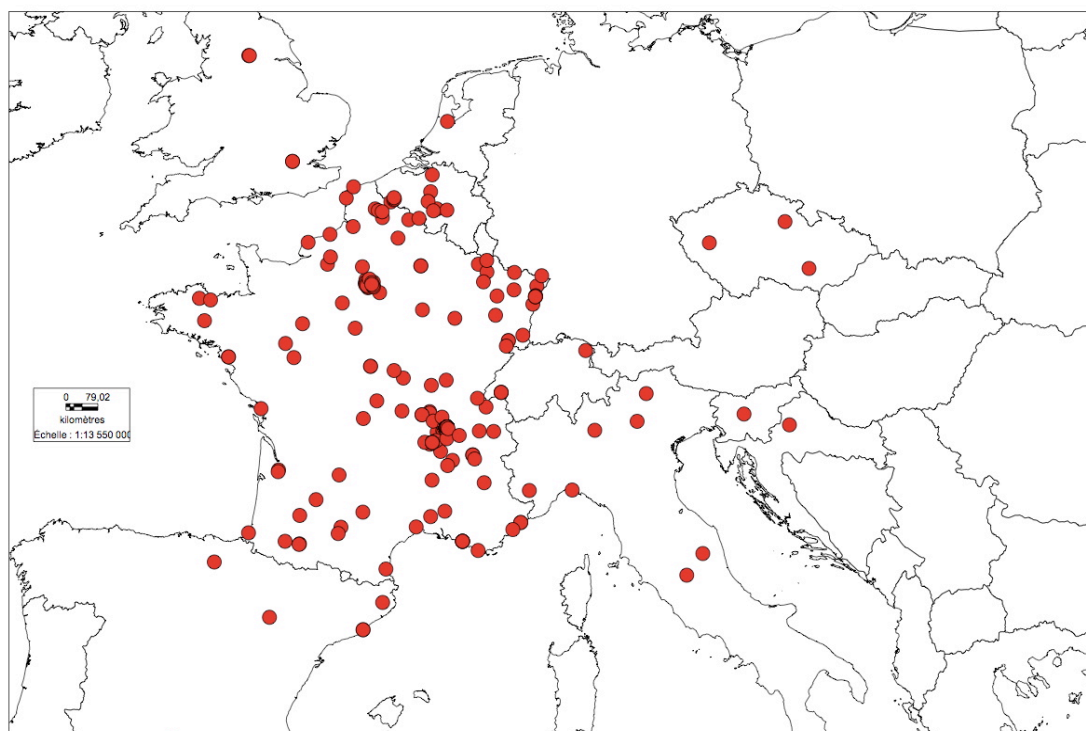
¹⁷⁶⁵ AMV-1076- Carte du réseau de canalisation de gaz au 16 février 1925.

Fig.15 : Vue de la façade nord de l'hôtel de ville de Villeurbanne la nuit¹⁷⁶⁶



¹⁷⁶⁶ Bibliothèque municipale de Lyon-Fonds Sylvestre-P0546 SV 315-datée vers 1934.

Fig.16 : Carte 1 de diffusion du Livre d'Or entre 1934 et 1936¹⁷⁶⁷

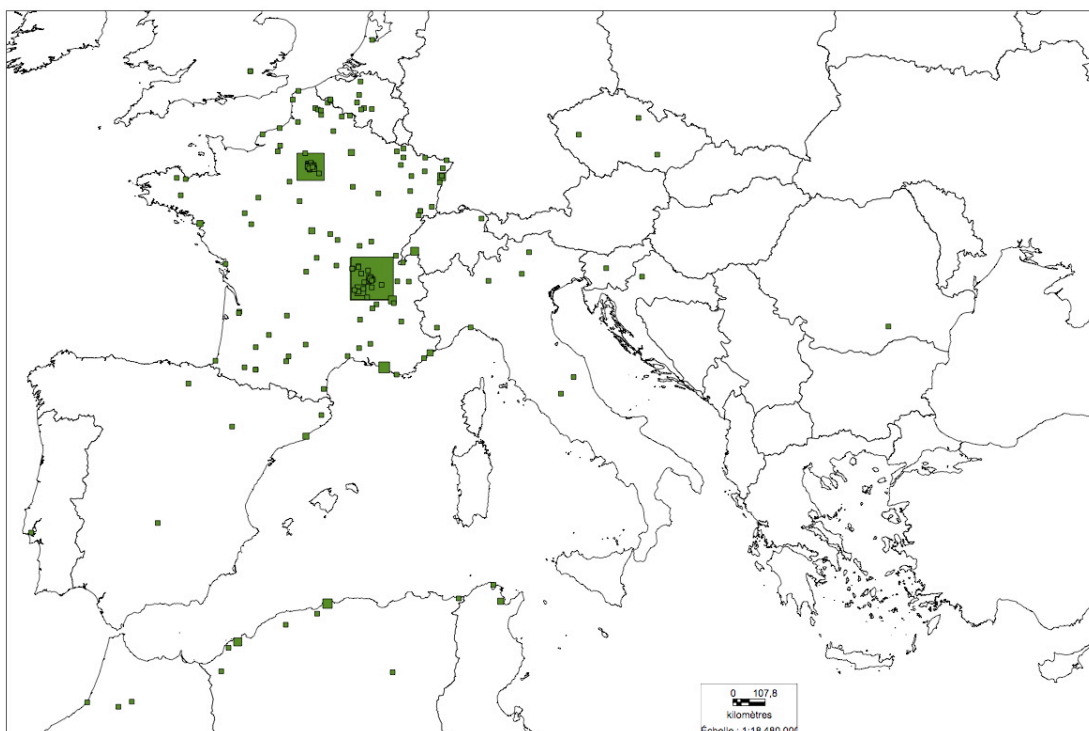


Chaque point rouge figure la localisation de l'envoi d'exemplaires du Livre d'Or
Villeurbanne, 1924-1934. 10 ans d'administration, A.T.L., 1934

Mapinfo-ENS de Lyon-LARHRA-Boris de Rogalski Landrot

¹⁷⁶⁷ Carte construite à partir de AMV-10Z1-Dossier : souscription au Livre d'Or

Fig.17 : Carte 2 de diffusion du Livre d'Or entre 1934 et 1936



La taille des carrés verts est proportionnelle au nombre de souscripteurs au Livre d'Or *Villeurbanne, 1924-1934. 10 ans d'administration*, A.T.L., 1934

Mapinfo-ENS de Lyon-LARHRA-Boris de Rogalski Landrot

Fig.18 : Vignette introduisant la page consacrée à Villeurbanne parue dans *La Voix du Peuple* de décembre 1934 à octobre 1938



Fig. 19 : Vignette introduisant la page consacrée à Lyon parue dans *La Voix du Peuple* de décembre 1934 à octobre 1938



Fig. 20 : Vignette introduisant la page consacrée à Lyon parue dans *La Voix du Peuple* du 7 octobre 1938, p.2.



Fig.21 : Vignette introduisant la page consacrée à Villeurbanne parue dans *La Voix du Peuple* du 7 octobre 1938, p.3.



Fig.22 : Graphique de l'évolution du nombre de permis de construire à Lyon et à Villeurbanne entre 1922 et 1943¹⁷⁶⁸

¹⁷⁶⁸ AMV-1T-Liste des permis de construire délivrés de 1922 à 1943 à Villeurbanne et Registre des constructions : AML 1912 w 1 : 1933 à 1937 ; AML 1912 w 2 : avril 1937 à 1942 ; AML 1912 w 3 : 1943 à 1950 D33. Je tiens à remercier François Robert pour m'avoir transmis les données concernant l'évolution du nombre de permis de construire à Lyon de 1922 à 1943.

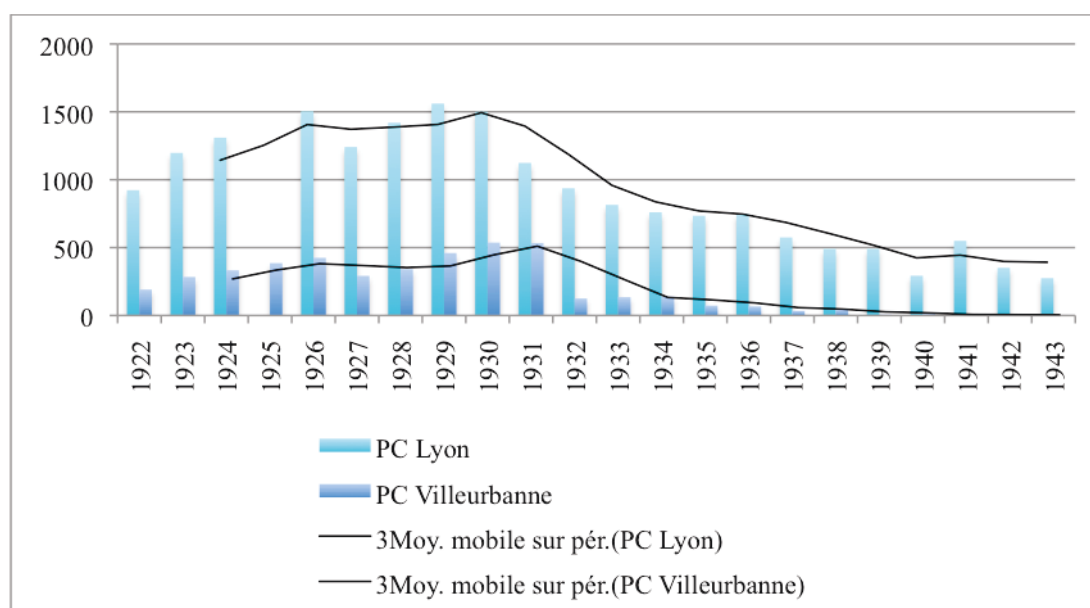


Fig.23 : Graphique en indice de valeur du nombre de permis de construire à Villeurbanne et à Lyon de 1922 à 1943

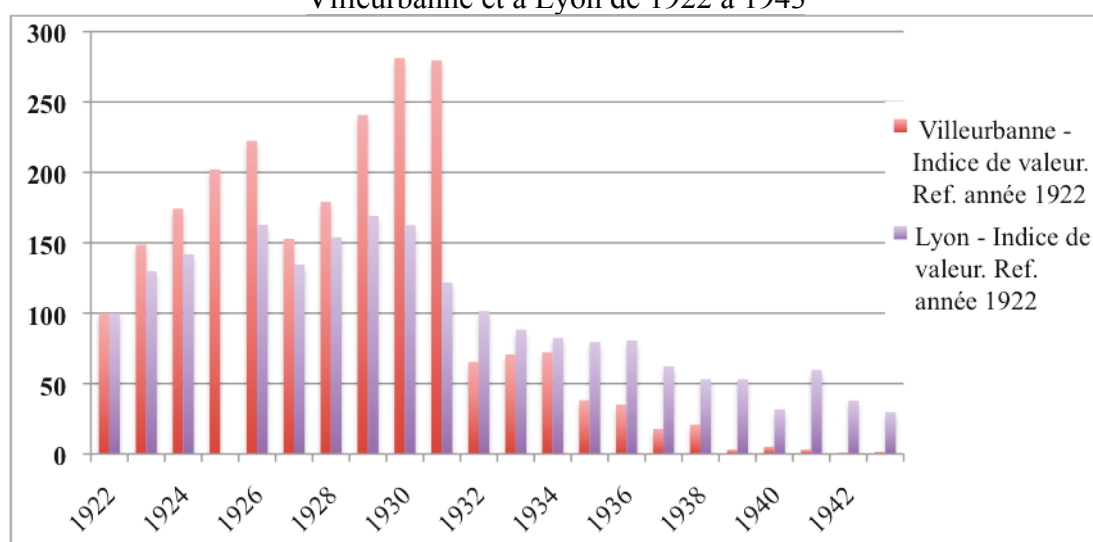
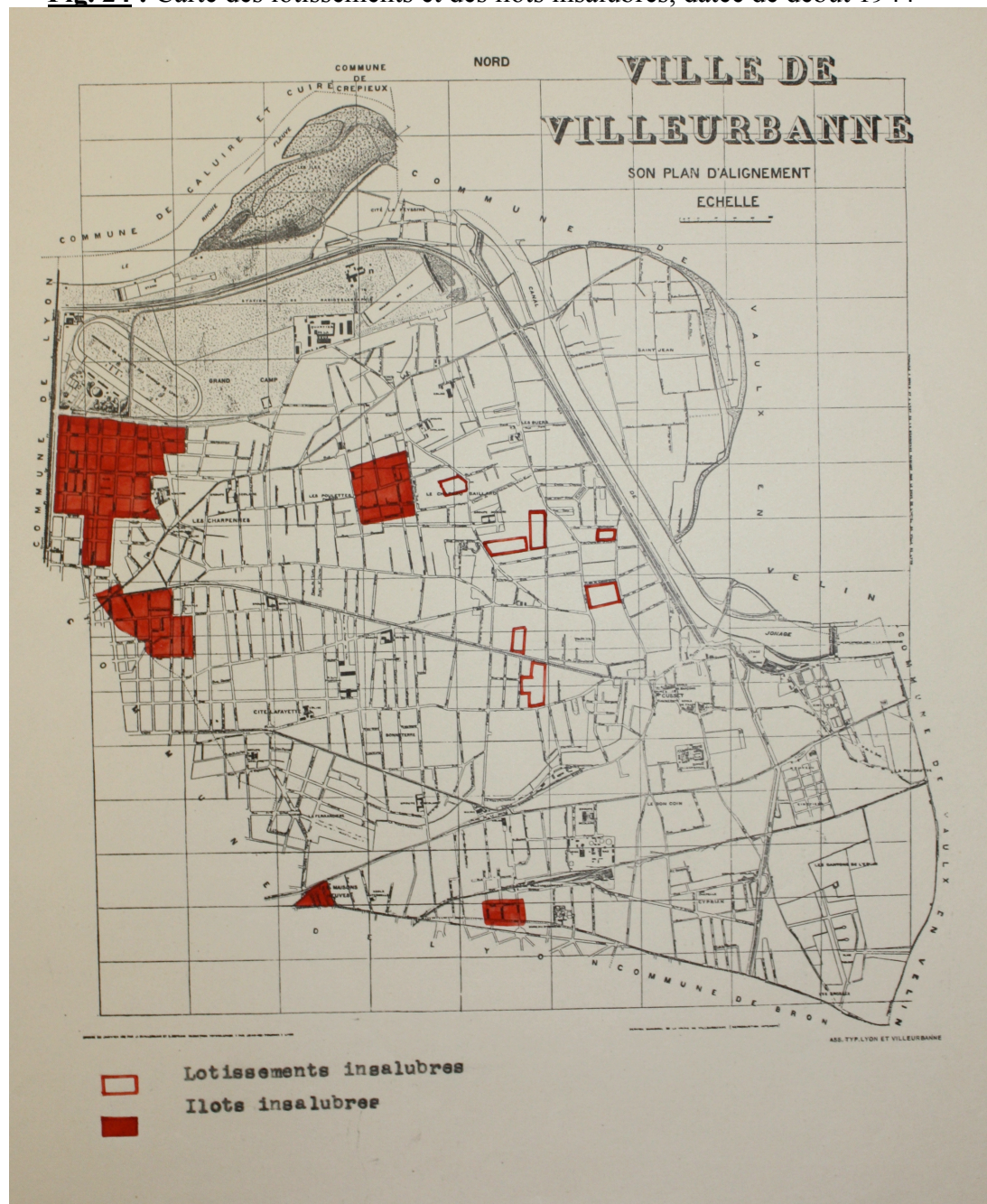


Fig. 24 : Carte des lotissements et des îlots insalubres, datée de début 1944¹⁷⁶⁹



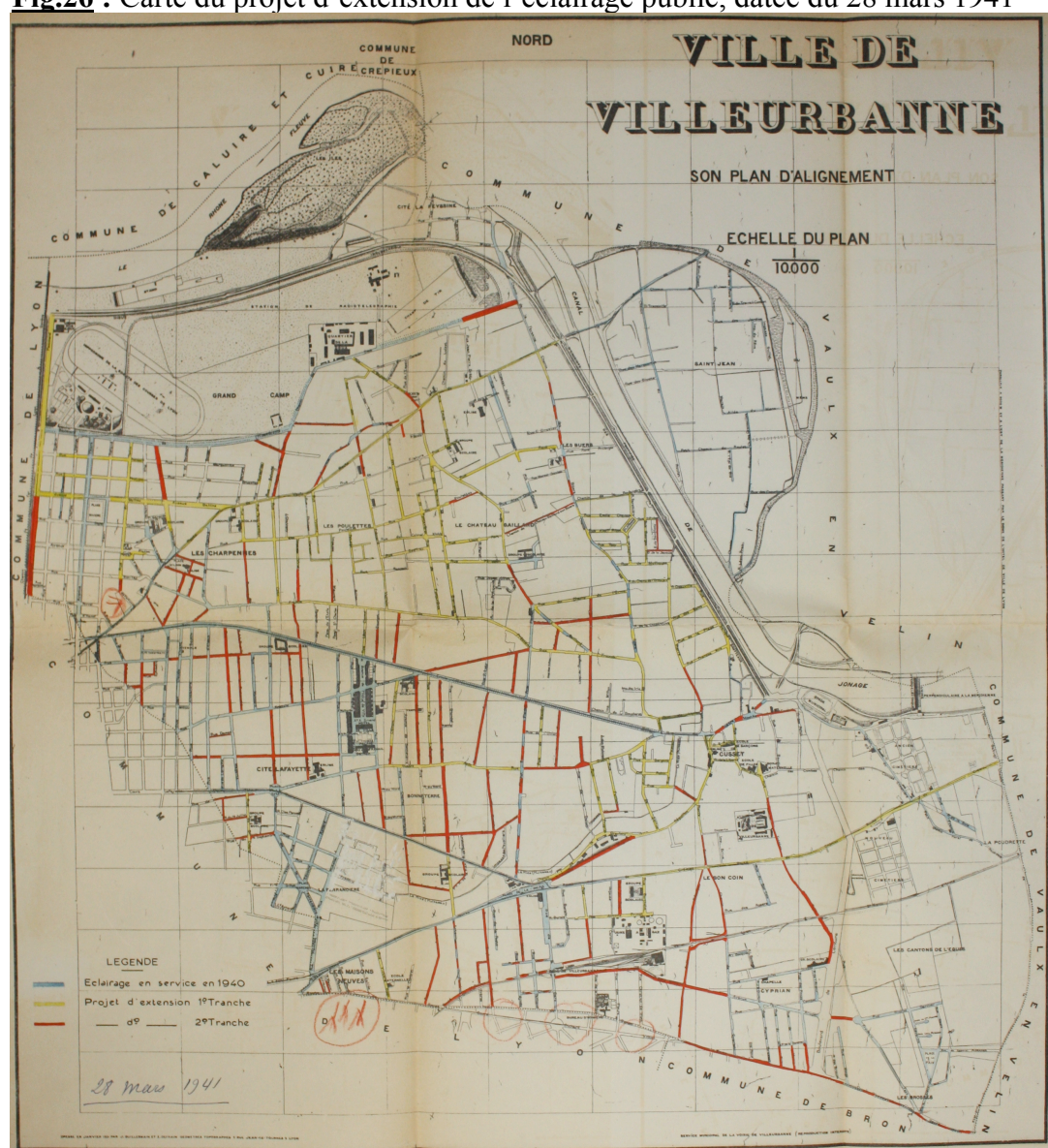
¹⁷⁶⁹ AMV-1T- Dossier révision du PAE de 1944-Carte des lotissements et îlots insalubres, datée de 1944.

Fig.25 : Localisation des jardins et des terres cultivées à Villeurbanne en 1943¹⁷⁷⁰



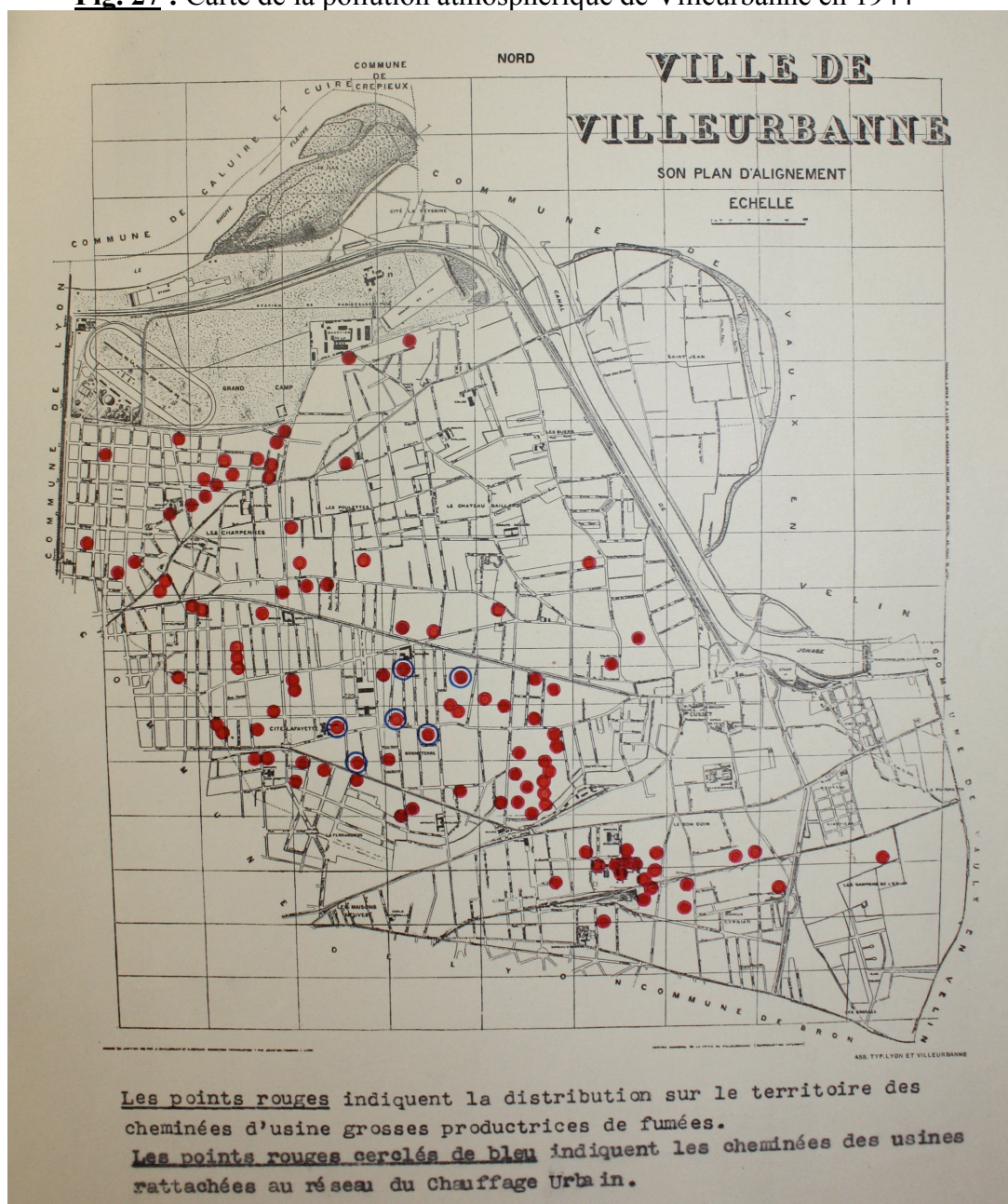
¹⁷⁷⁰ AMV-1T-Dossier révision du PAE de 1944-carte des Cultures et jardins. Non compris les zones inondables, datée de 1943.

Fig.26 : Carte du projet d'extension de l'éclairage public, datée du 28 mars 1941¹⁷⁷¹



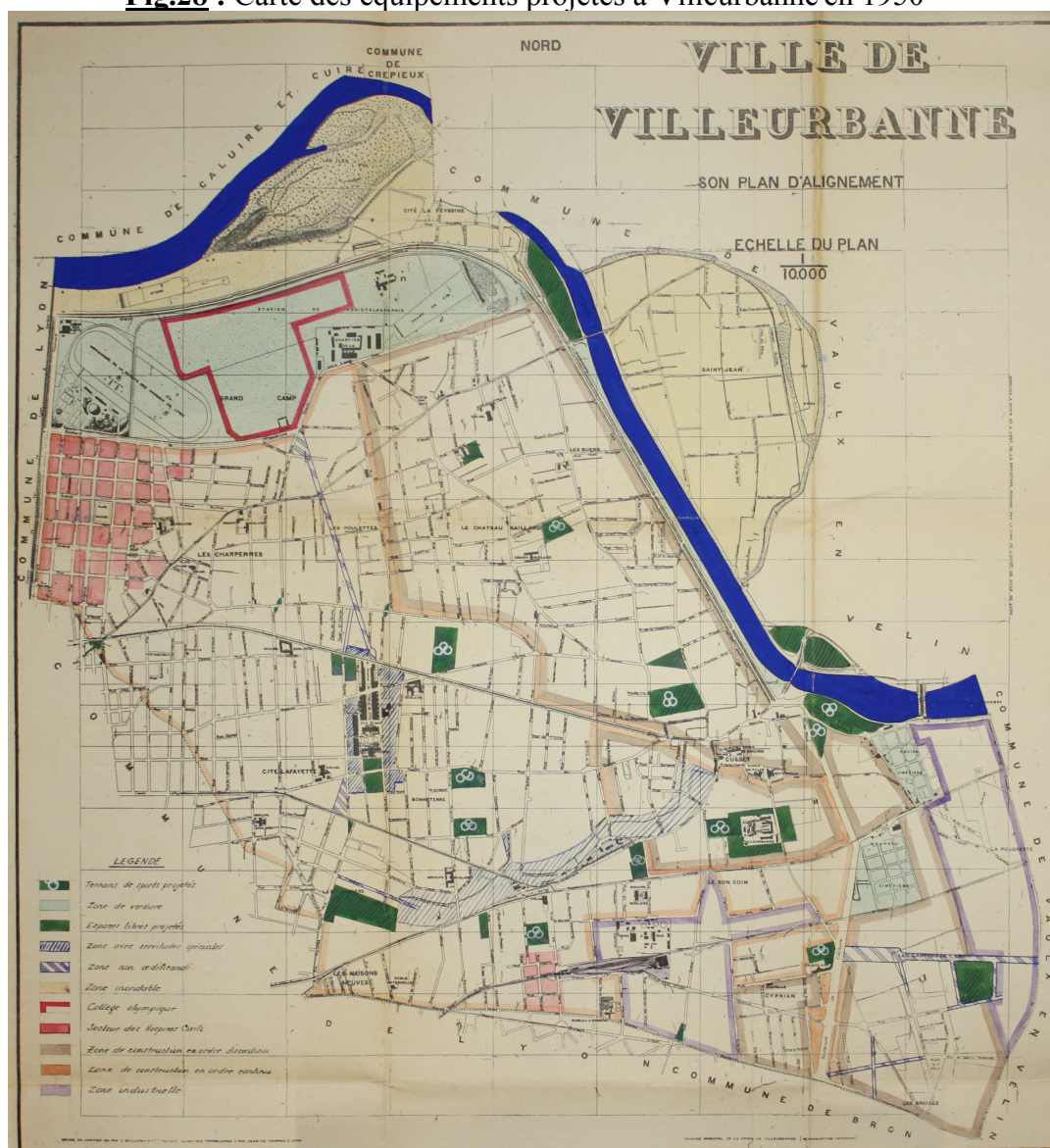
¹⁷⁷¹ AMV-1076- Dossier révision du PAE de 1944-carte du projet d'extension de l'éclairage public, datée du 28 mars 1941.

Fig. 27 : Carte de la pollution atmosphérique de Villeurbanne en 1944¹⁷⁷²



¹⁷⁷² AMV-1T-Dossier révision du PAE de 1944-carte de la pollution atmosphérique de Villeurbanne, datée de 1944.

Fig.28 : Carte des équipements projetés à Villeurbanne en 1950¹⁷⁷³



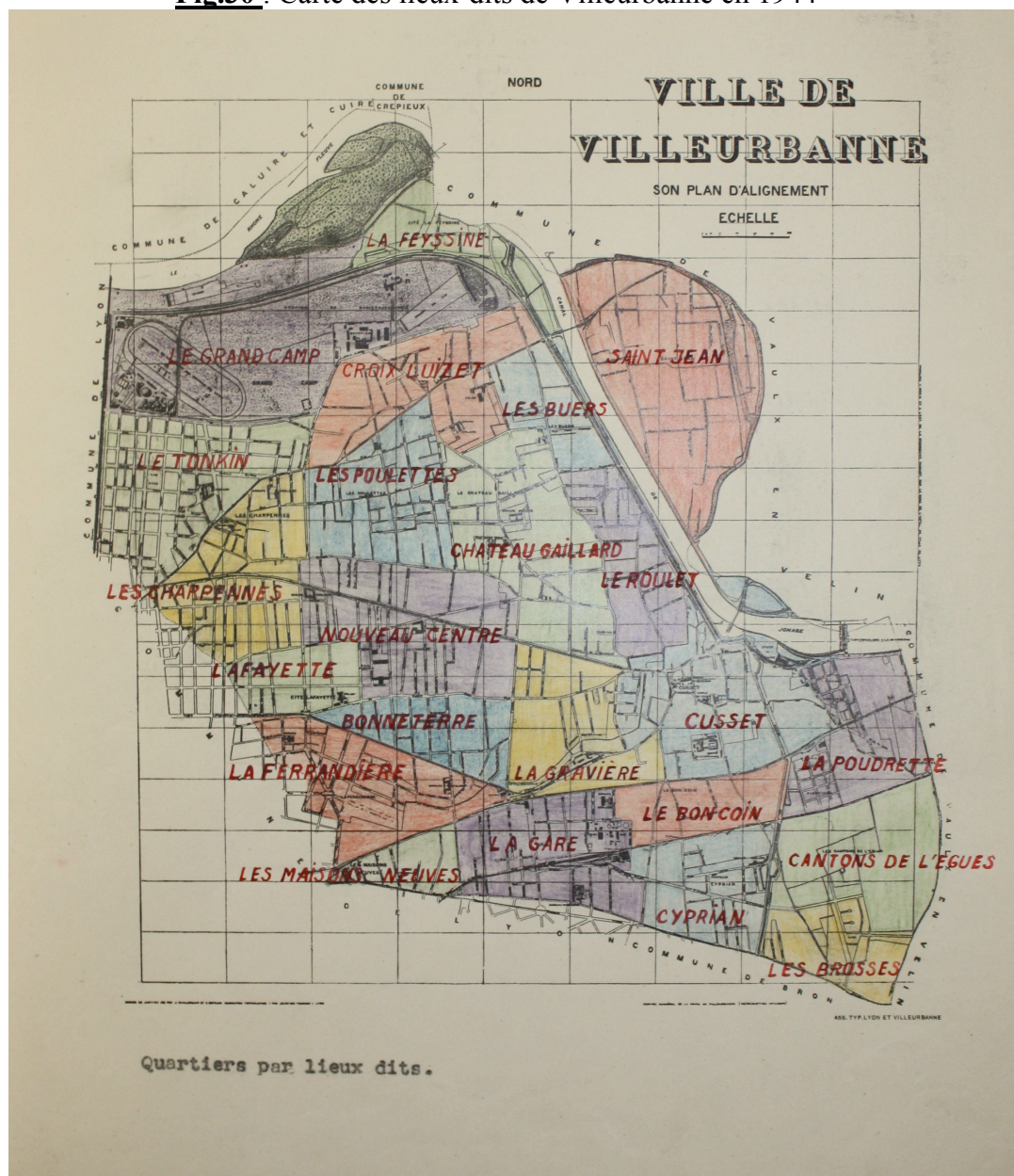
¹⁷⁷³ AMV-1M1-Dossier plan d'équipement 1947-1950-Carte des équipements projetés à Villeurbanne, datée de 1950.

Fig.29 : Carte des HLM projetés en 1954 sur le territoire de Villeurbanne¹⁷⁷⁴



¹⁷⁷⁴ AMV-1T-Dossier révision du PAE de 1944-carte des HLM projetés en 1954 sur le territoire de Villeurbanne.

Fig.30 : Carte des lieux-dits de Villeurbanne en 1944¹⁷⁷⁵



¹⁷⁷⁵ AMV-1T-Dossier révision du PAE de 1944-carte des lieux-dits de Villeurbanne, datée de 1944.

Tableau 1 : L'annexion et la croissance prévue de Lyon¹⁷⁷⁶

Lyon	Population	Superficie en hectare
avant l'annexion	459 099	4384
après l'annexion	498 799	6219
Croissance de Lyon après l'annexion (en %)	7,95	29,5
Part de Villeurbanne dans la croissance de Lyon après l'annexion (en %)	73,55	59,95

Tableau 2 : Contribution des territoires à l'agrandissement de Lyon en cas d'annexion

Territoire annexé	Population	<i>Part en % dans la population totale annexée</i>	Superficie (en hectare)	<i>Part en % dans la superficie totale annexée</i>
Villeurbanne	29200	<u>73,55</u>	1100	<u>59,95</u>
Caluire	6000	15,11	250	13,62
Bron	2000	5,04	240	13,08
Saint-Rambert-l'Ile-Barbe	1500	3,78	60	3,27
Vénissieux	500	1,26	120	6,54
Saint-Fons	500	1,26	65	3,54
TOTAL	39700	100	1835	100

¹⁷⁷⁶ Tableau construit à partir de AML-985WP98-BMO de Lyon, n°348, 1er mars 1903, p.155.

Tableau 3 : Voyages du conseil municipal de Villeurbanne à Paris en vue du projet d'annexion

Année	Date	Délégation	Frais (en francs)	Durée du voyage
1903	8 juin 1903	Délégation intercommunale		Non précisée
	28 octobre 1903	Le Maire	313,75	4 jours
		Voyant		
	11 novembre 1903	Le Maire	422,25	5 jours
		Joly		
	20 décembre 1903	Le Maire	183	3 jours
1904	17 janvier 1904	Le Maire	200	3 jours
	du 4 au 10 mars 1904	Le Maire	902	6 jours
		Perrin		
		Barratin		
		Grandclément		
	du 27 au 31 mars 1904	Le Maire	870	4 jours
		Joly		
		Perrin		
		Grandclément		
	du 12 au 16 juin 1904	Le Maire	375	4 jours
		Joly		

Tableau 4 : Part de la population française et de la population étrangère dans la population totale de Villeurbanne (population éparsée et population agglomérée) de 1872 à 1911¹⁷⁷⁷

Année recensement	Population totale	Français	% de français dans la population totale	Etrangers	% des étrangers dans la population totale
1872	7474	6462	86,46	181	2,42
1876	9033	8773	97,12	260	2,88
1886	14059	12862	91,49	444	8,51
1891	17940	17262	96,22	695	3,78
1901	28581	28104	98,33	477	1,67
1906	33890	32879	97,02	1011	2,98
1911	42526	40611	95,50	1915	4,50

Tableau 5 : Effectifs employés dans les ouvriers de Lyon (1914-1917)¹⁷⁷⁸.

Date du décompte des effectifs	Effectifs des ouvrières travaillant dans les ouvriers de Lyon
Août 1914	3435
Octobre 1914	10720
Janvier 1915	6778
Juillet 1915	2862
Janvier 1916	1550
Fin 1917	500

¹⁷⁷⁷ AMV-1F6 à 13 et ADR-6M517 et 6MP555.

¹⁷⁷⁸ AMV-non coté-Auguste EHRHARD, *Les œuvres de l'hôtel de ville pendant la guerre*, Lyon, A. Rey Imprimeur, 1918, 2^e édition, p.223.

Tableau 6 : Evolution du nombre de lanternes à gaz installées à Villeurbanne de 1927 à 1939¹⁷⁷⁹

Année	Lanternes à gaz posées	Lanternes à gaz supprimées	Nombre total des lanternes à gaz en service	Evolution annuelle (en %)
1927	n.r.	n.r.	634	n.r.
1928	67	0	701	10,57
1929	60	0	761	8,56
1930	67	0	828	8,80
1931	98	44	882	6,52
1932	76	31	927	5,10
1933	78	59	946	2,05
1934	60	61	945	-0,11
1935	32	9	968	2,43
1936	34	0	1002	3,51
1937	22	0	1024	2,20
1938	42	0	1066	4,10
1939	9	1	1074	0,75

¹⁷⁷⁹ AMV-1076-Extrait du tableau récapitulatif du nombre de lanternes à gaz installées à Villeurbanne de 1928 à 1954.

Tableau 7 : Evolution du nombre de lanternes à gaz installées à Villeurbanne de 1939 à 1954¹⁷⁸⁰

Année	Lanternes à gaz posées	Lanternes à gaz supprimées	Nombre total des lanternes à gaz en service	Evolution annuelle (en %)
1939	9	1	1074	0,75
1941	0	381	693	-35,47
1942	0	19	674	-2,74
1943	0	20	654	-2,97
1944	0	16	638	-2,45
1945	0	16	622	-2,51
1946	0	32	590	-5,14
1947	0	18	572	-3,05
1948	0	41	531	-7,17
1949	0	33	498	-6,21
1950	0	54	444	-10,84
1951	0	59	385	-13,29
1952	0	101	284	-26,23
1953	0	59	225	-20,77
1954	0	81	144	-36,00

¹⁷⁸⁰ AMV-1076-Extrait du tableau récapitulatif du nombre de lanternes à gaz installées à Villeurbanne de 1928 à 1954.

Tableau 8 : Souscripteurs au Livre d'Or de 1934 à 1937, représentant une partie de la « toile municipale »¹⁷⁸¹

Type Souscripteur	A	B	Français	Etrangers	C	D
Maire/service municipal	129	37,18	101	28	78,29	21,71
Particulier	80	23,05	70	10	87,50	12,5
Entreprise	56	16,14	55	1	98,21	6,2
Architecte	29	8,36	27	2	93,10	6,9
Ingénieur	18	5,19	14	4	77,78	22,22
Médecin ¹⁷⁸²	8	2,31	6	2	75	25
Librairie	16	4,61	12	4	75	25
Enseignant / Ecole	6	1,73	6	0	100	0
Homme politique	5	1,44	3	2	60	40
Total Souscripteur	347	100	294	53	84,73	15,27

Légende :

A : Nombre de souscripteurs ;

B : Nombre de souscripteurs par rapport au total de souscripteur (en %)

C : Part des souscripteurs Français (%)

D : Part des souscripteurs étrangers (%)

¹⁷⁸¹ Tableau élaboré à partir de AMV-3D4-Dossier Bulletins de souscription au Livre d'Or (1934) et le registre des recettes des souscriptions (1934)

¹⁷⁸² Sauf les directeurs du bureau d'hygiène.

Tableau 9 : Géographie électorale de la 10^e circonscription du Rhône en 1936¹⁷⁸³

Commune du canton de Villeurbanne	Nombre d'électeurs inscrits en 1936	Part des électeurs inscrits en 1936 par commune par rapport au total des électeurs du canton (en %)
Vaulx-en-Velin	1289	4,82
Bron	2144	8,02
Saint-Fons	2308	8,64
Vénissieux	3214	12,03
<i>Villeurbanne</i>	<i>17766</i>	<i>66,49</i>
Total	26721	100

Tableau 10 : La victoire communiste dans la 10^e circonscription du Rhône en avril 1936¹⁷⁸⁴

Commune du canton de Villeurbanne	Nombre d'électeurs inscrits	Suffrages exprimés	Mobilisation des électeurs¹⁷⁸⁵	Votes pour Georges Lévy (PC)	Part du vote communiste / suffrages exprimés (en %)
Vaulx-en-Velin	1289	1088	84,41	569	52,30
Bron	2144	1741	81,20	645	37,05
Saint-Fons	2308	1905	82,54	824	43,25
Vénissieux	3214	2582	80,34	1409	54,57
<i>Villeurbanne</i>	<i>17766</i>	<i>14472</i>	<i>81,46</i>	<i>7572</i>	<i>52,32</i>
Total	26721	21788	81,54	11019	50,57

¹⁷⁸³ AMV-BMO-mai 1936-n°121, p.2947¹⁷⁸⁴ AMV-BMO-mai 1936-n°121, p.2947¹⁷⁸⁵ Rapport entre le nombre d'inscrits et le nombre de suffrages, exprimé en %.

Tableau 11 : Cours de l'Université Prolétarienne de janvier à mai 1937¹⁷⁸⁶

Thématique	Cours	Lieu
SYNDICALISME	Le mouvement syndical ouvrier en Angleterre	Palais du Travail - Salle des conférences du Pavillon d'Hygiène
	Syndicalisme et Capitalisme	
	Le mouvement syndical ouvrier aux Etats Unis	
	Le syndicat, constitution, rôle	
	(3 conférences)	
	Syndicalisme et Etat	
	Le mouvement syndical ouvrier en France (2 conférences)	
	Syndicalisme et personne ouvrière	
MARXISME	Karl Marx et le matérialisme historique	
	(2 conférences)	
HISTOIRE DE L'ART	Histoire de l'Art et son rôle social	
	(3 conférences)	
LITTERATURE	Introduction à l'histoire de la langue française	
	Richelieu - Corneille - Descartes	
	Réalisme littéraire et machinisme	

¹⁷⁸⁶ *Calendrier des cours de l'Université Prolétarienne-2^{ème} année* dans AMV-non coté-Louis Maynard, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937.

Tableau 12 : Cours de l'Université Populaire d'octobre 1937 à mai 1938¹⁷⁸⁷

Thématique	Cours	Lieu
SCIENCES SOCIALE	Economie politique	Palais du Travail
	Philosophie	
	Histoire	
	Géographie économique	
	Cours de droit ouvrier	
	Histoire de Lyon et de Villeurbanne	
LITTERATURE	Littérature française	
	Littérature étrangère	
SCIENCES	Physique et chimie	non renseigné
	Mathématiques	groupe scolaire Anatole France
	Hygiène et médecine (appliquées aux sports)	cours complémentaire, rue du Quatre Août
LANGUES VIVANTES	Langue française	
	Allemand	Palais du Travail
	Anglais	non renseigné
	Espagnol	
	Esperanto	Palais du Travail
	Cours pour illettrés	groupe scolaire Anatole France
COURS TECHNIQUES	Cours d'électricité	non renseigné
	Dessin d'ornement	cours complémentaire, rue du Quatre Août
	Cours de commerce et comptabilité	Palais du Travail
	Sténographie	groupe scolaire Anatole France
SCIENCES MENAGERES	Organisation ménagère	
	Cuisine	non renseigné
	Couture et coupe	
	Repassage	
	Cours de puériculture	Palais du Travail
ARTS	Histoire de la musique	Hôtel de Ville
	Solfège	Palais du Travail
	Technique instrumentale	non renseigné
	(violon et piano)	
	Architecture et styles	Palais du Travail

¹⁷⁸⁷ AMV-BMO-n°139-novembre 1937-p.3513-3515.

	Sculpture	cours complémentaire, rue du Quatre Août
	Cours de peinture	
	Initiation à la rythmique Jacques-Dalcroze	non renseigné

Tableau 13 : Cours de l'Université Populaire d'octobre 1938 à mai 1939¹⁷⁸⁸

Thématique	Cours	Lieu
SCIENCES SOCIALE	Les grands problèmes de la vie politique contemporaine	Palais du Travail
	Les grands problèmes de l'économie politique contemporaine	
	Les grands problèmes de la philosophie contemporaine	
	Histoire de la Révolution française	groupe scolaire Anatole France
	Histoire de Lyon et de Villeurbanne	
	Droit ouvrier	
LANGUES VIVANTES	Langue française	
	Anglais	
	Allemand	cours complémentaire, 51 rue du Quatre Août
	Espagnol	groupe scolaire Anatole France
	Italien	cours complémentaire, 51 rue du Quatre Août
	Russe	

¹⁷⁸⁸ AMV-BMO-n°150-octobre 1938-p.3860-3863

	Esperanto	groupe scolaire Anatole France
SCIENCES ET TECHNIQUES	Mathématiques	
	Comptabilité	Palais du Travail
	Sténographie	cours complémentaire, 51 rue du Quatre Août
	Electricité - T.S.F.	
	Education physique générale	4 petite rue Bonneterre
	Education physique médicale	
	Cours de bâtiment	cours complémentaire, 51 rue du Quatre Août
SCIENCES MENAGERES	Organisation ménagère	Palais du Travail
	Cuisine	Salle de l'enseignement ménager, 119 rue Dedieu
	Couture et coupe	
	Repassage	
	Cours de puériculture	cours complémentaire, 51 rue du Quatre Août
ARTS	Solfège	Palais du Travail
	Classe de chant	
	Piano	
	Instruments à corde	
	Instruments à vent et batterie	
	Rythmique Jacques-Dalcroze	
	Chorale	Hôtel de ville

CONFERENCES	Mouvement social : le siège de Lyon ; La révolte des Canuts ; La commune à Lyon	Palais du Travail
	Littérature : Les Encyclopédistes ; les Romantiques ; Panorama de la littérature française contemporaine ; Panorama de la littérature française contemporaine	
	Musique : Les grands musiciens et leurs œuvres ; Les grands musiciens français et leur œuvre	

Tableau 14 : Fréquentation de la bibliothèque municipale et emprunts de 1933 au 31 décembre 1938¹⁷⁸⁹

Année	Nombre de volumes	Nombre de périodiques reçus	Lecteurs abonnés	Lectures sur place	Prêts sur place	Prêts à domicile	Total prêts
1933	4800	-	-	-	-	-	
1934	7500	-	-	-	-	-	
1935	12766	37	1088	1035	2585	24113	26698
1936	17139	68	1367	1615	4745	23941	29053
1937	22410	70 (en août 1937)	1596	2109	-	-	34145
1938	26675	-	1749	2780	6848	31536	38384

¹⁷⁸⁹ Sources : AMV-BMO, n°130, février 1937, p.3328 ; AMV-BMO, n°138, octobre 1937, p.3474 ; AMV-BMO, n°154, février 1939, p.3985.

Tableau 15 : Personnes venant des régions du Nord, du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Centre, réfugiées à Villeurbanne et demandant leur rapatriement du 6 juillet au 6 novembre 1940¹⁷⁹⁰

N° de liste	Date liste	Nombre de personnes
Liste 1	le 6 juillet 1940	460
Liste 3 à 16	du 8 juillet au 29 juillet 1940	101
Liste 17 à 30	du 30 juillet au 19 août 1940	84
Liste 31 à 40	du 31 août au 6 septembre 1940	36
Liste 41 à 44	du 7 septembre au 6 novembre 1940	20
Total des personnes recensées du 6 juillet au 6 novembre 1940		701

Tableau 16 : Principales villes dont sont originaires les réfugiés d'Alsace et de Moselle à Villeurbanne durant la Seconde Guerre mondiale¹⁷⁹¹.

Ville d'origine	Nombre de personnes	% par rapport au total de réfugiés
Strasbourg	157	16,14
Metz	127	13,05
Mulhouse	83	8,53
Schweighausen	60	6,17
Kaltenhausen	35	3,60
Thionville	30	3,08
Colmar	28	2,88
Thann	27	2,77
Mertzwiller	26	2,67
Hayange	21	2,16

¹⁷⁹⁰ AMV-5H24-Listes n°1, n°3 à 44 des personnes venant des régions du Nord-du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Centre, réfugiées à Villeurbanne et demandant leur rapatriement du 6 juillet au 6 novembre 1940.

¹⁷⁹¹ AMV-5H24-Dossier réfugiés 1939-1945.

Tableau 17 : Liste de la nouvelle toponymie des rues et places de Villeurbanne entre août 1940 et février 1941¹⁷⁹²

Anciennes dénominations	Nouvelles dénominations
rue Blasco Ibanez	rue Buffon
boulevard Roger-Salengro	boulevard de ceinture
rue Francisco-Ferrer	rue Frédéric Mistral
rue Daniel Llacer	rue Florian
rue Louise-Michel	rue Georges-Sand
avenue Henri-Barbusse	avenue hôtel-de-ville
place Grandclément	place de l'hôtel des postes
rue de l'Internationale	rue de la Jeunesse
rue Marcel-Sembat	rue Louis Blériot
rue Gustav-Stressmann	rue du Luxembourg
rue Jean-Jaurès	rue des Maisons Neuves
rue Louis-Goux	rue Pierre Louis Bernaix
rue Alexis-Perroncel	rue des Poulettes
rue de Moscou	rue de l'Union

Tableau18 : Moyenne des tickets d'alimentation distribués à Villeurbanne d'octobre 1940 à décembre 1943

Période	Moyenne pondérée des tickets d'alimentation distribués
Octobre à décembre 1940	77144
Année 1941	78842
Année 1942	80853
Année 1943	80329

¹⁷⁹² AMV-BMO, n°171, mars avril 1941, p.4326 ; AMV-1D17-Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Villeurbanne, daté du 27 novembre 1941.

Tableau 19 : Evolution du nombre de permis de construire de Villeurbanne, avec indication du nombre de logements et de pièces créées, et celui de Lyon entre 1922 et 1934¹⁷⁹³.

Année	Villeurbanne Permis de construire	Villeurbanne Logements	Villeurbanne Pièces	Lyon Permis de construire
1922	191	n.r	n.r	923
1923	284	n.r	n.r	1198
1924	333	n.r	n.r	1310
1925	386	n.r	n.r	n.r
1926	425	n.r	n.r	1503
1927	292	n.r	n.r	1241
1928	342	n.r	n.r	1420
1929	460	n.r	n.r	1561
1930	537	n.r	n.r	1500
1931	534	n.r	n.r	1124
1932	125	n.r	n.r	937
1933	135	407	1036	815
1934	138	515	1368	760
1935	73	173	491	735
1936	67	200	536	745
1937	34	94	278	575
1938	40	135	396	490
1939	6	43	135	490
1940	10	49	177	293
1941	6	28	86	550
1942	2	20	56	351
1943	3	16	32	275

¹⁷⁹³ AMV-6T-Liste des permis de construire délivrés de 1922 à 1943 à Villeurbanne et Registre des constructions : AML 1912 w 1 : 1933 à 1937 ; AML 1912 w 2 : avril 1937 à 1942 ; AML 1912 w 3 : 1943 à 1950 D33. Je tiens à remercier François Robert pour m'avoir transmis les données concernant l'évolution du nombre de permis de construire à Lyon de 1922 à 1943.

Sources

Sources imprimées

Périodiques numérisés en ligne

Bulletin mensuel de l'association des anciens élèves de l'Ecole Centrale Lyonnaise (1904-1957). Consultable sur le site de l'Ecole Centrale de Lyon, <http://histoire.ec-lyon.fr/index.php?id=1300>

La construction lyonnaise (1879-1914) Consultable en ligne sur le site de la Bibliothèque municipale de Lyon http://collections.bm-lyon.fr/BML_01PER00303001

La construction moderne (1885-1943) Consultable sur le portail documentaire de la Cité Chaillot <http://portaildocumentaire.citechailot.fr/>

L'Architecture aujourd'hui (1930-1950) Consultable sur le portail documentaire de la Cité Chaillot <http://portaildocumentaire.citechailot.fr/>

Revue municipale (1897-1939) Consultable en ligne sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32860840q/date>

Rapports de congrès, communications

Commons Hansard, December 18 November 1936, vol317 cc1869. Consultable sur le site Internet du Parlement britannique : http://hansard.millbanksystems.com/commons/1936/nov/18/town-planning-authorities#S5CV0317P0_19361118_HOC_285

NAVE, Félix, *Destruction des immondices, communication lors du congrès de Lausanne et de Genève du 21 au 28 juillet 1908*, Paris, imprimerie artistique C. Chauffour, 1908.

Parti Socialiste (SFIO), *XXIII^e Congrès national tenu à Paris les 30, 31 mai et 1^{er} juin 1936. Compte-rendu sténographique*, Limoges, Librairie Populaire, 1936, p.17-18.

Rapports et compte rendu des séances du 2^{ème} congrès national de l'habitation à bon marché et de la petite propriété, tenu à Strasbourg les 15 et 16 juin 1923, Paris, Société françaises des habitations à bon marché, 1923, 95p.

Rapport du Congrès de l'Office Général du Bâtiment et des Travaux publics pour l'étude de l'application de la loi Loucheur, tenu à Paris les 1^{er} et 2 mars 1929, Paris, imprimerie du Palais, 1929, 20p.

Royal Institute of British Architects, Civic Centers. Catalogue of the exhibition organised by the Royal Institute of British Architects, London, Simson and co ltd., 1936.

THOREZ, Maurice, *Discours prononcé lors du VIII^{ème} Congrès du Parti communiste français à Villeurbanne, du 22 au 25 juillet 1936*. (AMV-non coté)

Récits historiques sur Lyon et Villeurbanne

EHRHARD, Auguste, *Les œuvres de l'hôtel de ville pendant la guerre*, Lyon, A. Rey imprimeur, 1918, 2^{ème} édition, 264p.

MAYNARD, Louis, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*, manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937 (AMV-3D4)

MONTFOUILLOUX Albert, *Le plat pays lyonnais-dauphinois de la rive gauche du Rhône : Villeurbanne, Chaussagne, Béchevelin, Champagneux, La Guillotière, La Prairie, Les Brotteaux*, Lyon, imp. Expres, 1929, 380p.

PERRIER, Jacques, *Villeurbanne (Rhône) Historique et Biographique*, Villeurbanne, Imprimerie Colombier, 1905, 104p.

PERRIER, Jacques, *Villeurbanne (Rhône) historique et biographique*, manuscrit, 1907, 260p.

PERRIER Jacques, *Villeurbanne Historique et Biographique. Revue et complétée par des notions de Géologie et de Préhistoire, par E. Bonnard, directeur d'école honoraire et officier d'Académie*, Villeurbanne, A.T.L., 1928, 157p. + addenda daté du 16 juin 1930.

Manuels et articles d'hygiène et d'urbanisme

BONDE, Amédée, *Traité pratique de l'aménagement, de l'extension, de l'embellissement des villes et des lotissements*, Paris, Dalloz, 1927, 433p.

KHARACHNICK, W., préface de Tony GARNIER, *Quelques problèmes d'urbanisme*, Dunod, 1927, 72p.

LAHOR, Jean (pseudonyme d'Henri Cazalis), *Les Habitations à bon marché. Et un Art nouveau pour le peuple*, Paris, Larousse, 1903, 95p.

PUTZEYS, F. et SCHOOFS, F., *Traité de technique sanitaire. Tome 2. Extension des villes. Hygiène dans la construction*, Paris et Liège, Librairie polytechnique Ch. Béranger, 1927, 728p.

W. D., « The International Housing and Town Planning Congress », in *Town Planning Review*, 16:3, juin 1935, p.169.

Sources sur la taxation des étrangers

BOKANOWSKI, Maurice et LASKINE, Edmond, *Commentaire pratique de la nouvelle loi de finances du 13 juillet 1925 : dispositions fiscales*, Paris, Librairie des Juris-Classeurs, 1925, p.101-102. Consultable sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5470253q/f124.image>

FAGNOT, François, *Le problème de la main-d'œuvre étrangère*, Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, Paris, Félix Alcan et Marcel Rivière éditeurs, 1924, 114p. Consultable sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5540852s>

Ministère de l'intérieur, Direction de la sûreté, *Instruction générale concernant l'application des dispositions du décret du 25 octobre 1924 relatif à la carte d'identité des étrangers. (Décret paru au "Journal officiel" du 1er novembre 1924)*, Melun, 1924, p.1-47. Consultable sur Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6149395v>

Sources sur le socialisme municipal

HALBWACHS, Maurice, *La politique foncière des municipalités*, Paris, Librairie du Parti socialiste, 1908, 31p. Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5788875v>

ROUGER, Hubert, *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière. La France socialiste*, tome 1, Paris, A. Quillet, 1912, 405p. Gallica : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k63272841>

Sources manuscrites

ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE

Série C : Bibliothèque administrative, historique, périodiques, documentation

Bulletins municipaux officiels de Villeurbanne de 1926 à 1954. 12 volumes non cotés.

Fonds non coté de la bibliothèque des services d'urbanisme de Villeurbanne composé d'ouvrages et de revues administratives et d'urbanisme datés entre 1900 et 1950.

Sous-série 3C : Périodiques

3C67 : *Lyon Républicain* (1885-1944). Collection complète de 1933 au 8 août 1944

3C88 : *La Voix du Peuple*. Collection complète du 3 mars 1934 au 24 août 1939 puis du 8 septembre 1944 au 28 décembre 1950.

3C112 : *Le Nouvelliste*. Collection complète du 1^{er} janvier 1933 au 27 décembre 1943.

3C133 : *La Semaine à Lyon*. Collection complète de janvier à août 1944

4C599 : Revue de presse sur les Gratte-Ciel (1932-1936)

4C600 à 4C603 : Revue de presses effectuée par Louis Maynard poursuivi jusqu'en 1952.

Série D : Administration générale de la commune

Sous-série 1D : Conseil municipal

1D1 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1847-1908)

- 1D2 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1908-1917)
- 1D3 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1918-1920)
- 1D4 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1921-1922)
- 1D5 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1922)
- 1D6 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1923)
- 1D7 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1925)
- 1D8 : documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1926-1927)
- 1D9 : extraits des registres des délibérations (1933-1937)
- 1D10 : extraits des registres des délibérations (1919-1923)
- 1D11 : extraits des registres des délibérations (1924-1928)
- 1D12 : extraits des registres des délibérations (1928-1929)
- 1D13 : extraits des registres des délibérations (1930-1931)
- 1D14 : extraits des registres des délibérations (1931-1933)
- 1D15 : extraits des registres des délibérations (1937-1938)
- 1D16 : extraits des registres des délibérations (1939)
- 1D17 : réunions de la délégation spéciale (1940), procès-verbaux d'installation de la nouvelle municipalité (1941) et documents préparatoires aux délibérations du conseil municipal (1940-1942)
- 1D18 : extraits des registres des délibérations (1943-1944)
- 1D19 : extraits des registres des délibérations et rapports divers (1945)
- 1D20 : extraits des registres des délibérations (1946)
- 1D21 : extraits des registres des délibérations (1947)
- 1D22 : extraits des registres des délibérations (1948)
- 1D23 : extraits des registres des délibérations (1949)
- 1D24 : extraits des registres des délibérations (1950-1951)
- 1D25 : extraits des registres des délibérations (1952)
- 1D26 : extraits des registres des délibérations (1953)
- 1D27 : extraits des registres des délibérations (1954)
- 1D260 : registre des délibérations du conseil municipal (1790-1795)
- 1D268 : registre des délibérations du conseil municipal (1884-1888)
- 1D269 : registre des délibérations du conseil municipal (1888-1891)
- 1D270 : registre des délibérations du conseil municipal (1891-1895)
- 1D271 : registre des délibérations du conseil municipal (1895-1901)

- 1D272 : registre des délibérations du conseil municipal (1901-1904)
- 1D273 : registre des délibérations du conseil municipal (1905-1911)
- 1D274 : registre des délibérations du conseil municipal (1911-1919)
- 1D275 : registre des délibérations du conseil municipal (1920-1924)
- 1D276 : registre des délibérations du conseil municipal (1924-1928)
- 1D277 : registre des délibérations du conseil municipal (1928-1934)
- 1D278 : registre des délibérations du conseil municipal (1934-1937)
- 1D279 : registre des délibérations du conseil municipal (1937-1938)
- 1D280 : registre des délibérations du conseil municipal (1939-1941)
- 1D281 : registre des délibérations du conseil municipal (1941-1943)
- 1D282 : registre des délibérations du conseil municipal (1943-1946)
- 1D283 : registre des délibérations du conseil municipal (1943-1946)
- 1D284 : registre des délibérations du conseil municipal (1948-1950)
- 1D285 : registre des délibérations du conseil municipal (1950-1952)
- 1D286 : registre des délibérations du conseil municipal (1952-1954)

Sous-série 2D : correspondance

- 2D9 : registres de correspondance (1900-1902)
- 2D10 : registres de correspondance (1902-1904)
- 2D11 : registres de correspondance (1904-1906)
- 2D12 : registres de correspondance (1906-1910)
- 2D14 : registres de correspondance (1909-1913)
- 2D15 : courriers divers (1914-1918)
- 2D16 : courriers divers (1919-1920)
- 2D17 : courriers divers (1917-1921)
- 2D18 : courriers divers (1921-1922)
- 2D19 : courriers divers (1923-1924)
- 2D20 : courriers divers (1925-1926)
- 2D21 : courriers divers (1927)
- 2D22 : courriers divers (1928)
- 2D23 : courrier divers (1929)
- 2D24 : courriers divers (1930 – 1931)
- 2D25 : courriers divers (1931)
- 2D26 : courriers divers (1932)
- 2D27 : courriers divers (1932-1933)
- 2D28 : courriers divers (1933)

2D29 : courriers du secrétariat général et notes manuscrites de Lazare Goujon (1932-1933)

2D30 : courriers divers (1933-1934)

2D31 : courriers du secrétariat général et notes manuscrites de Lazare Goujon (1934)

2D32 : courriers divers (1935)

2D33 : courriers divers (1935-1938)

2D34 : correspondance relative à la location des salles du Palais du Travail (1933-1935) et courriers divers (1936)

2D35 : courriers divers (1937-1938)

2D36 : courriers divers (1939-1940)

2D37 : courriers de la préfecture (1925-1940)

2D38 : courriers de la préfecture (1932-1940)

2D39 : correspondance avec l'Association des Maires de France et l'Association des Maires du Département du Rhône (1925-1940). Correspondance avec les conseillers municipaux (1926-1936). Correspondance avec les Hospices Civils de Lyon (1925-1940). Correspondance avec l'autorité militaire (1925-1940). Correspondance avec le Commissariat de Police et le Commandant des Gardiens de la Paix (1925-1940). Correspondance avec les Postes, Télégraphes et Téléphones (1925-1940). Correspondance avec la Compagnie O.T.L. (1925-1940). Correspondance avec les Compagnies des Eaux, du Gaz et des Forces Motrices (1927-1934).

2D40 : correspondance intercommunale classée par ville puis par ordre chronologique (1924-1940)

2D42 : correspondance avec des syndicats, associations et partis politiques (1925-1940)

2D43 : courriers d'associations domiciliées à Villeurbanne (1893-1938)

2D44 : courriers d'associations sportives domiciliées ou en dehors de Villeurbanne (1901-1940)

2D45 : courriers divers (1941-1942)

2D46 : courriers divers (1942-1943)

2D47 : correspondance avec la préfecture (1941-1944). Correspondance avec l'autorité militaire (1937 - 1944). Correspondance avec le procureur de la République et les commissaires de police (1940 - 1944). Correspondance avec la Légion Française des Combattants (1942 - 1944). Correspondance avec des municipalités dont Lyon (1937-1944). Correspondance avec les conseillers municipaux (1938-1944). Correspondance avec la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon (1942-1944). Correspondance avec l'Office Général de Placement (1939 - 1944). Correspondance avec la S.V.U. (1942 - 1944). Correspondance avec les Hospices Civils (1939 - 1942). Correspondance avec des œuvres diverses : Secours National, Croix-Rouge, Comité d'Entraide (1941 - 1944)

2D48 : courriers divers (1945)

2D49 : correspondance avec les ministères, les directions départementales de l'administration (1945 - 1954). Correspondance avec la préfecture (1945 - 1957). Correspondance intercommunale (1945 - 1954). Correspondance avec l'autorité militaire (1945 - 1951). Correspondance avec les commissariats de police, la préfecture de police (1945 - 1954). Correspondance avec l'académie, l'inspection de l'enseignement technique (1945 - 1954). Correspondance avec la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon (1945 - 1953). Correspondance avec l'administration des P.T.T. (1945 - 1954) - Correspondance avec la S.V.U. (1945 - 1952). Correspondance avec des œuvres diverses (1945 -1952). Correspondance avec les conseillers municipaux (1950 - 1954)

2D50 : courriers divers dont les demandes de locaux de salles communales (1946-1947)

2D51 : correspondance intercommunale (1950-1959)

2D52 : courrier relatif au personnel municipal (1943-1963)

Sous série 3D : Administration générale de la commune

3D1 : Dossiers relatifs aux tentatives d'annexion de Villeurbanne par Lyon (1874-1909). Annexion à la ville de Lyon de la partie du parc de la tête d'Or située sur la commune de Villeurbanne (1874-1894). Annexion de la commune de Villeurbanne à Lyon (1903), correspondances, notes relatives au projet d'annexion, documents préparatoires, rapports du maire de Lyon et des municipalités annexées. Annexion à Lyon (suite 1909)

3D2 : Rapports sur le projet d'annexion (1903-1905) dont le rapport de la 12^e commission d'intérêt local sur la projet d'annexion (1905), coupures de presse (1903) et pétitions contre le projet d'annexion

3D3 : Document Bulletin municipal officiel de Villeurbanne (1926-1980) dont le registre des abonnements (1926-1928)

3D4 : Dossiers relatifs aux souscriptions au Livre d'Or (1934-1936) avec les pièces comptables et le registre des souscripteurs, et dont le manuscrit chronologique relié, écrit entre 1933 et 1937 écrit par Louis MAYNARD, *Mémorial destiné aux Archives, commencé en l'an 1933*

3D5 : Dossier sur l'intercommunalité (1926-1946) dont les vœux des communes de Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Bron et de La Mulatière en faveur de la constitution d'un comité intercommunal des municipalités de l'agglomération lyonnaise (1926)

3D7 : Louis MAYNARD, *Inventaire analytique des archives de Villeurbanne*, manuscrit, 1^{er} avril 1936, 57p.

3D8 : Bilans municipaux des maires de Jeune Dedieu (1878-1884), Frédéric Faÿs (1892-1896), Jules Grandclément (1908-1912), Lazare Goujon (1924-1935) et de Georges Lévy (1945-1947)

3D9 : Dossier sur la municipalité de Camille Joly (1935-1939) comprenant des documents électoraux (1935-1938), les vœux émis par le conseil municipal (1935-1939) et la correspondance de Camille Joly avec la société pour les relations

culturelles entre l'U.R.S.S. et l'étranger (1937-1939) et le dossier sur le voyage en U.R.S.S. organisé par la municipalité entre le 11 et le 31 juillet 1936

Série F : Population, économie sociale, statistique

Sous-série 1F : Population

1F2 à 1F22 : registres de recensement de 1851 à 1946

Sous-série 3 F : Agriculture

3F2 : statistiques agricoles communales (1929-1942), courriers et notes dont les tableaux de dépouillement cantonal de Villeurbanne (1937 à 1941)

Sous-série 4F : Subsistances-Foires et marchés, magasins municipaux

4F2 : Service du ravitaillement (1918-1923). Livres des comptes des magasins municipaux. Recettes et dépenses du ravitaillement de la population de 1917 à 1921.

4F3 : Service du ravitaillement (1854-1937). Boulangeries (1854-1937). Registres du magasin (1919). Distribution de combustibles (1917-1923)

4F4 : Boucheries municipales (1918-1922)

4F5 : Boucheries et charcuteries municipales (1918-1923). Ouvroir municipal (1915-1920)

4F6 : Coopérative municipale (1919-1923) et affaires litigieuses sur la vente des boucheries et charcuteries municipales (1923-1926)

Sous-série 6F : Mesures d'exception

6F1 : Mesures d'exception (1939-1950). Dossier sur le comité communal de production agricole (1939-1946)

6F2 : Impositions (1942-1945). Dossier sur la sécherie municipale (1942-1946) et notamment 13 plans du séchoir. Dossier sur les Œuvres sociale et Ravitaillement (1942)

Sous-série 8Fi : Affiches numérisées

8Fi142 : Affiche *Fédération sportive et gymnique du travail. La vérité sur les événements d'Espagne*, datée du 28 juillet 1936

8Fi150 : Affiche *Grande Fête du sport*, datée du 22 mai 1937.

8Fi162 : Arrêté municipal de Villeurbanne concernant le fonctionnement du Palais du Travail, daté de 1936

8Fi171 : Affiche *Ville de Villeurbanne - Université Prolétarienne. Tableaux des cours*, datée de 1935.

8Fi172 : Affiche *Dans une centrale unique. La fédération sportive gymnique du travail. Un club local unique pour toute la jeunesse laborieuse : Le Club sportif ouvrier villeurbannais*, datée de 1936.

8Fi246 : Affiche *Un homme sans instruction est un soldat sans munitions !*, datée entre 1937 et 1939.

8Fi283 : Affiche électorale du parti communiste lors des élections municipales en mai 1935 à Villeurbanne.

Série H : Affaires militaires

Sous-série 2H : Administration militaire

2H2 : Sépulture des morts pour la France (1928-1967)

2H3 : Carré militaire de Cusset (1920-1964). Charnier de la Doua (1945-1947)

2H4 : Fichier des victimes de la guerre 1939-1945

Sous-série 5H : Mesures d'exception et faits de guerre

5H1 : Mobilisation (1914). Comité Villeurbannais d'assistance pendant la guerre (1914-1915). Farine (1914-1918)

5H5 : Statistique par profession des morts et disparus de la Guerre, datée du 3 septembre 1919

5H24 : Dossier des réfugiés (1939-1945). Rafle du 1^{er} mars 1943 dont une enquête datée du 11 avril 1943 recensant les juifs à Villeurbanne

5H25 : Défense passive régionale (1936-1943)

Série J : Police, Hygiène publique, Justice

Sous-série 1J : Police locale

1J21 : Service d'enlèvement des boues et des immondices (1911-1968). Four à incinérer (1911-1916). Documentation et études sur la collecte

Sous-série 3J : Justice

3J1 : Créations d'études de notaires (1902-1927 à 1930)

5J1 : Hygiène publique : réglementation, organisation des services (1889-1963)

5J3 : Dispensaire municipal (1925-1958) : courriers divers (1933-1957) et règlement du dispensaire (1934-1946)

5J4 : Maladies contagieuses, épidémies (1913-1976)

5J6 : Lutte contre les fumées industrielles (1929-1930)

Série K : Elections et personnel

Sous-série 1K : Elections municipales

1K1 : Elections municipales (1908-1922)

1K2 : Elections municipales (1924-1934)

1K3 : Elections municipales (1935-1936)

1K4 : Elections municipales (29 avril 1945)

1K5 : Elections municipales (19 octobre 1947)

1K6 : Elections municipales (26 avril 1953)

Sous-série 2K : Personnel municipal

2K47 : Dossier personnel de Gustave Desgranchamps

2K55 : Dossier personnel de Jean Fleury

2K81 : Dossier personnel du docteur Latil

2K666 : Seconde guerre mondiale et Etat de Vichy (1940-1942). Ce dossier comprend les décisions de licenciement des membres du personnel municipal

2K668 : Etat de Vichy-Franc-maçonnerie, application de la loi du 13 août 1940 (1940-1944)

Série M : Edifices communaux, monuments et établissements publics1M : Edifices publics

1M1 : Bilan des travaux réalisés (1929-1983). Planification d'équipements (1947-1950)

1M73 à 1M74 : Construction du stade nautique (1927-1933)

1M75 : Piscine de Cusset (1931-1936) et piscine des Gratte-Ciel (1932-1933)

1M76 : Dossier enquête et documentation sur les piscines (1929-1944). Correspondances diverses (1931-1944).

1M82 à 1M84 : Construction du stadium (1930-1948)

1M85 : Reprise du projet de stadium et décision de sa démolition en 1965 (1954-1972)

1M101 à 1M104 : Internat de Chamagnieu (1914-1975)

1M106 : Internat de Poncin (1906-1958)

1M107 : Colonies de vacances de Dolomieu (1853-1979)

1M110 à 1M111 : Edification de l'hôtel de ville inauguré en 1904 (1850-1923)

1M112 à 1M114 : Concours pour l'édification du nouvel hôtel de ville (1930)

1M115 à 1M117 : Construction et aménagement intérieur de l'hôtel de ville (1931-1937)

1M120 : Dossier sur l'installation d'orgues radio-synthétiques dans la salle des mariages de l'hôtel de ville et dans le théâtre du Palais du Travail (1932-1935)

1M121 à 1M122 : Fondation du Palais du Travail (1927-1933)

1M123 : Dossier sur le financement de l'édification du Palais du Travail (1927-1929) comprenant le registre des syndicats et coopératives souscripteurs à la Fondation du Palais du Travail en 1928

1M124 : Concours pour la construction du Palais du Travail (1927-1928)

1M125 à 1M127 : Dossiers relatifs aux travaux sur le Palais du Travail (1931-1960)

1M128 : Piscine du Palais d'hiver (1929-1979) et dispensaire (1929-1933)

1M129 : Dossier sur le monument aux morts de la Libération (1945-1952). Dossier sur les plaques commémoratives des victimes de la Libération (1945-1952)

1M130 : Dossier sur le monuments aux morts de 1914-1918 (1921-1925). Dossier sur le monument « aux morts victimes de la barbarie nazie », place Gabriel Péri (1945)

1M142 : Sous-dossier sur les terrains de Bonneterre loués à la ville par la compagnie générale des eaux (1935-1953) comprenant deux plans du terrain figurant l'emprise des jardins ouvriers (1941) dans le dossier sur les locaux Bonneterre (1935-1968)

1M144 : Baux communaux. Transformation de la brasserie en restaurant de la Légion (1942). Aménagement du hall du Palais du Travail en salle des fêtes (1948). Location du beffroi puis mise à disposition de l'ancienne salle des fêtes du Palais du Travail à la Radiodiffusion-Télévision Française (1953-1963)

1M145 : Locaux loués dans l'hôtel de ville et le Palais du Travail (1897-1977)

Série O : Travaux publics, voirie, moyens de transport, régime des eaux

Sous-série 1O : Travaux publics et voirie

1O1 Documentation générale (1842-1958)

1O2 : Législation et réglementation (1947-1977)

1O3 : Organisation du service technique (1919-1968))

1O60 : Plans d'aménagement de quartiers : quartier du Tonkin (1889-1913), quartier de la gare (1910-1961), quartier de la Ferrandière (1912-1948)

1O63 : Dénomination de voies et bâtiments (1903-1924)

1O65 : Syndicat intercommunal des eaux et travaux de captage (1886-1969)

1O66 : Canalisation dossier général (1935-1937). Documents divers (1929-1940) dont les supports de cours pour l'Université prolétarienne de Villeurbanne (1935-1940)

1O69 : Syndicat intercommunal du Gaz et de l'électricité de la Région Lyonnaise (1910-1945)

1O70 : Compagnie du gaz et éclairage public (1860-1961)

1O71 : Pose de canalisations électriques (1902-1918)

1O72 : Pose de canalisations électriques (1916-1933)

1O73 : Pose de canalisations électriques (1931-1945)

1O74 : Electrification de quartiers (1929-1945)

1O76 : Eclairage public (1928-1955)

1O78 : Extension de l'éclairage à l'électricité (1948-1954)

1O83 : Usine d'incinération des ordures ménagères (1925-1939)

1O99 : Dossier sur les cottages et correspondance (1929-1935)

1O100 : Comité de patronage des cottages villeurbannais (1929-1935)

Série Q : AssistanceSous-série 5Q : Application des lois d'assistance et de prévoyance

5Q1 : Création et fonctionnement de la pouponnière municipale (1925-1927)

Série R : Enseignement, action culturelle, sports et fêtesSous-série 3R : Action culturelle, sciences, lettres et arts

3R1 : Louis Maynard et organisation du service (1931-1938)

3R2 : Musée : correspondances et listes des objets en don (1933-1936)

Sous-série 4R : Sports, fêtes et loisirs

4R20 : Gestion des piscines (1932-1977) dont une affichette sur l'inauguration de la piscine du Palais du Travail et des rapports sur la gestion des piscines de 1933 à 1977

4R21 : Comptabilité des piscines municipales (1933-1965) dont les comptes annuels d'exploitation des piscines de 1933 à 1965

4R22 : Fêtes inaugurales (1925-1937) dont inauguration du parc municipal, de la pouponnière municipale et du théâtre de verdure (1925), fête commémorative de Jean Jaurès (1926), fête du printemps avec élection de la Reine du Travail (1928), fêtes inaugurales de la pose de la première pierre du Palais du Travail (1928), inauguration du Jardin des Tout-petits avec 12 photographies (1929), festivités entourant le XV^e congrès départemental de la Mutualité du Rhône (les 9 et 10 juin 1934) et fêtes inaugurales de la Nouvelle Cité (du 10 juin au 1^{er} juillet 1934).

4R23 : Fêtes commémoratives (1880-1939)

Sous-série 1T : Planification générale. Projet d'aménagement 1930 et Projet d'aménagement 1944-1962Sous-série 6T : Relation avec les sociétés

6T1 à 6T 7 : Office d'HBM (1912-1958)

6T9 : Budget de l'office d'HBM (1922-1952)

Série Z : Fonds privésSous-série 10Z1 à 7 : Fonds privés de Gustave Desgranchamps (1923-1956)

10Z1 : Textes, communication autour des Gratte-Ciel (1933-1939)

10Z2 : Maquette du Livre d'Or (1934)

10Z3 : Ouvrages et articles de presse (1919-1951)

10Z4 : Publications de Gustave Desgranchamps (1923-1943)

Sous-série 20Z : Société Villeurbannaise d'Urbanisme

20Z118 : Statuts de la société

- 20Z123 : Documents constitutifs du projet du quartier des Gratte-Ciel (1930-1940)
- 20Z128 : Contentieux ville de Villeurbanne contre SVU (1937-1945)
- 20Z132 : Correspondance générale de la SVU (1939-1958)
- 20Z129 : Compte de garantie de la ville de Villeurbanne (1930-1952)
- 20Z152 à 153 : Société du Stadium de Villeurbanne (1946-1953)

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU RHONE. Section moderne

Délibérations du conseil général du Rhône (1836-1944). Consultables sur <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb345215433/date.r>

1M87 : Projet de réunion à la ville de Lyon de Villeurbanne, Caluire, Saint-Rambert, Ecully, Sainte-Foy-lès-Lyon et du quartier de la Demi-Lune (1856-1857). Projet d'annexion à la ville de Lyon de trois sections de Caluire-et-Cuire, de la commune entière de Villeurbanne et de deux sections de la commune de Vénissieux (1874). Projet d'annexion à Lyon du Parc de la Tête-d'Or (1882-1895)

1M88 : Projet d'extension de la commune de Lyon à l'Est. Rapports généraux, correspondance, délibérations des municipalités concernées, formation des commissions syndicales, dossiers de presse (1903-1904)

1M89 : Projet de rattachement, rapports du commissaire enquêteur, du maire de Lyon, du préfet du Rhône. Cartes (1903)

1M90 : Projet de rattachement, carte (1903)

1M103 : Modifications de limites communale (ordre alphabétique des communes, Vi-Y) 1818-1928-Villeurbanne : Demande de rattachement à Lyon (1860). Projet d'érection des Charpennes en commune autonome (1898).

3M1356 : Elections législatives-Election des 27 avril et 11 mai 1902-Profession de foi de Francis de Pressensé ; Rapport du commissaire spécial au préfet du Rhône « au sujet des inspireurs des candidatures de Pressensé et Caillot », daté du 24 avril 1902. Dossier réunions électorales et candidature aux élections de la 10^e circonscription (1902)

4M258 : Police politique-Procès verbaux de réunions de partis politiques en 1901

4M259 : Police politique-Procès verbaux de réunions de partis politiques (1903-1905)

4M266 : Police Politique-Rapports sur l'agitation contre l'annexion de Villeurbanne par la ville de Lyon (1901-1903)

45W35 : Police politique-Opinion publique (1940-1942)

45W113 : Recensement des Juifs (1941). Ce dossier est lacunaire

ARCHIVES MUNICIPALES DE LYON

Délibérations du conseil municipal de Lyon numérisées pour la période 1450-2000 consultables sur le site Internet des archives municipales de Lyon
<http://www.fondsenligne.archiveslyon.fr/ac69v2/deliberation.php>

8WP107 : Taxe sur les étrangers (1923-1925)

452 WP 020 : Extension du périmètre de l'agglomération de Lyon (1901)

985WP98 : Dossier sur le projet d'annexion de Victor Augagneur

1119 WP 2 : Dossier sur le projet d'annexion de Victor Augagneur

Bibliographie

Epistémologie, outils et ouvrages généraux

Instruments de travail

BACKOUCHE, Isabelle (éd.), *L'histoire urbaine en France, Moyen âge - XX^e siècle : guide bibliographique, 1965-1996*, Paris, L'Harmattan, 1998, 189p.

CHOAY, Françoise et MERLIN Pierre (dir.), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF, 2^e édition, 1996, 863p.

DAUMAS, Jean-Claude (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, 1613p.

DELPORTE, Christian, MOLLIER, Jean-Yves et SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, 900p.

DOLLINGER, Philippe et WOLFF, Philippe, *Bibliographie d'histoire des villes de France*, Paris, Klincksieck, 1967, 754p.

FOURCAUT, Annie, (dir.), *Un siècle de banlieue parisienne, 1859-1954, Guide de recherche*, Paris, L'Harmattan, 1988, 319p.

GAUDILLERE, Bernard, *Atlas historique des circonscriptions électorales françaises*, Genève, Droz, 1995, 839p.

LEQUIN, Yves (dir.), *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Armand Colin, Tome 1 : *Un peuple et son pays*, par Lucas COLIN, Yves LEQUIN, Maurice GARDEN et Henri MORSEL, 1984, 587p., Tome 2 : *La société*, par Ronald HUBSCHER, Louis BERGSON, Yves LEQUIN et Henri MORSEL, 1983, 623p., Tome 3 : *Les citoyens et la démocratie*, par Jean-Luc PINOL, Yves LEQUIN et Pascal ORY, 1984, 523p.

MAITRON, Jean (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, éditions ouvrières, 1964-1997, 44 volumes.

POIRRIER, Philippe, *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles : France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la culture, 1999, 221p.

RAB, Sylvie, « Les politiques culturelles des collectivités locales. Orientations bibliographiques », in *Les cahiers de l'IHTP*, n°16, septembre 1990, p.111-143.

REY, Alain (dir.), *Le Robert, dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2000.

TOPALOV, Christian, COUDROY DE LILLE Laurent, DEPAULE Jean-Charles et MARIN Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville, à travers le temps, les langues, les sociétés*, Robert Laffont, 2010, 1489p.

Méthodologie, épistémologie

BABY, Sophie et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Introduction », in *Les cahiers Irice*, Dossier : L'histoire croisée. Réflexions méthodologiques autour de la comparaison internationale en histoire, 1/2010, n°5, p.5-7.

BARDET, Jean-Pierre, ARNOUL Elisabeth et RUGGIU François-Joseph, *Les écrits du for privé en Europe du Moyen Âge à l'époque contemporaine. Enquêtes, Analyses, Publications*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010, 657p.

BAUMEISTER, Martin, « Rire et identité urbaine », in *Histoire urbaine*, 2/2011, n° 31, p. 19-45.

BERTRAND, Romain, « Histoire globale, histoire connectée », in Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT, *Historiographies, I. Concepts et débats*, Gallimard, Paris, 2010, p.366-377.

DELACROIX, Christian, DOSSE, François et GARCIA, Patrick, *Les courants historiques en France, XIX^e-XX^e siècle*, Folio, 2007, p.527.

DOSSE, François, *L'histoire en miettes. Des Annales à la nouvelle histoire*, Paris, La Découverte, 1987, 268p.

DOUKI, Caroline et MINARD, Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 5/2007, n° 54-4bis, p.7-21.

FRANK, Robert, DREYFUS-ARMAND, Geneviève, LE PULCH, Maryvonne, LEVY, Maire-Françoise et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Les années grises de la fin de siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4/2004, n° 84, p. 75-82.

HAZAREESINGH, Sudhir, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état des lieux et perspectives », in *Revue historique*, 2/2007, n° 642, p. 355-368.

LEMERCIER, Claire, « Analyse de réseaux et histoire », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2/2005, n°52-2, p.88-112.

ORY, Pascal, « L'histoire des politiques modernes : un questionnement », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 47, n°3, 2000, p.525-536.

ORY, Pascal, « L'histoire des politiques symboliques en quatre études de cas », in *Hypothèses*, 1/2004, p.71-74.

PINOL, Jean-Luc et ZYSBERG, André, *Métier d'historien avec un ordinateur*, Paris, Nathan, 1995, 240p.

PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, 330p.

RICOEUR, Paul, *Temps et récits, I. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983, 404p.

SAUNIER, Pierre-Yves, « Où l'auteur propose un plan de travail pour une histoire dite sociale de l'aménagement urbain », in *Recherches contemporaines*, n°3, 1995-1996, p.33-46.

SAUNIER, Pierre-Yves, « La ville et la ville : les hommes et les organismes municipaux de l'aménagement urbain aux 19^e et 20^e siècles », in *Recherches contemporaines*, n°3, 1995-1996, p.121-137.

WERNER, Michael et ZIMMERMANN, Bénédicte, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 1/2003, p.7-36.

WERNER, Michael et ZIMMERMANN, Bénédicte (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004, 236p.

Historiographie

BOURDELAIS, Patrice et LEPETIT, Bernard, « Histoire et espace », in Franck AURIAC et Roger BRUNET, *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fondation Diderot, Fayard, 1986, p.15-26.

BURGUIERE, André, « L'historiographie des origines de la France. Genèse d'un imaginaire nationale », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003/1, 58^e année, p.41-62.

CABANTOUS, Alain (dir.), *Mythologies urbaines : les villes entre histoire et imaginaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, 294p.

CHANET, Jean-François, *L'Ecole républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, 426p.

CRIVELLO, Maryline, GARCIA, Patrick et OFFENSTADT, Nicolas (dir.), *Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, volume 1 : *Concurrences des passés* et volume 2 : *Politiques du passé*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université d'Aix-en-Provence, 2006, 298p. + 264p.

DELEPLACE, MARC, « Le récit en histoire », texte prononcé à la journée d'études organisée par Yves Baudelle et Yves Reuter sur *Le récit dans les disciplines*, 22 septembre 2004, université Lille III-Charles de Gaulle. En ligne : <http://crheh.hypotheses.org/228>

FALAIZE, Benoit, HEIMBERG, Charles et JOUVES, Olivier (dir.), *L'école et la nation, Actes du séminaire scientifique international*, Lyon, Barcelone, Paris, 2010, ENS éditions, 2013, 516 p.

GERSON, Stephane, « Une France locale : *the Local Past in recent French Scholarship* », in *French Historical Studies*, volume 26, n°3, summer 2003, p.539-559.

HERY, Evelyne, « Enseignement de l'histoire et histoire locale (1880-1980), in *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 107, n°1, 2000, p.69-95.

MABILEAU, Albert, (dir.), *A la recherche du "local"*, actes du colloque organisée à Paris du 30 au 31 1991 par le Groupe Local et politique de l'Association française de science politique, Paris, L'Harmattan, 1993

MANDELBAUM, J. Seymour, « *The Past in Service to the Future* », in *Journal of Social History*, volume 11, n°2, 1977, p.193-205

MANDELBAUM, J. Seymour, « *Urban Past and Urban Policies* », in *Journal of Urban History*, août 1980, volume 6, n°4, p.453-485.

MARTIN, Jean-Pierre, « Condamnations et damnations. Approches et modalités de réécriture de l'histoire », in *Cahiers du Centre Gustave Glotz*, 14, 2003, p.227-229.

MÜLLER, Bertrand « Ecrire l'histoire locale : le genre monographique », in *Revue des sciences humaines*, 2003/2, n°9, p.37-51.

NORA, Pierre, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », in Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, tome I. La République*, Paris, Gallimard, 1984, p.XVII-XLII.

RIOUX, Jean-Pierre, « Vivacité du récit français des origines », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4/2002, n°76, p.131-137.

ROMAN, Danièle et Yves, *Histoire de la Gaule. VI^e siècle av. J.-C. - I^{er} siècle ap. J.-C.*, Fayard, 1997, 791p.

THIESSE, Anne-Marie, *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, 130p.

VADELORGE, Loïc, « Des villes pour mémoire », in *Ethnologie française* 1/2003, volume 33, p. 21-30.

VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1985, (1^{ère} édition en 1971), 242p.

Histoire urbaine

Présentation historiographie

ADORNO, Salvatore, « L'urbain : un entre-deux historiographique. Les villes italiennes à l'époque contemporaine. Parcours de lectures à travers les thèmes de l'historiographie récente », in *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, volume 32, n° 1, 2003, p.15-27.

BACKOUCHE, Isabelle et MONTEL, Nathalie, « La fabrique ordinaire de la ville », in *Histoire urbaine*, 2/2007, n° 19, p. 5-9.

BAUDOU, Rémi, FAURE, Alain, FOURCAUT, Annie, MOREL, Martine et VOLDMAN, Danièle, « Ecrire une histoire contemporaine de l'urbain », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1990, volume 27, n°1, p. 97-106.

COUDROY DE LILLE, Lydia, « Relire la ville socialiste », in *Histoire urbaine* 2/2009, n° 25. En ligne : www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2009-2-page-5.htm.

COULOMB, Clarisse, « Des villes de papier : écrire l'histoire de la ville dans l'Europe moderne », in *Histoire urbaine*, 2010/2, n°28, numéro spécial : Ecrire l'histoire de la ville à l'époque moderne, p.5-16.

COULOMB, Clarisse, « L'historien de la ville et l'espace public », in *Histoire urbaine*, 2010/2, n°28, numéro spécial : Ecrire l'histoire de la ville à l'époque moderne, p.123-145.

COUPERUS, Stefan, « *Research in urban history : recent theses on nineteenth- and early twentieth century municipal administration* » in *Urban History*, volume 37, partie 2, 2010, p.322-332.

DOLAN, Claire, « L'identité urbaine et les histoires locales publiées du XVI^e au XVIII^e siècle en France », in *Canadian Journal of History*, volume XXVII, août 1992, p.278-298.

FOURCAUT, Annie, « Les historiens et la monographie, l'exemple de la banlieue parisienne », in *Politix*, volume 2, n°7-8, octobre-décembre 1989, p.30-34.

FOURCAUT, Annie, « Faire l'histoire de la banlieue parisienne », in Christophe CHARLE, Jacqueline LALOUETTE, Michelle PIGENET et Anne-Marie SOHN (éd.), *La France démocratique (Combats, mentalités, symboles). Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p.37-44.

FOURCAUT, Annie, « Pour en finir avec la banlieue », in *Géocarrefour*, volume 75, n°2, 2000, p.101-105.

FOURCAUT, Annie, « Histoire urbaine de la France contemporaine : état des lieux », in *Histoire urbaine*, 2003/2, n°8, p.171-185.

FOURCAUT, Annie, BELLANGER, Emmanuel et FLONNEAU, Mathieu (dir.), *Paris/Banlieues. Conflits et solidarités. Historiographie, anthologie, chronologie 1788-2006*, Paris, Créaphis, 2007, 479p.

FOURCAUT, Annie et VADELORGE, Loïc, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? », in *Histoire urbaine* 3/2011, n° 32, p.137-157.

HERVIER, Dominique et LOYER, François (coord.), Dossier : *La ville, entre urbanité et ruralité*, in *Histoire urbaine*, n°8, 2003/2, 186p.

LEPETIT, Bernard, « La ville : cadre, objet, sujet », in *Enquête*, 4, 1996, p.11-34.

LEMAS, Nicolas, « Pour une épistémologique de l'histoire urbaine française des époques modernes et contemporaines comme histoire-problème », in *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°9, septembre-décembre 2009, www.histoire-politique.fr

LAMARRE, Christine, « Aux origines de la définition statistique de la population urbaine en France : le seuil des 2 000 habitants », in *Histoire & Mesure*, 1987, volume 2, n°2, p.59-72.

LEPETIT, Bernard, « La ville : cadre, objet, sujet », in *Enquête*, 4, 1996, mis en ligne le 11 juillet 2013. En ligne : <http://enquete.revues.org/663>

MARACHE, Corinne, « Une petite ville à la campagne ? Le statut intermédiaire du chef-lieu de canton à travers l'exemple du monde rural aquitain (milieu XIX^e siècle-milieu XX^e siècle) », in Yann LAGADEC, Jean LE BIHAN et Jean-François TANGUY (dir.), *Le canton, un territoire du quotidien ?*, PUR, 2009, p.75-76.

NOIZET, Hélène, *La fabrique de la ville. Espaces et sociétés à Tours (IX^e-XIII^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, 504p.

NOIZET, Hélène, « Fabrique urbaine : a new concept in urban history and morphology », in *Urban Morphology*, 13, 1, 2009, p.55-66.

PAQUOT, Thierry, LUSSAULT, Michel et BODY-GENDROT, Sophie, *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, 437p.

PROST, Antoine, « Une histoire urgente : le temps des villes », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1999, volume 64, n°1, p.121-126.

REINHARD, Marcel, « La population des villes se mesure sous la Révolution et l'Empire », in *Population*, 9^e année, n°2, 1955, p. 279-288

TOMAS, François, *Les temporalités des villes*, Saint Etienne, Publications de l'Université de Saint Etienne, 2003, 219p.

VADELORGE, Loïc, « Des villes pour mémoire », in *Ethnologie française*, 1/2003, volume 33, p.5-12.

VERDIER, Nicolas, « Variations sur le territoire. Analyse comparée de travaux urbains : Le Havre 1789-1894 », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 57^e année, n°4, 2002, p.1031-1065.

VERDIER Nicolas, « Urbanité et recensement de 1793 à 1851 dans les communes françaises de la façade méditerranéenne », in Enrico IACHELLO et Paolo MILITELLO (dir.), *Il Mediterraneo delle città*, Université de Catane (Italie), 2008, Franco Angelli, p.220-232.

VOLDMAN, Danièle, « Sur les « crises » urbaines », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p.5-10.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4/2004, n° 84, p.119-127.

Synthèses et ouvrages généraux

BOURILLON, Florence, *Les villes en France au XIXe siècle*, Gap, Ophrys, 1992, 197p.

DUBY, Georges (dir.), *L'histoire de la France urbaine*, Paris, Seuil, 5 volumes publiés entre 1980 et 1985.

LEPETIT, Bernard, *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 1988, 490p.

LEPETIT, Bernard, et TOPALOV, Christian (dir.), *La ville des sciences sociales*, Paris, Belin, 2001, 409p.

PINOL, Jean-Luc, *Le monde des villes au XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1991, 230p.

PINOL, Jean-Luc, *Atlas historique des villes de France*, Paris, Hachette, 1996, 318p.

PINOL, Jean-Luc (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine, II. De l'Ancien Régime à nos jours*, Seuil, 2003, 889p.

RONCAYOLO, Marcel, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1997, 278p.

Entrées et limites de la ville

CLAUSTRE, Pierre-François, « L'octroi de Paris (1798-1943). Bilan historiographique et perspectives de recherche », in *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, p.299-316.

COHEN, Jean-Louis et LORTIE, André, *Des fortifs au périph : Paris, les seuils de la ville*, Paris, Picard, éd. du Pavillon de l'Arsenal, 1991, 319p.

MICHAUD-FREJAVILLE, Françoise, DAUPHIN, Noëlle et GUILHEMBERT, Jean-Pierre (dir.), *Entrer en ville, actes du colloque de l'Université d'Orléans, 26-27 octobre 2001*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, 328p.

MORET, Frédéric, « Définir la ville par ses marges », in *Histoire urbaine*, 2009, n° 24, p.97-118.

PINOL, Jean-Luc, BUTEZ Claire-Charlotte et REGAGNON Emmanuelle, « Edification et destruction des enceintes militaires au XX^e siècle : le cas de Lyon »,

in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *Agrandir Paris 1860-1970*, Paris, Sorbonne, 2012, p.49-63.

L'agrandissement urbain et les reconfigurations territoriales

BOURILLON, Florence et FOURCAUT Annie, (dir.), *Agrandir Paris, 1860-1970*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, 437p.

CHARVET, Marie, « La question des fortifications de Paris dans les années 1900. Esthètes, sportifs, réformateurs sociaux, élus locaux », in *Genèses*, 16, 1994, p. 23-44.

GAUDILLERE, Bernard, « L'annexion de la banlieue parisienne devant les Chambres : 1841-1859 » in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT, *Agrandir Paris, 1860-1970*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p.113-127.

MONTEL, Nathalie, « L'agrandissement de Paris en 1860 : un projet controversé », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT, (dir.), *Agrandir Paris, 1860-1970*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p.99-111.

PINSON, Daniel, *L'indépendance confisquée d'une ville ouvrière*, Nantes, Arts, cultures, loisirs, 1982, réédité en 1984, 326p.

PINSON, Daniel, « Nantes, Chantenay : l'installation du service d'eau contre l'indépendance communale », in Katherine BURLIN (dir.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins (1900-1940)*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes-Université de Paris VIII, 1987, p.175-182.

SAUNIER, Pierre-Yves, « Logiques de l'aggrégation, naissance de l'agglomération lyonnaise au XIX^e siècle », in *Bulletin du Centre Pierre Léon*, 1992, n°1, p.27-39.

STOTT, Gregory, *Suburban dilemmas : the development and amalgamation of Ontario suburban municipalities, 1853 to 1897*, thèse de philosophie dirigée par Kenneth Cruikshank soutenue en 2004 à MacMaster university, 250p.

TUREL, Denise (éd.), *Villes rattachées, villes reconfigurées XVI^e-XX^e siècles*, Actes du colloque de tours du 1^{er} au 15 décembre 2001, Tours, Maison des Sciences de l'Homme, 2003, 533p.

ZITOUNI, Benedikte, « Agglomérer plutôt qu'annexer : le cas de Bruxelles. 1840-1875 », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT, (dir.), *Agrandir Paris, 1860-1970*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p.147-164.

Pensée de la ville

BONZON, Thierry, « “Une même cité”. Paris et sa banlieue chez les conseillers généraux SFIO 1908-1914 », in *Cahiers Jaurès* 3/2005, n° 177-178, p.7-21.

BONZON, Thierry, « “La renaissance des cités” : la Première Guerre mondiale et le discours sur la ville à Paris », in *Les Cahiers de Fontenay*, n°69/70, mars 1993, p.153-172.

BOURILLON, Florence, « Changer la ville. La question urbaine au milieu du 19^e siècle », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°64, numéro spécial : *Ville en crise ?*, octobre-décembre 1999, p.11-23.

BAUBÉROT, Arnaud et BOURILLON, Florence (dir.), *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles*, Pompignac, Éditions Bière, 2009, 352p.

KONVITZ, Josef W., « Représentations urbaines et bombardements stratégiques, 1914-1945 », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 44^e année, n°4, 1989, p.823-847.

LEFEBVRE, Henri, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968, 166p.

VOLDMAN, Danièle, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », in Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Annette BECKER, Christian INGRAO, Henry ROUSSO (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945*, Paris/Bruxelles, Complexe, 2002, p.151-174.

Histoire de l'urbanisme et de la planification

BAUDOUÏ, Rémi, « La discipline de l'urbanisme et la ségrégation sociale », in Annie FOURCAUT (dir.), *La ville divisée, les ségrégations urbaines en question. France XVIII^e-XX^e siècles*, Grâne, Créaphis, 1996, p.163-172.

BERDOULAY, Vincent et CLAVAL, Paul, *Aux débuts de l'urbanisme français*, Paris, L'Harmattan, 2001, 256 p.

CHEVALIER, Fabienne, « La modernité française de l'entre-deux-guerres et l'esthétique de la réception », in Jean-Yves ANDRIEU et Fabienne CHEVALIER, *La réception de l'architecture du Mouvement moderne : Image, usage, héritage*, Saint Etienne, Publications de l'Université de Saint Etienne, 2005, p.35-51.

CHOAY, Françoise, *L'urbanisme. Utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Seuil, 1965, 447p.

CHOAY, Françoise, *La règle et le modèle*, Seuil, 1996, 1^{ère} édition en 1980, 379p.

CHOAY, Françoise, « *El reino de lo urbano y la muerte de la ciudad* », in *Andamios. Revista de Investigación Social*, volume 6, n°12, décembre 2009, p.157-187.

CHOAY, Françoise, « De la ville à l'urbain », in *Urbanisme*, n°309, novembre-décembre 1999, p.6-8.

CLAUDE, Viviane, *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XX^e siècle*, Marseille, Parenthèse, 2000, 253p.

CLAUDE, Viviane et SAUNIER, Pierre-Yves, « L'urbanisme au début du siècle. De la réforme urbaine à la compétence technique », in *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p. 25-40.

CULLINGWORTH, Barry et NADIN, Vincent, *Town and Country Planning in the UK*, London, Routledge, 2006, 14th edition (First edition in 1964), 588p.

FOURCAUT, Annie (dir.), *La ville divisée, les ségrégations urbaines en question. France XVIII^e-XX^e siècles*, Grâne, Créaphis, 1996, 465p.

GAUDIN, Jean-Pierre, « Centralités planifiées et actes politiques ? », in *Rives nord-méditerranéennes*, 26, 2007, p.9-20.

GAUDIN, Jean-Pierre, *L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930*, Seyssel, Champ Vallon, 1985, 215p.

HULL IV, Bruce, LAM Mark et VIGO Gabriela, « *Place identity : symbols of self in the urban fabric* », in *Landscape and Urban Planning*, volume 28, n°2-3, 1994, p.109-120.

OUESLATI-HAMMAI, Imen, *Les centralités du grand Tunis. Acteurs, représentations et pratiques urbaines*, thèse de géographie-aménagement à l'Université Toulouse-Le Mirail, soutenue le 7 avril 2010 sous la co-direction de Ben SLIMANE MONCEF et de Pierre LABORIE, 640p.

TOMAS, François (coord.), *Espaces publics, architecture et urbanité de part et d'autre de l'Atlantique*, Saint Etienne, Presses Universitaires de Saint Etienne, 2002, 262 p.

VAYSSIERE, Bertrand, « Relever la France dans les après-guerres : reconstruction ou réaménagement ? », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2009, n°236, p.45-60.

VIGATO, Jean-Claude, *L'architecture régionaliste. France : 1890-1950*, Paris, Norma, 1994, 391p.

VOLDMAN, Danièle, *La reconstruction des villes française de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 487p.

VOLDMAN, Danièle, « Les guerres mondiales et la planification des villes », in René HUDEMANN et François WALTER (dir.), *Villes et guerres mondiales en Europe au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.17-25.

Histoire culturelle

Historiographie

CHARTIER, Roger, « Le monde comme représentation », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 44^e année, n°6, 1989, p. 1505-1520.

GOETSCHER, Pascale et LOYER, Emmanuelle, *Histoire culturelle de la France de la Belle époque à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2011, 4^{ème} édition (1^{ère} édition en 2001), 279 p.

NOIRIEL, Gérard et CHARTIER, Roger, « L'histoire culturelle aujourd'hui. Entretien avec Roger Chartier », in *Genèses*, 15, 1994, p. 115-129.

ORY, Pascal, *L'histoire culturelle*, Paris, Presses universitaires de France, n° 3713, 2004, 128 p.

POIRRIER, Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 2004, 435 p.

VADELORGE, Loïc, « Où va l'histoire culturelle ? », *Ethnologie française* 2/2006, vol. 36, p.357-359.

Histoire des politiques culturelles

DUBOIS, Vincent et POIRRIER, Philippe (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation Française, 1998, 456p.

CHIMENES, Myriam (dir.), *La vie musicale sous Vichy*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, 2001, 420p.

HÖPEL, Thomas, « Les maires et la politique culturelle municipale en France et en Allemagne dans l'entre-deux-guerres », in Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2012, p.219-229.

PEER, Shanny, « Les provinces à Paris : le Centre régional à l'exposition internationale de 1937 », in *Le Mouvement social*, n°186, janvier-mars 1999, p.45-68.

POIRRIER, Philippe, « L'histoire des politiques culturelles des villes », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1997, n°53, p.129-146.

POIRRIER, Philippe, RAB Sylvie, RENEAU Serge et VADELORGE Loïc, *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, Ministère de la Culture, Comité d'histoire, 1995, 240p.

ORY, Pascal, *La Belle illusion : Culture et politique sous le signe du Front populaire. 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, 1033p.

RAB, Sylvie, *Culture et banlieue : les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, thèse d'histoire sous la direction de Michelle PERROT, Université Paris-Diderot Paris VIII, 1994, 4 volumes, 1518 p. hors bibliographie.

RAB, Sylvie, « Genevilliers communiste et la culture », in Jacques GIRAULT (dir.), *Ouvriers en banlieue. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Les éditions de l'Atelier/éditions ouvrières, 1998, p.408-424.

RIOUX, Jean-Pierre (dir.), *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, éditions Complexe, 412p.

RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François (dir.), « Les politiques culturelles municipales. Eléments pour une approche historique », in *Les Cahiers de l'IHTP*, n°16, septembre 1990, 143p.

VADELORGE, Loïc, *Rouen sous la III^e République. Politiques et pratiques culturelles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 441p.

Histoire des représentations urbaines

AUBRUN, Juliette, *La ville des élites locales : pouvoir, gestion et représentations en banlieue parisienne, 1860-1914*, thèse d'histoire soutenue en 2004, sous la direction d'Yves Lequin, à l'université Lumière Lyon 2, 741p.

BOONE, Marc et STABEL, Peter (dir.), *Shaping Urban Identity in Late Medieval Europe*, Leuven-Apeldoorn, Garant, 2000, 269p.

BOUVIER, Jean-Claude et GUILLON, Jean-Marie (dir.), *La toponymie urbaine. Significations et enjeux, Actes du colloque tenu du 11 au 12 décembre 1998 à Aix-en-Provence*, Paris, L'Harmattan, 256p.

COHEN, Evelyne, *Paris dans l'imaginaire national de l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 396p.

CROUZET-PAVAN, Élisabeth, *Venise : une invention de la ville, XIII^e-XV^e siècle*, Paris, Champ Vallon, 1997, Troisième partie : Mises en scène de la ville, p.219-304.

CROUZET-PAVAN, Élisabeth et LECUPPRE-DESJARDIN, Elodie (coord.), *Dossier : Les mots de l'identité urbaine à la fin du Moyen Âge*, in *Histoire urbaine* 3/2012, n°35, 180p.

DEPAULE, Jean-Charles (dir.), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, éd. UNESCO/MSH, 2006, 227p.

FAURE, Alain (dir.), *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)*, Paris, Créaphis, 1991, 283p.

FAURE, Alain, « Un faubourg, des banlieues, ou la déclinaison du rejet », in *Genèses* 2/2003, n° 51, p. 48-69.

FOURCAUT, Annie (dir.), *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, 1992, 293p.

GERÔME, Noëlle, TARTAKOWSKY, Danielle et WILLIARD, Claude (dir.), *La banlieue en fête : de la marginalité urbaine à l'identité culturelle*, Saint Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1988, 272p.

HUARD, Raymond, « « Rural » la promotion d'une épithète et sa signification politique et sociale, des années 1860 aux lendemains de la Commune », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 45, n° 4, octobre-décembre 1998, p. 789-806.

LAVAUD, Sandrine et SCHMIDT, Burghart, *Représenter la ville*, Bordeaux, De Bocard, 2012, 414p.

MAGRI, Susanna et TOPALOV, Christian (dir.), *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989, 239p.

MAZUREL, Hervé, « Représentations (histoire des) », in Nicolas OFFENSTADT (dir.), *Les mots de l'historien*, Toulouse, Presses universitaires du Miral, 2006, p.96.

MENK-BERTRAND, Eve, *L'image de Vienne et de Prague à l'époque baroque (1650-1740). Essai d'histoire des représentations*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2008, 643p.

MONNET, Pierre, « Ville réelle et ville idéale à la fin du moyen âge : une géographie au prisme des témoignages autobiographiques allemands », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3/2001, p. 591-621.

PETITFRERE, Claude (dir.), *Images et imaginaires des villes dans la ville à l'époque moderne*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 1998, 243p.

RIVIERE D'ARC, Hélène (dir.), *Nommer les nouveaux territoires urbains*, Paris, éd. UNESCO/MSH, 2001, 279p.

SAUNIER, Pierre-Yves, *Lyon au XIX^e siècle. Les espaces d'une cité*, thèse d'histoire sous la direction d'Yves Lequin, soutenue à l'Université Lyon 2, 1992, 1278p.

SAUNIER, Pierre-Yves, *L'esprit lyonnais : XIX^e-XX^e siècles. Genèse d'une représentation sociale*, Paris, CNRS, 1995, 320p.

TOPALOV, Christian (dir.), *Les divisions de la ville*, Paris, éd. UNESCO/MSH, 2002, 469p.

Travaux de sciences humaines et sociales sur les
représentations du politique et des territoires

AGIER, Michel, « Les savoirs urbains de l'anthropologie », in *Enquête*, 4, 1996, p.33-58.

AVANZA, Martina et LAFERTE, Gilles, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », in *Genèses*, 4/2005, n° 61, p.134-152.

BOURDIEU, Pierre, « L'identité et la représentation », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 35, novembre 1980, p.63-72.

BOURDIEU, Pierre, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 36-37, février/mars 1981, p.3-24.

BRUBAKER, Rogers, « Au-delà de l' "identité" », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, numéro 139, p.66-85.

BRUNET, Roger et AURIAC, Franck, *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fondation Diderot, Fayard, 1986, 343p.

DEBARDIEU, Bernard, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », in *Espace géographique*, tome 24, n°2, p.97-112.

DI MÉO Guy, « L'identité : une médiation essentielle du rapport espace / société », in *Géocarrefour*, vol. 77, n°2, 2002. p.175-184.

GASNIER, Arnaud, « Politique urbaine locale et images de la ville. Les exemples de Brest, Le Mans et Tours », in *Norois*, n°156, 1992, octobre-décembre 1992. p. 467-476.

GIRAUT, Frédéric, HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam et GUYOT, Sylvain, « Au nom des territoires ! », in *L'Espace géographique* 2/2008, tome 37, p.97-105.

LAMIZET, Bernard, *Le sens de la ville*, L'Harmattan, Paris, 2002, 242p.

LUSSAULT, Michel, *Tours : images de la ville et politique urbaine*, Tours, Maison des sciences de la ville, Université François-Rabelais, 1993, 415p.

LUSSAULT, Michel, « Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine », in *Annales de Géographie*, 1997, tome, 106, n°597, p.520-533.

MONNET, Jérôme, *La ville et son double. La parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 1993, 221p.

MONNET, Jérôme, « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité », in *Cybergeog : European Journal of Geography*, mis en ligne le 7 avril 1998.

NOPPEN, Luc et MORISSET, Lucie K. (dir.), *Identités urbaines. Echos de Montréal*, Québec, éditions Nota Bene, 2003, 320p.

PROULX, Marc-Urbain et TREMBLAY, Dominic, « Marketing territorial et positionnement mondial », in *Géographie, économie, société*, 2/2006, volume 8, p.239-256.

REY, Henri, « Dire le local en banlieue », in *Mots*, décembre 1990, n°25, p.105-108.

ROSEMBERG-LASORNE, Muriel, « Marketing urbain et projet de ville : parole et représentations géographiques des acteurs », in *Cybergeog : European Journal of Geography*, mis en ligne le 3 mai 2010.

SALMON, Christian, *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007, 251p.

SAPIRO, Gisèle, STEINMETZ, Georges, DUCOURNAU, Claire, « La production des représentations coloniales et postcoloniales », in *Actes de la recherche en sciences sociales* 5/2010, n° 185, p. 4-11.

TIANO, Camille, « Quelles valeurs pour revaloriser les territoires urbains ? », in *Cybergeog : European Journal of Geography*.

Histoire politique

Ouvrages d'histoire politique

BECKER, Jean-Jacques et BERSTEIN, Serge, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. Tome 12 : Victoire et frustrations, 1914-1929*, Paris, Seuil, 1990, 455p.

BECKER, Jean-Jacques et CANDAR, Gilles, *Histoire des gauches en France*, volume 2, XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire, Paris, La Découverte, 2005, 784p.

BERSTEIN, Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999, 412p.

COINTET, Jean-Paul, *La Légion française des combattants. Vers le parti unique... Vichy 1940-1944*, Paris, Henri Veyrier, 1991, 454p.

MUEL-DREYFUS, Francine, *Vichy et l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps*, Paris, Seuil, 1996, 385p.

KERGOAT, Jacques, *Histoire du parti socialiste*, Paris, La Découverte, 1997, 124p.

LABORIE, Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, 405p.

MYSYROWICZ, Ladislav, *Autopsie d'une défaite : cinq études sur les origines de l'effondrement militaire français 1919-1939*, thèse de sciences politiques, Lausanne, éditions de l'Âge d'homme, 1973, 385p.

REMOND, René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, 400p.

ROUSSEAU, Frédéric (dir.), *Guerres, paix et sociétés. 1911-1946*, Paris, Atlande, 2004, 734p.

ROUSSO, Henry, *Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990, 414p.

TARTAKOWSKY, Danielle, *Les manifestations de rue en France : 1918-1968*, Paris, Sorbonne, 1997, 869p.

VARASCHIN, Denis et LALOUX, Ludovic, *10 mars 1906 – Courrières, aux risques de l'histoire*, Vincennes, éditions GRHEN, 2006, 592 p., Actes du colloque international sur la catastrophe minière de Courrières (10 mars 1906) tenu à Billy-Montigny (Pas-de-Calais) les 9-11 mars 2006.

VIAL, Éric, *L'Union populaire italienne, 1937-1940. Une organisation de masse du Parti communiste italien en exil*, Rome, École française de Rome, 2007, 461 p.

WIEVIORKA, Annette, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, Denoël, 1986, 358p.

Etrangers et identification nationale

BONNET, Jean-Charles, *Les pouvoirs publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, Lyon 2, 1976, 414p.

DE BARROS, Françoise, *L'Etat au prisme des municipalités : une comparaison historique des catégorisations des étrangers en France (1919-1984)*, thèse de science politique, dact., Paris 1, 2004, 539p.

DE BARROS, Françoise, « Les acteurs municipaux et "leurs" étrangers (1919-1984) : gains et contraintes d'un détour communal pour l'analyse d'un travail de catégorisation étatique », in *Genèses*, 2008/3, n°72, p.42-62.

BLANC-CHALEARD, Marie-Claude, DOUKI, Caroline, DYONET, Nicole et MILLIOT, Vincent, *Police et migrants. France 1667-1939*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2^{ème} partie sur « Identification des migrants et protection nationale », p.107-196.

GUERRY, Linda, « La main-d'œuvre étrangère au féminin. L'exemple marseillais dans l'Entre-deux-guerres », in *Provence Historique*, fascicule 242, 2010, p.417-431.

GUILLAUME, Pierre, « Du bon usage des immigrés en temps de crise et de guerre : 1932-1940 », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°7, juillet-septembre 1985, p.117-126.

LEWIS, Mary D., « Les pratiques d'expulsion dans le Rhône durant la crise », in Philippe RYGIEL (dir.), *Le bon grain et l'ivraie. L'Etat-Nation et les populations immigrées. Fin XIX^e siècle-début XX^e siècle*, Paris, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 2004, p.152-163.

MENJOT, Denis et PINOL, Jean-Luc (éd.), *Les immigrants et la ville. Insertion, intégration, discrimination (XII^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1996, 232p.

NOIRIEL, Gérard, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècle*, Chapitre 2 « La carte et le code », Seuil, 1988, p.71-124.

NOIRIEL, Gérard, *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, 334p.

NOIRIEL, Gérard, « Surveiller les déplacements ou identifier les personnes ? Contribution à l'histoire du passeport en France de la I^{ère} à la III^e République », in *Genèses*, 30, 1998, p.77-100.

NOIRIEL, Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIX^e-XX^e siècle : discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007, 717p.

PIAZZA, Pierre, *Histoire de la carte nationale d'identité*, Paris, Odile Jacob, 2004, 462p.

PIAZZA, Pierre, « Septembre 1921 : la première "carte d'identité de Français" et ses enjeux », in *Genèses* 1/2004, n°54, p.76-89.

PIAZZA, Pierre, « La « carte d'identité de français » sous Vichy », in Xavier CRETTEZ et Pierre PIAZZA, *Du papier à la biométrie : identifier les individus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, chapitre 3, p.51-69

PIERRE, Claudine, « Les socialistes, les communistes et la protection de la main d'œuvre française (1931-1932) », in *Revue européenne de migrations internationales*, vol.15, n°3, 1999, p.199-221.

PONTY, Janine, *L'immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2004, 416p.

RYGIEL, Philippe (dir.), *Le bon grain et l'ivraie. L'Etat-Nation et les populations immigrées. Fin XIX^e siècle-début XX^e siècle*, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 2004, 168p.

SCHOR, Ralph, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, 761p.

SINGER-KEREL, Jeanne, « "Protection" de la main-d'œuvre en temps de crise », in *Revue européenne de migrations internationales*, vol. 5, n°2, 1989, p.7-27.

Autres travaux d'histoire politique

AMIEL, Olivier, « Le solidarisme, une doctrine juridique et politique française de Léon Bourgeois à la V^e République », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 1/2009, n° 11, p. 149-160.

BERNARD, Jean-Pierre, « La liturgie funèbre des communistes (1924-1983), in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°9, janvier-mars 1986, p. 37-52.

BERSTEIN, Serge, « L'historien et la culture politique », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°35, juillet-septembre 1992, p. 67-77.

BIRNBAUM, Pierre, « Le pouvoir local de la décision au système », in *Revue française de sociologie*, n°14-3, 1973, p.336-351.

BODIN, Louis, « De Tours à Villeurbanne : pour une lecture renouvelée de l'histoire du parti communiste français », in *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, n°2-3, 1975, p.279-296.

BURRIN Philippe, « Poings levés, bras tendus. La contagion des symboles au temps du front populaire », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1986, volume 11, n°11, p.5-20.

CAMPBELL KARLSGODT, Elizabeth, « *Recycling French Heroes : The Destruction of Bronze Statues under the Vichy Regime* », in *French Historical Studies*, volume 29, n°1, Winter 2006, p.143-181.

CHAMBARLHAC, Vincent, « L'héroïsation. Représenter, nécessité du Rassemblement populaire », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°103, 2008, p.55-71.

CEPEDE, Frédéric, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le parti », in *Cahiers Jaurès*, 1/2008, n° 187-188, p.29-45.

DALISSON, Rémi, « La propagande festive de Vichy », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 3/2002, n°207, p.5-35.

DREYFUS, Michel, « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années trente », in *Revue d'histoire moderne contemporaine*, tome 35, n°3, juillet-septembre 1988, p.452-469.

FULLA, Mathieu et JOUSSE Emmanuel (coord.), dossier : *Les socialistes français face au réformisme*, in *Histoire@politique*, n°13, janvier-avril 2011. <http://histoire-politique.fr/index.php?numero=13&rub=dossier>

IHL, Olivier, « Le pouvoir de la règle », in *Ateliers*, n°27, 2004, p.47-80.

JENNINGS, Éric, « Discours corporatiste, propagande nataliste, et contrôle social sous Vichy », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 4/2002, n° 49-4, p.101-131.

FABRE, Rémi, « Pressensé et la séparation des Eglises et de l'Etat une contribution importante », in *Cahiers Jaurès*, 2004/1, n°171, p.25-34.

FLONNEAU, Jean-Marie, « L'évolution de l'opinion publique de 1940 à 1944 », in Jean-Pierre AZEMA et François BEDARIDA (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p.506-521.

FOUILLOUX, Etienne, « Eglise catholique et Seconde Guerre mondiale », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°73, janvier-mars 2002, p.111-124.

HERMON, Elly, « Le désarmement moral, facteur dans les relations internationales pendant l'entre-deux-guerres », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°156, octobre 1989, p.23-36.

LABORIE, Pierre, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°18, avril-juin 1988, p.101-117.

LAZAR, Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante...La culture politique communiste », in Serge BERSTEIN (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, Seuil, 2003 (1^{ère} édition en 1999), p.227-257.

LEVY, Claude et VEILLON, Dominique, « Propagande et modelage des esprits », in Jean-Pierre AZEMA et François BEDARIDA (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p.184-202.

MARIELLE, Jean et SAGNES, Jean, *Le vote des quatre-vingt-le 10 juillet 1940*, Talaia, 2010, 112p.

NADAUD, Eric, « Le renouvellement des pratiques militantes de la S.F.I.O. au début du Front populaire (1934-1936) », in *Le Mouvement Social*, n°153, octobre-décembre 1990, p.9-32.

NEVILLE, Robert, « *The Courrières Colliery Disaster, 1906* », in *Journal of Contemporary History*, volume 13, n°1, 1978, p.32-52.

NORD, Philip, « Vichy et ses survivances : les Compagnons de France », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 4/2012, n° 59-4, p.125-163.

OFFENSTADT, Nicolas, « Le pacifisme extrême à la conquête des masses : la Ligue Internationale des Combattants de la Paix (1931-1939) et la propagande », in *Matériaux pour l'histoire*, 1993, n°30, p.35-39.

PESCHANSKI, Denis, « Vichy au singulier, Vichy au pluriel. Une tentative avortée d'encadrement de la société (1941-1942) », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 43^e année, n°3, 1988, p.639-661.

PESCHANSKI Denis, « Contrôler ou encadrer ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°28, octobre-décembre 1990, p. 65-76.

POIRRIER, Philippe, « Culture nationale et antifascisme au sein de la gauche française (1934-1939) » in Serge WOLIKOW et Annie BLETON-RUGET (dir.), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, EUD, 1998, p. 239-247.

PROST, Antoine, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », in *Le Mouvement social*, 2002/3, n°200, p.33-54.

SCHWEITZER, Thomas Adrian, « Le Parti communiste français, le Comintern et l'Algérie dans les années 1930 », in *Le Mouvement social*, 1972, n°78, p.115-136.

ROUSSO, Henry, « Vichy, le grand fossé », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°5, numéro spécial : *Les guerres franco-françaises*, janvier-mars 1985, p.55-79.

SERRANO, Carlos, « Le paradigme perdu : Camarada, compañero, ciudadano... (contribution à l'étude du vocabulaire politique espagnol) », in *Bulletin Hispanique*, tome 101, n°2, 1999, p.557-571.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Manifestations, fêtes et rassemblements à Paris (juin 1936-novembre 1938) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°27, juillet-septembre 1990, p.43-54.

WIEVIORKA, Olivier, « La France politique des années sombres. 1940-1944 », in Serge BERSTEIN et Michel WINOCK, *La République recommencée. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, p.186-265.

WOLIKOW, Serge, « communiste (culture) », in Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.178-183

Histoire des municipalités

Histoire du gouvernement municipal

BELLANGER, Emmanuel et GIRAULT Jacques (dir.), *Villes de banlieue, personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au XX^e siècle*, Paris, Créaphis, 2008, 221p.

BELLANGER, Emmanuel, « La mort laïcisée, neutralisée et rationalisée : municipalisation des pompes funèbres, syndicalisation des communes et magistère mayoral en banlieue parisienne au XX^e siècle », in Patrick WEIL (dir.), *Politiques de la laïcité au XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, p.417-439

BENOÎT, Bruno et BERNARD Mathias (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2012, 368p.

BARUCH, Marc-Olivier, *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, 737p.

BOURGUINAT, Nicolas, « Le maire nourricier : renouvellements et déclin d'une figure tutélaire dans la France du XIX^e siècle », in *Le Mouvement Social* 3/2008, n° 224, note 32, p.89-104.

BORRAZ, Olivier, « Le gouvernement municipal en France. Un modèle d'intégration en recomposition », in *Pôle Sud*, n°13, 2000, p.11-26.

CAILLOSSE Jacques, « La ville, le droit et la redistribution des territoires administratifs », in *Politiques et management public*, volume 13 n° 3, 1995, p.83-119.

CHAMOUARD, Aude, *Une autre histoire du socialisme*, Paris, CNRS éditions, 2013, 339p.

COHEN, William B., *Urban Government and the Rise of the French City. Five Municipalities in the Nineteenth Century*, London, MacMillan Press, 1998, 338 p.

DAGENAIS, Michèle, MAVER, Irene et SAUNIER, Pierre-Yves (éd.), *Municipal services and employees in the modern city : new historical approaches*, Burlington, Ashgate, 2003, 238p.

DE MAILLARD Jacques, « La conduite des politiques publiques à l'épreuve des temporalités électorales », in *Pôle Sud*, 2/2006, n°25, p.39-53.

DUMONS, Bruno, « Le "bras droit" du maire : le secrétaire général. Les secrétaires généraux de deux grandes villes du Sud-Est de la France : Lyon et Marseille (1884-1940) », in Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2012, p.137-152.

DUMONS, Bruno, POLLET, Gilles et SAUNIER, Pierre-Yves, *Les élites municipales sous la III^e République : des villes du Sud-Est de la France*, Paris, CNRS, 1997, 210p.

DUMONS, Bruno et POLLET, Gilles, « De l'administration des villes au gouvernement des « hommes de la Ville » sous la III^e République », in *Genèses*, 28, 1997, p.52-75.

DUMONS, Bruno et POLLET, Gilles, *Administrer la ville en Europe (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 2003, 206p.

DUMONS, Bruno et ZELLER, Olivier, *Gouverner la ville en Europe. Du Moyen-Âge au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, 182p.

LE BEGUEC, Gilles et PESCHANSKI Denis (dir.), *Les élites locales dans la tourmente : du Front populaire au années 1950*, Paris, CNRS, 2000, 460p.

LEFEBVRE, Rémi, « Les socialistes, la question communale et l'institution municipale », in *Cahiers Jaurès*, 3/2005, n° 177-178, p. 67-90.

LORCIN, Jean, « Les socialistes stéphanois et la ville, 1900-1910 », in *Cahiers Jean Jaurès*, 2005/3-4, n°177-178, p.53-65.

LE GALES, Patrick, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », in *Revue française de science politique*, n°1, 1995, p.57-95.

MAGRI, Susana et PINOL, Jean-Luc (dir.), Dossier : *Municipalismes*, in *Genèses*, n°10, 1993, p.4-89.

MENJOT, Denis et PINOL, Jean-Luc, *Enjeux et expressions de la politique municipale (XII^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1997, 245p.

PAYRE, Renaud, « Les désillusions réformatrices », in *Revue française d'administration publique* 4/2003, n°108, p. 593-602.

PAYRE, Renaud, *Une science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Editions, 2007, 309p.

PAYRE, Renaud et MARREL, Guillaume, « Le temps des maires. L'allongement du mandat en 1929 : une redéfinition de l'espace politique municipal », in *Politix*, volume 14, n°53, premier trimestre 2001, p.59-86.

RAULT, Michèle, « “Conseiller municipal sous Vichy” : Le cas de la banlieue de Paris, 1941-1944 », in *Revue historique*, tome 288, fasc. 2/584, octobre-décembre 1993, p.419-427.

RIGAUDIERE, Albert, *Gouverner la ville au Moyen-Âge*, Paris, Anthropos-Economica, 1993, p.536.

PINOL, Jean-Luc, « Villes “riches”, ville “pauvres”. Les finances municipales de l'entre-deux-guerres », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p.67-82.

UWE KÜHL, (dir.), *Der Munizipalsozialismus in Europa/Le socialisme municipal en Europe*, München, R.Oldenbourg, 2001, 154p.

Histoire de Lyon

ANGLERAUD, Bernadette, *Lyon et ses pauvres : des œuvres de charité aux assurances sociales, 1800-1939*, Paris, L'Harmattan, 2011, 340p.

BENOIT, Bruno, *L'identité politique de Lyon. Entre violences collectives et mémoires des élites (1786-1905)*, Paris, L'Harmattan, 1999, 212p.

BAYARD, Françoise, « Lyon et les Lyonnais vus de Paris en 1793 », in Bruno BENOIT (dir.), *Ville et Révolution française*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, Institut d'études politiques de Lyon, 1994, p.61-77

BERTHET, Claire, *Contribution à une histoire du logement social en France au XX^e siècle des bâtisseurs aux habitants, les HBM des Etats-Unis*, Paris, L'Harmattan, 1997, 335p.

CHINAL, Michel, « Le grand plan parcellaire ou de détail de la ville de Lyon, 1860-1960 : la contribution des géomètres privés », in Gérard BUYERE, Noëlle CHIRON, Jeanne-Marie DUREAU (dir.), *Forma Urbis. Les plans généraux de Lyon – XVI-XX^e siècles*, catalogue de l'exposition présentée à Lyon, Palais Saint-Jean, 21 novembre 1997-22 mars 1998, p.121-133.

CHOPELIN, Paul, « Les militants laïcs de l'Eglise réfractaire : le cas lyonnais », in *Annales historiques de la Révolution française*, 1/2009, n° 355, p.159-182.

DELEUIL, Jean-Michel, « Du bec de gaz à l'halogène. Les enjeux de l'éclairage public à Lyon », in *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n°1, 1995, p.17 à 28.

DE OCHIANDANO, Jean-Luc, *Lyon à l'italienne : deux siècles de présence dans l'agglomération lyonnaise*, Lyon, éditions Lieux Dits, 2013, 272p.

DUMONS, Bruno, « Le “bras droit” du maire : le secrétaire général. Les secrétaires généraux de deux grandes villes du Sud-Est de la France : Lyon et Marseille (1884-1940) », in Bruno BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2012, p.137-152.

FOUILLET, Bruno, « La ville de Lyon au centre des échanges de prisonniers de guerre (1915-1919) », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2/2005, n° 86, p.25-42.

GARDON Sébastien et MEILLERAND Marie-Clotilde, « La construction d'une réflexion métropolitaine : espaces et structures qui précèdent la mise en place de l'agence d'urbanisme de Lyon », in *Territoire en mouvement*, 2-2007. <http://tem.revues.org/601>

GERSIN, Malincha, *La vie théâtrale lyonnaise d'un empire à l'autre : Grand-Théâtre et Célestins, le temps du privilège. 1811-1864*, thèse d'histoire de l'université Lyon 2 Lumière, dirigée par Olivier ZELLER, soutenue en 2007.

LEQUIN, Yves, *Les ouvriers de la région lyonnaise*, Tome 1 : *La formation de la classe ouvrière régionale*, Tome 2 : *Les intérêts de classe et la république*, Lyon, Presses universitaires de Lyo, 1977, 2 volumes, 573 et 500 p.

LOJKINE, Jean, *La politique urbaine dans la région lyonnaise, 1945-1972*, Paris, Mouton & Co., 294p.

MILLION, Marie-Paule, « Lyon et ses jardins ouvriers », in *Centre de Recherche sur l'Environnement Géographique et Social, Université Lyon II, Contribution à une géo-histoire des jardins ouvriers*, Cahier 4, 1977, Lyon, L'Hermès, p.57-76.

PELLISSIER, Catherine, *La vie privée des notables lyonnais au XIX^{ème} siècle*, Lyon, Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996, 240p.

PERMEZEL, Bruno, *Résistant à Lyon, Villeurbanne et aux alentours. 2824 engagements*, éditions BGA PERMEZEL, 2003, 740p.

PINOL, Jean-Luc, *Espace social et espace politique : Lyon à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1980, 214p.

PINOL, Jean-Luc, *Les mobilités de la grande ville : Lyon, Fin XIX^e-début XX^e siècle*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1991, 431p.

PINOL, Jean-Luc, BUTEZ Claire-Charlotte et REGAGNON Emmanuelle, « Edification et destruction des enceintes militaires au XX^e siècle : le cas de Lyon », in Florence BOURILLON et Annie FOURCAUT (dir.), *Agrandir Paris 1860-1970*, Paris, Sorbonne, 2012, p.49-63.

PRIEUR, Florent, « Une ville en ordre : l'étatisation de la police lyonnaise (1848-1862) », in *Histoire urbaine*, 4/2002, n°76, p.87-113.

RUBY, Marcel, *Résistance et Contre-Résistance à Lyon et en Rhône-Alpes*, Lyon, édition Horvath, 1995, 731p.

SAUNIER, Pierre-Yves, *Lyon au XIX^e siècle. Les espaces d'une cité*, thèse d'histoire sous la direction d'Yves Lequin, soutenue à l'Université Lyon 2, 1992, 1278p.

SAUNIER, Pierre-Yves, « Le siège de Lyon et le culte du territoire », in *Cahiers d'histoire*, tome XXXVIII, 1993, n°3-4, p.351-354.

SAUNIER, Pierre-Yves, *L'esprit lyonnais : XIX^e-XX^e siècles. Genèse d'une représentation sociale*, Paris, CNRS, 1995, 320p.

SAUNIER, Pierre-Yves, « Au service du plan. Hommes et structures de l'urbanisme à Lyon au XX^e siècle », in Gérard BUYERE, Noëlle CHIRON, Jeanne-Marie DUREAU (dir.), *Forma Urbis. Les plans généraux de Lyon – XVI-XX^e siècles*,

catalogue de l'exposition présentée à Lyon, Palais Saint-Jean, 21 novembre 1997-22 mars 1998, p.134-144.

SILLANS Cyrille, *Au service du diable. Pour une histoire de la gestion des risques : incendies et organisations de secours à Lyon de 1852 à 1913*, thèse d'histoire de l'université Lumière Lyon 2, sous la direction de Yves Lequin, 2000, 1126p.

Histoire de Villeurbanne

ASSENA, Manon, *Les enfants d'origine italienne du quartier de Croix-Luizet à Villeurbanne : familles et parcours scolaires, 1945-1955*, Master 2 Recherche-Mathilda, histoire contemporaine, Université Lyon 2.

AUBOUSSIER, Julien et GARCIN-MARROU Isabelle, « Mémoire(s) et territoire(s) : les bulletins municipaux de Villeurbanne », in *Études de communication* 2/2011, n° 37, p.47-62

BONNEVILLE, Marc, *Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière, Villeurbanne. Processus et formes d'urbanisation*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1978, 287p.

BONNEVILLE, Marc, *Croissance urbaine et changement social. Le cas de Villeurbanne dans l'agglomération lyonnaise*, thèse de doctorat d'Etat de géographie, Université Lyon 2, sous la direction de R. Rochefort, 2 tomes, 1981, 981p.

de L'ESCALOPIER, Louis, *Les étrangers à Villeurbanne en 1926*, mémoire de Master 1 sous la direction de Jean-Luc Pinol, ENS de Lyon, 2012.

de ROGALSKI, LANDROT Boris, *Représenter Villeurbanne à travers les récits historiques de 1905 à 2004*, Master 2 recherche en histoire contemporaine, sous la co-direction de Michelle Zancarini-Fournel et de Jean-Luc Pinol, 2010, 182p.

CLEMENCON, Anne-Sophie, TRAVERSO édith et LAGIER Alain (dir.), *Les gratte-ciel de Villeurbanne*, Besançon, éditions de l'imprimeur, 2004, 240p.

COLLIN, Claude, *L'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ?*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1994, 128p.

COLLIN, Claude, « Les italiens dans la MOI et les FTP-MOI à Lyon et Grenoble », in *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2/2005, n° 218, p.67-83.

LAPIERRE, Romain, *Le phénomène associatif populaire à Villeurbanne. 1924-1939*, mémoire de maîtrise d'histoire dirigé par Jean-Yves LEQUIN et soutenu en 1997 à l'Université Lumière Lyon 2, 99p.

MEURET, Bernard, *Socialisme et localité. Villeurbanne : histoire d'une différenciation*, thèse d'études urbaines et d'aménagement, dacty., 1980, 505p.

MEURET, Bernard, *Le socialisme municipal. Villeurbanne. 1880-1982*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1982, 310p.

MEURET, Bernard, « Le problème du centre, comme mode de différenciation d'une commune socialiste : Villeurbanne », in Katherine BURLIN, *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins 1900-1940*, Saint Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987, p.183-193.

MOISSONNIER, Maurice, « Le communisme municipal à Villeurbanne », in *Le Mouvement Social*, n°153, octobre-décembre 1990, p.33-45.

PINOL, Jean-Luc, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, DE ROGALSKI LANDROT, Boris, « Du Palais du Travail aux Gratte-Ciel », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *Le Palais du Travail*, Villeurbanne, Le Rize, 2011, p.66-77.

TERRET, Thierry, « La piscine d'hiver du palais du travail, un outil d'hygiène sociale », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Le Palais du Travail*, Le Rize, Villeurbanne, 2011, p.60-65.

VIDELIER, Philippe, *Gratte-ciel*, Genouilleux, La passe du vent, 2004, 221p.

VIDELIER, Philippe, *Usines*, Genouilleux, La passe du vent, 2007, 221p.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Palais pour le peuple ou palais pour le travail ? Mutualisme, coopération, syndicalisme et socialisme municipal », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *Le Palais du Travail*, Le Rize, 2011, p.24-29.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle et DE ROGALSKI LANDROT, Boris, « L'œuvre d'un maire socialiste : Lazare Goujon, du bâtisseur au vote des femmes », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *Le Palais du Travail*, Le Rize, Villeurbanne, 2011, p.41-53.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (coord.), *Le Palais du Travail*, Le Rize, Villeurbanne, 2011, 96p.

Etudes monographiques (hors Lyon et Villeurbanne)

BRUNET, Jean-Paul, *Saint-Denis la ville rouge. Socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980, 462p.

FERRY, Claude, *La blanchisserie de Thaon 1872-1914*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992, 304p.

FOURCAUT, Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Presse nationale des sciences politiques, 1986, 215p.

NEVERS, Jean-Yves, « Du clientélisme à la technocratie : cent ans de démocratie communale dans une grande ville, Toulouse », in *Revue française de science politique*, 33^e année, n°3, 1983, p. 428-454.

PINSON, Daniel, *L'indépendance confisquée d'une ville ouvrière*, Nantes, Arts, cultures, loisirs, 1982, réédité en 1984, 326p.

Education et loisirs

Dossier : *Les loisirs en ville : espaces, institutions et pratiques*, in « *Histoire urbaine*, 1/2000, n° 1, 224p.

ANBERT, Camille, « Origines de la Cité », in *Les cahiers de la Cité internationale Universitaire*, n°1, Paris, Fondation nationale-CIUP, 1991, 36p.

CHAMPE, Anne-Laure, *Le palais des Arts, des Sports et du Travail*, mémoire de maîtrise d'histoire de l'art et d'archéologie, sous la direction de Jean-François PINCHON, 1997-1998, volume 1 : 104p. + 14 annexes et volume 2 : 46 pages d'illustration

DEMEULENAERE-DOUYERE, Christiane, « Un précurseur de la mixité : Paul Robin et la coéducation des sexes », in *Clio*, n°18, 2003, Dossier : *Mixité et coéducation*, p.125-132.

DESSERTINE, Dominique, « Les écoles de plein air de l'agglomération lyonnaise : de l'innovation sanitaire à l'internat d'assistance », in Anne-Marie CHATELET, Dominique LERCH, Jean-Noël LUC (dir.), *L'Ecole de plein air. Une expérience pédagogique et architecturale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Editions Recherches, 2003, p.357-366.

DEVERS, Francis, « L'Université populaire de Lille ou l'originalité d'un modèle provincial au XX^e siècle », in Gérard POULOUIN (dir.), *Universités populaires hier et aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2012, p.87-97.

DINTZER, Lucien, ROBIN F. et GRELAUD Lucien, « Le Mouvement des Universités Populaires », in *Le Mouvement social*, n°35, avril-juin 1961, p.3-29.

DOWNS, Laura Lee, *Histoire des colonies de vacances de 1860 à nos jours*, Paris, Perrin, 2009, 439p.

FROISSARD, Tony, « *Sport populaire* » de *Seine-et-Oise. 1880-1939*, Paris, L'Harmattan, 2003, 292p.

GOULET, Vincent, « Transformer la société par l'enseignement social. La trajectoire de Dick May entre littérature, sociologie et journalisme », in *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°19, 2008/2, p.117-142.

GUERENA, Jean-Louis, « European Influences in Spanish Popular Education : The Case of the Socialist Casa Del Pueblo of Madrid and the Belgian Model (1897-1929) », in *History of Education*, volume 35, n°1, janvier 2006, p.27-45.

HAMELIN, David, « Les Bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle », in *Le Mouvement Social*, 2/2011, n° 235, p. 23-37.

KEITH BARNETT, Graham, « La léthargie des bibliothèques municipales », in Martin POULAIN (dir.), *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques au XX^e siècle. 1914-1990*, Paris, éditions du cercle de la Librairie, 1992, p.53-81.

HILL, Kate, *Culture and Class in English Public Museums, 1850-1914*, Chapter Four : The Social Characteristics of Municipal Museums, Burlington, Ashgate, 2005, p.53-68.

JOLLET, Anne (coord.), Dossier : *Retour sur les bourses du travail. Aux sources de l'histoire syndicale française*, in *Les cahiers de l'histoire*, 2011, n°116-117, <http://chrhc.revues.org/2342>

MARCHAND, Philippe, « L'enseignement technique et professionnel en France. 1800-1919. Essai de bilan historiographique », in *Techniques & Culture*, n°45, 2005.

MERCIER, Lucien, *Les universités populaires 1899-1914*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1986, 188p.

MERCIER, Lucien, « Universités populaires et éducation ouvrière », in Guy BRUCY, Emmanuel DE LESCURE (dir.), *Mouvement ouvrier et formation*.

Genèses : de la fin du XIX^e siècle à l'après Seconde Guerre mondiale, Paris, L'Harmattan, 2009, p.65-80.

PREMAT, Christophe, « L'engagement des intellectuels au sein des Universités Populaires », in *Tracés. Revue de sciences humaines*, n°11, 2006/1, p.67-84.

RAB, Sylvie, « Les municipalités ouvrières et le sport dans les années trente. L'exemple de 3 municipalités socialistes de banlieue (Boulogne, Puteaux et Suresnes) », in Pierre ARNAUD (dir.), *Les origines du sport ouvrier en France*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.247-266.

RICHEZ, Jean-Claude et STRAUSS, Léon, « Un temps nouveau pour les ouvriers : les congés payés (1930-1960) », in Alain CORBIN, *L'avènement des loisirs. 1850-1960*, Paris, Aubier, 1995, p.376-412.

SABATIER, Fabien, « Mobilité affinitaire et mouvement sportif ouvrier : l'itinéraire de Rosette Guérard (1924-1950) », in *Le Mouvement Social* 2/2006, n°215, p.67-80.

SAINT-MARTIN, Jean, « La politique sportive d'Edouard Herriot (1914-1939) », in BRUNOT BENOIT et Mathias BERNARD (dir.), *Le maire et la ville dans la France contemporaine*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2012, p.245-259.

TERRET, Thierry, *Histoire du sport*, Paris, Presses universitaires de France, 3^e édition, 2011, 127p.

PREMAT, Christophe et SIGAUT, Olivier, « La diffusion des universités populaires en France (1898-1914) », intervention lors du colloque *Formas y espacios de la educacion popular en le Europa mediterranea*, a la Casa Velazquez en 2009. Texte en ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00514195>

WUILLEME, Tanguy, « L'Université populaire de Lyon (1899-2008) : enseignements et engagements », in Gérard POULOUIN (dir.), *Universités populaires hier et aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2012, p.63-77.

YA'ACOV, Oved, «The future society according to Kropotkin » in *Cahiers du monde russe et soviétique*, volume 33, n°2-3, avril-septembre 1992, p.303-320.

Assistance et ravitaillement

ALBERT, Marie-Claude, « Les politiques municipales d'assistance dans la région de Poitiers (1939-1945), in Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ?*, Saint Etienne, Créaphis, 2008, p.495-513.

BONZON, Thierry, « La société, l'Etat et le pouvoir local : l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°183, juillet 1996, p11-28.

DE BARROS, Françoise, « Secours aux chômeurs et assistances durant l'entre-deux-guerres. Etatisation des dispositifs et structuration des espaces politiques locaux », in *Politix*, volume 14, n°53, 2001, p.117-144.

FLONNEAU, Jean-Marie et VEILLON, Dominique (dir.), Dossier : *Le temps des restrictions en France 1939-1949*, in *Les Cahiers de l'IHTP*, n°32-33, mai 1996, 539p.

FOUILLET, Bruno, « La ville de Lyon au centre des échanges de prisonniers de guerre (1915-1919) », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2/2005, n° 86, p.25-42.

GRENARD, Fabrice, « Les implication politiques du ravitaillement en France sous l'Occupation », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2/2007, n° 94, p. 199-215.

GRENARD, Fabrice, *Les scandales du ravitaillement. Détournements, corruption, affaires étouffées en France, de l'Occupation à la guerre froide*, Payot, 2012, 294p.

LAGRANGE, Maurice, « Le rapatriement des réfugiés après l'exode (juillet-septembre 1940) », in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 27^e année, n°107, juillet 1977, p.39-52.

Hygiénisme, santé

BOURDELAIS, Patrice, « Les bureaux d'hygiène municipaux (1879-1900). Convaincre, décider, innover, assister, convaincre et diffuser », in Patrice BOURDELAIS et Olivier FAURE (dir.), *Les nouvelles pratiques de santé : acteurs, objets, logiques sociales, XVIII^{ème}-XX^{ème} siècles*, Paris, Belin, 2004, p.284.

BOURDELAIS, Patrice (dir.), *Les Hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Belin, 2001, 543p.

FRIOUX, Stéphane, « Problème global, action locale : les difficultés de la lutte contre les fumées industrielles à Lyon (1900-1960) », in Thomas LE ROUX et Michel LETTE, *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit, XVIII^e-XIX^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p.317-333.

LARBIOU, Benoît, « René Martial, 1873-1955. De l'hygiénisme à la raciologie, une trajectoire possible », in *Genèses* 3/2005, n° 60, p.98-120.

MASSARD-GUILBAUD, Geneviève, « La régulation des nuisances industrielles urbaines (1800-1940), in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°64, octobre-décembre 1999, p.53-65.

PAQUY, Lucie, « Naissance et développement d'un service sanitaire municipal. Le bureau d'hygiène de Grenoble (1889-1914) », in Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ?*, Saint Etienne, Créaphis, 2007, p.223-233.

SALLE, Muriel, *L'avant d'une Belle Époque. Genre et altérité dans les pratiques et les discours d'Alexandre Lacassagne, médecin lyonnais (1843-1924)*, thèse d'histoire contemporaine, sous la direction de Michelle Zancarini-Fournel Université Lyon 2, soutenue le 18 septembre 2009, 870p.

SAUTEREAU, Manuelle, « Aux origines de la pédiatrie moderne : le docteur Léon Dufour et l'œuvre de la « Goutte de lait » (1894-1928) », in *Annales de Normandie*, juillet 1991, n°3, p.217-233.

Logement

BELLANGER, Emmanuel, « Les maires et leurs logements sociaux. Des années de fondation à l'âge d'or du grand ensemble (1920-1960) », in *Histoire urbaine*, 2008/3, n°23, p.95-107.

EFFOSSE, Sabine, *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003, 736p.

FIJALKOW, Yankel, « Surpopulation ou insalubrité deux statistiques pour décrire l'habitat populaire (1880-1914), in *Le Mouvement Social*, n°182, janvier-mars 1998, p.79-96.

FOURCAUT, Annie, « Du lotissement au quartier. Le cas de la banlieue parisienne dans l'entre-deux-guerres », in *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, 1993, volume 105, n°105-2, p.441-457.

FROUARD, Hélène, « À l'ombre des familles nombreuses : les politiques françaises du logement au XX^e siècle », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2/2010, n° 57-2, p. 115-131

GUERRAND, Roger-Henri, *Propriétaires et locataires. Les origines du logement social en France (1850-1914)*, Paris, Quintette, 1987, 345p.

GUILLOT, Pascal, « Un maire de banlieue face à la question du logement entre discours et pratique : le cas d'André Morizet (1919-1942) », in *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 98, 2006, p.15-25.

LESCURE, Michel, *Les banques, l'Etat et le marché immobilier en France à l'époque contemporaine (1820-1940)*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1982, 622p.

TOPALOV, Christian, *Le logement en France : histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1987, 437p.

VOLDMAN, Danièle, « Le marché du logement populaire en France au XX^e siècle », in Annie FOURCAUT et Patrick HARISMENDY (dir.), *Grands ensembles : intentions et pratiques (1850-1970)*, Saint Brieux, Corlet imprimeur, 2011, p.7-18.

Histoire des réseaux et des échanges municipaux

Histoire de la communication

BENZONI-GROSSET, Catherine, « Les nouveaux « managers » du local et la communication », in DRAGAN Ion (dir.), *La communication du politique*, L'Harmattan, 1999, p.337-350.

DELPORTE, Christian (coord.), *Médias et villes, XVIII^e-XX^e siècle*, Tours, Publication de l'Université François Rabelais, 1999, 303 p.

DELPORTE, Christian, « médias », in Christian DELPORTE, Jean-Yves MOLLIER et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p.524-528.

KUPFERMAN, Fred et MACHEFER Philippe, « Presse et politique dans les années Trente : le cas du "Petit Journal" » in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°1, janvier-mars, 1975, p.7-51.

RIPERT, Aline et FRERE, Claude, *La carte postale son histoire, sa fonction sociale*, Paris, CNRS, 2001 (1^{ère} édition, 1983), 195p

Intercommunalité et associations mayorales

AUBRUN, Juliette, « S'unir pour gérer un service public », in *Cahiers Jaurès*, 3/2005, n°177-178, p. 39-51.

BELLANGER, Emmanuel, *Administrer la « banlieue municipale » : activité municipale, intercommunalité, pouvoir mayoral, personnel communal et tutelle préfectorale en Seine banlieue des années 1880 aux années 1950*, thèse d'histoire contemporaine, Département d'histoire, Université Paris 8, 2004, 1516p.

BELLANGER, Emmanuel, « Les syndicats de communes d'une France en morceaux ou comment réformer sans supprimer (1890-1970) », in Rémy LE SAOUT (dir.), *Réformer l'intercommunalité. Enjeux et controverses autour de la réforme des collectivités territoriales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p.207-225.

LE LIDEC, Patrick, « Aux origines du "compromis républicain". La contribution des associations de maires aux règles du jeu politique sous la III^e République », in *Politix*, vol. 14, n°53, premier semestre 2011, p.33-58.

MEILLERAND, Marie-Clothilde, *Penser l'aménagement d'une métropole au 20^{ème} siècle. Enjeux territoriaux, acteurs locaux et politiques publiques dans la région lyonnaise*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Jean-Luc PINOL, soutenue le 4 juin 2010, tome 1, 647p. + tome 2. Annexes, 182p.

PAYRE, Renaud et SAUNIER, Pierre-Yves, « A city in the world of cities : Lyon and municipal associations in the 20th century », in EWEN Shane and SAUNIER Pierre-Yves (dir.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment 1850-2000*, London, Palgrave, 2008, p.69-85.

SILLANS Cyrille, *Au service du diable. Pour une histoire de la gestion des risques : incendies et organisations de secours à Lyon de 1852 à 1913*, thèse d'histoire de l'université Lumière Lyon 2, sous la direction de Yves Lequin, 2000, 1126p.

Réseaux réformateurs et figures du réformisme

ACCORNERO, Cristina, « Réformer la ville : ingénierie sociale et politique urbaine à Turin au début du XX^e siècle », in Yannick MAREC (dir.), *Villes en crise ?*, Saint Etienne, Créaphis, 2007, p.167-173.

BAYON, Denis et FROBERT, Ludovic, « Lois ouvrières et réformisme social dans l'œuvre de Paul Pic (1862-1944) », in *Le Mouvement social*, n°201, 2002/4, p.53-80.

BURLIN, Katherine (éd.), *La banlieue-oasis, Henri Sellier et les cités-jardins 1900-1940*, Paris, Presses universitaires de Vincennes, 1987, 302p.

CHAMOUARD, Aude, « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », in *Vingtième siècle Revue d'histoire*, 96, octobre-décembre, 2007, p.23-33.

COUDROY DE LILLE, Laurent (coord.), Dossier : *Henri Sellier – La cause des villes*, in *Histoire urbaine*, n°37, 2013/2, 200p.

EWEN, Shane, « Le long XXe siècle, ou les villes à l'âge des réseaux municipaux transnationaux », in *Urbanisme*, Dossier : *Modèles urbains*, n°383, mars-avril 2012.

GUILLOT, Pascal, « André Morizet 1876-1942 », in Thierry PAQUOT (dir.), *Les faiseurs de villes*, Gollion, InFolio éditions, 2010, p.303-321.

MAGRI, Susanna et TOPALOV Christian, « De la cité-jardin à la ville rationalisée. Un tournant du projet réformateur (1905-1925) dans quatre pays », in *Revue de sociologie*, 1987, 28-3, p.417-451.

PAYRE, Renaud, « Une république des communes. Henri Sellier et la réforme municipale en avril 1942 », in *Genèses*, n°41, 2000, p.145-163.

REBERIOUX, Madeleine, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande guerre. Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Katherine BURLIN, *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1987, p. 27-35.

SAUNIER, Pierre-Yves, « *Changing the city: urban international information and the Lyon municipality, 1900- 1940* » in *Planning perspectives*, 14, 1999, p.19-48.

SAUNIER Pierre-Yves, « La toile municipale aux 19^e-20^e siècles : un panorama transnational vu d'Europe », in *Revue d'histoire urbaine/urban history review*, XXIV, 2, 2006, p.163-176.

SAUNIER, Pierre-Yves, « Les chemins de l'internationale municipale », in Renaud PAYRE (dir.), *Lyon ville internationale. La métropole lyonnaise à l'assaut de la scène internationale, 1914-2013*, Lyon, édition Libel, p.40-55.

TOPALOV, Christian (dir.) *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, E.H.E.S.S., 1999, 574p.

Réseaux techniques

BOCQUET, Denis et FETTAH Samuel (dir.), *Réseaux techniques et conflits de pouvoir. Les dynamiques historiques des villes contemporaines*, Rome, Ecole Française de Rome, 2007, 328p.

DELEUIL, Jean-Michel, « Du bec de gaz à l'halogène. Les enjeux de l'éclairage public à Lyon », in *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n°1, 1995, p.17 à 28.

FERNANDEZ, Alexandre, « Les lumières de la ville. L'administration municipale à l'épreuve de l'électrification », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°62, avril-juin 1999, p. 107-122.

FRIIOUX, Stéphane, *Les réseaux de la modernité. Amélioration de l'environnement et diffusion de l'innovation dans la France urbaine (fin XIX^e siècle - années 1950)*, thèse d'histoire contemporaine, sous la direction de Jean-Luc PINOL, soutenue le 27 novembre 2009, 639p.

GARDON, Sébastien, *Gouverner la circulation urbaine, Des villes françaises face au problème automobile (années dix-années soixante)*, thèse de science politique soutenue le 17 juin 2009, sous la direction de Gilles Pollet, I.E.P. de Lyon et université Lumière Lyon 2, 602 p.

GIRAUD, Jean-Marie, *Gaz et électricité à Lyon (1820-1946), des origines à la nationalisation*, thèse de doctorat sous la direction de H. Morsel, Université Lumière Lyon II, 1992, 1160p.

PAQUIER, Serge et WILLIOT Jean-Pierre (dir.), *L'industrie du gaz en Europe aux XIX^e et XX^e siècles : l'innovation entre marchés privés et collectivités publiques*, actes des colloques organisés par les universités d'Artois et de Genève en mars et décembre 1999, Bruxelles, Presses Interuniversitaires européennes, 2005, 613p.

Circulation des savoirs urbains

BELLANGER, Emmanuel, « La ville en partage : les « savoir-administrer » dans la conduite des affaires municipales et intercommunales en banlieue parisienne (années 1880-1950) », in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* 1/2005, n° 12, p. 79-95

EWEN, Shane et SAUNIER, Pierre-Yves (éd.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment (1850-2000)*, New-York, Palgrave, 2008.

GENET, Jean-Philippe, et RUGGIU François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, Représentations, Pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècles)*, Paris, PUPS, 2007, 402p.

HIETALA, Marjatta, *Services and Urbanization at the Turn of the Century. The Diffusion of Innovations*, Studia Historica 23, Finnish Historical Society, Helsinki, 1987, 408p.

INGOLD, Alice, « Savoirs urbains et construction nationale. La ville, au delà de l'Etat-nation ? », in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1/2005, n°12, p.55-77.

PAQUOT, Thierry et SÖDERSTRÖM, Ola (dir.), Dossier : *Modèles urbains*, in *Revue Urbanisme*, n°383, mars-avril 2012, p.41-72.

PAYRE, Renaud, *Une science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Editions, 2007, 309p.

PAYRE, Renaud, « Un municipalisme européen ? Circulation d'innovations et gouvernement des villes dans l'entre-deux-guerres », in Michelle ZANCARINI-FOURNEL (coord.), *Le Palais du Travail, Villeurbanne*, Le Rize, 2011, p.30-37.

Municipal Connections : co-operation, Links and Transfers among European Cities in the Twentieth Century in Contemporary European History, volume 11, n°4, novembre 2002, p.507-674.

SAUNIER, Pierre-Yves, « Circulations, connexions, espaces transnationaux », in *Genèses*, 2004/4, n°57, p.110-126.

VAN DAMME, Stéphane, « Les sciences humaines à l'épreuve de la ville : les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (XVII^e-XX^e siècles) », in *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1/2005, n°12, p.3-15.